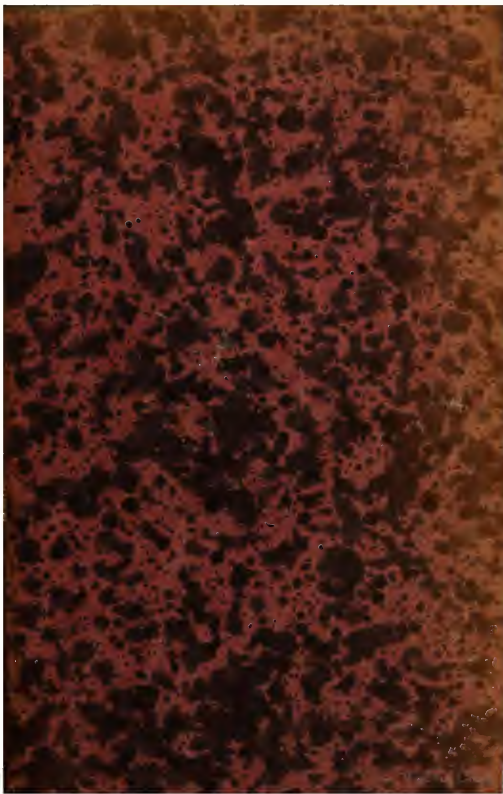






DICTIONNAIRE
DE
L'ARMÉE DE TERRE.

DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE. 10^e PARTIE.

En vertu d'arrangements particuliers pris avec la famille de M. le général Bardin, je suis resté seul éditeur du **DICIONNAIRE DE L'ARMÉE DE TERRE**. Les éditions avouées seront revêtues de ma signature. J'espère que cette précaution ne sera pas illusoire, et que la cupidité ne me forcera pas à solliciter l'application de la loi contre les contrefacteurs.



COGNET SBN

DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE DE TERRE

OU RECHERCHES HISTORIQUES
SUR L'ART ET LES USAGES MILITAIRES
DES ANCIENS ET DES MODERNES,

PAR LE GÉNÉRAL BARDIN,

AUTEUR DU MANUEL D'INTANTERIE,
DU MÉMOIRAL DE L'OFFICIER D'INTANTERIE, MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET LETTRES,
COLLABORATEUR DU COMPLÉMENT DU DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE,
DU DICTIONNAIRE DE LA COINTEMENTERIE,
DE L'ENCYCLOPÉDIE DES SCIENCES ET LETTRES, ETC., ETC.

DIXIÈME PARTIE.

INTANTERIE-LIEUT.-COLONEL. 2881 A 5200.



PARIS,
LIBRAIRIE MILITAIRE, MARITIME ET POLYTECHNIQUE,
DE J. CORRÉARD,

LIBRAIRE-ÉDITEUR ET LIBRAIRE-COMMISSIONNAIRE,
RUE CHRISTINE, 1.

1849.

2011.02.22

ment payé. — Les communes ou la bourgeoisie, car ces mots sont souvent synonymes, étaient trop jalouses de leurs chartes pour ne pas saisir toutes les occasions de consolider le titre de l'affranchissement; les cérémonies militaires, les rassemblements armés en étaient un témoignage. Ainsi dans les cas de succession, de mouvance, de transmission par acquet, les souverains mis en possession ne pouvaient, la plupart du temps, faire leur entrée d'honneur qu'après avoir souscrit et juré publiquement le maintien des immunités. Les portes ne leur étaient ouvertes, l'accès de la commune ne leur était accordé par les bourgeois, qu'à condition de condescendre et de participer à ce qu'on appelait la conjuration. — La bourgeoisie fixait la levée, le nombre, l'espèce, la solde de ses troupes; elle en réglait le tirage s'il avait lieu au sort; elle en nommait elle-même le commandant et les officiers. Elle intervenait dans les traités de guerre et de paix. — Dans les lieux où l'affranchissement relevait d'autorités diverses, soit royale, soit abbatiales, soit épiscopales, ou seigneuriales, le service militaire participait de cet état de choses. Ainsi des villes telles que Paris, Tours, etc., comprenaient dans leurs murs d'enceinte, des enceintes internes, qui avaient leurs tribunaux, leur guet, leurs fortifications. — En 1302 Philippe le Bel convoqua tous les hommes des communes de dix-huit à soixante ans. — En 1351 (octobre) Jean confirme l'ordonnance de Philippe le Bel sur la bourgeoisie. — Il s'est conservé un édit de convocation ou ordonnance de 1425 par lequel le duc de Bretagne appelait aux armes sa milice communale. — Les gardes urbains, les troupes noobroges, les archers, les chevaliers de l'arralète, les sergents de ville, les troupes nommées cinquantières, qui ont longtemps subsisté, étaient une trace des anciennes milices communales. — N° 2. COMPOSITION. — La milice des communes se composait, en grande partie, d'archers à pied; elle était destinée à secourir la gens d'armes; elle était levée par l'autorité municipale, suivant des règles concertées entre le monarque, les évêques et les principaux habitants. Ce mode différait des anciens appels promulgués en vertu de l'ordre du seigneur, par les baillis, châtellains, comtes, vicomtes; mais le fond de la législation n'était pas nouveau; de tout temps les Français de condition libre étaient tenus au service militaire, comme le témoignent les capitulaires; mais rien n'a varié autant que la forme et le but des rassemblements des troupes. — L'infanterie communale était organisée, suivant Bérton (1742),

DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE.

par bandes divisées en FRONDS ou FRONDS.

— La nécessité de régler la forme des levées communales amena la création des levées seigneuriales présidées par des MAJORS (ou MAJORS) et par des échevins (scabins). L'importance que prirent ces emplois, les enrégimentements de l'état civil, la construction des hôtels de ville, la multiplication des offices des seigneurs, l'usage du GURT ASSIS AUX PORTES des villes datent de cette époque. — Ces levées étaient en général d'infanterie; aussi quelques auteurs disent l'infanterie des communes; cependant Duguesne elle une charte qui prouve que certaines communes étaient tenues aussi à fournir des hommes montés; c'est peut-être la souche des arbalétriers à cheval. — Peut-être est-ce à raison de cette double nature de troupe que la plupart des écrivains emploient de préférence un mot d'infanterie, l'expression MILICE DES COMMUNES. — N° 3 DÉNOMINATION, FORCE, UNIFORME. — En bas latin, cette infanterie s'est appelée : *communis* ou *communia*, ou *communitates parochiarum*. — Les historiens de Philippe-Auguste donnent le nom de légion à chaque troupe de même paroisse, c'était un terme d'allusion et de poésie, mais point une expression didactique. — Le nombre des soldats, ou, comme on disait alors, des sergents de pied ou de cheval (servientes), que les communes devaient mettre en campagne, était spécifié dans les chartes d'affranchissement accordées au pays. — Les deux tiers, environ, de la milice communale étaient armés d'arcs; le reste l'était de masses d'armes nommées bouges, clommes, d'armes de longport telles que fauchards, ou falcaires, etc. En général, les instruments d'agriculture, ou les outils de la profession habituelle de l'homme momentanément soldat, se changeaient pour lui en armes d'armes, ou en armes contondantes. Les formes de ses vêtements se ressemblaient également des usages de la vie commune; ainsi, il portait jacque et bliaut, c'est-à-dire blouse d'homme des champs. — N° 4. TACTIQUE. — A la bataille de Bouvines, en 1214, la milice des communes est entremêlée, à ce que dit Bérton (1742, A), dans les intervalles de la gens d'armes. Le système du mélange d'armes aurait donc eu quatre ou cinq siècles de durée. — L'infanterie des communes différait surtout du ran féodal et des troupes féodales, en ce qu'elle se rassemblait sous la bannière paroissiale et obéissait à un avocat de l'évêque, soit à un délégué de la commune, soit à un représentant du roi, tandis que les troupes de la noblesse marchaient sous les pennons et les bannières des barons, des seigneurs, des

10^e PARTIE.

181



VICOMTES. — L'Infanterie communale était du reste analogue en certaines choses au *ban*; elle était même un *ban* tenu à un service temporaire censé national et plus ou moins long. — N° 5. SUBORDINATION. — Les MILICES COMMUNALES furent instituées d'abord dans les domaines immédiats du monarque, et comme une troupe placée sous sa seule dépendance; quelquefois aussi, comme le disaient les vieilles chroniques de France, *le monarque vendait ce qui ne lui appartenait pas et retenait le prix et la marchandise*. — Les GRANDS VASSAUX de leur côté eurent recours à de pareilles levées d'hommes; celles-ci n'entraient en campagne que quand le seigneur marchait en personne; ainsi plus d'une fois des MILICES COMMUNALES ont pris les armes-les unes contre les autres, ou ont concouru à des guerres privées; mais pour la plupart elles ont fait partie des ARMÉES ROYALES. — Elles marchaient accompagnées du curé de la paroisse; elles avaient pour chefs des HOMMES DE GUERRE, des COMTES, des GENTILHOMMES qui, par leurs relations sociales, par la position ou la nature de leurs propriétés, ou même à défaut de propriétés, jugeaient utile à leur intérêt de faire cause commune avec les VILLES; delà une scission au sein de la noblesse, scission qui contribua à affaiblir les prérogatives anciennes de certains nobles et à fortifier d'autant le trône. — Quand l'Infanterie communale se joignait à la CAVALERIE FIEFFÉE D'UNE ARMÉE ROYALE, les COMTES ou VICOMTES qui commandaient cette CAVALERIE, avaient quelquefois la haute main sur les MILICES COMMUNALES et subordonnaient à leur bannière la bannière de la banlieue; ainsi, à CRÉCY, les communes étaient commandées par des chevaliers. — N° 6. SERVICE. — Dans le sein des communes, l'Infanterie faisait le guet par quartier d'habitation, par confréries, par corps de métiers; ces différences résultaient de la forme ou de l'étendue de la ville, de l'espèce de ses habitants. — Les couvents étant en général fortifiés, les hommes du domaine ecclésiastique s'y acquittaient d'un service particulier et concouraient quelquefois du service général; mais dans de grandes villes et à Paris par exemple, le guet conventuel ou abbatial ne faisait, au dehors, des patrouilles qu'après avoir caché ses armes dans un étui; l'arc restait dans le coiffe, l'arbalète pendait en bandoulière, l'épée était fourrée. — Tel était le service habituel, mais au besoin l'Infanterie communale franchissait les limites de la commune; dans ce cas elle ne devait, en général, le service que pour quarante jours, et elle l'accomplissait à ses dépens ou

aux frais de la communauté; mais il y avait des communes pour qui l'obligation d'entrer en campagne ne consistait qu'en un service d'un ou de quelques jours. — L'Infanterie communale de Saint-Denis escortait l'entourage. — Les CAS D'INFIRMITÉ autorisaient seuls les dispenses admises; mais il y avait entre la loi et son exécution, et les plus grands abus régnaient. — Les hommes retenus en campagne au delà du terme voulu, devaient, en ce cas, être soldés par le seigneur, si la troupe était seigneuriale, ou bien par la ville, si la troupe était urbaine. Presque jamais il n'y eut de fonds faits pour cette circonstance; aussi les MILICES, faute de moyens d'exister, se dispersaient-elles en pleine guerre. — Cet impôt du service personnel fut au reste très-inégalement réparti sur la France; il donna lieu bientôt à des exemptions nombreuses et à des exceptions de tout genre. Le privilège et l'action inégale des lois sont de tous les régnes. — Une ordonnance de 1551 (dernier avril) chargeait les MILICES COMMUNALES de la garde des VILLES et des CHATEAUX. — Les TROUPES COMMUNALES, créées en partie pour réprimer les désordres des TROUPES MERCENAIRES et pour remplacer cette soldatesque, s'abandonnèrent bientôt aux mêmes excès; leur licence et le peu d'utilité du service dont elles s'acquittaient, amenèrent leur abolition; à la fin du quinzième siècle, l'Infanterie des communes avait disparu.

INFANTERIE CONTRE INFANTERIE. V. CONTRE INFANTERIE.

INFANTERIE COSAQUE. V. COSAQUE. V. PULK.

INFANTERIE DANOISE. V. CLAIRO INSTRUCTIF. V. DANOIS. 30j. V. MILICE DANOISE N° 1, 2, 3, 5. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1775.

INFANTERIE D'ARRIÈRE-BAN. V. ARRIÈRE-BAN. V. TAMBOUR IDIOTIQUE.

INFANTERIE DE BATAILLE (N. 1) OU GROSSE INFANTRIE, OU INFANTRIE GRAVE, OU INFANTRIE LOURDE, OU INFANTRIE FRANÇAISE, OU OPILIQUE, comme le disait la MILICE GREEQUE. Sorte d'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE qui est ainsi nommée par opposition à l'INFANTRIE LÈGÈRE, et qu'il ne faut pas confondre avec l'INFANTRIE DE LIGNE, comme le font quantité d'écrivains; car il y a de l'INFANTRIE DE BATAILLE DE LIGNE et de l'INFANTRIE DE BATAILLE DE SOUVRAIN; de même qu'il y a eu de l'INFANTRIE LÈGÈRE DE LIGNE et de l'INFANTRIE LÈGÈRE DE GARDE IMPÉRIALE. Un autre système était suivi en France depuis l'institution de la garde royale. — Au sujet des locutions LIGNE et BATAILLE, il y a contradiction dans les règles écrites. Une distinction fondamentale et nominale n'a pas

été nettement établie. C'est une des imperfections de la constitution de l'armée, de la langue des armes et de l'art militaire de terre. — Le ministre LAFITTE-MACDONALD a dédoublé, c'est-à-dire classé en régiments distincts l'infanterie de bataille et l'infanterie légère, que ses deux devanciers avaient amalgamées. — L'infanterie de bataille sera examinée ici sous les rapports suivants : CRÉATION, COMPOSITION, DÉNOMINATION, FORCE, UNIFORME, INSTRUCTION, FONCTIONS, TACTIQUE. — N° 1. CRÉATION. — Aussi longtemps que les GENS D'ARMES ont formé le corps de BATAILLE, les CORPS À PIED ne faisaient d'autre service que celui d'infanterie légère : c'étaient les VÉTÉRÉS d'alors. — L'infanterie de bataille n'existe donc en France que depuis l'abandon des ARMES DE TRAIT et depuis l'usage des RIQUES. Quand le tiers de l'infanterie française était ainsi armé, les PIQUETTES de chaque corps d'infanterie en étaient l'infanterie de bataille, les ARQUEBUSIERS ou les MOUSQUETAIRES en étaient l'infanterie légère. Mais la chose existait de fait et sans démarcation nominale. — N° 2. COMPOSITION. — Lorsque la désignation d'infanterie légère a pris naissance, l'infanterie de bataille différait surtout de l'autre par la nature de la composition et par la pluralité des bataillons dans un même cadre ; les CORPS LÉGERS n'étaient en général, au contraire, que d'un seul bataillon, ou ne formaient qu'une grosse compagnie ; cet usage est encore en vigueur dans plusieurs MILICES. Laquelle de ces formes est préférable ? Cette question n'a pas été assez mûrie en France ; la SOUS-ARME LÉGÈRE et la SOUS-ARME DE BATAILLE n'y diffèrent réellement que de nom. Si leur service n'est pas le même, leur FORCE et leur ARMEMENT doivent-ils se ressembler ? Pourquoi leur donner indifféremment et DRAPÉAU et MUSQUET ? À quoi bon habiller deux genres de TROUPE d'une manière dissimilable, et pourquoi leur donner un nom différent si leurs fonctions sont pareilles ? C'est faire grimacer sans raison une MILICE. Ces incertitudes rendent difficile la définition des principes qui constituent notre infanterie de bataille. — Elle n'en est pas moins une partie distincte de la catégorie nommée INFANTERIE FRANÇAISE, et une SOUS-ARME de cette catégorie puisque la loi connaît, à tort ou à raison, dans l'ARMÉE DE LIGNE, une INFANTERIE LÉGÈRE. — Sous le régime impérial il y avait, et dans la GARDE et dans la LIGNE, une infanterie de bataille et une INFANTERIE LÉGÈRE ; depuis la création de la GARDE ROYALE toute l'infanterie de cette GARDE était infanterie de bataille. — Dans le principe l'infanterie de bataille avait

des ARMEMENTS et l'infanterie légère n'en avait pas ; cette dernière troupe était regardée comme destinée à trop de mobilité pour pouvoir être accompagnée des attirails qui nécessitent l'exercice du culte. — Le gouvernement qui a regardé les fonctionnaires ecclésiastiques comme utiles dans tous les corps, n'a-t-il pas prouvé par là qu'il reconnaissait le principe de la parité du service des deux infanteries ; on ne saurait rigoureusement tirer cette conséquence, car l'ensemble des actes du gouvernement ministériel n'est pas toujours raisonné et en harmonie. — L'infanterie de bataille et l'infanterie légère comprennent, l'une des COMPAGNIES DE ORNADIERES, l'autre des COMPAGNIES DE CARABINIERS ; vaine et inutile distinction, double quiproquo, puisque logiquement et grammaticalement les termes CARABINIERS et ORNADIERES disent autre chose que ce qu'ils semblent exprimer. — Dans le dernier siècle, il entrait dans la composition de la GROSSE INFANTERIE DE LIGNE des COMPAGNIES DE CHASSEURS, mais il n'y en avait qu'une par régiment de deux bataillons ; ces COMPAGNIES étaient formées d'hommes d'élite et de taille, mais n'étaient pas infanterie légère ; cet usage n'a eu qu'une courte durée. — Depuis la fin de l'an treize, l'infanterie de bataille comprend des COMPAGNIES DE VOLONTAIRES ; elles ont été comme une introduction, une fusion partielle d'une infanterie légère dans l'infanterie de bataille. — Les LÉGIONS DÉPARTEMENTALES étaient un mélange de deux genres d'infanterie. L'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) n'a établi aucune nuance entre les infanteries grave et légère. — N° 3. DÉNOMINATION. — Les anciens nommaient INFANTERIE GRAVE ce genre de troupe ; ils disaient : *armatura gravis*, et les Italiens : *fantaria grave*. M. le colonel CARRION (1824, A) appelle infanterie OBLÈTE celle des anciens. — La désignation d'infanterie de bataille, prise par opposition à VÉTÉRÉTAIRES, répond, par analogie, à la locution CAVALERIE DE BATAILLE, etc. ; le gentif BATAILLER ne se prend pas dans ces deux cas sous l'acception de combat, mais il a le sens primitif et tactique du terme BATAILLE, c'est-à-dire troupe solide et massée. — L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE (MARS 1790) appelait INFANTERIE DE LIGNE l'infanterie de bataille, parce qu'elle la regardait comme distincte des GARDES NATIONALES, et comme devant combattre en ligne, être exempte de détachements, être toujours prête à faire ferme. Par là elle différait et des BATAILLONS ISOLÉS de VOLONTAIRES et des BATAILLONS DE CHASSEURS, seule infanterie légère du temps. — Mais quand les règles de l'ORGANISATION ont commencé à reconnaître

UNE GARDE DE SOUVERAIN, et qu'il n'y a plus eu de BATAILLONS DE VOLONTAIRES, le sens du mot LIGNE a changé, parce qu'on l'a pris par opposition au mot GARDE OU CORPS D'ÉLITE, dès ce moment il a fallu cesser de l'employer par opposition au mot CORPS LÉGERS, et on a commencé à se servir de la locution infanterie de bataille; elle devient réglementaire depuis la circulaire de l'an cinquième (9 messidor), et elle est mentionnée de nouveau dans la loi très-détaillée de l'an sept (25 fructidor) sur le PERSONNEL DE LA GUERRE. — Des dispositions réglementaires bien plus modernes ont malheureusement remis en usage la locution dont se servait la CONSTITUANTE, et elles ont renoncé à la locution infanterie de bataille. — La création des GRENADIERS-LEGENAIRES de la CONVENTION, l'institution de

LA GARDE DU CORPS LÉGÉLATIF et DU DIRECTOIRE, la suppression des GARDES NATIONALES en activité, amenèrent la dénomination consacrée en l'an cinq et en l'an sept; elle devint surtout d'une nécessité de tous les instans depuis la création de la GARDE CONSULIERE, et il y eut bientôt ARMÉE DE LIGNE par opposition à ARMÉE TERRESTRIÈRE. — N° 4. FORCE. — La proportion relative de la force numérique de l'infanterie de bataille et de l'INFANTERIE LÉGÈRE est une question encore douteuse ou mal résolue. Dans l'ARMÉE CONFÉDÉRÉE les CHASSEURS À PIED sont à l'INFANTERIE LÉGÈRE comme un est à vingt-deux. — Le relevé qui suit, établi à partir de la constitution du MINISTRE CHOISEUL, donne idée de l'effectif que notre INFANTERIE DE BATAILLE DE LIGNE a pris à différentes époques.

ANNÉES.	RÉGIMENTS.	BATAILLONS.	MILITAIRES.	OBSERVATIONS.
1762 (10 DÉCEMBRE).....	66	160	95,795	
1776 (25-31 MAI).....	82	158	158,711	
1784 (12 JUILLET).....	85	162	100,404	
1788 (17 MARS) {	PIED DE PAIX.....	79	160	97,272
	PIED DE GUERRE.....	ld.	ld.	110,150
	GRAND PIED DE GUERRE.....	ld.	ld.	131,343
1791 (1 ^{re} JANVIER).....	81	162	97,479	
1794 (12 août). AN II (29 thermidor).....	110	330	355,320	PIED DE GUERRE.
1796 (an IV, 10 brumaire).....	100	300	323,200	
1799 (28 juin, 5 JUIL.), AN VII (23 FRUCT.).....	ld.	ld.	323,100	
1803 (24 septembre), AN XI (25 prairial).....	90	290	206,693	
1805 (an XIII).....	ld.	ld.	201,340	Donc 8,810 OFFICIERS.
1808 (18 FÉVRIER).....	120	560	357,300	
1812 (1 ^{re} SEPTEMBRE).....	133	625	389,060	
1813 (20 JANVIER).....	156	727	476,000	
1814 (12 MAI).....	90	270	124,110	
1815 (16 JUILLET).....	86	258	145,082	PIED DE PAIX.
1820 (23 OCTOBRE).....	60	160	108,120	
1825 (27 FÉVRIER).....	65	192	118,454	PIED DE PAIX.
1831 (18 MARS).....	ld.	ld.	169,893	PIED DE GUERRE.
	66	264	201,431	Y compris 2 aux colonies.
1835.....	67		150,880	Suiv. la Sentin. de l'armée; offic. non compris.

— N° 5. UNIFORME, ALLOCATIONS. — C'est surtout par l'habillement que diffèrent l'infanterie de bataille et l'infanterie légère, différence oiseuse, vaine même si le service doit être le même. — Pendant longtemps les bataillons de bataille avaient des drapeaux, tandis que ceux d'infanterie légère n'en avaient pas; cette disposition, aussi bien que celle qui avait trait aux armoiries, tenait à un système de constitution maintenant abandonné, puisque le service de l'in-

PANTERIE LEONNE ne diffère pas légalement en temps ordinaire, et qu'au temps de guerre il ne se modifie qu'à la volonté des GÉNÉRAUX D'INFANTERIE. — L'infanterie française de bataille se distinguait de l'INFANTERIE FRANCO-SUISSE, qui était aussi une infanterie de bataille, en ce que cette dernière n'avait pas les BOUTONS PLATS, et ce que les OFFICIERS SUISSES avaient le RANGECOL blanc ; comme s'il n'eût pas suffi de la couleur de l'UNIFORME pour différencier ces corps ; ces

dissemblances futiles ont été créées par le caprice et respectées par l'insouciance et l'ignorance. — Pendant les GUERRES DE LA RÉVOLUTION le HANT D'INFANTERIE différait dans l'infanterie de bataille et légère par des RYERS CARRÉS ou à POINTES. — Il y avait en ADMINISTRATION une particularité : l'infanterie de bataille ne faisait pas directement l'acquisition de ses ÉTOFFES D'HABILLEMENT, comme le faisait l'infanterie légère. — L'infanterie de bataille n'a substitué au CHAPEAU le SHAKO, HUE GUTTERS les DEMI-GUTTERS, à la CULOTTE le PANTALON, à l'HABIT LONG l'HABIT VESTE, que postérieurement aux époques où ces modes étaient admises déjà dans l'infanterie légère ; il semblerait donc que par l'espèce de ses ÉFFETS D'HABILLEMENT l'infanterie de bataille s'est allégée plutôt que l'infanterie légère ne s'est alourdie, et toutes deux cependant plient sous la CHARGE demeurée qui leur est imposée par les RÉGLEMENTS D'UNIFORME, ou plutôt par mille décisions capricieuses et à peine connues. — En 1828 la GARANCE devient la couleur tranchante des HABITS et CAPOTS de l'infanterie de bataille de ligne. — L'ORDONNANCE DE 1815 (25 SEPTEMBRE) avait fait revivre l'HABIT BLANC. L'ORDONNANCE DE 1820 (27 OCTOBRE) l'a de nouveau aboli, et a remis en usage le bleu ; la décision de la même année (16 décembre) s'est étendue sur ce genre de détails. — LA LOI DE L'AN SEPT (25 FÉVRIER) portait la SOLDE de l'infanterie de bataille à cinquante-deux millions neuf cent six mille cinq cent trente francs. — N° 6. FORCTIONS, INSTRUCTION. — L'infanterie de bataille doit-elle ou non être exercée au TIR de la CIBLE ? LES FEUX DES SOUS-ARMES GRAVE et LÉGÈRE doivent-ils avoir les mêmes principes, les mêmes formes ? Dans les SERVICES ÉTRANGERS la question était résolue négativement ; elle restait indéterminée en FRANCE. — Dans les SERVICES où des principes fixes sont posés, et où la loi assigne à chaque espèce d'infanterie le rôle qu'elle doit jouer, l'infanterie de bataille forme le CORPS DE BATAILLE et est spécialement chargée d'appuyer l'ARTILLERIE, et réciproquement elle en est appuyée. — Le SERVICE DE CAMPAGNE de l'infanterie de bataille pourrait, au surplus, être l'objet de règles plus étudiées. — N° 7. TACTIQUE. — LA GROSSE INFANTERIE, dès son institution, devint CORPS DE BATAILLE ; elle prit ainsi le rôle qui jusque-là avait été celui des CORPS D'ARMES FRANÇAIS ; les INTERVALLES qui commencèrent à s'y ménager étaient l'emplacement où se tenaient les DRAGONS. — Au commencement du règne de FRANÇOIS PREMIER, ce qu'on appelait l'infanterie française était incapable de fournir une CHARGE

ou de repousser un choc. Les SUISSES, imités déjà par une grande partie de l'EUROPE, étaient au contraire dressés à la TACTIQUE solide des HASTAIERS, et dans tout le seizième siècle il n'y avait plus que l'infanterie FRANCO-ÉTRANGÈRE qui fût véritablement infanterie de bataille. — Les ALLEMANDS, les ESPAGNOLS, les SUISSES et les MERCENAIRES AU SERVICE DE FRANCE se formaient en lourds BATAILLONS ORDONNÉS EN CARRÉS FLÈCHE, RUE VINGT, SUR DOUZE, SUR DIX RANGS. Il y avait loin de cette pesanteur des FUSILS AUX FEUX EN AVANTANT DE FRÉDÉRIC DEUX. — L'infanterie de bataille était la seule troupe à pied de FRANCE pour laquelle il eût été institué par la loi une ÉCOLE TACTIQUE ; c'était le RÉGLEMENT DE 1791 (1^{ER} AOÛT) remplacé par l'ORDONNANCE DE 1851 (4 MARS). L'ARTILLERIE jusqu'en 1825 et l'infanterie légère n'avaient pas de tactique écrite. — L'AMINCISSEMENT que l'infanterie a éprouvé depuis l'usage général du FUSIL a pris le nom d'ORDRE MINCE ; cet ARRANGEMENT rappelle la seule règle qui se soit conservée ; elle a un peu plus d'un siècle ; le reste de la TACTIQUE a un peu plus d'un demi-siècle. — Le RÉGLEMENT DE 1791 (1^{ER} AOÛT) considérant l'infanterie de bataille comme variant du PIED DE CUFRES AU PIED DE PAIX, voulait qu'au petit pied elle ne manœuvrât que SUR DEUX RANGS. On n'a pas observé cette alternative dans l'infanterie de bataille, l'infanterie légère elle-même s'est maintenue SUR TROIS RANGS. Si l'ordre sur deux rangs a été pratiqué, ce fut éventuellement, localement, sans que des dispositions légales en décidassent, et non en temps de paix, mais au contraire en temps de guerre. — En 1851 la question restait encore plus embrouillée. — Aucune différence n'étant légalement prescrite relativement aux règles de tactique suivant lesquelles les diverses ARMES À PIED doivent entreprendre les MARCHES et faire la guerre, ce qui a été dit de la TACTIQUE de l'infanterie FRANÇAISE en général, est applicable tri à tous nos genres de CORPS À PIED.

INFANTERIE DE BATAILLE DE GARDE IMPÉRIALE. V. ARME PERSONNELLE N° 3. V. GARDE IMPÉRIALE.

INFANTERIE DE BATAILLE DE LIGNE. V. ARME PERSONNELLE. V. AUMENTATION DE CORPS N° 1. 3. V. AUBRE. V. BLANC D'HABILLEMENT. V. BLEU DE CIEL. V. BLEU DE ROI. V. CHARGE DE SOLDAT. V. COULEUR D'HABIT D'INFANTERIE DE BATAILLE DE LIGNE. V. ÉCOLE TACTIQUE. V. GUTTER. V. HABIT D'INFANTERIE DE BATAILLE DE LIGNE. V. INFANTERIE DE BATAILLE DE LIGNE ; id. N° 4, 5. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. LIGNE. V. MASSE D'ENTRÉE. V. MASSE D'HABILLEMENT. V. MASSE GÉNÉRALE. V. MINE NÉCESSAIRE. V.

MINISTRE DE LA GUERRE EN 1815 (9 JUILLET). V. QUÊRE DE CHEVELURE. V. REVERS D'HABIT.

INFANTERIE DE BORD. V. ABORDAGE. V. AMAUT. V. BORD.

INFANTERIE DE GARDE DES CONSULES. V. GARDE DES CONSULES. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. PORTE-BAQUETTE.

INFANTERIE DE GARDE IMPÉRIALE. V. CHASSEUR D'INFANTERIE. V. FLANQUEUR. V. GARDES IMPÉRIALES; id. n° 4. V. GÉNÉRALE. V. HABIT D'INFANTERIE DE GARDE IMPÉRIALE. V. MARCHER EN POSTE. V. PORTE-BAQUETTE. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11. V. TIRAILLEUR. V. VOLONTIER.

INFANTERIE DE GARDE ROYALE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 2. V. ATTRIBUT OR BOUTON MÉTALLIQUE. V. BATAILLON DE GARDE ROYALE. V. BATAILLON D'INFANTERIE DE GARDE ROYALE. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. BLEU DE ROY. V. BONNET À POIL. V. CORPS PRIVILÉGIÉ. V. GARDE ROYALE. V. INFANTERIE DE BATAILLE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL. V. MÉRIN-GOTTE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE DE GARDE ROYALE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE.

INFANTERIE DE LA MAISON. V. GARDES RUSSES. V. MAISON. V. MAISON DU ROI N° 2, 4.

INFANTERIE DE LIGNE. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. COMPAGNIE MÉDENTAIRE. V. LÉGION. V. LÉGION DÉPARTEMENTALE.

INFANTERIE DE LIGNE. V. AMALGAM. V. ANCIENNÉTÉ DE GRADE POUR COMMANDEMENT. V. ATTRIBUT DE BONNET. V. AUBOUR. V. BATAILLON DE LIGNE. V. BAUDRIER D'OFFICIER. V. BLANC D'ABÈLEMENT. V. BONNET DE RAPPEUR. V. BOUTON D'HABIT. V. BOUTONNIER DE MARCHÉ. V. BRIQUET. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. COMPAGNIE MÉDENTAIRE. V. COR HARMONIQUE. V. CROIX DE SAINT-LOUIS. V. DISPENSE DE MILITAIRE INDISPONÉ. V. DRAGONN D'UNION DE TROUPE. V. ESPONTON. V. GANDES FRANÇAISES N° 3, 4. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. GRENADIER DE FRANCE. V. GUERRE DE 1665. V. GUYÈRE. V. GUËRE BLANCHE. V. INFANTERIE DE BATAILLE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1, 2, 3, 5, 6. V. INFANTERIE FRANCO-RUSSE N° 3, 4. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL. V. LATRE. V. LIGNE. V. MARTINGALE DE CAPOTE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1821 (SEPTEMBRE). V. MURICIN Id. N° 1, 6. V. OFFICIER D'INFANTERIE DE LIGNE. V. PARTALON. V. PORTE-BAQUETTE. V. QUÊRE DE CHEVELURE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE DE LIGNE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. SERGENT DE BANDA. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11. V. SOUS-LIEUTENANT N° 1, 6. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL. V. INFANTERIE FRANÇAISE.

INFANTERIE DE MARINE. V. ARTILLERIE DE MARINE. V. MARINE.

INFANTERIE DE MONTAGNES. V. MILICE NAPOLEONNAISE N° 1. V. MIQUELET. V. MONTAGNE.

INFANTERIE DE SECONDE LIGNE. V. SECONDE LIGNE.

INFANTERIE DES COMMUNES. V. BIAUD. V. COMMUNES. V. FANTASSIN. V. INFANTERIE COMMUNALE. V. TAMBOUR IDIOSYCRATIQUE. V. TIN D'INFANTERIE.

INFANTERIE D'ÉLITE. V. COHORTE PRÉTORIENNE. V. ÉLITE. V. GARDES WALLONES.

INFANTERIE ÉCOSSAISE. V. BOUCLIER. V. ÉCOSSAIS, adj. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. MILICE ANGLAISE N° 4.

INFANTERIE ÉGYPTIENNE. V. ÉGYPTIEN, adj. V. MILICE ÉGYPTIENNE N° 2, 3. V. PAR CADENCE. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL.

INFANTERIE EN BATAILLE. V. EN BATAILLE. V. ORDRE DE BATAILLE. V. PELOTON. V. SERGENT DE REMPLACEMENT.

INFANTERIE EN CAMPAGNE. V. CHEVAL DE VIVANDER. V. COLONEL EN CAMPAGNE. V. EN CAMPAGNE. V. GARDE DE TRANCHE. V. GILLET. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 6. V. LÉGISLATION (1744). V. MARÉCHAL DE BATAILLE. V. OFFICIER D'INFANTERIE EN CAMPAGNE. V. OUVRAGE DE CAMPAGNE. V. RAVIN.

INFANTERIE EN COLONNE. V. EN COLONNE. V. INTERVALLE D'INFANTERIE EN COLONNE. V. MARCHÉ MANŒUVRE.

INFANTERIE EN GARNISON. V. EN GARNISON. V. SALLE D'EXERCICE.

INFANTERIE EN MARCHÉ. V. DÉFILER. V. EN MARCHÉ. V. MARCHÉ ROUTE. V. RÉJOUE.

INFANTERIE EN ROUTE. V. RÉPROM. V. EN ROUTE. V. GITE. V. INOCCUPITÉ DE ROUTE. V. MARCHÉ ROUTE. V. POSTE D'ALARME.

INFANTERIE ESPAGNOLE. V. HARRY DE RAPPEUR. V. ESPAGNOL, adj. V. FRATERNITÉ D'ARMES. V. GENETTE. V. GOUJAT. V. INFANTERIE N° 1, 8. V. LANGUE FRANÇAISE. V. MESTRE DE CAMP N° 1. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 1. V. MILICE ESPAGNOLE; id. N° 2, 4, 5, 6, 7, 8. V. MILICE FRANÇAISE N° 1. V. MOUSQUET. V. PANOUE DE TROUPES. V. PAR CADENCE. V. PERTUISANE. V. PIALANGE GRECQUE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE. V. TERRE.

INFANTERIE ÉTRANGÈRE. V. ÉTRANGÈRE, adj. V. INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE. V. INFANTERIE FRANCO-RUSSE N° 3. V. LANGUE FRANÇAISE. V. MOUSQUETAIRES À PIED N° 2. V. OFFICIER D'INFANTERIE. V. RATÉ. V. RETRAITE GÉNÉRALE.

INFANTERIE FRANÇAISE (term. sous-général.) OU INFANTERIE PERMANENTE. Sorte d'infanterie qui va être examinée ici par opposition aux autres armes ou catégories de l'armée, et aux infanteries franco-étran-

GÈRE ET FRANCO-SUISSE. Ce qui est sera dit embrassera les CORPS D'INFANTERIE de toute espèce qui ont existé ou existent dans l'ARMÉE FRANÇAISE; il y sera plus particulièrement traité de l'ORGANISATION, de la LÉGISLATION et de la science de notre Infanterie depuis qu'elle a renoncé à l'ARC et même AUX ARMES OFFENSIVES PORTATIVES; ainsi nous la considérons à part de l'INFANTERIE COMMUNALE qui, pourtant, était française aussi, mais qu'on a plus communément appelée MILICE DES COMMUNES, parce qu'elle ne formait pas, comme notre Infanterie française actuelle, les AGGREGATIONS organisées d'une ARMÉE NATIONALE ET PERMANENTE. — LES ÉCRIVAINS qui se sont occupés spécialement de l'infanterie française en en mentionnant la dénomination dans leur ouvrage sont: M. AMIOT (1850), AVRIL, BARDET (1740, A), M. le général BARDIN (1808, A; 1815, C), BOTTER (1758, F), BOUFLERS (1698, B), BRIQUET (1761, U), M. le général BÉGAUD, M. le colonel CARRON (1824, A), DANGUY (1789, C), DANIEL (1721, A), DARRON (1782, E), DARE, DACRABÈRE (1614, C), DELARÉYNIÈRE, DELUSIMONNET, DELVIGNÉ, DESPAGNAC (1751, D), DESPOMPELLES (1790), DUBICOURT (1756, G), DUBVAL (1761, B), DUCLOSSEUR (1785, C, aux mots *Force, Infanterie, Troupe*), M. le général FRERON (1822, E), GIGNARD (1725, B), KRIEG (1796, I), LÉGRAND (1857, A), LOVEDO (1835), MAIREY (1761, E), MAREY (1820, A), MORDÈRE (1781, C), MONVIGNY (1772, t), PICARD (1590, B), PLYSEUR (1748, C), QUÉRY (1745, A), M. ROCQUART, ROQUEFORT, M. SICARD (1850), SILVA (1778, F), le *Dictionnaire universel de la France, la Sentinelle*, t. IV, p. 34, 90, 384; t. V, p. 128, et enfin la plus grande partie des AUTEURS dont les noms ont été cités en parlant de l'infanterie en général. — L'infanterie française va être examinée sous les rapports que voici: CRÉATION, COMPOSITION, FORCE, UNIFORME, LOCALISATION, ALLOCATIONS, SOLDE, RANG, FONCTIONS, INSTRUCTION, TACTIQUE, SUBORDINATION, PUNITIONS, PRIÈRES, SERVICE, ADMINISTRATION. — N° 1^{er}. CRÉATION. — Ce qui a été ou sera dit de l'infanterie ancienne, de celle des communes, des picquiers, des BIRARDS, des LANQUENETS peut être regardé comme servant d'introduction au présent sujet. — Si l'on s'en rapporte à DANIEL (1721), les rôles anciens témoignaient que les rires ne fournissaient pas d'infanterie. — S'il y a eu de l'infanterie avant LOUIS ONZE, il passe du moins pour le créateur de l'infanterie RÉGULIÈRE; il introduisit dans sa MILICE les TROUPES SUISSES, destinées à y agir comme CORPS DE BATAILLE.

Ces AUXILIAIRES donnèrent le premier spectacle de la DISCIPLINE et de la TACTIQUE; dix mille VOLONTAIRES d'aventure se modelèrent sur eux; mais cette dernière TROUPE, qui n'était nationale que de nom, n'a eu qu'une courte existence. — Ce n'est donc que l'infanterie franco-étrangère, non l'infanterie française, qui aurait été créée par LOUIS ONZE. — L'infanterie française, TROUPE d'abord LÉGÈRE, combattait à l'instar de l'infanterie ÉCOSAISE de CHARLES SEPT; notre Infanterie, considérée comme TROUPE GRAVE, comme CORPS COMPACT, comme BÉRISSON, s'est formée sur le modèle de l'infanterie SUISSE de LOUIS ONZE et de l'infanterie ESPAGNOLE du seizième siècle; mais soit que l'humeur nationale ou que le pli des mœurs chevaleresques s'accommodassent mal de ce rôle sérieux, soit toute autre cause, ce ne sont pas les RÉGIMENTS qui ont dans le principe composé notre GROSSE INFANTERIE. — LES SUISSES, les BANDES NOIRES, les LANQUENETS, les AVENTURIERS de toutes nations avaient presque seuls constitué la force militaire de ce règne; les GASCONS, attirés au service de la couronne, et héritiers de la vaillance des BANDES DU PRINCE NOIR, prenaient du service, et ont été le noyau de nos RÉGIMENTS, d'abord PROVINCIAUX, NATIONAUX ensuite. — CHARLES NEUF ajouta des ALLEMANDS à l'infanterie de LOUIS ONZE. LOUIS DODÉ donna quelque relief à son infanterie, en en confiant les GRADÉS à des GENTILHOMMES FRANÇAIS; elle devint essentiellement nationale depuis son règne, parce qu'il renonça à entretenir des SCIENTS dont les mutineries l'avaient indisposé; mais les BANDES d'infanterie indigène qu'il leur substituait et qui se distinguèrent à la journée d'Agnadel, n'étaient encore que temporaires; c'était un assemblage indigeste de COMPAGNIES D'AVEUTURES; un ramas de BANDES que l'ORDONNANCE DE 1550 (20 MARS) s'efforçait de soumettre à la DISCIPLINE. — La fureur des divisions intestines retarda entièrement l'ORGANISATION de ces TROUPES et les progrès de l'infanterie; tout, jusque-là, se bornait à des ÉBAUCHES. — FRANÇOIS PREMIER, visant à une meilleure FORMATION D'ARMÉE, fit, en 1522, 1527, 1529, divers essais qui amenèrent à instituer en 1554 des LÉGIONS dont la durée fut à peine de quelques années. Cette création, tant de fois citée par les ÉCRIVAINS, n'a été, pour ainsi dire, qu'un projet écrit. — Les successeurs de FRANÇOIS PREMIER tentèrent de nouveau une CONSTITUTION LÉGIONNAIRE; les CORPS ainsi formés devinrent RÉGIMENTS sous HENRI DEUX OU CHARLES NEUF; ils avaient quelque analogie avec les CORPS

GEMENTS D'ESPAGNE, c'est-à-dire qu'ils formaient l'armée spéciale et la garnison fixe d'une certaine circonscription territoriale. La France avait ainsi trois ou quatre CORPÈMENTS, provinciaux à la fois et militaires. Ainsi l'infanterie permanente de France, qu'on a nommée aussi infanterie réglée, n'existe réellement que depuis 1558, sous HENRI DEUX; ou, suivant d'autres opinions, depuis 1562 ou 1564, sous CHARLES NEUF. — Il n'y a eu, jusqu'au règne de HENRI QUATRE, que des PIÉTONS formés en troupes d'inégale force, armées de diverses façons, et qui n'étaient que temporairement réunis sous les DRAPEAUX. — Depuis ces époques, l'infanterie HOLLANDAISE, émue de son aînée l'infanterie ESPAGNOLE, a enseigné à nos pères le jeu concerté du MOUSQUET et de la PIQUE. — Cependant les esprits s'éclairaient; les traités de MACHIAVEL (1510, A), de DURELLAY (1555, A) avaient paru; l'ouvrage de MONTLUC (1575, A) s'était répandu; ce capitaine sentait déjà et le prix d'une bonne infanterie, et la possibilité de la créer; ce qu'il dit de la résistance des ARQUEBUSIERS contre la CAVALERIE, et les préceptes qu'il donne relativement aux FEUX alternatifs, prouvent qu'en cela il était au-dessus de son siècle. — RICHELIEU et LOUIS QUATORZE ont réalisé le projet rêvé déjà par HENRI QUATRE, grand admirateur de MONTLUC, et si les formes de détail ont varié perpétuellement dans l'infanterie, le fonds du système a subsisté et s'est fortifié depuis ces règnes jusqu'à nos jours. — FÉLIX DEUX a donné aux Français contemporains de son règne l'exemple et le goût d'une méthode que notre enseignement avait vulgarisée; les HOMMES DE FIEU s'étaient transformés en un nouvel instrument de guerre, en une machine à feu. — LA GUERRE DE LA RÉVOLUTION a fait mépriser le bruit du FEU; elle a fait substituer à la balle folle, la baïonnette sage, comme disait MONTICELLI (1692, A). — BONAAPARTE a fait de ses FANTASSINS, suivant les cas de résistance ou d'offensive, une combinaison de FRALANCS, c'est l'ordre EN CARRÉ, ou bien un instrument dont l'action brusque est de frapper à propos, soit de près, soit au loin, sur des parties faibles; le calcul et l'effet de ce choc sur des points inaperçus de la BASE D'OPÉRATION, est ce que depuis Napoléon on a appelé scientifiquement STRATÉGIE. — Les divers systèmes essayés, abandonnés, repris depuis plus d'un siècle, ont amené l'emploi des divers genres d'infanterie que nous indiquerons en parlant des PORTIONS GÉNÉRALES. — N° 2. COMPOSITION. — A l'égard de ce qui va suivre BRANTOME (1600, A), DA-

NIEL (1721, A), DURELLAY (1555, A), FLEURBAEUF, MONTLUC (1592, B), RAY DE SAINT-GERMES (1755, A) sont nos autorités. — Si l'infanterie constitue la force des armées, la sagesse et l'harmonie en fait de composition donnent seules une bonne infanterie; l'ART MILITAIRE a donc encore des progrès à faire en France, puisque jusqu'ici la composition n'a été qu'une suite de tâtonnements et un champ de controverses. — On ignore comment l'infanterie, sauf celle des COMMUNES, se composait et se formait avant le règne de LOUIS SEPT; on peut même se dire, y avait-il de l'infanterie. — Quelques CORPS D'INFANTERIE RÉGLÉE, que des ARBALÉTRIERS À CHEVAL secondaient, avaient été levés par PHILIPPE LE BEL; mais jusqu'au règne de CHARLES SEPT, cette infanterie était un composé de maraudeurs, belistes, malmarmes, mal complexionnés, fainéants, pillards et mangeurs de peuple. — S'il y avait quelques corps un peu moins indisciplinés, c'étaient des GÉNOIS ou d'autres étrangers servant comme ARBALÉTRIERS et ARCHERS; car PHILIPPE et le roi JEAN appelaient d'Italie, de GÈNES, d'ECOSSE, d'Irlande, leurs tireurs d'arcs et de petites arbalètes. — A mesure de l'expulsion des ANGLAIS et surtout quand CHARLES SEPT eut mis un terme à la grande anarchie, l'infanterie française gagna à proportion de ce que l'ENNEMI perdait; elle se recruta sur les territoires qu'il abandonnait, l'état militaire devint un ramais d'ALLEMANS, de GÉNOIS, d'AVENTURIERS, de divers natis d'Aquitaine, de Gascogne, de Normandie. — CHARLES SEPT, pendant l'occupation du royaume, avait entretenu des GENS D'ARMES ITALIENS, ESPAGNOLS, ÉCOSAIS; il en avait envoyé à ORLÉANS, en 1428, comme le témoigne le *Journal du siège*, mais ensuite il se montra peu parisien, des troupes étrangères, et ne tira presque que d'ECOSSE celles qu'il se décida à admettre. Il se résolut à composer de Français son infanterie RÉGULIÈRE; il institua les FRANCES ARCHERS; ces troupes durèrent peu et servirent mal; c'était l'infanterie COMMUNALE sous un autre nom et sur un pied plus monarchique. — Dans ce siècle, comme le dit DURELLAY (1555, A), l'infanterie des principales villes fut levée et disciplinée à la SUISSE; les ITALIENS initièrent ce peuple; après eux les Français en firent du même. — L'ESPAGNE trouvait déjà dans son propre sein, et dès le temps où florissait GONZALVE DE CORDOUE, une infanterie vigoureuse. — Ainsi les MILICES de l'Italie, de l'Espagne, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Hollande, formées sur les principes tracés par ELZER (70, A), ont été les modèles de notre GROSSE

INFANTERIE, comme les troupes originaires des Îles Britanniques, de Gènes, des Îles Baléares ont été initiées par notre infanterie légère. — L'estime que l'infanterie a commencée à obtenir en France date de la bataille de Saint-Jacques où Louis ONZE, encore dauphin, se trouvait en personne. Ce roi, homme d'esprit et guerrier de quelque mérite, n'avait de préjugés qu'en fait de religion; il jugea ce que devait être l'infanterie dans une armée bien organisée. — Il abolit en 1481 les FRANCES ARCHERS et leur substitua six mille SUISSES et dix mille AVENTURIERS. — CHARLES VIII ajouta aux SUISSES les LANQUENETS; il conserva des AVENTURIERS FRANÇAIS que BRANTOME (1600, A) peint comme *gens de sac et de corde, échappés de justice, marqués de la fleur de lys, essorillés (c'est-à-dire privés), par jugements, de leurs oreilles*, etc., etc. — Au temps où écrivait GUICHARDIN, les Français, dit cet auteur, étaient pauvres en infanterie nationale (*il regno di Francia era debolissimo di fanteria propria*); car, à cette époque encore, la noblesse seule exerçait le métier des armes; ainsi l'infanterie que CHARLES VIII conduisait en Italie était presque toute composée d'étrangers et de GASCONS RÉSÉS nouvellement redevenus Français pour se croire encore étrangers. — LOUIS DODIER polica quelque peu les HANOIS FRANÇAISES et leur donna surtout de meilleurs officiers; mais les SOLDATS, à ce que dit MACHIAVEL (1510, A), étaient la lie de la populace. — L'infanterie commençait du temps de FLEURBAIS à avoir quelque régularité. — Sous FRANÇOIS PREMIER, la composition des corps n'était pas encore assise sur des principes fixes; ce qu'on appelait COMPAGNIES ne ressemblait guère à celles de notre temps. BRANTOME (1600, A) dit qu'en 1521 il se voyait dans l'ARMÉE DE SECOURS envoyée pour délivrer BATAVO dans MÉDÈRES, une COMPAGNIE de cinq mille hommes sous un seul CAPITAINE, (c'était Saint-Pol; il y eut de ces COMPAGNIES qui montèrent jusqu'à sept mille hommes. — MORTLUC parle de la réduction des HANOIS en 1525; ce fut surtout en 1527 que FRANÇOIS PREMIER diminua beaucoup leur force qui avait varié de mille à cinq ou sept mille hommes; il ne les laissa que de trois à quatre cents hommes au plus. — BRANTOME (1600, A), auteur superficiel il est vrai, et se contredisant souvent, rapporte que: *Desse commandoit une compagnie de cheveu-légers; l'autre (Lalande) une compagnie de gens de pied. L'uné (les cheveu-légers) estoit plus honorable que l'autre, combien (encore bien) que les compagnies de gens de pied fussent alors*

de grand honneur, et non si triviales comme depuis. — Au quinzième siècle, les GASCONS formaient une espèce d'infanterie légère au service de France passaient pour intrépides dans l'attaque et dans la défense des places. Les ALLEMANDS, au contraire, sorte d'infanterie de bataille, étaient bien plus propres à la guerre de plaisir; de là, dit MACHIAVEL (1510, A), l'emploi des LANQUENETS et des SUISSES, parce que la cavalerie de France ne comptait pas assez en plaines sur la coopération des GASCONS. — DARIEL (1721, A) explique qu'on commençait à cette époque à débattre la question de la proportion à établir entre le nombre des officiers et celui des hommes de troupe de l'infanterie; mais aucunes règles n'étaient arrêtées et combinées. — FRANÇOIS PREMIER chercha à y remédier en créant en 1534 des légions permanentes; il espérait qu'en composant ainsi son infanterie il ne serait plus réduit, en temps de guerre, à faire un appel aux aventuriers, ou que du moins ces derniers seraient les volontaires d'une armée dont les légions devaient être le fonds et les troupes conscrées, comme l'avaient été l'infanterie communale et les frances archers. — Cette même pensée a été réalisée avec plus de succès par la conscription et les appels modernes. — Vers l'époque dont il est question ici la constitution de l'infanterie reconnaissait des maîtres de camp; un maître de camp général, des adjoints, des fifres, des tambouriers, des anapades, des archers et leur prévôt, un exécuteur, un sergent-major général et en outre des grades, titres, emplois qui ont survécu. — Après quelques années, le système des hanois fut rétabli en remplacement des aventuriers abolis. FRANÇOIS PREMIER fut forcé de casser ceux-ci à cause de leur conduite désordonnée; il alla jusqu'à inviter par proclamation un chacun à leur courre sus, moyen acerbe et tant soit peu révolutionnaire. — Des levées d'aventuriers continuèrent cependant à avoir lieu jusqu'à HENRI QUATRE. — DELANOUR (1550, A) dit que sous HENRI DEUX, l'infanterie fut mise sur un bon pied; mais les guerres civiles ayant éclaté, chaque petit seigneur se crut en droit de lever de l'infanterie, et la discipline disparut de nouveau; ainsi furent retardés les progrès de la science de l'infanterie; si l'art pratique de la guerre tirait profit des dissensions publiques, car on ne saurait contester cette assertion, les théories de l'art militaire et de la composition des troupes n'y avaient rien gagné. — Bientôt cependant l'infanterie française commença à être soumise à des règles écrites; elle

emprunté à d'autres pays un armement plus perfectionné. On lit dans BRANTÔME (1600, A) : *Si M. l'amiral (CORNIGY) a rapporté (obtenu) grand los (louanges) et gloire pour avoir fait de si belles ordonnances pour l'Infanterie, il faut louer M. de Strozze (STROZZI) qui l'a si bien armée et lui a porté l'usage des belles arquebuses (ARQUEBUSES A SERPENTES).* — Il est vrai que dans un autre passage, BRANTÔME dit : *Notre Infanterie est si corrompue, despravée et desréglée que les mestres de camp et capitaines se font par douzaine. C'étaient (les simples soldats) de bonshommes (braves soldats), mais la plupart de sac et de corde, meschans garnemens, eschappez de la justice, et surtout force (beaucoup) marquez de lu fleur de lys sur l'épaule, essorillez (l'oreille coupée) et qui cachoient leurs oreilles, à dire vrai, pour longs cheveux hérissés, barbes horribles, etc.* — RAY DE SAINT-GÉNÈS (1755, A) regarde le RÉGIMENT DE PICARDIE comme créé en 1558 ; il devint GARDES FRANÇAISES en 1565, sous CHARLES NEUF. Vers la même époque furent formés CHAMPAGNE, PIERMONT et NAVARRE ; ils se composaient des VIEILLES BANDIER du même nom. — Vers ces époques, l'Infanterie avait donné naissance aux DRAGONS imités des anciens romains. — En 1562, toute l'Infanterie française fut partagée en trois corps, commandés chacun par un MESTRE DE CAMP ; ces corps prirent le nom de RÉGIMENTS, mot qui n'avait jencore rien de technique ; il signifiait vaguement corps militaire ou petite armée affectée à une province, et principalement levée sur son territoire. — Sous HENRI QUATRE et au temps où écrivait ROHAN (1642, A), les COMPAGNIES étaient composées d'autant de PIQUETS que de Mousquetaires ; mais la proportion a varié depuis une arme à feu pour neuf piquets jusqu'à quatre armes à feu pour une pique. — Sous LOUIS QUATORZE, les hommes commencèrent à être immatriculés. Des MAJORS DE BRIGADES, des MAJORS GÉNÉRAUX furent créés ; des SOUS-LIEUTENANTS furent sur pied en temps de GUERRE. — Pendant les GUERRES DE 1665 et DE 1667, la création des GRENADIERS eut lieu, et les COMPAGNIES devinrent les éléments du BATAILLON, et cessèrent d'être les unités directes du RÉGIMENT. — Au milieu du dernier siècle, il y avait à peine quelques corps d'INFANTRIE qui eussent, en outre de leurs tambours, une musique ; encore n'étaient-ce que des CLARINETTES, des FIFES, des BAUTONS ; l'harmonie, le SERPENT, les INSTRUMENTS D'ORNIER étaient inconnus. — Les AUMONIERES et les CHIRURGIENS sont aussi d'une création

peu ancienne dans les CORPS. — SAINT-GERMAIN (1779, C) voulait l'Infanterie de deux bataillons tous également composés et jetés au même moule ; uniformité commode pour les détails, le service, les décomptes. Il prétend que quatre bataillons en deux régiments sont toujours plus complets, mieux entretenus que quatre bataillons en un régiment. — Jamais pourtant le système d'une formation que n'a pu se réaliser, tant il est difficile d'opérer le bien alors même qu'on le veut et qu'on a de la puissance ; ainsi, sur quatre-vingt-quatorze RÉGIMENTS de pied (étrangers y compris), SAINT-GERMAIN, trahissant ses propres sentiments, instituait douze régiments à quatre bataillons ; le reste était à deux bataillons, en vertu de l'ordonnance de 1776 (25 mars). — Dans la composition de l'INFANTRIE, le grade le plus nouveau est celui de sous-lieutenant ; le plus ancien, celui de capitaine. — Au nombre des grades et des emplois qui en ont disparu, sont ceux d'appointés, anspessades, arnalettriers, archers, aouttufes, brigadiers, caporaux-majors, chefs de brigade, colonel-général, enseignes, exécuteurs, fifres, fratries, gentilhommes à drapau, goujats, rallfradepres, inspecteur-général de toute l'infanterie, majors-capitaines, majors-lieutenants-colonels, maréchaux-des-logis, mestres de camp, mousquetaires, officiers à drapau, porte-enseigne, trévots, sergents-pourriers, sergent-général, sous-aides-chirurgiens, sous-aides-majors. L'ARTILLERIE, autrefois soixante-quatrième RÉGIMENT, a cessé aussi d'en faire partie. — En ne remontant qu'à l'origine de la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, le RÉGLEMENT DE 1791 (1^{er} janvier) est le plus ancien qu'on puisse consulter concernant la composition. — Pendant cette GUERRE, l'Infanterie a eu à souffrir du vide que laissaient dans les cadres les officiers employés comme aides de camp ou à titre d'officiers d'ordonnance. — BONAPARTE, premier consul, attachait à son Infanterie, peu avant la bataille de Marengo, un régiment de Hussars à pied. Son existence a eu peu de durée. Il était vêtu en jaune tendre ; de là est venu parmi les troupes le nom ironique de serin, de même que le nom soldatesque de cornichon est venu de la couleur d'uniforme de l'INFANTRIE russe. — Un DÉCRET DE 1808 (8 février) donnait une composition nouvelle à l'INFANTRIE DE LIGNE tant de BATAILLON que LÉGÈRE. — L'affaiblissement de l'Infanterie française, depuis la bataille d'Essling, décida BONAPARTE à y rattacher de l'ARTILLERIE RÉGIMENTAIRE ; ressource malheureuse, moyen faux autant de

fois abandonné qu'essayé. — Les lois sur la constitution de l'infanterie n'avaient rien gagné sous le ministère de BERTHIER, tout ministre qu'il fût du plus grand des militaires modernes. — La restauration française avait rendu à l'infanterie des adonnes, des corps privilégiés, DNE GARDE ROYALE, des CENT-SUISSES devenus Gardes à pied; elle lui avait donné des cornets remplacés ensuite par des clairons. — Des questions de haute importance étaient restées indéterminées; quelles doivent être la composition et la force d'une brigade d'infanterie et d'une division d'infanterie? Pourquoi les brigades et les divisions étaient-elles temporaires dans la ligne et permanentes dans la garnison? Pourquoi telle infanterie avait-elle un colonel général? telle autre des inspecteurs d'armes résidents et permanents, telle autre des inspecteurs d'armes ambulants et temporaires? — De 1814 à 1825, l'infanterie avait subi six re-fonctions; sa composition et sa tactique étaient en perpétuel désaccord; et, au dix-neuvième siècle, la France n'en était encore à cet égard qu'aux essais. — Le maréchal Gouvion entreprenait, en 1818, de constituer sous forme légionnaire l'infanterie de ligne; elle devenait ainsi une aggrégation bête, un mélange indigeste de voltigeurs et de chasseurs à pied; elle allait comprendre des artilleurs, un matériel d'artillerie qui s'est allourdi, des éclaireurs à cheval qui l'eussent dénaturée; l'infanterie de ligne sût restée, par là, hors de toute analogie avec la garnison royale instituée sous forme régimentaire. Les successeurs de Gouvion ont fait justice de cette imitation maladroite des légions romaines, et de ce plagiat qui rappelait les essais de la Prusse moderne. — Une ordonnance de 1825 (27 février) détermine la composition et l'organisation de l'infanterie française à raison de six éléments de garde royale, soixante-quatre d'infanterie de bataille de ligne, et vingt d'infanterie légère de ligne. Tous les régiments étaient à trois bataillons, tous les bataillons à huit compagnies dont six de fusiliers et de chasseurs, une de grenadiers ou de carabinières et DNE de voltigeurs; DNE pied de guerre et DNE pied de paix étaient régies; le quartier-maître trésorier recevait le titre de trésorier; des classes d'officiers continuaient à être reconnues. Les sergents étaient au nombre de quatre par compagnie, les caporaux au nombre de huit, les officiers au nombre de trois. — Les compagnies étaient à cent dix-huit environ sur pied de guerre et soixante-dix-huit sur pied de paix; elles se partageaient

administrativement en deux sections et en quatre subdivisions. — Nous avons démontré le vice de la formation en huit compagnies d'éléments inégaux. — Ce que nous avons dit de la manière dont se sont composés sous les derniers règnes les bataillons, les compagnies, les escouades, les régiments, la garde nationale, les grenadiers de France, les grenadiers royaux, les sous-armes, amène l'étude du sujet jusqu'au temps où nous écrivons. — Le nombre des militaires grades qui étaient entretenus en temps de paix dans l'infanterie française, y était calculé dans la proportion jugée convenable ou suffisante en temps de guerre. Telle était la nuance entre la classe commandante et la classe commandée; cette dernière était soumise aux variations du pied de paix et du pied de guerre. — Si l'on ne considère que l'effectif réel et qu'on s'en rapporte aux assertions sorties des discussions de la tribune, il y avait en 1820 un officier par seize hommes de troupe; le nombre des sous-officiers était à raison de deux par cinq soldats. — Des écrivains sont pourtant d'avis (*Journal des sciences militaires*, t. xv, p. 182) que le nombre des officiers de l'infanterie y devrait être dans la proportion d'un à vingt-cinq ou trente hommes de troupe et les sous-officiers au nombre d'un par sept soldats; mais de pareilles remarques ne pourraient être complètes, de pareilles critiques ne pourraient être exactes qu'autant qu'on prendrait en considération les variations du pied de paix et du pied de guerre; car il faut, en temps de paix, un officier par dix-huit hommes de troupe pour qu'en temps de guerre il y ait un officier par trente hommes de troupe. — L'infanterie est la catégorie qui, dans une armée, exige le moins d'officiers; pourtant l'infanterie française contenait plus d'un grade inutile, et plusieurs grades étaient subdivisés par un classement compliqué et blâmable. — M. le colonel CARRION (1824, A) est d'avis que l'infanterie réclame une composition plus saine au moral et plus robuste au physique. Cette opinion est partagée par plus d'un écrivain. — Au temps de la restauration, l'infanterie, physiquement considérée, était d'une débilité déplorable, les autres armes l'énervaient en ne lui laissant que des hommes de rebut; au lieu de la considérer comme devant être leur puissant auxiliaire, elles la sacrifiaient à une vaine gloire, à des succès de garnison; les corps privilégiés, le gendarmier, la maison l'épuisaient à l'envi. — Composée d'hommes que les autres armes ne voulaient pas, l'infanterie se fondait à vue d'œil en campagne.

— Nominale, deux genres d'infanterie se maintenaient. — On lit dans BONAPARTE (le général Montholon, 1821, t. 1, p. 241, et t. II, p. 167) : *Il n'y a et ne peut y avoir qu'une seule espèce d'infanterie, parce que le fusil est la meilleure machine de guerre qui ait été inventée par les hommes.* — Mais ce décret de 1808, qui créait deux genres d'infanterie, BONAPARTE l'oubliait-il ? Ce grand homme, se mettant en contradiction avec lui-même, n-t-il, à Sainte-Hélène seulement, approfondi cette question et n'a-t-il adopté le sentiment qu'il manifeste que parce qu'il lui convenait de réfuter le livre nouvellement paru du général ROUGIAT : si BONAPARTE ne voulait réellement qu'une infanterie, comme le pense le général Foy, pourquoi en n-t-il toujours conservé nominale de deux espèces dans la constitution de la ligne et de la garde ? Pourquoi souffrait-il que sans utilité, des détails d'uniforme, des distinctions vaines, des formes inégales d'administration et de comptabilité, des qualifications dépourvues de netteté se multipliasent ? Pourquoi avait-il donné des CARABINS AUX OFFICIERS et AUX SERGENTS DE VOLONTÉ ? A quoi bon, au lieu de tambours, des CORNETS remplacés maintenant par des CLAIRONS ; et quelle différence existait-il donc entre les CHASSEURS À PIED et l'INFANTERIE DE BATAILLE ? — N'est-il pas démontré que cet art d'AJUSTER, que cette BALISTIQUE DES PETITES ARMES, doivent constituer le savoir propre de l'INFANTERIE LÉGÈRE, et ne sont pas le fait obligé et l'étude principale de l'autre infanterie : c'est du moins l'opinion reçue dans toutes les MILICES ÉTRANGÈRES. — On lit aussi dans le général Montholon (t. 1, p. 239) : *Depuis cent cinquante ans que Vauban (il n'y avait que 120 ans) a fait disparaître les piques, il n'y a plus eu qu'une seule espèce d'infanterie ; s'il y eut par bataillon une compagnie de chasseurs, c'était par opposition à la compagnie de grenadiers. Le bataillon était composé de neuf compagnies, une seule d'élite ne paraissait pas suffisante.* — Ces propositions contiennent autant d'erreurs matérielles que de pensées, tant les détails trompent souvent les hommes qui ont le plus de génie. 1° C'est en 1704 que VAUBAN a contribué à abolir définitivement les PIQUES. Il y avait donc cent vingt ans à peine. 2° Il a toujours, depuis lors, été employé, en outre des CORPS GRAVES, une infanterie particulière ; on la retrouve dans les PARTISANS PERDUS du dix-septième siècle, dans les PARTISANS de la GUERRE de 1744, dans celle de 1758 ; dans les LÉGIONS et les COM-

PAGNIES FRANCHES. Pendant la GUERRE de SEPT ANS, on en augmenta le nombre par la création des CHASSEURS D'INFANTERIE. 3° Ce n'est que de 1775 à 1791 qu'il existe des COMPAGNIES DE CHASSEURS attachées à de l'INFANTERIE DE BATAILLE DE LIGNE ; et précisément, pendant cette période, les BATAILLONS sont de quatre COMPAGNIES DE FUSILS, et non pas de neuf COMPAGNIES. 4° Il n'y a jamais eu une COMPAGNIE DE CHASSEURS par BATAILLON, mais, au contraire, une COMPAGNIE DE CHASSEURS à un des BATAILLONS d'un RÉGIMENT, pour faire équilibre avec la COMPAGNIE DE GRENAIERS de l'autre BATAILLON. — Une ORDONNANCE de 1831 (7 mai) modifiait la composition de l'infanterie et instituait les COMPAGNIES DES ÉCARTS, c'est dans ce CADRE que sont placés les ÉCARTS et les ÉMPLÉS ; mais le vice originel de l'infanterie française ne s'effaçait point : toutes les autres ARMES étaient la noblesse ou la noblesse de l'ARMÉE, l'infanterie en était la roture ou le commun, comme disait l'émigration et son historien, le comte Degviilly. Cette prééminence aristocratique des anciens GENDARMES perceait encore ; l'HOMME DE TROP qui avait vu sortir de ses rangs les CORPS SAVANTS en était méprisé et écrasé ; les ORFÈVRES, qui avaient été les ENFANTS TERIBLES de l'infanterie, s'étaient faits CAVALIERS, en reniant leur origine. — L'INFANTERIE de FÉDÉRIC ORUX l'emportait avec raison, par la TAILLE, sur les autres ARMES ; SES FANTASSINS étaient aussi près de six pieds de haut, SES CAVALIERS étaient plus près de cinq que de six. De nos jours, l'ARTILLERIE PRUSSIENNE n'est pas d'une plus haute stature que l'INFANTERIE, et n'en manie pas moins bien l'ÉCOUVILLON. — L'infanterie française est, au contraire, la plus débile du monde ; et cette arme, quoique la plus nombreuse, n'est pas celle à laquelle on attache les OFFICIERS DE SANTÉ les plus distingués par le savoir. Aucun de nos MINISTRES n'a compris que c'est le fonds de l'ARMÉE, bien plus que ses accessoires, qui demanderait à être vigoureux. Avoir de belles ARMES SPÉCIALES et une infanterie énervée, c'est orner de pierreries un cadavre. — Nous ne saurions démontrer mieux ces tristes vérités que ne le fait la Sentinelle (t. IV, p. 31). — Le Spectateur militaire (t. XVI, p. 253, 260) offre un tableau contenant le nombre par GRADES des OFFICIERS D'INFANTERIE. — N° 3. FORCE. — La répartition de l'infanterie en des CADRES d'une force trop restreinte, grève le trésor public par la multiplication des ÉTATS-MAJORS ; ils sont presque aussi dispendieux pour un faible que pour un fort RÉGIMENT ; d'autre part, les RÉGIMENTS de trop de RA-

TAILLONS DE PEUVENT, EN TEMPS DE PAIX, ÊTRE distribués dans les GARNISONS que par DÉTACHEMENTS, ce qui fait souffrir la DISCIPLINE et l'INSTRUCTION, et nuit à l'ESPRIT DE CORPS et à la COMPTABILITÉ. Le rédacteur de cet article a commandé un RÉGIMENT de neuf BATAILLONS, qui n'ont jamais été réunis et occupaient dix garnisons sur un terrain de cent lieues. — Trouver un juste milieu est important et difficile; car cela demanderait un parfait accord entre la CONSTITUTION civile et la CONSTITUTION MILITAIRE, entre la politique du pays ou l'humeur plus ou moins belliqueuse du souverain, entre la capacité des CASERNS, la force des GARNISONS, le nombre des ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES et SANITAIRES. — Depuis CHARLES SEPT et pendant plusieurs règnes où l'on guerroya sans répit, le total de l'infanterie de l'ARMÉE FRANÇAISE DE DÉPRISE GUÈRE dix mille hommes. — Elle était en 1761 de cent soixante-dix-neuf mille hommes environ, OFFICIERS, MILICE et MAISON DU ROI non compris. — Nous mentionnons ces deux époques comme les deux extrémités d'un période, parce que la première rappelle la naissance de l'infanterie non encore permanente, et que la dernière est un point de départ légal pour l'INFANTERIE RÉGLÉE, puisque, avant la constitution de CROISEUL, on ne peut guère établir d'évaluations basées sur des documents officiels; cependant un tableau fera connaître les variations principales survenues depuis deux siècles. Un aperçu de la FORCE comparée de l'infanterie et de la CAVALERIE va le précéder. — LOUIS ONZE solde environ six FANTASMES par neuf CAVALIERS. — Les deux ARMES sont à peu près égales en nombre sous FRANÇOIS PREMIER. — HENRI QUATRE lève un CAVALIER pour deux ou trois PIÉTONS. — Dans la GUERRE DE 1610, il y a quatre FANTASMES pour un CAVALIER. — Au temps de TURENNE, les ARMÉES

FRANÇAISES RHIN OU EN FLANDRE COMPTAIENT à peu près autant d'ESCADRONS que de BATAILLONS. — Dans la GUERRE DE 1672, la CAVALERIE forme le quart de l'infanterie. Dans ce siècle on supputait la force de l'ARMÉE en comptant UN fois plus d'ESCADRONS que de BATAILLONS. — L'infanterie nécessaire AUX FORTERESSES était évaluée par VAUBAN à raison d'un CAVALIER par huit FANTASMES; mais cela ne prouve rien pour le total général, parce qu'un SIÈGE DÉPENSIF regarde surtout l'infanterie, et exige peu de CAVALERIE. — Dans le dernier siècle, les BATAILLONS D'INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE étaient numériquement plus forts en soldats que les BATAILLONS D'INFANTERIE FRANÇAISE, afin que le traitement des OFFICIERS s'élevât moins haut. — Le comité militaire, en 1791 (1^{er} mars), déterminait que la proportion de l'infanterie, eu égard à la CAVALERIE, devait être entre les trois quarts et les quatre cinquièmes; il posa en principe que, au besoin, on pouvait facilement augmenter, en TEMPS DE GUERRE, les HOMMES DE PIED, non les HOMMES DE CHEVAL. — En 1825, les HOMMES DE PIED formaient les trois quarts de l'ARMÉE. — Il est généralement reçu maintenant que l'infanterie française doit être par rapport à la CAVALERIE comme cinq ou six sont à un; mais cette proposition renferme une donnée constitutive, et non une maxime d'ART DE LA GUERRE, puisque, en TEMPS DE GUERRE, la proportion varie suivant que l'ARMÉE combat sur tel ou tel THÉÂTRE. — Déjà, en traitant de la CAVALERIE FRANÇAISE, nous avons essayé de démontrer qu'une fixation de forces proportionnelles de la CAVALERIE et de l'infanterie ne saurait être la même en TEMPS DE PAIX et en TEMPS DE GUERRE, puisque, à l'instant des HOSTILITÉS, l'infanterie est susceptible de prendre un subit accroissement, ce qui n'est pas le cas de la CAVALERIE.

Force et composition de l'Infanterie, depuis 1598.

ANNÉES.	MILITAIRES.	OBSERVATIONS.
LES CHIFFRES DONNÉS PAR M. DEPUY DE SÉTOUVENT DANS M. DE SÉZARIN.		
1598.. . . .	4,000	Ou seulement de 4,500 suivant d'autres documents. — L'infanterie se compose d'arquebusiers et de piquiers.
1600.. . . .	6,000	
1606.. . . .	7,700	Gardes françaises, 2,000; gardes suisses, 600; RÉGIMENT DE PICARDIE et régiment de Baulne, 1500; régiments dans les garnisons, 3,600.
1609.. . . .	7,000	Les arquebusiers deviennent mousquetaires.
1610.. . . .	32,000	C'est la première GUERRE où se déploie une INFANTERIE PERMANENTE aussi considérable. L'EFFECTIF est porté à 41,000. — L'infanterie de ligne est de 29,000 hommes.
1635.. . . .		Elle s'accroît considérablement jusqu'en 1640, et depuis cette époque elle excède habituellement 100,000 hommes.

ANNEES.	MILITAIRES.	OBSERVATIONS.
1666, janvier.	47,694	Y compris les gardes et les compagnies franques, tant suisses que françoises.
1719.	114,597	
1731.	241,262	Officiers compris, ainsi que les invalides, les COMPAGNIES FRANCOISES et la MILICE.
1735.	118,092	Y compris les GARDES FRANCOISES.
1738.	85,603	Y compris GARDES FRANCOISES et SUISSES, MILICIENS, VOLONTAIRES, COMPAGNIES FRANCOISES et INVALIDES; ces quantités sont indiquées par M. SICARD. GRIMAUD (1808, G) ne mentionne que 317,264 hommes.
1748.	330,584	
1762 (1 ^{er} fév.).	273,943	Suivant l'assertion de M. SICARD, non compris les GARDES FRANCOISES et SUISSES, forment 6,939 hommes.
1762 (10 déc.).	129,991	A partir de 1763 le général GIRARDIN présente quelques différences de chiffres.
1773.	151,000	
1774.	155,600	
1775.	202,600	Non compris les LÉGIONS.
1776 (25 mars)	216,191	Y compris 75,000 MILICIENS, les INVALIDES, les TROUPES COLONIALES; mais il n'y a sous les armes que 120,500. Un DÉDOUBLEMENT nouveau et général réduit tous les RÉGIMENTS à deux BATAILLONS et crée les COMPAGNIES DE CHASSEURS.
1780.	208,146	Suivant M. SICARD, il y comprend l'INFANTERIE SUISSE, et ÉTRANGÈRE, les MILICIENS, les INVALIDES.
1784 (12 juill.)	136,559	Un seul RÉGIMENT est à 4 BATAILLONS. Il y a 160 bataillons français et 48 bataillons étrangers.
1787.	127,801	Infanterie de bataille de ligne : 116,342. — INFANTERIE ÉTRANGÈRE, SUISSES, CHASSEURS à pied, 11,459.
	135,111	PIED DE PAIX. } 218 BATAILLONS et 102 RÉGIMENTS dont 79 français, 23 étrangers, 12 BATAILLONS DE CHASSEURS produits par le DÉDOUBLEMENT des LÉGIONS, en 1784.
1788 (17 mars)	156,866	PIED DE GUERRE. }
	184,100	GRAND PIED DE GUERRE. }
1790 (18 août).	110,000	
1791 (1 ^{er} jan.).	133,634	Suivant M. SICARD, 132,269 : mais l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n'a sous les armes que 116,500.
1793 (21 fév.).	477,652	Il y a 2,437 hommes, officiers compris, par DEMI-BRIGADE; ÉTAT-MAJOR non compris, CANONNIERS compris. 196 DEMI-BRIGADES devaient former ce total; mais cette formation ne s'effectue pas au complet. Chaque DEMI-BRIGADE a 6 PIÈCES DE CANON. L'infanterie a une ARTILLERIE DE CAMPAGNE de 1176 pièces. — D'autres calculs ne portent l'INFANTERIE, tout de BATAILLE que légère, qu'à 407,100 hommes.
1794 (12 août).	462,669	Première mesure de l'EMBRIGADEMENT.
1796 (an IV, 10 brum.).	420,160	100 DEMI-BRIGADES D'INFANTERIE DE BATAILLE; 96,960 hommes d'INFANTERIE LÉGÈRE.
1799 (an VII, thermidor)..	256,000	Troupes en ÉGYPTE, non comprises.
1799 (an VII, 23 fructidor).	483,000	C'est une organisation sur papier.
1803 (24 s. p.).	324,226	Les RÉGIMENTS sont établis et sont à 3 ou 4 BATAILLONS.
1801, 1805 (an XIII). . .	262,400	Y compris 11,400 OFFICIERS. Il n'est ici question que de la seule INFANTERIE DE LIGNE, tout de BATAILLE que LÉGÈRE. Il y a, de plus, la GARDE IMPÉRIALE, les LÉGIONS PIÉMONTAISES, les VÉTÉRANS, les TROUPES IRRÉGULIÈRES, etc.
1808 (18 fév.).	503,060	
1812 (1 ^{er} sep.).	596,866	
1813 (20 jan.).	702,576	Les COHORTES DE GARDES NATIONALES mises en activité se transfèrent en RÉGIMENTS DE LIGNE, et les RÉGIMENTS de la MARINE passent au SERVICE DE TERRE.

ANNÉES.	MILITAIRES.	OBSERVATIONS.
1814 (12 mai).	153,317	4 RÉGIMENTS SUISSES et 1 RÉGIMENT ÉTRANGER font partie de l'ARMÉE. LES LÉGIONS SONT CENSÉES COMPOSÉES DE 2 BATAILLONS D'INFANTERIE DE LIGNE et du 1 ^{er} de CHASSEURS.
1815 (16 juill.). 1820 (23 oct.).	172,194 162,712	LES LÉGIONS DEVIENNENT RÉGIMENTS. — L'INFANTERIE LÉGÈRE n'est qu'un 2 ^e BATAILLON.
1825 (27 fév.).	170,204	PIED DE PAIX... L'INFANTERIE LÉGÈRE reste provisoirement à 2 BATAILLONS. Le général GIRARDIN établit un chiffre moins fort.
	257,508	PIED DE GUERRE.
1828.....	138,036	PIED DE PAIX... Y compris 6,850 OFFICIERS. C'est du moins le total accusé par le <i>Journal des Sciences militaires</i> (t. II, p. 430).
1831 (18 mars)	208,924 297,030	PIED DE GUERRE. Y compris ouvriers, compagnies départementales et de discipline, compagnies sédentaires et accroissements voulus. En déduisant les officiers et les 4 ^{es} bataillons comme détrots.
1832.....	152,574	
1833 (1 ^{er} et 17 juinier)...	279,918	
1833 (1 ^{er} mai).	275,149	RAPPORT DE 1833, 1 ^{er} mai.
1834.....	205,100	Suivant le <i>Journal de la Société de statistique universelle</i> , t. V, p. 67.
1835.....	200,092	Suivant la <i>Sentinelle de l'armée</i> , officiers non compris.

— N° 4. UNIFORME. — LES EFFETS D'UNIFORME de l'infanterie française, les ARMES BLANCHES DE TROUPE, la CHARGE que doit porter sur lui le SOLDAT se composent de détails trop confus, trop changeants, trop nombreux pour que le sujet puisse être expliqué ici; la seule histoire de la CHEVELURE exigerait un traité. — On peut recourir, pour ce genre d'étude, AUX ORDONNANCES DE 1729 (10 MARS), 1757 (20 AVRIL), 1762 (10 DÉCEMBRE), 1775 (26 AVRIL), 1776 (31 MAI), le *Journal de l'Armée*, t. III, p. 165. Depuis le RÈGLEMENT DE 1792 (1^{er} JANVIER), combien d'autres documents officiels ont à peine paru, qu'ils étaient oubliés; combien peu de MINISTRES ont senti et jugé l'importance de cette partie. CLARKE est le seul qui ait eu à cet égard des vues développées et justes. BAUDOUIN et LATTRE ont donné des images de l'uniforme du dernier siècle. LAMY l'a retracé avec esprit et justesse à partir de la guerre de la révolution. — Les COULEURS DE FORD de l'habillement ont été, en général, le BLANC et le BLEU. — NOUS AVONS PARLÉ DES COULEURS TRANCHANTES de l'HABIT, de SES BOUTONS, BOUTONNIÈRES, BRANCOBOUTONS, de SES DOUBLURES, de SES ATTRIBUTS DE RETROUSSES; NOUS AVONS FAIT MENTION DU FRAC, DU GILET, DU PANTALON, de la CAPOTE, du BONNET DE POLICE, de la CULOIRE, de la JAQUE, du SATON, du JESTE-À-CORPS, du HAUT DE CHAUSSURES, du MANCHON, du MANTRAU. — LES EFFETS OR COMPLETS ont été l'objet des recherches indiquées aux articles AIGRETTE, ROUEGE-ROTE,

CARABET, CASQUE, CATOGAN, BONNET, CHAPRAU, CHAPRAU À QUATRE CORNES, COCACED, MORION, FLEURY, FORALEM. — LES EFFETS DE DISTINCTION ont amené les explications données au sujet des ÉPAULETTES, des ROULETTES, des GALONS, de l'ÉCHARPE, du BAUSSECOL, des CHEVREONS D'ANCIENNETÉ, de la DRAGONNE, des POMPONS. — Relativement à l'ARMEMENT, NOUS AVONS TRAITÉ LES MOTS : ARME D'ONIFORME, ARQUEBUSE, BOULLE, BRIQUET, CARABINE, COUVILLE, CUISSAIE DE VER FLEIN, ÉPÉE, ÉPIEU, ÉPIINGOLE, ESPORTON, FUSIL, GRENADE À MAIN, HALLERARDE, JAVELINE, JAVELUT, LAME D'ÉPÉE, PERTOISANE, POTRIAL, FORT O'ARMER, RONOLE, SACE, POIGNARD, etc. — LES EFFETS D'ÉQUIPEMENT, DE CHAUSSURE, DE CAMPEMENT ont amené l'examen des MOIS : AIGUILLETTE, SAUTRIER, RIDON, BOTTES, CANAFSA, CARNASSIÈRE OU HAYESAC D'OFFICIER, CEINTURON, CHAUSSURE, COFFINS, CRAVATE DE DRAPRAU, GUINÉE, DEMI-GRENE, DRAPRAU, ÉPINGLETTE, FANION, FOURNEMENT, GANTS, GIERCIÈRE, GIERNE, GRAND ÉQUIPEMENT, GRENADE, GUÉPES, FACHE OR GRENADEIERS ET DE SAPIERS, HAYESAC, PIC ROYAU, POIR À POCORE, PULVÉRIN, SAC À BAILLES, SAC DE CAMPAGNE. — LE HARNACHEMENT, partie très-secondaire quand il s'agit d'infanterie, le HARNACHEMENT réglé par la décision de 1851 (22 AOÛT), a amené quelques détails tels que MAJOR, ÉTRIER, ROOISE, etc. — Enfin, en traitant du MATÉRIEL de l'infanterie, nous avons dit quelque chose sur ses CAMIONS, CANONNIÈRES, CANTINES PORTATIVES, CARTOUCHES, CORDEAUX,

CORDÉS A FOURRAGE, DUTIES, TENTES et enfin l'ARTILLERIE MANŒVRÉE par des GARDIENNES D'INFANTERIE, etc. — N° 5. LOCALISATION, ALLOCATIONS, SOLDAT. — Le système de la permanence ou de la mobilité des garnisons de l'infanterie française, la forme de ses CHAMBREES, la forme de ses CASERNS, les moyens pratiques de son CAMPMENT ou de son RARAGEMENT sont restés jusqu'ici vagues et dépourvus de principes. Le grand usage du RIVAC a fait oublier ou négliger la CASTRAMÉTATION. L'emploi des RARAGUES a fait revivre en partie la méthode des camps de BUTTES, et le camp de Belms, formé à l'époque du couronnement de CHARLES DIX, a renouvelé la mode des camps MINORS. — Quelques principes mieux assis ont réglé le LOGEMENT DE L'INFANTERIE A LA CASERNE et EN ROUTE. — Des recherches sur la nature des ALLOCATIONS, sur toutes les DÉPENSES que l'infanterie entraînait, et sur ce qu'on nommait son ATTOURNEMENT, indiquent qu'il est évalué à la manière laugaise, et en prenant pour base le prix du travail journalier de certains ouvriers. Il en était ainsi en 1480. — En 1527 (26 MAI), l'ORDONNANCE accordait, par mois, six livres à chaque HOMME DE RIPP. — En 1557, la SOLDE annuelle se supplait à raison de quatre-vingt-quatre livres, équivalant à deux cent soixante-seize francs monnaie actuelle. — En 1600, époque depuis laquelle nous allons en offrir le tableau, la DÉPENSE qu'entraînait annuellement un SOLDAT était de cent à cent vingt livres, sur lesquelles il fallait que plus d'un CAPITAINÉ trouvât à bénéficier; car les administrateurs d'une manière disparate, arbitraire, souvent infidèle. — Ce manquement inégal de la SOLDE se manifestait surtout dans la répartition du DÉCOMPTÉ. Les CAPITAINES promettaient aux HOMMES de belle taille qu'ils engageaient, une paye meilleure que celle qu'ils donnaient aux hommes qu'ils affectionnaient moins; les plus avantagés la touchaient, non en DENIERS DE POCHÉ, mais en DÉCOMPTÉ, aux dépens des autres; aussi les ORDONNANCES de 1686 (20 DÉCEMBRE), DE

1714 (20 JUIN), DE 1716 (1^{re} JUILLET) défendaient-elles à ces OFFICIERS, sous peine de DESTITUTION, de promettre aux SOLDATS une paye plus forte que celle que le roi accordait; elles promettaient même leur CONGÉ aux dénonciateurs qui révéleraient les noms des SOLDATS qui jouiraient d'un PRÊT de faveur. Cette différence était une routine qui rappelait le temps où le piquier vêtu de fer coûtait plus que le mousquetaire vêtu de drap, et où le piquier soldat, plus vieux, plus estimé, exigeait plus de paye que le mousquetaire soldat, plus jeune, moins robuste. — M. le colonel CARRIEN (I, II, p. 29) affirme que sous HENRI QUATRE la levée d'un FANTASSIN ne coûtait que cent livres, et que la SOLDE individuelle et annuelle de l'infanterie, calculée sans distinction d'OFFICIERS ou d'HOMMES DE TROUPES, n'était évaluée qu'à vingt et une livres, ce qui répondait à peu près à quarante-deux francs de notre monnaie actuelle. Aujourd'hui un SOLDAT coûte, tout compris il est vrai, trois cent quatre-vingt-dix-huit francs quatre-vingt-dix centimes par an. Le BUDGET discuté en 1829 le témoigne. — Nous nous sommes suffisamment étendus au sujet de la SOLDE, de l'ÉTAFE, des CHEVAUX soit DE TROUPE, soit DE VIVANDIERS, de leurs FOURRAGES et des autres ALLOCATIONS analogues, etc. Nous avons cherché à compléter le sujet en parlant comparativement de la CAVALERIE et des autres ARMES, et en donnant des aperçus à l'égard des BUDGETS, de leurs prévisions, de leurs COMPTES rendus. — On ne saurait, avant le règne de HENRI QUATRE, traiter de la SOLDE, puisque jusque-là elle ne concernait pas le TRÉSOR ROYAL, et que, s'il en faut croire BOUCHER et M. MONTEIL, elle s'appelait, par cette raison, l'EXTRAORDINAIRE. — Bornons-nous à offrir, comme comparaison du taux de la SOLDE, un relevé des TARIFS unijournellement appliqués aux SIMPLÉS SOLDATS. Quelques détails plus généraux sur ce sujet se trouvent dans LACHESNAIRE (1758, I, au mot Paye), et dans SERVAN (1780, B, p. 508).

RÈGNES ET DATES.	PRIX de MARC D'AR- GENT.	Simple soldat, par jour, en sous.	Ce qui, au com- mencement du siècle, équivalait en monnaie actuelle à	OBSERVATIONS.	
HENRI QUATRE. — 1800.	12 5	2 2	15 "	On 72 centimes, valeur actuelle, ou 15 sous 12 deniers, suivant M. le colonel Lartion. Ces 5 sous 5 deniers, équivalant par an à 125 livres, devaient couvrir, habiliter, entretenir le soldat en paix et en guerre. On ne donnait ni pain ni viande, il n'existait pas d'hôpitaux.	
LOUIS VERTUE.	1810.	20 5 4	2 5	12 "	En 1810, les 125 livres équivalaient à 558 francs, monnaie actuelle.
	1837 (9 NOV.).	25	3 3	0 2	
	1845.	25	3 3	0 2	
	1791 (4 NOVEMBRE)...	20 10	3 "	3 15	Cette ORDONNANCE DE 1851 accorde pendant le QUARTIER d'ÉTÉ un ESTENCILLE de 2 livres par mois par homme en troupe, acquittables aux frais du LIEU de GARNISON; elle leur accorde aussi une RATION DE PAIX de 24 onces, mais à charge d'une RETENUE de deux sous.
1800 (20 JUILLET)...	22 10	2 "	7 10	Une ORDONNANCE DE 1800 (7 sept.) supprime l'ESTENCILLE DE PAIX; mais modère la RETENUE opérée pour prix du PAIX et la réduit à 1 sou 5 deniers. Les 20 livres par an qui la composaient équivalaient à 187 francs.	
LOUIS QUATORZE.	1800 (1 ^{er} JUIN). ...	20 10	4 5 2/3	7 5	
	1775 (25 AVRIL)...	22 10	5 "	7 5	Une ORDONNANCE DE 1775 (25 AVRIL) veut qu'il soit exercé journellement une RETENUE de 5 deniers pour livre au profit de la CAISSE DES INVALIDES. — Cette mesure sensible encouragea LOUIS SEIZ.
	1807 (12 AVRIL)...	20 2 11	4 5 2/3	7 "	Une ORDONNANCE DE 1806 porte de nouveau à 2 sous le prix de la RATION DE PAIX.
	1800 (10 FÉVRIER)...	22 10	5 "	5 5	En 1800, il est retenu AUX TROUPES FAISANT LA GUERRE, 1 sou 5 deniers pour prix d'une ration de 1/2 livre de viande.
1791 (12 AVRIL)...	21 2	4 5 2/3	5 5		
1794 (10 MAI).....	22 10 7	2 "	5 5		
LOUIS SEIZ.	1712 (2 AVRIL).....	24 7 2	2 2	5 10	PHILIPPE d'Orléans, régent, réduit les TROUPES mais augmente la solde, en vue de s'attacher l'armée.
	1722 (30 AVRIL)....	22 14 6	2 4	5 5	
	1723.....	.....	2 5	2 5	
	1740 (10 FÉVRIER)...	.....	2 5	2 5	
	1752 (1 ^{er} MAI).....	.....	2 5	2 5	
	1722 (21 DÉCEMBRE).	21 2 2	5 5	5 2	En 1722, la SOLDE des HOMMES DE TROUPE FAISANT LA GUERRE est augmentée de 5 deniers par jour et leur PAIX DE NUTRITION est porté à 25 onces au lieu de 24.
				Cette ORDONNANCE dispose qu'en TEMPS DE GUERRE la SOLDE des HOMMES DE TROUPE sera augmentée d'un sou par jour. En temps de paix il était retenu sur cette solde 2 sous pour prix de pain fourni en nature.	

RÈGNES ET DATES.	PRIX du MARC D'AR- GENT.	Simple soldat, par jour, en station	Ce qui, au commen- cement du 19 ^e siècle, équivalait en monnaie actuelle à	OBSERVATIONS.
LOUIS XVI.				
(28 février).....	.....	.....	.....	La masse de linge et chaussure aug- menta et il était accordé 6 deniers de pouce.
1789 { (17 mars) ...	22 2 2	6 2	6 2	La solde augmenta de 6 deniers, c'est- à-dire que les ordonnances montèrent de 6 deniers la semaine exercée pour prix du pain. Le 31 du mois commença à être payé.
(6 et 24 juin).....	.....	.....	.....	
(28 février).....	.....	.....	.....	Le décret de 1790 (28 février) augmente de 32 deniers par jour la solde des hommes de troupe, mais il n'en est men- tionné ici que 16 parce que les 16 autres sont une augmentation de service sur le prix du pain. Ce décret est remar- quable en ce qu'il alloue 2 deniers comme deniers de poche et 10 deniers comme masse de linge et chaussures.
1790 { (1 ^{er} mai)....	53 8 2	7 6	7 6	
(6 et 24 juin).....	.....	.....	.....	
1791 (29 avril).....	.....	5 6	.....	Le pain était fourni. — Il n'y a plus de calcul possible à raison des assignats.
AN Cinq (28 floréal)...	.....	.....	.....	Rétablissement de la solde en numéraire.
AN six (1 ^{er} ventôse).....	.....	.....	.....	
AN sept (28 fructidor)...	80 » »	.....	.....	Pain non compris.
AN onze (23 ventôse)...	58 6 2	2 »	2 »	Le pain ne scope accordé le 24 PRIMAIRE AN onze (11 déc. 1802) augmente réel- lement de 2 centimes la solde dans l'infanterie comme dans la cavalerie, etc. Si on y ajoute le montant de la masse établie à raison de 32 fr. par homme et par an, le total de la solde par jour sera de 67 c. et quelques fractions.
AN treize (12 fructidor).....	.....	.....	.....	Tarif.
1802 (1 ^{er} mai).....	.....	2 »	.....	Ou 42 centimes.
1810 (10 décembre).....	.....	.....	.....	
1811 (4 mars).....	.....	.....	.....	Le prix de la masse d'ordinaire est ajou- té à la solde. — La masse de linge et chaussure s'accroît.
1829 (27 septembre)....	.....	17 cent.	.....	Les jours de présence s'accroissent de 2 centimes.
1830 (21 février).....	.....	37 cent.	.....	La masse de linge et chaussure en est détournée.

Les droits à la PENSION DE RETRAITE sont moins favorablement fixés pour l'infanterie que pour la plu-
part des autres armes. La *Sentinelle de l'Armée* (1835, 10 avril) donne à ce sujet quelques détails.

— N° 6. RANG, FONCTION. — LES ORDONNANCES DE 1662, 1670 (26 MARS) sont les premières qui fixent le RANG de l'Infanterie. — Le RÈGLEMENT DE 1665 (25 JUILLET) donnait à l'Infanterie le pas sur les MORTES-PAYES. — L'Infanterie française, l'ARTILLERIE, le GÉNIE, les INGÉNIEURS GÉOGRAPHES, n'ont, dans l'origine, formé qu'un seul et même CORPS. Cet état de choses s'est maintenu tant que l'Infanterie, ou plutôt les TROUPES À PIED furent sous les ordres du GRAND MAÎTRE DES ARMÉES-TRIPLES ; un autre système ne prévalut qu'à la création du GRAND MAÎTRE DE L'ARTILLERIE. — Actuellement l'Infanterie doit, en bien des circonstances, le pas à ses enfants, les ARTILLERES et les INGÉNIEURS, devenus ARMES SPÉCIALES, ARMES SAVANTES, HOMMES D'ÉLITE. — Ainsi la DÉCISION DE L'AN SIX (16 BRUMAIRE) la classait après l'ARTILLERIE et les RUFFES, mais avant la CAVALERIE. C'était une injustice et une malhabileté. — OMER (1824, E) et tous les ÉCRIVAINS MILITAIRES modernes sont pourtant d'avis que, dans l'ordre de l'importance des ARMES, l'Infanterie se présente la première, parce qu'elle fait le fond de l'ARMÉE. — M. le colonel CARRIOR (1824, A, t. II, p. 577) place après elle la CAVALERIE, ensuite le MATÉRIEL et ses AGENTS, c'est-à-dire l'ARTILLERIE et le GÉNIE, ensuite la MARINE et l'ADMINISTRATION. Cette classification ne serait peut-être pas du goût de toutes les ARMES. La MARINE est tellement à part qu'elle ne va ni avant ni après l'Infanterie, puisqu'elle marche à l'égal de l'ARMÉE DE TERRE elle-même, et qu'elle n'est point un genre d'ARMÉE ou de CATÉGORIE, mais un genre d'ARMÉE. — Reconnaître cette illusoire primauté que les théories et les livres décrètent de concert à l'Infanterie, c'est lui offrir un faible dédommagement des dégoûts qui l'attendent, et de l'ambiguïté du RANG qui lui appartient, soit dans les PLACES, soit en CAMPAGNE. — En effet elle n'est pas heureuse, elle n'est pas favorisée ; les PROMOTIONS DE GÉNÉRAUX ne tournent pas, en TEMPS DE PAIX, à son avantage ; ainsi, en 1858, dix MARÉCHAUX DE CAMP étaient nommés en trois fois, et il n'en était tiré qu'un seul de l'Infanterie, au lieu de neuf qu'une répartition équitable eût dû lui accorder, et cependant sa force numérique est, par rapport au reste de l'ARMÉE, comme quatre est à un ; et, tactiquement parlant, les COLORES D'INFANTERIE ne sont pas impropres à faire les meilleurs GÉNÉRAUX. — On met avant l'ARMÉE ou LIGNÉ le GENDARMERIE, qui n'est pas un CORPS uniquement MILITAIRE, mais qui est CORPS D'ÉLITE. En tête de toute l'Infanterie est, ou devrait être, le corps des INVASIONS, mais la GARDE DU SOUVERAIN lui

contestait cette priorité. On mettait avant l'INFANTERIE DE LIGNÉ celle de la GARDE ROYALE, quoique l'une soit la réalité et l'autre l'exception, et quoique la GARDE DU SOUVERAIN ne fût plus depuis 1815 une TROUPE D'ÉLITE, puisqu'elle se recrutait comme la LIGNE. On mettait avant la GARDE ROYALE la MAJOR MILITAIRE, quoique celle-ci fût l'exception d'une exception. Ces CORPS PRIVILÉGIÉS ne peuvent être cependant, par rapport à l'ARMÉE DE LIGNÉ, que ce que les GÉNÉRALISSES sont à un RÉGIMENT, c'est-à-dire les fils aînés de la famille, et non des êtres d'une autre classe ou des aînés à majorats. — On ne place la CAVALERIE qu'après l'Infanterie, et cependant, en CAMPAGNE, les CERVEAUX prenaient la droite des HOMMES DE PIED, ou, comme on disait autrefois, COMMANDAIENT. Ce n'était que dans les VILLES FERMÉES que l'Infanterie commandait à la CAVALERIE et aux DRAGONS ; ce devrait être tout le contraire. — Si l'Infanterie jouit quelque part d'une prééminence incontestable, c'est surtout à la GUERRE ; mais ces vieilles règles de préséance, qui datent de 1768, étaient un souvenir des temps où CAVALERIE et NOBLESS, MAÎTRES et GENDARME signifiaient à peu près même chose, et où les mots HOMMES DE PIED et hommes dépendants de GENTILHOMMES étaient synonymes. — Si l'on demandait aux HOMMES DE CHEVAL dans quelle classe ils se rangent aujourd'hui, peut-être répondraient-ils qu'un homme de choix est plus qu'un premier venu ; qu'un homme sur un cheval est plus haut qu'un homme à PIED ; que les professions qui supposent une instruction plus difficile, plus coûteuse, plus variée, jouissent d'une prééminence reconnue. — Si l'on questionnait l'ARTILLERIE et le GÉNIE sur le RANG réel qu'ils tiennent à l'ARMÉE, la politesse plus que la sincérité disposeraient peut-être ces ARMES SAVANTES à éluder la question de préséance avec l'Infanterie, à moins qu'ils ne rappelaient cette DÉCISION DE L'AN SIX (16 BRUMAIRE) qui donnait rang à l'Infanterie après l'ARTILLERIE et les RUFFES, et avant la CAVALERIE, et la CIRCULAIRE DE 1815 (20 JANVIER) qui plaçait l'Infanterie à la gauche de l'ARTILLERIE ; peut-être ces ARMES SPÉCIALES SE borneraient-elles à dire que les CORPS SAVANTS se classent entre eux par date de création, et que si la CAVALERIE exige une éducation plus longue que celle qu'on donne aux TROUPES À PIED, la profession des ARTILLERES et des INGÉNIEURS nécessite des études bien autrement profondes que celles de la CAVALERIE. Or, aujourd'hui, le savoir est la notabilité par excellence. — Quant au CORPS ADMINISTRATIF MILITAIRE, n'est-il pas privilégié, et

même surprivilegié? consentirait-il à ne marcher que le dernier, comme il doit s'y résigner si les paroles d'ORDEN (1824, E) font autorité. Il est vrai que la prépondérance des avantages dont jouit l'infanterie peut lui faire supporter patiemment une classification à laquelle sa politique condescendrait. — Un tel état de confusion, de telles difficultés ne peuvent que soulever dangereusement de susceptibles amours-propres. Il faudrait d'ailleurs, pour pouvoir classer les armes, avoir défini ce que c'est qu'une arme; s'il y a des corps qui ne sont pas des armes, s'il y en a qui ne sont que des sous-armes; graves questions qu'aucune académie militaire ne s'est occupée encore de résoudre. Il vaudrait donc mieux peut-être, en fait de rang et de prérogatives qui tiennent à un vain cérémonial, faire comme ces éditeurs qui ménagent la vanité chatouilleuse des écrivains collaborateurs en les classant dans l'ordre que tiennent alphabétiquement la lettre initiale du nom de chacun. — Suivant les anciens usages, les conseils judiciaires se composaient de juges que l'infanterie fournissait de préférence à la cavalerie; cette distinction, dont on ne devine plus le motif, a cessé. — Suivant la loi de 1852 (14 avril), l'ancienneté de grade des officiers courait sur toute l'arme, quoiqu'il eût été à préférer peut-être que l'infanterie de bataille et l'infanterie légère fussent, à cet égard, distinctes. — L'ordonnance de 1852 (3 mai) réglait que si l'infanterie en campagne formait un corps détaché, son chef devait, à grade égal, prendre le pas sur celui de la cavalerie qui serait attachée à cette troupe d'infanterie, et que, au contraire, de l'infanterie attachée à de la cavalerie serait soumise au chef de cette cavalerie, s'il y avait entre les chefs parité de grade. — Les fonctions de l'infanterie française ont d'abord embrassé l'artillerie et les sapeurs; elles se sont infiniment réduites, comme le témoignent les régiments de police, de service et de campagne. Retracer ces fonctions, ce serait copier ces règlements. — Mais la manière de s'acquitter de ces fonctions a différé suivant qu'il s'est agi d'infanterie communale, — française, — de garnie royale, — française de ligne. — N° 7. INSTRUCTION. — L'instruction de l'infanterie française diffère grandement d'elle-même, s'il s'agit du savoir pratique et théorique que doivent posséder les officiers et les militaires gradés, ou s'il ne s'agit que de la somme des connaissances qui suffit au métier des simples soldats. — Dans les autres armes, au contraire, de longues études ne sont pas moins indispensables à la classe

qui obéit qu'à la classe qui commande. L'infanterie, abstraction faite du soldat, n'est pas moins une arme savante, une arme spéciale que les autres, puisque les officiers d'infanterie étant ceux qui, dans l'ordre ordinaire, accomplissent le service le plus varié, et ceux parmi lesquels il est pris, en tout temps, le plus de généraux, ils ne peuvent se mettre à la hauteur de leur destination et se rendre dignes de l'avancement qu'ils ont en perspective, qu'en se livrant à des études non moins profondes que dans quelque arme que ce soit. Cependant, sauf les leçons que la guerre a données, sauf l'établissement de quelques écoles qui n'ont encore ni rudiment ni dictionnaire, qu'a-t-on fait en France, depuis 1794, pour le perfectionnement de l'infanterie, de ses méthodes de tact, de ses théories de guerre, de sa tactique? Son instruction, purement militaire, est moins assurée qu'elle ne l'était il y a quarante ans, puisqu'il y avait du moins quelque accord entre des règlements maintenant conservés en partie, et en partie refaits sur des principes dépourvus d'unité. C'est une instruction dont les parties vieilles et les nouvelles manquent également de solidité et de liaison. Cette remarque s'applique surtout aux décisions qui ont faussé l'ordonnance de 1768 (1^{er} mars), le règlement de 1791 (1^{er} août), l'ordonnance de 1831 (4 mars). — Il avait été promulgué en 1755 des règles relatives aux batteries de canon, et, depuis trois quarts de siècle, il n'y a plus à cet égard que des traditions. Si quelques écoles de tambour ont été créées, elles ont aussitôt disparu. Nous citons ce fait peu important comme argument à fortiori. La courtoisie était presque le seul exercice académique. — Les ordonnances ont parlé de gymnastique; aucun moyen organique n'a été adopté pour réaliser ce vœu exprimé dans des lois sages, mais mortes en naissant. — La petite balistique a été l'objet des travaux théoriques de l'artillerie, au lieu d'être expérimentale dans les corps d'infanterie; ils n'ont ni emplacement, ni cible, ni poudre, et l'on n'est point d'accord sur cette question: Toute l'infanterie doit-elle cultiver une balistique de petites armes? doit-elle ou non y avoir deux genres d'exercices à feu? — L'ordonnance de 1768 (1^{er} mars, titre xxii, art. 13), et d'autres dispositions législatives que nous avons indiquées, voulaient que l'infanterie fût exercée aux opérations relatives à l'attaque et à la défense des places, qu'elle eût les outils que ces opérations exigent, qu'elle sût façonner des claies, construire au tir du canon, etc.

Mais quelqu'un a-t-il vu cultiver ce genre d'étude, si ce n'est, par extraordinaire, une fois ou deux depuis quelques années? — Il n'a été promulgué de complet et d'approfondi que les préceptes relatifs aux **SYSTÈMES DES INSTRUMENTS GÉNÉRAUX**; c'est avoir construit une pyramide en la commençant par sa pointe. — Depuis quarante ans, la grande organisation de GUERRE de nos armées comporte l'emploi des BRIGADES et des DIVISIONS; et, aujourd'hui encore, nos ÉCOLES TACTIQUES attendent qu'il y soit ajoutée une ÉCOLE DE BRIGADE et une ÉCOLE DE DIVISION. — Comment l'instruction de détails de l'Infanterie eût-elle été forte, quand l'instruction d'ensemble était dans le chaos; quand des COMMANDEMENTS de LA GUERRE prononçaient sur des objets d'ART qui ne sont pas de leur compétence; quand le MINISTÈRE DE LA GUERRE, surchargé de bureaux si nombreux, n'avait pas de BUREAU DE TACTIQUE; quand enfin, en fait d'ART MILITAIRE DE TERRE, rien n'était fixé par une AMIRAUTÉ, ou une CHANCELLERIE, ou un CONSEIL DE LA GUERRE, ou une ACADEMIE MILITAIRE. — Les ÉCRIVAINS qui ont considéré les FRANÇAIS comme plus propres à servir dans l'Infanterie que dans la CAVALERIE, en ont conclu, avec quelque apparence de raison, qu'un gouvernement sage devrait s'occuper surtout du savoir faire de l'Infanterie; que l'éducation militaire de la nation devrait tendre à simplifier les ATTACHEMENTS, à alléger la charge portative, à encourager la GYMNASIQUE, à perfectionner le jeu des CARRÉS et des COLONNES, à donner la plus grande rapidité aux FORMATIONS, aux FLOUEMENTS, à improviser des TRAVAUX DE FORTIFICATIONS DE CAMPEMENT, à dresser des RAQUETTES; mais pendant longtemps ces opinions ont été peu goûtées de l'autorité. — Le DÉCRET DE 1831 (14 JUIN) voulait qu'il fût fourni à chaque sous-officier un extrait de l'ordonnance sur la tactique, au compte de la MASSE D'ENTRETIEN. — Le germe d'une instruction plus forte et un moyen d'utile émulation pourrout sortir de l'ORDONNANCE DE 1851 (10 NOVEMBRE), qui fonde, dans les RÉGIMENTS, les ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES, et qui ouvre une voie à l'AVANCEMENT, au moyen de l'admission des HOMMES DE TROUPE à l'ÉCOLE DE SAINT-CYR, à la suite de concours et d'examen. — En 1854, plusieurs feuilles publiques ont agité la question: Ne conviendrait-il pas que le TIR du CANON fût enseigné à l'Infanterie? La polémique s'est emparée de ce projet, dont le débat se trouve dans le *Journal des Sciences militaires*, 1854, p. 173, — N° 8. TACTIQUE. — S'il ne s'agissait que du temps présent et des règles écrites, il suffirait d'indiquer le RÉGLEMENT DE 1791

(1^{er} AOÛT) et l'ORDONNANCE DE 1851 (1^{er} MARS) aux lecteurs occupés de questions de tactique; mais nous reprendrons de plus haut la TACTIQUE française des HOMMES DE PIED, pour éclairer et éclaircir quelques points obscurs, incomplets, contradictoires. — Le lendemain de la bataille de CASCY, soixante mille PIÉTONS (peut-être ce nombre est-il enflé), rencontrés par six cents LANCES ANGLAISES, périrent sans avoir su se défendre; en supposant qu'une LANCE fût de trois hommes, un GENDARME, secondé de deux arroytes, était alors plus fort que six cents FANTASSINS FRANÇAIS. A ces époques où l'Infanterie était si méprisable, il n'y avait donc aucune TACTIQUE. — Le TROUVÉ, aussi ancien que l'Infanterie française, paraît avoir servi à marquer le degré de vitesse de la MARCHÉ. Mais MACIARÉ (1510, A) témoigne que c'est une question mal éclaircie. — LOUIS DOUZE, dans ses GUERRES, imite la TACTIQUE ESPAGNOLE, et fait MANOEUVRER ses douze ou dix rangs son Infanterie. Le HAUITEUR des RANGS se réduit à dix ou huit, vers le temps de HENRI QUATRE. — MANESSON (1685, B) nous montre cependant, sous les règnes suivants, de l'Infanterie ordonnée en bataille sur vingt RANGS. — A la bataille de CRYSSOLLES, en 1544, des PISTOLIERS à pied combattait à coups de PISTOLES ou de PISTOLETS. — L'épaisseur, les DOUBLEMENTS et DOUBLEMENTS de RANGS et de FILLES, les REPRESPARMES, les HAIES, les FEUX, les CONTRE-MARCHES de l'Infanterie ont été analogues, d'abord, à ce qui se pratiquait dans la CAVALERIE; l'un et l'autre genre de TROUPE JALONNAIENT en campagne leur ligne de BATAILLE sur les mêmes PANIONS; s'alignaient en BATAILLE, en marchant ou tâchant de marcher du même PAS. Cette similitude de TACTIQUE était un contre-sens qu'il était réservé à FREDÉRIC DEUX de sentir, de démontrer, de faire disparaître. De toutes les MANOEUVRES ou ÉVOLUTIONS pratiquées au temps de HENRI QUATRE, la seule que l'Infanterie exécute encore ou qu'au moins l'ORDONNANCE mentionne, est l'ACHÈTEUR. Tout le reste, même la POSITION DES LIX ARMES, a sans cesse changé. — L'Infanterie française a conservé depuis plus d'un siècle, comme moyen principal, les ARMES À FEU qui jusque-là n'étaient que secondaires. La CAVALERIE n'emploie au contraire depuis longtemps que comme accessoires les PETITES ARMES, c'est-à-dire ses armes à feu. — Depuis la bataille de ROCHOU qui fut le tombeau de la terrible INFANTERIE ESPAGNOLE, l'Infanterie française a commencé à jouer un rôle important et glorieux; cependant on voit dans PUYSSÉL (t. II, ch. VI) que du temps de TROUVÉ, l'Infanterie n'avait encore ni consis-

tance, ni solidité; une fois abandonnée de la cavalerie, elle était écrasée. Dans les batailles qu'on perdait, dit cet auteur, l'infanterie était toujours abandonnée à l'ennemi et à la merci des paysans, au lieu que la cavalerie trouvait à peu près à se retirer. TURNER le témoigne en parlant de l'affaire de DUTTINGEN; il en advint autant à Mariendahl, à Nordlingen, à FRIEDOURG. Voilà pourquoi dans les guerres d'ALLEMAGNE il se voyait plus de cavaliers que d'infanterie; il en était autrement dans les guerres d'ITALIE et d'ESPAGNE. — De 1610 à 1651, les FICHIERS de l'infanterie étaient sur huit RANGS partagés en DEMI-FILES. Les MOUSQUETAIRES à pied n'étaient que SUR QUATRE RANGS. L'usage d'une SECONDE LIGNE DE BATAILLE s'établissait. — Sous TURNER et dans les guerres de 1667 et de 1672, les FICHIERS étaient sur six et cinq RANGS, et le COMBAT par le CING devenait plus fréquent. — LES ALIGNEMENTS, l'usage des CARTOUCHES, la multiplication des MOUSQUETS, les SAIGNÉES à double appartenance à la GUERRE de 1688; les FICHIERS étaient alors sur CING RANGS et quelquefois sur QUATRE, et ne formaient plus qu'un cinquième du RATAILLON. En 1693, ils étaient constitutivement sur QUATRE RANGS, mais quelquefois sur TROIS. — Dans la GUERRE de 1701, les RATAILLONS cessent de se diviser par MARCHES, les MOUSQUETAIRES deviennent FUSILIERS; le FUSEE remplace absolument la FIQUE; l'ARMEMENT à trois RANGS, d'exception qu'il était, se change en coutume, sinon absolue, au moins relative. — LES FILES ne sont plus regardées comme l'UNITÉ; les ORAPPEUX se réunissent au centre des RATAILLONS. — LES PÉLIONS deviennent une désignation technique; l'infanterie cesse de rompre par QUATRE; DESPAGNAC (1751, D) et LACKENNAIR (1758, t, au mot service) témoignent que l'ORDRE par QUATRE lui était, jusque-là, familier. — L'ORDONNANCE de 1765 (1^{er} OCTOBRE) faisait encore DÉFILER par quatre devant les COMMISSAIRES. — On voit dans le RAPPORT AU ROI de 1839 (25 AVRIL) que le RÈGLEMENT de 1792 (15 MARS) mentionnait encore le DÉFILEMENT par QUATRE, encore bien que depuis le milieu du siècle, ce mécanisme ne fût plus reconnu en TACTIQUE; mais telles étaient la maibabilité et la routine en fait de LÉGISLATION. — Dans la GUERRE de 1714, l'infanterie essaye les DÉPLOIEMENTS; elle est sur quatre RANGS au commencement des CAMPAGNES, et sur trois quand elles finissent. — Au milieu du dernier siècle, elle est extraordinairement sur six RANGS; elle est habituellement sur trois; ce dernier nombre commence depuis 1750 à être le seul pra-

tiqùé, et depuis 1774 à être formulé dans la loi. L'adoption des trois rangs y introduit le RANG DE TAILLE. Depuis ces époques jusqu'à la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, l'infanterie française passe pour l'emporter, par sa TACTIQUE, sur l'INFANTERIE AUTRICHIENNE, mais elle le cédait à l'INFANTERIE PRUSSIENNE; cette dernière avait des RÈGLEMENTS stables, des principes fixes et des CAMPS D'EXERCICE périodiques; c'étaient autant d'avantages dont nous étions dépourvus. — BONAPARTE aurait dit (Maximes du prisonnier de Sainte-Hélène, 1820): *Depuis Charlemagne l'infanterie fut toujours mauvaise. Sous mon règne il n'y avait pas un grenadier français qui ne se crût capable de vaincre l'ennemi à lui seul.* — La jactance et l'inexactitude de cette assertion auraient suffi pour prouver que l'OUVRAGE d'où le passage est tiré, est apocryphe. — Plusieurs fois dans le dernier siècle, l'infanterie traina avec elle des CANONS de trois ou de quatre, qu'elle appelait PIÈCES A LA SUÉDOISE, et dont GRENEAUVAL régularisa le système, en constituant, à raison de huit PIÈCES, les BATTERIES, afin qu'il y eût une BATTERIE par BRIGADE, ou deux PIÈCES par RATAILLON. — Depuis le milieu du dernier siècle, les DÉPLOIEMENTS et DÉPLACEMENTS ont été pratiqués. LES PASSAGES DE DÉFILE ont pris une forme méthodique; la composition des COLONNES s'est modifiée à raison du plus ou moins de vides nommés DISTANCES et du plus ou moins de SURVEILLERS. On a renoncé, depuis le dernier siècle, aux études puériles des ALPHONS, AUX MOUVEMENTS DE JAMES SUR PLACE pendant les MANÈVRES D'ARMES, et AUX MARCHES PROCESSIONNELLES. — Au commencement de la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, UNE ARTILLERIE D'INFANTERIE fut rétablie; mais on reconnut, en 1793, que la MARCHÉ des PIÈCES DE RATAILLON alourdissait la MARCHÉ des CORPS A PIED, qu'elle détournait du but principal l'attention pendant le COMBAT, qu'elle rendait timides les MOUVEMENTS, et que les PIÈCES perdaient tout soutien à l'instant d'une mêlée; on renonça encore une fois à ce moyen de GUERRE. — Le règlement de 1791, en accord avec la composition des TROUPES, et combiné sur les ORDONNANCES qui établissaient un PIED DE PAIX et un PIED DE GUERRE, regardait deux RANGS comme l'épaisseur du PIED DE PAIX. Quelques MILICES ÉTRANGÈRES ont réalisé, même en temps de guerre, cette disposition longtemps oubliée en FRANCE. Depuis l'ORDONNANCE de 1831 (4 MARS), l'infanterie française ne sait pas mieux qu'auparavant si elle doit se former sur DEUX ou sur TROIS RANGS, et renoncer ou non aux CARRÉS à SECTIONS doublées. LA GUERRE DE

1792 donne le premier exemple de l'emploi du DRAPEAU TRICOLORÉ dans l'ARMÉE DE TERRE, de la CARABINE wallonne-française, de l'aérostat républicain, de la formation tactique des BRIGADES, des DIVISIONS, des CORPS D'ARMÉE, des AIGLES, des FUSÉES, et enfin de l'accroissement d'une GARDE DE SOUVERAIN BOIS de toute proportion avec le reste de l'Infanterie. — MAURICE DE SAXE était persuadé que l'infanterie française, quoique la plus brave de l'Europe, était incapable de résister en plaine à une charge de cavalerie. L'expédition d'ÉGYPTE effaçait ce préjugé. L'Égypte, a dit M. le colonel CARRION (1824, A), *révéla à notre Infanterie le secret de sa force.* — Dans cette expédition l'infanterie éprouve le besoin des CARRÉS COMBINÉS, elle en perfectionne l'application, elle étudie une ESCHIME de la RAISONNÉTE, ARME qu'il ne suffit plus de CROISER en restant immobile; elle fait de cette ARME un emploi meilleur; ses TIRAILLEURS commencent à s'en servir avec adresse, et elle renouvelle momentanément l'emploi des CHEVAUX DE FRISE PORTATIFS. — On lit dans M. LAMARQUE (t. VI, p. 24, al. 2 et 5) les paroles suivantes de BONAPARTE qui voulait que l'infanterie chargée par la cavalerie, tirât de fort loin sur elle, au lieu de l'attendre à bout portant, comme on le fait aujourd'hui; il disait que l'infanterie et la cavalerie laissées à elles-mêmes, sans artillerie, ne devaient point amener de résultats positifs; mais qu'avec de l'artillerie, et toutes choses d'ailleurs égales, la cavalerie devait détruire l'infanterie. — En 1795, CURTINE ayant son QUARTIER GÉNÉRAL à CAMBRAY, y appela de chacun des CORPS de son ARMÉE, un OFFICIER, un SOUS-OFFICIER, un TANDOUR et un SOLDAT en vue de leur faire apprendre un EXERCICE modifié, et qui devait simplifier les règles du MANÈGE D'ARMES, abolir le MARCHÉ DES BATAILLONS PAR LE FLANC et donner plus de rapidité aux MOUVEMENTS DES COLONNES et à ce qu'on appelle en TACTIQUE, les FORMATIONS. L'objet de l'ÉCOLE DE CAMBRAY était surtout de fonder les différents FANDES l'infanterie en un MANÈGE. Cette espèce d'école normale était dirigée par le général MENDÈS, connu plus tard par une polémique suivante sur l'EXERCICE de l'infanterie, et par un projet d'une ÉCOLE DE BRIGADE, et par son emploi de gouverneur de l'école de Saint-Cyr. Les événements de la révolution et de la GUERRE s'opposèrent à ce que ces essais de CAMBRAY portassent fruit; mais depuis 1815 la MILICE NÉERLANDAISE réalisa dans sa tactique une partie de ces essais. — Quand on forma les DEMI-BRIGADES, les BAT-

TERIES furent destinées à accompagner les BRIGADES et non les DEMI-BRIGADES; aussi furent-elles composées de six PÉCHES, à raison d'une par BATAILLON. — On regarda originairement la réunion de deux BRIGADES comme devant former une DIVISION; cette pensée avait présidé à la formation des DEMI-BRIGADES, considérées comme un quart de DIVISION. — Le fond de la TACTIQUE actuelle rappelle en grande partie celle de FRÉDÉRIC DEUX; cependant quelques améliorations sont dues aux FRANÇAIS; ils ont posé les principes relatifs aux MOUVEMENTS DES AILES MARCHANTES DE SUBDIVISION, aux fonctions des GUIDES GÉNÉRAUX, aux ALIGNEMENTS DE BATAILLON, ils ont créé la COLONNE D'ATTAQUE; ils ont perfectionné dans l'ÉCOLE DE BATAILLON l'ARRIÈRE-JALONNEMENT, le mécanisme des CHANGEMENTS DE DIRECTION et des CONVERSIONS, les FEUX DE DEUX RANGS et quelques autres, etc.; ils ont donné plus d'aplomb à certaines FORMATIONS TACTIQUES. — Ils simplifieront peut-être le nombre et le système des COMMANDEMENTS VOCAUX en usage dans les MANÈGES D'INFANTRIE; déjà on essaye du secours d'une langue musicale qui ressusciterait l'ancien mode du COMMANDEMENT INSTRUMENTAL et remplacerait le système germanique des FISCHELS. — LA POUDRE À FEU est, depuis 1818, plus fine que LA POUDRE À CANON. — Mais à la suite de l'éloge, doit venir la critique; ainsi, le terme CHEF DE DIVISION est ambigu; les ÉVOLUTIONS où commandent les CHEFS DE DIVISION, pèchent par le défaut de principes; l'application du MÉTRODATE aux études de la MARCHÉ est négligée. — Les termes EMPLOI, JALONNEMENT et tant d'autres qui manquent, attendent leur légitimation. — La mesure différente et proportionnelle du CHEMINEMENT des ARMES diverses est peu étudiée et à peine éclaircie; au nombre des écoles que renferment le RÈGLEMENT DE 1791 (4^{ET} AOUT) et l'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS), il n'existe pas d'école de BRIGADE, ni d'école de DIVISION; aussi l'infanterie française est-elle médiocrement habile aux CHANGEMENTS DE FRONT SUR DEUX LIGNES. — Depuis 1791, aucun document authentique ne démontrait la manière de FORMER LA HAIE ou LA DOUBLÉ HAIE, et il n'était pas encore donné force de RÈGLEMENT aux applications des CARRÉS D'ÉGYPTE, à l'emploi des CARRÉS COMBINÉS, à la formation des RANGS DE BATAILLE, aux MANÈGES DE TIRAILLEUR. L'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) a réparé quelques-unes de ces lacunes. — La préférence accordée au système de l'ORDRE MINGE a rendu vicieuse la MARCHÉ PAR LE FLANC, encore prescrite à tort dans quelques ORDONNANCES; elle occasionne

l'inconvénient qu'on appelait autrefois défilé. — L'ENDIVISIONNEMENT DES COMPAGNIES DE FUSILIERS et d'ÉLITE, en accouplant des êtres et des aggregations non homogènes, accuse l'imprévoyance des inventeurs de ce système, puisqu'à la première séparation des COMPAGNIES DE GRENADEIRS, séparation prévue par les RÈGLEMENTS anciens et l'ORDONNANCE DE 1832 (5 MAI), et inévitable en guerre, tout le système d'ENDIVISIONNEMENT sera bouleversé; par des raisons analogues le système actuel de la GARDE DU DRAPAU était défectueux, comme la preuve en a été fournie. — Enfin, l'Infanterie française néglige jusqu'à présent de s'occuper des petites FUSÉES devenues des ARMES USUELLES dans les MILICES où figurent des RAQUETTES.

— N° 9. SUBORDINATION, PURIFICATIONS, PRINES.

— Quantité de personnages, qu'en style de HIERARCHIE ON appelle, d'une manière figurée, ÉCHELONS, ont pris, suivant les temps, des qualifications bien différentes. Ces personnages, soit à titre de coopérateurs, ou de surveillants, soit en vertu du droit de commandement, ont régi ou guidé l'Infanterie, en ont institué la législation, en ont suivi l'administration, l'ont tenue sous leur discipline ou leur police, en ont fait ou fait faire les appels, lui ont notifié des ORDRES DU JOUR, ont promulgué les RÈGLES à observer, etc. Tels ont été les militaires gradés nommés : ADJUDANT, AMIRAL, ANFESSADE, APPOINTÉ, AUDITEUR, AUMONIER, BAS OFFICIER, CAPITAINE, CAPORAL, CHEF DE BATAILLON, CHIEF DE BRIGADE, COLONEL, COTONEL GÉNÉRAL, COMMANDANT, COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE, COMMISSAIRE DES GÉNÈRES, CORNÉTABLE, DIRECTEUR GÉNÉRAL, ENSEIGNE, ÉTAT-MAJOR, FANTIONNAIRE, GÉNÉRAL D'ARMÉE, GRAND MAÎTRE DES ARBALÈTRIERS, INSPECTEUR AUX REVERES, INSPECTEUR GÉNÉRAL, INSTRUCTEUR, LIEUTENANT, MESTRE DE CAMP, OFFICIER, OFFICIER D'INTENDANCE, PRÉVOT, ROI, SERGENT, SOUS-LIEUTENANT. — Rappelons cette quantité de titres, les uns devenus historiques, les autres tout à fait oubliés, les autres existant encore, mais que d'autres systèmes feront plus ou moins prochainement disparaître à leur tour, c'est indiquer que rien de solide et de concerté, que rien qui émane d'un CORPS MILITAIRE n'a encore régi l'Infanterie. — Au MOYEN ÂGE, la désertion des NOUDOYERS d'Infanterie était punie de la corde; mais cette PEINE ne s'appliquait pas aux GENDARMES, l'usage plus que la loi en décidait, et jusqu'aux derniers règnes la législation PÉNALE qui régissait l'ARMÉE était confuse ou remplie d'exception; ainsi, l'ORDONNANCE DE 1716 (4 JUILLET) punissait du PIQUET le CAVALIER et des RAQUETTES les HOMMES DE PIED. — Quant à la police sous

laquelle est actuellement placée l'Infanterie française, nous en avons donné une idée suffisante en parlant des ARMES DE SUPPLICE, de la SASTONNADÉ, de CHATIMENT, des RAQUETTES, des BRUTELLES et des COUPS DE PLAT DE SABRE, des BARS DE PUBLICATION, de la RÉDUCTION des FEUILLES DE POLICE et de RAPPORT, des formes de la DISCIPLINE et de la PÉNIENCE MILITAIRE et des REVUES. — En 1832, plus d'une moitié des PRÉVENUS mis en jugement appartenait à l'Infanterie; ainsi elle en avait plus à proportion que les autres armes, ou environ un sur soixante-deux. — N° 10. SERVICE. — La pauvreté de la LAROUR MILITAIRE nous oblige à déclarer qu'il est question ici du service considéré non comme civique, ou comme la profession de l'homme voué à l'ÉTAT MILITAIRE à la suite d'un ENROLEMENT, mais comme l'accomplissement de fonctions régimentaires, méthodiques, habituelles, la plupart même quotidiennes, telles que les GARDIES, les CORVÉES, les DÉTACHEMENTS, les REVUES. — L'ORDONNANCE DE 1662 (6 MARS) est la première qui ait traité ce sujet. — Le service de l'Infanterie française se divise surtout en SERVICE AU CAMP, — EN CAMPAGNE, — EN GARNISON et EN ROUTE. Il en est un qui ressortit à des diverses positions, c'est le SERVICE DE CÉRIMONIAL; il consiste à assister aux CONVOIS FUNÉRAIRES, aux PARADES, à concourir à certaines escortes, à BORDER LA MARCHE pour rendre certains HONNEURS, etc., etc. — Les principes suivis dans les diverses circonstances du SERVICE et dans les MARCHES, sont, ou devraient être déterminés par des RÈGLEMENTS particuliers qu'il suffit de rappeler et qu'il serait superflu d'analyser.

— Les règles sur cette matière ne datent, pour la plupart, que du dernier siècle. Dans les temps plus anciens, d'affreux désordres régnaient. Écoutons à ce sujet BRANTÔME (1600, A) : *Aujourd'hui, dit-il, notre Infanterie est si corrompue et si bien différente à celle qui a été, aussi dit-on qu'il n'y a plus de soldats d'assaut; ils regardent plus à piller, dérober, larronner qu'à gagner de l'honneur. Ils n'ont plus de discipline militaire, plus de règles, plus d'obéissance, et, sur ce, ils allèguent qu'ils ne sont plus payés et ne reçoivent aucune solde du roy; dès lors qu'ils s'enrôlent ou marchent sous une enseigne, c'est à prendre qui pourra l'un sur l'autre, autant ou plus sur l'amy de son parti que sur l'ennemy, tenir les champs, faut que l'enseigne se promène et non pas pour peu de tems, mais pour cinq ou six mois, comme j'ai vu, usant de ce mot inventé de nouveau: il faut paroïsser, qui est d'aller de paroisse en*

paroisse. Si quelque régiment est licencié (quitte l'armée) pour se remettre, il vous arpentera deux ou trois provinces, les pillant, volant tout ce qu'il pourra, et appelle cela : nous allons nous rafraîchir. — A cette dépravation des troupes succédèrent d'autres abus; car si quelque régularité commença à s'établir, les principes restèrent vagues; les prétentions de l'ancienneté de corps furent extravagantes, les prérogatives des corps privilégiés, les exigences de la maison militaire, la vanité de l'ancienneté d'armes furent intolérables; il en fut ainsi de Henri quater à Louis quinze. — CROISFUL et SAINT-GERMAIN rendirent des ordonnances longtemps en vigueur, telles que celle de 1768, etc., et des RÉGLEMENTS DE CAMPAGNE maintes fois reproduits sans changements, sauf la date; ils mirent sur un meilleur pied l'infanterie. — SON SERVICE, mieux régi, fut longtemps commandé par le MAJOR ET LES AIERS-MAJORS; ensuite, en toute position, l'ADJUDANT et l'ADJUDANT-MAJOR s'acquittaient de ce détail; le RATTIER à l'ORDRE en donne le signal. — En garnison, le COMMANDANT DE PLACE requiert quelquefois, dans l'infanterie, des HOMMES DE CORVÉE pour concourir à titre d'AUXILIAIRES AUX TRAVAUX DE FORCE de l'ARTILLERIE, AUX MANOEUVRES DES ARSENAUX, DU TRANSPORT DES SOULETS, au déplacement des PIÈCES et AUX AUTRES CORVÉES DE PORTERASSE. — L'ORDONNANCE DE 1818 (3 mai) voulait que, si en route l'infanterie rencontra de la CAVALERIE, toutes deux continuassent, si le chemin le permettait, à marcher les tambours battant, etc., ou que si la marche d'une des deux ARMES devait être un instant suspendue, ce fût l'infanterie qui continuât sa route. — Depuis de récentes époques les INSTRUMENTS DE l'infanterie exécutent des FANFARES et des SONNERIES D'ORDONNANCE. — Le SERVICE EN CAMPAGNE se subdivise quelquefois en SERVICE DE SIÈGE; l'infanterie concourt, dans ce genre de GUERRE, à construire des BATTERIES et à aider les ARTILLERS et les INGÉNIEURS dans les TRAVAUX de la FORTIFICATION, soit PERMANENTE, soit PASSAGÈRE. — Ce SERVICE DE SIÈGE avait exercé les méditations de CORMONTAIGNE et de FOURCROT, interprète et commentateur de CORMONTAIGNE; mais cette partie était en général, jusqu'ici, peu développée dans les règlements. M. le général ROGNAT y a porté remède; on lui doit un traité du SERVICE de l'infanterie dans une PLACE ASSIÉGÉE, publié dans le *Journal des Sciences militaires* (1827, 22^e livraison). — Le service de MAJOR DE PLACE, etc., était jadis un débouché ouvert surtout aux vieux OFFICIERS D'INFANTERIE. — Dans la GUERRE

DE LA RÉVOLUTION, ON A VU l'ARTILLERIE DE MAXIME faire avec distinction le service de l'infanterie. — N° 14. ADMINISTRATION. — L'administration de l'infanterie et de la MARINE ont quelque connexion, puisqu'en certaines circonstances les hommes de mer sont chargés du transport des HOMMES DE PIED, comme le témoigne et l'explique l'INSTRUCTION DE 1814 (22 DÉCEMBRE). — NOUS nous sommes suffisamment étendus sur le fond de l'ADMINISTRATION en traitant de la CORRECTION de l'ARMEMENT et de l'espèce des ÉTOFFES; des ACCORDS avec les MAÎTRES OUVRIERS; des PROCÉDÉS de l'ARMURIER dans les RÉPARATIONS d'ARMES, etc.; en mentionnant l'ADMINISTRATION des COLONELS, des CAPITAINEs, des COMPAGNIES, des SURDIVISIONS, etc.; en énonçant les attributions des CONSEILS D'ADMINISTRATION, des COMPTABLES et du CORPS de l'INTENDANCE; en donnant des éclaircissements sur la PAYE, sur les ACCROISSEMENTS DE SOLDE, l'EXTRAORDINAIRE des GUERRES, les GRATIFICATIONS, les INDENNITÉS, les OMBRES, les DÉPENSES ADMINISTRATIVES, les DÉCOMPTES DE LIQUIDATION, les ÉTATS QUARTIERS, les FOURRAGES, CERTAINS MARCHÉS, et enfin en parlant des CHAMBRÉS, des ESCOUDES, de la GÉLATINE, des HOPITAUX, etc., des INSPECTEURS GÉNÉRAUX D'INFANTERIE de la LÉGITIMATION, de la MATRICULE, des TENTES.

INFANTERIE FRANÇAISE DE BATAILLE.

V. BATAILLE. V. FRANÇAIS, adj. V. INFANTERIE DE BATAILLE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. RANGS D'INFANTERIE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE BATAILLE. V. RETROUSSES D'HAÏT. V. SCHARO.

INFANTERIE FRANÇAISE DE BATAILLE DE LIGNE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE BATAILLE DE LIGNE.

INFANTERIE FRANÇAISE DE GARDE ROYALE (A. 1). Sorte d'INFANTERIE FRANÇAISE prise par opposition à l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE, à l'INFANTERIE FRANCO-RUSSIENNE DE LA GARDE ROYALE, AUX GRENADIERS GARDÉS DE LA MAISON; elle appartient à la phase qu'on appelle la Restauration, elle a quelque analogie avec les anciens GARDÉS FRANÇAISES. — Ce qui la concernait sera examiné sous les rapports suivants : CRÉATION, COMPOSITION, FORCE, UNIFORME, SERVICE. — N° 1. CRÉATION, COMPOSITION, FORCE. — Il a existé probablement de tout temps des CORPS A PIED dans la GARDE des SOUVERAINS, ou du moins il y était attaché des HOMMES DE CHEVAL qui y faisaient le SERVICE A PIED; mais on voit distinctement une TROUPE D'INFANTERIE faire partie de la GARDE de FRANÇOIS PREMIER. — L'infanterie de la GARDE ROYALE était depuis le règne de LOUIS DIX-SEPT, la partie principale d'une

ARMÉE PRIVILÉGIÉE. — Les lois qui concernent sa composition, son avancement, ses grandes manœuvres, sa solde, ses aumôniers, etc., lui étaient particulières. — Elle avait été dès son origine de six régiments, chacun de dix-huit cents hommes et de trois bataillons. — L'ordonnance de 1825 (27 février) lui donnait sur pied de paix neuf mille sept cent quatre-vingt-dix hommes, et sur pied de guerre seize mille sept cents hommes. Nous avons démontré que le ministre qui a institué ce système d'augmentation de force, a adopté une mesure blâmable et fautive. — N° 2. UNIFORME. — Les effets d'uniforme et l'habillement de l'infanterie de la garde étaient d'une confection et d'une matière plus coûteuse que dans la ligne. — La capote était d'une forme particulière, les fourreaux de sacre différaient. — Les boutons de l'habillement étaient blancs et à armoiries particulières; ceux des officiers étaient en argent ou en étain argenté; ceux de la troupe en étain. — Les compagnies de grenadiers de la garde ont des bonnets à toiles et à cordons; d'autres compagnies de cette garde en ont sans cordons; nous nous sommes résignés à rendre compte des futilités variées. — Les compagnies de fusiliers ont des épaulettes à franges; celles des tambours-majors ressemblent à des épaulettes de colonels de ligne. Les colonels de la garde ont des épaulettes à étoiles et des chapeaux à plume. Des brandebourgs en galon du tissu nommé corofflain, bariolaient les devants et les poches des habits; c'était une imitation des bottornières de la milice anglaise, car au temps de la création de la garde de Louis dix-huit on avait de la propension à imiter les modes des vainqueurs; de là le chapeau septentrional, le schako allemand, la coupe prussienne des habits et leur plastron en ouate ou en chiffons, les contre-épaulettes en drap à la russe, le panache wurtembergeois et les habits chamarrés à l'anglaise; mais les couleurs nationales, sauf la différence de la place où elles figuraient, étaient restées cependant dans l'habillement, et n'avaient disparu que sur les drapeaux; ceux de l'infanterie de la garde étaient de la couleur des autres drapeaux, mais ils présentaient des attributs différents. La croix de St-Louis n'y figurait pas. Le cordon de l'ordre du Saint-Esprit s'y voyait. Des souliers corioclaves y avaient été essayés; cet essai n'eut pas de suite. — La musique de l'infanterie de la garde différait de celle de la ligne en ce qu'il s'y voyait des chapeaux chinois, des cymbales en plus grand nombre, des opiclédes, des cors harmo-

niques d'une forme perfectionnée, etc. Si dans la ligne trois clarinettes suffisaient, il en fallait onze dans la garde. — N° 3. SERVICE. — En parlant de la garde en général et de la maison du roi, ce genre de service a été expliqué suffisamment. — La police des théâtres royaux était particulièrement confiée à l'infanterie de cette garde. La garde du trésor royal était confiée aux Suisses.

INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE (ACTUELLE), OU INFANTERIE DE LIGNE. SORTIE D'INFANTERIE FRANÇAISE ainsi nommée par opposition aux régiments de l'infanterie française de l'ex-garde royale et de l'ex-garde impériale. Ce qui la concerne demande à être examiné comme il suit : CRÉATION, COMPOSITION, DÉNOMINATION, FORCE, NOMBRE, UNIFORME, ALLOCATIONS, FONCTIONS, SERVICE, ADMINISTRATION. — N° 1. CRÉATION. — Dans les usages français l'infanterie de ligne peut être regardée comme existant depuis qu'il a été créé des gardes françaises, ou du moins depuis que d'autres corps d'infanterie formés vers le même temps furent distincts des gardes françaises et désignés sous des noms de province; alors une infanterie ordinaire commença à être ligne, sinon nominativement, du moins de fait. — L'usage de spécifier par une qualification particulière le genre des troupes a peu ou employées à la garde des souverains, est d'une date très-moderne; la législation et la langue de notre armée ne se sont pas encore mises d'accord avec elles-mêmes à ce sujet. — N° 2. COMPOSITION. — La composition de l'infanterie française de ligne considérée soit dans ses principes, soit dans ses détails, a toujours différé de celle des corps attachés à la personne du monarque ou aux personnages exerçant les hautes fonctions de l'Etat; ce défaut d'harmonie était fâcheux et blâmable : les commis de la guerre compliquaient des rouages qui ne sauraient avoir trop de simplicité; était-ce pour se donner de l'importance ou pour créer une vaine science de mots, de détails, de chiffres, qui ne pût être possédée que par eux seuls? On a adressé aux ministres ces questions et ces reproches; mais en réalité les ministres avaient la main forcée. — Les renseignements réunis aux articles relatifs à la composition de l'infanterie en général, de l'infanterie française en particulier, et ce que nous avons dit des musiques, des musiciens, des prévôts, des tambours, etc., nous dispenseront de donner un grand développement à cette matière; quelques particularités cependant doivent prendre place ici. — La composition physique de l'infanterie de ligne était médiocre et débile

en France, à raison de l'espèce des HOMMES qui y étaient IMMATRICULÉS; s'ils acquéraient de la force, de la TAILLE, de la dextérité et qu'ils fussent bons sujets et non remplaçants, des CORPS D'ÉLITE s'en emparaient comme d'un tribut; ainsi la LIGNE était journellement énermée par la perte des HOMMES que lui enlevaient la GARDE ROYALE et la GENDARMERIE; les sujets propres à être SOUS-OFFICIERS étaient rares dans la ligne; si ceux qui obtenaient ces GRADES étaient instruits et bien tournés, la MAISON MILITAIRE s'en saisissait; il en résultait que des imberbes y étaient SOUS-OFFICIERS, qu'une monstrosité y était un phénomène, et que les FUSILIERS n'étaient aptes qu'à donner des VOLTIGEURS, non à fournir des ORDNANCES. — La COMPOSITION légale et constitutive de l'INFANTERIE DE LIGNE n'a compris des RÉGIMENTS, des DEMI-BRIGADES, des LÉGIONS; le système régimentaire a prévalu. — Les QUARTIERS MAÎTRES sont devenus TRÉSORIERS. — Au commencement de la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, l'EMBRIGADEMENT a été une modification de COMPOSITION, une refonte générale et un AMALGAM de deux genres de TROUPES, l'une appartenant à l'ARMÉE DE LIGNE, l'autre composée de BATAILLONS DE VOLONTAIRES et de Gardes NATIONAUX; l'ANCIENNETÉ des CORPS et des COMPAGNIES s'est alors effacée par l'institution d'un nouvel ordre numérique des CORPS. — La Restauration a amené le licenciement et la renaissance de l'ARMÉE; elle a remplacé les AIGLES par des enseignes nouvelles. — L'ORDONNANCE DE 1820 (23 OCTOBRE) substitue quatre-vingts RÉGIMENTS AUX LÉGIONS DÉPARTEMENTALES établies depuis les cent jours; ces RÉGIMENTS devaient être tous à trois BATAILLONS; mais les quarante premiers seuls avaient ce nombre de BATAILLONS, et les quarante derniers ainsi que les vingt d'INFANTERIE LÉGÈRE n'étaient qu'à deux BATAILLONS. — Une nouvelle COMPOSITION de l'Infanterie de ligne a eu lieu en 1825. — L'Infanterie de ligne se recrute par APPEL et par ENROLEMENT libre. — L'ENROLEMENT VOLONTAIRE lui fournissait plus qu'à toute autre ARMÉE, à raison de la TAILLE généralement peu élevée des FRANÇAIS. Le RAPPORT DE 1829 (6 mars) le témoignait. — Elle est soumise à une loi fixe d'augmentation de FORCE qu'on appelle RISE DE GUERRE; cette même disposi-

tion était commune à la GARDE ROYALE; mais c'était à tort, puisque l'INFANTERIE DE LIGNE seule pouvait varier constitutivement du PIED DE PAIX au PIED DE GUERRE; tandis qu'au contraire l'Effectif légal d'un CORPS D'ÉLITE doit être fixe. — L'Inégalité des systèmes de COMPOSITION que chaque MINISTRE DE LA GUERRE fait déplorablement varier à sa guise, s'est opposée à ce que jamais les FACONNÉS aient en la force et la forme que leur supposent des RÉGLEMENTS mal d'accord entre eux. — Des changements non moins fréquents ont eu lieu à l'égard des AUMONIERS, des AIDES-MAJORS, des AIDES-CHIRURGIENS, des CAPITAINES, des CAPORAUX, des CHEFS DE BATAILLON, des CHIRURGIENS-MAJORS, des COLONELS, des FOURNIERS, des MAÎTRES D'ARMES, des MAÎTRES OUVRIERS. — OUDINOT (1824, E) a frappé d'un juste blâme le mode du CLASSIFICATION d'une partie des OFFICIERS D'INFANTERIE. — N° 3. DÉSIGNATION. — Au milieu du dernier siècle on disait : INFANTRIE ORDINAIRE, comme le témoigne ROCKEFORT (1753, D). — L'usage de l'expression INFANTRIE DE LIGNE n'a pas de date fixe, elle appartient au dernier siècle. On a d'abord employé cette désignation par opposition à la dénomination des BATAILLONS DE Gardes NATIONAUX. — Peu avant la fin de ce même siècle, on s'est servi de ce nom par opposition à l'INFANTRIE LÉGÈRE; on l'a ensuite pris par opposition à l'INFANTRIE de la GARDE DES CONSULS. Ce changement de sens a amené l'usage de la locution INFANTRIE DE BATAILLE, et cette dernière expression s'est introduite par opposition à la dénomination de l'INFANTRIE LÉGÈRE. — La DÉCISION DE 1820 (15 DÉCEMBRE) a limité le style adopté par l'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE, et elle employait INFANTRIE DE LIGNE dans le même sens que plusieurs documents officiels donnent aux termes INFANTRIE DE BATAILLE; ainsi la décision de 1820 prend INFANTRIE DE LIGNE par opposition à INFANTRIE LÉGÈRE, ce qui implique contre-sens. — N° 4. FORCE, NOMBRE. — Le tableau qui suit donne seulement un aperçu des variations que l'INFANTRIE DE LIGNE a éprouvées depuis le commencement du siècle, car l'examen ne pouvait partir que de la création légale du terme INFANTRIE DE LIGNE.

DATES des ORDRES DE RÉGLEMENTS de COMPOSITION.	NOMS des CORPS.	NOMBRE DE BATAILLONS PAR RÉGIMENT.	NOMBRE DE COMPAGNIES PAR BATAILLON.	NOMBRE D'HOMMES, OFFICIERS Y COMPRIS, PAR BATAILLON.	OBSERVATIONS.
AN SEPT (23 fructid.).	1/2 REGIMENTS.	8	8	1,000	Le total de la demi-brigade est de 3,321. La force générale de l'infanterie est de 407,100.
AN NEUF (9 fructidor).	Id.	3, 9	9	1,080	
AN NEUF.....	.....	.....	.....	.....	Le recensement de cette époque porte le nombre des bataillons à 318 y compris les Suisses.
AN DIX (24 prairial).	.....	.....	.....	.....	Un arrêté augmente de 100 hommes certains bataillons, d'autres de 200. C'est un chaos indéchiffrable.
1808 (18 février)...	.....	8	9	840	
1812.....	FUTILLAS.	8	9	800	Ils étaient à la fois et de la ligne et attachés à la garde, et formaient 8,000 hommes, ou 1 RÉGIMENT de 9 BATAILLONS.
1814 (12 mai).....	RÉGIMENTS.	2	9	450	
1819 (19 juillet)...	LÉGIONS.	2, 3	8	820	
1819 (3 août).....	Id.	2, 3, 4	8	820	
1820 (23 octobre)...	RÉGIMENTS.	2, 3	8	870	127,060.
1828.....	.....	.....	.....	.....	187,189, PIED DE PAIS. 207,074, PIED DE ZÉPHÉE.
1819.....	.....	.....	.....	.....	38,000 HOMMES GRABÉS.
1834.....	.....	2	8	.....	127,500 hommes.

— N° 5. UNIFORME. — Les COULEURS DE FOND de l'HABIT de l'INFANTERIE DE LIGNE ont été, suivant les temps ou les ARMES, ELANC, BLEU DE ROY, GRIS, VERT, etc. Quelques-uns des CORPS de l'INFANTERIE française ont eu le ROUGE; quelques corps étrangers le BLEU de ciel, quelques corps d'alliés, le JAUNE, etc. — Les LAMPE de BOUTONNETTES françaises ont en général été courtes en comparaison de celles de quelques autres MILICES. Entre l'INFANTERIE DE LIGNE et la GARDE il y avait encore plus de différence quant aux EFFETS d'UNIFORME qu'il n'y en a quant à la COMPOSITION. — L'HABILLEMENT, les COULEURS, la SUPPLÉMENTAIRE, la GIBERNE, les ATTRIBUTS DE GRAPPAU, les ATTRIBUTS DE BOUTONS, le CRAPPAU, l'ÉPI et jusqu'au FOURREAU DE BARRE présentaient des différences aussi fâcheuses que dispendieuses et inutiles. Le ministre LATOUR-MAUBOURG par la DÉCISION de 1820 (15 DÉCEMBRE) établissait quelque uniformité entre ces deux genres de TROUPES; l'une et l'autre avaient également l'HABIT SANS REVERS, mais la CANOTE n'était pas la même. Le ministre BRILLERY modelait le costume de la LIGNE sur celui de la GARDE, et accroissait

par là des dépenses peu utiles et sans cesse croissantes; la rivalité amène progression de luxe. Le ministère n'assoupit les plaintes qu'en dépensant plus. Ainsi la RÉGIMENTAIRE fut donnée aux SOUS-OFFICIERS. — Les Sapeurs, les tambours-majors, les musiques entraînaient d'énormes dépenses. — La DÉCISION de 1828 (29 MAI) simplifiait l'UNIFORME de soixante-quatre RÉGIMENTS de l'INFANTERIE DE LIGNE; l'HABIT de l'INFANTERIE DE BATAILLE et de l'INFANTERIE LÉGÈRE ne différaient que par le numéro du BOUTON et la COULEUR TRANCHANTE du COLLET et des PASSEPOILS; le COLLET d'HABIT était échanuré; les RETOURNÉS étaient de la COULEUR DE FOND; le DEVANT de l'HABIT était à BOUTONNIÈRES AU LIEU d'être à REVERS; mais ce système simplificateur ne s'étendait ni à l'INFANTERIE de la GARDE ni à l'UNIFORME de la CAVALERIE; elles conservaient des COULEURS TRANCHANTES qui variaient de RÉGIMENT à RÉGIMENT; elles avaient ainsi l'uniforme le plus disparate et le plus capricieusement varié; notre LÉGISLATION militaire ne marche jamais d'une allure franche. — Maintenant le COLLET d'HABIT est échanuré et le RETOURNÉS est de la

COLLEUR DE FOND; le devant de l'habit est à NOUVEAUX sur le lieu d'être à REVERS. — Certains SCHARS portent des ALGÈTTES. — En 1830, des PETITS KIDONS en forme de BAKES sont délivrés; c'est le millième essai de ce genre. — No 6. ALLOCATIONS, FONCTIONS, SERVICE, ADMINISTRATION. — LES ALLOCATIONS de l'infanterie ont été suffisamment expliquées dans les articles où il est question des CAMBONS, des CHEVAUX DE RAT et d'OFFICIERS, des MARCHES D'ARMEMENT et de PETIT ÉQUIPEMENT, de la SOLDE, des POURRITURES, des DISTRIBUTIONS, des INSTRUMENTS DE HAUT FEU, des PREMIÈRES MARCHES, des RETENUES, des TRAVAILLEURS. — La circulaire de 1837 (22 JANVIER) allouait à chaque BATAILLON d'INFANTERIE, pour DÉPENSES ÉVENTUELLES, deux cents francs par an. — En 1829, l'INFANTERIE DE LIGNE coûtait au trésor trente-cinq millions quatre cent soixante-treize mille sept cent quatre-vingt-six francs. — Pour l'accomplissement de ses fonctions, l'INFANTERIE DE LIGNE se distingue en INFANTERIE DE BATAILLE et en INFANTERIE LÉGÈRE. — Ce qui a été dit à l'égard des ADJUDANTS, des ADJUDANTS-MAJORS, des CHEFS DE BATAILLON DE RÉSERVE, des FONCTIONS de chaque GRADE, des MARCHES MILITAIRES, etc., suffit aux éclaircissements relatifs au SERVICE, et les ordonnances de police du service et de campagne embrassent suffisamment le sujet. — Quant à l'ADMINISTRATION de l'infanterie française de ligne, il serait sans utilité du répéter ici ce qui se rapporte aux COMPTABLES, AUX CONGRÈS DE PAIX, AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION, AUX DENIERS de la SOLDE et à SES ACCROISSÉS, AUX GRATIFICATIONS, AUX DÉPENSES, AUX DISTRIBUTIONS, AUX INSPECTEURS GÉNÉRAUX, AUX LIVRES divers, AUX MAGASINS DE CORPS, AUX ORFÈVRES et DES HOMMES DE TROUPE et des OFFICIERS, AUX PIÈCES DE RECHANGE illégitimes des MANUFACTURES D'ARMES.

INFANTERIE FRANCO-CORSE. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE. V. FRANCO-CORSE.

INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE (A, 1) OU INFANTRIE ÉTRANGÈRE, comme disaient les anciennes ordonnances; mais cette dernière locution est louche à moins qu'on ne surcharge par les mots au service de France une dénomination déjà prolixe. — Sorte d'infanterie considéré comme ARME PERSONNELLE et comme distincte de l'infanterie française proprement dite; elle a compris des ALLEMANDS, des CATALANS, des CORSES, des GÉNOIS, des HOLLANDAIS, des IRLANDAIS, des ITALIENS, des LÉCHINOIS, des Neuchâtelais, des PRÉBENDIERS, des POLONAIS, des VAINISONS, des WALLONS. On aurait dû, sous la désignation d'infanterie étrangère, comprendre aussi des SUISSES; mais les ordonnances les

mentionnent à part. — PHILIPPE LE BEL mit sur pied des TROUPES ÉTRANGÈRES et les attira au moyen des traités conclus avec les rois de Norvège et d'Écosse, avec le duc d'Autriche et d'autres princes d'Allemagne, avec le dauphin du Viennois. — PHILIPPE DE VALOIS solda également une INFANTRIE ÉTRANGÈRE. — LOUIS ORR est le premier qui appela en France des SUISSES formés en INFANTRIE DE BATAILLE; il entretenait des ÉCOSAIS comme CORPS LÉGERS. — Dans l'INFANTRIE ÉTRANGÈRE de CHARLES HUIT, il y avait un dixième d'ÉCOSAIS. — FRANÇOIS PREMIER avait à son service des RANOS ITALIENS. — Dans les GUERRES CIVILES et de religion, les ARMÉES ROYALES et anti-royales avaient de l'infanterie ALLEMANDE, SUISSE, WALLONNE. — LES ARMÉES de LOUIS QUATORZE et de LOUIS QUINZE ont compris quantité de CORPS d'INFANTRIE ÉTRANGÈRE. — LES COMPAGNIES de TROUPES ÉTRANGÈRES étaient en général plus grosses que les COMPAGNIES d'INFANTRIE FRANÇAISE et avaient UNO JUSTICE à part, sous la direction d'un prévôt. — Jamais la France n'avait disposé d'un aussi grand nombre de TROUPES de tout pays que quand BONAPARTE était le roi de plusieurs trônes; cet accroissement apparent de forces amenait l'affaiblissement réel de son pouvoir; les fleuves se perdent en s'étendant. — On peut consulter à l'égard des CORPS ÉTRANGERS, CARRION (1824, A), ENCYCLOPÉDIE (1785, C, au mot *Infanterie*), GUIGNARD (1725, B), LACHENARIE (1758, 1); id. au mot *Paye*. POTIER (1779, X, au mot *Infanterie étrangère*), RAY DE SAINT-GENIÈS (1755, A), SAINT-GERMAIN (1779, C), WINFELT (1780, A). — Depuis la restauration, l'infanterie franco-étrangère a compris la LIGNE ÉTRANGÈRE, devenue en 1818 RÉGIMENT DE HONFLORE; elle comprenait aussi des RÉGIMENTS SUISSES de GARDE ROYALE et de LIGNE; il était attaché à ces derniers de l'ARTILLERIE. Cet ensemble de TROUPES n'était pas soumis aux variations d'un PIED DE PAIX et d'un PIED DE GUERRE et se montait en 1829, non compris les SUISSES de la GARDE, à neuf mille deux cent quarante-sept hommes de TROUPE, et quatre cent cinquante-deux OFFICIERS. — On a fait valoir en faveur de l'admission des CORPS FRANCO-ÉTRANGERS, la nécessité d'avoir des SOLDATS parlant la langue des pays où l'on fait campagne, et de tenir ouverts des CAGERS où puissent être versés les OISEAUX venus de l'étranger en temps de PAIX ou abandonnant les LIGNES de l'ENNEMI en temps de GUERRE. — On a objecté contre les TROUPES ÉTRANGÈRES l'inconvénient d'une tactique toujours plus ou moins disparate; celui des COMMANDEMENTS prononcés en lan-

gue étrangère, souvent même la dissemblance des BATTERIES D'ORDONNANCE, des TAMBOURS. — Nous allons offrir un aperçu du total de l'infanterie franco-étrangère qui a été directement soumise à des règlements français et soldée par la France, sous la dé-

signation d'INFANTERIE ALLEMANDE, IRLANDAISE, etc. Dans ce nombre ne sont pas comprises les TROUPES ÉTRANGÈRES qui, sous l'empire de leur régime national, ont servi la France à titre d'ALLIÉS.

ANNEES.	RÉGIMENTS.	BATAILLONS.	MILITAIRES.	OBSERVATIONS.
1690.	20	..	26,838	Les RÉGIMENTS SONT à 2 BATAILLONS de 400 hommes, les BATAILLONS SONT de 3 COMPAGNIES.
1719.	20	..	26,838	
1738.	20	..	26,838	
1748.	20	..	..	Sont à 1, 2, 3 BATAILLONS; les BATAILLONS SONT de 8 à 8 COMPAGNIES, les COMPAGNIES SONT de 20 à 27 HOMMES.
1749 (10 décembre) ..	23	47	26,838	
1778 (25 mars, 31 mai).	21	48	48,316	
1782 (19 juillet).....	21	48	27,417	On, SUIVANT GRIMMARD (1808, G), 28,848 SUR PIED DE PAIX, 48,000 SUR PIED DE GUERRE.
	22	48	28,848	PIED DE PAIX.
1788 (17 mars).....	23	48	89,222	PIED DE GUERRE.
	28	48	41,983	GRAND PIED DE GUERRE.
1791 (1er janvier)....	23	48	23,887	Les 12 RÉGIMENTS ALLEMANDS, IRLANDAIS, LIÉGEOIS prennent un numéro parmi les RÉGIMENTS FRANÇAIS. Le DÉCRET DE 1791 (21 JUILLET) les fonde dans l'INFANTERIE FRANÇAISE. — De 1791 à 1799, il existe comme INFANTERIE LÉGÈRE des BELGES, des HOLLANDAIS, des POLOIS, des PIÉMONTAIS, des HELVÉTIENS.
1798.	12	38	18,808	BONAPARTE rétablit l'usage de l'INFANTERIE ÉTRANGÈRE et l'admet dans une quantité jusque-là sans exemple.
1808 (24 septembre) ..	16	40	80,834	
1808 (18 février).....	14	40	20,800	
1812 (1er septembre) ..	18	48	40,000	
1814 (18 mai).....	8	18	8,518	
1815 (12 juillet).....	8	18	8,420	
1828.	8	27	9,247	Plus 452 OFFICIERS. — Les PIEDS DE PAIX et de GUERRE SONT les mêmes. — Les SOLDATS DE LIGNE y sont compris; ils se montent, avec ceux de la GARDE, à 12,500.

INFANTERIE FRANCO-ITALIENNE. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE. V. FRANCO-ITALIEN.

INFANTERIE FRANCO-SUISSE (TERM. SOUS-GÉNÉL.). Sorte d'INFANTERIE considérée comme ayant fait partie des TROUPES FRANÇAISES, mais comme distincte de l'INFANTERIE FRANÇAISE. Au temps de la FÈVE, celle de l'INFANTERIE FRANCO-SUISSE était plus longue. — Les écrivains tels que BRIQUET (1761, H) et LACHESNAIR (1758, I) l'appellent, en général, INFANTERIE SUISSE; mais c'est une source de quiproquos, puisque la véritable INFANTERIE SUISSE est celle qui, dans la patrie

helvétique, serait tenue sur pied par les louables CANTONS. — On devrait regarder l'INFANTERIE SUISSE comme faisant partie de l'INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE, puisque c'étaient également des étrangers MERCAIRES. Tel n'est point l'usage; mais nos règlements et notre langage militaire se sont peu occupés de l'exactitude et du choix des termes. — Pour retenir les SUISSES sous les DRAPEAUX français, leurs OFFICIERS prenaient des précautions nombreuses et en général louables; de là cet emploi d'un bouffon par compagnie, d'un LOUSTIC, dont le nom, emprunté à l'ALLEMAND *Iustig*, est resté dans le fran-

çais trivial; de là l'institution de différents jeux qui tenaient de la gymnastique; de là ces danses armées qui avaient quelques rapports avec celles de la Grèce antique; de là enfin la défense aux musiques de jouer jamais le *Ranz des vaches*, dont la rude harmonie rappelait aux enfants de la Suisse leurs montagnes, leurs troupeaux, leur village. — Les communications du gouvernement ont fait connaître, en 1829, que la capitulation suisse devait subir quelques modifications. — La révolution de 1830 a amené, en août, le licenciement des corps suisses. Ce qui les concernait n'a pas moins conservé un intérêt historique. — Il a été traité de l'infanterie suisse par BAQUET, M. le colonel CARRON (1824, A, t. II, p. 108), CHENNEVIERES (1742, D), DANIEL (1721, A), LACRENNAIS (1758, t. au mot Suisse), MACRIATTEL (1510, A), SAINT-GERMAIN (1779, C, p. 84), M. de SÉGUIER (Phil.) (1825), M. SICARD, ZURLAUBEN (1760, G), le *Journal de statistique*, t. VII, p. 251. — Il convient de diviser le sujet comme il suit : CRÉATION, — COMPOSITION, — FORCE, — UNIFORME, — ALLOCATION, — PRÉROGATIVES, — RANG, — FONCTIONS, — PUNITIONS, — PRIMES. — N° 1. CRÉATION. — Dès l'an 1305, suivant M. SICARD, les cantons suisses commencent à vendre des soldats à la France. — LOUIS ONZE, encore dauphin, conclut en 1444, avec les cantons, un traité pour une levée d'hommes. CHARLES SEPT renouvelle en 1452 ce traité. Tels furent les premiers arrangements conclus. — LOUIS ONZE devenu roi, satisfait de la manière dont cluq cents Suisses, commandés par Jean d'Anjou, duc de Calabre, combattirent à MONTHERY sous ses yeux, en admit en 1479 six mille dans son armée; ils en devinrent l'infanterie de bataille; ils figurèrent au camp retranché du Pont de l'Arche en 1480; ils le servirent fidèlement après la conclusion du traité d'Ensisheim; ils restèrent attachés à CHARLES HUIT lorsque les LANQUENETS trahissaient le duc de Montpensier. — En 1500, il y en a dans l'armée de LOUIS DOUZE et dans celle des MILANAIS alors ses ennemis. Ce prince n'eut pas à se louer des troupes helvétiques. — Dans la campagne de 1521, douze mille Suisses au service de France et douze mille du parti opposé sont à la veille de s'entreégorger. Les cantons suisses, pour prévenir ce fratricide, ordonnent aux uns et aux autres de rentrer dans leurs foyers; mais le cardinal de Sion retient les Suisses des alliés et les grossit même de ceux de l'armée française. FRANÇOIS PREMIER punit à MARGONAN leur défection par un sanglant triomphe. — En 1549, HENRI DEUX, et en

1564, CHARLES NEUF renouvellèrent l'alliance avec les cantons. — A la bataille d'IVRY, il y en avait des deux côtés. DANIEL (1721, A) dit que pour ne pas perdre leurs monstres (le droit à la soldie), ceux qui avaient combattu HENRI QUATRE s'attachèrent à lui après sa victoire; mais quand la révolte du duc de Nemours éclata peu d'années après, ils tournèrent leurs armes contre le roi. — MORTLUC (1592, B) dit : *Cette nation a été la cause de la perte de bien des places; les Suisses servent bien, mais il ne faut pas que l'argent manque, car ils ne se payent pas de paroles.* — A la bataille de Saint-Denis, il y en avait six mille qui, tout luthériens qu'ils fussent, y taillèrent en pièces nos huguenots. — Peu avant la PAIX DE RYSWICK, la France soldait trente-deux mille Suisses, à ce que dit DANIEL (1721). — A l'instar des gardes françaises, LOUIS QUATORZE et LOUIS QUINZE eurent des gardes suisses; ceux de la garde de LOUIS SEIZ SE montrèrent dévoués et vaillants en 1792. Vers la même époque, ceux du régiment de Châteaueux, au contraire, se mutinèrent; mais de criantes injustices les avaient enaspérés. — Au 20 août 1792, les Suisses sont licenciés. — Des OFFICIERS-GENÉRALIS HELVÉTIQUES et des RÉGIMENTS SUISSES ont servi la France républicaine et impériale. — Après avoir violemment pris parti contre le protecteur de la confédération en s'unissant, en 1813, à la coalition contre la France, nos ex-alliés d'Helvétie posaient à peine leurs armes insurrectionnelles, que la capitulation de 1816 et l'ordonnance de la même année (18 JUILLET) admettaient des Suisses dans l'armée française. Les largesses stipulées dans la capitulation avaient couleur d'actions de grâce. — L'ORDONNANCE de 1825 (27 FÉVRIER) maintenait cette capitulation. — N° 2. COMPOSITION. — L'INFANTERIE SUISSE a en général toujours été INFANTERIE DE BATAILLE, et, dans les siècles passés, les BATAILLONS SUISSES comprenaient moins de compagnies que les autres BATAILLONS de BATAILLE. On les appelait les PETITS SUISSES, pour les distinguer des gardes. — Au seizième siècle, comme le témoigne M. MONTREIL, quelques MILITAIRES FRANÇAIS y étaient attachés comme guides, comme interprètes. — Au temps de TURKANE, les BATAILLONS SUISSES étaient de huit cents hommes en quatre compagnies; chacune d'elles avait trois tambours. — Les GRANADIERS SUISSES n'ont été formés en compagnies spéciales que bien postérieurement aux GRANADIERS des COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE. — En ne nous occupant que du temps de la restauration, l'infanterie franco-suisse était

composée en tout de six régiments à trois bataillons chacun et à huit compagnies par bataillon; elle comprenait des appointés, des auxiliaires sous le nom de ministres, un grand juge; elle était sous l'administration et la police d'un commissaire général et d'un secrétaire général; elle était sous les ordres d'un colonel général; elle avait sa souche dans les compagnies cantonales. — L'ordonnance de 1816 (18 août) comprenait dans la composition de l'infanterie un inspecteur particulier; c'était le maréchal de camp, premier aide de camp du colonel général et cependant cette ordonnance soumettait l'infanterie suisse aux revues des inspecteurs généraux d'armes. — L'article 111 de la capitulation de 1816 déclarait habile tout bourgeois suisse à être officier suisse. Ainsi, disait le général Lamarque, en 1829 (27 juin), les fils des Montmorency, des Masséna, etc., ne peuvent devenir officiers qu'après avoir servi quatre ans, ou avoir passé dans les écoles; et le fils d'un bourgeois de Saint-Gall pourra porter l'épaulette de capitaine sans études préliminaires; et une ordonnance de Clermont-Tonnerre (1824, 17 et 30 mars) leur donne le pas sur les officiers français de même grade, s'ils ont une ancienneté de rang aussi facile à acquérir. — Les compagnies d'élite étaient un produit par égale portion des compagnies cantonales ou avouées, c'est-à-dire que les compagnies de fusilier ne pouvaient se recruter que dans un canton déterminé, tandis que les compagnies d'élite étaient avouées des treize cantons, comme, autrefois, l'était la compagnie générale. — Les conseils d'administration se distinguaient en conseil général et en conseil gérant. — L'article 111 de la capitulation permettait d'introduire dans les compagnies suisses un quart d'étrangers; ainsi, disait M. le général Lamarque à la session de 1829 : *Le rebut de toutes les populations, les déserteurs de toutes nations seront reçus chez nous dans des corps privilégiés.* Il ajoutait : *L'article 57 ne permet pas au roi de France d'améliorer le traitement des troupes françaises sans faire jouir les Suisses d'un avantage proportionné.* — N° 5. FORCE, UNIFORME. — En 1558, à une revue de Habsbourg, on comptait sous les armes douze mille Suisses. — En 1650, les bandes suisses (on appelait encore ainsi cette infanterie) se montaient à neuf mille hommes. — Sous Louis quatorze il n'y avait que trois compagnies par bataillon de six cents hommes; un motif d'économie dictait cette mesure, et d'ailleurs on comptait sur

la sévérité de la discipline helvétique. — En 1698 les régiments ne sont que d'un bataillon de quinze compagnies, ils forment trente deux-mille hommes; en 1714 les huit régiments forment quatorze mille quatre cents hommes, y compris trois cent soixante-seize officiers. — Les régiments étaient à trois bataillons, les bataillons à trois ou à six compagnies, les compagnies à cent ou à deux cents hommes. — En 1756 il y avait dix régiments à deux bataillons de six compagnies chacun; les compagnies étaient à cent vingt hommes. — Il y avait onze régiments sous le ministère de Saint-Germain. — La force des corps suisses était en 1787 de onze mille quatre cent cinquante-neuf hommes; en 1805 (23 septembre) il existait quatre demi-brigades helvétiques, transformées en régiments en 1808 (18 février). — Dans les usages modernes, les corps suisses ont été de même force que le reste de l'infanterie; sous la restauration ils avaient plus d'adjudants que l'infanterie française, ils avaient des appointés, etc. — La force des Suisses en 1828 était, comme le témoignent les discussions du budget de 1828 (17 juillet), de douze mille cinq cent quarante hommes, tant dans la garde que dans la ligne. L'effectif légal ne variait pas du pied de paix au pied de guerre. — En 1830, peu avant la suppression des corps francs-suisses, ceux de l'infanterie de ligne se composaient de quatre régiments à quatre bataillons. — Les capitaines d'habillement et les chirurgiens étaient nommés par le colonel général, les caporaux par le colonel, les chefs de bataillon par le roi, qui les choisissait entre les officiers des cantons capitulaires. — Il suffisait pour devenir officier d'être le fils d'un bourgeois suisse. — L'habillement des Suisses a toujours différé de celui de l'infanterie française et étrangère. Des boutons bombés et unis et le raumscot blanc étaient particuliers aux Suisses. — L'habit a été sang de bœuf ou écarlate. Les drapeaux portaient des attributs particuliers. — Les baches de distinction des sapeurs étaient de couleur blanche ainsi que les épaulettes de grenadiers. — N° 4. ALLOCATIONS. — Louis onze accordait à un soldat suisse une paye évaluée l'équivalent du prix de quatre journées d'ouvriers suisses. La pension payée au canton était par chaque soldat de soixante-six francs environ, monnaie actuelle. — François premier en 1516 augmenta la solde des bandes suisses. L'énormité de cette solde fut plus d'une fois l'occasion des retards que le service des monnaies (revues) éprouvait. Mais Mazarin et Lottelier taillèrent ordre à cette profusion; elle ne fut pas de longue durée.

— A l'exception des GARDÉS SUISSES, les anciens RÉGIMENTS SUISSES AU SERVICE DE FRANCE étaient sur le même pied que le reste de l'INFANTERIE DE LIGNE; ils coûtaient même moins cher parce que leur ÉTAT-MAJOR et le nombre de leurs OFFICIERS étaient moindres. — Les enfants de l'Helvétie ont consenti à servir sous la dénomination d'*Helvétiques* le DIRECTOIRE, et, sous la dénomination de SUISSES, BONAPARTE, protecteur de leur confédération; ils n'ont exigé ni de la république, ni de l'empire, un traitement qui excédât celui qui était alloué aux MILITAIRES FRANÇAIS, mais ils se sont montrés moins désintéressés vis-à-vis le gouvernement royal; ils ont oublié le long patronage des Bourbons. — En rentrant au SERVICE de cette famille ils s'assurèrent des avantages qui surpassaient tous ceux dont ils avaient joui jusque-là; ils ont exigé, en cas de LICENCIEMENT, une GRATIFICATION et la conservation de leur ARMEMENT; ils ont voulu des GRADES supérieurs, une SOLDE plus forte, des RETRAITES énormes; ils ont mis le RECRUTEMENT à un haut prix, puisque le CONGÉ leur est délivré au bout de quatre ans. Une PRIME d'abord de cent cinquante francs et ensuite de deux cents était le prix de ces quatre années de SERVICE. Le SUISSE qui se rengageait avait cent francs par an; ainsi, à part du surcroît de DÉPENSE de SOLDE, d'ENTRETIEN et de PREMIÈRES MISES, les huit années de SERVICE d'un SUISSE coûtaient six cents francs de plus que le même temps du SERVICE d'un FRANÇAIS. — En 1821 (21 juin) les discussions de la chambre des députés ont témoigné que dix mille Suisses coûtaient autant que treize mille Français; tels étaient les disparates de notre LÉGISLATION. — En 1828, leur solde, l'entretien, le casernement, montaient à plus de sept millions et demi. Tels sont les écarts de notre LÉGISLATION. — Dans les discussions du budget en 1828 M. le général Gérard comparait les ALLOCATIONS d'un RÉGIMENT SUISSE et d'un RÉGIMENT FRANÇAIS; la dépense trimes-trielle du premier était de deux cent quatre-vingt-huit mille francs; la dépense du corps FRANÇAIS était moindre de cent mille francs. — Au total, douze mille cinq cent quarante Suisses coûtaient à la FRANCE un million de plus ou deux cinquièmes de plus que ce que coûtait le même nombre de MILITAIRES FRANÇAIS; l'on aurait, disait-il, dix-neuf mille deux cent trente-neuf Français pour la même somme; tels étaient les abus de l'ADMINISTRATION. — Le MINISTRE DE LA GUERRE alléguait en 1828 à la tribune que les prétendues différences de dépenses sont exagérées, qu'un RÉGIMENT SUISSE est plus fort de cinq cents hommes qu'un RÉGIMENT FRANÇAIS; mais

les discussions de 1829 ont mis la nation à même de juger le procès. — Les orateurs qui ont cherché à colorer l'emploi des TROUPES SUISSES ont fait sentir la nécessité où la FRANCE se trouve de ménager un peuple qui couvre nos frontières; de grands sacrifices doivent acheter sa bienveillance; son alliance nous épargne la dépense de plusieurs places fortes, etc. — M. le général LAMARQUE a réduit à sa juste valeur ces allégations. Pourquoi ont-ils exigé si impérieusement, a-t-il dit, la démolition de HUNINGUE, si leur pays devait être le boulevard du nôtre? Les sommes qu'ils lui ont coûté depuis la restauration n'eussent-elles pas suffi pour réparer la perte de cette place, et pour construire des routes redoutables. Cet orateur ajoute : Dans les capitulations signées en 1816, c'est la FRANCE qui a l'air de capituler. — LACHESNAIE (1758, 1, au mot *paye*) a donné sur ce sujet des détails qui peignent les usages du dernier siècle. — N° 5. PRÉROGATIVES, RANG, FONCTIONS. — Pendant longtemps les SUISSES ont eu, par une espèce de privilège, la garde de l'ARTILLERIE et le soin d'exécuter les ARABES et de fabriquer les FASCINES nécessaires aux TRAVAUX DE CAMPAGNE. — Les privilèges dont les SUISSES jouissaient, les avantages pécuniaires qui leur étaient accordés, la courte durée de leur SERVICE, les dépenses onéreuses de leurs PREMIÈRES MISES, leur JURISDICTION SOUS-TRAITE en quelque sorte au pouvoir du ROI, ont été l'objet de discussions animées pendant l'examen du budget de 1829 (juin, 26, 27, 28). Plusieurs orateurs des chambres ont déclaré ce privilège hostile envers la dignité nationale et les droits de la couronne; il n'y avait que la moitié de la proposition qui fût juste. — Comparés aux FRANÇAIS, les OFFICIERS SUISSES avaient UN PAYER plus forte, une RETRAITE plus favorable; les CAPORAUX et SOLDATS de ligne avaient cinq centimes de plus par jour; les CORPS coûtaient par an un demi-million de plus, qu'un pareil nombre de FRANÇAIS, non compris un demi-million pour le RECRUTEMENT; ce qui portait, l'un dans l'autre, l'excédant de SOLDE du SIMPLE SOLDAT à quatorze centimes par jour. — En cas de LICENCIEMENT ils avaient droit à UN TRAITEMENT DE RÉFORME et à une GRATIFICATION de trois mois de SOLDE. — Ils ne pouvaient être employés que sur le continent. — Les OFFICIERS SUISSES de la GARDE étaient réputés admissibles à toutes dignités civiles et militaires. La cour les avait favorisés plus que les Français sous le rapport de la PENSION DE RETRAITE ou du TRAITEMENT DE RÉFORME; il s'établissait entre ces étrangers et les nationaux un conflit difficile

à juger, quand il s'agissait entre compétiteurs du commandement d'un détachement, d'un corps, d'une division. A cet égard, les ordonnances ne présentaient qu'obscurité et confusion. — Une décision de 1818 (2 mars) relative au rang que devaient tenir entre eux les officiers français et suisses avait été détruite par une décision de 1822, bien plus favorable à la nation suisse. — Les capitulations dispensaient les corps suisses de servir contre des puissances qui solderaient aussi des régiments suisses; elles les dispensaient de porter les armes au delà des mers; ils n'étaient pas tenus à combattre au delà des Alpes, du Rhin et des Pyrénées; mais s'il y avait lieu de franchir ces limites, comme il arriva à l'occasion du premier siège de Barcelonne, où se distinguèrent les régiments de Manuel et de Chelborg, les Suisses simulaient une résistance convenue; *on les fait entourer*, dit Potier (1779, X, au mot *gardes suisses*) *par tous les autres régiments; on pointe contre eux le canon; ils protestent contre la violence, et cèdent.* — Les capitaines franco-suisse étaient revêtus de quelques attributions particulières dont nous avons parlé. — L'infanterie franco-suisse se distinguait en infanterie franco-suisse de garde royale et en infanterie franco-suisse de ligne. — N° 6. PUNITIONS, CRIMES. — LACHERRAIR (1758, I) et les auteurs qu'il a copiés nous entretiennent de la justice exceptionnelle que les corps suisses capitulés se réservaient le droit d'exercer. Les écrivains, en nous montrant ces auxiliaires déclinant en tout temps les formes judiciaires admises dans les pays auxquels ils vendent leurs services, ne nous disent pas positivement en quoi consiste leur justice nationale. — Rien de cette jurisprudence n'est offert sous un point de vue historique et moral dans des ouvrages militaires français que nous connaissions; la Thémis suisse ne vivait en France que de traditions. — Faute de renseignements sûrs et de pièces à consulter, l'auteur qui veut donner une idée de la manière d'instruire juridiquement à l'helvétique, est donc réduit à rassembler en une simple ébauche ce qu'il a vu, ou ce qu'il a ouï dire. — Lorsqu'un délit est dénoncé, et que le coupable est appréhendé, le conseil de guerre, réuni en plein air, s'assemble au milieu du régiment formé en carré, à aspects concentriques; une pile de tambours forme le tribunal. S'il s'agit de jugement emportant peine capitale, la charrette qui, en cas de condamnation, doit recevoir et voiturer le cadavre ou les cadavres, est toute prête en dehors du carré; telle est aussi la manière

anglaise. — Le ministre du culte est présent, il aura à exercer son triste ministère à l'instant suprême; ce sera à lui de bander les yeux au patient agenouillé et demi-nu. — Un capitaine commandant remplit les fonctions de grand juge. Avant la convocation du conseil, ce grand juge, assisté de deux assesseurs, a étudié la plainte, écouté le plaignant, pesé les déclarations des témoins, interrogé le criminel et mis en confrontation les individus. — Ce grand juge, quoique officier particulier, et quoique lui-même ait instruit l'affaire, préside le conseil. Il n'est que capitaine, parce que la jurisprudence helvétique est antérieure à la création des corps de bataillon et des lieutenants-colonnels, et qu'autrefois un capitaine était au-dessus d'un major. Il ouvre la séance par la lecture du protocole de la capitulation qui autorise les Suisses à se juger en famille. Un fourrier fait fonction de greffier, et c'est un homme de ce grade et non un sergent-major qui est employé à cette fonction, par la raison que l'institution des fourriers est bien antérieure à celle des sergents-majors. Le fourrier-greffier donne en allemand et en idiome du pays la lecture des pièces de la procédure. Un lieutenant, faisant fonction de capitaine rapporteur, conclut à l'application de la peine conformément au Code suisse. Un défenseur, ordinairement du grade de sous-officier, assiste l'accusé, prend la parole et prononce une défense dans l'idiome de l'un ou de l'autre pays. — Après les questions d'usage que le président adresse à l'accusé, le conseil se retire, ou plutôt il fait éloigner de la pile des tambours tous les individus non délibérants. — Un roulement indique que la décision est prise; on la signe debout sur la peau d'une caisse. — Si une sentence de mort est prononcée, le grand juge président, armé d'une petite baguette noire, fait approcher le condamné et lui dit, dans une langue qu'il puisse entendre : *Tout commerce cesse entre vous et les hommes.... votre âme va être séparée de votre corps.... vous allez mourir, aussi vrai que je brise cette baguette.* — Au même instant le président jette aux pieds du condamné les deux brins de la verge rompue. C'est une rigueur barbare, c'est un arrêt qui implique peut-être mensonge, puisqu'une révision va avoir lieu. — Dans un local, ou sur un terrain peu distant du lieu où le régiment a formé le carré, ou bien dans un autre carré particulier, un conseil de révision se tient réuni et prêt à revoir le procès; cette assemblée est composée de cinq juges tous officiers du corps, sous la présidence

du COLONEL DU RÉGIMENT; les PIÈCES de la procédure et l'arrêt signé de lui sont portés; les JUGES réviseurs annulent ou ratifient. Si le JUGEMENT est confirmé, un des côtés du CARRÉ s'ouvre, comme un fond de théâtre, pour l'EXÉCUTION. Le CONDAMNÉ est dépouillé de ses vêtements par forme de DÉGRADATION; le MINISTRE lui adresse les consolations de la religion; ses camarades le fusillent; la charrette préparée l'emporte au cimetière voisin; à défaut de cimetière et de charrette, ses frères d'armes l'enterrent. — Ainsi quelques heures ont suffi pour assembler le RÉGIMENT; sous ses yeux le PROCÈS est entamé et clos; par ses mains un coupable est en quelques minutes rayé du nombre des vivants. L'existence d'un homme vient de lui être ravie, sans publicité, sans AUDITION DE TÉMOINS, sans qu'il ait subi un INTERROGATOIRE littéraire et solennel; point de DÉBATS, ni de RÉPLIQUES, point de PROCUREUR OU ROI; il n'y a eu ni lecture, ni application d'un CODE authentique; le pourvoi est impossible, le recours en GRÂCE est dénié; le ROI lui-même est inhabile à la pitié; sans le prévoir, il a abdiqué, par l'ordonnance qu'il a signée ou par la CAPITULATION qu'il a consentie, le droit de prononcer le pardon. — Telles sont les formes qu'on peut regarder comme usitées à différentes époques, et donnant un spectacle bien sombre aux peuples dont les SCISSES embrassent le service et perçoivent la SOLDE. — En 1824, le 21 septembre, la plaine de Grenelle a été le théâtre d'un JUGEMENT et d'une EXÉCUTION qui ont eu lieu dans le sein du RÉGIMENT SUISSE qui porte le n° sept dans la GARDE ROYALE. La Gazette des Tribunaux rapporte que : *M. Kaiser, capitaine commandant, en était le grand juge; le lieutenant Steiger remplissait les fonctions de capitaine rapporteur; le sergent-major Renard y a plaidé comme défenseur, le grenadier Brullmann a été mis à mort pour vol d'une montre.* — En quatre ou cinq heures l'acte et son résultat étaient consommés. — La seule différence, eu égard à ce que nous avons dit, c'est qu'au milieu du CARRÉ on avait apporté une table et quelques chaises, sorte de mobilier dont on se passe quand on ne l'a pas sous la main. — Les peuples pasteurs peuvent sans doute conserver à la fois et leur innocence et leurs traditions; ils se passent peut-être sans inconvénient de lois écrites, cependant il n'est pas que leurs usages ne finissent inévitablement par se modifier. La manière fort ancienne de purger judiciairement de ses criminels l'ARMÉE SUISSE ne consistait pas en ARQUETUSADES, avant que le fusil fût inventé; il n'y a pas

très-longtemps que l'ESPADON ou la HALLEBARDE étaient les instruments de SUPPLICE; c'est donc par analogie et par modification aux traditions que l'ARQUETUSADE est en vigueur. Cela ne fait sans doute rien au fond de la chose; cependant quand il s'agit de la vie des hommes, c'est bien le moins que la manière de la leur ôter soit discutée, décrétee et légalement promulguée. Une autre altération des usages consiste dans l'échelonnement différent des GRADÉS. C'est bien le moins que l'administration et la distribution de la JUSTICE concordent avec les rangs de la Hiérarchie Militaire; en est-il ainsi? Si une simple ordonnance autorise un CORPS DE TROUPES à réprimer un DÉLIT par du sang humain au sein même du royaume que cette TROUPE ÉTRANGÈRE est venue servir en temps DE PAIX, une autorisation, qui facilement se colorerait du nom d'ordonnance, pourrait donc accorder aussi à des ambassadeurs ou à des étrangers le droit de donner la mort à des individus étrangers qui les auraient accompagnés en France; ainsi une seconde reine Christine serait égorgée sous ses yeux dans le château de Fontainebleau le volage amant qui encourrait sa disgrâce. — Sous le régime impérial l'ambassadeur de PRUSSE eut l'intention d'insulger dans l'intérieur de son hôtel de sanglantes punitions; le gouvernement d'alors lui fit notifier que tel n'était pas l'usage du pays ni le droit public moderne. — Si le nègre esclave qui touche le sol de la France, non-seulement ne peut plus être torturé par le maître qui l'a acheté, mais devient libre de fait et se trouve dès lors soustrait à la JURIDICTION extra-légale, comment un étranger qui vient consacrer ses jours à la défense de la France, peut-il perdre la vie par le fait d'une JUSTICE qui n'est pas la justice nationale? — Dans un pays constitutionnel ceci est une haute question de philosophie, de morale, de politique et de droit public; mais nous laissons de côté la question qui ne serait pas purement militaire. — Cette JUSTICE expéditive, impitoyable, foudroyante, serait applicable tout au plus à l'ÉTAT DE GUERRE; elle ressemble en beaucoup de points, il est vrai, à la JUSTICE de la MILICE ANGLAISE; mais combien de choses ANGLAISES il serait impolitique et anti-FRANÇAIS d'importer dans nos formes militaires. — Répétons que la JUSTICE SUISSE ne s'appuie sur rien d'authentique et d'officiel; qu'on ignore quelles sont les archives publiques où seraient déposées les expéditions des actes de cette judicature; que les qualifications qui se rencontrent dans le personnel de cette JUSTICE sont insolites pour nous, et par conséquent hors du

cercle des définitions possibles : qu'enfin les régies, les formes, la pénalité suisse, puisqu'elles étaient introduites, on pourrait presque dire greffées en France et sanctionnées par un COLONEL GÉNÉRAL DES SUISSES qui était Français, devaient pourtant n'être point inconnues des Français. — La *Gazette de Lausanne* rapportait qu'à dater du 1^{er} juin 1829 un nouveau CODE MILITAIRE serait en vigueur ; qu'il abolirait les PUNES CORPORELLES, la FUSTIGATION, les COUPS DE RATOR ; mais les chefs des corps suisses ne goûtaient pas ces améliorations. Il n'y a plus lieu de s'en occuper, puisque l'infanterie suisse a été licenciée le 7 août 1850.

INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE GARDE ROYALE (A. 1). Sorte d'INFANTERIE FRANCO-SUISSE dont l'ÉTAT-MAJOR comprenait un GRAND JUGE ; SES BATAILLONS étaient au nombre de trois, à huit COMPAGNIES l'un et formant environ six cents hommes. Elle était recrutée dans trente-six COMPAGNIES CANTONALES ; SES GRENADIERS fournissaient au recrutement des GRENADIERS GARDES de la MAISON. — Sa composition était réglée par l'ORDONNANCE DE 1816 (18 JUILLET) ; elle se recrutait annuellement par cinquième, tandis que les CORPS FRANÇAIS ne se recrutaient que par septième, ce qui constituait une plus forte somme pour dépense de première mise. — L'UNIFORME des Suisses était déterminé par le RÈGLEMENT DE 1815 (14 OCTOBRE) ; cette troupe portait l'HAÏT ÉCARLATE et à REVERS ; le BLEU DE ROI était sa COULEUR DISTINCTIVE ; SES BOUTONS étaient CONVEXES et à ATTRIBUTS ; SON SCHAKO était à CORDON NATTÉ.

— LES FUSILIERS différaient surtout de ceux de l'INFANTERIE FRANÇAISE de la GARDE, en ce qu'ils avaient un SCHAKO à CORDON et une NOUPETTE OVALE. — Les LIEUTENANTS avaient RANG de CAPITAINES et ainsi de suite. — Le DRAPPEAU de chaque RÉGIMENT portait des ATTRIBUTS particuliers, mais non l'emblème de l'ORDRE DU SAINT-ESPRIT. — En 1828, un RÉGIMENT SUISSE de GARDE ROYALE nécessitait une dépense de deux cent quatre-vingt-huit mille francs ; un RÉGIMENT d'INFANTERIE FRANÇAISE coûtait cent mille francs de moins. En 1830, un fusilier suisse de la garde coûtait par an cinquante-cinq francs de plus qu'un fusilier français. Un COLONEL SUISSE de GARDE ROYALE avait RANG de MARÉCHAL DE CAMP et percevait quinze mille francs ; un COLONEL FRANÇAIS ne touchait que six mille deux cent cinquante francs ; les CHEFS DE BATAILLON SUISSES avaient huit mille francs d'appointements et RANG de LIEUTENANT-COLONEL ; les ADJUDANTS-MAJORS SUISSES de la GARDE avaient cinq mille francs ; les ADJUDANTS étaient en nombre double de ceux de

la GARDE ROYALE française, et jouissaient des appointements de SOUS-LIEUTENANT ; les CAPORAUX avaient RANG et payé de SERGENT DE LIGNE. La solde des OFFICIERS, comparée à celle des OFFICIERS FRANÇAIS de la même garde, s'élevait, dans les deux régiments, à un excédant de deux cent quatre-vingt-six mille francs. — LA CAPITULATION SUISSE donnait une forme particulière au CONSEIL D'ADMINISTRATION des Suisses de la garde royale, et le nommait CONSEIL GÉNÉRAL.

INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE LIGNE (A. 1). Sorte d'INFANTERIE FRANCO-SUISSE qui comprenait, en 1798, six DEMI-BRIGADES HELVÉTIQUES, réduites bientôt à trois ; elle était constituée, en 1829, en quatre RÉGIMENTS, formant un total de sept mille huit cent vingt-quatre hommes, y compris trois cent soixante-quatre OFFICIERS. Ces régiments étaient alimentés par quarante-huit COMPAGNIES CANTONALES. — Le BUDGET discuté en 1829 a témoigné que la dépense occasionnée par l'infanterie franco-suisse de ligne se montait à sept millions six cent soixante-treize mille deux cent soixante-trois francs. — L'INFANTERIE SUISSE, celle de la GARDE non comprise, coûtait, en 1850, trois millions neuf cent quatre mille cinq cent quatre-vingt-dix francs. — Cette infanterie était la seule à laquelle il fût attaché de l'ARTILLERIE ; les CANTONS CAPITULANTS l'avaient demandé pour que, en cas de LICERCHEMENT, les SUISSES eussent droit d'emporter, en outre de leur ARMEMENT, quelques PIÈCES DE CANON dans leur patrie, et de quitter la France même allumée. — Les discussions du budget de 1828 témoignent que les avantages pécuniaires ou SUPPLÉMENT DE SOLDE qui étaient accordés aux OFFICIERS et SOUS-OFFICIERS des CORPS SUISSES DE LIGNE, excédaient de trois cent trente-sept mille francs les allocations d'une quantité égale de TROUPES FRANÇAISES. — LEURS OFFICIERS avaient droit à une RETRAITE d'un sixième plus forte que celle des TROUPES FRANÇAISES. — La composition des CORPS SUISSES et les autres détails qui les concernaient ont été suffisamment exposés aux articles : ADJUDANT, ADJUDANT-MAJOR, ARTILLERIE, ATTRIBUT DE DRAPPEAU, BATAILLON, BLEU DE ROI, CAPITAINE, CAPORAL, CHEF DE BATAILLON, COLONEL, COMPAGNIE, COMPAGNIE D'ÉLITE, CONGRÈS D'ANCIENNETÉ, CONSEIL D'ADMINISTRATION, CONSEIL GÉNÉRAL, DRAPPEAU, GRENADIERS, MARCHÉ DE DISTINCTION, INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE GARDE ROYALE, RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE.

INFANTERIE GAULOISE. V. GAULOIS, 843.

V. MILICE FRANÇAISE N° 5, 6.

INFANTERIE GRAVE. V. CAVALERIE GRA-

VE. V. GRAYE. V. INFANTERIE N° 1. V. INFANTERIE DE BATAILLE; id. N° 3. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 2. V. SECONDE LIGNE DE BATAILLE.

INFANTERIE GRECQUE. V. OUCURION. V. DEMAGUE. V. EIZEN (1757, G). V. ÉPAGOUUE. V. ÉPITAGME D'INFANTERIE. V. ÉPÉNAGUE. V. ÉPÉNAGUE. V. GREC. adj. V. MILICE GRECQUE N° 2, 6. V. MILICE HELLÉNIQUE. V. OPLITE. V. PAR DE COURSE. V. PÉLTASTE. V. PÉLITE. V. TOUTUR TACTIQUE.

INFANTERIE HAÏTIENNE. V. HAÏTIEN, adj. V. MILICE HAÏTIENNE.

INFANTERIE HANOUVRIENNE. V. FUSIL A PISTON. V. HANOUVRIEN, adj. V. MILICE ANGLAISE N° 4. V. MILICE HANOUVRIENNE; id. N° 1, 2.

INFANTERIE HELLÉNIQUE. V. HELLÉNIQUE. V. MILICE HELLÉNIQUE.

INFANTERIE HESSEISE. V. HESSEIS, adj. V. MILICE HESSEISE.

INFANTERIE HOLLANDAISE. V. HOLLANDAIS, adj. V. INFANTERIE N° 1. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. MILICE HOLLANDAISE N° 2, 4, 5. V. PUPILLE N° 4.

INFANTERIE HOLLANDAISE DE GARDE IMPÉRIALE. V. GARDE IMPÉRIALE. V. HOLLANDAIS, adj. V. MILICE HOLLANDAISE N° 2. V. MOUSQUETIER A PIED. V. RANGS D'INFANTERIE.

INFANTERIE HONGROISE. V. HONGROIS, adj. V. PANDOUR. V. SCHAR. V. TOLPACHE.

INFANTERIE IRLANDAISE. V. ARZELAIR. V. INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE. V. IRLANDAIS, adj.

INFANTERIE IRRÉGULIÈRE. V. MILICE PRUSSE N° 1, 3. V. IRRÉGULIER, adj.

INFANTERIE ITALIENNE. V. CATANFO (1584, A). V. FLAVIO (1639, B). V. GIOVINE. V. ITALIEN, adj. V. MACIARVEL (1510, A). V. MAULANOI.

INFANTERIE LÉGÈRE (A, 1). OU PHILAGIE. Sorte d'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE dont l'existence est équivoque, la législation peu complète, et dont la suppression était regardée comme imminente. Sur le bruit de cette abolition, proposée ou agitée au ministère, un collaborateur du *Spectateur militaire* avait composé, en 1828, un article apologétique de l'infanterie légère (t. vi, décembre), où il démontrait l'importance et l'utilité du service des TIRAILLEURS. — Les écrivains qui ont traité le même sujet, soit en France, soit en pays étrangers, sont : AUDOUIN, BEURMANS (1856, B), BOLLATERN, CAMPBELL, CARRION (1824, A), COOPER, DAGOBERT (1790, B), DAYLVA, DUBREME (1814, C), ENCYCLOPÉDIE (1785, C), FORTENILLE (1790, B), FORSTIER, FRÉDÉRIC (1780, N), GIRAUDIN, GROSS, M. GUINCHET, GUVARO (1803, A), HINRICHS, HOWARD, KILPSTEIN (1799, E), LAROCHE-AYMON (1817,

C), M. MACDUI, MIRABEAU (1788, C), PORRECK, RENOZ, ROGNIAT (1816, B), SCHREIBER (1800, F), SCHREIBER, le *Spectateur militaire* (t. xxiii, p. 198; t. xxiv, p. 618; t. xxv, p. 255). — Le mot *infanterie légère* sera distingué de la manière suivante : CRÉATION, COMPOSITION, DÉNOMINATION, FORCE, UNIFORME, ALLOCATIONS, INSTRUCTION, TACTIQUE, SERVICE, ADMINISTRATION. — N° 1. CRÉATION. — L'infanterie légère est chose ancienne; son nom est moderne; celle de la MILICE GRECQUE s'appelait *psilétique*; celle des ROMAINS, ou du moins l'action qu'elle exerçait, s'appelait *velitatio*; celle des HÉROÏQUES SUISSES se composait des ENFANTS OU JOUEURS D'ÂPRE. — LA FRANCE n'a eu, par le fait, que de l'infanterie légère jusqu'à la création des PIQUEURS, espèce d'arme ou de troupe qui d'ailleurs ne se composait pas d'abord de SOLDATS NATIONAUX. — Dans les corps dont une partie était armée de piques, les hommes pourvus d'armes légères ou de MOUSQUETS À MAIN y étaient infanterie légère. GEISE le BALAFRÉ avait formé le projet de les en extraire par un DÉBOÛLEMENT, et de former des corps spéciaux et indépendants; ils eussent répondu aux CHASSEURS À PIED que des MILICES de divers pays entretenaient. BRANTOME (1600, A) en fournit le témoignage à l'article historique de Alvaro de Sande. — GUINCHET voulait, dit cet auteur, des montagnards et des hommes du Midi, *légers de chair, disposés bien ingambes, armés de dagues et d'arquebuses légères, fournis de poudre fine et déparis en quatre ou cinq bonnes bandes* (BATAILLON de cinq cents hommes), ou quelquefois par esquades (par compagnies); nous avons bien eu et avons nos enfants perdus; mais ils ne servent qu'à attaquer et faire quelques escarmouches avant les batailles (c'est-à-dire en avant de la seconde ligne), et ils se retirent. — Près de deux siècles se sont écoulés avant que la pensée du duc de GUISE se réalisât. — Il se voit de l'infanterie légère dans les GUERRES DE 1741 et DE 1756; c'étaient des CORPS FRANÇAIS, des BATAILLONS LÉGERS, des PARTISANS, la fraction pédestre ou l'arme à PIED des LÉGIONS. La plupart de ces troupes, créées pour la GUERRE, disparaissaient à la PAIX. CROUDEL n'en conservait que hors ligne. — L'infanterie légère, considérée comme une arme ou une sous-arme distincte et comme une subdivision de l'infanterie française, n'existe réellement que depuis le DÉBOÛLEMENT des LÉGIONS DE LOUIS QUINZE. Ainsi le ministre SALLER est le vrai inventeur de ce genre de troupe; elle se composait de douze BATAILLONS DE CHASSEURS À PIED, ces

la loi n'employait pas encore la locution infanterie légère; six de ces bataillons étaient provenus des chasseurs à cheval, autrefois légions; les six autres avaient été la transformation de divers corps. L'ORDONNANCE DE 1788 (17 MARS) maintenait sur pied ce genre de TROUPES. — Les DÉCRETS DE 1791 et le RÈGLEMENT de cette même année (1^{er} AVRIL) créaient nominalement l'infanterie légère; ils la regardaient comme partie intégrante de l'ARMÉE DE LIGNE; car alors TOUTE LA LIGNE ne se prenait pas par opposition à TROUPES LÉGÈRES, comme on l'a fait irrégulièrement ensuite. — L'incorporation de la MILICE BELGE dans les rangs français fut, en quelque sorte, une ère nouvelle en fait d'infanterie légère; le service, le costume, l'armement en furent modifiés. — Un ARRÊTÉ DE L'AN SEPT (25 VESVÉMAIRE) ajoutait deux DEMI-BRIGADES à celles qui existaient. — Les refontes nommées AMALGAMES, en assimilant par le fait, si ce n'est par le nom, les deux genres d'infanterie, ont mis l'infanterie légère sur le pied encore subsistant aujourd'hui. LA GARDE DES CONSULS et les GARDES IMPÉRIALES ont compris de l'infanterie légère. — N^o 2. COMPOSITION. — LES NOMMES DE TRAIT IMBUEES DE CORNAROUX (CORNET A BOUQUIN), les ENFANTS PERDUS JEUNANT LA GRENADE, les premiers GRANADIERS, les premiers DRAGONS ont été une véritable infanterie légère; plus tard il a existé des TIRAILLEURS, des COMPAGNIES FRANCHES et des LÉGIONS FRANCHES, qui étaient un mélange d'ARMES. — En général, l'infanterie légère était constituée en petites AGGREGATIONS, en corps plus faibles que l'INFANTERIE DE BATAILLE, de manière qu'elle eût assez de consistance pour se suffire à elle-même en CAMPAGNE, et pour pouvoir facilement et utilement être détachée comme sa destination le veut. — Des détails positifs sur l'infanterie légère proprement dite ne peuvent remonter au delà de l'existence des BATAILLONS DE CHASSEURS. — LES BATAILLONS d'infanterie légère qui leur succédèrent n'avaient que huit COMPAGNIES, point de COMPAGNIE D'ELITE, point de DRAPEAU, point d'AUMONIER; telle est encore, en général, la constitution de l'infanterie légère des MILICES ÉTRANGÈRES, et, en général, un recrutement plus rationnel qu'en FRANCE y pourvoyait. — Un DÉCRET DE L'AN DEUX (9 FLOUVIOSE) supprimait tous les BATAILLONS DE LIGNE, tous les CORPS FRANCS, et les organisait en BATAILLONS D'INFANTERIE LÉGÈRE. — L'Institution s'est dénaturée depuis que l'infanterie légère a été ordonnée en DEMI-BRIGADES et en RÉGIMENTS, parce que l'assimilation de constitution a assimilé néces-

sairement le SERVICE des RÉGIMENTS de l'infanterie de BATAILLE et le service d'infanterie légère; cette dernière TROUPE n'a plus existé que de nom. Les mots RÉGIMENT et infanterie légère sont en effet contradictoires, car il n'y a pas de cas où il faille à la GUERRE envoyer un RÉGIMENT entier en TIRAILLEUR, si en même temps on exige qu'il reste chargé de la GARDE d'un DRAPEAU. — La restauration a donné à l'infanterie légère un COLONEL GÉNÉRAL et des AUMONIERES; c'était une double inutilité. A quoi bon le COLONEL GÉNÉRAL si le SERVICE des deux infanteries est le même? A quoi bon l'AUMONIER si le service est différent? Un grave ecclésiastique, vieux peut-être, ne pourra porter à la course et aux AVANTPOSTES les précieux secours de la religion, et en TEMPS DE PAIX les AUMONIERES ne sont pas indispensables. — Un projet qui ne s'est pas réalisé constituait en infanterie légère un des BATAILLONS des RÉGIMENTS de la GARDE ROYALE. — DES LÉGIONS DÉPARTEMENTALES d'infanterie légère ont existé en 1818; le MINISTRE GOUVION, en les formant, avait emprunté de la MILICE ANGLAISE le vicieux usage, le mode confus d'affecter certains numéros de la série générale de l'infanterie à des CORPS d'infanterie légère; le MINISTRE LATOUR-MAUBOURG a remis les choses sur l'ancien pied. — L'ORDONNANCE DE 1820 (25 OCTOBRE) a formé de ces légions vingt RÉGIMENTS. — On a de tout temps regardé les habitants des Alpes, ceux des Pyrénées et les CORSES, comme ayant surtout de l'aptitude au genre du SERVICE de l'infanterie légère; mais dans tous les pays il y a des hommes dispos, lestes et vifs qui y sont plus propres qu'au SERVICE de l'infanterie GRAVE. — Beaucoup d'écrivains se débattent ce que c'est que de l'infanterie légère qui est habillée, exercée et armée comme le reste de l'infanterie, qui a les mêmes COMPAGNIES DE VOLONTAIRES et dont la COMPAGNIE DE GRANADIERS s'appelle COMPAGNIE DE CARABINIERS, quoiqu'elle n'ait pas de CARABINIER, tandis que les COMPAGNIES DE FUSILIERS s'appellent COMPAGNIES DE CHASSEURS, quoiqu'elles ne tirent pas mieux que des FUSILIERS. — L'ORDONNANCE DE 1831 (5 JANVIER) créait un vingt et unième RÉGIMENT. — N^o 3. DÉSIGNATION. — L'infanterie légère, participant des formes et du service des PHILITES GRECS, aurait pu, suivant quelques opinions, se nommer PHILITIQUE, du mot grec *psiloi*. — Le nom d'infanterie légère est donné légalement par le RÈGLEMENT DE 1791 (1^{er} AVRIL) aux douze CORPS jusque-là nommés BATAILLONS DE CHASSEURS; l'expression n'était pas sans justesse, puisque cette

TROUPE était réellement équipée et armée à la légère par comparaison avec le reste de l'infanterie. — Actuellement la désignation donnée à l'infanterie légère est fautive, puisque par sa pesanteur spécifique elle ne diffère en rien de l'infanterie de BATAILLON ou en diffère à peine par le fusil. Le nom de CHASSEURS À PIED lui convenait mieux, quoique pourtant nous ayons démontré, en parlant des CHASSEURS À CHEVAL, que l'expression chasseur n'eût jamais dû être adoptée. — Dans l'ARMÉE CONFÉDÉRALE on n'emploie, au lieu d'infanterie légère, que le terme CHASSEUR. — N° 4. FORCE. — Depuis sa création légale et nominale, l'infanterie légère était de douze BATAILLONS; en 1791 elle fut portée à quatorze. Elle s'augmenta bientôt par des LEVÉS considérables de CORPS FRANCS et par la création des CORPS NOMINÉS CHASSEURS, LÉGIONS, FRANCS TIREURS, CARANIERS, etc.; la plupart furent fournis par la HOLLANDE et la BELGIQUE; quelques-uns se composèrent de déserteurs étrangers, d'autres de VOLONTAIRES français. Quatre BATAILLONS d'infanterie légère sont levés en CORSE par DÉCRET du 1793 (5 PR-

VRIER). — On voit dans le rapport de DUBOIS CRANÉ, en 1793 (10 mars), que les quatorze BATAILLONS DE CHASSEURS étaient évalués à neuf mille huit cents hommes, et l'infanterie des LÉGIONS et des CORPS FRANCS évaluée à trente-cinq mille hommes. Tous ces différents CORPS furent fondus dans les DEMI-BRIGADES. — L'infanterie légère, rétablie par les ordonnances de 1819 et de 1820, ne différait de l'infanterie DE BATAILLE qu'en ce qu'elle était de deux BATAILLONS au lieu de trois. — OMBRE (1824, E) se demande s'il faut que l'infanterie légère soit dans la proportion d'un quart ou seulement d'un cinquième de l'infanterie de bataille. Il opine pour la proportion du quart; elle était du tiers sous le MINISTRE DE CLEMONT-TONNERRE; mais qu'importe dans quelle proportion elle sera, si elle n'a pas un caractère particulier tel que celui qu'elle prend en général dans les autres MILICES. — Le tableau suivant indiquera les variations de force que l'infanterie légère ou les CORPS analogues ont éprouvés depuis la CONSTITUTION DE CHOUSSUL.

ANNÉES.	1/2 BRIGADES, REGIMENTS, LÉGIONS.	BATAILLONS.	MILITAIRES.	OBSERVATIONS.
1783 (10 décembre)...	8	..	1,800	Ce sont des LÉGIONS.
1778 (25 mars, 31 mai)...	7	..	2,800	Id.
1784 (18 juillet).....	7	..	2,450	Id.
1788 (17 mars).....	..	12	3,420	Ce sont des BATAILLONS DE CHASSEURS, dont la force ne varie pas du PIED DE PAIX au PIED DE GUERRE.
1791 (1 ^{er} janvier).....	..	14	3,858	Id.
1791 (18 août, 25 thermidor AN DEUX).....	30	30	38,300	Ce sont des DEMI-BRIGADES.
1793 (10 brumaire)...	35	35	36,300	
1793 (AN 7, 28 fructid.)...	38	38	36,000	
1803 (24 septembre)...	38	38	31,100	Y compris 2,350 OFFICIERS. — Non compris l'infanterie légère de la GARDE IMPÉRIALE.
1808 (18 février).....	32	100	107,100	
1818 (1 ^{er} septembre)...	37	185	132,070	
1812 (20 janvier).....	37	185	137,040	
1814 (17 mai).....	15	65	70,800	
1815 (18 juillet).....	..	..	.....	L'infanterie légère cesse de compter à part de l'infanterie DE BATAILLE DE LINCE; c'est une conséquence de l'institution des LÉGIONS DÉPARTEMENTALES.
1820 (23 octobre).....	30	40	37,150	
1823 (27 février).....	30	30	37,070	PIED DE PAIX.
1823 (27 février).....	30	30	38,720	PIED DE GUERRE.
1831 (8 janvier).....	31	38	..	
1831 (16 mars).....	31	38	34,875	Non compris l'accroissement voulu par ordonnance de 1831 (17 janvier).
1834.....	31	38	40,200	Suivant le Journal de Statistique universelle, t. V, p. 87.
1835.....	31	38	47,840	Suivant la Sentinelle de l'Armée, officiers non compris.

N° 5. UNIFORME, ALLOCATIONS. — Au temps des LÉGIONS DE LOUIS QUINZE et sous le règne de ce prince, les usages sont trop variés, trop fugitifs pour qu'on les rappelle. — Dans les MILICES ÉTRANGÈRES, les CORPS LÉGERS d'Infanterie portaient, pour la plupart, la GIBBERN A LA CORNE et le MOOREQUIN; ils avaient des CORNETS, des CORNETTES, des DEMI-LUNES ou autres INSTRUMENTS A VENT, au lieu de CAISSES, de TAMBOURS. — Il y en avait qui étaient entièrement armés de CARABINES, d'autres n'avaient que quelques CARABINIERS. — Dans certaines Infanteries légères, chaque OFFICIER ou SOUS-OFFICIER était porteur d'un sifflet. — Quand les BATAILLONS DE CHASSEURS A PIED furent créés en France, l'HABIT, la VESTE et la CULOtte étaient de DRAP VERT. Eu vertu des ordonnances du CONSEIL DE LA GUERRE, les formes des EFFETS D'HABILLEMENT, du CHAPEAU, des GILETS, etc., ne différaient pas de celles des EFFETS de l'INFANTERIE DE BATAILLE; mais les CHASSEURS n'avaient pas de DRAPRAU. — Au commencement de la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, l'HABIT des CORPS LÉGERS a été brun, gris, jaune, noir, etc., etc.; son BOUTON était à COR DE CHASSE. — Depuis l'embridement, l'HABIT, la CULOtte et la VESTE, ELUS, ont été affectés AUX DEMI-REGIMENTS d'INFANTERIE LÉGÈRE; l'HABIT différait de celui de l'INFANTERIE DE BATAILLE en ce qu'il avait les REVERS ELUS et à POINTES, les POCHES EN LONG, les PARÈMENTS à PATTÉ pointue, le DERRIÈRE de l'HABIT à RETROUSSIS ELUS avec COR DE CHASSE. — L'Infanterie légère changea, en l'an six, de COULEUR, etc.; elle prit le SCHARO, le PANTALON COULANT, les DEMI-GILETS. Elle avait le SARRIS BRIQUET; en 1807 il ne fut laissé qu'aux COMPAGNIES DE CARABINIERS et de VOLTIGEURS. — Au temps des LÉGIONS DÉPARTEMENTALES, il était donné une CEINTURE AUX CHASSEURS de l'Infanterie légère, et leur GRAND ÉQUIPEMENT variait par la COULEUR et l'espèce des matières. Ce caprice du ministre Gouvion a coûté énormément; aucune utilité ne le justifiait. — Une INSTRUCTION DE 1819 (18 MARS) donne à l'Infanterie légère le FEUIL DE VOLTIGEURS; nouvelle et incalculable dépense. — Depuis la création des CHASSEURS, le BOUTON a porté l'empreinte d'un COR DE CHASSE. — L'ORDONNANCE DE 1822 (8 MAI) leur donnait le JORQUILLE pour COULEUR DISTINCTIVE et le BLEU pour COULEUR DE FORD, l'ÉPAULETTE en DRAP VERT CLAIR à la PREMIÈRE et le BOUTON BLANC. — Une DÉCISION DE 1828 (29 MAI) leur donnait un HABIT ELU DE ROY qui ne différait presque de celui de l'INFANTERIE DE BATAILLE que par la couleur JORQUILLE du PANNÉ POIL et du COULET. — La LOI DE L'AN SEPT (25 FRACTIDOR) évaluait la solde de l'In-

fanterie légère à treize millions sept cent cinquante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept francs. — La LOI DE L'AN SEPT (26 FRACTIDOR) lui attribuait une MANÈGE D'ENTRETIEN particulière et une MANÈGE D'HABILLEMENT différente. — N° 6. RANG, INSTRUCTION. — L'Infanterie légère a toujours pris rang après l'INFANTERIE DE BATAILLE, quoiqu'elle eût peut-être dû marcher en tête, puisque c'est ainsi qu'elle le fait ou est censé le faire en campagne; mais n'ayant été créée que depuis 1788, elle ne venait qu'en second. L'ORDONNANCE DE 1831 (5 MARS) voulait que, dans les BRIGADES MIXTES, l'Infanterie légère eût la droite. — La BALISTIQUE DES PETITES ARMES, l'art de combattre éparpillés, l'ESCRIME DE LA RAISONNATTE, la NATATION, étant les éléments de la PETITE GUERRE, devaient être surtout les points d'étude de l'Infanterie légère. L'exemple en est donné dans presque tous les SERVICES ÉTRANGERS, mais en FRANCE on a peu exercé devant une CIBLE les CHASSEURS d'INFANTERIE. Quel est le fruit des expériences de ce genre? Avant le ministre CLERMONT-TONNEURE, où sont les prix, les récompenses qui eussent dû être décernés aux plus habiles TIREURS, comme il en est donné dans les CORPS d'ARTILLERIE au POINTEUR qui AJUSTE le mieux? — Dans les MILICES ANGLAISES, AUTRICHIENNES, PRUSSENNES, RUSSES, l'Infanterie légère était dressée soigneusement et exercée au tir de la CARABINE. En Angleterre, son SERVICE, sa TACTIQUE, son EXERCICE, ses DEUX étaient l'objet des ordonnances nommées REGULATIONS. Pendant longtemps l'absence de documents semblables a été, en FRANCE, une lacune de la législation, de l'ART MILITAIRE et de la théorie des BATAILLES. — N° 7. TACTIQUE. — L'INSTRUCTION DE 1769 (1^{ER} MAI), depuis longtemps oubliée et qui n'a même pas été mise en vigueur, était la seule qui s'occupât particulièrement de la TACTIQUE des TROUPES LÉGÈRES A PIED DE FRANCE; nous disons TROUPES A PIED, parce qu'alors il n'existait pas encore nominativement d'Infanterie légère. — Cette ordonnance rangeait l'Infanterie légère sur un ORDRE plus MINCE; elle donnait au soldat des MOUVEMENTS plus impulsifs, un EXERCICE moins compassé; lui permettait, au PAS DE MANOEUVRE, les RANGS OUVERTS; elle faisait FORMER LES DIVISIONS plus rapidement que ne le fait le RÈGLEMENT DE 1791 (1^{ER} AOÛT). — Ce dernier RÈGLEMENT voulait que l'Infanterie légère, dont la force légale, soit sur PIED DE PAIX, soit sur PIED DE GUERRE, devait être toujours la même, MANOEUVRANT en tout temps sur deux RANGS. Cette disposition n'a pas été observée; l'assimilation organique des deux In-

fanteries s'y opposa. L'AMINCISSEMENT À DEUX RANGS ne convenait pas plus à l'une qu'à l'autre, puisqu'elles étaient armées et formées de même. — L'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) n'établissait point de différence entre l'INFANTERIE DE BATAILLE et l'Infanterie légère, quant aux MANOEUVRES; elle donnait à l'Infanterie légère la droite sur l'Infanterie DE BATAILLE. — Le général ROGNAT (1816, B) voudrait que les FORDS des TRAILLEURS fussent à deux coups. Quantité d'auteurs ont demandé que l'Infanterie légère fût exercée au PAS DE COURSE. — LES MARCHES de l'Infanterie légère se sont entremêlées de BATTERIES et d'AIRS DE CLAIRONS; quand ces deux genres d'instruments jouaient ensemble, c'était un renouvellement du système de MUSIQUE usité au temps des HAUTOIRS, mais plus ordinairement les BATTERIES et les SONNERIES alternaient. — N° 8. SERVICE, ADMINISTRATION. — La première disposition légale qui ait paru en France, relativement au genre du SERVICE DE CAMPAGNE dont l'Infanterie légère devait s'acquitter, est due à l'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE (mars 1790). LES MILITAIRES qui siégeaient dans cette assemblée voulaient que ce SERVICE fût à part, que l'Infanterie légère *flankât et éclairât l'armée, qu'elle occupât les villages et les bois, qu'elle défendît les lieux coupés et les postes avancés, qu'elle concourût enfin à former la chaîne extérieure de l'armée.* — Par une exception qui rien ne justifiait, l'Infanterie légère était chargée de pourvoir directement elle-même à l'achat de ses ÉTOFFES D'HABILLEMENT et était autorisée, en conséquence, à conclure les MARCHÉS avec les FOURNISSEURS. Ce système n'a pas eu une longue durée, et l'ADMINISTRATION de toute l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE est soumise aux mêmes principes administratifs.

INFANTERIE LÉGÈRE DE GARDE IMPÉRIALE. V. GARDE IMPÉRIALE N° 2. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 1. — V. LÉGER, adj.

INFANTERIE LÉGÈRE DE LIGNE. V. CHIRURGIER-MAJOR D'INFANTERIE N° 9. V. INFANTERIE DE BATAILLE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. INFANTERIE LÉGÈRE. V. LÉGER, adj. V. LIGNE. V. OFFICIER DE TROUPES LÉGÈRES. V. QUERRE DE CHEVALIER.

INFANTERIE LOUBOS. V. BATAILLON DE GARDE ROYALE. V. INFANTERIE DE BATAILLE. V. LOUBOS.

INFANTERIE MÉRCAINAIRE. V. INFANTERIE N° 1. V. INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. MÉRCAINAIRE, adj.

INFANTERIE MEXICAINE. V. MEXICAIN, adj. V. MILICE MEXICAINE.

INFANTERIE NAPOLITAINE. V. MILICE NAPOLITAINE. V. NAPOLITAIN, adj.

INFANTERIE NÉERLANDAISE. V. MILICE NÉERLANDAISE N° 1, 2, 3, 4. V. NÉERLANDAIS, adj.

INFANTERIE NOBLE. V. ARMÉE PRÉMIÈRE. V. COMPAGNIE DE GENTILHOMMES. V. LANCE À MAIN. V. NOBLE, adj. et subs.

INFANTERIE NORWÉGIEENNE. V. MILICE NORWÉGIEENNE. V. NORWÉGIEN, adj.

INFANTERIE OPLITE OU OPLITIQUE. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 3. V. MILICE GRECQUE N° 2, 7. V. OPLITE.

INFANTERIE OROINAIRE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. ORDINAIRE, adj. V. ROCHEFORT (1753, D).

INFANTERIE PARAGUÉENNE. V. MILICE PARAGUÉENNE. V. PARAGUÉEN, adj.*

INFANTERIE PERMANENTE. V. INFANTERIE FRANÇAISE; id. N° 5. V. PERMANENT, adj. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2.

INFANTERIE PERSANE. V. MILICE PERSANE N° 1, 2, 3. V. MILICE PERSE. V. PERSAN, adj.

INFANTERIE PESANTE. V. GÈSE. V. INFANTERIE DE BATAILLE. V. PESANT. V. PHALANGE GRECQUE.

INFANTERIE PIÉMONTAISE. V. MILICE PIÉMONTAISE N° 1, 3, 5, 6. V. PIÉMONTAIS, adj.

INFANTERIE POLONAISE. V. ÉCHER. V. MILICE POLONAISE N° 1, 2, 3, 5. V. POLONAIS, adj. V. PUL.

INFANTERIE PORTUGAISE. V. ESCADRON. V. ESCOUADE. V. MILICE PORTUGAISE N° 1, 3. V. PORTUGAIS, adj.

INFANTERIE PRIVILÉGIÉE. V. COIFFURE. V. CORPS PRIVILÉGIÉ. V. ÉTÉS DE SOUS-OFFICIER. V. MANCHETTE DE SARRIS. V. PRIVILÉGIÉ.

INFANTERIE PRUSSENNNE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 7. V. BAGNERIE. V. BAGUETTE DE FER. V. CADENNE. V. CHARGE D'INFANTERIE. V. DOUHA. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. ENROLOU. V. ENSEIGNE INDIENNE. V. FANION. V. FEU EN AVANÇANT. V. FUSIL S'AMORÇANT SEUL. V. GUERRE DE 1741, 1756. V. GUIDE DE RÉGIMENT. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. KLAATSCHE. V. LINDENAU. V. MANÈGE TACTIQUE. V. MARCHE DE BRIGADE D'INFANTRIE EN BATAILLE. V. MARCHER PAR LE FLANC. V. MILICE PRUSSENNNE; id. N° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8. V. NOBLESSE. V. PANTALON. V. PAS. V. PAS CADENCÉ. V. PROLONGER. V. PRUSSENN, adj. V. RANG DE TAILLE. V. ROMPIMENT PAR DEUX. V. SARRIS D'HOMME DE TROUPE. V. SALDFER. V. SCHARO. V. SECTION TACTIQUE.

INFANTERIE RÉGLÉE. V. INFANTRIE FRANÇAISE N° 1, 2, 3. V. RÉGLÉ.

INFANTERIE RÉGULIÈRE. V. ARMÉE D'HANT.

V. ARMES DE SUPPLICE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. MARCHÉ TACTIQUE. V. MILICE PERSANE N° 1, 2, 3. V. RÉGULIER, adj. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL.

INFANTERIE ROMAINE. V. ADRIEN (158, A). V. ARMURE. V. CORNET INSTRUMENTAL. V. ÉPÉE. V. EXTRAORDINAIRES. V. LÉGION ROMAINE N° 1, 3, 5. V. MILICE ROMAINE; id. N° 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10. V. OPTION. V. OURAGUE. V. PASSE. V. PAS DE COULEUR. V. PAYS. V. FILS, subs. masc. V. PRISE DE LÉGION ROMAINE. V. PROMENADE. V. ROMAINE, adj. V. RONDELE. V. SERVICE PERSONNEL. V. SOULIER. V. TACTIQUE. V. THIEU. V. THIEU ROMAINE N° 3.

INFANTERIE RUSSIE. V. COLORISATION. V. COLORE PAR BATAILLON. V. COLORINATION. V. INFANTRIE N° 8. V. INFANTRIE FRANÇAISE N° 2. V. MILICE RUSSIE; id. N° 1, 2, 3, 4, 5, 7. V. PARDOUR. V. PASTALON. V. PANGS D'INFANTRIE. V. RUSSE, adj. V. SAC DE CAMPAGNE. V. STELLITE. V. TONCHROF. V. TORTURE TACTIQUE.

INFANTERIE SAXONNE. V. MILICE SAXONNE N° 1, 2, 3. V. SAXON, adj.

INFANTRIE SÉDENTAIRE. V. COMPAGNIE SÉDENTAIRE. V. SÉDENTAIRE. V. VÉTÉRAN.

INFANTRIE SOUTS LES ARMES. V. HORREURS. V. SOUTS LES ARMES.

INFANTRIE SUÉDOISE. V. ANTILLES D'INFANTRIE. V. CANON D'ARTILLERIE. V. CANON DE CUIR. V. COFFIN. V. EFFET D'UNIFORME. V. HESSENATON. V. MILICE SUÉDOISE; id. N° 1, 2, 3, 4, 5. V. PLATINE A FEU. V. PLATINE DE MOUSQUET. V. SUÉDOIS, adj. V. TENTE.

INFANTRIE SUISSE. V. ARMÉE NATIONALE. V. ESPADON. V. INFANTRIE N° 1. V. INFANTRIE FRANÇAISE N° 1. V. INSTRUMENT DE MUSIQUE. V. INFANTRIE FRANCO-SUISSE, LIGNE COMBINÉE, MILICE ESPAGNOLE. V. MILICE SUISSE N° 1, 2, 3, 4, 6. V. PAYS. V. PERTUISANE. V. PHALANGE GRECQUE. V. RANG D'INFANTRIE. V. SUISSE, adj.

INFANTRIE SUISSE DE GARDE ROYALE. V. GARDE ROYALE. V. INFANTRIE FRANCO-SUISSE DE GARDE ROYALE. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 4. V. RÉGIMENT FRANCO-SUISSE. V. SUISSE, adj.

INFANTRIE SUISSE DE LIGNE. V. INFANTRIE FRANCO-SUISSE DE LIGNE. V. LIGNE. V. SUISSE, adj.

INFANTRIE SYRIENNE. V. MILICE SYRIENNE N° 2, 4. V. SYRIEN.

INFANTRIE TURCO-ÉGYPTIENNE. V. MA-MELOUCK N° 3. V. MILICE TURCO-ÉGYPTIENNE N° 2, 3, 5. V. TURCO-ÉGYPTIEN, adj.

INFANTRIE TURQUE. V. MILICE TURQUE N° 2, 3, 4, 7. V. NITRARCHEMENT. V. SPANI. V. TATAR. V. TURC, adj.

INFANTRIE VÉNITIENNE. V. MILICE VÉNITIENNE. V. VÉNITIEN, adj.

INFANTRIE WURTEMBERGEOISE. V. MI-

LICE WURTEMBERGEOISE N° 1, 2, 3, 5, 6, 8. V. WURTEMBERGEOIS, adj.

INFÉODATION, subs. fém. V. FÉODALITÉ. V. FIFF. V. NOBLESS. V. FAMIL-VOLANT. V. SOUS-1...

INFÉRIEUR (inférieure), adj. V. GRADE 1... V. MACHOIRE 1... V. OFFICIER 1... V. RANG 1...

INFÉRIEUR, subs. masc. V. HIERARCHIE MILITAIRE. V. INSUBORDINATION. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 13. V. SUBORDINATION. V. SUPPLÉMENT.

INFERNAL (infernale), adj. V. ARMÉE 1... V. COMPAGNIE 1... V. MACHINÉ 1...

INVENTER, verb. act. V. TROUVER.

INFEUDATION, subs. fém. V. FIFF.

INFIDÉLITÉ, subs. fém. V. ADMINISTRATION MILITAIRE. V. CRIME. V. DISTRIBUTION. V. HOPITAL MILITAIRE. V. MILICE ROMAINE N° 9.

INFIRME, subs. masc. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTRIE FRANÇAISE N° 15. V. FAIR INFIRME. V. OFFICIER INFIRME. V. RÉCOMPENSE. V. REVUE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL.

INFIRMERIE, subs. fém. V. A L'1... V. MALADE A L'1... V. PLANTON D'1...

INFIRMERIE, subs. fém. (B, 1; D, 3), ou INFIRMERIE SUIVANT ROQUEFORT, ou INFIRMERIE SUIVANT GANEAU; ou INFIRMERIE ou INFIRMERIE RÉGIMENTAIRE. Le mot INFIRMERIE dérive, ainsi que INFIRMERIE et INFIRMITÉ, du latin *infirmus*, et donne idée d'une espèce d'HOPITAL de famille établie pour le SERVICE d'un RÉGIMENT dans sa CAMPAGNE ou dans son CAMP. — SAINT-GERMAIN essaya, à l'imitation des ALLEMANDS, d'instituer des HOPITAUX RÉGIMENTAIRES principalement pour les MALADIES CUTANÉES; le système expéditif propre à repêcher la GALE y prévalut, soit pour diminuer les DÉPENSES, soit parce que le MATÉRIEL nécessaire à ce genre de cure manquait dans les CAMPAGNES; de graves Inconvénients en résultèrent, s'il en faut croire AUDOUIN, et le système fut rejeté. — Tous les RÉGIMENTS consultés par SAINT-GERMAIN déclarèrent cette méthode inapplicable à la guerre, et ne pouvant se concilier, en temps de paix, qu'avec la permanence des GARNISONS. — La promulgation des dispositions légales qui ont trait aux INFIRMERIES, est très-moderne. Le CONSEIL DE LA GUERRE essaya, en 1788, de créer des HOPITAUX RÉGIMENTAIRES; ce projet échoua et ne pouvait réussir; personne ne se prêtait à y remplir le SERVICE d'INFIRMERIE. Une loi de 1791 (1^{er} JÉVIER) abolit ces ÉTABLISSEMENTS; ce système fut repris en 1794, au temps de l'ÉCOLE DE MANÈGE, mais il eut peu de durée; on l'a reproduit en partie par la création des INFIRMERIES modernes. — L'INSTRUCTION DE L'AN VIII (20 FLOREAL) voulait que l'infirmerie d'une

DEMI-BRIGADE contiennent trente lits. C'était une mesure nécessaire alors par la grande quantité de GALEUX et de CONVALESCENTS et par l'encombrement des HOPITAUX où, souvent, il manquait de place pour les MALADES ou les BLESSÉS eux-mêmes; aussi n'y admit-on plus les hommes atteints de MALADIES LÉGÈRES. — L'ARRÊTÉ DE L'AN HUIT (23 THERMIDOR, art. 83) ordonnait le TRAITEMENT DES MALADIES LÉGÈRES sous la tente, et chargeait les HOPITAUX MILITAIRES voisins de pourvoir aux fournitures de MÉDICAMENTS. — L'ARRÊTÉ DE L'AN DIX (9 FRIMAIRE) chargeait le MINISTRE DIRECTEUR de faire fournir sur la MASSE DES HOPITAUX les MÉDICAMENTS, etc. — Cette ADMINISTRATION des Infirmeries entraîne plus d'un inconvénient; elle multiplie des détails peu compatibles avec le SERVICE JOURNALIER des troupes, elle implique le système des GARDEPOSTES PERMANENTES ou des CAMPS STABLES, elle cesse d'être praticable si un RATAILLON est dépourvu de CHIRURGIEN ou si une COMPAGNIE est isolée ou DÉTACHÉE; elle soumet à une surveillance laborieuse et toujours éludée des SOLDATS qui ne songent qu'à s'esquiver de la CASERNE, parce qu'ils n'ont rien à y faire et ne sont pas précisément souffrants. Ceux qui sont remuants ou d'une conduite peu réglée, violent les consignes, insultent les PLANTONS, franchissent les murailles et vont au dehors aggraver leurs maux par la boisson ou d'autres excès. La surveillance du CAPORAL D'INFIRMERIE est nulle, s'il faut qu'elle s'exerce vis-à-vis des SOUS-OFFICIERS admis à l'Infirmerie, parce qu'ils déclinent ou méprisent son autorité. L'ADMINISTRATION de l'Infirmerie exige l'acquisition de vases, de poteries, de médicaments, d'ustensiles qui sont en pure perte, si le corps reçoit subitement l'ordre de se mettre en route. Souvent les SOUS-OFFICIERS traités à l'Infirmerie y portent, malgré les défenses, leurs FOURNITURES DE LITIERE, et ces FOURNITURES y sont infectées de mercure et de miasmes contagieux. Il en résulte, pour le corps, des dépenses et des embarras sans fin, et pour les OFFICIERS DE SANTÉ des peines infinies et souvent perdues. — Ce système de SERVICE CURATIF semble présenter des économies, mais la guérison des HOMMES n'est que plâtrée, les affections cutanées s'aggravent, tout en semblant disparaître; les MALADIES SYPHILITIKES ne sont que blanchies et le vice en devient quelquefois incurable. — Nous n'avons jamais vu les SOLDATS sortir guéris de l'Infirmerie, leurs MALADIES n'étaient que répercutées; il leur eût fallu, comme moyens curatifs, des BOÎLES mieux fournis de COMBUSTIBLES, des CÉNACES mieux aérées à la fois et mieux échauffées, et surtout

des bains et même des bains de vapeur ou des eaux minérales, si le mal tourne en ulcères et en scrofules. Comment eût-il été possible de leur en administrer, dans une CASERNE où rien n'est disposé ni ne peut l'être pour de tels ÉTABLISSEMENTS; de là un accroissement continu du nombre des GALEUX, parce qu'au temps où l'on couchait deux, on croyait sains des SOLDATS encore infectés et on les donnait pour CAMARADES DE LIT AUX RECRUES. — Quand la GUERRE a cessé, l'institution des Infirmeries aurait dû disparaître; il en a été autrement. — Des ÉCRIVAINS qui ne voient que la théorie ou plutôt la superficie des choses, et aux yeux desquels on a démontré quelques économies sur le papier, ont prôné le système des Infirmeries; ils ont contribué aux décisions que le MINISTRE a prises, en maintenant des usages dont on aperçoit aisément les vices nombreux. Ainsi que le témoigne la *Sentinelles de l'Armée*, n° 27, p. 194, la libération rejette dans les familles une masse prodigieuse de darteux qui, devenus chefs de lignées, infectent ainsi les futures générations. — Rapportons maintenant la lettre de la loi. — Les Infirmeries, telles que les prescrivent les ordonnances, doivent recevoir les HOMMES atteints d'affections cutanées ou syphilitiques si elles sont bénignes, de dartres, de fièvres éphémères, de luxations, etc. Vingt-cinq ou trente lits par RÉGIMENT y sont consacrés; les GALEUX sont traités à part et n'ont que des DEMI-FOURNITURES. Les CONVALESCENTS sont aussi admis dans l'Infirmerie. — Le LIEUTENANT-COLONEL dirige l'ADMINISTRATION de l'Infirmerie. Le MAJOR exerce une surveillance journalière sur l'ÉTABLISSEMENT. — L'ORDONNANCE DE 1818 (13 MAI) voulait qu'un CAPORAL D'INFIRMERIE en fût l'agent permanent sous les ordres du CHIRURGIEN-MAJOR du corps, dont ce genre de traitement est une des fonctions. Cette même ORDONNANCE voulait qu'après la REVUE SUR LE TERRAIN, le SOUS-INTENDANT visitât l'Infirmerie. — Le RÈGLEMENT DE 1824 (17 AOÛT) accordait une CHAMBRE pour l'Infirmerie; il y était établi, si faire se peut, des BOÎLES. Le DÉCRET DE 1825 (28 MARS) réglait quelques autres détails d'administration et accordait un certain nombre de SARRAUX et de PANTALONS. — Les OFFICIERS SUPÉRIEURS et le CAPITAINE DE DISTRIBUTION font la VISITE de l'Infirmerie comme devaient autrefois le faire le CAPITAINE DE POLICE. L'INSPECTEUR GÉNÉRAL lui-même n'est pas dispensé du même soin. — Le MARCÉ DE LITIERES DE 1822 (5 MARS) voulait qu'à toutes mutations de MALADES, les DRAPS DE LIT fussent changés. — L'INSTRUCTION DE 1827 (15 AOÛT) pourvoyait au

COMBATIBLE DE CUISON en le prélevant sur les RATIONS D'ORDINAIRE DU CORPS. — La DÉCISION DE 1820 (10 DÉCEMBRE) appliquait la dépense des PANTALONS et SARRAUX à la MARGE D'ENTRETIEN. — L'ORDONNANCE DE 1834 (1^{ER} AVRIL) réglait le SERVICE DE SANTÉ DES RÉGIMENTS. Celles de 1832 (3 MAI) et de 1833 (2 NOVEMBRE) disaient quelques mois des infirmeries au camp. Il était traité de ce mot dans le *Dictionnaire de la Conversation*, le *Journal de l'Armée*, t. IV, p. 276.

INFIRMERIE RÉGIMENTAIRE. V. AIDR CHIRURGIEN N° 1. V. CONSEIL DE LA GUERRE N° 3. V. INFIRMERIE. V. MARSE D'HOPITAL. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 2. V. MILICE ESPAGNOLE N° 11. V. MILICE WURTEMBERGEOISE N° 9. V. RÉGIMENTAIRE, V. TRAITEMENT SANITAIRE. V. TRANSPORT.

INFIRMIER (infirmiers) (term. génér.) OU INFIRMIER SUIVANT GANEAU. Mot qui a la même étymologie que le terme INFIRMIERE; il désigne les EMPLOYÉS MILITAIRES chargés de donner aux MILITAIRES MALADES AUX HOPITAUX, ou laissés sur le CHAMP DE BATAILLE, les soins manuels que leur position réclame. — Chez les peuples guerriers de l'antiquité et jusqu'au temps de l'EMPIRE D'ORIENT, il ne paraît pas qu'il ait été institué de fonctions pareilles; l'histoire du moins garde à cet égard un silence absolu. — Il a existé assez tard dans la MILICE BYZANTINE UN SERVICE analogue à celui des INFIRMIERS DE GUERRE. Les EMPLOYÉS qui s'y consacraient et qui portaient secours aux blessés, se nommaient DÉPOTATS. — De nos jours, on commence à peine à poser des principes relatifs aux infirmiers employés dans les temps de GUERRE. C'est une longue et étonnante lacune de l'ART MILITAIRE de terre et de la CHIRURGIE MILITAIRE. — A l'égard des infirmiers on peut consulter AUDOUIN, BERRIAT, DELIGNÉ (1780, I), LECOUTURIER (1825, A), MALLET (1771, L), OUIER (1824, E, t. VI, p. 106), TURPIN (1783, O), et le *Dictionnaire de la Conversation*. — Il y a eu dans les armées modernes des infirmiers d'établissements sédentaires, et des infirmiers incorporés dans des CADETS. Ainsi le mot demande à être examiné ici comme INFIRMIER D'HOPITAL et comme INFIRMIER IDIOLIQUE.

INFIRMIER AMEULANT. V. AMEULANT. V. HOPITAL MILITAIRE. V. INFIRMIER D'HOPITAL. V. INNUMÉRATION.

INFIRMIER DE GARDE IMPÉRIALE. V. GARDE IMPÉRIALE N° 2.

INFIRMIER DE GUERRE. V. GUERRE. V. INFIRMIER.

INFIRMIER (infirmiers) d'HOPITAL (D, 2). Sorte d'INFIRMIERS employés dans un

HOPITAL MILITAIRE, et qui y sont aux ordres des OFFICIERS DE SANTÉ, d'ADMINISTRATION, d'INTENDANCE, etc. — Les infirmiers sont, au besoin, détachés pour le SERVICE DES AMBULANCES. Le RÉGLEMENT DE L'AN QUATRE (30 FLOREAL) les divisait en deux CLASSES, les plaçant sous les ordres des OFFICIERS DE SANTÉ, et des COMMISSAIRES DES GUERRES, et les soumettait à UN INFIRMIER EN CHEF, autrefois nommé INFIRMIER MAJOR. — L'ARRÊTÉ DE L'AN NEUF (24 THERMIDOR) réglait leur SERVICE, leur répartition, leurs fonctions, les ÉCUTIONS qu'ils encourent. — L'ORDONNANCE DE 1824 (18 AOUT) relative au SERVICE DE SANTÉ, divisait ces EMPLOYÉS en cent cinquante INFIRMIERS MAJORS et quatre cents INFIRMIERS ORDINAIRES. Il était en outre employé un nombre indéterminé d'infirmiers désignés sous la qualification de NON ENTRETIENS. — Les infirmiers ont été placés à titre d'hommes de TROUPE, sous la surveillance des OFFICIERS D'ADMINISTRATION DES HOPITAUX. — La DÉCISION DE 1833 (17 OCTOBRE) appelait INFIRMIERS AMEULANTS CEUX DES AMEULANCES.

INFIRMIER EN CHEF. V. EN CHEF. V. INFIRMIER D'HOPITAL.

INFIRMIER (infirmiers) IDIOLIQUE (A, 1; D, 2). Sorte d'INFIRMIERS exerçant des fonctions analogues à celles des DÉPOTATS de l'antiquité; ils sont placés plus immédiatement sous les ordres et la direction du CORPS D'INTENDANCE; ils forment ainsi une sorte d'ARME PERSONNELLE, c'est pourquoi ils sont désignés ici par l'épithète IDIOLIQUE. — Dix COMPAGNIES D'INFIRMIERS ont été créées par DÉCRET DE 1809 (13 AVRIL); elles étaient commandées par des CENTENIERS et des SOUS-CENTENIERS. On y encadrait les conscrits regardés comme impropres au SERVICE DE GUERRE. Ces CORPS n'ont été que d'une médiocre utilité. — Les ORDONNANCES DE 1825 (29 JANVIER et 9 AVRIL) créaient des CORPS d'infirmeries sous le nom de COMPAGNIES DE SOLDATS D'AMEULANCE; ils ont été de peu de secours pour les MALADES de l'ARMÉE.

INFIRMIER MAJOR. V. INFIRMIER D'HOPITAL. V. MAJOR.

INFIRMIER NON ENTRETIEN. V. ENTRETIEN. V. INFIRMIER D'HOPITAL.

INFIRMIER ORDINAIRE. V. INFIRMIER D'HOPITAL. V. ORDINAIRE, adj.

INFIRMITÉ, subs. fém. (D, 4, 5). Mot qui a la même étymologie que les mots INFIRMIER, etc. — Les infirmités contractées avant le SERVICE peuvent être UN CAS DE RÉFORME; contractées par suite du SERVICE, et occasionnant INCAPACITÉ à servir, elles peuvent être UN CAS DE PENSION DE RETRAIT OU DE RÉCOMPENSE. L'INSTRUCTION DE L'AN HUIT (11 GERMINAL), le CIRCULAIRE DE 1811 (14

OCTOBRE), l'INSTRUCTION DE 1854 (26 JUIN) ont prévu et défini les infirmités de cette nature; elles les ont classées en absolues ou évidentes et en relatives; les unes sont l'objet d'un simple congé ou réforme ou de renvoi; il y en a qui motivent, à l'égard des hommes appelés, une dispense de service, ou qui sont de nature à ne pas permettre qu'un enrôlement volontaire puisse être contracté; il y en a qui motivent seulement l'envoi aux eaux minérales. Toutes, excepté celles qu'on appelle absolues ou évidentes, doivent être constatées avec un soin extrême, afin de distinguer des infirmités simulées celles qui sont réelles; les examinateurs ont surtout à se tenir en garde vis-à-vis des hommes qui se plaignent de négligement, de claudication, d'épilepsie, d'hébétément, d'incontinence d'urine, de myopie, de surdité et de trigne. — L'ensemble des cas d'infirmité comprend anémisme, arthritisme, ankylosis, apoplexie, asthme, atrophie, négligement, cachexie, calcul, cancer, carie, cataracte, cécité, cicatrice maligne, claudication, dartre, déviation, diastase, difformité, éléphantiasis, épilepsie, étiologie, faiblesse de constitution, fistule, gale herpétique, gibbosité (ou déviation de la colonne vertébrale), goutte, goitre, gravelle, hémoptysse, hémorrhoides, hydarie, hydrocèle, hydrophobie, inséculité, incontinence d'urine, lèpre, maladie cutanée, maladie du pectus, marasme, mutité, mutilation, myopie, névrose, nyctalopie, ozène, paralysie, perte de dents, — de doigts, — de génitoires, — de membre, — d'œil droit, — ou nez, polype, rachitisme, rétention d'urine, sarcocèle, sciatique, scrofule, scrofule, trigne, ulcère, varice, varicocèle. — Suivant leur intensité, plusieurs de ces infirmités sont des cas d'invalidité absolue, d'autres d'invalidité relative. Celles qui sont graves et incurables, et provenant des fatigues ou dangers, donnent droit à la pension de retraite, comme le témoignait la loi de 1854 (11 AVRIL). — Il est du devoir des inspecteurs généraux d'armes de présider à l'examen attentif de ces genres d'infirmités. — On peut consulter à l'égard des infirmités des militaires, M. BERNAT, ODEUR (1824, E), SOUVERAIN. — ODEUR (p. 218) a dressé une sorte de statistique des infirmités qui, à l'époque où il écrivait, rendaient inadmissibles au service les Français susceptibles par leur âge d'être appelés au service conscriptif; il a établi comme il suit le calcul relatif des cas de rejet, en divisant en cinquante parties les individus que ces diverses infirmités affectent: Perte de doigts, trois; claudication, treize; goitre, un; myopie,

trois; surdité, quatre; maladie cutanée, six; épilepsie, un; maladie du pectus, un; difformité des membres, onze; faiblesse ou constitution, sept. Touchant les infirmités propres aux recrues tirées de Paris, on peut consulter le docteur VILLEROT. — Le Dictionnaire de la Conversation (au mot Conserit) s'est étendu sur les infirmités, et surtout sur celles qui sont simulées.

INFIRMITÉ ABSOLUE. V. ABSOLU. V. GRAVITEL. V. INFIRMITÉ.

INFIRMITÉ ÉVIÖENTE. V. ATROPHIE. V. ÉVIÖENT. V. INFIRMITÉ.

INFIRMITÉ ÉVIÖENTE RELATIVE. V. INFIRMITÉ. V. RELATIF.

INFIRMITÉ ÉVIÖENTE SIMULÉE. V. INFIRMITÉ. V. SIMULÉ.

INFLAMMABLE, adj. V. POUVOIR INFLAMMABLE.

INFLAMMATION DE POUVOIR. V. OCKSÉR. V. POUVOIR. V. POUVOIR À FEU. V. POUVOIR À FUSIL.

INFLEXION, subs. fém. (F). Mot tout LATIN que les écrivains militaires emploient pour exprimer une contre-marche qui était usitée dans la MILICE GRECQUE; c'était l'évolution pratiquée par la PHALANGE en ORDRE DE BATAILLE ou par une fraction de la PHALANGE dans ce même ORDRE. — Pour accomplir une inflexion ou faire volte-face, la troupe exécutait deux quarts de conversion, et se trouvait ainsi avoir fait front du côté de la queue. — Les modernes n'exécutent de contre-marches qu'en ORDRE DE COLONNE et non en BATAILLE. Cependant on peut regarder comme contre-marche l'évolution qui consiste à rompre PAR LA DROITE pour marcher vers la gauche; elle a sur l'inflexion des anciens, l'avantage de faire VOLTE-FACE sans perdre de terrain.

INFLEXIONNAIRE, adj. V. CONTRE-MARCHE I...

INFLAGER, verb. scl. V. ARRÊTS. V. CRATIMENT. V. GRACE SUPÉRIEUR. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 11. V. PRÉVOYON CORPS. V. PUNITION.

INFORMATION, subs. fém. V. FORMULE DE REFUS O'ILL. V. PROCÈS-VERBAL O'ILL. V. REFUS O'ILL.

INFORMATION (D, 3) ou PROCÈS-VERBAL O'INFORMATION. Mot tout LATIN qui s'applique à la marche des affaires judiciaires; dans l'ARRÊTÉ DE L'AN DOUZE (19 VERNÉMAIRE, art. 34) il est pris comme synonyme d'INSTRUCTION ou PROCÈS. — L'information se terminait autrefois par un PROCÈS-VERBAL ou RÉCÉPTEMENT, et concernait, en FRANCE, comme cela se voit encore en quelques milices, les

AUDITEUR. — Cette opération est une recherche des circonstances d'un fait qui participe de la nature des crimes ou des délits; c'est un examen préalable, entrepris à la suite d'une requête présentée par la partie plaignante ou motivée par la poursuite d'office et par la plainte formulée par l'organe du ministère public; un capitaine rapporteur se livre à ce genre d'enquête, aussitôt qu'il a reçu de qui de droit des pièces de procédure revêtues d'une autorisation d'information. Cet officier étudie la plainte; il consulte les pièces à charge; il constate, s'il y a lieu, les preuves du délit; il procède à l'audition des témoins et à l'interrogatoire de l'accusé; il dresse ou fait dresser par le greffier, sur papier libre, le rapport sur les faits et remarques qui doivent être les éléments d'une décision de la justice; il y motive ses conclusions, il communique au défendeur l'information; il expose au tribunal les faits imputés et les motifs qu'il aurait de présumer ou non que le prévenu est coupable; il éclaire de cette manière les débats. Ainsi l'information résume les témoignages et l'interrogatoire, en déduit les conséquences au profit de la vérité. Les résultats de l'enquête sont minutés en un acte authentique, muni des signatures des comparants et du rapporteur. — Une seule et même information a lieu dans le cas où un complot de désertion est l'objet d'un jugement. — Dans certains cas il peut y avoir information sans qu'il y ait plainte. — La marche suivie dans les cas d'information a exercé la plume de M. Fouché. Potier aussi en a traité.

INFORMÉ, part. passé. v. INFORMATION. v. SOIT INFORMÉ.

INFORMER, verb. act. v. AUTORISATION D'... v. AUDITEUR. v. ORDRE D'...

INFRACTION, subs. fém. v. ADMINISTRATION MILITAIRE. v. CALOTTE DISCIPLINAIRE. v. CASSATION DE SOUS-OFFICIER. v. CODE PÉNAL MILITAIRE. v. COUP DE PLAT DE SABRE. v. CRIMP. v. DÉLIT. v. DISCIPLINE FRANÇAISE. v. GOUVERNEMENT STRATÉGIQUE. v. PEINE. v. JUGEMENT MILITAIRE. v. JUSTICE MILITAIRE. v. MILICE PRUSSIENNE n° 9. v. PIQUET CORRECTIONNEL. v. PUNITION. v. RAPPORT. v. RÉGIMENT FRANÇAIS n° 6. v. RÉPRESSION.

INGÉNIEUR, subs. masc. v. CORNET D'INGÉNIEUR. v. SCIENCE.

INGÉNIEUR (term. génér.) ou ANGI-GNOUR, ANGINIER, ou AUGGIER, ANGI-ORNEUR, ENGINIFUR, ENGINIER, ANGINIEUR, INGINIERE, ENGINOUEUR, ENGINIEUR, ENGIN-ONIER, ENGINONIER, ANGINONIER, ENGI-NEUR, ENGINIER, ANGINIEUR, ENGINOUEUR, INGI-GNOUR, comme disent DANIEL (1721, A),

BARRAZAN, MONTAGNE (Michel), MOUMPS, ROQUEFORT, etc. — Du vieux français ANGINIER ou ENGINIER les Anglais ont fait *engineer*, et d'ENGINOUEUR ou ENGINOUEUR, termes de la langue d'oc, les Espagnols ont fait *ingenieros*. — Les Allemands emploient pour signifier Ingénieur une expression qui répond au sens original d'artificier; c'est le mot *konstabler* ou *kunstabler*, à ce que dit GUINAT (1775, E), mais leur vrai mot est *kriegs-bau-meister*, maître des constructions de guerre. — L'expression vient d'engin; aussi les Portugais appellent-ils encore les officiers du génie *engenheiro*, comme le prouve le traité peu ancien d'ALFÉVEDO FORTES. M. PASTEUR a traité des INGÉNIEURS. — Le mot Ingénieur ayant eu des significations différentes, il convient de le distinguer en INGÉNIEUR GÉOGRAPHE et en INGÉNIEUR MILITAIRE.

INGÉNIEUR À FEU. v. À FEU. v. ARTIFICIER. v. ARTILLIER. v. BOMBE. v. BOULET CREUX. v. MINE À FEU. v. OFFICIER D'ARTILLERIE n° 1.

INGÉNIEUR ANGLAIS. v. ANGLAIS, adj. v. CHAMP DE MANŒUVRES. v. MILICE ANGLAISE n° 2.

INGÉNIEUR AUTRICHIEN. v. AUTRICHIEN, adj. v. MILICE AUTRICHIENNE n° 3, 6.

INGÉNIEUR BAVAROIS. v. BAVAROIS, adj. v. MILICE BAVARoise n° 1.

INGÉNIEUR CIVIL. v. CIVIL, adj. v. INGÉNIEUR MILITAIRE.

INGÉNIEUR DANOIS. v. DANOIS, adj. v. MILICE DANOISE n° 1.

INGÉNIEUR DE CAMPAGNE. v. CAMPAGNE. v. CAMPESMENT POLÉMONIQUE. v. CLAIRAC (1752, A). v. HENRIEL. v. INGÉNIEUR MILITAIRE. v. LANDMANN. v. LAROCHE. v. OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL. v. PICTET. v. TACTIQUE. v. TIFLER (1779).

INGÉNIEUR DES CAMPS ET ARMÉES DU ROI. v. ARMÉE. v. CAMP. v. CASERNÉ À FEU. v. INGÉNIEUR GÉOGRAPHE; ld. n° 5, 4. v. INGÉNIEUR MILITAIRE. v. ROI.

INGÉNIEUR DIRECTEUR. v. DIRECTEUR. v. INGÉNIEUR MILITAIRE.

INGÉNIEUR EN CHEF. v. EN CHEF. v. GÉNIE. v. INGÉNIEUR MILITAIRE. v. OFFICIER DU GÉNIE n° 7. v. TRANCHÉE.

INGÉNIEUR GÉNÉRAL. v. GÉNÉRAL, adj. v. MILICE ESPAGNOLE n° 2. v. OFFICIER DU GÉNIE n° 3, 7.

INGÉNIEUR (Ingénieurs) GÉOGRAPHE (A, 1). Sorte d'INGÉNIEURS à l'égard desquels on peut consulter AUDOIN, M. GRIVET, LACOUTURE (1825, A), M. MAUDUIT, POTIER (1779, X), M. SICARD, TURPIN (1785, O). l'ouvrage intitulé *Mémorial topographique*, le Spec-

tuteur militaire (t. XXIV, p. 667). — La France a eu des TOPOGRAPHES ou un ORNÉ TOPOGRAPHIQUE AVANT qu'un CORPS pareil existât dans aucune autre armée. La MILICE ANGLAISE n'a imité en cela les usages FRANÇAIS que depuis 1806. — Dans la MILICE AUTRIECHIENNE, les fonctions topographiques sont exercées par des OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR. — Ce qui concerne les Ingénieurs géographes français va être examiné sous les rapports suivants : CRÉATION, COMPOSITION, DÉNOMINATION, NOMBRE, AVANCEMENT, UNIFORME, ALLOCATIONS, RANG, FONCTIONS, SUBORDINATION. — N° 1. CRÉATION, COMPOSITION. — La création des Ingénieurs géographes remonte à 1696, époque qui répond à l'institution du corps des INGENIEURS MILITAIRES : en 1761, ils furent attachés au DÉPÔT DE LA GUERRE. L'institution n'avait rempli, à ce qu'il paraît, qu'imparfaitement son objet ; car, en 1782, le CONSEIL DE LA GUERRE, prenant en considération la nécessité d'attacher à l'ÉTAT-MAJOR de l'ARMÉE une section qui y manquait, proposa d'établir un CORPS permanent d'Ingénieurs géographes chargés de s'occuper des marches et de l'établissement des camps ; ce CORPS eût été indépendant des Ingénieurs alors sur pied, qu'on appelait GÉOGRAPHES D'ARMÉE. — Ceux-ci n'avaient point d'école où pût être étudié leur art. — Le corps des Ingénieurs géographes, supprimé en 1791 (17 août et 16 octobre), fut alors fondu dans le GÉNIE ; il a été rétabli en 1792 (22 février ou 6 juin) : il se composait de trente-six officiers. — Un décret de 1808 (9 novembre) confirma une partie des Ingénieurs géographes, et nomma les autres à des grades supérieurs. Un décret de 1809 (50 janvier) leur donna la dénomination de corps impérial des Ingénieurs géographes, et les porta, y compris six élèves, au nombre de quatre-vingt-dix. — Une ordonnance de 1814 (1^{er} août) mit à leur tête un lieutenant général directeur général du dépôt ; ils furent réorganisés par ORDONNANCE DE 1826 (15 mars). — La COMPOSITION du corps des Ingénieurs géographes a varié maintes fois ; ce n'était d'abord qu'une faible AGREGATION de mathématiciens et de dessinateurs militaires détachés aux ÉTATS-MAJORS ou employés aux travaux sédentaires du DÉPÔT DE LA GUERRE. En 1793, leur organisation est devenue plus militaire ; des grades analogues à ceux de l'armée leur ont été donnés. Cet excellent et vieux CORPS s'est fondu dans le jeune CORPS D'ÉTAT-MAJOR, en vertu de l'ORDONNANCE DE 1831 (22 février) : c'était l'adoption du système autrichien qui confiait à une seule classe d'officiers D'ÉTAT-MAJOR les deux fonctions. La nécessité justi-

fiait-elle l'imitation ? le résultat pariera-t-il en faveur de l'opportunité ? La question mérite qu'on l'examine. — Les novateurs ont mis à la retraite des vétérans qui étaient plus des sages que des soldats, quoique toujours ils se fussent montrés hommes de guerre au besoin. Les novateurs prétendent au contraire que, au besoin, des soldats se changeraient en sages ; cette métamorphose est moins facile en France que l'autre. — L'État a congédié des artistes éprouvés par quarante ans de dévouement, de succès, de dangers ; il s'est débarrassé de personnages qui semblaient plus destinés à mourir académiciens que maréchaux de camp honoraires ; il a violé la loi qui voulait que l'ÉCOLE POLYTECHNIQUE recrutât cette GÉOGRAPHIE de la guerre, cette branche importante du service public ; une ORDONNANCE, qui était l'éclat d'une loi, n'a plus exigé que ce fût du sein de l'ÉCOLE POLYTECHNIQUE que sortissent les néophytes de la TOPOGRAPHIE nouvelle ; et, en même temps qu'elle exigeait que les recrues de cette arme du privilège se rendissent aptes à être géomètres, dessinateurs, cavaliers, fantasmas, voire même artilleurs et ingénieurs, elle dispensait ceux qu'elle appelait à cette universalité, de subir les épreuves, et de fournir les garanties qui constituent et témoignent l'aptitude des aspirants au simple rôle ou d'artilleur ou d'ingénieur. On voulait que l'OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR de nouvelle fabrication fût juge et maître en six matières, en six professions, quand plusieurs de ces professions ne peuvent être enseignées élémentairement qu'au vieux sanctuaire des Monge et des Bertholet, et définitivement qu'aux ÉCOLES D'APPLICATION ; en d'autres termes, on voulait que l'ÉCOLE D'ÉTAT-MAJOR fût quatre ou cinq fois plus habile que l'ÉCOLE POLYTECHNIQUE. — En réalité, il s'agissait moins de fonder un corps qui pût satisfaire à tant de promesses, que de créer une sorte de sous-ministère, un gouvernement scientifique militaire ; il s'agissait moins de mettre sur pied un ÉTAT-MAJOR dont l'avenir assurât d'aussi brillants résultats que de façonner les choses à l'autrichienne et à l'anglaise, puisque des intérêts personnels et des fonctionnaires de haut rang y trouvaient leur compte. — A la création de ce corps, on a enchaîné par les amorces de la vanité l'adhésion des vieux Ingénieurs géographes qui allaient s'y amalgamer ; ils n'ont pas vu le piège ; on les allébaït par un peu plus de gloire dans le titre, un peu plus d'éclat dans la retraite ; mais c'était cette retraite, cet expurgat où l'on tendait ; l'important, pour les créateurs

du projet, était de parvenir à faire disparaître prochainement des personnages qui avaient à faire place à de jeunes favoris, à des fils de généraux, à des candidats par népotisme. Cette carte de France, otée des mains exercées qui la confectionnaient par amour autant que par métier, est tombée, sous la gomme élastique de jeunes élèves qui ne s'y résignent que comme à une corvée de noviciat. On change en un emploi sérieux, sédentaire, insipide s'il n'y a vocation, les occupations favorites d'une jeunesse ardente, passionnée, aventureuse, dont le inouvement et l'éclat sont la vie; le temps qu'un adepte doit donner à l'étude de l'équitation, aux exercices de la tactique, à la salle d'armes, on veut qu'il le consacre à calculer des triangles, à faire concorder des formules, à pâlir sur les théories de la planchette; on enchaîne dans l'épaisse atmosphère des bureaux celui que sa future activité appelle à être l'appréciateur des évolutions de cavalerie, le grand jalon des manœuvres à pied, l'auxiliaire des directeurs d'un assaut de forteresse, le porteur d'ordres, à l'instant d'une de ces tempêtes qu'on appelle une charge. — A la première guerre, on sentira, on déplorera ce que des combinaisons dépourvues d'esprit de nationalité ont suggéré; on n'aura pas encore d'officiers d'état-major; on n'aura plus d'ingénieurs géographes; on ne fera plus, comme on le dit familièrement, que de la topographie d'arrière; en détruisant l'établissement ancien, on se sera privé inconsidérément d'une scientifique section qu'il faudra vingt-cinq ans de guerre pour ressusciter; or, malheureusement ou heureusement, toutes les guerres ne durent pas vingt-cinq ans, comme celle qui a vu naître et mourir le corps distingué et précieux dont nous venons de tracer, les larmes aux yeux, l'article nécrologique, et dont la vie avait été honorée par l'estime de Bonaparte. Ce juge compétent savait ce que valent l'application studieuse et les résultats du travail opiniâtre. — La science, en marchant, tend à spécialiser les travaux; elle s'applique à fortifier les études en les simplifiant; on a fait rétrograder l'art en déclassant des divisions rationnelles, en réamalgamant ce que les découvertes d'une époque expérimentale avaient fortement scindé; on a oublié que nous n'étions plus au temps où il était de mode de dire que le mot impossible n'est pas français; l'on a dit à d'heureux prédestinés dont l'horoscope brode l'habit: Persuadez-vous, persuadez aux autres que sur les traces des Rantzau, des Vauran, des Turpin, des Lasalle, des Monge, des Casu-

nova, il vous sera donné d'enfoncer, comme cavaliers, des canons; de repousser, comme fantassins, des charges; de vous faire rendre les clefs des forteresses, de foudroyer des assiégeants; d'appliquer au lever des camps de bataille les sinus et les co-sinus, d'être les historiographes des gloires françaises, et de faire revivre sous votre compas et vos pinces les victoires auxquelles aura contribué votre sanglante épée. — N° 2. DÉNOMINATION, NOMBRE. — La dénomination des ingénieurs géographes a varié plusieurs fois; ils reçurent, en 1696, celle d'INGÉNIEURS DES CAMPS ET ARMÉES DU ROI. Ce titre, donné à cinq ou six NON COMBATTANTS, était bien prolixe, bien pompeux; ils eurent porté plus convenablement celui de GÉOGRAPHS MILITAIRES ou d'INGÉNIEURS TOPOGRAPHES, puisqu'il s'agissait de GÉOGRAPHIE, de GÉOLOGIE, de TOPOGRAPHIE, du LEVER DES TERRAINS et de la confection matérielle des CARTES et des PLANS. — Dans la guerre de la succession d'Espagne, ils se distinguèrent; ils n'avaient eu jusque-là ni avancement ni grades, ils commencèrent à être mieux traités; et, en 1717, leur chef, nommé Lillier, avait grade de brigadier des armées. — En 1726, le nom d'Ingénieurs géographes des camps et armées leur fut donné. — Ils n'étaient encore que sept Ingénieurs géographes en 1735. L'année suivante, ils étaient au nombre de douze, dont un brigadier, un colonel, quatre capitaines et six lieutenants. — Ils étaient encore à peu près au même nombre en 1744, quand Dargenson leur donna une organisation plus stable, et les attacha au dépôt de la guerre. — En 1760, les INGÉNIEURS DES CAMPS ET ARMÉES recevaient la dénomination d'Ingénieurs géographes du roi; leur nombre était alors d'un Ingénieur en chef, quatre brigadiers, huit capitaines, seize lieutenants. En 1777 (26 février), le nom d'Ingénieurs géographes militaires leur fut donné. — Ils s'appelaient; suivant POTIER (1779, X), Ingénieurs des camps, marches et armées du roi; ils faisaient partie du MINISTÈRE DE LA GUERRE; ils étaient au nombre de vingt-sept officiers, savoir, un directeur en chef, deux brigadiers, deux sous-brigadiers, neuf capitaines et douze lieutenants. — En 1782, ils s'appelaient GÉOGRAPHE D'ARMÉE, leur nombre était à peine de vingt-quatre en 1799. En 1800, ils ont eu le titre de TOPOGRAPHES MILITAIRES. En 1808 (novembre), une organisation nouvelle leur rend le titre d'Ingénieurs géographes. — Ils furent augmentés de vingt-quatre officiers en 1809 (30 janvier); ils étaient progressivement montés au nombre de quatre-vingts; telle était leur force en 1823. Leur quantité s'est réduite à

soixante-neuf en 1826 par la réorganisation du 26 mars; ils étaient encore sur le même pied en 1829. — L'Annuaire de l'état militaire de 1850 reconnaissait trois colonels, trois lieutenants-colonels, neuf chefs d'escadron, trente-six capitaines, trente et un lieutenants, deux sous-lieutenants. — N° 5. AVANCEMENT, UNIFORME, ALLOCATIONS, RANG. — L'AVANCEMENT des Ingénieurs géographes ne roulait que dans le cercle même. — Leur uniforme était d'abord, en 1744, gris, et pareil à celui des ingénieurs militaires ou ingénieurs ordinaires du roi; il a été ensuite bleu de roi et à boutons jaunes; ils avaient pour couleur distinctive le bleu de ciel, ils ont ensuite eu la couleur auburn. Leur bouton d'uniforme était empreint d'attributs de géographie. — Depuis le régime impérial, ils s'étaient donné l'épaulette à petite torsade. — Le budget de 1828 témoignait que la dépense relative au corps des Ingénieurs géographes excédait quatre cent mille francs. Leur paye excédait d'un tiers celle de l'infanterie. — Le rang des Ingénieurs géographes est assez mal déterminé; on suppose qu'ils marchaient après les officiers du génie, leur ancienneté cependant était la même. Les uns et les autres étaient au nombre des corps privilégiés. — N° 4. FONCTIONS, SUBORDINATION. — L'ORDONNANCE DE 1776 (31 décembre) plaçait les géographes sous les ordres des directeurs du génie. — Les fonctions des Ingénieurs géographes n'avaient jamais été plus importantes qu'à l'époque de leur extinction comme corps spécial. Nombre de militaires distingués et savants en faisaient partie; mais leurs travaux étaient plus propres à avancer les sciences exactes et les arts graphiques que l'art militaire de terre; car, bien que quelques écrivains aient comparé les Ingénieurs géographes aux uranométriciens de l'antiquité, et que ceux de nos jours aient succédé aux ingénieurs des camps et armées, ni les uns ni les autres ne nous ont donné une doctrine de cantramétation, un système complet de reconnaissances, une bonne ordonnance sur les marches d'armée, une carte d'état à l'usage des corps. — Cependant, en temps de guerre, les Ingénieurs géographes concouraient utilement aux opérations de guerre; des officiers de ce corps étaient à cet effet détachés du dépôt et placés près des généraux en chef. — Une savante école d'application était consacrée à leur instruction. — Depuis que les Ingénieurs sont un corps vraiment militaire, quoique non combattant, ils ont été subordonnés à un général de division; son titre s'est agrandi à

mesure de l'accroissement et de l'importance du cadre. Le chef des Ingénieurs géographes a reçu le titre de directeur du dépôt de la guerre, et la qualification oiseuse d'inspecteur général des Ingénieurs géographes. — En 1828 et 1829, un général distingué était censé représenter la France à Constantinople en même temps qu'il était censé directeur du dépôt et inspecteur général des Ingénieurs géographes à Paris. C'était une des plus curieuses bizarreries du cumul. Il n'y a eu d' aussi extraordinaire que le cumul des fonctions de major général et de ministre en 1825, et que le cumul du généralat et du ministère à Alger. — Dans la même époque, une des fonctions des Ingénieurs géographes est la reconnaissance et le choix des chemins de manœuvres.

INGÉNIEUR (Ingénieurs) MILITAIRE (F). OU INGÉNIEUR DE CAMPAGNE, comme dissient Mirabeau (1788, C) et d'autres écrivains. Sorte d'INGÉNIEUR dont les attributions rappellent des fonctions aussi anciennes que l'institution des armées régulières, et que l'usage des béliers et l'invention des remparts. — La science grecque employait des constructeurs nommés *teichopoies*, mot que Scapula traduit par *machinarius qui instaurandis mœnibus seu reficiendis, præest*, mécanicien qui préside à la construction et aux réparations des murailles des villes. — Il y avait en outre, en Grèce, des architectes principaux qui exerçaient la science nommée *hercetechnique*; leur emploi répondait à celui des fonctionnaires romains appelés *magister fabricum*, intendant ou maître des ouvriers. — On prétend qu'un corps d'Ingénieurs suivait Alexandre marchant à la conquête de l'Asie; et que le plan du monde alors connu fut tracé par les Ingénieurs d'Alexandre; ces événements n'ont pas laissé de traces. — Les Romains avaient des *geométriciens*, des *métatèbes*, des *hypèthes de camp*, des *præfets d'ouvriers*, dont les fonctions, en quelques parties, participaient de celles des Ingénieurs modernes. — Le bas latin tendait par *ingeniosus, ingeniosi*, les architectes du moyen âge. — Philippe Ménessier parle des *ingénieurs* et des *maîtres de charpentier*; mais Ménessier n'était romancier, et il a pu faire un anachronisme en attribuant au vieux temps ce qui était de son siècle. Au reste, ces ingénieurs n'étaient que des charpentiers ou des constructeurs de machines. — A la fin du onzième siècle, Godfrey de Bouillon s'empara de Jérusalem à l'aide d'Ingénieurs génies; leur science jeta quelques racines dans la Syrie et la Palestine, tant que ces pays demeurèrent chrétiens. Philippe Auguste acquit, lors de la

colonne où il assista, quelques notions en polyédrique; et, dans le siècle suivant, il les appliqua en France, après avoir fait venir de Grèce et d'Italie des mathématiciens et des mécaniciens; les sièges qu'il entreprit avec leur secours commencèrent à être conduits avec habileté. — M. SICARD (*Spécialiste militaire*, t. VII, p. 252) affirme que, en 1248, la séparation de l'ARTILLERIE et du GÉNIE commence à se manifester; mais c'est prendre les choses de bien haut. Il y a peu de lumières à tirer de ces époques; le même auteur dit que, en 1291, les CANONNIERS et les MAÎTRES D'ENGINS étaient sous les ordres du GRAND MAÎTRE DES ARBALLÉTRIERS, ce qui renverse l'assertion précédente. — Au MOYEN ÂGE, le GRAND MAÎTRE DES ARBALLÉTRIERS, et plus tard le GRAND MAÎTRE DE L'ARTILLERIE, avaient la suprême direction des TRAVAUX DE FORTIFICATIONS et des MINES; ils y employaient des PEQUEURS et des PIONNIERS. PHILIPPE DE CLÈVES (1520, A) ne borne à dire que, de son temps, c'est le MAÎTRE DE L'ARTILLERIE qui fait construire les TAUDIN par un CAPITAINE secondé de PIONNIERS. — Les Français ont, dans le principe, appelé absolument ARCHITECTES, c'est-à-dire constructeurs de FORTRESSE, les artistes que, plus tard, on a nommés Ingénieurs; c'est par abus ou imitation que la construction des manoirs civils s'est appelée ARCHITECTURE; car il n'y avait d'architecture ou d'œuvre d'art que les CHATEAUX FORTS. C'étaient les francs-maçons composant une sorte de collège qui construisaient les PONTS et les ÉGLISES; c'étaient des maçons de campagne ou de provinces qui édifiaient les halles des ROTURIERS. — Les machinistes ou chefs des ingénieurs construisaient les TAUPES. — Des Français secondèrent comme Ingénieurs RAYARD et MONTEUC; mais, en général, la France avait recours aux étrangers. — Pendant les francs-maçons civiles et religieuses, il n'existait pas de corps du génie; des Italiens étaient appelés en France pour y servir à prix débattu comme MAÎTRES CANONNIERS ou de l'ARTILLERIE, MAÎTRES ARTIFICIERS, MAÎTRES INGÉNIEURS ou des FORTIFICATIONS; à ce dernier titre, les deux MARINI et les chevaliers Rélogio accompagnèrent en France CATHERINE DE MÉDICIS; mais ces ressources étaient insuffisantes; ce genre de secours manquait souvent; les GÉNÉRAUX D'ARMÉE étaient sans cesse aux expédients; il en était encore ainsi sous HENRI QUATRE et sous LOUIS TREIZÈME. — SULLY, joignant, en 1602, au titre de GRAND MAÎTRE DE L'ARTILLERIE celui de SURINTENDANT DES FORTIFICATIONS, créa, à l'issue des guerres civiles, comme le témoignent M. le colonel

CARRION (1824, A) et M. le colonel CHAMBRAY (1834), un corps d'Ingénieurs; mais ce n'était qu'une agrégation d'un petit nombre de chefs à paye fixe, destinés à se recruter passagèrement, au besoin, d'Ingénieurs volontaires tirés des corps d'INFANTERIE. Au nombre de ces chefs était ERARD, le plus ancien de nos théoriciens. Telle fut l'origine des INGÉNIEURS DES CAMPS ET ARMÉES, et du grade de DIRECTEUR DES FORTIFICATIONS, titre créé en 1610. — La surintendance des FORTIFICATIONS fut séparée, sous LOUIS TREIZÈME, du titre de GRAND MAÎTRE DE L'ARTILLERIE, et la qualification de SURINTENDANT fut donnée aux MINISTRES DE LA GUERRE SERVIER, SURELY, LATELLIER et LOUVDIS; elle se fonda alors dans les attributions du MINISTRE. — Le goût de LOUIS QUATRIÈME pour la GUERRE DE SIÈGE anima l'émulation de ceux qui s'y sentirent propres. Des mathématiciens non militaires ou des OFFICIERS D'INFANTERIE qui se livrèrent à l'étude de l'ATTAQUE et de la DÉFENSE DES PLACES, s'empressèrent de diriger les SIÈGES que le monarque entreprenait. Des OFFICIERS D'ARTILLERIE ou D'INFANTERIE qui, jusqu'en 1658, s'acquittaient des fonctions aujourd'hui confiées aux OFFICIERS DU GÉNIE, ne cessaient pas de compter dans leur corps pour l'avancement; VAUVRAY n'était devenu MARÉCHAL DE CAMP qu'après avoir pris tous ses grades dans des RÉGIMENTS D'INFANTERIE; il passa ensuite au rang de COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES FORTIFICATIONS; il donna une certaine organisation au corps du GÉNIE FRANÇAIS; il accompagna, avec cinquante-cinq ou soixante Ingénieurs, tous les TRAVAUX de la FORTIFICATION PERMANENTE et de CAMPAGNE, satisfait à tous les besoins, à tous les APROVISIONNEMENTS DE SIÈGE. — Les MILITAIRES ou VOLONTAIRES faisant fonctions d'Ingénieurs étaient divisés par BRIGADES pendant la durée d'un SIÈGE; chaque BRIGADE était de six ou sept Ingénieurs; six ou sept BRIGADES commandées chacune par un BRIGADIER et un SOUS-BRIGADIER, étaient employées devant une FORTERESSE attaquée, de manière que trois BRIGADES pussent assister alternativement à chaque ATTAQUE DU FRONT INSULTE de la FORTERESSE. — Du reste, les Ingénieurs ne s'occupaient pas du CAMPAGNE, comme le faisaient les Ingénieurs de quelques autres MILICES; ce soin ne regardait que certains emplois qui répondaient à ce qu'on appelle actuellement l'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE. — En 1690, les Ingénieurs étaient sous les ordres d'un LIEUTENANT GÉNÉRAL DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FORTIFICATIONS; en cette même année le corps des Ingénieurs des CAMPS ET ARMÉES ou INGÉNIEURS GÉNÉRAUX fut créé. — A la PAIX DE RASTATT, en 1697, on comptait six cents

Ingénieurs, à ce que dit JARRO (1777, G); probablement, il fait entrer dans ce calcul le moindre employé de l'Armée. Par une injustice criante et une maladresse inexcusable, la moitié de ces Ingénieurs, qui étaient les élèves de VAGRAN, furent renvoyés sans PENSION de RETRAITE, et sans conserver même le droit de rentrer dans les corps dont ils avaient été tirés. La plupart passèrent au service de l'étranger; cette circonstance y répandit les doctrines de leur maître; il devint, par là, le précepteur des Ingénieurs de toute l'Europe. CHOISEUL entraînait au service comme Ingénieur volontaire, et était admis dans le corps en 1715. — Depuis que, en France, des Ingénieurs formèrent un corps de fonctionnaires publics, il était civil et militaire; sa séparation en deux catégories distinctes s'opéra en 1750 (14 septembre). Les Ingénieurs, qui devinrent purement militaires, n'eurent plus à s'occuper des ports et des chaussées, et furent entièrement employés à la construction, à l'attaque et à la défense des places. Ces artistes militaires furent fondus, en 1755, dans le corps de l'ARTILLERIE; cet amalgame fut de peu de durée. — En 1758 (5 mai), le corps ou GÉNIE prend le nom de CORPS ROYAL OU GÉNIE, et se divise en DIRECTEURS, INGÉNIEURS EN CHEF et INGÉNIEURS ORDINAIRES. On avait d'abord appelé INTENDANTS OU COMMISSAIRES DES FORTIFICATIONS les directeurs; on avait appelé sous-directeurs, les Ingénieurs EN CHEF. — L'ORDONNANCE DE 1759 (10 MARS) réglait la subordination, les fonctions, les devoirs. — Le titre de SURINTENDANT DES FORTIFICATIONS était donné, jadis, au chef du corps. Le titre de DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FORTIFICATIONS a été porté par COLEBERT. — L'ORDONNANCE DE 1762 (5 AVRIL) reconnaissait quatre cents Ingénieurs; ils se divisaient, en 1770, en vingt et un INGÉNIEURS-DIRECTEURS, quatre-vingt-dix INGÉNIEURS EN CHEF, deux cent quatre-vingt-neuf INGÉNIEURS ORDINAIRES. — CHOISEUL commit la faute de repousser du corps des Ingénieurs les OFFICIERS ROTURIERS; en général cependant les corps savants ont été commandés par des ROTURIERS. — L'ORDONNANCE DE 1767 (25 AVRIL), celle de 1768 (1^{ER} MARS), le RÈGLEMENT DE L'AN DEUX (30 THERMIDOR), et la LOI DE L'AN QUATRE (30 VENDÉMAIRE) maintenaient la qualification d'Ingénieurs; mais, dès qu'il fut créé des CAPITAINEs et des LIEUTENANTs DU GÉNIE, et dès l'époque de la séparation des deux corps, le titre d'Ingénieurs avait commencé à perdre faveur. Dans le langage de la société, ceux qui l'avaient jusque-là porté, y substituaient, par de petits motifs de vanité, la dénomination d'OFFICIERS DU GÉNIE, pour n'être pas

confondus avec les Ingénieurs civils ou les Ingénieurs GÉOGRAPHES, et parce que l'autre désignation ne témoignait pas assez qu'ils étaient OFFICIERS COMBATTANTS. — En 1776, les INGÉNIEURS-DIRECTEURS consistaient en deux LIEUTENANTS GÉNÉRAUX et un MARÉCHAL DE CAMP, qu'on a désignés ensuite comme GÉNÉRAUX OU GÉNIE, et en quinze BRIGADIERS et trois COLONELS; les INGÉNIEURS EN CHEF étaient COLONELS, LIEUTENANTS-COLONELS OU MAJORS; les INGÉNIEURS ORDINAIRES étaient OU CAPITAINEs OU LIEUTENANTs. — Il y avait dans chaque PLACE OU GUERRE un INGÉNIEUR EN CHEF, OU CHEF DU GÉNIE; il était subordonné au DIRECTEUR DES FORTIFICATIONS, et celui-ci au DIRECTEUR GÉNÉRAL. Une des fonctions des INGÉNIEURS ORDINAIRES était de remettre le CASERNEMENT AUX QUANTITÉS-MAÎTRES. — En traitant du GÉNIE, nous avons offert un tableau des variations de la force du corps, principalement depuis la constitution de CHOISEUL. — L'UNIFORME des Ingénieurs a d'abord été, en 1755, ÉCARLATE, à PAREMENTS BLEUS; il était OR et FER en 1744, et à NEVERS de VELOURS NOIR; il est BLEU DE ROY et PERLE à celui de l'ARTILLERIE, lors de la réunion en 1755; il a pris depuis, comme COULEUR ORNEMENTIVE, le VELOURS NOIR. — La DÉCISION DE 1852 (12 AVRIL) réglait l'uniforme des OFFICIERS DU GÉNIE. — Il n'était permis aux Ingénieurs de se présenter aux INVESTISSEMENTS et AUX PARALLÈLES qu'après s'être muni d'ARMES DÉFENSIVES contre les coups DE FUSIL DE L'ASSIÉGÉ. Le ROT et le CORSELET, qui sont l'attribut des ROITIERS D'UNIFORME DU GÉNIE, sont un souvenir de cet usage. — Pour nous conformer à l'ordre des temps et aux variétés de désignation, nous compléterons ce qui pourrait manquer ici, en traitant du CORPS DU GÉNIE, des DIVISIONS D'ARMÉE, des OFFICIERS DU GÉNIE, etc. — Les ÉCRIVAINS qui ont traité de l'ART ou du PERSONNEL des Ingénieurs sont : ARNOULD, ARNOULD, AUDOUIN, BÉLAIR (1787), BELIDON (1755, F; 1768, F), BOERN, M. BEICHER, CARRÉ (1783, E), M. le colonel CARRION (1824, A), DANIEL (1721, A), DARCON (1775, P), DESOIER, ENCYCLOPÉDIE (1751, C), FARSCH (Jean), FURETIÈRE, M. GRIVET, GROENING, GREIER, GUIGNARD (1725, B), HOGRENT, HUMBERT, JAMES (1810, C; 1816, F), JOMBERT (1768, F), KERRI, LACHENNAIE (1758, B), LEBORMANT, LEROUGE, LÉVIER, MATHÉON (1685, B), MARES, MARCLOUS, MARTIN, MEDRANG, NAUDIN, NODIN, POTIER (1779, X), POULLET, ROSENTHAL, ROTTERBO, SCHLIEKEN, STAHN, STREYER, STURM, VILLIER, le *Journal de l'Armée* (t. III, p. 353), le *Journal des Sciences militaires* (1856 (juillet), p. 87).

INGÉNIEUR ORDINAIRE. V. GÉNIE. V. GÉNIE.

NEF IDIOMATIQUE N° 2. V. INGÉNIEUR MILITAIRE. V. ORDONNAIRE, adj. V. QUARTIER-MAÎTRE GÉNÉRAL.

INGÉNIEUR PRUSSIEN. V. MILICE PRUSSIENNE N° 7. V. PRUSSIEN.

INGÉNIEUR RUSSÉ. V. MILICE RUSSÉ N° 2. 6. V. RUSSÉ, adj.

INGÉNIEUR TOPOGRAPHE. V. INGÉNIEUR TOPOGRAPHE N° 2. V. MILICE AUTOMNE N° 1. V. TOPOGRAPHE.

INGÉNIEUR VÉNITIEN. V. MILICE VÉNITIENNE. V. VÉNITIEN, adj.

INGÈNE, adj. et subs. masc. V. CHEVALIER D'AFFILIATION N° 3. V. CONSCRIPTION. V. HOMME DE POESTÉ. V. INFANTERIE N° 1. V. LEUDE. V. MILICE FRANÇAISE N° 2. V. NOBLE. V. SERP.

INGIGNOIR, subs. masc. V. CABINET D'ARMES. V. ENGIN. V. INFANTERIE N° 2. V. INGÉNIEUR. V. INGÉNIEUR MILITAIRE. V. SOLDAT.

INHABILITÉ à l'ENROULEMENT. V. AGE D'INHABILITÉ. V. ENROULEMENT MILITAIRE. V. MILICE GRECQUE N° 2.

INHABILITÉ (subs. masc.) AU SERVICE (A, 2). Le mot *Inhabilité* dérive du terme de basse LATINITÉ qui se retrouve dans l'adjectif *abile* des ITALIENS, et *able* des ANGLAIS. — L'*Inhabilité* au service est une incapacité prévue par la loi française, soit qu'il s'agisse d'ENROULEMENT VOLONTAIRE ou de RECRUTEMENT PAR APPEL; la loi s'oppose à ce qu'un individu puisse être admis à servir, s'il ne réunit certaines conditions d'âge, de TAILLE, de conformation, de complexion, ou s'il est atteint d'INFIRMITÉS, de DIFFORMITÉS, de MALADIES; elle détermine ces circonstances et applique en conséquence les CAS DE RÉFORME. — Un ouvrage de M. le docteur Villermé, relatif à la TAILLE MILITAIRE par rapport au RECRUTEMENT qui a lieu à PARIS, témoigne que la proportion numérique des hommes dont la TAILLE est trop peu élevée pour qu'ils puissent prendre du service, égale le nombre de ceux que leurs INFIRMITÉS rendent inadmissibles dans l'ARMÉE. Plus les statures sont hautes, plus les complexions sont vigoureuses; plus le pays est abondant et d'une vie heureuse, plus les TAILLES sont élevées et la santé florissante. Les souffrances des populations étolent les races et débilitent les individus. — A nombre égal, les arrondissements riches de PARIS donnent à l'ARMÉE plus d'hommes que les arrondissements moins fortunés; également PARIS donne plus de sujets admissibles dans les CADRES, que n'en fournissent les banlieues et villages du même département. — Il a été traité de l'incapacité pour le service par M. le docteur COCHET.

INITIATION, subs. fém. (E, 2). Ce mot, dont le substantif LATIN *hymnus* est la

racine, s'applique ici au MILITAIRE FRANÇAIS, et répond au service qu'on donne *cérémonial*. — Les *Inhumations* n'ont lieu en GARNISON, en cas de décès au corps et dans la CASERNE, qu'après l'obtention d'une autorisation délivrée sur papier libre et sans frais, par l'OFFICIER de l'ÉTAT CIVIL du lieu, ainsi qu'elle serait accordée pour l'enterrement des citoyens. — Les *Inhumations* en CAMPAGNE et AU CAMP, et celles qui ont lieu les JOURS D'ACTION regardant les COMMISSAIRES ORDONNATEURS et les COMMISSAIRES DES GÉNÉRES; elles ont été l'objet d'une INSTRUCTION remarquable qui a paru en l'an DIX (18 PLEUVRE). La matière a été réglée, surtout, par le RÈGLEMENT DE L'AN HUIT (24 THERMIDOR). — La DÉCISION DE 1853 (17 OCTOBRE) voulait que l'Inhumation des MILITAIRES MORTS sur le CHAMP DE BATAILLE fût faite par les HABILITÉS du pays et par les PRÉFECTURES DE GUYRE, et, en cas d'insuffisance, par des MILITAIRES DE CORVÉE; elle veut que l'ENTERREMENT des DÉCÉDÉS AUX HÔPITAUX et AMBULANCES continue d'avoir lieu par le soin des BATAILLONS D'OUVRIRS DE L'ADMINISTRATION ou par les INFIRMIERS AMBULANTS, etc. — Les HONNEURS FUNÉRAIRES sont inhérents à l'Inhumation de tout MILITAIRE, à moins qu'une EXÉCUTION A MORT n'ait tranché sa vie. — Quelques recherches sur les *Inhumations* sont insérées dans ODIER (1824, E, t. VII, p. 124).

INITIATION (subs. fém.) MILITAIRE (F). Le mot *initiation* vient du substantif LATIN *initium*, commencement; il exprime ici une CÉRÉMONIE en usage chez les anciens, et dans laquelle un jeune homme était voué au MYSTÈRE DES ARMES ou affilié à la CHEVALERIE. L'*Initiation* par le don d'une *épreu* imprimait à l'HOMME DE GUYRE un caractère politique. Telles furent chez les anciens GERMAINS l'AFFILIATION publique, et chez les CHEVALIERS DU MOYEN ÂGE la réception mystique. Tel était l'enrôlement des RECRUTES. Tel est, de nos jours, l'ENROULEMENT DES RECRUTES et le SERMENT SOUS LE DRAPEAU.

INITIATIVE, subs. fém. V. ARMÉE. V. OFFENSIVE.

INJECTION, subs. fém. V. CONSIGNÉ D'... V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 4. V. LÉGISLATION. V. ORDRE D'... V. RÈGLEMENT. V. SERVICE CÉRÉMONIEL. V. SERVICE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12.

INNOCENT. V. NOMS PROPRES.

INNOCENT (innocente), adj. V. ARMÉE. V. MORNE.

INONDANT (inondante), adj. V. ARMÉE. V. ...

INONDÉ (inondée), adj. V. FUSIL IN.

INONDER, verb. act. V. ATTAQUEMENT DE MINER. V. AVANT-POSTÉ DE FORTERESSE.

INQUÊTE (verb. act.) l'ENNEMI. V. ENNEMI. V. PETITE GERRÉ.

INOTULER (verb. act. et neut.). V. ENSEMLEMENT. V. RÉGIMES. V. ROLIF.

INSCRIPTION, subs. fém. V. CONSCRIPTION. V. MILICE PROVINCIALE.

INSCRIPTION ADMINISTRATIVE. V. A'COMPTE. V. ADMINISTRATIF. V. ANCIENNETÉ DE GRADE. V. ANCIENNETÉ DE SOLDAT. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 37. V. CONTRÔLE ANNUEL DE COMPAGNIE. V. FACTEUR. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11. V. MATRICULE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1775. V. SERVICE PRÉSENTIEL. V. VAGUEMENT.

INSCRIPTION DE LAME. V. COTE DE GAUCHE. V. LAME. V. LAME D'ARME BLANCHE. V. LAME DE RIQUET. V. LAME D'ÉTÉ.

INSERTION (subs. fém.) TACTIQUE. V. PHALANGE GRECQUE. V. TACTIQUE, adj.

INSIDIATEUR, subs. masc. V. EMBAUSSE. V. LÉGIION ROMAINE N° 1. V. OFFICIER N° 2.

INSIGNE (insignes), subs. masc. (B. 1). Mot très-moderne, hornis en HERALDIQUE; quelques écrivains l'ont fait féminin, genre qui répondrait mieux à l'origine ITALIENNE du terme. — Il n'était question d'insignes ni dans BOSSUET, édition de 1808, ni dans les éditions plus anciennes du dictionnaire de l'Académie. La publication de 1855 a commencé à en faire mention. — Le mot *insigne* vient du latin *insignia*, ou plutôt de l'italien *insegna*, signifiant *enseigner*, *apprendre*, *instruire*. Le couronnement de Napoléon a exhumé ce terme du vieux idiome du bas-empire. Dans cette cérémonie, les maréchaux de France qui, pour la plupart, n'avaient jamais ouï dire que le substantif *insigne* fût français, se sont vus métamorphosés à l'improviste en hommes d'infanterie, en porteurs d'insignes, de drapeaux, d'ordres, comme on avait été chargés, dans les palais byzantins, les nobles romains, que la langue latine appelait *domestiques palatins*. — M. le colonel CARRON (1824, A) prend l'insigne comme analogue à CORNETTE, GUIDON, GONFALON, JAVELOT SANS FER, DRIFLAMME, TIMBALE; mais il s'emploie aussi comme synonyme d'ORDRE DE CHEVALIER, ou de MARQUE DISTINCTIVE DE RANG INDIVIDUEL. — Une DÉCISION de 1821 (10 JUILLET), relative aux GRADES et à leurs SIGNES DE DISTINCTION, employait les locutions *insigne en or*, *insigne en argent*, pour exprimer la différence des LIGES à BOUTONS JAUNES ou à BOUTONS BLANCS. Jusque-là, un terme

désignatif de cette variété idiologique manquant. — De tous les Insignes qui ont appartenu à la MILICE FRANÇAISE, les RANNIÈRES SEIGNURIALES, le RANNIÈRE DE FRANCE, les AILETTES, le RAYON DE MARCHEL et les FLEURS DE LIS sont ceux sur lesquels il reste le moins de données claires, unanimes, démontrées. On sait, au contraire, que les AIGLES sont des Insignes en usage depuis plus de trois mille ans. — Le LARABUM a succédé aux AIGLES des EMPEREURS et a fait place au drapeau du prophète, au *sandjak-schérif*. Le BEAUME, le COYR D'ARMES, le RACREY, les emblèmes de l'ÉCU, les FLAMMES, le MANTEAU et les BOUTONS ÉCARLATES, l'HERMINE ou MENU VAIR, les ÉPERONS D'OR, l'ÉCHARPE, le PENNON ont été les Insignes des ROIS, de la CHEVALERIE et des LIGES D'ARMES DU MOYEN ÂGE. — D'autres Insignes, telles que ANNEAUX, AIGLETTES, CROIX, PLAQUES, COLLIERES, ÉTOILES, DÉCORATIONS, ont été particulières à la CHEVALERIE, que, par cette raison, on a appelée DÉCORATIVE. — Le COCARDE est un insigne bien plus moderne que la plupart des militaires ne le supposent; il n'y a pas un siècle que la loi en a sanctionné l'usage. — Maintenant les Insignes sont des emblèmes des signes auxquels le SALUT AVEC ARMES et le SALUT SANS ARMES sont dus. — Il a été traité des ENSEIGNES ou Insignes par M. ALLON, DUCANGE, LA COLOMBIÈRE, M. REY.

INSIGNE D'ADJUDANT-MAJOR. V. ADJUDANT-MAJOR N° 5.

INSIGNE DE CAVALERIE. V. CAVALERIE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5.

INSIGNE DE CHEVALIER. V. CHEVALIER. V. CHEVALIER DU MOYEN ÂGE N° 4. V. HÉRALD D'ARMES N° 3, 4. V. MARCHEL DE FRANCE N° 8. V. MILICE FRANÇAISE N° 4. V. ORDRE DE SAINT-LAZARE. V. ORDRE DE L'ÉTOILE. V. SAUTOIR.

INSIGNE DE CONNÉTABLE. V. CONNÉTABLE N° 3.

INSIGNE DE DÉCÉDÉ. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 25. V. DÉCÉDÉ. V. HONNEURS FUNÉRAIRES. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 9.

INSIGNE DE GÉNÉRAL. V. GÉNÉRAL. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE N° 5.

INSIGNE DE GONFALONNIER. V. GONFALONNIER.

INSIGNE DE LA LÉGIION D'HONNEUR. V. GRAND-CROIX DE LA LÉGIION D'HONNEUR. V. GRAND OFFICIER DE LA LÉGIION. V. LÉGIION D'HONNEUR.

INSIGNE DE LÉGIION ROMAINE. V. LÉGIION ROMAINE N° 4.

INSIGNE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE.

V. CRAVATE DE BEAUPREAU. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 2. V. ÉCRIPTION.

INSIGNE d'OFFICIER. V. MILICE PRUSSIENNE N° 2.

INSOUMIAN, subs. masc. V. BATAILLON-COLONIAL. V. CONTUMACE. V. ENROLE VOLONTAIRE. V. LÉGISLATION, 1827 (14 NOVEMBRE), 1832

(12 OCTOBRE). V. MILICE BRÉSILIENNE. V. RÉFRACTAIRE. V. RÉGIMENT COLONIAL.

INSPECTEUR, subs. masc. V. CHIRURGIEN 1... V. COLONEL 3... V. COMITÉ DES 1... V. GÉNÉRAL 1... V. HOMME A L'E... V. MARÉCHAL 1... V. MÉDECIN 1... V. OFFICIER DE BARTÉ 1...



INSPECTEUR (term. génér.). Mot tout LATIN ainsi que le mot INSPECTION; il donne ici l'idée d'un personnage exerçant un droit d'examen et de surveillance sur le personnel ou le matériel des troupes, ou quelques parties de l'armée. Le terme se distingue en INSPECTEUR AUX REVUES, — O'ARMES, — DE MANUFACTURE O'ARMES, — DE MANUFACTURE D'ÉTOFFES, — DE TROUPES, — D'HABILLEMENT, — O'HOPITAL, — O'INFANTERIE, — O'IVIRONNAIRE, — GÉNÉRAL, — GÉNÉRAL ARGL-AMÉRICAIN, — GÉNÉRAL O'ARMES, — GÉNÉRAL O'ARTILLERIE, — GÉNÉRAL DE CAVALERIE, — GÉNÉRAL DE GARDE ROYALE, — GÉNÉRAL DE GENDARMERIE, — GÉNÉRAL DE LIGNE, — GÉNÉRAL DE MARÉCHAUSSÉE, — GÉNÉRAL DES INGÉNIEURS GÉNÉRALIS, — GÉNÉRAL DES POUVOIRS, — GÉNÉRAL DU GÉNIE, — GÉNÉRAL MANOVIEN, — PARTICULIER, — POLONAIS.

INSPECTEUR (inspecteurs) AUX REVUES (term. sous-génér.) OU INSPECTEUR O'IVIRONNAIRE, comme les appelait l'INSTRUCTION DE 1808 (24 SEPTEMBRE). Sorte d'INSPECTEURS dont la création date de l'ARRÊTÉ DE L'AN MILIT (9 FÉVRIER); leur corps a été aboli en 1817 (29 JUILLET) et remplacé par le corps de l'INTENDANCE. — Les Inspecteurs et sous-INSPECTEURS, peu avant leur suppression, avaient travaillé à s'assurer une autre, une meilleure vie; quelques-uns d'entre eux avaient tracé dans des écrits, en général bien composés, divers projets d'organisation dans lesquels leurs intérêts n'étaient pas oubliés. La publication de ces projets a décidé de la forme du corps de l'INTENDANCE, dont les principaux postes ont été dévolus aux MEMBRES du corps de l'INSPECTION. — Une pensée principale avait présidé à la création du corps de l'INSPECTION: le gouvernement avait en vue de séparer l'un de l'autre deux droits

jusque-là confondus, et de ne plus laisser à la même autorité le CONTRÔLEMENT DES OPÉRATIONS ADMINISTRATIVES, et l'ORDONNANCEMENT DES PAYEMENTS DU MATÉRIEL. Depuis l'institution de cette nouvelle section administrative, l'INSPECTION avait hérité de la partie principale des fonctions des COMMISSAIRES DES GÉNIES, qui jusque-là avaient seuls formé le CORPS ADMINISTRATIF. — Renoncer à tort ou à raison à cette démarcation d'attributions auxquelles l'ancien régime n'avait pas songé, et ressusciter le COMMISSARIAT de l'ancien régime en changeant son nom, et exagérant ses prérogatives et les frais qu'il occasionne à l'Etat; voilà ce qui a amené l'abolition de l'INSPECTION et la création des INTENDANTS. — Les MEMBRES du corps de l'INSPECTION furent tirés originairement de la classe des OFFICIERS SUPÉRIEURS et des ADMINISTRATEURS d'un rang élevé et d'une capacité éprouvée. Ainsi l'INSPECTION s'amalgama naturellement dans l'ÉTAT-MAJOR de l'ARMÉE; c'étaient des enfants d'une même famille qui y formaient une AGGREGATION particulière. Dans les REVUES qu'elle passait, l'INSPECTION avait une certaine autorité sur le PERSONNEL; elle présidait aux CONSEILS D'ADMINISTRATION; elle jouissait des préséances affectées à l'ÉPAULETTE; elle voyait DÉFILER les CORPS sous forme d'HOMMES. La position des INSPECTEURS, dont les droits étaient un fait, prit par là un relief et en reçut un avantage dont n'héritèrent pas les successeurs de l'INSPECTION, puisqu'ils pouvaient arriver à l'ADMINISTRATION sans avoir fait partie de l'armée. — Dans le corps des Inspecteurs, dit OMER (1818, E), la classe était grade et priorité. Dans le COMMISSARIAT au contraire, ce qu'on appelait les CLASSES était d'une nature différente; c'était un de ces contrastes

que notre législation ne sait comment justifier. La dénomination des inspecteurs rappelait la vieille qualification des commissaires aux mœurs; des lieutenants aux mœurs et de ces conducteurs de gens de guerre qu'en italien on nommait : *commissario alle mostre*. — De 1800 à 1815, le nombre des inspecteurs fixé d'abord à dix-huit a monté à quarante. — En 1802, il y avait à Paris un inspecteur aidé de trois sous-inspecteurs et de quatre commissaires des guerres. — En 1820, la garnison de Paris et le service de la garde royale, occupaient soixante-deux membres du corps de l'inspection; c'est presque la différence de un à huit, par rapport aux usages du règne précédent. — L'uniforme des inspecteurs aux revues, d'abord écarlate, fut décoré d'épaulettes à torsades; mais ce genre de distinction a été de peu de durée, et l'haut bleu mêlé, orné de broderies d'argent, a été ensuite affecté au corps de l'inspection; ainsi le voulut le règlement de l'an douze (1^{re} vendémiaire). — Le signe de service des inspecteurs était une ceinture de officiers vert. — Le rang des inspecteurs aux revues les assimilait aux généraux de brigade. — Ils ne pouvaient être mis en jugement qu'en vertu d'un ordre du ministre. — Une circulaire de 1809 (24 janvier) déterminait la place des inspecteurs dans les cérémonies. — Ils avaient sous leurs ordres les sous-inspecteurs et les adjoints. — La surveillance des inspecteurs aux revues s'exercit principalement sur l'administration des corps, sur la gestion des conseils d'administration et sur ce qu'on appelait le personnel, par opposition au matériel, dont le commissariat était resté chargé. Les membres de l'inspection avaient le visa de toutes pièces administratives; constataient l'état des échanges de mornaires étrangères; examinaient les feuilles de décompte; s'assuraient de la légalité de l'admission des enfants de troupe, etc.; recueillaient et confrontaient les états d'effectifs, les mutations, les feuilles de revues arrêtées par le visa du major, etc. — Les fonctions des inspecteurs aux revues avaient été déterminées par l'arrêté de l'an huit (26 ventôse), de l'an dix (15 primaire) et de 1808 (24 septembre); ils étaient surtout préposés à la confection des revues, considérées comme base principale des dépenses de l'armée; ils étaient spécialement chargés des incorporations, des levées d'hommes, des licenciements, de l'organisation, de la solde et de la tenue des contrôles; ils devaient faire en personne une revue annuelle sur le terrain, vérifier le matériel, constater le personnel, recevoir les serments, recueillir

des notes sur les officiers et se faire exhiber les brevets. — Le premier résultat de la création des inspecteurs fut, comme le dit Odier (1824, E), la radiation de trente mille officiers ou hommes de troupe, qu'une inscription mensongère faisait indûment figurer sur les contrôles. — Un simple ordre du jour émis en 1809 (11 octobre) leur confia la promulgation des lois; droit jusque-là inhérent aux fonctions des commissaires des guerres. — La loi de création avait placé les inspecteurs aux revues sous les ordres des inspecteurs en chef; l'ensemble du corps était sous les ordres immédiats du secrétaire d'Etat de la guerre, sauf les cas de l'intermédiaire des inspecteurs généraux. — La loi de l'an dix (19 germinal) prévoyait les cas où des inspecteurs seraient mis en jugement. — Le milieu portugais avait imité l'institution des inspecteurs. — Le grade d'inspecteur était, suivant M. Ballyet (1817, D, p. 254), une création en l'air, qui ne se rattachait à rien, une conception de luxe, une superfétation réelle, une véritable sinécure militaire; le corps de l'inspection existait tout entier dans les sous-inspecteurs. — Il n'a été traité de l'inspection aux revues par M. Bernat (1852), M. Ballyet (1817, D), Baudin (1809, E), le général Foy, Legouvière (1825, A), Oudry (1818, E), le *Spéculateur militaire*, t. xxi, p. 258, le *Journal de l'Armée*, p. 148. — A l'égard des troupes françaises, il y a à examiner à part les inspecteurs en chef et les sous-inspecteurs.

INSPECTEUR D'ARMES. V. ARMES. V. COMPOSITION. V. CORPS RÉGIMENTAIRE n° 5. V. INSPECTEUR EN CHEF. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL; id. n° 5.

INSPECTEUR DE MANUFACTURE D'ARMES. V. ARMURER DE CORPS n° 4. V. CONTRÔLEMENT D'ARME D'UNIFORME DE TROUPE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL n° 3. V. MANUFACTURE D'ARMES. V. MARQUE DE FUSIL. V. MARQUE D'HOMME DE TROUPE.

INSPECTEUR DE MANUFACTURE D'ÉTOFFES. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION n° 5. V. DRAPEAU DE TROUPE. V. ÉTOFFES D'HABILLEMENT. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL n° 3. V. MANUFACTURE D'ÉTOFFES. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

INSPECTEUR DE TROUPES. V. COMMANDER EN CHEF. V. INTENDANT MILITAIRE n° 4. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE EN 1602. V. TROUPES.

INSPECTEUR D'HABILLEMENT. V. DÉPUTÉ ADJUDANT GÉNÉRAL. V. HABILLEMENT.

INSPECTEUR D'HOPITAL. V. HOPITAL. V. HOPITAL MILITAIRE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL n° 3.

INSPECTEUR D'INFANTERIE. V. INFANTERIE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL n° 1. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE.

INSPECTEUR DIVISIONNAIRE. V. DIVISIONNAIRE. V. INSPECTEUR AUX REVUES. V. LETTRE DE COMPAGNIE.

INSPECTEUR (inspecteurs) EN CHEF (F). Sorte d'inspecteurs aux revues qui, conformément à l'instruction de l'an dix (1^{er} fleuve), étaient au nombre de six; la plupart étaient tirés de la classe des généraux, tous étaient assimilés aux généraux de division. Chacun d'eux était chargé de la centralisation des opérations administratives, dans une des portions du territoire français, nommée ARRONDISSEMENT D'INSPECTION. — Avant que les inspecteurs en chef s'appelaient ainsi, l'arrêté de l'an neuf (8 pluviôse) les nommait inspecteurs généraux. Le salut de présentation d'armes leur était dû. — Ce grade n'a été de peu de durée; la surveillance que ces administrateurs exerçaient est tombée en partie dans le domaine des inspecteurs d'armes, en partie dans les attributions des intendants militaires.

INSPECTEUR (inspecteurs) GÉNÉRAL (term. sous-génér.), OU INSPECTEUR D'ARMES, OU INSPECTEUR GÉNÉRAL D'ARMES. Sorte d'inspecteurs considérés comme revêtus d'un haut grade militaire et comme exerçant une surveillance administrative et disciplinaire, soit continue, soit périodique, soit à époques inattendues, une autorité quelquefois unie au droit de commandement, quelquefois indépendante de ce droit. Les inspecteurs ont été, suivant les temps, secondés par un MAJOREL DE CAMP INSPECTEUR OU ADJOINT À L'INSPECTION. — Les auteurs qu'on peut consulter sur ce sujet, sont : AUDOIN, BALLYNT (1817, D, p. 219), M. BERNAT, DESPAGNAC (1751, D), DEBOUTQUET (1769, B), M. GODFROY, GUICHARD (1725, B), LACHESNAIS (1758, I), LESLOND (1758, B), LACOUTURIER (1825, A), LESSAC (1785, A), ODIER (1824), PICTET (1761, I), POTIER (1779, X), M. le général PÉVAL (1815), PUYSEUR (1748, C), QUINCY (1741, E), SAINT-GERMAIN (1779, C), WIMFFEN (1780, A), et le *Spectateur militaire*, t. XI, p. 45; la *Sentinelles de l'Armée*, n° 27, p. 188; n° 50, p. 215; t. III, p. 225; t. IV, p. 244, 574; le *Journal de l'Armée*, t. IV, p. 224, 235; t. V, p. 10, 29, 51. — Les détails qui concernent les inspecteurs généraux sont divisibles comme il suit : CRÉATION, COMPOSITION, DÉSIGNATION, DROITS, AUTORITÉ, PRÉROGATIVES, FONCTIONS, SUBORDINATION. — N° 1. CRÉATION. — L'ORDONNANCE de 1572, relative aux revues des troupes que devaient passer les lieutenants du GRAND MAÎTRE DES ARBALÈTRIERS et des MARÉCHAUX DE FRANCE, offre le germe de la création des inspecteurs, à titre passager. — MACHÉVAL (1510, A) proposait déjà, dans ses

ouvrages, l'institution des inspecteurs; il exprimait leur fonction par un mot simple, par le substantif *lustratore*. — FRANÇOIS PREMIER donna la dénomination d'inspecteurs à des seigneurs qu'il chargeait éventuellement de la PASSATION DES REVUES. — SOUS THIERRY DEUX, les MARÉCHAUX DE FRANCE étaient inspecteurs nominativement; mais, depuis l'abolition du CONNÉTABLE, ils exerçaient de fait ou l'administration ou la haute surveillance des MONSTRES (REVUES), attribution analogue à l'inspection, et malutes fois confiée à de simples MESTRES DE CAMP. — Jusqu'à la PAIX DES PYRÉNÉES, les SERGENTS DE BATAILLE exerçaient une sorte d'inspection. — En 1662, le colonel Martinet est inspecteur général d'infanterie, Fonvielle et Desfourneaux le sont de la cavalerie; ils exercent à titre permanent. — En 1678, il n'y avait encore qu'un inspecteur général d'infanterie. Plus tard ce nombre s'augmente et les fonctions cessent d'être distinctes par armes. Un même inspecteur les passait également EN REVUE. — En 1694, les attributions d'inspecteurs prennent une forme plus déterminée. LOUIS QUATORZE, mécontent de quelques COLONELS, les soumet à la surveillance des inspecteurs. Depuis l'adoption de cette mesure, la grande autorité des CHEFS DE RÉGIMENT décline sensiblement. — Des OFFICIERS de grade peu élevé, tels que des MAJORS, exerçaient, sous ce prince, les inspections. — En 1714, les fonctions étaient séparées; il y avait dix inspecteurs de cavalerie. Avant la fin du règne de Louis quinze, il y en avait dix-sept de cavalerie. — Les inspecteurs généraux eurent ensuite une mission plus étendue; elle consista à surveiller, à contrôler les travaux des COMMISSAIRES DES GUERRES, dont on commençait à frapper de censure le personnel et les opérations. Depuis ce système nouveau de haute inspection, les commissaires perdirent, hormis en temps de guerre, les droits qu'ils s'étaient donnés; ils n'eurent plus la conduite et la police des troupes; elles ne se rangèrent plus qu'en paix pour les revues des COMMISSAIRES DES GUERRES, et non en ordre de bataille comme pour les revues d'inspecteurs. — Sous LOUIS QUINZE, l'emploi des inspecteurs généraux eut un autre objet. Dans un temps de mollesse et de relâchement, quand tous les personnages en dignité ne connaissaient que la vie de cour, quand le roi n'essayait pas plus de tenir en résidence les gouverneurs que les évêques, il fallait bien montrer de temps en temps aux troupes des broderies de généraux. Le ministre envoyait, pour ce motif, des inspecteurs en tournée. Il y avait quelque simi-

litude entre eux et ceux que plus tard créa l'édredon; mais, en Prusse, les inspecteurs exerçaient une autorité bien plus directe; ils étaient en rapport immédiat avec le roi. Ce prince les réunissait près de lui, leur donnait directement ses ordres, et se passait ainsi de ministre de la guerre. — Les inspecteurs généraux de France ont été réformés en 1776, par suite de la création des commandants de division; des maréchaux de camp devinrent alors de simples inspecteurs dans chaque division. — En 1778, époque de la suppression des divisions commandées par un général en même temps inspecteur, les inspecteurs de deux classes sont rétablis sous le titre d'inspecteurs généraux (sans commandement militaire) et d'inspecteurs particuliers. — Leur emploi était maintenu en 1791, comme le témoignent les instructions sur l'inspection du 31 octobre et du quinze novembre. — Le directeur, le premier consul, l'empereur, ont tenu sur pied des inspecteurs. Leur emploi était, à peu de chose près, des sinécures. — Le rôle d'inspecteur général n'est devenu sérieux et positif que depuis la restauration. — N° 2. Composition. — Dans la première moitié du siècle passé, les inspecteurs généraux étaient tirés de la classe des lieutenants généraux; ils étaient employés à la fois à l'inspection de l'infanterie, de la cavalerie et des dragons. L'ordonnance de 1768 (1^{er} mars, art. 7) témoignait qu'il n'y avait que ces armes qui fussent soumises à inspection. — L'instruction de l'ar dix (15 mai) a réglé au temps du consulat les attributions des inspecteurs généraux; elles furent déléguées à des généraux de division. — Il a commencé à exister, de nouveau, des inspecteurs généraux d'artillerie en 1800; puis, ensuite, un premier inspecteur. Il a existé à diverses reprises, de 1800 à 1850, des inspecteurs ou chefs et un premier inspecteur général. — On a poussé le luxe des emplois sans fonctions et l'abus des vains titres jusqu'à instituer un inspecteur général des ingénieurs géographes. — N° 3. Dénomination. — Sous Louis quatorze on appelait directeur les fonctionnaires qu'il est d'usage d'appeler inspecteurs. — Crémont fut sauvée de la surprise habilement machinée par le prince Eugène, parce que M. de Crémont, directeur de l'infanterie, avait annoncé, par la voie de l'ordre, qu'au point du jour il passerait une inspection. — On s'est ensuite servi du terme inspecteur. Bientôt ceux à qui il était donné trouvèrent qu'il était trop bref, trop peu sonnant; ils voulurent être appelés inspecteurs généraux. Malgré le ri-

dicule de la redondance, on employa plus tard, en une même désignation, un adjectif généré; on disait lieutenant général, inspecteur général; on disait général de division, inspecteur général. Cette progression de l'enflure des titres est une maladie qui affecte tous les grades. — Les règlements de 1792 (1^{er} janvier et 24 juin) employaient la qualification d'officier général inspecteur. L'instruction de l'an quatre (1^{er} ventôse) et celle de l'an sept (12 brumaire) emploient simplement le terme inspecteur général. — La décision de 1808 (22 juillet) mentionne le titre ambigu d'inspecteur général d'armes. On aurait pu croire qu'il s'agissait de l'examineur des armes d'une manufacture ou des armes d'un régiment, tandis qu'il était question de la catégorie des officiers surveillant les armes idiologiques ou personnelles, c'est-à-dire appelés à être inspecteurs de certains corps de troupe. — La circulaire de 1808 (2 septembre) employait l'appellation général inspecteur d'armes. On se borna ensuite à dire inspecteur général de cavalerie, inspecteur général d'infanterie, etc. Dans d'autres armes, il était créé des premiers inspecteurs généraux. — En 1823 (ordonnance des 20 juin et 3 juillet), des lieutenants généraux et des maréchaux de camp sont employés aux inspections; les lieutenants généraux, sous la dénomination d'inspecteurs généraux; les maréchaux de camp sous celle d'inspecteurs ou d'adjoints à l'inspection. — L'ordonnance de 1823 (10 mars, art. 656) renouvelle l'emploi des termes inspecteur général d'armes. — La qualification donnée aux inspecteurs généraux est équivoque comme la plupart des dénominations en usage dans le militaire. Le titre qui caractérise leur emploi est loin, après tant de variations, d'être satisfaisant. Une obscurité inévitable résulte des locutions inspecteur (ou inspecteur particulier), et inspecteur général; puisque le premier mouvement de celui qui entend proférer ces termes, est de demander: inspecteur de qui? et de quoi? En effet, n'a-t-il pas existé des inspecteurs d'hôpital, — de manufactures, — du service de santé, des inspecteurs en chef aux revues, nommés aussi inspecteurs généraux. Il eût donc mieux valu dire, comme les Italiens, inspecteurs des troupes ou de troupe, *inspectore delle truppe*. — N° 4. Droits, autorité, prérogatives. — Dans l'origine, les inspecteurs ont en des droits qui sont devenus, plus tard, ceux du ministre de la guerre; l'ordonnance de 1685 (1^{er} février) les autorisait à permettre ou défendre le mariage aux officiers. — L'ordonnance

de 1768 (1^{er} mars) témoignait que, sauf le droit de commander dans les garnisons, les Inspecteurs généraux étaient, en quelque sorte, des Inspecteurs de garnisons, puisqu'ils inspectaient tous les régiments d'une place de guerre, à l'exception de la seule artillerie. En certaines circonstances, ils donnaient le mot; s'ils le jugeaient à propos, ils falsaient la ronde des postes. Aussi le titre xv, article 59, prévoyait-il le cas où, pour mieux s'assurer de la ponctualité du service et de l'exactitude du mot, l'inspecteur général fait une ronde des postes. — Les Inspecteurs étaient tenus, cependant, de faire avertir le commandant de place, quand ils voulaient passer la revue. — Ils se falsaient représenter les états des revues périodiques passés par les commandants des garnisons. — L'ordonnance de 1768 (1^{er} mars) voulait que l'inspecteur se fit désigner les officiers qui montreraient de l'application et du talent dans les exercices relatifs à la défense des places. Il y a un siècle que cette pensée se reproduit sans porter fruit. — Maintenant, les Inspecteurs ont surtout la direction de l'instruction tactique des régiments. Les ordres qu'ils donnent aux corps sont exécutoires, mais ne s'étendent ni au service à remplir, ni à ordonner des mouvements de troupes. — Les Inspecteurs généraux ont exercé, à l'égard du corps d'intendance, le même degré d'autorité qu'à l'égard de l'inspection aux revues. Le corps d'intendance, qui a su se soustraire à la juridiction du ministre, puisque ses membres ne peuvent être mis en jugement que par décision du conseil d'Etat, voit peut-être avec quelque contrariété, ce rouage intermédiaire qui, huit jours par an, l'isole du ministre. — La même ordonnance de 1768 (tit. 1, art. 57) déterminait les droits honorifiques attachés à la qualité d'inspecteur. Ces dispositions d'un règlement si longtemps en vigueur ont peu varié. — La décision de 1825 (6 juin) les chargeait de la réception des serments. — Le décret du 1^{er} an douze (24 messidor) attribuait aux Inspecteurs généraux les mêmes honneurs qu'aux colonels généraux et aux lieutenants généraux commandants de division. — La décision de 1836 traitait du genre des honneurs auxquels ils avaient droit. Ils recevaient, à leur arrivée dans un chef-lieu de préfecture, la visite du préfet, et la lui rendaient dans les vingt-quatre heures. — N^o 5. Fonctions, subordination. — Les Inspecteurs institués par Louis quatorze étaient Inspecteurs d'une seule arme; mais, ensuite, ils en surveillaient plusieurs. — Dans ce dernier siècle, être inspecteur était avoir, dans une circon-

scription déterminée, le droit de passer une revue revue, ou une montre générale de l'infanterie, de la cavalerie et des dragons qui y stationnaient. Ce droit de constater, d'approfondir, de diriger la tenue et l'administration des corps, était distincte du commandement. — Quelques inspections sérieuses, profitables, eurent lieu de 1748 à 1756. Cette impulsion fut due aux efforts du duc de Bruijs, et aux dispositions sages et fermes de Dargenson. Mais si l'on en croyait Bonneville (1762), dans une peinture sarдонique qu'il fait de ces armées, il s'en fallait de beaucoup que les tournées d'inspecteurs fussent toutes rigides et fructueuses. — Les plus modernes instructions sur l'inspection générale chargeaient les Inspecteurs généraux de l'examen attentif de toutes les mesures qui concernaient les transbordations. — Le ministre publia l'ordonnance de 1764 (9 août); elle établit, une des premières, les rapports réguliers entre les Inspecteurs et les corps. L'ordonnance de 1768 (1^{er} mai) entra plus avant dans ce même sujet; elle prescrivait aux colonels de rendre compte en tout temps, aux Inspecteurs, de tout ce qui intéressait l'administration et l'instruction, parce qu'alors les fonctions d'Inspecteurs n'étaient pas temporaires comme de nos jours. Mais quelle disparité encore dans la manière de procéder et dans ses résultats. — Frédéric deux ordonnait aux Inspecteurs de ses troupes, à ce que rapporte Oudin (1824, E. t. iv), après la revue passée, de faire former en cercle les compagnies, sans qu'aucun officier ou sous-officier y pût assister, afin d'ouvrir une voie aux réclamations que pouvaient élever les soldats. — En France, il en était autrement. — Se laissant entraîner par leur zèle, ou cédant au plaisir si doux de substituer leur vouloir aux intentions de la loi, bien imparfaite encore, il est vrai, la plupart des Inspecteurs se regardaient, non comme les intermédiaires du gouvernement, mais comme des chefs revêtus d'un pouvoir absolu ou au moins discrétionnaire. Le corps le mieux instruit aux yeux de son Inspecteur tombait-il dans le ressort d'un Inspecteur nouveau, il était remis sans pitié à l'école et aux premiers principes; il lui fallait refaire toute son éducation. Les Inspecteurs recherchaient un vain éclat, une immobilité d'automate et la pesanteur du mécanisme allemand, plutôt que les qualités réelles, essentielles, qui font les bons et vigoureux soldats. — Il n'a commencé à en être autrement que depuis le ministère de Saint-Germain. — L'ordonnance d'administration de 1776 (25 mai) tendit à modifier le système d'inspection

jusqu'à lui. Elle attribuait les fonctions d'Inspecteurs aux GÉNÉRAUX DIVISIONNAIRES. Ceux-ci devaient passer en revue, dans le mois de septembre, les TROUPES placées sous leur COMMANDEMENT immédiat. Leurs examens embrassaient toutes les parties de la TROUPE, du SERVICE, de la POLICE, de la DISCIPLINE et de l'INSTRUCTION, et tout ce que doit connaître un officier subalterne, tout le mécanisme des fonctions qu'il doit remplir, jusqu'à celles de capitaine inclusivement. — Le MINISTRE avait institué ce mode, qu'on a appelé système divisionnaire, pour obliger les CHEFS MILITAIRES à résider dans leur GOUVERNEMENT, ou, comme on disait dans d'autres pays, dans leur GÉNÉRALAT. C'était la forme PRUSSOISE et ESPAGNOLE. Le système n'était pas bon, mais il pouvait remédier à un mal plus grand. On cherchait à mettre en rapport les TROUPES de FRANCE et leurs CHEFS, à lier connaissance entre eux; on tâchait d'environner de plus d'attrait le COMMANDEMENT exercé en province, pour que les hommes de naissance en prisent le goût, et pour que les autorités résidentes n'eussent plus rien à démêler avec l'autorité passagère des Inspecteurs; car la mission que ceux-ci avaient d'éclairer la cour sur les désordres existant ou tolérés dans les corps, était quelquefois un germe de rivalité ou d'animosité entre eux et les généraux qui commandaient les corps. — Si des chefs dépourvus de préjugés, appliqués à leurs devoirs, pleins de zèle et d'équité, ne s'éloignant jamais de leur résidence, occupés du seul perfectionnement militaire, eussent réuni en leurs mains et le COMMANDEMENT et l'INSPECTION, de merveilleux effets en furent résultés, les bons OFFICIERS eussent été appréciés, connus, récompensés. LEMAR (1785, A) nous dit : Comment un Inspecteur passerait-il les récompenses méritées? Est-ce en jetant un regard sur chacun d'eux dans l'instant d'une revue ou d'un exercice? Il les appréciera, dit-on, sur les notes de leurs chefs; mais sur quoi appréciera-t-il les chefs? — Il y a à objecter contre le système divisionnaire que des GÉNÉRAUX, revêtus à perpétuité de la double autorité, s'en fussent reposés bientôt sur des sous-ordres; un prompt relâchement, une incurie inaperçue, une disposition au despotisme en fussent résultés; le MINISTRE lui-même eût cessé de penser à ses GARNISONS, à ses DIVISIONS MILITAIRES, à leur INSPECTION; il se fût lié à ses Inspecteurs, et ceux-ci aux chefs des corps. C'est été une féodalité en petit; chaque divisionnaire eût administré à sa guise. On le sentit; on reconnut qu'il ne peut y avoir d'INSPECTIONS bien faites que

par des délégués amovibles; que, d'ailleurs, le système de la permanence serait un obstacle à ce que les Inspecteurs devinssent le conseil consultatif du MINISTRE. Au bout de peu d'années les deux pouvoirs, momentanément fondus, furent donc de nouveau scindés. — Le vice de la permanence des inspections se révélait dans l'accommodage de la CHEVELURE des RÉGIMENTS D'INFANTERIE; suivant le caprice de leur Inspecteur, les uns avaient la queue, les autres le catogan. Il en était ainsi quand nous entrions au service. — Les COMITÉS d'inspection, créés par DUMUY en 1774, furent maintenus par SAINT-GERMAIN; il les chargea de la direction de l'ADMINISTRATION et de la DISCIPLINE des TROUPES. Ces comités existaient encore sous le MINISTRE SÉGUR, et lui occasionnèrent de vives contrariétés. — En 1782, on agita la question de savoir s'il ne convenait point qu'il y eût autant d'Inspecteurs que d'ARMES. Cette question a été résolue depuis le gouvernement consulaire. — En 1788, le CONSEIL DE LA GUERRE se prononçait pour que les Inspecteurs redeussent divisionnaires. — Dans l'intervalle des GUERRES ORTHOGONALES, le gouvernement essaya d'appliquer la méthode des inspections; mais le grand éloignement des corps, leur dispersion, la fréquence de leurs mouvements rendirent impraticables les opérations des Inspecteurs, et de peu d'effet ce système. — Pendant le règne de BONAPARTE, l'INSPECTION a été plutôt un principe et un souvenir qu'une mesure réelle et utile; il n'en pouvait être autrement au milieu des agitations de l'EUROPE. — Depuis le retour de la PAIX, les Inspecteurs sont devenus les yeux du MINISTRE, ses fondés de pouvoir, ses délégués. Ils entrent en tournée vers la fin de l'été; ils passent une revue de huit ou dix jours, ou même bien plus courte; ils connaissent de l'exécution de la loi, dressent des PROCÈS-VERBAUX réputés sincères, donnent force de chose jugée aux visa de l'INTEROCCUPANCE; ils s'assurent de l'état des corps, de la régularité de l'organisation et de la COMPOSITION du PERSONNEL; ils visitent les ÉCOLES; ils constatent la qualité du PAIN, des LIQUIDES, et autres DENRÉES; ils sont secondés par les MARÉCHAUX DE CAMP ADJOINTS, quant à l'exécution des ordres qu'ils donnent, quant à l'examen de la THÉORIE et des OFFICIERS INSTRUCTEURS, et au TON DE COMMANDEMENT, et quant à l'INSTRUCTION PRATIQUE de la TACTIQUE, soit de DÉTAILS, soit d'ENSEMBLE; ils consultent attentivement le REGISTRE DES PUNITIONS des OFFICIERS; ils travaillent à imprimer une marche régulière à toutes les parties du SERVICE, réprovent, réforment, dénoncent tout ce qui s'y oppo-

serait. Ils proposent les AVANCEMENTS D'OFFICIERS, les admissions dans la Légion d'honneur et autres récompenses. — Les rapports qu'ils dressent se centralisent au ministère, facilitent les comparaisons, éclairent le ministre, forment son opinion, motivent les décisions qu'il prend. Telle est, du moins, l'intention de la loi. — M. le général Prévail opine dans plusieurs ouvrages pour le rétablissement du système divisionnaire. Peut-être son sentiment a-t-il influé sur l'introduction de cette forme dans la GARDE ROYALE. — Il résultait de cette particularité de la GARDE un fâcheux défaut d'harmonie. Les Inspecteurs de ligne exerçaient des fonctions temporaires et intermittentes; leurs collègues des Tuileries avaient des attributions permanentes et continues. Nécessairement un de ces deux modes vaut mieux que l'autre. Est-ce le pouvoir juge et partie qui mérite la préférence? Tel était celui des Inspecteurs de la garde. Ils commandaient leurs troupes, et ils avaient mission d'informer le ministre si leurs troupes étaient bien commandées. — Si la garde se maintenait sur ce pied, la cause en était dans la prépondérance dont jouissaient des chefs qui tenaient à une couronne toute-puissante. Cette armée, d'ailleurs, était plus massée, plus en évidence, plus près des yeux du souverain. Les excessives dépenses que son administration occasionnait résultaient du vice d'un système qu'il faut se garder d'étendre à la ligne. — Dans les usages actuels, les Inspecteurs généraux sont, suivant les termes d'ODIER (1818, E), les *lieutenants du ministre, les surveillants supérieurs de l'administration intérieure des corps*. — Cet écrivain aurait dû ajouter qu'ils doivent être les examinateurs de l'instruction, les conservateurs de l'ordonnance et de son maintien littéral; mais que leurs fonctions n'étaient praticables qu'en temps de paix; quelles étaient illusoire dans la GARDE; que, dans la ligne, les examens devraient être plus fréquents, plus inattendus et bisannuels au moins. La périodicité et la rareté des tournées affaiblissent les bons effets des inspections. — *L'Inspecteur doit surprendre un corps*, disait l'INSTRUCTION SUR L'INSPECTION DE L'AN Cinq (21 FÉVRIER); *l'Inspecteur prendra toutes les précautions nécessaires pour que le corps ne soit point instruit de son arrivée*, disait l'INSTRUCTION DE L'AN Sept (12 BRUMAIRE). — Celle de l'an dix (vendémiaire) commençait à prévoir le cas où *l'Inspecteur prévient, s'il le juge à propos, les chefs de son arrivée*. — Maintenant, les inspections ont lieu suivant une rotation déterminée et connue; elles durent quatre

mois. Pendant ce laps de temps, il s'établit correspondance entre l'Inspecteur et le COLONEL du corps inspecté ou à inspecter. — Des INSTRUCTIONS ministérielles, renouvelées presque annuellement, quelquefois particulières à une ARME, quelquefois embrassant plusieurs ARMES, résumaient les fonctions des Inspecteurs généraux. Les DOCUMENTS DE 1791-51 [OCTOBRE ET 15 NOVEMBRE] avaient commencé par quelques feuillets. Les ORDONNANCES DE 1856 (19 AOÛT) ET DE 1857 (24 MAI) étaient devenues des volumes. — Dans les examens de COMPTABILITÉ, les Inspecteurs généraux prennent, au nom du MINISTRE, certaines décisions de détails, ou en réfèrent à lui s'ils n'ont point autorité pour décider. Dans les cas de contestation, ils sont juges s'ils sont compétents, ou rapporteurs de l'affaire ou de la difficulté si elle outre-passe leur mandat. Ce droit cesse à l'expiration de la durée légale de leur exercice, et, de ce moment, la correspondance avec le MINISTRE redevient directe entre le CORPS D'INTENDANCE et les BUREAUX du MINISTÈRE; l'INTENDANCE reprend alors, sans intermédiaire, le droit des décisions de détails dans le cercle de la loi. — M. Ch. DEJAN (1820, B) pense qu'il serait avantageux pour l'ARMÉE FRANÇAISE que les Inspecteurs fussent tenus d'adresser au ministre des comptes aussi détaillés que dans la MILICE ANGLAISE; il voudrait que leurs revues fussent dressées sur des plans aussi bien entendus. Là tous les renseignements obtenus pendant les inspections d'automne et de printemps aboutissent, par la voie de l'ADJUDANT GÉNÉRAL, du COMMANDER EN CHEF. Les moindres détails matériels ou moraux lui sont transmis chaque semestre; ils donnent la mesure des progrès et le tableau des améliorations. Le texte du compte rendu n'en réfère jamais, par voie d'abréviation, à des rapports antérieurement fournis; tout y a le complet d'un premier et large enseignement. — Les INSPECTEURS AUX REVUES, d'abord placés sous les ordres immédiats des Inspecteurs en chef et du ministre, ont été subordonnés ensuite aux Inspecteurs généraux; ceux-ci confirmaient ou infirmaient les décisions que les membres de l'INSPECTION prenaient relativement aux ARRÊTÉS DE COMPTABILITÉ. Les INSPECTEURS D'ARMES ont, en cela, remplacé les INSPECTEURS EN CHEF, dont l'existence n'avait eu qu'une courte durée. — Depuis la restauration, un usage blâmable s'était introduit, celui d'appeler, à peu près à tour de rôle, tous les ADJUTANTS GÉNÉRAUX disponibles. Il y en avait peu qui fussent propres à ce genre de travail. Le pouvoir semblait alors s'occuper moins de rendre profitables les

INSPECTIONS, que de favoriser des protégés. — Un article du *Spectateur militaire* (t. II, p. 47) a consacré quelques pages à des considérations de ce genre, et a critiqué le changement annuel des Inspecteurs. — Si un Inspecteur n'est éclairé, laborieux, rompu aux détails, sourd aux sollicitations, patriotiquement économe des deniers de l'Etat, c'est un mauvais Inspecteur. S'il ne voit dans ses fonctions que les émoluments qu'il en retire, et s'il n'est, dans ses travaux, que le prête-nom de son aide de camp, c'est un détestable fonctionnaire. Les bons Inspecteurs sont rares. — Vouloir qu'un général commandant soit Inspecteur dans son commandement, c'est poser un principe ridicule, ou plutôt, c'est tuer le principe. NAY, LANNES, MARMÉRA, s'ils eussent été de bons Inspecteurs, n'eussent été ni NAY, ni LANNES, ni MARMÉRA. Ce serait phénomène que le mérite qui s'exerce au bureau et sur le champ de bataille fussent réunis. Il n'y a eu peut-être que CATINAT, MONTÉCUCULI, FRÉDÉRIC DEUX à qui la double fonction eût convenu; il faut qu'un général d'armée soit dictateur; il serait monstrueux qu'un Inspecteur le fût. Un ministre de la guerre qui exerçait en 1830 eût convenu aux deux rôles, s'il eût eu la force d'abandonner les habitudes de la dictature. — Le mot Inspecteur général, pris génériquement, est susceptible de se distinguer en INSPECTEUR GÉNÉRAL D'ARTILLERIE, — D'INFANTERIE, — DU GÉNIE.

INSPECTEUR GÉNÉRAL ANGLO-AMÉRICAIN. V. MILICE ANGLO-AMÉRICAINE n° 1.

INSPECTEUR GÉNÉRAL D'ARMES. V. ARMÉE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL. V. TABLE D'OFFICIERS.

INSPECTEUR (inspecteurs) GÉNÉRAL D'ARTILLERIE (F). Soit d'INSPECTEURS GÉNÉRAUX dont le titre n'a succédé à celui de GRAND MAÎTRE DE L'ARTILLERIE. DEVALLENS exerça cette inspection depuis 1755; GRISBAUVAL lui succéda en 1763. En 1775, il est créé dix Inspecteurs généraux. — En 1780, à la mort de GRISBAUVAL, cette fonction cessa, et un COMITÉ D'ARTILLERIE fut créé. — En 1789, le titre fut supprimé. — Le décret du 1^{er} AN VIII (15 NOVEMBRE 1800) nomma le général D'ARVILLE PREMIER INSPECTEUR; tous les grades grandissant, l'ARTILLERIE n'avait garde de rester en arrière. Ce général conserva ce titre jusqu'en 1815, époque où il fut supprimé par ORDONNANCE DU 22 SEPTEMBRE. — En l'AN DIX (11 JUILLET) le titre de premier Inspecteur général d'artillerie conférait la qualité de GRAND OFFICIER. — En 1828 (15 février) la fonction de PREMIER INSPECTEUR repartit sous le titre d'INSPECTEUR GÉNÉRAL

D'ARTILLERIE; il est supprimé en 1830 (MORT). — Un historique de ce qui a rapport à ces variations se trouve dans le *Journal des Sciences militaires* (t. XXVIII, p. 178, et octobre 1836, p. 6).

INSPECTEUR GÉNÉRAL DE CAVALERIE. V. CAVALERIE. V. COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE LA CAVALERIE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL n° 1, 3. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE n° 2.

INSPECTEUR GÉNÉRAL DE GARDE ROYALE. V. ARMÉE FRANÇAISE n° 2. V. GARDE ROYALE; ld. n° 2.

INSPECTEUR GÉNÉRAL DE GENDARMERIE. V. GENDARMERIE. V. GENDARMERIE DE POLICE n° 1.

INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LIGNE. V. ARMÉE FRANÇAISE n° 2. V. LIGNE.

INSPECTEUR GÉNÉRAL DE MARCHES. V. V. GRAND PRÉVOT DE CONNÉTABLE. V. MARÉCHAUSSÉE.

INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INGÉNIEURS GÉOMÈTRES. V. DÉPÔT DE LA GUERRE. V. INGÉNIEUR GÉOMÈTRE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL n° 2.

INSPECTEUR DES POUDRES ET SALPÊTRES. V. POUDRE. V. POUDRERIE. V. SALPÊTRE.

INSPECTEUR (inspecteurs) GÉNÉRAL D'INFANTERIE (A. 1), OU INSPECTEUR D'INFANTERIE, OU INSPECTEUR GÉNÉRAL D'ARMES. Sorte d'INSPECTEURS GÉNÉRAUX considérés par rapport aux fonctions qu'ils exercent dans l'INFANTERIE FRANÇAISE et principalement dans l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. — Les règles, la marche, la forme des inspections ne sauraient être trop mûrement méditées; elles ont gagné sensiblement, de nos jours, par l'esprit d'uniformité; quelques Inspecteurs cependant ont mis leurs idées à la place des volontés du ministre et de la lettre de l'ordonnance; c'était le désespoir des corps et de l'Inspecteur qui y succédait. — Les changements fréquents d'Inspecteurs ont quelquefois leur utilité, souvent leur désavantage. GUTHRIE (1808, G) parle d'une petite manie des Inspecteurs commune à tous; ils croient qu'il ne faut louer que la seconde ou troisième année, et par conséquent ce qu'ils paraissent avoir formé. — L'ORDONNANCE DE 1836 (SEPTEMBRE) réglait les attributions des Inspecteurs et donnait une forme nouvelle aux inspections.

— VITON a donné la chronologie des Inspecteurs généraux. — Ce qui concerne les Inspecteurs généraux d'infanterie va se diviser comme il suit : DÉSIGNATION, NOMS, ALLOCATIONS, DROITS, AUTORITÉ, PRÉROGATIVES, SURVEILLANCE, FONCTIONS. — N° 1. DÉSIGNATION

NATION, NOMBRE, ALLOCATIONS. — FEUQUIÈRES (1750, A) parle des fonctions des Inspecteurs comme confiées aux **INSPECTEURS GÉNÉRAUX D'INFANTERIE**; ces **INSPECTEURS**, dont l'existence a été de courte durée, étaient un rouage de plus dans la machine militaire; ils étaient les supérieurs des Inspecteurs généraux en temps de guerre. — Sous LOUIS QUATORZE, en 1662, il n'existait qu'un seul Inspecteur, et des MARÉCHAUX DE BATAILLE en ont exercé les fonctions. En 1714 il y avait huit Inspecteurs généraux, en 1776 vingt et un. — De nos jours, leur nombre a été de six, de huit, de onze, à raison d'un par ARRONDISSEMENT D'INSPECTION. — En 1818, le gouvernement, en vue d'occuper un plus grand nombre d'OFFICIERS GÉNÉRAUX, dont la quantité déjà exagérée s'augmentait abusivement chaque jour, imagina des **REVUES PRÉPARATOIRES**, confiées à des MARÉCHAUX DE CAMP. — En 1822 (18 juin), il était employé onze Inspecteurs généraux et seize Inspecteurs (MARÉCHAUX DE CAMP); la besogne à laquelle six personnages suffisaient en occupait vingt-sept pour la seule INFANTERIE. A quinze francs par poste, les tournées coûtaient huit à dix mille francs par Inspecteur; on a quadruplé la dépense afin de donner des appointements à des solliciteurs; on a songé bien moins à faire faire des inspections qu'à faire des Inspecteurs. — On reconnut bientôt l'inutilité de la dépense et le peu de résultats des inspections préparatoires; on y renouça. — N° 2. **DROIT, AUTORITÉ.** — Les Inspecteurs ont eu jadis un droit d'ATTACHE qui n'existe plus. — Ils ont droit de faire assembler les CORPS qu'ils ont mission d'inspecter; mais ils ne peuvent les réunir qu'après s'être concertés avec le COMMANDANT DE PLACE qui, seul, peut donner ordre aux troupes de prendre les armes hors des CASERNS. — Les Inspecteurs décident des époques et de la tenue des ASSEMBLÉES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; ils y appellent le FONCTIONNAIRE de l'INTENDANCE que l'ADMINISTRATION du CORPS concerne, ils s'y font rendre compte, s'il y a lieu, de la suspension des DÉLIBÉRATIONS dont le COLONEL aurait cru devoir interdire l'exécution; ils s'assurent de l'enregistrement de toutes les DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL, de leur rédaction, de leur régularité, de leur mise à jour. — Dans les CORPS de nouvelle levée; ils procèdent, conformément à la loi, à la formation DU CONSEIL D'ADMINISTRATION. — Ils exigent, pendant la durée de leur inspection, qu'aux époques déterminées, le COLONEL et le CONSEIL D'ADMINISTRATION leur adressent, ou leur remettent tous les rapports qui concernent l'ADMINISTRATION, la COMPTABILITÉ, la

DISCIPLINE, l'INSTRUCTION, la POLICE. Ils donnent leurs ordres à l'égard des formes et de la marche de l'INSTRUCTION. — Ils peuvent, dans les cas de nécessité, placer comme HOMMES EN SUBSISTANCE, les MILITAIRES momentanément trop éloignés de leurs CORPS. — Ils statuent, touchant les RÉCLAMATIONS des MILITAIRES, concernant l'ADMINISTRATION, la POLICE, la DISCIPLINE, ou ils en réfèrent au MINISTRE, si les réclamations présentent des difficultés. — Ils ont le DROIT d'admettre ou de rejeter les DÉFICITS des CAISSES, en motivant à cet égard leur opinion. — Les Inspecteurs ont le DROIT de réunir le CORPS D'OFFICIERS, de régler le CLASSEMENT OU TYPAGE DES GRADES; de faire les présentations AUX EMPLOIS AU CROIX DU ROL, de désigner les officiers de COMPAGNIES D'ÉLITE; de transmettre au MINISTRE les demandes d'AVANCEMENT et les propositions aux emplois de COMMANDANTS DE PLACE, etc.; de nommer AUX EMPLOIS VACANTS de CAPITAINE DE GRENADIERS; d'inscrire leurs observations sur l'ÉTAT DE DISPOSITION dressé par le COLONEL, en cas de VACANCE D'EMPLOI d'UN ADJUDANT-MAJOR. — Ils désignent les officiers qu'ils jugent susceptibles d'être employés comme CAPITAINE DE COMPAGNIE DE DISCIPLINE, de passer dans l'ÉTAT-MAJOR des PLACES, d'être nommés SECRÉTAIRES ARCHIVES, d'être admis dans les GARDIES DU CORPS, etc. (quand il existe des gardes du corps). — Ils proposent au CROIX DU ROL la NOMINATION des COLONELS. — Les Inspecteurs donnent leur opinion à l'égard des CASSATIONS de SOUS-OFFICIERS et CAPORAUX; ils examinent les actes ou les jugements des CONSEILS DE DISCIPLINE; ils donnent, s'ils le croient convenable, leur adhésion aux CASSATIONS D'ADJUDANTS; exercent un examen sur toutes les CASSATIONS de SOUS-OFFICIERS, et demandent au MINISTRE son approbation s'il s'agit de la CASSATION DE LÉGIONNAIRES SOUS-OFFICIERS. — Ils proposent le renvoi des INUTILES VOLONTAIRES. — Ils ont le droit d'infliger aux COLONELS qui s'écartent de la lettre de l'ordonnance, les punitions que la loi autorise. — L'Inspecteur d'infanterie visite les ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES, les DÉPÔTS DE MAGASIN, les HÔPITAUX, les BOULANGERIES et MAGASINS À FARINE, les PRISONS DE LA CLASSE; il n'exclusivement ce droit dans le cas où un INSPECTEUR DE CAVALERIE passerait en même temps une revue dans la même GARNISON; mais, dans ce cas, les MAGASINS DE FOURNAGE seraient visités par l'INSPECTEUR DE CAVALERIE. — Pendant le cours de son inspection, il peut accorder à la troupe prise en revue une distribution extraordinaire d'EAU-DE-VIE. — L'ordonnance de 1818 (15 mai) autori-

sait l'inspecteur à solliciter en faveur des sous-officiers d'école une gratification, s'il jugeait qu'ils l'eussent méritée par leurs efforts et les résultats obtenus. — N° 3. PÉRIODIQUES. — A son arrivée au corps, l'inspecteur général reçoit la visite du corps d'OFFICIERS EN GRANDE TROUPE. — Il fait connaître au COLONEL quelle tenue devra observer le régiment pendant la durée de l'inspection, et il donne avis de la possession de la RIVÉE AU COMMANDEMENT DE PLACE et à l'OFFICIER D'INTENDANCE. — A l'issue de la visite de la troupe et tous ses officiers, défilent devant l'inspecteur ; ce défilément est à la fois ADMINISTRATIF et D'HONNEUR. — L'inspecteur occupe la première place à l'ASSEMBLÉE DU CONSEIL, ayant à sa droite le MARÉCHAL DE CAMP INSPECTEUR, s'il en est employé un ; sinon l'INTEROINT, s'il s'en trouve un ; sinon le SOUS-INTENDANT. Le COLONEL du corps prend place, soit à la droite, soit à la gauche de l'inspecteur général, suivant que les FONCTIONNAIRES qui viennent d'être nommés sont ou ne sont pas présents. — N° 4. SURVEILLANCE. — Les Inspecteurs s'assurent de la légalité de la composition du corps, du nombre vrai de ses musiciens et de l'état des VACANCES D'EMPLOI ; ils examinent les SAUVETS, et approfondissent si chaque GRADE jouit de la plénitude des droits qui lui sont acquis ; ils étudient l'ESPRIT DU CORPS ; ils demandent aux RECRUES s'il leur a été fait LECTURE du Code pénal. — Ils constatent si l'admission des ENFANTS DE TROUPE et les INCORPORATIONS qui peuvent avoir eu lieu depuis la TOURNÉE précédente, sont conformes aux ORDONNANCES ; ils se font présenter les APURES et tous les REMPLAÇANTS admis depuis la dernière RIVÉE, afin de connaître s'ils remplissent les conditions que la loi prescrit ; ils font amener de même à leur inspection particulière les CAPORAUX nommés dans l'armée, les RECRUTES proposés comme CANDIDATS AUX SOUS-LIEUTENANCES, les SOUS-OFFICIERS qui ont été CASÉS, et les RÉSOLÉS VOLONTAIRES qui seraient susceptibles d'être renvoyés. — Dans les REVUES SUR LE TERRAIN, ils visitent les LIVRES INDIVIDUELS, les LIVRES D'ORDRE, le contenu des BAYONNETTES ouverts et déposés à terre ; ils s'appliquent à découvrir s'il ne s'opère pas de RETENUS ILLEGES, si la MARCHÉ D'ARMEMENT des OFFICIERS est gérée régulièrement ; ils accueillent les RECLAMATIONS fondées. — Dans les séances du CONSEIL, ils donnent leur attention à la légitimité des ACHATS, à la régularité de leurs PAYEMENTS, aux DÉPENSES occasionnées par la RÉPARATION des EFFETS D'ÉQUIPEMENT, par la FOURNITURE des EFFETS D'ARMEMENT ; ils confrontent le

REGISTRE-JOURNAL D'ARMEMENT au moyen du LIVRE DE LIVRET DE RECETTES et des DEVIS MINISTÉRIELS ; ils font comparaison des ÉTATS DE DÉPENSES de tous les EFFETS D'UNIFORME, en s'appliquant à reconnaître si les EFFETS DE PETIT ET DE GRAND ÉQUIPEMENT se rapportent aux ÉCHARTILLONS et ne dépassent pas les TROIS ; ils se font présenter en même temps les DEVIS MINISTÉRIELS relatifs aux FOURNITURES D'ARMES et d'équipement faites par les SOUS DU MINISTRE, et comparent ces FOURNITURES avec les modèles ou ÉCHARTILLONS ; ils font mettre sous leurs yeux les DÉTAILS relatifs aux ARMES IMPORTÉES par les DÉPÔTES, et recherchent les CAUSES de toutes les PERTES et CONDOMNATIONS D'ARMES, en mettant en regard les pièces justificatives qui y ont rapport et l'inscription des FOURNITURES de renouvellement sur le LIVRE D'ARMEMENT. Ils s'assurent si les RIVÉES DE DÉPENSES sont régulières et ont été acquittées. — Conformément à la CIRCULAIRE DE 1815 (4 FÉVRIER) et à bien d'autres documents, dictés par le même esprit, ils recherchent si, en opposition aux DÉFENSES, il existait des MARCHES D'ÉCONOMIE OU MARCHES SECRÈTES ; ils s'appliquent aussi à découvrir s'il ne s'était pas introduit dans le CORPS des EFFETS DE LUXE, c'est-à-dire non autorisés ou prohibés par les règlements. — Ils désignent sur la proposition du COLONEL, l'OFFICIER D'ARMEMENT ; ils s'assurent que le prix des PENSIONS où vivent les OFFICIERS est régulièrement acquitté. — Pour régulariser les COMPTES DE RÉFORME et l'obtention des PENSIONS ou RÉCOMPENSES, ils président à toutes les CONTRE-VISITES, pour y constater l'INCAPACITÉ AU SERVICE, les INFIRMITÉS ; discerner surtout celles qui pourraient être simulées, telles que le RÉGÈMENT, la MYOPIE, l'INCONTINENCE D'URINE, etc., etc. ; ils sévissent, en ce cas, contre les MILITAIRES coupables de ces fourberies. — Ils ne souffrent point qu'il soit accordé de COMPTES DE RÉFORME à des PERMISSEURAIRES atteints de MALADIES VÉNÉRIENNES, reconnues par VISITE du CHIRURGIEN-MAJOR. — Ils s'assurent de la capacité et de l'exactitude des INSTRUCTEURS, du degré d'instruction des OFFICIERS et des SOUS-OFFICIERS, sous le rapport des MANŒUVRES, de la LÉGISLATION, des ORDONNANCES, etc. Ils s'assurent de l'instruction de la TROUPE, sous le rapport des MANÈVRES D'ARMES, de l'EXERCICE en grand, de la GYMNASTIQUE des TRAVAUX DE CAMPAGNE ; ils s'assurent de l'instruction des HOMMES en consultant le REGISTRE D'ENSEIGNEMENT MUTUEL. — Ils visitent les CARRIÈRES, les ARCHIVES DE CORPS, les MAGASINS, les MATIÈRES qui y sont contenues, les REGISTRES DE VISITE qui doivent s'y trouver, les CORPS DE GARDE DE POLICE, les CHAM-

maîs, les écoles, etc.; ils se font accompagner du COLONEL, du LIEUTENANT-COLONEL et du MAJOR; ils examinent le MATÉRIEL du casernement; s'informent si les CHAMBRES sont saines, si les ÉCOLES D'ENSEIGNEMENT, DE DANSE, D'ESCRIPE, DE NATATION, DE GYMNASTIQUE sont utilement suivies, si l'ENSEIGNEMENT MUTUEL prospère, si les BÉBÉMENTS DE CORPS sont fréquentés avec fruit. — Ils se font présenter et dégustent les ALIMENTS de l'ÉCUIERIE; voient si le CAFE D'ORDONNANCE est tenu d'une manière satisfaisante par le CAPORAL D'ORDONNANCE, et connaissent de l'espèce, de la quantité, de l'état, de l'entretien ou des dégradations des EFFETS DE LITIERE OU FOURNITURES DE COUCHAGE; ils s'informent de la ponctuelle délivrance des DENIERS du DÉCOMPTÉ DE PETIT ÉQUIPEMENT. — Ils reconnaissent si les déclarations de RÉPARATIONS D'EFFETS D'UNIFORME sont exactes. — Dans les VISITES qu'ils font de tous les locaux occupés, ils se font ouvrir les SALLES DE DISCIPLINE, et s'en font exhiber les FOURNITURES. — En parcourant les ATELIERS, ils s'y font accompagner par le CAPITAINE D'ARMEMENT et les OFFICIERS EN DÉTAILS, pour y examiner l'ordre, la tenue, l'espèce de tous les EFFETS EN MAGASIN, reconnaître l'empreinte des MARQUES, constater si les ÉTOFFES employées sont conformes aux CHIFFES des pièces, si les ÉCRIS DE ECHANGE sont tirées des MANUFACTURES D'ARMES. — En parcourant les HOPITAUX OU INFIRMERIES, ils se font accompagner par le CHIRURGIEN-MAJOR. — Dans l'INSPECTION qu'ils font des lieux de DISTRIBUTIONS, ils s'y font représenter les REGISTRES DE DISTRIBUTIONS et de VENTE, pour s'assurer s'ils renferment les énonciations qu'ils doivent contenir. — Dans les REVUE qu'ils passent de l'ARMEMENT ils ont près d'eux un OFFICIER D'ARTILLERIE, s'aident des lumières d'UN CONTRÔLEUR DE MANUFACTURE D'ARMES, descendent dans des détails relatifs aux DISTRIBUTIONS, RÉPARATIONS et ENTRETIEN DES ARMES et à l'acquisition des ÉCRIS DE ECHANGE. Dans cette opération ils apprécient la capacité de l'ARMEMENT, et s'il s'élevait des plaintes fondées contre cet ouvrage, ils demanderaient au MINISTRE son renvoi. — N° 5. FONCTIONS. — Les attributions des Inspecteurs ont pris une extension et un perfectionnement progressifs qu'elles doivent au document annuellement publié sous le titre de : *Instruction sur l'inspection*. Celle de 1791 (15 NOVEMBRE), celle de l'an six (15 FÉVRIER) se composaient de quelques pages converties ensuite en un volume. Un livret confidentiel l'accompagnait. — Cette instruction tendait à débrouiller les choses de la législation; mais elle n'avait

pas de base fixe; le document confidentiel était tout empreint de l'esprit du temps et des passions régnautes; l'on marchait ainsi au jour le jour sans que rien suppléât réellement au CODE qui manquait. — Vouloir faire l'éducation d'une ARMÉE avec de l'arbitraire périodiquement changeant, au lieu de lui donner une charte solide, c'est vouloir qu'une pyramide se tienne sur sa pointe. Un CODE qui aurait de la durée exigerait peu d'Inspecteurs d'armes, il faut au contraire une multitude de fonctionnaires de ce grade. — L'ORDONNANCE DE 1818 (2 AOÛT) voulait qu'en campagne, les fonctions d'Inspecteurs fussent exercées par les GÉNÉRAUX DE DIVISION; mais si dans la division il se trouve des troupes d'armes différentes, un même Inspecteur exercera-t-il à l'égard de toutes sa surveillance et ses examens? Il serait plus simple d'avouer que des INSPECTIONS pareilles à celles des TEMPS DE PAIX sont impraticables en TEMPS DE GUERRE; il est de fait qu'on n'en a jamais fait, ou que du moins on n'en a fait qu'inutilement en campagne. — L'ORDONNANCE DE 1832 (20 SEPTEMBRE) confiait à UN COMITÉ PERMANENT la centralisation des rapports des Inspecteurs. — L'ORDONNANCE DE 1836 (SEPTEMBRE) voulait que ce fût, non plus périodiquement et à époques fixes, que les INSPECTIONS eussent lieu, mais inopinément, et qu'elles fussent faites, soit par des LIEUTENANTS GÉNÉRAUX, soit par des MARÉCHAUX DE CAMP, tenus à cet effet en activité pendant toute la durée de l'année. — C'était un moyen de donner des APPOINTEMENTS d'activité à des OFFICIERS GÉNÉRAUX restant oisifs neuf mois de l'année. — Exposons les principales attributions des Inspecteurs dans les temps ordinaires. — A leur arrivée au lieu de l'INSPECTION, les Inspecteurs font dresser et recueillent tous les ÉTATS DE REVUE, DE SITUATION, D'EFFETIF dont les modèles sont contenus dans le livret ministériel; ils procèdent au tiercement; ils se font remettre les mémoires sur l'ANT MILITAIRE, que, conformément à la lettre de leur institution, les AIDES-MAJORS auraient rédigés dans le cours de l'année. — Ils opèrent conformément aux formes exprimées au LIVRE D'INSPECTION, et font de ce livret le dépôt du résumé de leurs observations. — Les Inspecteurs ont à examiner la régularité des admissions au corps, les CORGÉS ABSOLUS, TEMPORAIRES, D'ANCIENNETÉ, DE RÉFORME, DE RENVOI, ET LES PROPOSITIONS D'ADMISSION À LA RETRAITE, AUX INVALIDES, ETC.; ils vérifient quels sont ou doivent être les REMPLACEMENTS aux emplois vacants, ils soumettent à leur intermédiaire tous les ÉTATS DE PROPOSITION. — Ils font examiner par l'OF-

FIGIER D'ARTILLERIE qui les accompagne, les PIÈCES D'ARMES fournies par les MANUFACTURES, et que l'OFFICIER D'ARMEMENT jugerait inadmissibles. Ils s'assurent s'il est fait une THÉORIE DU SERVICE DE CAMPAGNE. — La plume à la main et président suprême du conseil, ils font procéder devant eux à l'élection des CAPITAINES DE CONSEIL. — Ils repassent et révisent tous les travaux préparatoires de l'INSTRUCTION MILITAIRE; ils constatent la régularité des MATRIECULES. — Ils vérifient si les ENTRÉES DE DERNIERS ET ENTRÉES EN MAGASIN sont régulièrement inscrites au REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS; si les ENTRÉES DE DERNIERS sont portées sur le JOURNAL DE CAUSE DU TRÉSORIER, si les ENTRÉES EN MAGASIN le sont au REGISTRE DU CAPITAINE D'ARMEMENT dont ils vérifient et arrêtent toutes les PIÈCES COMPTABLES. — Ils s'entourent des CONTROLES voulus, de toutes les ÉCRITURES probantes, des ACQUIS COMPTABLES; ils recherchent et révisent tous les ARRÊTÉS PROVISOIRES. Ils donnent leur attention à l'emploi des FONDS DE PREMIÈRE MISE, et en suivent le versement à la MASE DES RECROIS; ils revoient de même tous les COMPTES OUVERTS. — Par la contexture des DÉLIBÉRATIONS, par des enquêtes convenables, ils tendent à se convaincre si les MEMBRES DU CONSEIL assistent, comme ils le doivent, à tous les encaissements, à tous les versements de FONDS de nature à s'opérer en CONSEIL. — Ils reconnaissent si les CONNOMINATIONS D'EFFETS, si les REMPLACEMENTS D'ARMEMENT sont d'accord avec les DURÉES LÉGALES, et si les RÉCÉPISSÉS DE FOURNITURES ont été exactement adressés aux FOURNISSEURS DES CORPS. — Ils recherchent les preuves de la régularité de l'ENGAGEMENT DES ENROLÉS VOLONTAIRES et constatent l'admissibilité des REMPLACEMENTS et l'observation de la loi en fait de REMPLACEMENT. — Ils fixent leur attention sur la nature et l'inscription des SERVICES donnant droit aux HAUTES PAYES. — Ils arrêtent définitivement pour l'année tous les REGISTRES, donnent leurs ordres pour l'année qui suit, et terminent leurs opérations par celle qui se nomme examen final et ARRÊTÉ DÉFINITIF; c'est la clôture des ARRÊTÉS PROVISOIRES; c'est une révision en dernier ressort des PIÈCES COMPTABLES, des ACQUIS et de l'EXERCICE expiré. — Ils se font remettre par le CHIEF-LIEUTENANT-MAJOR les rapports que déterminait l'INSTRUCTION DE 1836 (8 JUIN). — Après l'INSPECTION terminée, les CORPES DE SEMESTRE sont délivrés aux OFFICIERS. — Sur le TERRAIN, l'Inspecteur procède à la REVUE DE DÉTAILS; il reçoit des mains du MAJOR le double des CONTROLES D'ÉTAT-MAJOR; il fait lui-même l'APPEL du GRAND ÉTAT-MAJOR et des OFFICIERS, ou bien le fait

faire par le TRÉSORIER; il prend des mains de chaque CAPITAINE la FEUILLE D'APPEL de SA COMPAGNIE, compare les hommes appelés et les EFFECTIFS inscrits; il se fait accompagner du CAPITAINE pendant toute la durée de l'INSPECTION qui concerne cet officier. — L'INSTRUCTION DE 1821 (5 JUILLET) voulait (art. 57) que les OFFICIERS et SOUS-OFFICIERS de chaque COMPAGNIE disposée sur un seul rang, fussent à la droite de la section, de la subdivision, ou escouade. Il eût donc fallu que la TROUPE fût par ordre d'ESCOUDES, ce qui ne s'est jamais fait, puisqu'en ce cas les COMPAGNIES n'auraient pas pu être par RANG d'ANCIENNETÉ, ce qui se fait toujours. Il y avait ainsi un malentendu dans l'ORDONNANCE. — Les mêmes dispositions réglementaires se reproduisaient annuellement sur l'INSPECTION, comme le témoignaient les INSTRUCTIONS DE 1822 (5 JUILLET), 1826 (24 DÉCEMBRE), 1829 (21 JUIN), 1834 (24 JUIN), 1835 (18 JUIN), etc. — Sous le rapport de l'INSTRUCTION TACTIQUE les Inspecteurs portent leur attention sur la formation des CLASSES D'EXERCICE, sur les CONTROLES qui en sont tenus, sur les principes qui y sont observés; ils s'assurent de la correction de la POSITION DES LES ARMES et des MARCHES, de la capacité des GUIDES et des SERGENTS; ils assistent aux LEÇONS DE l'ÉCOLE DE BATAILLON, président aux ÉVOLUTIONS DE LIGNE et font exécuter les simulacres d'ATTAQUE DE CORVOY et DE POSTE. — Sous le rapport de l'AVANCEMENT DES OFFICIERS, les Inspecteurs se font présenter, par le COLONEL, le TABLEAU D'AVANCEMENT, le REGISTRE D'ÉTAT DES SERVICES, le LIVRE DES PURIFICATIONS subies par les OFFICIERS et énonçant le genre de FAUTES. — Sous le rapport de l'ARMEMENT ils se font représenter et compulser le REGISTRE qui concerne cette partie. — Mais il y a des Inspecteurs généraux qui, trop restreints par l'INSTRUCTION pourtant si volumineuse que promulgue chaque année le *Journal militaire officiel*, poussent plus loin le zèle des enquêtes; le *Spectateur militaire* de 1834 en donne un qui, sous la restauration, s'assurait de la capacité administrative des COLONELS, en commençant l'Interrogatoire par ces mots : Combien doit-il y avoir de rous sous les souliers des soldats et de combien de chaînons se compose une épinglette.

INSPECTEUR GÉNÉRAL DU GÉNIE (A, 1).
Sorte d'INSPECTEUR GÉNÉRAL dont la CHARGE a été créée en 1800, sous le titre de PREMIER INSPECTEUR; il répondait à peu près par ses fonctions au *domesticus murorum* de l'antiquité. Son titre a existé jusqu'en 1815.

re été rétabli en 1822, puis supprimé de nouveau en 1830.

INSPECTEUR GÉNÉRAL DU SERVICE D'ARTILLERIE. V. **INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 2.** V. **SERVICE D'ARTILLERIE.**

INSPECTEUR GÉNÉRAL DU SERVICE DE SANTÉ. V. **CONSEIL DE SANTÉ.** V. **SERVICE DE SANTÉ.**

INSPECTEUR GÉNÉRAL MANOEUVIER. V. **MANOEUVRES.** V. **MILICE RASOVIENNE N° 1.**

INSPECTEUR PARTICULIER. V. **INSPECTEUR GÉNÉRAL;** **Id. n° 3.** V. **PARTICULIER.**

INSPECTEUR PARTICULIER DE RÉGIMENT SUISSE. V. **COLONEL GÉNÉRAL DES SUISSES.** V. **INFANTERIE FRANCO-SUISSE N° 2.** V. **RÉGIMENT FRANCO-SUISSE.** V. **RÉGIMENT SUISSE.**

INSPECTEUR POLONAIS. V. **MILICE POLONAISE N° 4.** V. **POLONAIS.** **Idj.**

INSPECTION, subs. fém. v. ADJOINT A L'... V. **ADMINISTRATEUR.** V. **ARRONDISSEMENT D'...** V. **CAPORAL DE SEMAINE N° 2.** V. **CAPORAL D'ESCOUADRE N° 5.** V. **CHIEF DE BATAILLON DE SEMAINE N° 2.** V. **COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 28.** V. **CONDÉDÉ.** V. **CORPS D'...** V. **DÉFILEMENT DE PARADE.** V. **DÉTACHEMENT DE CORPS.** V. **GRANDE TENUE.** V. **INSTRUCTION SUR L'...** V. **MEMBRE DE L'...** V. **PASSE L'...** V. **POLICE MILITAIRE.**

INSPECTION ADMINISTRATIVE. V. **ADMINISTRATIF.** **Idj.** V. **BATAILLON D'OUVRIERS D'ADMINISTRATION.** V. **HOPITAL MILITAIRE.** V. **INTENDANT MILITAIRE N° 4.** V. **REVUE D'INSPECTION ADMINISTRATIVE.**

INSPECTION AU CAMP. V. **AU CAMP.** V. **CAPITAINE DE POLICE AU CAMP.** V. **CONSIDÈRE DE FIQUET AU CAMP.** V. **CONSIDÈRE DE POLICE AU CAMP.**

INSPECTION AUX REVUES. V. **ADMINISTRATION MILITAIRE.** V. **AUX REVUES.** V. **BERRIAT (1832, A).** V. **COMMISSAIRES DES GUERRES N° 1, 6.** V. **COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6.** V. **CONSEIL D'ÉTAT.** V. **CORPS ADMINISTRATIF.** V. **CORPS D'INTENDANCE N° 1, 2.** V. **ÉTAT-MAJOR DE PLACE.** V. **INSPECTEUR AUX REVUES.** V. **MAIRE DE COMMUNE.** V. **MAJRE CHIEF DE BATAILLON N° 2.** V. **MEMBRE DE L'INSPECTION.** V. **MINISTÈRE DE LA GUERRE.** V. **PRESSON DE RETRAITE.** V. **POLICE.** V. **REVUE ÉCRITE.** V. **REVUE SUR LE TERRAIN.** V. **SOUS-INSPECTEUR AUX REVUES.** V. **SOUS-OFFICIER N° 3.**

INSPECTION D'ADJUDANT. V. **ADJUDANT.** V. **ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 13.**

INSPECTION D'ARMES. V. **ARME EMPORTÉE PAR DÉBATEUR.** V. **ARMES.** V. **ARMILUSTRE.** V. **BAQUETTE DE FUSIL.** V. **BAISONETTE AU CANON.** V. **BATAILLE STRATÉGIQUE.** V. **CANON DE FUSIL.** V. **CHIEF DE GARDE MONTARTE EN GARNISON.** V. **DÉDORANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE.**

INSPECTION DE CAPORAL. V. **CAPORAL.** V. **CAPORAL DE SEMAINE N° 2.**

INSPECTION DE CHIEF DE BATAILLON. V. **CHIEF DE BATAILLON DE SEMAINE N° 2.**

INSPECTION DE COLOREPL. V. **COLONEL.** V. **COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 28.** V. **CONSIGNE DE POLICE AU CAMP.**

INSPECTION DE COMPAGNIE. V. **CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 18.** V. **COMPAGNIE.**

INSPECTION DE CORPS. V. **CHIEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7.** V. **COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10.** V. **CORPS.** V. **CORPS AU GITE.** V. **HABILLEMENT.** V. **LIEUTENANT-COLONEL N° 6.**

INSPECTION DE DÉTACHEMENT. V. **CHIEF DE BATAILLON DE SEMAINE N° 3.** V. **CHIEF DE DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF N° 3.** V. **DÉTACHEMENT.**

INSPECTION DE DÉTACHEMENT RENTRANT. V. **ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE N° 4.** V. **ANNEMENT DE DÉTACHEMENT.** V. **CHIEF DE DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF N° 3.** V. **DÉTACHEMENT RENTRANT.**

INSPECTION DE DIMANCHER. V. **DIMANCHE.** V. **FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3.** V. **MILICE NRE N° 5.**

INSPECTION DE DÉTAIL. V. **DÉTAIL.** V. **OFFICIER DE SECTION.** V. **ROULEMENT.**

INSPECTION DE FUSIL. V. **FUSIL.** V. **INSPECTION DES ARMES.**

INSPECTION DE GARDE DE POLICE EN GARNISON. V. **ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE N° 1.** V. **GARDE DE POLICE EN GARNISON.** V. **SERGEANT DE POLICE EN GARNISON.**

INSPECTION DE GARDE EN CAMPAGNE. V. **COLONEL EN CAMPAGNE.** V. **DARON EN CAMPAGNE.** V. **OFFICIER EN CAMPAGNE.**

INSPECTION DE GARDE EN GARNISON. V. **CAPITAINE DE POLICE EN GARNISON.** V. **GARDE EN GARNISON.** V. **HOMME DE GARDE.** V. **OFFICIER DE SEMAINE.** V. **SERGEANT DE GARNISON.**

INSPECTION DE GARDE MONTANTE. V. **ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE N° 4.** V. **CAPORAL D'ESCOUADRE N° 5.** V. **CHIEF DE BATAILLON DE SEMAINE EN GARNISON N° 3.** V. **DARON MONTARTE.** V. **HOMME DE GARDE.** V. **MAJOR DE PLACE N° 2.**

INSPECTION DE LIEUTENANT-COLONEL. V. **CHIEF DE BATAILLON DE SEMAINE N° 2.** V. **LIEUTENANT-COLONEL.**

INSPECTION DE MAJOR. V. **MAJOR.** V. **MAJOR LIEUTENANT-COLONEL N° 2.**

INSPECTION DE MUSCIENS. V. **ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 13.** V. **ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12.** V. **MUSCIEN.** V. **MUSCIEN N° 6.**

INSPECTION DE NEUF HEURES ET DEMI. V. **CARTOUCHE DE SERVICE.** V. **NEUF HEURES ET DEMI.**

INSPECTION de PETIT ÉTAT-MAJOR. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 13. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. PETIT ÉTAT-MAJOR.

INSPECTION de POSTES. V. POSTE. V. POSTE D'HOMMES DE GARDE.

INSPECTION de SENTINELLE. V. BORDO. V. SENTINELLE.

INSPECTION de SERGENT. V. SATTISSE DE CAMPERS. V. SERGENT.

INSPECTION de SERGENT DE SEMAINE. V. CAPORAL D'ESCOUADE N° 5. V. SERGENT DE SEMAINE.

INSPECTION de TAMBOURS. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 13. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. TAMBOUR. V. TAMBOUR IDIOMATIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8. V. TAMBOUR-MAJOR N° 9.

INSPECTION de TROUS. V. CARTOUCHE A RALLS. V. ORDRE DE PARADE. V. SOUS-OFFICIER N° 10. V. TROUS.

INSPECTION de TRAVAILLEURS. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. TRAVAILLEUR. V. TRAVAILLEUR DE CORPS.

INSPECTION de TROUPE. V. OUVRIR LES RANGS. V. TROUPE.

INSPECTION des ARMES (G, 8). Le mot Inspection a la même étymologie que le mot inspecteur, et prend ici un sens tactique ou impératif. Dans le premier cas, c'est un substantif. Ainsi les PARADES sont l'occasion et le moyen d'une Inspection d'armes. Dans le second cas, c'est une interjection qui forme un commandement mixte qui équivaut à celui-ci : Préparez-vous à un ALIGNEMENT A RANGS OUVERTS, et présentez vos FUSILS pour que la REVUE en soit passée. — Un emploi de mots différents eût été préférable ; il eût été plus court et plus clair de se servir des expressions INSPECTION DE FUSIL ; mais les règlements de 1774, 1776, 1791, 1831 se sont copiés les uns les autres. — Le règlement de 1791 (1^{er} août) (école du soldat, n° 102), ne composait l'Inspection que d'un seul mouvement ; avec plus de raison l'ordonnance de 1831 (4 mars) partage en trois mouvements ce mouvement d'armes.

INSPECTION d'OFFICIER DE SEMAINE. V. OFFICIER DE SEMAINE.

INSPECTION EN ROUTE. V. CAPITAINE EN ROUTE. V. CORPS EN ROUTE SUR PIED DE PAIX. V. COMPAGNIE EN ROUTE. V. CORPS AU DIT. V. EN ROUTE. V. DIT. V. SÉJOUR.

INSPECTION GÉNÉRALE. V. ADJUDANT GÉNÉRAL ARDLAIS. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 18. V. CAPORAL D'IN-

FANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. CASSE. V. CHIRURGIER-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. CLASSE TACTIQUE. V. COCHET. V. COLOREL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 25, 28. V. COMMANDANT EN CHEF. V. COMPAGNIE EN ROUTE. V. CONTRÔLEUR DE MANUFACTURE D'ARMES. V. CORPS EN ROUTE SUR PIED DE PAIX. V. DÉMISSION. V. DÉPARTEMENT D'ORDINAIRE. V. DÉPENSE DE LUXE. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. ÉVOLUTION DE LIGNE. V. FEUILLE DE JOURNÉE. V. FOURRAGE ARMÉ. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. GRAND TROUPE. V. HAYESAC. V. HOSPITALIERS. V. INCORPORATION D'UNIFORME. V. LIVRE DE COMPAGNIE. V. MAJOR EN CHEF DE BATAILLON N° 11. V. MAGASIN DE CORPS. V. MAJOR GÉNÉRAL. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 10. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 6, 10. V. OFFICIER D'ARTILLERIE N° 5. V. OFFICIER D'INFANTERIE N° 1. V. OFFICIER DU GÉNIE N° 7. V. REMPLACEMENT. V. TISSEROT. V. TRANSCORPORATION. V. TRAVAILLEUR.

INSPECTION PRÉPARATOIRE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 11. V. PRÉPARATOIRE.

INSTIGATEUR (subs. masc.) A LA DÉSERTION. V. CHEF DE COMLOT. V. DÉSECTOR. V. LÉGISLATION (AR TREIZE, 25 VENTÔSE).

INSTITUT MILITAIRE. V. MILICE ANGILO-AMÉRICAINE N° 1. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 6. V. MILICE DANDON N° 1, 5. V. MILICE PRUSSIENNE N° 6, 7. V. MILITAIRE, adj.

INSTITUTION (subs. fém.) OFFICIELLE. V. LÉGISLATION 1534 (24 JUILLET). V. OFFICIEL, adj. V. RÈGLEMENT.

INSTRUCTEUR, subs. masc. (term. génér.) OU INSTRUCTEUR MILITAIRE. Mot tout latin, ainsi que le substantif INSTRUCTION ; mais, dans cette langue, *instructor* n'avait pas le sens de l'expression française ; *instructio militum* était l'ordre de bataille des troupes ; l'*instructor* était l'entraîneur. — Le terme *instructeur*, signifiant précepteur dans une milice, chef de classe tactique d'infanterie, est peu ancien. L'ordonnance de 1755 (6 mai) et les instructions de 1774 (11 juin) et 1775 (30 mai) employaient la locution *maître d'exercice*. L'ordonnance de 1776 (1^{er} janvier) et le règlement de 1791 (1^{er} août) y substituaient la qualification d'*instructeur*. — Les instructeurs des temps modernes rappellent du petit au grand, les *porrotristes* ou *gymnastes* des milices grecques ; les *campiducteurs*, les *campiducis*, les docteurs d'armes de la milice romaine, et les chefs de classe ou *maîtres d'armes* qu'on appelait *lanistes* (*lanista*, *lanistæ*) dans les collèges de gladiateurs. — Dès l'époque où vivait Socrate, et dans les beaux temps de la Grèce, Athènes avait des professeurs de tactique ; la *Cyropédie* de Xénophon (livre vi) en rend témoi-

guage; l'académie des belles-lettres (l. vi) a mis au jour quelques recherches sur ce point d'antiquité. — Le proconsul MARCUS avait été fustigé par les instructeurs; l'empereur MAXIMIN avait inné le *FOETUS CAMPAGNÉ*. — La langue militaire de France a d'abord donné une acception restreinte au titre d'instructeur; elle ne désignait ainsi, à proprement parler, que les maîtres en fait de manœuvre du fusil. — LECOUTURIER (1825, A) a composé un article au sujet des instructeurs. — L'ordonnance de 1774 (11 juin) voulait que les colonels fussent les principaux instructeurs de leur troupe. — Les ordonnances de 1788 ont commencé à mentionner des instructeurs en chef. Le règlement de 1816 (24 juillet) y a puisé ce système et celui des sous-instructeurs; l'ordonnance de 1818 (13 mai) l'a consacré. — Maintenant le colonel, le lieutenant-colonel, le major, les chefs de bataillon, l'adjudant-major, l'aide-major, etc., sont instructeurs soit nominativement, soit de fait; le mode d'instruction qu'ils exercent, et la manière dont ils s'acquittent de ce devoir, sont sous la surveillance d'un inspecteur général. — Les procédés théoriques que doivent observer les instructeurs étaient énoncés avec précision dans le règlement de 1791 (1^{er} août) et dans l'ordonnance de 1831 (4 mars). Mais les intentions de ces documents ne sont pas toujours assez ponctuellement suivies. Souvent les sous-officiers instructeurs qui dressent les simples soldats se perdent dans un babil inintelligible pour leurs élèves; ils devraient au contraire se borner presque à exécuter eux-mêmes chaque temps, chaque mouvement, à ne parler qu'aux yeux comme le fait l'enseignement mutuel, à réduire pour ainsi dire leurs explications à ceci : regardez et imitez; mais la prétention de passer pour savants les travaille. Un vieil instructeur de l'école polytechnique, sorti officier de la garde consulaire, disait à ses jeunes et railleurs écoliers : *Immobiles, citoyens, c'est le plus beau mouvement de l'exercice. Ayez vos yeux à quinze pas devant vous.* — Le temps amènera probablement et la simplification du manœuvre d'armes si inutilement compliqué, et l'art de démontrer mieux et plus vite les principes du tir aux élèves; la cadence du pas et les feux devraient presque composer le rudiment du soldat et tout l'ensemble de l'exercice de détail. — Le sens du terme instructeur est à peine une chose convenue; tantôt l'ordonnance de 1818 (15 mai, art. 70) appelle ainsi des chefs de classe, c'est-à-dire des sous-officiers, tantôt (art. 318) un officier supé-

rieur que le règlement de 1816 (art. 348) appelait instructeur en chef. Cette même ordonnance de 1818 s'occupait des instructeurs de compagnies de génie; voulait que des capitaines fussent les instructeurs de l'école de peloton; prescrivait de commencer les leçons de l'instruction en février, etc. — Les instructeurs, à défaut de tambours pour la cessation des feux, emploient le commandement : Roulement. Le ministre CLERMONT-TONNERRE a cherché à stimuler le zèle des instructeurs par des récompenses pécuniaires. Une circulaire de 1826 (15 janvier) affecte pour cet objet trois cents francs environ par bataillon. Les inspecteurs généraux et les chefs de camp inspecteurs ont été chargés de constater la capacité des instructeurs. — Le mot instructeur demande à être ici distingué en instructeur en chef.

INSTRUCTEUR EN CHEF (G, G). Sorte d'instructeur dont l'institution est moderne, mais dont il a été question déjà dans les ordonnances de 1788. Elles le chargeaient de concourir au choix des sous-officiers. — Le règlement de 1816 (24 juillet) a fait revivre l'expression; l'ordonnance de 1818 (15 mai) lui a substitué le simple terme instructeur; mais le titre est insuffisant, et ne rend pas la pensée de l'ordonnance. — Il existait, dans la cavalerie, des instructeurs en chef, c'étaient des maîtres de manège; il n'a été admis dans l'infanterie que depuis la restauration des chefs d'instructeurs. — Un instructeur, considéré dans le sens que l'ordonnance de 1818 (15 mai) donne au mot, est le supérieur de plusieurs chefs de classes tactiques. Il était nommé par le colonel sur la proposition du lieutenant-colonel; il était subordonné directement dans ses fonctions au lieutenant-colonel; il était, autant que possible, du grade de chef de bataillon; il commandait le bataillon d'instruction. — L'instructeur est tenu de s'assurer si chacun des chefs de classe tient une liste exacte des élèves de sa classe; il a sous ses ordres un sous-instructeur; il désigne le maître d'exercice des travailleurs. — Il exerce dès le mois de février tous les officiers; il concourt à la désignation des officiers et sous-officiers chefs de classe; il peut être employé à la tréfilerie qui embrasse le service ou les manœuvres. — Les ordonnances de 1825 (27 février et 6 avril) et 1826 (3 décembre) réglaient ce qui concerne les instructeurs en chef de cavalerie.

INSTRUCTEUR MILITAIRE. V. ÉCOLE DE MARS n° 2. V. INSTRUCTEUR. V. MILITAIRE, adj.

INSTRUCTION, subs. fém. V. BATAILLON D'ÉLITE. V. CAMP D'ÉLITE. V. CLASSE D'ÉLITE. V.

ÉCOLE D'... V. ÉTABLISSEMENT D'... V. HÔPITAL D'... V. MARQUE A L'...

INSTRUCTION (G, 5) OU INSTRUCTION MILITAIRE. Ce mot a la même étymologie que le mot INSTRUCTEUR; il est également tout LATIN; également aussi il diffère de la racine *instruere*; dans nos usages, et sous le point de vue militaire, il exprime des connaissances spéciales, un savoir acquis, un apprentissage calligraphique, tandis qu'au contraire il signifiait, il y a peu de siècles encore, ORDRE TACTIQUE OU ARRANGEMENT DES TROUPES; DELANOE (1559, A) et le traducteur d'ÉLIEY (1556, A) l'emploient sous cette acception. — Si l'on rapproche le mot INSTRUCTION du terme ENSEIGNEMENT, si on le conçoit comme une somme de savoir que le MÉTIER DES ARMES exige, l'ART MILITAIRE DE TENIR A ENCORE à acquérir; l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n'est pas au degré qu'elle pourrait atteindre. Mais ce qu'on appelle instruction est autre chose. — Le plus ordinairement les ORDONNANCES, celle de 1818 (13 MAI) (BIL. 1, 508, 514), la CIRCULAIRE DE 1822 (17 MAI), l'ORDONNANCE DE 1855 (2 NOVEMBRE), les INSTRUCTIONS SUR L'INSTRUCTION ne mentionnent l'Instruction que sous un point de vue tactique, comme la pratique des MANŒUVRES, comme l'habileté à les exécuter; de là les noms d'INSTRUCTION PRATIQUE ET THÉORIQUE, de là le nom d'INSTRUCTION DE DÉTAIL donné aux premiers principes, et d'INSTRUCTION D'ENSEMBLE supposant association d'hommes en MANŒUVRES. — L'expression Instruction est quelquefois synonyme d'injonction par écrit; quelquefois elle a trait aux affaires judiciaires, quelquefois elle comporte un sens réglementaire, en considérant l'Instruction comme une APPLICATION DES ARTS ET DES SCIENCES, comme un des produits de cette faculté que les anciens nomment *ars technica*, comme un fruit intellectuel de l'ENSEIGNEMENT, comme l'objet des travaux des ÉCOLES MILITAIRES, comme embrassant la pratique manuelle de l'ÉCRITURE et de l'ÉQUITATION. — Il a été traité de l'utilité et des procédés de l'Instruction militaire, et des questions qui s'y rapportent, par ANNOULD, BARDIN (1844, E), BELL, BENITEZ, BODAN (1781, H), BOISROGER (1768, B), BOUESIER, COLLANDER, DECAFFY, DOYLE, DUTAIN-TRILL, FACIUS, FENNO, le général GIRARDIN, M. GIRARDIN (Émile DE), GOETTER, HAYS, HORNELONGE (1818, D), HILING, JARRO (1777, G, au mot *Education*), KENNEDY, LECOUTURIER (1825, A), LESSAC (1785, A), LOSSOW, MARTIN (François), MARINIAN, MARHOIT, MAUGENHET, MELITZANO, MINARAU (1788, C), MONTAGNE, MORA (1570, A), NAUDÉ (1657),

NOCARFEN, OMER (1817), PLEYDELL, POSSONI, PUGA, REICH, REUSS (1776), RIOS, SAFRIZ, SAINT-PAUL (F.-W.), SCHOLTFEN, SCHWEIN, SEYVAN (1780, B), SONTAY, THÉTIS, TRAUTSCHEN, la *Sentinelle de l'Armée* (1855, n° 17).

INSTRUCTION D'ADJUDANT. V. ADJUDANT. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 19.

INSTRUCTION D'ADJUDANT-MAJOR. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 15.

INSTRUCTION D'AFFAIRE. V. AFFAIRE. V. AFFAIRE JUDICIAIRE. V. CAPITAINE RAPPOORTEUR. V. COMMISSAIRE ADJUTÉ DES ŒUVRES. V. CONCLUSIONS DE PROCÉDURE. V. CONTUMACE. V. DÉNAT. V. GEFFIEN DE CONSEIL DE GUERRE. V. INDEMNITÉ DE CHEVAL DE SELLE. V. INFORMATION. V. KROER. V. PROCÉDURE.

INSTRUCTION D'AIDE DE CAMP. V. AIDE DE CAMP n° 4.

INSTRUCTION D'AIDE-MAJOR. V. AIDE-MAJOR ACTUEL n° 2. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 10.

INSTRUCTION D'ARMÉE FRANÇAISE. V. ARMÉE FRANÇAISE n° 7. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE n° 6, 10. V. ORDONNANCE OFFICIELLE.

INSTRUCTION D'ARMURIER. V. ARMURIER DE CORPS n° 4.

INSTRUCTION D'ARTILLERIE. V. ARTILLERIE. V. ARTILLERIE STRATÉGIQUE. V. DRÉON. V. LOMBARD.

INSTRUCTION DE BATAILLON. V. BATAILLON. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 7.

INSTRUCTION DE CAPORAL. V. CAPORAL. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 14.

INSTRUCTION DE CAVALERIE. V. ANELANO. V. CAVALERIE. V. CAVALERIE FRANÇAISE n° 5, 7. V. LAROCHE-AYMON.

INSTRUCTION DE CHEF DE BATAILLON. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 11.

INSTRUCTION DE CHEVALERIE. V. ARMES BLANCHES DE DUEL. V. CHEVALERIE. V. CHEVALERIE D'AFFILIATION n° 4.

INSTRUCTION DE COLONEL. V. COLONEL. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 51. V. COMMANDANT DE PLACE n° 10.

INSTRUCTION DE COMMANDANT DE PLACE. V. COMMANDANT DE PLACE n° 12.

INSTRUCTION DE COMPAGNIE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 11. V. COMPAGNIE. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 9.

INSTRUCTION DE CORNET. V. CORNET. V. CORNET IDIOMATIQUE n° 5, 6.

INSTRUCTION de CORPS. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 11. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 24. V. CORPS. V. CORPS RÉGIMENTAIRE n° 4. V. ÉCUEIL D'INFANTERIE FRANÇAISE n° 2. V. REVUE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL. V. SOUS-INTENDANT n° 2.

INSTRUCTION de DÉTACHEMENT. V. CHEF DE DÉTACHEMENT n° 1. V. DÉTACHEMENT.

INSTRUCTION de DESTINATION. V. CHEF DE DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF n° 1, 2. V. CHEF DE PATROUILLE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 18. V. CONVOI POLÉMOLOGIQUE. V. DESTINATION.

INSTRUCTION de DÉTAIL. V. AIDE-MAJOR n° 2. V. DÉTAIL. V. INSTRUCTION. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL n° 5.

INSTRUCTION de FOURNIER. V. FOURNIER. V. FOURNIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 11.

INSTRUCTION de GARDES FRANÇAISES. V. GARDES FRANÇAISES n° 5.

INSTRUCTION de GÉNÉRAL. V. GÉNÉRAL. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE n° 9. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS n° 6.

INSTRUCTION de GÉNIE. V. GÉNIE. V. GÉNIE INDOLOGIQUE n° 5.

INSTRUCTION de HÉRAUT D'ARMES. V. HÉRAUT D'ARMES n° 5.

INSTRUCTION de MAJOR. V. MAJOR CAPITAINE n° 5. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON n° 7.

INSTRUCTION de MILICE ANGLAISE. V. MILICE ANGLAISE n° 7.

INSTRUCTION de MILICE ANGLAIS-AMÉRICAIN. V. MILICE ANGLAIS-AMÉRICAIN n° 4.

INSTRUCTION de MILICE AUTRICHIENNE. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 6. V. TRAVAUX DE CAMPAGNE.

INSTRUCTION de MILICE BAVAROISE. V. MILICE BAVAROISE n° 3.

INSTRUCTION de MILICE CHINOISE. V. MILICE CHINOISE n° 2.

INSTRUCTION de MILICE DANOISE. V. MILICE DANOISE n° 5.

INSTRUCTION de MILICE ESPAGNOLE. V. MILICE ESPAGNOLE n° 7.

INSTRUCTION de MILICE FRANÇAISE. V. MILICE FRANÇAISE n° 5.

INSTRUCTION de MILICE GRECQUE. V. MILICE GRECQUE n° 4.

INSTRUCTION de MILICE HANOVIENNE. V. MILICE HANOVIENNE n° 2.

INSTRUCTION de MILICE HOLLANDAISE. V. MILICE HOLLANDAISE n° 5.

INSTRUCTION de MILICE NAPOLITAINE. V. MILICE NAPOLITAINE n° 2.

INSTRUCTION de MILICE NÉERLANDAISE. V. MILICE NÉERLANDAISE n° 4.

INSTRUCTION de MILICE PERSANE. V. MILICE PERSANE n° 4.

INSTRUCTION de MILICE PIÉMONTAISE. V. MILICE PIÉMONTAISE n° 5.

INSTRUCTION de MILICE POLONAISE. V. MILICE POLONAISE n° 5.

INSTRUCTION de MILICE PORTUGAISE. V. MILICE PORTUGAISE n° 4.

INSTRUCTION de MILICE PRUSSIENNE. V. MILICE PRUSSIENNE n° 7.

INSTRUCTION de MILICE ROMAINE. V. MILICE ROMAINE n° 6.

INSTRUCTION de MILICE RUSSIE. V. MILICE RUSSIE n° 6.

INSTRUCTION de MILICE SAXONNE. V. MILICE SAXONNE n° 4.

INSTRUCTION de MILICE SIE. V. MILICE SIE n° 5.

INSTRUCTION de MILICE SUÉDOISE. V. MILICE SUÉDOISE n° 4.

INSTRUCTION de MILICE SUISSE. V. MILICE SUISSE n° 5.

INSTRUCTION de MILICE TURCO-ÉGYP-TIENNE. V. MILICE TURCO-ÉGYP-TIENNE n° 5.

INSTRUCTION de MILICE TURQUE. V. MILICE TURQUE n° 6.

INSTRUCTION de MILICE WERTEMBER-GEISE. V. MILICE WERTEMBERGEISE n° 5.

INSTRUCTION de MINISTRE. V. MINISTRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE n° 15.

INSTRUCTION de MUSICIENS. V. CHEF DE MUSIQUE. V. MUSICIEN. V. MUSICIEN n° 6.

INSTRUCTION de PROCÈS. V. GÉNÉRAL. V. INFORMATION. V. PRÉVOT. V. PRÉVOT D'ARMÉE. V. PRÉVOT DE CORPS. V. PRÉVOT DES BANDES. V. PROCÈS. V. PROCÈS.

INSTRUCTION de FUSILLES. V. FUSILLE n° 5.

INSTRUCTION de RECRUES. V. PORTE-DRAPEAU n° 6. V. RECRUE.

INSTRUCTION de RÉGIMENT. V. RÉGIMENT. V. RÉGIMENT FRANÇAIS n° 6.

INSTRUCTION de SERGENT. V. PELOTON D'INFANTERIE. V. SERGENT. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 11.

INSTRUCTION de SERGENT-MAJOR. V. SERGENT-MAJOR n° 9.

INSTRUCTION de SOLDAT. V. SOLDAT.

INSTRUCTION de SOUS-OFFICIER. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 19. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 15. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE n° 4; id. n° 3, 9. V. SOUS-OFFICIER.

INSTRUCTION de TAMBOURS. V. TAM-

BOUR. V. TAMBOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. TAMBOR MAJOR N° 10.

INSTRUCTION DE TRAVAILLEUR. V. TRAVAILLEUR.

INSTRUCTION DE TROUPES. V. POLICE. V. RENGAGEMENT. V. TROUPE.

INSTRUCTION D'ENFANT D'E TROUPE. V. ENFANT DE TROUPE. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 5.

INSTRUCTION D'ENFANT. V. ENFANT. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5.

INSTRUCTION D'INFANTERIE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 7. V. COMBAT STRATÉGIQUE. V. INFANTERIE. V. INFANTERIE N° 7. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 6. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. 7. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 4. V. LAROCHE-AYMON (1817, C). V. LIEUTENANT-COLONEL N° 6. V. MAINGANHAUD (1822, B).

INSTRUCTION D'INFANTERIE LÉGÈRE. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 6.

INSTRUCTION D'INTENDANT. V. INTENDANT. V. INTENDANT MILITAIRE N° 5.

INSTRUCTION D'OFFICIER. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 4. V. OFFICIER N° 6.

INSTRUCTION D'OFFICIER D'ARTILLERIE. V. OFFICIER D'ARTILLERIE N° 6.

INSTRUCTION D'OFFICIER DE CAVALERIE. V. OFFICIER DE CAVALERIE N° 4.

INSTRUCTION D'OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 6. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

INSTRUCTION D'OFFICIER DU GÉNIE. V. OFFICIER DU GÉNIE N° 8.

INSTRUCTION D'OFFICIER FRANÇAIS. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 14.

INSTRUCTION JUDICIAIRE. V. DÉBAT. V. INDIGNITÉ DE CHEVAL DE SÈLE. V. JUDICIAIRE.

INSTRUCTION MILITAIRE. V. INSTRUCTION. V. MILITAIRE, adj.

INSTRUCTION OFFICIELLE. V. LÉGISLATION, 1049 (janvier). — 1732 (2 août). — 1733 (1^{er} juin). — 1753 (13 ou 17 février, 14 mai et 29 juin). — 1754 (14 mai). — 1765 (1^{er} mai). — 1769 (1^{er} mai). — 1771 (11 juin). — 1774 (11 juin). — 1775 (30 mai). — 1788 (20 mai; il y en a deux de même date). — 1791 (1^{er} avril, 1^{er} mai, 1^{er} juin, 15 novembre et 16 décembre). — 1792 (1^{er} janvier et 1^{er} ou 2 mars, 18 pluviôse et 16 ventôse). — An trois (16 nivôse, 16 et 28 ventôse et 14 germinal). — An quatre (1^{er} ventôse). — An cinq (1^{er} ventôse et 24 floréal). — An six (1^{er} et 18 germinal et 1^{er} floréal). — An sept (19 vendémiaire, 2 brumaire, ventôse, 11 germinal, 19 et 29 floréal et 24 thermidor). — An huit (1^{er} complémentaire). — An dix (15 fri-

maire, 1^{er} et 24 pluviôse). — An treize (12 fructidor). — An quatorze (1^{er} vendémiaire). — 1806 (1^{er} janvier, 17 avril, 12 mai, 19 juin, 16 août et 4 décembre). — 1807 (25 mars, 14 et 31 décembre). — 1808 (8, 24 septembre et 25 novembre). — 1809 (1^{er} juin, 15 novembre et 15 décembre). — 1810 (5 juillet et 23 octobre). — 1811 (4 mars, 10 et 28 septembre, 10 et 28 décembre). — 1812 (4 mars, 3 août et 17 septembre). — 1814 (12 août, 3 septembre et 23 décembre). — 1815 (5 décembre). — 1816 (1^{er} février et 16 septembre). — 1818 (3 septembre, 1^{er} et 3 décembre). — 1819 (18 mars). — 1821 (5 et 18 juillet). — 1822 (16 janvier, 16 et 30 mars, 12 avril et 17 août, 21 septembre et 14 octobre). — 1825 (3 février et 8 mars). — 1824 (10 janvier, 6 novembre et 23 décembre). — 1825 (28 août et 7 septembre). — 1826 (3 novembre et 24 décembre). — 1827 (24 juin, 15 août et 13 décembre). — 1828 (30 avril). — 1829 (19 juin). — 1830 (juin). — 1831 (25 janvier, 9 et 10 mars, 4 et 6 mai, 20 septembre). — 1832 (10 février, 30 mars, 19 et 28 avril et 12 octobre). — 1833 (22 juin). — 1834 (24 et 25 juin). V. OFFICIEL. V. RÉGLEMENT.

INSTRUCTION PRATIQUE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5. V. INSTRUCTION. V. PRATIQUE, adj.

INSTRUCTION RÉGLEMENTAIRE. V. RÉGLEMENT DE CAMPAGNE. V. RÉGLEMENTAIRE.

INSTRUCTION SUR L'ARMEMENT; de 1832 (30 mars). V. ARMEMENT. V. ARMEMENT D'UNIFORME. V. ENCAISSMENT D'ARMES.

INSTRUCTION SUR LE CAMPMENT. V. CAMPMENT. V. LÉGISLATION 1792 (1^{er} mars).

INSTRUCTION SUR L'EXERCICE. V. ALIÈGEMENT. V. BATAILLON DE DIRECTION. V. CARRÉ PLEIN. V. DÉTERMINER LA LIGNE DE BATAILLE. V. DIRECTION DE BATAILLON EN BATAILLE. V. DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE. V. DIVISION DE BATAILLON. V. DOUBLEMENT DE SECTIONS. V. ÉCOLE DE COMMANDEMENT. V. EXERCICE. V. FEU DE DEMI-BATAILLON. V. FEU D'INFANTERIE. V. FEU EN RETRAITE. V. FORMER LE BATAILLON SUR LA DROITE, etc. V. FORMER LES DIVISIONS. V. FORMER LES PELOTONS. V. GUIDER TACTIQUE. V. RÉGLEMENT D'EXERCICE DE 1753. V. RÉGLEMENT D'EXERCICE DE 1774 (11 juin).

INSTRUCTION SUR L'INSPECTION. V. ARMEMENT DE CORPS. V. ATTAQUE DE CORVOL. V. ATTAQUE DE POSTE. V. CARRÉ. V. CONSEIL DE DISCIPLINE. V. DÉFILEMENT D'HONNEUR. V. DIS-ARCHER MILITAIRE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5. V. INSPECTION. V. INSTRUCTION. V. JEUNE SOLDAT. V. THÉORIE.

INSTRUCTION TACTIQUE. V. ADJUDANT-

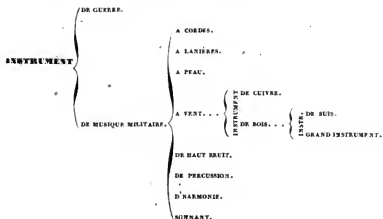
MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10, V. CHFF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8. V. CLASSE TACTIQUE. V. CLASSE TACTIQUE DE COMPAGNIE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11, 15, 24, 28, 31, 32. V. COMBAT STRATÉGIQUE. V. COMMANDEUR EN CHFF. V. DISCIPLINE. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. GUIDE TACTIQUE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 2, 4. V. INSTRUC-TEUR. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11. V. LOT. V. MINISTRE

DE LA GUERRE EN 1761. V. PORTE-DRAPEAU N° 6. V. TACTIQUE, 30j.

INSTRUCTION THÉORIQUE. V. INSTRUCTION. V. MARÉCHAL DE CAMP INSPECTEUR. V. THÉORIQUE.

INSTRUIRE (verb. act.) UN PROCÈS. V. CAPITAINE RAPPORTEUR. V. CONTUMACE. V. PROCÈS.

INSTRUMENT, subs. masc. V. CLEF D'... V. SONNERIE D'...



INSTRUMENT (term. génér.). Mot tout LATIN qui a eu des sens très-variés, et qui sera présenté ici d'une manière générale comme INSTRUMENT DE GUERRE, et d'une manière particulière comme INSTRUMENT DE MUSIQUE MILITAIRE. — Le mot sera distingué en INSTRUMENT A CHOC, — A CLEFS, — A ENBOUCHURE, — A PERCUSSION, — A SONNETTES, — CHINOIS, — DE CHIRURGIE, — DE GUERRE, — DE MUSIQUE MILITAIRE, — DE VOLTIGEURS, — D'INFANTERIE LÉGÈRE, — TURC.

INSTRUMENT A CHOC. V. A CHOC. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE N° 5. V. INSTRUMENT DE PERCUSSION.

INSTRUMENT A CLEFS. V. A CLEF. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5. V. TAMBOUR TURC.

INSTRUMENT (Instruments) A CORDES (F). Sorte d'INSTRUMENT DE MUSIQUE MILITAIRE dont l'usage appartient à des temps éloignés et presque oubliés; telles ont été les AISTRES ou les HARPES ÉGYPTIENNES ET PERSES; telles ont été les LYRES GRECQUES, que la FLÛTE accompagnait; tel était le violon à trois cordes des MÉSÉTRIENS.

INSTRUMENT A ENBOUCHURE. V. A ENBOUCHURE. V. HAUSSER.

INSTRUMENT A LANIÈRES (F). Sorte d'INSTRUMENT DE MUSIQUE MILITAIRE dont l'usage a été répandu dans des ARMÉES BARBARES; les sons qu'elles tiraient des FOULETS à fléau ou du claquement de lents ARCS équivalaient à des signes convenus, à des COMMANDEMENTS MUSICAUX.

INSTRUMENT (Instruments) A PEAU (B, 4; G, 6). Sorte d'INSTRUMENT DE MUSIQUE MILITAIRE qu'on a aussi nommé INSTRUMENT A PERCUSSION ou DE PERCUSSION; mais cette synonymie laisse régner de l'équivoque, parce qu'il y a des INSTRUMENTS DE PERCUSSION qui ne sont point à PEAU. — L'usage des Instruments à peau se perd dans l'antiquité; il paraît qu'ils ont été d'abord d'un emploi peu commun dans les ARMÉES, et qu'ils n'avaient qu'une seule peau; tels étaient les tambours des Corymbantes; tels furent ceux des armées du conquérant qu'on a déifié sous le nom de Bacchus. — La langue française des temps modernes les a appelés TAMBOURS DE BASQUE,

TAMBOURS A MARCHER. — Cependant il existe des tambours à deux peaux d'une antiquité incalculable; on les voit parmi les curiosités égyptiennes rassemblées au Louvre par le célèbre Champollion. — Les Instruments à peau sont à timbre ou sans timbre; ils se sont nommés *ATTARALE*, *CAISSE*, *NACAIRE*, *TAMBOUR*, *TIBRALES*; ils ont fait autrefois partie des instruments de haut bruit; maintenant les instruments de haut bruit ne sont plus qu'instruments à peau. Dans la marche de la musique militaire, ils sont placés en dernière ligne; ceux de la grande musique dépendent du chef de musique; ceux qui sont instruments de haut bruit dépendent du tambour-major.

INSTRUMENT A PERCUSSION. V. A PERCUSSION. V. HAUTBOIS. V. INSTRUMENT DE BOIS. V. INSTRUMENT DE MUSIQUE. V. INSTRUMENT DE PERCUSSION. V. INSTRUMENT D'HARMONIE. V. MILICE ÉGYPTIENNE n° 1. V. MILICE GRECQUE n° 4. V. TRIANGLE INSTRUMENTAL.

INSTRUMENT A SONNETTES. V. A SONNETTES. V. MILICE TURQUE n° 2.

INSTRUMENT (instruments) A VENT (B, 1; G, 6). Sorte d'instruments de musique militaire qui ont été employés de toute antiquité dans les armées; ils y étaient surtout en airain, en coquillages, en cornes d'animaux. Leur fabrication n'était d'abord qu'un art grossier et les sons qu'en on tirait se réduisaient à un petit nombre de notes. La *MILICE ÉGYPTIENNE*, une des premières, les avait perfectionnés. — *TYRTÉE* a mis en réputation la *FLÛTE* de la *MILICE GRECQUE*. — Les instruments à vent de la *MILICE ROMAINE* étaient de genres variés; longtemps elle n'employa que le *CORNET*, *CORNU*; elle y joignit la *BUCCINE*, le *CLASICON*, la *TROMPETTE* moyenne ou grande; les signaux que donnaient chacun des instruments étaient spéciaux, et résultaient de la nature, de la qualité, de la force des sons, bien plus que de la modulation d'un air. Des pâtres qui produiraient, sur des instruments différents, certains tons pareils, donneraient idée des signaux des anciens. — Le jeu de tous les instruments à la fois était un signal particulier. — La *TROMPETTE* jouée seule donnait aux légions le signal de la charge. — Les instruments à vent du *MOYEN ÂGE* ont été le *CLAIRON*, le *COR*, le *CORNABOIS* (cornet à bouquin), le *RECHT* (cor de postillon), l'*OLIFANT* (flût d'éléphant); des *CORNETTES* ont guidé l'*ARRIÈRE-GARDE*. — Les premiers instruments à vent dont les régiments d'*INFANTERIE* aient fait usage ont été compris dans la classe des instruments de haut bruit, parce que leur jeu et le jeu des tambours était simultané. — Mais les instruments dont

nos musiques actuelles, et surtout nos musiques d'harmoine font usage, sont, pour ainsi dire, inventés d'hier. — Les instruments à vent qui ont fait partie des orchestres des théâtres commençaient à peine à s'y introduire vers 1769, quand Grétry mit au jour ses premières productions; mais ce fut surtout Gluck qui leur donna de la vogue par le grand emploi qu'il en fit dans ses opéras. — Les Allemands commençaient à peine alors à compléter le système des instruments à vent, à en calculer les *DESSUS* et les *BASSES*, à échelonner, à l'instar des instruments à cordes, ceux qui se jouaient, soit à arches, soit à embouchures, soit à *TIGRES*, tels que les *BASSONS*, *CLARINETTES*, *FIFES*, *HAUTBOIS*, *OCTAVINS*, *SERPENTS*. — On peut donc rapporter l'époque de l'invention, ou du moins du perfectionnement des instruments à vent, à l'époque où fleurissent les compositeurs qui se sont livrés à l'harmonie; Mozart, notre contemporain, est un des premiers. — Le plus moderne de ces instruments est l'*OPÉRICIDE*. — Les instruments à vent se distinguent en instruments de bois et instruments de cuivre.

INSTRUMENT CHINOIS. V. CHINOIS, adj. V. MILICE CHINOISE n° 3.

INSTRUMENT (instruments) de BOIS (term. sous-génér.). Sorte d'instruments à vent qui comprennent les *DESSUS* et certaines *BASSES* des musiques d'harmoine; ils marchent après les instruments de cuivre, et avant les instruments sonnants ou à percussion; ils se distinguent en instruments de bois et grands instruments de bois.

INSTRUMENT (instruments) de BOIS (B, 1; G, 6). Sorte d'instruments de bois qui ne consistaient autrefois que dans les *HAUTBOIS*, et qui comprennent maintenant les *CLARINETTES* et les *OCTAVINS*; ils tiennent la droite des grands instruments de bois.

INSTRUMENT de CHIRURGIE. V. CAISSE DE CHIRURGIE. V. CHIRURGIE. V. CHIRURGIEN DE CORPS.

INSTRUMENT (instruments) de CUIVRE (B, 1; G, 6). Sorte d'instruments à vent qui étaient connus des Romains; ils nommaient *aneatores*, comme le dit *VARRON*, les joueurs d'instruments de cuivre (*à buccina anea*). — La *MILICE HANOVERIENNE* perfectionnait, il y a près d'un siècle, les instruments de cuivre, en y ajoutant des *CLERS*; ce n'est que de nos jours que les autres armées ont mis à profit cette vieille découverte. — Dans la formation tactique d'un corps de musique moderne, les instruments de cuivre en occupent le premier ou les premiers rangs; ils sont suivis des instruments de bois. — Les instruments de cuivre ont compris ou com-

prennent : CORN, CORNETS, OPICÉLIDES, TROMBONES, TROMPETTES. Ils jouent on des SONNERIES D'ORDONNANCE ou des PARFARFA.

INSTRUMENT (Instruments) de GUERRE (H). Sorte d'instruments qui, dans l'acception donnée à cette locution par quantité d'auteurs, consistent dans les ARMES, les CHICANES, les ENGINS, les MACHINES, les OUTILS, les SCORPIONS, dont les ARMÉES et les GENS DE GUERRE font ou ont fait emploi. — Quelquefois le terme s'applique au PERSONNEL des ARMÉES, et surtout des ARMÉES AGISSANTES ; en ce sens, on dit que l'INFANTERIE est le premier des Instruments de guerre. — Pendant quelques années, les AÉROSTATS ont été un Instrument de guerre. — La POUSSÉE employée sous forme de PUNÉ, la VAPEUR substituée aux matières faisant explosion, les AMORES FULMINANTES, le GALVANISME ou la pile de Volta appliqués aux MISES, soumettront peut-être à d'incalculables modifications les Instruments de guerre.

INSTRUMENT (instruments) de HAUT BRUIT (B, 4; C, 6). Sorte d'instruments de MUSIQUE qui ont d'abord été les seuls en usage dans les CORPS DE MUSIQUE de l'INFANTERIE ; on ne les a nommés ainsi que depuis qu'il a commencé à exister une MUSIQUE d'un ordre supérieur qu'on a appelée MUSIQUE TURQUE ou GRANDE MUSIQUE ; ce dernier genre d'institution a amené la séparation des INSTRUMENTS à PEAU et des INSTRUMENTS à VENT, qui auparavant ne jouaient jamais séparément, les uns étant la BASSE, les autres le DESSE. — Par des motifs analogues, on a appelé BRUIT DE CAISSE les AIRS DE TAMBOURS. — Les Instruments de haut bruit comprenaient FIFRES, HAUTBOIS, MUNTRES, TAMBOURINS ; ils ne comprennent plus, à quelques exceptions près, que des TAMBOURS. — L'ORDONNANCE DE COMPOSITION DE 1776 (25 MARS) ne reconnaissait point encore nominativement de MUSICIENS, mais elle reconnaissait comme INSTRUMENTISTES de haut bruit l'HOMME DE TROUPE nommé FIFRE et le CLARINET JOURNALIER DU HAUTOIS ; l'un ou l'autre de ces deux HOMMES DE TROUPE était attaché à une COMPAGNIE D'INFANTERIE, et il ne percevait que la PAYE DE TAMBOUR. — Des modes qui ont entraîné la loi à se modifier, à admettre des dispositions analogues aux progrès des arts, ont commencé à régner, surtout depuis le ministère de SAINT-GERMAIN. Les ordonnances qui composaient de simples SOLDATS les MUSIQUES étaient généralement déshabillés ; on recherchait, on enrôlait des artistes, on les attachait à l'ÉTAT-MAJOR, en dépit de la loi. L'ORDONNANCE DE 1788 (17 MARS) est entrée dans une voie nouvelle ; elle avait ces artistes ; elle faisait mention de MES-

CIERS, supprimait les FIFRES et effaçait du vocabulaire le mot CLARINETTE.

INSTRUMENT (instruments) de MUSIQUE MILITAIRE (term. sous-génér.). Sorte d'instruments que la CÉLÉSTIQUE, ou art de correspondre musicalement, a employés pour annoncer l'heure et le genre du SERVICE, pour donner des SIGNAUX, des ÉVOLUTIONS, pour transmettre des COMMANDEMENTS AUX TROUPES, pour animer et récréer le SOLDAT ; ils ont servi aussi à moduler la VITESSE de la MARCHÉ ; ils ont donné la CADENCE DU PAS ; mais il n'est pas démontré que les anciens en aient tiré ce dernier parti. — THUCYDIDE parle cependant des FLUTES qui à MANTINÉE réglaient le PAS ; mais l'effet consistait-il à précipiter ou à ralentir la MARCHÉ DES TROUPES ? Faut-il conclure du texte des traducteurs que l'INFANTERIE des anciens faisait simultanément le PAS du même pied. — Les ÉGYPTIENS connaissaient le TAMBOUR à double peau ; mais les TROUPES ROMAINES ne se servaient pas d'instruments à PRÉCISION ; les TROUPES GRECQUES s'en servaient peu. — Les antiquaires pensent, en général, qu'avant ALEXANDRE, les ARMÉES GRECQUES marchaient au son des FLUTES. — Ce que ATÉNÉE raconte des SYNGES lydiennes n'est pas facile à comprendre : *Cum ad bellum eunt Lydi, cum tibia ac syringibus in acie instruuntur, ut asserit Herodotus*. HERODOTE affirme que les Lydiens se rangent en bataille et marchent à l'ennemi au son des FLUTES et des SYNGES. Ces synges, dont parle aussi l'ÉTYMOLOGIE (1751, C), étaient, à ce qu'on suppose, des instruments à sept trous, ou la flûte du dieu PAN. C'étaient, suivant ROBINSON, des pipeaux. — Les soldats du conquérant des INDES avaient des méthodes bien opposées à celles des GRECS dont parle HOMÈRE. Les PHALANGES, au siège de TROIE, manœuvraient dans un silence profond ; les soldats d'ALEXANDRE ne marchent à l'ennemi qu'en poussant le CHI DE GUERRE. Cet usage macédonien a pu faire abolir les FLUTES ; ce concert des voix humaines a pu leur être substitué, ou amener l'usage d'instruments plus perçants, tels que les trompes. Dans la GRÈCE les mêmes Instruments, les mêmes airs étaient l'âme et des MANŒUVRES et de la DANSE PYRRHIQUE. — Les Instruments militaires de l'antiquité, ou du moins ceux des LÉGIONS de la MILICE ROMAINE, différaient surtout du système moderne en ce que chaque genre d'instrument exprimait un genre de COMMANDEMENT, ou indiquait l'accomplissement d'un SERVICE spécial ; tandis que chez les modernes c'étaient on ce sont les AIRS différents et non la spécialité des Instruments qui indiquent tel ou tel PAS,

telle ou telle MANŒUVRE, telle ou telle IN-JONCTION. — Chez les ROMAINS, le jeu à pari et seul d'un Instrument, ou le jeu de tons ou de plusieurs à la fois, donnaient différents signaux, mais au moyen de sons monotoniques plutôt que d'airs variés; le concert de certains Instruments s'appelait le CLASSICON, c'était à ce bruit que les HASTAIRES se portaient à la charge; chez les modernes, au contraire, la GÉNÉRALE, qu'on croit analogue à l'antique CLASSICON, est un air musical. — La forme des méthodes modernes a été un résultat naturel du raffinement des arts; mais peut-être l'ancienne manière était-elle plus claire, plus sûre, plus puissante; les Instruments parlaient aux yeux et aux oreilles. Quand on voyait d'un quart de lieue sonner la RUCCINE, on connaissait s'il était question d'une EXÉCUTION A MORT, ou l'on devinait, au moyen de l'heure ou par d'autres circonstances, les motifs pour lesquels les RUCCINATEURS jouaient. Au camp, si l'on voyait jouer une réunion de certains Instruments, il n'était pas nécessaire de les entendre pour savoir qu'il fallait LEVER LE CAMP. Un JOUE D'ACTION et avant le CHOC, si l'on voyait s'élever les TROMPETTES, il était indubitable qu'une CHARGE allait s'exécuter. — Quand les SENTINELLES voyaient à certaines heures certains MUSICIENS se mettre en action, elles savaient que c'était l'instant de LEVEUR LES GARDES OU LES SENTINELLES. — Nous avons éprouvé souvent en campagne l'inefficacité de nos Instruments, quand, pendant un vent contraire, et du point extrême d'un CAMP MINCE, on voit les TAMBOURS de la droite exécuter une SATTREIE; on est longtemps avant de deviner si c'est la GÉNÉRALE, un RAPPEL, la RETRAITE, etc. — L'INFANTERIE SUISSE avait, au treizième siècle, pour Instruments, des CORNAROUX et d'énormes TROMPES; elle se servait, dans les siècles suivants, de TABOURINS ou de TAMBOURINS et de FIFES. — Les NAMBOUCES, à l'antique manière des ORIENTAUX, valent des TANTAMS. — Les CARROUSELS avaient augmenté le nombre et entretinrent l'usage des Instruments. — Dans les TROUPES DE FRANCE l'usage des INSTRUMENTS DE HAUT BRUIT se régularise depuis l'institution des LÉGIONS DE FRANÇOIS PREMIER; on connaissait un genre de TROMPETTE nommé SACHFROUTE, SACHFROUTTE, mais les autres Instruments sont bien plus modernes; comment en est-il été autrement, puisque la musique de la cour et de la ville, au temps de HENRI QUATRE, ne connaissait presque que le luth, et qu'il n'y avait pour ainsi dire en FRANCE, sous LOUIS QUATRE, que la bande des vingt-quatre petits violons de Linly. — Mais PAUL JOYE

témoigne que les SUISSES et les ALLEMANDS de l'armée de CHARLES HUIT marchaient en cadence au son des FIFES et des INSTRUMENTS DE HAUT BRUIT. — Les Instruments des TROUPES FRANÇAISES étaient en si petit nombre dans le dernier siècle que l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C, t. III, pl. 2^e suppl.) n'en connaissait que cinq, tant d'INFANTERIE que de CAVALERIE, et y compris le TAMBOUR et la TIMBALE. — POTIER (1779, X) témoigne qu'en 1776, sauf dans les GARDES FRANÇAISES et SUISSES, il n'existait dans l'infanterie d'autres Instruments autorisés que des TAMBOURS et des FIFES; les autres Instruments n'étaient que tolérés. — La LANGUE MILITAIRE avait fixé si tard les noms des Instruments à employer, et avait négligé tellement de déterminer les usages alloués pour cette partie, que la DÉCISION DE 1820 (24 JUILLET), celles DE 1822 (9 et 25 DÉCEMBRE) et les dispositions récentes sur la MARCHÉ D'ENTRÉE, sont les premiers documents qui s'en soient occupés. — Les RÉPARATIONS et l'entretien des Instruments ont lieu par ABONNEMENT; ils font partie des EFFETS DE GRAND ÉQUIPEMENT; le jeu en est enseigné par le CHEF DE MUSIQUE. — Les Instruments se nomment ou se sont nommés, suivant les pays et les temps : ARIGOT, ATTARALE, BASSON, RUCCIN, RUCCINE, SUTLE, CAISSE DE PERCUSSION, CAISSE ROULANTE, CAGNETTES, CHAPEAU CHINOIS, CLAIRON, CLAQUETTE, CLARINETTE, CLASSICON, CLOCHE, COR, COR DE CHRYSLER, CORDE D'ASC, CORNAROUX, CORNEUSE, CORNET, GROMORE, CYMBALES, DEMI-LUNE, FIFRE, FLUTE, FOUTE, GRAND CLARINETTE, GROSSE CAISSE, HARPE, KAUTSOIR, HUCHET, LYRE, MÉNUEL, NACAIRE, OCTAVIN, OLIVANT, OPERCLÈDE, PETIT CORNET, PETITE CLARINETTE, POSAUNE, QUINTE-CLAVE, SAMBUQUE, SACHFROUTE, SERPENT, SIFFLET, SYRINOR, SYSTER, TAMBOUR, TAMBOUR A MARCHÉ, TAMBOUR TURC, TAMBOURIN, TANTAM, TIMBALE, TONNANT, TRIANGLE, TROMBONE, TROMPETTE. — Il n'y a qu'une faible partie de ces Instruments que la loi française ait reconnus. Plusieurs d'entre eux étaient admis par caprice; ainsi en 1839 le dixième d'infanterie légère avait dans sa musique CLAQUETTE et plusieurs paires de CAGNETTES. — Les MUSIQUES, peu utiles dans la CAVALERIE, y sont de par luxe; elles sont déplacées dans l'ARTILLERIE DE LIGNE; elles sont d'ostentation dans la MARIÉE; mais elles soulagent les fatigues et les MARCHES DU SOLDAT D'INFANTERIE; elles embellissent les PARADES; tombent la monotonie du DÉFILEMENT DES TROUPES; saluent de leurs FANFARES la présence ou l'arrivée des CHEFS; donnent de la gravité aux CÉRÉMONIES FUNÉRAIRES; sont les GLAIS DU champ de bataille, et égayent les réunions

où les militaires se livrent à des délassements de société et à des plaisirs délicats. — Par un abus du langage, les modernes et le ministère confondent souvent sous la même appellation et l'instrument et l'instrumentiste, comme cela a lieu à l'égard des clairons, des cors, des cornets, des fifres, etc.

— Plusieurs auteurs ont parlé d'instruments militaires, GAY (1670, D) est le plus ancien de tous; mais CARRÉ (1785, E) est le seul qui ait tracé à la fois et des explications raisonnées et des dessins qui s'y rapportent. — Les écrivains qui ont effleuré la matière sont : AUDOUIN, BOISROGER, CARRION (1824, A), DESPAGNAC (1751, D), *ENCYCLOPÉDIE (Dictionnaire des arts et métiers)*, FÉLIX (*Recue musicale*), JAMO (1777, G), LACHENNAIS (1758, J), LAPORTEFRIE, MAIZEROY (1761, E), POTIER (1779, X), ROBINSON, SINCLAIR (1775, L), TRAVERSE (1758, D; t. II, p. 22). — Les instruments de musique militaire se sont distingués suivant les temps et les pays en INSTRUMENTS À CORDES, — À LAMÈRES, — À PRAU, — À VENT, — DE HAUT BRUIT, — DE PERCUSSION, — SONNANT.

INSTRUMENT DE PERCUSSION (B, 1; G, 6), OU INSTRUMENT À CHOC, OU INSTRUMENT À PERCUSSION. Sorte d'instruments de musique militaire dont les uns à prau, tels que AT-TARALS, TAMBOURS, TIMBALES, etc., les autres non, tels que CLOCHES, CYMBALES, TANTANS.

INSTRUMENT DE VOLTEIGEURS, V. VOLTEIGEUR.

INSTRUMENT (instruments) d'HARMONIE (B, 1; G, 6). Sorte d'instruments de musique militaire ainsi nommés pour exprimer ceux qui sont de nature à être joués soit dans les exécutions de la musique turque ou petite musique, soit sans accompagnement de bruits de caisse et autres instruments à percussion. — Les CLARINETTES sont les violons de l'harmonie militaire, et le cor y remplit la même partition que dans un orchestre d'instruments à cordes.

INSTRUMENT D'INFANTERIE LÉGÈRE, V. COMPAGNIE D'INFANTERIE LÉGÈRE, V. INFANTERIE LÉGÈRE n° 5.

INSTRUMENT (instruments) SONNANT (B, 1; G, 6). Sorte d'instruments de musique militaire qui, dans l'ordre des places des instrumentistes, viennent après les instruments de bois; ils consistent ou ont consisté, suivant les temps, en CHAPEAU CHINOIS, CYMBALES et TRIANGLE. Le CLOCHE aussi en a fait partie; elle donnait déjà des signaux aux troupes chinoises plus de deux mille ans avant Jésus-Christ.

INSTRUMENT TURC, V. MUSIQUE TURQUE, V. TURC, *adj.*

INSTRUMENTAL (instrumentale), *adj.*

V. BUGLE 1... V. CAISSE 1... V. CLAIRON 1... V. CLOCHE 1... V. COMMANDEMENT 1... V. CORNE 1... V. CORNET 1... V. CORNETTE 1... V. DEMI-CORNE 1... V. FIFRE 1... V. FOUGET 1... V. HARPE 1... V. HAMBUCHE 1... V. SERPENT 1... V. TAMBOUR 1... V. TRIANGLE 1...

INSTRUMENTISTE, subs. masc. V. BATTERIE DE CAISSE, V. BRUIT DE CAISSE, V. RUCINATEUR, V. COR IDIOPHQUE, V. FANFARE, V. FIFRE, V. GUERRE DE 1756, V. HAUTOIS, V. HÉRAUT, V. INFANTERIE FRANÇAISE n° 10, V. INSTRUMENT DE HAUT BRUIT, V. INSTRUMENT DE MUSIQUE MILITAIRE, V. INSTRUMENT SONNANT, V. LÉGION DE FRANÇOIS PREMIER, V. MUSEIEN n° 2, V. MUSIQUE, V. PETITE MUSIQUE, V. TAMBOURIN, V. TAMBOUR, V. TAMBOUR DE TROUPES, V. TAMBOUR IDIOPHQUE, V. TAMBOUR INSTRUMENTAL, V. TAMBOUR INSTRUMENTAL D'INFANTERIE FRANÇAISE, V. TAMPON DE TAMBOUR, V. TRIANGLE INSTRUMENTAL, V. TRIBU ROMAINE.

INSUBORDINATION, subs. fém. (G, 5). Mot qui est un composé du substantif LATIN *ordinatio*; il donne idée d'un crime ou délit commis par un militaire résistant avec obstination ou violence aux ordres de ses chefs ou d'un chef. — L'insubordination des masses encourait, aux premiers temps historiques, la décapitation. — La justice militaire moderne considère l'insubordination comme atténuée ou aggravée à raison des temps, des cas, des habitudes reconnues, de la récidive, du grade, de l'état de paix, de l'état de guerre. — Les criminalistes placent l'insubordination au delà de la désobéissance, qui quelquefois reste inerte; l'insubordination, au contraire, a un caractère actif; elle se manifeste avec mouvement et violence. — Le CODE PÉNAL DE L'AN CINQ A CONSACRÉ UN chapitre à l'insubordination; il y rattachait l'insulte envers les chefs, les sentinelles, les autorités, et surtout les insultes avec violence. — M. le général VAUDONCOURT (1819) regarde la simple insubordination comme excitée souvent par des injustices, des outrages, des violences de la part des chefs vis-à-vis de leurs inférieurs. La loi, en le pressant, eût obvié aux expressions parfois trop rigoureuses de la justice. — Les CIRCULAIRES DE 1851 (25 DÉCEMBRE) et DE 1852 (12 NOVEMBRE) la regardant presque toujours comme une conséquence de l'ivresse, recommandaient d'éviter de provoquer la résistance des hommes pris de vin, en employant des moyens d'autorité qui compromettent la hiérarchie, et peuvent amener les événements les plus fâcheux. C'était par une sorte de répression fraternelle et d'exhortation de leurs camarades que les hommes ivres devaient être ramené-

nés à l'obéissance et au calme. — Une législation qui ne punit pas plus gravement le défaut de subordination d'un général que celle d'un inférieur, tombe dans un contresens. — En Prusse l'insubordination est un des cas principaux de la pénalité purement militaire. — La répression de l'insubordination des gagistes était une question ambiguë. — A l'égard des cas d'insubordination on peut consulter MM. BERRIAT, FOUCHER, LECOUTURIER, etc.

INSULTABLE, adj. v. INSULTE.

INSULTE, subs. fém. (C, 5; H). Mot provenu du verbe *LATIN* qui signifie sauter dessus ou par-dessus; on le retrouve dans *insultare*, et dans l'espagnol *dsaltar*, menacer d'attaquer une place, une ligne, en tenter l'escalade. — Originellement les termes *insulte*, *insulté*, avaient un sens tout militaire; assaillir une forteresse, ou insulte l'ennemi, étaient synonymes. — Le mot est très-peu ancien; insulte était masculin, comme dans les langues dont il dérivait; c'était au masculin que l'employaient Bouhours et Fléchier; il a produit l'adjectif peu usité *insultable*, qu'on trouve dans GAREAU, en parlant des places de guerre; il a produit les locutions être hors d'insulte, mettre hors d'insulte. — L'expression *insulter* s'est étendue ensuite en impliquant mépris; c'est l'acception que le langage vulgaire donne à ce mot; l'insulte est le fait d'une attaque avec outrage, quelquefois avec violence ou fait. — Suivant les personnages contre qui elle est dirigée, l'insulte est du ressort de la justice militaire. Le code pénal de l'an cix la concevait comme une particularité de l'insubordination. — En prenant le substantif insulte sous l'acception de la course d'un détachement, du coup ou main d'une colonne d'attaque, d'un épisode du champ de bataille, il donne idée d'une opération brusque, d'une attaque d'ennemi, d'une entreprise plus menaçante quelquefois qu'elle n'est sérieuse. L'insulte s'exerce soit en base campagne contre une chaîne de fortifications, contre des cantonnements, soit contre un poste, des fortifications de campagne, un camp retranché, des dépôts; elle est quelquefois imprévue, elle participe ainsi de la surprise; elle ne frappe que sur un point, bien différente en cela de l'attaque en ordre parallèle. — S'il s'agit de la défense des places, les insultes sont une entreprise ordinaire et prévue; mais il en est qu'il faut savoir mépriser, parce qu'elles sont des ruses de guerre. En plaine, des troupes imprévoyantes sont insultées par une charge inattendue de cavalerie. — Le besoin de se couvrir, de se mettre hors d'insultes, a

donné le jour à la castramétation. — Dans le langage moderne on a pris quelquefois le même sens insulte de coureurs et courra.

INSULTE de chemin couvert. v. ASSIÉGEANT. v. ATTAQUE DE CHEMIN COUVERT à FORCE COUVERTE. v. ATTAQUE D'ENNEMI. v. CHEMIN COUVERT. v. INFANTRIE n° 11.

INSULTE de place. v. ATTAQUE DE PLACE. v. FORTERESSE. v. INFANTRIE n° 11. v. PLACE. v. RAVLIN.

INSULTE, verb. sci. v. ALGARADE. v. ASSIÉGE. v. ATTAQUE DE CONVOI. v. ATTAQUE D'ENNEMI. v. BATAILLE STRATEMATIQUE. v. BRUSQUE. v. CANONNER. v. CHEMIN COUVERT. v. COLONNE D'ATTAQUE. v. COLONNE DE TENDRE. v. CONTRE-APPROCHE. v. CONTRESCARPE. v. ENHORS. v. DÉTACHEMENT DE GUERRE. v. ÉCUIER OR SUITE n° 4. v. ESCALADE. v. ESPADON. v. PLANC TACTIQUE. v. MARCELIER. v. INGÉNIEUR MILITAIRE. v. INSULTE. v. MANIPULE n° 1. v. OUVRAGE DE FORTIFICATION. v. PORT DE CAMPAGNE. v. PORTE DE FORTERESSE. v. POSTIDE STRATEMATIQUE. v. REMPART OR FORTERESSE. v. RETRANCHEMENT. v. REVÊTEMENT. v. SIÈGE OFFENSIF. v. TRANCHE.

INSURRECTION, (subs. fém.) RONGROISE (F). Le mot *insurrection* est tout latin; il est employé militairement dans le sens de levée tumultueuse, ou de LANDSTURM; il désigne une cavalerie légère que l'autre appelle aux armes, comme ARRIÈRE-BAN de SA MILICE, dans des circonstances critiques; on l'a aussi nommée *MUSARDS*, c'est-à-dire hommes levés à raison du vingtième de la population; elle a fourni jusqu'à soixante mille chevaux pour l'appui du trône de MARIE-THÉRÈSE. Le *Journal des Sciences militaires*, t. xxix, p. 153, l'évaluait à quarante mille hommes dont moitié à cheval. — L'insurrection de HONGRIE a combattu contre les Français en 1797, 1805, 1809. Voici ce qu'en dit BONAPARTE (le général MONTMELON, t. 1, p. 261) : Elle était pitoyable; ni l'insurrection ni les Cosaques n'ont jamais formé les avant-gardes des armées autrichiennes ou russes; parce que, qui dit avant-garde ou arrière-garde, dit troupes qui manœuvrent.

INTELLIGENCE, subs. fém. plur. v. ATTAQUE PAR STRATAGÈME. v. ENTRETIEN DE L'... v. SURPRISE DE PLACE.

INTENDANCE, (subs. fém.) MILITAIRE. v. ABOUS. v. ADJOINT À L'INTENDANCE. v. ADJUDANT OR SEMAINE EN ROUTE. v. ADJUDANT-MAJOR PRÉCÉDANT LE CORPS. v. ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE EN ROUTE. v. ADMINISTRATEUR MILITAIRE. v. ADMINISTRATION DE CORPS. v. AIDE-MAJOR ACTUEL n° 2. v. AMBULANCE. v. APPAREILS DE TRIENNAUX. v. ARME PERSONNELLE

n° 2. V. ARMÉE FRANÇAISE n° 2 (lab.). V. ARMÉE PRUSSIENNE. V. ARMEAL. V. ART MILITAIRE DE TERRE. V. ANTILLES FRANÇAISES. V. BRODERIE D'HABIT. V. BUREAU D'INTENDANCE. V. CAISSE A TROIS SERRURES. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 3. V. CAPOTE DE SENTINELLE. V. CARENEMENT. V. CATÉGORIES D'ARMÉE. V. CHRISTUS A BOULET. V. CHAUFFAGE. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 3. V. CHEF DE DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF n° 3. V. CHEF D'ÉTOFFES. V. CHEF D'INTENDANCE. V. CHEVAL. V. CHIRURGIEN DE CORPS. V. CHIRURGIEN-MAJON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 12. V. CODE MILITAIRE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 5, 22, 29. V. COMPTABLE DE CUISINE. V. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE n° 4. V. COMMISSAIRE DES GÉNÉRALIS. V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR. V. COMMISSION D'EXAMEN. V. CONGÉ LIMITÉ. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT n° 4. V. CONSEIL D'ÉTAT. V. CONSEIL PERMANENT n° 1, 3. V. CONTRA-MEUN. V. CORVOI MILITAIRE. V. CORPS DE GARDE DE GARNISON. V. CORPS D'INTENDANCE; id. n° 6. V. CORPS DU GÉNIE. V. CORPS EN ROUTE. V. COUPABLE. V. CROIX DE SAINT-LOUIS. V. CUISINIER. V. DÉCOMPTÉ DE LIQUIDATION. V. DÉCOMPTÉ EN DENIERS. V. DEMANDE DE MORTIFICATION. V. DÉPENSE. V. DÉPENSE ADMINISTRATIVE. V. DÉPENSE DU CORPS. V. DÉPENSEUR DE L'HÔPITAL. V. DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF. V. DÉTACHEMENT DE CORPS. V. DÉTACHEMENT JUDICIAIRE. V. DIRECTEUR D'HÔPITAL. V. DISTRIBUTION DE RATIONS. V. DISTRIBUTION DE VIANDRE AU CAMP. V. DISTRIBUTION DE GARNISON. V. DISTRIBUTION EN ROUTE. V. DOMESTIQUE MILITAIRE. V. ÉAO MINÉRALE. V. ÉAO PORTABLE. V. ÉFFET AU COMPTÉ DU DÉFIN. V. ÉFFET DE DÉCÈDE À L'HÔPITAL. V. ÉFFET DE LITIERE. V. ÉLÈVE D'INTENDANCE. V. ÉNROLÉ VOLONTAIRE. V. ÉQUIPEMENT D'HOMME DE TROUPE. V. ÉTAPÉ. V. ÉTAT CIVIL. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE n° 2, 4. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. ÉTAT QUATSIDAIRE. V. ÉTOFFE D'ÉQUIPEMENT. V. EXERCICES COMPTABILITAIRES. V. EXTRAIT DE BREVET. V. FACTEUR. V. FEMME D'OFFICIER. V. FEUILLE D'APPEL DU COMPAGNE. V. FEUILLE DE MOUVEMENT. V. FEUILLE DE ROUTE. V. FORDS. V. FOURNIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 1. V. GÉNÉRAL EN CHEF n° 4. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS n° 4, 7. V. GÉOLOGIE. V. GITE. V. GRADE D'OFFICIER. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. GUERRE DE 1741. V. HABILLEMENT. V. HOMME DE TROUPE n° 5. V. HOMME DES INVALIDES. V. INCORPORATION. V. INDIVIDUÉ DE FIDUCIAR. V. INDEMNITÉ DE PENTE. V. INFANTERIE FRANÇAISE n° 11. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 6. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL n° 5. V. INTENDANT DE PROVINCE. V. INTENDANT MILITAIRE n° 4. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LÉGISLATION. V. LÉVÉE. V.

LICENCIEMENT. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2. V. LIQUIDE. V. LIVRET D'ARMEMENT. V. LIVRET INDIVIDUEL. V. MAIRE DE COMMUNE. V. MAJOR EN CHEF DE BATAILLON n° 8, 11. V. MARCHE ADMINISTRATIF. V. MARÉCHAL DE CAMP n° 3. V. MARÉCHAL DE FRANCE n° 7. V. MEMBRE DE L'... V. MILICE ANGLAISE n° 12. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 3. V. MILICE NÉERLANDAISE n° 1. V. MILICE PRUSSIENNE n° 2, 10. V. MILICE SYRE n° 2. V. MILITAIRE, adj. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE; id. n° 6, 12, 13, 15; id. en l'année 1817 (12 septembre), 1830 (18 novembre). V. MOT. V. OFFICIER DE SANTÉ. V. OFFICIER D'ÉTAT CIVIL. V. OFFICIER D'... V. OFFICIER DU GÉNIE. V. OFFICIER FRANÇAIS n° 3, 15. V. ORGANISATION. V. OUVRIER D'ADMINISTRATION. V. PAIX DE MORITION. V. PAVEMENT. V. PENSION DE RETRAITE. V. PLACE A GARNISON. V. POLICE. V. PROCÈS-VERBAL. V. QUANTIFIÉ-MATRIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 3. V. RÉCEPTION DE DRAPPEAUX. V. RÉGIMENT FRANÇAIS n° 6. V. REGISTRE DE CAISSE. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL D'ARMÉE. V. REVUE D'INTENDANT. V. REVUE SUR LE TERRAIN. V. SALUT AVEC ARMES. V. SÉPULTURE. V. SERVICE DE GARNISON. V. SERVICE DE SANTÉ. V. SOLDAT, subs. fém. V. SOUS-INTENDANCE. V. SOUS-INTENDANT n° 1, 8. V. SOUS-PRÉFET. V. SUBSISTANCE.

INTENDANT, subs. masc. V. ALLOCATION D'... V. AVANCEMENT D'... V. DÉNOMINATION D'... V. DEVOIRS D'... V. DROITS D'... V. FONCTIONS D'... V. INSTRUCTION D'... V. NOMME D'... V. NOMINATION D'... V. PRÉROGATIVE D'... V. RARE D'... V. REMPLACEMENT D'... V. SUBORDINATION D'... V. SURVEILLANCE D'... V. SURINTENDANT. V. UNIFORME D'...

INTENDANT { D'ARMÉE... { INTER-DANS GÉNÉRAL.
MILITAIRE.

INTENDANT (term. génér.). Mot qui a été composé dans les derniers siècles en souvenir du verbe latin *intendere*, s'occuper, donner ses soins, faire attention. — Militairement, le substantif Intendant n'était pas encore connu sous le règne de François premier. — Depuis cette époque, on a quelquefois employé dans le même sens, comme le témoigne Audouin (t. II, p. 221, 231), la qualification de *surintendant d'armée*. — Le mot sera distingué ici en *intendant d'armée*, — *de l'artillerie*, — *de province*, — *des fortifications*, — *des invalides*, — *des docteurs*, — *des vivres*, — *divisionnaires*, — *en chef*, — *général des*

VIVRE, — MILITAIRE, — PÉMONTAIS, — PRUSSE.

INTENDANT (intendants) d'ARMÉE. (term. sous-génér.). Sorte d'INTENDANTS qui ont de l'affinité avec les FONCTIONNAIRES qui, dans la MILICE GRECQUE, s'appelaient *RIARQUES* suivant MORIN, et avec les DIGESTAIRES qui se nommaient QUESTURES dans la MILICE ROMAINE au temps de la république, et qui étaient désignés sous le titre de PRÉFETS DE CAMP, COMILES, COMES ANNONA, ou CHEFS des APPROVISIONNEMENTS sous les EMPEREURS. On les a aussi appelés en latin *logista*, *logistæ*; aussi a-t-on regardé l'art qu'ils exerçaient comme constituant la LOGISTIQUE ou une de ses parties. — Les Intendants et SURINTENDANTS d'ARMÉE n'ont existé dans les TROUPES FRANÇAISES que depuis que les COMPTABLES se furent dessaisis ou eurent été dépossédés de la suprême direction de l'ADMINISTRATION. — Au temps où l'on parlait encore bas LATIN, des FOURRIERS (*fodrarii*) faisaient fonction d'Intendants. — Les Intendants s'appellèrent d'abord CHANCELIERS ou GÉNÉRAUX DES FINANCES, comme le donne à entendre DURELLAY (1549, p. 72). — Des Intendants d'armée sont mis sur pied sous les dernières années du règne de LOUIS TREIZIÈME, comme le témoigne M. le colonel CARRON (1824, A); ils commencent à figurer dans l'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL à la fin du règne de LOUIS QUATORZIÈME. LETELLIER fut employé sous ce titre en ITALIE; il y étudia les détails relatifs aux troupes et à leurs SOUTÈNEMENTS; il y fit l'apprentissage des fonctions de MINISTRE DE LA GUERRE; il y apprit tout ce qu'on pouvait savoir à cette époque, et fit l'expérience qu'en TEMPS DE GUERRE la meilleure ADMINISTRATION n'est que le moindre gaspillage possible des finances de l'État et des biens du pays occupé; il se proposa donc, comme but de la science, de réduire le désordre à son minimum. — Mais alors les Intendants étaient dans une dépendance absolue du GÉNÉRAL EN CHEF. En 1693, DEIAFONT, intendant de l'ARMÉE du maréchal de LORGE, ayant blâmé sa conduite dans une lettre confidentielle qui fut interceptée, fut chassé par ce maréchal, comme nous l'apprend DANGRAU (1693, 18 août). Alors les Intendants d'armée étaient ordinairement tirés des INTENDANTS DE PROVINCE ou des ORDONNATEURS. — Depuis le règne de LOUIS QUATORZIÈME jusqu'en 1762, époque où les COMPAGNIES passent au compte de l'État en vertu de la CONSTITUTION donnée par CROISSANT, les Intendants des armées n'intervenaient dans l'ADMINISTRATION INTÉRIEURE des corps que comme agents intermédiaires entre les capitaines des COMPAGNIES et les

TRÉSORIERS du roi; c'étaient plutôt des certificateurs que des contrôleurs à l'égard des DÉPENSES DE SOLDAT. — Dans la guerre de 1741, on voit exister deux INTENDANTS EN CHEF des ARMÉES. HÉRAULT de SÉCHELLES se fit en cette fonction une réputation. — Les Intendants d'armée étaient appelés aux séances des CONSEILS DE GUERRE du champ de bataille ou des PLACES DE GUERRE. — Ils commissionnaient les EMPLOYÉS DES SERVICES; ils ordonnaient les DÉPENSES du matériel. — Dans les pays occupés par l'ARMÉE, ils devenaient en quelque sorte INTENDANTS DE PROVINCE et avaient sous leurs ordres les FONCTIONNAIRES DES GUERRES. — Le ministre SAINT-GERMAIN donna à deux ordonnateurs le titre d'Intendants, et les chargea d'une inspection générale de l'ADMINISTRATION; alors commença leur droit de contrôle et de surveillance générale. — Un Intendant d'armée doit être assez éclairé pour que les secrets de l'économie politique lui soient connus; il doit être pourvu d'un esprit assez méthodique pour se livrer avec fruit à la laborieuse investigation de la STATISTIQUE du pays à administrer. — On peut consulter, à l'égard des Intendants d'armée: AUDOUIN, CHENNEVIERES (1750, C), GUIGNARD (1725, B), LACHENNAIS (1758, I), OBIER (1824, E). Le mot sera examiné comme INTENDANT GÉNÉRAL.

INTENDANT de l'ARTILLERIE. V. ARTILLERIE, V. GRAND MAÎTRE DE L'ARTILLERIE.

INTENDANT (intendants) de PROVINCE (P). Sorte d'INTENDANTS institués par le cardinal de RICHELIEU et chargés de fonctions en partie militaires, puisque les DÉPENSES des troupes réparties dans les PROVINCES les regardaient; ils n'étaient pas sans analogie avec les anciens commissaires départis dans les généralités, et qui, en 1551, étaient au nombre de trente-trois. — Les FOURRITURES de TRANSPORTS et leur prix concernaient les Intendants. — Sous leur administration le désordre des finances empira; aussi, dans les remontrances du milieu du dix-septième siècle, le parlement de Paris réclamait-il la révocation de ces FONCTIONNAIRES comme magistrats sans titres, oppresseurs établis par la tyrannie et instruments des rapines du ministère. Mais leur grand tort aux yeux du parlement, c'est que le MINISTRE les avait institués sans le consulter, et que, dans les pays d'états, ils n'agissaient pas toujours de concert avec les parlements, et quelquefois se refusaient à leur rendre compte ou en éludaient l'obligation. — Ils étaient les agents du CONTRÔLEUR GÉNÉRAL (ministre des finances), quant au maniement de l'EXTRAORDINAIRE DES GUERRES,

dont ils étaient les ORDONNATEURS; ils correspondaient avec le MINISTRE DE LA GUERRE, quant à l'exécution de toutes les mesures relatives à la police de l'ARMÉE; mais leurs fonctions étaient en général plus déterminées. — En 1655, le titre d'Intendants du militaire, police, justice et finances, commença à exister. Ceux du Barrois et de Lorraine se prétendaient Intendants des TROUPES, FORTIFICATIONS ET FRONTIÈRES; tous s'arrogeaient des droits à l'égard desquels la loi se taisait, et ils s'étaient, en général, attribués le LEVÉE DES MILICES et la haute main en fait de SUBSISTANCES MILITAIRES. — Ils décidaient de l'assiette des TROUPES sur les divers points de la généralité, et prenaient toutes les mesures relatives à l'ADMINISTRATION MILITAIRE et au RECRUTEMENT FORCÉ; ils approvisionnaient les magasins du roi ou des garnisons. — Dans les PROVINCES sans parlement, ils agissaient de leur propre autorité. Dans tous les cas, ils donnaient leurs ordres aux COMMISSAIRES DES GUERRES, et promulguaient comme exécutoires des ARRÊTÉS administratifs militaires qui avaient même valeur que les ORDONNANCES royales ou ministérielles; c'est une des causes du décousu et de la confusion de notre ancienne LÉGISLATION MILITAIRE, parce que ces rescrits se sont perdus faute d'enregistrement. — Pendant le dernier siècle, quand l'ADMINISTRATEUR MILITAIRE était pour ainsi dire facultative, qu'elle ne reposait que sur des traditions vagues, qu'elle n'était régie que par des décisions éparées, changeantes, peu connues, les Intendants de province avaient sous leurs ordres les COMMISSAIRES DES GUERRES, les TRÉSORIERS, et prenaient une part capitale au maintien de l'ADMINISTRATION MILITAIRE qu'on appelait l'ORDINAIRE et l'EXTRAORDINAIRE DES GUERRES; car le mot ADMINISTRATION lui-même était à peine connu, et nulle démarcation claire n'existait entre le gouvernement civil et l'ADMINISTRATION DES SUBSISTANCES DES TROUPES. C'étaient les Intendants qui faisaient fabriquer le PAIN DE MUNITION, réglaient le taux des DENRÉES D'ÉTAPE, et avaient la haute main sur la police des HÔPITAUX; mais, du reste, ils n'intervenaient point dans la transmission des DÉCOMPTES DE LIQUIDATION, quoiqu'une CIRCULAIRE de 1765 (5 AVRIL) leur eût prescrit de PASSER REVUE de deux en deux mois; ils n'étaient pour quelque chose dans l'ADMINISTRATION des COMPAGNIES qu'en ce qu'ils réglaient les tarifs des denrées, d'accord avec les capitaines. — Quand les Intendants de province s'absentaient momentanément, ils avaient pour substitués ou remplaçants dans leur gestion militaire les COMMISSAIRES DES

GUERRES, de même que ceux-ci, s'absentaient, étaient suppléés par les SURDÉLÉGUÉS. Cette substitution avait lieu à partir du haut de l'échelle hiérarchique, comme quand on voit, de nos jours, des SOUS-INTENDANTS être remplacés par des PRÉFETS ou des SOUS-PRÉFETS, par des MAIRES ou par des COMMANDEMENTS DE PLACE. — Les Intendants certifiaient les signatures des notables de leur province qui appuyaient des demandes de SOUS-LEVEES FINANCIÈRES. — En TEMPS DE GUERRE, des Intendants de province avaient à s'acquitter de fonctions pareilles aux attributions des INTENDANTS D'ARMÉE, ou bien ceux-ci étaient tirés des Intendants de province. — Depuis l'ORDONNANCE de 1788, les fonctions des Intendants de province se bornaient à ordonnancer certaines dépenses arrêtées par les COMMISSAIRES DES GUERRES, mais ils n'avaient plus à s'occuper des MUNITIONS DE BOUCHE.

INTENDANT des FORTIFICATIONS. V. FORTIFICATION. V. INGÉNIEUR MILITAIRE.

INTENDANT des INVALIDES. V. INVALIDE.

INTENDANT des OUVRAGES. V. OUVRIER. V. PRÉFET DES OUVRERS.

INTENDANT des VIVRES. V. COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES VIVRES. V. MILICE ROMAINE N° 11. V. VIVRES.

INTENDANT DIVISIONNAIRE. V. DIVISIONNAIRE. V. INTENDANT MILITAIRE N° 1.

INTENDANT EN CHEF. V. CORNÉTARIE. V. CORPS D'INTENDANCE N° 3, 9. V. EN CHEF. V. INTENDANT D'ARMÉE. V. INTENDANT MILITAIRE N° 1, 5. V. SUBSISTANCE.

INTENDANT (intendants) GÉNÉRAL (F). Sorte d'INTENDANTS D'ARMÉE qui ont pris cette dénomination quand la qualification d'Intendant a commencé à paraître trop simple, ou quand le nombre des Intendants s'est augmenté. C'étaient les chefs suprêmes du COMMISSARIAT; ils dirigeaient, en TEMPS DE GUERRE, l'ADMINISTRATION de l'armée sous les ordres du GÉNÉRAL EN CHEF; ils avaient pour représentants ou substitués les COMMISSAIRES ORDONNATEURS; ils recevaient du CHIRURGIEN EN CHEF les demandes relatives aux FORTIFICES nécessaires aux HÔPITAUX. Ils ont été abolis par l'ORDONNANCE de 1788 et remplacés par les COMMISSAIRES ORDONNATEURS. — On a vu revivre leurs fonctions dans les ARMÉES FRANÇAISES sous le règne de BONAPARTE. — Le RÈGLEMENT de 1815 (27 MARS) chargeait l'Intendant général de régler ce qui concernait le remplacement des MÉDICAMENTS de campagne, en conformité des demandes formées par les CHIRURGIENS-MAJORS. — De nos jours, un INTENDANT MI-

litaire serait, au besoin, chargé des fonctions d'intendant général, et l'ordonnance de 1852 (3 mai) reconnaissait temporairement sous ce titre l'intendant d'une armée composée de plusieurs armées. — Dans la milice espagnole, un Intendant général est le chef de l'autorité administrative de l'armée; c'est une sorte de ministre directeur. — LACHESNAIE (1758, I) a traité des Intendants généraux.

INTENDANT GÉNÉRAL DES VIVRES. V. CHARGÉ MÉDICAL. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 2. V. VIVRES.

INTENDANT (Intendants) MILITAIRE (A, 1). Sorte d'intendants dont l'emploi a été mentionné d'une manière générale dans les articles consacrés au corps administratif, au corps d'intendance, au ministère de la guerre, etc. — Les auteurs qu'on peut consulter à l'égard des Intendants militaires sont : M. FLAHOEN (1819), GUIBERT (Jean), LECOUTURIER (1825, A), OMER (1818, E; 1824, E, t. VII, p. 244), M. le général PRÉVAL (1815), M. VACHELLE, la *Sentinelle de l'armée* (t. III, p. 52), le *Journal de l'armée* (t. IV, p. 275). — Ce qui concerne plus particulièrement les Intendants va être examiné sous les rapports suivants : DÉNOMINATION, NOMS, NOMINATION, AVANCEMENT, UNIFORME, REMPLACEMENT, ALLOCATIONS, DROITS, PRÉROGATIVES, RANG, SURVEILLANCE, FONCTIONS, DEVOIRS, INSTRUCTION, SUBORDINATION. — N° 1. DÉNOMINATION, NOMS, NOMINATION, AVANCEMENT, UNIFORME. — La dénomination des Intendants a eu l'avantage de la clarté et de la brièveté, si on la compare au titre que portaient les INSPECTEURS AUX REVUES et les COMMISSAIRES DES GÉNÉRAUX, dont les qualifications étaient des solécismes. — Nous avions prêté le mot Intendant à l'Espagne; nous le lui avons repris. — L'ordonnance de 1825 (10 mars) appelait INTENDANTS DIVISIONNAIRES ceux qui étaient à la tête de l'administration d'une division militaire territoriale. — L'ordonnance de création de 1817 (29 juillet) instituait trente-cinq Intendants. — L'organisation de 1822 (18 septembre) en reconnaissait vingt-huit; leur nombre était, en 1825, de vingt-neuf. L'ordonnance de 1829 (10 juin) en reconnaissait vingt. — Les ordonnances de 1830 (11 décembre) et 1835 (10 juin) portaient leur nombre à vingt-cinq. — La milice autrichienne n'entretenait, pour l'accomplissement de fonctions pareilles, que dix-neuf ORDONNATEURS, dont le grade est analogue à celui de nos Intendants. — L'ordonnance de 1829 (10 juin) déferait au roi le droit de leur nomination, et les tirait des sous-intendants de — PREMIÈRE CLASSE après deux ans de service.

DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE.

L'ordonnance de 1817 exigeait quarante ans d'âge pour qu'un sujet soit apte à être nommé Intendant. — Un aperçu de la marche de l'avancement des Intendants a été offert à l'article CORPS D'INTENDANTS N° 4 (tableau). — Ce qui concerne l'UNIFORME et l'HABIT des Intendants a été traité aux articles CORPS D'INTENDANCE. Ils ont eu d'abord la ceinture en taffetas blanc, à frange d'argent. La décision de 1850 (11 septembre) donnait aux Intendants en chef la ceinture en fillet écarlate. La décision de 1851 (15 août) donnait la ceinture bleu de ciel à tout le corps de l'intendance; celle des Intendants a été entremêlée de sept bandes en argent et accompagnée de glands. — N° 2. REMPLACEMENT, ALLOCATIONS, DROITS, PRÉROGATIVES. — Les Intendants sont remplacés, quand ils s'absentent, par les sous-intendants; en tout temps ils les chargent de tous les détails dont ils ne peuvent s'acquitter par eux-mêmes. — Les Intendants jouissaient d'allocations égales à celles du grade de MARÉCHAL DE CAMP, et étaient même presque aussi favorisés que les MARÉCHAUX DE CAMP SUISSES; ainsi ils obtenaient, après dix ans de grade, la PENSION DE RETRAITE DE LIEUTENANT GÉNÉRAL. — Les discussions sur le budget de 1820 témoignent que l'Intendant employé à Paris touchait cinquante et un mille six cent quatre-vingt-dix-huit francs, et tels autres percevaient trente-deux mille cent quatre-vingt-dis-huit francs. — Les Intendants font, en temps de guerre, partie des CONSEILS DE DÉFENSE; ils sont informés, s'il y a lieu, par les OFFICIERS GÉNÉRAUX, des ordres donnés pour mettre en mouvement des GARNISAIRES. Ils exercent sur le BATAILLON D'OUVRIERS D'ADMINISTRATION les fonctions d'INSPECTEURS GÉNÉRAUX D'ARMES, conformément aux dispositions de la décision de 1838 (29 avril). — L'instruction de 1838 (5 mai) employait l'expression mal imaginée, INSTRUCTION ADMINISTRATIVE, pour donner idée d'une passation de revue analogue aux inspections d'armes passées par les INSPECTEURS GÉNÉRAUX. — Nous déclarons mal imaginée l'expression, parce que les revues d'inspecteurs, les revues de butin sont également des inspections administratives. — Les Intendants pouvaient, en vertu du MARCÉ DE 1852 (5 juillet), autoriser, si besoin est, et subsidiairement au service des convois militaires, l'emploi des coches, barques, diligences, etc. — Dans les cas de contestations entre parties prenantes et fournisseurs, les Intendants ont le droit de décider quel genre de COMESTIBLE peut être délivré. — Des Intendants se sont persuadés que leurs prérogatives allaient

jusqu'à prendre, en certains cas, le commandement des troupes, comme s'il n'y avait pas incompatibilité entre le commandement sous les armes et le contrôle de l'administration. — Les Intendants avaient droit à la pension de retraite du grade supérieur. — En 1827, l'intendant militaire d'une des principales divisions territoriales de France (Metz), en l'absence momentanée du lieutenant général commandant, a prétendu que, étant le plus ancien des maréchaux de camp, le commandement, l'épée à la main, lui revenait de droit. — En vertu de l'ordonnance de 1825 (19 mars), et quoiqu'elle concernât l'administration, non les fonctions, les Intendants, passant revue d'administration, trouvaient, à l'instant de leur arrivée, la troupe en bataille, drapeaux déployés; à l'issue de la revue, ils étaient salués par le détachement d'honneur, le colonel défilant à la tête de son corps. Ce droit, introduit subrepticement, a été modifié par l'ordonnance de 1835 (2 novembre); la mise en bataille n'était plus exigée des troupes. Cette prétention, si elle eût été accueillie, eût été un avantage de plus pour une classe de fonctionnaires non soumis aux nécessités de l'âge apomacur, et pouvant, ainsi que les maréchaux de France, être centenaires et en activité; tandis qu'à soixante-cinq ans les lieutenants généraux devaient briser leur épée. — La circulaire de 1825 (6 juin) déclarait que les Intendants étaient chargés, non de recevoir le serment, mais d'y assister et d'en dresser procès-verbal. De 1818 à 1825, ils s'étaient crus autorisés à le faire prononcer entre leurs mains. — Une réclamation, insérée en 1835 dans la *Sentinelle de l'armée* (n° 28, p. 200), témoignait que des sous-intendants étaient, à soixante ans, mis à la retraite, tandis que les fonctions d'intendants paraissaient être à perpétuité. — N° 3. RANG, SURVEILLANCE. — Pendant un exercice de cinq siècles, les commissaires des guerres n'étaient parvenus qu'à obtenir l'assimilation au grade de capitaine, qui, à la vérité, était bien plus relevé que de nos jours, puisqu'il était le second grade de la hiérarchie des corps. Les commissaires ordonnateurs jouissaient, par assimilation, du grade qui, depuis le temps de leur création, commençait à primer celui de capitaine, c'est-à-dire du grade de commandant de bataillon ou de lieutenant-colonel; mais on n'en retrouve pas la preuve. — Les inspecteurs aux revues, provenus du doublement des commissaires ordonnateurs et tirés en grand nombre des officiers supérieurs en activité, obtinrent par assimilation le grade de colonel; quel-

ques-uns même, dans leurs fonctions nouvelles, ne firent que le conserver. — Le corps militaire médical, non moins intéressant, non moins méritant que l'intendance, est loin d'avoir obtenu des avantages pareils; mais le corps écrivant a rédigé lui-même les ordonnances dont se plaignent le corps guérissant et le corps combattant; si ceux-ci eussent été législateurs dans leur propre cause, et par conséquent dans leur intérêt, d'autres combinaisons en fussent probablement résultées. — Successeurs des inspecteurs aux revues, les Intendants se sont élevés de plein saut au rang de général. L'ordonnance de 1829 (10 juin) leur donnait rang après les maréchaux de camp et avant les colonels. Ils infligent ou provoquent, suivant les cas, les punitions encourues par les majors ou autres militaires qui négligeraient de leur adresser à temps les feuilles d'appel. — Aux séances du conseil d'administration que préside l'inspecteur général, l'intendant prend rang à la droite de cet inspecteur. — Les Intendants ont la haute surveillance de la police et de la discipline des hôpitaux militaires. — A titre de délégués du ministre, ils surveillent l'administration et la comptabilité de l'armée et des corps, ainsi que la tenue de la masse d'officiers. — En campagne, ils surveillent les comptables des deniers publics, comme le faisaient les fonctionnaires leurs prédécesseurs, en vertu des lois de 1791 (14 octobre) et de l'an trois (28 nivôse). — Les discussions du budget de 1829 et l'opinion d'un député, membre de l'intendance, témoignent qu'un Intendant suffit dans les plus grandes villes, et que dans celles où il n'y a pas de troupes sa présence est sans objet. — N° 4. FONCTIONS, DEVOIRS. — Suivant M. le général Prével (1815), les chefs de l'intendance sont chargés de régler, selon les formes légales, l'administration militaire. Mais le mot régler n'est pas juste; c'est le mot diriger qui convient mieux. — OMER (1824, E) dit qu'il y a dans cet officier deux personnes: un *chef-médiateur des agences qui pourvoient aux besoins des troupes*, et un *magistrat gardien du trésor et inspecteur de ces mêmes troupes*. — Nous apercevons peu l'importance et nous contestons la justesse de ces distinctions, car le trésor militaire est aussi une agence militaire dont l'intendant est le chef médiateur. Un Intendant, d'ailleurs, n'est pas inspecteur de troupes, mais de chiffres et de matières; l'intendance n'a que la direction et la surveillance des écritures comptables et l'examen du matériel, mais n'a rien à voir en fait de person-

NEL et de TACTIQUE. Ce dernier genre de surveillance concerne, au contraire, les INSPECTEURS DE TROUPES et le MINISTRE DE LA GUERRE. — Les Intendants posent leur visa sur toutes les demandes adressées au MINISTRE DE LA GUERRE par les corps; ils arrêtent annuellement tous les registres arrêtés trimestriellement par les SOUS-INTENDANTS. — Les Intendants pourvoient aux frais d'impression des JUGEMENTS MILITAIRES qui interviennent; ils passent une REVUE SUR LE TERRAIN quand ils la jugent utile au bien du SERVICE ou quand l'ordre leur en est donné spécialement par le MINISTRE. Cette REVUE, que l'INSTRUCTION DE 1837 (25 MAI) appelle REVUE D'INSPECTION ADMINISTRATIVE, prépare ordinairement celle de l'INSPECTEUR GÉNÉRAL. — Ils reçoivent, à la REVUE D'HONNEURS de l'INSPECTEUR GÉNÉRAL, le SERMENT des OFFICIERS nouvellement nommés. Le droit leur en a été délégué par une interprétation fautive des anciennes coutumes, car les COMMISSAIRES DES GÉNÉRALIS ne recevaient jadis le SERMENT qu'en qualité de tabellion ou de garde-note, et le moindre OFFICIER D'INTENDANCE peut suffire à une pareille inscription. — Quand l'ARMÉE EST EN CAMPAGNE, les Intendants pourvoient au CHAUFFAGE des TROUPES en faisant exécuter les ARATS de BOIS nécessaires. — Ils se concertent avec le CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR DE LA DIVISION pour déterminer l'emplacement des BOUCHERIES, etc. — Ils sont chargés de transmettre au MINISTRE les ACTES DE DÉCÈS AUX HÔPITAUX de l'ARMÉE. — Ils font passer à qui de droit les BORDERAUX D'AVANCE. — Les Intendants assistent aux RÉCEPTIONS DE DRAPEAUX, sont les promulgateurs des LOIS MILITAIRES et exercent judiciairement les fonctions dont s'acquittaient, près des CONSEILS DE RÉVISION, les ORDONNATEURS. Mais en 1856, comme le remarquait le *Journal de l'armée* (t. IV, p. 273), sur vingt Intendants, plus de moitié se trouvaient à Paris, sous un prétexte ou l'autre; de là les doubles frais de bureau dont se sont gratifiés les sous-intendants chargés des fonctions que dédaignent des personnages à sinécure. Il y avait un Intendant aux Invalides; il n'y en avait pas en Corse. — L'INSTRUCTION DE 1837 (25 MAI) les chargeait de l'INSPECTION ADMINISTRATIVE du PERSONNEL et du MATÉRIEL des HÔPITAUX. — Les Intendants doivent accompagner les INSPECTEURS GÉNÉRAUX dans leur tournée, et s'assurer en tout temps de l'exécution des ordres donnés par ces OFFICIERS GÉNÉRAUX; ils doivent procéder préliminairement à tous les examens de COMPTABILITÉ, à la vérification de tous REGISTRES que l'INSPECTEUR GÉNÉRAL doit arrêter: ils doivent

constater les DÉPENSES D'HABILLEMENT au moyen du REGISTRE JOURNAL D'HABILLEMENT, et repasser tous les calculs et examens trimestriels des SOUS-INTENDANTS. — Ils doivent, en tout temps, s'assurer des détails administratifs du LINGE et CHAUFFAGE des CORPS, de la MARQUE des EFFETS D'ORDONNANCE, de l'exacte tenue de l'ORDINAIRE. — Ils doivent vérifier si les PERMISSIONS accordées aux MILITAIRES sont revêtues du visa du SOUS-INTENDANT. — Ils doivent demander au CONSEIL la punition du MAJOR coupable de fautes en fait d'ADMINISTRATION. — L'ORDONNANCE DE 1852 (3 MAI) attachait un Intendant par ARMÉE ou CORPS D'ARMÉE, et traçait par les articles 16 et 17 leurs devoirs en campagne. — N° 5. INSTRUCTION, SUBORDINATION. — L'importance des fonctions des Intendants exige que leur éducation ait été forte et que leur instruction soit consommée. En envisageant surtout ici leurs relations avec les TROUPES, il faut qu'ils possèdent le savoir pratique du jeu de l'ADMINISTRATION INTÉRIEURE; que leurs études se soient dirigées vers la LÉGISLATION MILITAIRE, la JURISPRUDENCE qui y ressortit, le DROIT DE LA GUERRE (si un jour les peuples modernes en connaissent un), le CODE MILITAIRE (si un jour notre ARMÉE en possède un), et enfin le CODE CIVIL applicable aux MILITAIRES. — Il faut que l'Intendant soit doué d'un esprit assez méthodique, assez lumineux pour descendre avec fruit dans les laborieuses explorations de la STATISTIQUE des pays à ADMINISTRER; il faut qu'il soit en état de stipuler en forme régulière des obligations contractuelles, d'interpréter les dispositions des anciens contrats ou MARCHÉS, de décider dans les CAS CONTENTIEUX, et de résoudre les difficultés élevées par les CORPS, leurs débiteurs, leurs créanciers; il faut que les CHEFS D'INTENDANCE puissent concourir à certaines opérations judiciaires, aux délibérations prises dans les CONSEILS du CHAMP DE BATAILLE ou de la PORTERIE ANTIÉRIÈRE; enfin il faut qu'extraordinairement ils puissent exercer des fonctions d'un ordre civil qui, en TEMPS DE PAIX, concernent le notariat ou le trésor, les MAIRES ou les PRÉFETS. — Le CORPS de l'INTENDANCE a concouru à la rédaction des ordonnances qui ont mis les MEMBRES de ce corps hors de la dépendance des GÉNÉRAUX, des MARCHAUX même, et qui ont été jusqu'à lier les mains du MINISTRE s'il s'agissait de mettre en jugement des MEMBRES de l'INTENDANCE. Ainsi l'Intendant ne délégué qu'aux ordres seuls du général en chef, ce qui signifie, en d'autres termes, qu'en TEMPS DE PAIX il ne reconnaît de supérieur que le MINISTRE DE LA GUERRE; ce serait du moins l'induction logique qu'on en de-

vrait tirer, mais la conséquence ne serait point exacte, puisque, en parlant des devoirs des Intendants, nous avons montré que leurs opérations sont soumises aux examens et aux révisions des inspecteurs généraux. L'Intendant ne peut d'ailleurs s'absenter de son poste qu'en vertu d'un congé visé par le lieutenant général, et l'ordonnance de 1825 (19 mars) voulait qu'à l'expiration de ce congé il le présentât au visa de l'autorité militaire. La législation qui les régit est donc imparfaite ou équivoque. — Les lois de création du corps de l'intendance n'avaient pas établi de grade au-dessus de celui des Intendants. Cependant, à l'instar des anciens ordonnateurs en chef, inspecteurs en chef et Intendants généraux, il serait attaché des Intendants en chef aux armées agissantes. — Une ordonnance de 1829 créait un comité consultatif permanent d'administration de la guerre, y appelait cinq Intendants avec titre d'Intendants en chef, et leur allouait larges honoraires, logement, fourrages, etc., etc. Leur titre honorifique d'Intendant en chef était une de ces anomalies qui tourmentent sans fin notre langue militaire et bouleversent les grades. Ces Intendants, en effet, n'étaient pas en chef, comme le serait un Intendant d'armée qui pourrait avoir d'autres Intendants sous lui; mais telle est cette passion de titres plus retentissants, passion qui va sans cesse appauvrissant les grades anciens et désolant la langue française. — Ainsi, un système d'organisation fondamental se trouvait changé par hasard, par occasion, par l'influence et l'intérêt de quelques hommes bien en cour, insinuants, ayant voix au ministère et se la donnant à leur avantage. — Cette disposition de 1829 (29 décembre) a été abrogée en 1830 (7 décembre). L'ordonnance de 1836 (21 mai) soumettait aux conseils d'enquête spéciale les Intendants.

INTENDANT PIÉMONTAIS. V. MILICE PIÉMONTAISE n° 1. V. PIÉMONTAIS.

INTENDANT PRUSSIAN. V. MILICE PRUSSIANNE n° 2. V. PRUSSE, adj.

INTENTER UNE ACTION. V. ACTION. V. ACTEUR POUR DETTE.

INTERCEPTER LES COMMUNICATIONS. — UN CONVOI. — UN SECOURS. V. CAMP VOLANT. V. CAVALERIE FRANÇAISE n° 8. V. COMMUNICATION. V. CONVOI. V. SECOURS.

INTERDICTION, subs. fém. V. BILLET

DE LOGEMENT D'OFFICIER. V. CASSATION DISCIPLINAIRE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 16. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE n° 4.

INTERDIRE (verb. act.) les APPROCHES. V. APPROCHES.

INTÉRESSÉ (intéressée), adj. V. NÉGRÉ I...

INTÉRIEUR (Intérieure), adj. V. ADMINISTRATION I... V. AFFICHE I... V. AVARIE I... V. BARRIÈRE I... V. CONTRERANGON I... V. CÔTÉ I... V. DISCIPLINE I... V. FORCE PUBLIQUE I... V. FRAIS I... V. GARDE I... V. MOUVEMENT I... V. OUVRAGE I... V. PIÈCE I... V. PLACE D'ARMES I... V. PLAT I... V. POLYGONE I... V. PONT-LEVIS I... V. PORTE I... V. POSTE I... V. RAPPORT I... V. RÉGIME I... V. SECTION I... V. SECTIONS. V. SERVICE I... V. SORTIR I... V. TALENS I...

INTÉRIEUR, subs. masc. V. A L'INTÉRIEUR. V. ACTE DE DÉCÈS AU CORPS. V. BATAILLON EN ROUTE. V. CERTIFICAT DE MÊME VIVRE. V. COMPAGNIE EN ROUTE. V. CONVOI LA NUIT. V. CORPS EN ROUTE DANS L'I... V. COUR MARTIALE. V. CRÉDIT COMPTABILITAIRE. V. DANS L'I... V. DÉSERTEUR A L'I... V. DÉTACHEMENT DE CORPS. V. DÉTACHEMENT EN ROUTE. V. DISCIPLINE D'ARMÉE. V. DIVISION. V. FEUILLE DE ROUTE DE CORPS. V. GUIDE DE ROUTE. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. INDEMNITÉ DE LOGEMENT. V. LOGEMENT. EN ROUTE. V. OFFICIER D'ÉTAT CIVIL. V. ORDRE DE ROUTE. V. SENTINELLE. V. SERVICE DE L'I... V. TRANCHANT I...

INTÉRIM, subs. masc. V. COMMANDANT PAR I... V. PAR I... V. RAPPORT GÉNÉRAL.

INTERMÉDIAIRE, adj. V. APPEL I... V. POINT I...

INTERNE, adj. V. MALADIE INTERNE.

INTERPOSITION, subs. fém. V. MILICE BYZANTINE. V. PAREMBOLE.

INTERPRÉTATION, subs. fém. V. MINISTRE DE LA GUERRE n° 14.

INTERPRÈTE, subs. masc. V. CHEF DU DÉTACHEMENT DE GUERRE n° 4. V. GUIDE INTERPRÈTE.

INTERPRÈTE JUDICIAIRE. V. JUDICIAIRE. V. JUGEMENT MILITAIRE.

INTERROGATOIRE, subs. masc. V. ACCUSÉ. V. AUDITION DE TÉMOIN. V. CAPITAINE RAPPORTEUR. V. CONCLUSIONS. V. DÉFENSEUR D'ACCUSÉ. V. GREFFIER DE CONSEIL DE GUERRE. V. INFANTERIE FRANCO-OSMANE n° 6. V. JUGEMENT MILITAIRE. V. MAJOR DE PLACE n° 3. V. PRÉVENU. V. PROCÉDURE. V. PROCÈS-VERBAL D'INTERROGATOIRE.

INTERVALLE { DE CAMP.
TACTIQUE. }

INTERVALLE { DE CAVALERIE.
D'INFANTERIE. { EN BATAILLE.
EN COLONNE.

INTERVALLE. V. A INTERVALLE.

INTERVALLE, subs. masc. (term. génér.). Mot dérivé du latin *intervallum* que FRONTIN (86, A) emploie techniquement, et qui avait un sens analogue à l'acception militaire qui va être donnée ici à ce substantif. — Le mot *Intervalle* présente l'idée du vide ménagé entre des cadres ou unités tactiques, soit au camp, soit en manœuvres. — Les auteurs qui se sont occupés de la question des Intervalles sont : BARDIN (1807, D), BOHAN (1781, H), BOMBELLES (1754, D), BOTTÉ (1758), BOUCHAUD (1757, G), DANIEL (1721, A), DELAPONTAINE (1675), DESPAGNAC (1751, D), ENCYCLOPÉDIE (1751, C; 1785, C, au mot *Alignement*), GISORS (1767, D), LAURENNAIE (1758, I, aux mots *Bataille*, *Ligne*, etc.), MAIZEY (1767, E), MAURICE DE SAXE (1757), PEYSIGUR (1748, C), TURPIN (1785, O). — Le mot *Intervalle* sera distingué ici en INTERVALLE DE BATAILLON, — DE CAMP, — DE CAMP MINCE, — DE COHORTE, — DE COLONNE, — DE DÉPLOIEMENT, — DE MANIÈRE, — DE MARCHÉ, — DE PHALANGE, — DE TÉTRAPHALANGIQUE, — D'ENSEIGNES, — D'ESCADRON, — MANIPULAIRE, — TACTIQUE.

INTERVALLE DE BATAILLON. V. BATAILLON. V. BATAILLON EN ROUTE. V. BRIGADE D'ARMÉE. V. CHANGEMENT DE FRONT À PIVOT VIDE. V. INTERVALLE D'INFANTERIE. V. LIGNE COMBINÉE. V. MARCHÉ DE BATAILLON PAR LE FLANC. V. MARCHÉ EN ÉCHELON. V. ORDRE MINCE.

INTERVALLE (intervalles) de CAMP (E, 1). Sorte d'intervalles qui espacent les corps campés et entrecoupent de flanc à flanc les bataillons de la ligne ou des lignes. C'est sur cet intervalle que s'ouvrent les tentes de grenadiers et de voltigeurs. — Quand il s'est établi quelques règles de castramétation, un camp d'infanterie était comme un corps de bataille entre deux masses ou ailes de cavalerie. L'Intervalle entre ces ailes et l'infanterie était de cinquante pas ou camp (50 mètres), ou trois fois plus que les Intervalles intérieurs du terrain. — L'invention des bataillons modernes est due à l'usage des Intervalles dans les camps de huttes; ce vide central, cette espèce de prétoire où s'établissait le colonel, donna l'idée de partager les régiments, non plus uniquement par compagnies, mais en deux grosses masses ou agglomérations. Les règles de la formation des troupes et la tactique en éprouvèrent des modifications marquées. — Dans les usages de l'armée prussienne, au temps de Frédéric le Grand, la largeur de l'Intervalle de ses bataillons campés égalait la largeur des rues du camp, et était de cin-

quante pieds. — Depuis un siècle, comme le témoigne DANIEL (1721, A), la mesure des Intervalles est, en France, de dix toises ou soixante pieds. Mais POTIER (1779, X) témoigne qu'à l'époque où il écrivait il n'y avait, à cet égard, que des usages, non des règles. — L'ORDONNANCE DE 1788 (12 août) fixait encore cette mesure; elle la proportionnait à la dimension qu'elle nommait *FRONT CONSTITUTIONNEL*; ce front était de soixante files. L'Intervalle était de vingt mètres, dimension censée égale au quart ou au cinquième du *FRONT*. — À l'égard des Intervalles de camp on peut consulter : ENCYCLOPÉDIE (1785, C, supplément); LAURENNAIE (1758, I), LEBLANC (1742), MAIZEY (1685, B), POTIER (1779, X), SAINT-GERMAIN (1779, C).

INTERVALLE DE CAMP MINCE. V. CAMP MINCE.

INTERVALLE DE CARRÉ COMBINÉ. V. CARRÉ COMBINÉ. V. DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE. V. ORDRE EN CARRÉ.

INTERVALLE (Intervalles) de CAVALERIE (C, 6) OU INTERVALLE D'ESCADRON. Sorte d'Intervalle tactique que les Français ont commencé à pratiquer sous HENRI DUX. So ranger ainsi s'appelait : ESCADRONNER. — GUSTAVE-ADOLPHE perfectionna le système de l'ordre à Intervalle et ses principes furent limités. Ces Intervalles eurent d'abord pour objet, dans ses armées et dans la cavalerie de TURBINE, de favoriser le mélange des armes, et de ménager un emplacement pour poster des pelotons d'arquebuses à pied. — Depuis l'adoption du système qui distribua la cavalerie sur deux lignes, la mesure des Intervalles fut calculée à raison du front d'un escadron, afin que les escadrons de la seconde ligne, qu'il était d'usage de placer en quinconce, pussent traverser le vide des escadrons de la première ligne, ou pussent, en venant s'y insérer, faire manœuvre et concourir à une charge exécutée sans Intervalle. — La mesure des Intervalles s'est diminuée de beaucoup, depuis la découverte de l'art des déploiements, et depuis que le quinconce ou l'échiquier n'ont plus été regardés comme le seul ordre de bataille que la cavalerie pût pratiquer.

INTERVALLE DE COHORTE. V. COHORTE. V. COHORTE DE LÉGION ROMAINE N° 5. V. LÉGION ROMAINE N° 5. V. MANIPULAIRE. V. ORDRE EN ÉCHIQUE.

INTERVALLE DE COLONNE. V. COLONNE. V. TAMBOUR IDIOTIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4.

INTERVALLE DE DÉPLOIEMENT. V. COLONNE COMBINÉE. V. DÉPLOIEMENT. V. FORMATION EN ARRIÈRE. V. FORMATION EN AVANT EN BATAILLE. V. ORDRE EN ÉCHELON.

INTERVALLE DE MANIPUL. V. HASTAIRE N° 4. V. MANIPUL N° 1.

INTERVALLE DE MASSES. V. DÉPLOIEMENT PAR BATAILLON EN MASSE. V. MASSE. V. MASSE TACTIQUE. V. ONDE A TROIS ATTAQUES. V. MASSE.

INTERVALLE DE PHALANGE. V. OPHALANGARCHIE. V. MARCHÉ D'ARMÉE. V. MILICE GRECQUE N° 6. V. PHALANGE. V. PHALANGE GRECQUE. V. TÉTRAPHALANGARCHIE.

INTERVALLE DE TÉTRAPHALANGARCHIE. V. TÉTRAPHALANGARCHIE.

INTERVALLE D'ENSEIGNES. V. ENSEIGNE. V. ENSEIGNE AGREGATIVE.

INTERVALLE D'ESCADRONS. V. ESCADRON. V. ESCADRON FRANÇAIS N° 4. V. INTERVALLE DE CAVALERIE.

INTERVALLE (intervalles) d'INFANTERIE (term. sous-génér.), OU INTERVALLE DE BATAILLONS, c'est-à-dire entre bataillons. Sorte d'INTERVALLE TACTIQUE dont la mesure était indéterminée, quand l'INFANTERIE SE FORMAIT PAR ENSEIGNES ET PAR MANCHES. Ce vide avait, au temps de MONTLUC, la dimension que jugeait convenable le sergent de bataille. C'était le point de départ et le lieu de retraite des ENFANTS PERDUS. C'était le lieu de passage ou de station des DRAGONS, alors attachés partiellement à chaque corps, et ne formant pas corps eux-mêmes. Dans le siècle suivant, le CINQUIÈME ÉTAIT UN ORDRE A INTERVALLE, l'un au centre, les autres intermédiairement. — Les Intervalles ont commencé à être un objet de règles étudiées depuis l'institution de l'INFANTERIE DE BATAILLE. — Au temps de TURENE, les bataillons et leurs Intervalles formaient la LIGNE TANT PLEINE QUE VIDE. On lit dans l'ENCYCLOPÉDIE (1754, C) : *Les auteurs de la première moitié du dernier siècle voulaient l'Intervalle égal au front du bataillon* ; il était donc proportionnel. — On diminua ensuite l'ouverture des Intervalles : elle devint fixe et permanente. DANIEL (1721, A) mentionne un règlement dont il néglige d'indiquer la date ; les Intervalles y étaient réglés à raison de soixante pas, afin qu'un escadron pût y passer. — PUTIGNON (1748, C) a senti, le premier, quel était le désavantage de ces Intervalles encore trop larges ; aussi voulait-il, pour y remédier, qu'on ne combattît qu'en LIGNE PLEINE, puisque depuis l'usage général du FUSIL on perdait, par le fait des Intervalles, le quart du feu. — FOLAND était d'opinion d'y renoncer entièrement ; la COLONNE COMPACTE dont il était l'inventeur, ou qu'il voulait renouveler de la PHALANGE DES GRECS, était une agglomération de bataillons sans Intervalles. — On voit dans MESNIL-DURAND (1774, B, préface), que de son temps, les Intervalles progressivement res-

serés avaient disparu, et qu'on était en ligne pleine. — MAURICE DE SAXE (1757, A) proposa de donner aux Intervalles huit toises. — L'INSTRUCTION DE 1774 (14 JUIN) fixait à six toises les Intervalles dans l'ORDRE DE BATAILLE. — Le RÈGLEMENT DE 1794 (1^{er} AOÛT) leur donnait huit toises (48 pieds) parce qu'il évaluait les compagnies à cent hommes à peu près ; leur front, dans l'ORDRE SUR TROIS RANGS, était supposé équivaloir à vingt-quatre pieds, à raison de vingt pouces environ par homme. La mesure de ce front égalait donc un demi-intervalle. — Mais à chaque changement de formation, à chaque nouvelle ORDONNANCE DE COMPOSITION, il eût fallu remanier le RÈGLEMENT D'EXERCICE, pour que la mesure des Intervalles se maintint en harmonie ; car si les BATAILLONS sont plus ou moins forts, les compagnies plus ou moins nombreuses, l'Intervalle cesse d'être d'accord avec les principes que ce RÈGLEMENT posait ; ainsi une question non décidée d'ART MILITAIRE est celle-ci : La dimension des Intervalles doit-elle être invariable, quand la force organique des corps change sans cesse ? faut-il coordonner cette dimension au front d'une DIVISION DE BATAILLON ? — Soit en ORDRE DE BATAILLE, soit en COLONNE, l'espace libre qui sépare les bataillons conserve la dénomination d'Intervalle ; l'ORDONNANCE DE 1834 (4 MARS) le réglait à seize mètres. — Il ne faut point confondre l'Intervalle avec la DISTANCE, qui est un vide ménagé entre des SURDIVISIONS D'UNITÉS TACTIQUES, ni avec l'ESPACE, qui est la mesure du TERRAIN INDIVIDUEL. — La DISTANCE est toujours parallèle au FRONT ; elle varie suivant le raccourcissement ou l'allongement des COLONNES ; l'ESPACE entre les RANGS se proportionne à raison de circonstances diverses, l'Intervalle entre les BATAILLONS est censé égal au quart du FRONT, ou au front d'une des DIVISIONS DES BATAILLONS EN BATAILLE. — M. le général PELLET (1827) propose de tenir habituellement en colonne, sur la LIGNE DE BATAILLE, l'infanterie, c'est-à-dire d'accroître la profondeur et de réduire les FRONTS. Dans l'hypothèse de l'adoption de cet ORDRE DE BATAILLE, il y aurait entre les bataillons de larges Intervalles ; mais s'ils se déployaient dans l'ordre murce, il n'y aurait plus d'Intervalle, les bataillons seraient en muraille comme les escadrons. — Ce système, qui tiendrait habituellement les TROUPES FORMÉES PAR MASSES, rappelle les projets de FOLAND et de MESNIL-DURAND, et les opinions de BOHAN (1781, H) et de MALIBROY (1761, C) ; cette proposition touche à une haute question d'ART MILITAIRE, puisque nous avons démontré que les Intervalles sont aussi anciens que les pre-

mières bottes de l'art; si l'on renonçait à la méthode actuelle, où se placeraient l'artillerie qui garnit les Intervalles des lignes déployées ou des carrés? par où s'écouleraient les canons de régiment, s'ils avaient à traverser la ligne? Comment, au milieu des orages d'une bataille, chaque général discernerait-il à l'œil l'ensemble et les parties des troupes placés sous ses ordres? — Les Intervalles d'infanterie se distinguent en intervalle d'infanterie en bataille, et en intervalle d'infanterie en colonne.

INTERVALLE (intervalles) d'infanterie en bataille (G, 6). Sorte d'intervalles d'infanterie considéré, si la ligne est de pied ferme, comme une espèce d'embrasure à l'usage de l'artillerie de campagne ou des pièces de bataillon, ou comme une voie ouverte aux corps ou aux officiers qui ont à traverser les lignes. Cet intervalle perpendiculaire au front était une imitation de l'ordre de bataille suédois et prussien. Les sapeurs s'y tenaient. — S'il s'agit de la marche en bataille dans les grandes évolutions, la conservation des intervalles doit être attentivement surveillée par les chefs de bataillon en se réglant du côté du bataillon de direction. — En marche, la perte ou l'altération de l'intervalles peuvent provenir, soit d'une fausse direction du porte-drapeau, soit de l'imperfection de la marche du bataillon voisin, soit de l'ouverture des files. La marche oblique y peut remédier.

INTERVALLE (intervalles) d'infanterie en colonne (G, 6). Sorte d'intervalles d'infanterie qui est parallèle au front; il varie suivant que la colonne est à distance entière ou en masse. Dans le premier cas, dans les évolutions de ligne, l'intervalles qui sépare un bataillon du bataillon suivant est, comme en bataille, de seize mètres, plus l'étendue du front d'une subdivision; il n'est que de quatre mètres qu de six pas entre les bataillons en colonne serrée. — Le règlement de 1791 (1^{er} army, évolutions de ligne n° 625) établissait un intervalle spécial entre les régiments d'infanterie qui défilaient; il voulait que de tête à queue de régiment, il y eût un vide de quarante pas où pussent être contenus les tambours, la musique, l'état-major. — Dans les marches manœuvres, au contraire, c'est sur un des flancs de la colonne que se tiennent les tambours, le colonel, etc. Par conséquent l'intervalles entre les régiments où entrent les bataillons, peut sans inconvénient être le même, ce qui n'est pas le cas en défilant.

INTERVALLE MANIPULAIRE. V. MANIPULAIRE. V. FRANCE DE LÉGION ROMAINE.

INTERVALLE (intervalles) TACTIQUE

(term. sous-génér.). Sorte d'intervalles ainsi nommé par opposition à l'intervalles de camp ou de campement, quoique ce dernier soit cependant aussi un intervalles tactique; mais à chaque pas l'absence d'une nomenclature raisonnée contrarie les définitions militaires et blesse la langue. — L'intervalles tactique, considéré comme s'appliquant à un corps de bataille et aux manœuvres des armées agissantes, rappelle des usages d'une haute antiquité. Plusieurs auteurs prétendent qu'on en doit l'idée à la milice égyptienne; mais la question de l'invention et de l'utilité des Intervalles a été l'objet de grands dissentiments. — Des auteurs ont affirmé que la phalange grecque n'avait point d'intervalles; effectivement sa primitive ordonnance n'en comportait pas; mais la diaphalangarchie ou grande phalange fut ensuite entrecoupée d'un vide. L'assertion de ceux qui nient l'intervalles grec provient de ce qu'on ne s'entendait pas sur le sens de l'expression, et que ce qu'on a appelé intervalles, comportait l'idée du quinconce, c'est-à-dire du vide égal au plein; en ce sens la phalange grecque n'ayant jamais été en quinconce, n'avait pas d'intervalles; mais, si par intervalles on entend une ouverture perpendiculaire à un front de bataille, abstraction faite de la largeur de l'ouverture, la milice grecque connaissait le système des intervalles; ainsi l'intervalles du milieu de la phalange était une fois plus large que les deux autres intervalles, et était de quarante pas; il s'appelait nombril, et les deux autres s'appelaient bouches. M. le colonel Carrion (1824, A) porte témoignage à cet égard. — La milice romaine, au temps des centuries ou manipules, connaissait les intervalles, puisque les légions étaient rangées en quinconce; elle connut ensuite des intervalles aussi profonds que l'épaisseur et partageant les manipules qui formaient ainsi comme autant de coeurs tactiques. Ce fut dans cet ordre qu'elle se rangea quand elle eut à combattre des éléphants, parce que ces vides prolongés présentaient aux animaux des espèces de sentiers par où ils s'écoulaient droit devant eux, au lieu de venir buter ou se ruer contre la seconde ligne ou les arrière-lignes, s'il y en avait plus de deux. — Les cohortes combattaient quelquefois avec intervalles de six mètres, quelquefois en ligne pleine. — En France, on a d'abord confondu intervalles et distance. — Les armées de Louis quatorze ne combattaient qu'en quinconce; l'alternation des fronts et des intervalles présentait ainsi des dimensions égales. — On obtenait, comme le témoigne Puyssieux (1718, G), ces Inter-

valles, en rangeant d'abord toute l'armée sur une seule ligne, et l'on faisait marcher en avant tous les bataillons ou escadrons impairs; on formait de la sorte le quinconce. — Cette grandeur des Intervalles favorisait les passages de lignes; mais elle était préjudiciable à la célérité des autres mouvements; aussi PUYSEUR (1748, C) proposait-il de réduire à dix toises tous les Intervalles. — L'éloignement entre les fronts, à une époque où l'usage était de charger en rattaché, obligeait à charger en muraille par l'amalgame des deux lignes. — Les troupes de FRÉDÉRIC DEUX ne chargeaient qu'en muraille, mais sans préjudice à un soutien d'arrière-ligne. — Les intervalles modernes ont plusieurs usages : faciliter le mécanisme et conserver l'alignement des brigades; permettre que d'autres corps, formés en colonne, en traversent par des passages de ligne ou on plusieurs sans se désunir; présenter distinctement, séparément aux yeux d'un chef ou d'un général, les portions de sa troupe qu'il doit surveiller, mouvoir, encourager. — Les Intervalles ont encore un autre objet; ils permettent de faire, sur-le-champ, des détachements; ils diminuent pendant les marches l'inconvénient des flottements; ils préviennent le danger de crever; ils facilitent la transmission des ordres, et offrent aux officiers généraux les moyens de traverser et de parcourir leurs troupes. — La milice turque n'avait pas encore de nos jours l'idée de ces importantes combinaisons. — GUSTAVE-ADOLPHE a fait revivre l'usage des Intervalles, comme le moyen des passages de lignes. — FRÉDÉRIC DEUX a fait souvent exécuter à sa cavalerie, des charges en muraille, c'est-à-dire sans Intervalles; il ne ménageait entre ses bataillons que sept à huit pas d'Intervalle. — L'Intervalle tactique se distingue en Intervalle de cavalerie et en Intervalle d'infanterie.

INTERVERSION, subs. fém. v. INVERSION.

INTESTIN (Intestinal), adj. v. GUERRE I...

INTONATION, subs. fém. v. TON DE COMMANDEMENT. v. MILICE DANCOISE N° 5.

INTRA MUROS. v. CONNEXE INTRA MUROS.

INUTILE, adj. v. BOUCHES I...

INVALIDE (invalides), subs. masc. v. ADMINISTRATION DES I... v. ADMISSION AUX I... v. ARCHIVISTE DES I... v. CAISSE DES I... v. DOTATION DES I... v. EMPLOYÉ DES I... v. ÉTAT-MAJOR DE L'HÔTEL DES I... v. HOTEL DES I... v. INTENDANT DES I... v. OFFICIER D'I... v. OFFICIER I... v. PAYE D'I... v. PHARMACIEN DES I... v. PROPOSITION D'ADMISSION AUX I... v. SECRÉ-

TAIRE GÉNÉRAL DES I... v. SOLDAT I... v. SOUS-INTENDANT DES I... v. SUCCURSALE DES I... v. TRAITEMENT D'I... v. TRÉSORIER DES I...

INVALIDE (A, 1). Mot tout LATIN qui donne l'idée des MILITAIRES FRANÇAIS devenus inhabiles au MÉTIER DES ARMES par le nombre de leurs ANNÉES DE SERVICE, ou par suite des événements de la GUERRE; ils appartiennent à l'ARMÉE SÉDENTAIRE; ils ont quelque analogie avec les vieux SOLDATS d'ATRÈRES que PISISTRATE faisait nourrir aux frais du trésor; avec les colons MACÉDONIENS dont parle QUINTUS-CURCE, avec les bénéficiaires de la MILICE ROMAINE, avec les quinze-vingts réchappés de la Palestine, avec les frères LAIS du MOYEN ÂGE, avec les MORTES-PAYES des derniers siècles. — Les auteurs qui ont écrit au sujet des Invalides sont indiqués à l'article HOTEL DES INVALIDES. — PASQUIER, au mot OBLAT, donne à entendre que CHARLEMAGNE attachait à des abbayes les guerriers devenus infirmes. — LOUIS NEUF ouvrit l'asile des Quinze-vingts aux chevaliers revenus aveugles de la croisade. — HENRI QUATRE, ne pouvant subvenir aux demi-soldes de tous les vieux officiers, réalisa le premier essai d'une institution d'officiers Invalides, sans préjudice aux places accordées aux hommes de troupe à titre de religieux LAIS. Les vieux militaires mutilés qu'il réunit avant la fin du seizième siècle, rue des Cordeliers-Saint-Marcel, s'appelaient CHEVALIERS DE LA MAISON ROYALE; leur manteau portait sur le sein gauche une décoration brodée en soie bleue, à fleurs de lis d'or, avec l'exergue : *Pour avoir bien servi la patrie*. — Sous ce règne, des militaires de la religion réformée avaient obtenu des emplois conventuels; mais, sous LOUIS TREIZE, ils furent exclus des couvents en vertu de décisions dont les considérants étaient tirés de l'Écriture sainte. — Les ORDONNANCES DE 1628 (12 OCTOBRE) et 1629 (JANVIER) s'occupent encore de placer des Invalides catholiques dans les couvents. L'institution de 1633 fut une imitation des CHEVALIERS DE LA MAISON ROYALE; l'institution de 1666 est encore debout. — En 1690, des COMPAGNIES D'INVALIDES commencent à être détachées dans les provinces. — L'ORDONNANCE DE 1724 (7 OCTOBRE) défendait, sous peine d'expulsion, à tout militaire invalide de contracter mariage sans autorisation. — Dans la composition de l'ARMÉE FRANÇAISE, les Invalides sont une catégorie appartenant à l'ARMÉE SÉDENTAIRE; mais ils forment dans notre CODE MILITAIRE un chapitre incomplet et mal rattaché; ils imposent au budget une charge qui pourrait être moins lourde. — Depuis la CONSTITUTION DE CHATELAIN, les effectifs des Invalides

ont répondu au tableau qui suit; mais il convient d'observer que, à l'égard de ces nombres, si les documents divers et les écritains ne sont pas d'accord entre eux, cela tient à ce que les uns n'appellent Invalides que ce qui est dans l'enceinte de l'hôtel;

d'autres appliquent la même signification aux hommes des COMPAGNIES DÉTACHÉES, et d'autres même aux ESTROPIÉS pensionnés. Un tableau exact et détaillé serait excessivement difficile à dresser.

DATE.	NOMBRE.	OBSERVATIONS.
1719	10,000	Environ, en 167 compagnies de 60 hommes chacune.
1748	11,000	
1761	10,418	Dont 4,000 au plus étaient en communauté.
1763	7,640	Dont 3,640 formés en COMPAGNIES DÉTACHÉES; c'étaient les VÉTÉRANS de l'époque.
1766	6,280	Dont 4,780 en COMPAGNIES DÉTACHÉES.
1787	5,900	Y compris détachés et pensionnés.
1788	9,600	Dont 5,846 en COMPAGNIES DÉTACHÉES.
1791	12,000	Dont 5,000 en COMPAGNIES DÉTACHÉES; mais le rapport qui précède le décret de 1791 (28 mars-17 avril) témoigne que le total des Invalides à l'hôtel, détachés, en RETRAITE avec solde ou demi-solde, chez eux avec TRAITEMENT, s'élevait à 28,000; cette masse ne coûtait que 6,000,000.
1794	18,000	
1799	14,924	C'est du moins ce que M. Sicard affirme; mais il est surprenant que ce chiffre soit le même que celui par lequel il représente les VÉTÉRANS.
1804	12,000	Le décret de l'an onze (8 floréal) voulait que le total des Invalides à l'hôtel et aux succursales se réduisît à 3,000.
1808	18,000	L'hôtel et les succursales n'ont compris au plus que 8,000 hommes.
1813	26,000	
1814	8,900	
1815	5,160	
1820	4,206	
1825	3,060	
1828	3,058	Non compris la succursale d'Avignon comprenant 872 militaires, dont vingt OFFICIERS.
1837	3,443	807 à Avignon et 45 aliénés.

La loi de 1792 (16 mai) n'admettait plus aux Invalides que des hommes estropiés; elle remplaçait les COMPAGNIES DÉTACHÉES par un corps de cinq mille VÉTÉRANS. — L'ARRÊTÉ DE L'AN NEUF (19 FÉVRIER) réglait les principes d'ADMISSION AUX INVALIDES. — Le DÉCRET DE L'AN ONZE (8 FLOREAL) admettait aux Invalides les MILITAIRES de trente ans de service et de soixante ans d'âge, et ceux qui ont perdu un ou plusieurs membres

ou la vue. — Les militaires dans le cas d'être admis aux Invalides sont proposés pour cette récompense par le CONSEIL D'ADMINISTRATION du corps. La PROPOSITION d'admission est appuyée de certificats constatant leurs droits, ou les cas d'INFIRMITÉS emportant INVALIDITÉ ABSOLUE OU PARTIELLE. Des INSPECTEURS GÉNÉRAUX examinent l'état des SERVICES, évaluent la légitimité des droits, et font subir, s'il y a lieu, aux sujets proposés

UNE CONTRE-VISITE qu'un CHIEFDELIEN-MAJOR passe en leur présence, ou qui a lieu dans un HÔPITAL MILITAIRE. — Une partie des Invalides est reçue dans une CASERNE qu'on décore du nom d'HOTEL; une autre portion habite une SUCCESSIONALE. — Autrefois la portion la plus vigoureuse des Invalides était armée de MOUSQUETS et répartie sous le nom de COMPAGNIES DÉTACHÉES dans des CITADELLES où elles tenaient GARNISON. Ceux qui ne pouvaient porter MOUSQUET, avaient la PÉNITENCE. — Les APPOINTEMENTS des OFFICIERS INVALIDES sont faibles : le sous-lieutenant touchait, en 1834, huit francs par mois, le lieutenant neuf, le capitaine dix, le colonel trente. L'ÉTAT-MAJOR DE L'HOTEL avait de plus favorables TRAITEMENTS. — Les Invalides ont été pendant un siècle et demi les sentinelles qui veillaient à la garde des drapeaux pris sur l'ennemi; ils ont été dispensés, depuis 1814, du soin de ces trophées. — DANGEAU nous apprend (26 octobre 1688) que, à l'époque où il écrivait, plus de quatre cents Invalides s'enrôlent, et que ceux qui entrent dans l'INFANTERIE, y sont faits EN OFFICIERS. — BONAPARTE a fait utilement aussi plusieurs appels aux Invalides. — Un MINISTRE qui tenait à la pompe des cérémonies religieuses avait attaché aux Invalides une MURQUE. — On peut consulter M. AMREY, BARRIAT (1825, F), DELAURE, l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C; 1785, C), MIRAPAU (*l'Ami des Hommes*), SAINT-GERMAIN (*Mémoire présenté au roi*), PAMPHIN, POTIER (1779, X), SERVAN (1789), SICARD (1854), le *Journal de l'Armée* (t. IV, p. 459, 460), le *Spectateur militaire* (t. XXIV, p. 654).

INVALIDE ANGLAIS. V. ANGLAIS, adj. V. SOLDIER CONIOCLAVE.

INVALIDE AUTRICHIEN. V. AUTRICHIEN, adj. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 5, 5.

INVALIDE BAVAROIS. V. BAVAROIS, adj. V. MILICE BAVAROISE n° 1.

INVALIDE ESPAGNOL. V. ESPAGNOL, adj. V. MILICE ESPAGNOLE n° 2, 5.

INVALIDE NAPOLITAIN. V. MILICE NAPOLITAINE n° 2. V. NAPOLITAIN, adj.

INVALIDE NÉERLANDAIS. V. MILICE NÉERLANDAISE n° 7. V. NÉERLANDAIS, adj.

INVALIDE PIÉMONTAIS. V. MILICE PIÉMONTAISE n° 1, 2. V. PIÉMONTAIS, adj.

INVALIDE POLONAIS. V. MILICE POLONAISE n° 1. V. POLONAIS, adj.

INVALIDE PRUSSIEN. V. MILICE PRUSSIENNE n° 2. V. PRUSSIEN, adj.

INVALIDE SUÉDOIS. V. MILICE SUÉDOISE n° 1. V. SUÉDOIS, adj.

INVALIDE RUSSIE. V. MILICE RUSSIE n° 5. V. RÉCOMPENSE. V. RUSSIE.

INVALIDE WURTEMBERGEOIS. V. MILICE WURTEMBERGEOISE n° 1. V. WURTEMBERGEOIS, adj.

INVALIDITÉ, subs. fém. V. AMBYOTIE. V. ANÉVRISME. V. ANRYLOSE. V. APRONIE. V. ATROPHIE. V. BLESSURE. V. ÉGÈLEMENT. V. CACHESIE. V. CALCUL. V. CANCER. V. CARIE. V. CANCER. V. CATARACTE. V. CÉCITÉ. V. CHLORACE. V. CLADICATION. V. DÉMENÇE. V. DIAS-TASIE. V. ÉPILEPSIE. V. ÉTISIE. V. FISTULE. V. GOITRE. V. GRAVELLE. V. HÉMORRHOÏDES. V. HYDRIE. V. NÉPHROTYPIE. V. INFIRMITÉ. V. INVALIDE. V. MANIE. V. PAYE. V. NYCTALOPIE. V. PARALYSIE. V. RACHISME. V. REPIERRE.

INVALIDITÉ ABSOLUE. V. ABSOLUE. V. INVALIDE.

INVALIDITÉ PARTIELLE. V. INVALIDE. V. PARTIEL.

INVASION, subs. fém. V. ARME À VAPEUR. V. ARMÉE D'INVASION. V. CAMP ROMAIN. V. CONQUÊTE. V. COURSE. V. FÉODALITÉ. V. GÉOLOGIE. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE n° 9. V. GUERRE D'INVASION. V. LANGUE GOUQUE. V. LEVÉE EN MASSE. V. MILICE PRUSSIENNE n° 2. V. POSTE STRATÉGIQUE. V. PRISONNIER DE GUERRE.

INVENTAIRE, subs. masc. V. APPORTION DE SCÉLÉS. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 24. V. COMMISSAIRE DES GUERRES n° 7. V. DÉCÈS. V. DÉCÈS. V. OFFICIER D'OFFICIER DÉCÈS. V. TITRE D'OFFICIER DÉCÈS. V. LÉGISLATION MILITAIRE, AN DEUX (1818-1819). V. MAJOR DE CORPS. V. MAJOR DE PLACE n° 2. V. RELÈVE D'INVENTAIRE.

INVENTAIRE CIVIL. V. CIVIL. V. ÉTAT CIVIL.

INVERSION, subs. fém. (G, G), ou INTERVERSION, comme on a dit d'abord. Le mot INVERSION est tout LATIN : il s'applique à la COLONNE, et signifie passage de l'ordre NATUEL, ou la droite en tête, à l'ordre INVERTI, ou la gauche en tête. Militairement, l'emploi technique de cette expression est moderne; elle donne aussi l'idée d'une FORMATION EN BATAILLE par la gauche. LA TACTIQUE n'a commencé à en faire usage qu'un fort tard, parce que cette FORMATION blessait le préjugé du POSTE D'ONNEUR; on aimait mieux se faire battre que de ne pas se battre par la droite du BATAILLON. — GUERRET (1773, E) et SERVAN (1780, E) sont les plus anciens auteurs qui en traitent en connaissance de cause; avant eux, on avait eu recours, en guise d'INVERSIONS, à certaines CONTRE-MARCHES INFINIMENTAIRES. — GUERRET (1773) signalait comme un fatal préjugé, cette longue répugnance de l'ARMÉE FRANÇAISE pour les INVERSIONS. Le savant général MEUNIER nous racontait que BONAPARTE, raisonnant avec lui sur des projets de MANŒUVRES, lui disait : Surtout, faites-

sous de grandes Inversions sur deux lignes. — L'Inversion est une évolution à laquelle recourt, pour sa plus prompt défense en BATAILLE, UNE COLONNE AVEC DISTANCE ENTIERE ayant la droite en tête; elle passe à l'ordre EN BATAILLE, EN FAISANT FACE AU FLANC OPPOSÉ AU CÔTÉ DE LA DIRECTION; ON COMMANDE, EN CE CAS, GUERRE A DROITE, afin que chaque SUBDIVISION ait son point d'appui sur un seul et même PROLONGEMENT. — Telle est l'Inversion considérée comme MOUVEMENT OU MANOEUVRE. Si on la considère comme état de stationnement, elle est la FORMATION EN BATAILLE d'une troupe tellement disposée, que les SUBDIVISIONS SONT EN ORDRE INVERTI, et que la première occupe la gauche de la ligne, tandis que la dernière occupe la droite. — L'Inversion proprement dite, ou ÉLÉMENTAIRE, est d'un usage rare, parce qu'on MANOEUVRE peu à DISTANCE ENTIERE; mais elle est utile quand il est urgent de FAIRE FRONT par des MOYENS plus RAPIDES que l'ORDRE NATUREL. — A l'instant d'une invasion, un ALIGNEMENT DE SUBDIVISIONS à l'en du côté où la COLONNE doit SE FORMER EN BATAILLE. — Quoique le verbe latin *invertere* signifie RENVERSER, il faut distinguer tactiquement, INVERTIR et RENVERSER; INVERTIR UNE TROUPE, c'est déranger l'ordre accoutumé des SUBDIVISIONS SE FORMANT EN BATAILLE, OU SE TENANT EN COLONNE la gauche en tête; la RENVERSER, c'est changer, par une VOLTE FACE, le FRONT d'une TROUPE EN ORDRE DE BATAILLE; c'est modifier ainsi l'ordre accoutumé des RANGS, faisant du TROISIÈME le PREMIER; ou bien, EN DEHORS DE COLONNE, c'est changer l'ordre des SUBDIVISIONS, faisant de la queue la tête, et de la dernière SUBDIVISION ROMPRE la première: telle est la différence de l'ordre INVERTI, comparé à l'ordre RENVERSE; ce dernier, soit EN BATAILLE, soit EN COLONNE, FAIT FACE par le TROISIÈME RANG. — L'INSTRUCTION DE 1774 (11 JUIN) interdisait l'Inversion par COMPAGNIES (on dirait, de nos jours, par SUBDIVISION); elle la permettait par BATAILLON dans le RÉGIMENT, par BATAILLON dans la BRIGADE, par BRIGADE dans la LIGNE; le principe était savant et sage. — Le RÈGLEMENT DE 1791 (1^{re} AOUT), supposant possibles les ÉVOLUTIONS par COLONNES à DISTANCE ENTIERE, admit l'Inversion par SUBDIVISION dans le BATAILLON. — L'Inversion, a dit le général MÉNIER (1814, A), offre tant d'avantages dans les grands mouvements, que nous regardons comme important d'en faire usage en plusieurs circonstances.... L'Inversion doit être proscrite dans l'intérieur des bataillons comme pouvant nuire à l'ordre.

INVERTI, adj. V. FORMATION 1... V. MARCHÉ 1... V. ORDRE 1...

INVENTAIRE, verb. act. V. ALIGNEMENT UN SERRE-FILEN EN COLONNE. V. ALIGNEMENT DE SUBDIVISION. V. ALIGNEMENT INDIVIDUEL. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. CONTRA-MARCHE ÉTAGUÉ. V. DÉINVERTIR. V. FORMATION EN BATAILLE. V. INVERSION. V. RENVERSER. V. SUBDIVISION DE COLONNE.

INVESTIR (verb. act.) UNE FORTERESSE. V. BOUCLER. V. BLOQUER. V. FORTIFIER. V. INVESTISSEMENT. V. QUARTIER DE GUERRE.

INVESTISSEMENT, subs. masc. (II. 1) OU INVESTITURE dans le vieux langage. Le mot Investissement dérive du latin *vestire*, habiller; *investire*, couvrir; parce qu'un Investissement ÉMERSE UNE FORTERESSE ATTAQUÉE; ce qui s'est appelé aussi BOUCLER, BLOQUER. — FORTIFIÉ regardait comme un ufologisme le mot Investissement; il n'osait encore s'en servir. CUGNOT (1766, C), FRIQUETTES (1750, A), GUICHARD (1725, B) et leurs prédécesseurs ne faisaient usage que de l'expression INVESTITURE. — Un Investissement est COMPLET ou INCOMPLET suivant qu'il ne RENFERME qu'en partie une PLACE, ou qu'il lui interdit toute communication avec le dehors. Les RIODEURS RÉCROQUES ne sont possibles que quand il est complet. — Une ARMÉE ASSIÉGÉE commence l'Investissement en poussant brusquement sur les différents ABORDS de la PLACE une quantité suffisante de CAVALERIE LÉGÈRE pour rendre impossible l'arrivée des secours destinés à la FORTERESSE et pour empêcher les ASSIÉGÉS de faire rentrer des DENRÉES, des bestiaux, des contributions; cette CAVALERIE refoule, progressivement, dans son RACINE les TROUPES TENANT POSTE au dehors; elle occupe, si faire se peut, toutes les avenues. — A la suite de cette opération le reste des TROUPES arrive et s'établit; les INGÉNIEURS accompagnés de TROUPES LÉGÈRES s'occupent de la RECONNAISSANCE des ABORDS et tracent les LIGNES, procèdent à l'OUVERTURE de la TRANCHE et poussent progressivement les COUPES par le procédé qu'on nomme CHAMBRÉMENT. — Quelquefois l'Investissement est fait par l'AVANT-GARDE, et l'ARMÉE DE SIÈGE n'arrive que quelques jours après; quelquefois l'ARMÉE ENTIÈRE se présente à la fois; ainsi eut lieu en 1808 l'Investissement de SARAGOSE. — Au commencement de l'Investissement, le COMMANDANT de la PLACE fait ses efforts pour le contrarier en faisant COMBLES par des SORTIES la TRANCHE; il ne fait tirer qu'à FAIBLE CHARGE ses PIÈCES DE REMPAUT afin de tromper ainsi, par le peu de sonorité des COUPS, l'ASSIÉGÉ sur la mesure des vraies PORTÉES. — Lever

un siège, c'est rompre l'investissement. — Déclarer une place en état de siège n'est pas toujours la conséquence de l'état d'investissement ni d'un siège déjà entrepris.

— Les auteurs qu'on peut consulter sur les détails de l'investissement sont : BARDY (1740, A), BARDIN (1807, D; 1814, E), BOTTÉ (1758, F), CUGNOT (1766, C), DESPREZ (1755, B), DURQUET (1769, B), DUPAIN (1757, B), ENCYCLOPÉDIE (1785, C), FREQUIER (1750, A), GUIGNARD (1725, B), KEEVENHULLE (1771, F), LACHESNAIE (1758, I), LALLEMAND (1825), LALLOD (1762, G), LECOUTURIE (1825, A), MANSION (1685, B), MAIZEROT (1767, A), QUIRCY (1741, E), VAURAN.

INVESTISSEMENT COMPLET, v. COMPLET, adj. v. INVESTISSEMENT. v. RICOCHET RÉCIPROQUE.

INVESTITURE, subs. fém. v. INVESTISSEMENT.

IONIEN (ionienne), adj. v. CHASSEUR I...

IONIENS, v. NOMS PROPRES.

IPHICRATE, v. SONGE, v. NOMS PROPRES.

IRENARQUE, subs. masc. v. MILICE BYRANTINE.

IRÈNE, v. NOMS PROPRES.

IRÉNOPHILE, subs. masc. v. AUMOSIER n° 1. v. HÉRAUT. v. MILICE GREQUE n° 2, v. OFFICIER n° 2.

IRÉNOPHILAQUE, subs. masc. v. HÉRAUT.

IRLANDAIS, v. NOMS PROPRES.

IRLANDAISE (irlandaise), adj. v. INFANTERIE I... v. RÉGIMENT I... v. TROUPE I...

IRONDE, subs. fém. v. QUERUE D'YRORDS.

IRRÉGULIER (irrégulière), adj. v. ARMÉE I... v. BASTION I... v. CAVALERIE I... v. CAVALIER I... v. CORPS I... v. COSAQUE I...

v. FORTIFICATION I... v. INFANTERIE I... v. PLACE I... v. SOLDAT I...

ISRUPTION, subs. fém. v. ARMÉE D'ÉVÉNEMENT. v. CAMP DE FORTIFICATION. v. SUBSISTANCE. v. TOPOGRAPHIE.

ISNENBOURG; ISIDORE; ISNARD, v. NOMS PROPRES.

ISOLÉ (isolée), adj. v. HOMME DE TROUPE I... v. HOMME I... v. MILITAIRE I... v. OFFICIER I... v. TOUR I...

ISOLÉ, adj. et subs. masc. v. AVANCE AUX ISOLÉS, v. BORDEREAU D'AVANCE. v. COUPON DE CONVOI. v. COUPON D'INDENNITÉ. v. DÉPART D'ISOLÉ. v. FEUILLE DE ROUTE DE MILITAIRE ISOLÉ. v. FOURNITURE AUX ISOLÉS. v. GITE. v. CONVOI. v. HOMME EN SUBSISTANCE. v. MARE DE LIEGE ET CHAUSSEUR. v. MILITAIRE ISOLÉ. v. PAIR DE MORTIER. v. PASSAGE D'EAU. v. PRESTATION. v. SÉJOUR D'ISOLÉ. v. SOLDE. v. TITRE D'AVANCE. v. TRANSPORT D'ISOLÉS.

ISYENBOURG, v. NOMS PROPRES.

ISNIE, verb. neut. v. BOMBE. v. SORTIE.

ISNIE, subs. fém. v. SORTIE D'ASSIÉGÉS.

ITALIE; ITALIE; ITALIEN; ITALIEN, v. NOMS PROPRES.

ITALIEN (italienne), adj. v. ARMÉE I... v. CAVALERIE I... v. CAVALIER I... v. FRANCO-ITALIEN. v. INFANTERIE I... v. LANGUE I... v. MILICE I... v. RÉGIMENT I... v. SOLDAT I... v. TACTIQUE I...

ITALIQUE, adj. v. LÉGION I...

ITINÉRAIRE, adj. v. PASSAGE I...

ITINÉRAIRE, subs. masc. v. CHEF DE DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF n° 1. v. CHEF DE PATROUILLE. v. CONVOI TOLÉRONOMIQUE. v. CORRESPONDANCE MINISTÉRIELLE. v. FEUILLE DE ROUTE. v. FOURNIER D'INFANTERIE DE LIGNE n° 4.

IVIGHAM; IVERNON; IVY; IVRY; IZZO, v. NOMS PROPRES.

Les chiffres entre parenthèses, qu'on rencontre dans le cours du texte, indiquent le millésime de l'année à laquelle appartient la citation ou l'événement.

Les abréviations entre parenthèses, qui sont en tête des articles, sont une concordance du tableau synoptique (*Disc. prélim.*, p. 10) et du vocabulaire sommaire (*Disc. prélim.*, p. 26-27). Ces abréviations donnent le moyen de remonter des conséquences aux principes.

D'autres abréviations indiquent le genre grammatical.

Les caractères italiques désignent des phrases empruntées.

Les mots en petites capitales sont ainsi configurés comme réclames, comme preuve qu'on peut chercher à sa place générale alphabétique le mot représenté en lettres capitales.

JABOT (subs. masc.) de CHEMISE. v. CHEMISE. v. CHEMISE D'ÉQUIPEMENT. v. FOURNIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 4. v. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE n° 2.

JABRO, v. NOMS PROPRES.

JAC, subs. masc. v. JAQUE.

JACK, subs. masc. v. JAQUE.

JACKE, subs. masc. v. JAQUE.

JACKSON; JACOB; JACOBES, v. NOMS PROPRES.

JACQUE, subs. fém. v. CUIRASSE. v. JAQUE.

JACQUEMART, v. NOMS PROPRES.

JACQUEMART, subs. masc. v. SRA-QUIMART.

JACQUINOT. V. NOMS PROPRES.

JACULATEUR, subs. masc. V. ACROBALISTS. V. ADDIT. V. ANCHER. V. DARDEN. V. HASTAIRE N° 2. V. MILICE GREGQUE N° 5. V. PELTAIRE. V. TACTIQUE.

JAHN. V. NOMS PROPRES.

JAILLET, subs. masc. V. JALET.

JAIOLE, subs. fém. V. GÉOLAUR.

JAISARNE, subs. fém. V. GUIDARNE.

JANE, subs. fém. V. JAQUET.

JAKUBOWSKI. V. NOMS PROPRES.

JALET, subs. masc. (F) OU JAILLET, suivant NICOT et RABELAIS, OU JAILLET suivant BOREL (Pierre) et MÉNAGE, OU GALET. ROQUEFORT (1833) dérive Jalet ou GALET du latin *calculus*, petit caillou rond; ROBERT (Elienne) le tire du grec *jalein*, lancer, ou du latin *jaculum*, trait. MÉNAGE le retrouve dans le latin barbare *jaculetum*, diminutif de *jaculum*. Coquillard regarde ce mot comme provenu des verbes jaillir ou jeter. FURETIÈRE pense que les Jalets ou GALETS étaient même chose, parce que les riverains de la Loire se sont servis de ces deux mots pour exprimer les cailloux sans aspérités que ce fleuve façonne en les roulant sans cesse et qu'il rejette ensuite sur les rives; mais BOREL (Pierre) au contraire prétend que les galets de la Loire et de la mer sont des pierres plates et non sphériques dont le nom fort ancien avait de l'analogie avec gâteau ou gaitte. — En NORMANDIE, où, suivant l'idiome picard, on prononce le G au lieu du J, ou appelait GALETS les cailloux; M. FRANCOUR tire ce mot du celtique *kaled*, dur. — Les Jalets ont donné leur nom à l'ANC A JALET, et à l'ANALÈTE A JALET; ON S'EN EST SERVI à la CHASSE, ainsi qu'à la chasse; ON LES APPELAIT AUSSI BOULETS; mais ce n'étaient que de petits cailloux sphériques, ou de petites BILLES DE PLOMB; ON EN FABRIQUAIT même en terre glaise, cuite ou desséchée; ces PROJECTILES se portaient, suivant CARRÉ (1783, E), dans la PANTÈNE; ils se plaçaient, dit FURETIÈRE, dans le PANIER de l'ANALÈTE, quand il s'agissait de les lancer. — La cannelure des ARRIÈRES était proportionnée au diamètre des Jalets. — ON S'EST SERVI aussi de Jalets ou de BONCONS, comme MOBILES des ARQUEBUSES NÉVROSTATIQUES. — ON PEUT CONSULTER, à l'égard des Jalets, CARRÉ (1783, E), M. le général COTTE (1822, A), LACHESNAIS (1758, I).

JALLET, subs. masc. V. JALET.

JALON, subs. masc. (G, 6) OU GALON, suivant ROQUEFORT; l'étymologie en est mal connue. LA LANGUE FRANÇAISE A-T-ELLE tiré de l'ITALIEN ce mot, comme en viennent quantité de termes d'architecture ou de géo-

métrie pratique? Vient-il du grec *ekalon* qui aurait aussi produit échalas et qui signifiait pieu ou pal. Vient-il, comme le pense GÉRELIN, du celtique *gal*, borne, stade, but; d'autres étymologistes le tirent du latin *comba*; c'est également une réverie. — Dans une production attribuée au même ROQUEFORT (1833), Jalon viendrait du latin *jaculum*, javelot; cette racine est fort douteuse; Landals (Napoléon), cependant, y croit; mais en 1834, son imprimeur ayant mal lu le manuscrit, a, par une transposition curieuse, appliqué, sans s'en apercevoir, au mot *Jalet*, l'origine que l'auteur appliquait à Jalon. Ainsi se font de nos jours les dictionnaires. — Le substantif Jalon a produit les termes JALONNEMENT, JALONNER, JALONNEUR. — Les Jalons des géomètres sont des rameaux ou des VICHES; on en fait emploi aussi pour le CAMPENENT; le TARIF DE 1851 (13 NOVEMBRE) les classe au nombre des EFFETS ACCESSOIRES DE CAMPENENT. — Les ANCIENS et les ENSEIGNES ROMAINES servaient aux GÉOMÉTRIENS de Jalons pour tracer les CAMPS. NOS PIQUETS, DRAPEAUX, PANIERS, etc., remplissent le même objet. — Dans les MANÈGES le PORTE-DRAPEAU et les GUIDES sont Jalons ou JALONNEURS, car ces mots se prennent l'un pour l'autre. C'est sur eux qu'on se dirige, qu'on se dresse, qu'on appuie.

JALONNEMENT, subs. masc. (G, 6). Mot dont le terme JALON est la souche; il exprime l'action de tracer une DIRECTION à la manière des géomètres ou GÉOMÉTRIENS, et de déterminer une BASE TACTIQUE, une LIGNE DE BATAILLE, etc., en y employant, au lieu de VICHES d'arpentage, les JALONS milliaires, c'est-à-dire des hommes ou JALONNEURS, des GUIDES GÉNÉRAUX OU PARTICULIERS, des SAGES, des PANIERS, des DRAPEAUX, etc., et en en raccordant deux sur un troisième, ou sur un point central. — Le Jalonement, retrouvé, dit-on, par le père du grand FURBERIC, était pratiqué dans la TACTIQUE PRUSSIENNE, comme on le voit dans MIRANEAU (1788, C), principalement pour les FORMATIONS EN BATAILLE OU SUR LA DROITE EN BATAILLE et les DÉPLOIEMENTS des COLONNES; mais aucun des FRANÇAIS qui allaient en Prusse chercher le modèle des chapeaux, des queues et des habits sans doublure, n'avait saisi ce que le Jalonement avait d'important pour la MARCHÉ EN BATAILLE de l'INFANTERIE, d'utilité pour les ALIGNEMENTS des BATAILLONS, et de préférable au moyen incertain des ENCADEMENTS. Cette importation d'une découverte du reste si simple, fit la fortune et la réputation du baron PIRSCH. Ce lieutenant prussien devint bien-

tôt colonel et fut un des hommes qu'on appelait les *faiseurs allemands*. — La découverte du Jalonement qui succéda au TATONNEMENT a fait tomber les MARCHES PROCESSIONNELLES. — Le Jalonement s'applique AUX CHARGEMENTS DE DIRECTION OR SURDIVISION DE COLONNE ; il est alternatif quand, successivement, les JALONNEURS se déplacent à mesure qu'une ligne de BATAILLE qui marche, les a atteints, ou s'en est trop éloignée ; tel est le système de l'ARRIÈRE-JALONNEMENT pour la DIRECTION de la MARCHÉ des BATAILLONS EN BATAILLE. — Les ADJUDANTS-MAJORS, les AIDES DE CAMP ou de simples cavaliers servent surtout de jalonneurs dans les GRANDES MANŒUVRES. — LES ALIGNEMENTS DES TROUPES EN BATAILLE SONT ASSURÉS AU MOYEN DE JALONNEURS ; leur surveillance et leur placement regardent principalement les ADJUDANTS-MAJORS et les ADJUDANTS. — Les DIRECTEURS, les ÉTATS, les AXES des MOUVEMENTS sont indiqués ou cherchés au moyen du Jalonement des GUIDES DE BATAILLE ou des GUIDES DE SURDIVISION. — Le Jalonement de la MARCHÉ EN BATAILLE est assuré par UN CHEF DE BATAILLON. — On peut consulter, à l'égard du Jalonement, BARDET (1807, D), LACHEAUNAIS (1758, I), LECOUTURIER (1825, A).

JALONNER, verb. act. et neut. v. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE OR LIGNE N° 11. v. AIDE DE CAMP N° 4. v. ALIGNEMENT DE PROPRIÉTAIRE. v. COLONNE ÉPAGOTIQUE N° 4. v. DÉPLOIEMENT DE PIRO FERME. v. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE OR LIGNE. v. GUIDE DE BATAILLE. v. INFANTERIE FRANÇAISE N° 8. v. JALON. v. MARCHÉ DE BATAILLON EN BATAILLE. v. POINT DE VUE. v. SERRÉ-FIL. v. TRANCHÉE.

JALONNER, subs. masc. (G, 6). Ce mot dont le terme JALON est l'origine se prend quelquefois dans le même sens ; il donne l'idée des militaires qui, dans les MANŒUVRES d'une compagnie ou dans les BATAILLONS D'INSTRUCTION, etc., sont employés comme JALONS, comme GUIDES DE BATAILLE. — L'invention du Jalonement est PRUSSIENNE et on l'attribue au général SALDERN. Cependant PUYSSIGER (1748, C) en expose l'utilité, et peut-être la première idée lui en est-elle due. — L'emploi des Jalonneurs est peu ancien en FRANCE. L'ORDONNANCE DE 1775 (30 mai) n'en faisait pas encore mention ; cependant alors il était placé des TAMBOURS devant la SURDIVISION sur laquelle devaient s'opérer un DÉPLOIEMENT. Si on ne connaissait pas le mot, la chose du moins était notée. — Le mode du Jalonement s'est d'abord appliqué aux CONVERGENCES DE COLONNES EN MARCHÉ, ensuite AUX DÉPLOIEMENTS.

— Dans la TACTIQUE actuelle on s'assure de la rectitude de plusieurs Jalonneurs en mettant l'œil près du premier ; s'il masque tous les autres, la LIGNE est droite. — Les GUIDES DE SURDIVISION marchent droit vers le Jalonneur comme vers'un but. — On a recours à l'emploi des Jalonneurs dans les CHARGEMENTS DE DIRECTION DE BATAILLON EN BATAILLE, dans les CHARGEMENTS DE DIRECTION PAR LE FLANC DROIT, dans les CHARGEMENTS DE FRONT, dans la MARCHÉ DE BATAILLON EN COLONNE, dans le RALLIEMENT qui a lieu après que la JARROQUE a éparpillé une troupe, et enfin à la suite d'une MARCHÉ DE BATAILLON EN BATAILLE, ou quand il s'agit d'aligner des HÉRÉTIQUES. — Les ADJUDANTS-MAJORS font quelquefois office de Jalonneurs. Les SABLES y étaient surtout employés par le RÉGIMENT DE POLICE OR 1816. — Deux Jalonneurs suffisent pour former la BASE D'ALIGNEMENT d'une petite troupe ; trois Jalonneurs pour l'ALIGNEMENT d'UN BATAILLON, ce sont le PORTE-DRAPEAU et deux GUIDES GÉNÉRAUX. — Dans la MARCHÉ EN BATAILLE, on assure le prolongement de la perpendiculaire au moyen d'ARRIÈRE-JALONNEURS. — Dans les FORMATIONS SUCCESSIVES, quand les BATAILLONS EN COLONNE SE FORMENT SUR LA DROITE EN BATAILLE, et quand des BATAILLONS par le FLANC SE FORMENT SUR LA DROITE PAR FILE EN BATAILLE, les ADJUDANTS sont chargés de la pose des Jalonneurs aux principaux points où doivent s'opérer les FORMATIONS. — Le commandement : GÉNÉRAL, LA LIGNE pour objet de jeter de nouveaux Jalonneurs sur une ligne de jalonement. — L'ALIGNEMENT des HÉRÉTIQUES se rectifie par les Jalonneurs.

JALONNER A CHEVAL. v. A CHEVAL. v. AIDE DE CAMP N° 4. v. BATAILLON DE DIRECTION. v. MILICE ANGLAISE N° 8.

JALOUSIE, subs. fem. v. DONNER DE LA J... v. DONNER J... v. PRÉPARER J...

JAMACHES, subs. masc. plur. v. MILITE TURQUE.

JAMBE, subs. fem. v. ARMURE DE J... v. EN J... v. MOUVEMENT DE J...

JAMBE (jambes) (term. génér.), ou GAMBE, ou GAMB, ou *gembe*, suivant BARBAZAN (1808) Le mot JAMBE signifiait ici jambe humaine, a donné naissance au mot JAMBIÈRE ou GRÈVE, et dérive, suivant GIBLIN, du substantif *gamb*, mot celtique qui, dans l'opinion de cet écrivain, aurait produit GAMBACHE, et les verbes gaminer, caminer, c'est-à-dire cheminer, faire du chemin. GIBLIN affirme que jusqu'au quatorzième siècle on disait, non pas jambe, mais gambe, terme resté dans le patois picard. — On s'explique difficilement pourquoi l'expression militaire de l'INFANTERIE veut qu'une TROUPE

prête à marcher par la Jambe gauche que de la droite. Ce mode ne semble pas naturel, puisqu'en escrime, marcher ou partir de la Jambe droite, c'est se mettre en garde, c'est attaquer. On ne peut pas plus rendre compte de cette coutume que de celle qui voulait, au temps de la chevalerie, que le néophite qu'on armait chevalier chaussât d'abord l'épéron gauche. — Peut-être l'usage de partir de la Jambe gauche vient-il de ce qu'au temps où l'on portait le bouclier, la partie gauche du corps se présentait la première à l'ennemi. — L'étude des armées a été longtemps regardée comme l'apprentissage nécessaire de l'art de mouvoir militairement les Janibes. — En s'occupant des Jambes sous un rapport différent et sous un point de vue administratif, il demande à être distingué en JAMBE DE BOIS.

JAMBE de bois (B, 1). Sorte de JAMBE qui est la ressource à laquelle sont forcés de recourir, par suite d'amputation, des militaires blessés à la guerre. — Ce moyen supplémentaire est d'une origine fort ancienne; un cabinet célèbre contenait un vase antique de poterie peinte, de l'espèce de ceux qu'on appelle vases étrusques ou vases de la grande Grèce. Un satyre qui y est représenté a, d'un côté, sa jambe de bois, et de l'autre une Jambe de bois clairement accusée par le dessinateur, et qui, par sa forme et la manière dont elle est attachée, ne diffère en rien de celles qu'on voit de nos jours. — Le Dictionnaire technologique peut être consulté à l'égard des jambes artificielles.

JAMBIÈRE, subs. fém. V. ARMURE PLATE. V. BOITTE. V. CUISSARD. V. GENDRIÈRE. V. GRÈVE. V. HEUNE. V. LÉGION ROMAINE N° 4. V. LÉGISLATION, 1338 (JUN). V. MILIER ROMAINE N° 4. V. OULITE. V. ORDINAIRE ROMAIN. V. PÉDIEUX.

JAMIE, V. NOMS PROPRES.

JANCTAIRE, subs. masc. V. GÉNÉTAIRE.

JANETAIRE, subs. masc. V. GÉNÉTAIRE.

JANILLON, V. NOMS PROPRES.

JANISSAIRE (Janissaires) (F). Ce mot, dont l'étymologie va être indiquée, désigne des SOLDATS d'INFANTERIE longtemps célèbres dans la MILICE TURQUE. On les a aussi nommés *ogliaki*; et *ADJEMIOGLAN*, *ADJEMOGLAN*, *agemoglan*, *agiomoglan*; mais ces mots francisés qui, chez les TURCS et les ARABES, signifiaient fils d'Adjem, s'appliquaient plus techniquement à une des quatre divisions du corps des Janissaires, à la division qui en

était comme le DÉPÔT, l'ÉCOLE, la JEUNE GARDE. — L'ignorance de quelques ÉCRIVAINS a confondu ou supposé analogues les Janissaires et les GÉNÉTAIRES. — En 1520, dit M. le colonel CARRION (1824, A), Orkan ébaucha la création des Janissaires, parce que les CROISADES avaient fait sentir le besoin des HOMMES DE PIED. En 1562, Mourat, ou Amurath premier, dans la troisième année de son règne, ou, suivant d'autres récits, en 1372, perfectionna l'institution de ce corps. Elle fut solennellement consacrée par le sceik Hadschi-Begtasch, ou Hadgi-Beltach, ou Bertach, suivant l'*Encyclopédie des Gens du monde*, fondateur de l'ordre des derviches. Ce pontife arrachait une manche de sa robe blanche, en fit l'ornement et l'accompagnement postérieur du RALPAC d'un soldat, en disant : *Ils répandront la terreur et s'appelleront Jeni-Tcheri*, ou *Jenji-Scheriffs*, ou, suivant l'*Encyclopédie* (1751, C), *gen-y-ceris*, ou *jenizeri*, ou *iehni-tcheri*, suivant ROQUEFORT (1835), ou *jeuny-cherri*, citoyens nouveaux, troupe nouvelle. De là le mot corrompu Janissaire, et de là cette manœuvre du sautoir qui, dans les cérémonies, pendait sur le dos du Janissaire. — Amurath second mit la dernière main à la fondation de ce corps, et chercha par là à remédier à la débilité des TROUPES FÉODALES, nommées *timariots*, possesseurs de terres conquises en ASIE par Osman et ses successeurs. — Les Janissaires ont été une imitation des *BARDARICOTES*, et ont été composés, d'abord, de la portion des jeunes captifs albanais, serbiens, bulgares qui formaient le lot que les sultans s'étaient attribué. Ce lot était le cinquième du total des PRISONNIERS DE GUERRE chrétiens. — À défaut de captifs qui pussent alimenter le RECRUTEMENT de cette troupe, les sultans exigeaient de leurs possessions chrétiennes un tribut du dixième des enfants mâles; ils les incorporent dans leur garde. Ainsi l'ÉGYPTE entretenait la MILICE qu'elle avait pour implacable ennemie. — L'esclavage de cette troupe dégénéra bientôt en tyrannie. — Les Janissaires des quinzième et seizième siècles, quand ils se fatiguaient d'une oisiveté sans butin, forçaient leur maître à déployer l'étendard du prophète. — Les Janissaires, devenus une immense LÉGION PRÉTOIRIENNE, sous les ordres du *janitchar-aga*, furent répartis en *ODAR* ou compagnies, en DETAIL ou RÉGIMENTS, et furent établis en de spacieuses CASERNES. — Ils se partageaient en Janissaires de Constantinople et en Janissaires de Damas, comme les troupes turques se distinguaient en troupes d'Europe et d'Asie. — MAROMPT DEUX, après la conquête de la Ter-

que d'Europe, ayant consenti au rachat du tribut du dixième enfant mâle, les levées ne consistèrent plus qu'en sujets turcs. Les soldats se marièrent et se livrèrent à diverses professions. Une grande partie des hommes des *odas* logea hors des casernes. — Les compagnies avaient toutes leurs hommes de peine, leurs cuisiniers, leurs sous-cuisiniers, leurs porteurs d'eau, *sakkas*, leurs *vivandiers* et surtout leur *marmite*, pièce importante, insigne respecté, qui leur servait comme de drapeau. Tout nous montre, dans une revue de Janissaires, un officier qu'il compare à un major en costume de chef cuisinier. Quand la troupe défilait, il pliait sous le faix des casseroles et instruments pareils cousus sur un habit de cuir. Deux hommes le soutenaient sous les bras pour qu'il pût marcher. — Ce corps privilégié, d'abord si valeureux, et dont Soliman tira un si grand parti, tombe, après son règne, dans le relâchement et l'indiscipline. Une infinité de Janissaires ne l'étaient que pour la forme et sans servir réellement. Les *spahis*, alors, leur étaient supérieurs. — Cette soldatesque, composée d'enfants, de valetaille, d'artisans, de mortes-payes, s'élevait à quinze ou vingt mille hommes dans la seule ville de Constantinople. Le total réel des Janissaires, dans tout l'empire, était de quatre-vingt mille ou de cent mille. Les contrôles des *odas* en ont compris jusqu'à trois cent mille; mais ce n'était pas un effectif vrai, et quand il s'agissait de faire tête à l'ennemi, le maximum des combattants atteignait à peine soixante mille. Les sultans ne réussirent même jamais à en opposer aux Russes plus de vingt-cinq mille, encore la moitié de ce ban désertait-il avant d'être rendu à Andrinople. — Les Janissaires étaient partagés, jusqu'en 1826, en cent quatre-vingt-seize *ortas*, évalués à peu près à mille hommes. C'étaient des régiments divisés chacun en *odas*, ou chambrées, ou compagnies. — Soixante-deux *ortas* gardaient les frontières, trente-trois formaient la garnison sédentaire de Constantinople. Cent un *ortas* étaient répartis dans les garnisons de l'intérieur de l'empire. — Il y avait des chambrées de deux à trois cents hommes; le cuisinier, *ashgi*, en était le second officier, en l'absence de son chef, nommé *odabaschi*. Il faisait l'appel et châtiait les complices. — Il y avait onze *ortas* d'élèves Janissaires. On nommait ces novices *agia moglans*. MANNESON (1685, B) s'étend en quelques détails à ce sujet. — Le sultan était Janissaire de la soixante et unième *orta*, et en percevait la solde. C'était une capitulation du despotisme se courbant vis-à-vis du régime mili-

taire. Les Janissaires, jadis la terreur des chrétiens et l'appui du trône, étaient le fléau des cités et les tyrans de leur patrie. — Depuis les défaites que Romanzof et Souwarof ont fait éprouver aux Janissaires, la réputation de cette troupe s'est perdue. — Les *ortas* de l'intérieur de l'empire, devenus propriétaires du sol qui leur avait été assigné, se faisaient entre elles des guerres cruelles. La trente et unième, une des plus renommées, des plus puissantes, s'était élevée à cinquante mille âmes, et écrasait sa voisine la troisième, forte à peine de trois à quatre mille hommes. Telles *ortas* s'étaient pour ainsi dire usées et avaient disparu. — Les Janissaires étaient reconnaissables par la coiffure en fentre à long chaperon, nommée *zarcola*; ils avaient le dolman rouge sans manches, renouvelé annuellement, et la ceinture nommée *coussac*. Ceux de service étaient armés, en temps de paix, de bâtons de bois d'Inde, de six pieds de long; en temps de guerre, ils portaient l'arquerbe à serpent, et un sabre que Deligne (1827) appelle *handschar*, et qu'on nomme communément *canjibar*. Leur poudre et leur plomb étaient dans un fournillet; leur mèche de mousquet s'entortillait le long de leur bras droit. Ceux d'Anir n'étaient armés que d'arcs. — Le commandement des forteresses était un droit acquis aux officiers de Janissaires. N'être justiciable que des chefs du corps était un droit du Janissaire. — En campagne, les Janissaires ne mangeaient qu'une fois le jour et au coucher du soleil. — Les Janissaires non casernés ne faisaient ni exercice, ni service, et touchaient seulement une paye trimestrielle. Tels d'entre eux aliénaient pour toute la vie cette paye, qui passait ainsi entre les mains des usuriers. — Cette troupe orgueilleuse, malhabile, turbulente, était le foyer des émeutes. — En signe de révolte, cette soldatesque transportait, en guise de bannière, sur la place de l'hippodrome, les marmites, et les y tenait renversées. Ce symbole signifiait : Nous ne mangerons qu'après satisfaction. — Pour avoir occasion d'adresser des plaintes, ou de faire entendre des menaces au sultan, les *ortas* avaient coutume de mettre le feu à un des quartiers de la ville, parce que la loi obligeait le visir et le sultan à se porter au théâtre de l'incendie. — Les Janissaires déposent Bajazet deux, en 1512; ôtent la vie à Amurath trois, en 1595; menacent de la perte de son trône Mahomet trois; accablent d'outrages Osman deux, et le conduisent du sérail aux Sept-Tours, où il est étranglé. En 1622, ils détrônent son successeur Muslapa, au bout de deux mois; mettent à

mort Ibrahim, en 1649; arrachent la couronne à Mahomet quatre, tout étranger qu'il fût aux catastrophes du siège de Vienne, qu'ils lui imputent; appellent à l'empire et déposent son frère Soliman trois; renversent du trône, en 1730, Achmet trois, le jettent dans les fers et tirent de prison, pour le remplacer, Mahomet, fils de Mustapha deux. Ils dépouillent de son diadème Sélim trois, en 1807, et dispersent le corps d'essai formé alors à l'europeenne et nommé *nizam djedid* (nouvelle règle). — En 1808, Mustapha Baitrachar, grand visir, attaqué dans son palais par les Janissaires, comme fauteur des institutions nouvelles, se fit sauter, ainsi que ses ennemis, à l'aide d'un baril de poudre. Le corps des Janissaires s'en vengea en écrasant les troupes régulières nommées *seimans*, *seimens*. — Il y avait quelques Janissaires parmi les troupes contre lesquelles les Grecs ont d'abord combattu dans le dix-neuvième siècle; mais pendant les trois dernières années de cette guerre il n'y en avait plus un seul. — Le célèbre Mahmoud, cousin de Sélim trois, n'a été épargné, peut-être, par les Janissaires que parce qu'il était sans postérité. Il voulait changer les choses sans changer les noms. Il laissa aux nouvelles institutions de tactique le nom de *nizam* (règle ancienne). Mais le 14 juin 1826, au milieu des manœuvres, un porte-drapeau s'écria : *Cette évolution est russe*. Ce signal donna celui de la révolte, les marmites sont culbutées; la soupe, ou *chiorda*, que le sultan fait offrir aux mutins, est dédaignée; la sédition est au comble. — Le *sandjak-chérif* ou *sandjak* (étendard de Mahomet) se déploie, la population turque se lève; les *topchi* (canonniers), les *combaradji* (bombardiers) prennent les armes, et la place publique, nommée *Ei-Mediani* (place de la Nourriture), est enveloppée de troupes. En vain les rebelles opposent une résistance opiniâtre; ils crient grâce de l'enceinte de leurs casernes en flammes... Placé entre le danger de périr de leurs mains et la nécessité de s'en défaire par la seule voie possible, par un massacre, leur maître prit le parti qu'on devait attendre d'un sultan irrité. Ainsi avaient disparu les *seimans*. — Mais le janissérisme recéléait la dernière étincelle de la nationalité et du fanatisme populaire; l'éteindre, c'était frapper au cœur la Turquie, qui, comme on l'a dit à la tribune française, périt faute de Turcs. — Des écrivains ont insinué que quelque chose de Janissaire revivait dans les *filles* français. — DUANE, POTIER (1779, X), le *Bulletin des Sciences militaires*, 1824, p. 196, le *Dictionnaire*

DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE.

de la *Conversation* s'étendent en détails sur ce sujet. Il a été spécialement traité de leur destruction par M. JUCHEREAU et par M. CAUSSIN, et, en général, de leur histoire par les auteurs modernes que nous indiquons en parlant de la MILICE TURQUE.

JANTIFANE, subs. fém. v. GENTIL-NOMME.

JANVIER, subs. masc. v. CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 4. v. PREMIER JANVIER.

JAQUE, subs. masc. v. JAQUE.

JAQUE, subs. fém. et masc. (term. génér.), ou JACQUE comme l'écrivent BRANTOME et M. de BARANTE, ou JAC suivant M. ALLOU, ou JACK comme l'écrivent FURETIÈRE, ou JACKE, ou JAKE suivant VELY, ou JACQUE suivant POTIER (1780, X), ou JASQUE suivant ROQUEFORT, ou JOUQUE. Il s'appellait, en latin barbare, *jaquetanus*, *jaquemardus*, *jacobus*. — Le mot Jaque dérive de l'ALLEMAND *jacke*, espèce de JUSTAUCORPS ou de POURPOINT, comme le témoignent Pontanus et MÉRAGE. — Les Anglais en ont fait *jack*, qui est fort ancien dans leur langue, et dont il est question dans WAINMAGN. Les Italiens en ont fait le substantif masculin *giaco*. — DUCANGE est d'avis que Jaque pourrait venir du nom donné à la troupe de factieux nommée *jaquerie*; c'est prendre l'effet pour la cause. Ce savant se trompe rarement de la sorte. — DANIEL et FURETIÈRE emploient, au féminin, le terme Jaque. BOREL (Pierre), GORTSMANN, DESPAGNAC (1751, D), M. de BARANTE l'emploient au masculin. A raison de sa racine étymologique et de la forme ITALIENNE, le masculin est mieux convenu. Mais l'usage le plus général en a décidé autrement, et du terme féminin, consacré par l'Académie, il nous est resté le diminutif féminin *jaquette*, qui a aussi signifié un léger vêtement de guerre, comme le témoignent VELY et l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C). — Les Jagues rappelaient les THORACOMACHES ou CUIRASSES de la MILICE ROMAINE; c'étaient des BLAUQUES, des BUTILES, des CARAQUES que l'INFANTERIE FRANÇAISE portait dès le douzième siècle. Ce vêtement rappelait le BATON DES GAULOIS et les HAUBERTS ou JACQUES DE MAILLES, imités, suivant Mézerai, de ces *hoquetons rembourrés et piqués* que portaient les SARRASINS à POITIERS. C'est surtout dans le quatorzième siècle que l'usage en a été commun, et que l'expression se rencontre dans le texte des ordonnances et dans certaines lois de police. — En 1412, le duc de Berry, à l'entrevue de BOURGES, avait, dit M. de BARANTE, un JACQUE de pourpre qui couvrait son ARMURE. — La Jaque a été principalement l'ARME DÉFENSIVE des HOMMES DE FIER et de la MILICE COMMU-

NALF, ou de la GARDE NATIONALE. Cependant l'histoire nous montre aussi de grands scigneurs vêtus de Jaques; BRANTOME (1600, A) en fournit témoignage. — Comme cela arrive si fréquemment, le mot a d'abord été générique avant d'être spécial; il a donné idée de toute espèce de COTTE, de CORSETS, de BLOUSES; il a servi à dénommer un CAMERON porté sous la cuirasse par les soldats d'un ordre inférieur, et quelquefois un sur-tout porté par-dessus le haubert. Suivant d'autres opinions, la Jaque, proprement dite, a succédé au CAMERON. — En général, ce que les écrivains militaires appellent Jaque, était une CASAQUE en peau, en cuir ou en étoffe rembourrée et piquée qui portait du col et tombait jusqu'aux genoux. — On appelait Jaques les paysans vêtus d'une Jaque et combattant sous ce costume; de là la qualification de jaquerie donnée à une sédition. Ces révoltés furent écrasés à Meaux, sous le règne de CHARLES VII. — Il fut un temps où la Jaque était un composé de peaux de cerfs. Il y en avait, disent les historiens, jusqu'à trente appliquées l'une contre l'autre; mais c'est peu croyable. D'autres Jaques étaient un ensemble de vingt-cinq à trente toiles usées appliquées au cuir et garnies de bourre entre elles. — On était forcé de tenir très-ample un pareil vêtement; aussi l'homme flottait-il dedans; il se portait sans HAUT-DE-CHAUSSES. Voilà pourquoi on appelle JAQUETTE le JUSTA-CORPS d'enfant qui se porte sans culotte. — Il y avait des Jaques sans MANCHES. BRANTOME (1600, A) le dit; il y en avait dont les MANCHES étaient d'un cuir plus mince. — Un manuscrit du temps de LOUIS ONZE, que mentionne JARROT (1777, G, au mot *Uniforme*), rappelle que ce roi en avait prescrit la matière, la forme, les dimensions; ainsi l'institution de l'UNIFORME moderne peut se reporter à cette époque. C'était un vêtement petit et court, en étoffe rembourrée ou fortifiée par des cordes de boyaux, par des lacs de fil de fer. — LOUIS DOUZE donna des Jaques en cuir de cerf aux FRANCS-ARCHERS. — Il y a eu des Jaques en taffetas rembourrés et piqués; on les portait comme matelassure de CUIRASSE. On les appelait CERDAUX, parce que le CERDAL était l'étoffe de soie alors en usage. — On lit dans M. MONTIEL que les ordonnances voulaient que les vendeurs de Jaques déclarassent, en détail, de quoi se composaient les parties non aperçues de ce vêtement. — L'usage des Jaques a commencé à disparaître depuis la suppression des FRANCS-ARCHERS. Le grand usage des corselets date de cette époque, mais MONTIEL en faisait mention plus tard. — Les AUTEURS

qu'on peut consulter à l'égard des différentes espèces de Jaques, sont: M. ALLOU, BRANTOME (1600, A), CARRÉ (1783, E), COTTY (1822, A), DANIEL (1721, A), DRAQUIER, DESPAGNAC (1751, D), ENCYCLOPÉDIE (1785, C), GANSEMI, GOTTSMAN, LACHENNAIK (1758, I), MAIZEROY (1765, B; 1771, A), POTIER (1779, X), VÉLLE, l'*Echo britannique*. — Les Jaques se sont distinguées en JAQUE DE MAILLE.

JAQUE (Jaques) de MAILLE (F). Sorte de JAQUE que des AUTEURS regardent comme analogues aux anciennes COTTES DE MAILLES; aussi, disent-ils qu'elles ont, vers l'an treize cents, fait place à l'ARMURE DE FER PLIN. — On lit dans MIRAGE qu'il y en avait à *haut gorgerin et foldières ou cuysots*, et que les GENS DE CHEVAL le portaient *dessous le corselet qui n'avoit lors nuls braccals* (qui était alors sans brassards). — On lit aussi dans FURETIÈRE que c'était un HAUBERT, un HAUBERGEON que les HOMMES D'ARMES portaient sur leurs armes, sur la CUIRASSE. BRANTOME (1600, A) dit: *Bien en prit à Cosme de Medicis de se tenir couvert souvent d'une Jaque de mailles*. — Ce dernier écrivain nous apprend que de son temps la Jaque était un HAUT SANS MANCHES. Mais il faut distinguer cette Jaque de la COTTE DE CAVALÉRIE, et la regarder surtout comme un CORSELET ou une CUIRASSE D'INFANTERIE, où comme le gibeson des soldats ne portant pas CUIRASSE. Cette ARME DÉFENSIVE était à l'usage des ARCHEFS et des ARABÉTRIERS. — La Jaque de mailles a été un perfectionnement de la simple JAQUE; elle avait plus de longueur et de poids que la BRIGANDINE. Il y en avait qui étaient garnies de LANCES COUSUES entre deux doubles; il y en avait qui étaient renforcées d'un TRICOT DE MAILLES assujéti en dehors. — FURETIÈRE dit que la Jaque de mailles se portait sous le FOURPOINT, tandis que la Jaque simple était une espèce de FOURPOINT. Il prétend que l'usage de mettre FOURPOINT bas quand on se bat en duel, a pour objet de prouver qu'on ne cache pas sous ses vêtements une Jaque de mailles. — FOLARD prétendait faire revivre l'usage de la Jaque de mailles.

JAQUETMAN, subs. masc. v. QUINTANE.

JAQUEM, v. NOMS PROPRES.

JAQUETTE, subs. fem. v. JAQUE. v. MILICE N° 2.

JARDOT; JARNAC, v. NOMS PROPRES.

JARRETIÈRE, subs. fem. v. BOUCLE DE J... v. CONTRA-BANDON DE J... v. ORDRE DE LA J...

JARRETIÈRE de CUISIÈRE (B, 1). Le mot JARRETIÈRE dérive du substantif jarret dont l'étymologie, serait, suivant GÉRÉPIN, le

celtique *gar*. Ici la Jarrière est la courroie inférieure d'une cuirasse de tambour; elle est destinée à l'assujettir au-dessus du genou; elle forme contre-ranglon du côté gauche et bouclier du côté opposé; sa longueur totale est de quatre cent quarante millimètres.

JARRIÈRE de CULOITE. V. CULOITE.

V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 5.

JARRIÈRE de GUÈTRE. V. GUÈTRE.

JARRY. V. NOMS PROPRES.

JARRETE, subs. fém. V. GUERRE.

JANEQUENÉ (Jasequené), adj. V. JASERAN.

JASERAN (Jasetana), subs. masc. (F), ou JASERANT suivant M. ALLOU, ou JASERON, suivant M. de BARANTE (1825), ou JASERANS, comme dit CARRÉ (1783, E), ou JASERANS, ou JESERAN. Mots qui dérivent de l'italien *ghiazzarino*, signifiant COTTE DE MAILLES; mais les étymologistes sont partagés à cet égard, et GABÉLIN croit le terme venu du celtique *jaz*, habillement militaire. Un Jaseran était, suivant BORREL (Pierre), une chaussette; LACOMBE et NICOT prennent ce substantif comme synonyme de HAUBERT; ROQUEFORT affirme que c'était le nom d'une cuirasse ou d'une JAQUE en usage au douzième siècle; il mentionne l'adjectif jasequéné signifiant fait en TRICOT DE MAILLES ou en COTTE DE MAILLES; cet adjectif provient-il des substantifs Jaseran ou JAQUE, nous l'ignorons. — NICOT dit qu'autrefois il y avait des Jaserans tricotés en or fin. — En 1420, suivant M. de BARANTE, JEANNE D'ARC portait le Jaseran, quand elle n'avait que le temps de revêtir cette légère ARMURE DE MAILLES. — Dans l'arrêt rendu en 1453 (19 mai) contre Jacques Cœur, ce traitant est accusé d'avoir fait passer aux Turcs des Jaserans et autres habillements de guerre. — FERTIER rapporte qu'on disait d'un cheval défendu par un travail de MAILLES, qu'il était couvert de Jaserans, et qu'on disait de certains guerriers qu'ils étaient couverts de nobles Jaserans. Il s'agissait apparemment en ce cas du HAUBERT qui était une ARMURE noble. DUANE regarde comme synonyme Jaseran et VÉTÉRAN. Nous ignorons sur quels rapports se fonde l'analogie.

JASERANT, subs. masc. V. JASERAN.

JASERON, subs. masc. V. CUIRASSE. V. JASERAN.

JASVIN, subs. masc. V. ÉPAULETTE DE COLONEL. V. ÉPAULETTE D'OFFICIER SUPÉRIEUR.

JASQUE, subs. masc. V. JAQUE.

JASERANS, subs. masc. V. JASERAN.

JAUBERT. V. NOMS PROPRES.

JAUCIDE, subs. fém. V. CLIDE.

JAUCOURT; **JAUST**. V. NOMS PROPRES.

JAUNE, subs. masc. et adj. V. AUGRETTE.

V. BOUTON J... V. SUPPLÉMENT J... V. CAR-TOUCHE J... V. COULEUR J... V. CRAIE J... V. ÉPAULETTE DE VOLTIGEUR.

JAVELINE, subs. fém. (F), ou MARIÈRE suivant l'*Encyclopédie du dix-neuvième siècle* (au mot *Arme*), ou LANBROT, suivant ROQUEFORT. Mot dont l'étymologie est analogue à celle de JAVÉLOT; mais on ignore lequel des deux termes est primitif; il y a des auteurs qui prétendent, mais avec peu de vraisemblance, que le mot pourrait être une traduction du latin *javelina*, corruption du diminutif *clavelina*, provenu de *clava*, qui signifiait MARETTE hérissée de fer; mais quel rapport y a-t-il entre une massue et une Javeline? — Les Javelines que portait la MILICE ÉGYPTIENNE étaient à peu fort long. — On croit que l'*acontium* des Latins était une ARME DARDILLE de l'espèce des Javelines; DUANE (1810, E) l'affirme. — Des auteurs ont supposé la Javeline une imitation de l'antique CATÈRE, de l'antique MATRAS; d'autres l'ont prise comme traduction de FIUM. — Les CÉLÈRES et les CHEVALIERS des LÉGIONS ROMAINES ont porté la Javeline; elle s'appelait *lancea*, LANCER à MAIN. — Suivant M. MONTIEL, la Javeline de la MILICE FRANÇAISE aurait été en usage dès CHARLEMAGNE; mais la plupart des modernes historiens mentionnent la Javeline comme une ARME DE DEMI-LONGUEUR que l'INFANTERIE portait au douzième siècle; celle des HOMMES DE CHEVAL s'appelait aussi GÉNÉTAIRE. — La HAMPE de la Javeline avait environ cinq pieds et demi; son fer, en général, était à trois faces ou carrés. — Il y avait, suivant CARRÉ (1783, E), des MARIÈRES ou Javelines de cavalerie dont le fer était à crochet ou piroquettes, pour qu'il ne s'engageât pas trop avant dans la plaie, et que le cavalier pût retirer à lui l'arme aussitôt qu'il s'en était servi. — L'ARMOIR du MOYEN ÂGE était une Javeline d'une espèce particulière. — Les OUTHILLIERS, en se servant de la Javeline comme DEMI-PIQUE, l'assuraient au moyen de l'ARRÊT pareil à celui qu'on nommait ARRÊT DE LANCHE. — Il y avait des HÉRAUTS armés de Javelines à RANDEROLE; lancer cette ARME sur un territoire équivalait à une DÉCLARATION DE GUERRE. — La Javeline a été l'arme des GARDES DU CORPS. — On a comparé quant à la pesanteur les Javelines aux BOURDONNAGES. — La MILICE TURQUE avait conservé la Javeline. — Les ANGLAIS ont emprunté de notre idiome le substantif *javelin*. — Les auteurs auxquels on peut recourir sur ce sujet sont : CARRÉ (1783, E), M. le général COTTE (1822, A), ENCYCLO-

FÉDIE (1751, C), FOLARD (1727, A), GASSENDI, LACHESNAIE (1758, I), LECOUTURIER (1825, A), MAJESTROT (1767), POTIER (1779, X), ROBINSON, WILKINSON, l'*Encyclopédie du dix-neuvième siècle*, au mot *Arme*.

JAVELINE EMPOISONNÉE. V. EMPOISONNÉ.

V. FLÈCHE EMPOISONNÉE.

JAVELOT, subs. masc. (F), ou BRIN D'ESTOC, OU COUFFOURT, OU COUFORT, OU DARD A MAIN, OU ESCLAVINE, OU ESPARE, OU ESPAREE, OU GAURLOT, OU GAVELOT, OU GRAVELOT, OU LORILLARD, suivant M. ROQUEFORT, OU JAVELLOT, OU MÉRIS, suivant BOREL (Pierre) et FAUCHET, OU VOLET, OU VOLETTE, suivant le premier de ces étymologistes, OU KIRRI et KINT, suivant l'*Encyclopédie* (1785, C au mot *Arme*). — Le mot Javelot dérive, suivant Ducange, du latin *jaculum*, ou du bas latin *gaveloces*. FURETIÈRE et MÉNAGE tirent Javelot du latin *capulus*, *capulottus*, signifiant GARDE D'ÉPÉE, HAMPE, manche. — LENOCHAT pense qu'il y a analogie entre Javelot et GLAIVE OU GLAIVELET. — WACHTER croit que l'expression provient de l'allemand *schoefflein*, d'où serait venu aussi JAVELIER; on pourrait aussi bien le tirer de l'allemand *glefe*, d'où est sorti GLATTE. — CASNEUVE prétend que le nom des javelles ou fagots vient de ce que les GENS DE GUERRE attachaient, sous forme de faulx, les Javelots de rechange; ces PROJECTILES se volaient en effet ainsi à la suite des COHORTES ROMAINES; et de vieilles lois écossaises, rédigées en latin, parlent également de gerbes de FLÈCHES. — Les ITALIENS disaient *giavelotto*. — Les ANGLAIS employaient *gaveloc* dans le sens de Javelot, à ce que dit MÉNAGE. — Le terme JAVELIER est-il le diminutif de Javelot; celui-ci est-il l'augmentatif employé postérieurement à l'autre mot; c'est un fait douteux. — Le Javelot était un GROS TRAIT, UN PROJECTILE A POINTE que les Romains ont appelé *lancea*, LANCÉ A MAIN, parce qu'il se jetait par l'effort du bras humain et non avec une ARME MÉCANIQUE; cependant il s'en est lancé à l'aide d'ARRAÎLLES DE FERRE, de PIERRIERS et même d'ENGINS A POUDDRE. — Le Javelot était garni d'une LAME en FER ordinairement à trois carres et à pointe très-effilée; on évaluait à vingt-cinq ou trente pas la portée de cette ARME; sa HAMPE avait un mètre, quelquefois cinq pieds et demi; elle était cylindrique ou carrée. Cette description est à peu près celle qu'on a faite du FIEU. — Le Javelot, le *spiculum* des VÉTÈRES ROMAINS, était de deux coudées (trente-deux pouces sept lignes), son fer était d'un spithame (sept pouces dix lignes). M. LIEBKNE en évalue la portée à quatre ou cinq cents pieds; s'il

s'agit de Javelot lancé à la main, la mesure de cette portée serait grandement exagérée; il n'y avait que des MACHINES qui pussent produire cette projection. — Les ORDONNANCES ROMAINES avaient un Javelot de deux mètres environ de long; c'était aussi l'ARME que portaient, depuis la corruption de la MILICE, les NASTAIRES et les PRINCES, en outre des FLOMMÉES, qui étaient de petits Javelots. — Des Javelots de peu de longueur se sont nommés OSMI-JAVELOTS. — On a prétendu, peut-être sans preuve, que dans la formation de la TORTUE D'ESCALADE les Javelots servaient comme de piliers à la toiture. — La MILICE PERSE faisait usage du Javelot. — Quelques ENSEIGNES antiques consistaient en un Javelot accompagné de quelque INSIGNE. — Les bas-reliefs de THÈRES et les monuments d'ÉGYPTÉ présentent de nombreuses images de Javelots; on les retrouve aussi dans les NASTES ou le FIEU des NASTAIRES, des OSMIENNES, des THÉAIRES, des VÉTÈRES, des ARCHES A PIED, des LÉMONS ROMAINES, et parmi les ARMES du PERSAN, du PHÉLITE, du GROSOPHONAQUE des MILICES GRECQUES. — AUX ALLOCUTIONS, le bruit que le SOLDAT ROMAIN faisait avec son Javelot ou sa FLECHE était un significatif langage. — Le Javelot des premiers GERMAINS s'est nommé ANGOÏ, CATHE, FRAMÉE. — ADATHIAS, APOLLINAIRE, GRÉGOIRE DE TOURS, PROCOPE décrivent le Javelot des FRANCES et des FRANÇAIS. — STRABON témoigne que des peuples empoisonnaient le FER du Javelot comme certains FERS de FLÈCHE. — Les barbares qui remplacèrent les ARMÉES ROMAINES nommaient ERREA le Javelot. — On pense généralement que le Javelot a été la principale ARME PROJECTILE employée par l'INFANTERIE DE CLOVIS; cependant ce nom de Javelot présente en ce cas de l'équivoque s'il est vrai, comme le disent plusieurs ÉCRIVAINS et M. ROCQUANCOURT, que le Javelot de cette époque eut un FER à DAQUE; en cela l'ANGOÏ A MAIN aurait différé du simple Javelot. — La jouissance d'un FIEU D'ÉGYPTÉ impliquait dans la MILICE FRANÇAISE l'obligation d'être pourvu d'un Javelot. — Au temps de l'usage du Javelot, en lancer un du côté de l'ENNEMI, c'était lui DÉCLARER LA GUERRE. — VILLY à la date 1296 mentionne encore l'usage du Javelot. — Les SERGENTS D'ARMES y renoncèrent à la fin du quatorzième siècle. On s'en servit plus tard comme PROJECTILE DE SIBARDEQUIN. — Depuis la TROISIÈME RACE la CORSEQUE se substitua à l'ancien Javelot à main. — L'*Encyclopédie* (1785, C, au mot *Arme*) dit que l'usage des AGES TURES était de porter dans un étui, à gauche de la SELLE, trois Javelots nommés KIRRI; elle appelle JAVELOT A COFFROIE, l'AR-

JGALE. — De nos jours le Javelot et l'ARZGAIR qui en est une variété, n'étaient pas inconnus dans certaines troupes de la MILICE RUME. — Les auteurs dont ce sujet a exercé les recherches sont : CARRÉ (1783, E), M. le colonel CARRON (1824, A), M. le général COTTY (1822, A), DANIEL (1721, A), DESFAGNAC (1751, D), ENCYCLOPÉDIE (1751, C; 1785, C), GARNIER (1819), LACHENNAIR (1758, I), MAILLEROT (1767), MONCHARLON, TURPIN (1783, O), l'*Encyclopédie du dix-neuvième siècle* (au mot *Arme*).

JAVELOT A COURROIE. V. A COURROIE. V. ARZGAIR. V. JAVRIOT.

JAVELOT, subs. masc. V. JAVELOT.

JAZERAN, subs. masc. V. JASERAN.

JAZERANS, subs. masc. V. JASERAN.

JEAN; JEANNE; JECKEL; JEM-MAPE; JEND'HEUR; JENNY; JEN-RENG; JENSEN; JÉRUSALEM. V. NOMS PROPRES.

JESSERAN, subs. masc. V. JASERAN.

JÉSUITE, subs. masc. V. AUMONIER n° 1, 4. V. COULVEIRIN. V. ECCLÉSIASTIQUE.

JET, subs. masc. V. ARME DE JET. V. SA-LISTIQUE. V. BALLE PROJECTILE. V. BOMBE. V. GRENADE A MAIN. V. MACHINE DE JET.

JETER (verb. act.) des HOMMES, des MUNITIONS, des SECOURS, des VIVRES. V. CHEMIN COUVERT. V. HOMME. V. MUNITION. V. SECOURS. V. VIVRES.

JETER l'ALARME. V. ALARME. V. CAMP MINCE.

JETER la GRENADE. V. GRENADE. V. GRENADE A MAIN. V. OUTIL DE CAMPAGNE.

JETER le GAGE. V. GAGE. V. JUGEMENT DE DIEU.

JETER le GANT. V. CHEVALERIE D'AFFILIATION n° 4. V. GANT. V. GANTLET. V. LANGUE FRANÇAISE.

JETER les ARMES. V. ARANDON D'ARMES. V. ARMES.

JETER un CAMP. V. CAMP.

JETER un PONT, des PONTEONS. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS n° 6. V. GUERRE DE 1741. V. PASSAGE DE RIVIÈRE. V. PONT. V. PONT DE BATTEUX. V. PONT DE CAMPAGNE. V. PONTOU. V. PONTONNIER.

JETZE. V. NOMS PROPRES.

JEU (subs. masc.) A ARGENT. V. A ARGENT. V. BON ORDRE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 22. V. CORPS DE GARDE. V. DENIERS DE POCHÉ.

JEU COMPOSÉ. V. COMPOSÉ. V. JEU D'ESCRIME. **JEU COULANT.** V. COULANT. V. JEU D'ESCRIME.

JEU de HASARD. V. BAN D'ARRIVÉE AU CAMP. V. BON ORDRE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 13. V. COLONEL D'INFAN-

TERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 22. V. COMMANDANT DE PLACE n° 5. V. CORPS DE GARDE. V. DROGUE. V. HASARD. V. OFFICIER FRANÇAIS; id. n° 16.

JEU de LANCE. V. JOUTE. V. LANCE. V. ROULESSÉ.

JEU de MINE. V. MINE.

JEU de POINTE. V. JEU D'ESCRIME. V. POINTE. **JEU d'ÉPÉE.** V. ATTAQUE DANS LES ARMES. V. ATTAQUE SUR LES ARMES. V. CONTRE-TEMPS. V. DÉFENSIVE. V. ÉPÉE. V. ESCHIME. V. JEU D'ESCRIME. V. QUARTE. V. TIERCE.

JEU d'ESCRIME (C, 5), OU JEU D'ÉPÉE. Le mot Jeu est une corruption du LATIN, et s'applique ici dans le sens d'action. Il exprime un MANÈVREMENT étudié de l'épée et de l'espadaon; une liaison OU PHRASE de POINTS d'ATTAQUES et de PARADES; de là les expressions JEU SIMPLE, — COMPOSÉ, — COULANT, — DE POINTE, etc.

JEU SIMPLE. V. JEU D'ESCRIME. V. SIMPLE.

JEUNE, subs. masc. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 11, 24. V. DÉTAIL D'ADMINISTRATION DE CORPS. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON n° 6. V. OFFICIER DE SECTION ADMINISTRATIVE.

JEUNE CHIEF DE BATAILLON. V. CHIEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 5.

JEUNE CHIEF DE DIVISION. V. CHIEF DE DIVISION n° 2.

JEUNE GARDE. V. CHEVILLE MILITAIRE. V. ÉCOLE DE SOUS-OFFICIERS. V. GARDE DES CONSOLES. V. GARDE IMPÉRIALE n° 2. V. GENDARMERIE DE LA MAISON. V. JANISSAIRE. V. MAJOR. V. MARCHÉ D'ARMÉE. V. MILICE RUSSIE n° 2. V. PUISSANCE n° 2. V. QUERRE DE CHEVILLE. V. RÉGIMENT DE JEUNE GARDE. V. TIRAILLEUR DE JEUNE GARDE.

JEUNE SOLDAT, subs. masc. (A, 1), OU RISOURE, OU TYRON. La locution moderne Jeune soldat, dont les étymologies s'expliquent d'elles-mêmes, cette expression mal choisie, ce timide subterfuge de la langue étudait le mot conscript; de même, on substituait les impôts indirects aux droits réunis; les noms ont changé, les tributs sont restés. — Le mot francisé RISOURE a régné jusqu'au dix-septième siècle. Le TYRON était le nom du Jeune soldat de la MILICE ROMAINE. Nieux eût valu l'emploi ou la reproduction de l'un de ces mots que celle de conscript ou de recrue. — La loi de 1818 (10 mars) et les instructions sur les appels au service résultant de cette loi, ont mis en usage le terme Jeune soldat. On appelait ainsi, contre toute raison, des individus qui n'étaient encore ni soldats ni soldés, puisqu'ils recevaient cette désignation avant leur mise en activité et leur ordre de route. C'étaient des conscrits appelés et inscrits sur une MATRICULE

particulière. — L'INSTRUCTION DE 1818 (1^{re} DÉCEMBRE, art. 17) voulait qu'il fût délivré des congés aux Jeunes soldats qui avaient fini leur temps sans être incorporés; ce congé du Jeune soldat est un titre attestant qu'il n'a pas été soldat; c'est ainsi que les COMMISS DE LA GUERRE ont composé notre LANGUE MILITAIRE. — Les Jeunes soldats sont des APPELÉS admis; leur enrôlement est distinct de leur MISE EN ACTIVITÉ; il suffit qu'ils soient enrôlés pour que leur absence puisse être arguée de DÉSESTION, comme le témoignait la CIRCULAIRE DE 1821 (31 MARS). Leurs ARMÉES DE SERVICE (quoiqu'ils ne servent pas dans l'ARMÉE) comptent pendant qu'ils restent dans leurs foyers, ils arrivent ainsi à l'ANCIENTÉTÉ. C'est comme anciens que les Jeunes soldats sont libérés. C'est une singulière alliance dans notre LANGUE que celle des mots SERVICE de qui ne sert pas; ANCIENTÉTÉ et Jeune soldat. — L'ORDONNANCE DE 1820 (11 OCTOBRE) envoyait dans les COMPAGNIES DE PIONNIERS, à titre de RÉFRACTAIRES, les Jeunes soldats qui se seraient mutilés pour se soustraire au SERVICE. — Dans la même année, une loi déclarait les Jeunes soldats susceptibles en certains cas d'être employés comme TAMBOURS-MAJORS. — La DÉCISION DE 1821 (8 DÉCEMBRE) voulait que les Jeunes soldats INCORPORÉS restassent en jouissance des EFFETS BOURGEOIS qu'ils apportaient de leur pays, si ces EFFETS, *quant à la forme, ne sont pas incompatibles avec la tenue.* — Les INSTRUCTIONS SUR L'INSPECTION DE 1821 (5 JUILLET, art. 49) et DE 1822 (3 JUILLET) appelaient Jeunes soldats ceux qui étaient HOMMES DE RECRUE, c'est-à-dire INMATRICULÉS et INCORPORÉS; c'était confondre deux classes distinctes dans le mécanisme du RECRUTEMENT: le Jeune soldat APPELÉ, le Jeune soldat INCORPORÉ. — Les ÉCOLES D'ESCRIME étaient gratuitement ouvertes, pendant six mois, aux Jeunes soldats INCORPORÉS.

JEUNESSE, subs. fém. V. MAÎTRE DE LA J... V. OFFICIER N° 2.

JOCHER; JOCHAN; JOHANNSTON. V. NOMS PROPRES.

JOIE, subs. fém. V. FILLE DE J...

JOINDRE (verb. neut.) UN CORPS. V. CORPS. V. REJOINDRE.

JOINT DE CUIRASSE. V. COUTEAU D'ARMES. V. CUIRASSE. V. FAQUIN.

JOINVILLE; JOLLOIN; JOLY; JOUBERT; JONINI. V. NOMS PROPRES.

JONG, subs. masc. V. CANNE DE TAMBOUR-MAJOR. V. CHAÎNE DE CANNE DE TAMBOUR-MAJOR. V. POMME DE CANNE.

JONEN. V. NOMS PROPRES.

JONGLEUR (jongleurs), subs. masc. (F).

Ce mot, qui est une corruption du LATIN *joculator*, était le nom de certains MÉNÉSTRLES dont la profession était d'amuser les grands. *Plusieurs y gagnèrent*, dit VILLARET, le rang de chevaliers. C'étaient apparemment ceux qui suivaient les ARMÉES. — Les Jongleurs sont mentionnés, depuis 1056, comme associés des TROUBADOURS. — Des Jongleurs deviennent, en 1382, des histrions et des faiseurs de tours que PHILIPPE AUGUSTE essaye vainement de bannir du royaume. — Leur nom tombe en oubli depuis que les bateleurs, *batalores*, ou joneurs d'épées et de bâton les remplacent. — L'ENCYCLOPÉDIE (1751, C) peut être consultée sur ces matières.

JONQUILLE, subs. masc. V. LARCIER.

JONQUILLE, adj. et subs. masc. V. AGRETTE. V. ATTRINET DE BRETIGNES. V. COULEUR TRACHANTE. V. DRAPEAU DU TROISIÈME BATAILLON. V. ÉPAULETTE DE VOLTEUR. V. ÉPAULETTE EN DRAP. V. POMPOUR.

JORNÉE, subs. fém. V. JOURNÉE.

JOSEPH; JOSEPHINE; JOUBERT. V. NOMS PROPRES.

JOUE, subs. fém. V. GARDE-J...

JOUE, interj. (C, 5), OU EN JOUE, mot dont le substantif *Joue* humaine donne l'étymologie. Une figure de rhétorique transporte ici le nom de la *Joue* à un MANIÈREMENT D'ARMES, à l'action d'appuyer contre la *Joue* une CROSSE DE FUSIL. C'est un COMMANDEMENT D'EXÉCUTION qui est une abréviation de cette autre locution: *Mettez en Joue!* et qui est suivi du COMMANDEMENT: *Feu!* — Dans les FEUX DE PELOTON à GÉNÉFLEXION, le TROISIÈME RANG met en Joue d'une manière qui diffère de celle des autres RANGS. — Le COMMANDEMENT *Joue!* reste sans résultat, si un SOULEVEMENT vient à se faire entendre.

JOUE DE CROSSE. V. CROSSE. V. CROSSE DE FUSIL. V. FLAT DE CROSSE.

JOUE DE HAVRE-SAC. V. CLOISON DE HAVRE-SAC. V. CORPS DE HAVRE-SAC. V. HAVRE-SAC. V. GREILLON DE HAVRE-SAC. V. PROLONGEMENT DE JOUE.

JOUE D'EMBRASURE. V. EMBRASURE. V. MEURTRIÈRE.

JOUE, verb. act. et neut. V. FAIRE JOUE. V. MÊLON.

JOUE DES MAINS. V. ACTION DE GUERRE. V. MAIN.

JOUEUR (subs. masc.) D'ÉFÈR. V. ÉFÈR. V. ESPADOR. V. HÉRISON TACTIQUE. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 1.

JOUEURIE. V. NOMS PROPRES.

JOUEUR (jouques), subs. masc. V. COTTE DE MAILLES. V. JAQUE. V. SATON.

JOUR, subs. masc. V. APPEL DE J... V. APPEL OU J... V. COLOREL DE J... V. CONSIGNE

DE J... V. DE JOUR. V. FAIRE J... V. GÉNÉRAL DE J... V. GUET DE J... V. MARÉCHAL DE CAMP DE J... V. OFFICIER DE J... V. SE FAIRE J... V. ORDRE DU J... V. RONDE DE J... V. SENTINELLE DE J... V. SERVICE DE J... V. TIR DE J...

JOUR d'ACTION. V. ARABIS DÉPENNY. V. A L'ONORE. V. ACTION. V. ACTION DE GUERRE. V. ALOE DE CAMP N° 4. V. AMBULANCE. V. APPUYER. V. ARME D'UNIFORME DE TROUPE. V. ARMÉRAGISSANT N° 4. V. ART DE LA GUERRE. V. ARTILLERIE D'INFANTERIE. V. ARTILLERIE STRATOPÉDIQUE. V. ATTAQUE EN BASSE CAMPAGNE. V. AUMONIER DE CORPS N° 8. V. BATTERIE DE CAMPAGNE. V. BILLET D'ENTRÉE A L'HOPITAL. V. BLESSÉ. V. BOUGE. V. BRIGADIER DES ARMES. V. CHIEN DE GUERRE. V. CHIRURGIEN D'AMBULANCE. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. COCAERD. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. COLONNE ÉPAGOGIQUE N° 4. V. COMMUNICATION STRATÉGIQUE. V. COMPAGNIE DE GENDARMES D'INFANTERIE N° 5. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. CONNÉTABLE N° 4. 7. V. CORDON DE MONNET. V. CORPS D'ARMÉE. V. CRI D'ARMES. V. COUP D'ŒIL. V. DÉPOUILLEMENT. V. DÉROUSE UN MOUVEMENT. V. DESPÉTER A L'ENNEMI. V. DÉTACHEMENT A L'ARMÉE. V. ÉLÉPHANT. V. ÉTAT CIVIL. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 5. V. EFFU D'INFANTERIE. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE N° 9. V. GENDARMERIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. GUERRE DE 1665. — 1667. — 1688. — 1701. V. HAVRE-SAC. V. HUSSARD N° 4. V. INMUNITION. V. INSTRUMENT DE MUSIQUE MILITAIRE. V. JOUR D'AFFAIRE. — DE BATAILLE. — DE COMBAT. V. JOURNAL DE GUERRE. V. LANCE FOURNIE. V. MARCHÉ PROCESSIONNELLE. V. MARÉCHAL DE BATAILLE. V. MÉLANGE D'ARMES. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 2. V. MILICE ROMAINE N° 10. V. OFFICIER ÉTRANGER. V. POLICE. V. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER. V. PROLOGUE. V. RAVIN. V. RÉCEPTION DE CHEVALIER. V. RETRAITE EN ÉCHIQUER. V. SERGENT-MAJOR N° 2. V. SREY-FILE. V. SERVICE DE JOUR. V. SERVICE DE SANTÉ. V. STRATAGÈME. V. SUBORDINATION. V. TRIAIRE N° 4.

JOUR d'AFFAIRE. V. AFFAIRE.

JOUR d'ARRIVÉE. V. ARRIVÉE. V. DÉROUSE UNE MARCHÉ. V. PRESTATION.

JOUR de BATAILLE. V. BATAILLE. V. CALÈNE DE CANON. V. ÉTENDARD. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 5. V. MARCHÉ-ROUTE. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 6. V. MILICE FRANÇAISE N° 6. V. MILICE FREMMENNE N° 8. V. MUNIER. V. PAVE. V. PENNON. V. PORTÉE DE CANON. V. POSTE D'HONNEUR. V. RANG DE BATAILLE. V. TACTIQUE. V. TERRAIN STRATÉGIQUE.

JOUR de COMBAT. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. COMBAT. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 5. V. PAVE.

JOUR de DÉPART. V. DÉPART. V. DÉPART DE CORPS. V. DÉPART IMPRÉVU. V. ÉPASTATION. V. PROMOTION. V. TRAITEMENT D'ACTIVITÉ.

JOUR de GRACE. V. DÉLAI DE REPENTIR. V. GRACE.

JOUR de MARCHÉ. V. GARDE DE POLICE EN ROUTE. V. MARCHÉ. V. MARCHÉ-ROUTE.

JOUR de MARCHÉ. V. MARCHÉ. V. MARCHÉ FORAIN. V. PATROUILLE EN GARRISON. V. POSTE D'HOMMES DE GARDE DE GARRISON. V. SE-JOUR.

JOUR de POSTE. V. ADJUDANT DE SEMAINE N° 8. V. POSTE. V. POSTE AUX LETTRES.

JOUR de REPENTIR. V. DÉLAI DE REPENTIR. V. REPENTIR.

JOUR de SÉJOUR. V. APPEL DU SOIR EN ROUTE. V. CAPORAL EN ROUTE. V. COMPAGNIE EN ROUTE. V. GITE. V. SÉJOUR.

JOUR de SORTIE D'HOPITAL. V. BILLET DE SORTIE D'HOPITAL. V. SORTIE D'HOPITAL. V. TRAITEMENT SANITAIRE.

JOUR de TRANCHÉE. V. PREMIER JOUR DE T... V. TRANCHÉE.

JOUR d'ENTRÉE A L'HOPITAL. V. BILLET D'ENTRÉE A L'HOPITAL. V. ENTRÉE A L'HOPITAL. V. TRAITEMENT SANITAIRE.

JOURDAN. V. NOMS PROPRES.

JOURNAL, subs. masc. (term. génér.). Mot qui a la même racine que JOUE et JOUER; ces substantifs viennent du latin *dies*, voici comment; l'adjectif latin *diurnus* s'est changé dans le bas latin ou l'italien en *jorno* qu'on prononce *djorno*; le mot jour en est sorti par corruption. — Un Journal, considéré dans le sens qu'il prend ici, est un registre tenu journellement; aussi dans la langue de l'administration les substantifs REGISTRE-JOURNAL sont souvent inséparables, mais il en est autrement dans le langage de la guerre. — Le mot Journal se distingue en JOURNAL DE GUERRE et en JOURNAL DE SIÈGE.

JOURNAL d'ARMEMENT. V. ARMEMENT. V. OFFICIER DE DÉTAIL.

JOURNAL de CAISSE. V. CAISSE. V. CAISSE A TROIS SERRES. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 5.

JOURNAL de CAPITAINÉ D'HABILLEMENT. V. CAPITAINE D'HABILLEMENT N° 3. V. RPOISTR-JOURNAL.

JOURNAL de GUERRE (G). Sorte de JOURNAL particulier à UN CORPS FAISANT CAMPAGNE; il contient le récit circonstancié de POSITIONS, des MARCHES, des MOUVEMENTS, des ACTIONS où figure le corps; il en offre la FORCE EFFECTIVE par les relevés des TABLEAUX DE SITUATION; il doit être appuyé de PLANS GRAPHIQUES et d'observations stratégiques, et relater les BULLETINS publics qui désignent

le corps et les ordres du JOUR où SON NOM est mentionné. — Le RÈGLEMENT DE 1816 (24 JUILLET) voulait qu'il fût rédigé par le LIEUTENANT-COLONEL. Maintenant l'ADJUTANT-MAJOR est chargé de tenir ce journal sous la responsabilité du COLONEL.

JOURNAL de MÉDECINE MILITAIRE. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE N° 12. V. MÉDECINE MILITAIRE.

JOURNAL de MOUVEMENTS et DISTRIBUTIONS. V. DISTRIBUTION. V. MOUVEMENT. V. MOUVEMENT ADMINISTRATIF.

JOURNAL de QUARTIER-MAÎTRE. V. QUARTIER-MAÎTRE.

JOURNAL de RECETTE et DÉPENSE. V. DÉPENSE. V. RECETTE. V. REGISTRE-JOURNAL DE RECETTE N° 6. V. TRÉSORIER DE CORPS.

JOURNAL de RÉPARATIONS. V. LIEUTENANT D'ARMEMENT. V. RÉPARATION.

JOURNAL de SERVICE DE PLACE. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 4. V. SERVICE DE PLACE. V. SOUS-INTENDANT N° 8.

JOURNAL de NIECK (H. 1). Sorte de JOURNAL qui répond à peu près à ce que les Romains nommaient *memorialis*, comme le témoignent leurs historiens, et JARRO (1777, G). — Ce que le grand CONDÉ appelait son registre avait de l'analogie avec les Journaux de guerre et de siège. — L'usage des Journaux de siège n'était ni régulièrement adopté, ni légalement prescrit avant l'époque où FREQUIÈRES (1750, A) écrivait. Les GOUVERNEURS DES PLACES ASSIÉGÉES tenaient et conservaient de simples notes qui étaient par conséquent dépourvues d'authenticité, et les opérations de la défense n'étaient garanties par aucune solidarité. — Les opinions publiées par FREQUIÈRES influèrent sur les décisions ministérielles, et depuis le milieu de l'autre siècle les ordonnances prescrivaient la tenue d'un journal dans les PLACES ASSIÉGÉES, et ordonnèrent que tous les événements y fussent régulièrement enregistrés. — Les ADJUTANTS ou autres OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR DE PLACE sont chargés de la tenue du Journal de siège.

JOURNAL de TRÉSORIER DE CORPS. V. DÉPENSE DE CORPS. V. DÉPENSE DE DISTRIBUTION. V. REGISTRE CENTRAL. V. REGISTRE-JOURNAL. V. TRÉSORIER. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 6.

JOURNAL d'ÉQUIPEMENT. V. ÉQUIPEMENT. V. OFFICIER D'HABILLEMENT.

JOURNAL d'HABILLEMENT. V. CAPITAINE D'HABILLEMENT N° 3. V. HABILLEMENT. V. OFFICIER DE DÉTAILS. V. REGISTRE-JOURNAL D'HABILLEMENT.

JOURNAL d'OFFICIER D'ARMEMENT. V. BON DE RÉPARATION D'ARMEMENT. V. OFFICIER D'ARMEMENT.

JOURNAL d'OFFICIER D'HABILLEMENT. V. OFFICIER D'HABILLEMENT.

JOURNAL GÉNÉRAL DE TRÉSORIER. V. GÉNÉRAL, adj. V. PAYEMENT. V. REGISTRE. V. REGISTRE-JOURNAL. V. TRÉSORIER DE CORPS.

JOURNAL HISTORIQUE. V. HISTORIQUE, adj. V. MILICE RUSS N° 2.

JOURNAL MILITAIRE. V. MILITAIRE, adj. V. NOMS PROPRES.

JOURNALIER (journalière), adj. V. CONTRÔLE DE MOUVEMENT. V. CONSIGNE J... V. DEMANDE J... V. HAUTE PAYS J... V. PARTI J... V. MOUVEMENT J... V. RAPPORT J... V. REVUE J...

JOURNÉE, subs. fém. V. APPEL DE J... V. COLONNE DE J... V. DÉCOMPTÉ DE J... V. FEUILLE DE J... V. RAPPEL DE J...

JOURNÉE (term. génér.), ou **JOURNÉE**. Mot dont la racine est pareille à celle du substantif JOURNAL; il s'emploie principalement d'une manière figurée, soit pour signifier ACTION ou BATAILLE, soit administrativement; il indique, dans ce dernier cas, un droit mesuré à raison d'une durée de vingt-quatre heures; ainsi, quand on parle des Journées de la feuille d'appel, c'est comme cadre des prestations servies en vertu d'un droit. — Le terme demande donc à être distingué en JOURNÉE ADMINISTRATIVE et en JOURNÉE DE GUERRE.

JOURNÉE ADMINISTRATIVE (B. 1). Sorte de JOURNÉE qui, par métonymie, indique une certaine portion des APPOINTEMENTS ou de la SOLDE, une certaine manière de calculer les PRESTATIONS servies légalement à des MILITAIRES. — Les REVUES ÉCRITES dressées, suivant les temps, par les SOUS-INSPECTEURS ou les SOUS-INTENDANTS, étaient le calcul des Journées. — Le calcul des Journées est la base de certains ABONNEMENTS. Celles des ABSENTE PAR CONGÉ ne comptent que jusqu'au jour exclus du départ. — Les FEUILLES DE JOURNÉE tiennent une place importante parmi les ÉCRITURES COMPTABILITAIRES, et les FEUILLES D'APPEL comprennent des COLONNES de Journées. — Les APPOINTEMENTS se calculent à raison d'un nombre de Journées supposé égal pendant tous mois quelconques. — Les JOURNÉES DE ROUTE sont inscrites sur les FEUILLES D'APPEL. — Les JOURNÉES D'ABSENCE ILLÉGALE doivent être mentionnées sur la MATRICULE des HOMMES DE TROUPE.

JOURNÉE A L'HÔPITAL. V. A L'HÔPITAL. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. HOMME A L'HÔPITAL. V. SOUS-INSPECTEUR.

JOURNÉE D'ABSENCE. V. ABSENCE. V. JOURNÉE ADMINISTRATIVE. V. MATRICULE. V. REVUE DE LIQUIDATION.

JOURNÉE D'ABSENCE ILLÉGALE. V. ABSENCE ILLÉGALE. V. ABSENCE PROMISE. V. JOURNÉE ADMINISTRATIVE.

JOURNÉE DE COMPAGNIE. V. COMPAGNIE. V. FEUILLE DE JOURNÉE DE COMPAGNIE.

JOURNÉE DE DÉTENTION. V. AMENDE D'HOMME DE TROUPE. V. DÉTENTION. V. GEOLAGE.

JOURNÉE DE FACILE D'APPEL. V. FEUILLE D'APPEL. V. JOURNÉE ADMINISTRATIVE.

JOURNÉE DE GUERRE (H). Sorte de *Journée* dont le nom se rapporte au *jornada* des Espagnols de qui nous l'avons emprunté; il se prend dans maints récits historiques comme synonyme d'action, de bataille ou de combat; c'est en ce sens qu'on dit : *La Journée fut chaude, fut brillante* par ses manœuvres...; la ligne d'opérations fut coupée dès la première journée.

JOURNÉE DE MARCHÉ. V. ADJUDANT EN ROUTE. V. ARRIVÉE DE CORPS EN ROUTE. V. CHEMINEMENT SÉPÉOPHONIQUE. V. CONVOI À LA SUITE. V. FEUILLE DE ROUTE. V. FEUILLE DE ROUTE D'OFFICIER. V. GITE. V. GUERRA. V. HALTE DE ROUTE. V. MARCHÉ. V. MARCHÉ DE CORPS EN ROUTE. V. MARCHÉ-ROUTE. V. MILICE ESPAGNOLE n° 8.

JOURNÉE DE PRÉSENCE. V. ÉTAPE. V. FEUILLE DE SOUSSISTANCE. V. MARCHEMENT. V. PRÉSENCE. V. REVUE DE LIQUIDATION. V. SOLDAT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. SOUS-OFFICIER n° 7.

JOURNÉE DE ROUTE. V. ARRIVÉE DE CORPS EN ROUTE. V. INDEMNITÉ DE CHEVAL DE SELLÉ. V. INDEMNITÉ DE ROUTE. V. JOURNÉE ADMINISTRATIVE. V. MARCHÉ EN POSTE. V. PREMIÈRE CÉLÉSTIQUE. V. ROUTE. V. SOLDAT.

JOURNÉE DE SÉJOUR. V. INDEMNITÉ DE ROUTE D'HOMME DE TROUPE. V. INDEMNITÉ DE ROUTE D'OFFICIER. V. SÉJOUR.

JOURNÉE DE SOLDAT. V. ARME FRANÇAISE n° 3. V. TABLEAU. V. CONNÉTABLE n° 4. V. CONVALESCENT ABSENT. V. MUNICION n° 7. V. RETENUE SUR APPOINTEMENT. V. REVUE ÉCRITE. V. SOLDAT.

JOURNÉE DE TRAITEMENT. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE n° 18. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. TRAITEMENT.

JOURNÉE DE TRAVAILLEUR. V. LIVRE DE COMPAGNIE. V. TRAVAILLEUR.

JOURNÉE D'ÉTAPE. V. ÉTAPE. V. MANOEUVRE D'ENSEMBLE.

JOURNÉE D'ÉTAT-MAJOR. V. ÉTAT-MAJOR. V. FEUILLE DE JOURNÉE D'ÉTAT-MAJOR.

JOURNÉE D'EXISTENCE. V. EXISTENCE. V. HAUTE-PAYE RÉGULIÈRE.

JOURNÉE D'HÔPITAL. V. CONTRÔLEUR D'HÔPITAL. V. DISPONIBILITÉ. V. DOMESTIQUE D'OFFICIER. V. FEUILLE DE RETENUE. V. HÔPITAL. V. HO-

PITAL MILITAIRE. V. MAÎTRE D'HÔPITAL. V. RAPPEL DE JOURNÉE. V. RETRAITE.

JOURNÉE EN ROUTE. V. APPEL DE JOURNÉE EN ROUTE. V. EN ROUTE.

JOUTE. subs. fém. V. JOUTE.

JOUSTER. verb. neut. V. CHEVALIER DU MOYEN ÂGE n° 6. V. COMBAT À PLAISANCE. V. JOUTE. V. TOURNOIS.

JOUTE. subs. fém. (F), ou *JOUTE*, comme le disaient encore BORREL (Pierre), FURETIÈRE, MÉNAGE, ou TUPINIS suivant ROQUEFORT. — Le mot *Joute* vient, suivant SILVIUS EHEAS (étymologiste parvenu à la papauté), du latin *jucta*, parce que la *Joute* avait lieu de près. SAUMAISE dérive au contraire ce substantif du grec DUCANGE et MÉNAGE le tirent du bas latin *jucta*, jeu de LANCE, resté dans l'ESPAGNOL, et qui se retrouve dans l'ITALIEN *jiostra*; de là le verbe *jolter*, *jouter*, que mentionne BARRAZAN. — Une bulle de Clément cinquième qui prohibe les *Joutes* témoigne qu'elles s'appellent aussi *tables rondes*, *justis*... *quæ tabulæ rotundæ vulgariter nuncupantur*. — Les mots latin *troja* et bas latin *hostiludium* sont analogues en quelque chose au substantif *Joute*. — Les *Joutes* étaient ordinairement un duel simulé à cheval, à la LANCE ou à la RAGAIL. Les TOURNOIS offraient ce genre de spectacle, et ordinairement se terminaient par la *Joute* nommée LANCE DES DAMES; mais il se donnait aussi des spectacles de *Joutes*, indépendamment des TOURNOIS. — Les MAURES en furent les inventeurs, ils les appelaient *juego de canas*, jeux de canne. C'était l'exercice d'un JERID courtois dont le NOCCELA paraît les coups. — Les ESPAGNOLS empruntèrent des MAURES ces passe-temps, que les FRANÇAIS imitèrent d'eux. — Les *Joutes* de CARROUSEL s'appelaient aussi *Joutes* de COURTOISIE; c'étaient des combats à PLAISANCE où les seuls CHEVALIERS étaient admis à figurer; c'étaient quelquefois des RHOUDES annoncés avec pompe par les HÉRAUTS D'ARMES, et exécutés sous la police d'un MARÉCHAL; ou bien c'était un choc à la suite d'un CARTEL; ou enfin le dénouement d'une ENTREPRISE; c'est en ce sens que la CHEVALERIE disait CLORER LE PAR. — On jouait à HERAUX, soit ouvert, soit fermé. — On jouait à LANCE BRISÉE, c'est-à-dire que, par COURTOISIE, la hampe était à moitié sciée, de sorte que, au moindre ROUSSEAU, elle volait en éclats. — Des *Joutes* se terminaient par les wider — come de la TABLE RONDE, voilà pourquoi *Joute* et *TABLE RONDE* ont été synonymes. — Triompher dans une *Joute* et demeurer dernier vainqueur, s'appelaient FORJOUTER, FORJOUTER, FORJETER. — Autrefois on établissait cette différence que la LANCE, et surtout la LANCE GRACIEUSE, SET-

vait aux Joutes; le dard, aux TOURNOIS; la Joute était une variété et un diminutif du TOURNOL. — Les CHEVALIERS ou les SAVANTS D'ARMES, comme les appelle EUSTACHE DES-CHAMPS, admis dans la lice s'y présentaient sur le grand cheval, et s'y escrimaient à la lance et à l'épée. Le TOURNOL, au contraire, comprenait une plus grande réunion d'hommes, des courses militaires, des combats galants. — Originellement une Joute était plutôt un combat de deux hommes, quelquefois un duel, et le TOURNOL était plutôt un combat de plusieurs hommes ou l'on ne se présentait pas avec l'intention de combattre à outrance. — Les AUTEURS qu'on peut consulter à ce sujet sont: BORRL (Pierre), Carré (1785, E), CHAMPOLLION FLEPAC, DUCANGE, ENCYCLOPÉDIE (1751, C; 1785, C), FURTIÈRE, MÉNAGE, MÉNASTRIER.

JOUTE de COURTOISIE. V. CABINET D'ARMES. V. COURTOISIE. V. JOUTE. V. LANCE À MAIN.

JOUTER, verb. neut. V. RENDEZ-VOUS. V. JOUTE. V. QUARTIER. V. TOURNOL.

JOUTEUR, subs. masc. V. ARMORIF. V. CARROUSEL. V. COMBAT À PLAISANCE. V. JOUTE.

JOYE, v. NOMS PROPRES.

JOYEUX, subs. masc. plur. (F). Dénomination donnée, dans la MILICE ROMAINE, à un corps privilégié qui formait la garde de Dioclétien, comme l'explique GANEAU; on appelait d'abord MARTIORABULUS les soldats Joyeux.

JOYEUX, v. NOMS PROPRES.

JUDE, subs.-fém. (F). Mot LATIN francisé dans le sens de CIMIER, comme le témoigne l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C), au mot ALBERTIE.

JUBÉ; **JUBEREAU**, v. NOMS PROPRES.

JUDICIAIRE, adj. V. ACTE J... V. AFFAIRE J... V. AUDIENCE J... V. AUTORITÉS J... V. AVIS J... V. CASSATION J... V. COMBAT J... V. CONDAMNATION J... V. CONSEIL J... V. CONSEIL DE GUERRE J... V. CONSEIL DE RÉVISION J... V. CORPS J... V. COUR J... V. DÉFENSE J... V. DUEL J... V. ENQUÊTE J... V. INSTRUCTION J... V. OFFICIER J... V. OPÉRATION J... V. POLICE J... V. POURSUITE J... V. RÉPLIQUE J... V. RÉQUISITION J... V. RÉVISION J... V. TÉMOIN J...

JUDICIAIREMENT, adv. V. ACQUITTÉ J...

JUDICIEL (judicielle), adj. V. GENDARMERIE J... V. OFFICIER J...

JUGE, subs. masc. V. GRADE DE J... V. GRAND J... V. SERVICE DE J... V. SOUS-OFFICIER J...

JUGE (term. génér.). Mot qui est le souche du mot JUGEMENT, et qui dérive du LATIN *judex* ou *judicens*. Il se distingue en JUGE DE CAMP et en JUGE MILITAIRE.

JUGE AUDITEUR. V. AUDITEUR. V. GARDES

FRANÇAISES N° 2. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1761.

JUGE CIVIL. V. CIVIL, Edj. V. DETTE DE MILITAIRE. V. DUEL. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. PRÉVOT D'ARMÉE. V. PRÉVOT DES BANDES.

JUGE d'ARMES de la NOBLESSE. V. ARMES. V. GENTILHOMME. V. ROYALTY. V. ROI D'ARMES.

JUGE de CAMP (F), ou DESEUR, suivant M. SIMONET, ou JUGE DE PAIX. Sorte de Juge qui avait la direction, la police, la surveillance d'un TOURNOL, d'un CARROUSEL, ou même d'un combat plus sérieux en CHAMP-CLOS. — Quand une lice était sur le point de s'ouvrir, le Juge en faisait annoncer l'époque, le lieu, les conditions; il se logeait ordinairement dans un couvent, il s'assurait du nom, de la condition, du lignage des prétendants; il faisait suspendre, dans le cloître, et étaler aux yeux du public les CARTELS D'ARMES des CHAMPIONS, des adversaires de tout rang; il faisait dresser les barrières, construire les tours (échafauds), élever les TRÉPES (tribunes); il y siégeait comme PRÉSIDENT de l'assemblée et comme représentant des dames; il avait, à ce titre, sa lance ou une longue baguette blanche ornée d'une CORNETTE de femme, pour en toucher le vaincu et le sauver de la mort. — Le Juge de camp prononçait, s'il le jugeait à propos, la suspension d'un duel; il annonçait l'issue du combat. — Les combats nommés ARMES À OUTHANCE, ou JUGEMENT DE DIEU, avaient lieu aussi sous les yeux d'un JUGE DE CAMP. — Les règles n'étaient pas tellement fixes et générales que le nombre et le rang des Juges n'eussent varié; suivant les temps et les pays, ils étaient soumis à un PRÉSIDENT, ils étaient secondés par des MARÉCHAUX, par des HÉRAUTS D'ARMES, etc. — Quelquefois ils étaient à la fois Juges et MARÉCHAUX.

JUGE de COMMISSION MILITAIRE. V. COMMISSION MILITAIRE.

JUGE de CONSEIL DE GUERRE. V. CONSEIL DE GUERRE. V. JUGE MILITAIRE. V. MARAINDAG. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 9. V. ORDONNANCE OFFICIELLE.

JUGE de CONSEIL EXTRAORDINAIRE. V. CONSEIL EXTRAORDINAIRE.

JUGE de CONSEIL JUDICIAIRE. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. MILICE PRUSSIENNE N° 9.

JUGE de CONSEIL SPÉCIAL. V. CONSEIL SPÉCIAL.

JUGE de COUR JUDICIAIRE. V. COUR JUDICIAIRE.

JUGE de PAIX CIVIL. V. APPPOSITION DE SCÉLÉS. V. CIVIL. V. DÉCÈS. V. EFFET DE DÉCÈS À L'HÔPITAL. V. EFFET DE DÉCÈS EN GARNISON. V. GARDE DE POLICE EN GARNISON. V. MAJOR

CHEF DE BATAILLON N° 8, V. PAIX. V. OFFICIER D'ÉTAT CIVIL. V. SOUS-INTENDANT N° 8.

JUGE DE PAIX MILITAIRE. V. JUGE DE CAMP. V. MILITAIRE, *adj.* V. PAIX.

JUGE *de* RÉGIMENT FRANCO-SUISSE. V. GRAND JUGE D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE N° 6. V. RÉGIMENT FRANCO-SUISSE.

JUGE *de* TRIBUNAL MILITAIRE. V. MILICE ANGLAISE N° 10. V. MILICE RUSSIQUE N° 7. V. TRIBUNAL MILITAIRE.

JUGE d'ÉPÉE. V. ÉPÉE. V. GRAND CRÉVOT. V. JUGE MILITAIRE.

JUGE DU CAMP. V. CAMP. V. DUEL. V. NÉRAUT D'ARMÉE N° 4. V. JUGE DE CAMP. V. PARRAIN. V. TOURNOI.

JUGE DU POINT D'HONNEUR. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. POINT D'HONNEUR. V. TRIBUNAL DU POINT D'HONNEUR.

JUGE (Juges) MILITAIRE (A. 4; C. 5). Sorte de Juges considérés par rapport à l'administration de la justice militaire et à la composition des commissions, conseils, cours, TRIBUNAUX auxquels sont ou ont été déferés les militaires accusés de crimes et délits prévus par le CODE PÉNAL français ou par les dispositions légales qui en tenaient lieu. — En outre des Juges militaires, considérés comme appelés à prononcer à l'égard des personnages faisant partie de l'ARMÉE, il y avait aussi des Juges militaires, des Juges d'ÉPÉE prononçant comme CRÉVOTS, comme CONSEILLERS DE ROY COURTES, dans des causes civiles; ils avaient cette qualification, parce qu'ils avaient le droit de siéger l'ÉPÉE AU COTÉ. On les a aussi appelés, suivant les temps et les cours de justice, CONSEILLERS d'ÉPÉE; tels étaient les BAILLIS, les DUCS ET PAIRS, les GOUVERNEURS, les PRINCES, les SÉNÉCHAUX, etc. — Tout ce qu'on lit touchant la manière dont les Juges instrumentaient au temps du SÉNÉCHAL, du CONNÉTABLE, du ROI DES ÉMAUX, du GRAND CRÉVOT DE L'HOTEL, du POINT D'HONNEUR des MARÉCHAUX et des formes de l'ancienne discipline française, n'est que confusion et ne rappelle qu'inhumanité ou extravagance; l'espèce même des CHÂTIMENTS, leur gravité, le genre des SUPPLICES étaient laissés à l'arbitraire des Juges.

— Dans les derniers siècles, les TROUPES étaient hors du royaume ou à l'armée, les Juges militaires avaient droit de prendre connaissance des ACTIONS intentées pour DITES à des OFFICIERS OU HOMMES DE TROUPE de leur ressort. — Suivant nos anciennes lois, si les Juges étaient de différentes ARMES, les OFFICIERS de l'ARMÉE à laquelle l'HOMME EN JUGEMENT appartenait, donnaient, les premiers, leur avis. — Nous disons les OFFI-

CIERS, parce que, en général, eux seuls étaient appelés à siéger à TOUR DE RÔLE comme Juges. Cependant, depuis LOUIS QUATORZE, des ÉPÉANTS eurent accès aux TRIBUNAUX, quand il ne se trouvait point, sur les lieux, un nombre suffisant d'OFFICIERS d'Infanterie. Ceux de CAVALERIE d'étaient convoqués non plus comme Juges, qu'à défaut d'OFFICIERS d'INFANTERIE. — Depuis l'abolition du casque et sauf quelques corps qui le conservèrent, les Juges donnaient leur opinion en se découvrant. — L'ORDONNANCE de 1750 (25 JUIN) est la première qui s'occupe, nominativement, des Juges militaires; ils étaient nommés suivant l'ordre du tableau. Il y avait en cela une sorte de garantie pour le CRÉVOT. — Il était prescrit aux Juges de ne se rendre au lieu des séances qu'à jeun et après avoir ouï la messe. — Ceux qui étaient de l'ARMÉE portant HAUSSE-COL en étaient décorés. — Avant l'introduction de l'ACCUSÉ, les Juges recevaient communication de la CONFRONTATION; ils appliquaient ensuite tel ou tel genre de PEINE. Les ordonnances en laissaient le choix à la conscience de la COUR.

— Jusqu'en 1791, l'autorité ou un simple ORDRE DU JOUR nommaient et convoquaient les Juges. Au temps des COMMISSIONS, des CONSEILS EXTRAORDINAIRES, des CONSEILS SPÉCIAUX, il en était encore de même. — Depuis les LOIS de 1791 (30 SEPTEMBRE, etc.), les Juges étaient choisis à TOUR DE RÔLE; c'était un genre de SERVICE. Si ce choix, dont le hasard décidait, ne fournissait pas toujours les sujets les plus éclairés, les plus équitables, du moins il mettait l'autorité dans l'impossibilité de trouver des séides.

— Le DIRECTOIRE confia par la LOI de L'AN QUATRE (4 BRUMAIRE) au MINISTRE DE LA GUERRE et aux GÉNÉRAUX le droit de nommer à leur volonté les Juges, dans certaines classes ou GRADÉS déterminés; c'était reconstituer ce qu'on appelait jadis JUGEMENT par commissaires. — La LOI de L'AN CINQ (15 BRUMAIRE) ne permettait pas de siéger aux Juges qui eussent été parents du prévenu au degré prohibé par la constitution. — La LOI de L'AN CINQ (4 FRUCTIDOR) réglait le GRADÉ des Juges par rapport à celui des ACCUSÉS. — La LOI de L'AN SEPT (14 FRUCTIDOR) et la DÉCISION de 1807 (16 FÉVRIER) permettaient, en cas d'insuffisance de militaires en activité, d'appeler comme Juges des MILITAIRES EN RETRAITE. — Le nombre insuffisant des Juges était de même prévu par les DÉCRETS de L'AN QUATORZE (17 FRIMAIRE) et de 1807 (16 FÉVRIER), 1812 (24 JANVIER), mais aucun législateur n'avait songé à déclarer inhabiles à être Juges les MILITAIRES frappés de surdité, de

cécité, de nullisme, de monomanie, etc.; or tel pourrait être le cas d'officiers en retraite, ou de maréchaux en activité, puis- que l'activité des maréchaux est censée ne finir qu'avec leur vie. — Les officiers juges jouissent du traitement de leur grade, peuvent en être payés mensuellement sur les lieux, et voyagent sur pied de paix, avec indemnité de route. — Sept juges composent les conseils permanents; six sont officiers, un sous-officier en fait partie. Ils tiennent séance dans des appartements ad hoc; ils siègent en grande tenue, en hausse-col s'il y a lieu, et la tête découverte; ils connaissent de l'affaire pour laquelle ils sont convoqués. Leurs séances sont publiques en ce sens que l'auditoire peut égarer le triple des juges; ils prononcent par grades; l'avis du grade inférieur est recueilli le premier. Si la peine de mort est encourue, les condam-

nés sont passés par les armes. — Les auteurs qui ont traité des Juges militaires et de la marche des affaires judiciaires ou procès, sont: ABOUCIN, M. BERNAT, CRÉNIER, D'HÉRICOURT (1756), ENCYCLOPÉDIE (1785, C), FRAVET, LACHESNAIE (1758, I), OMBRE (1818, E; 1824, E), PERRIER et tous ceux que nous mentionnons en traitant de la justice militaire.

JUGE ORDINAIRE. V. GOUVERNEUR DE PROVINC. V. ORDINAIRE, adj.

JUGE ROYAL. V. DUEL. V. ROYAL.

JUGEMENT, subs. masc. V. ARREST PAR J... V. ANNULLATION DE J... V. CASSATION DE J... V. COMBAT DE J... V. CONFIRMATION DE J... V. COPIE DE J... V. EN JUGEMENT. V. EXÉCUTION DE J... V. EXPÉDITION DE J... V. EXTRAIT DE J... V. FORMULE DE J... V. MINUTE DE J... V. PASSER LE J... V. PIED DE J... V. PRONONCÉ DE J... V. REEDRE EN J...

JUGEMENT { DE DIEU.
MILITAIRE. . . { JUGE
JUGES
MILITAIRES
EN MARCHÉ.

JUGEMENT (term. génér.). Mot dont la racine est la même que celle du mot JUGE; il se distingue en JUGEMENT A MORT, — CIVIL, CRIMINEL, — DE COMMISSION MILITAIRE, — DE CONSEIL DE DISCIPLINE, — DE CONSEIL DE GUERRE, — DE CONSEIL DE RÉVISION, — DE CONSEIL EXTRAORDINAIRE, — DE CONSEIL JUDICIAIRE, — DE CONSEIL MILITAIRE, — DE CONSEIL PERMANENT, — DE CONSEIL SPÉCIAL, — DE DÉSERTEUR, — DE DIEU, — D'EMBARCADER, — D'INSPECTEUR AUX REVUES, — D'OFFICIER D'INTENDANCE, — EN DÉSERTEUR, — INFAMANT, — JUGEMENT D'OFFICIER, — MILITAIRE, — PAR CONTUMACE, — PÉNAL, — PRÉVOTAL, — SUISSE.

JUGEMENT A MORT. V. A MORT. V. APPLICATION DE PEINE. V. EXÉCUTION A MORT. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE N° 6. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 12. V. PEINE DE MORT.

JUGEMENT CONTRADICTOIRE (C, 5). Sorte de JUGEMENT qui est l'opposé d'un JUGEMENT PAR CONTUMACE; il s'appelle CONTRADICTOIRE, parce qu'il est le résultat d'un procès aux débats duquel l'accusé prend part contradictoirement ou en personne, tandis que s'il est contumace, cette sorte de débats ne peut avoir lieu. — Subir un JUGEMENT CONTRADICTOIRE, s'appelle aussi PUNIR UNE CONTUMACE.

JUGEMENT CIVIL. V. CIVIL. V. RETENUE. V. RETENUE SUR APPOINTEMENT.

JUGEMENT CRIMINEL. V. CRIMINEL, adj. V. JUGEMENT MILITAIRE.

JUGEMENT DE COMMISSION MILITAIRE. V. APPEL DE PROCÈS. V. COMMISSION MILITAIRE.

JUGEMENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE. V. AVIS DE CONSEIL DE DISCIPLINE. V. CONSEIL DE DISCIPLINE. V. EXPIATION. V. PUNITION.

JUGEMENT DE CONSEIL DE GUERRE. V. APPEL DE PROCÈS. V. CASSATION JUDICIAIRE. V. CONSEIL DE GUERRE. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. DESTITUTION. V. GEFPIER. V. JUGEMENT MILITAIRE. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 9. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

JUGEMENT DE CONSEIL DE RÉVISION. V. CONSEIL DE RÉVISION.

JUGEMENT DE CONSEIL EXTRAORDINAIRE. V. CONSEIL EXTRAORDINAIRE.

JUGEMENT DE CONSEIL JUDICIAIRE. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE N° 14; id. année 1775.

JUGEMENT DE CONSEIL MILITAIRE. V. CONSEIL MILITAIRE. V. MILICE PIÉMONTAISE N° 7.

JUGEMENT DE CONSEIL PERMANENT. V. APPEL DE PROCÈS. V. ARTILLERIE IDIOMATIQUE. V. CONSEIL PERMANENT. V. LIGION D'HONNEUR.

JUGEMENT DE CONSEIL SPÉCIAL. V. APPEL DE PROCÈS. V. CONSEIL SPÉCIAL.

JUGEMENT DE DÉSERTEUR. V. CAPITAINE RAPORTEUR. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 26. V. CONDAMNÉ A MORT. V. CONDAMNÉ POUR DÉSERTEUR. V. COPIE DE JUGEMENT. V. DÉLAI DE REPENTE. V. DÉSERTEUR. V. JUGEMENT MILITAIRE. V. ORDRE DE CORPS.

JUGEMENT DE DIEU (P), ou COMBAT DE JUGEMENT, ou DUEL JURIDIQUE. Sorte de JUGEMENT arbitral qui nous reporte aux premiers

temps connus de la Gaule et des contrées celtiques, et qui rappelle les pratiques superstitieuses auxquelles les druides présidaient. A les en croire, la Divinité permettait que, dans un combat litigieux, la partie qui avait le bon droit de son côté sortît vainqueur d'un *DEU*, ou d'une *ÉPREUVE*. C'était au succès ou à la défaite à manifester l'approbation ou l'improbation céleste. — Chez les *CELTES*, ces *ÉPREUVES* étaient ordonnées par les magistrats, mais les prêtres s'emparaient de la connaissance des délits et du manquement du procès, et ils dirigeaient les *POURSUITES* qui devaient éclairer la conscience des *JUGES*. — En appliquant à un temps plus moderne la même expression, le Jugement de Dieu fut l'imitation chrétienne de ces usages païens. Le moyen de chercher de quel côté était le bon droit consistait à consulter le sort au moyen des os, et c'est même, suivant quelques opinions manifestées par des *ÉTYMOLOGISTES*, ce qui a donné aux *OS* leur nom venu de *dous*, ou bien il consistait à subir des *ÉPREUVES* soit en combattant, soit en s'exposant à diverses chances périlleuses, soit en s'imposant de laborieuses fatigues. On peut distinguer surtout les *ÉPREUVES EN COMBATS* à *FER ÉBOULÉ* et en *ORDALIES*, signifiant épreuve par les éléments. — La *LOI GOMBRETTÉ* fournirait, à ce que *MONTESQUIEU* a dit un peu à la légère, le plus ancien témoignage de ces coutumes; elle passe des *BOURGOGNONS* chez les *ALLEMANDS*, les *BAYARDES*, les *LOMBARDS*, les *SAXONS*. On retrouve clairement chez les *FRANÇAIS*, au neuvième siècle, l'*ÉPREUVE* par le fer chaud. — Depuis le treizième siècle, cette *JURISPRUDENCE* absurde et sanguinaire a commencé à se tempérer ou à s'abolir en plusieurs pays; mais, à cette époque, elle était encore dans toute sa force en *ANGLETERRE*. Une trace de ce système barbare n'y est pas encore effacée. Ainsi à la porte des *TRIBUNAUX* criminels civils, la *TROMPETTE* annonçait l'arrivée du *JUGE*, comme jadis elle précédait le *JUGE* ou *CAMP*, sonnait à l'entrée de la *LICE*, donnait le signal des *ÉPREUVES* ou des *COMBATS* singuliers. — Il n'est pas dans le genre de nos recherches d'approfondir les *ÉPREUVES* par les éléments ou par la voie du sort; c'est le *COMBAT DE JUGEMENT* qui doit être l'objet de quelques remarques, puisque le sujet est militaire, et que dans la *JURISPRUDENCE* de certaines nations il y a encore quelque trace de l'ancienne forme des *JUGEMENTS* par la voie des armes. — Ce plaid de l'épée (*placitum ensis*) était quelquefois autorisé, quelquefois ordonné par la justice du temps; le demandeur jetait le gage de bataille, le défendeur acceptait le gage. Le premier pre-

nait le nom d'*ASSAILLANT*, et le second le nom de *TENANT*. L'organisation de leur *DEU* était une des fonctions des *HÉRAUTS D'ARMES*. — Sous *LOUIS LE DÉBONNAIRE*, en 851, un certain Bernard demande à se laver des accusations qu'on lui a intentées, en recourant à la voie du *DEU*, *more Francis solito*, à la manière reçue par les *FRANCS* ou les *FRANÇAIS*. — Sous *LOUIS LE GROS*, des *COMBATS* ou *JUGEMENTS* sont fréquemment livrés; une ordonnance de ce règne en témoigne. — Les évêques autorisaient ces pratiques stupides et sacrilèges. Le *CONCILE* de *NARBONNE* en 902, et celui de *TOURS* en 925, en faisaient un point de doctrine religieuse. Les *ANNÉES* de *JÉRUSALEM*, les coutumes du pays normand et du *Beauvoisis*, les établissements de *SAINT LOUIS*, deviennent le code de cette législation applicable également au civil et au criminel. — En matière civile, la défaite d'un des deux combattants donnait gain de cause à l'adversaire, le battu payait l'amende. — En matière criminelle, cette défaite était suivie de la *PEINE* réservée au genre de délit mentionné dans l'accusation; ainsi le plaideur qui avait le dessous dans le combat, encourait ou la mort ou la mutilation. S'il avait recours à l'épée d'un champion, celui-ci était compris dans la même sentence. L'avocat ne perdait pas impunément sa cause; on coupait ses *AILLÉTTES*, on dispersait dans la poussière ses vêtements, on mettait en pièces son *écu*, on traînait dans la fange son cadavre. — Nous avons parlé d'*ALPHONSE SIX* et du rit *mozarabique*, c'est un des plus singuliers Jugements de Dieu. — A *ORLÉANS*, le plaid de l'épée était interdit si l'objet de la contestation était d'une valeur inférieure à celle de cinq sous (valeur du temps). — La *LICE* était ouverte aux *créanciers* qui intentaient procès à leurs *débiteurs*, aux *vassaux* qui se disputaient pour la mouvance avec leur *seigneur*, aux *plaignants* qui accusaient un témoin du *crime* ou *faux*, aux parties qui regardaient leurs *JUGES* comme s'étant laissés corrompre. Se pouvoir ainsi pour arriver au *DEU* entre plaideurs et magistrats est appelé, dans les *ANNÉES* de *JÉRUSALEM*, *fausser la court*, c'est-à-dire accuser de prévarication les *JUGES*. — En matière civile, les frères pouvaient se battre par le ministère des *avocats* ou *chambellans*; en matière criminelle, il leur était loisible de s'entr'égorgier face à face. — Le *DEU* entre le père et le fils était prohibé. — Les *ecclésiastiques* défendaient leur cause ou de leur épée ou par représentants. Chenei, clerc de l'évêque de *Xaintes*, se battit contre *Guillaume*, moine du couvent de l'abbé de *Vendôme*. — Les femmes, les *veuves* ou

NAYÉS (estropiés ou infirmes), les hommes au-dessous de vingt et un ans et au-dessus de soixante, et en plusieurs cas les JEUX, étaient dispensés du duel personnel. — Les NOBLES surtout ne pouvaient le refuser. — Plus d'une autorité cependant cherchèrent à tempérer cette législation impie. — Le CONCILE DE VALENCE EN 855, Nicolas premier, contemporain de CHARLES LE CHAUFF, CÉLESTIN TROIS, Alexandre trois, le CONCILE DE TRENTÉ et plusieurs souverains se déclarèrent vainement contre le COMBAT DE JUGEMENT. LOUIS SEPT en restreignit les cas. — LOUIS NEUF, dans une ordonnance de 1260, prohibe les DUELS JUDICIAIRES et essaye d'y substituer les preuves par témoins. Cette intention louable reste sans effet, l'usage est le plus fort, les BARONS FRANÇAIS repoussèrent cette amélioration. Le projet de réforme attire au saint roi mille invectives de la part des SEIGNEURS LAIQUES et ECCLÉSIASTIQUES; l'évêque de PARIS, l'abbé de Saint-Denis se déchaînent en reproches contre lui, parce que la suppression des Jugements de Dieu eût diminué ou détruit les droits d'amende ou de confiscation qui constituaient pour eux une branche de revenu. SAVARON redit ces invectives qu'il serait indiscret de citer en parlant d'un prince canonisé. — Le monarque FRANÇAIS cède à la nécessité, ses incertitudes ou son impulsion percent dans l'ambiguïté des capitulaires nommés *Establissemens-le-Roi*. S'il y témoigne qu'il supprime dans ses domaines personnels les DUELS (liv. 1, chap. 2), s'il cherche à diminuer dans le reste de la France le nombre des cas qui donnent lieu à ces luttes atroces, il les légitime en d'autres baronnies, et il décide que le vaincu y sera *pendu par la gorge*. Ainsi, ceux qui ont prétendu que LOUIS NEUF avait aboli les DUELS JUDICIAIRES, ont avancé une proposition qui n'est qu'à moitié vraie. LOUIS NEUF a consacré au contraire le DUEL JUDICIAIRE en certaines provinces; il l'a restreint, mais avec peu de succès, dans les autres; et cet usage barbare existait encore deux siècles après son règne. — PHILIPPE LE BEL rétablit le Jugement de Dieu dans une ordonnance compliquée qu'on retrouve dans le *Glossaire* de DUCANGE. — Sous PHILIPPE DE VALOIS, CHARLES CINQ, CHARLES SIX, on retrouve quantité d'exemples de cette exécrable forme de PROCÉDURE. — De 1506 à 1586, on voit plusieurs fois le parlement se refuser à autoriser le DUEL; quelquefois il y donne les mains. — Les évêques assistaient au combat quand il avait lieu dans la cour du palais épiscopal. PIERRE LE CHANTRE, qui écrivait en 1180, le témoin et appelle MONOMACHIE

ce genre de COMBAT. — Dans chaque pays, les formalités judiciaires différaient; mais, en général, il fallait que le JEUR du lieu donnât son adhésion au combat et déclarât qu'il *échouait gage*. Les SEIGNEURS ou BARONS FRANÇAIS exigeaient ensuite que les futurs contendants déposassent une valeur ou fournissent des cautions qui répondissent des amendes à prélever, car ils percevaient sur les ROTURIERS et les SERFS vaincus soixante sous, et sur les NOBLES vaincus, soixante-huit livres; ils s'emparaient des dépouilles des défunts et revendiquaient leur cadavre à la famille. — La cour du Louvre, la place de l'Hôtel de ville et des terrains dépendants des abbayes étaient, à PARIS, le lieu des COMBATS JUDICIAIRES. — Le DUEL ordonné par FRANÇOIS PREMIER entre Lavonnlière et Vanlay peut encore être regardé comme un COMBAT DE JUGEMENT. — Cette manie ne s'est éteinte que depuis l'influence que les parlements ont obtenue dans l'administration du royaume. — Les auteurs qui ont traité de cette matière, sont : CARRÉ (1785, E), DUCANGE, DEUCLOS, DUTILLET, ENCYCLOPÉDIE (1751, C), M. JACOB, LACOLONNIÈRE, MONTESQUIEU (*Esprit des lois*, chap. 18), OZIER (1824, E, t. IV, p. 247), PASQUIER, RAGUERAU, SAVARON, SAUVAL (*Antiquités de Paris*), l'*Encyclopédie des Gens du monde*, au mot COMBAT JUDICIAIRE.

JUGEMENT d'EMBAUCHEUR. V. EMBAUCHEUR. V. EMBAUCHEUR.

JUGEMENT d'INSPECTEUR AUX REVUES. V. INSPECTEUR AUX REVUES.

JUGEMENT d'OFFICIER. V. OFFICIER. V. OFFICIER EN JUGEMENT. V. OFFICIER FRANÇAIS n° 10.

JUGEMENT d'OFFICIER D'INTENDANCE. V. CORPS D'INTENDANCE n° 10. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL n° 4. V. OFFICIER D'INTENDANCE.

JUGEMENT EN DÉSERCTION. V. CAPITAINE RAPporteur. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 26. V. COPIE DE JUGEMENT. V. DÉSERCTION. V. EN DÉSERCTION.

JUGEMENT EN MARCHÉ (F). Sorte de JUGEMENT MILITAIRE que les lois françaises de mentionnent pas; mais il est usité dans plusieurs milices. Les Anglais l'appellent *jugement de tambour* (*drumhead trial*), parce que les officiers s'assemblaient autour d'une caisse de tambour, qui est comme le bureau ou du moins le pupitre de ce tribunal en plein air. — L'exécution suit immédiatement le jugement.

JUGEMENT INFAMANT. V. DÉCORATION. V. INFAMANT.

JUGEMENT MILITAIRE (term. sous-génér.). OU JUGEMENT PÉNAL. Sorte de JUGE-

NEST considéré comme émanant d'un TRIBUNAL légalement constitué et de la nature de ceux qui se sont appelés, suivant les corps, COMMISSION MILITAIRE, CONSEIL DE DISCIPLINE, — DE GUERRE, — DE RÉVISION, — EXTRAORDINAIRE, — JUDICIAIRE, — MILITAIRE, — PENALMENT, — OFFICIEL; COUR JUDICIAIRE, — MARTIALE, — PRÉVOTALE, TRIBUNAL MILITAIRE, TRIBUNAL SPÉCIAL. — Il y avait autrefois entre les expressions SENTENCE ET JUGEMENT CRIMINEL une nuance qui n'était pas sans utilité et qui s'est effacée. On appelait SENTENCE tout acte de CONdamnATION par opposition aux Jugements d'ABSOLUTION. Ainsi, dans les formes des anciens PROCÈS MILITAIRES dont l'ENCYCLOPÉDIE (1783, C) traite au mot CONSEIL DE GUERRE, il est question de SENTENCE, hormis dans les cas d'ACQUITTEMENT. Telle était la JURISPRUDENCE des PRÉVÔTS, DES MAJORS DE PLACE, DES MAJORS DE RÉGIMENT. On en trouve le témoignage dans DELAFONTAINE (1675, A) et CHENNEVIERES (1742, D). Dans l'ancienne pratique civile, l'INSTRUCTION des PROCÈS CRIMINELS exigeait INFORMATION, INTERROGATOIRE, RÉCULFEMENT ET CONFRONTATION. Ces formes de PROCÉDURES s'appliquaient aux Jugements militaires, comme le témoignent CHENNEVIERES (1742, D), JARRO (1777, G), LACHESNAIS (1758, I). — Dans les usages militaires, les Jugements sont ou des actes d'ACQUITTEMENT, ou des actes de RÉPRESSION; ils émanent de la JUSTICE; elle rend des Jugements. LA DISCIPLINE, au contraire, sorte de justice au petit pied, n'en rend point. — Jugement a deux acceptions; c'est l'action des Juges qui prononcent, ou bien c'est l'écrit énonciatif du prononcé. Dans le premier cas, une position individuelle s'appelle PIED DE JUGEMENT; dans le second cas, le GREFFIER signe au pied du Jugement. — La découverte d'une complication de délits est un cas de suspension de Jugement par fait d'INCOMPÉTENCE; avis en est donné au MINISTRE DE LA GUERRE. — Il est des cas où des INTERPRÈTES étaient appelés aux INFORMATIONS et aux PRÉCIS. Cette nécessité était fréquente, surtout aux époques où la moitié de l'ARMÉE FRANÇAISE ne parlait pas français; en ce cas, une INDÉMENTÉ leur était payée sur la représentation de la CÉDULE ou CITATION qui les avait convoqués. — Un Jugement est une déclaration ou un acte précédé de DÉBATS et éclairé de PREUVES; il porte ou l'ABSOLUTION et la DÉCHARGE d'un PRÉVÊU NON CONVAINCU, ou la CONdamnATION d'un ACCUSÉ CONVAINCU; dans ce cas, il exprime la PENSÉE ENCOURUE. Il s'exerce ordinairement à l'égard d'un HOMME présent, et quelquefois à l'égard d'un absent ou CONTUMACE; il est rendu à la ma-

ajorité des voix. — En l'an quatre, s'il s'agissait d'EXÉCUTION À MORT, le Jugement devait même être rendu à la MAJORITÉ des deux tiers des voix. — Le Jugement est écrit par le greffier au pied du PROCÈS-VERBAL; il est libellé suivant des FORMULES que la LÉGISLATION détermine; il contient le texte de l'article de la loi que le PRÉSIDENT a dû lire; il est prononcé à haute voix par le PRÉSIDENT, en présence de l'AUDITEUR qui a assisté aux DÉBATS de la CADRE. — Une COPIE du Jugement est lue par le CAPITAINE RAPPORTEUR au CONDAMNÉ, en présence de la GARDE SOUS LES ARMES. A cette lecture succède l'AVERTISSEMENT relatif au droit de POURVOI. — Une EXPÉDITION OU UN EXTRAIT du Jugement sont adressés, dans les trois jours, si le CONDAMNÉ faisait partie d'un CORPS RÉGIMENTAIRE, au CONSEIL D'ADMINISTRATION de ce CORPS. Si le CONDAMNÉ subit EMPRISONNEMENT, une EXPÉDITION de Jugement lui est remise. — Suivant la différence des temps ou des lieux, il était ou il est adressé un EXTRAIT du Jugement au GOUVERNEUR OU COMMANDANT DE PLACE, OU AU GÉNÉRAL de la division. Il est transmis une COPIE du Jugement au MINISTRE DE LA GUERRE, soit de suite, soit périodiquement au commencement du mois. Cet ENVOI avait ou a lieu par les soins et à la diligence des MAJORS DE CORPS OU DE PLACE, de l'AUDITEUR DES GUERRES, de l'accusateur militaire ou du CAPITAINE RAPPORTEUR. — Un REGISTRE coté et paraphé, dont le PRÉSIDENT est institué DÉPOSITAIRE, contient la MINUTE de tout Jugement rendu. L'ARRÊTÉ DE L'AN CINQ (17 FLOREAL) pourvoyait à la fourniture de ce registre. — Le MINISTRE DE LA GUERRE est tenu de notifier dans la quinzaine, aux MAIRIES des CONDAMNÉS, les Jugements qui les concernent. — Les COMMISSAIRES ORDONNATEURS (maintenant les INTENDANTS) étaient chargés par l'arrêté de l'an CINQ (17 FLOREAL) de pourvoir aux frais d'impression des Jugements d'une importance marquée. — L'INSTRUCTION DE L'AN QUATRE (18 PRAIRIAL) a consacré le principe de l'examen de tout Jugement rendu. Cet examen s'est ensuite nommé RÉVISION; il était le préliminaire indispensable de la mise à exécution. Le GÉNÉRAL COMMANDANT convoquait pour cet examen les trois plus anciens OFFICIERS SUPÉRIEURS sous ses ordres; ils décidaient si le Jugement devait être exécuté ou si un nouveau PROCÈS devait être entamé. — La JURISPRUDENCE de l'ARMÉE FRANÇAISE a changé depuis l'institution du CODE PÉNAL DE L'AN CINQ (21 BRUMAIRE). — La création des CONSEILS DE RÉVISION chargés de prononcer ANNULATION ou CONFIRMATION a été la conséquence de ces dispositions diverses. — Ce qui est

resté dans l'obscurité et le vague, c'est la distinction ou la gradation des crimes, des délits et des contraventions d'un ordre moindre; de là cette disproportion entre l'infraction et la peine; de là souvent par conséquent l'impunité. — Les lois de l'an quatre (18 fructidor) et de l'an six (15 brumaire) s'occupaient des cas de révision et de pourvoi. — Les commissaires qui, après avoir porté divers noms, s'appellent actuellement commissaires du roi, sont devenus un anneau important de la justice, puisqu'ils ont le droit d'arguer d'irrégularité un Jugement, et d'en provoquer la révision. — Une décision de 1807 voulait, en cas de complot de désertion, qu'un seul Jugement comprît tous les accusés. — Les Jugements des déserteurs ont été tour à tour prononcés ou par des conseils spéciaux ou par les conseils militaires qui avaient mission de connaître des autres genres de crimes. — Le soin, la surveillance, la police de l'exécution des Jugements rendus sont confiés à la gendarmerie. — Une question mal déterminée était celle-ci : La destitution d'un officier peut-elle et doit-elle, en temps de paix, avoir lieu autrement qu'en vertu d'un Jugement légal ? L'affirmative est supposable, puisque le grade même des sous-officiers ne peut leur être enlevé qu'après une espèce d'enquête et en vertu d'une sorte de Jugement privé. — Les Jugements par lesquels est prononcé un emprisonnement qui doit durer plus d'un an sont mentionnés sur la matricule des hommes de troupe détenus dans les prisons publiques. Tout Jugement motivant radiation y est également mentionné. Si le condamné est passé par les armes, l'inscription sur les registres se fait sur cette circonstance. — L'impression et l'affiche des Jugements susceptibles de produire, par cette mesure, un effet utile étaient ordonnées par la circulaire de 1828 (5 septembre). — S'il s'agit de membres de la Légion d'honneur, quelques formes particulières s'appliquent en ce cas. — Toute amercence par mise en Jugement est indiquée sur les tableaux de l'effectif des corps. — Toute désertion par suite de Jugement est suspensive des armées de service. — Une circulaire de 1836 (20 mai) traitait des Jugements des militaires absents. — Le nombre des Jugements prononcés en 1832, dans l'armée française, a été dans la proportion d'un homme sur soixante et dix. Plus d'un tiers des Jugements frappait des enrôlés volontaires; plus d'un tiers s'appliquait à des remplaçants; un peu moins d'un quart s'exerçait sur des conscrits. Il

avait été mis en Jugement un simple soldat sur cinquante. — En 1833, six cent quatre-vingt-huit prévenus ont été mis en Jugement, ce qui équivalait à un homme sur cinquante-huit; le nombre des condamnés équivalait à un sur quatre-vingt-cinq. — Les auteurs qu'on peut consulter à l'égard des diverses espèces de Jugements et de leurs formes légales sont : BARDIN (1807, D; 1816, E), M. BERRIAT (1812, A), CRENNEVIÈRES (1742, D), DELAFORTAIRE (1675, A), ENCYCLOPÉDIE (1785, C), FOUCHER, JASO (1777, G), LA-CROIXAIRE (1758, I), M. LEGRANDPREND, ODIER (1824, E), M. PERRIER, M. QUILLAT. — Les Jugements militaires seront examinés, surtout comme Jugements contradictoires et comme Jugements en marche.

JUGEMENT PAR CONTUMACE. V. ACCUSÉ. V. CONTUMACE. V. DÉSERTEUR. V. JUGEMENT CONTRADICTOIRE. V. PAR CONTUMACE.

JUGEMENT PÉNAL. V. AMERCENCE PROHIBÉE. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. JUGEMENT MILITAIRE. V. MILICE SAVOIR N° 4. V. MILICE PRUSSIENNE N° 9. V. MILICE ROMAINE N° 9. V. PÉNAL. V. PRÉVOT D'ARMÉE.

JUGEMENT PRÉVOTAL. V. GRAND PRÉVOT. V. PRÉVOT. V. PRÉVOTAL. V. ROI DES RHAUDS.

JUGEMENT RUSSIE. V. INFANTERIE FRANCO-RUSSIE N° 6. V. RUSSIE, 2d.

JUGER, verb. act. V. CONTUMACE.

JUGULAIRE, subs. fem. (B, 1) ou MARTINGALE, ou MERTONNIÈRE, mot dérivé du latin : *jugulum*, *jugularis*, du gosier. — Il y a eu des pots à Jugulaires, mot qui, par rapport à certaines coiffures, s'est confondu avec SAVIÈRES. — Le terme Jugulaire est employé depuis 1812, pour donner idée de la paire de martingales qui s'attachent à chacun des côtés d'un casque ou sur le bourdaloue d'un schako, et qui peuvent se nouer sous le menton, afin de retenir solidement la coiffure. — A certains casques romains des courroies servaient de Jugulaires; elles étaient larges à la joue et allaient en s'amolindrissant vers l'extrémité; elles s'appelaient *bucculae*. — Les casques franco-gaulois offrent très-peu d'exemples de Jugulaires. Les casques de 1066 à 1090 n'en offrent jamais. Les casques du temps des croisades n'en offrent que par exception. — Les Jugulaires des schakos sont composées d'une lanière en basane double, lustrée et recouverte de seize écailles en cuivre jaune; un cordon les termine; elles sont fixées latéralement par une bonace en cuivre jaune, au bas du corps du schako. — Une décision de 1826 (11 août) voulait que les Jugulaires des hommes hors des rangs, ou celles de la troupe qui n'était pas de service, fussent nouées au-dessus de la cocarde, en forme

de chevron, et que, sous les armes, les Jugulaires de la cavalerie et de l'infanterie fussent nouées sous le menton, chose incommode et difficile à cause du col et du collet d'habit. — La circulaire de 1829 (31 JANVIER) indiquait des modifications qui augmentaient le prix de la Jugulaire. — La circulaire de 1830 (11 SEPTEMBRE) en déterminait les changements.

JUGURTHA; JUP. V. NOMS PROPRES.
JULLET, subs. masc. (mois de). V. DÉCORATION DE J... V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. ORDRE DE J...

JUN, subs. masc. (mois de). V. EXERCICE D'INFANTERIE.

JUNARME, subs. fém. V. GUISARME.

JUNARMEH, subs. masc. V. GUISARME.

JUNARMIER, subs. masc. V. GUISARME.

JUNARMIER, subs. masc. V. GUISARME.

JULEM; JULIEN. V. NOMS PROPRES.

JUMEAU, JUMELLE, adj. V. COLONNE J... V. FÉE J... V. LIEU J... V. TUE J...

JUMELLE, subs. fém. (G, 2, 6). Mot dérivé du latin *geminus*, double. La tactique a donné ce nom à un genre de colonne d'attaque; le blason a conservé des Jumelles en souvenir des tournois; mais le terme a exprimé plus généralement un double canon que décrit DANIEL (1721, A). Son prospectif consistait en une barre de fer recourbée dont chaque extrémité s'introduisait dans un des deux tubes de la pièce qui n'avait qu'une lumière, et dont les deux charbons s'enflammaient à la fois.

JUMENT, subs. fém. V. HAQUENÉE. V. ROMIE.

JUNOT. V. NOMS PROPRES.

JURAT, subs. masc. V. MAIRE DE COMMUNE.

JURÉ (subs. masc.) MILITAIRE. V. COMMANDANT DE DIVISION N° 2. V. COUR MARTIALE. V. DÉLIT MILITAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LANGUE ANGLAISE. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 9.

JURIDICTION (subs. fém.) MILITAIRE. V. APPEL DE PROCÈS. V. BOURGEOIS. V. CODE PÉNAL. V. CODE PÉNAL SUISSE. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5. V. CONNÉTABLE N° 5. V. CONNÉTABLE. V. CONSEIL PERMANENT N° 4. V. CORPS D'INTENDANCE N° 6. V. COUR MARTIALE. V. COUR PRÉVOYALE. V. EMPLOYÉ. V. ENFANT TROUVÉ. V. FAUTEUR DE DÉSERTION. V. GRAND PRÉVOT. V. GRAND PRÉVOT DE L'HÔTEL. V. GRAND GÉNÉRAL. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE N° 5. V. JURISPRUDENCE MILITAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LAUDE. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 7. V. MARÉCHAUSSÉE. V. NON-LESEN. V. PRÉ-

VENU. V. PRÉVOT DE CONNÉTABLE. V. PRÉVOT DES BANDES. V. PRÉVOT DES MARÉCHAUX. V. RÈGLEMENT. V. RESSORT. V. ROI D'ARMES. V. ROI DES RICAUDS. V. TRIBUN ROMAIN N° 7. V. TRIBUNAL DU POINT D'HONNEUR.

JURIDIQUE, adj. V. ACQUITTEMENT J... V. ACTION J... V. ARRESTATION J... V. AVERTISSEMENT J... V. CAUSE J... V. CHARGE J... V. COMBAT J... V. DÉBAT J... V. DÉCHARGE J... V. DÉGRADATION J... V. DUEL J... V. EXAMEN J... V. FAIT J... V. OPPOSITION J... V. POURSUITE J...

JURISPRUDENCE (subs. fém.) MILITAIRE (B, 5). Le mot Jurisprudence est tout LATIN; il exprime une science peu perfectionnée dans l'ARMÉE FRANÇAISE, une doctrine qui en éclairc mal les CONSEILS JUDICIAIRES, un répertoire qui n'a longtemps été que le formulaire du DUEL, des CHEVALIERS, des SEIGNEURS et le recueil des caprices de la férocité. — La LANGUE MILITAIRE appelle vaguement Jurisprudence l'échelonnement des DÉLITS, la manière de les constater, la forme des JUGEMENTS et des SENTENCES, l'action du CODE PÉNAL, le droit commun de la PROFESSION DES ARMES; mais le mot est si peu déterminé dans la plupart des AUTEURS, qu'on ne sait à quelle partie du CODE MILITAIRE et sous quelle forme d'ORDONNANCE ou de CHAPITRE doit se rattacher la chose. — La Jurisprudence est-elle liée à l'économie générale d'une MILICE, aux déterminations qui concernent l'assiette des FORTERESSES, au DROIT DE PAIX ET DE GUERRE? embrasse-t-elle le DROIT DE LA GUERRE? doit-elle ne se rapporter qu'à la marche de la JUSTICE LÉGALE? faut-il y fonder le droit d'intervention ou droit international si confusément défini de notre temps encore? Ce sont de hautes questions d'ART MILITAIRE et de LÉGISLATION; elles n'ont jamais été abordées non plus que l'omnipotence des COMMANDES et le coup de feu des SENTENCES EN TEMPS DE PAIX. Le MINISTRE y reste inhabile ou hésite. Un CONSEIL DE LA GUERRE, UNE ACADEMIE pourraient seuls descendre dans cette enquête, et la loi réglerait un jour, nous l'espérons, la position des PRINCES FRANÇAIS sous le rapport de leurs droits militaires. — La Jurisprudence des ROMAINS était profonde et savante, mais peu développée, traditionnelle, ombreuse, sanguinaire; elle a régné depuis l'érection du consulat jusqu'à l'abolition de la DICTATURE; le pouvoir partagé de deux CONSULS FAISANT CAMPAGNE, et la souveraineté d'un DICTATEUR ASSUMANT temporairement leur autorité, et l'exercant plus étendue et irresponsable, la pompe des TRIUMPHES, la solennité des RÉCOMPENSES sont les dispositions les plus saillantes qui aient

régi les vainqueurs du monde. Dans tout le reste, leur haute discipline n'est que de l'arbitraire tempéré par le pouvoir des traditions. — Au MYÈNE AGE, dans l'occident de l'Europe barbare, les JUGEMENTS DE DIEU, les ORDALES OU ÉPREUVES, espèce de combats civils, ont été le fond de la Jurisprudence judiciaire. Pendant le régime de la FÉODALITÉ, le DESIR D'ARMER, les COMBATS DE JUGEMENTS, les HONNEURS exigés, les méthodes ou les routines de la CHEVALERIE, de la CONNÉTABLERIE, des PRÉVÔTS, des PRÉVÔTÉS ont constitué la Jurisprudence guerrière. Les HÉRAUTS D'ARMES de la MILICE FRANÇAISE étaient les interprètes de la règle et les conservateurs des formes du PLAID OR L'ÉPÉE. — Longtemps sévère, jusqu'à en être barbare, la Jurisprudence de la MILICE ANGLAISE s'est sensiblement adoucie. — La Jurisprudence de France aurait encore à gagner, puisqu'on y voit des frères PASSANT PAR LES ARMES leurs frères. — La France ne possède, depuis le retour du règne des LOIS et depuis la renaissance des ARMÉES NATIONALES, que la traduction du traité de GADTHER et les radotages de BONNOR (1881, A). Au contraire, les ALLEMANDS se sont profondément adonnés aux études de la Jurisprudence militaire; dans l'acception qu'ils donnent à cette locution, elle indique une des branches de l'économie ou ADMINISTRATION en grand; elle est l'ensemble de la JUSTICE et du DROIT PUBLIC MILITAIRE. — Cette attention que nos voisins d'outre-Rhin ont apportée à une matière qui n'est jusqu'ici pour nous qu'une pure abstraction, est toute naturelle dans une contrée qui, comme l'ALLEMAGNE, a été le berceau du droit des gens; dans les CERCLES de l'EMPIRE, le DROIT commun s'est étendu à toutes les branches de la politique, et respire dans les règlements de leurs ARMÉES. — Sous le titre de Jurisprudence ou sous des dénominations correspondantes, il a paru chez les peuples ALLEMANDS quantité de productions littéraires qui concernent plus ou moins directement l'ÉTAT MILITAIRE; mais ces traités ont perdu une partie de leur intérêt, parce que la plupart renferment des dispositions locales et des questions de diplomatie qui, d'un électorat ou d'une province à l'autre, étaient variables, et qui se sont dénaturées par le fait des révolutions politiques, du démembrement des cercles, des mutations de souverainetés, des transformations de MILICES. — Ainsi, la SAXE, la BAVIÈRE, l'AUTRICHE, etc., avaient chacune leur Jurisprudence militaire. Certaines relations publiques et communes y étaient indiquées minutieusement; quantité de cas litigieux y

étaient prévus, tels que le PASSAGE des TROUPES d'un territoire sur l'autre en TEMPS DE GUERRE, le ressort des JURIDICTIONS sur les MILITAIRES des pays voisins ou limitrophes, les obligations réciproques, les NEUTRALITÉS, la forme des ÉCHANGES de PRISONNIERS DE GUERRE, les EXTRADITIONS de DÉSERTEURS, les RANÇONS, etc., etc. — Les bibliographes ALLEMANDS ont négligé de distinguer et de classer les LIVRES qui traitent spécialement de l'ADMINISTRATION de la JUSTICE MILITAIRE ou spécialement du DROIT PUBLIC MILITAIRE; ils les confondent avec le CODE PÉNAL, en les comprenant dans la même catégorie et sous un seul dénominateur, ce qui rend compliquées et ingrates les recherches qu'on pourrait tenter. — Les bibliothèques d'outre-Rhin renferment, à la fin du dernier siècle, plus de cent vingt productions de cette nature, dont une trentaine en LANGUE LATINE. Les villes qui se disputent la publication de ces travaux sont FRANCFORT, Goettingue, Gotha, LEINA, LEIPZIG, Nuremberg, Stuttgart, Zell, etc. — L'étude de la Jurisprudence germanique serait de peu de fruit pour nous; elle s'arrêterait à des rêveries telles que le genre des BALLES DE FUSIL qu'il était permis d'employer; cependant elle offrirait un répertoire à consulter si jamais il devait être dressé en France un CODE MILITAIRE appuyé sur une base large et forte; la Jurisprudence serait une des branches ou une des ORDONNANCES d'un tel travail; elle embrasserait les alliances politiques, la répartition du BUTIN de guerre, la LÈVÉE des CONTRIBUTIONS, les ARMISTICES, les CAPITULATIONS de villes et la dimension des MARCHES PRATIQUES, les CARTELS, le DROIT DE LA GUERRE, les DÉCLARATIONS D'HOSTILITÉS, l'ÉTAT CIVIL approprié aux TROUPES; la direction militaire à donner aux ENFANTS TROUVÉS, le système d'encouragements ou de restrictions des MARIAGES, l'ÉTAT DE RIÈGE approprié au civil, les CAS D'ABSENCE D'OFFICIERS, la manière de DÉNONCER les DÉLITS, les GARANTIES dues aux PROPRIÉTÉS des MILITAIRES ABSENTS, sujet effleuré dans la LOI DE L'AN CINQ (6 BRUMAIRE); la marche des CONSEILS PERMANENTS, la législation des PEINES, la compétence du MINISTRE DE LA GUERRE en fait de DESTITUTIONS, etc.; les PRÉROGATIVES ou PRIVILÈGES militaires des MÉRITÉS et des PAIRS de France faisant partie de l'ARMÉE, la nature et la mesure d'action des CORPS PRIVILÉGIÉS et de la CAVALERIE, les règles convenues du CÉRÉMONIAL des HONNEURS à rendre, des SÉJOURS à ACHETER; les TRÊVES, les NÉGOCIATIONS, les REPRISES D'HOSTILITÉS, et enfin les degrés de l'AUTORITÉ confiée aux GÉNÉRAUX EN CHEF dans les circonstances de surprise.

d'espions, dans les différents cas de PAIX ou de GUERRE, d'attaque ou de défense, de victoires ou de désastres. — Elle définirait le mot *SOUS-OFFICIER*; elle expliquerait ce que c'est que le TEMPS DE PAIX, — DE GUERRE, — de siège, distinction si importante s'il s'agit de certaines formes d'ADMINISTRATION ou de certaines prérogatives gouvernementales; elle annoncerait si le TEMPS DE GUERRE de l'ARMÉE DE MER devient le TEMPS DE GUERRE de l'ARMÉE DE TERRE, ou au moins des DÉTACHEMENTS de terre qui sont embarqués. Le calcul du DROIT AUX PENSIONS, à l'AVANCEMENT, AUX RÉCOMPENSES se rattache à cette question, si peu approfondie encore et si importante à soulever. Quand des Français combattaient en Morée, à Navarin, à Alger, à Anvers, la France tout entière ou seulement une partie de la France était-elle en TEMPS DE PAIX ou en TEMPS DE GUERRE? On pourrait dire qu'il n'y a pas de paix pour la marine, puisqu'il y a à côté de chacune de ses chances un péril. Au contraire, l'ARMÉE DE TERRE peut être en partie en ÉTAT DE PAIX, en partie en ÉTAT DE GUERRE; il en est même presque toujours ainsi. — Un digeste qui effacerait tant d'incertitudes serait une des importantes études à prescrire aux OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR, AUX OFFICIERS SUPÉRIEURS et GÉNÉRAUX, AUX INTENDANTS MILITAIRES. Ces derniers devraient en être les conservateurs responsables. — Si l'ARMÉE FRANÇAISE n'a pas de Jurisprudence, elle a eu deux JURISTIQUES militaires, puisque sa LÉGISLATION permettait que l'INFANTERIE FRANCO-SUISSE importât en France la sienne, et qu'elle instrumentât à l'helvétique vis-à-vis des ACCUSÉS. L'exercé était à côté de la disette. — On lit dans BONAPARTE (le général GOURGAUD, 1825, tom. II, p. 95, art. 1^{er}): *Le droit des gens dans les siècles de barbarie était le même sur terre que sur mer. Les individus des nations ennemies étaient faits prisonniers, soit qu'ils eussent été pris les armes à la main, soit qu'ils fussent de simples habitants, et ils ne sortaient d'esclavage qu'en payant une rançon. Les propriétés mobilières et même foncières étaient confisquées en tout ou en partie. La civilisation s'est fait sentir rapidement et a entièrement changé le droit des gens dans la guerre de terre, sans avoir eu le même effet dans celle de mer. De sorte que, comme s'il y avait deux raisons et deux justices, les choses sont réglées par deux droits différents.* — Ce léger et incomplet aperçu laisse voir combien il y aurait encore à faire. — Les auteurs qu'on peut consulter à l'égard de la Jurisprudence militaire sont : AVALIUS,

BUCKE, BENAMM, BEIER, BERTSCH, BEUST, BONCHET, CASPARI, CHIFFRIE (1858), DANCRO, DIETRICH, DOLLER, ESNECKEL, ENGELHARDT, ERHARD, ESTOR, FISCHER, FRAYET, FRIEDERICI (1762), FRONSPERG (1552), GROTIUS, GUYOT (1783), KIRCHOFF, KLEIN, KLOTZ, KOCH, LEGRAND (1855), LEBENIG, MANNFELD, MYLER (1746), NAUDÉ, ODIER (1824, E), RIEBLER (1815), RUMPF (1824, F), SCHÄRA, SPATER, WALDINZEL.

JURY, subs. masc. v. CODE PÉNAL. v. CONSEIL JUDICIAIRE. v. COUR MARTIALE. v. CRIME. v. DÉLIT. v. FRAUDAGE. v. JUSTICE MILITAIRE. v. LANGUE ANGLAISE. v. MILICE AUTRICHIENNE n° 9.

JUSARME, subs. fém. v. GUISARME.

JUSTAUCORPS, subs. masc. v. JUSTIF-AU-CORPS. v. LAISSEZ.

JUNTE, adj. et adv. v. ARME J... v. PORTER J... v. TIERRE J...

JUSTE-AU-CORPS, subs. masc. (F), ou JUSTAUCORPS. Ces mots, dont l'étymologie ne demande pas à être recherchée, expriment un ancien vêtement qu'il ne faut pas confondre avec le POURPOINT. — Au temps de la CUIRASSE DE FER PLEIN, les formes de cette CUIRASSE étaient sous l'influence de la mode du Juste-au-corps des bourgeois ou de la cour; on peut-être était-ce l'inverse; en tout cas, cette remarque peut donner lieu à des comparaisons qui fassent connaître à quelle époque appartenaient tels ou tels COSTUMES ou DE FER ou d'ÉTOFFE. — Le Juste-au-corps des MILITAIRES a été le premier HABILIT D'UNIFORME qui leur ait été donné, après l'abandon de la CUIRASSE et de son POURPOINT; après la suppression ou l'allègement du ROQUETON; après l'abolition de la CANAQUE D'ARMES. Le Juste-au-corps, HABIL ample ou lévite, était nommé ainsi, parce qu'il était une modification du MANTAU s'étrécissant et prenant des MANCHES, tandis que le POURPOINT devenait VESTE à basques. — On pourrait, cependant, citer des livres, tels que GUINÉE (1771, I), dans lequel POURPOINT est pris comme synonyme de Juste-au-corps.

— Le Juste-au-corps était un VÊTEMENT que les chefs de troupe et les bourgeois portaient avec le HAUT DE CHAUSSES et la FRAISE; il se mettait par-dessus la VESTE ou en tenait lieu; il se recouvrait du MANTAU COURT; ainsi ce genre d'HABILLEMENT appartient au temps où les Français cessèrent de porter de longs VÊTEMENTS et adoptèrent les modes ESPAGNOLES. LES GARDEN FRANÇAIS avaient dès 1655 et en 1672 le Juste-au-corps. — On peut inférer de la lecture de WALTER SCOTT qu'il y a eu des Juste-au-corps à manches et sans manches, et qu'il y en a eu même de façonnés en forme de chemise; mais cet

écrivain ou ses traducteurs eussent été plus exacts en appelant JACQUES ces genres de vêtements. — Le Juste-au-corps s'introduisit donc en FRANCE, comme HABILLEMENT d'homme, entre le règne de CHARLES IX et celui de FRANÇOIS PREMIER. FURTIÈRE témoigne que ce vêtement d'abord à l'usage des militaires, fut emprunté ensuite par les bourgeois. Au temps où écrivait cet AUTEUR, le Juste-au-corps descendait à mi-cuisse, accusait la taille et avait des poches ou plus hautes ou plus basses. Les femmes aussi portaient des Juste-au-corps. — Quand le MANTEAU COURT a cessé d'être en usage, le rabat, la CRAVATE, le col ont succédé à la FRAISE, le Juste-au-corps s'est porté avec la CASACHE; il a pris des RASQUES et il est devenu ce qu'on a appelé HABIT, de même que le HAUT de CHAUSSE prenait le nom de CELOTTÉ. — Il était indispensable de donner cette explication relative surtout au costume bourgeois des élégants et des hommes de cour, ou à celui des OFFICIERS, pour expliquer comment, au temps de LOUIS QUATORZE, le Juste-au-corps était un HABIT DE TROUPE. — M. le colonel CARRON (1824, A) et l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C, au mot *Arme*) comparent à la JAQUE le Juste-au-corps et regardent même ces termes comme synonymes; or la JAQUE était surtout en usage au temps de CHARLES SEPT et de LOUIS ONZE; et, depuis l'abolition de l'ARMURE, les troupes qui la quittèrent ne conservèrent plus que la JAQUE ou la JAQUETTE, espèce de Juste-au-corps d'abord en buffle et plus tard en gros drap de Vire. — Cependant la JAQUE était en forme de corps de chemise, tandis qu'il y a eu des Juste-au-corps, et c'est le plus grand nombre, qui se sont boutonnés par devant. — Le RUFFLE DÉFENSIF était comparable à un Juste-au-corps à quatre RASQUES; on peut regarder cet usage comme appartenant à l'époque où le Juste-au-corps, jusque-là sans RASQUES, commence à en prendre. — LA MAISON ROUGE avait, en manière de Juste-au-corps, la SOUBREVISTE. — Les historiens ont appelé Juste-au-corps les HABITS D'UNIFORME des troupes de GUSTAVE-ADOLPHE. — LA MISÈRE RÉFORMÉE transmet à la nôtre l'usage de l'UNIFORME; ainsi l'on peut regarder le Juste-au-corps, légalement et militairement parlant, comme le premier HABIT D'UNIFORME que l'INFANTERIE FRANÇAISE ait porté; mais le mot ne donnait plus comme autrefois l'idée d'une VESTE courte, collante, ronde, avec ou sans manches, avec manches boutonnées ou fermantes, avec manches ou courtes, ou pendantes jusqu'aux genoux, avec aiguillettes et plis crevés; il donnait au contraire l'idée d'une espèce de CASACHE ou de CAPOTE juste

à MANCHES courtes et fermées, à petit COLLET retombant, à CARENEMENT EN BOTTES susceptibles de se rabattre; il se portait par-dessus une VESTE à longues RASQUES qu'il excédait de huit pouces; il boutonnait croisé et formait quantité de PLS par derrière. — DESPAGNAC (1751, C) nous parle de l'époque où l'on commença à réduire ces PLS, à rendre apparents les REVERS; à accourcir les RASQUES des VESTES et à diminuer la quantité de l'ÉTOFFE employée; ces changements eurent lieu après le règne de LOUIS QUATORZE. — L'ORDONNANCE D'HABILLEMENT DE 1720 (10 MARS) porte en substance que l'HABILLEMENT DES HOMMES DE TROUPE DE L'INFANTERIE continuera à être composé d'un Juste-au-corps, etc.; en parlant des OFFICIERS D'INFANTRIE, elle appelle HABITS les vêtements qu'en parlant des soldats elle nommait Juste-au-corps; *habits qui seront*, dit l'ordonnance, *semblables à ceux des soldats*. Cela prouve donc qu'il n'y avait alors qu'une différence nominale, mais non positive ou matérielle entre un HABIT et un Juste-au-corps. — Le RÈGLEMENT DE 1757 (30 AVRIL) accorde une aune trois quarts de DRAP pour le Juste-au-corps des HOMMES DE TROUPE D'INFANTRIE; il supprime les plis par derrière, n'en laisse que deux sur le côté, et réduit de moitié l'ampleur des manches à parements en bottes. — L'ORDONNANCE DE 1747 (19 JANVIER) fixe à la même quantité le DRAP à employer, réduit le PAREMENT, allonge les MANCHES, croise à RETROUSSIS les RASQUES et accourcit en même temps les RASQUES de la VESTE, elle leur donne neuf pouces de moins qu'aux Juste-au-corps. — Le RÈGLEMENT DE 1767 (25 AVRIL) est un des derniers qui parle de Juste-au-corps; il veut que leurs débris servent à la confection des BONNETS DE POLICE des HOMMES DE TROUPE. — Ainsi depuis que le costume uniforme a été adopté, et pendant plus des trois quarts du dernier siècle, le Juste-au-corps des OFFICIERS devient HABIT quand ils cessent de porter la FRAISE. Quant aux HOMMES DE TROUPE de l'infanterie qui ne portaient que la CRAVATE, nommée col, leur HABIT a continué à s'appeler Juste-au-corps; cet usage a cessé depuis le RÈGLEMENT DE 1779 (21 FÉVRIER); il n'en était plus question dans le RÈGLEMENT DE 1786 (1^{er} OCTOBRE). Le Juste-au-corps s'est appelé HABIT pour la TROUPE comme pour les OFFICIERS. — Les AUTEURS qui donnent quelques lumières sur ces matières, sont : BOMBERLANS (1746, A), BRIQUET (1761, B), M. le colonel CARRON (1825, E), DESPAGNAC (1751, D), FURTIÈRE, LACHENAUD (1758, I, au mot *Sergent*), MAIZIEUX (1775, A).

JUSTE-LIPSE. V. RÔLES PROPRES.

JUSTICE, subs. fém. V. APPEL DE J... V. AUDITEUR DE J... V. CHEF DE J... V. CHEVALIER DE J... V. COUR DE J... V. DÉNÉ DE J... V. FRAIS DE J... V. ORDONNANCE DE J... V. RÈGLEMENT DE J...

JUSTICE ANGLAISE. V. ANGLAIS, adj. V. MILICE ANGLAISE N° 10.

JUSTICE AUTRICHIENNE. V. AUTRICHIEN, adj. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 2.

JUSTICE CIVILE. V. ACCUSATION. V. ACCUSÉ. V. AUTORITÉS MILITAIRES. V. BRIGADIER DES ARMÉES. V. CIVIL. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. CONTRAINTE PAR CORPS. V. CIVIL. V. CRIME. V. DÉBITEUR. V. DÉGRADATION DE CHEVALIER. V. DÉLIT. V. DÉLIT COMMUN. V. DETTE D'HOMME DE TRUCHE. V. GENTILHOMME. V. GOUVERNEUR DE PLACE DE GUERRE N° 4. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. GRAND PRÉVÔT DE L'HÔTEL. V. HOMME DE TRUCHE N° 5, 9. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LEUDR. V. ORDALIE. V. TRÉVERU. V. PRÉVÔT D'ARMÉE. V. BRUFF. V. SERVICE DE GARNISON. V. SERVICE PERSONNEL.

JUSTICE COMMUNE. V. COMMUN, adj. V. DÉSERPTION. V. JUSTICE MILITAIRE.

JUSTICE CRIMINELLE. V. COUR DE JUSTICE. V. CRIMINEL, adj. V. JUSTICE MILITAIRE. V. SERVICE PERSONNEL.

JUSTICE d'exception. V. CONNÉTABLE N° 7. V. CONSEIL PERMANENT. V. COUR PRÉVOTALE. V. EXCEPTION. V. JUSTICE MILITAIRE. V. OFFICIER D'INFANTERIE ÉTRANGÈRE. V. TRIBUNAL DE POINT D'HONNEUR.

JUSTICE DISCIPLINAIRE. V. DISCIPLINAIRE, adj. V. JUSTICE MILITAIRE.

JUSTICE FRANCO-SUISSE. V. BRETELLES CORRECTIONNELLES. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE N° 6.

JUSTICE GÉNÉRALE. V. DÉLIT. V. GÉNÉRAL, adj. V. JUSTICE MILITAIRE.

JUSTICE ORDINAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. ORDINAIRE, adj.

JUSTICE MILITAIRE (C. 5). Le mot Justice est tout latin, et avait donné naissance au vieux adjectif *justicarius*. Il exprime ici la principale branche du pouvoir de répression confiée à l'autorité militaire; nous disons principale branche, car cette autorité exerce aussi sur la milice un autre moyen légal de répression; ce ressort d'un ordre inférieur est la discipline. — Il est difficile, il serait sans intérêt de prendre de très-haut l'histoire de la Justice; la recherche des traditions produirait peu de renseignements profitables et de documents positifs, car l'administration légale de la Justice et la régularité des procédures appliquées à l'armée française ne remontent

guère à plus d'un siècle. — Pourtant l'étude du sujet exige quelque examen du passé. — Sous les premiers et troisième races, le grand sénéchal, le connétable exerçaient souverainement la Justice. — La Justice militaire et la Justice civile ont été confondues pendant bien des siècles; c'était à titre de militaires, c'était en costume de guerre, et quelquefois à l'issue d'une orgie, que les seigneurs pieux rendaient la Justice civile; les ordonnances qui recommandaient encore, pendant le dernier siècle, aux juges militaires de n'occuper qu'à jeun les sièges du tribunal, reproduisaient ce qu'avaient prescrit les capitulaires: Que le comte, disait Charlemagne, se garde de tenir le plaide, s'il n'est à jeun (*nec placitum comes habeat, nisi jejunos*). — Charles sept, pour remédier au brigandage des gens de guerre, avait livré aux Justices civiles du ressort royal les militaires qui se rendaient coupables de délits communs. — En 1415, dit M. de Barante, il enjoignit aux sénéchaux, baillifs, prévôts et à la Justice ordinaire, de connaître des crimes de gens de guerre. — Cette mesure tenait à ce que les chefs des militaires étaient eux-mêmes des brigands; leur manière de rendre la Justice eût assuré l'impunité de leurs propres complices. — Cette évocation devant les tribunaux civils avait produit d'heureux effets: Louis orléans, au contraire, avait remis, dit M. de Barante (à la date 1480), cette juridiction aux prévôts, et commis des maréchaux, qui, durs pour le peuple, indulgents pour leurs hommes, ne les trouverent (leurs soldats) jamais en faute. — Le pouvoir militaire s'était habitué même à prononcer disciplinairement, ou, comme on dirait de nos jours, correctionnellement, à l'égard des réfractaires. — Cette longue confusion des deux justices régnait encore, ou du moins expirait, quand l'ordonnance de 1768 (1^{er} mars, titre 4, art. 10) défendait aux généraux et aux brigadiers des armées d'entreprendre sur la justice ordinaire, ni de s'entreprendre dans les matières contentieuses. — Interdire le fait, c'était l'accuser et en signaler l'abus. Cet empiètement était fréquent. Deville (Antoine) en recut témoignage, et au milieu du dernier siècle l'autorité militaire punissait de la peine du cheval de bois, et sans forme de procès, et barbouillait d'encre indélébile les femmes de mauvaise vie surprises avec des soldats. — La Justice militaire des tribunaux romains, celle des premières races, celle de la féodalité sont le chaos de l'arbitraire; les époques où des armées royales sont mises en pied n'offrent guère plus de lumières. De-

puis le système expéditif de Clovis, à la fois accusateur, juré, juge et bourreau, le maniement des choses judiciaires était devenu une prérogative que les rois avaient cédée au dapper, au maître du palais, au grand sénéchal, au connétable, au roi des rivaux, au grand prévôt. — Dans le quatorzième siècle, à ce que dit M. Montreuil, l'assemblée des juges communaux, la plupart chevaliers, s'appelaient conjurés ou jurés; de là l'expression jury, empruntée à notre langue par les Anglais qui ont rendu à la France ce terme, sous forme défigurée par l'y final. — Les Français, en 1791, se sont persuadés que l'Angleterre était régie par le jury, tandis que les seuls bourgeois anglais, à l'ancienne manière des communes françaises, observaient cette forme de jugement, non pratiquée dans les cas nobiliaires militaires, ecclésiastiques, ni universitaires. Cette ignorance des jurisconsultes français a été jusqu'à vouloir appliquer aux armées le système du jury. Le colonel général de l'infanterie française, les gouverneurs de place et de province, les généraux d'armée, à titre de lieutenants ou roi, exercèrent à leur tour le droit ou vie et de mort sur leurs justiciables, et empiétèrent, plus d'une fois, sur les justices des seigneurs, des baillages, des écoles, des officialités. — Quand les maréchaux acquirent une importance qui rappelait presque la puissance du connétable, ils devinrent juges suprêmes des troupes, d'abord comme chefs isolés et indépendants, ensuite comme cour judiciaires; enfin, dans les derniers temps, ils s'assemblèrent à titre de tribunal d'exception, et siégèrent à la table de maréchal, sous la présidence du plus ancien; mais ils ne constituaient pas un centre de Justice militaire; leur mission était mal éclaircie; s'il s'agissait de crimes, ou des affaires qu'on appelait le point d'honneur, ils étaient plutôt un corps d'arbitres ou de censeurs, que de juges; comme officiers du roi, ils n'avaient aucune action sur la Justice réglementaire, et comme juges du point d'honneur, ils avaient droit d'arrestation à l'égard des nobles. — Dans les vieux usages de la milice espagnole, les corps nommés adalides avaient de même le maniement d'une justice mal pondérée, mal définie. — Maintenant, suivant les usages généralement établis, la direction ou l'administration de la Justice militaire, l'interprétation de ses dispositions, l'initiative des propositions qui modifieraient sa législation, forment une des branches du commandement militaire délégué au souverain et confiée par lui au ministre qui le représente. — Cette digression

a interverti l'ordre chronologique, revenons-y. — Les combats de jugement étaient une voie judiciaire ouverte aux militaires du moyen âge, c'est-à-dire aux chevaliers-nobles. Les prolétaires jouirent ensuite, avec la permission des papes, de la faveur de figurer dans les lices, couverts d'une barasse et armés d'un rator (*cum scuto et baculo*); ainsi il devait de mode de préférer une justice plus militaire, celle des duels juridiques, et de renoncer à la Justice civile, qui consistait dans les ordalies ou épreuves par les éléments de nature, comme on disait alors. — Dans la dernière moitié de ce période historique qui finit au règne de Charles sept, les peines infligées aux chevaliers avaient été l'objet de quelques règles grossières; elles étaient ou atroces ou absurdes; ainsi, Hugues de Châlons, évêque d'Auxerre, fut condamné à se le (selic) chevalier, c'est-à-dire à porter sur son dos une selle d'armes pour avoir fornié à quelques coutumes de chevalerie. — La dégradation était la peine infamante dont les nobles étaient passibles; les annes de Jérusalem en 1096, et les établissements de Saint-Louis en 1250, nous montrent les cuisiniers transformés en boureaux et tranchant du coustel (tranchant avec le couteau de cuisine sur un fumier) les éperons d'or. — Dans le quatorzième siècle, le roi des rivaux est une espèce de grand prévôt de l'hôtel; il administre en temps de paix la Justice autour du palais, et en temps de guerre, autour du quartier du roi sans distinction de juridiction, si ce n'est peut-être la juridiction nobiliaire. Ses attributions ont été d'une nature singulière, mais il ne conviendrait pas à la gravité du sujet de rappeler ici les droits exercés par ce burlesque magistrat, et les redevances que prélevait en nature, cet administrateur érotique, cet archimandrite des mauvais lieux. — Dans le quinzième siècle, sans distinction de droits ni de classes, Tristan l'Hermite instrumente sommairement, comme chacun sait, à titre de prévôt général de la connétablie ou de prévôt des maréchaux. Dans le seizième siècle, les officiers d'épée nommés baillis étaient les chefs des justices civiles particulières. C'était une trace des droits de la Justice militaire exercée sur des individus non militaires. — Depuis François premier, la haute Justice militaire faisait passer par les halberdiers ou entre deux rangées de halberdiers les fétions criminelles; de là provient la locution passer par les armes. — A ces époques il n'y avait pas encore de lois écrites à l'usage de l'armée. DURELLAY (1519, p. 24) le témoigne dans un long passage

du livre de la discipline; il y établit et y combine les cas des PEINES CAPITALS; quant aux délits moindres, aux désordres commis dans les MARCHES, aux infractions en fait de SERVICES, à leurs CHÂTIMENTS, il les laisse à la discrétion des PRÉVÔTS ou des MESTRES DE CAMP. Ce DURELLAY peut être considéré comme le plus ancien criminaliste militaire des Français, puisque les ORDONNANCES PÉNALES promulguées postérieurement dans l'ARMÉE ne sont presque qu'une copie du système de PÉNALITÉ qu'il avait proposé et mis en lumière. Cette identité entre le projet d'un particulier et les dispositions officiellement adoptées ont porté quelques écrivains, tels que SAINT-MARTIN, à attribuer à FRANÇOIS PREMIER le livre de la discipline. — Les derniers Valois rendent, dans le seizième siècle, quelques ORDONNANCES PÉNALES où la barbarie le disputait à la superstition; les unes, telles que celles de 1534, portent de mort d'un genre non fixé; les autres, telles que celles de 1550 (20 MARS), 1553 (23 DÉCEMBRE), 1557 (22 MARS), prononcent des supplices atroces, des PEINES MUTILANTES, et voulaient par exemple que celui qui jettera un CRI DE GUERRE, ait la LANGUE PERCÉE d'un fer rouge. Le blasphème aussi était puni de l'AMPUTATION DE LA LANGUE. L'ÉDIT DE 1574 (1^{er} JUILLET) et celui de Blois (1579) disposaient que les COUZATS, s'il s'en trouvoient plus d'un par trois soldats, seront châtiés du fouet pour la première fois, et (devront) s'ils y retournent, être pendus et étranglés sans forme ne figure de procès. — En 1590, au siège de PARIS, HENRI QUATRE fait grâce à deux paysans que les CHEFS de son ARMÉE avaient condamnés, de leur pleine et absolue autorité, à être pendus. De simples CAPITAINES exerçaient donc DROIT DE VIE ET DE MORT, même sur des compatriotes et sur des individus NON MILITAIRES. — Sous ce prince la haine justice, usitée en répression des CONTRAVENTIONS DES FANTASSINS, s'exerçait à coups de HAMPE DE NALLERARDE, mais par privilège on n'appliquait aux HOMMES DE CHEVAL que le SUPPLICE DES COUPS DE PLAT D'ÉPÉE; cette correction, toute nobiliaire, toute glorieuse qu'elle fût, n'était pas douce, car les ÉPIES du temps pesaient deux kilogrammes. — BILLON (1612, B), contemporain de HENRI QUATRE, exhorte sérieusement les CHEFS qui infligent aux SOLDATS un châtiment à coup d'épée, de ne se servir que du plat et de ne pas tuer le soldat. — L'ÉDIT DE 1597 (24 FÉVRIER) ordonnait de livrer aux parlements les OFFICIERS arrêtés à la suite de désordres commis sur le PLAT PAYS. Ainsi les DÉLITS MILITAIRES retombaient sous l'empire de la JUSTICE COMMUNE, et pourquoi,

parce que ces violations étaient trop souvent encouragées ou tolérées par les chefs des troupes. — L'ORDONNANCE DE 1635 (14 FÉVRIER) s'occupait de JURIDICTION MILITAIRE et commettait aux mêmes maux et la poursuite de l'accusation et le droit de la répression; le même personnage pouvait être procureur royal et juge applicateur à son gré du genre de SUPPLICE. — Dans le siècle suivant, quantité d'ORDONNANCES SUR LA DISCIPLINE ont été l'occasion d'éloges décernés par la flatterie à LOUIS QUATORZE; mais ces promulgations, à partir de celle de 1651 (4 NOVEMBRE), étaient loin d'offrir un corps de JURISPRUDENCE; si elles s'occupaient de réprimer, elles étaient dépourvues de proportion et d'équité; elles laissaient indéterminée la manière de rendre la justice; elles laissaient arbitraires la forme et l'application des PEINES. Quelques-uns de ces réscrets méritaient d'être rapportés; telle est l'ORDONNANCE DE 1679 (AOÛT), elle punit du fouet ou des galères, tout laquais porteur d'un billet d'appel (APPEL PROVOCATIF), et tout cocher conduisant un carrosse à un lieu de négligence. Telle est aussi l'ORDONNANCE DE 1682 (11 JUILLET), elle est relative aux Bohèmes (Bohémiens) Caymans, Egyptiens, vagabonds, mendicants; elle dispose que: toutes telles gens pris par la maréchaussée seront attachés à la chaîne (mis aux galères), sans autre forme ni figure de procès. — Enfin Louis quatorze défend à ses gardes de maltraiter personne sans sujet. — On ne peut donner un exemple plus frappant de la justice arbitraire exercée militairement sur des éloignés ou sur des inconnus, sans distinction de sexe ni d'âge, sans évocation de témoins, sans étude des preuves, sans recours possible, sans appel. — Depuis HENRI TROIS et surtout depuis LOUIS QUATORZE, de volumineuses ORDONNANCES fulminent des PEINES contre l'HOMME DE TROUPE; à côté de ces dispositions on en cherche en vain qui soient dirigées contre les OFFICIERS DÉLINQUANTS; le COLONEL pouvait, il est vrai, interdire provisoirement ses CAPITAINES, comme le témoigne GAY (1679, A), mais il devait de suite se plaindre en cour; le CAPITAINE pouvait enjoindre à ses SOLDATS de ne plus reconnaître le LIEUTENANT et de lui refuser l'obéissance, ce qui était une trace du droit que les CHEFS DE COMPAGNIES avaient eu longtemps de choisir et de nommer leur LIEUTENANT ou second; mais dans le dix-septième siècle, ces dénégations, ces interdictions n'étaient que de pure discipline et suivent de nul effet, et l'on voit rarement dans les annales militaires la JUSTICE PÉNALE sévir contre les OFFI-

CIERS. L'épée de Thémis glissait sur l'homme puissant et ne s'appesantissait que sur les rangs inférieurs; l'indiscipline des grands restait impunie, la discipline exercée sur les subalternes était écrasante. — Quelques exemples, il est vrai, peuvent prouver que l'autorité du COMMANDANT D'ARMÉE décidait de la vie des OFFICIERS CRIMINELS; ceux qui se révoltèrent à Trèves en 1675, contre CAÏQUE, furent CONDAMNÉS À MORT; mais c'était le fait du pouvoir dictatorial, non le résultat des prévisions de la loi. — Ailleurs GAYA prouve quelle puissance exerçaient les descendants de la féodalité sur les descendants des SEIGNEURS, quand il dit du CAPITAINE, ces paroles qu'il emprunte de PRAISSAC (1622, A) : *Il n'est pas en son pouvoir de punir un soldat de mort, si ce n'est qu'il soit rebelle, en ce cas il le doit tuer.* DELAFONTAINE (1675, A) va plus loin; il dit en parlant du CAPORAL (p. 541) : *Si quelqu'un commet chose préjudiciable, il le désarmera et le fera lier, et icelui ne voulant obéir, il le peut tuer.* — Cette impunité des personnages en dignité s'est pour ainsi dire convertie en coutume; MONTESQUIEU a été jusqu'à la préconiser; cette disposition à peser sur le faible s'est enracinée dans nos mœurs, comme peuvent en témoigner les souvenirs des temps consulaire et impérial, et nos quinze ans de restauration; la marche contraire est pourtant toute la discipline; il n'y a pas de hiérarchie sage, si dans le cours du service et pendant l'accomplissement des fonctions, le GÉNÉRAL DE DIVISION est moins soumis à son CHEF que le CAPORAL ne l'est au SERGENT. — Les fortunes de la justice étaient encore si incertaines sous LOUIS QUATORZE, que ce prince écrivit en 1640 (19 décembre) à BOISSY-RABUTIN, MESTRE DE CAMP GÉNÉRAL de la cavalerie, que l'intention de sa majesté n'est pas que les officiers de ses régiments connaissent seuls des crimes de leurs soldats, les intendants de la justice, les juges préjudiciaires, les prévôts devant en connaître lorsqu'il ne s'agissait pas de crime de soldat à soldat. — Donnons une preuve de l'arbitraire des formes dans l'exécution des sentences; c'est FUNDENFELDT (1711, A, p. 63) qui parle : En 1675 un Suisse en garnison à Ath, ayant trouvé une fille de campagne, la viola. Les Suisses ayant interrogé le coupable, le condamnèrent à être enterré vif jusqu'à la ceinture les mains liées derrière le dos et que la fille elle-même le tuerait à coups de poignard. La fille ne voulut pas poignarder ce misérable, de sorte qu'ils le condamnèrent à être pendu. — GAYA (1679, A) dit que de son temps la justice ré-

gimentaire se compose de l'état-major, du major, de l'aide-major, de l'aumônier, du maréchal des logis, du prévôt et de son lieutenant, du greffier, du chirurgien-major, de six archers et de l'exécuteur. — Cette assertion renferme l'opinion de l'écrivain, non la lettre d'une loi; il confond, d'ailleurs, comme on le voit, les membres délibérants et les personnages assistants et exécutifs. Il n'y avait pas de bornes posées entre une justice publique ou générale et une justice RÉGIMENTAIRE. — Depuis l'ORDONNANCE de 1665 (25 JUILLET), la Justice était rendue par des CONSEILS JUDICIAIRES présidés par le GOUVERNEUR de la place, et composés de sept Juges, CAPITAINES AU MOINS, ou, de préférence, MESTRES DE CAMP; le COMMISSAIRE DES GUERRES pouvait y assister. — Ces formes étaient à peu près les mêmes dans la MILICE ANGLAISE; mais les Juges y étaient bien plus nombreux. — On trouve dans ce même FUNDENFELDT (p. 62) une image de la Justice distributive sous le grand règne. Je n'ai vu, dit-il, d'injustice dans le conseil de guerre qu'une seule fois, mais il y alloit de l'intérêt de tous les officiers de l'armée, ce qui fit qu'on sacrifia un malheureux; d'autant plus qu'on ne le condamnait pas à la mort. Un régiment avoit eu d'assez bons quartiers d'hiver, et en avoit beaucoup tiré tant pour les places des officiers que pour celles des cavaliers, sans néanmoins en faire aucune part à ceux-ci. Les cavaliers voulant qu'on leur en fit part, la demandèrent d'abord avec soumission, mais voyant qu'on se moquoit d'eux, ils se mutinèrent, et l'un d'eux se chargea de porter la parole pour tous, au général, afin qu'il leur rendit Justice; en effet, dès qu'on fut à l'armée, il fut à sa tente dans ce dessein, mais le colonel du régiment s'y rencontrant malheureusement pour lui, l'en écarta avec assez d'adresse sous promesse de lui donner contentement. Cependant ils ne furent pas à cent pas du quartier du roy, que le colonel le fit arrêter et conduire à l'étendard; il fit ensuite sa plainte contre lui, et l'ayant fait mettre au conseil de guerre, comme un séditieux et un porteur de parole; il fut dégradé des armes et condamné à une prison de dix-huit mois. — Puisqu'il n'advint pas mort d'homme, notre historien trouve simple qu'il y eût dilapidation et spoliation concertées, railleries de la part des débiteurs envers les créanciers dupés, DÉNI DE JUSTICE et PRÊTE INFAMANT frappant un innocent

sacrifiée à l'avarice des chefs de toute l'armée; c'était la Justice du temps. — Autrefois, dit le même auteur, les officiers avaient pouvoir de vie et de mort sur les soldats pour quelque cause que ce fût, et ce n'est que depuis environ trente-cinq ans (depuis 1665) que les officiers de Justice en connoissent (connaissent des infractions des soldats), quand ils ont volé ou fait quelqu'autre crime qui regarde le public. — Dans le siècle dernier les officiers étaient généralement persuadés que le droit de tuer une sentinelle endormie leur était acquis, incontestable; seulement la mode n'était pas d'en agir ainsi. — Le plus ancien auteur qui ait recueilli les documents relatifs à l'application de la Justice propre à l'infanterie est Drville (1672, B), mais les principes étaient si peu arrêtés au milieu du dernier siècle, que Despar (1753, A) disait que le général d'armée n'était pas moins le premier juge que le premier capitaine de son armée. On sent combien la partie de cette proposition qui intéresse la Justice serait aujourd'hui erronée. — L'Encyclopédie (1751, C) témoigne qu'aux mêmes époques le pouvoir judiciaire était exercé sur les hommes de pied, au nom du roi considéré comme colonel général de l'infanterie, et sur les hommes de cheval au nom du colonel général de la cavalerie, mais pas au nom du roi; on aperçoit aisément ce que cette disparité avait de monstrueux; c'était un reste de prérogative nobiliaire, la cavalerie se regardant, par la puissance de l'habitude, comme corps noble. — Dans la première moitié du règne de Louis quinze, il n'y avait, en fait de Justice appliquée aux troupes, que des coutumes vagues, quelques règles éparses, mais point de corps de doctrine; toute affaire judiciaire roulait sur le major; toute décision dépendait de lui; audition de témoins, confrontation, récolement, tout le regardait. — L'Éclaircissement avait reproduit, avec de légères modifications, l'ordonnance de 1570 (10 décembre). Avant 1751, le ministère de la guerre n'avait introduit aucune forme fixe dans l'application de la Justice militaire, mais seulement dans le nombre et la qualité des juges. Les prévôts convoquaient les membres des tribunaux, ou jugeaient sans leur concours. Dargenville, par l'ordonnance de 1754 (2 septembre), introduisit obligatoirement les commissaires des guerres dans les conseils de guerre, comme un rouage indispensable; ils n'y siegeaient jusque-là que facultativement; c'est de cette époque que date une certaine amélioration dans la

formation des tribunaux. Quant à la pénalité, elle était encore un dédale sanglant et l'arsenal de l'arbitraire. — En 1756, d'Héricourt (I. III, p. 397) publie comme extraite d'ordonnances diverses la série des crimes prévus et des délits, et donne un aperçu des punitions qui s'y appliquent. On croit lire un code composé à l'usage du dixième siècle, et pourtant les documents officiels étaient encore si peu anciens qu'après avoir seulement rappelé les édits des Valois, les ordonnances de 1665, de 1668 (27 mars), de 1679, d'Héricourt ne fait presque pas mention de règlements antérieurs à ceux de 1701 (18 décembre), 1702 (10 avril), 1704 (10 février), de 1718 (28 décembre), et 1727 (1^{er} juillet); c'étaient autant de résumés informes de la législation pénale militaire du grand règne. — Une loi militaire dépourvue de gradations, poursuivait de la même peine, c'est-à-dire de la mort, le sommeil du factionnaire en garnison, l'occupation par force du domicile de l'équipier, la désertion devant l'ennemi. Elle livrait à des châtimens arbitraires les partisans non commissionnés; elle regardait la désobéissance à l'officier comme plus fautive que la désobéissance du supérieur; comme si le besoin de l'ordre et le pouvoir de la loi pouvaient être de deux degrés, suivant le rang du justiciable; elle contraignait, en quelque sorte, les juges à ruser dans l'application de la loi, pour n'être pas complices de ses formes acerbes et sans proportions. — On lit dans Turpin (1783, O; livre III, ch. 2) qu'à la fin de la campagne de 1742, Brézi, brigadier d'infanterie, commandant à Amberg, pour remédier au désordre de l'administration de l'hôpital, fit planter une potence dans la cour, avec menace d'y faire pendre le premier qui contreviendrait à ses ordres, fût-ce l'entrepreneur. A vingt ans de là, Turpin (1780, O) recommandait encore l'application de ce moyen, tout violent qu'il soit. — L'ordonnance de 1756 (1^{er} mai) créa le ministère public, terme malheureusement obscur que définit M. Baillyet (1817, D, p. 451); elle fit ainsi la séparation du double pouvoir d'accusation et de répression, jusque-là confondu dans les mêmes mains. L'institution des rapporteurs, des accusateurs militaires, du procureur du roi près la justice des troupes, datent de cette époque. Les commandants de place reçurent injonction de prêter main-forte à la Justice, et elle commença à graduer ses peines, suivant les positions du les faits différents sur lesquels était l'armée. — Malgré l'introduction de quelques principes

plus sages, il s'en fallait de beaucoup que la Justice fût une dans tous les corps, et mille inconvénients en résultaient; aussi des observations propres à y remédier étaient-elles adressées au MINISTRE DE LA GUERRE par les COMITÉS DES INSPECTEURS; ils soumettaient au ministre SIEUR ce qu'on va lire : *Les capitulations des régiments étrangers portent qu'aucun de leurs soldats ne pourra être jugé que par son corps; il n'y a nul inconvénient quand il n'y a qu'un coupable, ou si plusieurs coupables sont du même régiment; mais comment se conduire si l'un des coupables est d'un régiment français, l'autre d'un régiment étranger; ils ne seront donc pas jugés par le même tribunal et suivant les mêmes lois, ce qui semble une monstruosité dans le fait et le droit? Qu'un soldat d'un corps étranger ait une affaire criminelle avec un bourgeois, par quel tribunal seront-ils jugés?* — Ces difficultés avaient disparu depuis la GUERRE DE LA RÉVOLUTION. Le rappel des CORPS ÉTRANGERS par BONAPARTE et le rétablissement de leur Justice qui est une attente au droit commun, ont fait renaitre le mal dont on se plaignait en 1784. Le décret de 1811 (25 MARS) donne l'idée de ces JUSTICES D'EXCEPTION. — Mais l'ordre des temps veut pour l'éclaircissement de la question n'être pas troublé. — La FRANCE avait pris dans toutes les parties de l'ART MILITAIRE DE TERRE l'initiative des institutions de l'EUROPE, la Justice militaire était la seule branche qu'elle n'eût pas enseignée aux autres nations. — Telle était notre situation quand les symptômes de la révolution se manifestèrent. — Nos deux premières ASSEMBLÉES politiques s'émurent à l'aspect des perfectionnements introduits dans les autres MILICES de l'EUROPE et dans les lois anglaises; elles furent entraînées par le mouvement du siècle philosophique, par les opinions d'un petit nombre d'écrivains français et par les commentateurs de Beccaria; elles donnèrent une sérieuse attention aux matières criminelles; c'est un des bienfaits de la révolution. Si le mal ne disparut pas, il devint tolérable, et de sages intentions renfermèrent du moins le germe du mieux : l'éveil était donné. — Ces ASSEMBLÉES avaient pensé que dans l'ARMÉE le JURY d'accusation et celui de JUGEMENT devaient être un des éléments de la Justice rendue; mais ce principe ne pouvait être tout au plus applicable qu'au TEMPS DE PAIX, car la philanthropie ne saurait effacer ce vieux adage sans lequel la conduite d'une ARMÉE deviendrait impossible :

Inter arma silent leges.

Ce qui signifie, non pas que l'arbitraire doit décider du sort des GUERRIERS FAISANT CAMPAGNE, mais que la lenteur des formes tutélaires de la cité est inapplicable devant l'ENNEMI, et que l'action de la LOI doit être rapide, immédiate, mais conforment à la loi. — Une philanthropie exagérée a dit : *Il vaut mieux que mille coupables échappent, plutôt qu'un innocent périsse*; mais dans le tumulte des camps, ce quakerisme serait une hérésie : *Salus populi prima lex esto*. Le salut de tous, avant le salut de quelques-uns. — La compétence, l'organisation, les formes de PROCÉDURE des TRIBUNAUX MILITAIRES furent réglées par le DÉCRET DE 1790 (22 SEPTEMBRE ET 20 OCTOBRE). Un CODE PÉNAL parut en 1791 (30 SEPTEMBRE ET 10 OCTOBRE). Il était permis aux légistes militaires d'errer, quand les légistes civils de FRANCE s'étaient montrés si peu éclairés touchant le jury anglais. — Les dispositions philanthropiques que vit éclore l'année 1791, ne firent révolution complète, susceptible de durée que dans la JUSTICE CIVILE. — Dans la Justice militaire des COURS MARTIALES furent instituées, le COMMISSARIAT fut appelé à d'importantes et nouvelles fonctions judiciaires; les COMMISSAIRES DIDONNATEURS furent créés GRANDS JUGES et revêtus de la présidence; des ADJUTEURS furent institués avec attributions d'ACCUSATEURS. *C'était aller trop loin*, dit M. BAILLET (1787, D), *parce que le privilège d'être jugé par ses pairs est, de tous, le plus respectable; c'était pécher contre les principes, parce que l'administration est une fonction ministérielle, et la Justice un attribut de la souveraineté; il en résultait confusion de pouvoirs*. — Le COMMISSARIAT ne doit être appelé en effet qu'à des fonctions du MINISTÈRE PUBLIC et à la surveillance de l'exécution de la loi. — Une distinction, effacée bientôt, classait en des catégories différentes les infractions à la loi commune et les simples fautes contre la subordination. C'était le rudiment de la gradation des méfaits, et l'essai d'une démarcation de la discipline. — Dans les cas qui rentraient dans le domaine de la Justice générale, le MILITAIRE conservait ses droits de citoyen, puisqu'à l'égal des autres FRANÇAIS, il était sous l'égide des JURÉS, et puisque dans les DÉLITS communs il était soumis à la JUSTICE CIVILE. — Dans les dispositions plus modernes, la loi a donné au mot *pair* un sens à peu près analogue au mot *juré*; mais la multiplicité et la dissimilitude des GRADES MILITAIRES permettent-elles qu'on regarde

COMME PAIRS D'UN MILITAIRE D'UN RANG INFÉRIEUR, les MILITAIRES D'UN RANG PLUS ÉLEVÉ; UN OFFICIER EST-IL PAIR D'UN OFFICIER; UN SOUS-LIEUTENANT EST-IL PAIR D'UN COLONEL. — Mais ces formes judiciaires furent de peu de durée; la Justice en campagne fut modifiée par la loi de 1792 (16 mai). — La CONVENTION RATIONALE qui, au sein d'une conflagration universelle, ne pouvait réussir que par la force aveugle, dut lui sacrifier l'équité; pour elle Mars était bien au-dessus de Thémis; elle ne s'occupait que du temps présent, ne vit que la guerre et la victoire, et y accommoda à la hâte les formes judiciaires qu'elle y crut le moins mal appropriées; elle créa les TRIBUNAUX MILITAIRES et les ACCUSATEURS MILITAIRES. — Par le même DÉCRET de 1793 (12 mai), elle mit au jour un NOUVEAU CODE PÉNAL qui, en partie, était encore en vigueur sous le régime de la restauration, quoiqu'il eût été créé pour le seul temps de guerre; la JURISDICTION militaire sur les EMBAUCHEURS non militaires en était une trace. — Un décret rendu en vue de réprimer la DÉVIATION commença à se ressentir de l'appréhension qui allait prévaloir en législation. — Tout, même la JURISPRUDENCE, est soumis à une force inaperçue, à une pulsance d'habitudes que la raison blâme à froid, que l'opinion réproche, et dont elle ne sait pas triompher; ainsi la convention, alors qu'elle promulguait des lois draconniennes, ne vit pas que sa Justice écrite n'atteignait que les HOMMES DE TROUPE, et qu'elle négligeait comme doués d'infailibilité les OFFICIERS, et surtout les GÉNÉRAUX, que pourtant la justice pratique des représentants aux armées faisait fuir, quand l'envie leur en prenait, comme le témoigne GOUVION (1829). — Il faut que le criminel sache lire dans les vieux textes qu'il étudie, et ce qui y est et ce qui y manque; c'est ce que la convention ne sut pas faire; l'attention des rédacteurs d'ordonnances ne fut frappée que de ce qu'ils venaient écrire. — Une DÉCISION de l'AN DEUX (14 FLOREAL) enjoignait aux TRIBUNAUX CRIMINELS MILITAIRES qui avaient été dispensés de l'intervention des JURÉS de ne juger dorénavant qu'avec le concours du JURY. La fluctuation des partis politiques qui se combattaient se manifestait dans leur législation. — En l'AN DEUX (3 PLEVIOSE) une nouvelle organisation de la Justice eut lieu. La loi voulait que, pendant la GUERRE, tout DÉLIT commis par un MILITAIRE ou INDIVIDU à la suite de l'ARMÉE, fût jugé par les TRIBUNAUX MILITAIRES; c'était l'abolition des cas de DÉLITS COMMUNS. — Les CONSEILS DE DISCIPLINE, quoique en désuétude dès leur naissance, étaient

reconnus encore; les TRIBUNAUX DE POLICE CORRECTIONNELLE furent créés, ils avaient à réprimer les DÉLITS, et occupaient un moindre degré par rapport aux TRIBUNAUX CRIMINELS MILITAIRES qui avaient à connaître du fait des CRIMES; ces modifications sont restées sans résultats. — Sous une dénomination impropre, une loi sur la POLICE MILITAIRE réformait, en l'AN TROIS (2 COMPLÈN.), la Justice de l'an deux; elle substituait aux TRIBUNAUX CRIMINELS MILITAIRES de véritables COMMISSIONS qu'elle qualifiait de CONSEILS MILITAIRES; ils étaient composés de trois OFFICIERS et de six HOMMES DE TROUPE. Les prévenus hommes de troupe voyaient ainsi des PAIRS s'asseoir parmi leurs Juges. — Dans les cas emportant PEINE DE MORT, les JUGES HOMMES en nombre double étaient en partie révocables au choix de l'ACCUSÉ; il pouvait en réduire de moitié la liste; cette LÉGISLATION, dans laquelle les formes tutélaires du JURY se trouvaient détruites, était cependant la moins acerbe des JUSTICES D'EXCEPTION, et elle reposait sur des principes faux, en appelant comme juges tels hommes que le TOUT DE PEU du CONTRÔLE DE SERVICE allait appeler peut-être au rôle de BOULEAU. — En outre de la Justice publique ou générale, les CONSEILS DE DISCIPLINE étaient maintenus. — Neuf lois organiques concernant la Justice avaient vu le jour en sept ans. — Le DIRECTOIRE confiait par la loi de l'AN QUATRE (4 BRUMAIRE) AU MINISTRE DE LA GUERRE et AUX GÉNÉRAUX le droit de désigner les Juges; ils cessèrent d'être appelés par tour de SERVICE, des lors la Thémis militaire jeta loin d'elle la balance, et ne conserva que le glaive. — La loi de l'AN QUATRE (17 GERMINAL) approfondit les détails à observer avant l'exécution des JUGEMENTS, et continua à soumettre les PROCÉDURES à l'examen d'UN CONSEIL D'OFFICIERS SUPÉRIEURS rassemblés par le même GÉNÉRAL, convoquant du CONSEIL DE GUERRE. Une circulaire du 18 PRAIRIAL confirmait et développait les principes de la RÉVISION. — En l'an quatre, la loi commençait à s'occuper de la forme des JUGEMENTS applicables aux GÉNÉRAUX. — Intervint la loi de l'AN CINQ (13 BRUMAIRE) qui donna naissance aux CONSEILS DE GUERRE PERMANENTS substitués aux CONSEILS MILITAIRES de l'an trois. Cette loi confiait aux COMMANDANTS DE DIVISION TERRITORIALE et de DIVISION D'ARMÉE le droit de rassembler et de mettre en action ces CONSEILS, comme autrefois le faisaient les GOUVERNEURS DE PLACE et les GOUVERNEURS DE PROVINCE; elle abolit le concours du JURY, l'évocation par la voie du tour de service, l'introduction des PAIRS de l'ACCUSÉ, la révocabilité permise d'une par-

tie des juges; mais ces rigueurs pouvaient n'être regardées que comme une dérogation passagère, puisque cette loi n'était présentée elle-même que comme accidentelle; elle n'en a pas moins duré bien plus tard que la restauration. — Le code de l'an cinq (21 brumaire) rajeunit la pénalité de 1793; mais les conseils permanents continuaient à appliquer quantité de dispositions antérieures; tout était complication et obscurité. — Le décret de l'an cinq (4 messidor) devint interprétatif des décisions relatives à la composition des conseils devant lesquels seraient traduits des généraux français. — La loi de l'an six (18 vendémiaire) instituait, sous forme permanente, et suivant un système plus complet, les conseils de révision; elle les chargeait de l'opération qui, jusque-là, s'était appelée examen; c'est l'époque où le pourvoi se régularisa. — L'arrêté de l'an six (8 primaire) écarta le libellé des formules de citations de témoins et de jugements. — Le représentant Vaublanc, frappé des imperfections de la législation de l'an cinq, essayait déjà, en un discours prononcé aux cinq-cents, et rappelé bien plus tard par Benjamin Constant, de faire améliorer un système resté le même trente ans plus tard. — Les tribunaux spéciaux furent établis en l'an neuf (18 pluviôse); ils étaient mi-partie civils et militaires, et devaient juger les vagabonds et gens sans aveu; c'était un pas rétrograde vers la confusion des anciennes juridictions. — L'arrêté de l'an douze (19 vendémiaire) était une loi terrible négligemment jetée aux Français sous la forme commode d'une ordonnance. Ce rescrit était répressif de la désertion ou de la résistance aux lois conscriptionnelles; était bursal, ukase républicain, il enfantait des bonimes de guerre et battait monnaie; mais il frappait de confiscation les biens des parents des réfractaires ou des fugitifs; il rappelait tant soit peu l'ancien droit de suite que les seigneurs seigneuriaux exerçaient à l'égard des transfuges de la glèbe. — L'arrêté de l'an douze réalisait le système des galères de terre inventées par le maréchal de Saxe et le comte de Saint-Germain; il créait une bourse fiscale d'achat de remplaçants; il maintenait hileusement, dans la grande famille des conscrits, la sauvage coutume qui transformait des frères d'armes en boucfaux, et quelquefois en complices d'assassinats. La conscription et cette législation devinrent le nerf de la puissance consulaire et impériale. — Les prévenus de désertion étaient placés, par le fait de cette législation, sous l'empire de dispositions spéciales par rapport à la jus-

tice militaire elle-même, l'arrêté entrant dans la prévision des cas de complication de délits dont une Justice ordinaire avait à connaître. — Un décret de l'an douze (17 messidor) procraît les cours de Justice criminelle spéciales; c'était une contre-épreuve des tribunaux criminels spéciaux et un renouvellement des commissions militaires si déplorablement célèbres aux temps de l'émigration; mais celles-ci étaient destinées à juger les espions et les embaucheurs. Un décret de 1810 (22 octobre) apportait en cette législation quelques tempéraments. — Ce genre de Justice dont ressortissait la reddition des forteresses, et qui embrassait l'examen de la régularité de leur défense, avait été effleuré dans une lettre de Louis quatorze. Un décret de 1811 (24 décembre) faisait revivre le fond de cette législation du grand règne, et donnait naissance aux conseils d'enquête. — Le décret de 1812 (1^{er} mai) créait les conseils extraordinaires; ils étaient destinés à connaître des causes de cette nature que les conseils d'enquête leur renvoyaient, si de l'enquête il résultait qu'il y eût lieu à suivre contre le général ou le gouverneur dont la forteresse s'était rendue par capitulation. — La Charte abolissait les commissions militaires; elles furent néanmoins rétablies en 1815 (11 mars); des prévôts étaient à la veille de faire reculer de deux siècles la Justice française. — En l'année 1816 (24 juillet), l'arrêté consulaire de l'an douze (19 vendémiaire) venait se fonder dans la loi directoriale de l'an cinq, ou plutôt les conseils militaires spéciaux s'annulaient aux conseils permanents, le seul système des amendes à l'égard des réfractaires s'effaçait; toutes les autres imperfections restèrent sanctionnées; le ministère de la guerre décait du nom d'ordonnance cet avortement, ce replâtrage. — La circulaire de 1827 (16 mars) s'occupait des frais que la Justice entraîne; la décision de 1831 (7 septembre) traitait de la peine de mort. Le rapport de 1833 (9 décembre) renfermait une curieuse statistique des délits. — Pendant la restauration la Justice flottait encore dans le vague, tout était matière à dissentiment ou à interprétation; les tribunaux prononçaient diversement sur des cas pareils. De là cette ordonnance publiée dans le *Moniteur* en 1828 (29 janvier), rendue sur le rapport du conseil d'Etat; elle maintenait la peine de six ans de fers, prononcée par la loi de 1793, en répression du crime de vol commis par un militaire qui détourne les effets de ses camarades; ce même délit commis par des marins, ou ayant lieu dans les arsenaux ou dans la vie

civile, n'entraînait qu'une simple *peine correctionnelle* dont le maximum était de cent jours. — Ainsi le *code de 1793*, promulgué pour les *troupes républicaines* en temps de guerre et refondu dans le *code* *directorial* de l'an *clui*, se trouvait maintenu par ordonnance royale en pleine *paix*, et ce n'était pas par une décision spéciale et législative, mais par le fait d'une volonté de détail. — Également on continuait à reconnaître, comme ayant force, ce *code* de l'an *cinq*, quoique son propre texte déclarait (art. 1^{er}) que cette *jurisprudence* n'était instituée que pour l'état de guerre. Cette prorogation d'une loi qui, depuis la *paix*, portait en elle sa violation, portait en même temps sa censure. — M. COURTY (au mot *Discipline*) a mis en lumière bien d'autres imperfections. Il a dit : *Encore bien que la loi seule ait droit de vie et de mort, il y a telles ordonnances qui prononcent la peine capitale; il y a tels chefs qui ont simplement, en temps de guerre, le droit de gracier le condamné. Un même pouvoir soupçonne, incarcère, accuse, juge, condamne et met à mort; il compose et révoque le tribunal, suspend l'effet des jugements, les fait réviser, envoie la victime, acquittée par des juges récalcitrants, devant des juges plus dociles, arrête toute espèce de poursuites, etc.* — On pourrait ajouter à ce tableau que la loi, en reconnaissant des cas aggravants et pas de cas atténuants, a poussé un peu loin l'esprit de simplification; car les *peines* doivent pouvoir s'adoucir s'il est permis de les appesantir, et devraient avoir, comme en justice civile, un maximum et un minimum. — Les irrégularités et les anomalies du *code pénal* de l'armée, la rigueur des lois qui la régissaient, leur défaut d'accord avec celles de la vie civile témoignaient assez qu'une refonte judiciaire était urgente, qu'elle pouvait seule produire un *code* raisonnable et complet, promis depuis longues années, et qu'il était temps qu'elle fit oublier un amalgame fortuit de dispositions révolutionnaires, directoriales, consulaires, impériales et royales. — Le ministre SOULT sentit, en 1815, la nécessité de réviser la Justice; les travaux d'une commission qu'il créa furent sans résultat, et à cette époque on restait dans une erreur fâcheuse, car on regardait la Justice militaire comme susceptible de ne dépendre que des ordonnances royales. — Telle était la position des choses, quand un auteur anonyme (1817, D) disait : *Nous avons vu la Justice militaire, armée du glaive de la tyrannie dans les conseils*

spéciaux, livrée à l'arbitraire dans les conseils permanents, manquer de garantie contre les excès ou les abus du pouvoir; nous avons vu siéger, dans ses tribunaux, des militaires plus habiles à manier l'épée que la plume, à commander l'exercice qu'à bien appliquer les lois, nouvelle espèce de juges amovibles comme des garnisons; des présidents sans présidence continue; des greffiers sans greffe, des rapporteurs sans jurisprudence, enlevés aux corps, ainsi privés de leurs officiers les plus intelligents; un ministère public nul dans les conseils de première instance, illusoire dans ceux de révision. — Ce tableau rembruni et exagéré, ce hors-d'œuvre était contenu dans un traité sur l'administration. Il paraît que la réparation de tant de prétendus abus n'était pas si urgente qu'elle le semblait, puisque vingt ans plus tard tout, sauf l'existence des conseils spéciaux, était encore dans le même état. — Sous le ministère du maréchal GOUVION, une commission entreprit et termina un projet judiciaire plus complet; le conseil d'Etat fut chargé de l'examiner en 1820. En 1822, la chambre des pairs mit en question si cette publication aurait lieu. — Plusieurs fois avant cette époque, et annuellement depuis 1822 (14 mars), Benjamin Constant a appelé l'attention des chambres sur cette matière; il regardait les *conseils permanents* comme susceptibles d'être transformés en instruments de parti, de ne pas donner aux défenseurs le temps de préparer la défense, ou de leur refuser la communication des pièces indispensables aux débats du procès. — En 1837, l'attentat de STRASBOURG a amené de tristes révélations, sorties de la bouche même du garde des sceaux, dans la séance des députés du 5 mars 1837. En voici le résumé : Un militaire qui commet seul, ou en compagnie de militaires, un crime, est traduit devant un conseil permanent; mais qu'il ait la précaution de se mettre en complicité avec des individus non militaires, il change de juridiction, se soustrait à la régalité de sa profession, et en réalité échappe au législateur. S'il se joint au crime qui a motivé la poursuite du militaire délinquant des crimes purement militaires, ce délinquant se fait-il déclaré le séide des sociétés anarchiques, sa comparution devant des juges non militaires va le sauver des infractions du soldat, quelque répréhensibles qu'elles soient; il se jouera ainsi du glaive de la loi et rendra impuissants ses vrais juges. — Ainsi un jury qui, en présence de militaires qui s'avoueraient coupables d'un

CRIME capital, leur dirait : *Nous déclarons dans notre conscience que tout ce qui est arrivé n'est pas arrivé, ce jury laisserait la société désarmée devant les attentats les plus graves.* — De session en session, et jusqu'à la fin de la restauration, les ministres promirent une loi militaire pénale à la chambre des députés. Une des graves questions était l'ordre à préférer pour la présentation des articles en raison du degré de leur importance ; car, de ces questions, les unes sont fondamentales, les autres de détails. Ainsi, l'attention des législateurs devait embrasser d'abord les garanties à accorder AUX MILITAIRES EN JUGEMENT ; la loi devait régler si, à l'instar de la JUSTICE CIVILE, il serait fait distinction de l'état de prévention et de l'état d'accusation ; elle devait décider si la Justice militaire serait graduée en RÉGIMENTAIRE, en CORRECTIONNELLE, en CRIMINELLE. — Il n'importait pas moins de discuter : la concordance à établir entre une Justice inévitablement exceptionnelle et les lois fondamentales du pays ; entre les formes de la JUSTICE CRIMINELLE à laquelle sont soumis des citoyens non militaires et le système de la JUSTICE CRIMINELLE à laquelle doivent se soumettre des MILITAIRES citoyens. — Le caractère différent à donner aux Justices des TEMPS DE GUERRE et des TEMPS DE PAIX. — La classification des infractions, divisées en FAUTES OU CONTRAVENTIONS, en DÉLITS, en CRIMES. — Le genre de la PÉNALITÉ, ses degrés, ses proportions, son application. — La désignation et le choix de cet instrument vivant qui est l'agent des EXÉCUTIONS A MORT, et qu'on a nommé PEQUET, BOUREAU, EXÉCUTEUR, TIRER. — Plus d'une question restait à éclaircir, il ne nous appartient de les présenter que dans le style dubitatif. — Des principes d'une PÉNALITÉ particulière s'appliqueraient-ils AUX INFRACTIONS commises dans des CORPS DE PUNITION, et par des galériens de terre nommés CONDAMNÉS AUX TRAVAUX ? — Les DOMESTIQUES D'OFFICIERS, les GAGNIERS (on appelle ainsi des MUSICIENS NON SOLDATS, des OUVRIERS NON MATRICULÉS), les EMPLOYÉS, les FONCTIONNAIRES et cette nuée d'individus qualifiés sous le titre de suite de l'ARMÉE, seront-ils sous le coup de la Justice militaire ? Les répressions pour INSUBORDINATION ou INSULTE leur seront-elles applicables ? — Les VIVANDIÈRES et les AUMONIERES, dont la position dans l'ARMÉE est ambiguë et fautive, seront-ils sous l'empire de la PÉNALITÉ militaire ? A l'égard des AGENTS, nous ne connaissons pas d'antécédents à invoquer. — Quant aux VIVANDIÈRES, elles ont été justiciables des TRIBUNAUX DE L'ARMÉE, et nous

lisons, en 1836, dans le *Constitutionnel* du 5 juin : *La plainte en adultère de la femme du sergent Salomon, vivandière dans la caserne du vingtième de ligne, sera jugée par le conseil de guerre.*

Résum teneatis...

— Des incidents sont venus compliquer cet imbroglio judiciaire. Après l'information faite par M. le général commandant Tugnot de la Noye, faisant fonction de rapporteur, le mari trompé déclara se désister de sa plainte, et il n'y avait pas de Cujas en France qui eût osé prononcer si le désistement de la partie plaignante était recevable. — Un DÉPUTÉ, UN PAIR DE FRANCE qui feront partie de l'ARMÉE, et y seront présents et en fonctions pendant la session des chambres, sont-ils justiciables du CODE CRIMINEL DE L'ARMÉE ? — LES GARDES NATIONAUX mis en ACTIVITÉ DE SERVICE sont-ils soumis à toute la sévérité de la Justice et de la DISCIPLINE militaire, comme le prescrivait le DÉCRET DE 1806 (12 NOVEMBRE) et l'ARTICLE DU CONSEIL D'ÉTAT DE 1807 (5 MARS) ? — Le MINISTRE DE LA GUERRE étant le grand lieutenant du ROI et son délégué comme chef politique de l'ARMÉE, semble, en point de droit, avoir l'autorité de mettre en jugement UN MARÉCHAL ; continuera-t-il à se déposséder du droit de mettre en jugement le moindre fonctionnaire de l'INTERDANCE ? UN ADJOINT A L'INTERDANCE sera-t-il admis à dire AU GÉNÉRAL D'ARMÉE : « Si ma conduite vous paraît répréhensible, adressez-vous au conseil d'Etat, qui peut seul suspendre mon inviolabilité ? » — La Justice des CORPS ÉTRANGERS AU SERVICE DE FRANCE et le CODE CRIMINEL SUISSE, ces éraintes infractions aux lois du simple bon sens, reprendront-ils jamais vigueur ? Verrait-on reconnaître un COLONEL GÉNÉRAL DES SUISSES qui, en vertu d'une ordonnance à peine connue, soit l'intermédiaire chargé d'arranger les cas de conflits entre les cours royales de France et les MILITAIRES SUISSES AU SERVICE FRANÇAIS ? Cet étrange abus régnait tout récemment. — Le ROI DE FRANCE, s'il rappelle des militaires suisses, se prive-t-il spontanément du droit de faire grâce AUX MILITAIRES FRANCO-SUISSES condamnés fédéralement ? — LES MILITAIRES, quelle que soit leur position ou GRADE, sont-ils autorisés à adresser au MINISTRE DE LA GUERRE une requête en DÉNI DE JUSTICE, comme le permet une CIRCULAIRE DE 1813 (16 JUIN) ? — Dans les DÉLITS COMMUNS, ou de complicité entre MILITAIRES et citoyens, les PRÉVENUS seront-ils ramenés devant les JURÉS, comme le voulaient les dispositions de

1791? — Suivant OMER (1824, E), et conformément à plusieurs dispositions légales qu'il rappelle, les délits purement militaires sont les seuls dont, en temps de paix, la Justice militaire devrait connaître. — LA JURISPRUDENCE relative aux délits justiciables des CONSEILS PERMANENTS était modifiée depuis 1830, non par un vouloir manifesté par la loi, mais par des décisions *ad irato*, prononcées par des compagnies de judicature; les arrêts de 1831 (17 juil.) et de 1832 (27 juillet) ont annulé une partie des dispositions de la loi de l'an cinq (21 brumaire); ils ont déclaré incompétents ces CONSEILS, dans la poursuite à diriger contre des individus non militaires impliqués dans une accusation d'EMBAUCHAGE; ainsi, l'ÉCHAUFFOURÉE de STRASBOURG, en 1836, où figuraient à la suite de Napoléon-Louis BONAPARTE, des embaucheurs les uns militaires, les autres non militaires, retombant dans les délits communs, a été déferée à la justice non militaire. — Les cours prélectorales seront-elles rétablies ou à jamais abolies? ou, en d'autres termes, l'ARMÉE a-t-elle ou non un GRAND PRÉVÔT, quoiqu'il n'existe plus de PRÉVÔTS dans l'infanterie de ligne depuis 1762, et quoique depuis quarante ans il n'y ait plus de PRÉVÔTS. En 1832 (septembre), on voyait cependant un grand prévôt de l'armée au quartier général de Valenciennes. — Par qui seront jugés les espions? Le seront-ils de la même manière en temps de PAIX et en temps de GUERRE? LES ENBAUCHÉS non militaires seront-ils justiciables des TRIBUNAUX MILITAIRES? Le mariage sera-t-il toléré si les troupes restent privées de distributions de vivres. — Les formes de la Justice militaire peuvent-elles contraindre un Français non militaire à ne demander qu'à un TRIBUNAL MILITAIRE réparation des actes de violence, des déportements, des délits dont un militaire se serait rendu coupable envers lui? Une telle procédure semble celle d'un pays où la loi MARTIALE serait déployée et détournerait les citoyens de leurs jours naturels. Cette opinion concorde avec les intentions des deux chartes, et il semble que la Justice ordinaire doit seule connaître, soit des délits communs, soit des services ou dommages exercés contre des bourgeois ou citoyens par des militaires, surtout quand les délinquants sont hors de l'exercice de leurs fonctions, et non en service commandé et armé. — La Justice militaire restera-t-elle étrangère à la connaissance des duels; et, en temps de GUERRE, si la rixe a lieu entre militaires et citoyens, les TRIBUNAUX renverront-ils du fond des

pays jointains aux cours royales de France, les prévenus de ce genre d'infraction? — Doit-on nommer EMPISONNEMENT ou INCARCÉRATION le GÉOLOGE du fait de Justice? — Les ASCENDANTS ou DESCENDANTS, les ALLIÉS ou PARENTS pourront-ils être simultanément jugés d'une même affaire? — Les grades élevés resteront-ils plus élevés que la loi CRIMINELLE, ou, en d'autres termes, toute LÉGISLATION MILITAIRE qui ne proportionnera pas la gravité des peines à l'élévation du RANG, en s'appesantissant d'autant plus que le COUPABLE est environné de plus de puissance, ne sera-t-elle pas une LÉGISLATION faible, fautive, dérisoire? pourquoi faiblirait-elle envers des chefs coupables, mais puissants, puisqu'à l'égard des hommes de troupe elle frappe plus fort et quelquefois uniquement l'ANCIEN dont elle ménage d'autant ou absout les complices? — Aplairait-on les difficultés qui résultent de la démarcation équivoque des cas de culpabilité, de la classification mal établie entre les JUSTICES générales ou PUBLIQUES, RÉGIMENTAIRES, DISCIPLINAIRES? — LA JUSTICE CIVILE connaît des quasi-délits et des délits; ce sont des infractions intermédiaires entre la CONTRAVENTION et le crime. — LA LOI MILITAIRE au contraire ne s'explique qu'avec obscurité sur les délits, les crimes, les fautes; elle délimite mal le domaine de la loi et celui des règlements, et elle laisse confuses les classes de Justices et de justiciables; y sera-t-il apporté remède? Par exemple, l'ABSENCE à LA GÉNÉRALE sera-t-elle recherchée par la Justice ou par la DISCIPLINE? LE CRIME sera-t-il regardé comme un surdélit ou comme un acte de plus de gravité que le délit et dont les TRIBUNAUX publics seuls, en toute circonstance de PAIX ou de GUERRE, sont chargés de tirer vengeance? Une JUSTICE RÉGIMENTAIRE aura-t-elle à connaître du fait des délits? La puissance hiérarchique qui a le manement de la DISCIPLINE aura-t-elle à réprimer les fautes qui sont en POLICE militaire ce que les CONTRAVENTIONS sont en POLICE civile. — En morale, il y a au delà du crime, le forfait; ce mot ne serait-il pas applicable à l'attentat ou à l'action de mutiler les blessés pour les spolie? CRIME à la fois le plus vil, le plus lâche, et qui n'est pas un des moins fréquents. — Légèrement et administrativement parlant, certains travaux, certaines ÉCRITURES, relatifs à la Justice militaire, sont du ressort de l'ADMINISTRATION des COMPAGNIES et des COLONELS de l'INFANTERIE FRANÇAISE; la VOIE du RAPPORT en donne ordinairement connaissance; mais les CONSEILS d'ADMINISTRATION restent étran-

gers à la Justice, si ce n'est, en quelques cas, à titre de certificateurs. — Un arrêt de la COUR DE CASSATION et une circulaire de 1835 (29 MARS) descendaient dans l'examen de l'application de la loi civile, en cas de CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. LA LOI DE 1852 (28 AVRIL) semblait introduire le principe des CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES; quelques juristes le croyaient ainsi. — Pendant plus de huit mois, des CONSEILS DE GUERRE prononcèrent des JUGEMENTS disparates, les uns interprétant en faveur des ACCUSÉS militaires une disposition obscure, mais qu'on pouvait supposer d'un effet général, les autres se restreignant aux formes positives plus anciennes. LE MINISTRE DE LA GUERRE et la COUR DE CASSATION étaient de ce dernier avis; les dérisions ministérielles ne s'en expliquaient pas aux époques où cette question était traitée par M. LEGRAND (Pierre). — En vue d'aplanir la difficulté, une proposition d'admettre des CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES a été proposée à la chambre des députés, en janvier 1858; la question a été décidée par le rejet de ce projet. — En 1857, le corps judiciaire de l'ARMÉE n'avait pas encore embrassé la question des COMMISSIONS ROGATOIRES, c'est-à-dire des INFORMATIONS par PROCURATION, et de ce genre d'INTERROGATOIRES, en vertu de mission légalement imposée par UN JUGE ou UN TRIBUNAL, à UN JUGE ou UN TRIBUNAL d'un pays étranger, éloigné, mais soumis à la loi commune. Pourtant le célèbre procès du général de Rigny à Marseille s'est, en partie, éclairé de témoignage par commissions. — Dans la MILICE AUTRICHIENNE, la COUR ALLIÉE fait fonction de COUR DE CASSATION; dans la MILICE ESPAGNOLE le TRIBUNAL SUPRÊME DE GUERRE à la haute direction de la Justice. — En FRANCE, un bureau, un commis du MINISTÈRE DE LA GUERRE, sont de fait, sinon de droit, investis de l'autorité régulatrice de la Justice; ainsi, il nous manque un pouvoir central dont l'institution semble une conséquence du régime constitutionnel, tandis que ce degré judiciaire se trouve dans des pays gouvernés par le pouvoir absolu. — La criante imperfection de la Justice militaire s'est révélée en 1837, à l'occasion du complot de Strasbourg. — La question de la Justice militaire a été approfondie par quantité d'AUTREURS ALLEMANDS, soit en leur langue, soit en LATIN; elle a été traitée par quelques ANGLAIS; mais, jusqu'à présent, les Français se sont occupés beaucoup moins de ce sujet que des autres parties de l'ART; la plupart même n'ont fait qu'effleurer ce thème. Cette assertion peut se vérifier en recourant aux ÉCRIVAINS qui,

dans les diverses LANGUES, se sont exercés sur ce point de doctrine et dont voici les NOMS : ADYE (1802), AIDOUN (1811), M. BALLUET (1817 D. II. 451), BARDET (1740, A), BARDIN (1807, D; 1816, E), BERAM (1692), BOMBEILLER (1746, A), BONNOR (1481, A), BRIQUET (1761, II), M. CRÉPINE, CRÉPINEVIERES (1750, C), COURTIN (1825, E), DEFFILIS (1672), DUARE (1810, E), DUBILLAT (1549, A), ERNARD (1818), FLAMUTZER (1688), FOUCHER, FOURNIER (1815, 1819), FOY, FRAVIER (1781), GATA (1670, D), GUTENBERG (1725), B. JOLY (1598), KIRALDI (1757, F), KLOTZ, KNORR (1754), LACHESNAIE (1758, I), LAURENTIUS (1745), LECOUTURIER (1825, A), LEGRAND (Pierre), LEGRAND (édition 1837, A), LEGRANDIER, LORRINUS (1686), LUDOVICI (1729), MACARTHUR, MEINORR (1757), MYRLIN (SU MOT *Débit*), MICHEL (1714, 1734), MULLEUR (1798), OCHER (1818, E), ORLANOINI (1782), PYRRIER (1808), POLYPER, PONS (de), POTIER (1779, X, aux mots *Crime, Juge, Jugement*), PRYNGER (1702, A; 1218, I), ROBERTS, SAMUEL, SERVAN (1780, B), M. SICAUD (1850), SIMES (1766, I), TITTLER, M. le général VAUDRECOURT (1825, D), et enfin les *ordonnances d'Espagne* de 1701 (18 décembre), et 1702 (10 avril). — *Le Vocabulaire classique de la science du droit, qui traite des termes des procédures militaires* (1825, Rondonneau). — *Le Journal des Sciences militaires* (19^e et 20^e livraisons, etc. xxi, p. 64). — *La Sentinelle de l'Armée*, n^o 50, p. 213. — *Le Journal de l'Armée*, t. v, p. 87. — *Le Bulletin des Sciences militaires*, 1825, p. 285; 1827, p. 75 et 161. — *Le Journal de la Société française de statistique universelle*, t. iv, p. 126. — *Le Spectateur militaire*, t. xxiv, p. 404; t. xxv, p. 518. — Un auteur anonyme (1824, M). — Un rapport au roi, 1835 (9 décembre). — Une note ministérielle de 1834 (5 février), qui embrassait la question des FRATS DE JUSTICE; question qui a été traitée par M. VAUCHELLE. — *Le Dictionnaire de la Conversation*, au mot *Militaire*. — *Le Journal de l'Armée* (1837, p. 218; 1858, p. 276).

JUSTICE PÉNALE. V. JUSTICE MILITAIRE.
V. MILICE PRUSSIENNE n^o 9. V. PÉNAL.

JUSTICE PRÉVOTALE. V. INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE. V. MÉDECINE MILITAIRE. V. MILICE ANGLAISE n^o 2. V. PRÉVOT D'ARMÉE. V. PRÉVOT DE CORPS. V. PRÉVOT DES MARCHAUX. V. PRÉVOTAL.

JUSTICE PUBLIQUE. V. DÉLIT. V. JUSTICE MILITAIRE. V. PUBLIC.

JUSTICE RÉGIMENTAIRE. V. ADMINISTRATIVE.

KIND. v. NOMS PROPRES.

KING, subs. masc. (F), ou Vou-King. Mot chinois pris par quelques écrivains dans le sens de livre ou de doctrine de la milice chinoise. — Le King dont il est ici mention, et qu'il ne faut pas confondre avec ce qu'on appelle les cinq Kings des Chinois, qui sont les livres sacrés de l'empire, est une collection de traités, moitié morale, moitié tactique; l'étude de ce code est exigée en Chine de tous les aspirants à des emplois militaires d'une certaine importance; ils n'obtiennent des grades qu'après avoir subi examen. — Le Vou-King existe en chinois à la bibliothèque du roi. L'un des livres ou chapitres de l'ouvrage passe pour être antérieur de onze cent vingt-deux ans à la naissance de l'ère vulgaire et de quatre cents ans environ à la législation de Romulus. — Le Vou-King contient six livres classiques rédigés à des époques fort distantes les uns des autres; le premier de ces livres a autrefois été composé de quatre-vingt-deux chapitres, mais il n'en reste plus que treize. — L'Europe a eu connaissance fort tard de ce document envoyé au ministère français en 1766; l'art militaire moderne aurait eu, au reste, peu à y emprunter, si ce n'est le système des concours et des examens. — On doit la traduction de trois des livres classiques du Vou-King à AMIOT (1772, D), missionnaire à Pékin.

KIRSCHER, subs. masc. v. CANNIARD.

KINSKI; **KIRCHOF**; **KIRCKOFF**;

KIRCHIN, v. NOMS PROPRES.

KIRGHIN, subs. masc. v. MILICE RUSSSE n° 2.

KIRRI, subs. masc. v. JAVELOT.

KINT, subs. masc. v. JAVELOT.

KITEB, subs. masc. v. QUITUS.

KLAATICH; **KLATTE**; **KLEIN**;

KLEINT; **KLIPSTEIN**; **KLOTZ**;

KNOCK; **KNOCK**, v. NOMS PROPRES.

KNOUT, subs. masc. (F), ou KROUTE, ou KNOT. Mot russe francisé depuis le commencement du dix-neuvième siècle; il exprime un instrument de correction, ou même de supplice, un fouet robuste dont le manche de bois est long comme le bras et pilant; un fleau de cuir de bœuf de deux à trois pieds de long y est attaché; il est taillé en carré et terminé en angle aigu; il se manie à tre-fouet pour que ses angles tranchent la peau du patient qui y est condamné; c'est un instrument chinois, tartare, russe, etc. — Chez ce dernier peuple, des criminels à qui il est fait grâce de la vie, à charge de rester en état de réclusion, et de remplir les fonctions de bourreau, sont exercés au maniement de cette arme terrible qui, d'un

seul coup, donné sur les reins, ôte quelquefois, à l'instant, la vie au patient. — Les coups s'en administraient sur le dos du coupable, et la dextérité de l'exécuteur consistait à ne frapper jamais deux fois à la même place, afin qu'on pût constater la profondeur et le nombre des empreintes, ainsi que l'incorruptible intégrité du distributeur. — Le nom donné à l'instrument s'est appliqué, par analogie, à la fustigation, en usage dans la milice russe; ce châtiment y répondait aux moyens correctionnels de la milice romaine, à la baguette de pommier des Gaulois, à la bastonnade des Allemands, aux coups de raton, ou de saucettes, ou de bretelles de notre ancienne discipline militaire. — Sans forme de procès, le Knout et la mort étaient le châtiment des Cosaques. — Pierre trois, par amour des Prussiens bien plus que de l'humanité, modifia les punitions et substitua la canne germanique au Knout national et héréditaire. — Les exécutions à mort sous le Knout des bourreaux sont devenues rares de nos jours. — La milice chinoise est châtiée aussi à coups de pouet; le Knout était le véhicule de l'obéissance chez tous les Tartares. — Le Dictionnaire de la Conversation a traité du Knout.

KNOTE, subs. masc. v. KNOT.

KNOT, subs. masc. v. KNOT.

KOHEL; **KOCH**; **KOCK**; **KONIG**;

KOEPPEN; **KOEPE**; **KESTER**, v.

NOMS PROPRES.

KOLBACH, subs. masc. v. COLBACH.

KOLÉ, subs. fem. v. ACCOLADE.

KOPTITEUR, subs. masc. v. FUSIL...

KOSCIUSKO; **KOSINAKI**, v. NOMS

PROPRES.

KOSSINIER, subs. masc. v. PAUX DE UFFKOR, v. MILICE POLONAISE n° 1.

KOSTER, v. NOMS PROPRES.

KOULOUGLIS, subs. masc. v. COLOUGLIS.

KOZAK, v. COSAQUE.

KRAKOWE, subs. masc. v. MILICE POLONAISE n° 4.

KRAFER, v. NOMS PROPRES.

KRANQUIN, subs. masc. v. CRANQUIN.

KRANQUINIER, subs. masc. v. CRANQUINIER.

KRANZOW; **KRAUZ**; **KRA-**

ZENSTEIN; **KRAZINAKI**; **KREIP**;

KREITSCHNER; **KREIN**; **KRIEG**;

KRIEGSMAN; **KRIEGM**, v. NOMS PROPRES.

KRIEM, subs. masc. v. CRIC.

KROHN; KBOUENKE; KBUEGE;
KRTG; KUENLIN. V. NOMS PROPRES.
MURDES OU MOURDES, subs. masc.
 plur. V. MILICE RUSSE n° 2.
MURETTA. V. NOMS PROPRES.

MURTCHIS, subs. masc. plur. V. MILICE PERSANE n° 1.
MURTMA, subs. masc. V. LANCIER. V. MILICE POLONAISE n° 3. V. PASSÉ-POUL. V. ETROUSSES DE ... V. REVERS DE ...

Les chiffres entre parenthèses, qu'on rencontre dans le cours du texte, indiquent le millésime de l'année à laquelle appartient la citation ou l'événement.

Les abréviations entre parenthèses, qui sont en tête des articles, sont une concordance du tableau synoptique (*Disc. prélim.*, p. 16) et du vocabulaire sommaire (*Disc. prélim.*, p. 24-27). Ces abréviations donnent le moyen de remonter des conséquences aux principes.

D'autres abréviations indiquent le genre grammatical.

Les caractères italiques désignent des phrases empruntées.

Les mots en petites capitales sont ainsi condensés comme réclames, comme prouve qu'on peut chercher à sa place générale alphabétique le mot représenté en lettres capitales.

LABAIRA; LABALME; LABAR-
THE. V. NOMS PROPRES.

LABARUM, subs. masc. (F), ou LABORUM, suivant plusieurs auteurs sacrés, tels qu'Ambroise, Grégoire de Nazianze, Prudence, etc. — Labarum est un mot latin dont les étymologies sont suspectes ou controuvées. GÉRIEN veut qu'il ait pour racine le gaulois ou le celtique *lab*, élever, d'où serait venu, suivant son opinion, le substantif *labarva*, étendard. — On a appelé Labarum le drapeau à croix donné à la MILICE BYZANTINE par CONSTANTIN premier; mais, avant la corruption de la MILICE ROMAINE, on appelait Labarum non la totalité de l'ENSEIGNE NATIONALE, mais seulement sa DRAPERIE. — BENETON (1742, A, p. 50) et TUPIN (1783, O) nomment Labarum l'étoffe qui pendait au-dessous des IMAGES des EMPEREURS, et l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C) dit, dans le même sens, que, du temps de la république, l'AIGLE ROMAINE n'avait pas de Labarum. POTIER (1779, X) dit qu'il était imité des enseignes des Daces, des Sarmates, des Pannoniens. — CARRÉ (1783, E) répète, d'après EUSÈBE, que, avant CONSTANTIN, le Labarum des EMPEREURS était un étendard pourpre où était brodé un AIGLE d'or, et que cinquante hommes d'élite le gardaient tour à tour. Peut-être cette assertion n'est-elle pas complètement exacte. — Le Labarum de CONSTANTIN remplaça l'AIGLE d'or; JULIEN fit un instant repasser l'AIGLE; mais l'ENSEIGNE chrétienne triompha et fut mise sous la garde du corps des DOMESTIQUES. Les VEXILLES des COHORTES des LÉGIONS ROMAINES devinrent également toutes des ENSEIGNES à DRAPERIES, et les MILICES chrétiennes, à l'instar les unes des autres, adoptèrent un GONFALON, comme le firent les VÉNITIENS, ou plantèrent un Labarum sur le CARROUGE traîné à la guerre, comme le

firent les TOCANS, les MILANAIS, etc. — Les ARMÉNIENS, les PERSES, quantité de peuples d'Orient avaient en de tout temps un DRAPEAU analogue au Labarum, un PENSON affecté à la personne du prince; voilà pourquoi DUCANGE ne regarde pas le Labarum comme précisément romain, mais comme une imitation de coutumes idolâtres. — Des historiens crédules ou dévoués au pouvoir ont entouré de fables l'origine du Labarum; ils y rattachent des miracles en faveur d'un factieux dont le succès avait couronné les armes; ils font d'un moine couvert de sang un saint, et, qui plus est, un grand homme; CONSTANTIN, simple général en ANGLETERRE, se fait nommer EMPEREUR par six mille SOLDATS, vient renverser du trône MAXIME, prince couronné par le sénat, le peuple et les GARDES PRÉTORIENNES, un Labarum apparaît au ciel; ce signe légitime l'usurpation, justifie la victoire, sanctifie le spoliateur, et devient la BANNIÈRE NATIONALE. — EUSÈBE prétend avoir vu le Labarum; il en fait une description détaillée, et dit que, vers 430, on le gardait dans le palais de CONSTANTINOPLE. Si l'on en croit Théophane dans sa chronique, le Labarum se voyait encore au neuvième siècle. BARONIN en donne la gravure dans ses *Annales JUSTI-LIEN* (1598, P) en reproduit l'image vraie ou imaginaire; suivant ces auteurs, il portait sa DRAPERIE attachée au travers de la croix; une couronne d'or qui la surmontait offrait le monogramme du Christ. — PRU-DENCE dépeint cette enseigne comme cuiribie d'or et de pierres précieuses. M. REY la dépeint fendue par le bas comme le fut plus tard la CHAPE DE SAINT MARTIN. — JARRO (1777, au mot *Enseigne*) pense que la seule différence du Labarum aux DRAPEAUX à croix plus anciens ne consista que dans l'addition de cette couronne. —

On peut consulter sur ce point de TACTIQUE et d'ANTIQUITÉS AUDOIN, BRUNETON (1742, A), CARRÉ (1783, E), l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C), ELLIÈRE, GIBBON, JARRO (1777, G), LACTANCE, LOISEL, sylvain antiquaire, qui a réfuté ce miracle, MILLIN (*Dictionnaire des Arts*), MORETTI, qui y ajoute foi, POTIER (1779, X), M. REV, TURPIN (1783, O), qui s'en flait aux vieux récits, VOLTAIRE, qui n'y croyait guère, le *Dictionnaire de la Conversation*, et quantité de médailles frappées depuis CONSTANTIN, et même du temps de ses prédécesseurs.

LABAT; LABAUNE; LABAUMELLE; LABBE; LABBÉ. V. NOMS PROPRES.

LABEL, subs. masc. V. LAMBEL.

LABOENNIÈRE; LABONDE. V. NOMS PROPRES.

LABORIUM, subs. masc. V. LABARUM.

LABOTER (verb. act.) UN RASTION, UN CAVALIER. V. RASTION. V. CAVALIER. V. CAVALIER DE FORTERESSE. V. OFFICIER D'ARTILLERIE N° 6. V. PROJECTILE, subs. V. RICOCHET.

LABOIREUR. V. NOMS PROPRES.

LABYRINTHE, subs. masc. V. ÉVOLUTION.

LAC (subs. masc.) de CORDON A CRAVATE (B, 1). Le mot Lac, dérivé du latin *laqueus*, a donné naissance au verbe LACER, aux substantifs LACHES ou LAISCHES, et au diminutif LACET; il exprime ici un des accessoires d'un DRAPPEAU FRANÇAIS. C'est un ornement, une manière de nœud dont l'objet est de régler à volonté la longueur du CORDON, pour que les GLANDS ne pendent pas au delà de la CRAVATE; on trouve la représentation et les détails de ce futile enjolivement dans un ouvrage moderne (1818, B). — Le mot Lac s'est appliqué aussi aux AIGUILLETES et aux PLAQUES des CORDONS DE BONNETS.

LACAIN, subs. masc. V. LAQUAIS.

LACAY, subs. masc. V. LAQUAIS.

LACAYN, subs. masc. V. LAQUAIS.

LACÉDÉMONNE; LACÉDÉMONIEN. V. NOMS PROPRES.

LACER (verb. act.) le HARNAIS (F). Le verbe Lacer a la même étymologie que le substantif LAC; cette locution s'était appliquée d'abord à l'ARMURE DE MAILLES dont toutes les parties se liaient. Elle se conserva depuis l'usage de l'ARMURE DE FER PLAIN, quoiqu'on ne lacât plus que les ÉPAULIÈRES et le HÉAUME; ainsi l'expression ne signifiait plus uniquement ajuster à l'aide de LACETS; mais, assembler, accrocher, faire jouer ou pivoter les BOULES, BOUTONS TOURNANTS, CLAVETTES, COUBRONES, CROCHETS, FERMERS, FRÉMAILLES, MORAILLES, RESSORTS RIVETS, qui servaient d'ajustement, de liens,

de serrures aux différentes parties métalliques des ARMES DÉFENSIVES PORTATIVES, et surtout du HÉAUME et de la CUIRASSE. — En 1524, BAYARD, retenu au lit, apprend que Pescaire force les PORTES; il s'élance, le heaume et la cuirasse à peine lacés. — Ce même guerrier périt d'une ARQUEBUSAIE que son HARNAIS, mieux lacé, lui eût épargnée peut-être.

LACERNE, subs. fém. (F). Mot dérivé du latin *lacerna*, *lacernum*; suivant l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C), c'était un MANTRAU de guerre à l'usage des hommes de troupe des LÉGIONS ROMAINES; il s'agrafit sur le devant ou sur le côté; il fut, de tout temps, en usage à l'ARMÉE; il répondait à la CHLAMIDE, mais celle-ci était un MANTRAU d'officier. A la fin de la république, l'usage des Lacerne devint commun à toutes les classes de citoyens. — Le BLIAUD a été une imitation de la Lacerne. — On peut consulter à l'égard des Lacerne de la MILICE ROMAINE l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C), JARRO (1777, G), LEMPRIDE, M. LIEFFRAN (t. II, p. 59), SAUMAISE, SPARTIAN.

LACET, subs. masc. V. LAC. V. LACER. V. SOUTACHE.

LACET A BOULES. V. A BOULES. V. ARME A LACS.

LACET de SOULIER. V. SOULIER.

LACHER (verb. act.) le FIED. V. DÉCIMATION. V. FIED.

LACHES, subs. fém. plur. V. LAISCHES.

LACHÈSE; LACHESNAIE. V. NOMS PROPRES.

LACHÉTÉ, subs. fém. V. CRIME.

LACHINGTON; LACLOMBIÈRE; LACONNE. V. NOMS PROPRES.

LACQUAIN, subs. masc. V. LAQUAIS.

LACQUET, subs. masc. V. LAQUAIS.

LACROIX. V. NOMS PROPRES.

LACS (subs. masc.) A LACS; V. ARMES A MAILLES.

LACUÉE. V. NOMS PROPRES.

LACINETTE, subs. fém. V. CUNETTE.

LACERNE; LADMIRAL; LAFAGÈRE; LAFAYETTE; LAFÈRE; LAFEILLADE; LAFFAÏLE; LAFITTE-CLAY; LAFLECHE; LA FONTAINE; LAFONNE; LAGARDIOLE; LAGNY; LAGFERRIÈRE; LA HAYE; LAHIRE; LANORE. V. NOMS PROPRES.

LA DROITE EN TÊTE. V. COLONNE AVEC DISTANCE. V. DROITS EN TÊTE. V. INVERNON. V. PAR BATAILLON EN MASSE SUR LA DROITE. V. PASSAGE DE DÉFILE EN AVANT. V. SERGENT D'ENCADREMENT.

LAI, subs. masc. (F), ou FRÈRE-LAI, ou LAIQUE, ou LAY, ou ORLAT. Les mots Lai, laïque, dérivent, suivant GÉBELIN, du grec *laos*, peu-

ple, par opposition à ecclésiastique, ou du latin *laicus*. — L'adjectif *Lai*, *lay* s'est appliqué surtout à de vieux soldats nommés MOINES LAÏE, L'HOTEL DES INVALIDES A CONSERVÉ l'usage de ce terme.

LAICHES, subs. fém. plur. v. LAÏCHES.

LAÏNE, subs. fém. v. BALLOT DE L... v. BRIDE D'ÉPAULETTE A FRANGE. v. CHAYRON D'ANCIENNETÉ. v. EN L... v. ÉTOFFER. v. TRAVERSIN. v. TRICOT DE L...

LAÏQUE, subs. masc. v. LAÏ.

LAÏCHES, subs. fém. (F), ou LACHES, OU LAICHES suivant LACOURT, OU LACHES, comme l'écrivait l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C). Mots que ROQUEFORT tire du latin *lamina*, et du bas latin *lama*, et qu'il traduit par LAME. CARRÉ (1785, E) en donne la même idée en disant que c'étaient des *lames de fer pendantes des épaules sur les bras, de la ceinture sur les cuisses*, etc. — Peut-être le mot *Laisches* et ses analogues se rapportent-ils au mot *lac*, et exprimeraient-ils un enlacement de MAILLES de métal particulières à certaines JAQUES, ou un assemblage d'écailles d'ARMES DÉFENSIVES; telles étaient les CUIRASSES OU JAQUES DE MAILLES DES ARCHERS A PIED. — Suivant l'opinion énoncée dans le *Journal des Sciences militaires* (1855, p. 264), les *Laisches* étaient de petites plaques qui se plaçaient entre l'étoffe et la doublure d'un JUTAINGORPS ou d'une JAQUE, d'un SAVON; c'est aussi la description qu'en fait l'ENCYCLOPÉDIE du dix-neuvième siècle, au mot *Armure*. — On peut, à cet égard, consulter BOREL (Pierre) au mot *Lesches*, CARRÉ (1785, E), M. le général COTY (1822, A), l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C, p. 151), GAMBARD.

LAÏNÉ; **LAÏSSAC**. v. ROMS PROPRES.

LAÏSSER (verb. act.) sur le CARREAU. v. BLESSÉ. v. CARREAU. v. CHAMP DE BATAILLE.

LAÏSSER-PASSER, subs. masc. v. FEUILLE DE ROUTE. v. MAIN DE COMMUNE. v. ORDRE DE ROUTE.

LAÏT, subs. masc. v. ALIMENT D'HOPITAL. v. AU L... v. BLANC AU L... v. BOUILLON AU L... v. LÉGERS ALIMENT.

LAJAILLE; **LAJAINNE**; **LAJARD**; **LAJONCHÈRE**; **LALLEMAND**; **LALONDE**; **LALUZÈRE**; **LAMARE**; **LAMARQUE**; **LAMADRAILLE**; **LAMARTILLIÈRE**. v. ROMS PROPRES.

LAMAYEUL, subs. masc. v. ROI D'ARMES.

LAMBAI, subs. masc. v. LAMBREQUIN.

LAMBEL, subs. masc. (F) OU LARPEL. Mots analogues à lambeau, et dérivés, suivant BOREL (Pierre), du latin *labellum*, déchirure, dont est venu aussi LAMBREQUIN. — Le *Lambel* était un nœud de rubans qui, suivant l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C), se portait

sur le carquois, et distinguait, aux yeux des MÉRAULT D'ARMES, les enfants de leurs pères, ou les célibataires des GUERRIERS mariés. — Il semble qu'il y avait en cela une différence entre les *Lambels* et les *LAMBREQUINS*. — On appelait aussi *Lambels*, certaines découpures de DRAPERIE DE BARRIÈRE. — Les *Lambels* sont restés comme MEUBLES DE BLASON.

LAMBÉQUIN, subs. masc. v. CAPILLINE. v. CASQUE. v. ÉCHARPE. v. LAMBREQUIN.

LAMBERT; **LAMBERTIE**. v. ROMS PROPRES.

LAMBON, subs. masc. plur. v. BRACONNIÈRE.

LAMBREQUIN, subs. masc. (F), OU FEUILLARD, OU ROCHEMENT, OU ROCHEREAU, OU LAMBAI, OU LAMBEL, OU LAMBREQUIN, OU LAMBREQUIN, OU TORTIL, OU VOLET. Le mot *Lambrequin* est analogue au substantif *lambeau*; il signifiait également taillades, PANONS. — Les *Lambrequins* étaient des rubans ou des courroies, ou des étoffes découpées qui pendaient du CINTRE ou du CHAPERON, qu'ils attachaient au HAUBERT; ils ornèrent ensuite les HEAUMES, à ce que dit CARRÉ (1785, E). Ils accompagnaient une espèce d'étui destiné à garantir le casque de la pluie et de la poussière. — On les appelait aussi, suivant M. ALLOU, COUVRE-CHÊVE DE PLAINCEP, parce qu'ils ornaient les casques de TOURNOIS. — M. ROQUEFORT appelle *Lambrequins* des ÉCHARPES ou des PARACHES en usage surtout dans les TOURNOIS. — MÉNÉSTRIER est d'avis, ainsi que DANIEL (1724, A), que les *Lambrequins* ont même été des enveloppes, des étuis propres à garantir, à conserver brillants les casques précieux. — Les *Lambrequins* se sont conservés dans la langue du BLASON; ils sont une enjolivure des ÉCUS D'ARMOIRIES, ils sont un accompagnement des MANTEAUX D'ARMES, MANTELETS, etc. — Des *Lambrequins* tombaient en manière d'ornement du bas de certaines CUIRASSES antiques, et descendaient jusqu'à la croupe du cheval. — On a aussi appelé AIGUILLETES, des *Lambrequins* disposés en ornements d'épaules. Il est traité de ces objets par M. ALLOU, AUDOIN, BOREL (Pierre), CARRÉ (1785, E), DANIEL (1724, A), ENCYCLOPÉDIE (1751, C), FURETIÈRE, MÉNAGE, l'ENCYCLOPÉDIE des Gens du monde (au mot *Blason*).

LAME, subs. fém. v. A LAME. v. BUREAU DE L... v. CARREUSEUR DE L... v. CARRÉ DE L... v. CORTEX-POINTE DE L... v. CORPS DE L... v. CÔTÉ DE L... v. FORT DE L... v. INSCRIPTION DE L... v. PAR DE L... v. PLAT DE L... v. POINTE DE L... v. TAILLARD DE L... v. TALON DE L... v. TRACHANT DE L...



LAME (term. génér.). Le mot *Lame* dérive du latin *lama*, *lamella*, *lamina*, *lamna*, suivant Ménage; ALLUMELLE en dérive également. ROQUEFORT a donné pour synonymes LAISCHE et LAMELLE à certains genres de Lames. — Le terme se distingue en LAME A SCIE, — D'ANGON, — D'ARME A HAMPE, — D'ARME BLANCHE, — D'ARME BLANCHE D'OFFICIER, — D'ARME DÉFENSIVE PORTATIVE, — D'ARME OFFENSIVE PORTATIVE, — D'ARMURE, — DE RABONNETTE DE MOUSQUETON, — DE RATOIR FOURRÉ, — DE RAUDFLAIRE, — DE BRAQUEMART, — DE REETTE, — DE CLEVMORE, — DE COLIMARDE, — DE COUTEAU D'ARMES, — DE COUTEAU DE BRÛCHE, — DE CHAR A FAUX, — DE COUTELAS, — DE COSTILLE, — DE CRIC, — DE CURASSE, — DE DAGER, — DE DAMAS, — DE DEMI-ESPADON, — DE DRAPÉAU, — DE FANION, — DE FAUCHARD, — DE FER DE HACHE, — DE FLAMBY, — DE DERRID, — DE HACHE, — DE HALLENARDE, — DE PILE, — DE PIQUE, — DE SABRE-BRIQUET, — DE SABRE N'INFANTERIE, — DE BELLE, — DE SERPE, — DE SOLERET, — D'ÉPÉE D'ABSUDANT, — D'ÉPÉE D'ESCRIME, — D'ÉPÉE D'OFFICIER, — D'ÉPÉE GRACIEUSE, — D'ESPADOR, — D'ESPORTON, — D'ESTOCADÉ, — DROITE, — FLAMBOYANTE, — PLATE.

LAME A SCIE. V. SABRE DE SABLEUR.

LAME (lames) COURBE (F). Sorte de LAME DE BRIQUET qui va être ici l'occasion de quelques données générales sur le système de tout SABRE à Lame courbe. — Cette forme, dit VOLNEY, n'a pas été adoptée sans motifs. L'expérience apprend que l'effet d'une lame droite est borné au lieu et au moment de sa chute, parce qu'elle ne coupe qu'en appuyant; une Lame courbe au contraire, présentant le tranchant en retraite, glisse par l'effort du bras, et continue son action dans un long espace; les barbares, dont l'esprit s'exerce de préférence sur les arts meurtriers, n'ont pas manqué cette observation, et de là l'usage des cimenterres si général et si ancien dans l'Orient. — Il est une autre remarque à faire : ce sont aussi les ORIENT-

TAUX, grands coupeurs de têtes, qui ont découvert qu'une Lame courbe devait être à MANCHE et non à GARDE, parce que le moindre poids ajouté plus à droite ou plus à gauche donne de l'obliquité au coup et en affaiblit l'effet. C'est donc une faute de mécanique et de calcul que d'avoir donné à quelques-unes de nos trouées légères des LAMES COURBES à GABOR EN PANIER. — Les LAMES COURBES de l'Orient n'ont pas toutes le taillant du même côté; celles qu'on a nommées FAUCHARDS ont le tranchant du côté concave de la Lame.

LAME D'ANGON. V. ANGON A MAIR.

LAME D'ARME A HAMPE. V. ARME A HAMPE. V. FER SABLÉ.

LAME D'ARME BLANCHE (B, 1; G, 1). Sorte de Lame qui sera principalement considérée ici par rapport à l'armement de l'INFANTERIE. — Dans les temps héroïques, les Lames étaient d'airain; PAUSANIAS le témoigne en parlant des antiquités de la Grèce; dans HOMÈRE, la lance d'Achille est d'airain, car à cette époque, comme l'atteste Hésiodos, le fer n'était pas encore en usage, mais on commença à l'employer avant le temps où VIRGILE florissait, témoin ce vers de l'Énéide :

Ferrum exercebant vasto cyclopes in anatro.

Aux forges de Vulcain le fer se change en glaive.

LOCUTUS parle du fer avec plus de précision encore dans ce passage :

*Posterior ferri vis et arripe reperta;
Et prior aris erat quam ferri cognitus enis.*

Renouant à l'airain qu'il préféra d'abord,
Mars a changé le fer en instrument de mort.

Les Lames de nos armes, leur fabrication, la manière de les CORROYER, ne sauraient être ici l'objet de détails étudiés. On pourrait en faire l'étude en consultant le général COTTE (1822, A), GASSERD, HOYER, dans ce qu'ils disent des MANUFACTURES D'ARMES. — Voici seulement quelques observations pra-

tiques qui s'appliquent à nos divers genres de Lames, celles de **RAIDNETTES** exceptées. — On appelle **TALON** le tiers environ de la **Lame** à partir de la **soie**. On appelle **PORT** la partie qui régné du **TALON** au **FAIBLE**; le **TRANCHANT** ou **TAILLANT** est l'opposé du **DOS**. — L'extrémité affilée qui est à l'opposite du **TAILLANT** s'appelle **COTEF-POINTE**. — On donne le nom de **CORPS** à la partie de la **Lame** qui porte la **soie** et se termine par le **FAIBLE**, ce **CORPS** se distingue en **COTÉ DE DROITE** et **COTÉ DE GAUCHE**. — Certaines **Lames** ont leur **COTÉ DE GAUCHE** orné d'inscriptions. — Suivant les temps, suivant les **MILICES**, il a été ordonné, il a été défendu d'affiler les **Lames**. — Si les **Lames** sont à **ÉVILOURES**, cette cannelure ou **PAN** régné du **TALON** au **RISEAU**. La **LAME** de **RIQUET** n'a pas de **RISEAU**. — Les **Lames** en usage sont en général à deux plats; mais il y en a eu à trois ou à quatre **CARRÉS**. — Les **Lames** d'armes blanches d'officiers sont décrites et gravées, de grandeur naturelle, avec tous leurs détails, leurs profils, leurs côtes, etc., dans un ouvrage moderne (1818, B). Il en est traité aussi dans le *Dictionnaire* de M. **FRANCOUR**, au mot *Arme blanche*. — Ici nous devons surtout distinguer les **Lames** en **LAMES** de **RAIDNETTE**, — de **RIQUET**, — de **SABRE** d'officier, — d'ÉPÉE.

LAME d'ARME BLANCHE. D'OFFICIER. V. ARME BLANCHE D'OFFICIER. V. RISEAU DE L... V. CORPS DE L... V. COTÉ DE DROITE DE L... V. COTÉ DE GAUCHE DE L... V. DOS DE L...

LAME d'ARME DÉFENSIVE PORTATIVE. V. ARME DÉFENSIVE PORTATIVE.

LAME d'ARME DÉFENSIVE PORTATIVE. V. ARME DÉFENSIVE PORTATIVE.

LAME (lames) d'ARMURE (F). Sorte de **LAMES** disposées en bandelettes de fer plus ou moins courbées et joignant les unes sur les autres, comme le font les écailles de poisson. — Les **Lames** des **CUIRASSES** et autres pièces d'armure n'étaient fixées que par un de leurs bords; elles étaient en général superposées du bas en haut, pour ne pas présenter d'ouvertures à la pointe des armes de l'ennemi; il y a cependant des armures plates où ces **Lames** sont superposées du haut en bas; cela a tenu aux différences des temps, mais les vrais motifs des différences sont mal connus. — A leur jonction du côté opposé au coude, ou à leur pli rentrant, les **BRASARDS** de **FER** plein étaient accompagnés de **Lames**; il y avait des **CUSIDÈRES** aussi qui en étaient garnies. — Les **HAUBERTS** étaient des armures principalement composées de **Lames** de fer. — Il y avait des **ÉPAULES** qui se terminaient par le bas en un prolongement de **Lames**. — Cer-

tains **CUIRASSES** étaient d'une seule **PLATINE**, d'autres étaient un composé d'une plus ou moins grande quantité de **Lames**. — Il en était de même des **BRACONNIÈRES**.

LAME (lames) de **RAIDNETTE** DE FUSIL. (B, 1; G, 1). Sorte de **LAME** d'ARME BLANCHE considérée par rapport au **FUSIL** d'UNIFORME de l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. — Les **Lames** sont en **ACIER** DE FUSION; elles sont soudées à la **BRANCHE**; elles s'engalinent dans le **FOURREAU**; leur longueur, du **TALON** à la **POINTE**, est de quatre cent six millimètres (quinze pouces). Une **MARQUE** y est empreinte. — Elles sont à trois **GOUTTIÈRES** cannelées le long des **FACES**, pareillement aux **ARÊTES** ou **CARRÉS**; l'arête du milieu est à l'opposé du **PLAT**, et forme le **DOS** de la **RAIDNETTE**. — Les **LAMES** de **RAIDNETTE** DE MOUSQUETON des **SAPPEURS** d'INFANTERIE, etc., ont quatre cent quatre-vingt-sept millimètres (dix-huit pouces) de long.

LAME de **RAIDNETTE** DE MOUSQUETON. V. **RAIDNETTE** DE MOUSQUETON. V. **LAME** DE **RAIDNETTE** DE FUSIL.

LAME de **RATON** FOURRÉ. V. **RATON** FOURRÉ.

LAME de **RADELAIRE**. V. **RADELAIRE**.

LAME de **BRACONNIÈRE**. V. **BRACONNIÈRE**.

LAME de **BRUTTE**. V. **BRUTTE**.

LAME (lames) de **RIQUET** (B, 1; G, 1). Sorte de **LAMES** d'ARME BLANCHE qui, depuis le **RÈGLEMENT** DE 1767 (27 AVRIL), étaient longues de cinq cent quatre-vingt-seize millimètres (vingt-deux pouces); elles étaient un peu courbes, plates, sans **RISEAU**; elles pesaient cinq cent cinquante-deux grammes l'une (une livre deux onces trois grains). *Klingenthal* était le lieu de leur fabrication. — Dans plusieurs **MILICES** ÉTRANGÈRES, le **PLAT** de la **Lame** des **SABRES** d'INFANTERIE portait anciennement une **INSCRIPTION** gravée en toutes lettres, et exprimant le nom du régiment et de la compagnie ainsi que le **NUMÉRO** de l'homme. — Les **Lames** de **sabre** ne doivent être emmagasinées et remises dans le **FOURREAU** qu'après avoir été nettoyées et passées à la **MIC** GRASSE. — La **COUQUETTERIE** des **SPHÉRIQUES** y adjoignait une **MANCHETTE**. — On les employait autrefois au **SUPPLICE** de la **FUSTIGATION**. — C'est surtout par rapport au **RIQUET** qu'il sera ici mention de la **LAME** COURBE.

LAME de **CARLET**. V. **CARLET**.

LAME de **CHAB** A FAUX. V. **CHAB** A FAUX.

LAME de **CIMPTÈRE**. V. **CIMPTÈRE**.

LAME de **CLEYMORE**. V. **CLEYMORE**.

LAME de **COLUMMARE**. V. **COLUMMARE**.

LAME de **COUTEAU** D'ARMES. V. **COUTEAU** D'ARMES.

LAME de **COUTELAS**. V. **COUTELAS**.

LAME de COUTILLÉ. V. CARRÉ DE LAME. V. COUTILLÉ.

LAME de CRIC. V. CRIC.

LAME de CUIRASSE. V. A LAMES. V. CUIRASSE. V. CUIRASSE A LAMES. V. HASTAIRE N° 3.

LAME de DAGUE. V. DAGUE.

LAME de DAMAS. V. DAMAS.

LAME de DEMI-ESPADON. V. DEMI-ESPADON.

LAME de DJERID. V. DJERID.

LAME de DRAPEAU. V. CHAVATE DE DRAPEAU. V. DRAPEAU.

LAME de FANION. V. FANION. V. FANION TACTIQUE.

LAME de FAUCHARD. V. FAUCHARD.

LAME de FAUX. V. FAUX. V. RANCON.

LAME de FER DE HACHE. V. DORD DE LAME DE F... V. COLLET DE FER DE L... V. FER DE HACHE. V. TRANCHANT DE FER DE HACHE.

LAME de FLAMBE. V. FLAMBE.

LAME de FLÈCHE. V. FLÈCHE. V. FLÈCHE PROJECTILE.

LAME de JAVELOT. V. JAVELOT.

LAME de HACHE. V. COLLET DE FER DE HACHE. V. CORPS DE MANCHE DE HACHE. V. FACE DE LAME DE HACHE. V. HACHE. V. HACHE D'ARMEMENT. V. HACHE DE SABLEUR.

LAME de HALLIBARDS. V. HALLIBARDS.

LAME de LANCE. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. LANCE.

LAME de PERTUISANE. V. GARDOS DE LA MANCHE. V. PERTUISANE.

LAME de PILE. V. PILE, snbs. msc.

LAME de PIOCHE. V. PIOCHE.

LAME de PIQUE. V. PIQUE.

LAME de RAPIÈRE. V. RAPIÈRE.

LAME de ROELLE. V. ROELLE.

LAME de SABRE. V. ARÊTE DE LAME DE SAISONNETTE. V. ARME PERSONNELLE N° 3. V. BISEAU DE LAME DE SABRE. V. CONTRE-POINTE DE LAME DE SABRE. V. CORPS DE LAME DE SABRE. V. CUVETTE DE CHAPE. V. DOS DE LAME DE SABRE. V. SABRE. V. SOIE D'ARME BLANCHE. V. TAILLANT DE LAME DE SABRE.

LAME de SABRE D'INFANTERIE. V. LAME DE SAISONNETTE. V. MANCHETTE DE SABRE. V. PLAT DE LAME. V. SABRE D'INFANTERIE.

LAME (lames) de SABRE D'OFFICIER D'INFANTERIE (B, 1; G, 1). Sorte de LAMES D'ARME BLANCHE d'un usage très-moderne, puisque le SABRE D'OFFICIER est d'une date postérieure à la restauration. — La Lame décrit une courbe comparable à celle d'un arc qui, vers son milieu, serait à quarante millimètres de sa corde. — Les CANNELURES de la Lame règnent jusqu'à la naissance de la CONTRE-POINTE. — La longueur de la CONTRE-POINTE est de cent cinquante millimètres;

la longueur du CORPS de la Lame mesurée en ligne droite, soit non comprise, est, à partir de la GARDE, de sept cent millimètres. — La longueur du TALON en peut former le tiers; le poids de la Lame est de quatre cents grammes.

LAME de SELLE. V. SELLE. V. SELLE DE CAVALERIE.

LAME de SERPE. V. SERPE D'ARMES.

LAME de SOLENET. V. SOLENET.

LAME de STYLET. V. STYLET.

LAME de TRIDENT. V. TRIDENT.

LAME (lames) d'ÉPÉE (B, 1; G, 1). Sorte de LAME D'ARME BLANCHE, qui a eu des formes trop variées pour que la description en puisse être complète. Ce serait un travail peu utile. Ce genre d'étude ne serait possible que de visu, dans les CABINETS D'ARMES curieuses. — Quantité de Lames anciennes ont porté des DEVIERS, ou ont été enrichies de nickel ou damasquinage précieux; c'était surtout la mode au quinzième siècle. — Bornons-nous à quelques souvenirs touchant les LAMES D'UNIFORME de l'INFANTERIE FRANÇAISE. — La SOIE DE COCHON a été le nom d'une LAME employée, au besoin, en guise de SAISONNETTE. — Au temps où le SOLDAT portait l'ÉPÉE, sa lance, TAILLANT INNOCENT, était de même mesure que la LAME des ARMES D'OFFICIER; l'ORDONNANCE de 1747 (18 JANVIER) lui donnait, soit non comprise, vingt-six pouces de longueur. Cette dimension, reproduite dans le RÈGLEMENT DE 1779 (21 FÉVRIER), s'est maintenue. — La Lame d'épée des OFFICIERES D'ÉTAT-MAJOR était plus longue; dans la main de quelques-uns elle a été un instrument de SUPPLICE. — La Lame d'épée n'avait que deux faces ou PLATS SANS CARRÉS NI BISEAUX, et était de l'espèce nommée LOUP, ou LAME PLATE. — En 1818, de nouveaux MODÈLES de Lames ont été adoptés, elles formaient DEMI-ESPADON. — Le CÔTÉ DE DROITE et celui de gauche du corps de la Lame présentaient les INSCRIPTIONS, dessins ou divisions que nous avons indiqués. — La Lame était terminée en LANGUE DE CARPE; son hiseau est de dix millimètres; sa longueur, mesurée à partir du dessous de la GARDE, est de huit cent vingt à huit cent trente millimètres; la longueur de son FAIBLE est de deux cent soixante-dix-huit millimètres environ; la longueur du TALON est environ le tiers de la Lame. Son poids est de deux cent quatre-vingts grammes. — L'usage de la CUVETTE DE CHAPE est un moyen de conservation du FOUR-READ de la Lame.

LAME d'ÉPÉE D'ADJUDANT. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. ÉPÉE D'ADJUDANT.

LAME D'ÉPÉE D'ESCRIME. V. COUPER SUR PONTRE. V. ÉPÉE D'ESCRIME. V. PARADE D'ESCRIME.

LAME D'ÉPÉE D'OFFICIER. V. ÉPÉE D'OFFICIER. V. LAME D'ÉPÉE. V. NAPPEL CÉLESTIQUE. V. SALUT AVEC ARME. V. SOIR D'ARME BLANCHE.

LAME D'ÉPÉE GRACIEUSE. V. ÉPÉE GRACIEUSE.

LAME D'ÉPÉE. V. ÉPÉE. V. PERTUISANE.

LAME D'ESPADON. V. ÉCU. V. ESPADON.

LAME D'ESPONTON. V. ESPONTON.

LAME D'ESTOCADÉ. V. ESTOCADÉ.

LAME DROITE. V. CADDOE. V. CLEY-MORRE. V. DROIT, adj. V. INFANTERIE N° 5.

LAME FLAMBOYANTE. V. ESPADON. V. FEE SAESFLE. V. FLAMBOYANT.

LAME PLATE. V. LAME D'ÉPÉE. V. PLAT, adj.

LAMEQUIN, subs. masc. V. LAMBEQUIN.

LAMETH; LAMONNOIE; LAMONT;

LAMORAL; LAMOTHE. V. NOMS PROPRES. **LAMPION** (lampians), subs. masc. (F). Mot que ROQUEFRET dérive du grec *lampios*, ou du bas latin *lamprocius*, et qui signifiait épée ou flamberge en usage dans la milice byzantine.

LAMPION (subs. masc.) A PARAPET (G, I). Cet augmentatif de lampe, mot tout grec, désigne un vase de fer plein de résine, qu'on allume dans les sièges dépressifs.

LAMY; LATARIO. V. NOMS PROPRES.

LANCEADE, subs. fém. V. BLESSURE. V. COUP D'ARME. V. LANCE. V. LANCE A MAIN.

LANCE, subs. fém. V. A L... V. AILE DE L... V. ARRÊT DE L... V. BAISER LA L... V. BANDOULE DE L... V. BOIS DE L... V. CAPITAINE DE L... V. CHEF DE L... V. CHEVAL DE L... V. CLOUER LA L... V. COMPAGNIE DE L... V. COUPON DE L... V. COUCHER LA L... V. COUP DE L... V. COURRIER DE L... V. DENT-L... V. ÉCLUSE DE L... V. FAUSSE L... V. FER DE L... V. FLAMME DE L... V. FORGEUR DE L... V. GARDE DE L... V. GRAP DE L... V. GRAPPE DE L... V. GRAPIN DE L... V. HAMPE DE L... V. JEU DE L... V. LAME DE L... V. MANCHETTE DE L... V. MARIEMENT DE L... V. FIGURON DE L... V. PIED DE L... V. POIGNÉE DE L... V. PORTE-L... V. RETAILLER LA L... V. ROC DE L... V. ROMPRE SUR L... V. TALON DE L...

LANCE { A FEU.
A MAIN. { LANCE DE LANCIER.
DE CHEVAL DE FRISE.
IDIOPLIQUE. { LANCE LAMPURRIE.

LANCE (term. génér.). Mot que DIODORE DE SICILE prétend gaulois, comme le remarque CASNEUVE; WAGNER le regarde

comme provenant du celtique. MÉNAGE le tire du LATIN *lancea*, qui, suivant AULUGELLE et VAREZ, serait emprunté de l'ESPAGNOL, et qui, suivant FESTUS, viendrait du GREC *λοιστρο*. Il a produit les verbes LANCER, LANCHEE, LANCHEUR, LANCHE, l'adjectif LANCHEUX et les substantifs LANCÉE, LANCHEUR, LANCER, LANCHESSAGE, LANCOT; on a même cru y trouver la racine de LANSQUET. Il se distingue en LANCE A BANDOULE, — A FEU, — A FEU PUANT, — A MAIN, — A OUTRANCE, — A ROQUET, — BÉBÉ, — COUETE, — COURTOISE, — D'ARMES, — DE BATAILLE, — DE BIDAU, — DE CHEVAL DE FRISE, — DE CHEVALISE, — DE GENDARME, — DE HULLAN, — GRJOUTE, — D'ÉCUYER, — DES DAMES, — D'ESCRIME, — EN ARRÊT, — FRAMINE, — GAGE, — GARNIE, — GATE, — GÉNÉTAIRE, — GRACIEUSE, — GUAI, — IDIOPLIQUE, — NOBLE, — POINGRIAL, — PROJECTILE, — VERTE.

LANCE A BANDOULE. V. A BANDOULE. V. DRAPEAU. V. GENDARME DU MOTER AGE N° 4. V. GONFALON. V. HULLAN. V. LANCE. V. LANCE DE LANCER.

LANCE A FEU (G, 2, 3). Sorte de LANCE qui est analogue aux PIÈCES D'ARTIFICE nommées FUSÉES A MAIN. CARRÉ (1783, E) la compare aux FALARIQUES des anciens. Il y avait à Milan, en 1521, suivant MARTIN DUBELLAY, de grands approvisionnements de Lances à feu de ce genre. — Les Lances à feu étaient imbibées d'huile de lin; elles brûlaient pendant cinq à dix minutes; elles servaient à défendre le CHEMIN COUVERT; à communiquer le feu à des matières inflammables, à des GRENADES cachées, etc., à empestre une GALERIE DE MINER occupée par l'ENNEMI, etc.; dans ce cas, la FUSÉE prenait le nom de LANCE A FEU PUANT. — En 1804, les RAGUETTES A FEU ont remplacé les Lances à feu de ce genre. — MALTEIN, le premier, aurait, suivant M. MORITZ-MEYER, employé, en 1634, les Lances à feu, pour allumer les CHARGES DU MORTIER. — L'ARTILLERIE a employé au TIR DU CANON, des LANCES OU FUSÉES d'une combustion lente, qui ont remplacé l'ancienne MÈCHE destinée à METTRE LE FEU à l'AMORCE; ces Lances étaient en papier, et enflammaient l'ÉTOUFFÉE des PIÈCES D'ARTILLERIE. — Un PORTE-LANCE en tôle, à peu près fait comme un porte-crayon, contenait la Lance. — On peut consulter, à l'égard des Lances à feu, CARRÉ (1783, E), M. le général COTTE (1822, A), DANIEL (1721, A), GARNIER, JACOB, LACHENAI (1758, I), M. LEGRAND (1837, A), MEYER (Moritz), à la date 1771, PRAISSAC (1822, A), SIDVILLE (1756, E).

LANCE A FEU PUANT. V. A FEU. V. FEU PUANT. V. GALERIE DE MINER. V. LANCE A FEU. V. MINER FRANÇAIS.

LANCE (lances) A MAIN (term. sous-génér.). Sorte de LANCES qui se sont aussi nommées ANTE, ASTI, ASTONE, ATÉGAR, BOES, CAD-DOR, FRAMIEF, GAFFR (du bas breton *gu'af*), GELDEERE, GLAIVE, GROFFE, CEUR-BOES, HASTF, HASTI, LANCHE, LORILART, OTHIEL, PANSTERRE-CHIE; ces divers noms lui sont donnés surtout par CARRÉ (1783, E), GARREAU, LACHERNAIS (1758, I), ROQUEFORT; ce dernier auteur indique aussi, comme synonyme à Lance, les expressions SACHEBOUTE et APPARON; cette dernière serait venue, par corruption, de l'ITALIEN *spadron*, grande épée, ESPADON, ESTOCARD, parce que ces ARMES se maniaient, se FAUVOYAIENT comme la Lance. — Le sens des mots Lance et FIGUE, ou du moins des mots LATINS que les modernes ont ainsi traduits, n'a pas moins varié pour l'un que pour l'autre; le terme *lancea* ne donnait pas, comme de nos jours, l'idée d'une FIGUE de CAVALERIE, mais d'un simple DARD A MAIN, comme celui que portaient les ARCHES A PIED et les CHÊVRES de la MILICE ROMAINE; ou bien, il exprimait un JAVELOT auquel tenait une COURROIE qu'on appelait *amentum*. Servius dit *amentum loreum, quo hastâ mediâ religatur*, COURROIE qui attache le milieu de la HAMPE; de là vient, suivant ISIDORE, le nom de Lance, parce que, dit-il, *æquâ lance, id est æquâ bili amento, ponderata vibratur*, on la vibre et on l'abandonne en la tenant en équilibre par sa COURROIE; ainsi, ce qu'on appelait originellement Lance, était une AIGLE, une ARREGAIE qu'on retirait à soi après l'avoir dardée à la manière des GÉNÉTAIRES, tandis que la Lance de manège, de TOURNOI, de CHEVALIER, de GENE D'ARMES était d'un usage tout différent, et ne servait, comme on disait alors, qu'à pousser; la main ne s'en désaisissait pas, mais elle la rejetait sitôt que la HAMPE était brisée, ce qui arrivait toujours; de là cette locution si commune: ROMPRE UNE LANCE, ROMPRE NOIR. — Le latin *lancea* a eu primitivement un autre sens que ce que la CHEVALERIE, le MOYEN AGE, les temps modernes ont appelé ou appellent une Lance; ce fait et tant d'autres déposent contre ces définitions absolues à l'aide desquelles on prétend tout expliquer; tel étymologiste, en traduisant *lancea* par Lance, abuse ses lecteurs, puisqu'il faut, suivant les époques, rendre Lance par ARREGAIE, ou ÉPIEU, ou JAVELINE. — MECHERIUS emploie, dans le sens de Lance, *barducium*, expression de basse latinité qui a été l'origine de la traduction des termes BOUDON, BOURDONAGE. — LES ITALIENS ont nommé *bigordo* et *lancia* la Lance. — Un AUTEUR du MOYEN AGE que mentionne JAKO (1777, G), au mot

FIGUE dit que la Lance des ANGLAIS se nommait *itegar*. — Dans la basse latinité, les mots *lancea* et *hastâ*, BOER d'HAST, avaient un sens non moins confus que dans le temps du pur LATIN; il en va être fourni quelques preuves. — On a appelé RUSTE ou RUSTRE, suivant DUANE, la Lance des AVENTURIERS nommés RUSTRES; sous le nom de RUSTE, l'image d'un FER de Lanre est resté dans le BLASON; de même que le nom d'une LANCe ou d'un FER plein et plus effilé y est resté, sous le nom de FUSÉE, espèce de losange allongé. — Le terme Lanre à main distingue la Lance instrument ou ARME de la lance-homme ou CAVALIER qu'on a nommée LANCE-FOURME, LANCE IDIOMIQUE. — PLINIE attribue à Éolus, fils de Mars, l'invention de la Lance qu'il appelle *jaculum cuni amento*, TRAIT à COURROIE. — LES DORYPHORES PERSES étaient des SOLDATS porte-lance; il n'est pas démontré si c'était une LANCE PROJECTILE ou UNE LANCE D'ECRIE. — VARRON regarde les ESPAGNOLS comme les inventeurs de la Lanre. — Définons-nous, au reste, de toutes les origines annoncées comme positives. — Nos historiens parlent de Lances dès les temps reculés de notre monarchie. Childebert, dit VALLY, est adopté et appelé au trône par son oncle en 585; il le montre à son armée, et lui met la Lance à la main; c'était l'ancienne façon de désigner son successeur à la couronne. — Cette Lance, propre aux investitures de la PREMIÈRE RACE, n'était pas une ARME de LONGUEUR, elle répondait à celle primitivement nommée *lancec*, signifiant FRAMÉE, ANCON, CATRE, DARD sans fer, à l'imitation des sceptres des divinités palennes. — Au temps de la CHEVALERIE FRANÇAISE, quand les COTTES DE MAILLES furent d'usage, quand les TOURNOIS, les CARROUSLS devinrent plus communs, et les COSTUMES DE FER plus emprisonnants, les ARMES D'ECRIE furent préférées AUX ARMES D'ARDELLER; ainsi la Lance ne se lance plus, sa HAMPE acquiert plus de longueur, cette ARME devient surtout un instrument à rompre des COTTES, à désarçonner l'ENNEMI; grand moyen de victoire, sinon absolu, du moins d'un effet puissant aux yeux des assistants; à quoi eût servi de jeter contre un HOMME couvert de fer et maniant habilement son CHEVAL, une HAMPE ferrée, qui n'aurait pu être formidable qu'à un temps où l'on combattait presque nu? depuis le grand usage des ARMES DÉFENSIVES et du GAMBRON, cette HAMPE n'avait plus prise sur l'HOMME ni sur le CHEVAL CATAPHRACTE, d'autant que le FER de la Lanre, autrefois de forme tourmentée, barbelée, propre à sacher, à culbuler l'ENNEMI, était devenu simple, étroit,

légier, uni, plat et à pointe aiguë; c'est ainsi qu'il a survécu dans le blason sous le nom d'OTTELE. — Cette transformation de l'épieu ou LANCE PROJECTILE, se changeant en un genre de SARRISSE ou d'ARMES D'ESCRIME, fut une révolution qui n'est pas indigne de remarque; ainsi, jusqu'au neuvième siècle, les Lances des HOMMES DE CHEVAL et DE PIED se dardent à COURBOIE, ou bien se gardent à la main comme une DEMI-FIGURE; depuis CHARLES LE CHAUVÉ, elles deviennent une perche démesurée à l'usage de la seule CAVALERIE noble. — Dans un opuscule manuscrit, ou roman en vers, composé du temps de LOUIS NEUF, et intitulé *L'Outillage du vilain*, il est question, il est vrai, de Lances; mais par là il faut entendre un BRIN D'ESTOC, un BATON FOURRÉ, une broche nommée ALLUMELLE, mais non pas une LANCE DE CHEVALIER ou de CHAMPION féodal; celle-ci était exclusivement ARME LIBRE; les CAPITULAIRES en défendaient l'emploi au VILAIN. GUILLAUME LEBERTON témoigne que, de son temps, cet usage régnait encore, et que les ORNILSHOMMES seuls faisaient usage de cette ARME; c'était en ce sens qu'on disait d'un HOMME porteur d'une Lance qu'il était armé à la gens d'armes. — Les RIDEUX cependant, des FRANCES-ARCHERS, des SERGENTS MILITAIRES ou d'autres HOMMES DE TROUPE de même classe portaient Lance, du moins les historiens le disent; mais c'était plutôt une espèce de MAILLONNAGE, et non une LANCE NOBLE; si, dans la CAVALERIE FRANÇAISE, des ÉCUYERS ont figuré comme LANCERS, c'étaient des ÉCUYERS FIGURÉS, des SERGENTS D'ARMES, non des ÉCUYERS DE BUCLE. — Quelque INFANTERIE, connue sous le nom de GELDES ou de LANCERS, a porté cependant des LANCES D'ARMES, des GELDIERES; les SOLDATS qui portaient la Lance étaient probablement de l'INFANTERIE NOBLE ou des GARDES DE SOUVERAIN. — M. ROQUEFORT dit qu'on appelait GRAP, GRAPPE, GRAPIN, certaines portions de la Lance; ces portions étaient les piquants recourbés du FER des Lances ou GUIRARMES de la PREMIÈRE RANGÉE. — Ce même ÉCRIVAIN dit que la MILICE FRANÇAISE appelait LANCE — POIGNARDS, comme on eût dit lance-poinard, celle qui se composait d'une HAMPE courte et d'un FER très-aigu. Des FERS de Lance de ces diverses formes se sont conservés assez tard. — Il appelle l'AILLE ou la POIGNÉE de la Lance; ARESCELE, ARESTOLE, ARSTOLE, ARESTULE; mais peut-être ces substantifs et ARESTULE expriment-ils ce qu'on a nommé ARRÊT DE LANCE. — Au temps de l'usage du HAUPPET, les CHEVALIERS ne pouvant y clouer, comme on disait alors, la Lance, parce que cette ARMURE n'était pas suscep-

tible d'avoir un ARRÊT DE LANCE, ils appuyaient, ou, comme on disait, ils couchaient la Lance contre la RATTE de la SELLE D'ARMES; voilà pourquoi les vieilles selles avaient des RATTES si hautes et fortifiées d'une enveloppe de métal; on en a retrouvé, de nos jours, l'usage chez les MANICOUCKS. — On a cru que cette cavité de la SELLE où s'emboîtaient les reins du cavalier était un moyen de le consolider à cheval; mais ce n'était pas le principal objet. Le rempart antérieur donnait un point d'appui au POUSSIS ou AUX ROTTES de la Lance, et défendait le bas du buste, comme l'eût fait un BOUCLEUR; le rempart postérieur était le point d'appui et de résistance du CAVALIER frappé d'une Lance. Aussi quand on connaissait la Lance, dans les chocs sérieux, visait-on surtout au DÉFAUT DE LA CUIRASSE, ou à la tête; de là l'expression: ROMPRE EN VI-SIÈRE. — Quand la CUIRASSE DE FER PEU-PRÉVALUT dans la MILICE FRANÇAISE, cette CUIRASSE porta l'ARRÊT DE LANCE qu'on a aussi nommé FAUCON. — Au treizième siècle on se servait du FAUCON, en s'escrimant de la DEMI-LANCE, de la COSTILLE, de l'ÉPIE LONGUE. On employait, à peu près, de même la PANSTÉRIÈRE. — Avoir la Lance au POING, l'agiter le bras tendu, était le signal du COMBAT; ensuite elle se couchait, on couchait pour le POUSSIS; en appuyer le TALON, s'appelait la CLOUÉE. — On disait: BAISSEZ LA LANCE, dans le sens de s'avouer vaincu; de là les locutions: ARMES BAS, BAS LES ARMES. — PHILIPPE DE COMMINES dit qu'avant l'an 1300 il n'y avait point de Lances à POIGNÉE, comme en avaient, de son temps, les BOURGONNÉS et les BOURGONNAISES; ainsi, jusqu'au quatorzième siècle, la Lance avait la forme d'une FIGURE, forme qu'elle a, de nos jours, reprise dans les mains du LANCER. — Des Lances à POIGNÉE étaient aussi à MANCHETTE; c'était une rondelle de fer, une espèce d'écu à demeure, on de bassin percé qui garantissait la main, et était fixé en avant de la POIGNÉE. — A l'imitation des Lances des SARRASINS, celles des ébrelléens prirent, au temps des CROISADES, les RANDE-ROLES, les FLOQUETS, les FLAMMES, qui ont si longtemps orné le pied du FER ou ALLUMELLE de la Lance; les ARMES, transformées en autant de petits DRAPEAUX, étaient encore décorées de cette manière au temps où écrivait DELANOUF (1550, A); il le dit dans son dix-huitième livre. — Pendant le cours de la FÉODALITÉ, un PERSONNAGE était une Lance à FLAMME, une RANNIÈRE était une Lance à grande DRAPERIE; servir sous la Lance d'un RANNIÈRE, d'un CAPITAINE DE LANCES, c'était être son VASSAL, c'était livrer ses ENSEIGNES,

l'accompagner comme *PERSONIER*, comme *ARQUEBUSER* A CHEVAL, etc.; de ces locutions est restée celle-ci : servir sous un chef, comme on dirait : être à l'ombre de la BARBICOLE d'une LANCE NOBLE. — Dans les COMBATS SINGULIERS, quand le COUP de la Lance était mutuel, ou de l'espèce des COUPS FOURRÉS, cette double atteinte s'exprimait, suivant ROQUEFORT, par le verbe *ENTRACOLER*. — On rendait par *CLORE LE PAS*, l'idée du dernier coup de Lance d'un TOURNOI. — On appelait, suivant CARRÉ (1785, E), *esclisses* (*iclisses*), *coppeur* (*coppeux*), *figurons*, les éclats ou tronçons de Lances brisées dans la lice. — La manière dont un ASSAILLANT de TOURNOI BRASSAIT sa Lance, l'entourait, en touchait un CARTEL exposé par un TENANT, était désignative du genre de combat qu'il se proposait de livrer. — La Lance des JUGES du CAMP était quelquefois ornée d'une CORNETTE de femme; en touchant de ce signe révéral, que LA-CURIE appelle LANCE DES DAMES, les CHAMPIONS du TOURNOI ou du PAS D'ARMES, le JUGE les obligeait à suspendre le combat. — ROQUEFORT dit qu'on appelait *trac* ou *LANÇON*, le coup de Lance; de même l'ITALIEN disait : *lanciatola*, *lanciatetta*; *trac* signifiait aussi *FER DE LANC*; de là le diminutif *TRAQUET*. — Suivant DUANE, on appelait dans les TOURNOIS, *ROC DE LANC*, la partie de la Lance qui était en bois. On appelait, dans un PAS D'ARMES, LANC A OUTRANCE UN COMBAT à mort. — RETAILLER les Lances, c'était les accourcir, les transformer en *ORNI-PIQUE*; la GENDARMERIE DU MOYEN AGE en agissait de la sorte, quand elle devait combattre à pied, à l'instar des CHEVALIERS ANGLAIS OU ALLEMANDS. — Les *fers* de Lance fabriqués, au quatorzième siècle, à Toulouse et à BOURGEOUX (Bordeaux), ont été en réputation; le nom de Bourdeaux était regardé comme en analogie avec les mots *BOURDONS*, *BOURDONNASSES*. En général le *FER DE LANC* était de peu de largeur, quelquefois à quatre CARRES; on l'appelait *fers rebouchés*, ceux qui étaient garnis ou enfermés dans une enveloppe, à l'effet de ne point blesser. — Les bois à la fois droits et légers étaient ceux qu'on préférait pour les *RAMPS* de Lances; on y employait le frêne, le pin, le sycamore, le tremble, etc. — On appelait *FRAINES*, ou *LANCES FRAINES*, celles qui étaient de frêne. — On appelait *TILLEUL*, suivant ROQUEFORT, une Lance de *JOUTE* dont la *RAMPE* était de tilleul. — Par opposition à la LANC DE BATAILLE, on se servait de LANCES COURTOISES, GRACIEUSES à FOCHET, ou A ROQUET; c'étaient des ARMES INNOCENTES, des ARMES de *QUINTARES* ou de *JOUTES* DE

COURTOISE. — Quand les COMPAGNIES DE LANCES ou ESCADRONS, les COMPAGNIES D'ORDONNANCE, les COMPAGNIES DE GENTILHOMMES AU SEC DE CORBIN, succédaient aux CHEVALIERS et AUX TROUPES RÉGIMENTALES, elles héritaient de la Lance, et les GENS D'ARMES sont commandés par des CAPITAINES DE CENT LANCES, ou par des CHEFS d'un moindre nombre de CREVAUX. — La manière dont les GENDARMES chargeaient s'appelait *faire Lance basse*. La manière de fournir le COUP DE LANC SE terminait par la CARACOLE. — Comme dit que, de son temps, la Lance française s'était accourcie, mais que la POLONAISE était restée longue. — Au quinzième siècle la *BOURDONNASSE* était en usage; c'était une Lance grosse et longue, par opposition au GLAIVE, Lance mince et plus courte. Avoir la LANC EN ARRÊT, c'était la tenir presque verticalement appuyée sur la cuisse, la main droite saisissant la poignée. — Au seizième siècle, la MILICE ESPAGNOLE ne portait pas de Lances qui se missent en arrêt comme celles des gens d'armes français; mais seulement des Lances gages, à ce que dit M. le colonel CARRON (1824, A). — Cette assertion n'est peut-être pas entièrement exacte; seulement on doit dire que, par proportion avec sa GENS D'ARMÉE, l'ESPAGNE tenait sur pied bien plus de CAVALERIE LÉGÈRE que les autres nations; c'était une trace des coutumes moresques; mais les ESPAGNOLS se sont servi de grandes Lances plus tard que les FRANÇAIS; ils conservèrent, dit ROHAN, quelques compagnies de Lances plutôt par gravité que par raison. — La Lance de SPANI se nommait *CAADOR*; c'était une espèce d'ÉPÉE DE HUSSARD. — En France, on commença à ne plus se servir de Lances sous HENRI QUATRE; à IVRY le PISTOLET et le SABRE lui sont préférés. — Le discrédit où les Lances tombèrent, s'explique par l'emploi plus général de la POUCE, par les événements de l'époque. Les ESCADRONS DE CUIRASSES, comme on disait alors, avaient pris de la vogue; cette CAVALERIE LÉGÈRE avait cessé d'être aux ordres de la GENS D'ARMÉE, de composer sa domesticité; elle était commandée par des seigneurs puissants; depuis HENRI DEUX l'espèce des grands CREVAUX, seuls propres au MANTÈMENT de la Lance, avait été détruite par les guerres de la Ligue. Ce jeu de la Lance exigeait, d'ailleurs, des études de manège auxquelles les dissensions civiles ne permettaient plus qu'on se livrât; l'emploi des ÉPÉES, la réputation des CARABINS, la multiplication des ARMES À FEU qui demandait une CAVALERIE plus mobile, tout concourait à déprécier la Lance. — La Lance ne permettant aux GENS

D'ARMES DE COMBATTRE QUE SUR UN SEUL RANG, fut reconnue impuissante contre des escadrons de quelque profondeur, secondés par des feux d'artillerie, ou des pistolets; elle survécut quelque temps encore à la chute de la chevalerie et à l'invention des ARMES A FEU, mais elle disparut successivement partout, en même temps que l'ARMÉE. — Gheyn nous montre les Lances hollandaises ayant six à sept fieds environ, quelques-unes avaient la poignée défendue par une garde ou branche spirale. — MAURICE DE NASSAU abolit cette arme un des premiers, parce que l'expérience démontra que la HOLLANDE, pays coupé, était celui où la Lance convenait le moins. — Sous LOUIS TREIZIÈME, les Français y avaient renoncé absolument, quelque ROHAN (1729, A) la mentionne encore dans le détail qu'il fait de l'armement en usage. — Le CAVALIER ALLEMAND persévérait à s'en servir du temps de MONTICUCULI; cependant ce général, partisan de la pique, ne l'était pas de la Lance; BASTA (1612) aussi en était l'antagoniste; WALHAUSEN (1616, A), au contraire, s'en était déclaré le défenseur. — Cette obstination des Allemands explique pourquoi nos premiers RUSSARDS avaient une épée longue ou plutôt une brèche dont ils se servaient comme d'une Lance. — Dans le siècle dernier, FOLARD (1727, A) et MAURICE DE SAXE (1757, A) ont vainement essayé de faire revivre la Lance et la pique. Elles étaient rejetées parmi les MISÈRES UN SEASON. La cavalerie elle-même combattait à coups d'ARMES A FEU. — LESSAC (1785, A) a eu plus de succès; il conseillait de rendre la Lance à la CAVALERIE, ou d'armer du moins de la sorte un ESCADRON par RÉGIMENT. BONAPARTE a réalisé ce projet; il semble en avoir goûté plusieurs autres du même écrivain, qui regrettait l'abolition des CUIRASSES DE CAVALERIE, conseillait une irruption en ANGLETERRE, etc. — A la fin du dernier siècle, il se voyait dans la MILICE TURQUE un genre de Lances qui s'y nommait KARRI-MESSAC, à ce que dit l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C, au mot *Arme*), d'autres s'appelaient COSTANTITZA. Une Lance chinoise s'appelle MTOU. — La Lance s'est conservée dans la cavalerie papale; à l'enterrement des pontifes, l'avant-garde défile la Lance basse. — Jamais Lances ne furent si longues que celle des ganchos de la MILICE BRÉSILIENNE. — En 1828, quand l'ARMÉE RUSSSE se préparait à porter la guerre en TURQUIE, un ordre du jour du treize mars donna la Lance au premier rang de toute la CAVALERIE mise en campagne. — La MILICE PERSANE fait grand usage de la Lance. — La longueur de la Lance varie

chez presque tous les peuples, et y répond aux dimensions indiquées dans le *Journal de l'Armée*, t. II, p. 207. — Les auteurs qu'on peut consulter au sujet des Lances, sont : AUDOIN, BASTA (1612), BERNATON (1742, A), CARRÉ (1785, E), M. CARRION (1824, A), M. COTTÉ (1822, A), DANIEL (1721, A), DUBIGNÉ (1780, E), DESPAGNAC (1751, D), ENCYCLOPÉDIE (1785, C), FOLARD (1727, A), GASSENI, GHEYN, GORTEMANN, KRAEISRI, LACHESNAIE (1758, E), LESSAC (1785, A), MONCHARLON, MONTICUCULI (1692, A), MONTMORENCY, MILLER (1816), POLLUX, POLYER, PLETINKT, RAY DE SAINT-GHÉNIS (1755, A), ROBINSON, ROHAN (1729, A), SERVAN (1780, B), WALHAUSEN (1616, A), WILKINSON, l'*Encyclopédie du XIX^e siècle*, au mot *Armes*. Le terme Lance à main sera distingué en LANCHE DE LANCHE.

LANCE A OUTRANCE. V. A OUTRANCE. V. PAS D'ARMES.

LANCE A ROQUET. V. A ROQUET. V. LANCE A MAIN. V. ROQUET. V. ROQUET.

LANCE BRISÉE. V. BRISÉE, adj. V. JOUTE.

LANCE COURTE. V. A LA GNETTE. V. COURT, adj. V. ESPADON. V. GNETTAINE. V. GNETTE. V. INFANTERIE N° 5. V. LANCHE IDIOLIQUE. V. PARSTRACHE. V. RETRANCHEMENT. V. STRAUOT.

LANCE COURTOISE. V. COURTOIS. V. LANCE A MAIN. V. PAS D'ARMES. V. VERBOUL.

LANCE D'ARMES. V. ARMES. V. CHEVALIER UU MOYEN AGE N° 4. V. INFANTERIE N° 5. V. LANCHE A MAIN. V. LANCHE IDIOLIQUE.

LANCE DE BATAILLE. V. BATAILLE. V. LANCHE A MAIN. V. SERGENTERIE.

LANCE DE BUAU. V. BUAU. V. LANCHE A MAIN.

LANCE (lances) de CHEVAL DE FEU (G, 2, 4; H). Sorte de LANCES ordinairement en bois équarri, elles traversent en sens différents et à angle droit l'ARBRE du cheval; elles ont chaque extrémité garnie d'une pointe de fer; elles soutiennent l'arbre à deux pieds environ de terre. Leur longueur est d'un mètre et demi à deux mètres; leur équilibrage est de cinq centimètres environ. Quelquefois ces Lances sont en fer. GASENI donne trente-trois Lances à un arbre de trois mètres, et évalue à un kilogramme le poids de chaque Lance.

LANCE DE CHEVALIER. V. CHEVALIER. V. CHEVALIER UU MOYEN AGE N° 4. V. GANSEON. V. GENDARME UU MOYEN AGE N° 4. V. LANCHE A MAIN. V. MILICE POLONAISE N° 3.

LANCE DE GENDARME. V. GENDARME. V. GENDARME UU MOYEN AGE N° 4, 2, 3, 4, 7. V. GOUJAT. V. LANCHE A MAIN. V. SOIR DE COCHON.

LANCE de HULLAN. V. HULLAN. V. LANCE DE LANCIER. V. MILICE PRUSSIENNE n° 4.

LANCE de JOUTE. V. JOUTE. V. LANCE A MAIN.

LANCE de LANCIER OU LANCE DE HULLAN (B, 1). Sorte de LANCE A MAIN considérée comme étant ou ayant été en usage dans différentes milices, dans les RÉGIMENTS FRANÇAIS de LANCIPES de la GARDE et de la ligne, dans les CHAMPSURS A CHEVAL DELIGNÉ, etc. — Une arme comparable à une Lance était portée sous LOUIS QUATORZE par les HUSSARDS qui venaient d'être créés; cette mode fut de peu de durée. — A l'imitation des COSAQUES et des HULLANS, la légion du maréchal de SAXE, au service de France, portait la Lance; à l'abolition de ce corps, vers le milieu du dernier siècle, la Lance cessa de faire partie de l'armement français. — Elle a reparu en FRANCE avec les RÉGIMENTS DE LANCERS, et elle a été donnée AUX HOMMES DE TROUPE des corps nommés CHEVAL-LÉGERS-LANCERS. — C'est une LANCE A RANDERDE, en forme de pique; une courroie la tient attachée au bras du lancier quand il porte verticalement dans la botte de l'étrier droit le TALON OU SARTOT de l'arme. — Un traité du général Krasinski avait en vue le manèment et le salut de la Lance. — Les modèles de la Lance française se nomment modèle de l'an onze, et de 1816; ce dernier a été corrigé par le RÉGLEMENT de 1826 (24 décembre) qui en donne la description. — Une INSTRUCTION de 1855 réglait à dix francs soixante-dix-huit centimes le prix de la Lance bampée. — Les RÉGIMENTS de CAVALERIE WURTEMBERGEOISE sont tous armés en partie de Lances; un FORGEUR est créé en temps de GUERRE pour l'entretien de ces ARMES. — M. le général COTTE, GARNIER, M. LEGRAND (1837, A), l'*Encyclopédie du XIX^e siècle*, au mot *Arme*, peuvent être consultés sur la nature, la dimension, la configuration de cette arme.

LANCE d'ÉCUYER. V. ÉCUYER. V. LANCE A MAIN.

LANCE des DAMES. V. DAME. V. JOUTE. V. LANCE A MAIN. V. TOURNOI.

LANCE d'ESCRIME. V. ESCRIME. V. LANCE A MAIN.

LANCE EN ARRÊT. V. ARRÊT. V. ARRÊT DE LANCE. V. EN ARRÊT. V. LANCE A MAIN.

LANCE (lances) FOURNIE (F) OU LANCE GARNIE, comme disent JARRO (1777, G) et plusieurs autres. Sorte de LANCE IDIOMIQUE, c'est-à-dire de CHEVALIER OU de GENDARME porteurs d'une LANCE et accompagné de leurs SATELLITES OU CLIENTS. Ce petit ensemble de SOLDATS, cette AGREGATION armée constituaient la Lance fournie. — On re-

trouve une image de la Lance fournie dans les temps les plus reculés. PAUSANIAS rapporte que chez les GAULOIS, UN CAVALIER OU MAÎTRE était accompagné de deux VALETS montés comme lui, exercés au métier des armes, et destinés à le seconder, à le secourir, à le remplacer; c'était la TRIMA-CRÉSIE. — Le CROISADE DE 1202 ne donne pas encore l'idée de la Lance fournie; ou du moins la Lance ne se compose que d'un CHEVALIER et de deux ÉCUYERS. — La CROISADE DE 1240 ne présente pas non plus absolument un système de CAVALERIE dans lequel la Lance soit accompagnée de sous-ordres COMBATTANTS. — Cependant dès la naissance des ARMÉES FÉODALES il était institué de fait, si ce n'est de nom, des Lances fournies ficelées ou à SERVICE FORCÉ; les CAPITULAIRES témoignent qu'il y a eu des contrées où dix Lances fournies (cinquante ou soixante SATELLITES SOUS UN RACHELIER) formaient une RACÈLE; cinq RACÈLES (cinquante ou soixante Lances fournies) avaient pour CHEF DE LANCE UN RANNERET; ce chef avait ainsi trois cents CHEVAUX ou plus sous ses ordres; dans d'autres lieux, ou d'autres temps, on a appelé PENNONS l'ensemble des hommes sous un PENNON; mais ces formes, ces dénominations, ces quantités ont varié sans cesse, suivant les temps et les lieux. — Depuis l'époque où la GENDARMERIE DU MOYEN AGE se substitue à la CHEVALERIE, les Lances fournies figurent à chaque page de l'histoire; elles sont commandées par des GENTILHOMMES nommés GENDARMES, HOMMES D'ARMES OU MAÎTRES; ces Lances ne sont plus ficelées, elles sont volontaires. — WARREN (1828) affirme positivement qu'un GENDARME avait quatre CHEVAUX; c'est une erreur, comme toutes les propositions absolues, en fait d'antiquités. — HALLAM dit que les Lances comprennent trois ARCHERS, un COUTILIER, un PAGE OU VALET, tous à cheval; ce n'est également qu'une vérité relative et locale. — Les RABUTES ITALIENS du quatorzième siècle étaient ordonnés en Lances fournies composées de deux GUTARMERS et de deux CHEVAUX; il y avait, dans cette même contrée, des AVENTURIERS organisés en Lances fournies, de force diverse; mais, en général, les LANCES ITALIENNES étaient moitié moins fortes que les Lances FRANÇAISES. — Ceia-ci ont, suivant les temps, traîné à leur suite des ARBALLIÈRES, des ARCHERS, des CHEVAL-LÉGERS, des COUTILIERS, des ÉCUYERS, des GUTARMERS, des PAGES, des VALETS. — Ainsi VALLÉ se montre plus correct dans ses assertions que HALLAM et WARREN; il dit avec raison que les Lances ont varié,

dans la MILICE FRANÇAISE, depuis un millier de trois satellites secondant le gendarme, jusqu'à un maximum de quatorze servants d'armes (*servientes armorum*); deux ou trois combattaient près du chef, les autres le servaient, ou étaient en seconde ligne. — Au quatorzième siècle, le duc de Bourgogne tenait sur pied deux mille cinq cents à trois mille Lances; c'était une cavalerie de quinze à dix-huit mille hommes. — Sous le règne de Jean, chaque chef de lance à sous ses ordres trois à quatre combattants. — En 1372, les compagnies d'ordonnance françaises de cent hommes étaient réellement de six à sept cents hommes et de près de douze cents chevaux, parce que chaque chef de lance ou gendarme avait onze chevaux, savoir : pour lui, un cheval de bataille, un bidet, un sommier (cheval de somme); pour le valet, un courtaut; pour le page, un cheval ou une haquenée; pour chaque archer, deux chevaux. On voit quel encombrement, quel désordre devait occasionner un tel attirail; que devenaient les hommes ou les chevaux malades? Comment avitailler une troupe dont l'effectif ne pouvait être consulté? Comment manœuvrer, quand le nombre des rangs était disparate dans chaque file, et n'était jamais deux jours de suite le même? — Chaque maître ou gendarme avait à sa suite, sous Charles sept, cinq hommes, savoir : trois archers ou coustiliers et un page ou valet; il avait en outre un gros valet ou valet. Ces hommes se rangeaient derrière le chef de la lance, le secondaient, le servaient et le secouraient au jour d'action, mais ils n'étaient pas gens d'armes. — En 1439, la lance était de cinq chevaux, dont deux archers à cheval, un page, un gros valet. — En 1444, elle comprenait trois archers, un écuyer, un coustilier et un page, en tout six chevaux. — Les lettres de 1467 (avril) réglaient le logement à raison, par lance, d'une chambre à cheminée, et trois lits garnis de draps; mais cette mesure a dû être aussi variable que l'était la force de la lance. — Sous Louis dix, les archers de la lance écossaise formaient une lance de six hommes; c'était la force que ce prince avait fixée pour toutes les lances. — Par un autre statut de 1474, nommé la *Grande ordonnance*, il n'est plus armé que deux archers par lance, un page, un coustilier, un valet d'équipage; en tout, six chevaux. — Paul Jové peignait la lance fournie, sous Charles huit, comme se composant d'un homme d'armes, qu'il appelle cataphracte, de deux écuyers et d'un page. — En 1498 (7 juillet), Louis douze consti-

tuait, à raison de sept hommes, la lance. — Des images qui sont venues jusqu'à nous et qui représentent les anciennes monstres des quizième et seizième siècles, on lire la preuve, dit M. Moynier, que l'homme d'armes se tenait au premier rang, l'archer ou les archers au second, le page au troisième, le coustilier au quatrième; c'était en effet le rang de préséance; mais au jour d'action, c'étaient le page et le coustilier qui restaient près de leur maître, l'homme d'armes, tandis que les archers voutchaient et n'avaient pas de poste fixe. — Par l'ordonnance de 1520, François premier composait la lance de huit hommes, savoir : l'homme d'armes, deux archers, cinq cheval-légers sans distinction de pages ou valets, écuyers ou coustiliers. — Les ordonnances de Henri deux (1559) par une sorte de détachement ne composaient la lance que de quatre chevaux. Celle de 1549, sous le même prince, s'exprimait comme il suit : *Chaque lance de nos ordonnances sera formée de huit chevaux, d'un homme d'armes et de deux archers, suivant les anciennes ordonnances*. — Sous Charles neuve, les archers furent retirés de la lance fournie, pour devenir cavalerie légère, et servir à part; les chefs de lance deviennent gens d'armes enrégimentée. — Depuis ces époques, les capitaines d'hommes d'armes faisaient porter leur livrée ou orfèvre sur chaque henneton ou caraque de lances, c'est-à-dire de lanciers. — En parlant des gendarmes du moyen âge, nous avons dit quelque chose de la soldr des lances fournies, et des précautions prises par Louis dix pour empêcher la dissipation de la paye des inférieurs, que les chefs s'approprièrent souvent. Ces chefs trompaient également le roi au moyen de fausses lances, c'est-à-dire de faibles-volants présentés aux monstres ou revue, comme vraies lances, et comme des combattants enrobés. Mais le taux des émoluments des lances est un sujet mal éclairci et qui ne sera jamais mieux. — Au quizième siècle on amalgamait quelquefois, mais accidentellement, les armes diverses des lances d'armes; on en formait ce qu'on appelait alors des échelles (échelles tactiques). — Peu après l'institution de l'infanterie formée en grandes compagnies, les lances disparaissent, les escadrons prennent naissance. Jusque-là, il n'y avait pas eu de tactique possible pour la cavalerie. — La variation perpétuelle de la force et de la composition des lances explique pourquoi la cavalerie française a été si longtemps inhabile aux manœuvres. — Dans le siècle dernier les nullans polo-

NAIS étaient encore un genre de Lance fournie. — Il existait encore de nos jours en ESPAGNE une imposition qu'on appelait *lanza*, la Lance on le lancier, car en ESPAGNOL ces mots se prennent l'un pour l'autre; cette imposition, devenue un tribut en argent, se levait autrefois en nature; il était, dans les siècles derniers, acquitté pécuniairement par les ducs, par la grandesse, en acquit de leurs terres et comme une représentation du contingent féodal payé jadis en hommes armés. — Dans le dernier siècle, des GARDES DU CORPS de la MILICE ANGLAISE, nommés GENTILSHOMMES PENSIONNAIRES, étaient tenus d'entretenir un VALET armé; des HULLANS SAXONS étaient également suivis de leurs PAGES; c'étaient les dernières traces des Lances fournies. — Les AUTRES qu'on peut consulter sur ces différents sujets, sont: BARRTON (1742, A), CARRÉ (1785, E), CARRIOR (1824, A), DANIEL (1721, A), DARU (*Histoire de Bretagne*), DESPAONAC (1751, B), ENCYCLOPÉDIE (1785, C), GORTZMANN, VELLT.

LANCE FRAISINE. V. FRAISINE. V. LANCER.

LANCE GAIE. V. ARREGAIE. V. GAI, adj.

LANCE GARNIE. V. CARRÉ VIDE. V. GANT-LEST. V. GARRI, adj. V. LANCE FOURNIE.

LANCE GAYE. V. ARREGAIE. V. GAY, adj.

LANCE GÉNÉTAIRE. V. ARREGAIE. V. GÉNÉTAIRE. V. LANCE IDIOPLIQUE.

LANCE GRACIEUSE. V. GRACIEUX, adj. V. JOUTE. V. LANCE A MAIN. V. TABLE RONDS.

LANCE GUAYE. V. ARREGAIE. V. GUAY. V. LANCE A MAIN.

LANCE (lances) IDIOPLIQUE (terme, sous-génér.). Sorte de Lances ainsi nommées par opposition aux LANCES A MAIN. — Il s'agit ici des Lances, c'est-à-dire des CAVALIERS, des CHEVALIERS ou des GENDARMES DU MOYEN AGE qui combattaient armés d'une Lance. — On faisait par Lances le DÉCOMBEMENT des ARMÉES. La raison eût voulu que le substantif Lance ainsi employé prit le genre masculin; mais l'usage l'a maintenu féminin. On donnait absolument le nom de Lances à des HOMMES DE GUERRE ayant la LANCE D'ARMES, qu'on appelait GÉNÉTAIRE, ou LANCÉ GÉNÉTAIRE des CHEVAUX-LÉGERS qui avaient la LANCE COURTE. — LES COMPAGNIES D'ORDONNANCE s'appelaient, par cette raison, COMPAGNIES DE LANCES. — A Caëcy, quelques Lances ANGLAISES taillèrent en pièces la nombreuse INFANTERIE des communes. — Dire d'un HOMME DE GUERRE que c'était une Lance, c'était donner à entendre que c'était un JOUTEN babillé à manier le glaive, à courir ou courir LA BAGUE, à BRIDER LE FAUCON, à FOURNIR UNE COUSSE DE QUINTARE. — Sous CHARLES

SEPT, les Lances, c'est-à-dire les ESCADERS de LANCERS, se distinguaient par la CORRETTA du casque. — VOLTAIRE a dit dans la HENRIADE :

Il court; il voit au loin ces lances espagnoles...

parce que, en ESPAGNOL comme en français, Lance et lancier étaient synonymes. — Sous le règne de MAXIMILIE, DENI, UNE CORNETTE DE CAVALERIE AUTRICHIENNE comprenait soixante Lances armées de toutes pièces. — Le terme sera distingué ici en LANCE FOURNIE.

LANCE NOBLE. V. FÉODALITÉ. V. LANCE A MAIN. V. NOBLE, adj. et subs. V. NOBLESSE. V. OFFICIER N° 5. V. SEIGNEUR.

LANCE POINGNIAU. V. LANCE A MAIN. V. POINGNIAU.

LANCE PROJECTILE. V. LANCE A MAIN. V. PROJECTILE, adj.

LANCE VERT. V. AVENTUREUX. V. VERT, adj.

LANCEICE. adj. V. LANCER LANC. V. LANC.

LANCELOT. V. NOME PROPRES.

LANCELOU. subs. masc. V. ARCHIEV. V. CRÉNEAU. V. LANCER. V. LANCER. V. OUVRAGE DE FORTIFICATION.

LANCEPASSADE. V. ANSPASSADE.

LANCEPÉCAT. V. ANSPASSADE. V. GENDARME DU MOYEN AGE N° 7.

LANCEPÉSSADE. V. ANSPASSADE. V. LANCER.

LANCER, verb. neut. (F), ou LANCERER, ou LANCER, ou LANCER, ou LANCER, suivant ROQUFORT. Mot dérivé du bas latin *lanccare*, signifiant jouter à la Lance, porter des coups de Lance; les ESPAGNOLS en ont fait le verbe *lançar*. — Maintenant le verbe Lancer donne idée de l'action de mettre en mouvement un PROJECTILE au moyen d'une ARME DE DÉCLIC ou d'une BALISTE, de jeter un DIFERID, UNE GERRADE, etc.

LANCER UNE SORTIE. V. MILICE TURQUE N° 7. V. SORTIS. V. SORTIE D'ASSIÉGÉS.

LANCERER, verb. neut. V. LANCER.

LANCESPEZATE, subs. masc. V. ANSPASSADE.

LANCHE, subs. fém. V. LANCER.

LANCHER, verb. neut. V. LANCER. V. LANCER.

LANCHER, verb. neut. V. LANCER. V. LANCER.

LANCIER, verb. neut. V. LANCER. V. LANCER.

LANCIER (lanciers), subs. masc. (F), ou LANCROER. Mot qui tient à la même racine que le substantif LANCER, et qui dérive du bas latin *lanccarius*. Il va être surtout envisagé comme LANCER FRANÇAIS. — Il s'est

VI, mais rarement, de l'infanterie porter le nom de Lanciers. — A la fin du MOYEN AGE, on prenait lance ou Lancier par opposition à GÉNÉTAIRE. — Les Lanciers vont être considérés ici comme une ARME DE CAVALERIE LÉGÈRE moderne et comme des CAVALIERS DE TROUPE introduits dans l'ARMÉE FRANÇAISE à l'imitation des HULLANS des MILICES DU NORD, empruntés eux-mêmes AUX HODDES ASIATIQUES. — L'ARME des Lanciers était à peine connue des FRANÇAIS avant la GUERRE DE 1792; car on ne se souvenait presque plus des HULLANS de la légion du maréchal de SAXE. — En l'an neuf, le colonel du troisième régiment de RUSSOIS donna de son propre mouvement des lances à une compagnie de son corps; il la présenta à la parade du premier consul, aux Tuileries; cet essai alors n'eut pas de suite. — Sous le règne de Napoléon, quatre régiments de Lanciers furent créés, en 1808, à l'instar des Lanciers de SAXE. LES LANCERS DE LIGNE étaient à quatre ESCADRONS, les seize ESCADRONS formaient trois mille cinq cents hommes. Ils avaient la BELLE ANGLAISE HONGROISE. Ils avaient PAYE de CAVALERIE LÉGÈRE. — Le DÉCRET de 1811 (25 NOVEMBRE) attachait un régiment de Lanciers à chaque DIVISION DE GUERRIERS. — Ces régiments franco-polonais et les corps français qui en furent une imitation se nommèrent CHEVAUX-LÉGERS-Lanciers; la dernière de ces désignations eût suffi; le titre de CHEVAL-LÉGER était bien inutile. — Le caprice et l'irréflexion avaient donné aux régiments de Lanciers un HAMELEMENT et un HARNACHEMENT différent de ceux du reste de la CAVALERIE LÉGÈRE; aucun motif sensé ne justifiait cette disparate, ce RUSTRA étriqué, ce SCAPTRA étranger, qui étaient la caricature du vrai costume polonais. — En 1812, il y avait neuf régiments; leurs cinquante ESCADRONS se composaient de neuf mille huit cent trente hommes. L'ORDONNANCE DE 1813 (3 AVRIL) ne portait la force des Lanciers qu'à six mille trois cent trente hommes. L'ORDONNANCE DE 1814 (12 MAI) ne reconnaissait que six régiments; leurs vingt-quatre ESCADRONS équivalaient à trois mille huit cent vingt-quatre hommes. — La *Sentinelle de l'Armée*, n° 7, donne à entendre que les puissances étrangères, redoutant le formidable usage de la LANCE, dans la main des SOLDATS FRANÇAIS, leur auraient imposé l'obligation d'abolir ce genre de CORPS À CHEVAL; nous ne saurions croire à une telle supposition, mais il est vrai que l'ORDONNANCE DE 1815 (30 AOÛT) ne reconnaissait plus de Lanciers. — Les seigneurs de la cour de LOUIS DIX-HUIT ne goûtaient pas les

corps de Lanciers, parce qu'ils croyaient que c'était une innovation introduite par BONAPARTE; ils ignoraient qu'un ancien allié de la famille royale, que le maréchal de SAXE avait amené, en FRANCE, des HULLANS avant que Napoléon en créât. Mais l'esprit de coquetterie pousse les généraux qui influent dans la composition de la GARDE du souverain, à y introduire un RÉGIMENT DE LANCERS. En cela ils étaient bien plus préoccupés du brillant de la tenue étrange et étrangère que des intérêts de l'ART. — A l'époque de la restauration, le MINISTRE DE LA GUERRE GOUVERN blâma pour faire admettre dans l'ARMÉE FRANÇAISE des Lanciers, sans réorganiser des RÉGIMENTS que les courtisans repoussaient, et il fut amené à sa malheureuse, mais excusable conception des régiments mêlés, des RÉGIMENTS DE CHASSEURS entremêlés de Lanciers. — Il y a en FRANCE peu d'unanimité dans les opinions touchant l'organisation, l'importance, l'utilité du service des Lanciers; des ÉCRIVAINS voulaient qu'ils fussent, à l'instar des COSAQUES, une CAVALERIE LÉGÈRE irrégulière; qu'ils ne servissent qu'en COMPAGNIES ou en ESCADRONS, non en RÉGIMENTS. Mais une organisation de cette nature livre, pour ainsi dire, à eux-mêmes les hommes de troupe; de là proviennent mille désordres. — D'autres, par un abus contraire, voulaient voir les Lanciers escadronner comme la GROSSE CAVALERIE; l'opinion du MINISTRE DE LA GUERRE était, à cet égard, si peu arrêtée, que, en 1853, il n'avait pas fait rédiger encore, à l'usage des Lanciers, le moindre document touchant leurs MANÈVRES et le maniement de leur ARME. Il n'existait dans l'ARMÉE FRANÇAISE qu'un recueil de gravures, à peine connu et peu répandu, que M. le colonel KRZYSZAKI avait fait tirer à un petit nombre d'exemplaires en 1811 (24 septembre) pour l'instruction du régiment des Lanciers de la GARDE; mais il n'y était question que de l'ESCRIME de la LANCE, nullement des MANÈVRES. — BONAPARTE avait créé les Lanciers en CAVALERIE LÉGÈRE régulière en vue de les opposer à la CAVALERIE IRRÉGULIÈRE de l'ennemi; mais l'ARME avait le défaut de n'être pas nationale, et le désavantage de ne trouver que difficilement, en FRANCE, des CHEVAUX d'une espèce propre à la monter; RUSSI, dans le commencement, elle ne réalisait pas ce qu'on en attendait. Néanmoins on voulait tirer parti des Lanciers avant de s'être occupé de leur éducation; on renonça à s'en servir comme COSAQUES ou HULLANS, et l'on commença à les regarder comme les auxiliaires et les voltigeurs des GUERRIERS, comme destinés à effraou-

cher les chevaux de la cavalerie ennemie par le flottement et les couleurs de la bardure, enfin comme une troupe propre, par sa vélocité et son armement, à terminer les charges entamées contre l'infanterie par les escadrons cuirassés. Les généraux d'armées employaient utilement aussi les Lanciers aux attaques des carrés déjà ébranlés par les projectiles de l'artillerie. — Suivant ce qu'on lit dans M. COURTIN (1827, au mot *Escrime*), les Lanciers polonais de l'armée française n'auraient reçu la lance que par un pur caprice du chef de l'Etat; leur colonel était fort mécontent d'une perche armée d'un fer aigu, les cavaliers polonais étaient bien plus redoutables le sabre ou le poulanche à la main. — M. le général ROGNAT (1816) proposait qu'on armât de lances tous les cuirassiers; c'était vouloir recommencer la tactique du moyen âge. — En France, l'arme des Lanciers ne consistait plus sous la restauration que dans un régiment qui faisait partie de la garde royale et dans des escadrons attachés, à tort ou à raison, à nos régiments de chasseurs à cheval. — Quand chez nous les opinions étaient encore flottantes, ce genre de cavalerie était de plus en plus goûté par de grandes puissances, toutes les milices du Nord l'adoptaient. Leur cavalerie mixte prenait même la lance; il en résulta, dans la manière de combattre, des modifications marquées. Peut-être l'importance de la raquette s'en ressentira-t-elle; peut-être dans les actions où les cartouches manquaient, où l'humidité du air rendrait nul l'usage du fusil, les carrés d'infanterie attaqués par des Lanciers résolus, adroits et bien armés, se trouveraient-ils dans une position défavorable; qui sait si ces considérations ne décideront pas de l'adoption des amorces fulminantes, et n'exciteront pas la culture de la gymnastique et l'étude plus sérieuse d'une escrime de la raquette. — En 1830 (août), les Lanciers de la garde sont dissous, un régiment de ligne nommé Lanciers d'Orléans est créé. — Le ministre SOULT a formé des régiments de Lanciers d'une manière qui a eu peu d'approbateurs, comme le témoigne la *Sentinelle de l'Armée* (t. II, p. 350). Les cinq premiers de chasseurs devenaient les cinq premiers de Lanciers, ce qui bouleversait toute l'arme des chasseurs. Ce ministre a changé cinq fois en deux ans le pantalon des officiers. — L'ORDONNANCE DE 1831 (19 FÉVRIER) reconnaissait comme CAVALIER DE LIGNE SIX RÉGIMENTS de Lanciers, ayant chacun deux escadrons de tirailleurs, ne portant pas de lance. En 1831 (18 mars), la force en était

fixée à mille vingt-six hommes. Leur uniforme était réglé par l'INSTRUCTION DE 1831 (6 MAI); leurs couleurs étaient le bleu et le garance; leur ceinture était de deux couleurs; leur flamme ou lance était tricolore. Leur bonnet ou shapka était de la forme la plus incommode. — La DÉCISION DE 1831 (7 JUILLET) modifiait cette ordonnance. — En 1835 (22 MARS) une compagnie modèle du troisième régiment de Lanciers était envoyée à Paris pour y être examinée au ministère et à la cour, et y donner idée d'un nouveau système d'armement qui plaçait un mousqueton dans la fente gauche; cette nouveauté est dessinée dans le GARYN à cheval, publié il y a deux siècles et demi. — La DÉCISION DE 1836 (24 NOVEMBRE) et l'ORDONNANCE DE 1836 (27 NOVEMBRE) transformaient en 7^e et 8^e de Lanciers, deux régiments de chasseurs à cheval; la première de ces décisions les surchargeait d'un mousqueton. — Une DÉCISION DE 1836 (8 DÉCEMBRE) s'occupait de leur tactique. — L'ORDONNANCE DE 1836 (28 DÉCEMBRE) que les régiments de Lanciers avaient surnommée l'ordonnance impossible, ressuscitait une blâmable méthode des Polonais de la garde impériale, c'est-à-dire que le comité de l'infanterie et de la cavalerie voulait que le Lancier portât à pied lance, sabre et mousqueton. Un ministre signalait d'une pareille déraison eût mérité d'être destitué. Une autre aberration de la même ordonnance retirait la lance au cinquième escadron, et renouvellait ce genre hâtard de soldats métiés qu'avait imaginé GOUVION SAINT-CYR. — Une NOTE DE 1837 (14 MARS) donnait aux Lanciers l'uniforme bleu avec couleur distinctive bordeaux pour les quatre premiers régiments, et garance pour les quatre derniers. — On était si peu arrêté sur l'armement des Lanciers, et par conséquent sur la manière de les employer en guerre, qu'en 1839, comme le témoigne la *Sentinelle de l'Armée* (t. V, p. 126), aucun régiment de cette arme n'avait été appelé à faire partie de l'armée française rassemblée sur la frontière de la Belgique. — Quelques détails sur les Lanciers se trouvent dans M. AMBERT, dans M. SIGARD; et une image de leur costume est donnée dans le *Journal de l'Armée* (t. III, p. 262 et pl. 9), dans la *Sentinelle de l'Armée* (t. II, p. 320; t. V, p. 154), dans l'*Armée* (journal) (p. 67). — Il est traité du manement du leur lance dans COURTIN (1827, au mot *Escrime*).

LANCIER A PIED. V. A PIED. V. TACTIQUE, subs.

LANCIER ANGLAIS. V. ANGLAIS, adj. V. MILICE ANGLAISE n° 2.

LANCIER AUTRICHIEN. V. AUTRICHIEN, adj.
V. CARABINE. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 2.

LANCIER BELGE. V. BELGE, adj. V. MILICE BELGE.

LANCIER COLOMBIEN. V. COLOMBIEN, adj.
V. MILICE COLOMBIENNE.

LANCIER DANOIS. V. DANOIS, adj. V. MILICE DANOISE N° 1.

LANCIER DE GARDE IMPÉRIALE. V. AGE D'ENROLEMENT D'OFFICIER. V. GARDE IMPÉRIALE N° 2. V. MOUSQUETON. V. SELLE DE CAVALLERIE.

LANCIER DE GARDE ROYAL. V. AGREGATION. V. ARME PERSONNELLE N° 2. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 2. V. GARDE ROYALE. V. RÉGIMENT FRANÇAIS.

LANCIER DE LIGNE. V. ARME PERSONNELLE. V. LIGNE.

LANCIER ESPAGNOL. V. ESPAGNOL, adj. V. MILICE ESPAGNOLE N° 2.

LANCIER FRANÇAIS. V. DÉPÔT DE LA GUERRE. V. ESCOPETTE. V. FRANÇAIS, adj. V. LANCIER.

LANCIER GREC. V. GREC, adj. V. MILICE HELLÉNIQUE.

LANCIER HANOVIEN. V. HANOVIEN, adj.
V. MILICE HANOVIENNE.

LANCIER HOLLANDAIS. V. HOLLANDAIS. V. MILICE HOLLANDAISE N° 2.

LANCIER NÉERLANDAIS. V. MILICE NÉERLANDAISE N° 1. V. NÉERLANDAIS, adj.

LANCIER PARAGUÉEN. V. MILICE PARAGUÉENNE. V. PARAGUÉEN, adj.

LANCIER POLONAIS. V. AGE D'ENROLEMENT D'OFFICIER. V. CORPS ÉTRANGERS. V. MILICE POLONAISE N° 1. V. POLONAIS, adj.

LANCIER RUSSE. V. MILICE RUSSE N° 2. V. RUSS, adj.

LANCIER TURCO-ÉGYPTIEN. V. MILICE TURCO-ÉGYPTIENNE N° 2. V. TURCO-ÉGYPTIEN, adj.

LANDAU; LANDERBERCK; LANDE; LANDMANN; LANDO; LANDRECK; LANDRI; LANDSBERG; LANDSHUT.
V. NOMS PROPRES.

LANDSKNECHT, subs. masc. V. LANDSQUINET.

LANDSPEZZATE, subs. masc. V. ANSPESZATE.

LANDSTURM, subs. fém. et masc. (F). Mot ALLEMAND, ou plutôt prussien, qui signifie LEVÉ EN MARS. Les Landsturms NÉERLANDAIS, PRUSSIEN, SUISSE, etc., étaient le complément de la LANDWEHR, ou l'arrière-ban du pays; telles étaient aussi les ORDONNANCES PORTUGAISES, l'INSURRECTION HONGROISE, la POSPOLITE POLONAISE, les COSAQUES, etc. — Il a été traité de ce sujet

par WEISE et le Dictionnaire de la Conversation. M. Koch, dans le Bulletin des Sciences militaires, fait féminin le mot LANDSTURM.

LANDWEHR, subs. fém. et masc. V. LANDWEHR.

LANDWEHR, subs. fém. et masc. (F). OU LANDTWEHR. Mot TEUTON ou vieux SAXON, devenu LATIN, puis ALLEMAND, puis FRANÇAIS; il donne l'idée d'une RÉSERVE DE GUERRE ou d'une GARDE NATIONALE formée par la voie des APPELS, mais laissée, en tout ou en partie, dans ses foyers. — Le caprice des soldats a fait féminin le substantif Landwehr. — Dans le Bulletin des Sciences militaires, M. Koch ne fait féminin en quelques passages. Des auteurs l'ont fait masculin; il est tantôt de ce genre, tantôt de l'autre, dans le Spectateur militaire (septembre 1826, janvier 1827, octobre 1829); il aurait dû être masculin, puisque, dans le LATIN barbare, il était neutre. — Quoique le terme ne se soit répandu que depuis trois à quatre lustres, il n'en a pas moins dix siècles d'existence; on le retrouve dans des usages écrits que M. HALLAM regarde comme plus anciens qu'aucune des lois coutumières de l'Europe; il se trouve dans un des capitulaires de CHARLES LE CHAUVÉ relatif aux LEVÉS EN MARS, comme le témoigne BALZER (t. II, p. 44); il figure dans le corps des lois aragonaises confirmées par ALPHONSE trois, et connues sous le nom de *fueros*. — Une des lois qui est un modèle de conscription est rapportée par WALTER SCOTT (la Dame du lac), cette loi commence ainsi: *De appellitis ita statuimus. Cum homines de villis, vel qui stant in montanis cum suis ganatis (gregibus) audierint appellitum; omnes capiant arma, et demissis ganatis et omnibus aliis suis faciendis (negotiis) sequantur appellitum.* — Ce LATIN barbare peut se traduire dans les termes que voici: Nous avons réglé comme il suit ce qui concerne les APPELS; lorsque les hommes, soit des communes, soit des montagnes où ils gardent leurs troupeaux, auront connaissance du RECRUTEMENT, il leur est enjoint de prendre les armes, d'abandonner leurs troupeaux, de renoncer à tous leurs autres intérêts, et de se rendre au poste que leur assigne l'APPEL, etc. — Il y avait analogie entre cette conscription aragonaise et l'ancienne institution que les GERMAINS appelaient *heerbann*, BAN DE GUERRE. — Les uns dérivent Landwehr, de *wehr*, arme ou défense, et de *land*, terre; d'autres de *heer*, armée. — Plus d'un écrivain le croit moderne: ce mot suppose que la Landwehr est une imitation de la LEVÉE des MILITAIRES

de **LANGES** QUATREZ; c'est une complète erreur. — Dans les siècles passés, l'INSURRECTION HONGROISE, et, de nos jours, les ORDONNANCES PORTUGAISES et la SCHUTTERY de HOLLANDE étaient une espèce de Landwehr. — La Landwehr moderne a pris naissance en PRUSSE; cette puissance possède ainsi, en cas de GUERRE, une troupe nombreuse toute préparée dans le silence de paix, toute formée, sans que le trésor se soit mis en grands frais; c'est une troupe prête, s'il le faut, à combattre, parce que son instruction est dégrossie. — La Landwehr prussienne a été un accroissement conscriptionnaire des forces; s'elle ordonne par RANG; elle fournit des hommes pour le SERVICE SÉDENTAIRE des GARNISONS, afin de rendre disponibles les TROUPES DE LIGNE si la guerre éclate. — En SUISSE, le SECONDE RAN de la Landwehr se nomme *bundesheer*; c'est une RÉSERVE SÉDENTAIRE, locale, ou une GARDE CIVIQUE considérée comme distincte de l'armée fédérale. — Ce que la milice suédoise appelle *landivoern* est au contraire une RÉSERVE de VÉTÉRANS, tels que ceux que le ministre GOUVERNEMENT essaya d'instituer en FRANCE. — Les MILICERS ANGLAIS et les RÉSERVES de la MILICE PIÉMONTAISE sont une sorte de LANDWEHR. — Dans la MILICE SAXONNE, une faible Landwehr est toute l'ARMÉE. — Dans la plupart des MILICES du Nord, telles que celle du WURTEMBERG, etc., la Landwehr est une GARDE NATIONALE DE SECOND RAN ou de second degré. Des INSTITUTIONS ANALOGUES à celle-ci se retrouvaient dans la MILICE RÉPULCAINE. — Dans la MILICE HOLLANDAISE, la Landwehr s'appelle SCHUTTERY. — L'Institution de la Landwehr prussienne a changé l'ARMÉE de ligne en un cadre toujours prêt à recevoir la totalité de la portion virile de la nation. — En 1812, la MILICE RUSSIE avait convoqué, en manière de Landwehr, les MILICES PROVINCIALES. — En 1814, l'exercice de la FIGURE, par WALHAUSEN, était réimprimé à l'usage de la Landwehr de PRUSSE. — En 1831, les puissances du Nord avaient armé toutes leurs Landwehrs. — Les AUTEURS qui ont spécialement traité de la Landwehr sont: HENRICH (1814), LEYDEN, RAPPAET (1818), ROEDER (1815), SCHRADER, WALHAUSEN (1814), WEISS, le *Dictionnaire de la Conversation*, au mot *Landsturm*.

LANGRANS; LANGE; LANGEAIS; LANGEAY; LANGEY; LANGLES. V. NOMS PROPRES.

LANGUE, subs. fém. V. AMPUTATION DE LA L... V. PERÇEMENT DE L...

LANGUE (term. génér.), ou LANGUE MILITAIRE. — Le mot Langue est une corruption du LATIN *lingua*. — La Langue de

FRANCE surtout va nous occuper, puisque la FRANCE et l'EGROPE usent, pour ainsi dire, des mêmes termes militaires. — L'objet ici est de traiter le sujet sous le rapport philologique et historique, et de constater dans quelle proportion chaque peuple aurait concouru à la composition de la Langue militaire européenne. — La GUERRE est antérieure à la civilisation; ainsi la Langue militaire, prise par opposition à celle des autres arts, est une des premières que l'homme ait parlée. — L'histoire des révolutions des Langues de tous les peuples est liée intimement aux événements de la GUERRE; cette influence des ARMES sur le langage n'a pas été assez étudiée. — Le perfectionnement du parler vulgaire témoigne de la maturité des peuples; le perfectionnement de chaque Langue didactique est le garant du raffinement de la science qu'elle sert à interpréter; les déductions de cette proposition viendront bientôt. — Le CELTIQUE a régné, dit M. MONTEIL, dans la GRÈCE et dans l'ITALIE avant que des hordes orientales et des tribus maritimes fissent la conquête de ces contrées. — Que cette assertion soit ou non fondée, il est sûr que quelques expressions militaires en proviennent, et n'étaient pas inconnues dans les idiomes mélangés des vainqueurs et des peuples vaincus dans la GRÈCE orientale et dans la Grande-GRÈCE. — Les savants ont appelé, dit le même ÉCRIVAIN, *expansion coloniale*, l'introduction des Langues orientales de l'ASIE dans le NORD et l'ORIENT de l'EGROPE, et *expansion militaire* l'usage général de la LANGUE LATINE dans les pays conquis par les ROMAINS. — Mais quelque distinction qu'on établisse entre les *expansions coloniales*, militaires ou littéraires (c'est-à-dire grecque), réellement elles sont toutes plus ou moins militaires. — Ce qui va être dit sur l'ensemble du sujet, concerne également toutes les MILICES, car la civilisation moderne a créé pour les nations une existence commune; les études qui intéressent l'une sont du ressort des autres; les ÉCRIVAINS à grandes vues lèvent tribut sur toutes les Langues. Si, dans ce commerce des peuples, les échanges ne sont pas réciproques, si des contributions sont moins productives, rappellent un terroir stérile, ne renferment qu'un savoir local, elles n'en concourront pas moins à former un tout européen; l'esprit de nationalité se fondra en un foyer commun de lumières. — VOLNEY a dit: *Le premier livre d'une nation est le dictionnaire de sa Langue*. — CORDONCET a dit: *La perfection de la Langue de chaque science contribue plus qu'on ne l'imagine*

à y rendre les découvertes plus promptes et plus faciles. — Les ARMÉES possèdent-elles le premier, le plus utile de leurs livres, ont-elles un DICTIONNAIRE officiel authentique? — Forçons la proposition et disons : — Les ARMÉES ont-elles une Langue, et son développement a-t-il favorisé celui de la logique militaire? — Le débat de cette question donnerait une faible idée des institutions de l'EUROPE; les législateurs qui siègent dans les CHÂNCELLERIES MILITAIRES n'ont ni encouragé la culture de méthodes claires et étudiées, ni même compris leur utilité; ils ne se soucient nullement que la SCIENCE DES ARMES obtienne les avantages que le dix-neuvième siècle assure à tant d'autres sciences; celle qui nous occupe est de toutes la moins avancée; que de preuves n'en trouve-t-on pas dans les dissentiments des AUTEURS occupés de définitions, dans la difficulté qu'ils ont à s'entendre en eux et à se faire comprendre de nous, dans les essais épineux et rarement heureux des traducteurs! — Signaler ce mal c'est faire un pas vers le remède, car si les autres découvertes humaines ont tiré profit du mécanisme des nomenclatures et de l'artifice d'un classement raisonné, l'application des mêmes moyens nous promet un jour des effets analogues; il est à croire que des esprits profonds feront pour l'ensemble de la SCIENCE DES ARMES ce que nous avons tenté pour une de ses branches. — La pauvreté de la technologie militaire tient au défaut de Dictionnaires spéciaux et de définitions convenues, à l'absence ou à l'instabilité des règles, au peu d'ancienneté de l'art moderne et à la complication que les ARMES et la TACTIQUE ont éprouvée depuis l'invention de la poudre. — Les anciens ne connaissaient pas de DICTIONNAIRES, et cependant la Langue militaires des GRECS et des ROMAINS abondait plus ou moins en termes précis et en images justes; ce phénomène s'explique par la simplicité de leurs ARMES et le genre d'ORDRE DE BATAILLE qui en découlaient; par le soin qu'ils apportaient, non à innover, mais à perfectionner; par la durée des principes qu'ils n'amendaient, pour ainsi dire, que de siècle en siècle; par le long emploi qu'ils firent de petites armées, et de l'ordre profond dont un coup d'œil embrassait à la fois les détails et la masse; enfin par la facilité de composer à la manière grecque, des substantifs d'amaigame, heureuse faculté que, de nos jours, la LANGUE ALLEMANDE a conservée seule, mais qu'elle n'a pas été même d'appliquer à la Langue militaire, parce qu'elle a plus emprunté que prêté. — La plupart des Langues qui vont nous oc-

cuper prennent naissance au MOYEN AGE; leur apparition rappelle ces récits symboliques de la tour de Babel; elles sont un résultat de l'état de fermentation de l'Occident quand les vaincus et leurs maîtres occupent pêle-mêle l'immense espace que l'EMPIRE ROMAIN avait foulé aux pieds. — La Langue des soldats du MOYEN AGE et celle de la CHEVALERIE avaient du nerf et de la fécondité, parce que la chose militaire était moins alors l'affaire de l'Etat qu'un intérêt de particuliers. On savait à peine écrire; et pourtant les termes propres à la PROFESSION DES ARMES n'étaient pas composés sans habileté; des provinces toujours en guerre étaient tombées d'accord sur les acceptions, tandis que, depuis la création des ACADEMIES et des DICTIONNAIRES, depuis le retour à une existence moins agitée, la Langue des guerriers est privée de ressources et dépourvue de clarté; les dénominations sont restées stationnaires quand l'art faisait de grands pas. Comment s'entendra-t-on dans quelques siècles, puisque quantité de mots sont abandonnés successivement comme inutiles, et qu'il n'est créé qu'incomplètement des périphrases pour rendre les idées simples que chaque jour voit éclore? — La Langue militaire est un produit auquel ont contribué, suivant leur genre et leur influence, les peuples des divers âges. — L'AGIT-IL de CLARON, science primitivement toute militaire, la CHEVALERIE de FRANCE s'ingénie; ses HERAULTS d'ARMES font loi. — L'ESPAÑE, instruite à l'école des MAURES, pourvoit en grande partie aux termes de CAVALERIE et d'ESCRIME. — L'ITALIEN, parlé par les CONDOTTIERI dans les divers Etats de la Péninsule, marque d'une ineffaçable empreinte la Langue qu'ils ont prêtée à la TACTIQUE DES MILICES de l'EUROPE. — L'ARCHITECTURE MILITAIRE, l'ARTILLERIE, la marine ont leur vocabulaire primitif dans la Langue des VÉNITIENS. — Le florentin respire dans l'ORGANISATION DES ARMÉES et la SCIENCE DE L'INFAINTERIE, parce que MACHIAVELLE (1500, A) en a répandu les premières notions. — La HOLLANDE vient à contribution pour les détails des SIÈGES et des CAMPS. — Le DROIT DE LA GUERRE serait sorti de l'enfance si l'éducation des FRANÇAIS les eût familiarisés davantage avec l'ALLEMAND, Langue natale de la JURISPRUDENCE DES ARMES. — Pendant tout un siècle, les armées de la France ont donné le ton à celle du monde connu; le français devient en faveur du NORO l'interprète de la SCIENCE MILITAIRE du MIDO. L'ALLEMAND, le POLONAIS, le RUSSO nationalisent ce langage mêlé que la légèreté française avait admis sans examen, et qu'elle répand sans l'avoir châtié. — La

renaissance des armées dont le pouvoir monarchique est l'âme, cet événement, pour ainsi dire d'hier, a altéré, modifié ou renouvelé toutes les formes, tous les usages qui régissent les troupes; mais, comme ce pouvoir n'agit que nonchalamment ou par saccades, tantôt de lui-même, tantôt par des interventions dont le hasard décide, il n'entrevoit que le dernier les variétés de détails qui sautent aux yeux du commun des peuples : ainsi la refonte, l'uniformité de principes de la chose militaire et l'unité d'expressions y ont à peine gagné; des termes d'une application juste ne sortiront que d'un avenir bien incertain, parce que les hommes de guerre n'ont pas mission pour de telles créations; faire loi ne saurait être rôle d'amateur; s'y essayer serait s'exposer au ridicule; ce soin académique est laissé à quelques hommes ignorants ou indifférents qui hasardent peu à peu, à l'ombre d'un ministre endormi, les lourdes périphrases qui réparent les lacunes trop évidentes; au lieu d'exactitude et de signes on a un patois informe, équivoque, parce que les gouvernements sont peu enclins à y remédier; ils craindraient que des compagnies savantes, car il faudrait bien y recourir, ne fussent une barrière pour le bon plaisir; ainsi point d'académies, point de Langue, et par conséquent point de code militaire, point d'art militaire basé sur des principes. La Langue, pour être au niveau du siècle, demanderait au contraire à être revue par un arbitrage compétent, à être remaniée avec réflexion et maturité; mais des bureaux indolents se contentent de mots inexactes; ils les propagent par des circulaires qui sont l'écho du jargon des soldats et la sanction de l'argot des lavernes. — Sans doute, comme l'a dit Voltaire : *En tous les pays c'est le peuple qui fait les langues*, mais non pas les Langues didactiques. — De l'insouciance qu'on y a mise qu'est-il arrivé? — Des homonymes sans nombre ont été ou accumulés ou conservés; on a négligé de tirer des variétés du langage un enchaînement d'idées nettes; les ressources linguistiques sont restées incomplètes; les acceptions sont détournées ou fausses, inexactes ou contradictoires; les locutions sont prolixes ou grossières; les termes sont ou indéfinissables ou dépourvus de définitions qui les légalisent; tel verbe est sans substantif, tel substantif sans verbe. Nous appuierons bientôt ces assertions de tant de preuves, qu'elles manqueront moins à l'évidence de la proposition et à la conviction du lecteur que la persévérance ne lui manquera pour les constater ou les controvertir. — La vé-

nerie et le blason sont de la famille de la guerre, l'une est sa sœur, l'autre son fils; de ces deux arts, le premier est peu utile aujourd'hui, le second est tout à fait frivole; et pourtant ils ont une Langue riche qui fait honte à leur mère, à leur aînée; il est vrai que les veneurs et les hérauts d'armes ont pris la peine de composer leur dialecte, et que les hommes de cour l'ont acrobatisé tout fait; ils attachaient plus de prix aux hochets héraldiques qu'aux dagues d'un cerf qu'à la précision des récits de l'histoire qu'ils ne lisaient pas plus que les théories de la guerre. — La Langue des arts mécaniques est expressive, juste, abondante, l'industrie particulière y pourvoit. — Au milieu des progrès du siècle, les hommes d'écrit n'ont pas de Langue arrêtée, l'art militaire s'en est ressenti; les aphorismes, plus haut élités, de Volney et de Condorcet ont été justifiés. — Le développement de ces propositions et les explications de détails que demande l'expression Langue militaire seront offerts dans les articles *LANGUE ALLEMANDE*, — *ANGLAISE*, — *CELTIQUE*, — *ESPAGNOLE*, — *FRAÇAISE*, — *GRECQUE*, — *ITALIENNE*, — *LATINE*, — *ROMANE*, — *RUSSE*.

LANGUE ALLEMANDE (F), OU LANGUE FRANÇAISE, OU FRANQUE, OU SAXONNE, OU TEDESCQUE, OU THEUPQUE, OU TEUTONIQUE, OU THEOTIQUE, OU THEOTISQUE, OU THEOTISTE, OU THIOISE, OU THIVILE, OU TUDESQUE, COMME l'appellent M. ALLOU (1828, ENCYCLOPÉDIE (1785, C). FAUCHET, PAMPIER, M. SIMONOT, etc. Sorte de LANGUE que la plupart des citateurs occupés d'étymologies confondent avec les idiomes qui ont été parlés, de temps immémorial, par les nations septentrionales de l'Europe; l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C) en traite au mot Tudesque; elle l'appelle Franc-theuch, theotique, theotisque, theotiste, thivile; GÉRBLIN établit des différences entre le franc, le teuton, l'allemand; on en trouve le témoignage au mot Duc; mais ces distinctions sont devenues bien difficiles à justifier. — L'allemand, langue moderne, veut être distingué, surtout, des anciens dialectes qui appartiennent à la famille nombreuse et répandue connue le plus communément sous le nom de germanique ou de teutonique. Les variétés de ce teuton, lingua teutonica, se sont appelées, dans les divers écrivains, la langue française ou francique, le tudesque, le vieux saxon; celui-ci dérive-t-il du sanscrit ou du persan, comme l'insinue l'Encyclopédie des Gens du monde, au mot Allemandes? c'est à de plus habiles à en décider. — M. ROQUEFORT nomme teuton ou tudesque la Langue apportée dans les GAULES par les FRANCS;

on l'a distinguée du saxon, du goth, du danois, par le nom de FRANCO-TEUTON. — CHARLEMAGNE s'exprimait en FRANCO-TEUTON. Certaines provinces françaises, et surtout celles du Nord, l'ont également parlé jusqu'à dixième siècle. M. SHERIDAN rapporte, à la date 948, qu'à MOUON, dans une conférence entre les rois Othon et Louis d'Outre-mer, l'archevêque Artaud, après avoir lu le rescrit du pape, le traduisit en *Langue théotisque* (FRANCO-TEUTON) pour l'intelligence des deux rois. — Les vestiges de cet idiome mêlés avec le latin formèrent la LANGUE ROMANE. — ROQUEFORT affirme que le TEUTON était fort différent de l'allemand moderne; il croit que l'allemand actuel n'existe que depuis le commencement du treizième siècle; des actes qui appartiennent à ces époques se retrouvent, dit-on; mais la plus ancienne charte minutée en Langue allemande date de l'an 1272 sous l'empereur Rodolphe; on y trouve le témoignage dans le *Nouveau traité de diplomatique*. — Cette distinction des Langues TEUTONNE et allemande justifie l'assertion de JOHNSON, qui range sous la dénomination de TEUTON ou teutonique le vieux allemand, le SAXON, tous les dialectes de la même famille, et qui prétend que la Langue allemande est la sœur et non la mère de l'anglais et du hollandais, dérivés tous deux de la LANGUE TEUTONIQUE. — Ce qui n'est pas douteux, c'est que l'allemand vieux de trois siècles n'est que difficilement compris des Allemands eux-mêmes, puisque le savant docteur MAYER (Moritz) ne traduit qu'avec défiance de lui-même des inscriptions empreintes sur des pièces coulées à Breslau en 1507. — Dans la spécialité militaire, il y aurait à établir la différence que voici : les termes originaires d'ALLEMAGNE, importés dans la Langue des hommes de guerre, sont-ils en usage avant le treizième siècle, ils sont TEUTONS; si, au contraire, ils n'ont eu que plus tard du rapport avec les Langues militaires modernes, ils sont allemands. — Nous ne consacrerons pas nominativement un article au TEUTON, à raison du petit nombre de ses dérivés; ils seront réunis ici comme s'ils étaient purement allemands; la sagacité du lecteur en fera, s'il le juge à propos, la séparation et la distinction. — L'allemand moderne, Langue grave, savante, méthodique, renferme cependant quantité d'expressions FRANÇAISES et ITALIENNES qui, dépayssées et mal déguisées, y figurent d'une manière plus choquante que les termes allemands, que nous avons empruntés en petit nombre, ne figurent dans notre Langue; elle a mieux francisé ses

emprunts que l'autre n'a germanisé les siens; les verbes *bivakiren, marschiren, chargiren*, etc., les substantifs *sergeant, soldat, captain*, etc., le prouvent; mais dans ses emprunts au français, elle a conservé dans leur intégrité, armée, artillerie, cavalerie, compagnie, division, infanterie, régiment, et tant d'autres. — Au nombre des AUTREUX que nous avons cités comme allemands en quantité de passages, ceux dont l'ouvrage se rapporte le plus au présent sujet, sont : REINHOLD (M. F.), SCHNEPPEN, WACHTER. — Les expressions qui, en outre des locutions indiquées comme TEUTONES, se rapportent à la LANGUE MILITAIRE de France par les racines que nous indiquons, par les analogies que nous exposons, ou parce qu'elles ont été prises au FRANÇAIS par l'allemand, sont celles-ci : ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2, AFFUT, AGEFEU, ALLEMAND, ALTR, ASTRUSTION, ARME A FEU, ARME PERSONNELLE n° 3, ARQUEBUSE, ARRIÈRE-RAE, ART DE LA GUERRE, ART MILITAIRE, ARTILLERIE D'ARMEMENT, ARTILLERIE STRATOPÉDIQUE, AUBERGE, AUTOMORE; id. n° 2, BAGUE, BAN, BANC, BANDO, BANNEAU n° 1, BARON n° 1, BATAILLE STRATÉGÉMATIQUE, BATADES, BAUDELAIRE, BEDAU, BENNE, BERGS, BERNÉ, BILLET, BIVAC, BLANT, BLANC DE CIEL, BLASON, BLEU, BLINDE, BLOCHEAU, BLOCUT, BLOCUS, BOMBARDE, BORNETTE, BORD, BOUCHER A FEU, BOUCHER, BOULET CREUX, BOULEVARD, BRASPS D'HAUILLEMENT, BRANC, BRANDENBOURG, BRANDEVIN, BRANDON, BRAVE, BRACHER, BRIDE, BRUGNE, BUEFLE, BUTIN, CADET, CARAPSA, CARCASSE, CARQUON, CARROTTE, CAVERNATE A FEU, CATOGAN, CHAMIR COUVERT, CHEF, CHENAPAN, CHOU-CROÛTE, CIBLE, CLICQUETIS, CLOCHE, COFFRE, CO-NORTH DE LÉGION ROMAINE n° 3, COMTE n° 2, CONSEIL JUDICIAIRE, COR D'INFANTERIE LÉGER, COTTE, CORPS, COUP, CRAMPON, CHANEQUIN, CRAPAUD, CROC, CRUCHE, DAGUE, DAGUE A BOULLES, DANSE, DISCIPLINE, DOUBLEMENT, DRAGON A FEU, SUBS., DRAGON FRANÇAIS n° 2, DRESSER LES SOLDATS, DRILLE, DROIT PUBLIC MILITAIRE, ÉCUYER, ÉCHAUGETTE, ÉCOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE, ÉLIT, ENFANT PERDU, ENTEUR, ÉPRON DE BOTTES, ÉPIEU, ESCADER, ESCAMOCQUE, ESCARPE, ESCRINE, ESPINGARDE, ESPION, ESTAFILAGE, ESTOC, STRAFAD, ÉTENDARD, ÉTAP, ÉTRIER, FANION, FANTASSIN, FELDMARSHAL, FELEUGHEISTER, FÉODALITÉ, FIFRE, FLEAU D'ARMES, FLÈCHE, FLIEGELMAN, FORTIFICATION, FORTIFICATION DE CAMPAGNE, FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2, FUSÉE DE GUERRE, GAIN, GALERIE, GAMACHE, GAMERSON, GAAT, GARDE, GAZON, GÉNIE, GIBECIÈRE, GIBIER, GODENDAC, GORGE, COUJAT, GUÉRITE, GURREN, GUYT, GIÈTRE, RACHÉ, RACQUEUTY, HALLERARDE,

HALT, HAMRACK, HAMPE, HANICROCHE, HARNIS, HARPE, HAUSERT, HAVRE-SAC, HEAUME, HÉRAUT, HETMAN, HEUSE, HUMME A L'HOPITAL, HOQUETON, HUSSARD N° 4, HUTTE, INFANTERIE FRANCO-SUISSE, JAQUE, JAVELOT, JUSTICE MILITAIRE, LANDSTREIM, LANDWEHR, LAQUAIS, LANGUENET, LEUD, LIEUTENANT, MARAUDAGE, MARCHE, MARCHEL, MARCHEL DE CAMP N° 2, MARCHEL DE FRANCE N° 2, MARQUE, MARQUIN, MAT, MEURTRIÈRE, MILICE RUSSIE N° 6, MORTIER, OBUS, PAL, PARC, PELATON, PERISOLOGIE, PIQUE, PISTOLET, PLACE, PLEIGE, PYROTECHNIER, QUARTIER, QUARTIER-MAÎTRE, QUARTIERS DE GUERRE, RAISE, RANÇON, RAPIÈRE, RAQUÉTIF, REDOUTE, RÉGIMENT, RYTER, RISSAN, RUSSEME, RONDACHE, ROUSIN, ROUE, ROETIER, SABLE, SASNETACHE, SAC DE VILLE, SALADE, SATFELITE, SCHARO, SCHLAGER, SCHUTTERY, SCIE TACTIQUE, SCORPION A MAIN, SÉNÉCHAL, SERGENT, SEAVICE, SOLDAT, SOUPÉ, TAMBOUR INSTRUMENTAL, TARGE, TERRE, THALWER, TOPOGRAPHIE, TRAHAR, TRÈVE, TRICOT, TRIMACRESIE, WAGUEMENTRE, WURTE.

LANGUE ANGLAISE (F). Sorte de LANGUE à laquelle l'ARMÉE DE TERRE n'a fait que de faibles emprunts, tandis qu'au contraire la MARINE lui doit les plus anciens et les plus nombreux traités sur la science navale. — Ce que nous avons à en dire est donc d'un intérêt plus général que militaire; mais l'examen s'en rattache à notre sujet, en contribuant à démontrer le peu d'influence de l'idiome anglais sur la Langue des ARMES. — L'anglais est un des langages le plus mélangés. Il diffère de province à province par la prononciation plus que par les idiomes; celui des Pictes s'y maria au jargon des Baxtons encore sauvages; les Angles, les Danois y ont laissé des traces de leur dialecte; les irruptions de César, le séjour de quelques LÉGIONS IMPÉRIALES, mais surtout les incursions des missionnaires qui y plantèrent la croix, y introduisirent quelque peu de LATIN. Les rois SAXONS y mirent en usage un SAXON assez pur. — Au neuvième siècle, l'ANGLO-SAXON, qui avait une partie de ses racines dans le TEUTON, y était parlé. — L'invasion de GUILLAUME LE CONQUÉRANT y répandit et y nationalisa le langage roman wallon usité en FRANCE; le NORMAND corrompit le SAXON ou s'y corrompit; de leur union résultèrent, depuis le milieu du douzième siècle, une phraseologie plus analogue au FRANÇAIS. — Aussi JOHNSON regarde-t-il l'anglais comme un ROMAN uni à des éléments d'origine germanique. — Le treizième siècle a donné naissance à l'anglais moderne; mais ce n'était que le patois des classes inférieures et des provinces reculées; ses essais littéraires ne datent, réel-

lement, que du milieu du quatorzième siècle; ce fut EDOUARD TROIS qui le substitua au ROMAN-FRANÇAIS et en fit la Langue obligée des affaires publiques. — Après cette suite de vicissitudes, à peine reste-t-il dans l'anglais quelques traces des locutions propres aux Indigènes qui occupaient la GRANDE-BRETAGNE avant l'usurpation des SAXONS. — Ainsi cette Langue, qui en 1837 était parlée par plus de cent millions d'Âmes, s'est formée la dernière, comme le témoigne sa littérature tardive qui a d'abord pris pour modèle la nôtre; depuis l'an 1400, quantité de romans français furent mis en anglais; la traduction des ouvrages de WACE sont les plus anciens essais en ce genre. — Le plus ancien acte public rédigé en anglais, est une charte de 1313, suivant M. Thierry, le premier acte qui, dans la chambre basse du parlement fut écrit, entièrement en anglais, est de 1425; la LANGUE FRANÇAISE ne cessa entièrement d'être pratiquée qu'en 1450. — On a prétendu que le perfectionnement de cette Langue datait de la fin du dix-septième siècle, et pourtant l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C) lui reprochait au milieu du siècle dernier de ne pas songer encore à se créer des règles. — Pendant longtemps les meilleurs traités qu'elle ait mis au jour étaient tirés des ouvrages FRANÇAIS ET ALLEMANDS; mais il en faut excepter ce qui a trait à la MARINE. — La Langue anglaise fait usage de mots usités jadis en FRANCE, et qui s'y sont altérés ou en ont disparu; ils sont au contraire restés en anglais sous leur forme primitive; elle nous aide par là à expliquer plusieurs étymologies dont les traces seraient perdues sans cette circonstance. Ainsi le substantif COMMANDER, jadis FRANÇAIS, et resté dans le commander des Anglais, s'est changé en COMMANDER et a été relégué dans le style des ordres nobiliaires; les vieux mots FRANÇAIS, jure, conjure, appartenaient à la province de BRETAGNE où l'institution du JURY était antérieure à la législation analogue dans le royaume de FRANCE; ces mots transportés dans la GRANDE-BRETAGNE ont, de nouveau, franchi le détroit sous les formes JURY, JURY. Quelque chose de pareil peut se dire du mot COURTE-VEU, etc. — En bien des cas, la similitude du ROMAN que nos pères ont transplanté en ANGLETERRE et du ROMAN que les FRANÇAIS ont continué à parler, s'est effacée pendant les siècles dépourvus de littérature et au milieu de guerres acharnées; mais le peuple anglais peut, en général, regarder comme ROMAN tout ce qui n'est pas d'origine ANGLO-SAXONNE; de même qu'il doit reconnaître comme FRANÇAIS tous les termes qui ont la dési-

nence des nôtres, ou se terminent par l'y. — Les expressions qu'on peut appeler morales, sont issues du latin; les termes militaires y dérivent du saxon ou du français. — Qu'on ne s'étonne pas si nous avons cité si souvent cette Langue, quoiqu'elle ne soit pas la plus militaire; car si elle l'est un peu davantage que l'allemand, elle l'est moins que l'italien et l'espagnol; mais son étude jette de vives lumières sur quantité de vieux termes français, oubliés en France depuis l'ancienne communauté de langage, et restés vivants de l'autre côté du détroit. — On peut consulter sur ce sujet CHAMBERS, DUANE (1810, E), l'Encyclopédie (1751, C), l'Encyclopédie des Gens du monde (au mot Anglais), JOHNSON, WILLIAMSON (1782, I), et tous les écrivains cités comme anglais, aux articles ART MILITAIRE et DICTIONNAIRE. — Les expressions anglaises qui sont en rapport avec notre LANGUE MILITAIRE, qui ont pu contribuer à sa formation, ou qui en sont un composé, sont celles qui suivent: AIDE DE CAMP n° 1, ALFUTTE, ALLOCATION, ARESSEMADE, ARBALÈTE, ARBALÈTE À JALET, ARME MATÉRIELLE, ARME PLATF, ARMÉE FRANÇAISE n° 2, ARMET, ARMURE, ARMURE PLATF, ARMOY, ART DE LA GUERRE, ARTILLERIE D'ARMEMENT, ARTILLERIE STRATÉGIQUE, ASPECT, ATÉGAN, ÉCINET, ÉAGUE, BANIL, BATAILLE STRATÉGIQUE, BATTERIE DE CAISSE, BERN, BILLET, MILLET, BIVAC, BLANO DE CIBLE, BLINDE, BLOCAUS, BONNET, BOULIER, BOULEVARD, BRAS D'EMBLÈMENT, BROCHE, BUDGET, BUFFLE, BUOLE, EUTIN, GANAPSA, CANON D'ARTILLERIE, CHAMADE, CHARRON MILITAIRE, CHAUSSE-TRAPE, CHEMIN COUVERT, CHENAPAN, CHEVÉTAÏN, CHIRURGIE, CHIRURGIEN, CIPAK, CLAK, CLOCHE, COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2, COLONNE ÉPAGOGIQUE n° 2, COMBAT, COMBE, COMITÉ, COMMANDER, COMMANDOUR, COMMISSION D'EMPLOI, CORNÉTAIRE n° 2, CORNGNE, CONTRÔLE, CONVOI, COTTE D'ARMES, COULEUR, COUE, COUVER-FFU, COURTINE, CREQUE, CRITIÈRE, DAGUE, DÉGAT, DÉMORSE, DISCIPLINE, DONJON, DRESSER LES SOLDATS, DUTL, ÉCUAGE, ÉCUTER, ENFANT PERDU, ENGIN, ENSEIGNE, ENCRIME, ÉQUIPAGES, ÉPEON DE MOTTE, ESCARPE, ESCOPETTE, ESCOUADE, ESPADON, ESPINGARDE, ÉPIGON, ÉPONTON, ÉTAPE, ESTOC, ÉTAPE, ÉTENDARD, ÉTOUR, ÉTRIER, FRAC, FAUCHON À GARDE, FAUCHONNEAU, FAUCHE, FAUTE, FENCIBLE, FÉODALITÉ, FIOLE, FLÉAU D'ARMES, FLÈCHE, FLÈCHE PROJETILE, FLIEUSTIER, FLIEUSTELMAN, FORT, SUBS. BRASC, FOURRAGE, FOURRAGE ARMÉ, FRATERNITÉ D'ARMES, FROWON, GATN, GALLOTE, GARDE-COLLET, GARDE DU CORPS n° 3, GASTADOUE, GENTE, GENTILHOMME, GLAIVE, GONGRIN, GRADÉ, GRAND-GARDE, GRAND PRÉVOT, GUÉITE, GUERRE, GUÊTRE, HACHE, HALLÉ-

BANDE, HAQUENÉE, HANCKLE, HART, HEAUME, HÉAUT, HOQUETON, HOUT, JAGUE, JAVELINE, JAVELOT, LIEUTENANT, MANUE, MARCHE, MARCHAL, MARÉCHAL DE CAMP, MASQUIN, MARSE D'ARMES, MÉDECA, MEURTRIÈRE, MILICE ANGLAISE, MINISTRE DE LA GUERRE n° 2, MONTÉE ADMINISTRATIVE, MOUSQUET, ORDONNANCE OFFICIELLE, PALFROI, PATROUILLE, PAULDEON, PELOTON, PERTUISANE, POTERNE, PRÉVOY, PROJECTILE, QUARTIER-MAÎTRE, QUINTAIN, RAB DE UARAHNE, RAISE, RAQUETIE, REHNGOTE, RÉGLEMENT, RELIS, REMPART, REPRÉSAILLES, RE-TRANCHEMENT, RINAUD, ROCLETTE, ROLE, ROQUET, ROTURIER, ROUET, ROUFFLE, ROUT, SACHE, SALADE, SALPÊTRE, SCHRAPHELL, SERTINELLE, SERGENT, SPEGENTIER, SIÈGE DÉFENSIF, SOLDAT, SOUS-GARDE, SPANI, SPINT, TANAR, TAMBOUR DE TROUPE, TAMBOUR INSTRUMENTAL D'INFANTERIE FRANÇAISE, TAMPON D'ARTILLERIE, TAPUL, TARGE, TASSETTES, TOLPACHE, TOPOGRAPHIE, TREF.

LANGUE ANGLAIS-BOYONN. V. ANOLO-BOYON. V. HAGUR. V. ESCADES. V. ECHIMS. V. LANGUE ALLEMANDE. V. LANGUE ANGLAIS. V. TARGF.

LANGUE ANAR. V. ALPIER. V. AMINAL. V. AMOGARAY. V. ARABE, adj. V. ARMOINES. V. ARSERAL. V. ARZEGAIS. V. ASSASSIN. V. ATTARALE. V. BANDE. V. BANEGARIE. V. EABDE. V. BEFFROU. V. ELASON. V. CAFÉ. V. CALIERE. V. CARABIN. V. CARABINE. V. CARACOLE. V. CARVALERIE FRANÇAISE n° 7. V. CHAGRIER. V. CHAT DÉFENSIF. V. CHIFFRE. V. CONNÉTABLE n° 2. V. CHAMOISI. V. CROADE. V. DANSE. V. DÉ. V. DJEID. V. FANFARE. V. FEILAM. V. FOUR. V. GINERIE. V. GUÉITE. V. HALLÉBARDE. V. JAHNNAIRE. V. MACAMIN. V. MARLELOUCH; Id. n° 2. V. MAEMITE. V. MAURE. V. MÉDAILLE. V. MILICE ESPAGNOLE n° 2, 9. V. MONTÉE ADMINISTRATIVE. V. MUNITIONS. V. NACAIER. V. PAFEGAL. V. PRÉCY. V. PIONNIER. V. RAERE. V. SACHER. V. SATELLITE. V. TAMBOUR. V. TARGE. V. ZOUAVE.

LANGUE BYZANTINE. V. BYZANTIN, adj. V. GALÈRE. V. LANGUE GRECQUE. V. LANGUE LATINE.

LANGUE CELTIQUE (F). Sorte de LANGUE rangée, à tort ou à raison, au nombre des langues mères; suivant d'autres opinions elle serait un dialecte du phénicien. Quantité d'historiens et de grammairiens croient qu'elle s'est conservée ou a laissé des vestiges dans la basse BERTAGNE, dans le pays de GALLES, dans l'IRLANDE; ses racines ont de l'analogie avec celles de l'hébreu. GÉBELIN (l. v, p. 514) distingue le celtique du GAULOIS, comme le témoigne le mot gisarme. La plupart des auteurs n'établissent au contraire nulle différence entre le celtique et la LANGUE GAULOISE; quelques-uns croient le GAULOIS un dialecte du celtique.

et que la Gaule était la principale partie du pays des Celtes. Nous nous reconnaissons inhabiles à ouvrir à cet égard un avis, et ce que nous dirons de l'une de ces langues est applicable à l'autre. — Avant de traiter du langage, recueillons quelques souvenirs sur les peuples qui passent pour l'avoir parlé; voyons quelles contrées ont été regardées par les anciens comme celtiques ou gauloises. — On a dit que les Celtes descendaient des Daces, et adoraient Teut, dont le nom a donné naissance à la dénomination prise par les Teutons; ainsi ces derniers seraient une subdivision des Celtes, ou du moins auraient été soumis aux mêmes croyances. — STRABON appelle Celtes les Gaulois conduits par Brennus; cet écrivain, et DIODORE DE SICILE regardent comme Celtes une partie des Germains; PLINIE partage cette opinion, et donne ce nom au grand peuple ou à cette république de peuples aborigènes qui existait avant la fondation de Rome, et s'étendait depuis le cap Finistère en Galice jusqu'en RUSSIE. — Les riverains du Rhin étaient Celtes, témoins ces vers :

*Audaces rapido Celte nova pignora Rheno
Explorant...*

*Des fots du Rhin le Celte obtient le témoignage
Que d'un chaste hyménée un enfant est le gage.*

parce qu'un Celte, nouveau-né, exposé au milieu du Rhin sur un bouclier transformé en nacelle, se noyait s'il était le fruit d'un adultère. — A des époques moins obscures une partie de la GAULE se nommait particulièrement celtique, par opposition à celle où se parlait le TEUTON et à la GAULE où se parlait le LATIN. — Suivant CÉSAR, les Celtes ou Eduens de la GAULE celtique avaient pour limites la Garonne, la Marne, la Seine, et habitaient la partie de la GAULE qui n'était ni la Belgique ni l'Aquitaine; deux pays où une autre langue était parlée. — Dans cette explication CÉSAR n'a en vue que les Celtes occidentaux, ce qui ne prouve pas qu'il n'y en eût pas de septentrionaux, comme il y en avait en peut-être plus anciennement de méridionaux. — Suivant les uns, Celte et Européen seraient synonymes; suivant d'autres, tels que AMMIAN MARCELLIN, le Celte ou le Gaulois est un même peuple compris entre la Manche et l'Océan, les Pyrénées et les Alpes, la Méditerranée et le Rhin. — On pourrait conclure que le Gaulois devint le Celte quand les colonies des premiers Gaulois connus se répandirent dans toute l'EUROPE, dans l'ANCIEN même, et firent partout des conquêtes plus ou moins durables. —

Cette transplantation non interrompue a peuplé l'ANGLETERRE avant que les DANOIS, les LATINS, les SAXONS vinssent y mêler leurs idiomes; de pareilles migrations ont produit les Celto-Scythes, les Celtibériens, les Gallo-Grecs, les Galates, qui ont dominé une partie de l'Asie. — Ce qui rend si obscurs ces points, c'est que ces peuples n'ont laissé aucune tradition écrite; il paraît qu'ils ignoraient même l'art de l'écriture, et ne la connurent qu'après l'invasion ROMAINE. Les médailles gauloises n'offrent que des caractères grecs. — Jetons maintenant un coup d'œil sur la langue des Celtes. — PAUSANIAS rapporte que *mark* signifiait cheval, et *lureos*, *scô* ou *soeclire*. — Suivant DIODORE DE SICILE, les Gaulois appelaient *zithum*, une boisson pareille à la bière des modernes. CÉSAR et d'autres historiens romains nous apprennent que les substantifs *spatha*, *spata*, *trix*, *alauda*, alouette, étaient gaulois. — Quintilien en dit autant de *rheda*, char de guerre, et Sénèque, de *essedo*, qui a eu le même sens. — HENRI ESTIENNE, d'après Catulle, dit que *benna* signifiait un chariot, une charrette; Cluvier dit que le verbe *galleno* signifiait voyager; BARRAZAN (1808) prétend que *galba* exprimait un homme gras; et l'on ne doute plus que Brennus ne répondit au mot roi, ou général d'armée. MORÉRI déclare celtique *march*, signifiant frontière; VOLTAIRE affirme que parlement vient du verbe celtique *parlier*, et dans l'Encyclopédie (1751, Cau mot Français), il dérive de la même source: ALER, arpent, coutume, crier, écouter, ensemble, JAMER, pointe, sabre, tête. Une glose de la loi salique prend *coccum*, coq, dans le sens de *gallus*. — Enfin on dit que *dor* ou *dur* signifiaient fleuve, *briga*, pont, *ham*, habitation; de là le français hameau et l'anglais *home*. — Mais ce sont de bien faibles renseignements, ainsi que ceux que l'on doit, comme le témoigne M. ALLOU (1828), à AUCUN, à SUTTON, à TACITE. — CÉSAR (*De bello gal.*, liv. i) déclare que les trois GAULES, Aquilannique, Belgique, Celtique, différaient autant par les usages et les lois que par la langue; *hi omnes linguâ, institutis, legibus, inter se differunt*. Cette assertion est tempérée par STRABON (liv. iv) qui rapporte seulement que de province à province la langue varie un peu. — ROGUEROT nie l'identité du bas breton et du celtique; il s'appuie sur l'opinion de TACITE qui dit des Gaulois et des anciens Bretons de la GAULE, que leur parler avait de la ressemblance, mais qui n'affirme pas qu'il fût tout à fait semblable. — La BEYTAGNE française ayant tour à tour

servi de refuge aux GAULOIS persécutés par les ROMAINS et aux ROMAINS expulsés par les FRANCS, perdit probablement quantité de termes de son langage primitif, puisque le LATIN y était généralement parlé et que la LANGUE ROMAINE wallonne s'y répandit pendant la domination des ANGLAIS. — Cette observation a porté ROQUEFORT (au mot *Divona*) à traiter de rêveurs les savants qui ont fouillé les monuments GAULOIS et CELTIQUES, et qui en ont fait sortir des systèmes en linguistique. Ce qu'on suppose être les restes de la langue celtique et cello-bretonne est, suivant lui, un ramas de tous les jargons. Il est sûr que l'Armorique et les territoires limitrophes se disputent en patois différents l'honneur de parler le celtique. — Sans épouser la critique de ROQUEFORT, on est fondé à n'admettre qu'avec réserve des assertions dénuées de preuves; car, à l'exception du petit nombre de termes que des ancêtres apprirent de la bouche même des GAULOIS, tout se borne à des conjectures. Ce serait par la décomposition des langues vivantes qu'il faudrait refaire une langue morte; on sent combien une entreprise semblable aurait une réussite douteuse et l'importe peu à nos travaux. — Ainsi la recherche des étymologies celtiques éclaire bien moins la LANGUE MILITAIRE FRANÇAISE que ne le font les LANGUES LATINE, GRECQUE et ALLEMANDE. — La langue celtique, après s'être mélangée de GREC, de punique, de LATIN, commença à s'effacer depuis l'invasion ROMAINE; elle disparut presque entièrement dans les GAULES au quatrième siècle, elle se fondit dans le mélange du TEUTON et du LATIN corrompu que parlaient les ARMÉES de BOURGUIGNON, de VISOOTH, de FRANCS, qui tourmentaient la GAULE; cependant n'est-ce pas un reste du celtique que cet idiome BASQUE qui n'est ni espagnol ni français? — Les recherches qui viennent d'être faites avaient pour objet d'arriver à la question que voici : Y a-t-il dans la langue MILITAIRE FRANÇAISE un fonds de mots CELTIQUES ou GAULOIS? Certes, il s'en trouve; probablement quantité de monosyllabes n'ont pas d'autre origine; mais les preuves en sont perdues. — Les lecteurs curieux de pousser plus loin ce genre de recherches, pourraient consulter, touchant la nation celtique ou GAULOISE : PELLOUTIER, *Histoire des Celtes*; Mallet, *Introduction à l'histoire de Danemark*; l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C) et MORRIS, qui énumère les auteurs anciens. — Touchant la langue même les lecteurs pourraient ouvrir : BACON-TACON, BELLET, COURTIN (1823, E, au mot *Celtes*); DUCLOS, l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C, au mot *Langue*),

FRANÇOIS (don Jean), GÉASLIN, LATOUR d'AUVREUNE, LEMOIGNANT, LEGONIDEZ, PANQUIER, PELLOUTIER (*Dictionnaire celtique*), PELLOUTIER, PIERON, PORTANTER, ROSTRESEN, THIERRY, l'ENCYCLOPÉDIE des Gens du monde, au mot Breton; le *Journal de l'Institut historique* (t. v, p. 158). — Les mots actuellement usités dans le langage des ARMÉES, et qui sont ou sont censés être en rapport avec le celtique sont ceux-ci : ALLER, AMBACTE, ANTÉCUTION, APPUI, ARME MATÉRIELLE, ARRETOIR, ATELIER, BACIFF, BAILLIF, BANOR, BARON n° 4, BAR, SUBS., BARQUE, BAT, BATTRE, BEC, BLANC, BLOCHE, BOIS, BORD, BOUTER, BOUCLE, BOUT, BRAPES D'ASSEMBLÉMENT, BRACHE, BRIDE, BRIGADE, BRIGANT, BRIEUR, BRÜGNE, CAMOUFLET, CAMP, CANAL, CAVALIER n° 3, CHARGE, CHIEF, CHICANE, CHOSE, CROU, CLAN, CLEY-MORR, COCARDE, COMTE n° 4, COQ, CORPS, CHAIR, CHI, CULOTTE, DAGE, DANNE, DARD, DARD A MAIN, DESOUT, DONJON, DOUTE, DRAP, DRILLE, DUC, ÉCOUTE, ÉPÉE, ESPION, ÉTANÇON, FÉODALITÉ, FEU, FLEUR DE LIEU, FLUTE, FOULET, GACOR, GAIN, GAMACHES, GARANCE, GAROS, GÈRE, GUYERE, GUËTRE, HARRAIS, HART, SAUREY, HÉBAUT, HENNE, HOTE, JALET, JALON, JAMPE, JARRITIÈRE, JARRHAN, LABARUM, LANCÉ, LANCE A MAIN, LEUDE, MAILLE, MARAUDAGE, MARCHÉ, MARÉCHAL, MARMITE, MARQUIS, MASSUS, MATTELAR, MILICE FRANÇAISE n° 6, MORION, MOULIN, NOBLE, OLIFANT, ORIFLAMME, PAGE, PAL, FALEPROI, PATROUILLE, PATE, PELLE, PIC, PLAQUE, PLAT, SUBS., FLORE A FIERRE, PONTRE, PORTE, PREUX, RARACHE, RANG, RAVELIN, RIBAUD, RIVIÈRE, ROUT, ROUTE, RASSE, SALAË, RAYON, RÉNÉCHAL, TABAR, TAILLE, TARGE, TARRIÈRE, TENTE, TÊTE, TIMBALE, TIR, TOUR DE FORTIFICATION, TOURNON, TROUTE, TURE, TRIMACRESSE.

LANGUE CHINOISE. V. CHINOIS, adj. V. COSAQUE. V. KING. V. LANGUE ROMAINE. V. SOLDAT. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL. V. TAM-TAM.

LANGUE DE CARPE. V. CARPE. V. FER DE PIQUE. V. LAMPE D'ÉPÉE. V. PIQUE.

LANGUE D'OC. V. CHAT. V. LANGUE FRANÇAISE. V. LANGUE ROMANE. V. OC. V. REIGNER.

LANGUE D'OYL. V. LANGUE FRANÇAISE. V. LANGUE ROMAINE. V. OYL. V. REIGNEUR.

LANGUE ESCLAVONE. V. BAR. V. ESCLAVON, adj. V. HEIDOUK. V. PANDOUR. V. SARRÉ. V. SCHAKO.

LANGUE ESPAGNOLE (F). Sorte de LANGUE qui a été une modification de la LANGUE ROMAINE parlée au dixième siècle. — Née vers le même temps que l'ITALIEN, plus ancienne peut-être que le FRANÇAIS, la LANGUE des ESPAGNOLS ne s'est formée pourtant que bien tard en comparaison de ses deux sœurs. — Ainsi que l'ITALIEN elle a conservé une teinte plus LATINE que notre LANGUE, parce qu'elle s'est peu mélangée des débris des

langues d'origine germanique; mais elle est la moins douce des trois, parce qu'elle a reçu de ses communications avec les Maures l'accent guttural qui lui est particulier. — Les plus anciens traités en espagnol remontent, dit-on, au douzième siècle; mais c'était un patois grossier comme celui de la plupart des peuples sans métropole. — Les termes que la langue militaire française a tirés de l'espagnol n'appartiennent en général qu'à des époques peu éloignées, parce que le peuple des Espagnols est celui qui, le dernier, a appris à lire et à écrire; aussi son histoire est-elle insignifiante avant Ferdinand et Isabelle. — Avant le règne de Charles-Quint, l'Espagnol n'avait pas produit de traités militaires, et il n'en est même sorti qu'un petit nombre depuis le règne de ce grand prince. Peuple le plus tard instruit, peuple par conséquent le plus moderne, l'Espagnol, après un éclair de virilité, a vu sa caducité succéder presque à son enfance. De là vient que depuis si longtemps sa littérature militaire ne fournit plus rien à celle de l'Europe. — Nous citerons cependant Alderete comme un de ses étymologistes à consulter. — Les expressions qui méritent eu rapport avec la Péninsule notre langue sont celles-ci : ARSI, ADARQUE, ADEPSE, ALPES, ALGARADE, ALTE, ANSPESADE, AREALATE, ARGANETE, ARME A LACS, ARMÉE, ARMET, ARMEUR, ARROY, ATTARALE, AVENTURIER, RACINET, RALISTIQUE, RANDON, RARAQUE, RARACANE, RARDE, RARIL, RARON N° 1, RAYAILLE, RAYAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5, RICOQUE, RINOQUE, RONNET, ROTTE D'ARCIER, ROTTES, ROULET, ROUTEROLLE, REAVE, REUOLE RALISTIQUE, REQUEL, CARASSET, CADÈNE, CAISSE DE TAMBOUR, CAISSE DE PERCUSSION, CARTINE, CAPARACHE, CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, CARARIE, CARACOLE, CARQUINS, CASERNE, CASQUE, CARTELAN, CHOC, CIMIRE, CLIQUETS, COFFIN, COL DE MONTAGNES, COLIMARDE, COLOVEL, COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, COMBAT A LA MAZZA, CORNETABLE N° 2, CORTEBERDE, CONTREMARCHE POLYMONOMIQUE, CORNETTE, CORRIDOR, CORRIDOR DE FORTERESSE, COUR, DÉBUTQUE, DEARE, DUEL, ÉCHUYER, ÉMBUSCADE, EMPRISE, ÉPÉE, ESCADRON, ESCAMOTTE, ESCOPETTE, ESCOPETIER, ESCOUADE, FANFARE, FANTASSIN, FAUTE, FLÉCHÉ, FOURNIE, GAIE, GALLIOT, GAMACHE, GÉNÉRAL, GNETTE, GOUJAT, GUVILLA, NAQUERÉE, HEAUME, INFANTERIE N° 3, INSULTE, JOUJOUR DE GUERRE, JOUTE, LANCE, LANCE POUENIE, LANCE IDIOPLIQUE, LACER, LAQUAIS, LIEUTENANT DE ROI N° 1, LIMAÇON, MATTE, MARCHE, MARQUE, MARTINGALE, MARQUE, MARSE, MEYER DE CAMP N° 2, MIEZC ESPAGNOLE N° 2, 9, MIEZC DE LA GUERRE, MIEZC, MORIS, MORTIF, ORDRE,

PAIJTOT, PARADE DE TROUPE, PARADE D'ENCRIN, PASSER, PAVANE, PAVILLON, PAVOIS, PENNON, PÉTRINAL, PIC GÉOLOGIQUE, PIFERIE, PIONNIER, POIGNARD, QUADRIELLE, QUERTANE, RATION, RÉGIMENT, ROSE, ROC, ROCHET, RONDE, ROQUET, ROUPILLE, SACRÉE, SALADE, SEIGNEUR, SENTINELLE, SERGENT, SOLDAT, SOULIER, TARAS, TAILLE, TAILLE FISCALE, TAMBOUR, TAMBOUR DE BASQUE, TENTE, TRASUCHET, TRAHISON, TRANCHER.

LANGUE ÉTRANGÈRE. V. ÉTRANGÈRE. V. OFFICIER DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

LANGUE FLAMANDE. V. KRAIS D'HAELLEMENT. V. ERIN D'ESTOC. V. RETLRE. V. ESPERGAEDE. V. FLAMAND, ADJ. V. FLAQUE D'EAU. V. GAMERSON. V. GANT. V. NACHE. V. NEUGE. V. LANGUE ALLEMANDE. V. PIQUIER N° 2. V. RISKAN. V. RISEFME. V. TERRE. V. TIE.

LANGUE FRANÇAISE (F), OU LANGUE MILITAIRE FRANÇAISE. Sorte de langue considérée par rapport à l'armée de terre et aux nomenclatures qui intéressent la profession des armes. — Des récits entremêlés de fables donnent à croire que, longtemps avant l'ère chrétienne, les GUEKES fument et puisants de la GAULE avaient à leur suite un RARON pour chanter leurs PROCESSIONS; il accompagnait sur la MIEZC ses poésies; un CHEF DE GUERRE traînait après lui un panégyrisme à gages, comme les SEIGNEURS ont eu plus tard un CLERC, un CHAPELAIN, un chroniqueur. — Telle est la plus ancienne tradition militaire qui se rapporte à la Langue dont l'idiotisme FRANÇAIS est en partie prouvé ou qu'il a remplacée; cette Langue plus ancienne était-elle CELTIQUE? doit-elle être appelée GAULOISE? La question n'est pas résolue. — Dès les premiers temps historiques, des expressions grecques s'introduisent dans la Langue des GAULOIS par l'intermédiaire des HOMMES DE GUERRE et par les communications avec MARSEILLE, fondée par une colonie grecque. Cette ville phocéenne, l'une des plus importantes de la GAULE, était celle où la RALISTIQUE importée de la Grèce était le plus savante. Des Marseillais parlaient également le LATIN, le GREC et le GAULOIS, ce qui leur avait valu le surnom de triglottes, de trilingues; *triglottos, trilinguis*, comme les appellent les GRECS et VARON. Les sciences, enseignées dans les écoles de MARSEILLE et propagées au loin, se ressentirent partout de l'idiotisme phocéenne. — Les SOLDATS de tous pays que MARSEILLE tenait sur pied en répandant les termes franco-grecs; de là cette portion du GREC antique, devenu français sans l'intermédiaire du LATIN. — BARBAZAN (1808) est persuadé que le séjour que fit ANNIBAL sur les terres gauloises, et surtout dans l'Aquitaine, nonnéc

plus tard GAULE narbonnaise, jeta plus d'une expression punique dans le CELTE; d'autant que les GAULOIS, qui avaient pris parti dans les ARMÉES CARTHAGINOISES, avaient fini par en parler la langue, comme le remarque et l'affirme POLYBE (150 ans avant J.-C.). — D'autres causes produisirent un effet semblable. M. SIMONDI atteste que des gymnosophistes, des artistes, des trafiquants s'étaient introduits dans les GAULES à la suite des CÉSARS BYZANTINS et de leurs nomades ARMÉES. L'histoire témoigne que quantité de GÉNÉTES et de GAULOIS allaient servir en AULQUE, en MACÉDOINE, en ORIENT; les soldats congédiés en rapportaient dans leur patrie un langage mêlé. De là plus d'un reflet du grec moderne dans le français du MOYEN ÂGE. — Rien n'ayant été écrit en GAULOIS ni en CELTIQUE, puisqu'on ne connaissait dans la Gaule, comme l'atteste CÉSAR, que la calligraphie grecque, il ne nous a été rien transmis qui témoigne s'il y avait des nuances entre le GAULOIS et le CELTIQUE; tout souvenir de ces dialectes s'est effacé quand la LANGUE ROMAINE leur a succédé dans l'ancienne GAULE celtique. — Voltaire affirme que les désignations des objets d'un usage journalier et que le mode de dénomination des parties du corps humain sont CELTIQUES. On conjecture que la plupart des monosyllabes français sont ou GAULOIS, ou CELTIQUES, ou PUNIQUES; car il y en a peu qui aient leurs analogues dans les idiomes primitifs et savants dont il reste des monuments écrits. Quelques-uns cependant de ces monosyllabes que mentionne M. ALLOU (1828) ont été des abréviations du LATIN, parce que l'idiome gaulois avait surtout le caractère de la brièveté. — L'irruption des ROMAINS et leurs colonisations pendant le cours de plusieurs siècles enracinèrent sur le sol conquis le LATIN; cette LANGUE reçut elle-même de cette circonstance quantité de termes indigènes qui s'y amalgamèrent. — Les FRANCS, vainqueurs à leur tour, au lieu de rien fonder, ne jetèrent d'abord que des camps de passage. S'ils continuèrent à communiquer entre eux au moyen du SAXON, ils furent obligés d'employer, comme Langue légale et religieuse, le LATIN; il était parlé, sous la PREMIÈRE RACE, par les dominatens et les tributaires, ou au moins par les personnages d'un ordre élevé. — Vers le tiers du neuvième siècle le peuple FRANC, suivant l'opinion de M. SIMONDI, commence à devenir le peuple FRANÇAIS; c'est alors que les anciens GAULOIS prennent le nom LATIN *Franci* et donnent à leur patrie le nom de *Francia*. Jusque-là en n'avait appelé *Franci* que les habitants des GAULES parlant

le franco-teuton et les NOMMES DE GUERRE des colonies franques ou teutoones implantées en Neustrie et en Aquitaine par CHARLEMAGNE. — Sous la SECONDE RACE, la partie méridionale de la FRANCE, PARIS et les provinces circonvoisines, commencent à plaider en LANGUE ROMAINE, les uns en LANGUE D'OÏL, les autres en LANGUE D'OYL; les tribunaux du nord de la FRANCE continuent à employer le TEUTON. — Ces plaidoiries tudesques rappellent le temps où la GAULE wallonne et les Salens avaient TOURNAY pour capitale. Cette GAULE, berceau de la FRANCE, parlait le walesebe ou le velche, dont VOLTAIRE s'est tant moqué pour persifler ceux qui invoquent les coutumes de nos pères. — Les Gallons, Gualons, Wallrins, Walons ou WALLONS, c'est-à-dire les hommes de la vallée ou des pays bas, avaient un dialecte dont le ferd TEUTON avait admis du GAULOIS, mais peu de LATIN; la LANGUE D'OÏL et le patois néerlandais, quelque si différents, en sont l'un et l'autre sortis, l'une y résumant ce qui y était de souche septentrionale, l'autre ce qui y était de souche méridionale. — Quand, du Tournaisis, les conquérants de race franque se furent étendus jusqu'à la Loire et jusqu'à l'Ebre, ils s'enrénèrent le pays de colonies plusieurs fois renouvelées et détruites depuis CLOVIS jusqu'à CHARLEMAGNE, quoique les princes eussent maintes fois essayé d'en entretenir la race et d'en rajeunir le sang. Si ces races y eussent conquis pour leur lignée l'indigénat, l'allemand prenait racine; il eût effacé le latin et repoussé le roman comme un jargon de serfs. — Dès le temps du CHARLES MARTEL, comme le témoigne M. SIMONDI, les habitants de ces provinces, fiers de leur langage natal, appelaient barbare tout ce qui parlait teuton. — CHARLEMAGNE, qu'on qualifie de roi français, quoiqu'il fut en réalité roi d'Austrasie, c'est-à-dire d'ALLEMAGNE, ne recruta qu'en SAXE ses ARMÉES, fut douze ans sans mettre le pied sur le sol de la FRANCE actuelle, et regardait la plus grande partie de ce territoire comme un désert qui bordait ses Etats. Si la lignée de ce prince eût continué à résider sur le Rhin, nous parlerions allemand; mais le contraire arriva, les possessions d'outre-Rhin échappèrent à ses successeurs, la cour se rapprocha de la Neustrie ou Bourgogne, et le ROMAN méridional s'insinua légèrement de cette LANGUE D'OÏL que la cour importait en se déplaçant. Ainsi l'idiome du grand CHARLES fut répudié et relégué sur les frontières du Nord par ses descendants, et surtout par la TROISIÈME RACE. — Pourtant plus d'un vestige de l'ALLEMAGNE a survécu; on le retrouve dans les termes qui rappellent les usages des FRANCS,

et réciproquement les locutions qu'ils empruntèrent du sol conquis sont imprégnées de GAULOIS et de LATIN. Ces différences d'origine sont caractéristiques de notre Langue, où les germanismes sont en minorité, mais où le saxon se retrouve dans des termes d'une antiquité évidente et d'une importance capitale, tels que *ARISTON* et *LEUDE*, *FRANCSQUE* et *GUERRE*, *FÉODALITÉ* et *ORDALIE*, *HAUBERT* et *MARÉCHAL*, etc., etc. — Au milieu du neuvième siècle, l'amalgame grossier du vieux langage des indigènes et de leurs oppresseurs s'adoucisait, et le mélange du *TEUTON*, du *LATIN*, du *ROMAN* allait produire, comme le dit *VOLTAIRE*, l'*ESPAGNOL*, l'*ITALIEN* et le français. Cette dernière Langue se forma le plus tard. Jusqu'au onzième siècle, la *LANGUE D'OYL* ou *LANGUE THOISE* régnait de *TOURNAY* à *LYON*; au delà de cette dernière ville le *ROMAN* provençal avait cours. Cette assertion, du reste, est contredite dans l'*Encyclopédie du dix-neuvième siècle*, au mot *Age*. — En 987, dit *M. Sismondi*, *le latin était encore la Langue de l'Eglise et de la loi; l'allemand, la Langue des rois et peut-être de l'armée; mais le français était la Langue du peuple*. — Le *ROMAN* commençait à se changer en français, au dire de l'*Encyclopédie* (1751, C, au mot *Français*); c'est l'époque où paraissait la production romanesque de *Philomena*, composée en langue romane, et qui différerait peu du langage des lois normandes. — Au commencement du douzième siècle, sous *LOUIS LE GROS*, le français, suivant *M. Sismondi*, avait pris de la souplesse et de l'élégance. — Ce français, pourtant, n'était que du grossier *ROMAN*, et les prédications rocailleuses de saint Bernard, vers 1157, peuvent être rangées parmi les premiers essais de la Langue proprement française. — La *LANGUE ROMANE* du Nord, portée en *ANGLETERRE* par *GUILLAUME LE CONQUÉRANT*, y est parlée depuis le onzième siècle jusqu'au milieu du quatorzième. Ce n'est qu'à cette époque, suivant *M. ALLOU* (1828), dont le sentiment diffère des opinions qui viennent d'être rapportées, que le roi de FRANCE et sa cour firent de la *LANGUE D'OYL* la Langue française proprement dite. — *EDOUARD TROIS*, en 1362, proscrivit l'idiome de nos pères et défendit de publier en français aucun acte du gouvernement anglais; il montra en cela plus d'orgueil que d'habileté et de raison. C'était un novateur rétrograde comme ceux qui proscrivaient naguère le français en Belgique. Si *EDOUARD* n'eût pas pris cette détermination, dictée par une gloire étroite, par un patriotisme de marguillier, l'*AMÉRIQUE* du Nord, les Indes occi-

dentales, l'*INDE* britannique, l'*Australie* parleraient français; le bienfait d'une Langue universelle se serait en grande partie réalisé. — Cette phase historique, cette communauté de grammaire anglaise et française qui a duré trois cents ans, ont donné à l'*ANGLAIS* la teinte française, qui ne s'effacera jamais de son langage militaire; elles ont jeté dans notre dialecte le peu de mots militaires *ANGLAIS* qui s'y sont naturalisés, parce que, pendant la GUERRE DE LA SUCCESSION DE FRANCE, les enfants de la *GRANDE-BRETAGNE*, devenus en quelque sorte les *CONDOTTIERI* des aventuriers de nos principales provinces, étaient nos précepteurs en fait d'*ART MILITAIRE*, qu'ils nous enseignaient en nous battant. Nous verrons que plus tard les expressions militaires de l'*ART MODERNE* français ont dominé le jargon des trois royaumes, et que la *GRANDE-BRETAGNE*, devenue en cela imitatrice, a cessé de rien fournir aux locutions de nos troupes; à son tour il lui a fallu emprunter. — Mais reprenons l'ordre historique. — Un fragment de charte de l'an 940, les *ANNÉES DE JÉRUSALEM*, les constitutions du Châtelet, les coutumes données au Beauvoisis en 1126 par *LOUIS IX*, les établissements de *SAINT LOUIS* sont regardés comme les plus anciens monuments ou titres législatifs de la Langue française; mais tout ce qui est antérieur au douzième siècle n'est encore que du *ROMAN*. Les premières poésies qu'on pourrait appeler françaises ne prennent naissance qu'à cette époque, et il n'est mis au jour de la prose lisible que depuis la fin du douzième siècle. — Il y avait plus de cent ans déjà que l'*ITALIEN* était classique quand le français sortait du berceau; cette priorité veut être remarquée; elle sert à éclaircir plus d'un doute et à témoigner de quel pays telles ou telles racines étymologiques de termes militaires sont natives. — *Velly* prétend que sous le règne de *LOUIS SEPT*, vers 1180, les poètes français qui écrivirent en roman prirent naissance. Il serait plus exact de dire, au contraire, qu'alors les poètes romans commencèrent à composer en français, et que les *TROUVÈRES*, poètes de la *LANGUE ROMANE* du Nord, devinrent les émules des *TRUBADOURS* du Midi. — Depuis *PHILIPPE LE BEL*, les arrêts du parlement furent minutés en latin; mais on y plaçait indifféremment ou en français ou en latin. — La haute classe parlait le latin barbare, la classe inférieure parlait français. — Dès le règne de *LOUIS NEUF*, le français était devenu, en d'autres pays, un langage d'élégance et de mode. *Ginguené* (t. 1, p. 384) cite un manuscrit de l'histoire de Venise qui

va jusqu'en 1725; il est écrit en français par un certain Martin de Canale, qui justifie la préférence qu'il a donnée à cette Langue par la déclaration que voici : *pour ce que la Langue françoise eört (court) parmy li monde, et est la plus délectable (délectable) à lire et à oir (écouter) que nulle aultre.* — Jusque aux treizième et quatorzième siècles le royaume comprenait encore deux grandes divisions de diocèses et de territoire; c'était la LANGUE O'YLL et la LANGUE O'OC. DOCARRE dit (au mot *Langue*) que la dernière syllabe de ces deux expressions signifiait également oui dans chacune des deux parties de la FRANCE; voilà pour quoi VOLTAIRE (*Histoire des parlements*) appelle LANGUE DE OUI la LANGUE O'YLL. — Cette distinction des LANGUES O'OC et de OUI s'était maintenue jusqu'au temps de CHARLES SEPT. L'appui que ce prince trouvait dans les pays des langues de oc était en partie le fruit de la rivalité entre ces contrées et celles de la langue de oui. Les lois de ces deux parties du royaume ne différaient pas moins que leur parler; les coutumes féodales des FRANCS régnaient d'un côté et sur eux et sur l'habitant indigène; le droit romain était reçu de l'autre côté et y régissait l'ancien peuple. — Les VISIGOTES ayant occupé la GAULE narbonnaise et l'ESPAGNE, les BOURGUIGNONS s'étant répandus dans la partie orientale des GAULES, les FRANCS saliens ayant conquis le surplus de la contrée, on en peut induire que si le dialecte de ces diverses tribus germaniques différait, la LANGUE O'OC tenait davantage du parler latinisé des VISIGOTES, et que la LANGUE O'YLL était plus en rapport avec les expressions que les BOURGUIGNONS et les FRANCS introduisirent dans le GAULOIS. — Malgré les renseignements donnés par le savant DOCARRE, malgré les lumières que VOLTAIRE et HALLAM cherchent à jeter sur ce sujet, quantité de points en restent obscurs. — Dans le cours du treizième siècle, les CROISADES dégrossissent le ROMAN et répandent le français dans une partie de la GRÈCE et de l'ORIENT. — Les actes authentiques du quatorzième siècle qui nous sont parvenus ne sont rédigés qu'en LANGUE LATINE ou en français participant de la LANGUE O'OC; la LANGUE O'YLL n'était donc qu'un patois d'hommes illettrés. — Les actes revêtus du sceau royal s'expédiaient en LATIN; mais les officiers publics, tels que clercs, tabellions, greffiers, etc., se servaient de la Langue du pays ou de celle qu'ils savaient. — Il y a cette distinction à faire, que le ROMAN avait succédé au bas LATIN, et que c'était le LATIN barbare qui était employé dans les siècles plus modernes

comme auxiliaire du français naissant; ainsi nous ne confondons pas le bas LATIN et le LATIN barbare. — LOUIS DOUCE avait permis l'usage des patois dans les actes notariés; mais en vertu de son ordonnance de 1512, la Langue française; *uniquement et exclusivement à toute autre*, dut y être employée. Ces dispositions furent confirmées par les ORDONNANCES DE FRANÇOIS PREMIER en 1529, 1532, 1539 (sodt). Ce dernier rescrit en fit la Langue légale et obligée; le français devint d'un usage général dans le royaume. La cour des Valois fit ainsi prévaloir la LANGUE O'YLL. — RABELAIS, mais surtout AMYOT, MAROT père et fils et MONTAIGNE donnèrent la vie à la Langue française, que MÉNAGE, l'ACADÉMIK et les TRAITÉS DE WESTPHALIE et de NIMÈQUE rendirent européenne en la polissant. Ces détails, qui semblent étrangers au sujet qui nous occupe, étaient d'une étude indispensable pour comprendre les nomenclatures militaires usitées aux époques diverses. — HENRI ETIENNE (1579, 1583) s'indigne de ce que l'ART MILITAIRE DE FRANCE ait emprunté tant de mots à l'ITALIEN, comme si les FRANÇAIS, dit-il, n'avaient pas la supériorité, dans la SCIENCE DES ARMES, sur toutes les autres nations. En cela, Etienne se montre grammairien patriote plus qu'historien éclairé; chaque Langue a versé dans la nôtre ce que l'état des diverses connaissances locales et le développement des sciences contemporaines nous obligeaient à admettre; ces locutions étrangères ont été par nous restituées françaises à l'EUROPE, qui se résignait à recevoir modifié ce qui nous venait d'elle. — Il était inévitable que l'ARMÉE reçût de l'ITALIEN le scientifique du langage et les noms appliqués aux inventions italiennes; il lui fallait tirer du GREC et du LATIN les expressions de TACTIQUE, de l'ALLEMAND les choses d'ORGANISATION primitive, de l'ESPAÑOL le style des cavalcadours et de l'ESCREIN; il eût été impossible de rien demander à la PEUVRE et à la RUMIK, qu'on ne connaissait qu'à peine. A chacun sa part de gloire en fait de découvertes; les Langues en sont la constatation. On en aurait la preuve si l'histoire des mots n'était à faire. — La simplicité de la contexture du français, la régularité de sa phraséologie laissent loin de notre Langue l'ALLEMAND, le GREC, le LATIN. Suivant GARNAU (au mot *Français*), l'ALLEMAND seul partage cette clarté qui n'exprime rigoureusement les idées que dans l'ordre où elles se présentent à l'esprit. Le français est la Langue qui en rappelle le plus la syntaxe. — Notre Langue est de genre analogue, suivant l'expression de l'abbé Girard et de l'ENCYCLOPÉDIE

(1751, C, au mot *Langue*) ; elle est ainsi l'opposé du genre des Langues interpositives ou à construction libre. Elle doit ce nom d'analogie à sa construction analytique et non arbitraire, à l'emploi des articles, à l'indéclinabilité des substantifs ; elle participe ainsi des Langues espagnole, italienne, anglaise ; mais elle a sur elles l'avantage d'interdire les inversions, et, de toutes, elle est la plus enchaînée dans sa texture, la plus ennemie de l'enflure. Elle diffère du LATIN, du GREC et de l'ALLEMAND, qui sont Langues interpositives ; mais elle a plus d'analogie avec le GREC. *La clarté en est la base*, a dit Rivarol ; *ce qui n'est pas clair n'est pas français ; ce qui n'est pas clair est encore ARGENTIN, ITALIEN, GREC OU LATIN*. — Répétons ici qu'on accusera peut-être l'exposé qui vient d'être tracé de s'écarter de notre sujet ; mais cet aperçu est lié à l'étude des choses de la GUERRE. Le langage des TROUPES a éprouvé, de siècle en siècle, des révolutions qui se rattachent aux événements résumés plus haut. On n'étudie pas assez ces modifications et leurs causes ; aussi, dans les définitions qu'on ébauche, on s'égare souvent. Combien de savants se déclarent inhabiles à expliquer les noms des MACHINES DE GUERRE des bas siècles et tant d'autres vieux termes, quoique la découverte de leur étymologie n'eût pas dû leur résister ? Les études dont nous avons parlé donnent la clef de ces énigmes. — Notre Langue, si on la compare à l'ALLEMAND, est dépourvue de mécanisme ; mais, militairement, elle est plus abondante, plus originale. AINSI FRÉDÉRIC DEUX, DELIGER, MAUVILLON, le colonel BUTTULIER, le P. CHARLES, le général LOSSOW, M. le colonel Okouneff, M. le comte de SALICES, M. WAGNER (Aug.) l'ont-ils employée de préférence à leur Langue maternelle. DEARE, FORSTER, GRASSY, M. JAMES, M. REINHOLD, RUMPEL, SIMES, SOLAR, M. TONICHKOF, MM. CARBON et ARRO, WALTHER et tant d'autres écrivains n'ont pu se dispenser ou de l'adopter pour la publication de traités scientifiques, ou d'entre-couper d'une multitude de mots français leurs récits, leurs lexicon. Dans l'étranger, tous les catalogues officinaux de bibliographie regorgent de français, et le RUSSIE a pris de nous les mots : caserne, chef, commissariat, contre-marche, déploiement, échelon, échiquier, exercice, général, ordonnance, et mille autres mots. — Dans les ÉCOLES MILITAIRES de l'ARLETERRE, de la RUSSIE, de la PRUSSE, des ÉTATS-UNIS, du DANEMARCK, du PIÉMONT, du PORTUGAL, etc., la Langue française est enseignée comme indispensable aux officiers ; elle est mon-

trée même AUX SOUS-OFFICIERS ESPAGNOLS et WURTEMBERGEOIS ; elle est la Langue des ÉVOLUTIONS à LANDOW. Mais son crédit a décliné en diplomatie depuis 1814 ; les chancelleries qui la cultivaient ne l'ont plus regardée comme exclusive, et la Néerlande elle-même avait écarté la prétention, heureusement repoussée, d'appliquer son patois barbare aux communications officielles avec le ministère de FRANCE. — Il est à regretter, il est sans remède, que les MINISTRES DE LA GUERRE n'aient pas osé emprunter à la TACTIQUE grecque sa LANGUE, dont ROBINSON nous retrace toute la richesse ; notre TACTIQUE et notre LANGUE y eussent merveilleusement gagné. — Considérée techniquement, la LANGUE MILITAIRE a tiré beaucoup du LATIN et de l'ITALIEN, moins de l'ALLEMAND, quelque chose de l'ESPAGNOL, peu du HOLLANDAIS ; elle a repris de l'ANGLAIS certains mots qu'elle lui avait prêtés ; elle a laissé se perdre quantité de termes qui revivent dans le MALON. Elle a tiré quelques images de la CHASSE à COURRE, de la FAUCONNERIE, tels que : ABOSER, AMPUTER DES RECHES, DÉBOUCHER, DONNER LE CHARGE, EMBUSCER, ÉVENTER, FAIRE TÊTE, FONDRE, FORGER, GIERCIER, PRENDRE LE CHARGE, SE RECHER. — La Langue des TROUPES DE TERRE a emprunté à la MARINE les locutions : ABORDER, AMIRAL, ARGE, ARBOSER, ARMÉE, ARMOIRES, ARRIVER, ARSENAL, AD LARGO, BASTINGUE, BÉCHER, BÉDOER, BISCUIT, BORDÉE, BOÜLER, BRULOT, CONSIGNE, CONVOY, DIANE, DIVISION D'ARMÉE, EN PARE, FLAMME A NAME, FLEUSTIER, GALÈRE, GARGOISSE, MARQUEUR, PALETOT, PAVILLON. — L'ensemble des locutions qu'elle a empruntées, amalgamées, imaginées, a en force de loi coutumière pour les États voisins depuis le règne de LOUIS QUATORZE. GUIFFET a dit (1775, E, t. 1^{re}, p. 156) : *L'Europe militaire voudrait en vain désavouer que les armées et les documents de la France lui ont donné le ton pendant plus d'un siècle, tous les termes techniques de l'art de la guerre tirés de notre Langue déposeraient contre elle*. — Faut-il citer en preuve les mots armée, discipline, soldat, etc., etc., qui, par l'intermédiaire du FRANÇAIS, sont passés de l'ITALIEN dans l'ALLEMAND, et sont dans la bouche de toutes les nations. — Les emprunts que la Langue militaire française a faits, s'expliquent par la priorité des règles établies dans l'ARMÉE DE MER, quand les HOMMES DE TERRE étaient encore dans la barbarie ; par l'habileté italienne, dans les sciences exactes, au temps de la renaissance ; par l'émulation guerrière des villes souveraines de la Péninsule qui fournissaient à la FRANCE les artisans

qui y tiraient le canon et y construisaient les fortifications; par la prépondérance dont jouissait l'infanterie de Charles-Quint quand nous ne combattons qu'à l'aide d'infanterie étrangère; par la fréquentation de nos ancêtres avec les Italiens et les Espagnols durant les expéditions qui, pendant trois règnes, ont promené des armées françaises des Alpes aux Apennins, à l'Etna, au Vésuve. — L'espèce de monopole que la Langue française s'est attribuée s'explique, se justifie par l'influence que notre chevalerie a exercée, par l'homogénéité du royaume et la longue durée de la royauté, par l'éclat des conquêtes et le nombre des grands généraux de Louis quatorze, par la quantité d'écrits importants qui ont paru depuis ce monarque. Ainsi la France est devenue le centre de la polémique militaire, et nos aïeux se sont rendus les truchemens accrédités entre le Midi et le Nord. — Mais l'insouciance que le ministère de la guerre a mis à créer des mots nouveaux, alors que des inventions nouvelles l'exigeaient; mais cette pusillanimité des écrivains, appréhendant d'être accusés de néologisme et torturant, pour s'y soustraire, des analogues prolixes ou faux, ont semé d'obscurités le langage de la science des armes. De peur de n'être pas compris des contemporains, nos professeurs n'ont produit que des écrits qui, vieux de cinquante ans, deviennent incompréhensibles pour le lecteur. — Aucun auteur purement militaire ne s'est livré aux recherches qui viennent de nous occuper; mais quantité de traités embrassent d'une manière générale ou relative le sujet, tels sont: l'*Histoire littéraire de France*, in-4° (t. xii); le *Discours sur les révolutions de la Langue française*, que la Ravaillière a mis en tête des poésies de Thibaut, roi de Navarre; M. MONTIEN (t. vi, p. 1); la préface du *Dictionnaire* de M. MORIN; RIVAROT (*De l'universalité de la Langue française*), in-8°, Berlin, 1784; Schwab (*Dissertation sur la Langue française*), in-8°, Paris, 1805, et M. ALLON, etc., etc. On peut aussi recourir aux lexicologues cités au mot *Dictionnaire*, et aux étymologistes ou grammairiens que voici: ACADEMIE (Dictionnaire de l'), ALDERESTRE, BACON-TACON, BAË, BARABAN, BERNIERS, BOCHARD, BORREL (Pierre), BOUDOURS, BOUDELLOT, BULLET, CARPENTIER, CARENÈVE, CHAMFOLLON, COVAREVIAL, DAVELOURT, DERRIERE, DENNOSSES, DESSAUVAGES, DUCANGR, DUCLOS, ENCYCLOPÉDIE (1751, C, au mot *François*), ESTAPIER, FACCHET, FONTANIER, FURETIÈRE, GANBAU, GÉRLIN, HENRI (Jeanne), HUET, ISIDORE, JAULT, JEAN-FRANÇOIS (don), JOHNSON, JUSTE LIPSE, KÉ-

DICIONNAIRE DE L'ARMÉE.

RALIO, LABRE, LACORRE, LACURNE, LATOUR D'AUTRYNE, LEBRIGANT, LEDUCHAT, LENGLET, LINDENBROG, MÉNAGE, MONET, MONTIGNOT, MORIN, NEGOT, PASQUIER, PEERON, PITHOU, POUJENS, RAQUEAU, RAMER, ROQUEFORT, ROSSIGNON, SAUMAIS, SCALIER, SEINER, SPILMAN, VOSSES, WACHTER. — Après avoir traité des sources, de l'utilité, de la prééminence actuelle ou précéllence, comme dit ESTIENNE, de la Langue militaire française, examinons de plus près en quoi elle peut mériter la louange ou encourir le blâme. — Sa partie pittoresque, imitative, a été assez riche pour fournir aux emprunts fréquents que lui font la tribune, le barreau, la chaire, la Langue vulgaire; ainsi, ce sont des locutions toutes de ce genre que celles-ci: ABANDONNER UN PARTI, AMORCER une question, AFFRONTER UN ADVERSAIRE, S'AGUERIR contre la flatterie, ARROGER des couleurs, AVOIR DES VUES, S'ARMER de courage, ARRIVER DE BUT EN BLANC, ÊTRE ASSAILLI de regrets, ÊTRE ASSIÉGÉ d'importuns, RATTÉCHER UN ORATEUR, ELÉVER LES MŒURS, DEMANDER QUARTIER, FAIRE BRÈCHE à une réputation, se faire CHEF DE FILE, ÊTRE EN GUERRE OUVRETE, ÊTRE EN GARDE DE LA SOCIÉTÉ, FAIRE TÊTE à une difficulté, se GENDARMER, JETER LE GANT, LUTTER LE MASQUE, LEVER L'ÉTENDARD, MARCHER DE FRONT, MENER DE FRONT, PARTIR EN AVANT-COUREUR, PAYER DE SA PERSONNE, PRENDRE CARRIÈRE, PRENDRE FEU, PRENDRE GARDE, MORDRE LA POUSSIÈRE, REQUISSE une insinuation, REPOSTER à une attaque, ROMPRE EN VIEUX, SAPER une réputation, se décider SUR-LE-CHAMP, se DÉFENDRE SUR LE TERRAIN, se JETER hors DE LIÈNE, se RENDRE à l'évidence, se RETRANCHER dans ses AVEUX, se ROMPRE aux affaires, se TENIR EN GARDE dans une affaire, se TENIR sur ses GARDONS, SOUDOYER un parti, SURJETER les esprits, DONNER DES ARMES contre soi, tenir une MARCHER ORLIER, TRIOMPHER d'un préjugé, vaincre une résistance, se tenir sur le qui VIVRE, VENIR à COMPOSITION. — Mais si les belles-lettres et la transcendance des talents français ont imposé notre Langue à l'Europe, si la Langue de nos généraux est mise à contribution par nos orateurs, la Langue militaire de nos soldats est sous le poids de bien des reproches; ses impropriétés, son peu de nuances ont semé de fables l'histoire de l'ancienne chevalerie, parce que nos écrivains ont voulu expliquer ce qu'ils ne comprenaient pas. Notre Langue est restée, même sous Louis quatorze, bien au-dessous de son sujet; elle s'est trouvée inhabile à exprimer sous le règne suivant, et à mesure des changements survenus, les particularités qui se rattachaient à l'uniforme, à l'organisation des armées, à la répartition des GRA-

10^e PARTIE.

191

des, à la forme des *lavées*. Les premiers dictionnaires dataient à peine de trois siècles, et leur publication, au lieu de porter fruit pour les militaires, empêcha que des expressions neuves s'adaptassent aux idées nouvelles. Jusque-là le moindre heaume, à qui l'on commandait un casque d'une forme inaccoutumée, créait le nom de la pièce d'armure dont il devenait le créateur; l'appellation équivalait à un brevet d'invention. Depuis qu'il y eut des dictionnaires, la science qui en profita le moins fut celle des armes, et, quoiqu'ayant pris une face nouvelle sous le grand roi, elle est restée pourtant la plus dépourvue d'écrivains spéciaux; c'est une autre et puissante cause des imperfections que nous signalons. — Sous ce monarque les académies voient le jour, mais la Langue vulgaire ne tire pas de leurs vocabulaires le fruit qu'on en devait attendre; les intérêts de l'armée y sont entièrement oubliés, on croit ces recueils composés pour un pays sans soldats, ou pour des soldats sans lumières et sans officiers. — Nos académiciens, longtemps persuadés qu'il fallait faire leur cour aux hommes de la cour, en ont emprunté le langage musqué; en le légalisant, ils ont corrompu l'idiome national et détourné de leur acception vraie quantité d'expressions. Se conformer aux belles manières était le but et l'excuse de l'aréopage, qui se faisait l'écho de quelques faits de Versailles. Par là, les quarante courtisans ont semé d'obscurités l'étude des étymologies, et s'en sont eux-mêmes si peu occupés qu'ils se sont bornés presque à dire que *disparate* venait de l'espagnol. Leurs continuateurs ont jugé trop difficile et ont négligé la recherche des racines; nos contemporains de l'Institut ont trouvé commode de frapper de ridicule cette étude, et ils la passent sous silence dans leur nouveau dictionnaire. — Tandis que la cour efféminait ou estropiait le langage, sa virilité se réfugia dans le parler des campagnes et des soldats, la pureté des traditions y est devenue rudesse et grossièreté. Les villageois, les *soldats* conservaient, les citadins innovaient; ceux-ci arrachaient de leurs racines les mots que les autres laissaient intacts, et qu'ils redissent encore au grand préjudice de nos oreilles puristes. Ainsi, *ammunitio*, *coutia*, *coronel*, *corporal*, *soubard* étaient corrects, quand *murition*, *caporal*, *colorel*, *couteau* et *soloat* étaient des innovations défectueuses et d'élégants barbarismes. Et pourtant l'injustice de l'opinion attribuée aux hommes des champs les incorrections de langage, dont l'altération ne vient nullement de leur fait. — Le bou

sens populaire court au simple; de là, *arriquet* admis comme *saber*, la loquacité des bureaux n'ose pas préciser; de là, *saber-forgard*, qui n'est ni un *saber*, ni un *poignard*. — De même l'allemand de Strasbourg, pour lequel la Saxe professe un si hautain mépris, était l'allemand dont s'étaient occupés César et Tacite, et que parlait Charlemagne. — Peu d'auteurs ont entrevu ou du moins dénoncé cette dépravation du langage académique et ministériel, parce qu'il faut, pour en être frappé, s'être occupé du patois des hameaux et des camps, de l'idiome comparé des provinces et du génie des Langues des bas siècles, dont le français est sorti. Or, ces études n'ont ni rudiment, ni professeurs, ni récompenses. — Donnons quelques exemples des transformations vicieuses empreintes d'un cachet légal. — Le mot *pennache*, si longtemps usité, était un produit indirect du latin *penna*, et une dérivation immédiate de l'italien *pennachio*. Les historiens incorrects de *Hannibale* ont parlé du *panache* qu'il portait à *Ivry*. Cette circonstance a suffi peut-être pour que *pennache* s'effaçât. — *Rampar*, racine du verbe *ramparrer*, se rapportait au substantif *rampre*; on a brisé leurs rapports en écrivant *rempart*. — *Armaier*, dépôt d'armes, s'est corrompu en *armoier*. — *Pétrine*, qui avait donné à l'arme nommée *pétrinal* le nom qui lui est resté, dérivait du latin *pectora*; il a pris l'orthographe défectueuse *poitrine*, et a rompu par là avec les mots *pétrin*, *pétrir*, qui lui appartiennent. — Le substantif *soulier* et ses nombreux synonymes signifiaient enveloppe de la sole ou de la plante du pied; c'est cependant le terme corrompu *souler* qui est resté français. — Les plus vieux auteurs disaient *trabucher*, *trabuchier*, *tomber*, se renverser, comme le faisait la machine de guerre nommée *trabuchet*, *trabuchier*; les académiciens ont préféré la vicieuse orthographe *trébucher*; de *déclique*, qui se rapportait à *cliquète* et à *cliquets*, ils ont fait *déclin*. — Combien d'autres imperfections ne signalerait-on pas? Nos académies nous ont-elles appris d'où viennent les substantifs *cafier*, *catogan*, *doutre*, *gibberre*, *glacis*, *saïon*, *morion*, et l'adjectif *gaucher*, substitué, on ne sait pourquoi, depuis un siècle à peine, à l'adjectif *senestro*, resté dans le blason. Le mot *gaucher* viendrait, suivant *Borel* (Pierre) et *Ganpau*, du vieux verbe *guenicher*, se détourner, tourner, éviter; de là le verbe *gaucher*. Elles nous ont laissé ignorer lequel des deux dialectes d'oc ou d'oyl a le premier prononcé les syllabes *ca*, *ce*, *ci*, etc., ou *cha*, *che*, *ebi*, etc., lequel est primitif de

CHENAL OU DE CANAL, DE CHEVALIER OU DE CAVALIER, DE CAMP OU DE CHAMP. À l'égard les uns des autres, ces substantifs sont-ils des variantes ou des corruptions? Ces éclaircissements fixeraient le vrai sens à attacher à des termes restés confus, et aideraient à résoudre une question importante et épineuse, comme on le verra aux éclaircissements donnés au sujet de la LANGUE ROMANE. — Le dépérissement de la Langue des armes est sensible pour qui étudie les règles vieilles de moins d'un siècle; le texte des ordonnances de manœuvres, promulguées il y a soixante ou quatre-vingts ans, est une Langue morte dont il ne reste ni vocabulaire, ni interprètes. Il faut deviner par analogie; mais si l'on remonte à quelques siècles, l'obscurité ne peut plus se dissiper. Ainsi, l'écu était une évolution probablement de forme analogue à un *écu*, soit d'armure, soit d'armoiries, soit de monnaie. Ceux qui supposent qu'il s'agit de l'écu monnayé imagineront un ordre tactique de forme ronde; ceux qui penseront à l'écu héraldique le jugeront parallélogramme, ayant en pointe le milieu d'une de ses faces; ceux qui songeront à l'écu défensif auront à choisir entre le triangle, le croissant, le lozange; de telles questions sont le triomphe de l'équivoque. — La Langue militaire de l'Europe est de toutes pièces; c'est une pastiche composée surtout aux dépens de la France. La Langue militaire de France est, en mainte occasion, stérile, de temps en temps prolixe, quelquefois triviale, souvent ambiguë, obscure, incorrecte, parce que le MINISTRE DE LA GUERRE est resté entièrement indifférent à sa formation, à ses constructions, à ses allures. — Nous allons dénoncer ce qu'elle a de confus, de bizarre, de vague, de faux, de contradictoire et de louche, vices inévitables dans un pays où le MINISTRE laisse au SOLDAT le soin de composer et le droit d'altérer son parler. — La Langue française, comme le disait VOLTAIRE, est une gueuse fière, il faut lui faire l'aumône malgré elle. — Mais dans l'ARMÉE il y a peu de riches disposés à cette libéralité. Le baro, qui poursuit avec raison le néologisme, s'opposera longtemps à ce que les lacunes des mots soient comblées; quelques emprunts pourtant seraient utilement faits à l'ancienne langue GALLIQUE; des hellénistes habiles l'ont essayé. Nous avons eu recours, par esprit de classification, au petit nombre de mots qu'ils ont créés. — L'ART MILITAIRE se perfectionnera ou par des innovations ou par les améliorations des découvertes anciennes. Dans le premier cas, si les innovations ne sont pas caractérisées par des expressions

mères, comment se tenir au courant de la science? Dans le second cas, s'il n'y a que développement des coutumes admises, se contentera-t-on de peindre les modifications par des périphrases, quand déjà on a épuisé la ressource des homonymes, des adjectifs, des génitifs? — Une ACADEMIE militaire pourrait seule remédier à ces imperfections, ne plus tolérer de verbes dépourvus de substantifs et d'adjectifs, puisqu'il n'y a, en grammaire, ni action sans substance ou substantif, ni substance sans action; enfin, ne plus laisser vagabonder la gueuse fière, enlaidie par son costume plein de trous et de taches. — Quelques mots ont été créés *ad hoc*, tels que CARONNAGE, CONCOURS, QUATREDAIRE, TRAIN, TIRCEMENT; ils sont à peu près l'unique produit, la misérable conquête d'un siècle entier, et pourtant mille autres termes auraient dû répondre à mille autres idées toutes neuves. Mais les COMMISSAIRES DE LA GUERRE ont fait abus de mots composés; au lieu d'en chercher de simples, ils ont conservé, reproduit même ceux qui étaient vicieux par l'homonymie. Ainsi ils redisent sans les éclaircir: ARMÉE, BRIGADE, CHASSEUR, CHIEF, DIVISION, GÉNÉRAL, MAJOR, MARÉCHAL, etc. Ils ont introduit quantité de verbes qui n'avaient pas de substantifs, tels que: ALLER AUX DRAPEAUX, APPOINTEUR DE SERVICE, ARRÊTER LA COLONNE, SE METTRE EN BATAILLE, RE-METTRE LA BAÏONNETTE, S'ENNER EN MARCHE, BOUFFER, FAIRE FACE, MARQUER OU DRESSER LE CAMP, MARQUER LE PAS, PASSER DE L'ORDRE EN COLONNE À L'ORDRE EN BATAILLE, PRÉSENTER LES ARMES, METTRE LES ARMES À TERRE, SE REFORMER, RETOUSER L'ENNEMI, SE RETIENIR, SE REPOSER SUR LES ARMES, SE RETRANCHER, SE TENIR EN GARDE, SE TENIR SUR SES GARDES. — La Langue de l'art militaire, dit LESSAC (1783, A), doit toujours tendre à abrégier. — En effet, abrégier c'est éclaircir; mais le système contraire semble régner. De vaines querelles au sujet de l'ORDRE MINCE et de l'ORDRE PROFOND n'ont duré un demi-siècle, avec un caractère si passionné, que par suite des équivoques de la Langue et de sa stérilité. Le mal de l'autre siècle est encore la plaie de celui-ci; l'imperfection de la Langue et de la LÉGISLATION ont réciproquement réagi l'une sur l'autre. DARU (1780) en fournit les preuves dans ce qu'il dit au sujet de l'influence fâcheuse des mots mal expliqués, tels que ceux de MARÉCHAL DE CAMP, MARÉCHAL DES LOGIS, etc. — La Langue des ARMES est un fruit du hasard, un enfant de parents inconnus; le raisonnement et la logique lui ont peu tendu la main. — On dit GARDE DU CAMP et non DE CAMP, MARÉCHAL DE CAMP et non DU CAMP, école de

peloton et école du soldat, etc. — On a créé des ADJUDANTS COMMANDANTS qui n'étaient ni adjutants, ni commandants; des COMPAGNIE et des RÉGIMENTS DE VOLONTAIRES qui n'ont jamais exécuté de volonte; des RÉGIMENTS DE FLANQUEURS qui n'ont rien flanqué; des VÉTÉRANS, qui n'ont de commun avec leurs devanciers que le nom; des CORNETS qui étaient des instruments d'une autre espèce; des CLAIRONS qui sont des trompettes à clef; des CHEFS DE BRIGADE qui n'en commandaient pas; des CHEFS DE BATAILLON DU GÉNIE qui n'avaient pas de BATAILLON; des MAJORS, qui sont les moins grands parmi les OFFICIERS SUPÉRIEURS; des LIEUTENANTS DE ROI, dont le roi n'avait jamais entendu prononcer le nom ni vu la figure; des LÉGIONS qui ne se composaient que d'hommes à pied et n'étaient pas des corps de choix; des BATAILLONS DU TRAIN qui ne se composaient que d'hommes à cheval; des AIRES DE CAMP, résidant en des VILLES DE GARNISON, dans une cour de prince, sur un BÂTIMENT DE MER ou aux INVALIDES; des ADJUDANTS SUPÉRIEURS qui étaient les inférieurs de la MAISON DU SOUVERAIN; des AIRES-MAJORS DE COUR, quoiqu'il n'y eût pas de majors de cour; des MARÉCHAUX DE CAMP, des LIEUTENANTS GÉNÉRAUX porteurs, les uns et les autres, d'un titre intelligible; des AIRES-MAJORS DE RÉGIMENT qui n'aidaient que par exception le MAJOR du régiment; des CARABINIERS SANS CARABINES, etc. — Nous avons prouvé, en parlant des GAGISTES, que les ambiguïtés des expressions compromettent la vie des hommes. Voici une autre preuve du danger des équivoques de la Langue. Un militaire est au SERVICE, son SERVICE dure depuis l'enrôlement jusqu'à la libération; mais ce mot SERVICE a des sens fort différents et signifie aussi durée de vingt-quatre heures de garde. En 1830, l'article 46 du projet du code pénal porte : *Tout militaire qui, pendant le service ou à l'occasion du service, exercerait des voies de fait contre son supérieur, sera puni de mort.* Le rédacteur de cet article a-t-il en vue la durée de l'enrôlement ou le fonctionnement pendant la durée d'une garde? Quel riche cadre pour le bavardage d'un avocat! — Tout verbe, nous disait le savant et profond Dabo, devrait se résoudre en deux genres de substantifs qui seraient, l'un passif, l'autre actif. Ainsi, la temporisation est l'action de celui qui temporise; le temporisement serait la position de celui qui a temporisé; l'isolement est l'état de ce qui est isolé; l'isolation serait l'acte qui isole. L'habileté des écrivains, la souplesse du style se passent de ces variétés de substantifs; mais la raison et la logique, en fai-

sant emploi de quantité de verbes, déploient cette lacune. — Récapitulons les termes à qui nos divers reproches sont spécialement applicables; le lecteur, s'il en fait la recherche, sera à même de constater que ce sont autant de mots accueillis fortuitement, admis sans examen, conservés sans calcul, composés en dépit du bon goût; que les uns sont des contre-sens ou des preuves d'indigence; que les autres sont le produit des caprices soldatesques. L'ensemble de ces censures ne les intéresse pas tous à titre égal, mais il n'y en a pas un qu'une de ces portions de blâme n'atteigne. Les preuves de ces propositions vont ressortir des explications données aux termes : ABAISSON, ABSENCE, ACADEMIE, ACTIVITE DE SERVICE, ADJUDANT-COMMANDANT, ADJUDANT DE PLACE, ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, ADMINISTRATION D'ARMÉE, AIDE DE CAMP N° 1, AIDE-MAJOR ACTUEL, AIGRETTE, AILE DROITE, ALATIF, AJUSTER, ALARME, ALLOCATION, AMIRAL, AMORCE, ANNÉE DE SERVICE ORDINAIRE, ANNÉE EFFECTIVE, APPONTEMENT, ARME, ARMÉE, ARMURE, ARTILLERIE, ARTILLERIE D'ARMEMENT, ARTILLERIE FRANÇAISE, ARTILLERIE IDIOMATIQUE, AUTOMNE N° 2, AUX CHAMPS, AVANCEMENT, BAR OFFICIER, BATAILLE STRATÉGIQUE, BATAILLON D'ARTILLERIE À PIED, BATTERIE A BARRETTES, BATTERIE DE CAISSE, BATTERIE D'ARTILLERIE, BATTRE EN RETRAITE, BILLEAUX, BIVAC, BLOND, BOIS ET LUMIÈRES, BONNET DE POLICE, BORDS LA HAIE, BOUSSE À FEU, BRÉLOQUE, BRIGADE, BRIGADIER DES ARMÉES, BRIQUET, BUT DE TIR, BUT EN BLANC, CARNET D'ARMÉE, CAMPAGNE, CAMPAGNE DE MER, CANONNIER, CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, CAPONNIÈRE, CARABIN, CARRE TACTIQUE, CARTOUCHE, CASERNIER, CASE, CARTREUSE, CAVALERIE FRANÇAISE N° 2, CENTRE, CHAMP DE BATAILLE, CHANGEMENT DE FRONT, CHAPLAIN, CHARGE DE FUSEL, CHARGE PRÉCIPITÉE, CHASSEUR, CHATIMENT, CHAUFFAGE, CHAUFFAGE EN NATURE, CHEF, CHEF DE BATAILLON, CHEF DE BRIGADE, CHEF DE CORPS, CHEF DE DIVISION, CHEF D'ESCADRON, CHEF D'ÉTAT-MAJOR, CHEF OUVRIER, CHEVAL DE PELOTON, CHEVAL-LÉGER, CHIRURGIEN-MAJOR N° 2, CLAIRON, CLAN, CLERC, CLISE, CLOU DE CHIEU, CODE PÉNAL MILITAIRE, COLLIER DE TAMBOUR, COLONNE RÉGÉE, COMBAT RÉGULIER, COMMANDANT, COMMANDANT D'ARMES, COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE N° 1, COMMANDANT DE QUARTIER GÉNÉRAL, COMMANDANT SUPÉRIEUR, COMMANDEMENT VOCAL, COMMISSAIRE DES GUERRES N° 2, COMPAGNIE DE CARABINIERS, COMPAGNIE DE CENTRE, COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE, COMPAGNIE-ESCADRON, COMPAGNIE FRANÇAISE, COMTE N° 2, CONCERGE, CONGRÈS, CONGRÈS DE SEMESTRE D'OFFICIERS, CONGRÈS, CONNETABLE N° 1, CONSEIL DE GUERRE, CONSEIL DE

LA GUERRE N° 2, CONSEIL D'ENQUÊTE, CONSEIL PERMANENT N° 1, 2, CONTRE-ÉPAULETTE, CONTRE-MARCHE TACTIQUE, CONVERSION, CORVOIS MILITAIRE, CONVOI POLYÉCONOMIQUE, COR IDIOMATIQUE, CORNET IDIOMATIQUE N° 2, CORNETTE IDIOMATIQUE, CORPS D'ARMÉE, CORPS DE GARDE, CORPS D'ÉTAT-MAJOR, CORPS DU GÉNIE, CORVÉE CÉLÉSTIQUE, CRÉNEAU, CROSSE DE FUSIL, DÉCOMPTÉ, DÉDOUBLÉMENT, DÉLIT, DEMI-LUNE, DEMI-REGLADE, DISPONIBILITÉ, DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE, DROGUE, DUEL, ÉCHELON, ÉCHIQUE, ÉCOLE DE SOLDAT, EFFECTIF, EMBREIGNEMENT, EMBUSCADE, ENFANT PERDU N° 3, ENFANT D'HOMME DE TROUPE, ENPELONNEMENT, ENSEIGNE IDIOMATIQUE, ENTURÉ, ÉPAULETTE EN DRAPEAU, ESCADRON FRANÇAIS N° 2, ÉTAT CIVIL, ÉTAT-MAJOR, ÉTAT-MAJOR D'ARTILLERIE, ÉTAT QUATRIÈME, ÉTOILE DE LA LÉGION, EXEMPT IDIOMATIQUE, FACE EN ARRIÈRE EN BATAILLE, FACIONNAIRE, FEU DE MILLEBOUT, FONCE, FORCE MILITAIRE, FORCE PUBLIQUE, FORMATION EN RATAILLE, FORMATION EN COLONNE, FORMER LA COLONNE AVEC DISTANCE, FORMER LES DIVISIONS, FORTIFICATION, FOURRAGE ARMÉ, FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, FUMÉ DE GUERRE, FUSIL DE DRAGON, FUSIL DE REMPART, GAGISTE, GARDE D'ARME BLANCHE, GARDE DU CORPS N° 3, GARDÉS FRANÇAIS N° 2, GENDARMERIE DE POLICE N° 1, 2, GÉNÉRAL AU CORPS D'ÉTAT-MAJOR, GÉNÉRAL DE DIVISION N° 2, GIBERT, GRAINE D'ÉPINARD, GRAND PRÉVOT, GRAND SÉNÉCHAL, GROSSE CAVALERIE N° 2, HACHEMENT, HAUTEUR, HAUT-LE-FIELD, HAUTE PAYE IDIOMATIQUE, HAVRA-SAC, HIVERNAGE, HOMME À L'HÔPITAL, INFANTERIE N° 3, INFANTERIE DE BATAILLE, INFANTERIE FRANÇAISE N° 7, 10, INFANTERIE FRANCO-SUISSE, INTERDANT MILITAIRE N° 5, INTERVALLE TACTIQUE, JAQUE, JEUNE SOLDAT, LANGUE ANGLAISE, LÉGION D'HONNEUR, LIBÉRATION, LICENCIEMENT, LIEUTENANT, LIEUTENANT-COLONEL N° 1, LIEUTENANT DE ROI N° 1, LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 2, LIGNE TACTIQUE, LIT DE CORPS DE GARDE, MACHINE, MAISON DU ROI, MAÎTRE MAJOR, MATÉRIEL, MANŒUVRE, MARCHÉ (subs. fém.), MARCHÉ DE FLANC, MARCHÉ ROUTE, MARÉCHAL, MARÉCHAL DE FRANCE N° 2, MARÉCHAUSSÉE, MARQUE DISTINCTIVE, MARQUE, MASSE COMPTABLE, MASSE DE LIGNE ET CHAUSSE, MASSE D'ARMEMENT, MASSE TACTIQUE, MÊTRE DE CAMP N° 2, MILICE, MILICE ALTEMBERGENNE N° 7, MILICE ESPAGNOLE N° 9, MILICE RUSSIE N° 6, MILICE NYER N° 5, MIRE À FEU, MINEUR FRANÇAIS, MINISTÈRE DE LA GUERRE, MINISTRE DE LA GUERRE N° 7, 15, MOUSCHET, MOUSQUETON, MUNITIONNAIRE, OFFICIER, OFFICIER DE SANTÉ, OFFICIER D'ÉTAT CIVIL, ORDONNANCE OFFICIELLE, ORDRE DE BATAILLE, ORDRE EN CARRÉ, ORDRE TERRAIN, ORGANISATION, PAIR DE FRANCE, FAISSAGE, PAS BROUILLÉ, PASSAGE DE LIGNE,

PASSAGE D'OBSTACLES, PASSER PAR LES ARMES, PATROUILLE, PAVILLON, PAYE, PELOTON D'INFANTERIE (subs.), PELOTON HORS RANG, PÉLITENCIER, PENNON, PENNON DE RETRAITE, PETITE MONTURE, PISTOLIER, PIVOT D'ARMURERIE, PIVOITEMENT DE TÊTE, PLACE À GARNISON, PLACE D'ARMES, PLACE D'ARMES À FEU, POIGNARD, PORT D'ARMES, PORT-DRAPEAU N° 1, PORT-MANTRAU, POSTE AUX LETTRES, POSTE D'HOMMES DE GARDE, POSTE D'HONNEUR, POSTE PÉRIODIQUE, POSTE STRATÉGIQUE, PREMIER CÉLÉSTIQUE, PREMIÈRE MISE, PREMIÈRE MISE DE PETIT ÉQUIPEMENT, PRÉSENTATION PÉCUNIAIRE, PRÊTE, PRINCE FRANÇAIS, PRISON DE PLACE, PRISONNIER DE GUERRE, PROJECTIL, PROMENADE, PULVÉRIN, QUARTIER, QUARTIER-MAÎTRE, QUINTE, QUINRAINE, RALLIER, RANG, RAQUETIER, RAPPORT GÉNÉRAL, RECEUR, RÉCIMENT, RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 3, RÉGLEMENT, REPIRE, REPIRE, REMPART DE FORTRESS, REEMPLACEMENT D'ENROÛLÉ, RETENU, RETRAITE CÉLÉSTIQUE, REVUE, RICOCHET, ROI DES BIRAUDS, RONDE, ROUTE, SABLE, SABLE-POURNAUD, SABLETACHE, SALADE, RAFF, RATAILLIS, RAYON, SCHABRAQUE, SCHARF, SECTION TACTIQUE, SEIGNEUR, SELLER DE CAVALERIE, SENTENCE, SENTINELLE, SERGENT, SERGENT DE BATAILLE, SERGENT GÉNÉRAL, SERVICE, SERVITUDE FORTIFICATION, SÉQUE, SIGNALLEMENT, SACROPHORE, SOLDE (subs. fém.), SONNERIE, SONNERIE D'INFANTERIE, SOULINE, SOUS-LIEUTENANT N° 6, SOUS-OFFICIER, SPARI, STRATÉGIE, SURVIVANT, SURDIVISION DE COMPAGNIE, TACTIQUE (subs.), THÉORIE, TIRERMENT, TIR, TIRERILLE, TOCROU, TRANSCORPORATION.

LANGUE FRANÇAISE. V. FRANÇAISE. V. LANGUE ALLEMANDE.

LANGUE FRANCO-TEUTONNE. V. RAN. V. BARON N° 1, V. BLANC. V. BLEU. V. BRAS D'ARMEMENT. V. BRIDE. V. CHANT MILITAIRE. V. RÉNÉCHAL. V. FLÈCHE. V. FRANCO-TEUTON. V. GDEER. V. HAUPEY. V. HÉRAUT. V. LANGUE ALLEMANDE. — ITALIENNE. — LATINE. — ROMANE. V. MARCHÉ-FRONTIÈRE. V. MARCHER. V. MARÉCHAL. V. MARQUIS. V. ROULE.

LANGUE FRANQUE OU DES FRANCS. V. LANGUE ALLEMANDE.

LANGUE GAULOISE. V. ALANDA. V. ARBIÈRE. V. BARDOUCULF. V. BARON N° 1. V. BARRIN. V. REC. V. BRAS D'ARMEMENT. V. BUDOT. V. CARREAU. V. CATERVE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 3. V. CHAR DE GUERRE. V. CHEVELER MILITAIRE. V. COQ. V. COMPAGNON. V. DRAP. V. DRILL. V. DRONCH. V. ÉPÉE. V. FIFF. V. FLÉCHÉ EMPISONNÉ. V. GALLOIS, adj. V. GUISARME. V. HAUPEY. V. LARARUM. V. LANC. V. LANC À MAIN. V. LANGUE ÉLTIQUE. — FRANÇAISE. — ITALIENNE. — ROMANE. V. MARCH. V. MATRA. V. MILIF FRANÇAISE N° 6. V. RANG. V. RAYON. V. SPARI.

FARTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, CARTE, CATA-
LOGUE, CATAFRACTE, CATAPULTE, CATARACTE,
CATÉGORIE, CÉCULF, CÉLESTIQUE, CÉRATIQUE,
CENTRE, CHACAPITE, CHAMBER, CHARTRE,
CHAS DE COURRE, CHAUSSETRAPPE, CHEF, CHEMIN,
CHENIERE, CHEVAL, CHICANE, CHIEU, CHIFFRE
STÉGANOGRAPHIQUE, CHILLACHIE, CHILLARQUE,
CHISORALISTE, CHIRURGIE, CHIRURGIER, CHLA-
MYDE, CHRONOMÈTRE, CHRYSTALIN, CIMETÈRE,
CLEF, CLIN, COLEMBOL, COIR, COMBE, COM-
MANDANT DE DIVISION TERRITORIALE, COMPA-
GNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3, COMTE
N° 2, CONSCRIPTION, CORNISTE, CORPS DE TROUPE,
COSAQUE, COUP, COUPER, COUREUR, CYCLOGIA-
TOMIE, CRÉMAILLÈRE, CRINE, CROBARD, CRUCHE,
CUFFELLAIRE, CUNESTIQUE, CUIRASSA, CYNEALE,
DAQUE, DANAK, DARTER, DÉCURIE, DÉCURIE
GRECQUE, DESOROPHORE, DÉPOTAT, DEXTROCHÈRE,
DIALECTIQUE, DIASIANE, DICTIONNAIRE, DULO-
CHIE, DIMCHIE, DIMAQUE, DIPHALANGARCHE,
DORYBON, DORTPHORE, DRAPPAU, DRÉPAROPHORE,
OROMADAIRE, DRONGE, DUC N° 2, ÉCARIMPANNE,
ÉCU, ÉLIDE, ÉCOMPERTARQUE, ÉMBASE, ÉMBOLON,
ÉMPRY, ÉMPFOSATE, ÉNOMARCHE, ÉNOMOTAR-
QUE, ÉBOMOTIE, ENGIN, ENSEIGNE D'ÉQUIPEMENT,
ÉPAGOGUE, ÉPÉE, ÉPÉRON DE BOUTTE, ÉPIPAR-
CHIE, ÉPILEPSE, ÉPISTATE, ÉPISTROPE, ÉPI-
TAGME, ÉPIYARCHE, ÉPIYAXE, ÉPIYERAGE, ÉPIY-
NAGIE, ÉRYNOMARCHE, ÉSCOFFETTE, ÉSTANETTE,
ÉTAT, ÉTINIF, ÉTRIER, ÉUTAXE, EUTHYTON,
ÉVÈQUE, EXOSTER, FALARIQUE, FALOT, FEU, FEU
HYPOCLASTIQUE, FEUILLE, FLAMME A HAMPE,
FOITIFICATION, FURTUALE, GALIOTE, GÉRIE, GÉO-
LOGIE, HÉOSTRATÈME, GHOUCETTE, GRAPHORUC-
TIONNÈTE, GRECQUE, Édj., GREFFIER, GEOPRO-
MAQUE, GUÈTRE, GUMROS, GYMNASIE, GYMNAS-
TIQUE, HALECRET, HARGÈRE, HARBOS, HARPE,
HRAUME, HÉCATONTARCHE, HÉLÉPOLE, HÉLICE,
HÉNÉROUROME, HÉNISTRIE, HÉNOTYXIE, HÉMOR-
HOÏDES, HÉRAUT, HÉSCOTECTONIQUE, HÉTÉRO-
PLINDONNAIRE, HÉKARCHE MILITAIRE, HOMA-
COSTOME, HOPLOMARCHE, HOQUETON, HYDROCELE,
HYDROPHIE, HYPOCLASTIQUE, HYPOTEOMARCHE,
HYPOMETIQUE, HYPOTAXE, IDIOPLIE, ILF, INFAN-
TERIE N° 3, INFANTERIE LÉGÈRE, IRÉNOTHILA-
QUE, JALET, JALON, JOUTE, KÉKAGIE, LAL, LAM-
PIAN, LAMPION, LANCE, LEUDE, LIGRE TACTIQUE,
LITHOBOL, LOCHAGIE, LOCHOS, LOGEMENT, MA-
CHÈRE, MACHISE, MARCHÉ TACTIQUE, MARGO-
BEAU, MASQUE, MAMBE, MAURE, MÈRE, MÈREUR,
MÉKARCHE, MÉRIS, MÉROS, MÉSOTÉSIONNAIRE,
MÉTADOLE, MÉTROBATE, MÉRAIL, MONASCORE,
MONOTAXE, MORA, MOT, MOUTACHIE, MULET DE
MARIUS, MUSCULE, MUSIQUE, MYOTIE, MYRE, MY-
RIARQUE, NÉYEROLISTIQUE, NYCTALOMIE, OFFI-
CER N° 2, ONAGRE, OPICLAÏDE, OPTATE, OPLI-
TIVE, ORGANISATION, OURAGUE, OXYTOLE,
ORDRE, PAL, PALETTE, PALESTRIQUE, PAGE, PA-
LINTORE, PANCRACE, PANGUAI, PARAGOGUE, PA-
RALLÈLE, PARASTATE, PARAYNTHÈME, PARA-

TAXE, PARAZONE, PÉDOMÈTRE, PÉDOTRIE,
PELLE, PENTACONTARCHE, PENTACOSÉARCHE,
PENTAGUE, PÉPRIGMÉNON, PÉRIOLOGIE, PEN-
BUQUE, PÉTROBOL, PHALANG, PHARMACIE,
PHALANG HÉTÉROSTOMI, PHYOMATIQUE, PHYLAT-
TIQUE, PHILARQUE, PIQUE, PLESION, POLÉMARQUE,
POLÉMONOMIE, POLICE, POLIOCLÉTIQUE, PRO-
BOSIDE, PROPHYLACTIQUE, PROPHYLAQUE, PROS-
TAXE, PROTAXE, PROTOLOGIE, PROTOSTATE, PECTOS-
TATE, PHILAGIE, PHILETIQUE, PHILITE, PYRITE, PY-
ROBALISTIQUE, PYROTÉCHNIE, RACHITISME, REN-
PAKT DE FORTAPSE, RIL, SAC PERIPHORE, SARIME,
SATON, SCAPHARDE, SCHAMACHIE, SEIGREUR,
SÉMARTIQUE, SÉMAPHORE, SÉNÉCHAL, SERVICE
CONSCRIPTIF, SÉPON A MAIN, SÉTOPHORE, SKY-
TALE, SOMASIE, STÉOAROGRAPHIE, STÉPT, STRA-
NOT, STRATOGÈME, STRATÈME, STRATÉGIE, STRA-
TIOTIE, STRATOBOMIE, STRATOPÈME, STYPIE,
SYTAGME, SYLLOCHIANE, SYMAPSME, SYNTÈME,
SYTANE, SYNTÈME, TACTICOGRAFIE, TACTIQUE,
TARENTINARCHE, TAXIARCHE, TAXIARCHE, TALE-
GRAPHIE, TÉLOS, TRÉVILLE, TRÈKKE, TÈKARCHE,
THÉORIE, THÉARQUE, TIARE, TIMBALE, TOTO-
GRAPHIE, TORTUE MÉCANIQUE, TOURNUI, TRI-
BOLE, TRIÈULE, TRIMACRÉSIE, TYPOLACTE.

LANGUE NÉBRARQUE. V. ARME MATÉRIELLE.
V. BRAIN D'ARREILLEMENT. V. DANSE. V. ÉPÉE.
V. ESCRIME. V. GÈRE. V. GUICHARD. V. HÉRAI-
QUE. V. LANGUE CRITIQUE. V. LANGUE FRAN-
ÇAISE. V. LEUDE. V. MARAUDAGE. V. NACARE.
V. PARE. V. PERRIQUE. V. PETIT, Édj. V. PORTAL.
V. SAC. V. SATELLE. V. THOMASIE. V. VALET.
LANGUE HOLLANDAISE. V. ARLAN. V. BIVAC.
V. BOMBARGE. V. BOMMET. V. BRAIN D'ARREIL-
LEMENT. V. CAMP. V. CHERRAPAN. V. CONTRA-MARCHE
FRANCAISE. V. DISCIPLINE. V. GODENDAC. V.
HARRAIS. V. HOLLARDAIS, Édj. V. HOQUETON. V.
BUQUE. V. MILICE ANGLAISE. V. ORUS. V. QUAR-
TIER-MAÎTRE. V. SCHUTTERY.

LANGUE HONGROISE. V. COLRACH. V. FIBY.
V. HEDUQUE. V. HONGROIS. V. HUSSAR N° 3, 4.
V. SCHARBACQUE. V. SCHARO. V. TOLPACHE.

LANGUE RUMAIN. V. AMPUTATION DE LA-
QUE. V. CHATIMENT. V. CHI DE COURRE. V. CRIME.
V. HUMAINE. V. INFANTERIE N° 10. V. JUSTICE
MILITAIRE. V. PEINE. V. PERCEMENT DE LAQUE.

LANGUE INDIENNE. V. CIPAIN. V. CRIC. V.
ÉCHEC. V. INDIE, Édj. V. TIOBRIE. V. SOLDAT.
V. SPANIS. V. TAMBOUL.

LANGUE ITALIENNE (F). Sorte de LANGUE
qui, par sa littérature, est la plus ancienne
entre toutes celles qui dérivent de la LANGUE
ROMAINE; il est difficile d'assigner l'époque
où elle s'est formée; mais elle était lettrée
et illustrée déjà dès le quatorzième siècle
par ses écrivains. — L'altération du LATIN
grammatical commençait dès le sixième siècle
en ITALIE; il y était corrompu au temps
qui répond au règne de CHARLEMAGNE. Les
prières composées pour le pape Adrien,

mort en 795, portent, au lieu de l'ancienne formule : *Tu illum jura*, cette locution barbare : *Tu lo jura*. — Rien n'est écrit en italien pendant les quatre siècles qui succèdent au gouvernement du grand CHARLES ; c'est donc pendant ce laps de temps que l'ancien idiome du Latium se déprava tout à fait ; mais il imprimait au dialecte qui en effaçait la syntaxe et qui lui succédait, la douceur et l'harmonie de l'accent des LATINS. L'italien est resté gracieux et sonore, parce qu'il n'a pas été infecté de GAULOIS et de FRANCO-FRUTON comme le FRANÇAIS, ni entremêlé de finales rudes et d'intonations gutturales comme l'ESPAGNOL où respire quelque chose de moresque. — La langue ROMANE du LANGUEDOC et de la Provence avait alors ses TROCADOURS ; ils devinrent les précepteurs de la Péninsule ; les poètes LOMBARDS épousèrent l'idiome de Provence ; le dialecte sarde en reçut également le jour ; l'un et l'autre devinrent absolument étrangers aux formes du LATIN. FLORENCE et ROME, où le ROMAN du midi de la FRANCE se communiquait plus lentement ou plus difficilement, conservèrent ou se composèrent un parler moins abâtardi ; il se modelait, disent de SAVANIA Italiens, sur celui de la SICILE. — A partir de l'an 1200 environ, on commence à retrouver des chartes ou des poésies italiennes. Vers le milieu du siècle paraît le poème du Dante. Cette ITALIE qui, au commencement du MOYEN AGE, était, sur quelques points, imitatrice des FRANÇAIS du midi, devient, à la fin du MOYEN AGE, le modèle de la littérature de FRANCE. Le gouvernement plus libre, quoique non moins agité, des principautés de la Péninsule, et l'émulation de tant de villes rivales, ennemies même, donnent le secret de cette supériorité littéraire. — La linguistique de nos TROUPES doit beaucoup à l'italien, non pas seulement parce que le pays pratiquait une TACTIQUE dont nous n'avions aucune idée, mais parce que cette belle contrée s'éclairait lorsque la FRANCE ne se polissait pas encore ; car le chaume des huttes parisiennes n'avait pas encore disparu quand, depuis deux siècles, les palais de BOLOGNE, FLORENCE, GÈNES, PIÈCE, SIENNE, VENISE excitaient l'admiration des étrangers. — L'historien PAUL JOYE est, des écrivains italiens, le premier qui s'occupe avec quelques détails de la PROFESSION DES ARMES ; il tient la plume cent ans avant que la FRANCE voie éclore dans son sein un seul écrivain sur de semblables matières. MACHIAVEL (1510, A), plus judicieux, plus spécial, plus profond que son prédécesseur, donne l'impulsion à nos premiers auteurs. — D'autres causes nous ont aperçu con-

courent à emprendre fortement d'italien le FRANÇAIS militaire, et, par contre-coup, l'ALLEMAND. — Depuis CHARLES HUIT, nos armées portent incessamment la guerre en ITALIE. — Les SUISSES, qui nous louent leurs services depuis LOUIS ONZE, sont principalement ceux qui confinent aux Alpes, et qui participent des jargons qui s'y parlent. — Les GASCONS, dont le langage a de l'affinité avec l'italien, les GASCONS, rattachés à leur métropole depuis que l'ANGLAIS perd l'Aquitaine, constituent, depuis CHARLES HUIT, une forte partie de l'armée FRANÇAISE ; les FARRIGUES D'ARMES de leur pays et celles de MILAN approvisionnent la FRANCE. Les ARCHIVES de LOUIS DOUZE sont GÉNOIS comme l'avaient été ceux de PHILIPPE AUGUSTE et de tant d'autres souverains du royaume. — Des BANNES NOIRES du seizième siècle sont en partie composées d'ITALIENS et résident en PIÉMONT. — Depuis FRANÇOIS PREMIER jusqu'à HENRI QUATRE, notre CAVALERIE LÉGÈRE est ITALICO-GRÉCQUE et Italienne. — Les ARMES, en grande partie italiennes, de PHILIPPE DEUX, et les AVENTURIERS d'Alexandre FARNÈSE enseignent la TACTIQUE aux NASSAU, comme les NASSAU sont les précepteurs des FRANÇAIS. — Enfin CATHERINE DE MÉDICIS solde des CORPS ITALIENS. — Mais, nous l'avons dit, la muse militaire est nomade et aventurière. — L'occupation de l'Italie par les FRANÇAIS a porté une atteinte fâcheuse à la Langue de l'Arioste en y introduisant des formes toutes françaises. — Soumis à l'influence de nos modes du dix-huitième siècle, l'italien vulgaire a dégénéré ; quantité de nos expressions se sont substituées à ses locutions naturelles, nos tournures même s'y sont enracinées : de là ce reproche que quelques-uns lui font de devenir un patois macaroulque qui menace de proscription le pur toscan, et qui viole les règles fondées par les savants qui ont consacré quarante ans au beau Dictionnaire de la Crusca. — Les étymologistes qui éclaircissent le même sujet sont : ANTONINI, FERRARI, MÉNAGE. — Les termes italiens qui sont en relation avec ceux de la Langue et de l'ART MILITAIRE français sont ceux-ci : ARRONDI, ANATAGE, ARATIS, ADJUDANT, ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, ADRESSE, AFFAIRE, APPRONTER, AIDE, AILETTE, ALARME, ALIETTE, ALPIER, ALGARADE, ALLER, ALLUMER, ALTE, AMBASSADEUR, AMIRAL, ANONT, AMORCE, AMPOULETTE, ANSPRESSADE, APERTINE, AFFUI, ARALLÈTE, ARCHÈRE, ARMIERON, ARME PERSONNELLE N° 3, ARMÉE, ARNET, ARMÉE, ARQUEBUS, ARRIÈRE, ARRIÈRE-GARDE, ARRIVÉE, ARROY, ARSENAL, ART MILITAIRE, ARTILLERIE, ASPIC, ASSAUT, ASSUMERIE, ATTACHE, AU LARGE, AUG-

SARRACÈNE, SAVATE, SAYOR, SCIN TACTIQUE, SCEPTER, SÉIGNEUR, SÉJOUR, SENTINELLE, SERPE, SOLDAT, SOLERET, SORNERIE, SOUREN-VESTRE, SOULIER, SOUPE, SPIRALE, SÉRDIVISION TACTIQUE, SÉPRISE, TARAR, TAILLE, TAILLEVAS, TALOR, TAMBOUR DE TROUPE, TAMBOUR INSTRUMENTAL, TARGO, TANSETTE, TENGNE, TENAILLE, TERAILLON, TENGCE, TENTE, TENDUR, TÈRE, TIFACE, TIR A TOUTE VOLÉE, TIRAILLÉUR, TIRPE, TOLLENON, TOPOGRAPHIE, TORRIOR, TOR-TORELLÉ, TOUR, TOURROI, TRAUCHAT, TRANISOR, TRANCÉE, TRASSE, TRÉUIL, TRÈVE, TROIF.

LANGUE LATINE (F). Sorte de LARGER qui fut un produit de l'ancien STRONG; du samnite, du GREC; elle aurait succédé au CELTIQUE, à ce que supposent quelques antiquaires, et probablement elle y a puisé; elle a une analogie marquée, disent des orientalistes, avec le SANCIST; elle s'est mêlée avec le TRUTON, s'est altérée sous forme de ROMAN, et est entrée pour beaucoup dans la composition de l'ESPAGNOL, du FRANÇAIS et de l'ITALIEN. — La Langue de ROME, quoique née au sein des armes, et créée pour et par elles, était moins riche en fait de termes militaires que celle des GRECS; mais à ce même égard elle la surpassait en précision, du moins il en fut ainsi tant que le système des LÉGIONS CONSULAIRES se maintint. La Langue militaire des GRECS, toute abondante qu'elle soit, est cependant semée d'obscurité; il est plus facile aux modernes de comprendre les détails de la LÉGION primitive que ceux de la PHALANGE antique; cela vient de ce que le style militaire du LATIUM fut, pendant longtemps, plus semblable à lui-même, plus également convenu sur les divers points de la domination romaine, tandis que les GRECS formaient trop de peuplades pour s'être composé et imposé une technologie aussi une que celle de la MILICE des Latins; mais cette dernière pourtant est loin d'employer des expressions toujours claires. FOLLARD (1727), ou plutôt son collaborateur reproche avec raison au latin un fond d'indigence. Beaucoup de termes y sont nés d'une allusion; une vignette, est une sape couverte; et suite de locutions techniques, le cheval entier, l'aigle, le RÉPÈRE, le CHAT, le CORBEAU, le HÉRISSON, le mulet, la TORTUE, les lapins se transforment en images de guerre. — Beaucoup d'autres termes, il est vrai, sont plus expressifs que ceux des Langues modernes; mais leur propriété ne survécut pas à l'abolition de la république; les expressions devinrent insuffisantes ou inexactes au milieu des vicissitudes d'une législation militaire aussi variable que les inspirations de la DICTATURE et les caprices des EMPEREURS.

Dès le temps d'AUGUSTE et depuis l'expansion du LATIN dans une partie de la GAULE, la Langue devient inhabile à caractériser les innovations survenues dans les troupes; l'étendue de son domaine brise son unité; il lui faut, en mille circonstances, déduire d'un même terme des acceptions fort diverses; ainsi le mot *fessera*, tessère, signifie quelquefois des tablettes, un livre d'ORREZ, un RAN, un ORDRE DU JOUR, une taille (TAILLE A COCHES), une PLACE D'ÉTACÉ, c'est-à-dire la manifestation d'un droit et la qualité des PRÉSTATIONS de l'ÉTAPÉ. — CONSTANTIN déplace l'ÉTAPÉ; de là, dans l'Orient, l'idionne môtis, le BYZANTIN militaire qui confond des termes qui s'étaient appropriés aux TACTIQUES GRECQUE et ROMAINE. — Le latin cesse en 581 d'être vulgaire en Italie. — Lorsque la MILICE ROMAINE se corrompt et périclète, le latin de la Péninsule, défiguré par des termes barbares, deshonore par du FRANCO-TRUTON, se fond dans le ROMAN naissant. Dès le milieu du sixième siècle, GREGOIRE DE TOURS, peu châtié lui-même, se plaint de cette décadence. En outre de ce patois populaire, on savait dans le siècle suivant, de l'Ebre à l'Elbe, le LATIN ou l'ALLEMAND; CHARLEMAGNE, qui parlait aussi facilement l'un que l'autre, essaye en vain de faire revivre l'usage vulgaire du latin; il était déjà, sous son règne, une Langue sylvante. — Le CONCILE d'ARLES, tenu en 851, sous CHARLES LE CHAUVÉ, enjoint aux prêtres de composer en LANGUE ROMAINE les HOMÉLIES et les instructions pastorales, afin d'être compris de chacun. — Ainsi commençait l'abandon du LATIN pur, dans la partie méridionale de la Gaule, et il cessait d'être vulgaire en France. — Depuis les premiers symptômes du déclin du latin, il en a existé deux modifications; on les a confondues en les appelant indifféremment bas LATIN et latin barbare. La distinction demande à en être faite dans l'intérêt de la science MILITAIRE. — Ainsi, en prenant MAURRET pour exemple, ce mot a été exprimé par le bas latin *habergellum*, et, par le latin barbare, *ausbergotum*, *osbergum*. — Le bas latin a été, depuis le troisième siècle, une corruption de la Langue latine; le latin barbare, plus moderne de quelques siècles, a été une traduction successive, un inégal amalgame du bas latin, du ROMAN et même du vieux FRANÇAIS. Ce latin barbare commence avec GREGOIRE DE TOURS, est employé par CHARLEMAGNE, est usité dans les traités de quelques historiens des croisades, et touche aux temps modernes par l'intermédiaire des clercs, des parlements, de l'Eglise. — Ce qui sème d'épines l'étude du

TENIF, TERHIDUCTEE, TERLISTIE, TEREZ, TEA-
NÈRE, TIARE, TIERE, TITRE D'AVANCE, TOISE,
TOT, TOLLONOR, TON DE COMMANDEMENT, TOR-
PILLE, TORTIL, TORTORVIER, TORTUR, TORTUE
MÉCANIQUE, TOUC, subs. fém. et masc., TOER-
NOI, TRAABAN, TRARE, TRARUCHET, TRANISON,
TRAIN, TRAIT, TRAJECTOIRE, TRANCHANT, subs.
HERSE, TRANCHE, TRANSPORT, TRATE, TRAVAIL,
TRAVÉE, TRAVER, TRAVERMIN, TRÉBUCHET,
TREF, TRENCHEON, TRÉSOR, TRÉSORIER, TRESSE,
TRÈVE, TRIAIRE, TRIANGLE, TRIEU, TRIBUNAL,
TRICOLOR, TRICOT, TRIG, TRIMACHÉSIE, TI-
GUIER.

LANGUE MILITAIRE. V. **LANGUE.** V. **MILICE.**
AUTRICHIENNE. V. **MILITAIRE, adj.**

LANGUE MILITAIRE FRANÇAISE. V. ADJUN-
DANT SUPÉRIEUR. V. ARMÉE DE TERRE. V. CARAL.
V. CODE MILITAIRE. V. ETATIER. V. FAIRE TÊTE.
V. FRANÇAIS, adj. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS n° 3.
V. GIBECIEN. T. GIBERIE. T. JUEINPRUDENCE
MILITAIRE. V. **LANGUE FRANÇAISE.** V. LÉGISLA-
TION. V. LIGRE. V. LIT MILITAIRE. T. LOGEMENT
ACTIF. V. MAJOR GÉNÉRAL. V. **MILITAIRE, adj.**
V. MANÈMENT D'ARMES. V. MOT. V. MESCIEU.
V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V.
ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PASSAGE A L'OR-
DRE EN COLONNE. V. PRÉSIDENTIER. V. PASSA-
TION DE RYDE. V. RUSE DE GUERRE.

LANGUE MUSICALE. V. **MUSICAL, adj.** V.
WEYECIN.

LANGUE ORIENTALE. T. ARABIQUE. V.
CHIFFRE. T. DÉ. T. GALIOTE. V. LAQUAIS. T.
MUTRE. V. ORIENTAL. V. PARC. V. SAMUQUE.
V. SAFF. V. SOUFF. T. TOUR DE FORTIFICATION.

LANGUE PERÇE. T. CHATINENT. V. JUS-
TICE MILITAIRE. V. INFANTERIE n° 40. V. MI-
LICE ESPAGNOLE n° 9. T. PERCE. V. PERÇE, adj.
V. SUPPLICE.

LANGUE PERSANE. T. ARMOIRIES. V. RABON.
V. CIMTIERRE. V. CIPAI. V. CROISADE. V. DUE-
RID. T. LANGUE ALLEMANDE. V. MIL. V. PERSAN,
adj. T. PRON. T. RARIE. V. RABAN. V. SPANI.

LANGUE POLONAISE. T. RAN. T. COSAQUE.
T. HEYMAN. T. HULLAN. V. PANSERIE. V. PO-
KALIM. V. POLONAIS, adj. T. POURCHOU. V.
SCHAKO. V. SZAFIEA.

LANGUE PORTUGAISE. V. COL DE MOR-
TAGNE.

LANGUE ROMANE. V. NOTE. V. **LANGUE**
ANGLAISE. V. **LANGUE ROMANE.** T. MACHINE. V.
MAITRE. V. ROMARCH. V. CONORTE DE LÉGIOR
ROMAINE n° 3.

**LANGUE ROMANE (F) OU LANGUE TO-
MENSE,** comme dit BARRAZAN (1808), OU
LANGUE ROMANCE, comme disent M. RAY-
NOUAND, VÉLLY, etc., etc. — Sorte de LAN-
GUE qu'on a aussi appelée le ROMAN, le RO-
MANQUE, le roman, le romaunce, le roumanch,
le roumanche, le roumant. Ces substantifs,

synopes de l'adjectif, étaient autant de
traductions de *romanum rusticum*, LATIN
populaire; de là le verbe roumanquer, pris
par opposition à latiniser, et signifiant écrire
ou traduire en Langue vulgaire. — Dès le
sixième siècle, les Langues qui allaient for-
mer de leur mélange le roman, commen-
çaient à s'altérer dans le midi des GAULES.
Les restes de la Langue des RANDES, presque
entièrement dénaturée par le FRANCO-TRUON
et par le LATIN, allaient s'y fondre; le LATIN
ne se maintenait que comme Langue de la
loi et de l'Eglise; le TUDON ne se répandait
que comme jargon des ANDES D'INVANOR;
mais ces armées s'éteignaient dans le midi de
la France à mesure qu'elles s'y colonisaient,
la latinité domina dans le roman provençal,
et influa moins sur le roman du Nord, où
les FRANCS étaient plus nombreux et leur
dialecte plus pratiqué. — Il eût mieux
valu que la Langue de CICÉRON nous eût été
transmise pure par les VIMOTHIS de nos
provinces méridionales, et fût devenue na-
tionale chez les FRANCS, comme le vieux
CHEROIS s'est conservé dans la bouche des
TARTARES au profit des CHIROIS modernes.
Les altérations perpétuelles du langage de
nos ancêtres n'eussent pas reculé les sciences
en question, une partie du monde connu
n'eût pas eu à recommencer son éducation;
mais il faut se féliciter de cette circon-
stance singulière qui, en jetant dans des
mondes celtiques la latinité, y a amalgamé
quantité de monosyllabes GAULOIS, y a in-
troduit une concision nerveuse qui était
propre aux Celtes, a donné à la phraséologie
une tendance directe vers le but de l'argu-
ment, et a fait du FRANÇAIS le langage le plus
clair qui soit connu. — Le CONCILE D'AUXERRE
défend, en 528, de laisser chanter des
cantiques entremêlés de roman. Plus tard,
en 815, et celui d'ANJES, ordonnent de tra-
duire en Langue romane des prières que le
peuple ne pouvait plus comprendre en LATIN.
Ces deux circonstances sont la transition
marquée de deux régimes linguistiques. —
GREGOIRE DE TOURS, avant le milieu du
sixième siècle, se plaint de l'invention d'un
langage nouveau. C'est le roman que ce
reproche signale. — Cependant la plus an-
cienne charte romane n'est que du neu-
vième siècle. C'est un traité conclu en 845,
entre CHARLES LE CHAUVÉ, qui parlait le ro-
man, et son frère LOUIS de Bavière ou le
Germanique, qui parlait le tudesque. Cette
charte, en forme de serment, a été trans-
mise par l'historien Nithard; elle a été re-
trouvée dans la bibliothèque du Vatican et
y est retournée de PARIS. Le roman y est

interprété en LATIN et en FRANCO-TEUTON. — Dès le commencement du même siècle, le roman était d'un usage général au delà de la LOIRE, en NEUSTRIE, en Gascogne, en Catalogne; mais il nous est parvenu bien peu d'écrits qui en soient des vestiges. L'art d'écrire semblait presque perdu depuis quatre cents ans. — Nous arrivons à l'époque où se dissout cet empire des FRANCES, qui comprenait l'ALLEMAGNE, l'ITALIE et le territoire, alors presque désert et aujourd'hui si peuplé, qui forme la France proprement dite et s'étendait déjà jusqu'aux PYRÉNÉES. La vraie monarchie française c'est sa Langue commençant sous CHARLES LE CHAUVRE. La Langue allemande y perd ce que le ROMAN y gagne. De cette révolution proviennent en France deux dialectes : l'un, désigné sous le nom de LANGUE D'OCC, parlé de la Seine à l'Ebre, est appelé aussi Langue catalane, langue limousine, ou même, mais improprement, le ROMAN; l'autre, nommé LANGUE D'OYL ou des frontières, et que M. ROQUEFORT appelle, improprement aussi, le ROMAN du Nord. Le roman qui était leur souche commune allait donner naissance à l'ITALIEN et à l'ESPAGNOL, quand ces deux dialectes que nous venons d'indiquer allaient enfanter la LANGUE FRANÇAISE. La littérature des TROUBADOURS ou le ROMAN de la LANGUE D'OCC ne commence, suivant M. SIMONDI (*de la Littérature du Midi*), que de 879 à 887; la littérature des TROUVÈRES ou le ROMAN WALLON ne se répand, suivant le même ÉCRIVAIN, que de 917 à 945. Ce dernier, devenu la langue de la capitale, a réduit son aînée, la LANGUE D'OCC, à n'être plus que le patois du Midi. Cette dernière révolution n'eut lieu, suivant M. ALLON (1828), qu'au milieu du quatorzième siècle; mais n'anticipons pas ici sur la marche des temps. — Au milieu du neuvième siècle, le ROMAN devient la Langue de la prédication; l'usage le consacre; l'histoire remarque que, dans le concile de Mouzon, en 995, Aimon, évêque de Verdun, s'exprime en gaulois ou roman; cette Langue s'introduit dans les États subalpins, dans les deux péninsules, dans la FRANCE; les CHEVALIERS du MOYEN ÂGE concourent, dans leur vie vagabonde, à la propager, et quelques rapports de langage entre ces coureurs d'aventures ARABES, ESPAGNOLS, FRANÇAIS, ANGLAIS, établirent cette fraternité qui unit si longtemps la CHEVALERIE de tous les pays. — Dans le cours du dixième siècle ou écrit communément en roman; il était devenu une langue soumise à la syntaxe LATINE, mais avec de plus simples tournures; il avait conservé quelque chose du CRITIQUE,

Langue sans littérature, et par conséquent pauvre, mais nette comme le parler des peuplades peu éloignées encore de l'état de nature. De là vient que le FRANÇAIS, issu du roman, offre un ensemble de formes plus claires, mais moins souples que ne l'était la contexture des dialectes de l'antiquité. — Les contes et les histoires remplies de fictions que la licence du dixième siècle a produits ont pris le nom de roman, parce qu'ils sont écrits en Langue romane, et comme au MOYEN ÂGE on ne composait que des contes, des fabliaux, des allégories, on a continué à appeler romans les contes en prose d'une certaine étendue. — Nous touchons à l'époque où le roman du Midi donne à la FRANCE ses premiers poètes. La célèbre CHANSON DE COMBAT composée en l'honneur du paladin ROLAND était-elle en cet idiome? Le fait est douteux; mais cet hymne chevaleresque qui a traversé six siècles avant de s'effacer à jamais, dut se ressentir de plus d'une variante. Il a peut-être été d'abord allemand, ROMAN ensuite, puisque la fameuse complainte sur ce sujet, qui courait les Espagnes, était en roman. — Les TROUBADOURS commencèrent à plier à la poésie le ROMAN. Le plus ancien poème qu'on possède en cette langue date de la fin du onzième siècle; il est dû à Guillaume neuf, comte de Poitiers. — Depuis le milieu du onzième siècle, dit M. SIMONDI, cette Langue excele de la bonne compagnie, ce patois devint une Langue élégante, destinée à la chevalerie, à la poésie, à l'amour, une Langue qu'on se glorifia de parler, que l'on importa dans les cours étrangères, et qui servit de lien entre les Français. En 1013, Edouard le Confesseur, en montant sur le trône d'Angleterre, fit du français la Langue de sa cour; Guillaume le Conquérant en fit la langue légale; les chevaliers français la portèrent jusqu'à l'Ebre. — Quand le roman, de patois méprisé qu'il était, est devenu littéraire, on a traduit (ou trait ou trect, comme on disait) en roman le LATIN. Ainsi le fit, comme il le déclare, Lambert II Cor (le Court), l'un des nombreux collaborateurs d'ALEXANDRE DE BENNET. — On suppose, mais il n'est pas avéré, que les vers amoureux d'Abailard, qui étaient, à ce qu'il dit, dans toutes les bouches, étaient en roman. — La plupart des traducteurs qui roumancèrent, comme disaient leurs contemporains, du onzième au quatorzième siècle, sont devenus peu intelligibles à bien des lecteurs pour qui ils demanderaient eux-mêmes à être traduits. Le roman de la Rose, quoique commencé par LOUIS

en 1255, offre quantité de passages difficiles à entendre; mais les compositions plus modernes ne résistent pas aux lecteurs qui ont quelque littérature. Chaque année épurait le langage que MAROT et RABELAIS devalent un jour transmettre à BOLLIEU et à RACINE. — On a distingué, surtout depuis le milieu du onzième siècle, la Langue romane en deux espèces qu'on a appelées la provençale et la française ou le roman provençal et le roman wallon. Les Langues d'ITALIE et d'ESPAGNE sont les filles de la première; le patois de nos provinces qui y confinent en dérive aussi. La seconde espèce est devenue la Langue aujourd'hui nationale. — Les recherches savantes que M. RAYNOUARD a faites au sujet du roman se rapportent surtout au roman provençal. — La *Langue d'Oïl*, qui, à des époques plus modernes, était parlée en deçà de la Loire, s'est appelée romane-française; elle est regardée comme le germe du français des provinces où coulent l'Escaut, la Marne, la Seine. Du côté du Nord, elle participait davantage de la Langue des FRANCS, et contenait moins de latin que de franc-*fruton*, parce qu'elle se parlait dans des contrées et plus voisines de l'ALLEMAGNE et plus éloignées de la métropole chrétienne. Sa littérature ne commence à se façonner à la poésie que du onzième au douzième siècle. Les *trouvères* sont ses poètes. Sa fusion dans le roman méridional a marqué la création véritable du français. — Velly dit, à la date de 1180, que le roman était devenu la seule Langue vulgaire; mais on vient de voir que depuis longtemps le roman du Midi était vulgaire et très-répandu. Il y a bien plus loin de sa naissance aux premières croisades, que des dernières croisades à son déclin. — La Langue que parlait Philippe le Bel, dit M. SÉMOND, était le roman wallon. — La Langue romane n'a pas eu assez de consistance et d'écriture, n'a pas appartenu à une délimitation territoriale assez précise, n'a pas eu une durée assez positive pour être classique; de là vient que quantité de termes, lorsqu'ils lui aient appartenu, ne sont pas regardés ici comme s'y rattachant, parce que leur étymologie se retrouve dans les Langues antérieures et plus correctes dont le mélange forma le roman; mais il serait aisé cependant au lecteur de constater ce qui a appartenu au roman, soit en comparant la désinence des expressions, soit en constatant si l'emploi des choses dénommées répond à la période qui règne du septième au treizième siècle; ainsi *arcebaie*, *cant*, *héraut*, *maréchal*, *seigneur*, qui tous ont une étymologie

douteuse, ont appartenu incontestablement au roman. Donnons un moyen de préciser mieux ce qui y a appartenu, en déclarant que tous les synonymes devenus barbares, que tous les termes de notre traité qui sont en désuétude, ou que le *Dictionnaire de l'Académie* passe sous silence, sont les vestiges du roman militaire. — Les termes romans recueillis par des grammairiens modernes n'ayant été longtemps employés que dans les seules communications verbales du langage, et sans que l'art d'écrire en ait enregistré l'orthographe, se sont multipliés en innombrables synonymes ou analogues, comme le témoignent les mots *vléme*, *haubert*, *penon*, etc. — Quantité d'expressions romanes sont des barbarismes. On ne saurait signaler comme méritant ce reproche l'une plutôt que l'autre des variantes nombreuses que l'usage consacrait, mais le fait n'en est pas moins certain : ce vice résulte de ce que les modernes ont mal lu les manuscrits, ou que les copistes en ont égaré les locutions. L'inattention a commis les premières erreurs; elles se sont perpétuées par l'ignorance ou par la difficulté, l'impossibilité même de remonter aux sources de la vérité; une quantité incalculable de termes synonymes en est résultée. On ne peut cependant se dispenser maintenant de les reproduire tous, quelque défectueux qu'on les suppose, puisqu'ils ont reçu une sorte de sanction en passant par quantité de bouches et de livres. — Il se rattache à la Langue romane une question dont la solution éclaircirait les étymologies et les définitions de la Langue française. Nous avons dit quelques mots de cette difficulté; voici en quoi elle consiste. — Les syllabes *cba*, *che*, *ebi*, etc., *ca*, *ce*, *ci*, etc., prises tantôt sous une de ces formes, tantôt sous l'autre, ont-elles eu cette consonnance par suite de la différence de prononciation des peuples qui, en lisant la lettre *k* du *franco-fruton*, lui donnaient les uns le son originel, les autres une consonnance relative au génie de leur dialecte natal? — Dans la Langue d'OC, dans les patois participant de ceux du midi de l'Europe, dans le pur ITALIEN, la lettre *k* existe, non dans l'écriture, mais dans la prononciation : che se prononce qué ou ké. — Le *kaval* ou *kabal* du vieux allemand s'est changé dans le latin barbare et le roman provençal en *caballarius*, en *cavallo*; le *capei* s'est changé en *cappa* et en *cape*. — Dans des provinces de la Langue d'Oïl, on a traduit, au contraire, *kaval* par *cheval*, *kaballarius* par *chevalier*, *capei* par *chape*; ainsi, de toute ancienneté, il y a eu à TOURS la *chape* de SAINT-MARTIN, et à PARIS

la rue Tire-Chape. — Ces nuances n'ont rien d'étonnant, mais l'une devrait, à ce qu'il semble, être propre au langage du midi de la France, l'autre au langage du nord; il n'en est pas ainsi. — Dans l'idiome picard, comme l'appelle GÉRMAIN, c'est-à-dire dans cette langue d'oïl parlée en Artois, en Flandre, en Picardie, dans les environs de Tournai, métropole primitive du royaume de France, la prononciation participe de celle de la langue d'oc : on dit *cape* au lieu de *chape*, *cat* au lieu de *chat*; *quaval*, *quvalier* au lieu de *cheval*, *chevalier*; *cavalier* au lieu de *chevalerie*; *cattau*, *cattier* au lieu de *château*, *châtellerie*; *carrette* au lieu de *charette*; *vaque* au lieu de *vache*, etc. — Les mots français commençant par *ca* ou *cha*, ce ou *che*, etc., se sont prononcés, on ne sait pourquoi, d'une de ces manières plutôt que de l'autre; le caprice s'est rangé en loi académique; on aura, dans certaines contrées, dit plutôt *chevalier* que *cavalier*, suivant que tel écrivain plus ancien, plus accrédité, devenu législateur fortuitement, aura popularisé les termes qui venaient de son propre pays ou qui tenaient à ses habitudes d'enfance. — Si l'on était plus éclairé sur ces matières, les vérifications des dates, et par conséquent l'éclaircissement de l'origine des expressions et des usages y gagneraient. On pourrait déduire de la forme de tel terme, qu'originellement il doit avoir appartenu à telle province; on pourrait dire, par exemple, que *chenal*, synonyme de *canal*, et les mots *chevalerie*, *chevalier* ont été propres d'abord aux provinces centrales de la France; que le mot *cavalier*, synonyme d'homme bien fait et de bon ton, est gascon et espagnol; que le mot *chevalier*, synonyme de *chevalier* ou de *soldat*, appartient à la langue d'oc et à l'italien; que les substituts *chevalier*, *quvalier* participent du wallon ou de la langue d'oïl. — Les auteurs qu'on peut consulter touchant la Langue romane sont : BARRAZAN, BORREL (Pieter), au mot *Romans*; l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C, au mot *Romane*); FAUCHET, JEAN FRANÇOIS (DOR), HURT, JOHNSON, LACOMBE, LAMORNIER, LAVALIERRE, LEBREUX, LÉGERARD d'ARNAV, M. MONTEIL, MONTEINGOT, PASQUIER, M. RAYNOUARD, M. ROQUEFORT, SAUMAISE; le Dictionnaire de la *Conversation*, au mot *Romane*. — Les termes romans qui ont ou qui ont eu rapport à la Langue militaire moderne, et les termes français qui ont eu rapport au roman sont relatés à la suite des noms de ROQUEFORT, de BARRAZAN, de GÉRMAIN. Les mots romans que nous avons dû faire revivre à raison d'anciennes synony-

mies sont faciles à retrouver à l'aide de leurs analogues, que nous décrivons. Le relevé des uns et des autres serait donc ici un double emploi.

LANGUE RUSSIE. Sorte de langue, ou plutôt de dialecte slave ou esclavon qui, suivant M. ALLON 1828, a acquis, depuis quelques années, une consistance et une perfection notable; sa littérature commence à attirer l'attention de l'Europe. Elle a emprunté à la langue française quantité de termes militaires, mais nous en prête aussi quelques-uns; des militaires russes écrivent habilement en français. — V. CALIBOUTCH, V. CASERNE, V. COSAQUE, V. CHAR, V. DÉFENSEMENT, V. HETMAN, V. HOULLAN, V. HOUBRA, V. HURRA, V. KNOIT, V. KREMLIN, V. LANGUE FRANÇAISE, V. MILICE RUSSIE N° 6, V. MOSKOWA, V. MOUGIR, V. POMPOTIF, V. PEEK, V. RUSSIE, adj., V. SOUKARI, V. STRÉLITZ, V. TRAF.

LANGUE SANSCRITE. V. AEMLEF, V. CHAR DE GUERRE, V. COSAQUE, V. FEMEC, V. LANGUE ALLEMANDE, V. LANGUE LATINE, V. SANSCRIT, V. TACTIQUE, subs.

LANGUE SAXONNE, ou vieux allemand, ou vieux saxon, ou anglo-saxon. — V. ALLEMAND, V. ARMÉE, V. BOFFEVARD, V. BRIDE, V. BRUIE, V. BRUIE, V. BUTIN, V. CASILLER, V. CIRE, V. CHIQUE, V. CRUCH, V. FLIN, V. FIFF, V. FLAME, V. FLECHE, V. GAIN, V. GUERRE, V. HATFAROE, V. LANDWEHR, V. LANGUE ALLEMANDE, V. LANGUE FRANÇAISE, V. LELOF, V. MAIRE DU PALAIS, V. MARÉCHAL, V. NOBLE, V. NOBLESS, V. ORDALE, V. SEIGNEUR, V. SIÈGE DÉFENSIF, V. TRABUCHET, V. SAXON, adj.

LANGUE NÉROMOIS. V. GUERRE, V. PRÉTORIAN, V. NÉROMOIS, adj.

LANGUE SYRIAQUE, V. ROMONGE.

LANGUE TARTARE. V. MILICE RUSSIE N° 6, V. TARTARE, adj.

LANGUE THÉOTIQUE. V. LANGUE ALLEMANDE, V. TRUDIT.

LANGUE TRUTONE ou TRUTONIQUE. V. ANTRUSTION, V. BAN, V. BARON N° 1, V. BEMF, V. BLANC, V. BEPU, V. BRIDE, V. BRUIE, V. CALFIF, V. CAVALIER FRANÇAISE N° 3, V. CHANT MILITAIRE, V. CHIF, V. CIRE, V. BATHON, V. FIFF, V. FLECHE, V. GAGE, V. GAIN, V. GANT, V. GARDE, V. GARNISON, V. GAZON, V. GONFALON, V. GUERRE, V. GUFF, V. GLEIF, V. GUINDARO, V. HAIF, V. HAUBERT, V. HEAUME, V. HEBAUT, V. HOST, V. INFANTERIE N° 3, V. LANDWEHR, V. LANGUE ALLEMANDE, — ANGLAISE, — CÉTIQUE, — FRANÇAISE, — LATINE, — ROMANE, V. LELOF, V. RONDACHE, V. SAC DE VILLE, V. SÉNÉCHAL, V. TRUTON, adj., V. TRUTONIQUE.

LANGUE THÉOTIQUE. V. LANGUE ALLEMANDE, V. THÉOTIQUE.

LANGUE THÉOTIQUE. V. LANGUE ALLEMANDE, V. THÉOTIQUE.

LANGUE THÉOTISTE. V. **LANGUE ALLEMANDE.** V. **THÉOTISTE.**

LANGUE THOISE. V. **LANGUE ALLEMANDE.** V. **LANGUE FRANÇAISE.** V. **THOIS.**

LANGUE THIVILE. V. **LANGUE ALLEMANDE.** V. **THIVIL.**

LANGUE TUDESQUE. V. **FRANÇOIS (don Jean).** V. **LANGUE ALLEMANDE.** V. **TUDESQUE.**

LANGUE TURQUE. V. **ATTABALE.** V. **AZAF.** V. **BPV.** V. **CAUDOR.** V. **CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LEGNE N° 2.** V. **CASPI.** V. **CHAGRINER.** V. **CHIAOUX.** V. **CIMETTERE.** V. **COLBACH.** V. **COLOGLIN.** V. **DELBI.** V. **DEFRID.** V. **FAUCHARD.** V. **GRASSE CAISSE.** V. **HUSSARD N° 4.** V. **JANISSAIRE.** V. **MEG.** V. **MILICE TURQUE;** *Id.* N° 2, 4, 6. V. **PACHA.** V. **SPAH.** V. **TAMBOUR.** V. **TIMAR.** V. **TONGACHT.** V. **TURC.** *adj.*

LANGUE VÉNITIENNE. V. **AMIRAL.** V. **ARSENAL.** V. **BIDON.** V. **LANGUE ITALIENNE.** V. **VÉNITIEN.** *adj.*

LANIÈRE. *subs.* **FÉNI.** V. A L... V. **CONTRE-RANGÉON DE L...**

LANIÈRE DE RAVETTE. V. **RAVETTE DE TABLIER.** V. **TABLIERS DE SAPIER.**

LANIÈRE DE BRETILLE DE FUSIL. V. **BRETILLE.** V. **BRETILLE DE FUSIL.**

LANIÈRE DE BRETILLES PORTE-CAISSE. V. **BRETILLES PORTE-CAISSE.**

LANIÈRE DE COLLIER DE TAMBOUR. V. **BANDE DE COLLIER DE TAMBOUR.** V. **COLLIER DE TAMBOUR.**

LANIÈRE DE JUGULAIRE. V. **CORDON DE SCHARD.** V. **JUGULAIRE.**

LANIÈRE. *subs.* **MASC.** V. **CAMPIDUCTEUR.** V. **INFECTEUR.**

LANIÈRE. **LANIÈRE.** V. **ROMS PROPRES.**

LANIÈRE. *subs.* **MASC.** V. **LANSEQUENET.**

LANIÈRE. *subs.* **MASC.** V. **ANAPESADE.**

LANIÈRE. *subs.* **MASC.** V. **ANAPESADE.**

LANSEQUENET (lansquenets), *subs.* **MASC. (F),** ou **LANDSKNECHT,** comme l'écrivit **ACROÏEN,** ou **LANDSKNECHT** suivant **GANFAU,** ou **LANSENET,** comme l'emploie **BRANTOME (1600, A).** — Les Lansquenets furent, dans le principe, des serfs attachés aux barons de reîtres. Chacun de ceux-ci avait son Lansquenet, c'est-à-dire son gendarme, son palefrenier, qui le suivait à pied à la guerre; il en fut ainsi tant que la chevalerie ou les compagnies d'ordonnance fournirent, dans presque toute l'Europe, le fonds des armées; ces Lansquenets n'avaient d'autres armes qu'un coutel ou une mauvaise pique, ou un hachereau; ils n'avaient point de rondelle, comme les hommes de pied, à qui ils avaient affaire. — Quand l'infanterie prit faveur, ces Lansquenets dépayés par la

guerre, habitués à la voir faire, peu soucieux de reprendre les rhaines de leur service, et surtout avides de butin, se jetèrent aux compagnies d'aventuriers, formèrent des corps de rieurs, qui furent une sorte de dédoublement des reîtres. Ces ramas de bandits que vomissait l'Allemagne, et surtout les cercles peu distants du Rhin, se rendirent célèbres par leur valeur féroce et par leur soif du pillage. — Des corps de cette espèce ont servi en France. — Depuis le règne de **CHARLES HUIT,** en 1486, jusqu'à **HENRI QUATRE,** c'étaient des troupes réunies en troupes rommées barbes, bandes noires, enseignes; ils s'engageaient, à prix débattu, à servir les gouvernements ou les partis qui les payaient le mieux. Ces fantassins, supérieurs comme hommes de guerre à l'infanterie française, étaient moins estimés que l'infanterie franco-germane dont ils imitaient la manière de combattre; mais ils étaient plus vigoureux et d'une plus haute stature. — Des Lansquenets ont été, en 1545, la tige de la **MILICE SUÉDOISE.** — **BENSTOR (1742, A)** tire leur nom de **landknecht,** serviteurs armés de la lance; de ce même mot serait aussi venu **laquais,** synonyme de **soldat,** suivant quelques opinions. — Le terme **Lansquenet** est une corruption de l'allemand **lands-knecht,** composé de **land,** terre ou pays, et de **knecht,** serviteur ou valet. Les Allemands donnaient aussi à ces troupes mercenaires la dénomination de **kriegs-knecht,** serviteur de guerre. C'étaient des roturiers recrutés par des seigneurs dans l'arrondissement des villes confédérées des pays d'outre-Rhin: ils vendaient leur épée et leur sang à la manière des aventuriers; ils paraissent dans la **MILICE FRANÇAISE,** sous le règne de **CHARLES HUIT,** qui en soldait six mille; ils ont surtout figuré dans nos dissensions religieuses. Quand la France ne soldait pas de Suisses, son artillerie était confiée à la garde des Lansquenets, comme le témoigne **DANTZ (1721, A).** — **BRANTOME (1600, A)** rapporte qu'au siège de **Pampelonne (Pamplona),** sous le **roy Jean (Jean trois d'Albret, 1512),** la police lui fist commandement (à Bayard) d'aller prendre un chateau. *Bayard fist commandement aux Lansquenets sous la conduite de Suffolk, Anglais, qu'ils allèrent à l'assaut, qui firent réponse qu'ils n'iroient point qu'ils n'eussent double paye, etc. Ils étoient là quatre mille Lansquenets.* — Des Lansquenets combattent dans la même année à **RAVENNA.** — **BRANTOME** parle d'un corps de huit mille Lansquenets que commandait un colonel, et qui étaient au service de **LOUIS**

DOUZE. — A MARIIGNAN, dit le même auteur, Claude de Lorraine, duc de Guise, était colonel de six mille Lansquenets. D'autres historiens disent qu'il en était le capitaine général. — Au siège de Metz, en 1552, le duc d'Alen s'approcha pour en faire reconnaissance à la tête d'un régiment de Lansquenets. — A une revue passée par Henri Deux en Picardie, en 1558, vingt mille Lansquenets font partie de l'armée française. Ils avaient casque et cuirasse noirs. Ils marchaient au son de tambours de cuivre; du moins on est autorisé à le supposer d'après ce que Daniel (1721, A) dit des tambours. — A la bataille d'Ivry, il se voyait des corps de Lansquenets dans l'une et dans l'autre armée. — Les Lansquenets étaient des troupes pillardes, féroces, qui se mutinaient à la moindre interruption que le service de la solda éprouvait; ces stipendiés étaient toujours prêts à trahir les gouvernements qui les soudoyaient, ou à se rendre aux ennemis s'ils en espéraient un traitement meilleur. En mille occasions ils se livrèrent à tous les forfaits. Brantôme (1600, A) raconte froidement, et comme chose connue et accoutumée, que, au sac de Rome, en 1527, les Lansquenets du colonel Fronsperg se paraient de bandoulières formées de membres virils; mais que si ce chef n'eût été retenu malade à Ferrare, cela, peut-être, eût été pis, car il avait fait fabriquer une chaîne d'or pour pendre le pape. — Tel était le ramas de bandits que commandait le comte de Bourbon, et que vomissait l'Allemagne en ces temps de fanatisme, d'ignorance et de barbarie. Brantôme ajoute : *On a dit et écrit que tel soldat allemand et capitaine se trouva qui avoit une chaîne, et la portait enfilée de soixante et dix testicules de prêtres. En nos guerres civiles, s'en sont aussi trouvés plusieurs qui en ont porté de telles.* — On lit dans les Mémoires de Du Bellay (1535, A) : *Les Lansquenets ayant à leur tête le comte de Guise, passeront les premiers, après avoir baisé la terre, selon la coutume qui s'observe régulièrement parmi eux, lorsqu'ils vont au combat.* — On voit par cet acte de superstition que ces luthériens professaient rigidelement leur religion; du reste ils répandaient aussi volontiers le sang des calvinistes que des catholiques, suivant que c'était un parti ou l'autre qui les achetaient. — Il courait parmi eux ce dicton : Un Lansquenet, repoussé du paradis par saint Pierre, n'avait pas pu avoir accès en enfer, parce que sa turbulence avait fait peur au diable. — L'usage de solder des Lansque-

nets disparaît depuis Henri Quatre. — Le jeu de cartes nommé Lansquenet, le substantif canasta, encore en usage dans le siècle dernier, le mot haver-sac, aujourd'hui si usité, étaient ou sont des traces de l'existence des Lansquenets. — Les écrivains qui peuvent être consultés à l'égard des Lansquenets sont : AUDOUIN, BERTON (1712, A), CARRÉ (1785, E), M. le colonel CARRION (1824, A), DANIEL (1721, A), DESPAGNAC (1754, D), DUANE (1810, E, au mot *Infanterie*), L'ENCYCLOPÉDIE (1785, C), LACROIX (1758, I), MAIZEY (1707, E), RAY DE SAINT-GENIES (1755, A), SERVAN (1780, B), le *Journal des Sciences militaires* (1854, p. 226), le *Spectateur militaire* (l. XVII, p. 614).

LANSNOT, subs. masc. V. DARD. V. JAVELINE. V. LANCE. V. STILET.

LANTERI, V. NOMS PROPRES.

LANTERNE, subs. fém. V. A LANT. V. CARRIOT D'ARMES. V. FEU D'ÉCLAIRAGE.

LANTERNE A MITRAILLE. V. A MITRAILLE. V. MITRAILLE.

LANTERNE A POWDER (G, 2), OU CHARGEOIR, OU CUEILLER A POWDER, OU CUEILLER A CHARGER, suivant GARFAU, ou mot *Lanterne*. Le mot Lanterne dérive du latin *laterna*, employé par analogie à la forme cylindrique d'une Lanterne : il est le nom d'un instrument, ou d'une espèce de grande cuiller de cuivre, à long manche, qui servait à introduire la poudre dans les mortiers et dans les canons d'un calibre supérieur à celui de douze, et qu'on ne chargeait pas à gargousses. — On s'en est servi jusqu'au milieu du dix-huitième siècle. DESPREZ (1755) en donne l'image.

LANTERNE D'ÉCU. V. BOUCHIER. V. CARRIOT D'ARMES. V. ÉCU.

LANZA, subs. fém. V. CONSCRIPTION. V. MILICE.

LANON; LAPALICE; LAPÈNE; LAPENÉ; LAPEYRONIE, V. NOMS PROPRES.

LAPIDATION, subs. fém. (F). Mot tout latin, exprimant un châtiment militaire, une exécution à mort; cette peine était pratiquée dans la milice romaine, quand le consul ou le tribun l'ordonnait; elle l'était dans la milice grecque à l'égard des déserteurs. — Ce supplice usité en France au temps de la première race, est passé d'usage ensuite. — En 570, Sigebert, roi d'Austrasie, combattant aux environs de Chartres son frère Chilpéric premier, roi de France, réprime une sédition de son infanterie, en faisant périr sous une grêle de pierres les révoltés; du moins des historiens le disent; mais ces temps sont les ténèbres de notre histoire.

LAPORTERIE. v. LAPRUGUE.

LAPRUGUE, subs. fém. v. ROCHETTERE. V. ROMS PROPRES.

LAQUAIRE, subs. masc. v. ARME A TACS.

LAQUAIS, subs. masc. (F), ou ALACAYS, ou ALAGUÉS, ou NALAGUÉS suivant BRANTOME (1600, A), ou ALLAGUÉS, ou LACAIN, ou LACAY, ou LACAYS, ou LAQUAIS, ou LAQUET suivant Lobineau, ou LAQUET, ou NAQUET. Ce dernier mot s'était conservé pour signifier valet de paume ou marqueur du jeu de balle. — Les LACAYS ou LAQUETS, suivant GANRAU, étaient des troupes du duc de Bretagne. — CARPENTIER prend ces substantifs comme synonymes d'ARRALÉTRIERES, d'ARCHERS ou de GENS DE GUERRE. — ROQUEFORT regarde les termes ALLAGUE ou ALLAGUÉS comme s'étant pris pour Laquais, et il les dérive du latin *laqueator*, qu'il traduit par ARCHER ou ARRALÉTRIER, quoique *laqueator* n'ait jamais signifié ARCHER. Ce même ÉCRIVAIN (1855), ou l'ouvrage que la librairie lui attribue et qui n'est pas de lui, ne reproduit plus ces opinions, il se contente d'y témoigner combien est incertaine l'étymologie du mot. — L'étymologie commune à ces expressions de formes si diverses, et pourtant d'acception analogue, est mal connue; elle est basque ou ESPAGNOLE suivant les ALLEMANOS; suivant WACHTER, elle signifie coureur; l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C, au mot *Dictionnaire*) tourne en dérision l'opinion de ceux qui avancent que Laquais vient de *verna*, changé en *vernacula*. — GÉNELIS tire l'expression de l'ORIENTAL *laeq*, envoyet. — FAUCHET (1600) dit que les pages étoient nobles enfants qui suivoient leurs maîtres; il y a cent ans que les pages vilains, allant à pied, ont commencé d'être nommés laquets et naquets. — On a supposé avec aussi peu de fondement que le mot venait de LANSQUENET. — On lit dans BRANTOME (1600, A): *Avant ce nom d'aventurier pratiqué, aucuns (quelques-uns) appeloient les soldats Laquais, et plus anciennement allaguais, c'est-à-dire gens à pied, allant et marchant près de leur capitaine, comme aujourd'hui nous appelons ceux qui vont en devant ou après nous, Laquais.* — MONSTRELET dit, en parlant du massacre de Vassy, ordonné par François de Guise, que ses officiers, pages et laquais commencèrent le jeu, etc. Mais ici officiers et Laquais, etc., signifient domestiques de la maison, bien plutôt que soldats attachés à la personne du duc. — Quelle que soit la source du terme, nous ne doutons pas qu'à l'origine des ARMES A FEU ceux qui étaient chargés de les porter sur leur dos n'aient été des allagués; de là l'application de Laquais

dans le sens de valet. — Le terme Laquais et ceux qui y correspondent paraissent avoir donné primitivement l'idée d'un homme à gages qui était moutillé domestique, moutillé soldat, comme les ESTAFIERS d'ITALIE; c'était une seconde classe de DOMESTIQUES D'ÉTRANGER ou de GARDES OU CORPS; les PAGES étaient la première classe. Ces valets armés sont devenus ensuite les porte-épées de leurs maîtres, leurs sbires, leurs assassins à gages. — Les PAGES et Laquais de la NORMANDE étaient comme inséparables dans les séditions émeues par des grands seigneurs. Ces mots sont associés fréquemment aux seize et dix-septième siècles dans les registres du parlement, pour désigner les boute-feu, les auteurs principaux des scènes de désordre dont Paris était le théâtre. Les PAGES étaient les instigateurs et les guides; les Laquais étaient les hommes de main. — On peut consulter à l'égard des Laquais: BOREL (Pierre) (au mot *Laquet*), M. DULAURE, LACHESNAIRE (1758, I, au mot *Lacay*) et le *Dictionnaire de la Conversation*.

LAQUET, subs. masc. v. LAQUAIS. V. PAGE.

LARCHIER, subs. masc. v. ARCHER.

LARCIN, subs. masc. v. MILICE ROMAINE n° 9. V. VOL.

LARD SALÉ, v. NATION OR L... V. SALAISON. V. SALÉ.

LARDER (verb. act.) ou SAUCISSON. V. SAUCISSON DE SAPE.

LAREYNIERE, v. ROMS PROPRES.

LARGE, adj. v. FARTALON L... V. SOLFERT L...

LARIGAUD, subs. masc. v. ANGOÛT.

LARIGOT, subs. masc. v. ANGOÛT.

L'ARME A GAUCHE, v. A GAUCHE. V. ARME A GAUCHE. V. CHARGE EN DOUX TEMPS. V. COMMANDEMENT MIXTE.

L'ARME A VOLONTÉ, v. A VOLONTÉ. V. ARME A VOLONTÉ. V. COLONNE DE MOUT. V. COMMANDEMENT MIXTE. V. MARCHÉ DE BATAILLON PAR LE FLANC. V. MARCHÉ PAR LE FLANC. V. METTRE L'...

L'ARME AU BRAS, v. ARME AU BRAS. V. ARME SUR L'ÉPAULE OROITE. V. AU BRAS. V. COMMANDEMENT GÉNÉRAL. V. COMMANDEMENT MIXTE. V. DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE. V. MARCHÉ PAR LE FLANC. V. METTRE L'... V. PATROUILLE. V. SREEMENT DE BANGS.

L'ARME AU PIÉ, v. ARME AU PIÉ. V. AU PIÉ. V. COMMANDEMENT LOCAL.

L'ARME SOUS LE BRAS GAUCHE, v. ARME SOUS LE BRAS GAUCHE. V. COMMANDEMENT MIXTE. V. PASSER L'... V. SOUS LE BRAS GAUCHE.

LAROCHE; LAROCHE - AYRON; LAROCHE-BARNAUD; LAROCHELLE; LAROCHE; LARREY; LARSAU-

SAYE; LAMAUVAGÈRE; LAMCAZEN; LANCY. V. NOMS PROPRES.

LASSER. subs. masc. V. ARME A LAOS.

LATÉRAL (latérale), adj. V. CORNE L... V. COURROIE L... V. FORMATION L...

LATIN (latine), adj. V. LANGUE L...

LATIN, subs. masc. **LATON; LATOIR** **D'Auvergne; LATOUR-DUPAS; LATOIR - FOISSAC; LATOUR - MAI-BOURG; LATRAS; LATREILLE; LATREILLE.** V. NOMS PROPRES.

LATRINES, subs. fémi. plur. (term. génér.). Mot analogue au bas latin *latrina*, *latrina* ou *lavatrina*, qu'on retrouve dans VARRON; c'était, suivant l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C), le lieu où les esclaves allaient, à l'extérieur des maisons, déposer les ordures, et où ils lavaient les vases qui les avaient contenues. Le mot en est resté dans l'ITALIEN *laterina*, ce qui a donné à croire qu'il signifiait lieu situé à côté, ou, suivant GÉLIN, qu'il venait du verbe latin *latere*, cacher. — Il sera seulement question ici des LATRINES DE CAMP et des LATRINES DE CASERNE.

LATRINE DE CAMP (E, 1). Sorte de LATRINES bienlouchées, depuis 1755 (17 FÉVRIER), dans les RÉGLEMENTS DE CAMPEMENT; à cet égard, ils prescrivent des règles de voiries trop souvent négligées; ainsi ils voulaient qu'un clayonnage ou une feuillée les entourât; qu'elles fussent comblées et refaites de nouveau tous les huit jours; que la SEXTIÈME de la GARDE DU CAMP observât comme CONDÈME de ne laisser aller aux LATRINES les PRISONNIERS que sous l'escorte d'un SOLDAT ARMÉ, etc., etc. — L'INSTRUCTION DE 1809 (11 OCTOBRE) plaçait les LATRINES DE SOLDATS à cent dix mètres en avant du centre du FRONT DE BARRIÈRE de chaque BATAILLON campé; elles étaient ainsi à la hauteur de la TÊTE des PRISONNIERS; les LATRINES des OFFICIERS au contraire étaient à cinq mètres en arrière du centre de la ligne des TÊTES des OFFICIERS SUPÉRIEURS. — L'ORDONNANCE DE 1852 (3 MAI, art. 41, 42) déterminait les règles à suivre. — De nos jours, les LATRINES des camps d'instruction prussiens sont environnées de cloisons en toile. — Des détails sur ce sujet se trouvent dans le *Journal de l'Armée* (t. IV, p. 510).

LATRINES DE CASERNE (C, 2; G, 5). Sorte de LATRINES dont les MEMBRES DU CORPS DU GÉNIE ont commencé à reconnaître, depuis 1821, les imperfections, comme le témoigne leur *Memorial* 1824, n° 4; ils donnent enfin à cette partie une attention qu'on avait vainement réclamée depuis qu'il existe des CASERNES. Ce journal nomme LATRINES à la turque, celles de nouveau modèle, ayant le siège en dallage et non en bois, etc. — En

1855, un moyen de désinfecter les LATRINES était pratiqué dans la CASERNE du quai d'Orsay, à Paris, à l'instar d'un procédé pareil déjà employé dans plusieurs casernes de province. Cette méthode, inventée par le célèbre Darcet, consiste à pratiquer un tuyau d'appel qui prend air dans un corps de cheminée où il est fait du feu.

LATRINE DE PARALLÈLES. V. PARALLÈLE.

LATRINE DE SOLDATS. V. LATRINES DE CAMP. V. SOLDAT.

LATRINE D'OFFICIERS. V. LATRINES DE CAMP. V. OFFICIER.

LATRON (latronis), subs. masc. (F). Mot par lequel JARRO (1777, G) traduit le LATIN *latro*, *latrones*, qui se rapporte au temps des EMPEREURS, et qui signifiait, dans la milice BYZANTINE, SOLDATS, GARDES DU CORPS, GARDIENS DE LA MANGERIE, SATÉLLITES; mais le mot remonte à une antiquité bien plus haute. — Par analogie, on appelait *latrones*, *latrunculi*, petits moidats, comme le témoignent GANRAU et l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C), les PIONS ou DARNES des JEUX ANALOGES à celui des ÉCHECS. — Les éclaircissements donnés par les ÉCRIVAINS sur ce genre d'INFANTRIE, qui répond au temps de la décadence des LÉGIONS, sont peu satisfaisants; la similitude qui se trouve entre *latrones*, MILITAIRES D'ÉLITE, et *latrones*, voleurs, est difficile à expliquer. — Des étymologistes disent que *latrocinium*, fonction ou SERVICE DE SOLDATS, vient du substantif inusité *latrocinium*. — Dans le même esprit JARRO (1777, G) pense que *latrones* était dérivé de *latere*, qui se tient à côté de l'EMPEREUR; cet auteur est persuadé que les CORPS ainsi nommés étaient des troupes de confiance, des CORPS PRIVILÉGIÉS, et non pas des suivants ou des DOMESTIQUES ARMÉS, comme quelques-uns l'ont cru. — Le livre des Rois (liv. II, ch. 4) dit que le fils de Saül avait près de lui deux capitaines de LATRONS: *Viri principes latronum erant filio Saül*. — Plaute témoigne que le service dont s'acquittaient les LATRONS s'appelait *latrocinatum*, etc., témoins ces phrases: *Qui apud regem in latrocinio fuisti, stipendium accepisti*. Toi qui as servi dans la GARDE ROYALE, tu en as accepté le salaire. *Ibi latrocinatum in Asiam, aut in Siciliam*; le corps des LATRONS se rendra où en ASIE ou en SICILE. Ce même ÉCRIVAIN dit (in *milii*): *Rex senecus me opere oravit maximo ut sibi latrones cogerem et conscriberem*; le roi m'a bien engagé à lever pour son service une conscription de LATRONS. — AMMIAN MARCELLIN appelle *latrocinia castra*, les CAMPS PANSACRES ou STABLES de ce genre de troupes, et *latrociniales globi*, leurs COHORTES.

LATTE, subs. fém. v. BARRE.
LATTES, subs. fém. plur. v. CACROT. v. MILICE PRUSSIE N° 9.
LATTRÉ, v. NOMS PROPRES.
LATHÉPIN, v. NOMS PROPRES.
LAUDANUM, v. CAISSE DE PHARMACIE. v. CHIRURGIEN DE CORPS.
LAUDON; LAUFPELOT; LAURENS; LAURENTIUS; LAURIÈRE; LAUTEN-SACK; LAUTERBACK; LAUTHER; L'AUTREC; LAVERGNE; LAIZIN; LAVALLE; LAVALLÉE; LAVALLIÈRE; LAVATER, v. NOMS PROPRES.
LAVAGE (subs. masc.) de CANON DE FUSIL. v. CANON D'ARMEE PORTATIVE. v. CANON DE MUSEL. v. COUF DE FUSIL. v. LAVOIR.
LAVER, verb. ael. v. a. L... v. LAVOIR.
LAVERGNE; LAVERNÉ, v. NOMS PROPRES.
LAVOIR, subs. masc. (C, 5). Ce mot, dont l'origine est latine, exprime, comme le témoigne M. le général COTTY, une baguette à LAVER les CANONS des PETITES ARMES. Elle est ordinairement en fer, à poignée, et fendue en aiguille; au besoin, c'est une simple baguette de bois.
LAVILLIÈRE, v. NOMS PROPRES.
LAV, adj. v. FRÈRE L... v. MONT L... v. STIGIFUX L...
LAYBACH; LAZARO; LAZERNE, v. NOMS PROPRES.
LEBAT; LEDÈGE; LEDER; LE-MANC; LEBLOND; LE BOUCHER; LE BRUTON; LEBRIGANT; LEBRIN; LECHIGA; LECLERC; LÉCLUSE; LE-COMTE, v. NOMS PROPRES.
LE CHIEN AU REPOS, interj. v. CHIEN AU REPOS. v. COMMANDEMENT MIXTE. v. FEU D'INFANTRIE. v. MANÈMENT D'ARMES.
LEÇON D'ARMES, v. ARMES. v. ÉCOLE D'ESCRIME. v. ESCRIME.
LEÇON DE DANSE, v. DANSE. v. ÉCOLE D'ESCRIME.
LEÇON DE MUSIQUE, v. CHEF DE MUSIQUE. v. MUSIQUE.
LEÇON D'ESCRIME, v. ÉCOLE D'ESCRIME. v. ESCRIME.
LEÇON D'EXERCICE, v. BROQUE. v. ÉCOLE DE BATAILLON. v. EXERCICE. v. EXERCICE TACTIQUE. v. INSTRUCTEUR. v. MANÈMENT D'ARMES. v. PORT D'ARMES. v. TÊTE À DROITE.
LECTURE, subs. fém. v. CLASSE DE L... v. ÉCOLE DE L... v. SALLE DE L...
LECTURE D'ACTE DE CONDAMNATION, v. ACTE DE CONDAMNATION. v. AVERTISSEMENT JURIDIQUE. v. BAN DE PUBLICATION.
LECTURE DE CODE PÉNAL, v. CODE PÉNAL.

v. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTRIE N° 4. v. RECRUT.

LECTURE DE DEVOIRS DE CAPORAL, v. CAPORAL D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 13. v. DEVOIR DE CAPORAL. v. OFFICIER DE SECTION.

LECTURE D'ORDRE DU JOUR, v. ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE N° 1. v. APPEL DE SOUFF. v. CERCLE D'ORDRE. v. ORDRE DE CORPS. v. ORDRE DU JOUR.

LEDEINT; LEDRAN; LEDUCHAT; LÉFÈVRE; LEFÈVRE; LEFÈVRE; LEVERON; LEVERRE; LEVERN, v. NOMS PROPRES.

LÉGAL (légale), adj. v. ARRÊTÉ L...

LÉGAT CONSULAIRE, v. CONSULAIRE, adj. v. MILICE ROMAINE N° 9. v. TRÉSOR.

LÉGAT DE LÉGION, v. LÉGION. v. LÉGION ROMAINE N° 6. v. PRÉFET DE LÉGION.

LÉGAT DU PRÉTOIRE, v. MILICE ROMAINE N° 2, 3. v. PRÉTOIRE.

LÉGAT IMPÉRIAL, v. IMPÉRIAL. v. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 2.

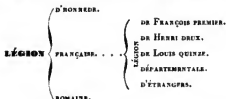
LÉGENDE (subs. fém.) de BOUTON, v. ATTRIBUT DE BOUTON. v. BOUTON. v. BOUTON À ATTRIBUTS.

LÉGENDE, v. NOMS PROPRES.

LÉGER (légère), adj. v. a. LA L... v. ARME L... v. ARMÉ A LA L... v. ARMURE A LA L... v. ARMURE L... v. ARTILLERIE L... v. BATAILLON L... v. CAVALERIE L... v. CAVALIER L... v. CHASSEUR L... v. COMPAGNIE L... v. CORPS L... v. COULEVRINE L... v. DRAGON L... v. DEMI-L... v. FANTASSIN L... v. FAUC L... v. INFANTERIE L... v. MALADIE L... v. OUVRIER L... v. OUVRIER L... v. PIÈCE L... v. RÉGIMENT L... v. SOLDAT L... v. TRUPE L...

LÉGERS ALIMENTS, subs. masc. plur. (D, 2). ALIMENTS D'HOPITAL qu'on distribue extraordinairement; ils consistent en rufs, prunehes, lait simple, bouillie au lait, panade, riz au gras, riz au lait; ils ne peuvent être ordonnés par supplément qu'en une espèce seulement, et aux malades qui, étant au régime gras, sont à la demi-portion ou au-dessous.

LÉGION, subs. fém. v. BATAILLON DE L... v. CANON DE L... v. CAPITAINE DE L... v. CHEF DE L... v. COLONEL DE L... v. COMPAGNIE DE L... v. COMPOSITION DE L... v. DÉNOMINATION DE L... v. DROITE DE L... v. ESSEIGER DE L... v. FORCE DE L... v. FRONT DE L... v. GÉNÉRAL DE L... v. GRENADE DE L... v. LÉGAT DE L... v. LIEUTENANT DE L... v. OFFICIER DE L... v. PRÉFET DE L... v. FURTION DE L... v. SERGENT DE L... v. SOLDAT DE L... v. SUBORDINATION DE L... v. TACTIQUE DE L... v. TAMBOUR DE L... v. TRIBUN DE L...



LÉGION (term. génér.). Mot tout LATIN dérivé du verbe *legere*, *eligere*, choisir; au temps de la république les LÉGIONS ROMAINES étaient formées d'hommes choisis par les CONSULS. — Au MOYEN AGE le terme *catereve* représentait à peu près le mot Légion. — On a appelé Légions, des troupes qui servaient PHILIPPE AUGUSTE et des compagnies de MILICES COMMUNALES; mais, en ce cas, l'application du terme rendait mal l'idée à exprimer. — Dans le sens ordinaire une Légion est un cadre ou un corps de troupes qui renferme plusieurs armes sous des OFFICIERS à plusieurs attributions, comme cela se voyait dans la MILICE ROMAINE; cependant il y a eu des Légions composées uniquement d'hommes à pied, et d'autres, uniquement, d'hommes de cheval. — L'expression Légion ne se rapporte pas sans quelques exceptions à la composition d'une armée, puisque la Légion d'Honneur est une aggrégation où sont admissibles des personnages de l'ordre civil et militaire, et même des étrangers. — Le terme sera distingué ici en LÉGION A DEUX BATAILLONS, — A QUATRE BATAILLONS, — A TROIS BATAILLONS, — ALLIÉE, — RATAVE, — BELGE, — DE CHASSEURS, — DE GARDE NATIONALE, — DE GENDARMERIE, — DE HONNORÉ, — DE LA LOIRE, — DE LA VISTULE, — DE MAILLEBOIS, — DE MARTINARBULES, — DE POLICE, — DE RÉSERVE, — DE ROSENTHAL, — DE SAXE, — DES ALPES, — DES ARDENNES, — DES FRANCS, — DES GRASSINS, — DES MONTAGNES, — D'ÉTRANGERS, — D'HONNEUR, — D'INFANTERIE, — D'INFANTERIE LÉGÈRE, — DU NORD, — ÉTRANGÈRE, — FRANÇAISE, — FRANÇAIS, — FRANCO-ÉTRANGÈRE, — HANOYENNE, — ITALIQUE, — LIÉGROISE, — PIÉMONTAISE, — POLONAISE, — PORTUGAISE, — PRÉTOIRIENNE, — ROMAINE, — ROYALE ÉTRANGÈRE.

LÉGION A DEUX BATAILLONS, V. A DEUX BATAILLONS, V. BATAILLON DE CHASSEURS, V. LÉGION DÉPARTEMENTALE.

LÉGION A QUATRE BATAILLONS, V. A QUATRE BATAILLONS, V. BATAILLON DE CHASSEURS, V. LÉGION DÉPARTEMENTALE.

LÉGION A TROIS BATAILLONS, V. A TROIS BATAILLONS, V. AIDE-CHIRURGIEN N° 1, V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3,

V. BATAILLON DE CHASSEURS, V. LÉGION DÉPARTEMENTALE.

LÉGION ALLIÉE, V. ALLIÉ, adj. V. LÉGION ROMAINE N° 2.

LÉGION RATAVE, V. RATAVE, adj. V. LÉGION FRANÇAISE, V. PANTALON, V. RECRUTEMENT, V. TIRAILLEUR.

LÉGION BELGE, V. BELGE, V. COMPAGNIE DE CARABINIERS, V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4, V. LÉGION FRANÇAISE, V. MILICE BELGE, V. PANTALON, V. RECRUTEMENT, V. TIRAILLEUR.

LÉGION CONSULAIRE, V. CONSULAIRE, V. LANGUE LATINE, V. LÉGION ROMAINE N° 5, V. MANUTENTION N° 3, V. RÉSERVE DE BATAILLE.

LÉGION DE CHASSEURS, V. CHASSEUR, V. CORNET IDIOMATIQUE N° 3, V. LÉGION DÉPARTEMENTALE.

LÉGION (légions) de FRANÇOIS PREMIER (F). Sorte de LÉGIONS FRANÇAISES dont la création tenait à une grande pensée. Cet essai d'organisation d'une infanterie régulière et nationale l'emportait de beaucoup sur le mode de composition jusque-là suivi. L'idée était empruntée de MACHIAVEL (1510, A), si ce n'est que le secrétaire de Florence réglait suivant le système décimal le nombre des bandes dont il composait les légions. — FRANÇOIS PREMIER, fatigué de recourir aux compagnies d'AVENIERRE, et de dépendre des étrangers qui depuis LOUIS ORLÉANS composaient presque toute l'infanterie française, institua sept légions levées chacune dans l'arrondissement d'une province; MONTLUC (1535, A) et DUBELLAY (1575, A) rapportent à l'année 1534 (24 JUILLET) cet événement; c'est effectivement la date d'une ordonnance touchant leur habillement, etc. — Ces Légions modelées en quelque chose sur celles des ROMAINS, en différaient en beaucoup de points; elles comprenaient chacune six bandes de mille hommes partagées en deux divisions et en quarante escadrons. — Les Légions n'étaient que d'infanterie; quatre officiers d'administration, sous le nom de FOURRIERS, y étaient attachés; deux ENSEIGNES OU DRAPEAUX étaient donnés à chaque bande; des TARDIENS (TAMBOURINS) et des FIFRES en faisaient partie; c'est la première ordonnance qui fasse mention d'instruments et de tam-

BOURS, d'INSTRUMENTISTES et de SERGENTS. — Les CAPITAINES des Légions étaient au choix du roi, mais ces OFFICIERS nominaient, depuis le CAP D'ESCOUADE jusqu'au LIEUTENANT inclus, tous leurs subordonnés. — Chaque Légion était sous les ordres d'un CAPITAINE-COLONEL, c'est-à-dire premier parmi les CAPITAINES de la Légion; il avait à ce titre paye de CAPITAINE et paye de COLONEL, c'est-à-dire une paye une fois plus forte que ses collègues. — La DÉSERITION DES OFFICIERS était un cas prévu et assimilé au crime de lèse-majesté. — Les SOLDATS admis dans les Légions étaient exempts de l'impôt nommé *TAILLE*; l'EXTRAORDINAIRE DES GÉNÈRES pourvoyait à leur entretien; l'existence et la SOLDE DE MORTE PAYÉ étaient assurées à ceux qui vieilliraient au service; des RÉCOMPENSES étaient promises à ceux qui recevraient des BLESSURES à la GUERRE; des LETTRES DE NOBLESSE étaient la perspective du simple soldat qui, de faction (fonction) en faction, de grade en grade, obtiendrait celui de LIEUTENANT. — Les Légions devaient être formées de deux ARMES ou HABILLEMENTS en nombre inégal, savoir: les PIQUIERS ou les HALLEBARDIERS et les ARQUEBUSIERS; ces derniers étaient comme les ARMÉS à LA LÈGÈRE ou les ESCARMOUCHEURS de la troupe; ils ne formaient qu'un cinquième de la force de la COMPAGNIE des RANDES; leurs ARMEURES à PEU étaient encore bien imparfaites et ils n'étaient appelés qu'à un rôle très-secondaire. — C'était autant d'innovations majeures. On trouve dans les Légions une sage combinaison de GRADES, le germe de la NOBLESSE MILITAIRE du dernier siècle, la pensée des RÉMUNÉRATIONS modernes de l'ARMÉE FRANÇAISE, le projet d'une CONSCRIPTION provinciale, la signature royale des REPVETS, et quelque chose d'analogue à la VÉTÉRANCE, AUX PENSIONS DE RETRAITE, à l'ADMISSION AUX INVALIDES. — Mais le roi chevalier manqua de persévérance, d'esprit d'ordre et de précautions administratives, car ces qualités-là n'étaient pas celles des chevaliers et du siècle. On a coloré son inconstance en accusant les chefs de mutineries, les troupes d'indiscipline, et les provinces d'une zizanie qui paralysa les LEVÉES. — Quelles qu'en soient les vraies causes, le projet fut plus grand que profitable; la création des Légions s'ébaucha à peine par l'incorporation des restes des RANDES des AVENTURIERS; les CORPS, incomplètement rassemblés, furent licenciés en 1536, et le monarque en revint à l'usage si défectueux des RANDES de trois à quatre cents hommes, qu'on voit s'éteindre plus tard à la création des LÉGIONS DE HENRI DEUX et des RÉGIMENTS qui les remplacèrent.

— DRELANDER (1559, A) peut être consulté touchant l'organisation des Légions. — On a regardé comme identiques les RANDES NOIRES et les Légions; nous ne partageons pas ce sentiment.

LÉGION DE GARDIE NATIONALE. V. GARDE NATIONALE.

LÉGION DE GENDARMERIE. V. GENDARMERIE. V. GENDARMERIE DE POLICE n° 1, 3, V. MILICE HAITIENNE.

LÉGION (légions) de HENRI DEUX (F). Sorte de LÉGIONS FRANÇAISES dont la création fut un nouvel essai du projet avorté sous FRANÇOIS PREMIER. — HENRI DEUX eut recours à cette ressource en 1558, avant Pâques, ayant perdu à SAINT-QUENTIN presque toute son INFANTERIE; il voulait, suivant les termes de l'ÉDICT DE 1557 (22 MARS), dresser et mettre sus une force de gens de pied. — Les Légions de Henri devaient être de même force et de même nombre que celles de FRANÇOIS PREMIER, elles devaient être levées dans les mêmes provinces; mais au lieu d'être divisées chacune en six RANDES de mille hommes, elles se partageaient en quinze COMPAGNIES de quatre cents hommes chacune sous les ordres d'un capitaine alors nommé *MEYSTER DE CAMP*. — Chaque COMPAGNIE DE LÉGION devait être commandée par un CAPITAINE, un LIEUTENANT, un ENSIEIGNE, deux SERGENTS et huit CAPORAUX. L'un des sergents s'appelait *sergent-majour*, ce qui équivalait à *sergent de bataille*. — Cette formation donne lieu à plusieurs remarques; ainsi le GRADE DE CAPITAINE commença à décroître, puisqu'il n'y en avait que six par légions de FRANÇOIS PREMIER, et qu'il y en a quinze par Légions de HENRI DEUX. On commença à appeler CAPORAUX les BAS OFFICIERS jusqu'à appelés CAPS D'ESCOUADE. — Cette organisation eut peu de succès d'abord, si l'on en juge par la quantité de CORPS ÉTRANGERS que le roi passait en revue en PICARDIE en 1558. — DAREL (1721, A) regarde les Légions de Henri comme ayant été la source des régiments d'infanterie tenus sur pied dans les règnes suivants; cependant il paraît qu'une troupe qu'on nommait spécialement le RÉGIMENT D'INFANTERIE existait depuis 1552.

LÉGION DE HONORABLE. V. HONORABLE. V. LÉGER FRANÇAISE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE n° 1.

LÉGION de la LOIRE. V. LÉGER FRANÇAISE. V. LOIRE.

LÉGION de la VISTULE. V. ARMÉE FRANÇAISE n° 4. V. CORPS ÉTRANGER. V. LÉGER FRANÇAISE. V. VISTULE.

LÉGION (légions) de LOUIS QUINZE (F). Sorte de LÉGIONS FRANÇAISES créées sous le

ministère de d'ARGENSON, à l'instar de celle du maréchal de SAXE, honnête LÉGION DE SAXE. Ce corps de Saxe, composé d'étrangers, est le premier qui, en France, ait fait usage d'ORFÈVRES. — D'autres Légions, soit d'indigènes, soit de CORNÉS, soit d'étrangers, ont été mis sur pied en 1743, 1744, 1745, 1756, 1757, 1761; elles étaient composées de CHASSEURS À PIED et à CHEVAL, d'autres de HUSSARDS, d'autres de CHEVAL-LÉGERS; elles ont formé, pendant le GUERRA DE 1756, les six Légions nommées : royale, de Flandre, de Lorraine, de Condé, de Soubise, du Dauphiné; leur force était de deux mille hommes, dont le tiers, seulement, de CAVALERIE. — Mais sans avoir le nom de Légions, d'autres corps en furent réellement aussi; tels furent en 1743 les CHASSEURS de FIBCHER; en 1745 les FUSILIERS de la Mortière, corps de sept cents hommes à pied et trois cents hommes à cheval; en 1760, des RÉGIMENTS de HUSSARDS comprenaient de l'INFANTERIE. — L'ORDONNANCE DE 1763 (1^{er} MARS) ne consacra que quatre Légions; elle les composait de dix-sept compagnies, savoir : une de GRENADIERS, coiffés de BONNETS À POIL, huit de FUSILIERS et huit de DRAGONS coiffés de CASQUES de fer et décorés d'ARCEUILLETES. Cette ordonnance donnait au COLONEL et au LIEUTENANT-COLONEL des ÉPAULETTES presque pareilles; ces Légions s'appelaient royale, — de Condé, — de Flandre, — de Soubise. — Le chevalier de JACQUET, connu comme écrivain militaire, était COLONEL de la Légion de Flandre. — GRASSIN, partisan célèbre, était COLONEL des GRASSINS formés en 1745, supprimés en 1749. — L'ORDONNANCE DE 1767 (25 AVRIL) coiffait de BONNETS À POIL les DRAGONS des Légions. — Sous le ministère de SAINT-GERMAIN il existait dans la composition de l'ARMÉE FRANÇAISE sept Légions de formation pareille; chacune d'elles comprenait trois cent quatre-vingt-dix-sept combattants, dont deux cent trente-deux à cheval; elles étaient de huit compagnies à cheval et de neuf à pied. — L'ORDONNANCE DE 1776 (25 MARS) supprima des Légions, en réorganisa d'autres. La CAVALERIE de la Légion de Conflans fut convertie en un RÉGIMENT de HUSSARDS; la CAVALERIE des autres Légions forma des ESCADRONS qui entrèrent, chacun, sous le nom de CHASSEURS, dans un RÉGIMENT de DRAGONS. L'ORDONNANCE DE 1779 (29 JANVIER) retira des DRAGONS ces CHASSEURS, qu'on appelait aussi CHEVAL-LÉGERS, et elle en forma six RÉGIMENTS de CHASSEURS À CHEVAL. — Les Légions étaient coiffées d'un CHAPRAU À DEUX CORNES sous le ministère de M. DE SÉGUR. — Les Légions furent doublées par l'ORDONNANCE DE 1784 (8 AOÛT);

leur INFANTERIE forma les BATAILLONS de CHASSEURS À PIED. Depuis cette époque la composition de l'ARMÉE a compris d'une manière permanente l'INFANTERIE LÉGÈRE, et le système qui rappelait l'ancien MÉLANGE D'ARMES a perdu faveur; il a repris crédit, il a été abandonné de nouveau. — Les auteurs qui ont traité de la question des Légions comme historiens, comme antagonistes, comme partisans de ce système, sont : AUDOUIN, BOMBARDER (1775, G), DUTHVILLE (1782, K), DEBRANCO (1760, F), ENCYCLOPÉDIE (1785, C), MAURICE DE SAXE (1757, A), POTIER (1779, X), POULITREY (1786, B), SAINT-GERMAIN (1779, C).

LÉGION de MAILLEBOIS. V. MAILLEBOIS (YVES). V. NATION.

LÉGION de MARTINARIELLES. V. MARTINARIELLES.

LÉGION de POLICE. V. LÉGION FRANÇAISE. V. GARDE DE PARIS. V. POLICE.

LÉGION de RÉSERVE. V. GUERRA DE 1792. V. LÉGION FRANÇAISE. V. RÉSERVE.

LÉGION de ROSENTHAL. V. LÉGION FRANÇAISE. V. ROSENTHAL.

LÉGION de SAXE. V. CEMPE. V. FUMEL A DE. V. FUMEL A LA MONTAIGNEY. V. HAUTBOIS. V. LÉGION DE LOUIS QUINZE. V. OUMER. V. RÉGIMENT DE PRINCE. V. SAXE. V. TIMBALE.

LÉGION (légions) DÉPARTEMENTALE (A, 1). Sorte de LÉGIONS FRANÇAISES qui ont momentanément remplacé les anciens RÉGIMENTS d'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE; leur organisation cachait une arrière-pensée, celle d'avoir sur pied des troupes de la Vendée, du Poitou, du Maine, de la BRETAGNE, etc., pour les opposer, au besoin, à des corps levés dans des provinces où régneraient un autre esprit, d'autres opinions. — M. ROCQUANCOURT (1831, t. II, p. 135) démontre que ce système de corps provinciaux est devenu inapplicable. Le maréchal Gouvion, en travaillant à le rétablir, mécompta ceux qui avaient foi en son habileté, et ne fut pas plus heureux en grammairien quand il écrivait, en 1815, le mot tierceement. — Les Légions départementales ont été créées par les ORDONNANCES DE 1813 (16 JUIN et 3 AOÛT), au nombre de quatre-vingt-six, portées ensuite à quatre-vingt-quatre. Leur force totale devait, dans le principe, être de deux cent cinquante-huit BATAILLONS et de deux mille soixante-quatre compagnies, tant de BATAILLONS que de CHASSEURS. Le ministère calquait cette institution sur celle de Prusse, et gâtait son modèle. — Chaque Légion devait être levée dans un département; cette mesure fut bientôt reconnue impraticable; tel département fournissait trop, tel autre

trop peu. — A raison de la différence de la population des départements, il y eut des Légions à deux, à trois, à quatre bataillons; il y en eut d'infanterie de bataille, et d'autres d'infanterie légère; il y en eut où ces deux armes se trouvaient réunies; les unes furent habillées de blanc, d'autres de vert, d'autres en partie de vert, en partie de blanc. Les musiques étaient en bien, les tambours en bien harloé, les officiers en bleu de ciel ou gris jaunâtre, les épaulettes en beige. C'était un tohu-bohu, une tour de Babel. — Les Légions de trois et de quatre bataillons avaient un bataillon de chasseurs. Ce même principe devait être appliqué dans la garde royale, mais resta sans effet. — Les Légions d'infanterie légère étaient à deux bataillons, mais devaient être portées à trois; elles étaient recrutées dans les pays de montagnes. — Des compagnies de carabiniers devaient être attachées aux Légions. Ainsi l'on ressuscitait le système si usé, si blâmé de l'artillerie d'infanterie; mais cette adjonction n'a pas eu lieu. Il était aussi attaché aux Légions une compagnie d'écadriers à cheval; mais cette disposition si peu plausible est également restée sans application. — Une compagnie de dragons était attachée à chaque Légion. — Ces détails, aujourd'hui dépourvus d'intérêt, montrent combien la science marche d'un pas lent. Les conseillers de François premier et de Henri deux en savaient plus que ceux de Louis dix-huit. Jamais formation n'avait reposé sur un plan plus vague, jamais mélange d'armes n'avait été plus compliqué, plus dépourvu d'harmonie; en voici les preuves : — Point d'égalité de formes et de forces entre les Légions, point d'accord entre le système de la ligne et de la garde. Dans un même corps, habit blanc et habit vert; grand équipement dissemblable, chasseurs affublés d'inutiles ceintures de cuirassier, et ayant du cuir fauve au lieu de buffèterie, etc., etc. — En outre des disparates des cadres et des pelotons, aucune similitude de taille, de force physique, d'aptitude au service. Chaque Légion aurait eu ou un mérite spécial ou un vice radical, puisque l'espèce des hommes, et même leurs facultés morales, différaient de province à province. — Toutes Légions restaient incomplètes et n'eussent jamais atteint l'effectif voulu; d'autres avaient un recrutement surabondant. — Les rivalités politiques, l'esprit d'armes et de département, la dissimilation des patois, les vanités de castes émaient dans l'intérieur des Légions de sanglants débats; la jeune armée et le drapeau blanc, la vieille armée et ses souvenirs y étaient

brutalement aux prises. — La composition des Légions exigeait plus de sept mille hommes; quantité hors de toute proportion avec le nombre des hommes que fournissaient les appels. — L'ordonnance de 1819 (19 février) faisait tacitement l'aveu de ces conceptions malheureuses et des désordres qu'elles avaient entraînés pendant le ministère de Gouvion (1). Les militaires, les moins experts, les hommes les plus étrangers aux premières règles d'administration semblaient avoir été réunis à plaisir pour créer le système le plus défectueux, le plus déraisonnable. — Force a été d'en revenir aux conceptions par analogie. Le ministre Latoeur-Maurois en a pris le parti. Les Légions ont été remplies en 1820 (23 octobre) par quatre-vingts régiments d'infanterie de bataille de ligne, et par vingt régiments d'infanterie légère. — Le nombre de huit compagnies par bataillon, adopté au mépris des sages principes du règlement de 1791 (1^{er} août), s'est perpétué et a perverti la forme de la division du bataillon. — Quelques détails sur les Légions ont été insérés dans la *Sentinelle de l'Armée*, t. IV, p. 355.

LÉGION des ALPES. V. ALPES. V. LÉGION FRANÇAISE.

LÉGION des ARDENNES. V. ARDENNES. V. LÉGION FRANÇAISE.

LÉGION des FRANCES DU NORD. V. FRANCE DU NORD. V. LÉGION FRANÇAISE.

LÉGION des GRASSES. V. GRASSES. V. LÉGION DE LOUIS QUINZE.

LÉGION des MONTAGNES. V. LÉGION FRANÇAISE. V. MONTAGNE.

LÉGION d'ÉTRANGERS (A. 4). Sorte de légion française créée par la loi de 1851 (9 mars). — L'ordonnance de 1851 (21 mars), qui s'appuie sur cette loi pour une formation de zouaves, se servait de la locution légion étrangère. — La circulaire et l'instruction de 1851 (10 mars), et l'ordonnance de 1851 (11 novembre), réglaient les conditions de l'admission dans la légion des étrangers. — En 1855, elle était de six bataillons, dont quatre allemands, un italien, un espagnol, et une compagnie polonaise. — Sa force, en 1855 (1^{er} janvier), était de quatre mille quatre cent trente-sept hommes. — Une nouvelle légion était l'objet de la circulaire de 1856 (2 janvier).

(1) NOTE DE L'ÉCRITURE. — L'auteur n'a pas compris les fautes d'armes politiques qu'avait le maréchal Gouvion Saint-Cyr; les étrangers qui tenaient alors la France sous le joug furent plus éclairants; ils exigèrent le renvoi de ce ministre et la destruction de son ouvrage. Voir les *Mémoires sur l'avancement*, par le général Prevail, 1812. Avant-propos, chez Corréard, éditeur militaire.

LÉGION D'HONNEUR (C. 4), OU ORDRE DE LA LÉGION D'HONNEUR. Sorte de légion ou d'ordre décoratif, dont les statuts ont été trois fois modifiés en moins de trente ans. — Napoléon Bonaparte en est le créateur. — Le projet de cette institution fut débattu longuement, et discuté avec talent et chaleur devant le tribunal. Lucien Bonaparte, orateur d'office du gouvernement, y prononça un discours philosophique où respiraient des théories qui se sont diamétralement démenties chez le prince de Canino. Ce discours, suivant l'*Encyclopédie des Gens du monde*, n'avait pas été rédigé par lui, mais il en donna toutes les idées. — La Légion a été créée par décret de l'an dix (29 floréal), en vue de récompenser les actions d'éclat, le mérite reconnu, les services extraordinaires des Français, soit militaires, soit de la classe civile; elle était accessible aux hommes de toute sorte aussi bien qu'aux officiers, et donnait les pensions de retraite des uns et des autres. — Tous les défenseurs de la patrie qui avaient obtenu des armes d'honneur, des sables d'honneur, en étaient membres de droit. Des étrangers y furent admis, en violation de la seconde moitié de l'exergue : Honneur et Patrie. — Quatre grades y furent d'abord établis. Le législateur ne leur donna que des dénominations toutes militaires, telles que celles de légionnaire, officier, commandant, grand officier. La mesure fut blâmée, comme attribuant à des personnages non militaires des titres particuliers à la profession des armes. C'était une chicane d'ergoteurs. — L'arrêté de l'an dix (15 messidor) réglait une organisation qui ne s'est pas réalisée. — Bientôt les principes de constitution de l'ordre (car c'en était un sans en avoir le nom) furent retouchés; le titre huit qui prohibait le rétablissement des titres féodaux fut enfreint. Une nuance nobiliaire résulta, en 1808 (1^{er} et 11 mars), de la substitution du titre de chevalier à celui de légionnaire; mais, à cette époque, presque aucun des nobles de nouvelle création n'adhéra à cette modification, ou du moins s'accompagna du titre de chevalier sa signature. Ce titre, qu'on dédaigne aujourd'hui comme trop peu relevé, on le repoussait alors comme blessant l'égalité, et disant moins que légionnaire. Les mœurs et les goûts changent avec le temps. — Le chef de l'Etat se fit chef de l'ordre, c'est la coutume; nul n'est en position d'empêcher un souverain de se donner sa propre acclame, et de se prêter serment de fidélité. — Un grand grandfleur de la Légion en eut l'administration; il avait dans sa compétence les propositions

d'admission, l'examen de l'ancienneté de service des aspirants, le classement des demandes d'avancement, le contre-serment et la délivrance des lettres d'avis et brevets, l'envoi des insignes, la distribution des décorations. Il lui était rendu compte, par les colonels, des positions infligées dans leurs corps à des membres de la Légion; il lui était donné communication par les bureaux du ministre de la guerre, des dégradations prononcées contre des membres de l'ordre, par jugements de conseils permanents. — Des campagnes constatées, des succès honorables, un nombre déterminé d'années de service étaient des titres à l'admission. — L'inauguration de la Légion eut lieu en 1804, à un anniversaire fameux; c'était le 14 juillet. — La distribution des croix au camp de Boulogne ne fut pas moins célèbre. Les décorations reposaient dans le casque de Duguesclin et dans le bouclier de Bayard, qui cantonnaient à droite et à gauche le trône de fer de Dagobert. — La Légion d'honneur avait amené l'abolition de la double paye, qui, originairement, assaisonnait, comme disait le soldat, les armes d'honneur. Le traitement de la Légion devint une seule paye. Le double paye des anciens donataires en fut réduite en proportion. — La Légion fut d'abord organisée en cordons; mais ce système ne s'est jamais totalement réalisé. Il a été aboli par ordonnance de 1814 (19 juillet). Un arrêté de l'an douze (24 ventôse) expliquait les causes qui faisaient perdre la qualité de membre de la Légion. — Un décret de l'an treize (10 eluviose) institua la grande décoration; elle devint un grade nouveau pour soixante grands officiers. Ceux qui l'obtinrent s'appelaient grands cordons. — Un décret de la même année (16 thermidor) autorisa les militaires membres de la Légion à faire la délégation de leur traitement pendant la durée de longues absences pour fait de service. — Depuis 1814 (6 avril), les nominations, à l'exception de celles des simples soldats, ne furent plus qu'honorifiques. — Le total des membres était, au 1^{er} janvier 1814, de 29,546. — La charte de 1814 (4 juin) attribua au roi le renouvellement du règlement intérieur de l'ordre et le choix de la décoration à y attacher. — L'ordonnance du 21 juin effaça l'ancienne effigie, la remplaça par celle de Henri quatre, supprima l'exergue *Honneur et Patrie*, attacha aux étoiles et aux plaques les fleurs de lis, donna la décoration en collier aux commandants et le cordon en sautoir aux grands officiers. — L'ordonnance de 1814 (19 juillet) n'attacha pas de traitement aux promotions ul-

lérieures. — Deux articles formels de la loi de 1815 (15 mars) promettaient aux MEMBRES de la LÉGION le paiement intégral de l'arriéré qui leur était dû. La loi de 1820 (6 juillet) n'en tint compte, et fut regardée par le ministère comme une transaction entre l'Etat et les LÉGIONNAIRES. Singulière transaction que celle qui s'accomplit sans que le débiteur s'entende avec le créancier. — L'ORDONNANCE de 1816 (26 mars) créa le nom d'ordre royal, en dénatura la constitution, l'assimila aux ORDRES DE CHEVALERIE, exigea des RÉCIPENDIAIRES le serment de révéler tout ce qu'ils jugeaient contraire aux intérêts de l'Etat, et régla qu'il pourrait y avoir deux époques de PROMOTION. — Le gouvernement toléra l'infraction qui barjoignit le RUCAN et l'entreoupait de la couleur de l'ORDRE DU LYS ou des nuances des ORDRES ÉTRANGERS, au mépris de l'ORDONNANCE de 1816, qui voulait que sa couleur fût moirée rouge. Ceux des MEMBRES qui faisaient en même temps partie de l'ORDRE DE SAINT-LOUIS, prirent sur eux de partager d'une rale blanche le RUCAN; l'habitude a maintenu le caprice, en dépit des réclamations adressées au préfet de police par la GARNISON AUTRICHIENNE de Paris, qui s'indignait que des OFFICIERS FRANÇAIS portassent un RUCAN qui se confondait avec le RUCAN rouge traversé de blanc, qui appartient à un ordre de l'Autriche. — Sans égard pour l'article 16, recopié lui-même des précédentes lois, on donna le grade d'OFFICIER à des personnages qui n'étaient pas LÉGIONNAIRES. En 1814 cette dérogation eut lieu en faveur du préfet du Var, en faveur d'officiers de la garde, en faveur d'étrangers. Les COMMANDANTS devinrent COMMANDEURS; les GRANDS CORDONS se changèrent en GRANDS-CROIX; les GRANDS OFFICIERS quittèrent la GRANDE DÉCORATION en susutoir pour la PLAQUE à droite. L'ordre prit une physionomie entièrement nobiliaire; il ne fut plus qu'une CHEVALERIE DÉCORATIVE primée, quant aux HONNEURS et aux PRÉSENCEs, par l'ORDRE DE SAINT-LOUIS, qui, jadis aboli, venait d'être rétabli par une ordonnance. — Le texte de la loi sur la Légion était si peu précis, que le même document énonçait que la petite décoration consiste en une étoile à cinq branches, tandis que le nom de GRAND-CROIX était donné aux DIGNITAIRES décorés de la grande ÉTOILE. Ainsi marchent notre langue et notre législation militaire. — Le droit à l'obtention des DÉCORATIONS fut reconnu au profit des employés des différents ministères, suivant des proportions dont un quarantième était le chiffre ou l'unité. Ainsi la MAISON DU ROI percevait annuellement un quarantième; l'intérieur,

six quarantièmes; la GUYANE, vingt quarantièmes. Des formules d'algèbre donnaient le chiffre intrinsèque des classes de fonctionnaires. Mais, dit M. MOULIER, les nominations ont cessé d'être publiées depuis qu'on en a fait largesse; on cache son œuvre dans l'ombre, on n'ose pas l'avouer. — Les INSPECTEURS GÉNÉRAUX avaient mission de proposer au MINISTRE les noms des MILITAIRES qu'ils jugeaient susceptibles d'être nommés ou avancés dans la Légion d'honneur. Dans les autres classes détachées d'admissibilité, chaque ministre proposait directement ses protégés. CARRION (1824, A) a traité de l'institution dans le passage que voici : *La Légion d'honneur récompense tous les genres de mérite du même signe honorifique, comme pour réunir sous ce symbole ces deux idées : que la patrie voit du même œil tous les services d'une utilité pareille dans des genres différents, et que tout citoyen, défenseur né de la patrie, n'est dispensé du service personnel que par exception et pour la plus grande utilité du pays, n'est pour ainsi dire absent des drapeaux que par congé.* Cet aperçu recherché est le romantique du sujet. — FLEURY DE CHABOULON (I. 1^{re}, p. 45) a dit au contraire, en termes amers : *Il lui restait (au gouvernement) un autre moyen d'avilir la Légion d'honneur, c'était de la prodiguer; il l'employa. La croix (l'étoile), qu'on n'obtenait qu'après l'avoir méritée et attendue, devint la proie facile de la faveur et de la bassesse; elle fut prostituée à une foule d'intriguants et de favoris subalternes, sans autre titre que le caprice des uns ou la protection vénale des autres.* — Le général Foy a prononcé, en faveur des Légionnaires, en 1819 (30 décembre), un discours plein de vérité et de logique. Il disait à la tribune, en 1825 (24 février) : *Elle a été confa- quée, dans son arriéré, au mépris de la charte et de la loi.* — Pour la centième fois, des réclamations concernant l'arriéré dû aux MEMBRES de la Légion étaient adressées à la chambre élective en 1829. Le rapport (1829, 9 mai) qu'une commission faisait sur cette pétition est le plus savant et le plus lumineux qui ait paru sur la matière. — On y voit que le château d'Ecouen qui appartenait à la Légion d'honneur, et où elle avait dépensé quatorze millions, lui a été ravi par ordonnance pour être donné à un prince. — Les ministres qui ont appelé au baquet du milliard les enligrés, ont, ainsi que leurs successeurs, remué, sous prétexte d'une sorte de prescription, la dette d'honneur contractée envers la Légion d'honneur; quelques millions

dont les créanciers demandaient non le fonds mais la rente viagère, semblent perdus pour eux. La prodigalité et l'équité n'ont jamais marché de front. — Dans un discours remarquable, le général LAMARQUE s'est écrié : *Pourquoi cette administration si coûteuse, lorsqu'un petit nombre de commis laborieux suffirait ? pourquoi cet établissement somptueux ? pourquoi ces sinecures, ces salons dorés ? Sacrifie-t-on au luxe, quand on manque du nécessaire ? Doit-on bâtir des palais avec des débris de chaumières.* — L'ORDONNANCE DE 1839 (10 décembre) a réduit à vingt ans l'ancienneté de service exigée, antérieurement, pour donner droit de prétendre à la décoration. — Un ministre affirmait, en 1830, que la GUERRE D'ALGER était en partie entreprise pour éteindre l'arrière de la Légion d'honneur. Le général BOCKMONT l'attestait au maréchal Macdonald. — L'ORDONNANCE DE 1850 (15 août) effaçait des emblèmes de l'étoile et de la plaque les fleurs de lis, rétablissait l'exergue *Honneur et Patrie*, et y faisait figurer les trois couleurs. — Dans toute l'année 1830, il est fait cent quatre-vingt une promotions. — En 1831, les nominations nouvelles, pendant les six premiers mois, s'élevaient à trois mille quatre cent cinquante-sept. On n'avait pas encore vu, en temps de paix, pareille profusion. — En 1831, un journal (*Courrier français*, 3 mai) récapitulait les traitements et sinecures du GRAND CHANCELIER, l'énormité des pensions accordées à quelques-uns il avait, en 1830, deux cent trente-quatre mille francs d'appointements; il n'avait plus, en 1831, que cent quatre-vingt-treize mille francs, non compris logement, chauffage, éclairage, fournitures de bureau, émoluments de secrétaire, etc. — L'*Almanach royal* de 1835 témoignait qu'au premier janvier il y avait quatre-vingt-dix-huit grands-croix, dont dix-sept accordées depuis 1830; cent quatre-vingt-douze GRANDS OFFICIERS, dont quarante-quatre depuis la même époque; huit cent seize COMMANDEURS, dont deux cents depuis la même époque; quatre mille cinq cents OFFICIERS, dont sept cent soixante et un depuis 1831. Il y avait en outre plus de cinq cents étrangers jouissant de divers grades. Le nombre des CHEVALIERS s'élevait à un chiffre que l'*Almanach royal* ne faisait pas connaître; mais un journal (*Le Constitutionnel*) assurait que plus de trente mille nominations de ce grade avaient eu lieu depuis 1830. — Le chiffre fixé comme maximum de chaque grade, par les statuts originaux, était outre-passé de plus de moitié. — De 1830 à 1853, ce que le ministère a dépensé, et eût pu

économiser sans avoir de moins un soldat ou un cheval, eût suffi et au-delà pour éteindre la dette de l'Etat envers les anciens MEMBRES de la Légion. — En 1833, des grades d'OFFICIERS et de COMMANDEURS sont décernés à plusieurs membres du ministère, quoiqu'ils n'aient pas quatre-vingt ans de grade dans l'échelon inférieur. Les statuts de l'Ordre l'exigeaient cependant, à moins d'actions d'éclat ou de services éminents. — En 1838, le garde des sceaux avait, en sept ans, pris tous ses grades, y compris celui de grand officier. — En 1851 (30 septembre) la force de la Légion était de cinquante mille trois, dont quarante-quatre mille trois cent treize chevaliers. Du 1^{er} octobre 1853 au 30 septembre 1854, il y avait eu dix-huit cent vingt nominations ou promotions; vingt-six mille trois cent soixante-trois membres jouissaient d'un traitement. L'évaluation des traitements, en 1835, était de huit millions quatre cent soixante-quatorze mille francs. — Du 1^{er} août 1850 au 1^{er} juillet 1837, il y avait eu quinze mille sept cent soixante-dix-neuf avancements ou promotions. Il y avait entre l'ancien et le nouvel état de choses la différence qu'il y aurait, militairement parlant, entre Légion et multitude. Ainsi ont péri les Légions romaines, ainsi ont péri les ordres de chevalerie. L'accroissement des membres amène la déconsidération de la récompense. En 1837, le sieur Simon, premier diable vert de l'Opéra, était fait chevalier. De même Napoléon détachait, un jour d'opéra, de sa boutonnière la couronne de fer, pour la faire remettre, séance tenante, à Crescentini, par le comte Marescalchi, peu flatté de la commission, ce qui amena ce joli mot qu'une célèbre Lombarde dit à l'instant même : *Non l'ha datu a un coglione*. Bien des Crescentini décorés ont, par rapport à l'autre, le désavantage de ne devoir leur célébrité qu'à leur nomination. Puisqu'il n'est plus exigé de virilité, pourquoi les femmes en seraient-elles exclues ? — Le *Constitutionnel* de 1835 (19 juin) et le *Messenger* déclaraient que, dans l'année, plus de trente mille chevaliers avaient été promus; mais il n'y en avait eu, en réalité, que mille trois cent quarante de nommés. — Le total des MEMBRES de la Légion qui, en 1831, était de quarante-deux mille huit cent quatre-vingt-quatorze, s'élevait, en 1855 (1^{er} octobre), à cinquante mille cent quatre-vingt-treize. En 1830, le nombre seul des chevaliers s'élevait presque à cinquante mille. Des détails, à cet égard, étaient consignés dans le *Journal de la statistique française*, t. VI, p. 575. — Les nominations n'étaient pas consignées au *Moniteur*, et c'était un fâcheux abus. —

Le RUBAN de la Légion a été, suivant les temps, ou admis ou à l'index dans les milices AUTRICHIENNES, etc. — Mais le voyage des princes français en quelques cours du Nord, en juin 1836, a eu entre autres effets celui de réhabiliter cette décoration en Autriche. — M. CH. DUPIN (1819, A. chap. des récompenses) et M. KALNER (1827) ont traité de la question réminiscentaire. Les questions légales ont été tracées par MM. BERNIAT, GONVOT, LECOUTELIER et MOUÏER; l'histoire de l'institution a été traitée par M. SAINT-MAURICE. — En mai 1838, une proposition relative au remboursement de l'arrière dû aux membres de la Légion fut soumise à la chambre des députés, et repoussée à une faible majorité. Si la France eût été représentée par des députés qui n'eussent pas compté autant d'insoucians parmi eux, la solution eût été peut-être différente; mais le nombre des présents à la délibération alaja à peine aux deux tiers de ce qu'il eût dû être. — Des observations critiques, et non sans fondement, sont insérées dans la *Sentinelles de l'Armée* (1835, p. 109, et t. III, p. 212; t. IV, p. 154), dans le *Journal de l'Armée* (t. IV, p. 585), dans le *Dictionnaire de la Conversation*, dans l'*Armée* (Journal, p. 54).

LÉGION D'INFANTERIE. V. AGREGATION RÉGIMENTAIRE. V. INFANTERIE; id. n° 2. V. LÉGION FRANÇAISE.

LÉGION D'INFANTERIE LÉGÈRE. V. INFANTERIE LÉGÈRE n° 2. A.

LÉGION DU NORD. V. LÉGION FRANÇAISE. V. NORD.

LÉGION ÉTRANGÈRE. V. ARMÉE FRANÇAISE. V. ENGAGEMENT LIMITÉ. V. ÉTRANGER, bij. V. INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE. V. LÉGION D'ÉTRANGERS. V. LÉGION FRANÇAISE. V. LÉGION MILITAIRE, 1851 (9, 10 BURE); 1855 (25 juin); 1855 (16 décembre). V. RECRUTEMENT. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE; id. n° 2, tableau.

LÉGION (légions) FRANÇAISE (A, 1; F). Sorte de légions dont l'existence date surtout de la guerre de 1741; elles étaient composées, le plus ordinairement, d'infanterie légère et de cavalerie légère; quelquefois il y était attaché de l'artillerie. — Des auteurs ont appelé Légions, les corps de l'ancienne milice communale; mais ce n'est pas d'elles qu'il est question ici. — L'ordonnance qui, la première, se soit occupée de la tactique des Légions, est celle de 1769 (1^{re} M. G.). — GUÉRRET (1775, E) penche pour l'institution de Légions de douze cents hommes, dont deux tiers de cavalerie; c'est ainsi qu'il conseille de

composer, mais en petit nombre, des troupes légères. — Le système de la formation de certaines troupes en corps ou agrégations nommées Légions, a été tout à tour admis, prôné, abandonné dans l'armée française. — Il y a eu des Légions qui consistaient en un bataillon et deux escadrons; l'infanterie occupait, en ordre de bataille, le centre; la cavalerie était aux ailes; un seul chef, ordinairement du rang de colonel, en avait le commandement. — L'école de Mars fut un nouvel essai d'une Légion à l'antique. — Le raffinement de la science et la complication du mécanisme de l'administration ne permettent plus l'application du système légionnaire; les ministres qui ont tenté de le ressusciter, ont prouvé qu'ils étaient moins avancés que leur siècle. Le savoir-faire qu'on exige de chaque armée embrasse trop, pour qu'il soit possible à un même chef d'être initié à tous les détails que nécessitent la conduite et le manœuvrement de troupes non homogènes. — Le dernier siècle, le siècle de la révolution, la restauration ont eu passagèrement des corps constitués en Légions; tels ont été les arquebusiers de Grassin, la légion RATAVE (en deux), — les légions BELGES ET LIÉGEOISES (1795), la légion de HOFENLORE (1816), — DE LA LOIRE (en neuf), — DE LA VISTULE (1810), — DE POLICE (en trois), — DE RÉSERVE (1807), — DE ROENTHAL (1795), — DES ALPES (1795), — DES ARDENNES (1792), — DES FRANCS DU NORD (en sept), — DES MONTAGNES (1795), — DE NORD (1795), — FRANCE (1792, 1805, 1808), — RANOVRIER (1810), — ITALIQUE (en sept), — PIÉMONTAISE (en treize), — POLONAISE (en quatre, en sept), — PORTUGAISE (1810), — ROYALE ÉTRANGÈRE (1815). — Le costume adopté par la plupart de ces corps a donné à notre infanterie légère l'usage du REVERS À POINTE. — Plusieurs auteurs ont traité, *ex professo*, de la question des Légions; d'autres s'en sont occupés plus ou moins directement dans leurs écrits; tels sont : ACDQUIN, M. le colonel CARRION (1825, A), DANIEL (1724, A), DELANOE (1760, F), DESPAGNAC (1751, D), DHERNOVILLE (1753, B), ENCYCLOPÉDIE (1785, C), GIGNARD (1725, B), LACHESNAIS (1758, I), MAURICE DE SAXE (1755, C), MULLEN (1821, M), PICCAINE (1590, B), POULTREY (1786, B), le général ROGNAT (1816, B), SINCLAIRE (1762 D). — M. le commandant LARAUPE (1827), dit que FRÉDÉRIC DEUX a composé un traité sur les Légions, mais nous ne le connaissons pas. — Les Légions françaises seront surtout distinguées ici en LÉGION DE FRANÇOIS PREMIER, — DE HENRI DEUX, — DE LOUIS

QUINEX, — DÉPARTEMENTALE, — D'ÉTRANGERS.

LÉGION FRANÇAISE. V. FRANÇ. ADJ. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 2.

LÉGION FRANCO-ÉTRANGÈRE. V. FRANCO-ÉTRANGÈRE. V. LÉGION FRANÇAISE.

LÉGION HANOVIENNE. V. CORPS ÉTRANGÈRE. V. HANOVIENNE.

LÉGION IMPÉRIALE. V. LÉGION ROMAINE N° 5. V. IMPÉRIAL. V. LANGUE ANGLAISE.

LÉGION ITALIQUE. V. LÉGION FRANÇAISE. V. RECRUTEMENT.

LÉGION LIÉGEOISE. V. LIÉGEOIS, ADJ. V. TIRAILLEUR.

LÉGION MANIPULAIRE. V. LÉGIOR ROMAINE N° 5. V. MANIPULAIRE.

LÉGION PHALANGIQUE. V. LÉGION ROMAINE N° 5. V. PHALANGIQUE.

LÉGION PIÉMONTAISE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. LÉGION FRANÇAISE. V. PIÉMONTAISE, ADJ.

LÉGION POLONAISE. V. LÉGION FRANÇAISE. V. MILICE POLONAISE N° 1. V. POLONAIS, ADJ. V. RECRUTEMENT. V. SCHODZKO. V. SZAFSKA.

LÉGION PORTUGAISE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 4. V. CORPS ÉTRANGÈRE. V. LÉGION FRANÇAISE. V. MILICE PORTUGAISE N° 1. V. PORTUGAIS, ADJ.

LÉGION PRÉTORIENNE. V. COHORTE PRÉTORIENNE. V. JANISSAIRE. V. LÉGION ROMAINE N° 1. V. PRÉTORIEN, ADJ.

LÉGION (légions) ROMAINE (F). Sorte de légions dont l'histoire complète n'a jamais été tracée, et ne saurait l'être; quelques écrivains cependant l'ont essayé; mais ce qu'ils donnent comme vrai, sans restriction, ne l'est, au contraire, que par exception. Dire, comme la plupart le disent, que la Légion était de quatre mille hommes, qu'elle se partageait en cohortes, qu'elle comprenait des manipules, qu'une armée consulaire (ENCYCLOPÉDIE, 1751, C, au mot Guerre) était de dix-huit mille six cents hommes, etc., ce n'est pas offenser la vérité, et pourtant c'est ne rien dire d'exact, puisque, suivant les époques et le théâtre de la guerre, la Légion fut de trois, quatre, cinq, six mille légionnaires. Elle fut rangée tour à tour en phalange, en manipules, en cohorte; elle fut de deux lignes ou ordres, sans vélites; de deux lignes, non compris les vélites; de trois lignes, y compris les triaires. Ne consulter que tel ou tel auteur, et ne les pas consulter tous, pour éclaircir ces questions, c'est risquer, la plupart du temps, de prendre des suppositions pour des vérités. Débrouiller les différences ou même les oppositions que présentent les récits, est difficile; en assigner les époques précises est quelquefois impossible; il faut donc se borner à reproduire, dans un esprit de sage

critique, ce qui paraît avéré. — Comment soulèverait-on entièrement le voile du passé, pour ressusciter en image la Légion? Les interprètes de la langue militaire des Latins ne signalent ni les lacunes historiques, ni les altérations de l'ordonnance des troupes sur le terrain. TIT LIX, inintelligible en beaucoup de points, égare ses commentateurs; VÉLÉCE (590, A) est superficiel, inexact ou incomplet; CÉSAR (51 ans avant J.-C.) ne dit rien des temps antérieurs à ses expéditions, et n'esquisse que ses propres théories, comme un précepteur en agirait avec ses écoliers suffisamment nourris de toutes les notions préparatoires; POLYBE seul est digne de foi, et décrit nettement les formes que la Légion avait au temps que ses récits embrassent; mais avant et après lui, et surtout après CÉSAR, c'est le chaos. Parmi les historiens de l'antiquité, il y en avait peu qui fussent militaires, et tous concourent à perpétuer l'incertitude, en employant à des explications analogues des termes dissemblables; leurs traités, ensevelis pendant douze siècles, dans la poussière des cloîtres, n'en ont été tirés que par des traducteurs qui n'avaient étudié les armes que dans les livres et le cabinet, et qui ne travaillaient que sur des manuscrits infidèlement recopiés pour la plupart; tels de ces traducteurs ne donnent que de seconde ou de troisième main les récits qu'ils semblent directement puiser à la source; de commentaires en commentaires, de publications en publications, les textes se sont obscurcis et altérés; LEBEAU en fournit les preuves; il essaye péniblement, dans ses investigations savantes, de concilier les auteurs, en expliquant les variations des usages; mais ni lui, ni personne, ne lèvera tous les doutes. — Les erreurs sont donc presque inévitables pour les modernes, quand ils se fient aux guides qui tiennent pourtant les seuls flambeaux dont on puisse s'éclairer. Une période de temps qui commence à ROMULUS, et ne finit qu'après JUSTINUS, ne saurait être explorée sans omissions, ni dépeinte sans inexactitudes. — Les écrivains qui ont exercé leur plume sur ce sujet sont: ALEXANDRE, BENETON (1741, A; 1742, A), M. le colonel CARRON (1824, A), CÉSAR (51 ans avant J.-C.), M. le colonel CHAMBRAY (1827), COURTIN (1825, E, au mot Division), M. CYRAC, DÉCAMVILLE (1789, A), DELANOE (1559, A), DENIS D'HALLICARNASSE, DESPAGNAC (1751, D), DEANE, EISENHART, ENCYCLOPÉDIE (1751, C, planches, et au mot Armée), FARRATTI, FLORES, FOLARD (1755, E), FRONTIN (88, A), GÜTSCHEWITZ (1758, H), HIRTUS, HYGIN (120,

A.; JARRO (1777, G); JULES AFRICAÏN (230, A); JUNE LIPAR (1598, A); JOSEPH, LACHESNAÏE (1758, I); LEBEAU (*Académie des inscriptions*, I. XXV, XXVIII, XXIX, XXXII, XXXV, XXXVII, Lloyd (1801, B); MACHIAVEL (1510, A); MAILLEROY (1766, F); MAURENT (1758, K); MODÈSTE (275, A); MONCHARLON, PLUTARCHON, POLYBE (150 avant J.-C.), POLYEN, (176, A); POTIER (1779, X); PRADISSAC, (1622, A); PUTÉOLUS (1748, G); M. le capitaine ROQUANDOURT, M. le général ROGNIAT (1816, B); ROHAN (1757, Q); SALLUSTE, SAUMAIN, SEBAST (1780, B); STRECHOWSKI (1569, A); STIEREMAN (TITUS LIVI, livre huit, avec les annotations de Lemaire), TURPIN (1785, O); VIGOR (390, A); WALCHAUS (1616, A); le *Dictionnaire de la Conversation*. — Les particularités de la Légion seront présentées ici dans l'ordre suivant : CRÉATION, — COMPOSITION, — DÉNOMINATION, — FORCE, — NOMBRE, — UNIFORME, — TACTIQUE, — SUBORDINATION, — FORTIFICATIONS, — PRINCES, — ADMINISTRATION. — N° 1. CRÉATION, COMPOSITION. — La Légion est moins ancienne que Rome; la PHALANGE de la MILICE GRECQUE OU UNE AGGREGATION à peu près MACÉDONNIENNE fut imitée par les Romains primitifs, jusqu'à ce qu'ils inventassent le système manipulaire. — Dès le règne de ROMULUS, la Légion existait, nominativement il est vrai, mais non sous la forme tactique qu'elle prit depuis; et en effet, l'ARMÉE à sa naissance n'avait pas de vieux SOLDATS d'élite dont on pût faire des TRIAINS; elle n'avait pas de CENTURIENS ayant passé par les vingt-neuf CENTURIES de HASTAIRES, de PRINCES, de TRIAINS, pour arriver au commandement de la trentième, ou au rang de CENTURION EN CHEF. OVIDE, cependant, dans ses *Fastes*, attribue à ROMULUS l'invention des trois ORDRES de MANIPULES; mais dans un pays qui fut pendant des siècles dépourvu d'historiens, OVIDE n'en savait pas plus que nous à cet égard, et l'on ne peut regarder comme organisateur que SERVILIUS TULLIUS qui mit la dernière main à ce qu'avait préparé TULLIUS HOSTILIUS. Ce furent d'ailleurs la permanence des TROUPES employées au siège de VIES, et la régularité de la SOLDE qu'elles commencèrent à y toucher, qui perfectionnèrent l'organisation de l'armée. — La composition de la Légion, le nombre et l'espèce des GRADES qui y étaient reconnus, la force et la quantité de ses DÉCORATIONS, les formes de son RECRUTEMENT, la nature du SÉJOURN, l'espèce de ses TRAVAUX ont varié maintes fois; les personnages, leurs AGGREGATIONS, les ARMES, leurs SUBDIVISIONS se sont nommés, suivant les temps, ACCROUS, ADDITS, AILES, ALOUETTES, ANTECENNAIRES, ARCHERS, ARMÉS À LA SÈGÈRE, ARMÉS D'OUVERTE, RÉGÉNÉRALISÉS, RUCCINATEURS OU JOUEURS DE PLUTIF, CAMPIGNENS, CANDIDATE, CÉLÈNE, CEN-TUNIES, CENTUNIONS, COMTES, CHEVALIERS, CO-HORTES, DARDPENS, DÉCURIONS, DRACONNAIRES, DUCENAIRES, DUPLAIRES OU DUPLICAIRES (suivant GANRAD), ÉLÉPHANTS, ÉVOCATS, FICTIONES, FÉ-RENTAIRES, FLAVIALS, FOURNIERS (*librarius*), FRODEDER, FRUMPTAIRES, HASTAIRES, IMAGINIFÈRES, IMMEDIATPENS, MAITRES, MAITRES EN MACHINES, MATTEPRUD LA CAVALERIE, MANIPULS, MÉDECINS, MENNEURS, MÉTATEURS, OPTIONS, ORDINAIRES, OURAGERS, PORTE-ANOLE, PORTE-FRIGNON, POSTIGNAIRES, PRÉFETS, PRÉTEURS, PRINCES, QUESTEURS, ROMAIRES, SARCINATPENS, SIGNIFÈRES, SINGULAIRES, STATURES, SUBGNAIRS, SUBNUMÉRAIRES, TERGIDUCTEURS, TERNERAIRES, TIRONS, TRIAIRES, TRIORIS, VÉLITES, VEXILLAIRES. — La conscription des Légions s'opérait suivant de savantes méthodes. ROMAN (1757, Q) a exercé à ce sujet ses recherches, ainsi que le colonel CANNON (1824, A, p. 159). — Depuis l'adoption de l'ORDRE EN MANIPULES, jusqu'au consulat de MARIUS, la Légion comprenait cinq ARMES, savoir : CAVALERIE, VÉLITES, HASTAIRES, PRINCES, TRIAIRES. Cette division habilement réglée n'a été mise en pratique que par les Romains; elle a convenu admirablement à la TACTIQUE, aussi longtemps que la GUERRE s'est faite sur un THÉÂTRE peu étendu; elle assurait la victoire aux Légions, tant qu'elles n'ont marché que par CAMPEMENTS méthodiques et en se couvrant de solides RETRANCHEMENTS. — Mais leurs forces prirent une extension sans bornes, de grandes distances furent franchies; il fallut combattre dans d'immenses plaines rases, se défendre contre une CAVALERIE impétueuse, et renoncer, faute de temps, d'outils, de matériaux, à retrancher les camps et à les ceindre de fossés. Dès lors la composition dut se conformer aux nécessités de la TACTIQUE et favoriser un ORDRE de combat plus MASSÉ. C'était revenir à l'enfance de l'ART, en rendant compacte le CORPS D'ARMÉE; c'était agir à la grecque, après avoir si longtemps triomphé à la romaine; mais il fallait ou altérer l'ART ou suspendre la conquête du monde; le choix ne fut pas long à faire, l'ART se déprava, la puissance alla déclinant, et les conquêtes échappèrent au lieu de se consolider et de s'étendre. — Mais la marche des événements et l'explication des faits veulent n'être pas interrompus. — Sous SERVILIUS TULLIUS, des CERTAINES D'OUVRIERS sont mis sur pied, les HASTAIRES changent de rôle; de VÉLITES qu'ils étaient, ils se transforment en une ARME solide, et forment les MANIPULES antérieurs ou l'avant-front des PRINCES; ceux-ci, jusque-là vrai et seul CORPS DE RA-

10^e PARTIE. 193

TALIF, se rangent en première réserve; les TRIAIRES, créés ensuite, deviennent seconde ou double réserve; de là les dénominations d'ACCENSÉS et d'AVOCATS; de là la composition des Légions en trente MANIPULES. Ce système, dont la création se rapporte au siège de VEISA, suivant l'opinion de MAIZEY (1767, A), se maintint pendant plusieurs siècles; c'est le plus bel éloge à en faire. — Au temps de la république il n'était reconnu ni toléré dans les Légions aucun OFFICIER MONTÉ; c'était une grande et profonde pensée. Si vous n'avez assez de force, assez de jeunesse pour marcher, courir, combattre à pied, pérez au forum, ou faites le commerce. — C'était une loi si sévère à ROME, que quand la DICTATURE était décernée, celui qui en était revêtu se soumettait à invoquer une dispense en présence du peuple assemblé, et lui demandait l'autorisation de monter à cheval, si l'âge, les infirmités, les blessures l'y contraignaient. Le salut du peuple dépendait d'un homme; il fallait bien dans cette extrémité le dispenser de la loi commune. — Un grand changement dans la composition des Légions prétorienne et dans les lois longtemps admirables de l'AVANCEMENT et de la répartition des RÉCOMPENSES, résulta de la création des COHORTES PRÉTORIENNES et MILITAIRES, de l'admission et de l'amalgame des LATRONS, des OPTIMATES, des CORPS DE DOMESTIQUES, funeste exemple dont les CORPS PRIVILÉGIÉS et les COMPAGNIES D'ÉLITE ont été l'imitation, et dont les COMPAGNIES DE GRENADIERS sont en partie l'image. — SOUS MARIUS, ou peut-être dès le temps des SCIPIONS, la Légion cessa de se composer de TRIAIRES, de HASTAIRES, de PRINCES; ou si quelques-unes de ces dénominations se conservent, elles changent d'acceptions, et ne représentent plus une AGREGATION de SOLDATS d'espèce homogène; les MANIPULES cèdent la place aux COHORTES qui se divisent en CENTURIES comparables à nos compagnies. *Les modifications, dit M. le colonel CARRON (1824, A), furent évidemment un remède appliqué par une main habile, mais coupable, à un mal qu'il aurait mieux valu, aussi bien pour l'art que pour la politique, n'avoir jamais occasionné.* — Cependant les changements essayés déjà avant MARIUS ne s'opérèrent qu'à la longue, puisant soixante-cinq ans après la destruction de CARTHAGE, SYLLA combattait encore à l'ancienne manière. Les Légions gallo-romaines de CÉSAR se divisaient encore comme au temps de la république, quoiqu'elles combattissent sous des formes différentes. Les Légions de POMPEI observèrent au contraire, jusqu'à leur incorporation, la TACTIQUE et la

constitution consulaire. — Au temps d'ANDRÉEN, l'an 120, la constitution ancienne a disparu; les CENTURIES ne sont plus une fraction de MANIPULE; les COHORTES, amalgames de trois MANIPULES, présentent un mélange d'AVOCATS, de RÉNÉSCIAIRES, de PRÉMENTAIRES, de VÉTÉRANS, de PRINCES confusément incorporés; des ARMES RÉVOLUTIONNAIRES de grande dimension deviennent l'ARTILLERIE inséparable de la Légion. — Suivant M. de MONTVERAN, la composition ne varie pas depuis les Antonins jusqu'à Dioclétien, mais l'organisation prend une face nouvelle en 521, sous CONSTANTIN; l'amollissement de l'INFANTERIE introduit dans chaque CHAMBRE UN VALET OU UN ESCLAVE que MAIZEY (1767, E) nomme *sarsinator*; l'espèce appauvrie des SOLDATS amène l'invention de la COHORTE MILITAIRE et l'accroissement des LÉGIONS PRÉTORIENNES, misérable ressource qui énerve et avilit le reste des COMBATTANTS. — Au quatrième siècle, les ADDITS et les OPTIONS remplacent les ACCENSÉS, et une partie des VÉTÉRÉS sont ARCEFS A PIED; les MUSICIENS ont au rang des personnages gradés. — Depuis VÉLÈX jusqu'au règne de Justinien, vers le milieu du sixième siècle, aucun éclaircissement n'indique la composition et le genre de subdivision des ARMÉES et le genre de leurs manœuvres. Les Légions de BÉLISAIRES, si la dénomination de Légions leur convient encore, sont les dernières qui paraissent sur la scène. L'ART MILITAIRE était entièrement dépravé; les HOMMES DE PIED étaient dans l'avitissement, la CAVALERIE s'était multipliée à l'instar des barbares; elle mettait pied à terre, pour combattre comme INFANTERIE, et faute d'infanterie; les BANDES, les CATERVES, les DRONGES, les TAGMES, commencent à faire oublier les Légions. — No 2. Dénomination. — TITE LIVE parle des Légions des Etrusques, des Sabins, des SAMNITES, des Volques; ce qui a donné à penser et presque prouvé que les Romains avaient imité les usages de ces peuples. — Aussi longtemps qu'une ARMÉE CONSULAIRE fut le total de la force armée de ROME, rien de plus simple que la dénomination des Légions romaines et alliées; Il y avait première et seconde de Romains, première et seconde d'ALLIÉS. *Delectum facere, instituere*, c'était, suivant VARRON, lever les Légions. — Il arriva ensuite ce qui est arrivé mille fois depuis; les accroissements de forces, la multiplication des ARMÉES, les caprices des GÉNÉRAUX, le bon plaisir des EMPEREURS, embrouillèrent les dénominations; telle Légion chrétienne dont parle DION, fut appelée fulminante parce qu'elle avait un sou-

dre peint sur le bouclier; MARS AURÉUS l'employait contre les SARMATES; telle autre était la martiale, parce qu'elle était vouée à Mars; telle autre Légion s'appelait des alouettes (*alaudarum legio*); ainsi fut désignée par CÉSAR une Légion de GAULOIS composée de SOLDATS dont la CHEVELURE ou le casque étaient disposés en crête d'alouette. — N° 5. FORCE, NOMBRE. — La force des Légions et leur nombre ont varié maintes fois; le tableau suivant va en offrir un aperçu. — La première modification que reçut leur composition et leur force eut lieu quand SERVIUS TULLIUS forma une nouvelle tribu; la Légion s'accrut, momentanément, jusqu'à cinq mille SOLDATS d'INFANTERIE, à l'occasion du siège de VIES, l'an 354 de ROME; elle redescendit ensuite à son chiffre primitif. — On a comparé sa force la plus habituelle à celle de six ou sept BATAILLONS modernes, et sa CAVALERIE à deux ESCADRONS; mais ces suppositions vagues sont toujours trompeuses. — Pendant longtemps une ARMÉE ROMAINE OU CONSULAIRE ne se composa que de quatre Légions, dont deux de nationaux et deux d'ALLIÉS; Polybe le témoigne et dit que la CAVALERIE comprenait un tiers de CHEVALIERS ROMAINS et

deux tiers de CAVALERIE des ALLIÉS. Une ARMÉE CONSULAIRE a donc été pendant longtemps un ensemble de vingt-deux mille hommes d'INFANTERIE et de deux mille chevaux; elle donnait son nom au CAMP CONSULAIRE. — L'apparition d'ANNIBAL en ITALIE occasionna une levée de vingt-trois Légions. — A CANNES il se voyait réunies huit Légions de cinq mille hommes chacune; VÉGÈCE (390, A) mentionne cette réunion comme extraordinaire. — Dans la seconde GUERRE PUNIQUE, il y a sur pied dix-sept Légions. — Sous DIOCÉTIEN il y avait, suivant M. de MONTVERAN, cinquante-deux Légions. — CÉSAR en commandait dix dans la GAULE; elles étaient presque toutes composées de GAULOIS; elles triomphèrent à PHARSALIE des ROMAINS attachés au sort de POMPEÏ; ainsi, ce qu'on appelait encore Légion romaine n'était le plus souvent qu'un amalgame ou un ramas d'étrangers. — DESPAGNAC (1751, D) et l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C) entrent en quelques détails sur ces matières; mais il n'est possible d'établir que des données approximatives. Tel sera le tableau qui va suivre, comme aperçu du chiffre, de l'organisation et des variétés de la Légion.

ÉPOQUES.	INFANTERIE.	CAVALERIE.	OBSERVATIONS.
SOUS ROMULUS.	3,000	...	Il y a 300 CHEVAUX pour la totalité des légions.
SERVIVS TULLIVS.	4,000	200	Il y a 4 légions.
L'an de ROME 354.	5,000	...	Chevaux y compris.
SOUS PAÛL EMILE (538).	6,000	...	Telle est aussi la force temporaire des légions de SCIPION en AFRIQUE.
SOUS FABIVS (517 av. J.-C.).	...	...	Il y a de 8 à 23 légions, comme le témoigne POLYBE.
L'an de ROME 600.	4,200	300	
SOUS MARIVS.	6,000	...	
SOUS CÉSAR, en GAULE.	5,000	...	Il y en a 10 en Gaule et 30 à PHARSALIE; à sa mort il y a 39 légions; jusqu'au temps de VÉGÈCE la force est à peu près la même.
SOUS AVGVSTE.	6,100	726	
Et après sa mort.	5,000	600	
SOUS TIBÈRE.	6,000	600	
SOUS ADRIEN (117 de J.-C.).	6,100	726	L'infanterie de la légion, suivant M. de MONTVERAN, avait 177 officiers et 550 sous-officiers.
SOUS SEPTIME SÈVÈRE.	5,000	...	Il forme de 6 légions une espèce de phalange macédonienne de 30,000 hommes.
CONSTANTIN.	...	...	Le nombre des légions s'accroît et la force s'en restreint.

— N° 4. UNIFORME. — Il y a peu à s'étendre au sujet des EFFETS MILITAIRES des Légions romaines, puisque sur chacun d'eux il a été donné des explications particulières; ils ont, d'ailleurs, varié trop fréquemment dans leur espèce et leurs formes pour qu'on les puisse décrire en détail dans un même article. — ROMULUS ou SERVIUS TULLIUS abolirent, suivant quelques AUTEURS, le CLYPE ou le BOUCLIER ROND; ils lui substituèrent le grand RUCI des SAMNITES; il était parallélogramme et analogue au *thyreos* des GRECS. — SUIVANT TITUS LIVÉ, cette substitution n'eut lieu, au contraire, que bien plus tard, et seulement depuis l'invention de la SOLDE. — Ce bouclier, ce *scutum* était large de trente ponces romains (vingt-sept ponces français); il était haut de quatre peds romains, ou de quarante-trois ponces et demi; il était formé de planches entoilées et recouvertes d'une peau de veau; les bords inférieurs et supérieurs étaient garnis d'une bande de fer ou d'airain. — La parme, BOUCLIER ROND, le plus ordinairement, avait un diamètre de trois peds romains, ou de trente-deux ponces sept lignes de France. — Cette PARME, quelquefois en bois ou en lentille à l'extérieur, quelquefois de forme ovale, servait aux VÉLITES et aux cavaliers ou chevaliers; elle ressemblait par sa légèreté et son emploi à la PLETE des GRECS. — Tel, à peu près, a été plus tard, quant à la forme, le BOUCLIER qu'on a nommé PAVOIS. — Le BOUCLIER des LÉGIONNAIRES de CÉSAR était assez grand, assez robuste pour servir ou s'ajuster au besoin en manière de nacelle. — Les ARMES de TRAIT empruntées par les ROMAINS aux SAMNITES, et l'ARC connu de toute antiquité, ont amené l'usage des MANUBIALISTES et des grandes MACHES SUR TOUCES. — La FLOMBÉE ou balle de fronde portait un signe de reconnaissance ou une inscription qui faisait connaître en quelles mains elle avait passé. — La terrible *irix* espagnole, la *MACRIE*, si vantée par POLYBE, s'appropriée aux mains romaines. — Sa lame avait vingt-deux ponces et demi, était large de quinze lignes à la poignée, n'en avait que six vers la pointe et finissait en langue de carpe. — Ces INSIGNES si vénérés que Tacite appelle les dieux de la légion, *numina legionum*, et qui rendaient témoignage de l'ancienneté des corps, subirent eux-mêmes de fréquentes métamorphoses; MARCUS supprima les ENSEIGNES à figure en rouge bossée; des DRAPERIES et les IMAGES des EMPEREURS devinrent ensuite l'accompagnement des ENSEIGNES; l'aigle d'or seul fut conservée jusqu'à l'invention du LARABUM. — VÉGÈCE (390, A) dit que, de son temps, les *pesamment armés* ont le CASQUE,

la CUREASSE, les JAMBIERS, deux sortes d'ÉPÉES (*spathas* et *semi-spathas*) et un grand BOUCLIER garni de cinq TRAITS plombés. — AU MOYEN ÂGE, CES TRAITS étaient devenus des FUSÉES de FEU GRÉGOIRES. — On s'égarerait si l'on confondait avec les usages antérieurs, et ce que dit VÉGÈCE et cet emploi du FEU GRÉGOIRES. — Résumons le positif de l'uniforme. L'ARMEMENT comprenait : ARC, BALISTE, FLÈCHE, BOUCLIER, CATAPULTE, COIN D'AIRAIN, DEMI-ÉPÉE, DEMI-PIQUE, ÉTÉP, ÉTÉPUE, FALARIQUE, FLÈCHE, FRONDE, FUSTISALE, HAST, JAVELINE, JAVELOT, MAILLOLE, ORAGRE, PIQUE, PILUM, PLOMBÉE. — AU NOMBRE DES EFFETS DE CAMPEMENT étaient la RÊCHE, la COIGNÉE, la COROE À POUSSAGE, la COURTOIS, la DOLOIE OU FIOCHE, le PANIER, les PUEUX, la SCIE. — Le COIFFURE était le BONNET (*codo*), le casque (*galea*) à CIMIER, à CORNICHE, à PANACHE. — Les MARQUES DISTINCTIVES consistaient dans l'espèce de la COTTE DE MAILLES; la couleur pourpre du PALUDAMENTUM; les ornements du soulier nommé *caliga*, la couleur, les ornements, les inscriptions du BOUCLIER, le SCIPIO de SARMENT OU RATON DE COMMANDEMENT, les trois plumes ou l'ARIBETTE qui surmontaient le CASQUE. — L'ÉQUIPEMENT et la CHAUSURE se composaient de l'ARLEP, de la CHAUSSE TRAIT, de la CUILLE, des DRAGONS À MAINS, de l'ÉCUILLE, de l'ÉTUI DE BOUCLIER, des BANIONS, des IMAGES D'EMPEREURS, des INSTRUMENTS À VENT, du LARABUM, du MURST DE MARCUS, des BOUCLIERS nommés *caliga* ou *calcamentum*, des JAMBIERS OU GÉVÉS (*ocrea*), des VÉRIÈLES. — L'HABILLEMENT des Légions a consisté dans la CUIRASSE, le CAPOCORNE, la COTTE DE MAILLES, l'espèce de CAPOTE nommée *abolla*, *lacerna* (LACERNE), *paludamentum*, *sagum* (SAYON), l'espèce de MANTEAU d'officier ou de COTTE D'ARMES nommée *chlamys* (CHLAMYDE) et la tunique. — L'énorme charge qui pesait sur le LÉGIONNAIRE, lui fit donner le surnom de *le légionnaire* de MARCUS, surnom emprunté de l'espèce d'instrument ou de rameau qui servait de support à une partie du fardeau. — L'ENCYCLOPÉDIE (1751, C) décrit l'armement de la CAVALERIE; elle la représente d'abord mal équipée, et ensuite armée à la grecque; mais elle néglige d'indiquer les époques de ces variations. POLYBE peut surtout être consulté sur ces sujets; mais il ne relate que les usages de son temps. — Cette CAVALERIE n'usait que de SELLES RASES ou plutôt de POMMEAUX, et ne connaissait l'usage ni du FERRAGE ni des ÉTRIERS; elle portait CASQUE, BOUCLIER, GANTELETS, COTTE DE MAILLES et JAVELINE OU LANCE; SES ÉTENDARDS étaient bleus; leur draperie était taillée à bande-rolle. — Quant à la CAVALERIE légère, long-

temps fournie par les alliés seuls, et limitée d'eux quand les EMPEREURS attachèrent aux Légions des ARCHERS, elle était sans ARMURE défensive, et portait seulement ARC, ÉPÉE et CARQUOÏD. — Des détails sur ces matières se trouvent dans M. LIEBKNECHT (t. II, p. 25). — N° 5. TACTIQUE. — Un exposé de l'ORDONNANCE et de la TACTIQUE des Légions exigerait de profondes recherches; car la manière différente dont elles ont combattu, suivant les époques, est une question obscure et difficile. — Ce qui va être reproduit vient de sources respectables; mais peut-être les assertions de nos prédécesseurs renferment-elles plus d'une inexactitude, plus d'un anachronisme; peut-être affirment-ils ce qui n'est que supposable, ou déplacent-ils parfois, d'un siècle ou d'un pays à l'autre, la vérité. Les planches que donnent M. le colonel CARRION (1824, A), FOLARD (1727), PRAISSAC (1622, A), JUSTE LIPSE, CLARKE, l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C), MAIZEROUY, M. LIEBKNECHT (t. II), et enfin celles qui vont suivre, appartenant à des systèmes différents, entre lesquels le lecteur est libre de choisir. — TITE LIVE (liv. VII) donne à la Légion primitive la forme d'une PHALANGE MACÉDONNIENNE; ainsi, de ROMULUS à SERVIUS TULLIUS, les NASTAIRES étaient VÉLITES ou comparables à des PÉLTAISTES; on ne connaissait pas encore les TRIAIRES. Les PRINCES étaient PRÉMIÈREMENT ARMÉS ou comparables à des PHALANSTES; ils se rangeaient, pour le COMBAT, en un CARRÉ long et compacte. On ignore les dimensions de cette LIGNE PLEINE. — Une nouvelle tribu politique s'est créée; l'ordre du COMBAT en fut modifié; il devint essentiellement ROMAIN, et consista ce qu'on peut appeler la Légion pure ou CONSULAIRE; c'était un savant MÉLANGE D'ARMES, c'était un ORDRE mobile et décimal, devenant PROFOND ou MINCE suivant le besoin. — Une modification immense succéda à cet état de choses. — Des jeunes gens enrôlés sous le nom de VÉLITES (voitigeurs) remplacèrent, hors rang, les NASTAIRES; ces derniers, quittant la HASTE pour le FILUM ou ÉPIEU, conservèrent cependant le nom de NASTAIRES, dont le mot *pilani* fut synonyme, mais ce dernier n'a pas été traduit en français; ils cessèrent d'être ARMÉS À LA LÈGÈRE, d'agir comme DARDIERS, comme RÉGIMENTAIRES; ils constituèrent une troupe combattant en ligne solide, formèrent l'avant-front de la Légion, et eurent recours, dans le COMBAT, ou aux finesse de l'ESCRIME, ou à l'effort des CHARGES EN MASSE. — LES PRINCES, de premiers (princes) ou principaux qu'ils étaient avant la modification dont nous avons parlé, devinrent SECONDE LIGNE

ou ÉPITAIRE. La puissance de l'habitude leur laissa le nom de princes, qui n'était plus rationnel. — La plus brave ou la plus vigoureuse moitié des PRINCES primitifs, ou avant la modification, fut constituée en TRIAIRES, qui s'établirent en tierce LIGNE; ils eurent le RIQUE et l'ÉPÉE. FOLARD (1753, E) et MAIZEROUY (1767, E) supposent que la HAUTEUR de cette RÉSERVE était de cinq RANGS et de douze FILLES. M. le colonel CARRION (1824, A) la suppose de dix RANGS et de six FILLES. — Les autres LIGNES se placèrent sur dix RANGS; la PREMIÈRE et la SECONDE étaient du double plus fortes que la TROISIÈME, et elles combattaient du FILUM et de l'ÉPÉE; leurs MANIPULES étaient de douze à seize FILLES; les VÉLITES remplirent les INTERVALLES des TRIAIRES ou bien se tinrent en avant d'eux; leur place n'était pas fixe. FOLARD (1755, p. 45) les suppose répartis en arrière par petits groupes, pour se lancer de tous côtés où besoin était. — Concluons que si tant d'obscurités se sont répandues, si tant d'erreurs se sont accréditées, c'est que dans ce passage d'un mode à l'autre le fond des choses était entièrement changé, que la manière d'exprimer les anciennes coutumes s'était conservée en s'appliquant aux nouvelles, et que les termes ne disaient plus ce qu'ils semblaient signifier. — Passons à la cavalerie. — L'institution des ÉQUIERS attachés à la personne du souverain amena l'usage des CHEVALIERS rattachés aux Légions; leurs TORNES ou ESCADRONS furent de trente ou trente-deux hommes, sur trois ou sur quatre RANGS. — Tel était l'ORDRE MANIPULAIRE ou l'échiquier romain modifié comme il vient d'être dit; il le fut, soit successivement, soit d'ensemble, à des époques dont on n'est pas clairement instruit, mais qui sont postérieures à SERVIUS TULLIUS. Ce système s'est perfectionné au siège de VÉRÈS, l'an de Rome 354 environ; il a été retouché au temps des guerres contre PYRREUS, vers l'an de Rome 474 (275 ans environ avant l'ère chrétienne); aussi n'est-ce que de cette dernière époque que quelques ÉCRIVAINS font dater l'invention de la Légion pure ou consulaire. — L'ORDRE MANIPULAIRE s'est maintenu jusqu'au temps des SCIPIONS. — CINCIVS, AUTEUR dont les ouvrages sont perdus, mais que les anciens ont cité, donnait à la Légion manipulaire soixante CENTURIES et trente MANIPULES; il appelait COHORTE une trouppe ou PROFONDEUR de trois MANIPULES. Cette COHORTE manipulaire ne doit pas être confondue avec la COHORTE qui lui a succédé, et qu'on pourrait appeler phalangique. L'ancienne, étant en bataille, formait colonne rangée en

ligne, soit drolle, soit en zigzag; la moins ancienne, étant en bataille, se rangeait comme un bataillon moderne. — TURPIN (1783, O) est d'avis, ainsi que CIRCUS, qu'il aurait existé des COHORTE depuis l'établissement de la république; mais TITE LIVE, comme le remarque FERRIER, autorise à croire le contraire. On conciliera les opinions en disant que c'est l'acception du mot COHORTE qui a changé. — L'ORDRE DE BATAILLE présentait trois LIGNES de dix RANGS chacune, sauf peut-être la troisième; elles étaient réparties en dix groupes ou MASSES. La disposition en QUINCONCE fut donnée à ces trente masses quatre siècles avant l'ère chrétienne, ou peut-être depuis la bataille de BÉRÉVÉNT (275 ans avant l'ère ébraïenne). — Au lieu d'être en ÉCHIQUE, les Légions ont quelquefois observé un ALIGNEMENT DE PROFONDEUR, que quelques auteurs ont supposé répondre à la forme nommée *acies cuneata*, COÛR TACTIQUE. — Dire que la Légion était sur trois lignes, c'est employer les seuls termes dont on puisse se servir; mais entre ces LIGNES et nos modernes LIGNES DE BATAILLE il n'y a pas de similitude. Les trois lignes romaines étaient d'armes différentes, mais formant un même corps, ne combattant que déployées, agissant à un seul commandement, ne cessant jamais de se prêter appui! Les deux LIGNES des modernes sont, au contraire, d'armes pareilles et de corps différents; notre RECORD LIGNE est quelquefois ployée, quelquefois déployée; sa destination est indéterminée; les circonstances décident de son emploi. — LA LÉGION MANIPULAIRE, quoique sur trois LIGNES, n'en formait réellement qu'une; jamais deux LÉGIONS MANIPULAIRES ne s'établirent l'une en avant de l'autre, comme pourraient le faire deux modernes DIVISIONS D'ARMÉE. — Cependant des ÉCRIVAINS disent qu'à la bataille d'Asculum (Ascoli), contre PYRREUS, l'an de Rome 475, les Légions étaient par manipules, sur deux LIGNES. Ce récit manque de clarté. — On suppose que les MANIPULES se rangeaient comme l'expriment les figures n° 1 et 2 (p. 3082); celles-ci diffèrent quelque peu de l'image qu'en donne MAIZEYROUX (1767, E, t. 1^{re}, p. 10). Probablement, quoi qu'en dise ce savant AUTEUR, les TRIAIRES étaient plutôt rangés comme le représente le dessin n° 2, puisque les ÉCRIVAINS s'accordent à dire que quand le COMBAT tournait au désavantage des ROMAINS, les manipules de TRIAIRES étaient destinés à recevoir et à enclasher dans leurs INTERVALLES les lignes de manipules refoulés par l'ennemi; de là ces expressions : *Res ad triarios rediit*, per-

venit; les TRIAIRES ont dû prendre part à l'affaire. Et cette autre expression : *Triplio acie in frontem*; les trois LIGNES se sont foudroyées sur un même front. — Quelquefois, mais rarement, les MANIPULES se sont formés en LIGNE PLEINE contre la CAVALERIE; quelquefois, au lieu d'être rangés en QUINCONCE, ils ont pris un ORDRE à intervalles directs ou un ALIGNEMENT DE PROFONDEUR, afin d'offrir des défilés AUX ÉLÉPHANTS, AUX DRONDAIRES, AUX CHARS DE GUERRE. — GARREAU prétend qu'on appelait LIGNE carrée (*legio quadrata*) une Légion de quatre cents hommes. Nous doutons du fait, et il n'y a pas eu de Légion de quatre cents hommes. — Les incertitudes à l'égard de la PROFONDEUR de la Légion ne seront jamais entièrement éclaircies, parce qu'on ignore quels étaient les principes qui en réglaient la mesure, et d'ailleurs elle a varié. — Quels étaient précisément les espaces ménagés dans l'intérieur des LIGNES et des MANIPULES? En d'autres termes : Quels étaient les DISTANCES, les INTERVALLES, le TERRAIN INCONNU DES ARMÉES ADVERSANTES? marchaient-elles d'un PAS CADENCÉ? Les ÉCRIVAINS se contredisent sur ces questions, comme sur la force et la forme des FILLES, parce qu'ils ont confondu les proportions des Légions primitives, consulaires, impériales. — FOLLARD (1753, p. 41) dit que la distance d'une cohorte à l'autre était égale à son front. La proportion est vraie, s'il s'agit de l'ordre manipulaire tel qu'il est représenté dans les planches n° 1 et 2 (p. 3082); elle est fautive, s'il s'agit des cohortes phalangiennes. Turpin (1783, O, t. II, p. 302) établit d'autres conjectures que FOLLARD; les livres qui inspirent le plus de confiance offrent de pareils dissentiments. Ainsi les dessins qui accompagnent la production de CLARKE (1712, A), et ceux que donne JUSTE LIPSE (1598, A), sont imaginaires, si l'on en croit FOLLARD (1753, E); ceux qui sont joints au traité de M. le colonel CANNON (1824, A) diffèrent totalement de ceux de DECRAMPEVILLE (1789, A), et M. le général BOGNIAT (1816, B), qui accuse d'inexactitude JUSTE LIPSE, et qui lui-même ne passe pas pour exempt d'erreurs, est d'une opinion qui s'éloigne de toutes les autres. — Il paraît sûr que les INTERVALLES des Légions étaient moins ouverts avant la guerre contre PYRREUS. La planche 1^{re} (p. 3082) en donne idée. On les augmente en vue de rendre moins formidable le choc des ÉLÉPHANTS, pour qui ces INTERVALLES devinrent des issues et des couloirs. Ainsi manœuvra Scipion à ZAMA, où il vainquit ANNIBAL. — LENTULUS et RIGULUS avaient agi dans le même esprit, et l'on suppose que l'on

DRE qu'ils préférèrent répond surtout à la figure n° 2 (p. 3082), sauf la différence de l'ORDRE EN QUINCORCE à l'ORDRE CROISÉ, qui ne fut qu'accidentel. — Le TERRAIN INDIVIDUEL était de cinq pieds à deux mètres par LÉGIONNAIRE, suivant M. le colonel CHAMBRAY, GUICHARDT, LEBEAU, MAUTILLON, c'est-à-dire que chaque SOLDAT d'un MANIPULE s'occupait sur un carré équilatéral d'un pas romain. M. le général ROGRIAT, au contraire, ne donne au TERRAIN INDIVIDUEL qu'un mètre. Le vrai absolu n'est ni dans l'une ni dans l'autre de ces assertions. Le premier de ces systèmes rappelle les usages plus anciens ; le second appartient surtout au temps des LÉGIONS IMPÉRIALES. — Si, dans les MANIPULES, le TERRAIN INDIVIDUEL n'eût été habituellement que d'un mètre, il ne fût pas resté entre les SOLOATS un pied de distance de coude à coude, on plutôt de coude à BOUCLIER ; le mécanisme des PASSAGES DE LIGES et l'insertion d'un nouvel homme entre deux autres fussent devenus impossibles ; or c'était le fond et la fin des ÉVOLUTIONS MANIPULAIRES. — La LÉGION CONSULAIRE se mesura pour la première fois avec la PHALANGE GRECQUE à la bataille des monts Cynocéphales. Flaminius y combattit PHILIPPE DE MACÉDOINE. — Les engagements contre ANNIBAL furent les dernières actions où les ROMAINS aient agi sous la forme MANIPULAIRE. — Cependant DACKENHEVILLE (1789, A), sur le témoignage de FRONTIN (86, A), suppose qu'à PHARSALIE les LÉGIONS de POMPEIÉ étaient rangées sur dix rangs, comme les anciens MANIPULES. Peut-être ses troupes, composées de vieilles LÉGIONS romaines, combattaient-elles encore en MANIPULES, tandis que les LÉGIONS nouvelles ou plus jeunes de son compétiteur combattaient en ordre de cohorte à la grecque. — La Légion avait sa CAVALERIE rangée sur les ailes, par TUNES de trente CHEVALIERS. C'est l'opinion de FOLLARD (1753, E), qui entremêle des VÉLITES aux petits ESCADRONS. — Tant que les ARMÉES CONSULAIRES ne furent, suivant l'esprit de l'institution, que de quatre LÉGIONS, dont deux d'ALLIÉS, celles des ROMAINS occupèrent le centre ; la CAVALERIE occupa les AILES des ALLIÉS ; les VÉLITES furent derrière et autour de chaque Légion. — Il fut un temps (mais ce fut celui où se corrompirent les institutions), où le GÉNÉRAL commandait ordinairement à cheval ses LÉGIONS. — Au CAMP, les LÉGIONS s'établissaient entre le PRÉTOIRE et le rempart. — La forme savante de la Légion et la distribution admirable des CAMPS ROMAINS se maintinrent tant qu'il fallut surtout combattre contre de l'INFANTERIE ; mais quand

il fallut repousser les insultes d'une CAVALERIE nombreuse et entreprenante, l'ORDRE A INTERVALLES fut reconnu trop faible ; de là le parti auquel s'arrêtèrent MARIUS, CÉSAR et leurs imitateurs ; ils rapprochèrent les MANIPULES, en formèrent des COHORTES ou espèces de BATAILLONS de cinq à six cents hommes, et donnèrent des RIQUES au PREMIER RANG. — Les LÉGIONS de CÉSAR, entremêlées de sa CAVALERIE, étaient sur HUIT ou NEUF RANGS ; c'est dans cet ordre qu'elles exécutaient ces CHARGES à la course dont parle ce grand capitaine. — Dans son COMBAT contre Afranius, ses LÉGIONS étaient de trois LIGES de COHORTES. On suppose qu'elles se rangeaient comme le représentent la planche n° 3 ou la planche n° 4 (p. 3083). — Dans la guerre contre les JEUS, TITUS, vers la fin du premier siècle, formait ses troupes sur SIX RANGS. — ARRIEN (110, A) rapporte que, dans la guerre contre les ALAINS, l'INFANTERIE était sur HUIT RANGS. — Peu à peu et jusqu'au règne d'AURÉLIEN, l'an 120, la composition de la Légion se rapprocha des formes de la PHALANGE. Ce fut décidément une phalange particulière sous le règne d'ALEXANDRE SÉVÈRE, l'an 122, comme l'attestent JULES AFRICAÏN et Lampride ; (Vie d'Alexandre Sévère) ; une COHORTE MILLIAIRE occupait la DROITE. — Vers le milieu du second siècle, les LÉGIONS des ANTONIENS, conformément aux conjectures de M. le colonel CARRION (1824, A), étaient ordonnées sur quatre LIGES terminées en TÊTE DE POUC. Chaque COHORTE formait à peu près un carré ; la COHORTE MILLIAIRE en était l'avant-front ; mais l'institution de deux COHORTES MILLIAIRES par Légion aurait changé ce système, puisque VALLÉE place chacune des COHORTES MILLIAIRES à une des AILES de la Légion (voy. pl. 5, p. 3084). — Aucun témoignage ancien et authentique ne prouve que les COHORTES fussent de vingt de front sur vingt-cinq de profondeur, comme le suppose M. CARRION dans le dessin qui suit (voyez planche ci-après) ; elles sont censées sur dix RANGS, et non sur vingt-cinq. — Peut-être une DÉCURIE formait-elle la FILE ; c'est l'opinion de plusieurs auteurs. — Nous sommes arrivés à l'époque où l'on voit la Légion recourir de temps en temps à l'ORDRE EN COIG, à la SCIE, au GLOBE. — La Légion, ramenée à la forme grecque, paraît être le modèle que s'était proposé CHARLES-QUINT, quand il créa ses fameuses ENSEIGNA espagnoles. — Après la translation de l'EMPIRE à BYZANCE, les formes grecques prévalurent décidément ; les LÉGIONS ne conquirent plus qu'en ORDRE ; il convenait mieux à la défense qu'à l'attaque, et la victoire

abandonna leurs **ENSEIGNES**. — La fusion des **MANIPULES** en une troupe compacte commença vers le temps de l'adoption des **MACHINES DE GUERRE** rangées, soit à la suite, soit au sein des Légions. Ce système amena l'ordonnance tactique nommée **COHN** ou **TÊTE DE PORC**. — Au temps de **VÉGÈCE**, la Légion dégénérée comptait moins sur la valeur des hommes que sur la puissance de ces **MACHINES**; les règles étaient devenues si vagues, que cet auteur dit qu'on forme quelquefois la troupe sur deux, trois, quatre, six, neuf rangs. — Il est croyable que les petites **BALLISTES**, les **ONAGRES** et les **ARMBUSCADES** formèrent un rang central; que les **VÉTÉRANS** ou **TRIARIS**, les **VÉLITES**, les **TENDS** formaient les autres rangs, et que le tout pouvait s'élever à neuf ou dix rangs. Cette supposition est exprimée dans la planche qui suit, n° 6 (p. 3084). — Les vieux soldats tenaient le premier et le dernier rang; les quatre premiers rangs étaient **ARTISANNAIRES**; les quatre derniers étaient **POSTIGNAIRES**. — Ou bien, suivant d'autres opinions, le premier rang se composait de **FRONCES**; il y en avait un d'**ARCHERS**, deux de **VÉLITES**, un de **TRIARIS**. — Les **MACHINES À TIR COURTE** étaient au troisième rang de la Légion; celles à **TIR DIRECT** étaient aux ailes de l'armée; mais, suivant M. de Montveran, les grandes ballistes étaient au premier rang, dans les intervalles; les petites, aux ailes. — Mais tous ces renseignements sont vagues; plusieurs ne reposent que sur des suppositions modernes. — Depuis que la Légion s'était distribuée en **COHORTES PHALANGIQUES**, quel était son ordre primitif, habituel de **BATAILLE**? sur combien de **LIGNES** se rangeait-elle? quel **TERRAIN** occupait-elle? comment rompait-elle pour défilé ou faire route? en quels cas la **PREMIÈRE LIGNE** était-elle de moins de cinq cohortes? en quels cas était-elle de cinq cohortes égales, comme la représente la planche n° 3 (p. 3083)? Est-il certain, comme le dit M. LANKRE, que *pilatum iter facere* signifiait **MARCHER EN COLONNE**; que *passim iter facere* signifiait **DÉPLOYER LA COLONNE**? Ces assertions prêtent à la controverse. L'auteur a essayé, et c'est un mérite, de dérouler le tableau des manœuvres antiques; il décrit ce qui a pu se faire, et qui peut-être s'est fait; mais est-il démontré qu'il ne reconstruise pas à la moderne l'antiquité? — La **TACTIQUE ROMAINE** ne s'est jamais élevée à la perfection de la **TACTIQUE MODERNE**, quant au jeu des **RÉSERVES**, quant au concours des **MACHINES** dont nos **BOUTES À FEU** sont les analogues, quant à l'efficacité du secours qu'une **CAVALERIE** prête à son **INFANTERIE**, et quant aux résultats qu'elle

produit à l'instant où elle l'**ENNEMI**. Les récits de **CÉSAR** lui-même sont loin de nous donner idée de ces admirables combinaisons de nos armées, combinaisons dont **FRÉDÉRIC DEUX** a donné de si mémorables exemples; mais l'ordre tant plein que vide qu'observait la Légion a été longtemps une loi respectée; il se trouvait dans la marche des **BRIGADES** en bataille, dont la renaissance de l'art avait fait revivre l'usage. — Fondre sur l'**ENNEMI** ou l'attendre, lui dresser des **EMBUSCADES**, le prendre à dos, s'il n'avait pas ou n'avait plus de cavalerie, tels étaient la pratique, le but, l'effort de la **TACTIQUE ROMAINE**. — **FABIUS**, le premier, a appris aux Légions que l'art de la guerre ne consiste pas uniquement dans la valeur qui livre des batailles. Jusqu'au temps de ce grand homme, le point d'honneur était d'offrir le combat; ce qui annonce un genre de guerre sans plan et une pétulance de barbares. — Des détails ont pu être rassemblés ici à l'égard de l'ordre de pied ferme, et du jeu connu ou supposé des Légions. Quant au mécanisme des marches, les historiens anciens et les recherches de nos précurseurs nous offrent peu de secours; le sujet est à jamais obscur; les conjectures qu'on formerait varieraient d'ailleurs autant que la constitution et la formation sur le terrain ont changé. — Quand la Légion marchait à l'**ENNEMI**, elle conservait, on le conçoit, son ordre de bataille, et pendant longtemps combattit en **DÉFILE PARALLÈLE**; mais quand elle devait **DÉFILER** ou **FAIRE ROUTE**, on ignore quelle forme elle prenait. Faisait-elle **PAR LE FLANC**, comme on doit le supposer? mais, en ce cas, tous les **MANIPULES** de **TRIARIS** marchaient-ils en tête ou en queue? était-ce, au contraire, les **RASTAIRES** qui partaient en colonne, ayant pour avant-garde les **VÉLITES**, ou bien la marche s'ordonnait-elle par aggrégation de trois manipules, dont un de chaque Légion? la Légion, pour **FAIRE ROUTE**, se disloquait-elle d'une manière analogue à la manœuvre que nous nommons **rompre par la droite pour marcher vers la gauche**, ou l'inverse, ce qui eût substitué à l'exécution des **CHIEFS** celle des **CONVERGENTS**? Ce sont autant de questions insolubles. — Rien ne fut plus sérieux, plus réellement instructif que les **EXERCICES TACTIQUES** de la Légion, rien de mieux entendu que le parti qu'elle tirait de ses **INSTRUMENTS DE MUSIQUE**. Nous avons parlé de la **PETITE GUAÏRE** simulée, des **MARCHES** en armes, des **RUDES PROMENADES** que faisaient faire les **SCIPIONS**. — **JULIUS CAESAR** va jusqu'à dire que des **EMPIREURS** regardaient l'**EXERCICE** de

la CHASSE, comme le complément des EXERCICES de la TACTIQUE, et ordonnaient des CHASSES A COURRE pour tenir en haleine leurs Légions. — L'ENCYCLOPÉDIE (1751, C, 1. III. des planches) offre diverses images de la TACTIQUE des Légions, et décrit leur manière de camper (au mot *Logement*). — Une gravure qui accompagne la traduction de Végèce, due à SICARD (1759, G), donne une idée des ÉVOLUTIONS telles que le traducteur les suppose. — M. LEBLANC (t. II, p. 26) peut aussi être consulté. Cet écrivain se prononce en faveur de ceux qui ont préféré à l'ancien système manipulaire le système phalangique. Le premier mode pourtant était plus profondément combiné, plus puissant; l'autre était un retour vers l'enfance de l'art. — N° 6. SUBORDINATION. — Pendant longtemps, un CONSUL n'eut sous ses ordres que deux Légions; au temps de l'invasion d'ANNIBAL, il en fut mis sur pied vingt-trois, dont dix-neuf étaient commandées par des PRÊTEURS ou des PROCONSULS ou des SOUS-CONSULS. — On appelait, dans l'empire byzantin, *magister militum* un GÉNÉRAL qui commandait deux ou plusieurs Légions; on nommait, au temps des EMPEREURS, *magister equitum* le GÉNÉRAL DE LA CAVALERIE. Le PRÉFET de la Légion, *praefectus legionis*, dont le titre était créé depuis Auguste, en était le colonel ou le premier TRIBUN, et y exerçait la justice; il avait titre de COMTE de première classe. — Le LÉGAT exerça les fonctions primitivement dévolues aux CONSULS; et, sous l'empire, il était un des lieutenants de l'EMPEREUR, *legatus imperatoris*. — Il existait un officier d'un autre grade, nommé *praefectus castrorum*, PRÉFET DES CAMPS; l'ADJUDANT GÉNÉRAL ANGLAIS, OU SON ASSISTANT, répondent en quelques points à cet officier, dont le grade est inconnu dans les ARMÉES DE FRANCE. — Le PRÉFET DES OUUVRIERS était à la fois le chef du GÉNIE et de l'ARTIL-

LERIE et le directeur de la FABRICATION DES ARMES. — Mais de siècle en siècle tous ces usages s'effaçaient ou variaient. — N° 7. PORTIONS, PAIN, ADMINISTRATION. — L'allocation des CAMPS ou du FORUM était l'espèce d'ORDRE DU JOUR qui proclamait les FURTIONS prononcées dans les cas graves par le CONSUL, le DICTATEUR, l'EMPEREUR. — La perte du BOUCLIER était réputée un cas d'infamie chez les ROMAINS. Le crime qu'ils désignaient par les mots *arvini carere*, perdre le BOUCLIER, était poutsuivi et jugé par les NÉBULTS (*feciales*). Être privé, soi et sa famille, de la faveur de servir l'Etat, déchoir des droits de citoyen, avoir ses habits déchirés de la main du LACTEUR, telles étaient les FURTIONS de la perte du BOUCLIER. — Figurer sur le contrôle des Légions était un bonheur; en être biffé, une honte. Les auteurs expriment cette expulsion par les expressions *tradi, expungi à militia, tradi ab albo*. — Ce qui a été dit de l'administration des COHORTES, de la répartition des NUTRITIONS DE BOUCHE, etc., de la fabrication du PAIN et de la transmission des ordres au moyen de la TISSURE, est à peu près tout ce qu'on sait de relatif au sujet. Leurs GRATIFICATIONS, leurs MARCHES PÉCUNIAIRES étaient l'objet de mesures régulières et équitables. — L'étonnement qu'on éprouve, c'est de ne trouver aucun renseignement relatif aux HOPITALS, dans une ARMÉE où la DISCIPLINE, où le SERVICE DES VIVRES et tant d'autres détails étaient si soigneusement dirigés. Toutefois on est mal éclairé touchant les moyens de TRANSPORT. ALEXANDRE SÉVÈRE cherchait à y remédier en attachant aux ARMÉES des chariots à blessés, et ordonnant que les malades fussent confiés à des habitants, à des femmes irréprochables à qui le trésor public tiendrait compte de leurs dépenses.

Voir d'autre part les Planches indiquées dans cet article.

PLANCHES INDIQUÉES DANS L'ARTICLE LÉGION ROMAINE.

PLANCHE N° 1.

Ordre supposé conforme au système de Polybe.

LÉGION DE 3,000 SOLDATS, NON COMPRIS 1,200 VÉLITES ET 300 CAVALIERS.

Cette ordonnance a été en vigueur depuis Tullus ou depuis le siège de Véies, ou depuis la bataille de Bénévent, jusqu'au consulat de Marius.



CHAMP DE BATAILLE.

Quelquefois l'ordre manipulaire est en ligne pleine. Quelquefois les manipules s'alignent en profondeur au lieu d'être en quinconce.

Les vélites sont supposés dans les intervalles des manipules de triaires, ou en avant de ces manipules.

Les traits noirs indiquent les premiers rangs.

Les hommes occupent ici 2 mètres carrés, un terrain carré de 6 pieds romains, ou 5 pieds 6 pouces français; mais quelquefois le terrain individuel était moitié moindre.

Le pas romain répondait, suivant M. Liskenne, à 5 pieds français. Il évalue le front d'une Légion de 4,200 hommes à 1,080 pieds romains (1,400 pieds français); sa profondeur à 692 pieds romains (585 pieds français), ce qui égalerait 466 mètres sur 195 mètres. Nous sommes d'accord avec lui pour le front; nous ne le sommes pas pour la profondeur.

PLANCHE N° 2.

Ordre supposé conforme au système de Polybe.

Suivant Folard (1753, E, p. 45) et suivant M. le colonel Carrion (1824, A, t. 1, p. 185, al. 5). Ce serait la Légion de Marius.



CHAMP DE BATAILLE.

Les hommes sont ici sur un carré de moins d'un mètre; si l'on suppose le terrain individuel de 2 mètres, comme il était quelquefois, toutes les proportions seraient doubles.

Le pied romain, de 10 pouces 9 à 10 lignes, différait du pied grec, qui était de 11 pouces 4 lignes. En parlant de la phalange, c'est du pied romain que se sert Polybe; ce pied donnerait des quantités un peu plus faibles que celles exprimées ci-dessus; mais on a sup-

posé, pour plus de clarté, des nombres ronds, et on admet que 37 pieds romains sont 11 mètres; 111 pieds romains, 34 mètres; 185 pieds romains, 56 mètres.

Suivant M. Liskenne, la Légion de Marius avait 1,855 pieds romains de front, ce qui répondait à 1,550 pieds français, ou 510 mètres. Notre évaluation est plus faible.

PLANCHE N° 3.

Ordre conforme au système de César,

Ou *Triplex acies*, suivant Maizeroy (1707, t. 1, p. 38).

LÉGION DE 5,000 HOMMES, NON COMPRIS LES ARMÉS À LA LÉGÈRE ET LES CAVALIERS.

Cette ordonnance a été en vigueur depuis Marius jusqu'à Trajan, l'an 100, d'une manière plus ou moins modifiée.



CHAMP DE BATAILLE.

Les dix cohortes sont de 500 hommes l'une, sur dix rangs et cinquante files. Chaque homme occupe 2 mètres carrés. Les intervalles sont de 10 mètres. — Il n'a quelquefois été donné qu'un mètre de front par homme. — La troisième ligne (*tertia acies*), ou réserve, n'avait pas de place absolument fixe; on la suppose ici en échiquier.

Maizeroy (1767, p. 51) calcule, au contraire, la distance à raison, non de 40 mètres, mais de 74; il ne doute pas que depuis la transformation des manipules en cohortes, le terrain individuel ne fût que de 2 mètres de profondeur sur un mètre de front, au lieu d'être carré comme on le suppose ici; il ne suppose les intervalles entre cohortes que de 10 mètres et non de 20.

M. Liskenne évalue à 74 mètres la distance d'une ligne à l'autre; il évalue le front à 1,464 pieds romains ou 1,220 pieds français, égalant 406 mètres. Nos calculs et celui-ci ne concordent pas.

PLANCHE N° 4.

Ordre conforme au système de César.

Suivant une des conjectures de M. Carriou (t. 1, p. 374, al. 2; p. 375, lig. 4).

LÉGION ROMAINE.



CHAMP DE BATAILLE.

Il n'y a point encore ici de cohorte millaire.

M. Liskenne ne donne à la troisième ligne que deux cohortes; il en donne quatre à la seconde.

PLANCHE N° 5.

Ordre de la légion des Antonins,

Ou *quadratum agmen*, ou *acies cuneata*, suivant la principale conjecture de M. le colonel Carrión.



Première cohorte milliaire.

CHAMP DE BATAILLE.

Les hommes seraient sur 25 de profondeur et 20 de front par cohorte, suivant la supposition de quelques écrivains qui ont conçu sous cette forme le coin tactique.

PLANCHE N° 6.

Ordre conforme au système de Végèce.

Suivant l'opinion de Malzeroy (1767, t. 1, p. 30).

LÉGION DE 6,500 HOMMES, NON COMPRIS LES ARMES À LA LÈGÈRE ET LES CAVALIERS.

Cette ordonnance a été en vigueur, sauf diverses modifications, depuis les Antonins, l'an 150, environ, jusqu'à Végèce (l'an 370).



CHAMP DE BATAILLE.

Pour arriver à des nombres ronds, on excède tant soit peu ici l'évaluation numérique de Végèce.

On suppose dix rangs pour la facilité des calculs.

On n'a donné qu'un mètre par homme, mais plus généralement le terrain était de deux mètres. — Quelquefois la Légion s'est rangée en échiquier. Voyez Turpin (1785, O, p. 299).

LÉGION ROYALE ÉTRANGÈRE. V. LÉGION FRANÇAISE. V. RÉGIMENT DE HONNORÉ. V. ROYAL ÉTRANGER.

LÉGIONNAIRE, adj. V. COHORTE L... V. SOUS-OFFICIER L... V. TRIBUN L...

LÉGIONNAIRE (subs. masc.) de la LÉGION D'HONNEUR. V. CAPITAINE RAPORTEUR. V. CASSATION DE SOUS-OFFICIER. V. DÉGRADATION DE MEMBRE DE LA LÉGION. V. CHEVALIER DE LA LÉGION. V. LÉGION D'HONNEUR. V. MINISTRE DE LA GUERRE n° 12; id. EN 1824 (3 AVRIL). V. OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR. V. PEINE DE L... V. PÉDITION DE L... V. RÉCOMPENSE. V. SIEGFRIED DE L...

LÉGIONNAIRE ROMAIN. V. AGEMA. V. BASTONNIER. V. BOULIER. V. CAMP DE VÉTÉRANS. V. CERTURUS n° 5. V. CHARGE DE SOLDAT. V. COHORTE DE LA LÉGION ROMAINE n° 6. V. COHORTE PRÉTORIENNE. V. CORDE À FOURRAGE. V. DÉCURION. V. DÉSERPTION. V. ÉPÉE. V. ORATION. V. GRÈVE. V. HOMME DE TROUPE n° 10. V. INFANTRIE n° 2. V. LÉGION ROMAINE n° 4, 5. V. MILICE ROMAINE n° 2, 4, 5, 7. V. MOULIN À BRAS. V. NATATION. V. ORDINAIRE. V. PAL. V. PAS CADENCI. V. ROMAIN, adj. V. RONDE. V. SECONDE LIGNE DE BATAILLE. V. SOLDAT. V. TACTIQUE, subs. V. TERRAIN INDIVIDUEL. V. TRIARIE n° 2.

LÉGIONNAIRE SOUS-OFFICIER. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTRIE n° 2. V. SOUS-OFFICIER.

LÉGISLATIF (législative), adj. V. BUDGET L... V. CORPS L... V. CRÉDIT L...

LÉGISLATION (subs. fém.) MILITAIRE (F). Le mot Législation est d'origine toute latine, ainsi que le substantif loi, renfermé logiquement dans la même locution. — La Législation militaire française n'a point été définie encore; difficilement elle eût pu l'être; car sous des gouvernements mobiles, dissimulables, ses éléments, ses vues, son but ne se ressemblaient pas. — La Législation des armes, d'abord imposée par le pouvoir absolu, dénaturée ensuite par le pouvoir féodal, successivement modifiée ou consentie par le pouvoir tempéré, par l'institution des communes, par l'invention des parlements, a composé, de nos jours, un ensemble indigeste qui s'est altéré, compliqué, obscurci en raison du laisser-aller royal, de l'influence populaire, des caprices du bon plaisir, des aberrations de la dictature et du généralisime. Ce code, sans homogénéité, ne saurait être édicté comme celui que promulguerait, sur un plan complet, un ministre constitutionnel, ou auquel coopéreraient des pouvoirs balancés, une législation, un corps antique, une académie militaire. — Le général Foy prétend que la Législation de l'Armée française ne s'est

pas la peine qu'on l'étudie; cette accusation est facile, ce reproche est léger, ce dédain est commode. Nous sommes toutefois persuadé que cette investigation, toute rebutante et peu fructueuse qu'elle soit, était exigée par la nature du présent travail, et nous sommes décidé à surmonter les dégoûts de cette étude. — La confection de la loi militaire doit-elle dépendre du seul pouvoir souverain? Doit-elle être révisée et consentie, elle et tous ses détails, par des représentants de la nation? Le gouvernement n'en doit-il proposer que la pensée; les assemblées législatives n'en doivent-elles arrêter que les bases, laissant au ministre le soin d'achever la construction? La solution de ces propositions graves, déciderait, en partie, de l'acceptation à donner au mot. — Avant la révolution française, la Législation de la milice du pays comprenait les vœux écrits, ou les ordres du jour des commandants, des colonels généraux; les mandements promulgués par des autorités, tout au plus justamilitaires, telles que les intendants de province, les gouverneurs civils, les castellans; à des époques moins anciennes, la plus insignifiante circulaire, rédigée ou revêue par un commis dépositaire de la griffe, venait s'amalgamer dans ce qu'on appelait la Législation. — La ouïe de 1793 maintint des principes, en mutila d'autres, sema à pleines mains les arrêts, les déclarations, les lettres interprétatives, les avis du conseil, les sénatus-consultes, etc. Rien n'était plus versatile, plus disparate que ces rescrits; leur caducité touchait à leur enfance. — La constitution de 1793, dit M. Thiers, considérait les décrets comme une loi spéciale exécutoire de suite, et la loi comme un décret d'un intérêt général moins urgent, et sanctionné de fait, quand, dans un délai donné, les assemblées primaires n'avaient pas réclamé contre ce genre de rescrit; mais ces assertions sont plutôt une théorie qu'un fait. — A la fin du consulat, et sous le règne impérial, de simples ordres du jour s'incorporèrent dans notre code; les forces des armes diverses n'eurent jamais de rédacteur; des décisions de cabinet soumettaient l'homme de troupe à l'expropriation, aux amendes, à la peine capitale. Des décrets dictés dans cet esprit ont été dénoncés comme abus de pouvoir; on les a lacérés à l'époque où ceux qui avaient élevé Bonaparte sur le pavois, changèrent de rôle, cherchèrent sous d'autres livrées la justification de sa déchéance, et incriminèrent les écarts d'une législation que leur adhésion et leur concours avaient cri-

mentée. — Depuis l'institution de pouvoirs balancés, ce qu'il faut entendre par Législation est aussi indéterminé qu'au paravant; les Puffendorf en ÉPAULETTES AFFRÔLÉES expliqueraient difficilement quel genre de DÉCRETS et de STATUTS doivent constituer un corps de Législation. Ne doit-on prendre strictement le mot que dans le sens avoué par la grammaire et la logique? La chose ne doit-elle être que la manifestation de la LOI régulièrement élaborée, consentie, publiée? LES ORDONNANCES s'y classent-elles ou en sont-elles à part? les RÉGLEMENTS, considérés comme développement organique des ORDONNANCES, y prennent-ils rang? enfin laissera-t-on la Législation se gonfler sans terme de cette correspondance quotidienne, de ces rêveries ministérielles qui, sous couleur d'interprètes, dénaturent, replâtrant, effacent, embrouillent. — Une Législation ne devrait être remaniée que comme on refond des monnaies, c'est-à-dire en jetant au creuset les vieilles pièces. Mais cette marche paraît au-dessus des forces humaines. On béruse de renvois en texte suranné, on ajoute, on surcharge un code déjà obscur, on prétend l'épurer, le simplifier; mais la persévérance, le temps, l'habileté manquent à la fois aux architectes et aux réparateurs de ce monument sans ensemble, et comme le dit Odier (1824, E) avec justesse : *Combien de mesures prescrites restent sans exécution, parce que rien ne prescrit la manière d'exécuter, rien n'en fournit les moyens.* — Ajoutons à ces paroles cette autre exclamation : Combien de dispositions légales deviennent comme autant de non-sens ou d'aberrations, par suite d'altérations successives des documents rapiécés! Ainsî pendant un demi-siècle la loi continuait à dire AUX MILITAIRES FRANÇAIS : dans tel cas, croisez vos REVERS D'ORBIT, alors que les habits n'avaient pas ou n'avaient plus de REVERS, ou alors que les REVERS encore en usage n'étaient plus susceptibles d'être croisés, comme le pouvaient ceux du siècle précédent. — Ainsî un règlement de 1792 (3 avril) parlait encore de PARTIS DE GUERRE, quoique depuis le milieu du siècle on ne sût plus ce que c'était. L'ORDONNANCE DE 1768, encore en vigueur en 1838, voulait qu'on PRISON LES SOUS-OFFICIERS fussent en VESTR; le mot VESTR avait disparu du vocabulaire de l'UNIFORME depuis trente ans, et depuis quinze ans l'usage du GILET DE SOUS-OFFICIER était aboli. — Nous signalons ici les petits abus, pour n'avoir pas à accuser les grands ridicules. — Les décisions, les règlements n'ont émané, en général, que du MINISTRE DE LA GUERRE; et, au contraire, le

RÈGLEMENT DE 1695 (25 JUILLET) et la DÉCISION DE 1835 (25 FÉVRIER) provenaient directement du ROI. — Partout se montre le défaut d'accord, dans les termes et le fonds; partout se manifestent les exceptions sans nombre qui rendent si difficile la classification des rescrits. Ce grand procès en fait de linguistique et de logique qui s'est ému entre la LOI et LES ORDONNANCES ne sera pas vidé de longtemps; combien de fois celles-ci ont transgressé la loi? Leurs limites peuvent-elles être posées? LA PROFESSION DES ARMES est chose à part. Les règles relatives aux ARMÉES AGISSANTES peuvent-elles n'être pas infusées d'arbitraire? *Salus populi, suprema lex esto*; et la paix revenue, comment détrôner subitement l'arbitraire enraciné en temps de guerre? — L'ENCYCLOPÉDIE (1785, C, au mot *Lois militaires*) a compris en partie la difficulté du sujet; elle a proposé de diviser la Législation en LOIS constitutives et en LOIS de police; il serait plus logique de les partager en constitutives, pénales, policières, qui devraient être rassemblées dans un seul code, sans cependant être confondues (Encyclopédie, p. 25). — Les constitutives seraient de tous les temps, les autres seraient modifiables en campagne. — Les améliorations de ce genre tiennent à des théories qu'il ne nous appartient pas d'aborder; bornons-nous aux choses de fait; supposons, comme nos précurseurs, que toute infonction ministérielle, d'une durée indéterminée mais longue, que tout ordre permanent intimé par un GÉNÉRAL EN CHEF à l'autorité, a été ou est un acte de Législation; rassemblons les documents de ce genre dans un exposé où il y ait plutôt surabondance qu'un défaut; chaque lecteur restera libre, dans sa sagesse, de retrancher ce qu'il jugerait superflu, mais il ne retrouverait qu'avec peine ce que nous omettrions. — La Législation de l'ARMÉE va donc être traitée comme comparable à la législation civile, si à celle-ci on ajoutait les arrêtés de police de la métropole, les dispositions qui ont trait à la tenue de la MAISON du souverain et les interprétations des MINISTRES, interprétations dont leurs scribes ne sont pas économes. — Le mot Législation vient d'être examiné par rapport surtout à la logique et à la LANGUE de l'ARMÉE; considérons actuellement sous un aspect plus général le côté historique du sujet. — La Législation des MÉLICES ANCIENNES est pour nous la nuit des temps; elle a été savante en quelques contrées, et surtout sous le régime consulaire de ROME, mais c'est un des chapitres perdus de l'histoire; cette lacune est la conséquence du défaut d'enregistrement et de la destruc-

tion des bibliothèques; les moindres mouvements des champs de bataille peuvent être ressaisis; des points obscurs de tactique peuvent être expliqués par des conjectures plausibles; mais le système de l'économie et de l'organisation des armées, antérieurement aux codes impériaux, est une science effacée à jamais. — Les historiens de l'antiquité rapportent que chez les Sévthes les lois militaires étaient des espèces de cantates qu'on faisait apprendre par cœur aux petits garçons; apparemment ce catéchisme était moins étendu que ne le serait un recueil de nos lois modernes; l'abécédair musical de nos enfants de troupe serait volumineux. — CHARLEMAGNE faisait délibérer la loi, ou du moins certaines lois de principe, par les comices qu'on appelait champ de mai; là se manifestait le concours du roi et du peuple, ou plutôt de ceux qui opprimaient le peuple; l'édit de Pistes, promulgué en 864, sous CHARLES LE CHAUVÉ, témoigne de ce concert des autorités qui élaboraient les lois militaires; mais quelle estime attacher à des délibérations d'ivrognes en plein air, et la pique à la main. — Sous la troisième race, des traditions modifiées par des caprices régissaient l'armée; les règles actuelles s'en ressentent; les progrès de l'art militaire en ont été retardés; son perfectionnement, l'établissement de sages lois, l'usage d'une langue logique et bien faite se tiendront intimement toujours. — Si nous ne nous occupons que comme juristes, de notre Législation, à peine faudrait-il remonter à LOUIS QUATRIÈME, dont quelques actes n'ont pas disparu encore de notre JURISPRUDENCE MILITAIRE; mais pour l'éclaircissement de la partie historique, il faut tirer de la poussière des chartiers, les LOIS SALIQUES et GONNETTE, les formules de MARCULFE, les ÉTABLISSEMENTS, les AMISES, et compulser même les DÉLIBÉRATIONS DE CONCILES et les CAPITULAIRES qui s'y redigeaient depuis que le champ de mai était un prétoire ouvert aux ecclésiastiques; car tant que l'art d'écrire fut, pour ainsi dire, le secret des clercs et le privilège de l'Eglise, la conduite des choses de la guerre a été plus d'une fois l'objet des méditations des docteurs tenant séance sous les ailes du Saint-Esprit. — Au temps de la féodalité, la Législation militaire de la Bretagne, de l'Aquitaine, de la Normandie, de la Bourgogne, etc., n'émaillait que des ducs GRANDS VASSAUX; ce qui reste des fugitives institutions de la plupart de ces princes n'est qu'incohérence, mais renferme quelques souvenirs qui peuvent être exhumés des chartes de Bretagne et surtout de Bourgogne; CHARLES LE TÊTÉRAIRE, comme le témoigne

à la date de 1474 M. DE BARBARTY, *faisait sans cesse des ordonnances sur l'armement, l'ordre et la discipline; sa législation, quant aux détails des choses militaires, a précédé celle de nos rois.* — Aux premiers temps des grands fiefs, la maison militaire du souverain était pour ainsi dire toute l'armée française, puisque le surplus des troupes formait des hordes sans règles, non une armée; le MAIRE DU PALAIS, le SÉNÉCHAL DE FRANCE, le COMPTABLE, revêtu du droit de la commander, ont à ce titre été, en même temps, législateurs et grands juges; les COLONELS GÉNÉRAUX, les LIEUTENANTS GÉNÉRAUX du royaume, ont eu, à des époques plus rapprochées, la signature des ordonnances de la maison militaire et des troupes de ligne; interprètes supposés de la volonté du roi, ils parlaient en leur propre nom, et agissaient en réalité de leur seul mouvement. Des statuts qu'ils ont publiés, ceux que nous avons surtout recherchés sont les promulgations relatives à l'INPARTEMENT. — Les dissensions civiles et religieuses remirent tout en question. — BOUTILLÉ vanta les lois militaires rendues par le conseil présidé par Séguier, et composé de LETELLIER, LOUVOIS, COLBERT, SERVIER; ce n'était pourtant qu'une JURISPRUDENCE de circonstances et un édifice sans base. — Les premières règles publiées touchant les CASERNS et les CORPOIS MILITAIRES appartenaient au règne de LOUIS QUINZE; c'étaient les essais de la Législation ministérielle, capricieuse Législation qui, suivant BONAF (1781, H), a changé en raison inverse du temps que les ministres sont restés en place. — La plupart des ordonnances restaient inédites et en feuilles volantes. Des dispositions générales et peu connues étaient abrogées ou mutilées par des décisions particulières tout à fait ignorées; la plupart d'entre elles étaient dictées par la partialité, arrachées par l'intrigue, minutées par l'ignorance; elles renfermaient des vues fausses, des projets décausés; les vœux ou l'intérêt de la patrie n'y entraient pour rien. — DUMUY est le ministre qui, le premier, se soit occupé de composer un recueil officiel d'ORDONNANCES. Cet essai et bien d'autres sont restés sans résultat. — SAINT-GERMAIN eut la pensée de réunir en un seul code tous les documents concernant l'ADMINISTRATION; on en trouve la preuve dans l'ORDONNANCE DE 1776 (14 SEPTEMBRE), relative aux COMMISSAIRES DES GUERRES; ce fut un projet avorté comme celui de DUMUY. — A quatre époques il y a eu assez de force de tête chez les ministres ou assez de savoir dans le ministère pour que des réscriis aient eu de la portée et de la durée;

c'est ce qu'on appelle constitution de DARGESON, de CHOISEUL, de SAINT-GERMAIN et de BERNIER. Les règles qui intéressent les HOPITAUX, la POLICE, le SERVICE DES TROUPES ont, il est vrai, éprouvé depuis ces ministres plus d'une modification; mais les principes et maints détails sortis de ces sources ne s'effacèrent plus de notre CODE. On peut, depuis le CONSEIL DE LA GUERRE de 1788, en dire autant des CORSELS D'ADMINISTRATION et de la TACTIQUE, autant des BUDGETS et du MÉCANISME ADMINISTRATIF depuis PESTIFF. — En 1780, d'unanimes réclamations étaient adressées aux états généraux par les OFFICIERS de l'ARMÉE FRANÇAISE; ils demandaient justement qu'à l'avenir la DISCIPLINE, le PERSONNEL, le système des TRAITÉS, soit ADMINISTRATIF, soit CONTRACTUEL, l'ORGANISATION des TROUPES, fussent régis par la loi, non par des ORDONNANCES. Le régime des ORDONNANCES n'en a pas moins survécu. — LA GUERRE de LA RÉVOLUTION remua dans ses fondements la Législation ou ce qu'on appelait ainsi; elle en conserva quantité de principes, alourdît le fatras de nos LOIS et leur imprima ce caractère de précipitation, de passion, de vertige qui entraînaient le pouvoir. — Entre mille exemples qui accusent et la langue et la LOI, en voici quelques-uns: l'ÉTAT DE SIÈGE est une mesure indéfinissable, et le pouvoir facultatif laisse en ce cas aux préfets une énigme; nulle part il n'est dit quelle doit être la force d'une GARNISON en CES DE BLOCUS; des CONSEILS DE DISCIPLINE ont été créés sans avoir été mis en vigueur, ils sont tombés en oubli sans être abrogés; des DEMI-BRIGADES n'étaient pas la moitié d'une BRIGADE; les RÉGIMENTS DE CAVALERIE étaient commandés par des CHEFS DE BRIGADE, quoique ces corps fussent distincts d'une BRIGADE; des MASSES RÉGIMENTAIRES, variables, disparates, ont été mal dénommées, mal définies; des CAMPS DE VÉTÉRANS, des COHORTES de LA LÉGION, UN ORDRE DES TROIS TOISONS ont été des pensées ou des essais morts en naissant; des MAJORS ont été, en dépit de l'étymologie, des personnages tantôt plus, tantôt moins grands; le substantif RECRUE était d'acception et de genre douteux; dans des CORPS FRANCO-SCISSIFS, les ADJUDANTS sous-officiers n'étaient pas des sous-officiers, et il s'y voyait des sous-capitaines ayant titre et paye d'appointés. — L'ÉTAT-MAJOR des INVALIDES comprenait des AIDES DE CAMP, dont le grade était aussi peu utile et la dénomination aussi incorrecte que l'étaient l'emploi et le titre des AIDES DE CAMP de la cour, des princes, des OFFICIERS GÉNÉRAUX non employés et de la MARINE. — L'ORDRE DE SAINT-LOUIS s'est éteint sans être abrogé, a survécu sans l'a-

veu de la loi, est tombé en désuétude en vertu d'insinuations et non de mesures officielles. L'ORDRE DE LA LÉGION a été salué de promesses mensongères quant à son arriéré; le chiffre légal des MEMBRES a été violé; quantité d'entre eux ont bariolé à leur guise leur RUBAN, d'abord avec du blanc, ensuite avec du bleu. Aucune disposition civile n'a exprimé les prérogatives militaires des PRINCES FRANÇAIS. — Il ne faut pas voir que les déficiences, tout se balance en bien et en mal. — LA CONVENTION proscrivait le PILLAGE. — Sous le consulat, la promulgation de l'ÉTAT civil fut un immense bienfait; quelques parties de la Législation se simplifièrent, quelques combinaisons sages et économiques s'introduisirent; mais les mesures nouvelles, peu en harmonie avec de vieilles règles maintenues, ne virent le jour que pièce à pièce et furent trop tôt commentées, contrariées, annulées. — Le reste des restes n'a été jusqu'ici que rêveries d'hommes puissants, imitations décosées, exceptions sans motifs, privilèges sans utilité, et échanges, non pour faire mieux, mais pour faire autrement que ses devanciers. — J.-J. ROUSSEAU disait: *Je regarde les nations modernes; j'y vois force faiseurs de lois et pas un législateur.* Cette pensée pouvait s'appliquer à l'ARMÉE, puisque cette Législation, ayant eu longtemps pour pivot l'effroi des PEURES, ignorait le parti à tirer des RÉCOMPENSES. — Décharnée dans beaucoup de parties par suite de dispositions dérogeantes, surchargée en beaucoup d'autres par des modifications modifiées bientôt elles-mêmes, notre Législation était dépourvue de plan et hérissée d'antinomies; elle était ou obscure, ou inapplicable, ou jésuitiquement muette, pour n'être pas prise par ses paroles et ne pas lier les mains du pouvoir à venir. Elle s'est confiée au point que, en 1835, si l'on en croit ce qu'on affirmait à la tribune des députés, l'INTERDICH avait dix mille dispositions à consulter et à appliquer. — Les lois de la MÉTIER ANGLAIS se sont primitivement calquées sur notre Législation; le modèle s'est effacé, la copie a en partie survécu, et aujourd'hui nous aurions bien quelque chose à reprendre des institutions des Anglais, quoique tout n'y soit pas sans reproches. — Par un cercle vicieux, les imperfections ont multiplié les ORDONNANCES, et celles-ci ont accru les imperfections. Aujourd'hui, il n'est pas de courage si robuste qui ne s'étonne à la vue des montagnes de papier qu'il faudrait remuer, dépouiller et étudier avant de les brûler, puisque, de 1789 à 1835, il a paru soixante-seize mille sept cent cinquante-huit documents, ce qui équi-

vaut à cent quatre-vingt-huit par mois, comme le témoigne avec quelques détails le *Mémorial encyclopédique* (n° LIX, p. 680).

— Mais les gouvernements ne sont pas assez convaincus de cette vérité que proclame l'*Encyclopédie* (1785, C, § XVI) : *En laissant subsister des lois mortes, on affaiblit les lois vivantes et celles dont l'observation est essentielle.... Rien, dans l'état militaire, ne doit être régi par la coutume ou par l'usage.* — MONTESQUIEU (*Lettres persanes*) déclare : *La plupart des législateurs se sont jetés dans des détails inutiles; ils ont donné dans les cas particuliers, ce qui marque un génie étroit, qui ne voit les choses que par parties et n'embrasse rien d'une vue générale.* — MONTESQUIEU n'a rien dit qui pût s'appliquer avec plus de justice à la chose militaire; mais cet auteur, Locke, Boccatta, J. J. ROUSSEAU n'ont presque point abordé la question des lois purement militaires. Les publicistes semblent convaincus, ou que le sujet est trop délicat pour en traiter, ou que la Législation des troupes devrait être dictatoriale. BOUILLÉ le donne à entendre dans le passage de ses *Mémoires* où il dit : *Les lois doivent être actives dans leur exécution; telles étaient celles des armées romaines, etc. L'état d'une armée est toujours violent, souvent convulsif; il faut donc, pour la conduire et la diriger, employer des moyens qui sortent de la méthode ordinaire et qui soient analogues à ces principes.* — Mais n'y a-t-il pas à faire distinction du TEMPS DE GUERRE et du temps de repos ? Faut-il confondre l'ARMÉE EN CAMPAGNE et l'armée citoyenne, comme le pouvoir absolu n'y est que trop disposé ? La Législation des TEMPS DE GUERRE pourrait être l'œuvre du pouvoir militaire, celle des TEMPS DE PAIX doit émaner de la puissance législative. — Depuis le ministère du maréchal GOUVION, l'ARMÉE FRANÇAISE, quant aux charges qui lui sont imposées, quant aux devoirs qu'elle a à remplir, quant aux LEVÉS qui alimentent ses cadres, a été placée sous un régime plus régulier; mais, sous le rapport des DROITS, des avantages, des RÉCOMPENSES, de l'AVANCEMENT, elle n'a pas été soustraite à l'empire du caprice. Si la loi réglait la manière d'entrer dans la carrière des armes, elle glissait sur la manière de la fournir; si elle s'occupait de l'AVANCEMENT, elle laissait les GRADES sans garanties contre les suspensions et les DESTITUTIONS arbitraires; elle souffrait de la multiplication des AVANCEMENTS de faveur dévorait le trésor; elle tolérât des GRADES surabondants, dont le nombre était compa-

ratio à celui des PENSIONS non méritées ou dévolues en vue de faire vaquer des emplois. Enfin, dans la confection des lois de l'armée, on voyait, au lieu de la garantie des expériences, au lieu de l'évidence des enquêtes, triompher les lubies des inspirations. — De la fluctuation fréquente des dispositions légales résultait, pour les esprits studieux, l'obligation d'avoir sans cesse l'esprit tendu vers les interprétations. Les militaires les mieux intentionnés se voyaient forcés, pour satisfaire au vœu de la loi, d'en violer la lettre. Ainsi, en 1814, le titre de MARÉCHAL DE CAMP reparaisait; dès lors nécessité, sans que le législateur le dise, d'attribuer au MARÉCHAL, non son ancienne compétence, devenue inapplicable, mais les attributions du GÉNÉRAL DE BRIGADE. Un jour, et bientôt peut-être, le GÉNÉRAL DE BRIGADE effacera à son tour le MARÉCHAL DE CAMP. Dès lors il faudra que tout ce qui, depuis 1814, a été réglementaire pour ce dernier, devienne le code de son successeur. — On calcule qu'il a été imprimé, de 1789 à 1829, cinquante mille lois. Si on les suppose émaner à peu près également de chaque grand MINISTÈRE, le DÉPARTEMENT DE LA GUERRE y aurait contribué pour dix mille; il y faudrait ajouter dix fois plus de décisions, d'interprétations, de circulaires. Voilà, de compte fait, eu moins d'un demi-siècle, cent mille dispositions ayant force de loi. Les cent volumes du *Journal militaire* confirmeraient cette supputation. — La multiplication des lois, dit M. BALLYER (1817), *les rend intelligibles, prête à l'arbitraire, touche à l'anarchie.* — Odier (1818, E) expose avec raison que, *pour savoir être juste, il faut comprendre les lois, en remarquer les défauts et les avantages, en apercevoir les conséquences, les effets, en saisir l'intention et l'esprit, en connaître l'origine, les sources, les motifs.* — Ce passage d'ODIER est ou une ironie, ou un conseil déguisé d'abattre tout ce qui est législatif, pour réédifier le monument en le simplifiant. — Après ce travail d'Hercule chez Augias, après cette épuraison d'une Législation dont la caducité et l'enfance se donnent la main, il s'agit de prévenir le retour du désordre en interdisant aux MINISTRES DE LA GUERRE les fonctions de législateur; car les chefs de portefeuilles ne sont pas tous des hommes profonds et supérieurs, les COMMISSAIRES ne sont pas tous pourvus d'expérience et de talents. — *Que d'abus, que de maux, s'écrie LESSAC (1785, A), enfante l'abus d'abandonner à un secrétaire d'Etat la Législation de la guerre!* — Il ne faut pas, suivant l'*Encyclopédie* (1785, C,

§ 13 et 24), que les lois militaires permettent de *changer ce qu'elles ont décidé, ni d'y faire la plus petite addition, surtout pendant la paix.... Les lois militaires doivent être examinées de temps en temps, afin d'y faire les changements que les circonstances rendent nécessaires.* — Combien d'autres propositions aussi péremptives, aussi fondées, ne pourrait-on pas tirer de l'opuscule de M. le général PREVAIL (1824). — Le droit de discuter et de proposer ces modifications devrait être dévolu à une académie, à une université, non à un chef de portefeuille. Dans l'opinion du célèbre LIANCOURT (1791), la Législation, considérée à part de l'administration, devait appartenir essentiellement à l'assemblée nationale. — Mais des intérêts puissants et cachés maintiennent, et peut-être sans remède, l'état vicieux des choses. Si la clarté et la règle s'établissaient, l'unité d'action ferait évanouir l'importance des sous-ordres, espèces de machines à projets de loi. — Dans une brochure anonyme (*Martius Vetus*), l'auteur (le général FOURNIER) disait au ministre LATOUR-MAUDOUAN : *Il y a tant de gens, dans votre département, ennemis, par état, des règles et de leur inflexible équité.... C'est dans l'absence des lois qu'ils peuvent s'ériger en législateurs; c'est dans l'obscurité et l'incohérence des arrêtés, décrets, ordonnances et circulaires qu'ils décident à leur gré; leur utilité reconnue est en raison des vices et des abus de l'administration.... Il faut que la loi soit d'accord avec elle-même; il faut que la déclaration du vouloir de la loi soit claire et intelligible; c'est tout l'opposé dans notre galimatias législatif.* — De pareils sentiments pourraient être fortifiés par des preuves moins amères et plus concluantes : la Législation générale en fournirait plus d'une, et elles surabondent dans la Législation spéciale. — A l'égard de la première, ce qui a trait au droit commun, à la police publique, aux rapports entre le militaire et le civil (ou le bourgeois, comme on disait jadis), comprenait telles dispositions qui, depuis les institutions nouvelles, pouvaient être arguées de forfaiture par les autorités civiles; ceci s'appliquait à l'ordonnance si longtemps maintenue de 1768. Heureusement le bon sens des militaires et l'expérience des commandants de place laissent dormir des articles de lois encore vivantes. Pour en respecter l'esprit, ils en violaient la lettre; pour se montrer soumis au gouvernement, ils transgressaient intelligemment le principe qui maintient dans toute

sa vitalité la loi, tant qu'une disposition nouvelle ne la supprime pas. — A l'égard de la Législation spéciale des troupes, de la constitution de l'armée, de son économie, de son gouvernement, de son service, et de l'application de certains arts, de certaines sciences à la chose militaire, du rang des armes entre elles, combien de points restent indéterminés, obscurs, contradictoires. En douterait-on si l'un porte son attention sur : — Les imperfections de l'organisation, depuis la forme des escouades jusqu'à la nomination des adjoints à l'intendance, jusqu'à la composition de l'état-major général. — Les lacunes réglementaires touchant les démissions en temps de guerre. — La difficulté de faire cadrer les règles jadis relatives aux généraux de division, et applicables maintenant aux généraux français de création plus moderne et de grade correspondant. — La nature mal définie, en général, des devoirs et des droits. — La mobilité des principes de la haute administration de l'armée, et les dissentiments au sujet des agences, des entreprises, des rôles. — La défectueuse administration des corps et des compagnies, les hautes payes sans cesse changeantes, la question de l'emploi à faire des fuyifs des militaires décedés. — Le désordre des choses de l'uniforme, depuis les principes administratifs de l'habillement de l'infanterie française de ligne jusqu'à la confection de la gilette. — La hiérarchie lourde où sont placés les aumôniers, le rang mal assuré des chirurgiens-majors, la position incertaine des employés, l'imbroglio des classes des anciens inspecteurs aux revues et de tant d'autres fonctionnaires modernes. — La mesure insuffisante dont la police des femmes est l'objet, la disparte entre la constitution de l'armée et les vieux us de l'hôtel des invalides. — L'application mal déterminée de la discipline et des formes répressives du duel, la position fautive des grands prévôts. — Le défaut de classification des faits, des délits, des crimes. — L'ambiguïté des mesures relatives à la désertion des officiers et aux dettes qu'ils contracteraient au service. — Le système à peine dégrossi du baraquement, des cantonnements, du campement, de l'alignement des camps de tentes. — Les ordonnances si mal digérées sur le service des armées aguerries, leurs corvées, leurs bagages, leurs colonnes de route, leurs fourrages, la répartition du butin, le rachat des chevaux de frise. — La préférence à donner à la permanence ou au roulement des garnisons. — L'instruction si incomplète de l'infanterie légère, et le désaccord entre le

système de la composition et de la tactique de toute l'infanterie. — Combien d'autres critiques sortiraient de l'examen des mots : ADJUDANT, ADJUDANT-MAJOR, ARRÊTS DE BATAILLE, ART MILITAIRE, BATAILLON GARDE DRAPEAU, BATTERIE D'ORDONNANCE, BUTIN, CARRON DE CHARGE, CARTON DE COMFORT, CAPITAINE DE GRENADIERS ET DE VOLONTAIRES, CAPITAINE DE VESTE, CHAUFFAGE D'OFFICIERS, CHIEF DE BATAILLON, CHIEF DE DIVISION, CHIEF DE PELOTON PAIR ET IMPAIR, ÉNÉCHONNEMENT, FOURRAGE DE DISTRIBUTION, HAUT LES ARMES, MUSTIER N° 2, PORTER-DRAPEAU N° 7. — Les sujets offerts à l'examen des chambres sont des énigmes sans clef; le renvoi des pièces à la chambre des comptes est une déception; les CONTRAVENTIONS DE PRIVILÉGES ont été, pendant les quinze années du régime de la restauration, le foyer de bien des abus, et l'INFANTERIE FRANCO-ALLEMANNISE s'est distinguée de l'INFANTERIE FRANÇAISE par la fâcheuse différence des appoints; de l'ARTILLERIE, de la SOLDE, des RÉCOMPENSES et du CODE PÉNAL. — S'agit-il de la PIERRE DE MONT?... Notre Législation a fourni les éléments qui ont supplicié un maréchal de France; ils ont fait feu en vertu d'une loi de la république rendue quand le grade de maréchal n'existait pas. — Les volumes, par centaines, qui renferment tant d'incohérences, tant de contradictions, sont la bibliothèque obligée de nos INTENDANTS MILITAIRES. Qu'ils étudient et qu'ils appliquent, c'est leur mission, c'est leur devoir; si quelqu'un peut s'y connaître et s'y reconnaître, c'est eux; mais n'est-il pas dérisoire que la loi charge les INSPECTEURS GÉNÉRAUX de s'assurer si l'INFANTERIE étudie et sait la loi. L'INFANTERIE... elle qui n'a ni bibliothèque, ni fonds *ad hoc*, ni emplacement pour des livres, ni moyens de transporter ceux qu'elle aurait, et qui, si rien de tout cela ne manquait, pourrait, avec raison, dire au ministre : Y a-t-il un législateur? Et de quels livres former nos bibliothèques? — Le publiciste anglais Bentham a inséré dans ses œuvres, comme le témoigne ODIER (1825), un traité de Législation où il est question d'un CODE MILITAIRE. Les auteurs qui ont traité nominativement du même sujet, ou indirectement de ses théories, sont : un anonyme (1828, F), M. BAILLY (1817, D; id. p. 459), M. BARRIS (1809, B; 1816, E; 1818, B), M. BERNAT (1812, A; 1817, A; 1825, F), BOWAN (1784, H), BRIQUET (1761, H), M. CARRON (1824, A), M. CHÉRIER, CHENNEVIERES (1750, C), M. COURTIN (1809), DARU, DECAPPE, DECLAMVILLE, DENRYO, DENRIER (1836), DESBARS, DUTYROT, ENCYCLOPÉDIE (1761, C, au mot *Ordonnance*,

et 1785, C, au mot *Lois militaires*), FORTANON, FOURNIER, GONVOT, GRÉNOIS, JAMES (1799, D), M. JOCHET, le *Journal militaire*, JUSTE LEPRE (1598, A), LAURIÈRE, LEGRAND (1835), LÉLOUTIER, MALAS, MÉMANDRE, ODIER (1818, E; 1824, E), PAILLARD, PERRIER, PITROU, POTIER (1779, X, au mot *Ordonnance*), QUILLER (1803), RESAITE, RUMPS (1824, F), M. SAINTE-CHAPELLLE, SAMUEL, SAVARIN, SÉDOUX, SERVAN (1780, B), TACITE, TYTLER, M. VACHELLE, M. VAUDONCOURT (1829), VEISS, un auteur anonyme (1824, M), le *Dictionnaire de la Conversation* (au mot *Militaire*), la *Sentinelles de l'armée* (t. v, p. 10), le *Spectateur militaire* (t. xii, p. 622; t. xxiv, p. 404), le *Journal de l'armée* (t. ii, p. 325), qui ont fait ressortir tout ce que la Législation de France a d'incomplet et de dissonnant. — Un exposé des matériaux de la Législation entière des ARMÉES serait un hors-d'œuvre, un travail démesuré, inépuisable même; mais un relevé des statuts qui ont eu ou ont action sur notre ARMÉE PERMANENTE; et surtout sur l'INFANTERIE, depuis les premiers temps de la monarchie, va être offert. — Si l'on n'embranchait que la Législation positive ou qui régit la chose actuelle, le travail ne remonterait pas haut; mais à chaque ligne du présent ouvrage quelques lacunes se feraient sentir, puisque quantité de traditions, converties en règles mal débrouillées, tiennent à des causes qui resteraient inconnues. — C'était donc la Législation génératrice dont il fallait retracer les actes; elle influe sur la création ou les modifications des coutumes qui lui ont survécu; elle est une branche curieuse de l'histoire; elle a un rapport plus ou moins évident, plus ou moins bien ressaisi, entre les moindres parties de notre ouvrage et la JURISPRUDENCE MILITAIRE. Tout ce que ce digest renferme ne saurait être le flambeau des TRIBUNAUX, le guide de la conscience, le miroir des devoirs; c'est pourtant la Législation. A de plus habiles, à de plus puissants, laissons le droit et l'espoir de faire autorité; laissons le soin de résoudre ce problème difficile : quelle est la Législation aujourd'hui légale? — Récapitulations d'abord alphabétiquement les différents genres de *arrêts*, en délimitant la période pendant laquelle ils ont été en vigueur. Les totaux que présentera ce résumé ne sauraient être rigoureusement vrais, puisque tel de ces documents est, par exemple, simultanément et une ORDONNANCE et un RÈGLEMENT; mais il s'agit d'autant moins de résultats rigoureusement authentiques, que chaque jour augmente ou modifie le chiffre de la veille.

En 1364,	1	ACTE.
De 1364 à 1775,	14	ARRÊTÉS.
De 1789 à 1825,	116	ARRÊTÉS.
De l'an XII à 1807,	7	AVIS.
De 1840 à 1835,	299	CIRCULAIRES.
De 1670 à 1836,	507	DÉCISIONS.
De 1356 à 1756,	13	DÉCLARATIONS.
De 1597 à 1809,	2	DÉCLARATIONS.
De 1789 à 1815,	201	DÉCRETS.
De 864 à 1776,	44	ÉDITS.
En 1534,	1	INSTITUTION.
De 1649 à 1834,	120	INSTRUCTIONS.
De 1350 à 1652,	6	LETTERES PATENTES.
De 1351 à 1655,	16	LETTERES ROYALES.
De 1780 à 1835,	137	LOIS.
De 1824 à 1856,	22	NOTES OFFICIELLES.
De 1815 à 1831,	4	NOTICES OFFICIELLES.
De 1504 à 1547,	3	MANŒUVRES.
De 1260 à 1836,	626	ORDONNANCES.
De 1809 à 1836,	3	ORDRES DU JOUR.
De 1508 à 1812,	9	ORDRES OFFICIELS.
En 1791,	1	PROCLAMATION.
De 1351 à 1833,	125	RÈGLEMENTS.
De l'an XIV à 1808,	2	RÉFÉRATS-CONSULTES.
En 1476,	1	STATUT.

En tout 2,080 DOCUMENTS

OU RESCRITS.

Ainsi, depuis la seconde race jusqu'en 1836, ce sont près de deux mille instructions gouvernementales; c'est la cinquantième partie, peut-être, de ce qui a paru; mais c'est à peu près la totalité de ce qui intéresse directement notre sujet. — Les ACTES, ARRÊTÉS, DÉCLARATIONS, ÉDITS, INSTITUTIONS, LETTERES PATENTES, LETTERES ROYALES, ORDRES DU ROI, SÉNATUS-CONSULTES, STATUTS, sont passés de mode. — Le terme *circulation* était technique avant que le *règlement* ne s'y substituât. — Les *manœuvres* ne sont plus français que dans le style de l'Eglise.

— Les *arrêtés*, les *décrets* appartiennent aux archives révolutionnaires et napoléoniennes. — Les *ordres du jour* rappellent les *proconsuls conventionnels* et la *dictature*.

— Les *circulaires*, *décisions*, *descriptions*, *instructions*, *lois* sont des qualifications conservées; les *notices* sont des inventions récentes. — Les *notes*, les *rapports au roi* prennent faveur. — Les *circulaires* sont en usage du dix-huitième siècle, et surtout de la révolution. — Nous aurions pu ajouter ici les *codes*, *devis*, *marchés contractuels*, *tarifs*, *traités*, *transactions*, qui occupent aussi une place importante en législation; ce sont autant d'articles dont nous avons parlé. — Faut-il, dira-t-on, connaître, étudier ce fatras pour être un militaire habile, non certes; mais celui qui n'y aura pas fait un choix, qui n'aura pas consulté, parcouru

ce que nous en avons recherché, n'aura pu approfondir l'histoire de l'art. — Exposons maintenant un *rescrit* sommaire que suivra pas à pas la marche de la Législation; il témoignera quels événements, quelles époques ont favorisé son développement; quels objets ont obtenu le plus d'attention sous les divers régimes; il fera connaître en quel nos articles s'appuient sur la lettre des lois vivantes, oubliées ou abolies; il ouvrira la voie des études de l'art; il constatera statistiquement le degré de capacité, les inclinations, la portée d'esprit, l'insouciance ou l'activité de chaque ministre de la guerre; il libérera à débrouiller les questions de l'administration, des *devoirs*, de la justice, de l'état civil, de la composition, de la hiérarchie des grades; il témoignera l'absence et l'utilité d'une académie ou d'un conseil de la guerre qui prépareraient les travaux législatifs et conserveraient les traditions. L'esprit d'ordre ne s'est développé si lentement que parce qu'une législature académique est encore à naître.

RELEVÉ CHRONOLOGIQUE

des documents officiels cités dans le cours du présent traité.

CINQUIÈME SIÈCLE.

438, 450. CODE THÉODOSIEN, contenant les édicts, lois, rescrits, statuts des empereurs d'Occident et d'Orient jusque 450, commenté par GODEFROY. V. TAILLE DE MILITAIRE. — LOI SALIQUE, *lex salica*. Elle répond au temps de Clovis; elle date, suivant M. BOUTEMPS, de l'an 422; elle a été mise en vigueur par les rois mérovingiens; elle a été publiée, vers 830, par les ordres de Dagobert, ainsi que les vieilles LOIS BAVAROISES et ALLEMANDES; elle s'appelait *salique* comme loi des Sallens; tribu des Francs qui occupait le Tournaisis; c'est surtout le code rural du temps; elle est répressive de quelques crimes; elle porte que les femmes n'ont *aucune part à l'héritage de la terre salique*; elle ne parle pas précisément des droits des mâles à la couronne; mais ces droits ont été une conséquence obligée de l'esprit de cette loi. Cette disposition politique en a fait la première de nos lois militaires; puisque, par une tradition d'une autorité irrévocable, elle fonde l'unité de commandement, confond en un seul être le *général* et le *souverain*, ne confie le sceptre qu'au sexe dont les mâles tiennent l'épée, et déclare soldats tous les Français. — On peut à cet égard consulter: DUBOIS, MIGNERAY, M. PÉREZ, PITREAU, M. SIMMONS, le *Dictionnaire de la*

Conversation (au mot *Loi Gombette*). — Quelques mots empruntés par la féodalité à la *loi salique*, quelques règles qui sont un reflet de cette loi, appartiennent encore à l'ART MILITAIRE DE TERRE; tels sont : ARMÉE, ARMÉE, ARME, ARMÉE, BARON, BOUCLIER, ÉCUSE, FAUCON, LEUD, MARÉCHAL, V. FAMILLE DE MILITAIRE.

SIXIÈME SIÈCLE.

502 (29 mars). *Loi Gombette*, publiée à Lyon, et composée de dix-neuf livres dont le plus long n'a que vingt et un paragraphes. GOMBERAUD, roi de Bourgogne, lui donne son nom; on l'appelle aussi les *Gombettes*; c'est le seul des codes des barbares d'outre-Rhin dont le texte primitif se soit conservé, et dont la date soit certaine, comme le témoigne le *Dictionnaire de la Conversation*. V. BOURGOGNE, V. COMBAT DE JUGEMENT, V. GOMBERAUD, V. JUGEMENT DE DIEU, V. LOI GOMBERAUD.

528. *Concile d'Auxerre*. V. AUXERRE, V. CONCILE, V. LANGUE ROMAINE.

558. Commencement du régime des capitulaires. V. NEUVIÈME SIÈCLE.

SEPTIÈME SIÈCLE.

660. *Formules de Marculfe*. *Traité ou recueil des actes législatifs et des dispositions féodales du temps*. V. FÉODALITÉ, V. MARCULFE.

HUITIÈME SIÈCLE.

742. *Concile de Narbonne*. V. AUMONIER N° 1, V. CONCILE, V. NARBONNE.

745. *Concile de Leptines*. Un second concile y est tenu en 750. V. AUMONIER N° 1, V. CONCILE, V. LEPTINES.

744. *Concile de Soissons*. V. CONCILE, V. ÉCCLÉSIASTIQUE, V. SOISSONS.

NEUVIÈME SIÈCLE.

812. *Capitulaires*. V. CONSCRIPTION.

851. *Concile d'Arles*. V. ARLES, V. CONCILE, V. LANGUE LATINE, V. LANGUE ROMAINE.

855. *Concile de Valence*. V. COMBAT DE JUGEMENT, V. CONCILE, V. JUGEMENT DE DIEU, V. VALENCE.

863. *Édit de Pistes*. *Capitulaire détaillé et curieux*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 1, V. ÉDIT, V. PORTUGAISE, V. PISTES.

Capitulaires, *Capitularia regum francorum*. Lois ou ordonnances délibérées en conseil (*ex consensu omnium*) et sanctionnées par le roi; ceux de Charles le Chauve portent: *Lex populi consensu fit et constitutione regis*. — Le régime des capitulaires est regardé par les savants comme ayant duré de 558 à 929; suivant M. de Savigny, ils ne remontent qu'à 650. Nous

ne les avons mentionnés qu'à une époque avancée, et quand ils faisaient corps de lois; mais, suivant M. Bontemps (1838), la publication des premiers capitulaires serait de 602. La publication des capitulaires de Louis daterait de 822. — Il est traité des capitulaires par BALUZ, par M. Guizot (*Cours d'histoire moderne*, 1829), par PITROU, par M. de Savigny (*Histoire du droit romain au moyen âge*), par l'*Encyclopédie des Gens du monde*. V. ACHAT, V. ARMÉE DE MER, V. ARRIÈRE-BAN, V. AUBERGE, V. BACILLE, V. BALUTE, V. BAN ET ARRIÈRE-BAN, V. BAREL, V. BÉNÉFICIER, V. CASQUE, V. CHATELAIN, V. CHEVALERIE, V. CHEVALIER DU MOYEN ÂGE N° 2, V. CHEVALIER ÉCCLÉSIASTIQUE, V. COMTE N° 3, 5, V. CONSCRIPTION, V. COUR, V. CUIRASSE, V. DÉCINATION, V. DÉFAITE, V. DISCIPLINE, V. ÉCCLÉSIASTIQUE, V. EXÉCUTION A MORT, V. FÉODALITÉ, V. GONFALONNIER, V. HOST, V. INFANTERIE COMMUNALE N° 2, V. JUSTICE MILITAIRE, V. LANCHE A MAIN, V. LANCHE TOURNER, V. LETTE, V. MARCHE, V. MARÉCHAL, V. MILIER, V. MILICE FRANÇAISE N° 1, 2, 7, V. ORDONNANCE OFFICIELLE, V. PATE, V. PEINE, V. RANÇON, V. SEIGNEUR, V. SERVICE FÉODAL, V. TARRIÈRE.

DIXIÈME SIÈCLE.

903. *Concile de Narbonne*. V. CONCILE, V. JUGEMENT DE DIEU, V. NARBONNE.

925. *Concile de Tours*. V. CONCILE, V. JUGEMENT DE DIEU, V. LANGUE ROMAINE, V. TOURS.

ONZIÈME SIÈCLE.

1008. *Édit*. V. COMBAT DE JUGEMENT, V. ÉDIT.

1099. *Armes de Jérusalem*, rédigées, conformément aux ordres de Godefroy de Bouillon, en français barbare. Code féodal qui fut un fruit de la croisade de 1096, et qui est le plus ancien monument de ce genre. Il a été révisé, en 1250, par Jean d'Ybelin, comte de Jaffa; il a été retouché de nouveau, en 1360, dans le royaume de Chypre; il a été imprimé à Bâges, 1690, in-folio. V. CROISADE, V. COMBAT DE JUGEMENT, V. CROISADE DE 1096, V. GONFALON, V. JUGEMENT DE DIEU, V. JUSTICE MILITAIRE, V. LANGUE FRANÇAISE, V. MÉRCEN, V. NOBLESSE, V. YBELIN.

1049. *Concile de Reims*. V. CONCILE, V. ÉCCLÉSIASTIQUE, V. REIMS, V. SEIGNEUR.

DOUZIÈME SIÈCLE.

1158, 1159. *Concile de Latran*. V. ARABIE, V. ARABISTE, V. CONCILE, V. LATRAN.

1163. *Concile de Tours*. V. ARME CONTONNANTE, V. CONCILE, V. TOURS.

1179. *Concile de Latran*. V. CONCILE, V. LATRAN, V. TOURNOT.

TREIZIÈME SIÈCLE.

1214 (mars). *Etablissement ou ordonnance touchant les croixes.* V. CROISADE DE 1213. V. CROIXÉ. V. ÉTABLISSEMENT.

1229. *Concile de Toulouse.* V. PORTERESSE. V. TOULOUSE.

1250. *Etablissements de saint Louis, ou établissements le Roi, ou Ly établissement dou roys de France.* Sorte de charte féodale du royaume de France dont il est traité dans le Dictionnaire de la Conversation. V. ARRIÈRE-FIEF. V. BARON N° 2. V. CHEVALIER DU MOYEN AGE N° 3, 4. V. COMBAT DE JUGEMENT. V. FÉODALITÉ. V. GENTILHOMME. V. HAUBERT. V. JUGEMENT DE DIEU. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LANQUE FRANÇAISE. V. LOUIS NEUF. V. MENAISON. V. NOMMESSE. V. RÉGLEMENT. V. SAINT LOUIS. V. SEIGNEUR. V. SERF. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1254. *Ordonnance.* V. GUET DE PARIS.

1260 (2 février). *Ordonnance touchant les batailles ou les duels, ou ordonnance de justice.* V. BATAILLE. V. COMBAT DE JUGEMENT. V. DUEL.

1271. *Ordonnance.* V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. SOLDE.

1280 (23 février). *Edict.* V. ROI DES RIVAUX.

1290 (15 août). *Ordonnance portant qu'il ne subsistera de commandans appointés que dans les forts et châteaux qui y sont nommés, ou ordonnance de composition.* V. CHATEAU. V. CHATELAIN. V. FORT. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

QUATORZIÈME SIÈCLE.

1302 (juin). *Ordonnance de Philippe le Bel, ou ordonnance de composition.* V. COMPOSITION. V. ORDONNANCE. V. PHILIPPE QUATRE.

1303 (15 janvier). *Edict de Toulouse, ou ordonnance par laquelle le roy défend les guerres privées pour toujours et les duels pendant que sa guerre durera.* V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. DUEL. V. ÉDIT. V. GUERRE PRIVÉE. V. ORDONNANCE.

1303 (20 janvier). *Ordonnance, ou ordonnance de composition.* V. BAN ET ARRIÈRE-BAN. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. REMPLAÇANT.

1303. *Ordonnance (septembre), le lundi devant la fête de Saint-Denis.* V. AGE MILITAIRE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 2. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1304 (avril, après Pâques florissées). *Mandement portant défenses de faire des tournois, ou ordonnance de police.* V. MANDEMENT. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. TOURNOI.

1306. *Ordonnance de Philippe le Bel, dont il est fait mention dans Dabiel, ou ordonnance de composition et de service.* V.

ANTRAI. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 2. V. ARRIÈRE-BAN. V. ARMÉE AGISSANTE. V. AVANT-GARDE. V. ARMÉE AGISSANTE. V. BANNIER DE FRANCE. V. BARON N° 2. V. BUTIN. V. CAMP DE GUERRE. V. CHAPEAU. V. COMPOSITION. V. DÉCOUVERTE. V. ÉCHELLE TACTIQUE. V. ÉQUIPÉE. V. MAÎTRE DES ARBALÈTRIERS. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. — DE SERVICE. V. PHILIPPE QUATRE. V. PRINCE FRANÇAIS. V. PRISONNIER DE GUERRE. V. TRAIT PROJECTILE.

1306 (juin). *Ordonnance sur les gages de bataille et duels, lesquels sont permis en certains cas.* V. BACINET. V. CHAPEAU DE FER. V. DUEL. V. GAGE DE BATAILLE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. SALADE.

1311 (30 décembre). *Ordonnance par laquelle le roy défend les tournois et les guerres privées, ou ordonnance de justice.* V. GUERRE PRIVÉE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. TOURNOI.

1312 (28 décembre). *Mandement par lequel le roy défend les joutes et tournois.* V. JOUTE. V. TOURNOI. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1316 (12 mars). *Ordonnance portant établissement des capitaines dans les villes du royaume.* V. CAPITAIN. V. CHATELAIN. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1316 (1^{er} avril). *Ordonnance contre les tournois.* V. ORDONNANCE DE POLICE. V. TOURNOI.

1317 (17 novembre). *Ordonnance.* V. ROI DES RIVAUX.

1318 (18 juillet). *Ordonnance, ou ordonnance de composition.* V. ARMÉE FRANÇAISE N° 1. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1330 (8 février). *Lettres patentes par lesquelles le roy permet les guerres privées dans le duché d'Aquitaine.* V. GUERRE PRIVÉE. V. LETTRES PATENTES. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. RÉGLEMENT.

1335 (2 février). *Lettres portant que lorsque les sergens de Carcassonne mourront, leurs fils, etc., rempliront leur place s'ils sont bons arbalétriers, bien tendans et bien traîans de l'arbalèstre.* V. LETTRES ROYAUX. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. SERGENTERIE.

1338 (juin). *Ordonnance touchant la solde des gens de guerre dans tout le royaume.* V. ARBALÈTRIER À PIED. V. BACINET. V. CHEVALIER DU MOYEN AGE N° 5. V. ÉCUEUR DE SUITE N° 2. V. GENS DE GUERRE. V. CHATELHOMME. V. GUYE. V. ORDONNANCE DE SOLDE. V. PAYE. V. PIÉTON. V. SOLDE.

1340 (février). *Lettres concernant les droits du connestable de France en temps de guerre sur les gens d'armes.* V. CONNÉTABLE N° 3. V. GENDARME DU MOYEN AGE N° 6. V. GENS D'ARMES. V. LETTRES ROYAUX. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1547 (1^{er} mai). *Mandement portant que les simples soldats ou sergens en garnison dans les chateaux sont justiciables des chastelains*, ou ORDONNANCE DE JUSTICE. V. CHATELAIN. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ARRIÈRE DU MOYEN AGE. V. SIMPLE SOLOAT.

1547 (15 mai). *Ordonnance de Philippe de Valois*, ou ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. FÉODALITÉ. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. PHILIPPE DE VALOIS.

1549 (2 octobre). *Edit*. V. COMPAGNIE D'ORDONNANCE N° 1. V. EDIT.

1551 (4 février). *Lettres par lesquelles le roy fait deffense à ses tresoriers des guerres de faire aucun prest aux gens que pour un mois seulement*, ou ORDONNANCE DE SOLDAT. V. GENDARME DU MOYEN AGE N° 5. V. GENS D'ARMES. V. LETTRES ROYAUX. V. ORDONNANCE DE SOLDAT. V. PRÊT. V. TRÉSORIER.

1551 (dernier avril). *Règlement pour les gens de guerre*, ou RÈGLEMENT DE SERVICE. V. ARRABETTES A FIED. V. BANNERET N° 4, 5. V. BATAILLE TACTIQUE. V. CHEVETAIN. V. CHEVALIER DU MOYEN AGE N° 5. V. COMPAGNIE D'ORDONNANCE N° 1, 2. V. CONSTATIER. V. GENDARME DU MOYEN AGE; id. N° 2. V. HAUTIER. V. INFANTERIE COMMUNALE. V. PIÉTON. V. PLATE. V. RÈGLEMENT DE SERVICE. V. RÈGLEMENT MILITAIRE. V. ROUTE. V. ROUTTE. V. SOLDAT. V. VALLET.

1551 (6 novembre). *Institution de l'ordre de l'Etoile ou des chevaliers de la noble maison*. V. INSTITUTION. V. ORDRE DE L'ETOILE.

1552 (octobre). *Ordonnance du roi Jean*. V. CHEVALERIE D'AFFILIATION N° 1. V. ORDONNANCE MILITAIRE. V. ORDRE DE L'ETOILE.

1555 (février). *Lettres concernant la juridiction des chastelains ou gouverneurs de chateaux sur les frontières*. V. CHATEAU. V. CHATELAIN. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1555 (décembre). *Ordonnance*, ou ordonnance de police, émise par Velly, dont une partie concerne le service militaire, les monstres ou revues, la marque des chevaux de cavalerie, les gîtes pris par les troupes en route, les vivres en route, les funtions, etc. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 9. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 2. V. GITE. V. GITE EN ROUTE. V. MARQUE DE CHEVAUX. V. MONTE ADMINSTRATIVE. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. PUNITION. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. SERVICE JOURNALIER. V. SERVICE PERSONNEL. V. Velly. V. VIVRES EN ROUTE.

1556 (28 janvier). *Déclaration*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 1, 2. V. DÉCLARATION OFFICIELLE.

1561 (22 janvier). *Arrêt*. V. ARRÊT OFFICIEL. V. COUR DES MARÉCHAUX. V. RÈGLEMENT.

1561 (25 janvier). *Acte du roy*. V. ACTE

OFFICIEL. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 9. V. ROY DE FRANCE.

1565 (6 mars). *Ordonnance qui contient un règlement pour le guet (service des postes) de Paris*, ou ORDONNANCE DE SERVICE EN GARNISON, qu'on peut regarder comme la plus ancienne. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. RÈGLEMENT DE SERVICE. V. SERVICE DE GARNISON.

1567 (février). *Règlement pour le guet (placement et service des postes) de Paris*. Sorte d'ordonnance qui instituait les sergens du guet à cheval, les chevaliers du guet, etc. V. CHEVALIER DU GUET. V. GUET A CHEVAL. V. RÈGLEMENT DE COMPOSITION. V. RÈGLEMENT DE SERVICE. V. SERGENT DU GUET.

1575 (13 janvier). *Ordonnance générale sur la police militaire, la composition*, etc. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 1, 2. V. COMMISSION D'EMPLOI. V. COMPAGNIE D'ORDONNANCE N° 3. V. COMPOSITION. V. CONOË. V. GENDARME DU MOYEN AGE N° 4, 6. V. GRAND MAÎTRE DES ARRABETTES. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 1. V. LIEUTENANT AUX MONSTRES. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 7. V. MONTE ADMINISTRATIVE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. POLICE. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

1578 (1^{er} juin). *Ordonnance*. V. ORDONNANCE MILITAIRE. V. PASSE-VOLANT.

QUINZIÈME SIÈCLE.

1403 (25 mai). *Ordonnance*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 2. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1410 (11 août). *Lettres patentes*. V. PAYE.

1410 (28 août). *Ordonnance*. V. SAN ET ARRIÈRE-SAN. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1411 (22 avril). *Lettres qui portent que les maréchaux de France auront, à l'exclusion du maître des arbalétriers, juridiction sur les archers et les canoniers*, ou ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ARCIER A FIED. V. CANONNIER. V. GRAND MAÎTRE DES ARRABETTES. V. LETTRES ROYAUX. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1411 (14 octobre). *Ordonnance*. V. RABON N° 1. V. LETTRES ROYAUX. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 7. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1412 (janvier). *Lettres du roy par lesquelles il maintient les maréchaux et le maître des arbalétriers dans le droit de faire ou de faire faire par leurs lieutenants les monstres et recues des gens de guerre*. V. LIEUTENANT DE MARÉCHAL. V. MAÎTRE DES ARRABETTES. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 7. V. MONTE ADMINISTRATIVE. V. ORDONNANCE DE REVUES. V. REVUE. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

1415 (25, 26, 27 mai). *Ordonnance re-*

lative à la police générale. Un titre y traite des gendarmes. V. COMMISSAIRE DES GENDARMES N° 6. V. GENDARME DU MOYEN AGE N° 8. V. MONTE ADMINISTRATIVE. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. REVUE. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE ÉCRITE.

1417 (2 février). Ordonnance. V. ARRIÈRE-BAN. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1425. Ordonnance de Jean cinq, duc de Bretagne. V. BOUGE. V. INFANTERIE COMMUNALE N° 1. V. JEAN CINQ. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1439. Ordonnance sur les crimes et délits militaires. V. CRIME. V. DÉLIT.

1439 (2 octobre). Cette année avait commencé le 27 mars. Edit. V. ARMÉE PERMANENTE. V. COMPAGNIE D'ORDONNANCE N° 1. V. ÉDIT. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1448 (28 avril). Lettres de Charles sept pour l'institution des francs archers. V. CHARLES SEPT. V. FRANC ARCHER. V. LETTRES ROYAUX. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1454 (1^{er} décembre). Lettres de Charles sept, portant règlement pour le guet et garde des villes fortifiées et châteaux du royaume, ou ordonnance de service en garnison. V. CHARLES SEPT. V. CHATEAU. V. GUET. V. LETTRES ROYAUX. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN GARNISON. V. RÉGLEMENT DE SERVICE EN GARNISON. V. SERVICE EN GARNISON. V. VILLE FORTIFIÉE.

1454 (50 janvier). Lettres de Charles sept qui prescrivent la manière dont les nobles doivent être habillés pour venir servir en armes, et les gages qu'ils recevront, ou ordonnance d'armement, d'uniforme et de solde. V. ARMEMENT D'UNIFORME. V. BAN ET ARRIÈRE-BAN. V. CHARLES SEPT. V. HABILLEMENT. V. LETTRES ROYAUX. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. ORDONNANCE DE SOLDE. V. SOLDE.

1467 (avril). Lettres royales relatives aux gens de guerre, ou ordonnance de police. V. LANCE FOURNIE. V. LETTRES ROYAUX. V. LOGEMENT. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. PAYS. V. SOLDE.

1467 (juin). Ordonnance. V. ARMURIER DE CORPS. V. BANNIÈRE. V. GARDE NATIONALE. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1469 (1^{er} août). Année qui commença le 22 avril. Edit d'Amboise. V. ÉDIT. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS.

1474. La grande ordonnance. V. ARCHER A CHEVAL. V. LANCE FOURNIE. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. TACTIQUE.

1476 (22 décembre). Statuts de l'ordre de Saint-Michel. V. STATUT.

1477. Règlement sur la solde. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 2. V. GENDARME DU MOYEN AGE N° 5. V. RÉGLEMENT DE SOLDE.

1478 (7 juillet). Ordonnance. V. LANCE FOURNIE. V. ORDONNANCE OFFICIELLE.

1479 (août). Ordonnance. V. RUTIN. V. ORDONNANCE OFFICIELLE. V. PRISONNIERS DE GUERRE.

1494 (8 mai). Règlement de Charles huit. V. SASON N° 1. 5. V. CHARLES HUIT. V. CHEVALIER DU MOYEN AGE N° 1. V. GOUVERNEUR. V. RÉGLEMENT DE SERVICE.

1498. Ordonnance de Louis douze. V. ARCHER A CHEVAL. V. COMPAGNIE D'ORDONNANCE. V. LOUIS DOUZE. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1499. Edit. V. ÉDIT. V. GOUVERNEUR. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. PAYS.

SEIZIÈME SIÈCLE.

1508 (12 janvier). C'est l'ordre que le roy veut être observé par les capitaines de gens de pied pour la conduite des dits gens en l'armée qu'il fait pour aller de là les monts. Sorte d'ordonnance qui traite succinctement de la police et du service de compagnie. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE. V. ORDONNANCE DE POLICE EN CAMPAGNE. V. POLICE. V. POLICE EN CAMPAGNE.

1514 (20 et 21 janvier). Ordonnance du roy concernant les gens de guerre, ou ordonnance de marche et de service en garnison. V. BAN CONTRE LES DÉFTES. V. COLTACT. V. COMMISSAIRE ORDINAIRE. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 2. 4. V. PENNY D'ARMÉE. V. GENDARME DU MOYEN AGE. V. ORDONNANCE DE POLICE EN GARNISON. V. ORDONNANCE DE POLICE EN ROUTE. V. ORDONNANCE DE ROUTE. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. SERMENT.

1517 (24 janvier). Règlement du roy pour les monstres de la gens d'armes, ou ordonnance fort succincte d'administration et de revues. V. ADMINISTRATION MILITAIRE. V. GENDARME DU MOYEN AGE N° 5. V. GENS D'ARMES. V. MONTE ADMINISTRATIVE. V. RÉGLEMENT D'ADMINISTRATION.

1525 (12 août). Ordonnance portant que les monstres et revues seront faites par les commissaires et contrôleurs, et qu'ils seront présents aux payemens faits aux soldats par les trésoriers. V. ADMINISTRATION MILITAIRE. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. CONTRÔLEUR DES GUERRES. V. MONTE DE GENDARME. V. MONTE ADMINISTRATIVE. V. ORDONNANCE DE REVUES. V. PAYEMENT. V. REVUE. V. SOLDAT. V. TRÉSORIER.

1525 (25 septembre). Edict contre les aventuriers pillards et mangeurs de peuple, ou ordonnance de police. V. AVENTURIER. V. ÉDIT.

1526 (28 juin). Ordonnance. V. LANCE FOURNIE. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1527 (26 mai). *Ordonnance de François premier, l'ordre que le roy veut être d'ordonnerant par déparmi les bandes des gens de pied français et italiens, ou ordonnance succincte de police, de composition, de comptabilité et de solde.* V. BANDO AGREGATIVES. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10. V. COMPTABILITÉ. V. COMPOSITION. V. ÉCRIVAIN IDIOTIQUE N° 4. V. FRANÇOIS PREMIER. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. ORDRE OFFICIEL. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. — DE COMPTABILITÉ. — DE POLICE. — DE SOLDE. V. SOLDAT D'INFANTERIE. V. SOLDE.

1530 (15 juillet). *Ordonnance concernant les hommes d'armes, ou ordonnance succincte de police de la GENE D'ARMERIE.* V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. GENDARME DU MOYEN AGE. N° 6. V. GENE D'ARMERIE. V. HOMME D'ARMES. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. POLICE. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

1533 (12 février). *Ordonnance. L'Estat, gages et reiglement sur les habits (habits signifie ici habitudes) et manière de vivre de la gens d'armes; confirme se font les enrôllemens et la création des offices des payeurs des compagnies, ou ordonnance succincte sur la composition, l'uniforme, les subsistances.* V. ARMEMENT D'INDIVIDUE. V. CARAQUE D'ARMES. V. COMPOSITION. V. ENGAGEMENT DE RECRUT. V. GENS D'ARMES. V. HABILLEMENT. V. JOCHERATIER. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. REVUE. V. SERVICE. V. SERVICE PERMANENT. V. SOLDE. V. SOLDE DE GENDARMERIE. V. SUBSISTANCES. V. UNIFORME.

1535 (18 octobre). *Le reglement que doivent suivre les commissaires contre-rolleurs et payeurs des compagnies aux monstres et payemens de la gens d'armes.* V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. COMPTABILITÉ. V. CONTROLEUR DES GUERRES. V. ORDONNANCE DE COMPTABILITÉ. V. ORDONNANCE DE REVUE. V. RÉGLEMENT DE COMPTABILITÉ. V. RÉGLEMENT DE REVUE. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

1535 (1^{er} novembre). *Ordonnance.* V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5. V. CORNETAIRE.

1535 (23 décembre). *Ordonnance relative à l'infanterie.* V. INFANTERIE N° 3. V. ARMURER. V. CHEVILLIER.

1534 (30 janvier). *Ordonnance.* V. ARQUEBUSIER A CHEVAL. V. COIFFURE. V. HABILLEMENT. V. SACRÉTÉ.

1534 (15 février). *Les enrôlés à la grande paye ne seront cassés s'ils n'ont forfait : quelles personnes doivent être*

enrôlés : des absents aux monstres et quel nombre de chevaux sera nourri au taux de l'ordonnance, ou ordonnance de REVUES DE SUBSISTANCES, etc., de la GENDARMERIE. V. ARMEMENT ILLÉGALMENT. V. ALLOCATION. V. CAUSE, adj. V. CHEVAL DE CAVALERIE. V. MAROCC. V. GENDARMERIE DU MOYEN AGE. V. ORDONNANCE DE REVUES. V. REVUE. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES.

1534 (26 juillet). *Ordonnance. L'institution des légionnaires au royaume de France, leurs privilèges, gages, équipement et devoir, ou ordonnance de composition, d'uniforme, de solde, etc.* V. COMPAGNON. V. CONSTITUTION. V. CUI DE CUIRRE. V. DÉPARTITION D'OFFICIER. V. INSTITUTION OFFICIELLE. V. LÉGION DE FRANÇOIS PREMIER. V. JUSTICE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. ORDONNANCE DE SOLDE. V. SERMENT. V. UNIFORME.

1534 (10 décembre). *Ordonnance.* V. DÉPARTITION.

1537 (19 janvier). *Lettres patentes.* V. COMMISSAIRE ORDINAIRE. V. LETTRES PATENTES. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. RÉGLEMENT.

1537 (26 mai). *Comment on procédera à la punition des aventuriers et gens de guerre tenant les champs, ou ordonnance de justice.* V. AVENTURIER. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1537 (6 octobre). *Ordonnance que le roy veut être gardée parmy les bandes de gens de pied français et italiens, avec la forme du serment que les capitaines, lieutenans, enseignes et compagnons auront à faire pour chacun mois et-mains des commissaires. Rester peu étendu sur la police en campagne.* V. ARMET. V. ORDONNANCE DE CAMPAGNE. V. POLICE. V. POLICE EN CAMPAGNE. V. SERMENT. V. SERVICE DE CAMPAGNE.

1539 (janvier). *Du guet (service des postes) de Paris. Espèce d'ordonnance de service en garnison particulière à la capitale.* V. GUET DE PARIS. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN GARNISON. V. SERVICE DE GARNISON.

1559 (20 août). *Comment seront expédiés les rôles au temps de la monstre; des congés pour un temps ou pour muer une compagnie en d'autres. Ceux (les habitants) des villes où les compagnies seront en garnison pourvoiront aux munitions, ou ordonnance d'administration, de composition, de REVUES, de SUBSISTANCES, de COMPTABILITÉ.* V. ADMINISTRATION MILITAIRE. V. CONGÉ. V. VILLE D'APPEL. V. GARNIER-REAS. V. LANCE FOURNIE. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. — DE COMPOSITION. — DE COMPTABILITÉ.

LITÉ, — DE REVUES, — DE SUBSISTANCES. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. RÔLE. V. SUBSISTANCE.

1540 (19 mars). *Ordonnance sur l'obligation du service de l'arrière-ban.* V. ARRIÈRE-BAN.

1540 (28 novembre). *Ordonnance.* V. FOUDEUR À FEU.

1541 (15 juillet). *Edit, ou ordonnance de service.* V. BANDE AGRÉGATIVE. V. ÉCCLÉSIASTIQUE. V. ÉDIT. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1545 (3 janvier). *Edict sur le devoir que feront les nobles sujets au ban et à l'arrière-ban avec les gages des capitaines, lieutenants, enseignes, mestres de camp et autres, ou ordonnance de soldes.* V. BAN ET ARRIÈRE-BAN. V. ÉDIT. V. ORDONNANCE DE SERVICE. — DE SOLDAT.

1545 (5 juin). *C'est l'ordre et l'état que le roy veut être gardé sur le fait, monstres et payemens des aventuriers et légionnaires qu'il fera mettre sus, etc.* V. BANDE AGRÉGATIVE. V. ORDONNANCE DE SOLDAT. — DE REVUES. V. SOLDAT.

1545 (10 août). *Ordonnance.* V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5. V. GENDARMERIE DE LA MAISON.

1545 (septembre). *Ordonnance.* V. RECRUTEMENT.

1545 (19 novembre). *Ordonnance.* V. PAYS.

1544 (janvier). *Ordonnance, ou ordonnance de subsistance.* V. AVANTURIER. V. ÉTAP. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCE. V. RECRUTEMENT.

1544 (novembre). *Edit, ou ordonnance de subsistance.* V. PRÉVÔT DES MARCHES.

1545. *Concile de Trente, jusqu'en 1565.* V. 1565. V. CONCILE. V. TRENTE.

1545 (3 mai). *Ordonnance.* V. BAN ET ARRIÈRE-BAN.

1545 (6 mai). *Edit.* V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 1.

1545 (25 mai). *Règlement.* V. BAN ET ARRIÈRE-BAN.

1546. *Ordonnance de Henri deux.* V. SERVICE PERSONNEL.

1547 (9 février). *Ordonnance.* V. ARG. V. ARCHER À CHEVAL. V. BAN ET ARRIÈRE-BAN. V. BOUQUIGNOTE. V. GENDARME DU MOYEN ÂGE N° 4. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PAGE DE LANCE FOUDEUR.

1547 (31 mars). *Lettres royales.* V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 1.

1547 (4 août). *Ordonnance.* V. COMMISSAIRE ORDINAIRE.

1548 (7 avril). *Ordonnance portant ré-*

glement, c'est-à-dire qualité ou proportion des fournitures militaires. V. FOURNITURE.

1549 (20 août). *Ordonnance.* V. REVUE ÉCRITE.

1549 (12 novembre). *Ordonnance de Henri deux.* V. GENDARMERIE DU MOYEN ÂGE. V. LANCE FOUDEUR. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. TABLE FISCAL.

1549 (19 novembre). *Ordonnance.* V. ADMINISTRATION D'ARMÉE. V. ÉTAP. V. PAYS. V. SOLDAT. V. VIVRES MILITAIRES.

1550 (20 mars). *Ordonnance de Blois, rédigée au nom de HENRI deux par le colonel de l'infanterie, et approuvée par le connétable; elle contient moins de deux cents lignes, et embrasse toute l'infanterie, ou ordonnance d'administration, de police, de justice, de composition.* V. ADMINISTRATION MILITAIRE. V. COMBAT À OUTRANCE. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. MORTUOR. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. INFANTERIE FRANÇAISE. V. JUSTICE. V. LIBÉRATION. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION, DE POLICE, DE JUSTICE, DE COMPOSITION. V. POLICE.

1551 (16 juillet). *Ordonnance de Blois, renouvelée en 1553 (23 décembre).* V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. GRAND PRÉVÔT DE LA CONNÉTABLERIE. V. SERMENT.

1553 (26 janvier). *Ordonnance.* V. BAN ET ARRIÈRE-BAN. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5. V. GENDARMERIE DE LA MAISON.

1553 (3 février). *Ordonnance.* V. BAN ET ARRIÈRE-BAN.

1553 (26 février). V. BAN ET ARRIÈRE-BAN.

1555 (23 décembre). *Ordonnance de Fontainebleau, confirmative de celle de 1551 (16 juillet), enregistrée en la chambre des comptes.* V. COMBAT À OUTRANCE. V. PRÉSENTION. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MAJOR CAPITAINE N° 4. V. PEINE DE MORT. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PASSER-VOLANT. V. PIQUE. V. TIGRE. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

1554 (janvier). *Ordonnance.* V. BAN ET ARRIÈRE-BAN. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1555. *Ordonnance.* V. AUMONIER N° 1. V. BANDE AGRÉGATIVE. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1557 (22 mars). *Ordonnance.* V. CHI DE GUERRE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LÉGION DE HENRI DEUX. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. SERMENT.

1558. *Ordonnance.* V. AUMONIER N° 1. V. BANDE AGRÉGATIVE. V. BATAILLE TACTIQUE. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE.

1558 (26 octobre). *Traité pour fourniture de vivres aux compagnies de gens*

de pied en garnison es-places fortes de Picardie. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. SUBSISTANCES.

1558 (6 novembre). Ordonnance pour la monstre de gendarmerie, ou ORDONNANCE DE REVUE. V. GENDARMERIE.

1560 (juillet). Edit. V. EDIT. V. GOUVERNEUR. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1560 (11 décembre). Règlement du roy touchant la cognoissance des crimes et délits qui se commettent dans les lieux où il y a des troupes en garnison. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. RÈGLEMENT DE JUSTICE.

1561 (16 juillet). V. MARCHE AGREGATIVE.

1563. Concile de Trente, commencé en 1545. V. ADMONITION DE CORPS N° 7. V. COMBAT A LA MARCHE. V. COMBAT DE JOURNÉE. V. COMBAT EN CHAMP CLOS. V. CONCILE. V. DUPEL. V. JUGEMENT OR DIEU. V. MIEUX FÉCONDABLE N° 1. V. TRENTÉ.

1564. Epoque où l'année commence au 1^{er} février. Elle commençait jusque-là le samedi saint, après répres. Le parlement n'y adhère qu'en 1567.

1564. Edit portant création d'un trésorier de l'extraordinaire des guerres. V. GOUVERNEUR. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. ORDONNANCE DE COMPTABILITÉ. V. TRÉSORIER DE L'EXTRAORDINAIRE.

1566 (9 février). Ordonnance de Charles neuvième qui défend toutes voies de fait à la noblesse, renvoie les parties devant les connétables et maréchaux de France, etc., ou ORDONNANCE DE POLICE, DE JUSTICE qui crée le tribunal du point d'honneur. V. CONNÉTABLE N° 7. V. MARÉCHAL DE FRANCE. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. TRIBUNAL DU POINT D'HONNEUR.

1566 (12 février). Ordonnance. V. ADMINISTRATION MILITAIRE. V. FOURRIER EN ROUTE. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION.

1567 (15 décembre). Edit, ou ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 3 et 8. V. HISTOIRE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1570. Ordonnance de Strozzi, colonel général de l'infanterie française; sur le fait de la police et de la discipline des troupes en marche; ordre du jour en cinq articles, ou ORDONNANCE DE POLICE. V. FEMME SUSPECTE. V. GOUJAT. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. RÈGLEMENT DE MARCHÉ.

1570 (10 décembre). Ordonnance du roy concernant la punition des crimes et délits des gens de guerre. Ordonnance royale un peu plus détaillée que celle du colonel général de la même année. C'est principalement une ORDONNANCE DE POLICE

EN MARCHÉ et de justice. V. FEMME SUSPECTE. V. FOUET CORRECTIONNEL. V. GOUJAT. V. INVESTIGATION. V. JUSTICE MILITAIRE.

1570 (29 décembre). Ordonnance du roy concernant les fonctions du grand prévôt de France, ses officiers et archers, ou ORDONNANCE DE SERVICE. V. ARCHER DE CONNÉTABLE. V. MARCHE AGREGATIVE. V. OAGUE. V. FOUET CORRECTIONNEL. V. FOURRIER EN ROUTE. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. MARÉCHAUSSÉE. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1572 (mars). Edit de Blois, ou ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ARTILLERIE D'ARMEMENT. V. CANON D'ARTILLERIE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. POUDERE A FEU.

1573 (3 août). Lettres patentes concernant la juridiction des maréchaux de France à la table de marbre du palais, ou ORDONNANCE DE POLICE ET DE JUSTICE. V. ADMONITION N° 1. V. MARÉCHAL DE FRANCE. V. MARÉCHAUSSÉE.

1574 (1^{er} février). Ordonnance sur le règlement de gendarmerie, formes de vivre et payemens d'y-celle. V. ARCHER A CHEVAL. V. BOURGEOISNOTE. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5. V. COMPAGNIE D'ORDONNANCE. V. CONNÉTABLE. V. GENDARME DU MOYEN AGE N° 5, 6. V. GENDARMERIE DU MOYEN AGE. V. HOQUETON. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MOREON. V. ORDONNANCE DE POLICE, — DE REVUE, — DE SOLDE. V. RÈGLEMENT DE POLICE. V. REVUE.

1574 (1^{er} juillet). Edit de Paris, ou ORDONNANCE DE JUSTICE. V. GOUJAT. V. JUSTICE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1574 (5 juillet). Ordonnance sur le fait de la police et discipline, et règlement des gens de guerre, tant de pied que de cheval. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. ORDONNANCE DE DISCIPLINE. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. POLICE.

1574 (15 septembre). Règlement. V. GRAND PRÉVÔT DE L'HÔTEL. V. RÈGLEMENT DE POLICE.

1574 (22 novembre). Ordonnance. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5. V. GENDARME DE LA MAISON.

1575 (1^{er} juillet). Ordonnance du roy sur le fait et règlement de ses gens de guerre, conduite et forme de vivre d'icelle. V. FOURRIER EN ROUTE. V. GENS DE GUERRE. V. GOUJAT. V. HOLLAND. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1576. Edit de Blois. V. CARAQUE. V. KORE.

1578 (28 février). Lettres patentes. V. GRAND PRÉVÔT DE L'HÔTEL. V. LETTRES PATENTES. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1578 (4 mars). Edict sur les places de religieux laïcs, pour tous capitaines, gentilshommes et soldats blézés et estropiés. V. ELIÉ. V. COMPOSITION. V. FRÈRE LAI

GENTILHOMME. V. HÔTEL DES INVALIDES. V. ORDONNANCE. V. EFFROUÉS LAI.

1578 (11 août). *Ordonnance*. V. EXEMPT ISOPLIQUE. V. FRANC ARCHER. V. ORDONNANCE MILITAIRE.

1578 (31 décembre). *Edit de Henri trois*, qui crée l'ordre du Saint-Esprit. V. ORDRE DU SAINT-ESPRIT.

1579. *Ordonnance de Blois*. V. ÉCUTER NOBLE. V. GOUJAT. V. JUSTICE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1585 (26 décembre). *Ordonnance*. V. RECRUTEMENT.

1584. *Ordonnance*. V. SÂLPÊTRE.

1584 (9 février). *Ordonnance*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5. V. COMMISSAIRE. V. GENDARMERIE DU MOYEN ÂGE.

1584 (décembre). *Edit*. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE N° 1.

1584 (3 décembre). *Ordonnance*. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. CRIME. V. DÉLIT. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PRÉVOT D'ARMÉE. V. PRÉVOT DE COMMISSAIRE.

1586. *Ordonnance*. V. ÉLÈVE AGESQ-UIÈRE. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1588 (août). *Règlement pour le rétablissement de la discipline militaire*. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. RÈGLEMENT DE DISCIPLINE. — DE JUSTICE. — DE MARCHÉ. — DE POLICE.

1588 (18 août). *Ordre pour le payement de la solde et subsistances du régiment de Picardie et de ceux de Rubenpré et de Rigneux en Poitou*. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. RÉGIMENT DE PICARDIE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1.

1588 (15 septembre). *Ordonnance*. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 1.

1588 (9 novembre). *Ordre du roy pour la distribution du pain de munition*, ou ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. PAIN DE MUNITION.

1589 (1^{er} janvier). *Règlement*. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 1.

1589. *Edict de Blois*. V. GENTILHOMME. V. GOUVERNEUR. V. MINISTRE DE LA GUERRE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1589 (3 juin). *Arrêt*. V. GRAND PRÉVOT DE L'HÔTEL. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1589 (juillet). *Règlement pour la charge de maréchal de bataille*. V. MARÉCHAL DE BATAILLE.

1590 (29 juillet). *Ordonnance du roy pour défendre aux gens de guerre de souffrir à leur suite des putains*. V. FEMME SUSPECTE. V. GRAND PRÉVOT. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1590 (3 novembre). *Ordonnance faite*

sur l'ordre des gens de guerre en la prise des villes forcées par assauts. V. ASSAUT OFFENSIF. V. ORDONNANCE DE CAMPAGNE. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. PRISONNIER DE GUERRE. V. RAC DE VILLE. V. SERVICE DE CAMPAGNE.

1590 (5 décembre). *Ordonnance concernant les rivaudiers*. V. ORDONNANCE DE CAMPAGNE. V. VIVANDIER.

1591 (25 février). *Ordonnance du roy portant règlement qui soit observé lorsqu'il y aura des villes prises d'assaut*, ou ORDONNANCE DE CAMPAGNE. V. ASSAUT OFFENSIF. V. ORDONNANCE DE CAMPAGNE. V. RAC DE VILLE. V. TRIBUNAL DU POINT D'HONNEUR.

1592 (17 mars). *Règlement pour la police des charges des gouverneurs, lieutenants généraux des provinces, capitaines et commandants en-villes, places et châteaux*. V. CHATEAU. V. GOUVERNEUR DE PLACE DE GUERRE. V. RÈGLEMENT DE POLICE. V. RÈGLEMENT DE SERVICE.

1594 (8 mai). *Ordonnance*. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. SERVICE ARMÉ. V. SERVICE DE GARNISON.

1595 (21 février). *Ordre et règlement pour le logement des bandes françaises et régiments*, ou RÈGLEMENT DE LOGEMENT. V. ORDRE OFFICIEL. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. RÈGLEMENT DE LOGEMENT.

1595 (mars). *Edit*. V. COMMISSAIRE PROVINCIAL. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1595 (12 novembre). *Ordonnance concernant les partys*. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. PARTI DE GUERRE.

1597 (7 janvier). *Délibération*. V. ORDRE DU SAINT-ESPRIT.

1597 (21 février). *Déclaration du roy sur la police et discipline militaires*, ou ORDONNANCE DE POLICE. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. POLICE. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1598 (4 septembre). *Ordonnance*. V. EXEMPT ISOPLIQUE.

1599 (16 juin). *Arrêt du parlement*, ou ORDONNANCE DE POLICE. V. ARRÊT OFFICIEL. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. DUEL.

DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

1601 (janvier). *Lettres patentes portant création de l'état et office de grand-maître de l'artillerie de France en officier de la couronne*. V. GRAND MAÎTRE DE L'ARTILLERIE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1601 (décembre). *Ordonnance*. V. SOUVERAIN À FEU.

1602 (avril). *Edict du roy pour la défense des duels*. V. DUEL. V. ÉDIT. V. OR-

ORDONNANCE DE JUSTICE. V. TRIBUNAL DU POINT D'HONNEUR.

1609 (juin). *Edict du roy sur la prohibition et punition des querelles et duels*, OU ORDONNANCE DE JUSTICE. V. DUEL. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1611 (29 avril). *Ordonnance*. V. GENDARMERIE DE LA MAISON.

1611 (1^{re} juillet). *Déclaration du roy portant défense d'user d'appels n'y de rencontres suivant l'édit des duels de juin 1609*. V. DUEL. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1615 (18 janvier). *Déclaration du roy sur la défense des duels*. V. DUEL.

1619 (20 avril). *Règlement de composition*. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. RÉGLEMENT DE COMPOSITION.

1620 (26 septembre). *Ordonnance pour remédier aux abus et malversations des monstres et recues de l'infanterie*. V. MONSTRE. V. MONTRE ADMINISTRATIVE. V. ORDONNANCE DE REVUE. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

1623 (4 août). *Ordonnance*. V. BAN CORTER LES DETTES. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. SERVICE DU CAMPAGNE.

1625 (14 août). *Ordonnance*. V. CASERNE. V. ÉTAT. V. PASSE-VOLANT.

1624. *Édit*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 2. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1625 (30 octobre). *Ordre des estappes baillées par chacun jour aux soldats et capitaines envoyés en Piémont*, OU ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. ÉTAPE. V. RÉGLEMENT DE SUBSISTANCES.

1626 (16 janvier). *Règlement concernant la police et discipline des gens de guerre en route*. V. RÉGLEMENT DE DISCIPLINE. — DE MARCHÉ. — DE POLICE. V. RÉGLEMENT DE ROUTE.

1626 (février). *Edict du roy sur le fait des duels et rencontres*. V. DUEL. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1626 (11 mars). *Règlement*. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE N° 1.

1627 (juin). *Édit*. V. TRÉSORIER.

1627 (25 octobre). *Lettre du roy au prévôt des marchands, etc., de Paris, commandant de faire tenir deux mille cinq cens paires d'habits de beure (bure) minime pour le régiment de ses gardes, avec autant de paires de souliers*. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1628 (18 août). *Ordonnance*. V. RECRUE.

1628 (12 octobre). *Ordonnance portant le règlement pour distribution de places de religieux-lais*, OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. HOTEL DES INVALIDES. V. INVA-

LIDE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. RECRUE LAI.

1628 (15 novembre). *Ordonnance pour les ustensiles*. V. USTENSILE. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES.

1629 (5 juillet). *Ordonnance*. V. COMITÉ ARMOIT. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1629 (9 octobre). *Règlement que le roy veut être observé par les gens de guerre tant de pied que de cheval, et par les habitants des lieux où les troupes logeront pour la fourniture des étapes*. V. AVOINE. V. CHEVAL EN ROUTE. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. ÉTAPE. V. FOURRAGE. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. RÉGLEMENT DE LOGEMENT. V. RÉGLEMENT DE SUBSISTANCES.

1632 (19 janvier). *Ordonnance du roy pour la police du régiment de ses gardes*. Elle n'est que de quelques lignes. V. GARDES FRANÇAISES N° 2. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1635 (2 janvier). *Ordonnance concernant la police et discipline des troupes en quartier dans la ville de Lyon, publiée de par le roy par Villeroy, gouverneur du Lyonnais*. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. RÉGLEMENT DE POLICE EN GARNISON.

1635 (14 février). *Ordonnance et règlement général fait par le roy pour l'art militaire de France, pour le bien et soulagement de ses sujets*. Sorte de règlement ou d'ordonnance d'administration DE JUSTICE, DE POLICE, DE REVUES, DE SOLDE, DE SUBSISTANCE. Le mot art militaire n'y a rien de son sens actuel; il y est question d'étape, de fourrage, justice, monstres, pain de munition, police en route, prêt, tarif de solde, ustensile, etc. V. ADMINISTRATION MILITAIRE. V. ARMÉE PERMANENTE. V. ART MILITAIRE. V. CHEVAL-LÉGER. V. ÉTAPE. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. GENDARMERIE. V. GRAND PRÉVOT. V. JUSTICE. V. MONTRE ADMINISTRATIVE. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION — DE JUSTICE, — DE POLICE, — DE REVUES, — DE SOLDE, — DE SUBSISTANCES. V. PAIN DE MUNITION. V. POLICE EN ROUTE. V. PRÊT. V. PRÉVOT DES BANDES. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. SOLDE.

1635 (dernier août). *Ordonnance pour enjoindre aux gens de guerre d'observer une même discipline et police dans des pays étrangers que dans le royaume*, OU ORDONNANCE DE POLICE qui est en quelques lignes et en style prévôtal.

1651. V. ORDONNANCE. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. POUDDRE À FEU.

1655 (mai). *Édit*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5. V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR. V. COMMISSAIRE PROVINCIAL. V. ÉDIT. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1655 (30 juillet). *Ordonnance*. V. BAN

ET ARRIÈRE-BAK. V. ORDONNANCE DE SERVICE. 1635 (9 septembre). *Règlement pour la garde du camp, promulgué par le cardinal de Lavalette, lieutenant général en Allemagne.* V. GARDE DE CAMP. V. GARDE DU CAMP. V. RÈGLEMENT DE SERVICE.

1636 (26 mars). *Ordonnance portant règlement pour fourniture des vivres par étapes, en la campagne et dans les garnisons. Les quantités de pain et de viande, d'avoine et de fourrage y sont tarifées.* V. ÉTAPE. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. DÉONNANCE DE SUBSISTANCE. V. PAIN DE MUNITION. V. VIANDE. V. VIVRES EN ROUTE.

1636 (6 août). *Ordonnance.* V. DÉONNANCE DE COMPOSITION. V. LÈVÉ. V. RECRUTEMENT.

1636 (8 août). *Ordonnance.* V. MOUSQUET. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1636 (1^{er} octobre). *Ordonnance de Depernon, touchant les gens de guerre de l'infanterie. Règlement, en quelques lieux, représant des absences sans congé et de la désertion.* V. ABSENCE PROMISE. V. DÉSERPTION. V. DÉONNANCE DE JUSTICE. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. PASSER PAR LES ARMES.

1637 (8 novembre). *Règlement fait par le roy, pour le logement et les subsistances de ses troupes, tant d'infanterie que de cavallerie. Règlement qui porte tarif de solde pour les vieux et petits vieux régiments.* V. ANSPERAD. V. ARCHER DE CORPS. V. AUMONIER DE CORPS N° 5. V. CAPITAINE D'IN-FANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10. V. CAPO-ÉAL D'IN-FANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8. V. CARABIN. V. CHEVAL-LÉGER. V. COMPAGNIE D'IN-FANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. FRANÇOIS IDIOTIQUE N° 4. V. GENDARMERIE DE LA MAISON. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5. V. LIEUTENANT D'IN-FANTERIE. V. MESTRE DE CAMP N° 4. V. MON-TRÉ ADMINISTRATIVE. V. RÈGLEMENT DE LOGEMENT. — DE SUBSISTANCE. V. REVUE. V. SERGENT D'IN-FANTERIE DE LIGNE N° 6.

1638 (28 janvier). *Ordonnance.* V. PASSER-VOLANT.

1638 (mars). *Edit.* V. COMMISSAIRE ORDONNAIRE. V. COMMISSAIRE PRINCIPAL. V. COMMISSAIRE PROVINCIAL. V. ÉDIT. V. DÉONNANCE DE COMPOSITION.

1638 (avril). *Ordre que le cardinal de Lavallette veut estre observé en Italie. Il s'étend, le premier, à l'égard des rendez vous, de l'ordre de marche, de la marche des bagages, des retranchements, de la garde du camp, des fourrages armés.* V. FOURRAGE ARMÉ. V. GARDE DE CAMP. V. LOGEMENT DE MILITAIRE. V. MARCHÉ D'ARMÉE. V. MARCHÉ DE BAGAGES. V. DÉONNANCE DE CAMPAGNE. — DE LOGEMENT. — DE POLICE. — DE SERVICE. V.

DÉDEE DE MARCHÉ. V. ORDRE OFFICIEL. V. POLICE. V. POLICE EN CAMPAGNE.

1638 (15 mai). *Règlement.* V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 8. V. ORDONNANCE DE POLICE. — DE SERVICE. V. TOT DÉFENS.

1638 (24 juillet). *Ordonnance.* V. CONGÉ ARMÉE. V. DÉONNANCE DE COMPOSITION.

1638 (septembre). *Ordonnance qui autorise les généraux à ne tenir de conseils de guerre que quand ils les croiront utiles, et à n'y admettre que les officiers en qui ils auront confiance.* V. CONSEIL POLÉMONDIQUE. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 6. V. DÉONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE.

1638 (2 septembre). *Ordonnance.* V. COMMISSAIRE DES GUARDS N° 8. V. CUIRASS DE CAVALERIE FRANÇAISE. V. HABILLEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. TOT DE FER.

1639 (18 janvier). *Ordonnance.* V. BAR ET ARRIÈRE-BAR. V. DÉONNANCE DE SERVICE.

1639 (14 mai). *Ordonnance.* V. ARRIÈRE-BAR. V. DÉONNANCE DE SERVICE.

1640 (25 mai). *Circulaire.* V. AUMONIER N° 1. V. CIRCULAIRE OFFICIELLE.

1640 (8 octobre). *Ordonnance.* V. POUDE A TÊTE.

1641 (18 octobre). *Ordonnance.* V. RÉ-DEME.

1641 (25 avril). *Lettre du roy à M. de Châtillon.* V. AIDE DE CAMP N° 1.

1641 (25 mai). *Ordonnance.* V. FEMME SUSPECTE. V. DÉONNANCE DE POLICE.

1641 (4 octobre). *Règlement pour la distribution des étapes, logement et police.* V. ÉTAPE. V. LOGEMENT DE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE POLICE. — DE SUBSISTANCE. V. POLICE. V. RÈGLEMENT DE LOGEMENT. — DE POLICE. — DE SUBSISTANCE.

1642 (25 février). *Règlement pour la distribution des étapes, logement et police, ou de police, de subsistances.* V. ÉTAPE. V. LOGEMENT DE MILITAIRES. V. POLICE. V. RÉGLEMENT DE LOGEMENT. — DE POLICE. — DE SUBSISTANCE.

1642 (9 octobre). *Lettre.* V. AIDE DE CAMP N° 1.

1643 (3 ou 28 févr.). *Ordonnance portant que les gouverneurs ou commandans de places frontières assisteront à toutes revues, en signeront les rôles, etc.* V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. ORDONNANCE DE REVUE. V. GOUVERNEUR. V. REVUE ADMINISTRATIVE.

1643 (avril). *Edit.* V. CONSTATÉ.

1643 (22 mai). *Ordonnance portant règlement sur les abus qui se commettent au fait des revues, ou de justice.* V. DÉONNANCE DE JUSTICE. V. ORDONNANCE DE REVUE. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

1643 (15 juin). *Ordonnance.* V. DÉSER-

TION D'OFFICIER. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 11, 16. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1645 (10 juillet). *Ordonnance*. V. LÉVEL. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. RECRUTEMENT.

1645 (15 juillet). *Arrêt du conseil pour l'établissement d'une route certaine pour les estables, et d'un fonds assure pour la dépense d'icelles, et des quartiers d'assemblée*. V. ÉTAPPE. V. QUARTIERS D'ASSEMBLÉE. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCE.

1645 (4 septembre). *Ordonnance*. V. COMPAGNIE DE GENTILHOMMES AU SEC DE COMME.

1645 (8 octobre). *Ordonnance*. V. SERMENT.

1645 (14 novembre). *Règlement portant que les sergens de bataille doivent avoir commandement en l'absence des généraux d'armée et des maréchaux de camp*. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE. V. MARÉCHAL DE CAMP. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. SERGENT DE BATAILLE.

1645 (22 septembre). *Règlement*. V. SERGENT DE BATAILLE.

1646 (4 mai). *Règlement*. V. TRAVAUX DE CAMPAGNE. V. TRAVAUX DE SIÈGE.

1647 (25 février). *Ordonnance*. V. ÉTAPPE. V. ORDONNANCE DE MARCHER. V. MARCHÉ. V. SERVICE DE ROUTE.

1640 (17 avril). *Ordonnance*. V. SERGENT DE BATAILLE.

1618 (11 avril). *Ordre du roy*. V. PETITS-VOIEUX.

1649 (janvier). *Instruction prompte et facile aux Parisiens, pour bien apprendre l'exercice du mousquet ou de la pique, et les rendre parfaits à l'art militaire, ou eschet, comprenant moins d'une feuille d'impression*. V. EXERCICE D'INFANTRIE. V. MOUSQUET. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTRIE. V. POUX. V. TACTIQUE. SUBS.

1649 (21 janvier). *Règlement pour la gendarmerie et cheval-légers*. V. ADMONITION DE CORPS N° 2. V. CHEVAL-LÉGER. V. GENDARMERIE DE LA MAISON. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1649 (25 septembre). *Déclaration*. V. COMPAGNIE DE GENTILHOMMES AU SEC DE COMME. V. DÉCLARATION OFFICIELLE.

1649 (4 décembre). *Règlement pour la fourniture de l'ustensile et subsistances des troupes*. V. MONTE ADMINISTRATIVE. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. USTENSILE.

1650 (9 avril). *Ordonnance portant commandement d'obéir aux lieutenans généraux et aux maréchaux de camp*. C'est un des premiers rescrits où le mot lieutenant général signifie le second, ou l'un des représentants d'un général d'armée. V. COU-

VERNEUR DE PROVINCE. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL. V. ORDONNANCE DE POLICE. — DE SERVICE.

1650 (8 octobre). *Règlement*. V. ÉTAPPE. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. RÈGLEMENT DE SUBSISTANCES.

1650 (16 décembre). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE DE SERNANCES. V. ÉTAPPE. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES.

1651 (12 janvier). *Arrêt du parlement, qui défend aux soldats des gardes de s'attrouper, porter armes défendues, tenir les advenues de Paris. exiger de ceux qui y viennent, sous peine de mort*. V. GARDES FRANÇAISES N° 2. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1651 (25 mai). *Arrêt du parlement, répressif des désordres, crimes, vols, incendies, journellement commis par les gens de guerre*. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. GENS DE GUERRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1651 (15 juillet). *Lettre royale qui recite l'itinéraire de 1642*. V. ÉTAPPE.

1651 (4 novembre). *Déclaration ou règlement de Poitiers pour le logement, subsistances et police des gens de guerre*.

Ce document confus pourrait même passer pour une ordonnance de composition. Il a été réimprimé en 1745 (décembre); il a été au moins en grande partie en vigueur pendant un siècle. V. AFFECTEMENT, tableau. V. ARCHER DE CORPS. V. ARME DE SOLDAT. V. ATTACHE MILITAIRE (1695, A.). V. AVOINE. V. BAN DE PUBLICATION. V. BATAILLON D'INFANTRIE FRANÇAISE N° 2. V. CAPORAL D'INFANTRIE N° 9, 11. V. CHIRURGIEN. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTRIE N° 2, 7. V. COLONEL D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. COMPAGNIE D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, 12. V. ÉCUIER ROYAL. V. EXERCICE D'INFANTRIE. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. INFANTRIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LOGEMENT DE MILITAIRES. V. MAÎTRE DE CAMP N° 4. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN

1643. V. MOUSQUET. V. ORDONNANCE DE LOGEMENT, — DE POLICE, — DE SUBSISTANCES. V. PAIN DE MENTON. V. POLICE EN ROUTE. V. PRÉVOT DE CORPS. V. PRÉVOT DES BANDES. V. RÈGLEMENT DE LOGEMENT, — DE POLICE, — DE SUBSISTANCES. V. SERNANCE. V. TAMBOUR-MAJOR N° 2, 6.

1652 (7 octobre). *Lettres patentes*. V. BAN ET ARRÊT-BAN. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1655 (28 avril). *Ordonnance pour la discipline des troupes, ou ORDONNANCE DE POLICE, DE SOLDAT, DE SUBSISTANCE, D'UNIFORME*.

Cette ordonnance mentionne, une des premières, le grade des lieutenants-colonels, des officiers-majors, etc. — Elle règle le nombre des mousquets et piques, la solde,

l'astencile; elle embrasse quelques détails des revues, restreint le nombre des vivandiers, et les enrôle. — Le mot discipline y est aussi pris comme synonyme d'art militaire. V. ART MILITAIRE. V. ART MILITAIRE DE TERRE. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10. V. DISCIPLINE. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS N° 1. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1643. V. MOUTQUET. V. OFFICIER-MAJOR. V. ORDONNANCE DE POLICE. — DE SOLDAT. — DE SUBSTANCE. — D'UNIFORME. V. PIQUE. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. SOLDAT. V. SUPPLÉMENT. V. VIVANDIER.

1653 (20 mai). *Lettres du roi*. V. ARTILLERIE D'INFANTERIE.

1653 (29 juillet). *Déclaration*. V. TRIBUNAL DU POINT D'HONNEUR. V. TRIBUNAL MILITAIRE.

1653 (21 décembre). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE D'ARMEMENT. V. FUSIL. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT.

1654 (6 novembre). *Ordonnance*. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1654 (20 novembre). *Ordonnance*. V. AVANCEMENT. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. FACTIONNAIRE. V. ORDONNANCE D'AVANCEMENT.

1655 (26 janvier). *Lettres royales*. V. SOUS-LIEUTENANT N° 1.

1655 (27 mai). *Lettre du roi*. V. MARCHAL DE BATAILLE.

1655 (25 juillet). *Ordonnance*. V. PASSE-VOLANT.

1656 (20 avril). *Ordonnance*. V. PIQUE.

1657 (22 mai). *Ordonnance*. V. MARÉCHAL DE BATAILLE.

1658 (10 avril). *Ordonnance*. V. OFFICIER DE CAVALERIE N° 2.

1658 (15 novembre). *Arrêt du conseil*. V. POUDEZ A FEU.

1659 (4 mai). *Ordonnance des maréchaux*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 3. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 7. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1660 (21 février). *Ordonnance*. V. GARNISIER. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1660 (20 juillet). *Ordonnance*. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. MONTRE ADMINISTRATIVE. V. ORDONNANCE DE REVUES. V. SOLDAT.

1660 (27 juillet). *Ordonnance*. V. ENTRETIEN.

1660 (7 septembre). *Ordonnance*. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1.

1661 (28 juillet). *Ordonnance*. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE N° 4. V. COMPAGNIE

OLONELLE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. SOUS-LIEUTENANT N° 1.

1661 (9 octobre). *Ordonnance*. V. PAVILLON DISTINCTIF.

1661 (12 octobre), ou, suivant Daniel (l. 1, p. 369), du 21 octobre. *Règlement concernant le commandement, l'ordre, la discipline dans les villes, places, garnisons*. V. BAN DE PUBLICATION. V. BON ORDRE. V. CERCLE D'ORFÈVRE. V. CÉRÉMONIAL. V. CITADELLE. V. DISCIPLINE. V. ENSEIGNE IDÉOLOGIQUE. V. FÉDÉTERIESE. V. GARNISON. V. HONNEURS. V. MOT. V. ORDONNANCE DE POLICE. — DE SERVICE EN GARNISON. V. PLACE DE GUERRE. V. RONDE. V. SERVICE DE GARNISON. V. VILLAGE DE GUERRE.

1661 (1^{er} décembre). *Ordonnance*. V. CITADELLE. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. MONTFAYE. V. POSTE D'HOMMES DE GARDE EN GARNISON. V. SERVICE DE GARNISON.

1662 (6 mars). *Ordonnance*. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 6, 10.

1663 (29 mars). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE DE SERVICE. V. CITADILLE. V. MOT. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1663 (7 juillet). *Arrêt du parlement*. V. POUDEZ A FEU.

1663 (17 septembre). *Ordonnance*. V. TANNOUR IDÉOLOGIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 7.

1663 (6 octobre). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE DE CÉRÉMONIAL. V. HONNEURS. V. ORDONNANCE DE CÉRÉMONIAL.

1663 (20 novembre). *Ordonnance*. V. SOLDAT.

1664 (avril). *Édit*. V. ORDRE DE SAINT-LAZARE.

1664 (4 avril). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE D'AVANCEMENT. V. GRADE D'OFFICIER. V. ORDONNANCE D'AVANCEMENT.

1664 (3 novembre). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE DE SERVICE. V. MOT. V. MOT D'ORDRE. V. ORDONNANCE DE SERVICE.

1664 (22 novembre). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE DE CÉRÉMONIAL. V. HONNEURS. V. ORDONNANCE DE CÉRÉMONIAL.

1665 (22 janvier). *Déclaration royale*. V. PAGE.

1665 (7 juillet). *Ordonnance*. V. POUDEZ A FEU.

1665 (25 juillet). *Ordonnance*. V. BILLET DE LOGEMENT. V. CITADILLE. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. DIANE. V. DRAGON FRANÇAIS N° 6. V. DRAPEAU D'INFANTERIE DE LIGNE. V. FERMETURE DE PORTES. V. GOUVERNEUR DE PLACE DE GUERRE N° 4. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. HONNEURS. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 6. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. MESSIER DE CAMP N° 3. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1643, EN 1662.

V. MONTE-PATY. V. MOT. V. MOT D'ORDRE. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN GARNISON. V. OUVERTURE DE PORTE. V. PARADE DE TROUPES. V. PORTE D'HOMMES DE GARDE. V. PORTE D'HOMMES DE GARDE EN GARNISON. V. RETRAITE CÉLESTIQUE. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. RONCE. V. SERMENT.

1665 (12 novembre). *Ordonnance*. V. PRIME. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1666 (20 mars). *Ordonnance*. V. DÉSERTEUR. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1666 (28 octobre). *Ordonnance*. V. CONTRÔLE DE SIGNALEMENT. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. V. SIGNALEMENT.

1666 (16 novembre). *Ordonnance*. V. CANON DE MOUSQUET. V. MOUSQUET. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT. V. PIQUE.

1666 (15 décembre). *Ordonnance*. V. MASSE D'HABILLEMENT.

1667. *Edit*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES. V. CONTRÔLEUR DES GUERRES.

1668 (8 janvier). *Ordonnance*. V. NOMME DE TROUPE.

1668 (1^{er} mars). *Ordonnance*. V. PASSE-VOLANT.

1668 (27 mars). *Ordonnance*. V. CRIME. V. JUSTICE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PRIME.

1668 (1^{er} juin). *Ordonnance* OU ORDONNANCE DE SUBSTANCES. V. AVOINE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. ORDONNANCE DE SUBSTANCES. V. PASSE-VOLANT.

1668 (28 juin). *Arrêt*. V. POUDRE A FEU.

1668 (26 juillet). *Ordonnance*. V. DÉSERTEUR. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1668 (30 septembre). *Ordonnance*. V. CARTOUCHE IMPRIMÉE. V. CRIME. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PASSE-VOLANT.

1668 (25 novembre). V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

1669 (21 février). *Ordonnance*. V. HUSBARD N° 4. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1669 (avril). *Ordonnance*. V. FUSIL A LA MONTALEMBERT.

1669 (août). *Ordonnance*. V. FUSIL A LA MONTALEMBERT.

1669 (16 août). *Ordonnance*. V. CONGÉ ABSOLU. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION.

1670 (4 février). V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

1670 (6 février). *Ordonnance*. V. ARMEMENT DE TROUPE. V. CANON DE MOUSQUET. V. CONGÉ ABSOLU. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. MOUSQUET. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT.

1670 (16 février). *Ordonnance*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6.

1670 (25 février). *Ordonnance*. V. CAOUT. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. PERTUISANCE.

1670 (28 février). *Ordonnance de marine*. V. AMIRAL. V. CORNETTE BLANCHE. V. FLAMME A MARCHE. V. MARINE.

1670 (28 février). *Ordonnance de terre* OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. AIDE-MAJOR ANCIEN. V. MAJOR CAPITAINE N° 1. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1670 (26 mars). *Ordonnance*. V. GARDIE FRANÇAISE N° 4. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 6. V. RÉGIMENT FRANÇAIS; id. N° 2.

1670 (10 juillet). *Ordonnance*. V. GÉNÉRALE.

1670 (10 décembre). *Décision*. V. MAJOR CAPITAINE N° 1.

1671 (26 mai). *Ordonnance*. V. HONNEUR. V. ORDONNANCE DE CÉRÉMONIAL.

1671 (22 juin). V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

1671 (20 novembre). *Ordonnance*. V. ÉQUIPEMENT D'HOMME DE TROUPE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. RETENUE. V. RETENUE SUR PRÊT.

1672. *Ordonnance*. Rescrit peu connu, peu important, et cité par WALTHER, p. 119, lettre 2. V. BATAILLON STRATÉGIQUE. V. FEU D'INFANTERIE. V. ORDONNANCE D'EXERCICE.

1672 (5 avril). *Ordonnance*. V. SPÉCIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2.

1672 (22 avril). *Ordonnance*. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5.

1672 (25 avril). *Ordonnance*. V. RETENUE. V. RETENUE SUR PRÊT.

1672 (28 avril). *Arrêt du conseil*. V. HÔTEL DES INVALIDES.

1673. *Ordonnance*. V. CONTRAINTE PAR CORPS. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1673 (8 mars). *Ordonnance*. V. RORDE.

1673 (22 mai). *Ordonnance*. V. FANION DE RAGAGE. V. ORDONNANCE DE MARCHÉ.

1673 (15 décembre). *Ordonnance*. V. ÉTAPES.

1674. *Ordonnance*. V. AGE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1674 (22 mars). *Ordonnance*. V. CRIME. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PRIME.

1674 (avril). *Edit*. V. HÔTEL DES INVALIDES.

1675. *Ordonnance*. V. FUSIL D'INFANTERIE.

1676 (16 mai). *Ordonnance*. V. MAJOR-RECEVEUR DE FUSIL. V. BAUDRIER. V. DRAGON FRANÇAIS N° 4. V. ÉPÉE DE SOLOAT. V. HABILLEMENT. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. UNIFORME.

1676 (1^{er} juin). *Ordonnance*. V. PASSE-VOLANT.

1676 (26 août). *Ordonnance*. V. RÉFORME.

1677. *Déclaration*. V. DÉCLARATION OFFICIELLE. V. PARTI DE GUERRE.

1677 (3 juillet). *Ordonnance*. V. COMMANDANT DE BATAILLON.
 1677 (17 septembre). *Ordonnance*. V. COMMANDANT DE BATAILLON. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.
 1677 (24 septembre). V. MAJOR CAPITAINE N° 1.
 1678 (5 janvier). *Ordonnance*. V. CRIME. V. DUEL. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.
 1678 (21 janvier). *Arrêt*. V. POUVRE A FEU.
 1679 (8 février). *Ordonnance*. V. CERCLE D'ORDRE.
 1679 (28 février). V. COMPAGNIE D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau.
 1679 (1^{er} avril). *Ordonnance*. V. DUEL. V. MARCHÉ-ROUTE.
 1679 (22 août). *Ordonnance*. V. APPEL PROVOCATIF. V. MILLET D'APPEL PROVOCATIF. V. DUEL. V. JUSTICE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. TRIBUNAL DU POINT D'HONNEUR.
 1679 (1^{er} septembre). *Edit*. V. SECOND DE DUEL.
 1679 (14 décembre). *Déclaration*. V. DUEL.
 1679 (15 décembre ou 15 novembre). *Ordonnance*. V. CONGÉ ABSOLU. V. CONGÉ D'ANCIENNETÉ. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.
 1680 (17 septembre). *Ordonnance*. V. TRAVAUX MILITAIRES.
 1680 (23 septembre). *Ordonnance*. V. MASSE DE PROPRIÉTÉ. V. PRÊT.
 1680 (18 octobre). *Ordonnance*. V. GARDE ARMÉE.
 1680 (25 novembre). *Ordonnance*. V. CONVOI A LA ROUTE.
 1681 (13 décembre).⁵ *Ordonnance*. V. MARIAGE.
 1681 (15 décembre). *Ordonnance*. V. AUMONIER N° 7. V. CÉLÉBRATION DE MARIAGE. V. MARIAGE.
 1682 (17 février). *Arrêt du conseil*. V. ARRÊT OFFICIEL. V. HOTEL DES INVALIDES.
 1682 (11 juillet). *Ordonnance*. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MARÉCHAUSSÉE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.
 1682 (1^{er} août). *Ordonnance*. V. ENGAGEMENT DE RECRUE. V. CONGÉ D'ANCIENNETÉ. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. RECRUTEMENT.
 1682 (5 novembre). *Ordonnance*. V. CONGÉ D'ANCIENNETÉ.
 1683 (7 janvier). *Ordonnance*. V. BOND.
 1683 (18 janvier). *Ordonnance*. V. CLAMENAT. V. COMPAGNIE D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. FIFER. V. NAUTROIS. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.
 1683 (20 mars). *Ordonnance*. OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. CITADELLE. V. MORTIFAYE.

1683 (14 octobre). *Ordonnance*. V. PULVÉRIN.
 1683 (14 décembre). *Ordonnance*. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. PAIR DE MUNITION. V. POIRE A POUVRE.
 1684 (21 décembre). *Ordonnance*. V. DÉSERTEUR.
 1685 (1^{er} février). *Ordonnance*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 4. V. MARIAGE.
 1685 (17 mars). *Ordonnance*. V. CASERNEMENT.
 1685 (25 juillet). *Ordonnance*. V. SERMENT.
 1685 (8 septembre). *Circulaire*. V. CONSEIL JUDICIAIRE.
 1686 (4 avril). *Règlement*. V. POUVRE A FEU.
 1686 (6 avril). *Ordonnance*. V. CONGÉ D'ANCIENNETÉ. V. MARIAGE.
 1686 (8 avril). *Ordonnance*. V. DUEL.
 1686 (20 mai). *Ordonnance*. V. CRIME. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.
 1686 (18 septembre). *Ordonnance*. V. POUVRE A FEU.
 1686 (26 octobre). *Ordonnance*. V. TRAVAUX MILITAIRES.
 1686 (20 décembre). *Ordonnance*. V. DESTITUTION. V. INFANTRIE FRANÇAISE N° 5. V. PAYE.
 1687 (1^{er} mars). *Ordonnance*. V. CITADELLE.
 1688 (28 juin). *Ordonnance*. V. COMPAGNIE DE GENTILHOMMES AU REC DE COHEN.
 1688 (8 octobre). *Ordonnance*. V. TARE.
 1688 (5 novembre). *Ordonnance*. V. MILICE PROVINCIALE.
 1688 (29 novembre). *Ordonnance*. V. CONSCRIPTION. V. MILICE PROVINCIALE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.
 1689 (1^{er} février). *Ordonnance*. V. ÉTENDARD.
 1689 (8 mars). *Ordonnance*. V. DÉSERTEUR.
 1689 (15 avril). *Ordonnance*. V. CHAPELLE DE CORPS.
 1689 (16 avril). *Règlement*. V. INFANTRIE FRANÇAISE N° 5, tableau.
 1690 (22 mars). *Ordonnance*. V. ÉQUIPAGES.
 1690 (10 mai). *Ordonnance*. V. ARME D'OFFICIER D'INFANTRIE. V. ESPION. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT.
 1691. *Edit*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 1. V. CONTRÔLEUR DES DUFFRES.
 1691 (26 avril). *Ordonnance*. V. GARDES FRANÇAISES N° 4. V. QUARTIER.
 1691 (8 août). *Règlement*. V. CASERN. V. GARDES FRANÇAISES N° 5.

1691 (4 novembre). *Ordonnance*. V. RÉGIMENT SIE PRÉT.

1691 (5 décembre). *Ordonnance*. V. CASERNEMENT. V. CASERNEMENT. V. LOGEMENT. V. ORDONNANCE DE CASERNEMENT. V. ORDONNANCE DE LOGEMENT.

1691 (8 décembre). *Ordonnance*. V. GARDIES FRANÇAISES; id. n° 2. V. QUARTIER. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1692 (15 janvier). *Ordonnance*. V. CAPITAINE DE GRENADIERS n° 2. V. GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE n° 2.

1692 (11 février). *Ordonnance*. V. GARDIES FRANÇAISES n° 2.

1692 (5 mai). *Ordonnance*. V. SERVICE DE CAMPAGNE.

1692 (1^{er} août). *Ordonnance*. V. ENGAGEMENT DE RECRUE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. RECRUTEMENT.

1693 (8 mai). *Ordonnance*. V. GARDIES FRANÇAISES n° 4.

1693 (13 juillet). *Ordonnance*. V. USAGION FRANÇAIS n° 5.

1693 (4 août). *Arrêt du conseil fixant les privilèges, attributions et appointements des commissaires*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES n° 4, 5, 6.

1694. *Edit.* V. CONTRÔLEUR DES GUERRES. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1694 (10 septembre). *Ordonnance*. V. CLOCHE DE FORTERESSE.

1695. *Ordonnance*. V. ÉCHARPE MILITAIRE.

1696 (12 mai). *Ordonnance*. V. DRAPPEAU BLANC. V. HONNEURS. V. ORDONNANCE DE CÉRÉMONIAL.

1697 (20 mars). *Ordonnance*. V. MILICE PROVINCIALE. V. ORDONNANCE DE CÉRÉMONIAL.

1698 (25 août). *Ordonnance*. V. CAMPEMENT TACTIQUE. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE.

1699 (10 février). V. INFANTERIE FRANÇAISE, tableau.

1699 (1^{er} mai). *Ordonnance*. V. CAVALLERIE FRANÇAISE n° 6. V. RANG HONORIFIQUE.

1699 (20 août). *Ordonnance*. V. CRIME. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PRÊTRE.

DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

1701 (26 janvier). *Ordonnance*. V. REMPLACEMENT MILITAIRE. V. TIRAGE A LA MILICE.

1701 (20 mars). V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2, tableau.

1701 (16 avril). *Ordonnance*. V. INFANTERIE FRANÇAISE n° 5.

1701 (1^{er} mai). *Ordonnance*. V. BAGAGE D'ARMÉE. V. FLEUR DE LIS. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE. V. PARC D'ARTILLERIE. V. SERVICE DE CAMPAGNE. V. TIERCE-PAUSE.

1701 (18 novembre). V. CONGÉ D'ARMÉE.

1701 (18 décembre). *Ordonnance d'Espagne*. V. AUTEUR MILITAIRE (1702, A). V. DISCIPLINE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. POLICE.

1702 (10 avril). *Ordonnance d'Espagne*. V. AUTEUR MILITAIRE (1702, A). V. DISCIPLINE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MÈLÉE ESPAGNOLE n° 7. V. POLICE.

1702 (10 juin). *Ordonnance*. V. MARCHÉ ROUTE. V. SERVICE DE ROUTE.

1702 (14 juillet). *Ordonnance*. V. MARCHÉ ROUTE. V. SERVICE DE ROUTE.

1703 (1^{er} février). *Ordonnance*. V. COUTURE. V. ÉCHARPE MILITAIRE. V. PLASTON.

1703 (2 mars). *Ordonnance sur l'exercice*. C'est-à-dire IN-DIX-NEUF d'une feuille d'impression qui n'a pas même de gravures. V. AMORCE. V. ENRIQUET (1761, H). V. CAPITAINE D'INFANTERIE DE LIGNE n° 7. V. DÉFILE. V. CARTOUCHE A PLOMB. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL n° 6. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. PAS CADENCE. V. PAS DE CAMP. V. RANG D'INFANTERIE. V. SOUS-LIEUTENANT n° 3. V. TACTIQUE, subs.

1703 (20 mars). *Ordonnance*. V. FUSIL. V. MOUSQUET. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT. V. PIQUE.

1703 (1^{er} avril). *Ordonnance*. V. ÉQUIPAGES.

1704 (10 février). V. FUSTIGATION. V. JUSTICE MILITAIRE.

1704 (avril). *Edit.* V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR.

1704 (14 juin). *Edit.* V. COMMISSAIRE DES GUERRES n° 4.

1704 (août). *Edit.* V. COMMISSAIRE PROVINCIAL. V. MARÉCHAL DE FRANCE n° 7. V. RÈGLEMENT.

1705 (22 janvier). *Ordonnance ou ordonnance de revues*. V. MONTRE ADMINISTRATIVE. V. ORDONNANCE DE REVUES. V. REVUE ÉCRITE.

1705 (1^{er} avril). *Ordonnance*. V. CIRCULAIRE.

1705 (6 avril). *Circulaire*. V. ASSAUT DE CORPS DE PLACE.

1705 (20 mai). *Ordonnance*. V. ARRONDISSEMENT.

1706. *Ordonnance*. V. CASERNE.

1707. *Ordonnance donnée par Chamillart*. V. CHAMILLART. V. ORDONNANCE DE MARCHÉ.

1707. *Ordonnance*. V. FIF D'INFANTERIE. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. PARADE DE TROUPES. V. TACTIQUE, subs.

1707 (1^{er} avril). *Ordonnance sur le service de place*. V. FERMETURE DE PORTES. V. MAJOR. V. MAJON DE PLACE n° 1. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN GARNISON. V. OUVERTURE

DE FORTE. V. PARTI DE GUERRE. V. POLICE. V. POSTE D'HOMMES DE GARDE. V. RETRAITE CÉLÉRTIQUE. V. RONO. V. SERVICE DE GARNISON.

1710 (6 janvier). *Ordonnance concernant l'inventaire des effets des officiers décedés.* V. AFFECT D'OFFICIER.

1710 (30 novembre). *Ordonnance.* V. PARTI DE GUERRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PEINE.

1710 (1^{er} décembre). *Ordonnance.* V. ARME D'OFFICIER D'INFANTERIE. V. ARMEMENT D'OFFICIER. V. ESPONTON. V. FEUIL D'OFFICIER. V. HALLEBARDE. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT. V. ARMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

1711 (26 janvier). *Ordonnance.* V. MILICE PROVINCIALE.

1712 (17 janvier). *Ordonnance.* V. SERMENT.

1713 (9 décembre). *Ordonnance.* V. SÉRVITUDE.

1714 (10 mai). *Ordonnance.* V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau.

1714 (20 juin). *Ordonnance.* V. DESTITUTION. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5. V. PAYE.

1714 (1^{er} juillet). *Ordonnance.* V. CRIME.

1714 (20 juillet). *Ordonnance.* V. POSTE D'HOMMES DE GARDE.

1715 (10 avril). V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau.

1716 (1^{er} janvier). *Ordonnance.* V. HOPITAL MILITAIRE.

1716 (10 janvier). V. CASERNEMENT.

1716 (28 février). *Ordonnance.* V. ACHAT D'EFFETS DE TROUPE. V. ARME DE TROUPE. V. BOURGEOIS. V. RAPPELLEMENT.

1716 (2 juin). *Ordonnance.* V. BILLET DE MORTIER D'HOPITAL.

1716 (1^{er} juillet). *Ordonnance.* V. DESTITUTION. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5. V. PAYE.

1716 (2 juillet). *Ordonnance de justice.* V. CARTONNET IMPRIMÉ. V. CONGÉ ABSOLU. V. CONGÉ LIMITÉ. V. OMBREUR. V. ENGAGEMENT DE SECUR. V. MILICE PROVINCIALE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PASSER-VOLANT. V. PEINE. V. RECRUTEMENT.

1716 (4 juillet). *Ordonnance.* V. SARGENTES CORRECTIONNELLES. V. BANTONNAIS. V. CEIME. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 9. V. ORDONNANCE DE DISCIPLINE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PEINE. V. PIQUET CORRECTIONNEL.

1716 (25 octobre). *Ordonnance.* V. CASERNEMENT. V. COMESTIBLE DE CUISINE DE CASERNE. V. ORDONNANCE DE CRAFFAGE.

1717 (4 juillet). V. CASERNEMENT.

1717 (26 août). *Edit.* V. CARTONNET IMPRIMÉ.

1718 (6 avril). *Ordonnance.* V. ARME FRANÇAISE N° 5, tableau. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, tableau. V. COMPOSITION. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. SOLDE.

1718 (8 avril). *Ordonnance de justice.* V. BAGAGE DE CORPS EN ROUTE. V. LOGEMENT ACTIF. V. LOGEMENT DE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ORDONNANCE DE MARCHÉ. V. PEINE. V. SOLDE.

1718 (15 avril). *Ordonnance.* V. CASERNEMENT. V. ÉTAFF. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES.

1718 (23 juillet). *Edit ou DÉLIBÉRATION DU CONSEIL DE GUERRE.* V. COMMISSAIRE DES GÉNÉRAUX N° 4. V. SERMENT.

1718 (1^{er} septembre). V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau.

1718 (20 décembre). *Ordonnance.* V. AUMONIER N° 7. V. HOPITAL MILITAIRE.

1718 (21 décembre). *Ordonnance.* V. CHIRURGIE MILITAIRE.

1718 (28 décembre). *Ordonnance.* V. CRIME. V. JUSTICE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1719 (avril). *Lettre du régent.* V. CASERNEMENT.

1719 (20 avril). *Ordonnance.* V. CRIME. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1719 (1^{er} septembre). V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau.

1719 (25 septembre). *Ordonnance.* V. CASERNE. V. CASERNEMENT.

1719 (30 septembre). *Edit sur l'ordre de Saint-Louis.* V. ÉDIT OFFICIEL. V. GROSSE DE SAINT-LOUIS.

1719 (10 décembre). V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau.

1720 (5 février). V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. MINEUR FRANÇAIS. V. SAPEUR DU GÉNIE.

1720 (mars). *Edit.* V. MARÉCHAUSSÉE.

1720 (6 mars). *Ordonnance.* V. CHASSE A COURRE. V. CRIME.

1720 (21 juin). V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau.

1720 (30 juillet). *Règlement.* V. TABAC.

1721 (28 avril). V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau.

1721 (30 mai). *Ordonnance.* V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE N° 1.

1722 (1^{er} janvier). V. CONGÉ DE SÉPTEMBRE O'OFFICIER. V. OFFICIER SÉPTEMBRE.

1722 (8 avril). *Ordonnance.* V. CAPITAIN EN SECOND.

1722 (20 avril). *Ordonnance.* V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. SOLDE.

1722 (22 mai). V. ARTILLERIE FRANÇAISE.

1722 (28 juin). *Ordonnance*. V. SERVICE PERSONNEL.

1725 (1^{er} mai). *Ordonnance*. V. DÉPÔT DE LA GORRÉE.

1725 (22 février). *Édit*. V. DUEL. V. TRIBUNAL DU POINT D'HONNEUR.

1725 (12 avril). *Déclaration*. V. DUEL.

1725 (18 septembre). *Ordonnance*. V. CRIME.

1724 (7 octobre). *Ordonnance qui défend le mariage aux soldats*. V. INVALIDE. V. MARIAGE.

1724 (11 octobre). *Arrêt*. V. CASERNE. V. CASERNEMENT.

1725 (14 août). *Ordonnance*. V. PRODIGE D'HABIT.

1726 (26 février). V. MILICE PROVINCIALE.

1726 (10 décembre). *Édit ou ordonnance de composition*. V. ADMINISTRATION D'ARMÉE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. V. CADET. V. MILICE PROVINCIALE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. SERVICE PERSONNEL.

1727 (4 février). *Ordonnance*. V. CASERNE.

1727 (30 mars). *Ordonnance*. V. MILICE PROVINCIALE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PRINCE. V. PROCÉDURE MILITAIRE.

1727 (20 avril). *Ordonnance*. V. NONNEURS. V. ORDONNANCE DE CÉRÉMONIAL. V. SALUT.

1727 (1^{er} juillet). *Ordonnance concernant les crimes et délits militaires; n'est qu'une contre-épreuve un peu plus étendue de l'ordonnance de 1570 (10 décembre) et un résumé de la pénalité de l'époque*. V. ARANDON DE DRAPÉAU. V. ALARME. V. SAQUETTES CORRECTIONNELLES. V. CHEVAL DE BOIS. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. CRIME. V. DÉLIT. V. FACTION. V. FUSTIGATION. V. JUSTICE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. PASSE-VOLANT. V. PASSER PAR LES ARMES. V. PIRE. V. PROCÉDURE MILITAIRE.

1727 (15 juillet). *Ordonnance relative aux changements de garnison et marches-routes dans l'intérieur, ou ordonnance de marche*. V. AUMONIER N° 5. V. CAPITAINE D'INFANTERIE N° 10. V. CHANGEMENT DE GARNISON. V. CHIEUR-DE-MAJOR D'INFANTERIE N° 7. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 9. V. COMMISSAIRE DES GÉNÉRAUX N° 4. V. CORVALESCENT AMBULANT. V. ÉTAPE. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. GARNISON. V. MARCHÉ-ROUTE. V. ORDONNANCE DE MARCHÉ. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. PRÉVÔT DES BANNES. V. SERVICE DE ROUTE. V. TAMBOUR-MAJOR N° 6.

1728 (12 février). V. GENTILHOMME A DRAPEAU.

1728 (26 août). *Ordonnance*. V. CADET.

1728 (22 novembre). *Ordonnance qui*

effleurait la législation des hôpitaux. V. AUMONIER N° 8. V. HÔPITAL MILITAIRE.

1729 (10 mars). *Ordonnance*. V. HABILLEMENT. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. JUSTE-AU-CORPS. V. OFFICIER D'INFANTERIE N° 2. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 7. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. UNIFORME.

1729 (10 mai). *Édit*. V. POUDEUR A FEU.

1729 (20 mai). *Ordonnance*. V. CADET. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5.

1729 (5 juillet). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE ÉMPLIQUE. V. RANG HONORIFIQUE.

1729 (30 novembre). *Ordonnance*. V. ÉTAPE.

1730 (17 février). *Ordonnance*. V. CONTUNAGE.

1730 (27 juillet). *Circulaire*. V. BAN CONTRE LES DETTES.

1730 (5 décembre). *Ordonnance*. V. CONVYS A LA SOIT.

1731 (5 février). *Déclaration*. V. FAUTEUR DE DÉFECTON. V. PRÉVÔT DES MARÉCHAUX.

1731 (4 mars). *Ordonnance*. V. ŒUVRE EN CASERNE.

1731 (20 mars). *Ordonnance*. V. CORLI ABSOLO.

1731 (28 mars). *Règlement*. V. RÈGLEMENT D'EXERCICE. V. PLASTRON.

1731 (15 septembre). *Ordonnance*. V. CONCORDAT MILITAIRE.

1732 (10 juin). *Ordonnance*. V. CADET.

1732 (2 août). *Instruction sur le campement relatif au camp d'instruction de Richemont, ou ordonnance de campement*. V. CAMPMENT TACTIQUE. V. CONCORDAT DE CAMPMENT. V. ORDONNANCE DE CAMPMENT. V. TENTE.

1732 (26 septembre). *Circulaire*. V. CORLI ABSOLO.

1732 (7 octobre). *Ordonnance*. V. BOUCHE A FEU. V. CALIBRE DE CANON D'ARTILLERIE. V. CANON D'ARTILLERIE. V. PROJECTILE.

1733 (25 mars). *Ordonnance*. V. DRAGON FRANÇAIS N° 5. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION.

1733 (28 mai). *Ordonnance*. V. ARMEMENT DE TROUPE. V. CALOTTE DE FER. V. CUIRASSE. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT.

1733 (1^{er} juin). *Instruction sur le campement, ou ordonnance de campement*. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. CAMPMENT TACTIQUE. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. ORDONNANCE DE CAMPMENT. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. SERVICE DE CAMPAGNE. V. TACTIQUE, SUBS.

1733 (1^{er} août). *Ordonnance*. V. CERCLE DE SOIR. V. CITADELLE. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. CRIME. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. FACTION. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN GARNISON. V. PIRE. V. SERVICE DE CAMPAGNE.

1753 (1^{er} décembre). *Ordonnance*. v. CONSTITUTION.

1753 (10 décembre). *Ordonnance*. v. CONSTITUTION.

1753 (22 décembre). *Ordonnance*. v. CADET.

1754 (18 janvier). *Règlement*. v. HABILLEMENT. v. ORDONNANCE D'UNIFORME. v. RÉGLEMENT D'HABILLEMENT. v. RÉGLEMENT D'UNIFORME.

1754 (15 février). *Ordonnance*. v. ÉQUIPAGES.

1754 (1^{er} avril). *Ordonnance*. v. ÉQUIPEMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 4.

1754 (20 avril). *Règlement*. v. TARAC.

1754 (20 juin). *Décision*. v. BONNEURS FUNÉRAIRES.

1754 (30 juin). *Circulaire*. v. SERMENT.

1754 (1^{er} juillet). *Ordonnance*. v. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 4.

1754 (21 août). *Décision*. v. CRÈTE. v. BONNEURS FUNÉRAIRES.

1754 (2 septembre). *Ordonnance*. v. JUSTICE MILITAIRE. v. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1754 (10 décembre). *Ordonnance*. v. CHEF DE BATAILLON N° 1. v. COMMANDANT DE BATAILLON.

1755 (8 février). *Ordonnance*. v. BAGAGE D'ARMÉE.

1754 (8 avril). *Ordonnance concernant la discipline dans les camps et marches d'armée*. v. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. v. CONSEIL JUDICIAIRE. v. CRIME. v. ORDONNANCE DE CAMPAGNE. v. ORDONNANCE DE JUSTICE. v. ORDONNANCE DE MARCHÉ. v. PEINE. v. SERVICE DE CAMPAGNE.

1756 (20 avril). *Ordonnance*. v. RARITÉ.

1757 (8 janvier). v. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau.

1757 (10 janvier). *Ordonnance*. v. CRIME. v. PROCÉDURE.

1757 (10 avril). *Ordonnance*. v. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. v. OFFICIER FRANÇAIS N° 7.

1757 (30 avril). *Ordonnance*. v. ÉDUCATION D'HABILLEMENT. v. HABILLEMENT. v. INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. v. JUSTE-AU-CORPS. v. ORDONNANCE D'HABILLEMENT. v. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1757 (30 juin). *Ordonnance*. v. ÉTAPES.

1758 (1^{er} décembre). *Ordonnance*. v. AIDE-MAJOR ANCIEN. v. APPONTEMENTS, tableau. v. AUMONIER DE CORPS N° 5. v. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE N° 7. v. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 9. v. GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 5. v. ORDONNANCE DE SOLDAT. v. PAYE.

1759 (20 janvier). *Décision*. v. BONNEURS FUNÉRAIRES.

1740 (11 janvier). *Ordonnance*. v. GENTILHOMME A DRAPEAU.

1741 (20 juillet). *Ordonnance sur le campement et le service de campagne*. Elle a servi de base au RÉGLEMENT DE 1753 (17 FÉVRIER). v. CAMPEMENT. v. CRIME. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1740. v. ORDONNANCE DE CAMPEMENT. v. ORDONNANCE DE JUSTICE. v. ORDONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE. v. PEINE. v. SERVICE DE CAMPAGNE.

1742 (1^{er} août). *Ordonnance*. v. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. v. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, tableau. v. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, tableau. v. COMPOSITION. v. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1743 (18 juin). *Cartel de guerre*. v. RANDON.

1743 (1^{er} novembre). *Ordonnance*. v. CHASSEUR. v. CHASSEUR A CHEVAL.

1744 (1^{er} février). *Ordonnance sur l'uniforme des officiers généraux*. v. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3. v. LIEUTENANT GÉNÉRAL. v. MARÉCHAL DE CAMP. v. MARÉCHAL DE FRANCE N° 5. v. OFFICIER GÉNÉRAL. v. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1744 (7 février). *Ordonnance*. v. GÉNIE. v. GÉNIE IDIOMATIQUE N° 3.

1744. *Règlement provisionnel sur le service de l'infanterie en campagne*. v. SERVICE DE CAMPAGNE.

1744. *Décision*. v. FUMI D'INFANTERIE.

1745 (10 avril). *Ordonnance*. v. GRENADIERS ROYAUX.

1745 (30 août). *Ordonnance de police*. v. CAPORAIL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 12. v. POLICE.

1746 (28 janvier). *Ordonnance*. v. GRENADIERS ROYAUX.

1746 (1^{er} mars). *Ordonnance d'exercice faisant suite au traité de Bombelles* (1746, A). v. BOMBELLES. v. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. v. TACTIQUE, subs.

1746 (27 mars). *Ordonnance sur l'uniforme des commissaires des guerres*, ou ORDONNANCE D'UNIFORME. v. COMMISSAIRE DES GUERRES. v. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1746 (5 mai). *Ordonnance*. v. CÉDATE.

1746 (18 juin). *Ordonnance*. v. ORDONNANCE DE CHAUFFAGE.

1746 (1^{er} décembre). *Ordonnance*. v. ÉQUIPAGES.

1747 (1^{er} janvier). *Ordonnance sur les hôpitaux*. v. AMBULANCE. v. AUMONIER N° 7. v. BAU MINÉRALE. v. HÔPITAL MILITAIRE. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1745.

1747 (19 janvier). *Ordonnance sur l'habillement, l'armement, l'équipement de l'infanterie*, ou ORDONNANCE D'ARMEMENT, D'UNIFORME. v. ARMEMENT. v. RAISONNETTE DE

FUSIL. V. SALLE DE FUSIL. V. RANDOUTIÈRE. V. BRIQUET. V. *épée* DE SOLDAT. V. ÉQUIPEMENT. V. HABILLEMENT. V. HABILIT. V. JUSTE-AU-CORPS. V. MARQUE DISTINCTIVE. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. RETROUSSES D'HABILIT. V. NEVERS D'HABILIT. V. SABLEUR D'INFANTERIE.

1747 (30 avril). *Ordonnance concernant les prisonniers de guerre*. V. PRISONNIERS DE GUERRE.

1747 (1^{er} juin). *Ordonnance*. V. HABILIT.

1748 (28 février). *Règlement du tribunal des maréchaux de France*. V. DETTE D'OFFICIER. V. TRIBUNAL DU POINT D'HONNEUR.

1748 (10 avril). *Ordonnance*. V. MILICE PROVINCIALE.

1748 (12 juin). *Ordonnance sur la distribution du tabac*. V. TABAC.

1748 (2 décembre). *Ordonnance*. V. CREDAIR.

1749 (10 février). *Ordonnance*. V. AFFECTEMENT, tableau. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, tableau. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. ORDONNANCE DE SOLDE. V. SOLDE.

1749 (15 février). *Ordonnance*. V. GRÉNADIERS DE FRANCE.

1749 (15 mars). *Ordonnance*. V. ESCADRON FRANÇAIS N° 3. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 2.

1749 (30 juin). *Circulaire*. V. CHIEUR-DIEN-MAJORE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7.

1749 (1^{er} et 3 juillet). *Ordonnances portant règlement sur les revues des commissaires et les décomptes*, ou ORDONNANCES DE REVUES. V. DÉCOMPTÉ. V. MASSE DE LINGE ET CHAUSSEUR. V. NOM DE GUERRE. V. ORDONNANCE DE REVUES. V. PASSÉ-VOLANT. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE SUR LE TERRAIN.

1749 (8 juillet). *Circulaire*. V. CONCORDAT.

1749 (1^{er} août). *Ordonnance*. V. ENGAGEMENT.

1750. *Ordonnance*. V. DÉNIE.

1750 (1^{er} mars). *Ordonnance*. V. GRÉNADIERS ROYAUX.

1750 (27 mars). *Circulaire*. V. DÉFILEMENT D'HONNEUR.

1750 (1^{er} mai). *Ordonnance d'habillement des dragons*. V. DRAGON FRANÇAIS N° 4. V. HABILLEMENT. V. DÉDONNANCE D'UNIFORME.

1750 (2 ou 20 mai). *Règlement d'armement*. V. BAGUETTE DE FER.

1750 (7 mai). *Ordonnance sur le maniement des armes de l'infanterie*, ou

ORDONNANCE D'EXERCICE. V. ALLER AUX DRAPEAUX. V. ALLONGER LA HAINDNETTE. V. HAINDNETTE DE FUSIL. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3, 7. V. COMPAGNIE DE GÉNÉRALISER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. ÉVALUTION. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. FÉE À GÉNÉFLEXION. V. FEU D'INFANTERIE. V. MANÈMENT D'ARMES. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. PORTE-DRAPEAU N° 7. V. PORTE-VOR ARMES. V. RANGS D'INFANTERIE. V. TACTIQUE, subs. V. TACTIQUE D'INFANTERIE.

1750 (1^{er} juin). *Ordonnance*. V. CAVALLIER FRANÇAISE N° 5. V. CUIRASSE. V. PLASTON.

1750 (25 juin). *Ordonnance concernant les gouverneurs et les lieutenants généraux des provinces, les gouverneurs et états-majors des places, et le service dans les places*, ou DÉONNANCE DE SERVICE EN GARNISON. V. HAINDNETTE DE FUSIL. V. CHEVAL DE BOIS. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5, 6. V. CRIME. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. FEMME SUSPECTE. V. FORTERESSE. V. GOUVERNEUR DE PLACE. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. HONNEUR. V. HONNEURS FUNÉRAIRES. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN GARNISON. V. PLACE À GARNISON. V. POLICE. V. PROCÉDURE MILITAIRE. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE ÉCRITE. V. RONDE. V. RONDE D'OFFICIER. V. SALUT. V. SERVICE DE GARNISON.

1750 (25 juin). *Ordonnance concernant les crimes et délits*, ou DÉONNANCE DE JUSTICE. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. CRIME. V. DÉLIT. V. FEMME SUSPECTE. V. JUGE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PEINE. V. PROCÉDURE.

1750 (novembre). *Édit*. V. NOBLESSA.

1751 (22 janvier). *Ordonnance*. V. ÉCOLE MILITAIRE.

1751 (1^{er} février). *Ordonnance*. V. CRIME.

1752 (6 mars). *Déclaration*. V. NOBLESSA.

1752 (15 mai). *Ordonnance*. V. NUSBARD N° 4.

1752 (26 juillet). *Ordonnance*. V. ASSAUT DE CORPS DE PLACE.

1753 (17 février). *Ordonnance portant règlement sur le service de l'infanterie en campagne*. Rescrit basé sur l'ORDONNANCE DE 1741 (20 JUILLET) et révisé en 1755. V. BAN CÉLESTIQUE. V. BRIGADE D'ARMÉE. V. CAMPMENT TACTIQUE. V. CARDENNIÈRE DE CAMPMENT. V. CAPITAINE DE PIQUET. V. CONSTITUTION. V. CORDEAU DE CAMPMENT. V. DRAPEAU BLANC. V. DRAPEAU DE GOLDNELLE. V. ÉPÉE DE SOLDAT. V. FANION DE RAGAGES. V. FOURRADE ARMÉE. V. GARDE DE CAMP. V. GARDE DE FATIGUE. V. GÉNIE. V. GRAND BORD. V. NACHE DE CAMPAGNE. V. HONNEURS. V. LATINES DE CAMP. V. MANTEAU D'ARMES. V. MARCHÉ-ROUTE. V.

MARQUEUR. V. MARQUISE. V. ORDONNANCE DE CAMPAGNE. V. ORDONNANCE DE CAMPEMENT. V. OUTIL DE CAMPAGNE. V. PARTI DE GÉNÉRAL. V. PÈLE DE CAMPAGNE. V. PIQUET AU CAMP. V. PULVER. V. RÉGLEMENT DE CAMPAGNE. V. SAUVAGEARD. V. SERFE DE CAMPAGNE. V. TENTE D'ANCIEN MODÈLE.

1753 (17 février), ou peut-être 15 février ou 29 juin, suivant Lachesnaie au mot *Exercice*. *Instruction sur l'exercice*, ou ORDONNANCE D'EXERCICE. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 7. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE MÉTHODIENNAIRE. V. COMMANDEMENT VOCAL. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. EXERCICES D'INFANTERIE. V. FEU A GÉNÉFLEXION. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. PELOTON D'INFANTERIE, SUBS. V. ROULEMENT. V. SERVICE DE CAMPAGNE.

1753 (14 mai). *Instruction provisoire sur l'exercice de la cavalerie*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 7. V. RANG DE CAVALERIE.

1753 (29 juin). *Instruction provisoire sur l'exercice de l'infanterie*. V. GÉNÉRAL. V. ORDONNANCE D'EXERCICE. V. TACTIQUE, SUBS. V. TENTE.

1753 (29 juin). *Ordonnance sur le service de la cavalerie en campagne*.

1754. *Ordonnance d'exercice de cavalerie qui renouvelle et augmente celle de 1755*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 7. V. D'HÉRICOURT (1756, t. v, p. 150).

1754 (14 mai). *Instruction sur l'exercice*, ou ORDONNANCE D'EXERCICE. V. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE. V. BATAILLON CARRÉ. V. BATTERIE DE CAISSE. V. BATTERIE D'ORDONNANCE. V. COMMANDEMENT VOCAL. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. FEU DE BATAILLON. V. FEU A GÉNÉFLEXION. V. MUSIQUE. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. PAS CADENCÉ. V. TACTIQUE, SUBS. V. TACTIQUE D'INFANTERIE. V. TAMBOUR IDIOPHORE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 7. V. TAMBOUR-MAJOR N° 10. V. TLA. V. TYMPANIQUE.

1755 (6 mai). *Ordonnance insérée dans Lachesnaie* (1758, I, au mot *Exercice*), dans Briquet, t. iv; dans d'Héricourt, t. v. V. ALIGNEMENT DE TROUPES. V. ALLER AUX DRAPEAUX. V. APORTEUR LES DRAPEAUX. V. APPRÊTER VOS ARMES. V. BATAILLON CARRÉ. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 7. V. BATTERIE DE CAISSE. V. BORDER LA HAIR. V. CAMPEMENT TACTIQUE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, 7. V. CARRÉ TACTIQUE. V. CARRÉ VIDE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 7. V. CHANGEMENT DE DIRECTION DE SURVEILLANCE. V. CHARGE D'INFANTERIE. V. COCARDE. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE DE RETRAITE. V. COLONNE DE ROCHE. V. COLONNE ÉPAGNOLE N° 1, 2. V. COMPAGNIE CHORÉGRAPHE. V. COM-

PAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. COEF DE RAQUETTES. V. DÉBOULEMENT. V. DEMI-FILE. V. DEMI-RANG. V. DOUBLEMENT. V. IMPOSITION CONTRE LA CAVALERIE. V. ÉCOLE DE SOLDAT. V. ENDOITEMENT DE FAR. V. ENSEIGNEMENT IDIOPHORE N° 5. V. ESPONTON. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. FEU A GÉNÉFLEXION. V. FEU DE BATAILLON. V. FEU DE PRÉTON. V. FEU DE RANG. V. FEU DE SECTION. V. FEU D'INFANTERIE. V. FORMATION SUR LA DROITE EN BATAILLE. V. FORMER LES HAIR. V. FUMÉ D'OFFICIER. V. GARDIE DE DRAPEAU. V. GÉNÉRAL. V. HAUT LES ARMES. V. INSTRUCTEUR. V. MARCHÉ DE BRIGADE D'INFANTERIE EN BATAILLE. V. MARCHÉ EN BATAILLE. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. ORDRE DE PARADE. V. PAS CADENCÉ. V. PAS DE CONVERSION. V. PAS D'ÉCOLE. V. PAS OBLIQUE. V. PAS ORDINAIRE. V. PELOTON D'INFANTERIE. V. PETIT PAS. V. PIQUET TACTIQUE. V. PORTE-DRAPEAU N° 7. V. RANG DE TAILLE. V. RANG D'INFANTERIE. V. SECTION TACTIQUE. V. SURVEILLANCE TACTIQUE. V. TACTIQUE, SUBS. V. TALONS HUMAINS. V. TENTE.

1755 (2 juin). *Ordonnance*. V. BALUT.

1755 (22 juin). *Ordonnance sur l'exercice de la cavalerie*, ou ORDONNANCE D'EXERCICE; se trouve dans d'Héricourt, t. v, et dans Lachesnaie (1758, I, t. II, p. 161). V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 7.

1755 (5 décembre). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. GÉNÉRAL IDIOPHORE N° 1. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1745.

1755 (8 décembre). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. GÉNÉRAL.

1756 (8 septembre). *Ordonnance*. V. CORNETTE IDIOPHORE.

1756 (7 décembre). *Ordonnance*. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 5. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 5.

1756 (26 décembre). *Ordonnance*. V. GUIDE D'ARMÉE.

1757. *Ordonnance*. V. CHASSEUR A CHEVAL. 1757 (5 janvier). *Ordonnance*. V. CORNETTE IDIOPHORE.

1757 (20 janvier). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE D'INFANTERIE.

1757 (24 février). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE IDIOPHORE. V. RANG HONORIFIQUE.

1757 (26 février). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE D'INFANTERIE.

1757 (9 mars). *Ordonnance*. V. ÉQUIPAGES.

1757 (25 avril). *Ordonnance*. V. FAYE.

1757 (15 août). *Ordonnance*. V. CHASSEUR. V. CHASSEUR A CHEVAL.

1757 (16 octobre). *Règlement d'exercice*. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5.

1757 (16 octobre). *Arrêt du conseil*. V. ÉCOLE MILITAIRE.

1758 (14 janvier). *Ordonnance*. V. FOURDRE & PRO.

1758 (15 mars). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. GÉNIE IDIOMIQUE. V. MINISTRE BELLE-LETTRE.

1758 (29 mars). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE D'AVANCEMENT. V. AVANCEMENT. V. ORDONNANCE D'AVANCEMENT.

1758 (29 avril). *Ordonnance*. V. ACTION D'ÉCLAT. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

1757 (1^{er} mai). *Ordonnance*. V. PAIR DE MUNITION. V. SOLDAT.

1758 (5 mai). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. GÉNIE IDIOMIQUE N° 2.

1758 (3 juin). *Ordonnance*. V. ÉQUIPAGES.

1758 (5 novembre). *Ordonnance*. V. MINISTRE FRANÇAIS.

1758 (9 décembre). *Ordonnance d'armement et d'équipement*, ou ORDONNANCE D'ARMEMENT. V. GÉNIE IDIOMIQUE. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT. — D'UNIFORME.

1759 (12 janvier). *Règlement*. V. ÉPAULETTE D'OFFICIER.

1759 (10 mars). *Ordonnance*. V. GÉNIE. V. GÉNIE IDIOMIQUE N° 3. V. INGÉNIEUR MILITAIRE.

1759 (10 mars). *Ordonnance qui institue l'ordre du mérite militaire*. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS. V. ORDRE DU MÉRITE.

1759 (22 avril). *Circulaire*. V. ÉLÈMENT.

1759 (1^{er} mai). *Ordonnance*. V. CALOTTE DE FER. V. DRAGON FRANÇAIS N° 4.

1759 (12 juin). *Ordonnance*. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5.

1759 (30 juin). *Ordonnance*. V. COMMISSAIRE DES GÉNIES N° 8.

1759 (1^{er} juillet). *Ordonnance*. V. APPOINTEMENT, tableau. V. ORDONNANCE DE SOLDAT.

1759 (10 décembre). *Ordonnance*. V. MINISTRE FRANÇAIS. V. SAPEUR DU GÉNIE.

1760 (17 février). *Ordonnance portant règlement sur le service de l'infanterie en campagne*, ou ORDONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE. Elle est indiquée dans Walther, p. 121, lettre P. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE. V. RÈGLEMENT DE CAMPAGNE. V. SERVICE DE CAMPAGNE.

1760 (mars). *Ordonnance*. V. HUSSARD N° 1.

1760 (26 mars). *Ordonnance relative aux surprises en fait de recrutement*. V. RECRUTEMENT.

1762 (21 mars). *Ordonnance*. V. DEMI-SOLON. V. PENSION DE RETRAITE.

1762 (5 avril). *Ordonnance*. V. INGÉNIEUR MILITAIRE.

1762 (10 juin). *Ordonnance*. V. PAYE.

1762 (12 octobre). *Ordonnance de solde*. V. CAPITAINE D'INFANTERIE. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7.

1762 (1^{er} décembre). *Ordonnance*. V. PAIR DE MUNITION. V. SOLDAT.

1762 (4 décembre). *Ordonnance*. V. GÉNIE IDIOMIQUE N° 3.

1762 (10 décembre). *Ordonnance d'avancement, de composition, d'administration, de solde, d'habillement*. V. AID-MAJOR ANCIEN. V. ANNESSADE. V. AT-POINTÉ. V. APPOINTEMENT, tableau. V. ARCHER DE CORPS. V. ARME DE TROUPE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. V. AVANCEMENT.

V. AVANCEMENT AU GRADE DE SOUS-OFFICIER. V. BAS OFFICIER. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, tableau. V. CAISSON A TROIS SERRURES. V. CAPITAINE DE GRENADIER N° 2. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 9. V. CAPORAIL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4, 12, 14. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE. V. CLASSE MÉTACRIQUE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 9. V. COMMANDANT DE BATAILLON.

V. COMPAGNIE DE GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. COMPOSITION. V. CONGÉ. V. CONGÉ ARMÉE. V. CONGÉ D'ANCIENNETÉ. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 1. V. DÉDOULEMENT. V. DENIER DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. DENIER DE RAQUETTES. V. ENGAGEMENT DE RECRUES. V. ENSEIGNE IDIOMIQUE N° 1. V. ÉPAULETTE DE LIEUTENANT. V. ÉPAULETTE D'OFFICIER. V. ESCOUADE. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS N° 1. V. EXÉCUTIF. V. FORDS. V. FORMATION TACTIQUE. V. FOURRIER D'INFANTERIE N° 1, 8. V. GREF-FIER DE RÉGIMENT. V. GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 5. V. HABILLEMENT. V. MARIT. V. HOMME DE TROUPE. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 4. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 4, 5, tableau. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 2. V. MAISON DU ROI N° 4. V. MAÎTRE-OUVRIER N° 1. V. MAJOR-CAPITAINE; id. N° 1, 3, 4, 5. V. MARÉCHAL DES LOGIS D'INFANTERIE. V. MASSE D'ENTRETIEN. V. MASSE D'HABILLEMENT. V. MEMBRE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1761. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 6. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. — D'AVANCEMENT. — DE COMPOSITION. — DE SOLDE. — D'UNIFORME. V. ORDRE DU TABLEAU. V. PAYE. V. POLICE. V. PORTE-ORAPPEAU N° 1. V. PRÉVOYON DE CORPS. V. RECRUE. V. RECRUTEMENT. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 4. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 5. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. SOUS-AID-MAJOR. V. SOUS-OFFICIER N° 3. V. TAMBOUR-MAJOR N° 1, 6. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 1.

1762 (21 décembre). *Ordonnance*. V. AUMONIER N° 1. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. CONSTITUTION. V. CORNETTE IDIOMATIQUE. V. GRENADIERS DE FRANCE. V. HUSSARD N° 1, 2. V. MARÉCHAL DES LOGIS DE LA CAVALERIE. V. ORDRE DU TABLEAU. V. PORT-DRAPEAU. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE BATAILLE. V. SOUS-AIDEMAJOR D'INFANTERIE. V. TRÉSORIER DE CORPS. V. SOLDE.

1763 (1^{er} février). *Ordonnance*. V. AGE MILITAIRE. V. ENGAGEMENT DE RECRUE. V. RÈGLEMENT.

1763 (1^{er} mars). *Ordonnance*. V. AIGUILLETTE. V. BONNET À POILS. V. CORNETTE IDIOMATIQUE. V. DRAGON FRANÇAIS N° 4. V. ÉPAULETTE DE COLONEL. V. HABILLEMENT. V. LÉGION DE LOUIS QUINZE. V. ORDONNANCE D'UNIFORMES.

1763 (20 mars). *Ordonnance*. V. CONGÉ DE NEMPSTRE D'OFFICIER.

1763 (25 mars). *Ordonnance*. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION.

1763 (1^{er} avril). *Ordonnance*. V. CONGÉ D'ANCIENTETÉ.

1763 (1^{er} juin). *Ordonnance*. V. COMPAGNIE GÉNÉRALE. V. GARDES ROYALES. V. GUÊTRE. V. GUÊTRE BLANCHE. V. MUSQUE. V. PRÉVOT DE CORPS. V. SOUS-OFFICIER N° 3.

1763 (1^{er} octobre). *Ordonnance*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 4. V. DÉFILEMENT ADMINISTRATIF. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 8.

1764 (29 janvier). *Ordonnance*. V. ARCHÈVE DE CORPS. V. AUMONIER DE CORPS N° 5. V. BARRE DE COMPAGNIE. V. CASQUE. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE N° 1. V. EXÉCUTIF. V. GARDES FRANÇAIS N° 2. V. GREFFIER DE RÉGIMENT. V. GUÊTRE. V. GUÊTRE BLANCHE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1761. V. MUSICIEN N° 1. V. MUSIQUE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. PRÉVOT DE CORPS. V. SERGENT D'ARMES. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11. V. SOUS-OFFICIER N° 3.

1764 (10 février). *Ordonnance*. V. HUSSARD N° 1, 2.

1764 (26 février). *Ordonnance*. V. PENSION DE RÉTRAITE.

1764 (5 mars). *Ordonnance*. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL.

1764 (20 mars). *Ordonnance*, OU ORDONNANCE D'EXERCICE. V. CHARGE D'INFANTERIE. V. FEU DE CHAUSSEE. V. FEU DE PARAPET. V. FEU EN MARCHANT. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. PAR CADENCÉ. V. PAR DE ROUTE. V. PETIT PAS. V. RANG DE TAILLE. V. TACTIQUE, subs.

1764 (20 mars). *Ordonnance sur l'administration*, OU ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. V. CONTRÔLE. V. CONTRÔLE ANNUEL. V.

HOPITAL MILITAIRE. V. MARCHÉ EN BATAILLE. V. MARF DE LING ET CHAUSSE. V. MASSE D'ENTRETIEN. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE ÉCRITE.

1764 (5 juillet). *Ordonnance*, OU ORDONNANCE DE JUSTICE. V. CHÂTIMENT MILITAIRE. V. FUSTIGATION. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1764 (9 août). *Ordonnance*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5.

1764 (10 août). *Ordonnance*. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 14. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 8. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. QUATRE-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1.

1765 (15 avril). *Circulaire*. V. INTENDANT DE PROVINCE. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

1765 (25 avril). *Règlement*. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. GRAINE D'ÉPIRARDS.

1765 (1^{er} mai). *Ordonnance*. V. EXERCICE DE CAVALERIE.

1765 (1^{er} mai). *Instruction*. V. AUFFRÈRE D'OFFICIER.

1765 (1^{er} mai). *Ordonnance*. V. ACCUSATEUR MILITAIRE. V. CAPITAINE RAPORTEUR. V. JUSTICE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE SERVICE DE GARNISON. V. SERVICE DE GARNISON.

1765 (1^{er} août). V. CONGÉ DE NEMPSTRE D'OFFICIER. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8.

1765 (13 août). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE DE CAMPAGNE. V. BRIGADE D'ARTILLERIE. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1.

1765 (27 novembre). *Ordonnance*. V. MILICE PROVINCIALE. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1766 (1^{er} janvier). *Ordonnance d'exercice*. V. ARDEUR. V. ALLER AUX DRAPEAUX. V. APPELÉZ VOS ARMES. V. ARMES TRÈS DU PEPE. V. ASSEMBLÉE CÉRÉMONIALE. V. AUX DRAPEAUX. V. RAISONNÉTE DE FUSIL. V. BATTERIE DE CAISSE. V. BORDER LA HAIE. V. BOUBRE. V. BÉFLOQUE. V. BRIQUET. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 14. V. CAPORAL TAMBOUR. V. CARRÉ TACTIQUE. V. CARTOUCHE POSTICHE. V. CEINTURON DE TROUPE. V. CHARGEMENT DE FRONT. V. CHARGE CÉRÉMONIALE. V. CHARGE EN DOUZE TEMPS. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. CLASSE TACTIQUE. V. COFFRET DE GIBERNE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE DE RÉTRAITE. V. COLONNE ÉPAGNOLIQUE N° 1. V. COMPAGNIE DE FUSILIERS. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. CONVERSION EN BATAILLE. V. COUP DE RAGETTE. V. CUIRASSE. V. DEMI-BATAILLON. V. DÉDOULEMENT TACTIQUE. V. DÉFILEMENT D'HOMMES. V.

DEMI-FILE. V. DISTANCE. V. DISTINCTION. V. DOUBLEMENT. V. DOUBLEMENT DE FILE. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. ÉCOLE DE SOLDAT. V. ÉVALUATION DE PELOTONS. V. ÉVOLUTION. V. EXERCICE A FEU. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. EXERCICE D'OFFICIERS. V. EXERCICE TACTIQUE. V. FACTIONNAIRE. V. FEU DE CHASSE. V. FEU DE DIX RANGS. V. FEU DE DIVISION. V. FEU DE FILE. V. FEU DE FUSIL. V. FEU DE PELOTONS. V. FEU DE RANGS. V. FEU DE SECTION. V. FEU EN AVANCEMENT. V. FIEGELMAN. V. FORMATION A DEUX MOUVEMENTS. V. FORMER LES RANGS. V. GARDER A TOUS. F. GARDE DE DRAPEAU. V. GÉNÉRAL. V. GUIDE GÉNÉRAL. V. GUIDE TACTIQUE. V. HATRE-COL. V. HAUTEUR TACTIQUE. V. INFANTERIE EN BATAILLE. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 6. V. MAJON-CAPITAINE N° 4. V. MARIEMENT D'ARMES. V. MANCHE DE BATAILLON EN COLONNE. V. MANCHE DE BRIGADE D'INFANTERIE EN BATAILLE. V. MARCHÉ EN BATAILLE. F. MARQUE DISTINCTIVE. V. MOUVEMENT TACTIQUE. V. ORDINAIRE D'HOMME DE TROUPE. F. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. ORDRE EN CAMEL. V. DÉVIER LES RANGS. V. PASSAGE DE TROUPES. V. PAS DE PLANC. V. PAS DE ROUTE. V. PAS DELIQUÉ. V. PAS ORDINAIRE. V. PASSAGE DE DÉFILE. V. PASSAGE DE DÉFILE EN AVANT. V. PASSAGE DE DÉFILE EN RETRAITE. V. PASSAGE DE LIGNE. V. PELOTON D'INFANTERIE. SUBS. V. PRIÉTÉ TACTIQUE. V. PRIÉTÉ D'ARMES. V. PORTE-DRAPEAU N° 4, 6, 7. V. PROMENADE. V. RANG DE TAILLE. V. RANGS D'INFANTERIE. V. RANGS OUVERTS. V. RAPPEL CÉLÉSTIQUE. V. RÉCEPTION DE DRAPEAU. V. EFFET. V. SERVICE D'HONNEUR. V. REVUE SUR LE TERRAIN. V. ROMPEMENT EN BATAILLE. V. SALUT AVEC ARMES. V. SALUT DE DRAPEAU. F. SECTION TACTIQUE. V. SÉPAREMENT DE RANGS. V. SOUS-LIEUTENANT N° 4. V. SURVEILLANT TACTIQUE. V. TACTIQUE, SUBS. V. TAILLES RUMAIS. V. TAMBOUR-MAJOR N° 9.

1766 (1^{er} mars). *Ordonnance*. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 2.

1766 (19 avril). *Ordonnance sur la composition*. V. CLARIFIÉ. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. F. FEFRE. V. HAUTOIS. V. MUSICIEN N° 1. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. SAFFRE D'INFANTERIE. V. TAILLE DE SAPPRE.

1766 (25 avril). *Ordonnance*. V. AIDE-MAJOR ANCIEN. V. ARMEMENT D'OFFICIER. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT.

1766 (1^{er} mai). *Ordonnance*. V. AGF MILITAIRE. F. CONGÉ DE GRACE. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 1. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1766 (1^{er} juin). *Ordonnance sur l'exercice de la cavalerie*. V. CAVALIER FRANÇAIS N° 7.

1766 (1^{er} novembre). *Ordonnance*. V. OFFICIER DE SEMAINE. V. ORDINAIRE D'HOMME DE TROUPE. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN GARNISON. V. SERVICE EN GARNISON.

1766 (2 novembre). *Ordonnance*. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1766 (15 décembre). *Ordonnance*. V. MUSICIEN N° 1.

1767 (25 avril). *Règlement sur l'armement, l'habillement et l'équipement*, ou ORDONNANCE D'UNIFORME. Jusque-là presque rien n'était arrêté officiellement sur aucune de ces branches. V. AIDE DE CAMP N° 3. V. ARMEMENT. V. ARMEMENT DE TÊTE. V. BACCETTE DE FER. V. ESSAI DE CAVALIER. V. BLANC A RUFFLE. V. BONNET A LA DRAGONNE. V. BONNET A TOUS. V. BONNET DE POLICE D'HOMME DE TROUPE. V. BORD D'OFFICIER DE GÉNÉRAL. V. BORD DE CHEVEUX. V. BRIQUET. V. RUFFLE DÉPENSIF. V. CADENETTE. F. CAPOAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. CHAPRAU. V. CAVALIER FRANÇAIS N° 5. V. CRISTIAN DE TROUPE. F. CHAPRAU DE TROUPE. V. CLARIFIÉ. V. COCARDE. V. COIFFURE. V. COL D'ÉQUIPEMENT. F. COLLET D'HAUT. V. COLOREL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. COMMISSAIRE DE BOUTES. V. COLONNE D'HAILEMENT. V. COUVER-PLATIN. V. CHAPRAU DE DRAPEAU. V. DRAGON FRANÇAIS N° 4. V. DRAGON D'OFFICIER. V. ÉPAULETTE DE COLONEL. V. ÉPAULETTE D'OFFICIER. V. ÉQUIPEMENT. V. ÉQUIPEMENT D'HOMME DE TROUPE. V. ÉQUIPEMENT D'HOMME. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. ÉTENDARD. V. FACE DE CHEVEUX. V. FANON DE COMPAGNIE. V. FICHE. V. FIFRE. V. FOURNIR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. FUSIL D'OFFICIER. V. GÉNÉRAL. V. GOUVERNEMENT. V. GÉNÉRAL D'ÉTENDARDS. V. GOUTTE. V. GOUTTE DE TOILE. V. HABILLEMENT. V. HAUT. F. HAUTE-COL. V. HAUTOIS. HAUTE-SAC. V. HÉRÉDITÉ MILITAIRE. V. JUSTE-AU-CORPS. V. LAME DE ENQUET. V. LÉGION DE LOUIS QUINZE. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 2. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE N° 3. V. MAJOR-CAPITAINE N° 2. V. MARQUE DISTINCTIVE. V. MUSICIEN N° 1, 4. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PAMPELO. V. PLUMET. V. POKALIN. V. PORTE-DRAPEAU N° 3. V. QUEUX DE CHEVEUX. V. RENDGOTE D'OFFICIER. V. RÈGLEMENT D'ARMEMENT. V. RÈGLEMENT D'ÉQUIPEMENT. V. RÈGLEMENT D'ÉQUIPEMENT. V. EFFETS D'ARM. V. SASSÉ D'HOMME DE TROUPE. V. SABBETACH. V. SASSÉ D'INFANTERIE. V. SCHAKO. V. SENGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. F. TAILLE DE SAPPRE. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. TAMBOUR-MAJOR N° 4. V. TROUS. V. TROUS. V. TIREBALLE.

1767 (31 mai). *Ordonnance*. V. APPEL DE POLICE.

1767 (17 juillet). *Ordonnance*. V. COURGE DE SEMAINE D'OFFICIER.

1767 (1^{er} août). *Ordonnance*. V. GENDARMERIE DE LUNÉVILLE.

1761 (20 août). *Ordonnance*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5. V. GENDARMERIE DE LA MAISON.

1767 (25 août). *Règlement*. V. PISTOLET.

1767 (1^{er} décembre). *Ordonnance*. V. CAPITAINE COMMANDANT.

1767 (14 décembre). *Décision*. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1761.

1768 (1^{er} janvier). *Ordonnance*. V. SÉMENT.

1768 (1^{er} mars). *Ordonnance*, OU ORDONNANCE DE SERVICE, en partie confirmée par le décret de 1811 (24 décembre) et par l'ordonnance de 1829 (31 mai). V. ABBONNEMENT AU THÉÂTRE. V. ADJUDANT DE PLACE N° 3. V. AIDE-MAJOR ANCIEN. V. AIDE-MAJOR DE PLACE. V. ALARME. V. APPEL AU CORPS DE GARDE. V. APPEL DE MATIN EN GARNISON. V. APPEL DE DÉPART DE SEMAINE A LA PARADE. V. APPOINTÉ. V. APOINTEMENT. V. ARME DE DÉSECTEUR ÉTRANGER. V. ARME DE LONGUEUR. V. ARRÊTS. V. ARMEMENTS CÉRÉMONIEL. V. ATTAQUE DE PLACE. V. BALLE DE CHIEF. V. BILLET D'APPEL DE PHISIE. V. BILLET DE LOGEMENT. V. BILLET DE LOGEMENT DE COMPAGNIE EN ROUTE. V. BOURGEOIS. V. BRIGADIER DES ARMES. V. CABARET. V. CABARETIER. V. CACNOT. V. CAPITAINE DE GENDARMES D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. CAPITAINE DE POSTES. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8, 15, 16, 18, 20, 22. V. CAPORAL DE SEMAINE N° 1. V. CAPORAL D'ORDRE. V. CARTEL DE GUERRE. V. CASSER. V. CERCLE DE SOIR. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. CHEF DE CHAMBRE. V. CHEVAL DE BOD. V. CHEVAL DE DÉSECTEUR ÉTRANGER. V. CITADELLE. V. CINQUÈME TOUR DE SERVICE. V. CLOCHER DE FERMETURE. V. CLOCHE D'OUVERTURE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 18, 20, 28. V. COMÉDIE. V. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE N° 2, 5. V. COMMANDANT DE PLACE; *Id.* N° 2, 5, 7, 10. V. COMMANDANT DE SERVICE. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. CONCIERGE. V. CONDAMNÉ A MORT. V. CONGÉ LIMITÉ. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. CORNIGER INTRA MUROS. V. CORNIGER-FORTIER. V. CORVALESCENT DU CORPS EN ROUTE. V. CORVALESCENT PRÉSENT AU CORPS. V. CONVOI A LA SUTTE. V. CORVOI FURÉRIER. V. CORVÉE DE PAIR. V. CORVÉE D'HOMME OU TROUPE. V. CORVÉE EN GARNISON. V. COUVERTE DE PRISONNIER. V. COUVERTE-PLATINE. V. CRÉDIT COMMERCIAL. V. CRIMINEL. V. DÉCHARGE DE CÉRÉMONIE RUMÉRIE. V. DÉFENSE DE PLACE. V. DÉFILEMENT DE PARADE. V. DÉGRADATION DE CAMPENEMENT. V. DÉPART DE CORPS. V. DÉPART DE GARDE. V. DÉSECTEUR A L'ENNEMI. V. DÉTACHEMENT DE CORPS. V. DÉ-

TACHEMENT DE GUERRE. V. DETTE D'OFFICIER. V. DUEL MILITAIRE. V. DIANE. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. DISTRIBUTION DE RATION. V. ÉCOLE DE CONSTRUCTION, ETC. V. EFFET DE CAMPENEMENT. V. EFFET DE DÉCISE EN GARNISON. V. ENBAU-CHAGE. V. ÉPÉE D'OFFICIER DÉCISE. V. ESCORTE DE DISTRIBUTION. V. ESCOUADE. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. EXÉCUTION A MORT. V. EXERCICE VACTIQUE. V. EXTRAORDINAIRE DES GUERRES. V. FACTOR. V. FAIOT. V. FANFARE. V. FAUTE. V. FAUTEUIL. V. FAUTEUR. V. FEMME A LA SUTTE. V. FEMME RESPECT. V. FERMETURE DE POSTES. V. FEU D'ÉCLAIRAGE. V. FEUILLE DE PRÉT. V. FORT. V. FORTIFIE. V. FORTIFICATION PERMANENTE. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 6, 9, 12. V. FOURRIER EN ROUTE. V. FURIL D'INFANTERIE. V. GALE. V. GARDE ARMÉE. V. GARDE DE LA PLACE. V. GARDE DE POLICE EN GARNISON. V. GARDE DESCENDANTE. V. GARDE EN GARNISON. V. GARNISON. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 5. V. GLACIS DE FORTIFICATION. V. GOUVERNEUR DE PLACE DE GUERRE N° 4, 5. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. GRAND D'OFFICIER. V. GRADE SUPÉRIEUR. V. GUÊTRE NOIR. V. HABILLEMENT. V. HAIR. V. HAUTE DE ROUTE. V. HALTE-PLA. V. HAUT LES ARMES. V. HAUSSE-COL. V. RAVRE-SAC. V. HOMME DE GARDE. V. HOMME DE TROUPE N° 6. V. HONNEURS. V. HONNEURS FUNÉRAIRES. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. HOTE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 6, 7. V. INGÉNIEUR MILITAIRE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 2, 4. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7, 8. V. LOGEMENT D'HABITATION. V. MAIRE DE COMMUNE. V. MAJOR-CAPITAINE N° 4, 5. V. MAJOR DE PLACE N° 3. V. MARCHEROUTE. V. MARCHÉ DE SERVICE. V. MILICE BOURGEOISE. V. MOT. V. MOT D'ORDRE. V. MURATIONS D'EXERCICE. V. NUIT DE REPOS. V. OFFICIER CHIEF DE POSTE. V. OFFICIER DE COMPAGNIE. V. OFFICIER DE GARDE. V. OFFICIER DE ROUTE. V. OFFICIER DE SEMAINE. V. OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4, 6, 7. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 7, 12, 13, 14. V. OFFICIER DU GÉNÉRAL N° 7. V. OFFICIER INFÉRIEUR. V. ORDRE DE MORTS. V. ORDONNANCE DE SERVICE. V. OUVERTURE DE PORTE. V. PARADE DE TROUPE. V. PARAGON GÉNÉRAL. V. PARTI DE GUERRE. V. PEINE DE MORT. V. PERMISSION. V. PIQUET CORRECTIONNEL. V. PLACE A GARNISON. V. PLAT PAYS. V. POLICE. V. PORT DE FORTIFICATION. V. PORT-LEVIS. V. PORTE-DRAPEAU N° 6. V. POSTE D'HOMME DE GARDE EN GARNISON. V. PREMIER CÉRÉMONIE. V. PRISON. V. PRISON DE CAMPENEMENT. V. PRISON DE PLACE. V. PROCÉDURE. V. PURIFICATION. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. QUI VIVE. V. RANG HONORIFIQUE. V. RÉCEPTION D'OFFICIER. V. RÉGIMENT FRANCO-ÉTRANGER. V. RETENUE SUR AFFECTEMENTS. V. RETRAITE CÉRÉMONIE. V. REVERS D'HABIT. V.

RONDE. V. RONDE D'OFFICIER. V. RONDE MAJOR. V. RALLE DE DISCIPLINE. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10. V. SERGENT-MAJOR N° 1. V. SERVICE DE GARNISON. V. SERVICE DE SE-MAINF. V. SIÈGE OFFENSIF. V. SOUS-AIDE-MAJOR. V. SOUS-LIEUTENANT N° 1. V. SOUS-OFFICIER N° 6, 8, 10. V. SUBORDINATION. V. TAMBOUR IDIOMATIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1, 4. V. TENUE. V. TRAVAILLEUR. V. TRAVERSIN. V. TRÉSORIER DU CORPS N° 3, 5, 6. V. TRÉSORIER DE CORPS EN ROUTE.

1768 (21 mai). *Ordonnance*. V. GALE.

1768 (1^{er} juillet). *Ordonnance*. V. ÉQUIPAGES. V. VOITURES D'ÉQUIPAGE.

1769 (10 mars). *Ordonnance*. V. RANG MONOÉPIQUE.

1769 (1^{er} mai). *Instruction aux troupes légères sur l'exercice d'infanterie*, ou ORDONNANCE D'EXERCICE. V. ABROUCTION. V. ARME SOUS LE BRAS GAUCHE. V. ARMEMENT D'UNIFORME. V. BANDOLETTE AU CANON. V. BATAILLON GÉOMÉTRIQUE. V. CHANGEMENT DE FRONT A DEUX MOUVEMENTS. V. CHANGEMENT DE POSITION. V. CHARGE D'INFANTERIE. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COMBAT CONTRE INFANTERIE. V. COMMANDEMENT VOCAL. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. CONVERSION EN COLONNE. V. CROISER LA RASONNETTE. V. DEMI-BATAILLON. V. DÉPLOIEMENT. V. DÉPLOIEMENT CENTRAL. V. DÉPLOIEMENT DE FIO FERME. V. DÉPÔT DE LA GUERRE. V. DIVISION DE BATAILLON. V. DOUBLE HAIE. V. DOUBLEMENT. V. DOUBLEMENT DE SECTIONS. V. DEMOUREL. V. ÉCHELON. V. ÉCHELON ANGULAIRE. V. ÉCHELONNEMENT. V. ÉCOLE DE COMMANDEMENT VOCAL. V. ESPACE DE RANGS. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. FEU A RÉNÉFLEXION. V. FEU DE BELLE-BAUDE. V. FEU DE DEUX RANGS. V. FEU DE PARAPET. V. FEU DE SECTION. V. FEU D'INFANTERIE. V. FEU EN AVANT. V. FIEGELMAN. V. FORMATION EN BATAILLE. V. FORMER LES DIVISIONS. V. FUSEL D'OFFICIER. V. GIERNE. V. GUIDE DE SUBDIVISION. V. GUIDE GÉNÉRAL. V. GUIDE TACTIQUE. V. INFANTERIE LÉGÈRE. V. MANTENEMENT D'ARMES. V. MARCHÉ DE BATAILLON EN BATAILLE. V. MARCHÉ DE BATAILLON EN COLONNE PAR LE FLANC. V. MARCHÉ DE BRIGADE D'INFANTERIE EN BATAILLE. V. MARCHÉ EN BATAILLE. V. MASSE TACTIQUE. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. ORDRE EN ÉCHELON. V. ORDRE MINCE. V. PAS DE CHARGE. V. PAS DE COURSE. V. PAS D'ÉCOLE. V. PAS OBLIQUE. V. PASSAGE DE DÉFILE EN RETRAITE. V. PELOTON D'INFANTERIE, SUBS. V. PLOIEMENT. V. PRÉSENTER VOS ARMES. V. PRÉT. V. RANG DE TABLE. V. RANGS D'INFANTERIE. V. RANGS OUVERTS. V. REMETTRE LA RASONNETTE. V. REMETTRE EN BATAILLE. V. REMETTRE PAR LA DROITE, ETC. V. SALUT AVEC ARMES. V. SECTION TACTIQUE. V. SERRÉ-FILE. V.

TERRAIN INDIVIDUEL. V. TIRECEMENT. V. TOR DE COMMANDEMENT.

1769 (1^{er} mai). *Ordonnance sur la composition*. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1771 (4 avril). V. MILICE PROVINCIALE.

1771 (14 avril). *Ordonnance*. V. GARNES FRANÇAISES N° 2.

1771 (16 avril). *Ordonnance*. V. BAITE PAYE. V. BATAILLON DE VÉTÉRANCE.

1771 (11 juin). *Instruction*. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

1771 (19 juin). *Ordonnance sur la composition et la formation*, ou ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. CASSATION DE SOUS-OFFICIER. V. CASSATION DISCIPLINAIRE. V. CASSE. V. CHASSEUR D'INFANTERIE DE BATAILLE. V. CLARINET. V. COMPAGNIE COLONELLE. V. COMPAGNIE DE CHASSEURS D'INFANTERIE. V. COMPAGNIE DE GRENADIERS N° 3, 6. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE DE LIGNE N° 2, tableau. V. DIVISION. V. DRAPPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. ESCOUADE. V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. FORMATION TACTIQUE. V. FOURREUR D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 8. V. GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 5. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. PORTE-DRAPEAU N° 7. V. RANG DE TABLE. V. RANGS D'INFANTERIE. V. SAPEUR D'INFANTERIE. V. SECTION ADMINISTRATIVE. V. SERGENT DE GRENADIERS. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. SOUS-LIEUTENANT N° 4.

1771 (4 août). *Edit*. V. CHEVRON D'ANGÉLISME. V. FEU. V. GRENADIER DE FRANCE. V. HAUSSON. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. MILICE PROVINCIALE. V. MUSICIEN N° 1, 2, 3. V. OFFICIER DE COMPAGNIE. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

1772. — *Arrêt de* V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5.

1772 (13 janvier). *Lettre ministérielle*. V. COMÉDIE.

1772 (16 février). *Ordonnance*. V. HAUSSON. V. MOUSQUETAIRES DE LA GARDE.

1772 (9 juin). *Ordonnance*. V. HAUSSON. V. HEMAROT. Id. N° 2.

1772 (17 août). *Ordonnance*. V. ACHONIER N° 5. V. COMPAGNIE COLONELLE. V. CONGÉ DE RENESTER D'HOMME DE TROUPE. V. CONGÉ D'ÉTÉ. V. CONSEIL DE SANTÉ. V. ESCADRON FRANÇAIS N° 2, 3.

1774 (21 février). *Règlement*. V. FEU ET PETIT ÉQUIPEMENT.

1774 (8 juin). *Règlement*, ou ORDONNANCE D'UNIFORME. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1774 (11 juin). *Instruction sur l'exercice*, OU ORDONNANCE D'EXERCICE. V. ALIGNEMENT, V. ALLER AUX DRAPEAUX. V. ARME AU BRAS. V. BATAILLON DE DIRECTION. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8. V. BONDÉFRA LA MAIN. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 19. V. CARRÉ PLEIN. V. CHANGEMENT DE POSITION. V. CHARGE EN DOUZE TEMPS. V. CHARGE PRÉCIPITÉE. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6, 31. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE DE ROUTE. V. COLONNE SERRÉE. V. COMMANDEMENT GÉNÉRAL. V. COMPAGNIE COLONELLE. V. COMPAGNIE DE GRENADIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5, 6. V. CONTRE-MARCHE ÉPAGNOLE. V. DÉBOULEMENT TACTIQUE. V. DÉFILEMENT D'INDIVIS. V. DEMI-RANG. V. DEMI-TOUR. V. DÉPLOIEMENT. V. DÉPLOIEMENT DE RANGS. V. DÉTERMINER LA LIGNE DE BATAILLE. V. DIRECTION DE BATAILLON EN BATAILLE. V. DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE. V. DISTANCE. V. DIVISION DE BATAILLON. V. DOUBLEMENT. V. DOUBLEMENT DE FILS. V. DOUBLEMENT DES SECTIONS. V. DRAPEAU D'INFANTERIE DE LIGNE. V. ÉCOLE DE COMMANDEMENT VOCAL. V. ÉCOLE DE PELOTON. V. ÉCOLE DE SOLDAT. V. EN ARRIÈRE. V. ŒUVRE DES RANGS. V. EXERCICE DE DÉTAILS. V. FACTIENNAIRE. V. FEU DE DEMI-BATAILLON. V. FEU DE DIVISION. V. FEU DE PELOTONS. V. FIN D'INFANTERIE. V. FIN EN AVANÇANT. V. FEU EN RETRAITS. V. FEUILLE D'APPEL. V. FORMER LE BATAILLON SUR LA DROITE, ETC. V. FORMER LES DIVISIONS. V. FORMER LES PELOTONS. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. FUSIL D'OFFICIER. V. GARDE À VOUS. V. GARDÉ-DRAPEAU. V. GUIDE DE BATAILLE. V. GUIDE DE SUBDIVISIONS. V. GUIDE TACTIQUE. V. INSTRUCTEUR. V. INSPECTION DES ARMES. V. INTERVALLE D'INFANTERIE. V. INVERSION. V. LIGNE COMBINÉE. V. MARCHES DE BATAILLON EN BATAILLE. V. MARCHES EN BATAILLE. V. MOUVEMENT DE MASSEMENT D'ARMES. V. MUSCIEN N° 2, 5. V. OBSTACLE. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 5. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. ORDRE DE PARADE. V. ŒUVRE DES RANGS. V. PARADE DE TROUPES. V. PAS ALLONGÉ. V. PAS D'ÉCOLE. V. PAS DRUMMAIRES. V. PAS REDOUBLÉ. V. PASSAGE DE DÉFILE. V. PASSAGE DE LIGNE. V. PASSAGE D'OBSTACLES. V. PELOTON D'INFANTERIE. V. PETIT PAS. V. PLOIEMENT. V. POINT DE VUE. V. PORT D'ARMES. V. PORT-DRAPEAU N° 7. V. POSITION SOUS LES ARMES. V. PROMPT MANŒUVRE. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. RANG DE BATAILLE. V. RANGS D'INFANTERIE. V. RANGS OUVERTS. V. RÉCEPTION DE DRAPEAUX. V. RELÈVEZ VOS ARMES. V. REVUE D'HONNEUR. V. REVUE SUR LES TERRELLS. V. ROMPEMENT EN BATAILLE. V. ROMPEMENT PAR LA DROITE, ETC. V. SECTION TACTIQUE. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE

DE LIGNE N° 5. V. SOUS-AIDE-MAJOR. V. SOUS-LIEUTENANT N° 4. V. TÊTE À DROITE. V. TON DE COMMANDEMENT.

1774 (3 octobre). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. AUMONIER N° 5.

1775 (26 avril). *Ordonnance de composition*. V. ANCIENNÉTÉ DE GRADÉ POUR COMMANDEMENT. V. BAS OFFICIER. V. CLARINET. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. COLONEL EN SECONDE. V. COMMANDANT DE BATAILLOIS. V. COMMANDEMENT HÉRARCHIQUE. V. COMPAGNIE DE CHASSEURS. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. DÉBOULEMENT CONSTITUTIF. V. ENCOUPE. V. FINANCE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. FIFRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1774 (8 juin). V. OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR DE CORPS. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. PAVÉ. V. PORT-DRAPEAU N° 2. V. RANG DE TAILLE. V. SOUS-OFFICIER N° 3. V. TAMBOUR-MAJOR N° 1.

1775 (25 mai). *Ordonnance*. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1775. V. MOUSQUETON DE LA GARDE.

1775 (30 mai). *Arrêt du conseil*. V. POUCE À FEU.

1775 (30 mai). *Instruction pour régler provisoirement l'exercice d'infanterie*, OU ORDONNANCE D'EXERCICE. V. ABDUCTION. V. ALIGNEMENT. V. ANCIENNÉTÉ DE GRADÉ D'OFFICIER. V. AFFINEMENT. V. tableau. V. CAMPMENT TACTIQUE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 19. V. CARRÉ VIDÉ. V. CHANGEMENT DE POSITION. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. CLARINET. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE DE RETRAITS. V. COLONNE SERRÉE. V. COMMANDEMENT GÉNÉRAL. V. COMMANDEMENT VOCAL. V. COMPAGNIE DE CHASSEURS D'INFANTERIE. V. COMPAGNIE DE GRENADIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. CONVERSION À PIVOT FIXE. V. COUF DE MOUTTE. V. DÉPLOIEMENT. V. DÉPLOIEMENT DE RANGS. V. DENIERS DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. DISTANCE. V. DOUBLEMENT. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. ÉCHILON. V. ÉCHIQUE. V. EN ARRIÈRE. V. ŒUVRE DES RANGS. V. FACTIENNAIRE. V. FEU À GÉNÉFLEXION. V. FEU DE DEMI-BATAILLOIS. V. FEU DE DEUX RANGS. V. FEU D'INFANTERIE. V. FEU EN AVANÇANT. V. FICHE. V. FORMATION SUR LA DROITE. V. FOURRIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. GARDE DE DRAPEAU. V. GUIDE DE SUBDIVISION. V. GUIDE GÉNÉRAL. V. GUIDE TACTIQUE. V. HAUBOIS. V. INSTRUCTEUR. V. JALONNIER. V. MAJOR-CAPITAINE N° 1. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. ORDRE DE PARADE. V. PAS D'ÉCOLE. V. PASSAGE DE DÉFILE. V. PASSAGE DE DÉFILE EN RETRAITS. V. PASSAGE

DE LIGNES. V. SÉREMENT DE COLONNE. V. TACTIQUE, subs.

1775 (26 juin). *Ordonnance*. V. ARMÉE N° 1.

1775 (2 septembre). *Règlement d'habillement*. V. BONNET A POILS. V. CASQUE DE GUERRE. V. CHAPEAU. V. CHAPEAU A QUATRE COÛRES. V. CLOU DE SOULÈVES. V. COL DE TROUPE. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 5. V. GÉNÉRAL. V. POINT A HABILLEMENT. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 5. V. GÉNIE IDIOMATIQUE N° 4. V. MASSIF D'HABILLEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. QUEUE DE CHEVELURE. V. RÉGIMENT D'HABILLEMENT. V. TALON DE SOULÈVES. V. TENUE.

1775 (27 septembre). *Règlement*. V. ARMÉE DE CORPS N° 1.

1775 (12 décembre). *Ordonnance*. V. CONGÉ DE SEMESTRE D'HOMME DE TROUPE. V. DÉSERTEUR. V. GALÈRES DE TERRE.

1776 (1^{er} janvier). *Edit*. V. CONVOI A LA SUITE.

1776 (1^{er} février). *École militaire*.

1776 (18 mars). *Ordonnance*. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. LIEUTENANT DE ROI N° 2.

1776 (25 mars). *Ordonnance d'administration*, etc. V. CAISSE A TROIS SERRURES. V. CAPITAINE D'HABILLEMENT N° 1. V. COMMISSAIRE AUX RÉCEPTIONS D'EFFETS. V. COMMISSAIRE DES GÉNÉRALIS N° 6. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 1. V. CORPS D'INTENDANCE N° 7. V. DÉCOMPTÉ D'EXCÉDANT DE MAME. V. DRAP DE TROUPE. V. DRAP D'HABIT DE SOUS-OFFICIER. V. ÉCHANTILLON D'ÉTOFFE. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. EXTRAIT DE REVUE. V. FACTURE. V. FINANCE. V. HABILLEMENT. V. HAVRESAC. V. INSPECTEUR-GÉNÉRAL; id. N° 5. V. MAGASIN DE CORPS. V. MASSE GÉNÉRALE. V. MEMBRE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. ORDINAIRE D'HOMME DE TROUPE. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PAVE. V. PERSONNE DE TRAITE. V. PETIT ÉQUIPEMENT. V. PETITE MONTURE. V. PLASTRON. V. PRÊT. V. REGISTRE JOURNAL. V. RÉGLEMENT D'ADMINISTRATION. V. RETENUE SUR PRÊT. V. REVUE SUR LE TERRAIN.

1776 (25 mars). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. AGE D'ENROULEMENT D'OFFICIER. V. AIDE-MAJOR ANCIEN. V. APPONTÉ. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. V. AUMONIER N° 7. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, tableau. V. CADET. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. CAPITAINE EN SECOND. V. CAVALIER FRANÇAIS N° 2. V. CHASSEUR A CHEVAL. V. CHIEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. COMMANDANT DE BATAILLON. V.

COMMISSAIRE DES GÉNÉRALIS N° 8. V. COMPAGNIE AUXILIAIRE. V. COMPAGNIE DE CHAMFERS. V. COMPAGNIE DE GRENADIERS N° 3. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. CONGÉ D'ARCIBERTÉ. V. CONGÉ DE GRACE. V. CONGÉ DE SEMESTRE. V. COMPOSITION. V. ENROULEMENT. V. DIVISION D'ARMÉE. V. DIVISION DE BATAILLON. V. DIVISION MILITAIRE. V. DRAGON FRANÇAIS N° 1, 4. V. ENGAGEMENT DE ESPRUE. V. ESCADRON FRANÇAIS N° 3. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS N° 2. V. FRATRE. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8. V. FUSIL D'OFFICIER. V. HUSSARD N° 2. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. INSTRUMENT DE HAUT CRIST. V. LÉGION DE LOUIS QUINZE. V. LIEUTENANT-COLONNEL N° 7. V. MAÎTRE-OUVRIER. V. MAJOR CAPITAINE N° 1, 5. V. MINISTRE DE LA GUERRE ANNÉE 1775. V. OFFICIER DE FORTIFICATION. V. OFFICIER DE COMPAGNIE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. PASSAGE DE DÉFILE. V. PELOTON D'INFANTERIE, subs. V. PORTE-DRAPEAU N° 2, 3. V. PRÉVOYANT DE CORPS. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 2, 4. V. SERGENT-MAJOR N° 1, 7. V. SOUS-AIDE-MAJOR. V. TAILLE DE MILITAIRE. V. TONNAGE.

1776 (25 mars). *Ordonnance de police*.

V. APPEL DE POLICE. V. BONNET A POILS. V. BOUCLE DE CHEVEUX. V. CONGÉ DE SEMESTRE D'HOMME DE TROUPE. V. COUP DE PLAT DE SARRIS. V. DÉLAI DE REPENTIR. V. DÉSERTEUR. V. GRACE. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE N° 6. V. MAJOR DE PLACE N° 3. V. MUSICIEN N° 3. V. OFFICIER DE SEMAINE. V. OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR DE CORPS. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 13. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. PIQUET CORRECTIONNEL. V. PRISON DE PLACE. V. PROMOTION MILITAIRE. V. RANG D'INFANTERIE. V. RECRUE. V. REPAR DE CORPS. V. SERMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. SUBORDINATION. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 1.

1776 (28 mars). *Décision*. V. ÉCOLE MILITAIRE. V. GÉNIE IDIOMATIQUE N° 4.

1776 (31 mars). *Règlement*. V. HAVRESAC.

1776 (31 mai). *Ordonnance d'habillement*. V. SAUBRIER D'HOMME DE TROUPE. V. BONNET A POILS. V. CAPOTE DE TROUPE. V. CASQUE. V. CEINTURE DE COURSE. V. CHAPEAU A QUATRE COÛRES. V. CHAPEAU DE CHEVELURE. V. FACE DE CHEVELURE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. ORDONNANCE D'HABILLEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PELOTON. V. ENROULEMENT. V. SERGENT-MAJOR N° 4.

1776 (31 mai). *Ordonnance relative aux fourrages*. V. ENTERPRISE DE FOURNITURES. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION.

1776 (1^{er} juin). *Ordonnance d'exercice d'infanterie*. V. ÉDUCATION. V. ALLER AUX DRAPEAUX. V. BORDER LA HAIE. V. BRIGADE

D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. CARRÉ TACTIQUE. V. CHANGEMENT DE POSITION. V. CHARGE DE CAVALLERIE. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COMMANDEMENT VOCAL. V. COMPAGNIE COLONELLE. V. COMPAGNIE DE FUSILIERS. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. CONTRE-MARCHE ÉPAGOGIQUE. V. DÉFILEMENT D'HONNEUR. V. DEMI-RANG. V. DÉPLOIEMENT. V. DÉPLOIEMENT DE BRIGADES. V. DISPOSITION CONTRE LA CAVALLERIE. V. DRAPPEAU BLANC. V. ÉVOLUTION A DEUX LIGNES. V. ÉVOLUTION DE LIGNES. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS. V. EXERCICE. V. FACTONNAIRE. V. FANION DE BAGAGE. V. FEU A GÉNÉRATION. V. FEU DE BATAILLON. V. FEU DE CHAUSSEE. V. FEU DE DEMI-BATAILLON. V. FEU DE DEUX RANGS. V. FEU DE FILLE. V. FEU DE TROIS RANGS. V. FEU D'INFANTERIE. V. FEU EN AVANCANT. V. FEU EN RETRAITE. V. FORMER LES ÉPIFONNES. V. FOURCHER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. GARDE DE DRAPPEAU. V. GUINENT (1773, E). V. HONNEURS. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4. V. INSTRUCTION DES ARMES. V. INSTRUCTEUR. V. LIGNE TACTIQUE. V. MAJOR-CAPITAINE N° 4. V. MUSICIEN N° 1, 2. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. PAS ALLONGÉ. V. PAS DE CHARGE. V. PAS DE FLANC. V. PAS DE MAROCHUTES. V. PAS D'ÉCOLE. V. PAS OBLIQUE. V. PAS ORDINAIRE. V. PAS REDOUBLÉ. V. PASSAGE DE DÉFILE EN AVANT. V. PASSAGE D'OBSTACLE. V. PETIT PAS. V. PROMPT MANOEUVRE. V. RANG DE TAILLE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. REVUE D'HONNEUR. V. REVUE SUR LE TERRAIN. V. SALUT AVEC ARMES. V. SUBDIVISION TACTIQUE. V. TACTIQUE, SUBS. V. TIR D'INFANTERIE. V. TON DE COMMANDEMENT.

1776 (17 juin). *Ordonnance*. V. HOTEL DES INVALIDES.

1776 (27 juin). *Règlement*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 4. V. PREMIER COMMISSAIRE.

1776 (30 juin). *Décision*. V. CORVOI A LA SUITE.

1776 (2 juillet). *Ordonnance*. V. PIONNIER.

1776 (31 août). *Ordonnance*. V. COMPAGNIE AUXILIAIRE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1776 (1^{er} septembre). *Ordonnance*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5. V. GENDARMERIE DE LA MAISON.

1776 (13 septembre). *Ordonnance*. V. CERT-SUIMES.

1776 (14 septembre). *Ordonnance*. V. CHIRURGIEN. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 3, 8. V. COMMISSAIRE PRINCIPAL. V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR.

1776 (3 novembre). *Ordonnance*. V. AFFILIATION FRANÇAISE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1775.

1776 (16 décembre). *Ordonnance*. V. CADRE.

1776 (30 décembre). *Ordonnance qui réorganise le corps royal du génie*. V. GÉNIE.

1776 (31 décembre). *Ordonnance, ou ORDONNANCE D'EXERCICE relative aux travaux de siège*. V. ATTAQUE DE PLACE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 51. V. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE N° 3. V. COMMANDANT DE PLACE N° 10. V. DÉFENSE DE PLACE. V. GARNISON. V. LÉNIE. V. GÉNIE IDIOTIQUE N° 2. V. INGÉNIEUR GÉOGRAPHE N° 4. V. MINISTRE DE LA GUERRE ANNÉE 1775. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. TRAVAILLEUR A LA TRANCHE.

1777 (26 février). *Ordonnance*. V. AIDE CHIRURGIEN.

1777 (1^{er} mai). *Ordonnance d'exercice des troupes à cheval*. V. CAVALLERIE FRANÇAISE N° 7. V. DRAGON FRANÇAIS N° 4. V. DRAPPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE.

1777 (2 juin). *Ordonnance*. V. CONCÉ DE SYMÉTE D'HOMME DE TROUPE.

1777 (17 juillet). *Ordonnance*. V. GARNES FRANÇAISES N° 2. V. PENSION DE RETRAITE.

1777 (26 juillet). *Circulaire*. V. SERMENT.

1777 (18 octobre). V. CADRE. V. DETTE DE MILITAIRE. V. ÉCOLE MILITAIRE.

1778 (9 mars). *Ordonnance*. V. RELEVÉE VOS ARMES.

1778 (28 avril). *Ordonnance provisoire sur le service de campagne*, ou ORDONNANCE DE CAMPEMENT, DE SERVICE EN CAMPAGNE. V. ARTILLERIE D'INFANTERIE. V. BATAILLON DE CHASSEURS. V. BATAILLON DE GRENADIERS. V. BORD D'HOMME DE TROUPE. V. BOUCHER MILITAIRE. V. BOULANGER MILITAIRE. V. CAISSON DE RÉGIMENT. V. CAMP D'INSTRUCTION. V. CAMPEMENT ACTIF. V. CAMPEMENT TACTIQUE. V. CANTONNEMENT. V. CAPITAINE DE GRENADIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. CAPITAINE EN SECONDE. V. CHEVAL DE VIVANDIERS. V. COMMANDANT DE QUARTIER GÉNÉRAL. V. CONDUCTEUR DE BÊTES DE SOMME. V. CORVALESCENT DE CORPS EN ROUTE. V. CORDEAU DE CAMPEMENT. V. COUVERTE DE CAMPEMENT. V. DIVISION D'ARMÉE. V. ÉTUDE D'OUTILS DE CAMPAGNE. V. FANION DE BAGAGE. V. FANION DE CAMPEMENT. V. FEMME A LA SUITE DES CORPS. V. FICHE. V. FOURCHE DE TENTE. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. GAMELLE. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 5. V. HACHE DE CAMPAGNE. V. HAVENAC. V. MAJOR DE BRIGADE. V. MAJOR GÉNÉRAL. V. MANTEAU D'ARMES. V. MARMIER DE CAMPAGNE. V. MARQUIER. V. MESSE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE CAMPAGNE. V. ORDONNANCE DE CAMPEMENT. V. OUTIL DE CAMPAGNE. V. PAS DE CAMP. V. PELLE DE CAMPAGNE. V. PIONNIER. V. PIQUET AU CAMP.

V. RANG HONORIFIQUE. V. SAC A DISTRIBUTION. V. SAPEUR D'INFANTERIE. V. SERPE DE CAMPAGNE. V. SERVICE DE CAMPAGNE. V. TENTE. V. TENTE D'ANCIEN MODÈLE. V. TENUX. V. TROISIÈME CÉLÉSTIQUE.

1778 (18 septembre). *Ordonnance*. V. PAIN DE NUTRITION.

1778 (22 novembre). *Ordonnance*. V. HUSSARD N° 2.

1779 (29 janvier). *Ordonnance*. V. CHASSEUR A CHEVAL. V. ESCADRON FRANÇAIS N° 3. V. LÉGION DE LOUIS QUINZE. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 2.

1779 (24 février). *Règlement sur l'habillement*. V. AGRASSE. V. ATTERDIT DE RETROUSSES. V. BANDOULE DE GIBERNE. V. BAS. V. BAUDRIER. V. BONNET A POILS. V. BOUCLE DE CHEVEUX. V. BRODERIE D'ÉPAULETTES. V. BROUS. V. CATOGAN. V. CEINTURON DE TROUPE. V. CHAPEAU A QUATRE CORNES. V. CHAPEAU D'OFFICIER. V. CHASSE D'ÉQUIPEMENT. V. CHEVELURE. V. CLARINETTE. V. COCARDE. V. COLLET D'HABIT. V. CONTR'ÉPAULETTE. V. CORDELIER. V. CHAUVRE DE DRAPEAU. V. CLOTTÉ. V. DÉ A COUDRE. V. DENT-BOUTON. V. DOUBLES D'HABIT. V. DRAGONNE D'OFFICIER. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. ÉPAULETTE D'ADJUDANT. V. ÉPAULETTE DE COLONEL. V. ÉPAULETTE DE GRENADIERS. V. ÉPAULETTE DE LIEUTENANT. V. ÉPAULETTE D'OFFICIER. V. ÉTOLE D'OFFICIER. V. ÉPIGLETTE. V. FACE DE CHEVELURE. V. FANION DE COMPAGNIE. V. FIBRE. V. FOURREUR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. FRATER. V. FUSEL D'OFFICIER. V. GANSSE DE CHAPEAU. V. GIBERNE DE SERGENT. V. GILET. V. GRAINE D'ÉFINARDS. V. GUYÈRES DE TOILE. V. GUÊTES NOIRS. V. HABILLEMENT. V. HABIT. V. NAUTROIR. V. NAVRESAC. V. ROUPPE A POUSSER. V. ROUPPE DE COIFFURE. V. JUSTAUCORPS. V. LAMPE D'ÉPÉE. V. LETTRE DE COMPAGNIE. V. MOUCROIR. V. MOUSTACHE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PETIT ÉQUIPEMENT. V. POUSSER. V. QUEUE DE CHEVELURE. V. RÉGLEMENT D'HABILLEMENT. V. REVERS D'HABIT. V. SAC A DISTRIBUTION. V. SOULIER. V. TALON DE SOULIER. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. TAMBOUR-MAJOR N° 4. V. TOURNÉVIE. V. TRICOT EN LAINE.

1779 (8 avril). *Ordonnance*. V. GRENADIERS ROYAUX.

1779 (204). *Edit*. V. SERP.

1779 (30 septembre). *Circulaire*. V. CONVOI A LA SUITE.

1780 (5 avril). *Ordonnance*. V. ATTACHE DE CHANCELIER. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. DRAFFAU BLANC. V. MESTRE DE CAMP N° 2.

1781 (2 mai). *Ordonnance*. V. CHEVELURE. V. Dictionnaire de l'Armée.

GREN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

1781 (22 mai). *Règlement*. V. AVANCEMENT. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1780. V. NOBLESSE.

1782 (31 octobre). *Ordonnance*. V. COCARDE.

1783 (17 mars). *Ordonnance*. V. COMMISSAIRE DES GIEPES N° 5. V. SERGENT-MAJOR N° 4.

1783 (10 août). *Ordonnance*. V. ÉCOLE D'ENFANTS DE TROUPE.

1784 (12 juillet). *Ordonnance de composition*. V. APPOINTÉ. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. COMPAGNIE DE GRENADIERS N° 3. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. COMPAGNIE DE BATAILLE N° 4. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 4. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1784 (25 juillet). *Ordonnance*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 2. V. CHASSEUR A CHEVAL. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 4.

1784 (1^{re} août). *Ordonnance*. V. BATAILLON DE CHASSEUR.

1784 (8 août). *Ordonnance*. V. LÉGION DE LOUIS QUINZE.

1785 (12 mai). *Ordonnance*. V. COMPAGNIE DE GRENADIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. MESTRE N° 4.

1786 (1^{re} juillet). *Ordonnance de justice*. V. BAGUETTE CORRECTIONNELLE. V. BOUTILLES CORRECTIONNELLES. V. CRÉDIT COMMERCIAL. V. DÉPÊTEUR. V. HALLBARD. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1780. V. ORDONNANCE OFFICIELLE. V. PORT-MAISONNETTE.

1786 (10 août). *Ordonnance*. V. ÉCOLE D'ENFANTS DE TROUPE. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 5.

1786 (1^{re} octobre). *Règlement d'habillement*. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. BAUDRIER DE SARRÉ. V. BONNET A POILS. V. BONNET DE POLICE. V. BOUCLE DE CHEVEUX. V. BOUCLE DE SOULIER. V. BRIQUET. V. CHAPEAU D'OFFICIER. V. COULEUR D'HABILLEMENT. V. CLOTTÉ. V. ÉPAULETTE D'ADJUDANT. V. ÉPAULETTE DE GRENADIERS. V. ÉPAULETTE EN DRAP. V. ÉQUIPEMENT D'HOMME DE TROUPE. V. FACE DE CHEVELURE. V. FUSEL D'OFFICIER. V. GANSSE DE CHAPEAU. V. GIBERNE DE SERGENT. V. GUÊTES. V. HABILLEMENT. V. RACHÉ DE SARRÉ. V. HALLBARD. V. JUSTAUCORPS. V. RÉGLEMENT D'HABILLEMENT. V. REVERS D'HABIT. V. SARRÉ D'HOMME DE TROUPE. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. SERGENT-MAJOR N° 4. V. SOULIER. V. TAMBOUR DE SARRÉ. V. TAMBOUR-MAJOR N° 4. V. TRICOT EN LAINE.

1787 (30 septembre). *Ordonnance*. V. CHEVAL-LÉGER.

1787 (9 octobre). *Ordonnance*. V. CONSEIL DE LA GUERRE N° 2. V. ÉCOLE MILITAIRE.

1788 (28 février). *Ordonnance*. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau.

1788 (2 mars). *Ordonnance*. V. DENDARMERIE DE L'ÉCARTÉ.

1788 (17 mars). *Ordonnance d'administration, de composition, de solde, d'organisation*. V. ADMINISTRATEUR DE CORPS. V. ADMINISTRATEUR DE BOULANGERIE. V. AGE D'ENROULEMENT D'OFFICIER. V. AGE MILITAIRE. V. APOURÉ. V. AFFECTEMENT, tableau. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. V. ARMÉE DE CORPS N° 3. V. ATTACHE DE CHANCELIER. V. AUMONIER DE CORPS N° 5. V. BAS OFFICIER. V. BATAILLON DE CHASSEURS. V. BATAILLON D'INFANTERIE DE LIGNE N° 2, tableau. V. BOULANGERIE MILITAIRE. V. BRIGADE D'ARMÉE. V. CAPITAINE DE GENDARMES D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. CAPITAINE EN SECOND. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3, 11, 14. V. CAPORAL-TAMBOUR. V. CARABINIER À CHEVAL. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 2, 4, tableau. V. CHAMP DE MANÈUVRES. V. CHASSEUR À CHEVAL. V. CHEF DE MUSIQUE. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. CLARINET. V. CLARINETTE. V. CODE MILITAIRE. V. COLONEL EN SECOND. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE N° 1, 5. V. COMMISSAIRE DES GÉNÉRAUX N° 8. V. COMPAGNIE AUXILIAIRE. V. COMPAGNIE DE GENDARMES D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. COMPAGNIE DE CHASSEURS. V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 1. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. COMPOSITION. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 1. V. CONSTITUTION. V. CORPS D'INTENDANCE N° 7. V. DIRECTOIRE D'ARMÉE. V. DIVISION D'ARMÉE. V. DIVISION DE BATAILLON. V. DRAPEAU BLANC. V. ÉFANT DE TRINQUET. V. ESCOUADE. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS N° 2. V. FACTIONNAIRE. V. FIFER. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1, 8. V. GRADE D'OFFICIER. V. HABILLEMENT. V. HAUTBOIS. V. INFANTERIE DE BATAILLON N° 4. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. INFANTERIE DE LIGNE N° 1, 4, tableau. V. INSTRUMENT DE HAUT SOUFFLE. V. MAÎTRE GENDARMER. V. MAÎTRE OUVRIER N° 1, 4. V. MAJOR EN SECOND. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 6. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 6. V. MÊTRE DE CAMP. V. MUSICIEN N° 4, 6. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. — DE COMPOSITION. — DE SOLDE. — D'UNIFORME. V. ORGANISATION. V. PAIR DE MUNITION. V. PAYE. V. PIED D'ARMÉE. V. PIED DE DERRÈRE. V. PORTE-DRAPEAU N° 2, 4. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. RANG HONORIFIQUE. V. RÉGI-

MENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 4. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE. V. RENDEMENT. V. SERGENT-MAJOR N° 7. V. SOLDE. V. SOUS-OFFICIER N° 8, 11. V. TAMBOUR HONORIFIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. TAMBOUR-MAJOR N° 7, 10.

1788 (17 mars). *Ordonnance d'avancement, sous l'intitulé : Hiérarchie et promotions*. V. ANNÉE DE GRADE POUR AVANCEMENT. V. AVANCEMENT. V. ÉLEVÉ D'OFFICIER. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 14. V. CAPORAL-TAMBOUR. V. GRADE D'OFFICIER. V. GRADE EN SECOND. V. HIÉRARCHIE. V. MAJOR-CAPITAINE N° 3. V. MAJOR EN SECOND. V. OFFICIER DE FORTEUNE. V. OFFICIER DE COMPAGNIE. V. PROMOTION.

1788 (17 avril). *Ordonnance*. V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR. V. COMMISSAIRE DES GÉNÉRAUX N° 6.

1788 (18 mai). *Règlement*. V. CONSEIL DE SANTÉ.

1788 (20 mai). *Instruction provisoire sur l'exercice des troupes à cheval*, revue au commencement de 1789, et signée Puysségur et Schomberg. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 7.

1788 (20 mai). *Instruction provisoire sur l'exercice de l'infanterie*; elle diffère peu du règlement de 1776 (1^{er} juin), ou ORDONNANCE D'EXERCICE. V. ABRECTION. V. BATAILLON DE DIRECTION. V. CARRÉ TACTIQUE. V. CHANGEMENT DE DIRECTION EN MARCHÉ. V. COLONNE SERRÉE. V. CONTRE-MARCHE ÉCARTÉ. V. CONTRE-MARCHE À DÉTOURNEMENT. V. DISTANCE. V. ÉCOLE DE BATAILLON. V. ÉCOLE DE BRIGADE. V. FEU DE FILE. V. FRONT CONSTITUTIONNEL. V. GARDE DE DRAPEAU. V. MARCHÉ DE BATAILLON EN COLONNE. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. PAS D'ÉCARTÉ. V. PAS DÉLIÉ. V. PAS ORDINAIRE. V. PELOTON D'INFANTERIE, subs. V. RANG DE TAILLE.

1788 (6 juin). V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau.

1788 (20 juin). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. — DE COMPTABILITÉ, etc. Elle a été le modèle de l'ARRÊTÉ DE L'AN VIII (8 FÉVRIER). V. CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 1. V. MÊTRE DE BOULANGERIE. V. MÊTRE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. — DE COMPTABILITÉ. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1788 (24 juin). V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau.

1788 (1^{er} juillet). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE DE POLICE SUR LE SERVICE INTÉRIEUR. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10, 22. V. APPEL DANS LES CHAMBRES. V. APPEL DE POLICE. V. APPEL DE SOIR EN GARRISON. V. APPEL DE SOIR EN GARRISON. V. APPEL DE

TAMBOUR. V. APPEL POUR L'ORDRE. V. ARRÊTS DE REGLEMENT. V. RAIN. V. BACCHUS CORRECTIONNELLES. V. BAQUET DE CHAMBRÉ. V. BAS OFFICIER. V. BIBLENOTHEQUE MILITAIRE. V. BILLET D'APPEL DE MATIN. V. BILLET D'APPEL DE POLICE. V. BONNET DE NUIT. V. CACHOT. V. CASÉ DE RÉGIMENT. V. CAPITAINE DE POLICE EN GARNISON. V. CAPORAL DE GENDARMERIE. V. CAPORAL DE SEMAINE. V. CAPORAL D'ESCOUADRE N° 10. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 14. V. CAPORAL D'ORDRE. V. CASERNE. V. CASSATION DISCIPLINAIRE. V. CASSE. V. CATOGAN. V. CHIFFRE DU POSTE DE POLICE EN GARNISON. V. CHIEF D'ESCADRON MAJOR D'INFANTERIE N° 2. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9, 55. V. COMPAGNIE DE GENDARMERIE N° 1. V. CONNÔTE. V. COUPE-LEPPES. V. COUP DE PLAT DE SARRÉ. V. CRÉANCIER D'OFFICIER. V. CRIMINEL. V. CUISINIER. V. DANSE. V. DÉFILEMENT DE PARADE. V. DÉMÉRITÉ DES ARMES. V. DÉTAIL À LA SALLE DE DISCIPLINE. V. DETTE DE MILITAIRE. V. DETTE D'OFFICIER. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. DISTRIBUTION DE PAIX. V. DISTRIBUTION DE RATIONS. V. ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. V. ÉCOLE D'ESCRIME. V. EFFET DE DESERTEUR. V. EMPLOI EXTRAORDINAIRE. V. FALTE. V. FORTIFESME. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3, 12. V. GARDE ARMÉE. V. GARDE DE POLICE EN ROUTE. V. GÉOLOGE. V. GRAND TERTRE. V. INTERVenant DE PROVINCE. V. INTENDANT GÉNÉRAL. V. LIVRE DE COMPAGNIE. V. LIVRE D'ORDRE. V. MARCHÉ-ROUTE. V. MARIAGE. V. MASSE DE COMPAGNIE. V. MATÉRIEL. V. MESSÉ MILITAIRE. V. NATATION. V. OFFICIER DE SEMAINE. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 14. V. ORDINAIRE DE SOLDAT. V. ORDINAIRE DE SOUS-OFFICIER. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. ORDRE DE CORPS. V. PAILLASSE DE CAMEREMENT. V. PAIX DE MUNITION. V. PARADE PARTICULIÈRE. V. PILOTS D'INFANTERIE. V. PETIT ÉQUIPEMENT. V. PIQUET CORRECTIONNEL. V. POLICE. V. PORTE-DRAPEAU N° 6. V. PRISON DE PLACE. V. QUERIE DE CHEVALERIE. V. RÉCEPTION DE MILITAIRE. V. RÉCUSE. V. REPAS DE CORPS. V. RETENUE SUR APPOINTEMENTS. V. SARRÉ D'HOMME DE TROUPE. V. SALLE D'ASSEMBLÉE. V. SALLE DE DISCIPLINE. V. SALUT SANS ARMES. V. SARRAU. V. SECTION TACTIQUE. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, 10, 11. V. SERGENT-MAJOR N° 2, 3. V. SERVICE DE SEMAINE. V. SERVICE INTERIEUR. V. SOLUTE. V. SOUS-OFFICIER N° 3. V. SUBDIVISION ADMINISTRATIVE. V. SUSPENSION DE GRADE. V. TABLE D'OFFICIER. V. TENTE. V. TRAVAILLEUR.

1788 (12 août). *Ordonnance provisoire pour le service de l'infanterie en campagne*, ou ORDONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE. V. ADJONCTÉ DE CORPS N° 8. V. CALSON D'ARTILLERIE. V. CAMP. V. CAMPMENT TACTIQUE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 6. V. CHASSEUR D'INFANTERIE DE BATAILLE. V. CHEVAL DE

COMPAGNIE. V. CONSTITUTION. V. CONTRIBUTION DE GÉNÉRAL. V. COORDONNEMENT. V. DIVISION DE CAVALERIE. V. DIVISION D'INFANTERIE. V. EFFET DE CAMPMENT. V. ÉQUIPEMENT D'HIVER. V. GANT. V. HAUTE DE BOITE. V. HAYE-SAU. V. INTERVALLE DE CAMP. V. MANIFEST D'ARMES. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 6. V. MARMITE DE CAMPAGNE. V. MESSÉ MILITAIRE. V. OFFICIER D'ORDONNANCE. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE. V. OUTIL DE CAMPAGNE. V. PIQUET AL CAMP. V. PORT DE CAMPAGNE. V. PRÉVOT DE CORPS. V. PRÉP. V. REDAN. V. RETRAITE GÉNÉRALE. V. SERVICE DE CAMPAGNE. V. TENTE. V. TRAVERS.

1788 (18 août). *Ordonnance*. V. DIVISION DE CAVALERIE.

1789 (16 mars). *Décret*. V. ENROLEMENT VOLONTAIRE. V. ENROULEMENT.

1789 (15 juillet). *Arrêté de la constitution*. V. GARDE NATIONALE.

1789 (14 juillet). *Ordonnance*. V. CONSEIL DE LA GUERRE; id. N° 3. V. COUP DE PLAT DE SARRÉ.

1789 (1 août). *Décret*. V. FÉDÉALITÉ. V. MILICE PROVINCIALE. V. RACLEMENT.

1789 (10 août). *Décret*. V. SÉMENT.

1789 (1^{er} septembre). *Ordonnance*. V. CONSEIL D'ANTHROPOLOGIE.

1789 (20 octobre). *Loi*. V. DRAPEAU ROUGE. V. LOI MARTIALE.

1789 (19 décembre). *Ordonnance*. V. SÉMENT.

1790 (23 février). *Règlement*. V. RÉGIE DES VIVRES.

1790 (28 février). *Décret*. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. MASSE DE LINGE ET CHAUSSEUR. V. PAIX DE MUNITION. V. SOLDE.

1790 (26 mars). *Arrêté*. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 5.

1790 (1^{er} mai). *Loi*. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5.

1790 (2 juin). *Loi*. V. GARDE NATIONALE.

1790 (5 juin). *Ordonnance*. V. MASSE COMPTABLE.

1790 (6 juin). *Décret*. V. DENIERS DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. DENIERS DE POCH. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. MASSE DE LINGE ET CHAUSSEUR. V. PAIX DE MUNITION. V. PRÉT. V. SUIF.

1790 (8 juin). *Circulaire*. V. CARTOUCHE JEUNE.

1790 (18 juin). *Loi*. V. GARDE NATIONALE.

1790 (19 juin). *Loi*. V. NOBLESSA.

1790 (20 juin). *Loi*. V. ARMERIES. V. LI-VRE. V. NOBLESSA.

1790 (24 juin). *Loi*. V. DENIERS DE POCH. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. MASSE DE LINGE ET CHAUSSEUR. V. PAIX DE MUNITION.

1790 (27 juin). *Loi*. V. GARDE NATIONALE.

1790 (5 juillet). *Ordonnance*. V. PAIX DE MUNITION. V. PAVE. V. SOLDE.

1790 (19 juillet). *Loi*. V. GARDE NATIONALE.

1790 (10 août). *Décret*. V. ARTILLERIE IDIOPLIQUE. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 3.

1790 (18 août). *Décret relatif à la composition de l'armée*, ou ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 2. V. COMPOSITION D'ARMÉE. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 1. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE N° 3. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 2. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 3. V. MARÉCHAUSSÉE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1790 (22 août). *Loi*. V. PENSION DE RETRAITE.

1790 (12 septembre). *Décret*. V. REJET D'OFFICIER.

1790 (22 septembre et 29 octobre). *Décret qui fixe la compétence des tribunaux militaires, etc.*, ou ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ARME PERSONNELLE N° 2. V. COMMISSAIRE ALDUTEUR. V. CONSEIL DE RÉGIMENT. V. COUN MARTIAL. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 1. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MARÉCHAUSSÉE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. TRIBUNAL MILITAIRE.

1790 (5 octobre). *Décret concernant la formation de l'état-major de l'armée*, ou ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. AIDE DE CAMP N° 2. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 4. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 3. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1790 (22 octobre). *Décret*. V. CHAVATE DE DRAFEAU.

1790 (24 octobre). *Décret*. V. GÉNIE IDIOPLIQUE N° 3, 4.

1790 (29 octobre). *Loi qui fixe la compétence des tribunaux militaires. — Loi du même jour concernant la discipline militaire. — Autre sur l'avancement*. V. ARME PERSONNELLE N° 1. V. AVANCEMENT. V. SAS OFFICIER. V. CAPOCAL-TAMBOUR. V. COMMISSAIRE AUDITEUR DES GUERRES. V. CONSEIL DE DISCIPLINE. V. COUN MARTIAL. V. DÉLIT COMMUN. V. DISCIPLINE MILITAIRE. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 1. V. JUSTICE MILITAIRE. V. PROCÉDURE. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. SERGENT-MAJOR N° 2. V. SOUS-OFFICIER N° 1, 2, 3. V. TAMBOUR-MAJOR N° 3. V. TRIBUNAL.

1790 (18 novembre). *Décret*. V. ADJUDANT GÉNÉRAL. V. AIDE DE CAMP N° 2.

1790 (6 décembre). *Loi*. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3.

1790 (7 décembre). *Décret*. V. GÉNIE.

1790 (12 décembre). *Loi*. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3. V. GARDE NATIONALE.

1790 (14 décembre, sanctionnée le 25). V. PENSION DE RETRAITE. V. RÉCOMPENSE.

1790 (15 décembre). *Décret*. V. RANG HONORIFIQUE.

1791 (1^{er} janvier). *Circulaire relative au décret de 1790 (1^{er} octobre)*. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 1. V. FOURNIER D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3.

1791 (1^{er} janvier). *Circulaire relative au décret de 1790 (29 octobre)*. V. AVANCEMENT. V. RÉCEPTION. V. SOUS-OFFICIER N° 4.

1791 (1^{er} janvier). *Ordonnance de composition*. Elle est fort succincte et comprend des choses étrangères à la formation. V. ADJUDANT D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 14. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1, 10. V. APPOINTÉ.

V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. V. ARMURIER DE CORPS N° 2. V. AUMONIER N° 1. V. SAS OFFICIER. V. BATAILLON DE CHASSEURS. V. BATAILLON D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 4, tableau. V. CHASSEUR A CHEVAL. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. CHEF DE MURQUE. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1, 9. V. COMPAGNIE D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. DRAGON FRANÇAIS N° 3. V. ÉCUIER. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS. V. FORCE NUMÉRIQUE. V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. FOURNIER D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8, 12. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 1, 2, 4. V. INFANTRIE DE BATAILLE N° 4. V. INFANTRIE LÉGÈRE N° 4. V. LIEUTENANT D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 9. V. MAÎTRE GORDONNIER. V. MAÎTRE D'ŒUVRE N° 1. V. MAJOR EN SECOND. V. MOCCOISE. V. MUSCHER N° 6. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1, 3. V. RANG HONORIFIQUE. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 2. V. SECTION ADMINISTRATIVE. V. SOLDE. V. SOUS-OFFICIER N° 1. V. TAMBOUR-MAJOR N° 7.

1791 (16 janvier). *Loi*. V. GENDARMERIE DE LIGNE N° 3.

1791 (1^{er} février). *Décret sanctionné le 11*. V. CHAVATE DE DRAFEAU. V. ÉPÉE DE CAMP. V. GAMELLE. V. INFIRMERIE. V. MASSE COMPTABLE. V. MASSE D'HOPITAL.

1791 (5 février). *Décret*. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS N° 2.

1791 (16 février). *Ordonnance*. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 5. V. RANG HONORIFIQUE.

1791 (20 février). *Décret sanctionné le 25*. V. GOUVERNEUR. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 1.

1791 (20 février). *Règlement sur la formation, les appointements et la solde de l'infanterie française, ou RÈGLEMENT DE COMPOSITION, DE SOLDE, etc.* V. APPOINTÉ.

MENTS. V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. MAÎTRE OUVRIER. V. MAJOR DE PLACE N° 1. V. RÉGLEMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. RÉGLEMENT DE COMPOSITION. V. RÉGLEMENT DE SOLDE.

1791 (25 février). *Loi*. V. ADJUDANT DE PLACE N° 1. V. LIEUTENANT DE ROI. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL. V. OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR DE PLACE.

1791 (4 mars) sanctionné le 20 mars. *Décret relatif aux maréchaux de France et lieutenants généraux en activité*. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 3, 6, 10. V. MILICE PROVINCIALE. V. RECRUTEMENT. V. RÉGLEMENT DE COMPOSITION. V. RÉGLEMENT DE SOLDE.

1791 (8 mars). *Circulaire aux commandants des corps*. V. AUMONIER DE CORPS N° 5. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 7.

1791 (25 mars). *Loi*. V. CORRIGÉ ABSOLU. V. CORRIGÉ DE GRACE. V. ENGAUFMENT. V. RECRUTEMENT. V. RENGAGEMENT.

1791 (28 mars). *Décret*. V. MANICROT.

1791 (31 mars). *Règlement*. V. MASSE D'ARMEMENT.

1791 (1^{er} avril). *Instruction sur l'habillement, ou ordonnance d'uniforme*. V. AIDE DE CAMP N° 3. V. ARTILLERIE ISOPLIQUE. V. BAUDRIER OF SARRÉ DE TROUPE. V. BOUTON A ATTRIBUTS. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. HABILLEMENT. V. HOUTRE DE COIFFURE. V. MASSE COMPTABILITAIRE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PLUMET. V. POMPE. V. PORTY-BAISONNETTE. V. SCHAKO. V. TRICOT EN LAINE.

1791 (1^{er} avril). *Règlement sur la composition*. V. ARTILLERIE ISOPLIQUE. V. BATAILLON DE CHASSEURS. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. TABLEAU. V. ESCOUADE. V. FORCE NUMÉRIQUE. V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. FORMATION DE COMPAGNIE. V. INFIRMERIE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. PORTY-DRAPEAU. V. RANG HONORIFIQUE. V. RÉGLEMENT DE COMPOSITION. V. TAMBOUR ISOPLIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3.

1791 (1^{er} avril). *Décret*. V. AUMONIER N° 4. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. ESCOUADE. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

1791 (17 avril). *Décret*. V. ARTILLERIE A CHEVAL. V. MANICROT.

1791 (22 avril). *Décret*. V. GARDE NATIONALE. V. RECRUTEMENT.

1791 (1^{er} mai). *Instruction*. V. GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3.

1791 (24 mai). *Ordonnance*. V. CHAVALIER DE DRAPEAU.

1791 (1^{er} juin). *Instruction*. V. ADJUDANT GÉNÉRAL. V. CAPITAINE ADJOINT.

1791 (1^{er} juin). *Ordonnance*. V. CARABINIER A CHEVAL.

1791 (4 juin). *Loi*. V. ARMÉE AUXILIAIRE FRANÇAISE. V. GARDE NATIONALE.

1791 (15 juin). *Loi*. V. ENBAUCHAGE.

1791 (21 juin). *Décret*. V. GARDE NATIONALE.

1791 (30 juin). *Décret relatif aux drapeguez, etc.* V. AIDE DE CAMP N° 2. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. DRAPEAU TRICOLORE.

1791 (6 juillet). *Décret*. V. AIDE DE CAMP N° 2.

1791 (10 juillet). *Loi sur la police des places de guerre*. V. AIDE-MAJOR DE PLACE. V. AUTORITÉ. V. COLONEL EN ROUTE. V. COMMANDANT AMOVIBLE. V. COMMANDANT DE PLACE N° 2. V. CONSERVATEUR DE BATIMENTS. V. CONSIGNE PORTIER. V. DETTE DE MILITAIRE. V. ÉTAT DE NÉCE. V. FEMME RUSPECT. V. FORTIFIEUR. V. FORTIFICATION PERMANENTE. V. GARDE RATIONALE. V. GARRISON. V. GÉNIE. V. GÉRANCE. V. GOUVERNEUR. V. GOUVERNEUR DE PLACE DE GUERRE. V. LOGEMENT D'HABITATION. V. MAJOR DE PLACE N° 1. V. MOT D'ORDRE. V. NUIT DE REPOS. V. PORTE DE FORTERESSE. V. RANG HONORIFIQUE. V. RETENUE. V. RETENUE MEN APPOINTEMENTS. V. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE.

1791 (22 juillet). *Loi*. V. DIVISION TERRITORIALE.

1791 (1^{er} août). *Règlement*. V. ÉTAT. V. GARDE RATIONALE.

1791 (1^{er} août). *Règlement concernant l'exercice et les manœuvres de l'infanterie, ou ordonnance d'exercice*. V. ABDUCTION. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 20. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 13. V. AIDE DE CAMP N° 4. V. ALIGNEMENT DE BATAILLON LOCOMOUVANT. V. ALLER AUX DRAPEAUX. V. AMINCISSEMENT. V. ARME AU PIED. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 7. V. ARTILLERIE D'INFANTERIE. V. AUX ARMES. V. BAISONNETTE AU CANON. V. BAR CÉLÉSTIQUE. V. BAS OFFICIER. V. BATAILLON DE DIRECTION. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, 7. V. BATAILLON GARDE-DRAPEAU. V. BRAS DE SOLDAT D'INFANTERIE. V. BROQUE. V. BRIGADE D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. CADENCE. V. CANNE D'ADJUDANT. V. CANNE DE TAMBOUR-MAJOR. V. CAPITAINE DE GRENADIERES N° 3. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3, 19. V. CAPITAINE EN ROUTE. V. CAPUCINE DE PUNE. V. CARRÉ TACTIQUE. V. CARREUR. V. CASQUE DE CUIR. V. CHANGEMENT DE DIRECTION DE BATAILLON EN BATAILLE. V. CHANGEMENT DE DIRECTION EN MARCHÉ. V. CHARGEMENT SUR DEUX LIGNES. V. CHARGE A VOLONTÉ. V. CHARGON CÉLÉSTIQUE. V. CHARGON PRÉCIPITÉ.

V. CHEF DE BRIGADE. V. CHEF DE DIVISION N° 2.
 V. CHEF DE PELOTON FAIR. V. CHEF DE SURVEILLANCE POLICIAIRE. V. CLASSE. V. CLASSE D'ÉCOLE DE SOLDAT. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6, 25. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE DE ROUTE. V. COLONNE ÉPAGNOLIQUE. V. COLONNE MÉRITÉ. V. COMMANDEMENT GÉNÉRAL. V. COMMANDEMENT VOCAL. V. COMPAGNIE DE FUSILIERS D'INFANTERIE FRANCO-SWISS. V. COMPAGNIE DE GRENADES D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 2. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5, 8, 9. V. COMPAGNIE DIVISÉE. V. COMPOSITION. V. CONDUCTEUR D'AUTRE DE SURVEILLANCE. V. CONTRÉ-MARCHE ÉPAGNOLIQUE. V. CONVERSION EN COLONNE. V. CONVERSION COMPAGNIE. V. CORPS RÉGIMENTAIRE N° 1. V. COUT DE FUSIL. V. DÉFILÉ. V. DÉFILEMENT D'HONNEUR. V. DÉFILEMENT EN TROIS. V. DEMI-BATAILLON. V. DEMI-BRIGADE. V. DÉPLOIEMENT. V. DÉPLOIEMENT À REPOS. V. DÉPLOIEMENT DE BRIGADE. V. DÉTERMINER LA LIGNE DE BATAILLE. V. DIRECTION DE BATAILLON EN BATAILLE. V. DIRECTION DE BATAILLON EN COLONNE. V. DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE. V. DISTANCE. V. DIVISION D'ARMÉE. — DE BATAILLON. — D'INFANTERIE. V. ÉCHELON. V. ÉCHIQUE. V. ÉCOLE DE BATAILLON. V. ÉCOLE DE BRIGADE. V. ÉCOLE DE SOLDAT. V. ÉCOLE TACTIQUE. V. ÉGALISATION DE PELOTONS. V. EN AVANT EN BATAILLE. V. EN DIVISIONNEMENT. V. ENFLOUTONNEMENT. V. ESCAMOTER. V. ESPACE. V. ÉVOLUTION. V. ÉVOLUTION À DEUX LIGNES. V. ÉVOLUTION DE LIGNES. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. FACE EN ARRIÈRE EN BATAILLE. V. FACE PAR LE TROISIÈME RANG. V. FAIRE SENTINELLE DES FILS. V. FFI À GÉNÉRALISATION. V. FFI À POUDRE. V. FFI DE BATAILLON. V. FFI DE DEMI-BATAILLON. V. FFI DE DEUX RANGS. V. FFI DE PELOTON. V. FFI DE RANGS. V. FFI D'INFANTERIE. V. FFI EN ARRIÈRE. V. FFI EN AVANCEMENT. V. FILE DE BATAILLON. V. FORMATION À DEUX MOUVEMENTS. V. FORMATION DE COMPAGNIE. V. FORMATION DE RANG DE TAILLE. V. FORMATION EN CAS D'OBSTACLE. V. FORMATION EN COLONNE D'UNE TROUPE EN BATAILLE. V. FORMATION SUR LA DROITE EN BATAILLE. V. FORMATION SUCCESSIVE. V. FORMER LA COLONNE AVEC DISTANCE ENTIERE. V. FORMER LES DIVISIONS. V. FORMER LES PELOTONS. V. FOURNIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. GARDE DE MARECHAL. V. GRENADE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. GUERRE DE 1792. V. GUERRE DE 1852. V. GUIDE DE SURVEILLANCE. V. CHIEF GÉNÉRAL. V. GÉNIE TACTIQUE. V. HONNETÉ. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 7. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 8. V. INFANTERIE LIGNE N° 7. V. INSPECTION DES ARMES. V. INSTRUMENT. V. INTERVALLE D'INFANTERIE. V. INTERVALLE D'INFANTERIE EN COLONNE. V. INTERVALLES. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE N° 3. V. LI-

GNEMENT. V. LIGNE DE BATAILLON EN MASSE. V. LIGNE PLEINE. V. MAJOR-CAPITAINE N° 4. V. MAJOR-LIEUTENANT-COLONEL N° 1. V. MARIAGES D'ARMES. V. MARCHÉ DE BATAILLON EN BATAILLE EN RETRAITE. V. MARCHÉ DE BATAILLON EN COLONNE. V. MARCHÉ DE BATAILLON EN COLONNE PAR LE FLANC. V. MARCHÉ DE BRIGADE D'INFANTERIE EN BATAILLE. V. MARCHÉ DE FLANC. V. MARCHÉ EN BATAILLE. V. MARCHÉ PAR LE FLANC. V. MARCHÉ-ROUTE. V. MASSE TACTIQUE. V. MÊTRE DES FILES EN ARRIÈRE. V. MILICE ANGLAISE N° 8. V. MILICE RUSSIE N° 7. V. MUSCULIN N° 6. V. OBSTACLE. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. ORDRE DE ROUTE. V. ORDRE EN CARRÉ. V. ORDRE EN ÉCHELONS. V. PAS ACCÉLÉRÉ. V. PAS CADENCÉ. V. PAS DE CHARGE. V. PAS DE PIVOT. V. PAS DE ROUTE. V. PAS D'ÉCART. V. PAS DELIQUÉ. V. PAS ORDINAIRE. V. PASSAGE DE DÉFILÉ. V. PASSAGE DE DÉFILÉ EN AVANT. V. PASSAGE DE LIGNES. V. PASSAGE D'OBSTACLE. V. PELOTON D'INFANTERIE. V. SIBS. V. PELOTONNEMENT. V. PETIT PAS. V. PLAT DE CRASSE. V. PLOIEMENT. V. PROMETTE MANOEUVRE. V. RANG DE TAILLE. V. RANG D'INFANTERIE. V. RANGS OUVERTS. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. RETRAITE EN ÉCHIQUE. V. ROMPEMENT DE PELOTON. V. ROMPEMENT EN BATAILLE. V. ROMPEMENT PAR LA DROITE. V. SALUT AVEC ARMES. V. SALUT DE DRAPPEAU. V. SECONDE LIGNE DE BATAILLE. V. SECTION TACTIQUE. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. SÈRE-FILE. V. SÉPARÉMENT DE COLONNE. V. SOUS-LIEUTENANT N° 4. V. SOUS-OFFICIER N° 4, 8. V. SURDIVISION DE COLONNE. V. SURDIVISION TACTIQUE. V. TÊTE À DROITE. V. TIRAILLEMENT. V. TIR DE COMMANDEMENT. V. TRANCHEMENT DE CROSSE DE FUSIL.

1791 (5 août). *Loi*. V. LOI MARTIALE.

1791 (4 août). *Ordonnance*, ON DONNANCE DE COMPOSITION. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. COMPOSITION. V. GARDE NATIONALE. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 2. V. MARCHÉ DE BATAILLON EN BATAILLE.

1791 (5 août). *Règlement provisoire sur le service des gardes nationales*. V. GARDE NATIONALE.

1791 (6 août). *Loi qui supprime tout signe extérieur*, etc. V. CHIFFRE D'ANCIENNITÉ. V. COIX DE SAINT-LOUIS. V. DÉBAILLON. V. DROITE DE SAINT-LOUIS.

1791 (4 septembre). *Décret relatif à l'équipement des gardes nationales*. V. DÉFIN.

1791 (17, 25 septembre). *Décret*. V. SÉPAREMENT.

1791 (20 septembre). *Constitution*. V. GARDE NATIONALE.

1791 (20 septembre). *Règlement relatif*

à l'artillerie. V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. FORMATION DE COMPAGNIES.

1791 (20 septembre). *Décret sanctionné le 14 octobre*. V. 14 OCTOBRE.

1791 (27 septembre). *Décret*. V. MARGE DE CAMPENMENT.

1791 (28 septembre). *Décret*. V. ARTILLERIE A CHEVAL.

1791 (30 septembre). *Décret*. V. GARDE CONSTITUTIONNELLE. V. JUGE MILITAIRE.

1791 (30 septembre). *Code militaire sanctionné le 19 octobre*, OU ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ACCUSATEUR MILITAIRE. V. CONSEIL DE RÉGIMENT. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE. V. CRIMP. V. DÉLIT. V. DÉLIT COMMUN. V. DESERTER. V. DÉSORDRE. V. DUEL. V. EFFET D'UNIFORME. V. FAUX Témoin. V. FEMME SUSPECTE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MILITAIRE. SUBS. V. MOT D'ORDRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. PEINE. V. SENTINELLE. V. AUCORINATION.

1791 (12 octobre). *Loi*. V. PAYEUR. V. TRÉSORIER DE LA GUERRE.

1791 (12 octobre). *Règlement de logement*. V. AMPUREMENT. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. CAMPEN. V. CHIRURGIEN-MAJORE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. FETRIE. V. INDIGNITÉ DE LOGEMENT. V. LOGEMENT D'ARISTATION. V. RÈGLEMENT DE LOGEMENT. V. TRÉSORIER.

1791 (14 octobre). *Décret relatif à la garde nationale*. V. GARDE NATIONALE.

1791 (14 octobre). *Décret sur l'organisation du commissariat*. V. COMMISSAIRE AUDITEUR. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5, 6. V. COMMISSAIRE ORDINAIRE. V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR. V. CROIX DE SAINT-LOUIS. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE N° 6. V. INTENDANT MILITAIRE N° 5. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE SUR LE TERRAIN.

1791 (16 octobre). *Décret*. V. CROIX DE SAINT-LOUIS. V. DÉCORATION. V. GARDE CONSTITUTIONNELLE. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS.

1791 (19 octobre). *Code pénal militaire* (30 septembre). V. cette date. Le *Journal militaire* le date du 16 octobre.

1791 (28 octobre). *Proclamation*. V. CROIX DE SAINT-LOUIS.

1791 (31 octobre). *Instruction*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5. V. SÉPULTURE.

1791 (15 novembre). *Règlement*. V. GARDE CONSTITUTIONNELLE.

1791 (15 novembre). *Instruction*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 5.

1791 (16 décembre). *Instruction sur l'uniforme des commissaires des guerres*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5.

1791 (28 décembre). *Décret*. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 1.

1792 (1^{er} janvier). *Règlement concernant l'administration et la comptabilité des régiments et bataillons d'infanterie*, OU ORDONNANCE D'ADMINISTRATION, DE COMPTABILITÉ. V. ADMINISTRATION DE CORPS. V. AFFECTEMENTS. V. ATTILIER DE CORPS. V. CAISSA A TROIS SERRURES. V. CANTINE DE COMPTABILITÉ. V. CAPITAINE D'HABILLEMENT N° 3. V. COMPTABILITÉ. V. CONGÉ. V. CONGÉ DE GRACE. V. HABILLEMENT. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. LETTRE DE COMPAGNIE. V. MAGASIN DE CORPS. V. MAÎTRE OUVRIER. V. MEMBRE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. V. ORDONNANCE DE COMPTABILITÉ. V. PETIT ÉQUIPEMENT. V. REPRINTE DE CORPS.

1792 (1^{er} janvier). *Règlement sur le recrutement, les engagements, rengagements et congés*. V. CONGÉ. V. ENGAGEMENT. V. RECRUTEMENT. V. RENGAGEMENT.

1792 (1^{er} janvier). *Instruction pour les capitaines d'habillement*. V. CAPITAINE D'HABILLEMENT N° 3. V. LETTRE DE COMPAGNIE. V. MAGASIN DE CORPS. V. MAÎTRE OUVRIER. V. MARGE GÉNÉRALE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1792 (2 janvier). *Règlement*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. ENGAGEMENT DE RECRUT.

1792 (5 janvier). *Loi*. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 1.

1792 (15 janvier). *Décision*. V. ADJUDANT DE PLACE N° 3.

1792 (15 janvier). *Circulaire*. V. GOUTER. V. GOUTER BLANCHE. V. GOUTER DE TOILE. V. MANTEAU D'HABILLEMENT.

1792 (17 et 29 janvier). *Loi*. V. ORATION D'ENTRÉE EN CAMPAGNE.

1792 (25 janvier). *Décret concernant le recrutement des troupes de ligne*. V. RECRUTEMENT. V. TROUPE DE LIGNE.

1792 (27 janvier). *Loi*. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 3.

1792 (2 février). *Décret*. V. GAISSON DE RÉGIMENT. V. CHEVAL DE RAY. V. CHEVAL DE PELOTON.

1792 (14 février). *Loi*. V. CRÉANCIER DE MILITAIRE OCCUPÉ. V. SOLDAT.

1792 (29 février). *Loi*. V. GRATIFICATION D'ENTRÉE EN CAMPAGNE.

1792 (1^{er} mars). *Instruction sur le campement*. V. CORDEAU DE CAMPENMENT. V. GARDE NATIONALE. V. MARQUIN. V. ORDONNANCE DE CAMPENMENT. V. OUTH DE CAMPENMENT. V. TENTE.

1792 (15 mars). *Règlement*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. RÈGLEMENT DE REVUE. V. REVUE ADMINISTRATIVE.

1792 (15 mars). *Loi*. V. GRATIFICATION D'ENTRÉE EN CAMPAGNE.

1792 (15 mars). *Ordonnance sur la composition*, OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, tableau. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

1792 (1^{er} avril). *Règlement*. V. ARTILLERIE DE CAMPAGNE. V. ARTILLERIE DE SIÈGE. V. TRAVAILLEUR.

1792 (5 avril). *Règlement provisoire sur le service en campagne*, OU ORDONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE. V. ARRÊTÉ POUR PILLER. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10. V. ALERTE. V. ARCHERIE DE GRADE D'OFFICIER. V. APPEL DE SOIR AU CAMP. V. ARME AU CAMP. V. ARTILLERIE D'INFANTERIE. V. ASSAILLANT DE SIÈGE OFFENSIF. V. ATTAQUE DE FRONT DE PLACE. V. ATTAQUE EN RASE CAMPAGNE. V. AVANT-GARDE D'ARMÉE. V. BAILE ROULANTE. V. BAN D'ARRIVÉE AU CAMP. V. BANQUE DE FOSSE. V. BARAQUE. V. BATAILLE STRATÉGIQUE. V. BILLET D'APPEL AU CAMP. V. BIVAC. V. BLESSÉ. V. BOUCHER MILITAIRE. V. BRANCARD A BLESSÉ. V. BRIGADE AU CAMP. V. BRUYET D'OFFICIER. V. BRIGADE D'ARMÉE. V. BRIGADE DE LIGNE. V. BRIGADE D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. CAISSON D'AMBULANCE. V. CAISSON DE RÉGIMENT. V. CAISSON DE VIVRES. V. CAMP DE RÉJOU. V. CAMP D'INFANTERIE. V. CAMPMENT ACTIF. V. CAMPMENT TACTIQUE. V. CARTONNEMENT. V. CAPITAINE DE GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3, 4. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 22. V. CAPITULATION DE POSTE FERMÉ. V. CAVALERIE LÉGÈRE. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. CHEF DE BATAILLON EN CARTONNEMENT. V. CHEF DE TRANCHE. V. CHEF D'ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE. V. CHEMIN MILITAIRE. V. CHEVAL DE COMPAGNIE. V. CHEVAL DE DÉSERTEUR ÉTRANGER. V. CHEVAL DE PRIER. V. CHEVAL DE VIVARDIER. V. CHEVAL TROUVÉ. V. CLAIR. V. COLONEL DE TRANCHE. V. COMMANDEMENT DE SERVICE AU CAMP. V. COMMUNICATION DE CAMP. V. CONTRA-MORTIR. V. CONVALESCENT ARMÉE. V. CORPS EN ROUTE. V. CONVÈS AU CAMP. V. CONVÈS EN CAMPAGNE. V. COUVRE-PLATIER. V. CRIMINEL. V. CRIMINEL EN ROUTE. V. DÉPÊTEUR A L'ENNEMI. V. DÉTACHEMENT AU CAMP. V. DÉTACHEMENT DE GUERRE. V. DISTRIBUTION DE RATIONS. V. DIVISION D'ARMÉE. V. DIVISION D'INFANTERIE. V. DOMESTIQUE D'OFFICIER. V. DRAPPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 3. V. EXERCICE A FEU. V. FAISCEAU DE CAMPMENT. V. FADZ, subs. fém. V. FICHE. V. FRONT D'ATTAQUE. V. GARDE DE CAMP. V. GARDE DE POLICE AU CAMP. V. GARDE DE POLICE EN ROUTE. V. GARDE EN CAMPAGNE. V. GÉNÉRAL DE BRIGADE N° 1, 3. V. GÉNÉRAL DE DIVISION N° 5. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 2. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 5. V. GRAND-GARDE. V. GAVRE-SAC. V. MON-

NEURS DE LA GUERRE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 10. V. MAJOR DE BRIGADE. V. MARCHÉ D'ARMÉE. V. MARCHÉ-ROUTE. V. MESSA MILITAIRE. V. MOT. V. MOT DE RALLIEMENT. V. OFFICIER DE GARDER. V. OFFICIER DE TRANCHE. V. OFFICIER DE SEMAINE. V. OFFICIER D'ORDONNANCE. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 3. V. ORDONNANCE DE SERVICE DE CAMPAGNE. V. OUTIL DE CAMPAGNE. V. OUTIL DE CAMPMENT. V. FAULE DE CAMPMENT. V. PARTI DE GÉNERAL. V. RANG HONORIFIQUE. V. RÈGLEMENT DE MARCHÉ. V. RETRAITE STRATÉGIQUE. V. NÉL. V. SERVICE DE CAMPAGNE. V. SERVICE DE JOUR.

1792 (5 avril). *Règlement sur le campement*. V. BATAILLON DE GARDES NATIONALES. V. CORDEAU DE CAMPMENT. V. FANION DE CAMPMENT. V. PARC. V. PAS DE CAMP. V. PIQUET AU CAMP. V. POSTE FERMÉ. V. PRIÈRE. V. PRISONNIER DE GUERRE.

1792 (5 avril). *Règlement sur les subsistances*, OU ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. RUCUIT. V. COMMISSAIRE GÉNÉRAL. V. FOURRAGE. V. FOURRETTES DE CAMPAGNE. V. LÉGUME SEC. V. LIQUIDE. V. FAIN DE MUNITION. V. RÉGLEMENT DE SUBSISTANCE. V. RIZ.

1792 (10 avril). *Décret*. V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR.

1792 (14 avril). *Décret*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 6. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 2, 5.

1792 (17 avril). *Décret*. V. ARTILLERIE A CHEVAL. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE.

1792 (23 avril). *Loi*. V. DRAPPEAU TRICOLORE.

1792 (25 avril). *Règlement*. V. DÉPÔT DE LA GUERRE.

1792 (29 avril). *Décret*. V. ARTILLERIE A CHEVAL. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 6. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 2, 5. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. SOLDAT.

1792 (30 avril). *Décret*. V. HOTEL DES INVALIDES. V. MORTY-PAYE.

1792 (1^{er} mai). *Décret relatif aux officiers généraux, etc.* V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 3. V. OFFICIER GÉNÉRAL.

1792 (4 mai). *Décret*. V. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER.

1792 (5 mai). *Loi*. V. GRATIFICATION D'ENTRÉE EN CAMPAGNE.

1792 (11 et 12 mai). *Décret relatif à la tenue des cours martiales et à la forme des jugements militaires en campagne*. V. ARRÊTÉ DE GARNISON. V. ARRÊTATION ILLÉGALE. V. COUR MARTIALE. V. TRIBUNAL MILITAIRE.

1792 (15 mai). *Loi*. V. COMMANDEMENT AMOVIBLE.

1792 (16 mai). *Loi relative à la tenue des cours martiales et à la forme des jugements en campagne*. V. ARRÊTÉ DE

CAMP. V. COMMISSAIRE AUDITEUR. V. COUR MARTIALE. V. JUSTICE MILITAIRE.

1792 (16 mai). *Loi relative aux invalides et vétérans.* V. HOTEL DES INVALIDES. V. VÉTÉRAN.

1792 (17 mai). *Décret relatif aux congés, permissions.* V. ABSENCE D'OFFICIER. V. CONGÉ. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 3. V. DÉSERCTION D'OFFICIER. V. PERMISSION.

1792 (23 mai). *Loi et règlement de logement.* V. HÔTE. V. INDEMNITÉ DE LOGEMENT. V. LOGEMENT DE MILITAIRE. V. LOUEMENT D'HABITATION. V. LOGEMENT EN ROUTE. V. PAVILLON DE CASERNEMENT. V. RÉGLEMENT DE LOGEMENT. V. RETENUE. V. SOUS-OFFICIER N° 6.

1792 (1^{er} juin). *Règlement.* V. ARTILLERIE A CHEVAL.

1792 (20 juin). *Règlement.* V. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER.

1792 (24 juin). *Règlement qui portait d'abord la date du 1^{er} janvier, comme le témoigne le Journal militaire* (AN VI, p. 499).

1792 (24 juin). *Règlement concernant le service intérieur, la police et la discipline de l'infanterie.* Bescriu remplacé par le règlement de 1816 (24 juillet). V. ARMEMENT AU THÉÂTRE. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 22. V. ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE N° 1, 3. V. APPEL DE MATIN EN GARNISON. V. APPEL DE MUSICIENS. V. APPEL DE SOIR EN GARNISON. V. APPORTEMENT. V. ARRÊTS SIMPLIS. V. AVANT-GARDE DE CHEVELEUR. V. BARDOLLIÈRE. V. RAQUET DE CHAMERÉF. V. RAFFRIS TUMULTUAIRE. V. SAUSURE D'OFFICIER. V. RILLET D'APPEL DE POLICE. V. ROTTE A ESTROUSSIS. V. BOUCLE DE CHEVEUX. V. ESLOQUE. V. CACNOT. V. CARRIER D'APPEL. V. CAPITAINE DE POLICE EN GARNISON. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 24. V. CAPORAL D'ESCADRON N° 1. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11, 12. V. CAPORAL-TAMBOUR. V. CASSATION DISCIPLINAIRE. V. CEINTURON D'OFFICIER PARTICULIER. V. CHAFAU A TROIS CORNES. V. CHEF DE BATAILLON DE SEMAINE EN GARNISON; *Id.* N° 3. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1, 8, 11. V. CHEF DE COMPLET. V. CIEF OR MUSICIEN. V. CHEVELEUR MILITAIRE. V. COL BLANC. V. COL DE CHEMISE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 28. V. COMMISSAIRE AUDITEUR DES GÉNÉRAUX. V. COMMISSAIRE ORDINAIRE. V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR. V. CONSEIL DE DISCIPLINE. V. CONSIGNE INTÉRIEURE. V. CONSIGNÉ A LA CASERNE. V. CONSIGNÉ PAR CORPS. V. CONTRÔLE DE DÉSIGNATION. V. CONVASCENT PRÉSENT AU

CORPS. V. CORRIDOR DE CASERNE. V. COUF CORRECTIONNEL. V. COUVERT DE SOLDAT. V. CRÉANCIER DE MILITAIRE DÉCÉDÉ. V. CRÉDIT COMMERCIAL. V. CRIMINEL EN ROUTE. V. CULOTTE. V. DANSE. V. DÉGRADATION DE CASERNEMENT. V. DÉGRADATION DE SALLE DE DISCIPLINE. V. DÉMISSION. V. DENIERS DE POCHES. V. DÉSERCTION D'OFFICIER. V. DÉTENU DE CORPS EN ROUTE. V. DETTE D'OMME DE TROUPE. V. DETTE D'OFFICIER. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. DISTRIBUTION DE PAIN. V. DOMESTIQUE D'OFFICIER. V. DRAGONNÉ D'OFFICIER. V. ÉCOLE DE DANSE. V. ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. V. ÉCOLE D'ÉCRIME. V. EFFECTIF. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. ÉPÉE D'OFFICIER. V. PACF DE CHEVELEURS. V. FAUTE. V. FEUILLE DE RAPPORT DE COMPAGNIE. V. FEUILLE DE RAPPORT GÉNÉRAL. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. GALE. V. GARDE DE POLICE EN ROUTE. V. GARDE DE SABRE. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 1. V. GÉOLOGIE. V. GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 2, 3. V. GÉNÉRAL NOIR. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 3. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6, 7, 8. V. LIVRE DE POLICE. V. LIVRE DE PUNITIONS. V. LIVRE D'ORDRES D'ADJUDANT. V. LIVRE D'ORDRES DE COMPAGNIE. V. LIVRE D'ORDRES DE CORPS. V. LOGEMENT D'HABITATION. V. MAÎTRE OUVRIER N° 4, 2. V. MOUSTACHE. V. MOUVEMENT MUTATIONNAIRE. V. MUSICIEN N° 5, 6. V. OFFICIER DE SECTION ADMINISTRATIVE. V. OFFICIER DE SEMAINE. V. ORDRE DE SOLDATS. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. PIERRE A FEU. V. PRÉT. V. PRISON. V. PRISON DE CASERNE. V. PUNITIION. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. QUERRE DE CHEVELEUR. V. RÉGLEMENT DE SERVICE. V. RAPAS DE CORPS. V. REVERD D'HABIT. V. SALLE DE DISCIPLINE. V. SECTION ADMINISTRATIVE. V. SERGENT-MAJOR N° 4, 7, 10. V. SERVICE DE SEMAINE. V. SERVICE INTÉRIEUR. V. SIGNALEMENT. V. SOUS-OFFICIER N° 10, 11. V. SUBDIVISION ADMINISTRATIVE. V. TAILLE DE MILITAIRE. V. TAMBOUR IDIOPLIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1, 2, 4. V. TAMBOUR-MAJOR N° 5, 9. V. TENUE. V. TROUSSE DE CORPS N° 6.

1792 (29 juin). *Décret.* V. SOUS-LIEUTENANT N° 2.

1792 (17 juillet). *Décret.* V. CORRET IDIOPLIQUE N° 1.

1792 (19 juillet). *Décret.* V. RÉCOMPENSE.

1792 (22 juillet). *Décret.* V. BATAILLON DE VOLONTAIRES NATIONAUX. V. GARDE CONSTITUTIONNELLE. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1792 (26 juillet). *Loi.* V. ENCHÈRE PRATICAIRE. V. COMMANDANT DE PLACE ASSIÉGÉE. V. PORTESSEUR. V. RÉGIMENT DE PLACE. V. SIÈGE DÉFENSIF.

1792 (3 août). *Loi.* V. DÉRETEUR A L'ENNEMI.

- 1792 (3 août). *Décret sanctionné le 7.*
V. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER.
- 1792 (3 août). *Décret.* V. QUANTIER-MAÎTRE
D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1, 3.
- 1792 (4 août). *Ordonnance.* V. CONSEIL
DE SANTÉ.
- 1792 (19 août). *Loi.* V. MANUFACTURE
D'ARMES.
- 1792 (22 août). *Décret.* V. ENGAGEMENT
DE RECRUT.
- 1792 (27 août). *Circulaire.* V. PEQUIN.
- 1792 (27 août). *Loi.* V. DÉSERTEUR A L'EN-
NEMI.
- 1792 (28 août). *Décret.* V. GARDE CONSTI-
TUTIONNELLE.
- 1792 (1^{er} septembre). *Décision.* V. GOU-
VERNEUR DE PLACE ASSIÉGÉE.
- 1792 (2 septembre). *Loi.* V. FLUTAGE. V.
PAIR DE MUNITION.
- 1792 (4 octobre). *Loi.* V. BOUTON A ATTRI-
BUTS.
- 1792 9 octobre. *Décret.* V. COMMISSION
MILITAIRE.
- 1792 (15 et 17 octobre). *Décret.* V. DI-
CORATION.
- 1793 (1^{er} février). *Décret.* V. BOUTON A
ATTRIBUTS. V. RANG HONORIFIQUE.
- 1793 (6 février). *Décret.* V. MINISTÈRE DE
LA GUERRE.
- 1793 (21 février). *Décret relatif à l'or-
ganisation de l'armée, ou ORDONNANCE DE*
COMPOSITION. V. AMALGAME. V. ANCIENNETÉ DE
COMPAGNIE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau.
V. ARTILLERIE D'INFANTERIE. V. AVANCEMENT.
V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE
N° 4. V. CAVALERIE DE BATAILLE. V. CAVALERIE
LÉGÈRE. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE
FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. CHEF DE REGADE.
V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE
N° 1. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE
DE LIGNE N° 2, tableau. V. CONSCRIPTION. V.
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 1.
V. DEMI-REGADE. V. DRAGON FRANÇAIS N° 3.
V. ENGAGEMENT. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS
N° 2. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 1. V. LIEUTENANT-
COLONEL N° 1. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 2. V.
MARÉCHAL DE FRANCE: id. N° 1. V. ORDON-
NANCE DE COMPOSITION. V. ORGANISATION. V.
RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. RÉ-
GIMENT FRANÇAIS. V. SOLDE. V. SOUS-OFFICIER
N° 1, 3. V. TIRCEMENT. V. TRÉSORIER DE CORPS
N° 2.
- 1793 (24 février). *Décret sur la levée
de trois cent mille hommes.* V. CONTIN-
GENT. V. LEVÉE. V. RECRUTEMENT. V. REMPLA-
CEMENT D'ENRÔLÉ. V. RÉQUISITION CONSCRIPTI-
TIVE.
- 1793 (5 mars). *Règlement.* V. MARSE DE
BOULANGERIE.
- 1793 (8 mars). *Décret.* V. MARIAGE.

- 1793 (9 mars). *Décret.* V. CONTRAINTE PAR
CORPS.
- 1793 (10 mars). *Décret.* V. CORPS FRANÇ.
V. FONCE NUMÉRIQUE.
- 1793 (22 mars). *Règlement de convoi.*
V. CONVOI A LA NUIT. V. ORDONNANCE DE
CONVOI.
- 1793 (28 mars). *Décret relatif à la
vente des armes.* V. ARME D'UNIFORME DE
TROUPE. V. VENTE D'ARMES.
- 1793 (31 mars). *Décret sur l'organisa-
tion.* V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. OR-
GANISATION. V. PETIT ÉQUIPEMENT.
- 1793 (8 avril). *Loi.* V. SOLDE.
- 1793 (16 avril). *Décret.* V. COMMISSAIRE
DES CLERGES N° 1. V. COMMISSAIRE ORDINAIRE.
V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR.
- 1793 (30 avril). *Loi.* V. FEMME D'ARMÉE.
- 1793 (7 mai). *Décret.* V. ÉQUIPAGES.
- 1793 (7 mai). *Loi.* V. CONDAMNÉ A MORT.
V. EXÉCUTION A MORT.
- 1793 (12 mai). *Décret qui institue les
tribunaux militaires.* V. TRIBUNAL. V. TRI-
BUNAL MILITAIRE.
- 1793 (12 mai). *Code pénal.* V. ACCUSA-
TEUR MILITAIRE. V. CHEF DE COMPTOIR. V. CON-
DAMNÉ A MORT. V. CORRESPONDANCE AVEC L'EN-
NEMI. V. DÉSERTEUR. V. FEMME D'ARMÉE. V. ESPION
D'ARMÉE. V. EXÉCUTION A MORT. V. FAUSSE
CONSIGNER. V. FOURNAGEUR DE DISTRIBUTION. V.
FAUX. V. SUBS. HESCE. V. FEUILLE DE ROUTE DE
MILITAIRE ENRÔLÉ. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 2. V.
GRIFFIER DE CONSEIL DE GUERRE. V. JUSTICE MI-
LITAIRE. V. MATRICULE. V. ORDONNANCE DE
JUSTICE. V. PILLAGE. V. RÉSTITUTION DE PLACE.
V. SENTINELLE. V. TRIBUNAL CRIMINEL MILI-
TAIRE.
- 1793 (juin). *Décret.* V. ÉCOLE MILITAIRE.
- 1793 (16 juin). *Décret.* V. COMMISSION
MILITAIRE. V. COUR MARTIALE. V. ESPION D'AR-
MÉE. V. GRIFFIER DE CONSEIL DE GUERRE.
- 1793 (25 juin). *Décret.* V. DUIDE D'AR-
MÉE.
- 1793 (26 juillet). *Décret.* V. PIONNIER.
- 1793 (27 juillet). *Décret.* V. TRAIN. V.
TRANSPORT.
- 1793 (8 août). *Décret.* V. CHATEAU FORT.
- 1793 (7 août). *Décret.* V. HOPITAL MILI-
TAIRE.
- 1793 (12 août). *Décret.* V. ADJUDANT
D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 14. V.
CHEF DE BATAILLON N° 3, 5. V. CHEF DE MUNI-
QUE. V. ENGAGEMENT. V. FOURNAGEUR N° 8. V.
SERGENT-MAJOR N° 7.
- 1793 (16 août). *Décret.* V. COMMISSION
MILITAIRE. V. COUR MARTIALE. V. RÉQUISITION
CONSCRIPTIVE.
- 1793 (23 août). *Décret.* V. LEVÉE EN
MARSE. V. RÉQUISITION CONSCRIPTIVE. V. REM-
PLACEMENT D'ENRÔLÉ.

1793 (1^{er} septembre). *Instruction*. V. RÉQUISITION CONSCRIPTIVE.

1793 (14 septembre). *Décret*. V. ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE.

1793 (15 décembre). V. GÉNIE IDIOMIQUE N° 3. V. MIEUX FRANÇAIS.

1793 (31 décembre). *Règlement*. V. MANSÉ DE LINGE ET CHAUSSETTES.

AN DEUX (2 brumaire). *Décret*. V. MINUT FRANÇAIS. V. GÉNIE IDIOMIQUE N° 1.

AN DEUX (15 brumaire). *Décret*. V. DÉFENSEUR A L'ENNEMI.

AN DEUX (16 brumaire). *Décret*. V. CHEVAL D'OFFICIER. V. MÉDAILLE D'HONNEUR.

AN DEUX (20 brumaire). *Décret*. V. TIRAILLEUR.

AN DEUX (21 brumaire). *Loi*. V. ASSAULT DE CORPS DE PLACE.

AN DEUX (26 brumaire). *Circulaire*. V. RENGAGEMENT.

AN DEUX (28 brumaire). *Décret*. V. CROIX DE SAINT-LOUIS. V. DROIT DE SAINT-LOUIS.

AN DEUX (1^{er} frimaire). *Décret*. V. ASSAULT OFFENSIF.

AN DEUX (2 frimaire). *Décret et règlement y faisant suite*. V. APPONTISSEMENT. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, tableau. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. COMPAGNIE DE GENDARMES D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. FOURNIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8.

V. LIEUTENANT-COLONEL N° 9. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3.

V. TAMBOUR-MAJOR N° 7.

AN DEUX (12 frimaire). *Décret*. V. DÉFENSEUR A L'ENNEMI.

AN DEUX (14 frimaire). *Décret*. V. TRAITEMENT PRESTATIONNAIRE.

AN DEUX (25 frimaire). *Décret*. V. MONNIER. V. SAPHIR DU GÉNIE.

AN DEUX (26 frimaire). *Décret relatif aux appointements perçus deux fois*. V. APPORTEMENTS.

AN DEUX (15 nivôse). *Décret*. V. COMMANDANT ANNUEL.

AN DEUX (19 nivôse). *Décision*. V. EMBRIGADEMENT.

AN DEUX (21 nivôse). *Décret*. V. CAVALIER FRANÇAIS N° 4. V. CAVALERIE LÉGÈRE. V. CHAMFUR A CHEVAL. V. DRAGONS FRANÇAIS N° 5. V. HUSARD N° 2. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 2.

AN DEUX (24 nivôse). *Décret*. V. CAISSON D'ARTILLERIE.

AN DEUX (5 pluviôse). *Décret sur l'organisation de la justice militaire*. V. ACCUSATEUR MILITAIRE. V. CONSEIL PERMANENT N° 3. V. EXÉCUTION A MORT. V. JUSTICE MILITAIRE. V. PROCUREUR. V. TRIBUNAL.

AN DEUX (6 pluviôse). *Décret*. V. EMBRIGADEMENT.

AN DEUX (9 pluviôse). *Décret*. V. COMPAONIE DE CARABINIERES. V. CORPS FRANÇ. V. EMBRIGADEMENT. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 2. V. ORGANISATION. V. RANG HONORIFIQUE.

AN DEUX (15 pluviôse). *Décret*. V. CHATEAU FORT.

AN DEUX (15 pluviôse). *Décret*. V. CAVALLERIE FRANÇAISE N° 2. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAIS N° 2, 4.

AN DEUX (18 pluviôse). *Instruction*. V. IRRADIATION.

AN DEUX (27 pluviôse). *Décret*. V. CAPONAI D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 14. V. PROMOTION.

AN DEUX (3 ventôse). *Loi*. V. SERVICE DE SANTÉ.

AN DEUX (7 ventôse). *Instruction*. V. HOPITAL MILITAIRE.

AN DEUX (11 ventôse). *Loi relative aux inventaires et scellés*. V. APPPOSITION DE SCILLÉS. V. INVENTAIRE. V. SCILLÉ.

AN DEUX (19 ventôse). *Loi*. V. MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

AN DEUX (3 germinal). *Décret*. V. FAUX TÉMOIN.

AN DEUX (4 germinal). *Loi*. V. INDENNITÉ DE PRET D'ÉQUIPAGE. V. INDENNITÉ DE PERTE EN CAMPAGNE.

AN DEUX (12 germinal). *Loi qui institue la commission de l'organisation, etc.* V. COMMISSION DE... V. MINISTRE DE LA GUERRE.

AN DEUX (28 germinal). *Loi*. V. REMPLACEMENT D'ENROLLÉ.

AN DEUX (14 floréal). *Décision*. V. JUSTICE MILITAIRE.

AN DEUX (7 prairial). *Circulaire*. V. BIL.

AN DEUX (7 prairial). *Décret*. V. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER.

AN DEUX (13 prairial). *Décret*. V. ÉCOLE DE MARS N° 1.

AN DEUX (17 prairial). *Arrêté*. V. LÉGUME SEC.

AN DEUX (18 prairial). *Décret*. V. DÉPOSITION.

AN DEUX (27 prairial). *Loi*. V. GENDARMERIE DE GUERRE.

AN DEUX (14 messidor). *Loi*. V. REMPLACEMENT D'ENROLLÉ.

AN DEUX (2 thermidor). *Loi*. V. RÉGIMENT MILITAIRE. V. CASERNEMENT. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 4. V. FACTEUR. V. LÉGUME SEC. V. LIVRET DE PAYEMENT. V. MAÎTRE OUVRIER N° 2. V. MANSÉ D'ENTRETIEN. V. MANSÉ RÉGIMENTAIRE. V. PAIR DE MUNITION. V. RETENUE. V. SOLDE. V. TAMBOUR IDIOMIQUE D'ARTILLERIE FRANÇAISE N° 5.

AN DEUX (9 thermidor). *Loi relative aux*

pertes d'équipages. v. ÉQUIPAGES. v. PÉRIE D'ÉQUIPAGES.

AN DEUX (29 thermidor). v. INFANTERIE DE BATAILLE N° 4, tableau. v. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4, tableau.

AN DEUX (30 thermidor). *Règlement de casernement.* v. ADJUDANT EN CASERNEMENT. v. RAQUET DE COUR. v. SATINEMENT MILITAIRE. v. CAPITAINE DE VISITE DE CASERNEMENT. v. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. v. CARENNE. v. CASERNEMENT. v. CASERNIER. v. CONSERVATEUR DE BATIMENTS MILITAIRES. v. COUVERTS D'HOMMES DE TROUPE. v. DÉPART IMPRÉVU. v. EFFET DE CASERNEMENT. v. EFFET DE LITERIE. v. ÉTABLISSEMENT MILITAIRE. v. HOPITAL MILITAIRE. v. INCÉRIFON MILITAIRE. v. LIT MILITAIRE. v. LOGEMENT D'HABITATION. v. OFFICIER DE CASERNEMENT. v. RÉGLEMENT DE CASERNEMENT. v. RÉGLEMENT DE LOGEMENT. v. PAILLAGE DE CASERNEMENT. v. PAVILION DE CASERNEMENT. v. PERCENT-MAJOR N° 7.

AN DEUX (2 fructidor). *Règlement.* v. CARQUE DE CUIR. v. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. v. ORDONNANCE D'UNIFORME. v. RÉGLEMENT D'HABILLEMENT. v. SOULIER.

AN DEUX (6 fructidor). *Circulaire.* v. ÉTAPPE. v. FEUILLE DE ROUTE.

AN DEUX (8 fructidor). *Arrêté.* v. SABOT DE CHAUSSEUR.

AN DEUX (16 fructidor). *Loi relative aux procurations, etc.* v. NÉCESSITÉ DE MILITAIRE.

AN TROIS (7 vendémiaire). *Loi.* v. ÉCOLE POLYTECHNIQUE. v. FACTEUR.

AN TROIS (18 vendémiaire). *Loi.* v. MARIAGE.

AN TROIS (25 vendémiaire). *Arrêté sur le logement.* v. CAPITAINE DE VISITE DE CASERNEMENT. v. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. v. LOGEMENT DE MILITAIRE.

AN TROIS (27 vendémiaire). *Arrêté.* v. FACTEUR.

AN TROIS (2 brumaire). *Décret.* v. ÉCOLE DE MARS N° 4.

AN TROIS (4 brumaire). *Circulaire.* v. LÉGUMES SECS.

AN TROIS (15 brumaire). *Arrêté.* v. SABOT DE CHAUSSEUR.

AN TROIS (24 brumaire). *Arrêté.* v. AT-POINTEMENTS.

AN TROIS (25 brumaire). *Loi.* v. COMMISSAIRE MILITAIRE.

AN TROIS (14 frimaire). *Décret.* v. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER.

AN TROIS (22 frimaire). *Loi.* v. GÉNIE IMOPLIQUE; *Id.* N° 3.

AN TROIS (27 frimaire). *Décret.* v. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER.

AN TROIS (6 nivôse). *Circulaire.* v. AVANCEMENT. v. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE

DE LIGNE N° 5. v. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3.

AN TROIS (15 nivôse). *Ordonnance.* v. ARMURIER DE CORPS N° 4.

AN TROIS (16 nivôse). *Instruction.* v. ARATIS DE BOIS DE CHAUFFAGE.

AN TROIS (28 nivôse). *Loi.* v. AMBULANCE A CHEVAL. v. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 1, 4, 5, 6, 7, 8. v. COMMISSAIRE ORDONNATEUR. v. GÉNÉRAL D'ARMÉE N° 6. v. INTENDANT MILITAIRE N° 3. v. TRAVERSIN.

AN TROIS (16 pluviose). *Circulaire.* v. CAPORAL-TAMBOUR. v. MUSICIEN N° 5.

AN TROIS (16 pluviose). *Instruction.* v. CORPS D'INTENDANCE N° 8. v. FIÈVREUX. v. MARSE RÉGIMENTAIRE. v. RETENUE.

AN TROIS (19 pluviose). *Loi.* v. DATTE D'OFFICIER. v. RETENUE.

AN TROIS (14 ventôse). *Loi.* v. GÉNIE IMOPLIQUE N° 1, 3.

AN TROIS (16 ventôse). *Instruction faisant suite à la loi du 28 nivôse (an trois), ou ORDONNANCE D'ADMINISTRATION.* v. SARAQUEMENT. v. RHON A VINAIGRE. v. CAISSON D'AMBULANCE. v. CAMPMENT ADMINISTRATIF. v. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 1, 4, 6. v. COMMISSAIRE ORDONNATEUR. v. COMPTABILITÉ DE CORPS. v. CORPS D'INTENDANCE N° 8. v. EFFET DE CAMPMENT. v. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. v. ÉTUI D'OUTILS DE CAMPAGNE. v. FARINE. v. FAUX DE CAMPMENT. v. FOUR. v. FOUR DE CAMPAGNE. v. GARNELLE. v. GRAINS DE MANUTENTION. v. GRAND ÉQUIPEMENT. v. GUÊTRE. v. HOPITAL MILITAIRE. v. LIVRET DE PAVEMENT. v. LÉGUMES SECS. v. LIT D'OFFICIER. v. LOGEMENT D'HABITATION. v. MARMITE DE CAMPAGNE. v. MOUCHOIR. v. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. v. OUTILS DE CAMPAGNE. v. OUTILS DE CAMPMENT. v. PAILLAGE DE CASERNEMENT. v. PAIR DE MUNITION. v. PARC. v. PETIT ÉQUIPEMENT. v. PROCÈS-VERBAL. v. RATHON. v. REGISTRE DE CAISSE. v. RETENUE SUR APPOINTEMENTS. v. SERVICE DE SANTÉ. v. SOULIER. v. TENTE. v. TENTE DE NOUVEAU MODÈLE. v. TRANSPORT. v. TRAVERSIN.

AN TROIS (28 ventôse). *Instruction.* v. CAISSON D'AMBULANCE. v. DÉPART DE CORPS.

AN TROIS (5 germinal). *Arrêté.* v. MOUTAUR.

AN TROIS (14 germinal). *Loi sur l'avancement et instruction y faisant suite.* v. ACTION D'ÉCLAT. v. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. v. ARCHERÉTÉ DE GRADE D'OFFICIER. v. ARME PERSONNELLE N° 2. v. AVANCEMENT. v. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. v. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. v. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. v. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. v. CONSEIL D'ADMINISTRATION.

TRACTION N° 5. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. MAÎTRE OUVRIER N° 2. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. SOUS-OFFICIER N° 3. V. TAMBOUR-MAJOR N° 3.

AN TROIS (18 floréal). *Loi sur l'arme de l'artillerie.* V. ARTILLERIE IDIOMIQUE. V. PONTONNIER. V. RÉGIMENT D'ARTILLERIE N° 3.

AN TROIS (28 floréal). *Décision.* V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE SUR LE TERRAIN.

AN TROIS (6 et 23 prairial). *Circulaire.* V. MÉDECINE MILITAIRE.

AN TROIS (15 messidor). *Loi.* V. GARDE NATIONALE.

AN TROIS (26 messidor). *Loi.* V. MUSIQUE.

AN TROIS (30 messidor). *Loi.* V. COMMANDANT AMOVIBLE.

AN TROIS (4 thermidor). *Loi.* V. CARDE DU CORPS LÉGISLATIF. V. GARDE DU DIRECTOIRE.

AN TROIS (21 thermidor). *Arrêté du comité des finances.* V. DÉLÉGATION DE TRAITEMENT.

AN TROIS (24 thermidor). *Arrêté.* V. FACTEUR.

AN TROIS (28 thermidor). *Circulaire.* V. MARCHÉ D'ENTRETIEN.

AN TROIS (1^{er} fructidor). *Arrêté du comité de salut public.* V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. OFFICIER DE SANTÉ.

AN TROIS (6 fructidor). *Loi.* V. ENRIQUELLEMENT.

AN TROIS (14 fructidor). *Loi.* V. RÉGIMÉ. V. HONNEURS. V. SALUT.

AN TROIS (17 fructidor). *Arrêté.* V. TAMBOUR IDIOMIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 5.

AN TROIS (19 fructidor). *Arrêté du comité de salut public.* V. DUTTE D'OFFICIER.

AN TROIS (22 fructidor). *Circulaire.* V. TAMBOUR IDIOMIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 5.

AN TROIS (2 complémentaire). *Loi pour le jugement des délits militaires.* V. CAPITAINE RAPORTEUR. V. CONSEIL DE DISCIPLINE. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. CONSEIL MILITAIRE. V. DÉLIT MILITAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. POLICE. V. TRIBUNAL.

AN QUATRE (18 vendémiaire). *Loi.* V. GARDE NATIONAL.

AN QUATRE (22 vendémiaire). *Arrêté.* V. FAUCONNIER. V. ÉTAPES. V. ÉTAPIER. V. INDEMNITÉ DE LOGEMENT. V. VINAIGRE.

AN QUATRE (29 vendémiaire). *Arrêté.* V. DÉSERTEUR D'OFFICIER.

AN QUATRE (30 vendémiaire). *Loi.* V. INGÉNIEUR MILITAIRE.

AN QUATRE (3 brumaire). *Loi relative à l'artillerie de marine.* V. ARTILLERIE DE MARINE. V. CONSEIL DE DISCIPLINE. V. POLICE.

AN QUATRE (4 brumaire). *Loi.* Code or-

dinaire des délits et des peines (et 3 brumaire suivant le *Journal militaire* et M. Leclercq). V. DÉLIT. V. GÉNÉRAL EN CHEF; Id. N° 3. V. JUGE MILITAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 12, 13. V. PRIME. V. PRIME DE MORT.

AN QUATRE (10 brumaire). *Arrêté.* OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 5. V. ARTILLERIE IDIOMIQUE. V. AVANCEMENT. V. AVANCEMENT AU GRADE D'OFFICIER NUTRITIF. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 4. V. CAVALERIE DE BATAILLE. V. CHASSEUR À CHEVAL. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. DEMI-BRIGADE. V. DRAGON FRANÇAIS N° 3. V. GARDIE-COTES. V. GÉNIE IDIOMIQUE. V. HUSSARD N° 2. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 4. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4. V. MINISTRE DU GÉNIE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. SAPEUR DU GÉNIE.

AN QUATRE (24 brumaire). *Arrêté.* V. PAIN DE MUNITION.

AN QUATRE (28 brumaire). *Arrêté concernant le logement.* V. LOGEMENT DE MILITAIRE.

AN QUATRE (4 nivôse). *Loi.* V. CRIME. V. ENBAUCHAGE. V. ENBAUCHEUR.

AN QUATRE (15 nivôse). *Loi.* V. OFFICIER DE SANTÉ.

AN QUATRE (16 nivôse). *Loi.* V. AMENDEUR DE DÉSERTEUR. V. DÉSERTEUR. V. EFFETS DE DÉSERTEUR.

AN QUATRE (18 nivôse). *Arrêté sur l'organisation.* V. COMPAGNIE AUXILIAIRE. V. DEMI-BRIGADE. V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ORGANISATION D'ARMÉE. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1.

AN QUATRE (4 pluviôse). *Marché pour fourniture de pain.* V. SLUTAGE. V. PAIN DE MUNITION.

AN QUATRE (26 pluviôse). *Arrêté relatif aux armes vendues.* V. ARME D'UNIFORME. V. VENTE D'ARMES.

AN QUATRE (27 pluviôse). *Arrêté.* V. ÉTAPIER.

AN QUATRE (1^{er} ventôse). *Instruction.* V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 3. V. REVUE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL.

AN QUATRE (30 ventôse). *Arrêté.* V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE N° 2. V. MAJOR D'INFANTERIE.

AN QUATRE (12 germinal). *Règlement.* V. FORTIFICATION PERMANENTE.

AN QUATRE (17 germinal). *Loi.* V. JUSTICE MILITAIRE.

AN QUATRE (22 germinal). *Règlement de police des places de guerre.* V. ÉCLUSE. V. FORTIFICATION. V. GÉNIE. V. GÉRANCE. V. LOUF-

MENT D'HABITATION. V. OFFICIER DU GÉNIE N° 6.
V. PLACE DE GUERRE.

AN QUATRE (24 germinal). *Arrêté*. V. CASERNIER.

AN QUATRE (28 germinal). *Circulaire*. V. GALE.

AN QUATRE (4 floréal). *Instruction*. V. EAU MINÉRALE.

AN QUATRE (30 floréal). *Règlement*. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. INFIRMIER D'HÔPITAL.

AN QUATRE (6 prairial). *Avis particulier à l'armée d'Italie*. V. EAU POTABLE. V. SERVICE DE SANTÉ. V. TENTE.

AN QUATRE (18 prairial). *Circulaire*. V. JUGEMENT MILITAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. RÉVISION JUDICIAIRE.

AN QUATRE (22 messidor). *Loi*. V. DÉLIT. V. DÉLIT COMMUN.

AN QUATRE (18 fructidor). *Loi sur la révision des jugements*. V. JUGEMENT MILITAIRE. V. RÉVISION.

AN QUATRE (20 fructidor). *Règlement*. V. ÉTAPES.

AN QUATRE (21 fructidor). *Loi*. V. CASSATION JUDICIAIRE.

AN QUATRE (27 fructidor). *Loi qui autorise le choix d'un défenseur*. V. DÉFENSEUR D'ACCUSÉ.

AN QUATRE (3 complémentaire). *Décret*. V. RÉLÈVÉ.

AN CINQ (4 vendémiaire). *Loi*. V. GARDE NATIONALE.

AN CINQ (7 vendémiaire). *Circulaire*. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION.

AN CINQ (17 vendémiaire). *Décision*. V. RATION.

AN CINQ (27 vendémiaire). *Circulaire relative aux vaguemestres*. V. FACTEUR. V. VAGUEMESTRÉ.

AN CINQ (6 brumaire). *Loi*. V. JURISPRUDENCE.

AN CINQ (11 brumaire). *Arrêté*. V. GRATIFICATION D'ENTRÉE EN CAMPAGNE. V. INDENNITÉ DE Perte DE CHEVAL. V. INDENNITÉ DE Perte D'ÉQUIPAGES.

AN CINQ (11 brumaire). *Arrêté*. V. FOURTIERSE. V. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE.

AN CINQ (12 brumaire). *Décision et traité d'habillement*. V. CADIS. V. GUÊTRE DE TOILE. V. HABILLEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. SARRAU. V. TRICOT EN LAINE.

AN CINQ (13 brumaire). *Loi relative aux conseils permanents*. V. CAPITAINE RAPPORTEUR. V. COMMISSAIRE DU ROI. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. CONSEIL PERMANENT. V. DÉLIT. V. DÉSTITUTION. V. EMPLOUCHÉ. V. EXÉCUTION À MORT. V. GREFFIER DE CONSEIL DE GUERRE. V. JUGE MILITAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MÉDECIN. V. MILITAIRE, SUBS. V. PROCÉDURE.

AN CINQ (17 brumaire). *Loi*. V. GARDE DU CORPS LÉGISLATIF.

AN CINQ (21 brumaire). *Code des délits et des peines*. V. CHEF DE COMLOT. V. CHEF DE PATROUILLE. V. CLAMEUR SÉDITIEUSE. V. CONSIGNÉ DE SENTINELLE. V. CORRESPONDANCE AVEC L'ENNEMI. V. CRIME. V. DÉCOUVERTE. V. DÉGÂT À MAIN ARMÉE. V. DÉGRADATION D'HOMME DE TROUPE. V. DÉSECTEUR. V. DÉSOBÉISSANCE. V. DÉSTITUTION. V. EFFECTIF. V. EMPLOUCHAGE. V. EMPLOUCHÉ. V. EMPLOYÉ. V. ESPION D'ARMÉE. V. ÉTAT DE SITUATION. V. FAUSSE CONSIGNE. V. FAUTEUR DE DÉSERTION. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 2. V. GOUVERNEMENT DE PLACE ARMÉE. V. INSUBORDINATION. V. INSULTE. V. JUGEMENT MILITAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MARAUDAGE. V. MOT D'ORDRE. V. MURITONNAIRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. OUVRIER D'ARMÉE. V. PÊNE. V. PILLAGE. V. PROCÉDURE. V. REDDITION DE PLACE. V. SENTINELLE.

AN CINQ (29 brumaire). *Circulaire*. V. SOULIER.

AN CINQ (10 nivôse). *Circulaire*. V. RASSEMBLEMENT.

AN CINQ (15 nivôse). *Circulaire*. V. SAC À DISTRIBUTION.

AN CINQ (25 pluviôse). *Arrêté*. V. INDEMNITÉ DE ROUTE D'HOMME DE TROUPE.

AN CINQ (1^{re} ventôse). *Instruction sur les subsistances*. V. BLUTAGE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. DISTRIBUTION EXTRAORDINAIRE. V. LÉGUME SEC. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. LIQUIDE. V. PAILLE DE CAMPEMENT. V. PAIN DE MURITION. V. RATION. V. RIZ. V. SALAISON. V. SEL. V. SUBSISTANCE MILITAIRE.

AN CINQ (4 floréal). V. REVÊTE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL.

AN CINQ (17 floréal). *Arrêté concernant le conseil de guerre*. V. CONSEIL PERMANENT. V. EMPLOYÉ. V. JUGEMENT MILITAIRE.

AN CINQ (23 floréal). *Loi et arrêté sur la solde*. V. ANCIENNETÉ DE GRADE D'OFFICIER. V. CAPITAINE DE PREMIÈRE CLASSE. V. CLASSE HÉRARCHIQUE. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 4. V. ÉTAPES. V. FOURRAGE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. INDENNITÉ DE LOUPEMENT. V. INDENNITÉ DE ROUTE D'HOMME DE TROUPE. V. INDENNITÉ DE ROUTE D'OFFICIER. V. RETENUE. V. SOLDE.

AN CINQ (24 floréal). *Instruction*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5.

AN CINQ (28 floréal). *Décision*. V. CAPITAINE RAPPORTEUR. V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR. V. CONSEIL PERMANENT N° 3. V. GREFFIER DE CONSEIL DE GUERRE.

AN CINQ (4 messidor). *Décret*. V. JUSTICE MILITAIRE.

AN CINQ (23 messidor). *Arrêté*. V. ÉTUI D'OUTILS DE CAMPAGNE. V. MANTOU D'ARMES.

V. PANTALON DE TOILE. V. SCHAUD D'HOMME DE TROUPE. V. TENTE DE NOUVEAU MODÈLE. V. TENTE D'HOMME DE TROUPE.

AN CINQ (4 fructidor). *Loi additionnelle à celle de l'an cinq* (21 brumaire), *jugement des délits militaires*. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 8. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. CONSEIL PERMANENT N° 1. V. DÉSERT. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 7. V. JULE MILITAIRE. V. PROCÉDURE.

AN CINQ (10 fructidor). *Loi*. V. ÉTAT DE SIÈGE.

AN CINQ (15 fructidor). *Arrêté*. V. GARDE NATIONAL.

AN CINQ (19 fructidor). *Loi*. V. ÉTAT DE SIÈGE. V. GARDE NATIONAL.

AN CINQ (25 fructidor). *Loi*. V. DENIERS D'ORDINAIRE. V. INFIRMITÉ DE TOUT D'OFFICIER. V. MEMBRE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

AN CINQ (25 fructidor). *Loi*. V. SOULIER.

AN CINQ (29 fructidor). *Arrêté*. V. RATION. V. SUBSISTANCE. V. VIVRES.

AN SIX (18 vendémiaire). *Loi relative aux conseils de révision*. V. COMMISSAIRE ORDINAIRE. V. CONSEIL DE RÉVISION. V. DIVISION. V. GREFFIER DE CONSEIL DE GUERRE. V. JUSTICE MILITAIRE.

AN SIX (4 brumaire). *Décision*. V. SOULIER.

AN SIX (15 brumaire). *Loi*. V. JUGEMENT MILITAIRE. V. PROCÉDURE. V. RÉVISION JUDICIAIRE.

AN SIX (16 brumaire). *Loi*. V. COMPAGNIE DE CANDORIERS.

AN SIX (16 brumaire). *Décision*. V. ANTILIBRE IDIOMIQUE. V. CAVALIER FRANÇAIS N° 6. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 6. V. SAPEUR DU GÉNIE.

AN SIX (18 brumaire). *Loi*. V. CAPITAINE RAPPOORTEUR. V. CONSEIL PERMANENT N° 2. V. DIVISION.

AN SIX (24 brumaire). *Loi*. V. FAUTEUR DE DÉSERTEUR. V. RÉQUISITION CONSCRIPTIVE.

AN SIX (29 brumaire). *Circulaire*. *Décision*. V. ARTILLERIE IDIOMIQUE. V. CADRE A TROIS SERREURS. V. DENIERS DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. GÉNIE IDIOMIQUE. V. MOUTON A POUSSER. V. INFANTERIE N° 6. V. LIVRET INDIVIDUEL. V. MASSE DE LÈGE ET CHAUSSEUR. V. RANG HONORIFIQUE. V. SAC A PAU. V. SOULIER. V. TOILENNE.

AN SIX (5 frimaire). *Marché*. V. ÉTAP.

AN SIX (8 frimaire). *Arrêté*. V. JUSTICE MILITAIRE. V. PROCÉDURE.

AN SIX (11 frimaire). *Loi*. V. CONSEIL DE PLACE ASSIÉGÉE. V. ÉTAT DE SIÈGE. V. FORTERESSE. V. PROCÉDURE.

AN SIX (7 nivôse). *Arrêté*. V. MASSE DE LÈGE ET CHAUSSEUR. V. PETIT ÉQUIPEMENT.

AN SIX (10 nivôse). *Décision*. OU ORDONNANCE SUR L'HABILLEMENT. V. HABILLEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

AN SIX (18 nivôse). *Circulaire*. V. CAPITAINE DE GRENADIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5.

AN SIX (28 nivôse). *Décision*. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. SECRÉTAIRE DE TRÉSORIER.

AN SIX (5 pluviôse). *Arrêté*. V. ARTILLERIE D'INFANTERIE. V. SAPEUR DU GÉNIE.

AN SIX (10 pluviôse). *Circulaire*. V. MOUTON DE COIFFURE.

AN SIX (15 pluviôse). *Circulaire*. V. FEUILLE DE PRÉT.

AN SIX (1^{re} ventôse). *Loi*. V. SOLDE.

AN SIX (12 ventôse). *Circulaire*. V. CONSEIL PERMANENT N° 3.

AN SIX (28 ventôse). *Loi*. V. HOTEL DES INVALIDES.

AN SIX (1^{re} et 18 germinal). *Instruction*. V. FAU MINÉRIE.

AN SIX (25 germinal). *Règlement sur les subsistances*. V. BLUTAGE. V. GRAINS DE MANUTENTION. V. PAILLE DE CAMPEMENT. V. PAÏN DE NOURTURE. V. POLICE. V. REVUE D'ADMINISTRATIVE. V. SUBSISTANCE.

AN SIX (24 germinal). *Circulaire*. V. TENUE.

AN SIX (28 germinal). *Loi*. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 1, 5.

AN SIX (1^{re} floréal). *Instruction*. V. DÉTACHEMENT. V. INDEMNITÉ DE LOGEMENT. V. LIVRET DE PAYEMENT. V. PRÉT. V. RÉFORME D'OFFICIER. V. RÉQUISITION CONSCRIPTIVE. V. TRAITEMENT DE RÉPONSE. V. TRAITEMENT PRESTATIONNAIRE.

AN SIX (15 floréal). *Arrêté*. V. PRISONNIER DE GUERRE.

AN SIX (29 prairial). *Loi*. V. ANNULATION. V. CONSEIL DE RÉVISION JUDICIAIRE. V. PROCÉDURE.

AN SIX (16 messidor). *Arrêté*. V. ERREUR PRATICALE.

AN SIX (5 thermidor). *Arrêté qui interdit le port des drapeaux à légende*. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE.

AN SIX (8 thermidor). *Lettre ministérielle ou circulaire*. V. CAPITAINE DE GRENADIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5.

AN SIX (14 fructidor). *Loi relative aux veuves, etc.* V. ORPÈVRE. V. VEUVÉ.

AN SIX (19 fructidor). *Loi sur la formation de l'armée*. V. ACTES D'ÉCLAT. V. AGE DE CONSCRIPTION. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 2. V. CONGÉ D'ARCIBRETE. V. CONSCRIPTION. V. ENGAGEMENT DE RECRUE. V. RESOLÉ VOLONTAIRE. V. FAUTEUR DE DÉSERTEUR. V. FORMATION CONSCRIPTIVE. V. HAUTE PAYE DE SER-

LAGEMENT. V. RECRUTEMENT. V. REMPLACEMENT D'ENRÔLÉS. V. ENGAGEMENT. V. SERVICE CONSCRIPTIF. V. TAILLE DE MILITAIRE.

AN SIX (23 fructidor). *Arrêté*. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. GÉNÉRAL DE BRIGADE N° 2.

AN SIX (23 fructidor). *Loi*. V. ÉTAT.

AN SIX (27 fructidor). *Loi*. V. CAPITAINE RAPPORTEUR. V. CONSEIL PERMANENT N° 3. V. GREFIER DE CONSEIL DE GUERRE. V. PROCÉDURE.

AN SEPT (17 vendémiaire). *Arrêté*. V. COMPAGNIE AUXILIAIRE.

AN SEPT (19 vendémiaire). *Instruction*. V. BATAILLON DE GARNISON.

AN SEPT (12 brumaire). *Instruction*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5, 5.

AN SEPT (2 nivôse). *Règlement*. V. ÉQUIPAGES.

AN SEPT (16 nivôse). *Arrêté*. V. ASSAUT DE CORTS DE PLACE.

AN SEPT (4 pluviôse). *Décision*. V. GRATIFICATION D'ENTRÉE EN CAMPAGNE. V. OFFICIER DE SANTÉ.

AN SEPT (28 pluviôse). *Arrêté*. V. POUDBRE A FEU.

AN SEPT (22 ventôse). *Règlement pour le service des voitures extraordinaires*. V. PARC. V. VOSTERLE EXTRAORDINAIRE.

AN SEPT (ventôse). *Instruction*. V. RATIONNEMENT.

AN SEPT (11 germinal). *Instruction*. V. CAS DE RÉFORME. V. INFIRMITÉ.

AN SEPT (15 floréal). *Arrêté*. V. GARDE NATIONALE. V. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER.

AN SEPT (19 floréal). *Instruction*. V. MUSICIEN N° 5.

AN SEPT (29 floréal). *Circulaire*. V. MOUV. RALÉ. V. CASERNEMENT. V. DURÉE DE SIÈGE. V. EAU-DE-VIE. V. INFIRMERIE. V. LÉGUMES REÇUS. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. RIE. V. TENTE.

AN SEPT (29 floréal). *Instruction sur le casernement*. V. CASERNEMENT. V. TAMBOUR IDIOMATIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4.

AN SEPT (13 prairial). *Arrêté*. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE DE LIGNE N° 2. V. TAMBOUR-MAJOR N° 5.

AN SEPT (14 prairial). *Arrêté*. V. BATAILLON DE GARNISON. V. BATAILLON DE GUERRE. V. FORMATION CONSTITUTIVE.

AN SEPT (14 messidor). *Loi relative à la composition*. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. TABLEAU. V. COMPOSITION. V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. GUFIER BLANCHE. V. MOURCROIX.

AN SEPT (16 messidor). *Loi*. V. COMMANDANT DE PLACE ASSIÉGÉE. V. PORTERESSE.

AN SEPT (27 messidor). *Loi*. V. DESTITUTION.

AN SEPT (3 thermidor). V. REVUE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL.

AN SEPT (11 thermidor). *Décision*. V. DEVIR. V. ÉQUIPEMENT D'HOMMES DE TROUPE. V. GILLET. V. GUÉTER. V. SOULIER. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL D'INFANTERIE FRANÇAISE.

AN SEPT (24 thermidor). *Instruction*. V. DÉBARRÉ DE SIÈGE.

AN SEPT (2 fructidor). *Loi*. V. PAIX DE MUNITION.

AN SEPT (14 fructidor). *Loi*. V. JUGE MILITAIRE.

AN SEPT (23 fructidor). *Loi relative à la composition et au personnel de la GUERRE*. V. ADJUDANT DE PLACE N° 1, 4. V. ADJUDANT GÉNÉRAL. V. AIDE DE CAMP N° 2. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, 4. V. ARTILLERIE A CHEVAL. V. BATAILLON DE PONTONNIERS. V. BATAILLON DE SAPEURS. V. BLESSÉ. V. BRIGADE. V. CAPORAL-TAMBOUR. V. CARABINIER A CHEVAL. V. CAVALIER DE BATAILLE. V. CHASSEUR A CHEVAL. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. CHEF DE MUSIQUE. V. COMMANDANT DE PLACE N° 3. V. COMMISSAIRE DROGONNATEUR. V. COMPAGNIE D'OUVRIERS D'ARTILLERIE. V. COMPOSITION. V. CONSIGNE-FORTIER. V. DEMI-REGADE. V. DRAGON FRANÇAIS N° 3. V. ÉTAPE. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 4. V. ÉTAT-MAJOR D'ARTILLERIE. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. GARDE DU CORPS LÉGISLATIF. V. GARDE DU DIRECTOIRE. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 1, 4. V. GÉNÉRAL DE BRIGADE N° 2. V. GÉNÉRAL DE DIVISION N° 3. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 1. V. GÉNIE IDIOMATIQUE. V. GUERRE D'ARMÉE. V. HUSAR N° 3. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 4, tableau. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4, 5. V. MAÎTRE D'ARME N° 1, 3. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 5. V. PERSONNEL DE LA GUERRE. V. RÉGIMENT D'ARTILLERIE N° 7. V. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE. V. SOLDAT. V. TAMBOUR-MAJOR N° 6.

AN SEPT (26 fructidor). *Loi sur le rétablissement des masses*. V. DÉCOMPTÉ D'EXCÉDANT DE MASSE. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. GAMFLES. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. HOPITAL MILITAIRE. V. HOTEL DES INVALIDES. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 5. V. INDEMNITÉ DE ROUTE D'HOMME DE TROUPE. V. MASSE COMPTABILISÉE. V. MASSE DE BOULANGERIE. V. MASSE DE CAMPEMENT. V. MASSE DE CHAUFFAGE. V. MASSE DE LINGE ET CHAUSURE. V. MASSE DE CASERNEMENT. V. MASSE D'ENTRETIEN. V. MASSE D'ÉQUIPEMENT. V. MATÉRIEL. V. SUBS. V. MUNICION N° 3, 5.

AN SEPT (28 fructidor). *Loi*. V. CERTIFICAT. V. DÉMISSION. V. PENSION DE RETRAITE.

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

AN HUIT (11 vendémiaire). *Loi*. v. RÉCOMPENSE.

AN HUIT (1^{er} brumaire). *Circulaire*. v. FORTIFICATION PERMANENTE.

AN HUIT (3 frimaire). *Arrêté*. v. COMMISSION MILITAIRE.

AN HUIT (12 frimaire). *Arrêté*. v. HÔPITAL MILITAIRE.

AN HUIT (22 frimaire). *Acte constitutionnel*. v. GARDE NATIONALE. v. RÉCOMPENSE.

AN HUIT (25 frimaire). *Loi*. v. ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

AN HUIT (30 frimaire). *Règlement*. v. ÉTAPE.

AN HUIT (4 nivôse). *Loi*. v. ARME D'HONNEUR.

AN HUIT (8 nivôse). *Loi*. v. DÉMISSION. v. DÉPURATION D'OFFICIERS.

AN HUIT (15 nivôse). *Arrêté*. v. GARDE DES CONSULS.

AN HUIT (17 nivôse). *Circulaire*. v. HAUTE PAYS PÉCUNIAIRE.

AN HUIT (17 nivôse). *Loi*. v. AMERDE DE DÉSERTEUR.

AN HUIT (8 pluviôse). *Décision*. v. REVUE D'ADMINISTRATION. v. REVUE SUR LE TERRAIN.

AN HUIT (9 pluviôse). *Arrêté*. v. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 1. v. INSPECTEUR AUX REVENUS. v. PENSION DE RETRAITE.

AN HUIT (17 pluviôse). *Arrêté*. v. COMMISSION MILITAIRE. v. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER.

AN HUIT (16 ventôse). *Règlement*. v. DEMANDE DE REMPLACEMENT. v. REMPLACEMENT.

AN HUIT (17 ventôse). *Loi et règlement sur la conscription*. v. CONSCRIPTION. v. REMPLACEMENT D'ENRÔLÉ.

AN HUIT (22 ventôse). *Arrêté*. v. GUIDE D'ARMÉE.

AN HUIT (26 ventôse). *Arrêté*. v. DÉFÈLEMENT ADMINISTRATIF. v. INSPECTEUR AUX REVENUS. v. REVUE D'ADMINISTRATION.

AN HUIT (26 ventôse). *Arrêté*. v. NIQUELST.

AN HUIT (4 germinal). *Arrêté*. v. CONSEIL DE SANTÉ. v. CORPS D'INTENDANCE N° 8. v. HÔPITAL MILITAIRE.

AN HUIT (4 germinal). *Décret*. *Création des demi-brigades de vétérans*. v. DEMI-BRIGADE DE VÉTÉRANS. v. SOUS-LIEUTENANT N° 2. v. VÉTÉRAN.

AN HUIT (26 germinal). *Arrêté*. v. COMMANDANT D'ARMES. v. COMMANDANT TEMPORAIRE. v. MAJOR DE PLACE N° 1. v. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE.

AN HUIT (8 floréal). *Arrêté portant règlement d'administration*, imité de l'ordonnance de 1788 (20 juin). v. ADMINISTRATION DE CORPS. v. ADMINISTRATION MILITAIRE.

DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE.

v. AFFECTEMENT. v. ARRÊTÉ OFFICIEL. v. CANIF DE DÉPOUILLEMENT. v. CAPOCAL D'ESCOUADRE N° 10. v. CODE MILITAIRE. v. CORGE DE AFFMESTRE D'HOMME DE TROUPE. v. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 1. 4. v. CONSEIL DE LA GUERRE. v. CONTRÔLE DE LINGE ET CHAUSSEUR. v. DÉCOMPTÉ D'EXCÉDANT DE MAME. v. DENIERS DE PETIT ÉQUIPEMENT. v. DIVISION. v. EFFETS DE DÉSERTEUR. v. EFFET D'UNIFORME. v. ÉTAPE. v. FEUILLE DE DÉCOMPTÉ. v. FEUILLE DE PRÉT. v. FEUILLE DE RATERCE. v. FEUILLE DE SUBSTANCES. v. FRATER. v. GÜTTE. v. GÜTTE BLANCHE. v. LETTRE DE COMPAGNIE. v. LIVRE DE COMPAGNIE. v. LIVRET INDIVIDUEL. v. MAME DE LINGE ET CHAUSSEUR. v. MEMBRE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. v. MOUCHER. v. PERMISSIONNAIRE. v. PRÉT DE COMPAGNIE. v. RÈGLEMENT. v. SAC À DISTRIBUTION. v. SECTION ADMINISTRATIVE. v. SIGNALLEMENT. v. SOULIER.

AN HUIT (7 prairial). *Arrêté*. v. APPARTEMENTS DE TRIBUNAUX. v. TRIBUNAL.

AN HUIT (8 prairial). *Décret*. v. CHEVALIER DE LA LÉGION.

AN HUIT (15 prairial). *Circulaire*. v. REMPLACEMENT D'ENRÔLÉ.

AN HUIT (27 prairial). *Arrêté*. v. CONTRERÉING.

AN HUIT (1^{er} messidor). *Circulaire*. v. PERMISSIONNAIRE.

AN HUIT (1^{er} messidor). *Arrêté*. v. CHIRURGIEN EN CHEF. v. CORGE DE CONVASCENCE.

AN HUIT (17 messidor). *Arrêté*. v. ADJUDANT COMMANDANT.

AN HUIT (20 messidor). *Arrêté*. v. MINISTRE DE LA GUERRE.

AN HUIT (27 messidor). *Arrêté relatif aux bâtiments*. v. BÂTIMENT MILITAIRE. v. DÉCAT.

AN HUIT (27 messidor). *Arrêté*. v. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3. v. NOTE.

AN HUIT (7 thermidor). *Arrêté relatif aux enfants*, etc. v. BLANCHISSIER DE CORPS. v. ENFANT DE TROUPE N° 1. v. FEMME À LA SUITE. v. MAÎTRE OUVRIER N° 4. v. MURCIEN N° 2. v. TAMBURNE IDIOTIQUE D'ESPANTERIE FRANÇAISE N° 2.

AN HUIT (9 thermidor). *Arrêté*. v. DIRECTOIRE D'HABILLEMENT.

AN HUIT (24 thermidor). *Arrêté relatif aux hôpitaux*. v. AMBULANCE PRINCIPALE. v. BILLET D'HÔPITAL. v. ELFANÉ. v. BRANCARD À REPOS. v. CHIRURGIEN EN CHEF. v. CRÈPE NOIR. v. DIVISION. v. EAU MINÉRALE. v. EMPLOYÉ. v. HÔPITAL MILITAIRE. v. INFIRMERIE. v. INHUMATION.

AN HUIT (1^{er} fructidor). *Règlement sur le chauffage*, ou ORDONNANCE DE CHAUFFAGE. v. ARATIS DU SOIN DE CHAUFFAGE. v. BRANCARD À CHAUFFAGE. v. CHAUFFAGE. v. CHAUFFAGE DE CAMPAGNE. v. CORPS DE GARDE DE CAMPAGNE. v.

GARDE EN GARNISON. V. FACTION. V. LIST DE CORPS DE GARDE. V. NUIT DE REPOS. V. ORDONNANCE DE CHAUFFAGE.

AN HUIT (1^{er} fructidor). *Arrêté*. V. ÉTAPPE. V. GITE. V. INDENNITÉ DE ROUTE. V. INDENNITÉ DE ROUTE D'HOMME DE TROUPE.

AN HUIT (9 fructidor). *Arrêté relatif à la composition*. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. V. COMPOSITION. V. DEMI-BRIGADE. V. HOTEL DES INVALIDES.

AN HUIT (13 fructidor). *Arrêté*. V. GARDE DES CONSULS. V. GARDE IMPÉRIALE N° 1.

AN HUIT (24 fructidor). *Arrêté*. V. GARDE DES CONSULS. V. GARDE IMPÉRIALE N° 4.

AN HUIT (25 fructidor). *Arrêté*. V. CLASSE DE MASSES. V. MASSE COMPTABILITAIRE. V. MASSE DE CAMPEMENT. V. MASSE DE CASERNEMENT. V. MASSE DE CHAUFFAGE. V. TRANSPORT.

AN HUIT (25 fructidor). *Règlement de marche*, ou RÈGLEMENT DE SERVICE EN ROUTE. V. AVANT-GARDE DE CORPS EN ROUTE. V. BAN DE ROUTE. V. CHEVAL DE SELLE DE CONVOI. V. COLONEL EN ROUTE. V. CONVOI À LA SUITE. V. CORPS DE GARDE DE PASSAGE. V. CORPS EN ROUTE EN TEMPS DE PAIX. V. DÉGAT. V. DÉPART DE CORPS EN ROUTE. V. DISTRIBUTION EN ROUTE. V. FEUILLE DE ROUTE DE CORPS. V. FEUILLE DE ROUTE DE MILITAIRE SOLÉ. V. GARDE DE POLICE EN ROUTE. V. GARDE NATIONALE. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 6. V. HAUTE DE ROUTE. V. NOTE. V. LOGEMENT EN ROUTE. V. LOGEMENT D'HABITATION. V. MARAUDAAGE. V. MARCHÉ-ROUTE. V. ORDONNANCE DE MARCHÉ. V. PAIN DE MUNITION. V. PLOMET DE LOGEMENT. V. EFFET D'ADMINISTRATION. V. SÉJOUR. V. SERVICE DE ROUTE. V. TRÉSORIER DE CORPS EN ROUTE.

AN HUIT (25 fructidor). *Circulaire*. V. LIVRET INDIVIDUEL.

AN HUIT (1^{er} complémentaire). *Instruction*. V. BULLETIN DE GUERRE.

AN NEUF (11 vendémiaire). *Circulaire*. V. INDENNITÉ DE ROUTE.

AN NEUF (16 vendémiaire). *Arrêté*. V. AIDE DE CAMP N° 2. V. DESTITUTION. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 2.

AN NEUF (25 vendémiaire). *Circulaire relative au chauffage*. V. RÈGLE À EAUX. V. CHAUFFAGE. V. EFFET DE CAMPEMENT. V. CAMPMENT. V. MASSE DE CHAUFFAGE.

AN NEUF (1^{er} brumaire). *Circulaire relative aux places de guerre*. V. FORTERESSE. V. FORTIFICATION PERMANENTE. V. PLACE DE GUERRE.

AN NEUF (19 frimaire). *Arrêté relatif à la solde de retraite*. V. INVALIDES. V. PENSION DE RETRAITE.

AN NEUF (19 frimaire). *Arrêté relatif aux distributions*. V. DISTRIBUTION DE PAIN. V. PAIN DE MUNITION.

AN NEUF (29 frimaire). *Arrêté*. V. COMMISSAIRE MILITAIRE.

AN NEUF (8 pluviôse). *Arrêté*. V. INSPECTEUR EN CHEF.

AN NEUF (18 pluviôse). *Loi relative à l'établissement des tribunaux spéciaux*. V. EMPLOI. V. JUSTICE MILITAIRE. V. TRIBUNAL. V. TRIBUNAL SPÉCIAL.

AN NEUF (19 pluviôse). *Arrêté*. V. ÉTAPPE.

AN NEUF (8 germinal). *Arrêté*. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 4. V. GÉNÉRAL DE BRIGADE N° 2.

AN NEUF (24 messidor). *Arrêté*. V. ARRÊTS DE RIGUEUR. V. COMMANDANT DE PLACE N° 7. V. CONGÉ DE SEMESTRE D'OFFICIER. V. OFFICIER SEMESTRIER.

AN NEUF (27 messidor). *Arrêté*. V. HOTEL DES INVALIDES.

AN NEUF (2 thermidor). *Arrêté*. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AN NEUF (16 thermidor). *Arrêté*. V. CARONNIER RÉGIMENTAIRE. V. COMPAGNIE D'OUVEIERS D'ARTILLERIE.

AN NEUF (25 fructidor). *Arrêté relatif aux vivres*. V. RÉSIST. V. LÉGUME SEC. V. LIQUOR. V. PAIN DE MUNITION. V. RIZ. V. VIVRES.

AN DIX (9 vendémiaire). *Arrêté*. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. RATION.

AN DIX (25 vendémiaire). *Arrêté*. V. EFFET DE CORPS DE GARDE. V. INDENNITÉ DE FOURRAGE.

AN DIX (4 brumaire). *Décision*. V. BAUDIER DE BARRE. V. BONNET À POILS. V. EFFET D'ÉQUIPEMENT. V. ÉQUIPEMENT D'HOMME DE TROUPE. V. GÉNERNE. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. GOUTRE BLANCHE. V. HAVESAC. V. MOUCHOIR. V. PETIT ÉQUIPEMENT. V. SAC À DISTRIBUTION. V. SCHARLO D'HOMME DE TROUPE. V. TAILLE DE SABLEUR. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL D'INFANTERIE FRANÇAISE.

AN DIX (9 brumaire). *Règlement*. V. MASSE DE CHAUFFAGE.

AN DIX (16 brumaire). *Arrêté*. V. DÉLIGATION.

AN DIX (25 brumaire). *Décision*. V. ADJUDANT SUPÉRIEUR.

AN DIX (15 frimaire). *Instruction sur l'inspection*. V. DÉFILEMENT D'HONNEURS. V. INSPECTEUR AUX REVUES. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 2. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 5. V. REVUE D'INSPECTEUR.

AN DIX (8 nivôse). *Décret*. V. PÊNE DE MORT.

AN DIX (8 nivôse). *Arrêté*. V. MASSE DE CHAUFFAGE.

AN DIX (13 nivôse). *Arrêté*. V. AFFOSSION DE SCELLÉS. V. SCELLÉ.

AN DIX (15 nivôse). *Circulaire*. V. EMPLOI. V. SCELLÉ.

AN DIX (17 ventôse). *Arrêté*. V. DIRECTEUR. V. MINISTRE. V. MINISTÈRE D'ARMÉE. V. SOLDE.

AN DIX (1^{re} pluviôse). *Instruction*. V. INAPTECIE EN CHEF.

AN DIX (24 pluviôse). *Instruction*. V. GALE.

AN DIX (19 germinal). *Arrêté qui fixe le nombre des rations de fourrage, ou règlement d'administration*. V. CHEVAL DE SELLE DE CONVOI. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. INDEMNITÉ DE FOURRAGE. V. INDEMNITÉ DE ÉDUTE. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. V. FAILLIE DE CAMPENET. V. RÉGLEMENT.

AN DIX (19 germinal). *Loi*. V. INSPECTEUR AUX RECRUES. V. CORPS D'INTENDANCE N° 10. V. PROCÉDURE.

AN DIX (25 germinal). *Arrêté*. V. AVANCEMENT AUX COLONIES. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE N° 2.

AN DIX (10 floréal). *Décret*. V. ÉCOLE MILITAIRE.

AN DIX (23 floréal). *Loi relative aux délits emportant séquestration et aux tribunaux spéciaux*. V. FAUX, subs. masc. V. FLÉTRISSEUR. V. TRIBUNAL SPÉCIAL. V. PROCÉDURE.

AN DIX (26 floréal). *Arrêté*. V. CONCIERGE DE PRISON. V. COUCHAGE DE PRISONNIER. V. DÉTEND EN PRISON PUBLIQUE. V. DÉTEND MIS EN JUGEMENT. V. PRISON. V. PRISON DE FLAGE.

AN DIX (29 floréal). *Décret de création de la Légion*. V. GRAND OFFICIER DE LA LÉGIION. V. LÉGIION D'HONNEUR.

AN DIX (21 prairial). *Arrêté*. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE.

AN DIX (5 messidor). *Décision*. V. OFFICIER DU GÉNIE N° 8.

AN DIX (15 messidor). *Arrêté relatif à l'organisation de la Légion d'honneur*. V. LÉGIION D'HONNEUR.

AN DIX (3 thermidor). *Décision*. V. CHEVEAU D'ANCIENNETÉ. V. ÉPÉAGEMENT.

AN DIX (7 thermidor). *Arrêté*. V. PENSION DE RETRAITE.

AN DIX (10 thermidor). *Arrêté*. V. CONTRIBUTION INDIVIDUELLE.

AN DIX (18 thermidor). *Arrêté*. V. TAILLE DE MILITAIRE.

AN DIX (28 fructidor). *Arrêté*. V. ÉTAP.

AN ONZE (1^{re} vendémiaire). *Décret*. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3.

AN ONZE (10 vendémiaire). *Décision du grand juge*. V. GRACE. V. PROCÉDURE.

AN ONZE (12 vendémiaire). *Arrêté*. V. ÉCOLE D'ARTILLERIE. V. GÉNIE STRATÉGIQUE.

AN ONZE (14 vendémiaire). *Circulaire*. V. MASSE COMPTABILIAIRE. V. MASSE DE CAMPENET.

AN ONZE (20 vendémiaire). *Décret*. V. SAPHRE DU GÉNIE.

AN ONZE (9 frimaire). *Arrêté relatif à la première mise des sous-officiers promus*. V. GRATIFICATION DE PREMIÈRE MISE. V. PREMIÈRE MISE. V. PREMIÈRE MISE DE SOUS-OFFICIER. V. SOUS-OFFICIER FRANÇAIS.

AN ONZE (17 frimaire). *Arrêté*. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. GIBERNE. V. MASSE COMPTABILIAIRE. V. MASSE D'ENTRETIEN. V. MASSE D'ÉQUIPEMENT. V. MASSE GÉNÉRALE. V. MUSEUM N° 4. V. PANTALON DE TOILE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. SCHARO D'HOMME DE TROUPE.

AN ONZE (23 frimaire). *Loi*. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau.

AN ONZE (24 frimaire). *Arrêté*. V. PAIN DE SOUPE. V. SOLDE.

AN ONZE (28 frimaire). *Arrêté*. V. SCHARO D'HOMME DE TROUPE.

AN ONZE (8 nivôse). *Arrêté*. V. SOLDE.

AN ONZE (16 nivôse). *Circulaire*. V. HOPITAL MILITAIRE.

AN ONZE (8 pluviôse). *Arrêté*. V. ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR.

AN ONZE (16 pluviôse). *Règlement*. V. CONTOIL. V. TRANSPORT À LA SUITE.

AN ONZE (12 ventôse). *Circulaire*. V. SOLDE.

AN ONZE (15 ventôse). *Circulaire*. V. INDEMNITÉ DE ROUTE.

AN ONZE (17 ventôse). *Arrêté*. V. DIRECTEUR-MINISTRE.

AN ONZE (15 germinal). *Arrêté*. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 4.

AN ONZE (28 germinal). *Arrêté*. V. GARDE NATIONALE.

AN ONZE (2 floréal). *Loi*. V. FAUX, subs. masc.

AN ONZE (6 floréal). *Loi*. V. RÉFRACTAIRE.

AN ONZE (7 floréal). *Arrêté*. V. CORPS DE GARDE DE GARNISON. V. MASSE DE CHAUFFAGE.

AN ONZE (8 floréal). *Décret sur les retraites*. V. CAMPAGNE. V. INVALIDE. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE N° 4. V. ORPHELIN. V. PENSION DE RETRAITE. V. RÉFORME D'OFFICIER. V. RETRAITE PÉCUNIAIRE. V. TRAITEMENT DE RÉFORME.

AN ONZE (12 floréal). *Arrêté*. V. CANONNIER SÉDENTAIRE. V. PONTON.

AN ONZE (15 floréal). *Décret relatif à l'artillerie de marine*. V. ARTILLERIE DE MARINE. V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. MAJOR, LIEUTENANT-COLONEL N° 1.

AN ONZE (21 floréal). *Arrêté*. V. PIONNIER.

AN ONZE (27 floréal). *Décision*. V. TRIBUNAL.

AN ONZE (28 floréal). *Arrêté relatif à une création de légions*. V. FORMATION CONSTITUTIVE.

AN ONZE (9 prairial). *Décret.* v. BATAILLON COLONIAL.

AN ONZE (17 prairial). v. TRAITEMENT DE RÉFORME.

AN ONZE (25 prairial). *Décret relatif à la composition.* v. ARMÉE FRANÇAISE n° 3, tableau. v. COMPOSITION. v. DEMI-BRIGADE.

AN ONZE (2 messidor). *Décision.* v. CAPITAINE D'HABILLEMENT n° 3. v. INFANTRIEUR DE BATAILLE n° 4. v. OFFICIER D'ARMEMENT. v. SECRÉTAIRE DE TRÉSORIER.

AN ONZE (27 messidor). *Arrêté.* v. PENSION DE RETRAITE.

AN ONZE (2 thermidor). *Décision.* v. CHAUFFAGE. v. FOURNIER D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LEGNE n° 7.

AN ONZE (5 thermidor). *Arrêté.* v. HAUTE PAYS PÉCUNIAIRE. v. MASSE GÉNÉRALE.

AN ONZE (21 thermidor). *Circulaire.* v. FAILLASSE DE CASERNEMENT.

AN ONZE (28 thermidor). *Décret.* v. BATAILLON COLONIAL.

AN ONZE (29 thermidor). *Arrêté relatif au géolage.* v. CONCIERGE DE PRISON. v. GEOLAGE. v. PRISON DE PLACE.

AN ONZE (29 fructidor). *Arrêté.* v. CHEVRON D'ANTIENNETÉ. v. SERGENT D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 4.

AN ONZE (19 fructidor). *Arrêté.* v. HOTEL DES INVALIDES.

AN ONZE (28 fructidor). *Arrêté.* v. FORCE NUMÉRIQUE.

AN ONZE (29 fructidor). *Circulaire.* v. BOIS ET LUMIÈRES.

AN DOUZE. *Constitution.* v. GARDE NATIONALE.

AN DOUZE (1^{er} vendémiaire). *Arrêté relatif aux forteresses.* v. FORTERESSE.

AN DOUZE (1^{er} vendémiaire). *Règlement sur les uniformes des généraux, etc.,* ou ORDONNANCE D'UNIFORME. v. ADJUDANT DE PLACE n° 3. v. COMMANDANT DE PLACE n° 3. v. COMMISSAIRE DES GUERRES. v. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE n° 5. v. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. v. GÉNÉRAL DE BRIGADE n° 2. v. GÉNÉRAL DE DIVISION n° 3. v. GÉNÉRAL FRANÇAIS n° 3. v. INSPECTEUR AUX ÉVÈQUES. v. MAJOR LIEUTENANT-COLONEL n° 1. v. OFFICIER DE SANTÉ. v. OFFICIER DU GÉNIE. v. OFFICIER GÉNÉRAL. v. ORDONNANCE D'UNIFORME. v. SECRÉTAIRE ARCHIVIER. v. UNIFORME.

AN DOUZE (1^{er} vendémiaire). *Arrêté qui crée les majors.* v. DEMI-BRIGADE. v. MAJOR LIEUTENANT-COLONEL. v. RÉGIMENT D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE.

AN DOUZE (4 vendémiaire). *Circulaire.* v. PARTALON DE TOUR.

AN DOUZE (12 vendémiaire). *Arrêté.* v. GUIDO D'ARMÉE.

AN DOUZE (14 vendémiaire). *Décret.* v. FAUTEUR DE DÉSERTION.

AN DOUZE (19 vendémiaire). *Arrêté concernant les conseils de guerre spéciaux,* ou ORDONNANCE DE JUSTICE. v. AMENDE OR DÉSERTEUR. v. ARABON DE GARRISON. v. ABSENCE D'OFFICIER. v. BOULAT DE CORDANNE. v. COMMISSION MILITAIRE. v. COMPLICATION DE DÉLIT. v. CONDÉ OUTRE-PASSÉ. v. CONSCRIPTION. v. CONSEIL SPÉCIAL. v. CONTUMACE. v. CRIME. v. DÉFILEMENT DE DÉGRADATION. v. DÉSERTEUR. v. EXÉCUTION À MORT. v. FAUTEUR DE DÉSERTEUR. v. FORTERESSE. v. INFORMATION. v. JUSTICE MILITAIRE. v. ORDONNANCE DE JUSTICE. v. ORDONNANCE OFFICIELLE. v. PARME PAR LES ARMES. v. PEINE. v. PEINE DE MORT. v. PERMISSION. v. RECUE. v. RÉTRACTAIRE. v. SARCOS DE CHAUSSEUR. v. SENTENCE. v. TÊTEMENT JUDICIAIRE. v. TRAVAUX SPÉCIAUX.

AN DOUZE (19 vendémiaire). *Circulaire.* v. INDEMNITÉ DE ROUTE.

AN DOUZE (24 vendémiaire). *Décision.* v. ADJUDANT D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 12.

AN DOUZE (16 brumaire). *Instruction.* v. BUREAU RÉGIMENTAIRE. v. SECRÉTAIRE DE TRÉSORIER.

AN DOUZE (16 brumaire). *Règlement de campement.* v. ZARAGUE. v. BIDON À VINAIQUE. v. CORROU MÉTRIQUE. v. EFFET DE CAMPMENT. v. FILE DE BATAILLON. v. FOURNITURE DE CAMPAGNE. v. CAMPILLE. v. NACHE DE CAMPAGNE. v. RÉGIMENT. v. CAMPMENT. v. PAS DE CAMP. v. TENTE. v. TERRAIN DE CAMPMENT.

AN DOUZE (29 brumaire). *Circulaire du directeur de l'administration.* v. COUVERTURE DE CASERNE. v. DRAPS DE LIT. v. EFFET DE CASERNEMENT.

AN DOUZE (30 brumaire). *Circulaire.* v. SARRAU.

AN DOUZE (6 frimaire). *Circulaire.* v. PREMIÈRE MISE DE SOUS-OFFICIER.

AN DOUZE (8 frimaire). *Circulaire.* v. INDEMNITÉ DE ROUTE.

AN DOUZE (9 frimaire). *Arrêté sur le service de santé.* v. BANDAGE BERNIAIRE. v. CHIRURGIEN DE CORPS. v. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 8. v. COLONEL D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 15. v. CONSEIL DE SANTÉ. v. GALE. v. HOPITAL MILITAIRE. v. INFIRMIER. v. MASSE DE MÉDICAMENTS. v. SERVICE DE SANTÉ.

AN DOUZE (22 frimaire). *Décision sur les formules de jugement.* v. DÉSERTEUR. v. JUGEMENT MILITAIRE.

AN DOUZE (23 frimaire). *Arrêté sur les cumulations de traitements.* v. TRAITEMENT PÉCUNIAIRE.

AN DOUZE (11 pluviôse). *Décret.* v. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'ARTILLERIE.

AR DOUZE (3 ventôse). Arrêté. v. MAJES
LIEUTENANT-COLONEL N° 1.

AN DOUZE (17 ventôse). *Décision.* v. ARME
EMPORTÉE. v. FAINE DE MORT.

AN DOUVE (22 ventôse). *Arrêté qui crée les voltigeurs*. V. CARABINE. V. COMPAGNIE DE VOLTIGEURS D'INFANTERIE LÉGÈRE N° 1. V. CORNET IMPIQUE N° 1. V. RANG HONORIFIQUE. V. TAILLE DE MILITAIRE. V. VOLTIGEUR D'INFANTERIE.

AN DOUZE (24 ventôse). *Décret.* v. CASSATION DE SOUS-OFFICIER. v. CASSATION DISCIPLINAIRE. v. DÉGRADATION DE MEMBRE DE LA LÉGION. v. LÉGION D'HONNEUR.

AN DOUBE (germinal). Instruction. V. CAMP
DE CAVALERIE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5.

AN DOUZE (16 germinal). *Décision*, v.
ÉTAT.

AN DOUZE (14 floréal). *Circulaire*. v.
BOULET DE CONDAMNÉ. v. NABULLEMENT.

AN DOUZE (28 floréal), *Sénatus-consulte*.

V. CONNÉTABLE. V. DIEFCTEUR-MINISTRE. V.
GRAND OFFICIER DE LA CROIX. V. MARÉCHAL
DE FRANCE; id. n° 3. 6.

AR DOREN (8 prairial). *Décision.* v. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7.

AN DOUBT (9 prairial). *Circulaire. v.*
TRANSPORT DIRECT.

AN DOUZE (10 prairial). *Circulaire*. v.
ÉTAPE. v. REVUE D'ADMINISTRATION.

AR DOREZ (11 prairial). *Circulaire*. v.
BANDAGE. V. CHAÛPIE. V. MASSE DE MÉDICA-
MENTS.

AN DOUZE (7 messidor). *Circulaire*. v.
FOTTERASSE.

AN DODZE (11 messidor). Arrêté. v. ANGLE.
V. PORTE-ANGLE.

AN DOUZE (17 messidor). *Décret relatif aux commissions militaires spéciales.* v. COUR DE JUSTICE CRIMINELLE. v. COMMISSION MILITAIRE. v. ENBAUCHETUR. v. ENBAUCHAGE. v. ESPION D'ARMÉE. v. JUSTICE MILITAIRE.

AR DOUBE (17 messidor). *Décret.* v. colonel général.

AN DOUBE (22 messidor). *Décret.* v. ÉTOILE
DE LA LÉGIEN.

AN DOCTE (24 messidor). *Décret sur les honneurs*, OU HONNEURAGE DE CÉRÉMBRIAL, confirmé à quelques égards par l'ins-titutioN de 1831 (20 septembre). v. CÉRÉ-MONIE. v. CLEF DE FORTEBRESNT. v. COLONEL GÉNÉRAL. v. COMMANDANT DE PLACE n° 8. v. COMMISSAIRE DES GUERRES n° 5. v. CORPS E-RTUTE. v. DEUIL MILITAIRE. v. ÉPÉE D'OFFICIER. v. DARNISON. v. GÉNÉRAL DE BRIGADE n° 3. v. GÉNÉRAL DE DIVISION n° 5. v. GÉNÉRAL EN-CHIEF n° 2. v. GRAND OFFICIER DE LA COURONNE. v. HONNEURS. v. INFANTERIE n° 6. v. INSPEC-TEUR GÉNÉRAL n° 4. v. LIEUTENANT GÉNÉRAL n° 1. 5. v. MARÉCHAL DE FRANCE n° 8.

OFFICIER FRANÇAIS N° 11. V. RANG HONORIFI-
QUE. V. SALUT.

AN DOUZE (27 messidor). *Décret.* v.
ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

AN DOUZE (25 thermidor). *Décret. v.*
HAUTE SAÏE IDRIËLÈRE.

AN DOUZE (8 fructidor). *Circulaire*, v.
ENGAGEMENT.

AN DOUE (7 fructidor). *Avis du conseil d'Etat*. V. DÉCRET COMMUN. V. PERMISSION SAIRE.

AN DOUZE (8 fructidor). *Décret.* v. MARÉCHAL DE FRANCE n° 3, 6.

AN DOUZE (D Tructidor). *Circulaire*, v.
TRICOT EN LAINE.

AN DOUXE (11 fructidor). *Décision*. V. CIERNE. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. NOUSSEYTOR. V. MUSICIEN N° 4. V. RAPPUR D'INFANTERIE. V. TAMBOUR ISOPIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 5.

AN TREIZ (1^{er} vendémiaire). Règlement d'armement. V. ARMEMENT DE TROUPE. V. MANUFACTURE D'ARMES. V. MOUSQUETON. V. MONTIGNES D'EXERCICE. V. RÈGLEMENT D'ARMEMENT. V. RFASSORT DE GACHETTE. V. SARRASIN. V. HOMMES DE TROUPE.

AN TREIZE (1^{er} vendémiaire). Règlement provisoire sur l'exercice de la cavalerie. V. CAVALERIE FRANÇAISE n° 7. Cette ordonnance avait éprouvé successivement tant de modifications qu'elle n'était plus exécutable. V. LÉGISLATION 1829 (6 décembre). V. RÈGLEMENT D'EXERCICE.

AN. TROISIÈME (5 brumaire). *Acis du conseil d'Etat*. v. CÉSÉMONIÈRE. v. APÈS D'OFFICIER DÉCÉDÉ.

AN TREIZE (15 frimaire). *Circulaire.* v.
HOSPITAL MILITAIRE.

AN TREIZE (28 frimaire). *Décision.* V. ACCESSOIRE DE SOLDE. V. INDEMNITE DE FRAIS DE REPRESENTATION.

AN TRIZIE (8 nivôse). *Décret.* v. REMPLACEMENT O'ENROLÉ.

AN TREIZ (13 nivôse). *Circulaire*. v. ARMURIER DE CORPS N° 4.

AN TREIZE (26 DIVISE). *Décision.* V. SA-
BOTS DE CHAUSSURE.

LA TREIZIÈME (10 pluviôse). *Décret. v. LA-
GIDE D'ENNEMEN.*

AN TREIZE (25 pluviôse). *Décret.* v.
POURRA A. REP.

AN TREIZE (11 ventôse). *Circulaire. v.*
GALL.

ANTHÈZE (22 ventôse). *Décret*, v. BRIQUET.
 ANTHÈZE (25 ventôse). *Loi sur les ins.*

AN TEFIZE (23 Ventose). Loi sur les instigateurs à la désertion. V. CRIME. V. INSTIGATEUR A LA DÉSEXTION.

AN TREIZE (25 gerininal). *Décret.* v. ADMINISTRATION DE CORPS. v. ADMINISTRATION MILITAIRE. v. RESCUT. v. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGRE N° 24. v. CAPITAINE

RAPPOORTEUR. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. GOUF MILITAIRE. V. COMPTABILITÉ DE CORPS. V. CONGÉ LIMITÉ. V. CONSEIL PERMANENT N° 3. V. CONTRÔLE GÉNÉRAL DE SIGNALMENT. V. COORDONNEMENT DE PERSONNEL. V. DÉFILEMENT ADMINISTRATIF. V. DÉSERTEUR. V. DÉTACHEMENT DE CORPS. V. DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF. V. DÉTERMINÉ MIS EN JUGEMENT. V. ÉTAPE. V. ÉTAT DE SITUATION. V. EXTRAIT DE REVUE. V. FAUX. SUBS. INDIC. V. FEUILLE D'APPEL D'EFFECTIFS. V. FEUILLE DE EXTENSION. V. FEUILLE DE SUBSISTANCE. V. HOMME À L'HÔPITAL. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. INCORPORATION. V. INDEMNITÉ DE CHEVAL DE MELLE. V. INDEMNITÉ DE ROUTE D'HOMME DE TROUPE. V. INDEMNITÉ DE VIVRES. V. LICENCIEMENT. V. LIÈVRE DE PAVEMENT. V. MAÎTRE OUVRIER N° 3. V. MAJOR LIEUTENANT-COLONEL N° 3. V. MASSE GÉNÉRALE. V. ORDONNANCE DE COMPTABILITÉ. V. PASSE-VOLANT. V. PENSION DE RETRAITE. V. PERMISSIONNAIRE. V. PRÊT DE COMPAGNIE. V. PRISON DE PLACE. V. PRISONNIER DE GUERRE FRANÇAIS. V. RÉGLEMENT. V. RETENUE. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE SUR LE TERRAIN. V. SIGNALMENT. V. SOUS-OFFICIER N° 1.

AN TREIZE (11 floréal). *Circulaire*. V. GALE.

AN TREIZE (15 floréal). *Circulaire*. V. AVANCEMENT. V. CAPITAIN D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. CODE MILITAIRE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. PROMOTION. V. RÉCEPTION D'OFFICIER.

AN TREIZE (16 thermidor). *Décret*. V. DÉLÉGATION DE TRAITEMENT. V. LIGION D'HONNEUR.

AN TREIZE (8 fructidor). *Décret*. V. MAJOR LIEUTENANT-COLONEL N° 2. V. MUTILATION VOLONTAIRE. V. OFFICIER DE SANTÉ. V. REMPLACEMENT. V. TAILLE DE MILITAIRES.

AN TREIZE (8 fructidor). *Décret*. V. REMPLACEMENT D'ENROLÉ.

AN TREIZE (12 fructidor). *Instruction*. V. CAISSE DE CHIRURGIEN. V. CONCOURS DE PRISON. V. CONSEIL PERMANENT N° 3. V. ÉTAPE. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. HAUTE PAYE INDIVISUELLE. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. MASSE DE CHAUFFAGE. V. PAILLE DE CAMPMENT. V. PRISON DE PLACE. V. RÉGLEMENT. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. SOLDE.

AN TREIZE (13 fructidor). *Décret*. V. ÉCOLE MILITAIRE.

AN TREIZE (14 fructidor). *Décret*. V. CAISSON D'INFANTERIE.

AN TREIZE (20 fructidor). *Circulaire*. V. CAISSE DE CHIRURGIEN. V. CAISSON D'AMBOULANCE.

AN TREIZE (1^{er} complémentaire). *Décret*.

AN TREIZE (2^e complémentaire). *Décret*. V. MARIAGE.

AN TREIZE (2^e complémentaire). *Décret*. V. ESQUET. V. CARABINE. V. COMPAGNIE DE VOLONTAIRES DE BATAILLE. V. CORNET IONOMIQUE N° 1. V. RANG HONORIFIQUE.

AN TREIZE (3^e complémentaire). *Décret*. V. GARDE IMPÉRIALE N° 3.

AN QUATORZE (1^{er} vendémiaire). *Instruction publiée par le payeur général*. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. MASSE DE MÉDICAMENTS. V. PAYEUR.

AN QUATORZE (2 vendémiaire). *Sénatus-consulte*. V. GARDE NATIONAL.

AN QUATORZE (8 vendémiaire). *Loi*. V. CHEF DE COMLOT. V. CRIME.

AN QUATORZE (12 vendémiaire). *Arrêté relatif à une levée de Valaisans*. V. FORMATION CONSTITUTIVE.

AN QUATORZE (19 vendémiaire). *Décret*. V. PENSION DE RETRAITE.

AN QUATORZE (20 vendémiaire). *Circulaire*. V. MAJOR LIEUTENANT-COLONEL N° 2. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

AN QUATORZE (25 vendémiaire). *Circulaire*. V. CONTRÔLE GÉNÉRAL DE SIGNALMENT.

AN QUATORZE (29 vendémiaire). *Décret*. V. CAMPAGNE. V. GARDE NATIONAL.

AN QUATORZE (10 brumaire). *Décret*. V. MIEUX FRANÇAIS. V. OUTILS DE CAMPAGNE. V. SAPEUR DU GÉNIE.

AN QUATORZE (1^{er} frimaire). *Tarif*. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL D'INFANTERIE FRANÇAISE.

AN QUATORZE (17 frimaire). *Décret*. V. CONSEIL PERMANENT N° 1. V. JUGE MILITAIRE. V. PRISONNIER DE GUERRE.

AN QUATORZE (18 frimaire). *Règlement de convoi*. V. CHARGE DE BÊTE DE SOMME. V. CHEVAL DE BAT. V. CONVOI À LA SUITE. V. FEUILLE DE ROUTE DE MILITAIRE ISOLÉ. V. RÉGLEMENT DE CONVOI. V. TRANSPORT À LA SUITE. V. TRANSPORT DIRECT. V. TRANSPORTS.

AN QUATORZE (24 frimaire). *Décret*. V. SAPEUR DU GÉNIE.

AN QUATORZE (29 frimaire). *Circulaire*. V. GOÛTE.

1806 (1^{er} janvier). *Instruction du payeur général*. V. AVANCE AUX ISOLÉS. V. DÉGAT. V. DÉGRADATION DE CASERNEMENT. V. DETTE. V. EFFET D'ÉQUIPEMENT. V. EFFET D'ARMEMENT. V. RETENUE. V. TRAITEMENT D'HÔPITAL. V. TRAITEMENT BARITAIRE.

1806 (4 janvier). *Décret*. V. CLASSE À COURRE.

1806 (4 janvier). *Circulaire*. V. PRÊT DE DÉPARTEMENT. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. SOUS-PRÊT.

1806 (23 janvier). *Circulaire*. V. DÉSERTEUR À L'HÔPITAL.

1806 (2 février). *Instruction*. V. SECRÉTAIRE DE TRÉSORIER.

1806 (4 février). *Décret*. V. GRAND OFFICIER DE LA COURONNE.

1806 (10 février). *Règlement sur l'administration*. V. ARMEMENT DE TROUPE. V. SUPPLÉMENT. V. CAPITAINE D'HABILLEMENT N° 3. V. DÉTACHEMENT DE CORPS. V. EFFET D'UNIFORME. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 13. V. GILET D'HABILLEMENT. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. HAVRE-SAC. V. LETTRE DE COMPAIGNIE. V. LIEUTENANT D'ARMEMENT. V. MASSE DE LINGE ET CHAUMURE. V. MASSE GÉNÉRALE. V. NUMÉRO DE FUSIL. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. — D'UNIFORME. V. PIÈCE D'ARMES. V. PREMIÈRE MISE. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION. V. RÈGLEMENT DE COMPTABILITÉ. V. SARRIS D'HOMMES DE TROUPE. V. TABLEAU DE SAPEUR.

1806 (25 février). *Décret sur la masse de campement*. V. RABAT À SAU. V. RIVAC. V. SOUTÈVE CLISSÉE. V. EFFET DE CAMPEMENT. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. GANELLE. V. HACHE DE SAPEUR. V. MASSE DE CAMPEMENT. V. MASSE GÉNÉRALE. V. OUTIL DE CAMPEMENT.

1806 (25 février). *Décret*. V. SCHARO. V. SCHARO D'INFANTERIE.

1806 (12 mars). *Décret*. V. COMPAGNIE DE PIONNIERS. V. MAISON D'ORDONNAIRE. V. MUTILATION VOLONTAIRE. V. PIONNIER.

1806 (27 mars). *Circulaire*. V. SCHARO D'HOMME DE TROUPE.

1806 (29 mars). *Loi*. V. ÉTABLISSEMENT MILITAIRE.

1806 (30 mars). *Décret*. V. ROULESSE.

1806 (10 avril). *Décret sur les transports, etc.* V. TRANSPORTS DIRECTS.

1806 (10 avril). *Décret sur la masse*. V. MASSE DE COMPAGNIE.

1806 (17 avril). *Instruction sur les transports*. V. TRANSPORTS DIRECTS.

1806 (25 avril). *Décret sur la masse d'habillement*. V. BLANC D'HABILLEMENT. V. CELOTTÉ. V. GANELLE. V. GILET. V. HABILLEMENT. V. MASSE D'HABILLEMENT. V. MASSE GÉNÉRALE.

1806 (12 mai). *Instruction*, OU ORDONNANCE D'UNIFORME. V. HABILLEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. TRANSPORT.

1806 (17 mai). *Circulaire*. V. EFFET DE CAMPEMENT. V. OUTIL DE CAMPEMENT.

1806 (19 juin). *Instruction sur les armes*. V. ARME D'UNIFORME. V. REQUET. V. CASSER D'ARMES. V. CIBLE. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. MAGASIN DE CORPS. V. MARQUE DE FUSIL. V. MONTE-RESSORT. V. MOUSQUET. V. PISTOLET. V. PORTÉE DE FUSIL. V. RESSORT DE RATTÉE. V. RESSORT DE GARNITURE. V. SARRIS D'HOMMES DE TROUPE.

1806 (20 juin). *Circulaire*. V. CORPS DE GARDE DE PASSAGE.

1806 (6 juillet). *Décret*. V. MASSE D'HABILLEMENT.

1806 (12 juillet). *Décision*. V. FEUILLE DE ROUTE.

1806 (18 juillet). *Décret*. V. INDÉMNITÉ DE ROUTE.

1806 (24 juillet). *Décision*. V. BLANC D'HABILLEMENT. V. ÉTAT QUATRIÈME DE COMPTABILITÉ. V. MASSE COMPTABILITÉ.

1806 (14 août). *Décret*. V. NOULESSE.

1806 (16 août). *Instruction*. V. CHAUFFAGE DE POSTE DE GARRISON. V. CORPS DE GARDE DE GARRISON. V. CORPS DE GARDE DE POLICE EN GARRISON. V. NUIT DE REPOS. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. SERTINELLE. V. SERTINELLE EN GARRISON.

1806 (23 septembre). *Décret*. V. EFFET DE DÉCISE À L'HÔPITAL. V. HÉRITIER MILITAIRE.

1806 (24 octobre). *Décret*. V. COMMANDANT DE PLACE N° 3.

1806 (12 novembre). *Décret*. V. GARDE NATIONALE. V. JUSTICE MILITAIRE.

1806 (4 décembre). *Instruction*. V. GELÉE. V. PRISON DE PLACE.

1807 (5 janvier). *Circulaire*. V. COLONEL EN ROUTE. V. COMFLOT DE DÉSESTION.

1807 (6 janvier). *Décret*. V. MUTILATION VOLONTAIRE.

1807 (14 janvier). *Circulaire*. V. PRISON DE PLACE.

1807 (24 janvier). *Circulaire*. V. CÉRÉMONIE. V. GRAND OFFICIER DE LA COURONNE.

1807 (25 janvier). *Avis du conseil d'Etat*. V. EMPLOYÉ.

1807 (5 février). *Circulaire*. V. DÉGRADATION DE CASERNEMENT.

1807 (16 février). *Décret*. V. CONSEIL DE RÉVISION JUDICIAIRE. V. DÉSESTION D'ENRÔLÉ VOLONTAIRE. V. JUGE MILITAIRE.

1807 (3 mars). *Avis du conseil d'Etat*. V. JUGE MILITAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE.

1807 (25 mars). *Instruction*. V. MUTILATION VOLONTAIRE.

1807 (26 mars). *Décret*. V. TRAIN DES ÉQUIPAGES.

1807 (18 avril). *Circulaire*. V. CORTÈGE. V. ERROLÉ VOLONTAIRE. V. JUGEMENT MILITAIRE.

1807 (19 avril). *Circulaire*. V. DÉPENSE DE LUXE. V. TENUE.

1807 (21 avril). *Décret*. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1807 (30 avril). *Circulaire*. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 6.

1807 (12 mai). *Avis du conseil d'Etat*. V. GARNIMENT.

1807 (2 juin). *Circulaire*. V. MASSE DE CAMPEMENT.

1807 (24 juin). *Circulaire*. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 5.

1807 (26 juin). *Décision*. V. BLANC D'HABILLEMENT.

1807 (5 juillet). *Circulaire*. V. COLONEL EN ROUTE.

1807 (21 juillet). *Circulaire*. V. CHANGEMENT DE COMPAGNIE. V. MOUVEMENT MUTATIONNAIRE.

1807 (7 août). *Décision*. V. FEUILLEUR DE DÉCOMPTÉ.

1807 (7 septembre). *Loi*. V. FAUX, SUBS. IBASC.

1807 (11 septembre). *Loi*. V. GRAND OFFICIER DE LA COURONNE. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 9. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 5. V. PENSION DE RETRAITE.

1807 (2 octobre). *Décision*. V. BLANC D'HABILLEMENT.

1807 (7 octobre). *Décret*. V. BRIQUET.

1807 (2 novembre). *Décision*. V. GAGISTE. V. MUSICIEN N° 3, 7.

1807 (15 novembre). *Circulaire*. V. PIÈCE D'ARMES.

1807 (20 novembre). *Marché, etc.* V. AMBULEMENT DE PAVILLON. V. COUVERT D'HOMME DE TROUPE. V. EFFET DE CASERNEMENT. V. LIT DE TROUPE. V. LIT D'OFFICIER. V. PAILLASSE DE CASERNEMENT.

1807 (14 décembre). *Instruction*. V. DÉTENU A LA SALLE DE DISCIPLINE. V. EFFET DE CASERNEMENT.

1807 (31 décembre). *Instruction*. V. MASSE DE CHAUFFAGE.

1808 (11 janvier). *Décret*. V. COLONEL GÉNÉRAL DES SUISSES.

1808 (11 janvier). *Avis du conseil d'Etat*. V. PENSION DE RETRAITE.

1808 (20 janvier). *Décision*. V. SAC A DISTRIBUTION.

1808 (30 janvier). *Circulaire*. V. ÉTINGLETTE. V. MONTE-RESSORT. V. TOURNÉ-VIS.

1808 (2 février). *Avis du conseil d'Etat*. V. PENSION DE RETRAITE.

1808 (18 février). *Décret*, OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ANGLE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. V. BATAILLON DE GUERRE. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. CAPITAINE DE GRENADES D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, 3. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 4, tableau. V. CHASSEUR A CHEVAL. V. COMPAGNIE DE GRENADIERS N° 6. V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 3. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau; id. N° 5, 9. V. COMPOSITION. V. DÉFILEMENT DE TROUPE. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS N° 2. V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. GRENADEUR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 4. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4. V. LIEUTENANT D'ARMEMENT. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. OFFICIER PAREUR. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. PELOTON. V. PORTE-ABOIE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. SAPEUR D'INFANTERIE. V. SECTION ADMINISTRATIVE. V. SERVICE CONSCRIPTIF.

1808 (1^{er} mars). *Avis du conseil*. V. REFAIT D'OFFICIER.

1808 (1^{er} mars). *Décret*. V. CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR. V. LÉGIION D'HONNEUR. V. NOBLESSE.

1808 (11 mars). *Décret et sénatus-consulte*. V. CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR. V. LÉGIION D'HONNEUR. V. NOBLESSE.

1808 (15 mars). *Décision*. V. CHAMP DE MANŒUVRES. V. CHANGEMENT DE DIRECTION DE SUBDIVISION DU CÔTÉ DU GUIDE. V. DÉFILEMENT DE TROUPE. V. ESPLANADE.

1808 (8 avril). *Circulaire*. V. CANTINE STABIL. V. GARNISON.

1808 (25 avril). *Circulaire relative au décret de 1808* (18 février). V. FORMATION CONSTITUTIVE.

1808 (7 juin). *Circulaire*. V. BANDAGE HERNIAIRE. V. ÉPREUVE.

1808 (16 juin). *Décret*. V. MARIAGE. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 7.

1808 (16 juin). *Décision*. V. DÉTENU EN PRISON PUBLIQUE.

1808 (26 juin). *Décision*. V. MARIAGE.

1808 (7 juillet). *Décret*. V. FORMATION CONSTITUTIVE.

1808 (15 juillet). *Décision*. V. PAIN DE MUNITION.

1808 (22 juillet). *Décision*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5.

1808 (5 août). *Décision interprétative du décret de 1808* (7 juillet). V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. ORGANISATION.

1808 (10 août). *Décision*. V. MARIAGE.

1808 (2 septembre). *Circulaire*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5.

1808 (8 septembre). *Décision*. V. EFFET D'HABILLEMENT.

1808 (8 septembre). *Instruction*. V. CERTIFICAT. V. GRACE. V. PINE. V. PENSION DE RETRAITE. V. TRAITEMENT DE RÉFORME.

1808 (9 septembre). *Circulaire*. V. FEUILLE DE RETENUE. V. RAYON D'ADMINISTRATION.

1808 (22 septembre). *Circulaire*. V. HILLET D'HOPITAL.

1808 (24 septembre). *Instruction sur les revues*. V. CONVOI A LA SUITE. V. CORPS D'INTENDANCE N° 8. V. DÉSERTEUR. V. EFFET D'HABILLEMENT. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. HABILLEMENT. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. INSPEC-

TEUR AUX REVUES. V. LIVRET INDIVIDUEL. V. MASSE COMPTABILITAIRE. V. MASSE DE CHAUFFAGE. V. MASSE GÉNÉRALE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE ÉCRITE. V. SOUS-INSPECTEUR AUX REVUES. V. TRANSPORT.

1808 (25 octobre). *Circulaire*. V. PRISONNIER DE GUERRE FRANÇAIS. V. RETENUE.

1808 (25 novembre). *Instruction*. V. APPARTENEMENT DE TRIBUNAUX.

1808 (8 décembre). *Circulaire*. V. RÉFRACTAIRE.

1808 (21 décembre). *Décision*. V. CLEY DE CAISSE A TROIS SERRURES. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 1. V. MEMBRE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

1808 (22 décembre). *Circulaire*. V. BILLET DE SORTIE D'HÔPITAL. V. BILLET D'HÔPITAL.

1809 (11 janvier). *Circulaire*. V. DRACONNE D'HOMME DE TROUPE.

1809 (24 janvier). *Circulaire*. V. INSPECTEUR AUX REVUES.

1809 (28 janvier). *Circulaire*. V. BILLET D'HÔPITAL.

1809 (1^{er} mars). *Circulaire*. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 4.

1809 (9 mars). *Circulaire*. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 3.

1809 (9 mars). *Décret*. V. OFFICIER A LA SUITE.

1809 (17 mars). *Décret*. V. PRISONNIER DE GUERRE FRANÇAIS.

1809 (23 mars). *Décret*. V. COLONEL EN SECOND.

1809 (5 avril). *Circulaire*. V. BILLET D'HÔPITAL.

1809 (7 avril). *Décret*. V. CAISSON D'INFANTERIE.

1809 (14 avril). *Décret*. V. MEMBRE DE LA LÉGION D'HONNEUR.

1809 (15 avril). *Décret*. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11. V. DÉCOMPTÉ D'EXCÉDANT DE MASSE. V. PETIT ÉQUIPEMENT. V. RETENUE SUR PRÊT. V. SOUS-OFFICIER N° 1.

1809 (6 mai). *Circulaire*. V. MARCHÉ EN POSTE. V. TRANSPORT.

1809 (8 mai). *Circulaire*. V. CAPITAINE PRISONNIER DE GUERRE. V. DENIERS DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. DENIERS D'ORDINAIRE. V. MASSE DE LINGE ET CHAUSSEUSE.

1809 (15 mai). *Circulaire*. V. GRATIFICATION DE PREMIÈRE MISE.

1809 (1^{er} juin). *Instruction*. V. PRESTATION EN NATURE.

1809 (9 juin). *Décret* relatif à la COMPTABILITÉ. V. ARTILLERIE D'INFANTERIE. V. AUMONIER DE CORPS N° 3. V. CAISSON A CARTOUCHES. V. CAISSON A FAIR. V. CAISSON D'AMBU-

LANCE. V. CAISSON D'ARTILLERIE RÉGIMENTAIRE. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. COMPOSITION.

1809 (15 juin). *Décision*. V. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE N° 4. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 7.

1809 (17 juin). *Décision*. V. MEUREUR FRANÇAIS.

1809 (1^{er} juillet). *Décret*. V. HÉRITIERS DE MILITAIRE. V. PASSE DE SAC.

1809 (20 juillet). *Circulaire*. V. INDEMNITÉ DE FRAIS DE REPRÉSENTATION.

1809 (9 août). *Circulaire*. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8.

1809 (29 août). *Décret*. V. GARDE NATIONALE.

1809 (31 août). *Règlement sur le service des postes (aux lettres) militaires*. V.

FACTEUR. V. MEMBRE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. POSTE AUX LETTRES.

1809 (4 septembre). *Décision*. V. HÉRITIERS DE MILITAIRE.

1809 (8 septembre). *Circulaire*. V. RETENUE SUR AFFOITEMENT.

1809 (14 septembre). *Décision*. V. FEUILLE D'APPEL. V. FOURNIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7.

1809 (18 septembre). *Circulaire*. V. CAISSON D'INFANTERIE.

1809 (11 octobre). *Règlement de campagne, ou ORDONNANCE DE CAMPMENT, — DE SERVICE EN CAMPAGNE*. V. BARAQUE. V. MARCHESUSE DE CORPS. V. CAMP DE BARAQUES. V. CAMP DE CAVALERIE. V. CAMPMENT TACTIQUE. V. CHEF DE BATAILLON EN CANTONNEMENT. V. CHEVAL DE DÉSERTEUR ÉTRANGER. V. CORDEAU MÉTRIQUE. V. COUVERTE DE SOLDAT. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS N° 3. V. FILE DE BATAILLON. V. GRAND PRÉVOT. V. LATRINES DE CAMP. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 2. V. PRÉVOT. V. RÉCÉPTEUR D'OFFICIER. V. RÈGLEMENT DE CAMPMENT. V. SERVICE DE CAMPAGNE. V. TÊTE. V. TERRAIN DE CAMPMENT.

1809 (19 octobre). *Décret*. V. RÉGIE DES VIVRES. V. HÔPITAL MILITAIRE.

1809 (15 novembre). *Instruction*. V. CODE CIVIL. V. ENFANT UN CORPS. V. MILITAIRE. V. OFFICIER D'ÉTAT CIVIL. V. PRISONNIER DE GUERRE.

1809 (4^{de} décembre). *Délibération du conseil d'État*. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11.

1809 (15 décembre). *Instruction*. V. PRISON DE PLACE.

1809 (21 décembre). *Circulaire*. V. FEUILLE DE SUBSISTANCE.

1810 (8 janvier). *Décret*. V. DÉTENU EN PRISON PUBLIQUE. V. HÔPITAL MILITAIRE.

1810 (19 février). *Décret*. V. DÉFIN.

1810 (13 mars). *Avis du conseil d'Etat.*
V. INDEMNITÉ DE ROUTE.

1810 (11 avril). *Décret.* V. ARTILLERIE
D'INFANTERIE. V. TIRÉE DE CAMPAGNE.

1810 (22 avril). *Décision.* V. HOPITAL MILITAIRE.

1810 (16 mai). *Décret.* V. GEOLAUZ. V.
INDEMNITÉ DE FRAIS DE REPRÉSENTATION. V.
INDEMNITÉ DE VIVRES. V. MASSE COMPTABLE.

1810 (18 mai). *Circulaire.* V. PERMIS-
SION.

1810 (26 mai). *Circulaire du directeur*
général de la conscription. V. ÉQUIPAGES.
V. INDEMNITÉ DE FRAIS D'ÉQUIPAGES. V. GRATIFI-
CATION D'ENTRÉE EN CAMPAGNE.

1810 (31 mai). *Circulaire.* V. CAISSE DE
CHIRURGIE.

1810 (5 juin). *Décret.* V. PIED DE RASSEM-
LEMENT.

1810 (50 juin). *Décret.* V. CHIRURGIEN-MA-
JOR D'INFANTERIE N° 7. V. FOURRAGE DE DIS-
TRIBUTION. V. LÉGUME SEC. V. LIQUIDE. V.
PAILLE DE CAMPAMENT. V. PAIN DE MUNITION.
V. RATION. V. RIZ.

1810 (5 juillet). *Instruction.* V. ACTION
D'ÉCLAT. V. FINE. V. PENSION DE RETRAITE.

1810 (19 juillet). *Décret.* V. DÉFENSE DE
LUXE. V. INDEMNITÉ DE FOURRAGE.

1810 (24 juillet). *Circulaire.* V. RETAR-
DATAIRE.

1810 (18 août). *Circulaire.* V. CAISSE DE
CHIRURGIE.

1810 (25 août). *Circulaire.* V. DÉFENSE
DE LUXE.

1810 (25 août). *Circulaire.* V. GRATIFI-
CATION DE PREMIÈRE MISE.

1810 (28 août). *Décret.* V. DIRECTEUR D'AD-
JUDICATION.

1810 (1^{er} septembre). *Instruction.* V.
DÉCOMPTÉ. V. FEUILLE D'APPEL. V. REVUE D'AD-
JUDICATION.

1810 (22 septembre). *Décret.* V. CLOCHE
DE FORTRESSE. V. URNE INDIVIDUELLE N° 4.

1810 (14 octobre). *Décret.* V. COMMAN-
DANT D'ARMES.

1810 (15 octobre). V. CHAMP DE MARCHES-
VIVRES.

1810 (22 octobre). *Décret.* V. COUR DE
JUSTICE CRIMINELLE. V. DUEL. V. JUSTICE MILI-
TAIRE.

1810 (25 octobre). *Instruction ministé-
rielle.* V. DISTRIBUTION DE RATIONS. V. FOUR-
RAGE DE DISTRIBUTION. V. PAIN DE MUNITION.
V. SUBSISTANCES.

1810 (9 novembre). *Circulaire.* V. HOPI-
TAL MILITAIRE. V. POMPE.

1810 (10 novembre). *Circulaire.* V.
SCARLO D'HOMME DE TRUFFE.

1810 (14 novembre). V. TRAITEMENT DE
RÉFORME.

1810 (13 décembre). *Décret.* V. GOUVER-
NEUR.

1810 (21 décembre). *Décret.* V. GRATIFI-
CATION DE PREMIÈRE MISE.

1810 (50 décembre). *Décret.* V. CHIRUR-
GIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE
N° 7. V. MASSE DE LINGE ET CHAUSURE. V.
MASSE D'ORDINAIRE. V. SOLDE.

1811 (28 janvier). *Circulaire.* V. PRISON-
NIER DE GUERRE ÉTRANGÈRE.

1811 (21 février). *Circulaire.* V. GRAND
ÉQUIPEMENT.

1811 (25 février). *Décret.* V. PRISONNIER
DE GUERRE ÉTRANGÈRE.

1811 (27 février). *Décret.* V. GOUVERNEUR
DE PLACE DE GUERRE N° 5.

1811 (2 mars). *Circulaire.* V. AVOINE. V.
VOIE. V. PAILLE.

1811 (4 mars). *Instruction.* V. CAPITAINE
D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10. V.
CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE N° 6. V. CHIRUR-
GIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE
N° 7. V. ÉCHANGE DE MONNAIE. V. FOURRAGE DE
DISTRIBUTION. V. HAUTE PATE PÉCUNIAIRE. V.
INDEMNITÉ DE CHEVAL DE SELLE. V. INDEMNITÉ
DE FRAIS DE REPRÉSENTATION. V. INDEMNITÉ DE
LOGEMENT. V. INDEMNITÉ DE ROUTE. V. INFAN-
TERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. LIEUTENANT
D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. MA-
JOR LIEUTENANT-COLONEL N° 1. V. PAIN DE
SOUPPE. V. SOLDE. V. TRAITEMENT PÉCUNIAIRE.

1811 (9 mars). *Décret.* V. MAJOR EN SE-
COND.

1811 (18 mars). *Circulaire.* V. EFFET DE
PETIT ÉQUIPEMENT.

1811 (19 mars). *Décret.* V. GRAND OFFI-
CIER DE LA COURONNE.

1811 (25 mars). *Décret.* V. HOTEL DES IN-
VALIDES. V. JUSTICE MILITAIRE.

1811 (3 avril). *Décret.* V. FOURRIER D'IN-
FANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5.

1811 (11 avril). *Décret.* V. CÉRÉMONIE.

1811 (19 avril). *Décision.* V. EAU MINÉ-
RALE.

1811 (20 avril). *Décret.* V. RETENUE SUR
APPOINTEMENTS.

1811 (23 avril). *Décret.* V. MAJOR EN SE-
COND.

1811 (2 mai). *Décret.* V. MASSE DE COMPA-
GRIE.

1811 (1^{er} juin). *Circulaire.* V. RETENUE
SUR APPOINTEMENTS.

1811 (6 juin). *Circulaire.* V. TAMBOUR
INSTRUMENTAL D'INFANTERIE FRANÇAISE.

1811 (11 juin). *Règlement.* V. SAKIL A
EAU. V. BIDON À VINAIGRE. V. BISCUIT. V. COU-
VRETE DE SOLDAT. V. FIST DE CAMPMENT.

1811 (24 juin). *Décret.* V. GARNISIER.

1811 (5 juillet). *Décision*. V. CAPORAL-TAMBOUR.

1811 (20 juillet). *Circulaire*. V. ÉCHANGE DE MONNAIES ÉTRANGÈRES.

1811 (2 août). *Décret*. V. AVANCEMENT AU GRADE DE SOUS-OFFICIER. V. SOUS-OFFICIER N° 2, 3.

1811 (6 août). *Circulaire*. V. PRISONNIER DE GUERRE FRANÇAIS.

1811 (30 août). *Décret*. V. FUIELLE N° 1, 5.

1811 (10 septembre). *Instruction*. V. CONDÉ OUTRE-PASSÉ.

1811 (21 septembre). *Circulaire*. V. DÉFENSE DE LUXE.

1811 (28 septembre). *Instruction*. V. LIVRET DE PAYEMENT.

1811 (14 octobre). *Décret*. V. ADJUDANT DE PLACE N° 3. V. ADJUDANT-MAJOR D'ARMEMENT. V. CAPITAINE D'ARMEMENT N° 1. V. CONTUMACE.

1811 (14 octobre). *Circulaire*. *Tableaux des infirmités, etc.* V. INFIRMITÉ.

1811 (19 octobre). *Décret*. V. CONGÉ DE GENÈVE. V. FUIELLE N° 1.

1811 (1^{er} novembre). *Instruction*. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1811 (16 novembre). *Circulaire*. V. LIVRET INDIVIDUEL.

1811 (23 novembre). *Décret*. V. DÉSERTEUR.

1811 (24 novembre). *Circulaire*. V. SCHARO.

1811 (25 novembre). *Décret*. V. LANCIER.

1811 (30 novembre). *Décret*. V. OFFICIER DE SANTÉ.

1811 (4 décembre). *Circulaire*. V. CONSEIL DE PRÉFECTURE. V. ÉTOFFE D'ARMEMENT.

1811 (4 décembre). *Décret*. V. COMMANDANT DE CITADELLE.

1811 (10 décembre). *Instruction*. V. CONTUMACE. V. CRIME. V. DÉSERTEUR. V. ENGAGEMENT.

1811 (23 décembre). *Instruction*. V. COMPTABILITÉ.

1811 (24 décembre). *Décret*, OU ORDONNANCE DE JUSTICE, — D'UNIFORME, etc. V. ADJUDANT DE PLACE N° 3. V. AIDE DE CORPS DE PLACE. V. COMMANDANT D'ARMES. V. COMMANDANT DE CITADELLE. V. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE N° 2, 4. V. COMMANDANT DE PLACE N° 3, 5, 8, 9. V. COMMANDANT DE PLACE ASSIÉGÉE. V. CONSEIL D'ENQUÊTE. V. CONSIGNE-FORTIER. V. DÉFENSE DE PLACE. V. ÉTAT DE SIÈGE. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. FORTERESSE. V. FORTIFICATION PERMANENTE. V. GOUVERNEUR DE PLACE ASSIÉGÉE. V. GOUVERNEUR DE PLACE DE GUERRE N° 2, 4, 5. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MAJOR DE PLACE N° 1. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. PRÉVOT D'ARMES. V. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE.

1811 (25 décembre). *Décret*. V. AIGLE V. FANION TACTIQUE. V. MOUTONNET.

1811 (28 décembre). *Instruction*. V. DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF. V. ÉCRITURES D'ARMEMENT. V. LIVRES DE COMPAGNIE. V. REGISTRE DE COMPTABILITÉ.

1812 (19 janvier). *Décret*. V. BONNET À POILS. V. CHEVREUIL DE LIVRÉE. V. CODE MILITAIRE. V. ÉPAULETTE EN DRAP. V. DÉLET. V. HABILLEMENT. V. ORDONNANCE D'USIFORME. V. PANTALON. V. PANTALON DE TOILE. V. RETROUSSES D'HABIT. V. REVERS D'HABIT. V. TAMBOUR INDIVIDUEL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3.

1812 (24 janvier). *Décret*. V. CONSEIL PERMANENT N° 1. V. JUGE MILITAIRE.

1812 (2 février). *Décret*. V. COMPTOIR DE DÉSERTEUR. V. DÉSERTEUR D'OFFICIERS. V. OFFICIERS FRANÇAIS N° 16.

1812 (7 février). *Décret*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5. V. REVERS D'HABIT. V. UNIFORME DE TROUPES À CHEVAL.

1812 (12 février). *Ordre du jour*. V. AIGLE. V. FANION TACTIQUE.

1812 (25 février). *Décret*. V. CHEF DE COMPTOIR. V. CODE MILITAIRE.

1812 (27 février). *Ordre de l'Empereur*. V. FUIELLE N° 2.

1812 (7 février). *Décret*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5. V. REVERS D'HABIT. V. UNIFORME DE TROUPES À CHEVAL.

1812 (7 mars). *Décision*. V. ÉTOFFE D'ARMEMENT.

1812 (15 mars). *Sénatus-consulte*. V. GARDE NATIONALE. V. SÉNATUS-CONSULTE.

1812 (19 mars). *Décret*. V. FANION TACTIQUE.

1812 (1^{er} mai). *Décret*. V. ASSAUT DE CORPS DE PLACE. V. CAPITULATION DE SIÈGE. V. CAPITULATIONS DÉMORORALES. V. CONSEIL EXTRAORDINAIRE. V. COMMANDANT DE PLACE ASSIÉGÉE. V. GOUVERNEUR DE PLACE ASSIÉGÉE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE.

1812 (3 août). *Instruction*. V. AVANCEMENT AUX SOLDATS.

1812 (12 août). *Décret*. V. AIDE-MAJOR GÉNÉRAL.

1812 (27 août). *Circulaire*. V. EFFET DE CAMPAGNE.

1812 (1^{er} septembre). *Instruction*. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 4. V. INFANTERIE SÉRIÉE N° 4.

1812 (17 septembre). *Circulaire*. V. REPRÉSENTATION D'ÉQUIPEMENT. V. ÉPAULETTES D'ADJUDANT. V. ÉPAULETTES DE GÉNÉRAL. V. PANTALON DE TOILE. V. PANTALON D'ÉTOFFE.

1812 (30 décembre). *Circulaire*. V. MARCHÉ DE CASERNEMENT.

1813 (11 janvier). *Décision*. V. EFFET DE RECRUES.

1813 (20 janvier). *Ordonnance*. V. INFAN-

TYPIE DE BATAILLE N° 4. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4.

1815 (5 février). *Décret*. V. CAPITAINE RAPORTEUR.

1815 (22 février). *Décret*. V. BAGAGE D'ARMÉE. V. BAGAGE D'OFFICIER. V. RÊTE DE SOMME. V. CANTIER DE COMPTABILITÉ. V. CHEVAL DE BAT. V. CHEVAL D'OFFICIER. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. HAUT LE FIED. V. ORDONNANCE DE COMME. V. RATIONNE.

1815 (13 mars). *Décret*. V. RÊTE DE SOMME. V. CHEVAL DE PELOTON.

1815 (17 mars). *Circulaire*. V. DÉCATH.

1815 (27 mars). *Décret*. V. BAT. V. RÊTE DE SOMME. V. CANTIER PORTATIVE. V. CAISSE DE PHARMACIE. V. CHEVAL DE PELOTON. V. CHIRURGIEN-MAJORE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 18. V. INTENDANT GÉNÉRAL. V. MULET DE BAT. V. RÉGLEMENT DE TRANSPORTS.

1815 (1^{er} avril). *Règlement*. V. MULET DE BAT.

1815 (5 avril). *Ordonnance*. V. CRASSEUR A CHEVAL. V. LANCHE. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 4.

1815 (5 avril). *Décret*. V. GARDE NATIONALE.

1815 (22 avril). *Décret*. V. ÉQUIPAGE.

1815 (12 mai). V. REVUE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL.

1815 (14 juin). *Décret*. V. COMMUTATION DE PÈNE. V. GRACE.

1815 (16 juin). *Circulaire*. V. CORRESPONDANCE MINISTÉRIELLE. V. DÉNÉ DE JUSTICE.

V. JUSTICE MILITAIRE. V. TRANSCORDEATION.

1815 (9 octobre). *Circulaire*. V. GALE.

1815 (25 octobre). *Décision*. V. FEUILLE DE DÉCOMPTÉ.

1815 (15 novembre). *Sénatus-consulte*. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1814 (15 avril). *Décision*. V. COCARDE.

1814 (12 mai). *Ordonnance*. V. AIGLE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, tableau. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. N° 2, tableau; id. N° 5. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 4, tableau. V. CRASSEUR A CHEVAL.

V. DEAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. GÉNIE IDIOMATIQUE N° 3. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 4. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4. V. LANCER. V. MAISON DU NOI N° 1. V. POUDEURIE. V. RÉGIMENT DU GÉNIE. V. SÉMENT.

1814 (16 mai). *Ordonnance*. V. GÉNÉRAL DE BRIGADE N° 1. V. GÉNÉRAL DE DIVISION N° 1. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 1. V. MARÉCHAL DE CAMP. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1814 (25 mai). V. REVUE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL.

1814 (21 juin). *Ordonnance*. V. LÉGIEN D'HORREUR.

1814 (15 juillet). *Ordonnance*. V. DUFFICE FRANÇAIS N° 4.

1814 (16 juillet). *Ordonnance*. V. GARDE NATIONALE.

1814 (19 juillet). *Ordonnance*. V. LÉGIEN D'HONNEUR.

1814 (5 août). *Ordonnance*. V. GARDE NATIONALE.

1814 (8 août). *Ordonnance*. V. FAUTEUR DE DÉSERTEUR.

1814 (12 août). *Instruction*. V. BÉNÉDICTION DE DEAPEAUX. V. CÉRÉMONIE DE RÉCEPTION DE DEAPEAUX. V. RÉCEPTION DE DEAPEAUX. V. SÉMENT.

1814 (14 août). *Ordonnance*. V. OUPRELLIN. V. PENSION DE RETRAITE. V. SÉMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6.

1814 (17 août). *Circulaire*. V. TAMBOUR IDIOMATIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3.

1814 (27 août). *Ordonnance*. V. DÉDONNANCE DE SOLIE. V. AIDE-CHIEUEGIE N° 2. V. ELESSURE. V. CAMPAGNE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE N° 6. V. CHIEUEGIE MAJOR D'INFANTERIE N° 7. V. COLONEL D'INFANTERIE DE LIGNE N° 9. V. LIFUTERANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. PENSION DE RETRAITE. V. SÉMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. SOUS-AIDE-CHIEUEGIE.

1814 (3 septembre). *Instruction*. V. FÉCOLEMENT VOLONTAIRE. V. FEUILLE DE ÉDUTE. V. MAIRE. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1814 (17 octobre). *Circulaire*. V. DÉGÉADATION DE CAMPENIMENT.

1814 (12 novembre). *Ordonnance*. V. APPOINTEMENT.

1814 (28 novembre). *Ordonnance qui rétablit l'ordre du Mérite*. V. DEURE DE SAINT-LOUIS. V. ODER DU MÉRITE.

1814 (12 décembre). *Ordonnance*. V. DÉDIT DE SÉRAU. V. MARCHÉ ADMINISTRATIF. V. ODER DE SAINT-LOUIS. V. EXTENUE SUR DÉPENSE DE CORPS.

1814 (16 décembre). *Ordonnance*. V. CONDÉ LIMIÉ.

1814 (21 décembre). *Circulaire*. V. CHATFAU FORT.

1814 (23 décembre). *Instruction*. V. BATTIMENT NAVAL. V. ILE MARTINS. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 11. V. PASSAGE D'EAU. V. TRANSPORT PAR EAU.

1814 (30 décembre). *Ordonnance*. V. ENGAGEMENT DE RECEUFS.

1815 (12 janvier). *Décision*. V. ACTE D'ENGAGEMENT. V. ÉRELEMENT VOLONTAIRE. V. MAIRE. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1815 (16 janvier). *Ordonnance*. V. ÉMIQUET. V. CORGÉDIE. V. SÈRE D'HOMME DE TROUPE.

1815 (20 janvier). *Ordonnance sur les conseils d'administration*, ou ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. V. BATAILLON ÉCUMENTAIRE. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE

LE LIGNE N° 12. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. CORPS HORS LIGNE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 6. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 8. V. MEMBRE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 3, 5.

1815 (28 janvier). *Circulaire*. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12.

1815 (30 janvier). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE DE CAMPAGNE.

1815 (2 février). *Circulaire*. V. COMMANDANT DE PLACE N° 5. V. OFFICIER DU GÉNIE N° 6.

1815 (6 février). *Décision*. V. BREVET DE CHEVALIER DE SAINT-LOUIS.

1815 (14 février). *Circulaire*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 3. V. MASSE D'ÉCONOMIE. T. FOURNITURE.

1815 (15 février). *Circulaire*. V. MARIAGE D'OFFICIER. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 15.

1815 (11 mars). *Ordonnance*. V. COMMISSION MILITAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE.

1815 (15 mars). *Loi*. V. LÉGION D'HONNEUR. V. TRAITEMENT DE LA LÉGION D'HONNEUR.

1815 (25 mars). *Ordonnance rendue à Lille sur le licenciement*. V. LICENCIEMENT.

1815 (28 mars). *Décret*. V. ARTILLERIE A CHEVAL.

1815 (22 avril). *Décret*. V. RUTIN.

1815 (30 avril). *Ordonnance*. V. CANONNIER SÉDENTAIRE.

1815 (15 mai). *Ordonnance*. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE N° 1.

1815 (23 mai). *Ordonnance*. V. ARMÉE FRANÇAISE.

1815 (16 juin). *Ordonnance d'organisation*. V. BATAILLON DE CHASSEURS. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, tableau. V. FORMATION DE L'INFANTERIE FRANÇAISE EN LÉGIONS. V. LÉGION DÉPARTEMENTALE. V. MILICE PRUSSIENNE.

1815 (15 juillet). *Ordonnance*. V. ORDRE DE LA RÉUNION.

1815 (16 juillet). *Ordonnance*, OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ARMÉE FRANÇAISE; id. N° 1, 3, tableau. V. BONNET A POILS. V. CAPITAINE D'HABILEMENT N° 2. V. COMPAGNIE DE CHASSEURS. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau; id. N° 5. V. FORCE MILITAIRE. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 4. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1815 (1^{er} août). *Ordonnance*. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 2. V. OFFICIER RETRAITÉ. V. ORFÈVRE. V. PENSION DE RETRAITE.

1815 (3 août). *Ordonnance*, OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ANCIENNETÉ DE CLASSE POUR COMMANDEMENT. V. BATAILLON DE CHASSEURS. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE

N° 2. V. CAPITAINE DE COMPAGNIE D'ÉLITE. V. CAPITAINE DE FUSILIERS. V. CAPITAINE D'HABILEMENT N° 1. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 7. V. COMPAGNIE DE RÉPOT. V. COMPAGNIE D'ÉCLAIREURS. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. FANION TACTIQUE. V. LÉGION DÉPARTEMENTALE. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 1. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 1, 2, 3. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1815 (9 JUILLET). V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. TIERCEMENT.

1815 (7 août). *Ordonnance*. V. ARMÉE FRANÇAISE.

1815 (15 août). *Ordonnance*. V. PENSION DE RETRAITE.

1815 (25 août). *Ordonnance*. V. ESCADRON FRANÇAIS N° 3.

1815 (30 août). V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 4, tableau. V. CHASSEUR A CHEVAL. V. LANCIER. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 4.

1815 (31 août). *Ordonnance*. V. COLONEL GÉNÉRAL DE LA GARDE ROYALE.

1815 (1^{er} septembre). *Ordonnance*, OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. BATAILLON DE GARDE ROYALE. V. BATAILLON DE LIGNE. V. BATAILLON DE GARDE ROYALE. V. GARDE ROYALE N° 2. V. MAJOR GÉNÉRAL. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 10. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1815 (5 septembre). *Instruction*. V. RANG DE SÉPIMENT. V. CAPITAINE DE VOLONTAIRES. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. COMPAGNIE DE VOLONTAIRES N° 3. V. HOMME DE TROUPE N° 6. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 15. V. SÉPIMENT.

1815 (6 septembre). *Ordonnance*. V. CRÉATION DU RÉGIMENT DE HONNORABLE. V. RÉGIMENT DE HONNORABLE. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1.

1815 (10 septembre). *Ordonnance*. V. FONDAMENTAIRE DE POLICE N° 5. V. RANG HONORIFIQUE.

1815 (18 septembre). *Ordonnance*. V. GRADE D'OFFICIER. V. BREVET D'OFFICIER SANS EMPLOI. V. BREVET HONORAIRE. V. BREVET POUR PRENDRE RANG. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 2.

1815 (22 septembre). *Ordonnance*. V. RÉGIMENT DU GÉNIE.

1815 (25 septembre). *Ordonnance*. V. CANDIDAT. V. ORDONNANCE D'AVANCEMENT.

1815 (23 septembre). *Ordonnance*. V. BONNET A POILS. V. ÉPÉELETIER. V. CHEVELURE MILITAIRE. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. ÉPAULETTE D'ADJUDANT. V. ÉPAULETTE DE LIEUTENANT. V. ÉPAULETTE D'OFFICIER. V. ÉPAULETTE D'OFFICIER PAR TITULE. V. ÉPÉE D'OFFICIER. V. GIBERNÉ DE REGENT. V. HANT BLANC. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. HABILEMENT. V. HARNACHEMENT. V. HAVRE-SAC. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 5.

V. OFFICIER DE SANTÉ. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PLUMET. V. SCHARO D'HOMME DE TROUPE.

1815 (4 octobre). *Ordonnance*. V. CAPITAINE D'ÉTAT-MAJOR. V. COLONEL D'ÉTAT-MAJOR. V. LIEUTENANT DE ROI N° 1.

1815 (14 octobre). *Règlement additionnel*. V. BRANDFOURG. V. ESCADRE DE GARDE ROYALE. V. ÉPAULETTE À FRANGE. V. ÉPAULETTE D'OFFICIER PARTICULIER. V. INFANTERIE FRANCO-BOISSE DE GARDE ROYALE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1815 (19 octobre). *Circulaire*. V. DÉPENSE DE LUXE. V. ÉPAULETTE D'OFFICIER. V. REMPLACEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1815 (25 octobre). V. AFFECTEMENT. V. SOLID.

1815 (27 octobre). *Ordonnance*. V. RÉGIMENT DU GÉNIE.

1815 (20 novembre). *Circulaire*. V. BAS. V. ÉPIGLETTE. V. PANTALON DE TOILE.

1815 (22 novembre). *Décision*. V. ACTE D'ENGAGEMENT. V. ENGAGEMENT DE ESCUE. V. ENROLÉ VOLONTAIRE. V. ENROLEMENT VOLONTAIRE. V. HAIRE. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1815 (25 novembre). *Ordonnance*. V. COMPAGNIE DE RÉSERVE.

1815 (5 décembre). *Instruction*. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 15.

1815 (5 décembre). *Notice*, OU ORDONNANCE D'UNIFORME. V. ATTRIBUT DE RETROUSSES D'OFFICIER. V. BONNET DE POLICE D'OFFICIER. V. BOUTE COURTES. V. BOUTON D'OFFICIER. V. CEINTURON D'OFFICIER. V. CHAPEAU À TROIS CORNES. V. CHAPEAU D'OFFICIER. V. COL D'OFFICIER. V. CORPS D'ÉPAULETTE D'OFFICIER. V. ÉPAULETTE DE LIEUTENANT-COLONEL. V. ÉPAULETTE D'OFFICIER. V. ÉPÉE D'OFFICIER. V. ÉQUIPEMENT D'OFFICIER. V. HARNACHEMENT. V. HOUFFE DE COIFFURE. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 2. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 2. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PISTOLET. V. POMPON. V. REDINGOTE D'OFFICIER. V. SCHARO D'INFANTERIE. V. SERMENT. V. SOUS-OFFICIER N° 3. V. TENUE. V. TRANSFORMATION.

1815 (27 décembre). *Ordonnance*. V. GARDE NATIONALE.

1815 (31 décembre). *Ordonnance*. V. CÉRÉMONIE ROYALE. V. GARDE NATIONALE. V. GARDE ROYALE N° 2. V. MAJOR GÉNÉRAL. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 10. V. PLUME FENDUE.

1816 (9 janvier). *Ordonnance*. V. COMPAGNIE DE RÉSERVE.

1816 (10 janvier). *Circulaire*. V. ADMINISTRATION DE CORPS. V. PREMIÈRE MISE.

1816 (10 janvier). *Ordonnance*. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE N° 1.

1816 (15 janvier). *Circulaire*. V. REMPLACEMENT D'EMPLOI DE CHAMPÉP.

1816 (20 janvier). *Ordonnance*. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DÉPÔT. V. RANG NON-MORIFIQUE.

1816 (23 janvier). *Circulaire*. V. CAPITAINE DE VOLONTIERS. V. CHEF DE DIVISION. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNÉ N° 3. V. FRACTIONNEMENT. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 2, 5.

1816 (26 janvier). *Décision*. V. DÉSERTEUR. V. SIGNALLEMENT.

1816 (1^{er} février). *Instruction*. V. FEUILLE DE DÉPART DE REMPLACEMENT. V. REMPLACEMENT.

1816 (2 février). *Circulaire*. V. CHEF DE MUSIQUE. V. CHEVEAU DE LIVRÉE. V. COLLET D'HAUT DE MUSICIEN. V. MUSICIEN N° 4.

1816 (15 février). *Ordonnance*. V. ARMÉE DE CORPS N° 4.

1816 (21 février). *Ordonnance sur la désertion*, OU ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ARABON DE CAMP. V. ARABON DE GARRISON. V. ABSENCE D'OFFICIER. V. ABSENCE PROHIBÉE. V. AMENDE DE DÉSERTEUR. V. ARRESTATION D'OFFICIER. V. ARRÊTÉ DE L'AN DOUZE. V. RAISONNÉ DE FUSIL. V. BOULET DE CONDAMNÉ. V. CHEF DE COMLOT. V. CODE PÉNAL MILITAIRE. V. CONDAMNÉ À MORT. V. CONSEIL PERMANENT N° 3. V. CONSEIL SPÉCIAL. V. CONTUMACE. V. CONVALESCENT PRÉSENT AU CORPS. V. DÉFILEMENT DE DÉGRADATION. V. DÉLAI DE REPENTIR. V. DÉSERTEUR. V. DÉSERTEUR À L'ENNEMI. V. DÉSERTEUR. V. MOUSTACHE. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ORDONNANCE OFFICIELLE. V. PEINE DE MORT. V. PERMISSION. V. SENTENCE.

1816 (16 mars). *Circulaire*, OU ORDONNANCE DE JUSTICE. V. CAPITAINE RAPORTEUR. V. CODE PÉNAL MILITAIRE. V. CONSEIL PERMANENT N° 3. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 6. V. ORDONNANCE DE JUSTICE. V. ESCUE.

1816 (26 mars). *Ordonnance*. V. BREVET DE LA LÉGION D'HONNEUR. V. CAPITAINE RAPORTEUR. V. CHEVALIER DE LA LÉGION. V. COMMANDEUR DE LA LÉGION. V. DÉCORATION DE LA LÉGION. V. DÉGRADATION DE MEMBRE DE LA LÉGION. V. GRAND-CROIX DE LA LÉGION. V. GRAND OFFICIER DE LA LÉGION. V. LÉGION D'HONNEUR. V. MEMBRE DE LA LÉGION. V. OFFICIER DE LA LÉGION. V. ORDRE ÉTRANGER.

1816 (12 avril). *Circulaire*. V. MOUVEMENT MUTATIONNAIRE.

1816 (18 avril). *Ordonnance*. V. DRAPEAU ELANC.

1816 (28 avril). *Loi des finances*. V. CANTINE STABLE.

1816 (8 mai). *Circulaire*. V. TRICOT EN LAINE.

1816 (22 mai). *Ordonnance*. V. BREVET DE CHEVALIER DE SAINT-LOUIS. V. GRAND OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR. V. OFFICIER DE

LA LÉGLION D'HONNEUR. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS.

1816 (22 mai). *Circulaire*. V. PRÉT DE COMPAGNIE.

1816 (28 mai). *Circulaire*. V. CIEL.

1816 (9 juin). *Ordonnance*. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1.

1816 (10 juin). *Ordonnance*. V. CONSEIL DE SANTÉ.

1816 (11 juin). *Ordonnance*. V. GARDE ROYALE N° 2.

1816 (24 juin). *Circulaire*. V. DIROT DE CORPS. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE DE LIGNE N° 5.

1816 (10 juillet). *Ordonnance*. V. RÉCOMPENSE.

1816 (18 juillet). *Ordonnance*. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE GARDE ROYALE. V. GARDE ROYALE N° 2. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE N° 1. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE GARDE ROYALE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1816 (18 juillet). *Ordonnance qui réorganise la garde nationale*. V. GARDE NATIONALE.

1816 (21 juillet). *Ordonnance*.

1816 (24 juillet). *Règlement provisoire sur le service intérieur de l'infanterie*, OU ORDONNANCE DE POLICE, OU RÉGLEMENT DE POLICE, consacré par l'ordonnance de 1818 (15 mai). — Ce règlement a été composé par le général PARNAY, sur celui qui, établi par lui en 1804, après trois ans d'essai, dans le régiment de cavalerie dont il était alors colonel, avait été imprimé en 1806 et adopté par plusieurs corps. V. ADJUDANT DE SEMAINE N° 4. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5, 11, 14, 20, 21, 22. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 13. V. ARMURIER N° 5. V. ARRESTATION D'OFFICIER. V. AUMONIER N° 1, 4. V. BLANC D'ESPAGNE. V. BOULANGERIE. V. CASSATION. V. CAPITAINE DE DISTRIBUTION. V. CAPITAINE DE POLICE EN GARNISON. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 15. V. CAPOTE DE TROUPE. V. CASSATION DE SOUS-OFFICIERS. V. CHAMBRE MODÈLE. V. CHIRURGIEN DE CORPS. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 9, 10. V. CLASSE DE LECTURE. V. CODE PÉNAL MILITAIRE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 20. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 6. V. CONVASCENT PRÉSENT AU CORPS. V. CORPS D'INTENDANCE N° 6. V. CUISINIER. V. CUISINIER DE SOUS-OFFICIER. V. CUUVETTE DE CHAMBRE D'OFFICIER. V. DESTITUTION. V. DÉTENU A LA SALLE DE DISCIPLINE. V. DIANE. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. DIFFENSE D'ORDINAIRE. V. DRAPÉAU BLANC. V. DUEL. V. ESCORTE. V. ÉTAT CIVIL. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. FACTEUR. V. FAUTE. V. GRACF. V. GEFNAUER D'INFANTERIE

FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. GUÊTER NOÏEF. V. INSTRUCTEUR. V. INSTRUCTEUR EN CHEF. V. JOURNAL DE GUERRE. V. MARAUDAGE. V. MANCHE D'ANNÉE. V. MARCHE-ROUTE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1817 (12 SEPTEMBRE). V. MOUCHOIR. V. MOUVEMENT MUTATIONNAIRE. V. OFFICIER DE SEMAINE. V. OFFICIER D'ÉTAT CIVIL. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4, 7. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. PIQUET ACTIF. V. POLICE. V. PREMIER GÉLUSTIQUE. V. PROMENADE. V. PRISONNIER DE GUERRE FRANÇAIS. V. PUNITION. V. RAILLE DE DISCIPLINE. V. RALUT SANS ARMES. V. SECTION TACTIQUE. V. SERVICE INTÉRIEUR. V. SOUS-OFFICIER N° 10.

1816 (14 août). *Ordonnance relative à l'habillement des maréchaux*. V. BROUFIER D'HABIT. V. HABILLEMENT DE MARÉCHAL. V. HÉRITIER DE MILITAIRE. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 5.

1816 (14 août). *Ordonnance relative à l'habillement des officiers généraux*, OU ORDONNANCE D'UNIFORME. V. BROUFIER D'HABIT. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3. V. HABILLEMENT D'OFFICIER GÉNÉRAL. V. OFFICIER GÉNÉRAL. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1816 (14 août). *Ordonnance*. V. AUMONIER N° 7.

1816 (14 août). *Décision*. V. CONGÉ LIMITÉ.

1816 (15 août). *Décision*. V. RANG MONORIFIQUE.

1816 (18 août). *Ordonnance*. V. EKVET D'OFFICIER DE RÉGIMENT SUISSE. V. COMMISSAIRE-GÉNÉRAL DES SUISSES. V. COMPAGNIE CANTONALE. V. COMPAGNIE DE FUSILIERS D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. RÉGIMENT FRANCO-SUISSE.

1816 (22 août). *Circulaire*. V. REMPLACEMENT D'ENRÔLÉ.

1816 (29 août). *Notice*. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 5.

1816 (7 septembre). *Instruction*. V. TIERCEMENT.

1816 (11 septembre). *Ordonnance*. V. CONGÉ LIMITÉ.

1816 (16 septembre). *Instruction*. V. CAPITAINE DE VOLONTIERS. V. CHEF DE DIVISION N° 2. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. MUSCIEN N° 7. V. REVUE. V. REVUE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL. V. SÉMENT. V. TENEUR.

1816 (20 septembre). *Circulaire*. V. ARME PORTATIVE. V. BROUSQUETON.

1816 (5 octobre). *Circulaire*. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10. V. DECRET. V. VACCINATION.

1816 (30 octobre). *Ordonnance*. V. RATAISON DE GARDE ROYALE. V. REGADE DE GARDE ROYALE. V. GARDE ROYALE N° 4. V. GRAND MANQUEUR. V. MATSON DE ROY N° 6.

1816 (5 novembre). *Circulaire*. v. INDEMNITÉ DE FRAIS DE CULTRE.

1816 (5 novembre). *Ordonnance*. v. ANNÉE DE GRADE D'OFFICIER DE GARDE ROYALE. v. BREVET D'OFFICIER DE GARDE ROYALE.

1816 (16 novembre). *Ordonnance*. v. ORDRE DE SAINT-MICHEL.

1816 (21 novembre). *Circulaire*. v. REMPLACEMENT D'ENROLÉ.

1816 (27 novembre). *Circulaire*. v. DRAPRAU BLANC. v. DRATEAU DE COULEUR.

1816 (26 décembre). *Circulaire*. v. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 4.

1817 (6 janv.). *Circulaire*. v. CULTRE DIVIN.

1817 (10 janvier). *Circulaire*. v. RETENUE SUR DÉPENSE.

1817 (10 février). *Décision*. v. CULTRE DIVIN. v. INDEMNITÉ DE FRAIS DE CULTRE.

1817 (18 février). *Décision*. v. ROULET DE CONDAMNÉ. v. CEINTURE A ROULET. v. CONDAMNÉ AU ROULET.

1817 (7 mars). *Ordonnance*. v. INDEMNITÉ DE FOURRAGE. v. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5.

1817 (25 mars). *Loi*. v. PENSION DE RETRAITE.

1817 (19 avril). *Circulaire*. v. DÉCOMPTÉ DE PETIT ÉQUIPEMENT.

1817 (30 avril). *Circulaire*. v. CORPS D'INTENDANCE N° 8, 9. v. LETTRE DE COMPAGNIE. v. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 12. v. MASSE DE LINGE ET CROUSSEUR. v. MASSE D'HABILLEMENT. v. ORDINAIRE D'HOMME DE TROUPE. v. PANTALON D'INFANTERIE. v. REVUE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL. v. SERGENT-MAJOR N° 5. v. TIERCEMENT.

1817 (30 avril). *Décision*. v. RÉCOMPENSE. v. RETENUE SUR APPONTLEMENT. v. SOUS-OFFICIER N° 4.

1817 (21 mai). *Décision*. v. RÉGIE DES VIVRES.

1817 (22 mai). *Circulaire*. v. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 15. v. OFFICIER DE SEMAIN. v. PRÊT. v. PRÊT DE COMPAGNIE. v. 1817 (29 mai). *Circulaire*. v. CONGRÈS ARABES. v. ENROUCHOIR DE FUSIL. v. GRENADIÈRE D'ARMEMENT. v. NOIX DE PLATINE.

1817 (30 juin). *Circulaire*. v. COURROIE LONGUE.

1817 (25 juillet). *Circulaire*. v. MEMBRE DE LA LÉGION D'HONNEUR.

1817 (29 juillet). *Loi de création*. v. CORPS D'INTENDANCE N° 1, 6. v. INSPECTEUR AUX REVUES. v. INTENDANT MILITAIRE N° 1. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1817 (12 SEPTEMBRE). v. RÉCEPTION DE DRAPRAUX. v. RÉGLEMENT. v. SOUS-INTENDANT N° 2.

1817 (6 août). *Ordonnance*. v. CONTRAINT.

1817 (24 août). *Règlement*. v. DISTRIBUTION DE RATIONS.

1817 (30 août). *Circulaire*. v. PANTALON D'INFANTERIE.

1817 (3 septembre). *Décision*. v. AUGUILLETTE. v. ARMEMENT D'OFFICIER. v. AUTEUR MILITAIRE (1818, B). v. AUDRIER DE SARRE. v. BUFFETTERIE. v. CHAPRAU A TROIS CORNES. v. COLBACH. v. EMPLOYÉ. v. ÉPAULETTE D'OFFICIER. v. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. v. GIERNE. v. HABILLEMENT. v. HACHE DE SAPIEUR. v. MARQUE DISTINCTIVE. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1815 (26 SEPTEMBRE). v. ORDONNANCE D'UNIFORME. v. SCHAPO. v. SOULIER. v. TAMBOUR INSTRUMENTAL D'INFANTERIE FRANÇAISE.

1817 (11 septembre). *Circulaire*. v. AUTORISATION DE REMPLACEMENT.

1817 (2 octobre). *Décision*. v. REINGOTE D'OFFICIER.

1817 (6 novembre). *Ordonnance*. v. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE.

1817 (17 novembre). *Circulaire*. v. CORRESPONDANCE MINISTÉRIELLE. v. MINISTRE DE LA GUERRE N° 7.

1817 (19 novembre). *Ordonnance*. v. POUDRIÈRE.

1817 (31 décembre). *Ordonnance*. v. ÉCOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE.

1818 (2 février). *Ordonnance*. v. ARRÊTÉ DE L'AN HUIT (8 FÉVRIER). v. COMPTABILITÉ DE CORPS. v. HÉRARCHIE. v. HONNEUR. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1817 (12 SEPTEMBRE). v. ORDONNANCE OFFICIELLE. v. REVUE D'ADMINISTRATION. v. REVUE SUR LE TERRAIN. v. SOUS-INTENDANT N° 7.

1818 (10 mars). *Loi sur le recrutement*, modifiée par la LOI DE 1824 (9 JUIN). v. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. v. ARMÉE FRANÇAISE N° 3. v. AVANCEMENT. v. ANCIENNETÉ DE GRADE D'OFFICIER. v. BREVET D'OFFICIER. v. CAPITAINE DE GRENADIERS N° 2. v. CAPITAINE D'HABILLEMENT. v. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4, 5. v. GÉNÉRAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11. v. CONSCRIPTION. v. CONSEIL DE RÉVISION CONSCRIPTIF. v. CORPS D'INTENDANCE N° 4. v. DÉCOMPTÉ DE SERVICE. v. ENROLEMENT VOLONTAIRE. v. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8. v. HOMME ATTÉLÉ. v. JEUNE SOLDAT. v. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 2. v. MILICE PRUSSIENNE. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1817 (12 SEPTEMBRE), EN 1830 (18 NOVEMBRE). v. OFFICIER FRANÇAIS N° 5. v. RECRUTEMENT. v. SERGENT-MAJOR N° 3. v. SERVICE CONSCRIPTIF. v. SOUS-LIEUTENANT N° 2. v. SOUS-OFFICIER N° 1, 4. v. TRÉSORIER DE CORPS N° 2.

1818 (25 mars). *Ordonnance*. v. COMPAGNIE SÉDENTAIRE.

1818 (26 mars). *Ordonnance*. v. ORDRE DE LA LÉGION D'HONNEUR.

1818 (24 avril). *Décision*. V. DRAPEAU AD CAMP. V. DRAPEAU BLANC. V. DRAPEAU DE COULEUR.

1818 (6 mai). *Ordonnance*. V. AIDE DE CAMP N° 2. V. AIDE-MAJOR ACTUEL N° 1. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1817 (12 SEPTEMBRE). V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1818 (13 mai). *Ordonnance portant règlement sur le service intérieur, la police, la discipline des troupes d'infanterie*, ou ORDONNANCE DE POLICE remplacée par l'ORDONNANCE DE 1833 (2 NOVEMBRE). L'ordonnance de 1818, composée par une commission, était la révision du règlement de 1810 (24 juillet), qu'elle abrogeait. Comme style et conception elle ne valait pas le règlement de 1792 (24 juin); plus d'une faute la déparait: l'art. 1^{er}, ligne 15, l'art. 6, alinéa 2, présentait obscurité et diffusion; les art. 204 et 257 se contredisaient, etc. (1). — L'ordonnance de 1818 a été modifiée par la décision de 1827 (25 juillet); elle a été révisée par une commission créée le 6 juin 1831, et a été le germe de l'ordonnance de 1833 (2 novembre), par quel elle est remplacée. V. A L'ORDRE AUX TAMBOURS. V. ABONNEMENT AU THÉÂTRE. V. ACTION POUR DETTES. V. ADJUDANT DE SEMAINE N° 4, 6. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1, 2, 5, 11, 14, 20, 21, 22. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10, 13. V. ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE N° 5, 6. V. ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE EN ROUTE. V. ADJUDANT-MAJOR EN ROUTE. V. ADJUDANT-MAJOR PRÉCÉDANT LE CORPS. V. AGRAPPE D'HABIT D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. AIDE CHIRURGIEN N° 1. V. ALERTE DE SAINT SACREMENT. V. ALLER AU CAMPMENT. V. AMENDE D'OUVRIER DE CORPS. V. APPEL CÉLÉSTIQUE. V. APPEL DE SERGENT DE SEMAINE A LA PARADE. V. APPEL DE SOIR EN GARNISON. V. APPEL GÉNÉRAL DE MATINÉE EN GARNISON. V. ARCHIVES DE CORPS. V. ARMEMENT DE TROUPE. V. ARRÊTS. V. ART DE LA GUERRE. V. ASSAUT D'ÉCRIME. V. ASSEMBLÉE CÉLÉSTIQUE. V. ASSIETTE DE CASERNEMENT. V. AD FED. V. AUX ARMES. V. AUX CHAMPS. V. AVANCE A L'ORDRE. V. AVANT-GARDE DE CORPS EN ROUTE EN TEMPS DE PAIX. V. BAIN. V. BAILE RODRIGUE. V. BAN CONTRE LES DETTES. V. BAN DE PUBLICATION. V. BARRE D'HOMME DE TROUPE. V. BARRIÈRE DE

(1) Le règlement de 1792, copié des règlements anciens, n'était plus en harmonie avec nos institutions et nos usages; il était devenu en grands partis inapplicable, et depuis longtemps chaque chef de corps réglait arbitrairement le service intérieur réglementaire. Le règlement provisoire de 1810 (Voir p. 3131, 21 juillet), adopté définitivement en 1818, et renouvelé en 1832, rétablit l'unité et fut accueilli par toute l'armée comme un immense bienfait.

(Note de l'éditeur.)

DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE.

COMPAGNIE. V. BATAILLON D'INSTRUCTION. V. BATTERIE DE CAISSE. V. BIBLIOTHÈQUE DE CORPS. V. BIDON DE COMPAGNIE. V. BIERVENDRE. V. BIENS DE MILITAIRE. V. BILLET D'APPEL DE POLICE. V. BILLET DE LOGEMENT DE COMPAGNIE EN ROUTE. V. BILLET D'OFFICIER. V. BLANC D'ESPAGNE. V. BLANCHIMENT DE SOUFFLETIER. V. BOUV. V. BONNET A POILS. V. BOUTON DE TROUPE. V. BROQUE. V. BUSTES DE HAYES. V. CACAËT. V. CACHOT. V. CAMARADE DE LIT. V. CANTINE DE CASERNE. V. CAPITAINE A LA SUITE. V. CAPITAINE DE DISTRIBUTION. V. CAPITAINE DE POLICE EN GARNISON. V. CAPITAINE DE SEMAINE. V. CAPITAINE D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL. V. CAPITAINE D'HABILLEMENT N° 3. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 17, 18. V. CAPITAINE EN ROUTE. V. CAPORAL DE COMPAGNIE D'ÉLITE. V. CAPORAL DE GRENADIERS. V. CAPORAL-TAMBOUR. V. CAPOTE DE TROUPE. V. CASERNE. V. CASSATION DE SOUS-OFFICIER. V. CHAMBRE MODÈLE. V. CHEF DE BATAILLON COMMANDANT DE CORPS PAR INTÉRIER. V. CHEF DE BATAILLON DE SEMAINE EN GARNISON N° 3. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 11. V. CHEF DE DÉTACHEMENT. V. CHEF DE DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF N° 3. V. CHEF DE DIVISION POLICIAIRE. V. CHEVAL DE TROUPE. V. CHEVAL D'OFFICIER. V. CHEVELURE MILITAIRE. V. CHIEN DE FUSIL. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE N° 9. V. CLASSE D'ÉCOLE DE BATAILLON. V. CLASSE D'ÉCOLE DE PELOTON. V. CLASSE D'ÉCOLE DE SOLDATS. V. CLASSE TACTIQUE. V. CODE PÉNAL MILITAIRE. V. COL DE TROUPE. V. COLONEL A LA SUITE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10, 34. V. COLONNE DE ROUTE. V. COMMANDANT DE PLACE N° 10. V. COMMUNICATION VÉRIABLE. V. COMPAGNIE DE DÉPOT. V. COMPAGNIE D'ÉCLAIREURS. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 1. V. COMPAGNIE EN ROUTE. V. COMPÉTIBILITÉ DE CORPS. V. CONGÉ D'ANGREMENT. V. CONGÉ DE SEMAINE D'OFFICIER. V. CONGÉ DUTREPASSÉ. V. CONDÉDÉ. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 3. V. CONSEIL DE DISCIPLINE. V. CONSERVATEUR DE BATIMENTS MILITAIRES. V. CORNICIER DE POLICE EN GARNISON. V. CORNICIER INTRA MUROS. V. CONSIGNER A LA CASERNE. V. CONTRÔLE DE LINGE ET CHAUSSEUR. V. CORVALESCENT DE CORPS EN ROUTE. V. CORPS EN ROUTE. V. CORVÉE CÉLÉSTIQUE. V. CORVÉE DE SOUPES. V. CORVÉE EN GARNISON. V. CORVÉE EN ROUTE. V. CORVÉE GÉNÉRALE. V. COUCHAGE. V. COUVRE-CHARGE. V. CRÉANCIER. V. CRÉANCIER D'HOMME DE TROUPE. V. CRÉDIT COMMERCIAL. V. CRIMINEL. V. DANSE. V. DÉCOMPTÉ DE FOMES DE MASSE. V. DÉGRADATION DE CASERNEMENT. V. DÉMISSION. V. DÉPART DE CORPS. V. DÉPART IMPRÉVU. V. DÉPOT DE CORPS. V. DÉTEND AD PAIX ET A L'ARMÉE.

10^e PARTIE.

498

V. DETTE D'HOMME DE TROUPE. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. DISTRIBUTION DE RATIONS. V. DONS D'OFFICIER. V. ÉCOLE DE BATAILLON. V. ÉCOLE DE DANSE. V. ÉCOLE DE NATATION. V. ÉCOLE DE PELOTON. V. ÉCOLE DE SOLDAT. V. ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. V. ÉCOLE D'ÉCRIME. V. ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE. V. ÉCOLE TACTIQUE. V. EFFECTIF. V. EFFET DE CAPREMENT. V. EFFET DE DÉPART. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. EFFET D'UNIFORMES. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 5. V. ESCOSTE. V. ESCOUADE. V. ÉTAT CIVIL. V. ÉCRIME. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS. V. ÉVOLUTION DE LIGNE. V. EXPÉRIENCE. V. FACTEUR. V. FAUTE. V. FEMME A LA SUITE DES CORPS. V. FEUILLE D'APPEL. V. FEUILLE D'APPEL DE COMPAGNIE. V. FEUILLE D'APPEL D'EFFECTIF. V. FEUILLE DE MOUVEMENT. V. FEUILLE DE RAPPORT. V. FEUILLE DE RAPPORT GÉNÉRAL. V. FEUILLE DE SUBSISTANCE. V. FEUILLE DE TRAVAILLEUR. V. FÉVER. V. FOURNISSEUR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. FOURNIER EN ROUTE. V. FRATRE. V. FUSIL D'HOMME DE TROUPE EN ROUTE. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. GAIJ. V. GARDE ARMÉE. V. GARDE DE POLICE EN ROUTE. V. GARDE D'HONNEURS. V. GARDE EN GARNISON. V. GARDE EXTÉRIEURE. V. GÉNÉRAL DE BRIGADE N° 3. V. GRADE SUPÉRIEUR. V. GRANDE TENUE. V. GRADIFICATION D'ENTRÉE EN CAMPAGNE. V. GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. HALTE DE ROUTE. V. HÉRITIER DE MILITAIRE. V. HONNEURS. V. HÔTE. V. INDENNITÉ. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 10. V. INFERIEUR. V. INSTRUCTEUR. V. INSTRUCTEUR EN CHEF. V. INSTRUCTION. V. LEGISLATION, 1853 (2 NOVEMBRE). V. LÉGUME D'ORDONNANCE. V. LETTRE DE COMPAGNIE. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 3, 9, 11. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 5. V. LIT DE TROUPE. V. LIVRE DE POLICE. V. LIVRE D'ORDRES D'ADJUDANT. V. LIVRE D'ORDRES DE COMPAGNIE. V. LOGEMENT D'ÉTABLISSEMENT. V. LOGEMENT EN ROUTE. V. MAGASIN DE CORPS. V. MAIRE DE COMMUNE. V. MAÎTRE D'ARMES. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 7, 8. V. MANŒUVRE. V. MANŒUVRE D'HIVER. V. MARCHES DE BATAILLON PAR LE FLANC. V. MARCHÉ-ROUTE. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 5, 6. V. MASSE DE LIGNE ET CHAUSSEUR. V. MÈSE MILITAIRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE, 1817 (12 SEPTEMBRE) et 1830. V. MESURE N° 5, 6. V. MOUVEMENT MUTATIONNAIRE. V. NATATION. V. OFFICIER A LA SUITE. V. OFFICIER DE CAMPREMENT. V. OFFICIER DE COMPAGNIE. V. OFFICIER DE SECTION ADMINISTRATIVE. V. OFFICIER DE SEMAINE. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. OFFICIER PAYEUR. V. OFFICIER SPÉCIAL. V. OFFICIER SURMUNÉRAIRE. V. ORDINAIRE DE SOLDATS. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. ORDONNANCE IDIOMATIQUE. V.

OUVRAGE DE LITTÉRATURE. V. PAR DE ROUTE. V. PELOTON. V. PERMISSION. V. PIQUET DE LOGEMENT. V. POLICE. V. PREMIER CHÉF. V. PETIT DE COMPAGNIE. V. PRINCE FRANÇAIS. V. PURIFICATION. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. RANGS D'INFANTERIE. V. RAPPORT JOURNALIER. V. RECUEIL. V. RETOUR SUR PRÊT. V. SALLE DE DISCIPLINE. V. SALUT SANS ARMES. V. SARRAU. V. SECTION ADMINISTRATIVE. V. SÉJOUR. V. SENTINELLE. V. SERGENT-MAJOR N° 5, 7. V. SERVICE DE GARNISON. V. SERVICE DE SEMAINE. V. SERVICE INTÉRIEUR. V. SOUS-AIDE-CHIRURGIEN. V. SOUS-OFFICIER N° 1, 10. V. TAILLEUR DE COMPAGNIE. V. V. TAMPONNE IDIOMATIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. TAMPONNE-MAJOR N° 5. V. TENDU. V. THÉORIE.

1818 (14 mai). *Circulaire*. V. ENFANT DE TROUPE N° 1.

1818 (15 mai). *Loi*. V. PENSION DE RETRAITE.

1818 (31 juillet). *Circulaire*. V. CORNET IDIOMATIQUE. V. SARRAU D'INFANTERIE.

1818 (1^{er} août). *Ordonnance*. V. COMMANDEMENT HÉRARCHIQUE. V. COMPAGNIE DE DISCIPLINE. V. GRADE. V. GRADE D'OFFICIER. V. GRADE SUPÉRIEUR.

1818 (2 août). *Ordonnance sur l'avancement, la hiérarchie, ou ORDONNANCE D'AVANCEMENT*. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. ANCIENNETÉ DE SERVICE D'OFFICIER. V. ANNÉE DE GRADE POUR AVANCEMENT. V. AVANCEMENT. V. AVANCEMENT AU GRADE DE SOUS-OFFICIER. V. CAPITAINE DE GRENADIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. CAPITAINE D'ÉLITE. V. CAPORAL DE GRENADIERS. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4, 11. V. CAPORAL-TAMPONNE. V. CHEF DE BATAILLON N° 3. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. COMMANDANT DE PLACE N° 3. V. COMPAGNIE DE GRENADIERS N° 1. V. CORPS D'ÉTENDARD N° 4. V. ENLOI AD CHOIX DU ROI. V. FOURNIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3, 8. V. GÉNÉRAL DE DIVISION N° 2. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 2, 3. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 4. V. GOUVERNEUR DE PLACE DE GUERRE N° 4. V. GRADE D'OFFICIER. V. HÉRARCHIE. V. INSTRUCTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 5. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 4. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 2, 3. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 4. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 2, 3, 4. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1817, (12 SEPTEMBRE). V. OFFICIER DE SECTION ADMINISTRATIVE. V. ORDONNANCE D'AVANCEMENT. V. FORTE-DRAFFAU N° 4, 6. V. PREMIER MÈSE. V. PRISONNIER DE GUERRE FRAN-

CADRE. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. SERGENT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. SOUS-LIEUTENANT N° 2. V. SOUS-OFFICIER; *Id.* N° 3, 8.

1818 (2 août). *Règlement. V. AVANCEMENT.*

1818 (22 septembre). *Décision. V. FOUR-RAU DE RAMONNETTE. V. FOURNEAU DE BARRE.*

1818 (25 septembre). *Ordonnance. V. GORDS D'ÉTAT-MAJOR.*

1818 (25 septembre). *Décision. V. MOUSQUETON.*

1818 (30 septembre). *Ordonnance. V. GARDE NATIONALE.*

1818 (3 octobre). *Ordonnance. V. CHEVRON D'ARCHENNETÉ.*

1818 (14 octobre). *Ordonnance. V. DÉSERTEUR. V. DÉSERTEUR AMNISTIÉ.*

1818 (21 octobre). *Instruction. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 8.*

1818 (25 novembre). *Ordonnance. V. CASSATION DE SOUS-OFFICIER.*

1818 (25 novembre). *Décision. V. CANDE.*

1818 (25 novembre). *Ordonnance sur l'uniforme, dont il n'a paru que des fragments. V. CANDE DE CAPOTAIL-TAMBOUR. V. GARANCE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.*

1818 (1^{er} décembre). *Instruction. V. SOUS-OFFICIER N° 4.*

1818 (5 décembre). *Instruction et ordonnance. V. CONCÉ DE LIBÉRATION. V. DÉCOMPTÉ DE SERVICE. V. DEMANDE DE REMPLACEMENT. V. DEMI-CHEVRON. V. HAUTE PAYS DE ENGAGEMENT. V. JEUNE SOLDAT. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 5. V. REMPLAÇANT. V. RENAGEMENT.*

1818 (5 décembre). *Circulaire. V. COMPAGNIE DE DISCIPLINE.*

1818 (7 décembre). *Circulaire. V. MASSE D'ÉCONOMIE.*

1818 (21 décembre). *Marché de chauffage. V. BOIS DE CHAUFFAGE D'ORDINAIRE.*

1819 (4 février). *Décision. V. CONGÉNÉ.*

1819 (18 janvier). *Décision. V. GRAND ÉQUIPEMENT.*

1819 (12 février). *Décision. V. ORDRE DU JOUR.*

1819 (19 février). *Ordonnance. V. BATAILLON DE CHASSEURS. V. LÉGION DÉPARTEMENTALE.*

1819 (15 mars). *Circulaire. V. GRAND ÉQUIPEMENT.*

1819 (18 mars). *Instruction. V. ARME ARDÉCANTE. V. ARME FRAGILE. V. DEMANDE D'ARMES. V. ÉTAT DE SITUATION. V. FUSEL DE DRAGON. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 5.*

1819 (19 mars). *Circulaire. V. ARME D'UNIFORME DE TROUPE. V. CADRE.*

1819 (30 mars). *Décision. V. POMPON.*

1819 (6 avril). *Décision. V. DÉCATIS. V.*

POURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

1819 (15 avril). *Décision. V. GRAND ÉQUIPEMENT.*

1819 (19 avril). *V. MARCHÉ D'HABILLEMENT. V. TRICOT EN LAINE.*

1819 (21 avril). *Décision. V. SUFFIVRENE.*

1819 (28 avril). *Règlement. V. CHAMP DE BATAILLE DE CANTONNEMENT. V. COMMUNICAT*

ION DE CANTONNEMENT.

1819 (4 mai). *Ordonnances. V. CONSEIL DE RÉVISION CONSCRIPTIF.*

1819 (14 juin). *Circulaire. V. EFFECTIF. V. REMPLAÇANT. V. RENAGEMENT.*

1819 (12 juin). *V. REVUE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL.*

1819 (9 juillet). *Décision. V. HARRACHEMENT. V. OFFICIER D'INFANTERIE N° 3.*

1819 (15 juillet). *Circulaire. V. CHAMP DE MANOEUVRES.*

1819 (19 juillet). *Loi. V. FORTYRENE.*

1819 (27 juillet). *Ordonnance. V. CONSEIL D'ÉTAT. V. CORPS D'INTENDANCE N° 6.*

V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 12.

1819 (30 juillet). *Décision. V. SIGNALEMENT.*

1819 (10 août). *Circulaire. V. EMPLOI.*

1819 (20 août). *Décision qui annule une disposition du règlement du 10 fé-*

vrier 1806. V. ARMEMENT DE TROUPE.

1819 (9 octobre). *V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 4, tableau. V. CHAMPEL A CHEVAL.*

1819 (20 octobre). *Ordonnance. V. AFFECTEMENT. V. DROIT DE SÉJOUR. V. MARCHÉ ADMINISTRATIF. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS. V. RETENDE SUR DÉPENSES.*

1819 (15 novembre). *Décision. V. ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT FIGURAIRES. V. ÉTAT CIVIL.*

1819 (30 novembre). *Décision. V. DENIER DE POCHÉ.*

1819 (6 décembre). *Circulaire. V. FAIR DE MURITION.*

1819 (20 décembre). *Circulaire. V. CORPS DE GARDE.*

1819 (24 décembre). *Circulaire. V. MONTRE-REMOUV.*

1820 (5 janvier). *Ordonnance. V. COMPAGNIE DE DISCIPLINE.*

1820 (20 janvier). *Ordonnance. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 4.*

1820 (22 février). *Circulaire. V. DISTRIBUTION DE RATIONS.*

1820 (20 février). *Circulaire. V. HAUTE PAYS DE ENGAGEMENT.*

1820 (29 février). *Décision. V. NUMÉRIQUE DE FUSEL.*

1820 (23 mars). *Circulaire. V. CASSATION DE SOUS-OFFICIER.*

1820 (31 mars). *Ordonnance. V. CONSEIL DE RÉVISION CONSCRIPTIF.*

1820 (31 mars). *Décision*. V. INDEMNITÉ DE FRAIS DE CULTES.

1820 (6 avril). *Décision*. V. MUSICIEN n° 4. V. TAMBOUR-MAJOR n° 4.

1820 (2 mai). *Circulaire*. V. SCHAKO D'HOMME DE TROUPE.

1820 (7 juin). *Ordonnance*. V. GARDE ROYALE n° 2.

1820 (9 juin). *Circulaire*. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1820 (10 juin). *Décision*. V. DÉMISSION.

1820 (16 juin). *Décision*. V. ARMEMENT DE TROUPE. V. FUSIL DE VOLTEIGEURS. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. MOUSQUETON. V. NUMÉRO D'ARMEMENT.

1820 (17 juin). *Décision*. V. AUMONIER n° 5.

1820 (21 juin). *Décision*. V. CORPS IDIOPLIQUE. V. MUSICIEN n° 2.

1820 (26 juin). *Circulaire*. V. ARMEMENT DE TROUPE.

1820 (6 juillet). *Loi*. V. LÉGION D'HONNEURS.

1820 (15 juillet). *Décision*. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE n° 3. V. MAÎTRE OUVRIER n° 3.

1820 (21 juillet). *Circulaire*. V. REMPLACEMENT. V. REMPLACEMENT D'ENRÔLÉ.

1820 (24 juillet). *Décision*. V. GROSSE CAISSE. V. INSTRUMENT DE MUSIQUE MILITAIRE.

1820 (30 juillet). *Circulaire*. V. CANNE D'OFFICIER.

1820 (30 juillet). *Décision*. V. LIVRE D'ORDRE D'ADJUDANT.

1820 (9 août). *Ordonnance*. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS.

1820 (26 août). *Décision*. V. DORÉE LÉGÈRE.

1820 (10 septembre). V. TAMBOUR-MAJOR n° 3.

1820 (27 septembre). *Ordonnance*, OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ADJOINT A L'INTENDANCE. V. CORPS D'INTENDANCE n° 3, 4. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. SOUS-INTENDANT n° 2.

1820 (28 septembre). *Circulaire ministérielle*. V. ARME D'OFFICIER D'INFANTERIE. V. ÉPÉE D'OFFICIER. V. FUSILLET.

1820 (11 octobre). *Ordonnance*. V. JEUNE SOLDAT. V. MUTILATION VOLONTAIRE.

1820 (23 octobre). *Ordonnance portant organisation de l'arme de l'infanterie française*, OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ADJUDANT ACTUEL n° 1. V. ARME PERSONNELLE n° 2. V. ARMÉE FRANÇAISE n° 3, tableau. V. BATAILLON DE LIGNE. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2, tableau. V. BATAILLON GABRIEL-DEAPRAU. V. COMPAGNIE DE CHASSEURS D'INFANTERIE LÉGÈRE. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE

n° 2, tableau; id n° 5. V. CORPS D'INTENDANCE n° 3. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE n° 2. V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. INFANTERIE DE BATAILLE n° 4. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2. V. INFANTERIE LÉGÈRE n° 4. V. LÉGION DÉPARTEMENTALE. V. MAÎTRE OUVRIER n° 1. V. MUSICIEN n° 3. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ORGANISATION. V. PORTE-DRAPEAU n° 2. V. RECRUTEMENT. V. TIERCEMENT.

1820 (20 octobre). *Ordonnance*. V. DÉLIT. V. ORNARMERIE DE POLICE n° 1, 5.

1820 (15 décembre). *Décision*. V. BOUTON A ÉPAULETTE. V. BOUTON EN ARGENT. V. ÉPAULETTE EN DRAP. V. INFANTERIE DE BATAILLE n° 6. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 1, 3, 5. V. HABIL. V. PANTALON D'INFANTERIE. V. PANTALON D'ÉTÔFFE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1820 (22 décembre). *Ordonnance*. V. AUMONIER n° 5.

1821 (16 janvier). *Décision*. V. MUSICIEN n° 4.

1821 (30 janvier). *Décision*. V. FOURNEAU DE SARRS.

1821 (30 janvier). *Ordonnance*. V. SUBSISTANCES.

1821 (31 janvier). *Circulaire*. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE n° 3.

1821 (6 février). *Décision*. V. BOTTES D'OFFICIER. V. BAUSSE-COL.

1821 (15 février). *Décision*. V. FOURNEAU DE SARRS. V. ÉBÉNISTE D'OFFICIER.

1821 (6 mars). *Décision*. V. BAUDRIER DE DESBOIS. V. BAUSSE-COL.

1821 (10 mars). *Décision*.

1821 (13 mars). *Décision*. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 6.

1821 (24 mars). *Décision*. V. BOTTES D'OFFICIER. V. BAUSSE-COL.

1821 (31 mars). *Circulaire*. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 6. V. JEUNE SOLDAT.

1821 (3 avril). *Décision*. V. AIGRETTES. V. SERGENT-MAJOR n° 5.

1821 (13 avril). *Décision*. V. NONNET DE POLICE DE LIGNE. V. CRAPAUD D'OFFICIER.

1821 (26 avril). *Décision*. V. CORPS DE POMPE. V. CRAMOISI. V. CRAVATE D'OFFICIER. V. ÉPÉE D'OFFICIER. V. POMPE.

1821 (28 avril). *Décision*. V. FOURNIRE D'INFANTERIE FRANÇAISE n° 3. V. GILET. V. GUÊTES. V. MANTRAU D'HABILLEMENT. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE n° 2. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. ÉBÉNISTE D'OFFICIER. V. SAC DE CAMPAIGNE.

1821 (31 mai). *Décision*. V. ÉPÉE D'OFFICIER. V. ÉPÉE D'OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE n° 2.

1821 (1^{er} juin). *Rapport au roi*. V. FORTERASSE.

1821 (9 juin). *Ordonnance*. V. ANNÉE DE SERVICE D'HOMME DE TROUPE. V. CHEVEAU D'ANCIENNETÉ. V. DOUBLE CREVEON. V. HAUTE PAYE DE RENFRAQUEMENT. V. RENFRAQUEMENT. V. SOUS-OFFICIER N° 5.

1821 (13 juin). *Décision royale*. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

1821 (21 juin). *Circulaire*. V. AVANCEMENT. V. CANDIDAT DE TROUPE. V. CAPOVAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5.

1821 (25 juin). *Décision*. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 2.

1821 (27 juin). *Décision*. V. SCHARO D'HOMME DE TROUPE.

1821 (5 juillet). *Instruction sur l'inspection*. V. CONGRÈS D'ANCIENNETÉ. V. CONSEIL DE DISCIPLINE. V. DENIERS DE POCHÉ. V. ENFANT D'OFFICIER. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 5. V. JEUNE SOLDAT. V. RECRUE. V. REVUE D'INSPECTEUR GÉNÉRAL. V. SOUS-OFFICIER N° 1. V. TIERCEMENT.

1821 (10 juillet). *Décision*. V. CONTRE-ÉPAULETTE. V. CORPS D'ÉPAULETTE D'OFFICIER. V. ÉPAULETTE A PETITES TORSIONS. V. ÉPAULETTE DE CAPITAINE. V. ÉPAULETTE DE LIEUTENANT. V. ÉPAULETTE DE SOUS-LIEUTENANT. V. GRADE D'OFFICIER. V. GRAINE D'ÉPARGNE. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. SOUS-OFFICIER N° 1. V. TRANSCORPORATION.

1821 (13 juillet). *Décision*. V. RESTELLES DE PANTALON. V. GELAT. V. PANTALON D'ÉTOFFES. V. PANTALON DE TOILE.

1821 (17 juillet). *Ordonnance*. V. CONGRÈS DE SEMESTRE D'HOMME DE TROUPE. V. CONGRÈS DE SEMESTRE D'OFFICIER. V. OFFICIER SEMESTRIER.

1821 (18 juillet). *Instruction*. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8. V. ÉPIGOLLETTE. V. GALN. V. PERMISSIONNAIRE.

1821 (20 juillet). *Ordonnance*. V. CAPOVAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. RENCONTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

1821 (24 juillet). *Décision*. V. COUVERNEQUE. V. SCHARO D'HOMME DE TROUPE.

1821 (1^{er} août). *Ordonnance*. V. FORTERASSE.

1821 (10 août). *Décision*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5. V. COL DE TROUPE. V. ÉPAULETTE A FRANGN. V. ÉPAULETTE DE VOLONTIERS. V. HANNACHEMENT. V. NOUVEAU DE COIFFURE. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. POMPON. V. SCARREAUQUE.

1821 (15 août). *Ordonnance*. V. AVANCEMENT AUX COLONIES.

1821 (27 août). *Ordonnance*. V. HAUTE PAYE DE RENFRAQUEMENT. V. RENFRAQUEMENT. V. SOUS-OFFICIER N° 1.

1821 (4 septembre). *Décision*. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE N° 4. V. SOUS-AIDÉ-CHIRURGIEN.

1821 (8 septembre). *Décision*. V. CAPOVAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. PANTALON DE TOILE. V. SOUS-OFFICIER N° 5.

1821 (19 septembre). *Décision*. V. REBINGOTE.

1821 (21 septembre). *Circulaire*. V. ARMURIER DE CORPS N° 4.

1821 (29 septembre). *Décision*. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3. V. GRANDE TARGE. V. TARGE.

1821 (14 octobre). *Ordonnance*. V. SOLDE.

1821 (23 octobre). *Décision*. V. BONNET DE POLICE DE LIGNE. V. GRANDE TARGE. V. GRANDE TARGE DE RETROUVER. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1819 (septembre). V. TAMBOUR-MAJOR N° 4.

1821 (31 octobre). *Décision*. V. TAMBOUR-MAJOR N° 4.

1821 (14 novembre). *Circulaire*. V. ÉPIGOLLETTE D'OFFICIER. V. ÉPIGOLLETTE D'OFFICIER.

1821 (24 novembre). *Décision*. V. CIRCONSCRIPTION D'OFFICIER. V. GAGNE. V. MAÎTRE OUVRIER N° 3. V. MUSICIEN N° 2.

1821 (29 novembre). *Décision*. V. ARMURIER DE CORPS N° 5.

1821 (8 décembre). *Décision*. V. ANNÉE DE LIGNE. V. BAS. V. BONNET DE NUIT. V. COUVERNEQUE. V. DÉ A COUDRE. V. DEMI-GUÊTES. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. EFFET DE PREMIÈRE MISE. V. EFFET DE REMPLACEMENT. V. GUÊTES BLANCHE. V. JEUNE SOLDAT. V. MISE DE LIEGE ET CHAUSSURE. V. MOUCHOIR. V. PANTALON DE TOILE. V. PETIT ÉQUIPEMENT. V. PETITE MONTURE. V. SODLIER. V. TOUQUEVIE.

1821 (12 décembre). *Décision*. V. SOLDE, subs. fém.

1821 (26 décembre). *Décision*. V. SOUS-OFFICIER N° 5.

1822 (3 janvier). *Ordonnance*. V. ABSENCE PROMISE.

1822 (5 janvier). *Décision*. V. SOUS-OFFICIER N° 5.

1822 (11 janvier). *Décision*. V. ABSENCE PROMISE.

1822 (14 janvier). *Décision*. V. HAUTE PAYE PÉCUNIAIRE.

1822 (16 janvier). *Instruction*. V. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE N° 2.

1822 (16 janvier). *Ordonnance*. V. CONGRÈS DE CONVALESCENCE. V. CONGRÈS LIMITÉ.

1822 (29 janvier). *Décision*. V. AUMONIER N° 5.

1822 (6 février). *Décision*. V. COLLET DE CAFOTE.

1822 (26 février). *Décision*. V. SAC A DISTRIBUTION.

1822 (2 mars). *Décision*. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6.

1822 (4 mars). *Circulaire*. V. SCHAKO D'INFANTERIE.

1822 (5 mars). *Marché de literies pour fourniture jusqu'en 1841*. V. CORPS DE GARDE DE GARNISON. V. DRAPS DE LIT DE TROUPE. V. DRAPS DE LIT D'OFFICIER. V. DEMI-FOURNITURE. V. ÉPILEPSIE. V. INFIRMERIE. V. LIT DE TROUPE. V. LIT D'OFFICIER. V. LIT MILITAIRE. V. MATÉLAS. V. SOMMIER. V. TRAVERTIN.

1822 (6 mars). *Rapport adressé au roi*. V. ENGAGEMENT DE RECRUES.

1822 (16 mars). *Instruction*. V. AUMONIER DE CORPS N° 4.

1822 (22 mars). *Décision*. V. CORNET DE VOLTIGEURS. V. CORNET INSTRUMENTAL. V. RENFORCEMENT.

1822 (30 mars). *Instruction et ordonnance sur l'armement*, ou ORDONNANCE D'ARMEMENT. V. ADJOINT D'OFFICIER D'ARMEMENT. V. ARME D'UNIFORME DE TROUPE. V. ARMEMENT DE CORPS. V. ARMEMENT D'UNIFORME. V. ARMURIER DE CORPS N° 1, 2, 3. V. BUREAU DE LAME. V. BUREAU DE PIERRE. V. CATTIAIRE D'ARMEMENT N° 2. V. CIELLE. V. DÉMONTAGE DE FUSIL. V. DEVANT DE CANON. V. ÉCOLE DE DÉMONTAGE. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. EMPAISE DE CAPUCINE. V. EMPAISE DE NOUËL DE PORTET. V. EMPLOI DE FUSIL. V. ÉPREUVE. V. ENCOUADRE. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. GRAIS DE CANON. V. GRAND RESSORT DE PLATINE. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 8. V. LIEUTENANT D'ARMEMENT. V. LIGNE DE MIRE. V. LIGNE DE TIR. V. MARCHE DE LINGE ET CHAUSSURE. V. MONTE-RESSORT. V. NOIX DE PLATINE. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT. V. PIÈCE D'ARMES. V. PLAQUE DE COUCHE. V. PLAT DE SABLE. V. PORTÉE DE FUSIL. V. RESSORT. V. RESSORT DE FUSIL. V. SOUS-GARDE. V. TIR D'INFANTERIE. V. TIRE-BALLE. V. TOURNEVIS. V. TRACTOIRE.

1822 (1^{er} avril). *Marché de chauffage*. V. BOIS DE CHAUFFAGE D'ORDREMENT.

1822 (3 avril). *Ordonnance*. V. CAPORAL SAPEUR.

1822 (7 avril). *Décision*. V. RECRUES DE CORPS.

1822 (8 avril). *Décision*. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE ÉCRITE.

1822 (12 avril). *Instruction*. V. COMMANDEMENT DE DIVISION TERRITORIALE N° 2. V. COMITÉ DE CONVALESCENCE.

1822 (13 avril). *Circulaire*. V. COURROIS LONGUE.

1822 (30 avril). *Décision*. V. CHEF OUVRIER. V. DEAP D'HABIT DE SOUS-OFFICIER. V. GILET. V. MAÎTRE OUVRIER N° 2. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1821. V. MURCIER N° 4. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. SOUS-OFFICIER N° 5.

1822 (8 mai). *Ordonnance sur l'habillement*. V. AUMONIER. V. BASQUE D'HABIT. V. ELANC D'HABILLEMENT. V. SEU DE CIEL. V. SEU DE ROY. V. BONNET DE POLICE. V. CALOTTE DE SCHAKO. V. CARRÉ D'HABIT. V. COL DE TROUPE. V. COLLET D'HABIT. V. CONTRA-ÉPAULETTE. V. COULEUR TRANCHANTE. V. CHAMOISI. V. DEVANT D'HABIT D'INFANTERIE. T. DOUBLURE D'HABIT. V. ÉPAULETTE EN DRAP. V. HABIT. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1821. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 5. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. RETROUSSES D'HABIT.

1822 (9 mai). *Décision*. V. AUNE DE COL DE TROUPE. V. BASQUE D'HABIT. V. COL DE TROUPE. V. COUVRE-MUQUE. V. GILET. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1821 (septembre). V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1822 (17 mai). *Décision*. V. CLASSE TACTIQUE. V. DEUXIÈME CLASSE TACTIQUE. V. ÉCOLE DE RATAILLON. V. EXERCICE DE DÉTAIL. V. FEU D'INFANTERIE. V. INSTRUCTION. V. MANÈGE D'ARMES.

1822 (18 mai). *Décision*. V. ATTACHEMENT DE BONNET DE POLICE. V. BONNET DE POLICE. V. BONNET DE POLICE DE LIGNE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1822 (22 mai). *Ordonnance*. V. CLAIRON INSTRUMENTAL. V. GARDES DU CORPS N° 6.

1822 (1^{er} juin). *Circulaire*. V. ÉCRIT D'OFFICIER. V. ÉCRIT D'OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR. V. ÉCRIT D'OFFICIER PARTICULIER. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2.

1822 (10 juin). *Circulaire*. V. LIT DE TROUPE. V. LIT D'OFFICIER. V. LIT MILITAIRE.

1822 (14 juin). *Marché concernant les fournitures d'étoffes*. V. FOURNITURE D'ÉTOFFE. V. TRICOT EN LAINE.

1822 (20 juin). *Ordonnance*. V. ÉVOLUTION DE LIGNE.

1822 (21 juin). *Circulaire*. V. MOUSTACHE.

1822 (26 juin). *Décision*. V. GILET. T. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 3.

1822 (27 juin). *Décision*. V. HAUTE PAYSANNAISE. V. RENFORCEMENT.

1822 (30 juin). *Décision*. V. CLAIRON INSTRUMENTAL.

1822 (3 juillet). *Circulaire*. V. SCHAKO.

1822 (3 juillet). *Ordonnance et instruction sur l'inspection*. V. ARMEMENT DE CORPS. V. ADJUDANT DE PLACE N° 4. V. AVANCEMENT. V. BOULANGERIE MILITAIRE. V. DÉTAILS DE PO-

CORR. V. ÉPILEPTIQUE. V. FUSILLER. V. INCONTINENCE D'URINE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 3, 5, V. JEUNE SOLDAT. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 9. V. MUNICIPAL N° 3. V. PROMENADE MILITAIRE. V. RECRUE. V. REMPLAÇANT. V. RETENUE SUR APPOINTEMENTS. V. REVUE D'HONNEUR. V. SÉCRÉTAIRE-MAJOR N° 2. V. SERMENT. V. TIRCEMENT. V. TON DE COMMANDEMENT.

1822 (11 juillet). *Décision*. V. AIGRETTES. V. PLUMET.

1822 (20 juillet). *Décision*. V. ÉTROUVETTE. V. MORTIER.

1822 (31 juillet). *Décision*. V. POURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1, 2. V. SOUS-OFFICIER N° 1.

1822 (12 août). *Décision*. V. CHEVRON D'ANCIENNETÉ. V. DEMI-CHEVRON.

1822 (17 août). *Instruction relative aux munitions d'exercice*. V. CARTOUCHE À POUDERE. V. CARTOUCHE DE CIBLE. V. EXERCICE À FEU. V. MUNITION D'EXERCICE. V. PIERRE À FEU.

1822 (19 août). *Décision*. V. CUEVRON D'ANCIENNETÉ.

1822 (24 août). *Décision*. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7.

1822 (5 septembre). *Instruction*. V. PIERRE À FEU.

1822 (6 septembre). *Circulaire*. V. MARCHÉ-ROUTE.

1822 (7 septembre). *Décision*. V. PANTALON DE TOILE.

1822 (7 septembre). *Traité*. V. CUNVUI MILITAIRE.

1822 (12 septembre). *Décision*. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

1822 (18 septembre). *Ordonnance sur l'organisation de l'intendance, ou ORDONNANCE DE COMPOSITION*. V. CORPS D'INTENDANCE N° 2. V. INTENDANT MILITAIRE N° 1. V. ORGANISATION. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. SOUS-INTENDANT N° 2.

1822 (21 septembre). *Instruction*. V. ARMESIER DE CORPS N° 4. V. FOURREAU DE SABRE. V. OUVRIER ARMURIER. V. SOUS-GARDE. V. TOURNEVIS.

1822 (22 septembre). *Décision*. V. SCHARO D'HOMME DE TRUPE.

1822 (23 septembre). *Règlement sur l'uniforme*. V. ADJOINT À L'INTENDANCE. V. CORPS D'INTENDANCE N° 3, 6. V. PANTALON. V. PANTALON D'ÉTOFFE.

1822 (30 septembre). *Règlement confirmé par décision de 1825 (24 janvier)*. V. CORPS D'INTENDANCE N° 5. V. SOUS-INTENDANT N° 3.

1822 (2 octobre). *Ordonnance*. V. BLUTAGE. V. FARINE. V. PAIN DE MUNITION.

1822 (7 octobre). *Instruction*. V. ARME D'UNIFORME DE TRUPE. V. ARMURIER DE CORPS

N° 4. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 10. V. MONTE-RESSORT. V. PIÈCE D'ARMES. V. SOUS-INTENDANT N° 2, 8.

1822 (14 octobre). *Décision*. V. CAPOTE DE SOUS-OFFICIER. V. CAPOTE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. COLLET DE CAPOTE.

1822 (19 octobre). *Décision*. V. GILET.

1822 (24 octobre). *Décision*. V. SCHARO D'HOMME DE TRUPE.

1822 (6 novembre). *Décision*. V. ENGAGEMENT.

1822 (14 novembre). *Décision*. V. COLLET DE CAPOTE.

1822 (16 novembre). *Circulaire*. V. TÊMOIN JUDICIAIRE.

1822 (20 novembre). *Ordonnance*. V. MANUFACTURE D'ARMES.

1822 (24 novembre). *Circulaire*. V. MUSICIEN N° 5.

1822 (9 décembre). *Décision*. V. CLARINETTE. V. INSTRUMENT DE MUSIQUE MILITAIRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1821. V. MUSIQUE.

1822 (21 décembre). *Décision*. V. RETRAITÉ, adj. V. MUNICIPAL N° 7. V. SERPENT.

1822 (25 décembre). *Décision*. V. BONNET CHINOIS. V. CAISSER ROULANTE. V. COR HARMONIQUE. V. CYMBALE. V. GARDE ROYALE N° 3. V. GROSSE CAISSE. V. INSTRUMENT DE MUSIQUE.

1823 (11 janvier). *Décision sur le harnachement*. V. HARNACHEMENT D'UNIFORME.

V. DRAGON FRANÇAIS N° 4.

1823 (25 janvier). *Décision*. V. SCHARO D'HOMME DE TRUPE.

1823 (29 janvier). *Ordonnance*. V. MULET DE RAT.

1823 (29 janvier). *Ordonnance*. V. INFIRMIER IDIOPIQUE.

1823 (30 janvier). *Décision*. V. CAPITAINE DE MULETS.

1823 (31 janvier). *Décision*. V. CAPITAINE DE GENÈVRAIS N° 3.

1823 (février). *Instruction provisoire pour le service des troupes en campagne*.

V. ACADEMIE MILITAIRE. V. BAGAGE D'ARMÉE AGISSANTE. V. CAMP DE TENTES. V. CAMPEMENT TACTIQUE. V. CERCLE D'ORDRE AU CAMP. V. CORPS D'INTENDANCE N° 6. V. DRAPEAU AU CAMP. V. INSTRUCTION OFFICIELLE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MANTRAU D'ARMES. V. ORDONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE. V. PREMIER CÉLESTIQUE. V. SENTINELLE. V. SERVICE DE CAMPAGNE. V. TENTE.

1823 (5 février). *Instruction sur l'envoi des effets d'uniforme*. V. BAGAGE DE CORPS. V. BALLE BRUQUÉRIQUE. V. CULIS. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. HANT. V. PANTALON. V. PANTALON DE TOILE. V. PANTALON D'ÉTUIPE. V. PREMIER CÉLESTIQUE.

1823 (5 février). *Ordonnance*. V. MARÉCHAL DE FRANCE n° 7. V. OFFICIER D'ORDONNANCE. V. OUVRIER D'ADMINISTRATION.

1823 (8 février). *Règlement*. V. CAISSE DE CHIRURGIEN. V. MULET DE BAT.

1823 (10 février). *Décision*. V. CHANGEMENT A CHEVAL.

1823 (19 février). *Ordonnance*. V. CHARIOT.

1823 (22 février). *Décision*. V. ŒNIE IDIOMATIQUE n° 2.

1823 (24 février). *Décision*. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR.

1823 (1^{er} mars). *Règlement sur le service des postes aux lettres de l'armée*. V. POSTE AUX LETTRES.

1823 (8 mars). *Instruction*. V. ACTE D'ÉTAT CIVIL. V. CODE CIVIL. V. OFFICIER D'ÉTAT CIVIL.

1823 (19 mars). *Ordonnance d'administration*. Quantité d'additions et de rectifications y ont été apportées, comme le témoigne le *Journal militaire* (t. LXVII, p. 38, 39, 141, 307; t. LXVIII, p. 89, 287; t. LXIX, p. 62), et remplacée par celle de 1837 (25 décembre). V. ADJOINT A L'ORDONNANCE. V. ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE n° 3. V. ADMINISTRATION D'ARMÉE. V. ARMURIER DE CORPS n° 3. V. ARRÊTÉ DEL'AN HUIT (8 FLOREAL). V. AUTEUR MILITAIRE (1821, C). V. CAHIER D'ORDONNANCE. V. CAPITAINE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. CANTINE D'AMBULANCE. V. CHANGEMENT DE CORPS. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 6. V. CHEF D'ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE. V. CHIRURGIEN DE CORPS. V. CIEF DE CAISSE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 9, 21. V. COMPÉTENCE DE CORPS. V. CONGÉ. V. CONGÉ ABSOLU. V. CONGÉ DE CONVALESCENCE. V. CONGÉ DE LIBÉRATION. V. CONGÉ LIMITÉ. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DÉPÔT. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT n° 1, 5. V. CONSEIL ÉVENTUEL. V. CONTRÔLE ANNUEL GÉNÉRAL. V. CORPS RÉGIMENTAIRE n° 2. V. CULTE DITIN. V. DÉCOMPTÉ D'EXCÉDANT DE MASSE. V. DÉPIÈLEMENT ADMINISTRATIF. V. DÉGRADATION DE CASERNEMENT. V. DÉLÉGATION DE TRAITEMENT. V. DÉMISSION. V. DENIERS DE BAGOULETTES. V. DENIERS DE POCHÉ. V. DÉPÔT DE CORPS. V. DÉPÔT INDIVIDUEL. V. DÉTACHEMENT. V. DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF. V. DÉTEND EN PRISON PUBLIQUE. V. DÉTEND MIS EN JUGEMENT. V. DETTE D'OFFICIER. V. DISPONIBILITÉ. V. EFFECTIF. V. EFFET ACTIF. V. EFFET DE CASERNEMENT. V. EFFET DE GRAND ÉQUIPEMENT. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. EFFET D'ÉQUIPEMENT. V. EFFET D'UNIFORME. V. EMPRISONNEMENT. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE n° 4. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS n° 2. V. ÉTAT QUATRIÈME. V. FEUILLE DE JOURNÉE. V. FEUILLE DE JOURNÉE DE COMPAGNIE. V. FEUILLE

D'ÉMARGEMENT. V. FEUILLE DE RETENUE. V. FEUILLE DE ROUTE DE MILITAIRE ISOLÉ. V. FEUILLE DE SUBSISTANCES. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. FRAIS DE CULTÉ. V. FRATER. V. GAGNÉ. V. GARNISON. V. GÉNÉRAL DE DIVISION n° 2. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS n° 4. V. GÉOLOGIE. V. GITE. V. GRADE. V. GRADE D'OFFICIER. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. GRATIFICATION DE PREMIÈRE MISE. V. GRATIFICATION D'ENTRÉE EN CAMPAGNE. V. GRADÉ D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 5. V. HABILLEMENT. V. HAUTE PAYE PÉCUNIAIRE. V. HÉRITIER. V. HÉRARCHIE. V. HOMME DE TROUPE n° 2. V. HOMME NOUVEAU. V. HONNEURS. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. INDÉMITÉ. V. INDÉMITÉ D'AMMUNITION. V. INDÉMITÉ DE FOURRAGE. V. INDÉMITÉ DE FRAIS DE REPRÉSENTATION. V. INDÉMITÉ DE PENTE DE CHEVAL. V. INDÉMITÉ DE PENTE D'ÉQUIPAGES. V. INDÉMITÉ DE ROUTE. V. INDÉMITÉ DE VIVRES. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL n° 3. V. INTENDANT MILITAIRE n° 1, 2, 5. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LETTRES DE SERVICE. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 4, 12, 13. V. LIEUTENANT-COLONEL n° 5, 9. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL n° 5. V. LIQUIDE. V. LIVRE DE COMPAGNIE. V. LIVRET DE PAYEMENT. V. LIVRET INDIVIDUEL. V. LOGEMENT D'HABITATION. V. MAGASIN DE CORPS. V. MAIRE DE COMMUNE. V. MAÎTRE OUVRIER n° 1. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON n° 3, 7, 9, 10, 12. V. MARCHÉ ADMINISTRATIF. V. MARÉCHAL DE CAMP n° 4. V. MARÉCHAL DE FRANCE n° 6. V. MARIAGE. V. MASSE COMPAGNIAIRE. V. MASSE DE LINGE ET CHAUSSE. V. MASSE D'ENTRETIEN. V. MATRICULE. V. MEMBRE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. MINISTRE DE LA GUERRE n° 8. V. MOINS PERÇU. V. MOUVEMENT MUTATIONNAIRE. V. MUSEUM n° 5. V. OFFICIER A LA SUITE. V. OFFICIER PAYEUR. V. OFFICIER SUPPLÉMENTAIRE. V. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. ORDONNANCE IDIOMATIQUE. V. ORDONNANCE OFFICIELLE. V. PAIR DE MUNITION. V. PASSE-VOLANT. V. PAYE. V. PAYEUR. V. PENSION DE RETRAITE. V. PERMISSION. V. PERMISSIONNAIRE. V. PETIT ÉQUIPEMENT. V. PIED D'ARMÉE. V. PIED DE GUERRE. V. POSTE D'HOMME DE GARDE EN GARNISON. V. PREMIÈRE MISE. V. PREMIÈRE MISE DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. PRESTATION. V. PRESTATION PÉCUNIAIRE. V. PRÊT. V. PRISONNIER DE GUERRE FRANÇAIS. V. PROMOTION D'OFFICIER. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 1. V. RAFFEL PÉCUNIAIRE. V. RAFFORT JOURNALIER. V. RÉCEPTION D'OFFICIER. V. RECRUS. V. RECRUTEMENT. V. REGISTRE DE L'EFFECTIF. V. REGISTRE CENTRAL. V. REGISTRE DE CAISSE. V. REGISTRE DE COMPTABILITÉ. V. REGISTRE-JOURNAL. V. REMPLAÇANT. V. RETARDATAIRE. V. RETENUE. V. RETENUE AU PROFIT DE L'ÉTAT. V. RETENUE SUB APPOINTEMENTS. V. RETENUE

SUR PRÉT. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE DE LIQUIDATION. V. REVUE SUR LE TERRAIN. V. SIGNALLEMENT. V. SOLDE. V. SOUS-INTENDANT N° 2, 7, 8. V. SOUS-LIEUTENANT N° 5. V. SOUS-OFFICIER N° 1. V. SUBSISTANCE. V. SUBSISTANCES MILITAIRES. V. SUSPENSION DISCIPLINAIRE. V. TAMBOUR IDIOPLIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 5. V. TÉMOIN JUDICIAIRE. V. TRAVAILLEUR. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 4, 6. V. VIVRES EN CAMPAGNE.

1823 (20 mars). *Décision*. V. COMMANDANT DE QUARTIER GÉNÉRAL. V. OFFICIER D'ORDONNANCE.

1823 (22 mars). *Circulaire*. V. PRÉT.

1823 (8 avril). *Décision*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5. V. PLUMET.

1823 (9 avril). *Ordonnance*. V. INFIRMIER IDIOPLIQUE. V. OUVRIER D'ADMINISTRATION.

1823 (21 avril). *Circulaire*. V. MARCHÉ D'ÉCONOMIE.

1823 (24 avril). *Décision*. V. CARTOUCHE DE CIBLE.

1823 (30 avril). *Circulaire*. V. AVANCEMENT.

1823 (12 mai). *Instruction*. V. TIERCEMENT.

1823 (26 mai). *Instruction*. V. ARME D'UNIFORME DE TROUPE.

1823 (31 mai). *Décision*. V. HAUTE PAYE DE RENDEMENT. V. MUSICIEN N° 2.

1823 (6 juin). *Circulaire*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 4. V. INTENDANT MILITAIRE. V. SERMENT.

1823 (11 juin). *Ordonnance*.

1823 (3 juillet). *Instruction*. V. PRISON DE PLACE.

1823 (7 juillet). *Circulaire*. V. EFFET DE REMPLACEMENT.

1823 (7 juillet). *Circulaire*. V. ÉTAPE.

1823 (13 août). *Ordonnance*. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS.

1823 (29 août). *Circulaire*. V. MATRICULE.

1823 (7 septembre). *Traité*. V. CONVOI MILITAIRE.

1823 (12 septembre). *Circulaire*. V. POMON.

1823 (24 septembre). *Ordonnance*. V. INDEMNITÉ DE ROUTE.

1823 (13 octobre). *Circulaire*. V. CLARINETTE. V. MARCHÉ MUSICAL. V. PAS REDOUBLÉ.

1823 (5 novembre). *Ordonnance*. V. SUBSISTANCE.

1823 (27 novembre). *Note*. V. ARME D'UNIFORME DE TROUPE.

1823 (26 décembre). *Décision*. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR.

1823 (31 décembre). *Règlement sur le*

service des convois militaires par terre et par eau. V. CONVOI MILITAIRE.

1824 (1^{er} janvier). *Circulaire*. V. PRÉS DE BUREAU.

1824 (1^{er} janvier). *Règlement*. V. TRANSPORTS MILITAIRES.

1824 (10 janvier). *Circulaire*. V. SCHARO D'HOMME DE TROUPE.

1824 (10 janvier). *Instruction*. V. PROJETILE.

1824 (24 janvier). *Circulaire*. V. PRÉS DE BUREAU. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1824.

1824 (18 février). *Décision*. V. BONNET DE SAPEUR. V. ERIQUEST. V. FOURREAU DE SABLE. V. SABLE D'HOMME DE TROUPE.

1824 (26 février). *Circulaire*. V. HARNACHEMENT.

1824 (12 mars). *Circulaire*. V. MATRICULE.

1824 (17 mars). *Décision*. V. COMMANDEMENT HIÉRARCHIQUE.

1824 (30 mars). *Décision*. V. COMMANDEMENT HIÉRARCHIQUE.

1824 (31 mars). *Ordonnance*. V. MANUFACTURE D'ARMES.

1824 (16 avril). *Ordonnance*. V. ORDRE ÉTRANGER. V. ORDRE FRANÇAIS.

1824 (17 avril). *Notification d'une décision du sept.* V. INDEMNITÉ DE REPRÉSENTATION.

1824 (21 avril). *Ordonnance qui soumet aux adjudications publiques les marchés de la guerre*. V. DRAP DE TROUPE. V. MARCHÉ ADMINISTRATIF.

1824 (1^{er} mai). *Instruction*. V. BOITE A TOURNEVIN. V. PETITE MONTURE.

1824 (5 mai). *Instruction*. V. ORDRE DU LIEU. V. ORDRES ROYAUX.

1824 (18 mai). *Décision*. V. TABLE DE CASERNE.

1824 (19 mai). *Ordonnance*. V. PYROTECHNIE.

1824 (22 mai). *Décision*. V. DESORDRE.

1824 (9 juin). *Loi modifiant celle de 1818* (10 mars). V. RECRUTEMENT. V. SERVICE CONSCRIPTIF.

1824 (20 juillet). *Règlement sur le service des lits et logements des troupes chez l'habitant, ou ORDONNANCE DE LOGEMENT*. V. ADJOINT A L'INTENDANCE. V. LIT DE TROUPE. V. LOGEMENT CHEZ L'HABITANT. V. LOGEMENT DE MILITAIRE. V. LOGEMENT D'HABITATION. V. LOGEMENT EN ROUTE. V. ORDONNANCE DE LOGEMENT. V. PRISON DE CASERNE. V. SOUS-INTENDANT N° 5.

1824 (31 juillet). *Note*. V. BOITE A TOURNEVIN.

1824 (15 août). *Décision*. V. CORPS D'INTENDANCE N° 8.

1824 (17 août). *Règlement sur le service du casernement*. Il en réfère à plusieurs articles de la loi non abrogée de 1791 (12 octobre). V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10. V. ARMEUR DE CASERNEMENT. V. BARÇ DE CASERNE. V. ÉQUIPE DE COUE. V. BLANCHISSUSE DE CORPS. V. BONS DE LIT. V. BOULANGERIE MILITAIRE. V. BROUETTE DE CASERNE. V. CAPITAINE DE VISITE DE CASERNE. V. CAPITAINE D'HABILLEMENT N° 2. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, 9. V. CASERNE. V. CASERNEMENT. V. CASERNIER. V. CHAMBRE DE SOLDAT. V. CHAMBRE DE SOUS-OFFICIER DE COMPAGNIE. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. CLOU A SOULIER. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 25, 32. V. CORPS DE GARDE DE GARNISON. V. CORPS DE GARDE DE POLICE EN GARNISON. V. CORPS D'INTENDANCE N° 6. V. CORPS PRIVILÉGIÉS. V. CÔMME DE CASERNE. V. DANSE. V. DÉGRADATION DE CASERNEMENT. V. DÉPÂT DE CORPS. V. ÉCOLE D'ESCRIME. V. ÉCURIE. V. EFFET AU COMPTE DU GÉNIE. V. EFFET DE CASERNEMENT. V. EFFET DE LITIERE. V. ÉTABLISSEMENT MILITAIRE. V. GARDE DU GÉNIE. V. GARDE ROYALE N° 3. V. GARNISON. V. INFIRMERIE. V. MAGASIN DE CORPS. V. MATÉE OUVRIER; 44. N° 2. V. MARMITE. V. MUSEE N° 5. V. OFFICIER DE CASERNEMENT. V. OFFICIER DU GÉNIE N° 6. V. OFFICIER INFÉRIEUR. V. PAILLASSE DE DORMOIR. V. PELLE DE CASERNE. V. PROCEZ. V. QUANTIER DE CAVALERIE. V. QUANTIER-MAÎTRE. V. RÉGLEMENT DE CASERNEMENT. V. RÉGLEMENT DE LOGEMENT. V. SALLE DE DISCIPLINE. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. SOUS-OFFICIER N° 6. V. TAMBOUR IDIOTIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. TAMBOUR-MAJOR N° 5.

1824 (14 septembre). *Décision*. V. BAUPRIER DE TAMBOUR-MAJOR.

1824 (16 septembre). *Ordonnance*. V. GARDIES DU CORPS N° 4.

1824 (18 septembre). *Ordonnance*. V. AGENT DES HOPITAUX. V. CHIRURGIEN D'HOPITAL. V. CONSEIL DE SANTÉ. V. HOPITAL MILITAIRE. V. INFIRMIER D'HOPITAL. V. OFFICIER DE SANTÉ. V. SERVICE DE SANTÉ.

1824 (18 septembre). *Règlement*. V. TROUSSE.

1824 (23 septembre). *Ordonnance*. V. COLONEL GÉNÉRAL DES SUISSES.

1824 (24 septembre). *Règlement*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 3.

1824 (28 septembre). *Tarif*. V. EFFET D'UNIFORME. V. TARIF.

1824 (29 septembre). *Ordonnance*. V. GÉNIE IDIOTIQUE N° 3.

1824 (30 septembre). *Circulaire*. V. MAIRE DE COMMUNE.

1824 (6 octobre). *Décision*. V. CORPS D'HOMME DE TROUPE.

1824 (13 octobre). *Instruction*. V. SERVICE DES COLONIES.

1824 (14 octobre). *Circulaire*. V. ADJOINT A L'INTENDANCE. V. MAIRE DE COMMUNE. V. SOUS-INTENDANT N° 5.

1824 (16 octobre). *Décision*. V. SOUS-AIDÉ-CHIRURGIEN.

1824 (26 octobre). *Décision*. V. SCOLAR D'ESCRIME. V. MATÉE D'ARMES. V. OFFICIER PAYEUR. V. SERGENT-MAJOR N° 5.

1824 (27 octobre). *Ordonnance*. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 2. V. CORPS DU GÉNIE. V. GÉNIE IDIOTIQUE N° 1, 3. V. MINEUR FRANÇAIS. V. RÉGIMENT DU GÉNIE. V. SATELE DU GÉNIE.

1824 (5 novembre). *Décision*. V. ADMINISTRATION DE CORPS. V. CAPITAINE D'HABILLEMENT N° 3. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 5. V. FEUILLE DE JOUENÉE. V. LIVRE DE COMPAGNIE. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 7, 10. V. REGISTRE CENTRAL. V. REGISTRE DE CAISSE. V. REGISTRE DE DÉLÉGATION. V. REGISTRE-JOURNAL. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 6.

1824 (6 novembre). *Instruction*. V. PIÈCE D'ARMES.

1824 (29 novembre). *Décision*. V. DRAP DE TROUPE.

1824 (1^{er} décembre). *Ordonnance*. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 2. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 3. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 3.

1824 (4^{er} décembre). *Ordonnance*. V. HAUTE PAYE PÉCUNIAIRE. V. RENDEMENT.

1824 (4 décembre). *Ordonnance*. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 2, 5.

1824 (12 décembre). *Ordonnance*. V. DEMI-CHEVRON. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS.

1824 (14 décembre). *Circulaire*. V. TRANSPORT.

1824 (18 et 20 décembre). *Règlement qui développe l'ordonnance de 1824 (18 septembre)*. V. HOPITAL MILITAIRE.

1824 (23 décembre). *Instruction*. V. ENBAQUÉ.

1825 (7 janvier). *Décision*. V. TIR D'INFANTERIE.

1825 (24 janvier). *Note relative à l'uniforme de l'intendance*. V. CORPS D'INTENDANCE N° 5.

1825 (26 janvier). *Ordonnance*. V. TROUPE COLONIALE.

1825 (27 février). *Ordonnance*. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 1, 2. V. ARTILLERIE A CHEVAL DE LIGNE. V. ARTILLERIE A PIED DE LIGNE. V. ARTILLERIE DE GARDE ROYALE. V. BATAILLON D'ARTILLERIE A PIED. V. BATAILLON DE PONTONNIERS.

V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, tableau; id. N° 4. V. CAPORAL RAPPEL. V. CAPORAL TAMBOUR. V. CARABINIER A CHEVAL. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 2, 4, tableau; id. N° 7. V. CHASSEUR A CHEVAL. V. CIEP D'ESCADRON. V. COMPAGNIE D'OUVRIERS D'ARTILLERIE. V. DIRECTEUR D'HÔPITAL. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 2. V. ESCADRON DE TRAIT D'ARTILLERIE. V. ESCADRON FRANÇAIS N° 2. V. ÉTAT-MAJOR D'ARTILLERIE. V. GARDE ROYALE N° 2. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE GARDE ROYALE N° 1. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE N° 4. V. INFANTERIE DE BATAILLE N° 3. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 4. V. INSTRUCTEUR EN CHEF. V. MAÎTRE OUVRIER N° 1. V. OFFICIER D'ADMINISTRATION D'HÔPITAUX. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. PIED DE GUERRE. V. PORTONNIER. V. RÉGIMENT D'ARTILLERIE N° 3. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE N° 2, 4.

1825 (1^{er} mars). *Décision*. V. COCARDE. V. SCHAR D'INFANTERIE.

1825 (10 mars). *Circulaire*. V. SCHAR D'HOMME DE TROUPE.

1825 (10 mars). *Ordonnances*. V. RECRUTEMENT.

1825 (10 mars). *Ordonnance touchant l'école de cavalerie*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 7.

1825 (28 mars). *Décision*. V. INFIRMERIE. V. SARRAU.

1825 (20 mars). *Décision*. V. CAPOTE DE TROUPE. V. ÉTUI D'HABIT. V. MUSELIN N° 4. V. SAC A CAPOTE.

1825 (6 avril). *Ordonnance*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 7. V. INSTRUCTEUR EN CHEF.

1825 (15 avril). *Circulaire*. V. ARMEMENT DE CORPS N° 4. V. ARMEMENT DE TROUPE.

1825 (12 mai). *Décision*. V. AUMONIER N° 4.

1825 (12 mai). *Décision*. V. ÉCOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE. V. ESCRIME.

1825 (28 mai). *Décision*. V. RESACE. V. CAVALERIE N° 5.

1825 (8 juin). *Ordonnance sur l'organisation du service administratif*. V. AGENT ADMINISTRATIF. V. EMPLOYÉ DES SERVICES. V. SERVICE ADMINISTRATIF.

1825 (14 juin). *Circulaire*. V. OFFICIER D'ADMINISTRATION.

1825 (22 juin). *Décision*. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS.

1825 (9 juillet). *Circulaire*. V. DENIERS DE POCHES.

1825 (12 juillet). *Décision*. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1824.

1825 (15 juillet). *Décision*. V. CARTOUCHE DE CIBLE. V. CIBLE.

1825 (26 juillet). *Décision*. V. AUMONIER N° 5. V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 3.

1825 (30 juillet). *Circulaire*. V. DIRECTEUR DE POSTE D'ARMÉE. V. VAGUEMENTIER.

1825 (31 juillet). *Circulaire*. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1824 (4 août).

1825 (31 juillet). *Circulaire*. V. CARABINIER A CHEVAL.

1825 (12 août). *Circulaire*. V. FORT. V. FORTRESSE.

1825 (12 août). *Décision*. V. BRIGADE D'INFANTERIE. V. DIVISION D'INFANTERIE. V. MANŒUVRE D'ENSEMBLE.

1825 (15 août). *Décision*. V. EMPLOYÉ DES SERVICES.

1825 (20 août). *Décision*. V. AUMONIER N° 5, 6.

1825 (27 août). *Décision*. V. SCHAR D'INFANTERIE.

1825 (27 août). *Décision*. V. CUIRASSIER. V. DRAGON FRANÇAIS N° 4. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 3.

1825 (28 août). *Instruction*. V. TROUPE COLONIALE.

1825 (7 septembre). *Instruction*. V. BAUDÉVIE.

1825 (9 septembre). *Décision*. V. CARTOUCHE A BALLES. V. PERUET DE CAETDUCHES.

1825 (17 septembre). *Décision*. V. CONSEIL DE DISCIPLINE. V. DISCIPLINAIRE.

1825 (30 septembre). *Décision*. V. BONDÉVIE.

1825 (26 octobre). *Décision*. V. INDEMNITÉ DE ÉDUTE D'HOMME DE TROUPE.

1825 (16 novembre). *Décision*. V. MARSE DE LIGNE ET CHAUSURE.

1825 (22 novembre). *Circulaire*. V. DENIERS DE POCHES.

1825 (22 novembre). *Arrêté*. V. MARSE DE LIGNE ET CHAUSURE.

1825 (28 novembre). *Décision*. V. RAPPEL D'INFANTERIE.

1825 (14 décembre). *Ordonnance*. V. CONTRA-REING. V. CORRESPONDANCE ADMINISTRATIVE.

1825 (26 décembre). *Décision*. V. ESCRIME. V. MAÎTRE D'ARMES. V. RECRUTE.

1825 (26 décembre). *Décision*. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12.

1825 (26 décembre). *Circulaire*. V. ESCADRON.

1825 (28 décembre). *Décision*. V. ÉPAULETTE A PETITES TORSADÉS.

1825 (31 décembre). *Décision*. V. DÉCATHÉ. V. DRAP CADISÉ. V. HARNACHEMENT. V. MOUSSE DE HARNACHEMENT. V. OFFICIER DE CAVALERIE N° 2. V. FANTALON D'ÉTOFFE.

1826 (15 janvier). *Circulaire*. V. INSTRUCTEUR.

1826 (17 janvier). *Décision*. V. AUMONIER

MENT, V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

1826 (10 février). *Circulaire*. V. ÉCOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE.

1826 (15 février). *Décision*. V. POURREAU DE BAIGNETTE.

1826 (15 mars). *Circulaire*. V. VINAIGRE.

1826 (15 mars). *Ordonnance*. V. INGÉNIEUR GÉOGRAPHE N° 1.

1826 (23 mars). *Décision*. V. BOITE A TOURNEVIS.

1826 (24 mars). *Décision*. V. ARMEMENT DE CORPS.

1826 (26 mars). *Ordonnance*. V. INGÉNIEUR GÉOGRAPHE N° 3.

1826 (27 mars). *Décision*. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR.

1826 (5 avril). *Décision*. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3.

1826 (10 avril). *Décision*. V. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE N° 1. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 4. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 4.

1826 (29 avril). *Décision*. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR.

1826 (29 avril). *Circulaire*. V. AUDRIER D'OFFICIER. V. BÉDINGOTTE D'OFFICIER.

1826 (30 avril). *Décision*. V. PANTALON DE TOILE.

1826 (1^{er} mai). *Devis*. V. HARNACHEMENT.

1826 (24 mai). *Ordonnance*. V. GARDIE DU CORPS N° 4.

1826 (29 mai). *Circulaire*. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3.

1826 (3 juin). *Décision*. V. ROIX DE PLATINE.

1826 (9 juin). *Décision*. V. GYMNASIQUE.

1826 (23 juin). *Décision*. V. GACHETTE. V. VIS DE CHIEN.

1826 (26 juin). *Marché de fourniture de fourrages*. V. POURRAGE.

1826 (2 juillet). *Ordonnance*. V. ARTILLERIE IDIOMATIQUE. V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. PONT DE CAMPAGNE.

1826 (6 juillet). *Circulaire*. V. MOUSTA-GER. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR.

1826 (8 juillet). *Décision*. V. OFFICIER DE SANTÉ.

1826 (11 juillet). *Décision*. V. GACHETTE. V. ROIX DE PLATINE.

1826 (17 juillet). *Décision*. V. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE.

1826 (24 juillet). *Ordonnance*. V. ABONNEMENT AVEC LES MAÎTRES OUVRIERS. V. ARME DE GUERRE. V. ARME DE TROUPE. V. ARME D'UNIFORME DE TROUPE. V. ARMURIER DE CORPS N° 2, 3. V. DÉMONTAGE DE FUSIL. V. ÉCOLE DE DÉMONTAGE. V. GACHETTE DE PLATINE. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 8. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT.

1826 (29 juillet). *Décision*. V. PANTALON DE TOILE.

1826 (5 août). *Règlement*. V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. ARTILLERIE IDIOMATIQUE.

1826 (11 août). *Décision*. V. CAPOTE D'HOMME DE TROUPE. V. COCARDE. V. JOURNALIER.

1826 (28 août). *Décision*. V. LIT A UNE PLACE. V. LIT D'OFFICIER. V. MIROIR.

1826 (8 septembre). *Décision*. V. CAPITAINE DE VOLONTAIRES.

1826 (22 septembre). *Ordonnance*. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 3.

1826 (22 septembre). *Règlement*. V. TIR DE FUSIL.

1826 (24 septembre). *Règlement d'armement*. V. ABONNEMENT AVEC LES MAÎTRES OUVRIERS. V. ADJOINT D'OFFICIER D'ARMEMENT.

V. ARME DE TROUPE. V. ARME D'UNIFORME. V. ARMURIER DE CORPS N° 1, 3. V. CARTOUCHE D'INFANTERIE. V. CONTRÔLEUR DE MANUFACTURE D'ARMES. V. INSPECTION GÉNÉRALE.

V. OFFICIER D'ARMEMENT. V. TIR DE FUSIL. V. ORDONNANCE D'ARMEMENT. V. PIÈCE D'ARMES. V. TIR D'INFANTERIE.

1826 (2 octobre). *Décision*. V. BÉDINGOTTE D'OFFICIER. V. TIR DE FUSIL.

1826 (5 octobre). *Décision*. V. BANDAGE HERNIAIRE.

1826 (24 octobre). *Décision*. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS.

1826 (3 novembre). *Instruction*. V. SALLE DE FUSIL.

1826 (20 novembre). *Circulaire*. V. INDIGNITÉ DE SOUT.

1826 (27 novembre). *Décision*. V. EFFET D'UNIFORME.

1826 (3 décembre). *Ordonnance*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 2, 7. V. INSTRUCTEUR EN CHEF.

1826 (5 décembre). *Ordonnance*. V. ADJUTANT ACTUEL N° 2.

1826 (6 décembre). *Décision*. V. MUSICIEN N° 3.

1826 (10 décembre). *Ordonnance*. V. AIDE DE CAMP N° 2. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR.

1826 (17 décembre). *Règlement*. V. ÉCOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE. V. FEU D'INFANTERIE.

1826 (24 décembre). *Règlement*. V. LANCE DE LANCIER.

1826 (24 décembre). *Instruction sur l'inspection*. V. INSPECTION GÉNÉRALE N° 5.

1826 (29 décembre). *Règlement*. V. ADJUTANT ACTUEL N° 1, 2.

1826 (31 décembre). *Décision*. V. ADJUTANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. BOUTE D'ADJUTANT. V. CANIF D'ADJUTANT.

V. ÉPAULETTE D'ADJUTANT. V. BÉDINGOTTE D'ADJUTANT. V. TAMBOUR-MAJOR N° 4.

1827 (1^{er} janvier). *Circulaire*. V. MASSE D'ÉCONOMIE. V. MINISTRE CLEMONT-TONNERRE. V. MUSIQUE. V. SÂPEUR D'INFANTERIE.

1827 (22 janvier). *Circulaire*. V. ADMINISTRATION INTÉRIEURE. V. CASERNE. V. CAISSON INSTRUMENTAL. V. DÉPENSE ÉVENTUELLE. V. ÉCOLE DE BATAILLON. V. ÉCOLE DE TAMBOURS. V. ÉCOLE RÉGIMENTAIRE DE SOUS-OFFICIERS. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. MASSE D'ÉCONOMIE. V. MASSE D'ENTRETIEN. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1824 (4 août). V. MUSIQUE MILITAIRE. V. RATION. V. ORDINAIRE D'HOMME DE TROUPE. V. RETENUE. V. TAMBOUR IDIOTIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 7.

1827 (24 janvier). *Circulaire*. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. BULLET D'HOPITAL. V. CAPITAINE D'AMBIEMENT. V. CONTRÔLE. V. CULTURE D'ÉTAT. V. ÉTAT DE SITUATION. V. FEUILLE D'APPEL. V. FEUILLE DE JOURNÉES. V. FEUILLE DE PRÊT. V. FOURRIÈRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 3. V. PLAINTES EN DÉSPÉRATION. V. REGISTRE DE CORPS.

1827 (24 janvier). *Circulaire*. V. DÉSPÉRATION. V. HAUTE PAYER PÉCUNIAIRE. V. LIVRE DE COMPAGNIE. V. LIVRE D'ORDRE. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. ORDINAIRE DE TROUPE. V. REGISTRE DE CORPS. V. SÂPEUR D'INFANTERIE. V. SECRÉTAIRE DE TRÉSORIER. V. TRÉSORIER DE CORPS. V. TAMBOUR-MAJOR N° 6.

1827 (31 janvier). *Circulaire*. V. EFFET DE GRAND ÉQUIPEMENT.

1827 (12 février). *Règlement sur les établissements des transports*, ou ORDONNANCE DE TRANSPORTS. V. CAISSON D'AMBULANCE. V. CAISSON DES ÉQUIPAGES MILITAIRES. V. CAISSON DE TRANSPORT. V. CHARIOT. V. ÉQUIPAGES. V. FORGE DE CAMPAGNE. V. FOURGEON. V. TRAIN DES ÉQUIPAGES. V. ORDONNANCE DE TRANSPORTS.

1827 (12 février). *Décision*. V. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE.

1827 (24 février). *Circulaire*. V. FEUILLE DE JOURNÉES.

1827 (10 mars). *Circulaire*. V. ÉTAT D'OFFICIER.

1827 (16 mars). *Circulaire*. Liquidation des frais de justice. V. APPAREMENT DE CONSEILS JUDICIAIRES. V. CAPITAINE RAPORTEUR. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. GREFFIER DE CONSEIL PRÉSENT. V. JUSTICE MILITAIRE. V. TÉMOIN JUDICIAIRE.

1827 (23 mars). *Décision*. V. BONNET DE POLICE D'HOMME DE TROUPE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1824 (4 août).

1827 (2 avril). *Décision*. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7.

1827 (8 avril). *Décision*. V. DRAP DE SOUS-

OFFICIERS. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1824. V. MUSICIEN N° 4.

1827 (29 avril). *Ordonnance*. V. ORDRE NATIONAL.

1827 (21 mai). *Décision*. V. TAMBOUR IDIOTIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3.

1827 (31 mai). *Circulaire*. V. ARMEMENT DE TROUPE. V. EFFET DE GRAND ÉQUIPEMENT.

1827 (18 juin). *Décision qui modifie plusieurs dispositions des règlements sur les convois et les transports militaires*. V. CONVOI MILITAIRE. V. TRANSPORT.

1827 (18 juin). *Marché relatif aux fourrages*. V. FOURRAGE.

1827 (24 juin). *Instruction sur l'inspection*. V. ARTILLERIE IDIOTIQUE.

1827 (27 juin). *Circulaire*. V. CHANGEMENT DE CORPS. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 5.

1827 (30 juin). *Décision*. V. PARION TACTIQUE.

1827 (11 juillet). *Ordonnance*. V. ORDRE FRANÇAIS.

1827 (24 juillet). *Circulaire*. V. OFFICIER D'ADMINISTRATION.

1827 (25 juillet). *Décision qui modifie les dispositions de l'ordonnance de 1818 (13 mai)*. V. LÉGISLATION DE 1818 (13 mai). V. LIVRE D'ORDINAIRE. V. ORDINAIRE DE SOLDATS.

1827 (31 juillet). *Décision*. V. TAMBOUR IDIOTIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3.

1827 (13 août). *Instruction relative au mode de chauffage*, ou ORDONNANCE DE CHAUFFAGE. V. BOIS DE CHAUFFAGE. V. CHAMBRE DE CASERNE. V. CHAUFFAGE EN NATURE. V. CHAUFFAGE EN STATIONNEMENT. V. COMESTIBLE DE CUISINE. V. COMESTIBLE DE CUISINE DE SOLDAT. V. COMESTIBLE DE CUISINE DE SOUS-OFFICIER. V. CORPS DE GARDE DE POLICE. V. CUISINE DE CASERNE. V. EFFET AU COMPTE OU GÉNIE. V. FAGOT D'ALLUMAGE. V. FOURNEAU DE CUISINE. V. INFIRMERIE RÉGIMENTAIRE. V. MARMIER DE CASERNE. V. MUSICIEN N° 5. V. ORDINAIRE DE SOUS-OFFICIER. V. ORDONNANCE DE CHAUFFAGE. V. RATION DE CHAUFFAGE DE SOUS-OFFICIER.

1827 (31 août). *Décision*. V. BONNET DE POLICE D'HOMME DE TROUPE.

1827 (1^{er} septembre). *Règlement sur le service des subsistances militaires*, ou ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. AMBI-VENT. V. AGENT DES SUBSISTANCES. V. APPROVISIONNEMENT D'ARMÉE. V. APPROVISIONNEMENT DE SIÈGE. V. AUTORITÉS MILITAIRES. V. ESCUIV. V. BOISSON D'APPROVISIONNEMENT. V. BON DE DISTRIBUTION. V. BOTTE DE PAILLE. V. BOULANGÈRE MILITAIRE. V. CORPS D'INTENDANCE N° 8. V. DENRÉE DE DISTRIBUTION. V. DISTRIBUTION DE RATIONS. V. EAU-DE-VIE. V. EMPLOYÉ DES SERVICES. V. FOUR. V. FOUR DE CAMPAGNE. V. FOURRITURE. V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. V. LÉGUME SEC. V.

LIQUIDE. V. MAGASIN DE VIVRES. V. MARDAT DE FOURNITURES. V. MANÈGE DE VIVRES. V. MILITAIRE EN ROUTE. V. ORDONNANCE DE SUBSISTANCES. V. FAILLE DE FOURRAGE. V. PAIN RECUIT. V. PAIN DE MUNITION. V. REL. V. SALAISONS. V. REL. V. SERVICE DES SUBSISTANCES. V. SUBSISTANCES. V. SUBSISTANCES MILITAIRES. V. TOTALISATION. V. VIANDER. V. VIANDER SALÉ. V. VIN. V. VINAIGRE. V. VIVRES DE CAMPAGNE. V. VIVRES-FAITS.

1827 (5 octobre). *Note ministérielle sur l'armement d'adjudant et de musiciens.* V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. MUSICIEN N° 4.

1827 (31 octobre). *Décision.* V. TAMBOUR INDIGÈNE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3.

1827 (14 novembre). *Ordonnance concernant les insoumis.* V. CONSEIL DE RÉVISION CONSCRIPTIF. V. INSOUIS.

1827 (19 novembre). *Décision.* V. VADUE-MOYRE.

1827 (15 décembre). *Instruction.* V. CAVALIER FRANÇAIS N° 9. V. MASSE D'ENTRETIEN. V. MUSICIEN N° 4.

1827 (17 décembre). *Ordonnance.* V. CORPS DU GÉNIE. V. GÉNIE INDIGÈNE N° 1.

1827 (20 décembre). *Tarif de mobilier et de médicaments d'hôpitaux.* V. HÔPITAL MILITAIRE.

1827 (26 décembre). *Ordonnance confirmée en 1850 (décembre).* V. ADJOINT À L'INTENDANCE. V. AIDE-MAJOR ACTUEL N° 1. V. CORPS D'INTENDANCE N° 1, 3. V. SOUS-INTENDANT N° 3.

1828 (4 janvier). *Ordonnance.* V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 14. V. MINISTRE DE LA GUERRE (DECAUX).

1828 (17 janvier). *Ordonnance.* V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 14. V. MINISTRE DE LA GUERRE (DECAUX).

1828 (22 janvier). *Décision.* V. MASSE DE LINGE ET CHAUSSURE. V. MASSE D'ENTRETIEN. V. MASSE D'HABILLEMENT.

1828 (28 janvier). *Décision.* V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 2.

1828 (29 janvier). *Ordonnance.* V. JUSTICE MILITAIRE.

1828 (31 janvier). *Décision.* V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. V. MAÎTRE OUVRIER N° 2. V. PANTALON D'ÉTOFFE.

1828 (15 février). *Décision.* V. PREMIER INSPECTEUR GÉNÉRAL D'ARTILLERIE.

1828 (17 février). *Ordonnance.* V. CONSEIL DE LA GUERRE N° 3.

1828 (11 mars). *Décision.* V. COUVRE-SCHARO. V. SCHARO D'HOMME DE TROUPE.

1828 (19 mars). *Circulaire.* V. ORDINAIRE D'HOMME DE TROUPE.

1828 (30 avril). *Instruction.* V. MUSICIEN N° 4.

1828 (30 avril). *Décision.* V. PUNITION. V. LIVRE DE PUNITIONS.

1828 (12 mai). *Décision.* V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 4.

1828 (19 mai). *Décision.* V. BONNET DE POLICE D'HOMME DE TROUPE.

1828 (29 mai). *Décision.* V. CAPOTE DE TROUPE. V. GARANCE. V. INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. INFANTRIE LÉGÈRE N° 5. V. VESTE D'INFANTRIE.

1828 (31 mai). *Décision.* V. BOUTONNIÈRE D'HABIT. V. GIERNE DE SOUS-OFFICIER D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. SOUS-OFFICIER N° 5. V. TRANSFORMATION.

1828 (31 mai). *Description.* V. COUVRE-SCHARO.

1828 (31 mai). *Note.* V. DÉCATHÉ.

1828 (5 juin). *Ordonnance.* V. CONSEIL DE RÉVISION CONSCRIPTIF.

1828 (19 juin). *Décision.* V. ENFANT DE TROUPE.

1828 (17 août). *Ordonnance.* V. RÉGIMENT COLONIAL.

1828 (5 septembre). *Circulaire.* V. JUGEMENT MILITAIRE.

1828 (11 septembre). *Décision.* V. TIGRE.

1828 (15 septembre). *Décision.* V. ADJOINT AU TRÉSORIER. V. OFFICIER PAYEUR.

1828 (20 septembre). *Ordonnance.* V. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE.

1828 (24 septembre). *Décision.* V. ARMURIER DE CORPS N° 3.

1828 (24 septembre). *Circulaire.* V. AIDE-MAJOR ACTUEL N° 1.

1828 (20 octobre). *Circulaire.* V. BATAILLON COLONIAL.

1828 (30 octobre). *Décision.* V. RABOISE DE RABIN DE TROUPE. V. RABOISE DE RABIN. V. CUISINIER.

1828 (31 octobre). *Décision relative à la comptabilité, ou ORDONNANCE DE COMPTABILITÉ.* V. CAPITAINE D'INFANTRIE DE LIGNE N° 25. V. COMPTABILITÉ. V. DENIERS DU FOYER. V. DENIERS DE SOLDE. V. EFFECTIF DE COMPAGNIE. V. ÉTAT QUATRIÈME. V. FEUILLE DE JOURNÉES. V. FEUILLE DE PRÊT. V. HAUTE PAYE RÉGULIÈRE. V. JOURNAL DE TRÉSORIER. V. LIVRE DE COMPAGNIE. V. LIVRET DE SOLDE. V. LIVRET D'ORDINAIRE. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON; id. N° 6. V. ORDINAIRE DE COMPAGNIE. V. ORDINAIRE DE SOLDATS. V. ORDONNANCE DE COMPTABILITÉ. V. PRÊT DE COMPAGNIE. V. REGISTRE DE CAISSE. V. REGISTRE-JOURNAL. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 6.

1828 (31 octobre). *Circulaire.* V. DÉMARCHE D'ARMES. V. TOUT.

1828 (25 novembre). *Décision*. V. CHANGEMENT DE CORPS.

1828 (27 novembre). *Circulaire*. V. COMPTABILITÉ. V. COCHES RÉGIMENTAIRES DE SOUS-OFFICIERS. V. ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

1828 (8 décembre). *Circulaire*. V. REMPLAÇANT.

1828 (31 décembre). *Décision*. V. VESTE D'INFANTERIE.

1829 (31 janvier). *Circulaire*. V. JOURNALIER.

1829 (10 février). *Décision*. V. INFIRMERIE.

1829 (22 février). *Décision*. V. PERMISSION.

1829 (6 mars). *Rapport*. V. ARME PERSONNELLE. V. CAVALERIE LÉGÈRE. V. ENROULEMENT VOLONTAIRE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. RECRUTEMENT. V. SOLDAT. V. TAILLE DU MILITAIRE.

1829 (31 mars). *Décision*. V. VESTIAGE. V. EMPLOI DU MILITAIRE.

1829 (30 avril). *Circulaire*. V. RABONNETTE DE FUSEL. V. FOURREAU DE RABONNETTE.

1829 (24 mai). *Ordonnance*. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 1, 2. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 3. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 5. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 3.

1829 (31 mai). *Ordonnance*, OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ADJUDANT DE PLACE N° 1. V. CITADELLE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 21. V. COMMANDANT DE PLACE N° 2. V. COMMANDANT SUPÉRIEUR. V. CONSEIL-PORTIER. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. FORT. V. FORTRESSE. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 5. V. GOUVERNEUR DE PLACE N° 5. V. MAJOR DE PLACE; id. N° 1. V. OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. TOSTE PÉRIODOLOGIQUE. V. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE. V. SOUS-OFFICIER N° 4.

1829 (10 juin). *Ordonnance*, OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ADJOINT À L'INTENDANCE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 21. V. CONSEIL DE LA GUERRE N° 3. V. CORPS D'INTENDANCE N° 2, 3. V. INTENDANT MILITAIRE N° 1, 3. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 5. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. SOUS-INTENDANT N° 2, 7.

1829 (12 juin). *Loi*. V. REMPLAÇANT.

1829 (21 juin). *Instruction*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL.

1829 (15 juillet). *Loi* modifiant la pénalité, et qui, si l'on en croit l'*Encyclopédie des Gens du monde*, au mot *Bulletin*, serait insérée au *Bulletin des lois* en d'autres termes qu'elle n'a été votée. V. VOL.

1829 (16 juillet). *Décision*. V. MUSICIEN N° 4.

1829 (16 juillet). *Décision*. V. SOUS-TENDANT N° 8.

1829 (24 juillet). *Circulaire*. V. VOL.

1829 (26 juillet). *Décision*. V. GARANCE. V. PANTALON D'ÉTOFFE.

1829 (5 août). *Ordonnance*, OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ARTILLERIE À CHEVAL. V. ARTILLERIE À FIF. V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. BATTERIE D'ARTILLERIE. V. BOUCHE À FEU. V. BOUCHE À FEU DE BATAILLE. V. COMPAGNIE D'OUVRIERS D'ARTILLERIE. V. FACADRON DE TRAIS D'ARTILLERIE. V. FORTONNIER. V. RÉGIMENT D'ARTILLERIE N° 2.

1829 (8 août). *Transaction*. V. EFFET DE LETTRE. V. LIE DE TROUPES.

1829 (29 août). *Circulaire*. V. MASSE DE LINGE ET CHAUMIERE.

1829 (27 septembre). *Ordonnance*, OU ORDONNANCE D'UNIFORME. V. ARMETTE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 6, tableaux. V. RACON D'UNIFORME DE TROUPE. V. EFFET ACCESSOIRE D'UNIFORME. V. EFFET DE CAMPEMENT. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. EFFET DE PREMIÈRE MISE. V. EFFET D'HABILLEMENT. V. ÉPAULETTE DE COMPAGNIE D'ÉLITE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. MASSE DE LINGE ET CHAUMIERE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PANTALON DE TONLE. V. PLUMET. V. POMPE. V. PREMIÈRE MISE DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. SERGENT-MAJOR N° 4, 5. V. SOLDAT. V. SOLDE DE PRÉSENCE. V. SOUS-OFFICIER N° 5, 7. V. VAMBOUR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE.

1829 (10 octobre). *Ordonnance sur les pensions de retraite*, OU ORDONNANCE DE SOLDE. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. AIDE-CHIRURGIEN N° 2. V. ANNÉE EFFECTIVE. V. BLESSURE. V. CAMPAGNE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 10. V. GÉNÉRAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. CHIRURGIEN-MAJOR N° 7. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. LIGNE D'HONNEUR. V. LIEUTENANT. V. LIEUTENANT-COLONEL. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 4. V. MAJOR. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 3. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 4. V. ORDONNANCE DE SOLDE. V. PENSION DE RETRAITE. V. RETRAITE. V. SERGENT-MAJOR N° 5. V. SOUS-LIEUTENANT.

1829 (30 octobre). *Décision*. V. DENIERS DE POCHES.

1829 (30 novembre). *Décision*. V. SOUVEY DE POLICE D'HOMME DE TROUPES.

1829 (6 décembre). *Ordonnance sur l'exercice et les évolutions de cavalerie*. Elle remplace celle de l'an treize (4^{re} vendémiaire); elle a été mise en pratique en avril 1830; elle était modifiée, à l'égard des lanciers, par la décision de 1836 (8 décembre). V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 7. V. CHARGE DE CAVALERIE. V. EXERCICE DE CAVALERIE. V.

EXERCICE TACTIQUE. V. ORDONNANCE D'EXERCICE.
1829 (7 décembre). *Ordonnance*. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1829 (13 décembre). *Ordonnance*. V. ARME DU GÉNIE. V. CORPS DU GÉNIE. V. ÉCOLE RÉGIMENTAIRE. V. GARDIE DU GÉNIE. V. GÉNIE IDIOMATIQUE N° 1. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. RÉGIMENT DU GÉNIE.

1829 (27 décembre). *Ordonnance*. V. CONSEIL DE LA GUERRE; id. N° 3. V. CONSEIL SPÉCIAL. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1829 (29 décembre). *Décision*. V. INTENDANT MILITAIRE N° 5.

1829 (30 décembre). *Circulaire*. V. CASERNE.

1830 (3 janvier). *Ordonnance*. V. CONSEIL DE LA GUERRE N° 3. V. CONSEIL SPÉCIAL. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1830 (14 février). *Ordonnance*. V. CONSEIL DE LA GUERRE N° 3. V. CONSEIL SPÉCIAL. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1830 (21 février). *Ordonnance*, ou ORDONNANCE D'UNIFORME, en partie annulée par celle de 1832 (26 janvier). V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. AIGRETTÉ. V. BANCEROLLE DE DRAPPEAU. V. BONNET DE POLICE D'HOMME DE TROUPE. V. BRETTELLE DE FUSIL. V. BRETTELLES DE PANTALON. V. CANNE DE CAPORAIL-TAMBOUR. V. CALEÇON. V. CAPORAIL-TAMBOUR. V. CLAIROIN INSTRUMENTAL. V. CUTRINIER. V. CUISIÈRE. V. DENIERS DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. DENIERS D'ORDONNAIRE. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. EFFET D'ÉQUIPEMENT. V. EFFET D'HABILLEMENT. V. EFFET D'UNIFORME. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 4. V. ÉPAULETTES DE COMPAGNIE D'ÉLITE. V. FANION DE BATAILLON. V. HAUTE PATE DE REN- GAGEMENT. V. HAUTE PATE JOURNALIÈRE. V. MASSE COMPTABILITAIRE. V. MASSE DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. MASSE D'ENTRETIEN. V. MASSE D'HABILLEMENT. V. MASSE GÉNÉRALE. V. MASSE INDIVIDUELLE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1829 (8 août), EN 1830 (18 NOVEMBRE). V. MUSICIEN N° 7. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PANTALON D'ÉTOFFE. V. PANTALON DE TOILE. V. PLUMET. V. PRIME D'ENTRETIEN. V. POMPON. V. PREMIÈRE MINE DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. PRÊT. V. PRIME D'ENTRETIEN DE MASSE INDIVIDUELLE. V. RÉPARATIONS D'HABILLEMENT. V. RENGAGEMENT. V. RABEUN D'INFANTERIE. V. SARRAU. V. SOLDE. V. SOUS-OFFICIER N° 5. V. TAMBOUR IDIOMATIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. TAMBOUR-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. TAMBOUR-MAJOR N° 4. V. TONNELLET DE PETIT ÉQUIPEMENT.

1830 (22 février). *Circulaire*. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. MASTRE OUVRIER N° 3.

1830 (26 février). *Ordre*. V. HANO HONORIFIQUE.

1830 (28 février). *Circulaire*. Note explicative de l'ordonnance de 1830 (21 février). V. OFFICIERS DE BAGUTIERS. V. DENIERS D'ORDONNAIRE. V. LÉGISLATION MILITAIRE, 1830 (21 février). V. MASSE INDIVIDUELLE. V. SOLDE.

1830 (28 février). *Notice*. V. OFFICIER D'ANTILLES; id. N° 3. V. TRANSCORPORATION.

1830 (13 mars). *Circulaire*. V. MARIAGE.

1830 (7 avril). *Circulaire*. V. CARTOUCHE A POUVRE. V. CARTOUCHE DE CIBLE.

1830 (17 avril). *Circulaire*. V. CORPS D'INTENDANCE N° 8.

1830 (24 mai). *Ordonnance*. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 5.

1830 (juin). *Instruction provisoire sur les manœuvres de l'artillerie*. V. ARTILLERIE STRATÉGIQUE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830 (18 avril).

1830 (26 juillet). *Ordonnance*. V. VÉTÉRAN SÉDENTAIRE.

1830 (1^{er} août). *Ordonnance*. V. COULEUR NATIONALE.

1830 (3 août). *Décision*. V. ANTRAL.

1830 (11 août). *Ordonnance*. V. GARDE ROYALE. V. MAISON MILITAIRE. V. DÉCORATION DE LA LÉGIION.

1830 (13 août). *Ordonnance*. V. ÉTOILE DE LA LÉGIION. V. LÉGIION D'HONNEUR.

1830 (16 août). *Ordonnance*. V. GARDE DE PARIS.

1830 (17 août). *Ordonnance*. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, tableau.

1830 (25 août). *Ordonnance*. V. DÉCORATION DE LA LÉGIION D'HONNEUR.

1830 (27 août). *Décision*. V. CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA GUERRE.

1830 (31 août). *Loi*. V. SERMENT.

1830 (8 septembre). *Circulaire*. V. SERMENT.

1830 (11 septembre). *Décision*. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR.

1830 (11 septembre). *Circulaire*. V. AIDE DE CAMP N° 3. V. ATTRIBUT DE NITROUSSIS. V. CEINTURE DE LIEUTENANT GÉNÉRAL. V. CEINTURE DE MARÉCHAL DE CAMP. V. CEINTURE DE MARÉCHAL DE FRANCE. V. CLAIROIN IDIOMATIQUE. V. COCARDE. V. COIFFURE. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR. V. FANION TACTIQUE. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 1. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3. V. HAUSSER-COL. V. INTENDANT EN CHEF. V. INTENDANT MILITAIRE N° 1. V. JOUELAIRE. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 4. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 4. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PLAQUE DE SCHAROL. V. SCHAROL D'INFANTERIE. V. SOUS-INTENDANT N° 3. V. TAMBOUR IDIOMATIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3.

1830 (14 septembre). *Circulaire*. V. GYMNASTIQUE.

1830 (15 septembre). *Circulaire*. V. COIFFURE.

1830 (18 septembre). *Ordonnance*. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2, tableau.

1830 (6 octobre). *Circulaire*. V. FRÈRE.

1830 (16 octobre). *Ordonnance*. V. HÔTEL DES INVALIDES. V. MINISTRE GÉRARD.

1830 (28 octobre). *Ordonnance*. V. HÔTEL DES INVALIDES.

1830 (10 novembre). *Ordonnance*. V. TRAIN DES ÉQUIPAGES.

1830 (10 novembre). *Rapport au roi*. V. ÉCOLE MILITAIRE.

1830 (10 novembre). V. AGENT ADMINISTRATIF.

1830 (10 novembre). *Ordonnance relative aux aumôniers*. V. AUMÔNIER DE CORPS. V. BRIGADE D'ARMÉE. V. CAMPEMENT. V. GARISON. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830 (29 juillet). V. SOUS-LIEUTENANT N° 2.

1830 (10 novembre). *Ordonnance*, ON ORDONNANCE D'UNIFORME. V. HABILLEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1830 (10 novembre). *Ordonnance*. V. TRAIN DES ÉQUIPAGES.

1830 (10 novembre). *Ordonnance relative aux écoles militaires*. V. ÉCOLE DE LA FLÈCHE. V. ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. V. ÉCOLE MILITAIRE. V. ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR. V. ÉCOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE. V. ENROLLEMENT VOLONTAIRE. V. HOMME DE TROUPE N° 4. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 7.

1830 (12 novembre). *Ordonnance*. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR.

1830 (13 novembre). *Ordonnance*. V. ÉCOLE POLYTECHNIQUE. V. HOMME DE TROUPE N° 5. V. SOUS-OFFICIER N° 4.

1830 (14 novembre). *Ordonnance*. V. CORPS DU GÉNIE. V. GÉNIE IDIOTIQUE N° 1.

1830 (15 novembre). *Ordonnance modifiée par celle de 1835 (9 juillet)*. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 4. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 1, 2. V. GOUVERNEUR. V. GRADE D'OFFICIER. V. GRADE FICTIF. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 3. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 5.

1830 (20 novembre). *Circulaire*. V. COIFFURE. V. FANION TACTIQUE. V. POMPE.

1830 (26 novembre). *Décision*. V. MATIÈRE GORDONNIER. V. MATIÈRE OUVRIER N° 4.

1830 (26 novembre). *Ordonnance*. V. RÉGIMENT D'ARTILLERIE; *idem* N° 5.

1830 (26 novembre). *Ordonnance*. V. VÉTÉRAN SÉDENTAIRE.

1830 (28 novembre). *Circulaire*. V. CULTE DIVIN.

1830 (11 décembre). *Ordonnance sur la réorganisation du corps de l'intendance*. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR. V. CORPS D'IN-

DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE.

TERDANCE N° 5. V. INTENDANT MILITAIRE N° 1, 5. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. SOUS-INTENDANT N° 2.

1830 (15 décembre). *Loi relative à la décoration de Juillet*. V. DÉCORATION DE JUILLET.

1830 (14 décembre). *Décision*. V. MATIÈRE OUVRIER N° 4.

1830 (15 décembre). *Ordonnance*. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1830 (17 décembre). *Ordonnance*. V. DIVISION TERRITORIALE.

1830 (19 décembre). *Circulaire*. V. COIFFURE.

1830 (22 décembre). V. CORDEL D'INFANTERIE DE LIGNE N° 25.

1830 (25 décembre). *Décision*. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830 (18 novembre). V. NOBLEME.

1830 (31 décembre). *Marché et Décision*. V. MASSE D'ENTREPRISE. V. SCHARAS D'INFANTERIE.

1830 (31 décembre). *Marché*. V. TRANSPORT MILITAIRE.

1831 (1^{er} janvier). *Circulaire*. V. TAPIS-TOILE D'HABILLEMENT N° 2.

1831 (5 janvier). *Ordonnance*. V. RÉGIMENT DE HOBENLORE. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 2. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1.

1831 (17 janvier). *Ordonnance*. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 3. V. MUNICIEN N° 6. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2.

1831 (21 janvier). *Circulaire*. V. HARRIS DE NAFFER.

1831 (25 janvier). *Instruction*. V. AMBULANCE. V. CAISSON D'AMBULANCE. V. DIVISION D'AMBULANCE.

1831 (2 février). *Ordonnance*. V. SÉMI-TANCE.

1831 (10 février). *Ordonnance qui abroge les décorations établies depuis 1814*. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS. V. ORDRE DU LYS. V. ORDRE ROYAL.

1831 (10 février). *Circulaire*. V. ÉPREUVE D'OFFICIER.

1831 (11 février). *Décision*. V. AIDE DE CAMP N° 2. V. OFFICIER D'ORDONNANCE. V. ENCRUTEMENT.

1831 (14 février). *Circulaire*. V. DÉPRESSION DE LUXE.

1831 (19 février). *Ordonnance qui règle la composition et l'organisation de la cavalerie*. V. CARABINIER À CHEVAL. V. CAVALERIE DE LIGNE. V. CAVALERIE DE RÉSERVE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 2. V. CHASSEUR À CHEVAL. V. CURASSIER. V. DRAGON FRANÇAIS

n° 3, 4. V. ESCADRON FRANÇAIS n° 3. V. FUSIL DE DRAGON. V. HUSARD n° 3. V. LANCIER. V. OFFICIER DE CAVALERIE n° 4. V. PELOTON HORS RANG. V. RANG HONORIFIQUE. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE n° 2.

1831 (20 février). *Ordonnance*. V. CORPS D'INTENDANCE n° 2.

1831 (21 février). *Décision*. V. ARMEDRIER DE CORPS n° 3.

1831 (22 février). *Ordonnance qui réunit le corps d'état-major et celui des ingénieurs géographes*. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE n° 2. V. INGÉNIEUR GÉOGRAPHE n° 1. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION.

1831 (4 mars). *Ordonnance sur l'exercice et les manœuvres de l'infanterie*, ou ORDONNANCE D'EXERCICE. V. ACADEMIE MILITAIRE. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 16. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 10, 11. V. AILE DE BATAILLON. V. ALIGNEMENT INDIVIDUEL. V. APPEL CÉLESTIQUE. V. ARMÉE SUR L'ÉPAULE DROITE. V. ARMÉE FRANÇAISE n° 7. V. ARRIVÉE-JALONNEUR. V. AUX CHAMPS. V. BATAILLON DE DIRECTION. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE n° 7. V. BATTERIE DE CAISSE. V. BRIGADE D'ARMÉE. V. BRIGADE D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. CAPOTAIL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 14. V. CAPOTAIL-TAMBOUR. V. CARRÉ A SIX RANGS. V. CARRÉ A TROIS RANGS. V. CARRÉ D'ÉGYPTE. V. CARRÉ PARALLÈLE. V. CARRÉ PERPENDICULAIRE. V. CARRÉ OBLIQUE. V. CARRÉ PLEIN. V. CARRÉ TACTIQUE. V. CHANGEMENT DE DIRECTION DE BATAILLON EN BATAILLE. V. CHANGEMENT DE DIRECTION EN MASSE. V. CHANGEMENT DE FRONT. V. CHANGEMENT DE FRONT SUR DEUX LIGNES. V. CHARGE D'INFANTERIE. V. CHARGE PRÉCIPITÉE. V. CHEF DE DIVISION n° 2. V. CHEF DE MUSIQUE. V. CHEF DE SUBDIVISION TACTIQUE. V. CHEF DE PELOTON. V. CHEMIN COVERT. V. CHEMINEMENT TACTIQUE. V. CIRCLE. V. CLAIRON IDIOTIQUE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 6. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE DE ROUTE. V. COLONNE DODALE. V. COLONNE ÉPAGNOLIQUE n° 4. V. COLONNE SERRÉE. V. COMMANDEMENT VOCAL. V. COMPAGNIE DE GRENADEIER n° 6. V. COMPAGNIE DE VOLTIGERES; id. n° 4. V. COMPAGNIE D'ILITE n° 4. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 9. V. CONTRE-MARCHE A DÉBOÏEMENT. V. CONVERSION. V. DÉFILÉ. V. DÉPIÈLEMENT EN TIRAILLÉ. V. DÉPLOIEMENT. V. DÉPLOIEMENT PAR BATAILLON EN MASSE. V. DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE. V. DISTANCE. V. DIVISION DE BATAILLON. V. DIVISION D'INFANTRIE. V. DRAPAUD D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. ÉCRIVAIN TACTIQUE. V. ÉCOLE DE BATAILLON. V. ÉCOLE DE BRIGADE. V. ÉCOLE DE SOLDAT. V. ÉVOLUTION DE LIGNE. V. EXHIBITIONNEMENT. V. FACE EN AR-

RIÈRE. V. FACE EN TÊTE. V. FACE PAR LE PREMIER RANG. V. FACE PAR LE TROISIÈME RANG. V. FAISCEAU D'ARMES. V. FANION TACTIQUE. V. FEU A GÉNÉRATION. V. FEU DE DEUX RANGS. V. FEU EN RANGS. V. FEU D'INFANTRIE. V. FEU EN ARRIÈRE. V. FEU EN AVANT. V. FEU EN RETRAITE. V. FIL DE BATAILLON. V. FLANC TACTIQUE. V. FORMATION DE RANG DE TAILLE. V. FORMATION EN BATAILLE. V. FORMATION SECCASSIVE. V. FORMATION SUR LA DROITE EN BATAILLE. V. FOURRIER D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 5. V. FUSIL DE REMPART. V. GARDE DE DRAPAUD. V. GÉNÉRAL DE BRIGADE. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS n° 6. V. GUERRE DE 1832. V. GUIDE DE SUBDIVISION. V. GUIDE TACTIQUE. V. GYMNASTIQUE. V. HALTE TACTIQUE. V. INFANTRIE DE BATAILLE n° 2, 7. V. INFANTRIE FRANÇAISE n° 7, 8. V. INFANTRIE LÉGÈRE n° 6, 7. V. INSTRUCTEUR. V. INTERVALLE D'INFANTRIE. V. LIGNE DE BATAILLE. V. LIGNE DE BATAILLON EN MASSE. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON n° 3. V. MANÈGE D'ARMES. V. MARCHÉ DE BATAILLON EN BATAILLE. V. MARCHÉ DE BATAILLON EN COLONNE. V. MARCHÉ DE BRIGADE D'INFANTRIE EN BATAILLE. V. MARCHÉ EN FLANC. V. MARCHÉ EN BATAILLE. V. MARCHÉ EN COLONNE. V. MARCHÉ PAR LE FLANC. V. MARCHÉ TACTIQUE. V. MILICE RUSSIE n° 7. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830 (18 NOVEMBRE.). V. MOUVEMENT DE MANÈGE D'ARMES. V. MOUVEMENT TACTIQUE. V. MUSICIEN n° 5, 6. V. OBSTACLE. V. OFFICIER DE COMPAGNIE. V. OFFICIER D'INFANTRIE n° 6. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTRIE. V. ORDRE DE BATAILLE D'INFANTRIE. V. ORDRE EN ÉCHELONS. V. ORDRE MIXTE. V. ORDRE MIXTE. V. PAS ACCELERÉ. V. PAS CADENCÉ. V. PAS DE CHARGE. V. PAS DE COURSE. V. PAS DE ROUTE. V. PAS OBLIQUE. V. PAS ORDINAIRE. V. PAS REDOUBLÉ. V. PASSAGE DE DÉFILÉ. V. PASSAGE DE DÉFILÉ EN AVANT. V. PASSAGE DE DÉFILÉ EN RETRAITE. V. PASSAGE DE LIGNES. V. PASSAGE D'OBSTACLE. V. PELOTON D'INFANTRIE. V. PELOTONNEMENT. V. POINT TACTIQUE. V. PROMPTÉ MANOEUVRE. V. RANG HONORIFIQUE. V. RANG DE TAILLE. V. RANGS D'INFANTRIE. V. RAPPEL CÉLESTIQUE. V. RENVERSEMENT. V. RETRAITE EN ÉCRIVAIN. V. RAPPEL D'INFANTRIE. V. SECOND LIGNE DE BATAILLE. V. SECTION TACTIQUE. V. SERGENT D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 5. V. SERGENT-MAJOR n° 4. V. SERRÉ-FILE. V. SERREMENT DE COLONNE. V. SONNÉRIE D'INFANTRIE. V. SODS-MUTENANT n° 4. V. SODS-OFFICIER n° 8. V. SUBDIVISION DE COLONNE. V. SUBDIVISION TACTIQUE. V. TACTIQUE, SUBS. V. TAMBOUR IDIOTIQUE D'INFANTRIE FRANÇAISE n° 4. V. TAMBOUR-MAJOR n° 5, 9. V. TIR D'INFANTRIE. V. TIRAILLEUR. V. TON DE COMMANDEMENT.

1831 (9 mars). *Loi qui autorise la formation d'une légion d'étrangers*. Une

ordonnance du 10 en assure l'exécution. v. LÉGION ÉTRANGÈRE.

1831 (9 mars). *Instruction*. v. BUI EN BLANC. v. CARTOUCHE A RALLE. v. DÉMONTAGE DE FUSIL. v. PUSIL A PISTON. v. FUSIL DE REMPART. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830.

1831 (9 mars). *Loi*. v. LÉGION ÉTRANGÈRE. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830.

1831 (10 mars). *Circulaire*. v. IPR D'OFFICIER.

1831 (10 mars). *Instructions* (sont reportées par l'ordonnance de 1835 (29 juin)). v. LÉGION D'ÉTRANGERS.

1831 (13 mars). *Tarif*. v. SIDON D'HOMME DE TROUPE. v. COUVERTE DE CAMPMENT. v. GRAND ÉDON. v. TENTE. v. UTENSILES DE CAMPMENT.

1831 (16 mars). *Circulaire*. v. VACCINATION.

1831 (18 mars). *Rapport au roi*. v. PHARMACIEN.

1831 (19 mars). *Note*. v. EFFET D'UNIFORME.

1831 (21 mars). *Ordonnance sur l'organisation des bataillons et escadrons de zouaves qui pourront être formés en Afrique*. v. GUERRE DE 1830. v. ZOUAVE. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830.

1831 (22 mars). *Loi*. v. GARDE NATIONALE.

1831 (22 mars). *Ordonnance*. v. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 1, 2.

1831 (1^{er} avril). *Règlement général sur le service des hôpitaux militaires, le service de santé des régiments, le conseil de santé des armées, les hôpitaux d'instruction, les ambulances volantes*, ou ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. v. AMBULANCE VOLANTE. v. CONSEIL DE SANTÉ. v. HÔPITAL D'INSTRUCTION. v. HÔPITAL MILITAIRE. v. ORDONNANCE D'ADMINISTRATION. v. INFIRMERIE. v. SERVICE DE SANTÉ.

1831 (1^{er} avril). *Règlement*. v. PENSIONNÉ DE RETRAITE.

1831 (2 avril). *Ordonnance*. v. TRAIN DE PARCS.

1831 (4 avril). *Circulaire*. v. ÉCOLE RÉGIMENTAIRE. v. ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. v. ÉCOLE RÉGIMENTAIRE DE SOUS-OFFICIERS.

1831 (7 avril). *Circulaire*. v. ACTE D'ENGAGEMENT. v. ACTE DE RECRUTEMENT.

1831 (7 avril). *Circulaire*. v. CAISSE D'ARMES.

1831 (11 avril). *Loi et Décision*. Cette loi était remise en vigueur par ORDONNANCE DE 1837 (16 NOVEMBRE). v. CORPS D'ÉTAT-MAJOR. v. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 4. v. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3. v. MARÉCHAL DE FRANCE N° 8.

1831 (11 avril). *Loi sur les pensions de l'armée de terre, et de certains AGENTS ADMINISTRATIFS*, qui avait été préparée sous le ministère de Bourdon. v. AGENT ADMINISTRATIF. v. AMPUTATION. v. ANNÉE DE SERVICE D'HOMME DE TROUPE. v. ANNÉE DE CAMPAGNE. v. BLESSURE. v. BOURMONT. v. CÉGITÉ. v. CONSEIL D'ENQUÊTE DISCIPLINAIRE. v. ÉCOLE POLYTECHNIQUE. v. INFIRMITÉ. v. MARÉCHAL DE FRANCE N° 8. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1829. v. ORPHELIN DE MILITAIRE. v. PENSION MILITAIRE. v. PENSION DE RETRAITE. v. PRISONNIER DE GUERRE FRANÇAIS. v. RÉFORME D'OFFICIER. v. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. v. SOUS-OFFICIER N° 7. v. SERVICE DE CAMPAGNE. v. VEUVE DE MILITAIRE.

1831 (11 avril). *Ordonnance*. v. CAVALLERIE FRANÇAISE N° 9. v. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 1.

1831 (12 avril). *Ordonnance*. v. ÉCOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE. v. ENFANT DE MILITAIRE. v. ORPHELIN DE MILITAIRE.

1831 (15 avril). *Décision*. v. ÉCOLE DE CUISINIER. v. CUISINIER. v. SARRAU.

1831 (17 avril). *Circulaire*. v. COIFFURE.

1831 (25 avril). *Circulaire*. v. ÉCOLE POLYTECHNIQUE. v. HOMME DE TROUPE N° 3.

1831 (30 avril). *Ordonnance*. v. DÉCORATION DE JUILLET.

1831 (4 mai). *Instruction*. v. ÉCOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE. v. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE BATAILLE.

1831 (6 mai). *Circulaire*. v. COIFFURE. v. MINISTRE SOULT. v. SCAPPA.

1831 (6 mai). *Instruction*. v. CHASSEUR A CHEVAL. v. HUSSARD N° 4. v. LANCIER. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830. v. SCAPPA.

1831 (7 mai). *Circulaire*. v. COIFFURE.

1831 (7 mai). *Décision*. v. DRAGON FRANÇAIS N° 4. v. HUSSARD N° 4.

1831 (7 mai). *Ordonnance qui modifie l'organisation des régiments d'infanterie*;

OU ORDONNANCE DE COMPOSITION. v. ADJOINT AU CAPITAINE D'ÉTABLISSEMENT. v. ADJOINT AU TRÉSORIER. v. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3, 9, 11. v. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. v. AIDE-CHIRURGIEN N° 1. v. ARMURIER DE CORPS N° 1. v. BATAILLON DE GUERRE. v. CAPITAINE D'ÉTABLISSEMENT N° 1, 3. v. CAPORAL-SAPEUR. v. CAPORAL-TAMBOUR. v. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 34. v. COMPAGNIE DE FUSILIERS. v. COMPAGNIE MOUS RANG. v. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DÉPÔT. v. DÉPÔT DE CORPS. v. ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT. v. ÉCOLE RÉGIMENTAIRE. v. ÉTAT-MAJOR DE CORPS N° 2. v. FACTEUR. v. FOURNIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. v. GARDE-MAGASIN D'ÉTABLISSEMENT DE CORPS. v. INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. v. LIEUTENANT D'ARMEMENT. v. MAGA-

REN DE CORPS. V. MAÎTRE CORDONNIER. V. MAÎTRE ARMES. V. MAÎTRE OUVRIER. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 3, 8. V. MONITEUR GÉNÉRAL. V. MUNICIPIEN N° 3. V. OFFICIER D'ARMEMENT. V. OFFICIER D'ARMELEMENT. V. OFFICIER DE SECTION ADMINISTRATIVE. V. OFFICIER PATRUR. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. OUVRIER DE CORPS. V. PORT-DRAFFAU N° 4. V. SAPEUR D'INFANTERIE. V. SECRÉTAIRE DE TRÉSORIER. V. SOUS-OFFICIER N° 8. V. TAMBOUR-MAJOR N° 5. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 5.

1831 (15 mai). *Décision*. V. PROMENADE MILITAIRE.

1831 (25 mai). *Circulaire*. V. KILLET DE LOGEMENT EN ROUTE.

1831 (31 mai). *Décision*. V. CONSEIL JUDICIAIRE.

1831 (2 juin). *Décision*. V. SAC A DESTRICTION.

1831 (2 juin). *Décision*. V. SAC A DESTRICTION.

1831 (5 juin). *Ordonnance*. V. ÉCOLE D'ARTILLERIE.

1831 (7 juin). *Circulaire*. V. REVUE ÉCRITE.

1831 (14 juin). *Décision*. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 7. V. MARCHE D'ENTRETIEN.

1831 (17 juin). *Circulaire*. V. COIFFURE. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3. V. PLUMET.

1831 (19 juin). *Décision*. V. COMPAGNIE HORS RANG.

1831 (22 juin). *Ordonnance*. V. CAMPEMENT ADMINISTRATIF.

1831 (24 juin). *Décision*. V. DRAGON FRANÇAIS N° 4.

1831 (2 juillet). *Règlement*. V. ORPÈLIN DE MILITAIRE. V. PENSION DE RETRAITE. V. VEUVÉ DE MILITAIRE.

1831 (6 juillet). *Marché relatif aux fourrages*. V. FOURRAGE.

1831 (7 juillet). *Circulaire*. V. GRENADE A MAIN. V. GRENADE DE REMPART. V. OBUS.

1831 (7 juillet). *Décision*. V. LANCIER.

1831 (8 juillet). *Décision*. V. SOUS-LIEUTENANT N° 5.

1831 (12 juillet). *Circulaire*. V. BELLE DE CAVALERIE.

1831 (14 juillet). *Notice*. V. TONNELET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. TRANSCORPORATION.

1831 (20 juillet). *Circulaire*. V. CHIRURGIEN DE CORPS. V. OFFICIER DE SANTÉ. V. PORT D'ARMES.

1831 (21 juillet). *Circulaire*. V. PAIX DE MUNITION.

1831 (26 juillet). *Ordonnance*. V. VÉTÉRAN SÉDENTAIRE.

1831 (28 juillet). *Ordonnance*. V. ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CER.

1831 (5 août). *Ordonnance*. V. BATAILLON DE PORTOBIENNAIS. V. PELOTON HORS RANG.

1831 (15 août). *Décision*. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. CRISTURE DE MEMBRE D'INTENDANCE. V. CORPS D'INTENDANCE N° 5. V. NACHELLEMENT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. SEUR-INTENDANT N° 5.

1831 (16 août). *Ordonnance*. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 1.

1831 (17 août). *Circulaire*. V. ACTE D'ÉTAT CIVIL.

1831 (22 août). *Décision relative aux officiers montés*, OU ORDONNANCE D'UNIFORME. V. HARNACHEMENT D'UNIFORME. V. ROUSSEAU DE HARNACHEMENT. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PORTEMANTEAU. V. SCHAEERQUE.

1831 (7 septembre). *Circulaire*. V. JUSTICE MILITAIRE. V. PRIME DE MORT.

1831 (7 septembre). *Note*. V. RACER DE RAPPORT. V. TRANSCORPORATION.

1831 (20 septembre). *Instruction pour les lieutenants généraux et les marchands de camp*, OU ORDONNANCE DE CÉRÉMONIAL, DE POLICE. V. BRIGADE D'ARMÉE. V. CASSATION DE SOUS-OFFICIER. V. COMMANDANT DE DIVISION N° 2, 3. V. COMMANDANT DE PLACE N° 12. V. DETTE D'OFFICIER. V. DIVISION D'ARMÉE. V. EFFET D'UNIFORME. V. GÉNÉRAL DE BRIGADE N° 1. V. ÉTAT DE SITUATION. V. GÉNÉRAL DE DIVISION N° 4, 5. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 5. V. HORS-REPOS. V. LÉGISLATION, AN XII (24 MESSIDOR). V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 6. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 6. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 14. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830 (18 NOVEMBRE). V. MOT D'ORDRE. V. ORDONNANCE DE CÉRÉMONIAL, — DE POLICE.

1831 (16 octobre). *Ordonnance*. V. COMPAGNIE DE RÉSERVE.

1831 (20 octobre). *Décision*. V. ENVOI DU MANUEL DES ÉPREUVES DE L'ARMÉE DE TERRE.

1831 (28 octobre). *Note*. V. CHANGEMENT DE CORPS. V. TRANSCORPORATION.

1831 (5 novembre). *Circulaire*. V. VÉTÉRAN SÉDENTAIRE.

1831 (11 novembre). *Ordonnance*. V. LÉGION D'ÉTRANGERS.

1831 (13 novembre). *Tarif d'effets, etc., de campement; imputations en cas de pertes*, OU ORDONNANCE D'UNIFORME. V. BIDON. V. BIDON D'HOMME DE TROUPE. V. BONS DE TENTE. V. CANONNIER. V. ÉTUI D'OUTIL. V. CORDEAU D'ALIGNEMENT. V. EFFET DE CAMPEMENT. V. FAUCON D'ARMES DE CAMPEMENT. V. FANTION DE CAMPEMENT. V. FAUX DE CAMPEMENT. V. FOURNEAU DE CAMPEMENT. V. GAMELLE. V. GRAND BIDON. V. JALON. V. MANTOU D'ARMES. V. MARCHÉ DE CAMPEMENT. V. MINISTRE SOULT. V. MARQUISE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V.

OUTIL DE CAMPEMENT. V. PAILLASSE DE CAMPEMENT. V. PIQUET DE TENTE. V. SAC A INSTRUCTION. V. TENTE. V. TENTE D'INFANTERIE. V. TENTE D'OFFICIER. V. TONNELET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. USTENSILE DE CAMPEMENT.

1831 (17 novembre). *Ordonnance*. V. CANONNIER SÉDENTAIRE. V. RÈGLEMENT DE CHAÎNES A CHEVAL.

1831 (19 novembre). *Ordonnance*. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DÉPÔT.

1831 (21 novembre). *Ordonnance mentionnée dans la circulaire de 1831* (8 décembre), ou ORDONNANCE D'UNIFORME. V. BONNET DE POLICE D'HOMME DE TROUPE. V. MASSE DE LINGE ET DE CHAUSSURE. V. PANTALON DE DRAP. V. MASSE INDIVIDUELLE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PANTALON D'ÉTOFFE.

1831 (25 novembre). *Ordonnance*. V. ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

1831 (29 novembre). *Décision*. V. MAÎTRE OUVRIER N° 4.

1831 (8 décembre). *Circulaire*, ou ORDONNANCE D'UNIFORME. V. ORDONNANCE DE 1831 (21 novembre). V. AIGRETTE. V. BONNET DE POLICE D'HOMME DE TROUPE. V. ÉPAULETTES DE COMPAGNIE D'ÉLITE. V. MASSE D'HABILEMENT. V. MASSE INDIVIDUELLE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PANTALON D'ÉTOFFE. V. TONNELET DE PETIT ÉQUIPEMENT.

1831 (23 décembre). *Circulaire*. V. INCOORDINATION.

1832 (14 janvier). *Circulaire*. V. MUTILATION VOLONTAIRE.

1832 (25 janvier). *Circulaire*. V. AIGRETTE. V. CALÇON. V. CALOTTE DE NUIT. V. CAPOTE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. CHEMISE D'ÉQUIPEMENT. V. COL DE TROUPE. V. COLLET DE CAPOTE. V. COLLET D'HABIT. V. CONTRE-ÉPAULETTE. V. DEMI-GUÊTRE. V. ÉQUIPEMENT D'HOMME DE TROUPE. V. EFFET DE LUXE. V. ÉTUI D'HABIT. V. GISEMENT. V. GUÊTRE BLANCHE. V. HABILLEMENT. V. HAYEK-SAC. V. MINISTRE SOULT. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PANTALON DE TOILE. V. REVERS D'HABIT. V. SOULIER. V. TONNELET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. VERT.

1832 (26 janvier). *Ordonnance*. Elle annulait les tarifs de l'ordonnance de 1830 (21 février) ou ORDONNANCE D'UNIFORME. V. BOUCLE DE PANTALON. V. MASSE DE LINGE ET CHAUSSURE. V. MASSE D'ENTRETIEN. V. MASSE GÉNÉRALE D'ENTRETIEN. V. MASSE INDIVIDUELLE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830 (18 octobre). V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PNECT. V. SOIJE DE FRÈSÈRE.

1832 (28 janvier). *Circulaire*. V. ARCHIVES DE CORPS. V. CASSATION DE SOUS-OFFICIERS.

1832 (2 février). *Circulaire*. V. MAÎTRE D'ARMES.

1832 (10 février). *Instruction sur l'ordonnance de 1832* (26 janvier), ou ORDONNANCE D'UNIFORME. V. BONNET DE POLICE. V. ÉPAULETTE DE COMPAGNIE D'ÉLITE. V. MASSE INDIVIDUELLE. V. MINISTRE DE LA GUERRE, 1830 et 18 novembre. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. PANTALON D'ÉTOFFE. V. SOLDE.

1832 (17 février). *Ordonnance*. V. ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR.

1832 (17 février). *Ordonnance*. V. ENGAGEMENT DE RECRUES. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1832 (24 février). *Circulaire*. V. ÉCOLE D'INSTRUCTION PRIMAIRE.

1832 (24 février). V. BANQUET DE PROPRETÉ. V. GARÈNE.

1832 (25 février). *Circulaire*. V. SOMMIER.

1832 (25 février). *Circulaire*, ou ORDONNANCE D'UNIFORME. V. EFFET D'HOMME DE TROUPE. V. EFFET D'UNIFORME. V. ÉQUIPEMENT D'HOMME DE TROUPE. V. HABILLEMENT. V. HAUTE PAYE DE RENGAGEMENT. V. LIT DE TROUPE. V. ORDONNANCE D'UNIFORME.

1832 (12 mars). *Circulaire*. V. FAVELON DE CASERNE.

1832 (20 mars). *Décision*. V. MOUSTACHE.

1832 (21 mars). *Loi sur le recrutement*.

V. ACTE D'ENGAGEMENT. V. APPEL CONSCRIPTIF. V. CONSCRIPTION. V. ENGAGEMENT DE RECRUE. V. HAUTE PAYE DE RENGAGEMENT. V. HAUTE PAYE VÉTÉRINAIRE. V. LÉGISLATION MILITAIRE, 1836 (11 mai). V. MAIRE DE COMMUNE. V. MINISTRE DE LA GUERRE, 1830 (18 novembre). V. RECRUTEMENT. V. REMPLACEMENT. V. REMPLACEMENT D'ENROLÉ. V. RENGAGEMENT. V. RÉSERVE CONSCRIPTIVE. V. SERVICE CONSCRIPTIF. V. TAILLE DE MILITAIRE.

1832 (30 mars). *Instruction sur la loi de 1832* (31 mars), ou ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. ANNÉE DE SERVICE D'HOMME DE TROUPE. V. ENGAGEMENT DE RECRUE. V. ENROLÉ. V. MAIRE DE COMMUNE. V. MUTILATION VOLONTAIRE. V. ORDONNANCE DE COMPOSITION. V. RECRUTEMENT. V. RÉFRACTAIRE. V. REMPLACEMENT. V. RENGAGEMENT.

1832 (31 mars). *Décision*. V. CONSUEVIER DE CUISINE DE CASERNE. V. RATION. V. TROP PRÊCHU.

1832 (5 avril). *Ordonnance et rapport au roi*. Abrogée par ORDONNANCE DE 1837 (16 novembre). V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 4. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 1. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 4. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 4.

1832 (10 avril). *Circulaire*. V. CASSATION DE SOUS-OFFICIERS. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 19. V. DETTE D'OFFICIER. V. DISCIPLINE. V. FEMME SUSPECTE. V. NIÉBARCHIE. V. LIEUTENANT COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. ORDONNANCE DE POLICE.

1832 (11 avril). *Circulaire*. v. ÉCOLE POLYTECHNIQUE. v. ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR.

1832 (12 avril). *Décision*. v. INGÉNIEUR MILITAIRE.

1832 (14 avril). *Ordonnance*. v. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 2. v. FEMME A LA SUITE DES CORPS.

1832 (14 avril). *Loi sur l'avancement*. v. ACTION D'ÉCLAT. v. ANCIENTÉTÉ DE GRADE D'OFFICIER. v. ANNÉE DE GRADE POUR AVANCEMENT. v. AVANCEMENT. v. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. v. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. v. CAVALERIE FRANÇAISE N° 6. v. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. v. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. v. CORPS D'ÉTAT-MAJOR. v. EMPLOI. v. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 12. v. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 2. v. GRADE D'OFFICIER. v. INFANTERIE FRANÇAISE N° 6. v. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. v. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. v. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 4. v. MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. v. FENITION DE RETRAITE. v. PRISONNIER DE GUERRE FRANÇAIS. v. TRAITE PÉCUNIAIRE. v. SOUS-LIEUTENANT N° 2. v. SOUS-LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3, 4. v. SOUS-OFFICIER.

1832 (18 avril). *Circulaire*. v. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 2. v. FEMME A LA SUITE DES CORPS.

1832 (19 avril). *Ordonnance et instruction y faisant suite* sur l'avancement. v. ANCIENTÉTÉ DE SERVICE D'OFFICIER. v. CHEVRON D'ANCIENTÉTÉ. v. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE N° 3. v. CORPS D'INTENDANCE N° 8. v. ENGAGEMENT DE RECRUE. v. ENROLÉ VOLONTAIRE. v. ENROLEMENT VOLONTAIRE. v. GAGISTE. v. HAUTE PAYS. v. MAIRE DE COMMUNE. v. ORDONNANCE D'AVANCEMENT. v. PRÉFET DE DÉPARTEMENT. v. RENGAGEMENT. v. TAILLE MILITAIRE.

1832 (28 avril). *Ordonnance et instruction y faisant suite*, ou *ordonnance d'avancement*. v. APPEL CONSCRIPTIF. v. CHEVRON D'ANCIENTÉTÉ. v. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE N° 3. v. CORPS D'INTENDANCE N° 8. v. ENGAGEMENT DE RECRUE. v. ENROLÉ VOLONTAIRE. v. ENROLEMENT D'ANCIEN MILITAIRE. v. ENROLEMENT VOLONTAIRE. v. GAGISTE. v. HAUTE PAYS. v. MAIRE DE COMMUNE. v. ORDONNANCE D'AVANCEMENT. v. PRÉFET DE DÉPARTEMENT. v. RENGAGEMENT. v. TAILLE DE MILITAIRE.

1832 (3 mai). *Ordonnance sur le service des armées en campagne*, modifiée par l'ordonnance de 1837 (8 avril). v. ADJOINT AU TRÉSORIER. v. ADJUDANT-MAJOR DE CAMPE-

MENT. v. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 19. v. AIDE-MAJOR GÉNÉRAL. v. APPEL AU CAMP. v. ARME PERSONNELLE N° 3. v. ARMÉE AGISSANTE N° 5. v. ARMÉE FRANÇAISE N° 3, 6. v. BAGAGE D'ARMÉE AGISSANTE. v. BARAQUE. v. BARAQUEMENT. v. BILLET D'APPEL AU CAMP. v. BILLET D'APPEL DE POLICE. v. BILLET D'APPEL DE SOIR AU CAMP. v. BRIGADE D'ARMÉE. v. BRIGADE MIXTE. v. CAMP. v. CAMP DES TENTES. v. CAMPEMENT ACTIF. v. CANTONNEMENT. v. CAPITAINE DE DISTRIBUTION. v. CAPITAINE DE POLICE AU CAMP. v. CAVALERIE FRANÇAISE N° 6, 8. v. CHEF D'ÉTAT-MAJOR. v. CHEF D'ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE. v. CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE DIVISION. v. COLONEL AU CAMP. v. COLONEL EN CAMPAGNE. v. COMMANDANT DE QUARTIER GÉNÉRAL. v. COMMANDEMENT D'ARMÉE. v. COMMANDEMENT HIERARCHIQUE. v. COMMISSION D'EMPLOI. v. CONTRIBUTION DE GUERRE. v. CORPS D'ARMÉE. v. COUVÉE AU CAMP. v. CORPS D'INTENDANCE N° 8. v. CUISINE AU CAMP. v. DÉFENSE DE PLACE. v. DÉTACHEMENT DE GUERRE. v. DIVISION D'ARMÉE. v. DOMESTIQUE D'OFFICIER. v. DRAPEAU AU CAMP. v. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE. v. ÉTAT-MAJOR D'ARTILLERIE. v. FORTESSE. v. GARDE AU CAMP. v. GENDARMERIE DE POLICE N° 6. v. GÉNÉRAL DE BRIGADE N° 1. v. GÉNÉRAL DE DIVISION N° 2. v. GÉNÉRAL EN CHEF N° 1, 2. v. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 5. v. INFANTERIE FRANÇAISE N° 8. v. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. v. INFIRMERIE. v. INTENDANT GÉNÉRAL. v. INTENDANT MILITAIRE N° 4. v. LAITIÈRES DE CAMP. v. LÉGISLATION, 1837 (3 avril). v. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. v. LIEUTENANT D'ARMÉE. v. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 5, 6. v. MAJOR GÉNÉRAL. v. MARÉCHAL DE CAMP N° 6. v. MARÉCHAL DE FRANCE N° 8. v. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830 (18 NOVEMBRE). v. OFFICIER D'ARTILLERIE N° 5. v. OFFICIER DE CAVALERIE. v. id. N° 5. v. OFFICIER DE COMPAGNIE. v. OFFICIER DE GARDIE. v. OFFICIER DE SEMAINE. v. OFFICIER EN GÉNIE N° 7. v. OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL. v. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 5. v. OFFICIER FRANÇAIS N° 12. v. ORDONNANCE D'HOMME DE TÊTE. v. ORDONNANCE DE SERVICE EN CAMPAGNE. v. ORDONNANCE IDIOMATIQUE. v. ORDRE DE BATAILLE. v. OUVRER DE CORPS. v. PAS DE CAMP. v. PAS HIERARCHIQUE. v. PIQUET AU CAMP. v. PRÉFET. v. QUARTIER GÉNÉRAL. v. RANG DE BATAILLE. v. RANG HIERARCHIQUE. v. RÉSERVE DE BATAILLE. v. TRAITE CÉLÉSTIQUE. v. TRAVAIL ÉCRIT. v. SERVICE DE CAMPAGNE. v. SERVICE DE SEMAINE. v. SIÈGE. v. SOUS-INTENDANT N° 4.

1832 (8 mai). *Décision*. v. CACHET DE CORPS.

1832 (9 mai). *Ordonnance*. v. MARÉCHAL DE FRANCE N° 2 et 6.

1832 (16 mai). *Ordonnance*. v. HOTEL DES

INVALIDES. V. OFFICIER EN RETRAITE. V. OFFICIER FRANÇAIS n° 10.

1832 (16 mai). *Circulaire*. V. TONNELET DE PETIT ÉQUIPEMENT.

1832 (24 mai). *Décision*. V. COMPAGNIE D'ÂRTE n° 1.

1832 (3 juin). *Ordonnance*. V. BATAILLON D'AFRIQUE. V. COMPAGNIE DE DISCIPLINE. V. TRANSFORMATION.

1832 (4 juin). *Note*. V. GENDARMERIE DE POLICE n° 3. V. MOUSTACHE.

1832 (12 juin). *Circulaire*. V. VESTE.

1832 (13 juin). *Décision*. V. CHANGEMENT DE CORPS.

1832 (15 juin). *Décision*. V. PANTALON.

1832 (5 juillet). *Marché pour l'entreprise des convois militaires*. V. CONVOI MILITAIRE. V. INTENDANT MILITAIRE n° 2.

1832 (14 juillet). *Décision*. V. TONNELET DE PETIT ÉQUIPEMENT.

1832 (14 juillet). *Ordonnance*. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE n° 1.

1832 (16 juillet). *Décision*. V. RÉFORME D'OFFICIER.

1832 (20 juillet). *Décision interprétative de l'ordonnance de 1832 (14 avril)*. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE n° 1, 2. V. ENFANT D'OFFICIER.

1832 (3 août). *Circulaire*. V. REMPLAÇANT.

1832 (6 août). *Circulaire*. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS.

1832 (15 août). *Instruction aux inspecteurs généraux*. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830.

1832 (18 août). *Circulaire*. V. CORDON DE SCHAROS. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1830. V. OFFICIER D'ARTILLERIE. V. SCHARO D'HOMME DE TROUPE.

1832 (22 août). *Note descriptive du nouveau soulier*. V. SOULIER. V. TRANSFORMATION.

1832 (28 août). *Décision*. V. POSTE AUX LETTRES. V. VAGUEMESTER.

1832 (8 septembre). *Décision*. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE.

1832 (20 septembre). *Ordonnance*. Création d'un comité permanent d'infanterie et de cavalerie. V. COMITÉ PERMANENT D'INFANTERIE. V. CONSEIL DE LA GUERRE n° 1.

1832 (20 septembre). *Ordonnance*. V. ÉCOLE DE SAINT-CYR.

1832 (29 septembre). *Ordonnance*. V. ÉCOLE D'ARTILLERIE.

1832 (12 octobre). *Instruction sur les insoumis*. V. INSOUIS. V. RÉFRACTAIRE.

1832 (15 octobre). *Ordonnance*. V. REMONTE.

1832 (15 octobre). *Ordonnance sur le corps de remonte*. V. CORPS DE REMONTE. V. REMONTE.

1832 (30 octobre). *Ordonnance*. V. ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

1832 (12 novembre). *Circulaire*. V. INSUBORDINATION.

1832 (19 novembre). *Ordonnance*. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT n° 1.

1832 (1^{er} décembre). *Décision*. V. CHIRURGIEN DE CORPS. V. CONSEIL DE SANTÉ.

1832 (3 décembre). *Ordonnance sur le service des maisons centrales de détention, dites pénitenciers militaires*. V. RÉFRACTAIRE.

1832 (10 décembre). *Circulaire*. V. CAVALERIE FRANÇAISE n° 5.

1832 (12 décembre). *Décision*. V. CHIRURGIEN DE CORPS.

1832 (13 décembre). *Circulaire*. V. PANTALON DE CAVALERIE.

1832 (20 décembre). *Ordonnance*. V. COMPAGNIE DE FUSELIER DISCIPLINAIRES.

1832 (28 décembre). *Décision*. V. DOMESTIQUE D'OFFICIER.

1833 (9 janvier). *Ordonnance*. V. ÉTAT-MAJOR D'ARTILLERIE.

1833 (20 janvier). *Règlement provisoire*. V. ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR.

1833 (27 janvier). *Circulaire*. V. 25^e CRIME.

1833 (4 février). *Circulaire*. V. FEUILLE DE ROUTE D'OFFICIER.

1833 (7 février). *Décision*. V. CAMPEMENT ADMINISTRATIF.

1833 (23 février). *Ordonnance*. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR.

1833 (25 février). *Circulaire*. V. COMBUSTIBLE DE CUISINE. V. OFFICIER D'ORDONNANCE.

1833 (27 février). *Circulaire*. V. DISCIPLINE.

1833 (28 février). *Décision*. V. MUSICIEN.

1833 (6 mars). *Circulaire*. V. ÉTAT DE SITUATION.

1833 (7 mars). *Ordonnance*. V. SOUVER.

1833 (29 mars). *Circulaire*. V. JUSTICE MILITAIRE.

1833 (8 avril). *Circulaire*. V. PRISE.

1833 (10 avril). *Circulaire*. V. CASERNE.

1833 (14 avril). *Loi*. V. AVANCEMENT.

1833 (25 avril). *Décision*. V. PANTALON DE TOILE.

1833 (27 avril). *Règlement publié dans le Journal militaire en 1837, p. 189*. V. CONDAMNÉ AUX TRAVAUX.

1833 (1^{er} mai). *Rapport au roi sur l'organisation de l'armée*. V. ARMÉE FRANÇAISE n° 4. V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. CAVA-

LEGER FRANÇAISE. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 4. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 2. V. GÉNIE INDUSTRIEL N° 3. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. TRAIN DES ÉQUIPAGES MILITAIRES. V. VÉTÉRANS.

1855 (5 mai). *Circulaire*. V. GYMNASIE. V. GYMNASTIQUE.

1855 (8 mai). *Décision*. V. SARRIS D'INFANTERIE.

1855 (11 mai). *Note*. V. SARRIS D'INFANTERIE. V. TRANSCORPORATION.

1855 (20 mai). *Circulaire*. V. ORDINAIRE D'HOMME DE TROUPE. V. PRÊT DE COMPAGNIE.

1855 (juin). *Décision*. V. FISTOLET.

1855 (3 juin). *Ordonnance*. V. FEINE.

1855 (22 juin). *Instruction*. V. SERMENT MILITAIRE.

1855 (26 juin). *Note ministérielle*. V. ESCRIME. V. TRANSCORPORATION.

1855 (27 juin). *Note ministérielle sur l'uniforme des officiers de santé*. V. OFFICIER DE SANTÉ. V. TRANSCORPORATION.

1855 (2 juillet). *Circulaire*. V. AUTORITÉS MILITAIRES.

1855 (5 juillet). *Ordonnance*. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. RÉSERVE CORRECTIVE. V. TIRAILLEUR.

• 1855 (25 juillet). *Décision sur la tenue*. V. BONNET DE POLICE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5. V. CHAUSSETTE. V. CHAUSSEUR. V. COL DE TROUPE. V. DEMI-GUÊTRE. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. GARDE DE CHAFFAU. V. GANT. V. POMPE. V. TRUC.

1855 (1^{er} août). *Ordonnance*. V. REVUE DE LIQUIDATION.

1855 (18 septembre). *Ordonnance*. V. RÉGIMENT D'ARTILLERIE N° 3. V. TRAIN D'ARTILLERIE.

1855 (9 octobre). *Circulaire*. V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 3.

1855 (17 octobre). *Décision*. V. CHAMP DE BATAILLE. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. INFIRMIER D'HÔPITAL. V. INHUMATION. V. OUVRIER D'ADMINISTRATION. V. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER.

1855 (29 octobre). *Circulaire*. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT.

1855 (2 novembre). *Ordonnance sur le service intérieur des troupes d'infanterie*. La suppression du chapitre 35 est la principale modification de l'ordonnance analogue de 1818 (13 mai). Une décision de 1855 (15 juillet) modifiait les articles 20, 46, 60, 74, 198, 200, 252, 277, 294 de la présente ordonnance. Ses dispositions concernant les conseils d'enquête étaient abrogées par la loi de 1854 (10 mai). V. ADJOINT AU CAPITAINE D'ARMEMENT. V. ADJOINT AU TRÉASURIER. V. ADJUDANT DE SEMAINE N° 3. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE N° 4. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6. V. ADJUDANT-MAJOR EN ROUTE. V. ADJUDANT-MAJOR PRÉCÉDANT LE CORPS. V. ADMINISTRATION DE CORPS. V. AFFICHE DE CHAMBRE. V. AIDE-CHIRURGIEN N° 1. V. APPEL DE POLICE. V. APPEL EN GARNISON. V. APPEL EN ROUTE. V. ARRÊTS. V. ARMÉE-GARDE DE CORPS EN ROUTE. V. ARRIVÉE DE CORPS AU GITE. V. CASERNE. V. CATTORIS DE CASERNE. V. BILLET D'APPEL DE COMPAGNIE. V. BILLET D'APPEL DE POLICE. V. BILLET D'APPEL DE SOIR. V. BILLET D'ENTRÉE À L'HÔPITAL. V. BON DE CORPS. V. BONNET DE POLICE DE SOLDAT. V. CACHOT. V. CALOTTE DISCIPLINAIRE. V. CAPITAINE DE GRENADIERS N° 4. V. CAPITAINE DE SEMAINE. V. CAPITAINE D'ARMEMENT N° 3. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. CAPITAINE EN ROUTE. V. CAPITAINE EN SECOURS. V. CAPORAL DE SEMAINE. V. CAPORAL D'ESCADRE. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE; id. N° 13. V. CASERNE. V. CASERNEMENT. V. CASSATION DISCIPLINAIRE. V. CÉRÉMONIAL. V. CHAMBRE DE CASERNE. V. CHEF DE BATAILLON DE SEMAINE. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5, 11. V. CHEF DE DÉTACHEMENT. V. CHIRURGIEN DE CORPS. V. CLASSE TACTIQUE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 19, 24, 30. V. COMMANDANT DE PLACE N° 5. V. COMPAGNIE DE DISCIPLINE. V. COMPAGNIE NOIR. V. COMPÉTIBILITÉ DE COMPAGNIE. V. COMPÉTIBILITÉ DE CORPS. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT; id. N° 1. V. CONSEIL DE DISCIPLINE. V. CONSEIL DE RÉGIMENT. V. CONSEIL D'ENQUÊTE. V. CONSEIL D'ENQUÊTE DE DIVISION. V. CONSIGNES CORRECTIONNELLES. V. CONSIGNES DE POLICE EN GARNISON. V. CONTRÔLE. V. CONTRÔLE ANNUEL. V. CORVÉE. V. DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF. V. DÉTACHEMENT DE CORPS. V. DÉTACHÉ À LA SALLE DE DISCIPLINE. V. DENIERS DE POCHES. V. DÉPART DE CORPS. V. DÉTACHEMENT EN ROUTE. V. DETTE DE MILITAIRE. V. DISTRIBUTION. V. DISTRIBUTION DE DENRÉES. V. DISTRIBUTION EN ROUTE. V. DISTRIBUTION D'EFFETS D'UNIFORME. V. DOMESTIQUE D'OFFICIER. V. ÉCOLE RÉGIMENTAIRE. V. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. V. EFFET D'UNIFORME. V. ESCORTE DE CONVOI. V. ESCRIME. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. FAUTE. V. FEUILLE DE PRÊT. V. FORMATION DE COMPAGNIE. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. FOURNIER EN ROUTE. V. FRATER. V. GARDE DE POLICE EN ROUTE. V. GARDE EN GARNISON. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 4, 5. V. GÉNÉRAL. V. GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. GYMNASIE. V. HAYRAC. V. HOMME DE SERVICE. V. NOMS DE TROUPE N° 9. V. NORMES. V. INFIRMIER. V. INSPECTION DE DÉTAIL. V. INSTRUCTION. V. INTENDANT MILI-

TAIRE N° 2. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIÈGE N° 9; 10. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE SAGNE. V. LIVRE DE PUNITION. V. LIVRE D'ORDRE. V. LIVRET INDIVIDUEL. V. LOGEMENT DE MILITAIRES. V. LOIEMENT EN ROUTE. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 5, 7. V. MARCHÉ-ROUTE. V. MARCHE ADMINISTRATIF. V. MARQUE DE RUFFLETTERIE. V. MASSE INDIVIDUELLE. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 7. V. MODIFICATION MUTATIONNAIRE. V. MUSICIEN. V. NUIT DE REPOS. V. OFFICIER À LA SUITE. V. OFFICIER DE SEMAINE. V. OFFICIER D'ARMEMENT. V. OFFICIER DE COMPAGNIE. V. OFFICIER DE SECTION. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4, 7. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 12, 13, 16. V. ORDRE DES SOLDATS. V. ORDRE DES SOUS-OFFICIERS. V. ORDRE DES HOMMES DE TROUPE. V. ORDONNANCE DE POLICE. V. ORDRE TESSERAIRE. V. PARADE DE TROUPES. V. PATROUILLE EN ROUTE. V. PERMISSION. V. PIERRE À FEU. V. POLICE. V. PORTE-DRAPEAU N° 6. V. PRÉSENTATION PÉCUNIAIRE. V. PRÊT. V. PERSON. V. PUNITION. V. RAPPORT DE COMPAGNIE. V. RAPPORT JOURNALIER. V. RECROUTE. V. REMPLACEMENT D'EFFETS. V. RÉPARATION D'EFFETS D'UNIFORME. V. REPAS DE CORPS. V. REVUE. V. REVECH D'INSPECTEUR GÉNÉRAL. V. ROUTE MILITAIRE. V. SALLE DE DISCIPLINE. V. SECTION ADMINISTRATIVE. V. SÉJOUR. V. SENTINELLE DE POLICE. V. SERGENT DE POLICE. V. SERGENT DE SEMAINE. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9, 12. V. SERGENT-MAJOR N° 8. V. SERVICE UN CAHIERON. V. SERVICE DE SEMAINE. V. SERVICE INTÉRIEUR. V. SERVICE JOURNALIER. V. SERVICE PAYÉ. V. SOUS-INTENDANT; id. N° 7. V. SOUS-OFFICIER N° 3, 8, 10. V. SUBORDINATION. V. SUSPENSION DE GRADE. V. TABLE D'OFFICIERS. V. TAMBOUR DE POLICE. V. TAMBOUR-MAJOR. V. TENUE. V. TRAVAILLEUR. V. TRÉSORIER DE CORPS. V. VAQUEMESTIER. V. VISITE DE CASERNE. V. VISITE DE CHAMBRE DE CASERNE. V. VISITE DE CHIRURGIEN. V. VISITE DE CORPS. V. VISITE DU DIMANCHE. V. VOLTIGEUR.

1853 (28 novembre). *Note ministérielle.* V. SAPEUR D'INFANTERIE. V. TRANSCORPORATION.

1853 (5 décembre). *Note interprétative de la décision de 1853 (20 mars) sur la sûreté du prêt et le fonds de l'ordinaire.* V. FONDS D'ORDINAIRE. V. ORDINAIRE D'HOMMES DE TROUPE. V. ORDONNANCE D'HOMME DE TROUPE. V. PRÊT.

1853 (3 décembre). *Note relative à l'instruction de 1810 (18 mars).* V. ÉTAT DE SITUATION. V. TRANSCORPORATION.

1853 (9 décembre). *Rapport au roi sur la justice militaire pendant l'année 1852.* V. DÉLIT. V. JUSTICE MILITAIRE.

1853 (23 décembre). *Circulaire. Nouvelle fixation de la prime d'entretien de*

la masse individuelle. V. MASSE INDIVIDUELLE. V. PRIME D'ENTRETIEN.

1853 (24 décembre). *Circulaire.*

1854 (7 janvier). *Ordonnance.* V. CAPITAINE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT; id. N° 1. V. CONSEIL ÉVENTUEL.

1854 (15 janvier). *Décision.* V. OFFICIER FRANÇAIS N° 7.

1854 (29 janvier). *Note.* V. BOITE À TOURNEVIS. V. TRANSCORPORATION.

1854 (5 février). *Note ministérielle concernant les registres de punitions.* V. LIVRE DE PUNITIONS. V. TRANSCORPORATION.

1854 (5 février). *Note ministérielle concernant les frais de justice.* V. FRAIS DE JUSTICE. V. JUSTICE MILITAIRE.

1854 (7 février). *Ordonnance.* V. COMPAGNIE DE DISCIPLINE.

1854 (9 février). *Décision.* V. MARIAGE.

1854 (11 février). *Note ministérielle concernant les officiers de compagnies d'élite.* V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 1. V. OFFICIER DE COMPAGNIE D'ÉLITE. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. TRANSCORPORATION.

1854 (21 février). *Note.* V. VACCINATION. V. TRANSCORPORATION.

1854 (1^{er} mars). *Décision.* V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 5.

1854 (6 mars). *Décision.* V. SERMENT.

1854 (9 mars). *Ordonnance qui supprime les quatrièmes bataillons et les sixièmes escadrons, et réduit à cinq escadrons et trois bataillons tous les régiments.* V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIÈGE N° 4. V. CHASSEUR À CHEVAL. V. ESCADRON FRANÇAIS N° 3. V. SOUS-LIEUTENANT N° 2.

1854 (20 mars). *Décision.* V. NANT.

1854 (28 mars). *Décision.* V. COMMIS-NAIRE DU ROI.

1854 (2 avril). *Décision.* V. SALLE DE THÉORIE.

1854 (25 avril). *Circulaire.* V. COMBUSTIBLE DE CUISINE.

1854 (6 mai). *Décision.* V. DRAP DE TROUPE.

1854 (16 mai). *Décision.* V. ABONNEMENT AVEC LES MAÎTRES OUVRIERS. V. MASSE DE LINGE ET CHAUSURES.

1854 (40 mai). *Loi sur l'état des officiers.* V. ACTIVITÉ DE SERVICE. V. AGENT ADMINISTRATIF. V. CONDAMNATION JUDICIAIRE. V. CONSEIL D'ENQUÊTE DISCIPLINAIRE. V. CORPS D'INTENDANCE N° 6. V. DÉMISSION. V. DESTITUTION. V. EMPLOIÉ. V. ÉTAT DES OFFICIERS. V. GRADE D'OFFICIER. V. LEGISLATION MILITAIRE 1853 (2 novembre), 1856 (21 mai). V. OFFI-

CIER FRANÇAIS N° 10, 11, 12. V. POSITION D'OFFICIERS. V. RÉFORME D'OFFICIERS. V. SOLDE D'OFFICIERS.

1854 (24 mai). *Ordonnance relative aux détenteurs d'armes de guerre.* V. ARME DE GUERRE.

1854 (28 mai). *Circulaire.* V. CAPITAINE RAPPORTEUR. V. COMMISSAIRE DU ROI.

1854 (20 juin). *Ordonnance.* V. CONGÉ-DÉ. V. ENGAGEMENT.

1854 (24 juin). *Instruction sur l'inspection.* V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 5.

1854 (25 juin). *Instruction.* V. APPEL CONSCRIPTIF. V. CONSCRIPTION. V. CONSEIL DE RÉVISION CONSCRIPTIF. V. ENGAGEMENT DE RECRUE. V. INFIRMITÉ. V. MAIRE DE COMMUNE. V. MARIAGE DE MILITAIRE. V. PRÉFET DE DÉPARTEMENT. V. REMPLAÇANT. V. SERVICE CONSCRIPTIF. V. VENTE DE CONSCRIT.

1854 (30 juin). *Marché de fourrages.* V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION.

1854 (5 juillet). *Décision.* V. ABONNEMENT AVEC LES MAÎTRES OUVRIERS. V. MAME DE LÈGE ET CHAUSURE.

1854 (7 juillet). *Décision.* V. CONSEIL DE DISCIPLINE.

1854 (9 juillet). *Circulaire.* V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 3.

1854 (4 août). *Décision.* V. CONSEIL DE RÉVISION JUDICIAIRE.

1854 (7 août). *Circulaire.* V. VAGUEMENTRE.

1854 (14 août). *Décision.* V. CONSEIL DE RÉVISION JUDICIAIRE.

1854 (19 août). *Circulaire.* V. HOMME EN SUBSISTANCE.

1854 (8 septembre). *Circulaire.* V. CANTON DE SOUS-OFFICIER. V. PEINE.

1854 (10 septembre). *Ordonnance.* Création de spahis-réguliers à Alger. V. SPAHIS.

1854 (10 septembre). *Ordonnance.* V. VÉTÉRAN.

1854 (25 septembre). *Décision.* V. CHEVON D'ANCIENNETÉ.

1854 (26 septembre). *Circulaire.* V. CAPITAINE DE SEMAINE. V. DISTRIBUTION DE RATIONS.

1854 (3 octobre). *Décision.* V. CONSEIL DE RÉVISION JUDICIAIRE.

1854 (28 octobre). *Ordonnance.* V. COMITÉ PERMANENT.

1854 (13 novembre). *Circulaire.* V. MAME INDIVIDUELLE.

1854 (décembre). *Circulaire.* V. CORPS DE GARDE.

1854 (4 décembre). *Décision.* V. AIDE-MAJOR ACTUEL N° 2.

1854 (6 décembre). *Décision.* V. CORPS DE GARDE DE GARNISON.

1855 (5 janvier). *Décision.* V. TROF PERÇU.

1855 (21 janvier). *Décision.* V. PIERCE D'ARMES.

1855 (26 janvier). *Circulaire.* V. CAPITAINE RAPPORTEUR. V. COMMISSAIRE DU ROI.

1855 (11 février). *Décision.* V. SONNEIL D'INFANTERIE.

1855 (14 février). *Décision royale.* V. LÉGIMATION. V. SONNERIE.

1855 (5 mars). *Note.* V. FOURREAU DE RABONNETTE. V. TRANSCORPORATION.

1855 (20 mai). *Décision.* V. GYMNAS.

1855 (21 mai). *Décision.* V. VAGUEMENTRE.

1855 (29 mai). *Ordonnance sur le service et l'instruction de l'artillerie.* V. ARTILLERIE IDIOTIQUE.

1855 (6 juin). *Circulaire.* V. ARME PERDUE. V. RAISONNETTE DE FUSIL. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. MOUSQUETON.

1855 (10 juin). *Ordonnance.* V. SPAHIS.

1855 (10 juin). *Ordonnance de composition de l'intendance, modifiée par décision de 1856 (8 décembre).* V. ADJOINT A L'INTENDANCE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. CORPS D'INTENDANCE; Id. N° 2, 3, 5. V. INTENDANT MILITAIRE N° 1. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. SOUS-INTENDANT N° 1, 7.

1854 (15 juin). *Ordre du jour.* V. DUEL. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1.

1854 (18 juin). *Note ministérielle.* V. ACTIVITÉ DE SERVICE. V. TRANSCORPORATION.

1854 (18 juin). *Ordonnance sur l'inspection générale.* V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 5. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 6. V. TIRCEMENT.

1855 (25 juin). *Ordonnance qui décadre de l'armée la légion étrangère.* V. LÉGIION ÉTRANGÈRE.

1855 (2 juillet). *Décision.* V. MURQUE.

1855 (8 juillet). *Décision royale.* V. DÉFILEMENT ADMINISTRATIF. V. RIVER D'ADMINISTRATION.

1855 (9 juillet). *Ordonnance qui modifie celle de 1850 (15 novembre).* V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 4. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 1. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 3. V. MARÉCHAL DE CAMP N° 3.

1855 (15 juillet). *Règlement.* V. ARTILLERIE STRATÉGIQUE.

1855 (15 juillet). *Marché de fourrage.* V. FOURRAGE DE DISTRIBUTION.

1855 (15 juillet). *Décision qui modifie*

neuf articles de l'ordonnance de 1855 (2 novembre). V. ARAYAGE DE CHEVAUX. V. CONTRÔLE ANNUEL. V. CORPS D'INTENDANCE N° 6. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 5. V. MOUVEMENT MUTATIONNAIRE. V. PRÉT. V. SOUS-INTENDANT; id. N° 7. V. TRÉSORIER DE CORPS.

1855 (17 juillet). *Décision*. V. MILITAIRE, SUBS.

1855 (27 juillet). *Ordonnance*, abrogée par l'ordonnance de 1857 (16 novembre). V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 2. V. MINISTRE DE LA GUERRE DE 1855.

1855 (28 juillet). *Décision*. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REVUE SUR LE TERRAIN. V. SOUS-INTENDANT N° 7.

1855 (8 août). *Instruction*. V. CAMPEMENT FACTIF.

1855 (18 août). *Décision*. V. CORPS D'INTENDANCE N° 5.

1855 (21 août). *Décision*. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 4. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE; id. N° 4. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE.

1855 (21 août). *Décision*. V. CHAPEAU A TROIS CORNES.

1855 (25 août). *Ordonnance*. V. SOUS-INTENDANT N° 5.

1855 (11 septembre). *Décision qui affecte aux compagnies un signe en caractères alphabétiques*. V. ADMINISTRATION DE COMPAGNIE.

1855 (12 novembre). *Ordonnance*. Suppression du corps des remonte. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 9.

1855 (4 décembre). *Marché d'habillement*. V. MARCHÉ D'HABILLEMENT.

1855 (10 décembre). *Ordonnance qui crée des compagnies de cavaliers vétérans*. V. VÉTÉRAN.

1855 (10 décembre). *Marché de schakos*. V. SCHARD D'INFANTERIE.

1855 (16 décembre). *Ordonnance*. Création d'une nouvelle légion étrangère. V. LÉGION ÉTRANGÈRE.

1855 (16 décembre). *Décision*. V. CHAPEAU D'UNIFORME.

1855 (19 décembre). *Ordonnance*. V. SAFFUR. V. TRAIN DES ÉQUIPAGES.

1855 (19 décembre). *Décision*. Tiercement des officiers des compagnies d'élite. V. OFFICIER DES COMPAGNIES D'ÉLITE. V. TIERCEMENT.

1855 (25 décembre). *Ordonnance*. Les zouaves portés à deux bataillons. V. ZOUAVE.

1855 (28 décembre). *Envoi du règlement sur les écoles régimentaires, modifié par la circulaire de 1857 (10 février)*. V. AVANCEMENT AU GRADE D'OFFICIER. V. ÉCOLE

RÉGIMENTAIRE. V. ÉCOLE RÉGIMENTAIRE DE SOUS-OFFICIER.

1856 (1^{er} janvier). *Ordonnance*. V. RECRUTEMENT.

1856 (2 janvier). *Circulaire*. V. LÉGION D'ÉTRANGERS.

1856 (6 janvier). *Décision*. V. OFFICIER DE SANTÉ.

1856 (19 janvier). *Décision*. V. OFFICIER DE SANTÉ.

1856 (28 janvier). *Circulaire*. V. RECRUTEMENT.

1856 (29 janvier). *Note*. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

1856 (30 janvier). *Décision*. V. REMPLACEMENT D'ENROLÉ.

1856 (4 février). *Décision*. V. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE.

1856 (9 mars). *Circulaire*. V. CORPS DE GARDE DE GARNISON.

1856 (12 mars). *Règlement sur les manœuvres et évolutions des batteries attelées*. V. ARTILLERIE STRATÉGIQUE. V. BATTERIE ATTILÉE. V. ÉVOLUTION D'ARTILLERIE.

1856 (16 mars). *Décision du conseil d'Etat au sujet du mariage*. V. DESTITUTION. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 7.

1856 (17 mars). *Marché*. V. BONS DE FUSIL.

1856 (5 avril). *Décision du roi*. V. GANT.

1856 (28 avril). *Circulaire*. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 14. V. FAU-DE-VIE.

1856 (4 mai). *Instruction*. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

1856 (11 mai). *Décision relative à l'article 25 de la loi de 1832 (21 mars)*. V. LÉGISLATION, 1832 (21 mars). V. REMPLACEMENT.

1856 (18 mai). *Décision*. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 14. V. FAU-DE-VIE.

1856 (20 mai). *Circulaire*. V. CONTUMACE. V. JUGEMENT MILITAIRE.

1856 (21 mai). *Ordonnance relative à la loi de 1834 (19 mai)*. V. CONSEIL D'ENQUÊTE DISCIPLINAIRE.

1856 (5 juin). *Décision*. V. LÉGISLATION MILITAIRE, 1854 (19 mai). V. MARIAGE. V. MONTACHE.

1856 (8 juin). *Décision*. V. COL DE TROUPE. V. DOULEURE D'HARIT. V. ÉPAULETTE DE SOUS-LIEUTENANT.

1856 (8 juin). *Instruction*. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 14. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 5.

1856 (9 juin). *Note*. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. PAS DEQUEUR.

- 1836 (21 juin). *Décision*. V. MARINE.
- 1836 (9 juillet). *Loi*. V. OPPOSITION JURIDIQUE.
- 1836 (13 juillet). *Décision*. V. MUSICIEN N° 5.
- 1836 (14 juillet). *Décision*. V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 3.
- 1836 (14 juillet). V. AIDE-MAJOR ACTUEL N° 2.
- 1836 (14 juillet). *Circulaire*. V. COMPAGNIE D'ÉLITE.
- 1836 (16 juillet). *Décision*. V. AVANCEMENT. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 11.
- 1836 (20 juillet). *Décision*. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON N° 4.
- 1836 (26 juillet). *Décision*. V. CARTOUCHE A POUDDRE. V. CARTOUCHE DE CIEL.
- 1836 (26 juillet). *Décision*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5.
- 1836 (30 juillet). *Note*. V. COMITÉ PERMANENT.
- 1836 (3 août). *Instruction*. V. CAMPMENT TACTIQUE. V. CANONNIER DE CAMPMENT. V. MANTEAU D'ARMES. V. MÈNQUISE. V. TENTE. V. TENTE D'HOMMES DE TROUPE. V. TENTE D'OFFICIER.
- 1836 (12 août). *Ordonnance*. V. OFFICIER DE SANTÉ.
- 1836 (18 août). *Instruction*. V. OFFICIER DE SANTÉ.
- 1836 (19 août). *Note*. V. COMITÉ PERMANENT.
- 1836 (19 août). *Ordonnance*. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 3. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 5.
- 1836 (19 août). *Ordonnance*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL; *Id.* N° 5.
- 1836 (22 août). *Décision*. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR. V. MOUSTACHE. V. ROYALE.
- 1836 (25 août). *Règlement sur l'uniforme de l'intendance*. V. CORPS D'INTENDANCE N° 5. V. SOUS-INTENDANT N° 3.
- 1836 (28 août). *Ordonnance qui supprime le cadre de vétérance de l'état-major général*. Abrogée par ORDONNANCE DE 1837 (16 NOVEMBRE). V. CADRE DE VÉTÉRANCE.
- 1836 (31 août). *Règlement sur l'uniforme de l'état-major*. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR.
- 1836 (10 ou 11 septembre). *Ordonnance*. V. COMITÉ PERMANENT. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE; *Id.* N° 5.
- 1836 (19 septembre). *Ordonnance*. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1836.
- 1836 (8 novembre). *Circulaire*. V. CONSEIL D'ENQUÊTE PUBLIQUE.
- 1836 (9 novembre). *Décision*. V. CONVUL A LA SUITE.

- 1836 (19 novembre). *Note*. V. PIÈCE D'ARMES.
- 1836 (22 novembre). *Ordonnance*. V. ARME PERSONNELLE N° 3. V. AVANCEMENT AU GRADE D'OFFICIER SUPÉRIEUR. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 2.
- 1836 (24 novembre). *Décision*. V. CHASSEUR A CHEVAL. V. LANCIER.
- 1836 (27 novembre). *Ordonnance*. V. CHASSEUR A CHEVAL. V. LANCIER.
- 1836 (30 novembre). *Ordonnance*. V. HOTEL DES INVALIDES.
- 1836 (8 décembre). *Décision*. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 3. V. LANCIER. V. ORDONNANCE DE 1839 (6 DÉCEMBRE).
- 1836 (8 décembre). *Décision qui modifie l'ordonnance de 1835 (10 juin) quant à l'avancement des adjoints de seconde classe de l'intendance militaire*. V. ADJOINT A L'INTENDANCE.
- 1836 (13 décembre). *Ordonnance*. V. HOTEL DES INVALIDES.
- 1836 (28 décembre). *Ordonnance*. V. LANCIER.
- 1837 (5 janvier). *Instruction*. V. CONSEIL D'ENQUÊTE.
- 1837 (12 janvier). *Circulaire qui prescrit aux militaires l'usage habituel de l'uniforme*. V. HABILLEMENT D'UNIFORME. V. TENUE MILITAIRE.
- 1837 (15 janvier). *Ordonnance*. V. ACTE DE RENGAGEMENT. V. ACTE D'ENGAGEMENT.
- 1837 (24 janvier). *Ordonnance*. V. TRÉSORIER DE CORPS N° 4.
- 1837 (27 janvier). *Ordonnance*. V. REMPLACEMENT. V. REMPLACEMENT D'ÉVALUÉ.
- 1837 (31 janvier). *Circulaire*. V. FAVILLOIN DE CASERNEMENT.
- 1837 (10 février). *Circulaire*. V. ÉCOLE RÉGIMENTAIRE. V. LÉGISLATION, 1835 (28 DÉCEMBRE).
- 1837 (10 février). *Note*. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 3. V. MASSE INDIVIDUELLE.
- 1837 (17 février). *Circulaire*. V. REVUE DE LIQUIDATION.
- 1837 (18 février). *Décision*. V. CONSEIL D'ENQUÊTE.
- 1837 (25 février). *Déclaration*. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. GAUCHE.
- 1837 (27 février). *Décision*. V. TRAVAILLEUR.
- 1837 (13 mars). *Instruction*. V. ARME D'UNIFORME DE TROUPE.
- 1837 (14 mars). *Note ministérielle*. V. LANCIER.
- 1837 (20 mars). *Ordonnance*. V. SOUAVE.
- 1837 (30 mars). *Décision*. V. CORPS D'INTENDANCE.
- 1837 (5 avril). *Décision royale qui donne des gants à l'infanterie*.

1857 (8 avril). *Ordonnance qui modifie celle de 1832 (3 mai) quant aux attributions des officiers d'état-major général, — d'artillerie, — du génie.* v. LÉGISLATION, 1832 (3 mai). v. OFFICIER D'ARTILLERIE N° 5. v. OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL. v. OFFICIER DU GÉNIE N° 7. v. SERVICE EN CAMPAGNE.

1837 (14 avril). *Décision.* v. GART.
1837 (21 avril). *Décision.* v. CORPS D'INTENDANCE.

1837 (16 mai). *Décision.* v. BAGUETTE DE FUMÉE. v. NUMÉRO DE FUSEL.

1837 (22 mai). *Circulaire.* v. RECONNAISSANCE DE TERRAIN.

1837 (25 mai). *Instruction.* v. INTENDANT MILITAIRE N° 4. v. OFFICIER DE SANTÉ.

1837 (24 mai). *Circulaire.* v. MINISTRE DE LA GUERRE. v. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 6. v. RECONNAISSANCE DE TERRAIN.

1837 (24 mai). *Instruction sur l'inspection.* v. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5. v. MUSIQUE. v. MUSICIEN N° 4.

1837 (25 mai). *Instruction.* v. INTENDANT MILITAIRE N° 4.

1837 (5 juin). *Instruction.* v. OFFICIER DE SANTÉ.

1837 (10 juillet). *Ordonnance.* v. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 2. v. GAGISTE.

1837 (18 juillet). *Décision.* v. GAGISTE.

1837 (22 juillet). *Note.* v. MONTRE-NES-PORT.

1837 (28 juillet). *Circulaire.* v. ARMEMENT EN TROUPE.

1837 (31 juillet). *Décision.* v. SCHARO.

1837 (3 août). *Circulaire.* v. CONSEIL D'ENQUÊTE DISCIPLINAIRE.

1837 (14 août). *Instruction.* v. HOPITAL MILITAIRE.

1837 (16 août). *Circulaire du directeur de la caisse des dépôts et consignations.* v. APPONTISSEMENTS. v. MASSE DE LINGE ET CHAUSURES. v. MASSE INDIVIDUELLE.

1837 (12 septembre). *Circulaire.* v. MATÉLAS. v. THAVERNIN.

1837 (20 septembre). *Décision.* v. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 1.

1837 (21 septembre). *Ordonnance.* v. HÔTEL DES INVALIDES.

1837 (6 novembre). *Circulaire.* v. LOGEMENT DE MILITAIRES.

1837 (15 novembre). *Ordonnance.* v. ENFANT DE TROUPE N° 2. v. MUSICIEN N° 2.

1837 (16 novembre). *Ordonnance.* v. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 4. v. LÉGISLATION, 1831 (11 avril), 1832 (5 avril), 1835 (27 juillet), 1836 (28 août).

1837 (20 décembre). *Ordonnance.* v. INDEMNITÉ DE ROUTE.

1837 (20 décembre). *Décision.* v. COUVRE-SCHARO.

1837 (25 décembre). *Ordonnance portant règlement sur le service de la solde et sur les revues.* v. DÉVELOPPEMENT ADMINISTRATIF. v. FEUILLE DE JOURNÉE. v. INDEMNITÉ DE CHEVAL. v. REYDE. v. SOLDAT. v. THÉSORIER DE CORPS N° 4, 6.

1837 (25 décembre). *Ordonnance annulant celle de 1819 (23 mars).* v. ABSENCE. v. ADMINISTRATION. v. AIDE DE CAMP.

v. AIDE-VADEMESTRER GÉNÉRAL. v. ALLOCATIONS. v. APPONTISSEMENTS. v. ARMÉE EXPÉDITIONNAIRE.

v. ATELIER DE CONDAMNÉS. v. BARAQUEMENT. v. BORDEREAU DE PAYEMENT. v. BORDEREAU DE TOTALISATION. v. CAMPMENT. v. CHAUFFAGE.

v. CHAUFFAGE DE CHAMBRES. v. CHEVAL DE RAT. v. CLATRON. v. CLASSEMENT D'OFFICIERS. v. COMPAGNIE D'ÉLITE. v. COMPASSITÉ. v. CONGRÈS.

v. CONTRÔLE. v. CORPS DE NOUVELLE FORMATION. v. CORPS D'INTENDANCE. v. CORPS PROVISOIRES.

v. DÉCOMPTÉ. v. DÉLÉGATION. v. DÉMISSIONNAIRES. v. DÉPÔT DE RECRUTEMENT. v. DÉSERCTION. v. DÉTACHEMENT. v. DÉTENU. v. DISPONIBILITÉ. v. DOMESTIQUES D'OFFICIERS AUX HÔPITAUX. v. BADGE THERMALIS. v. ÉCOLE MILITAIRE. v. EFFET DE LINGE ET CHAUSURE. v. EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT. v. EMPLOIEMENT.

v. ENFANT D'HOMME DE TROUPE. v. ÉTAT DE PAYEMENT. v. ÉTAT DE MUTATIONS. v. ÉTAPPE. v. EXERCICE RÉGULIER. v. FEUILLE D'APPEL. v. FEUILLE DE JOURNÉE. v. FEUILLE DE ROUTE.

v. FERNAGE. v. FOURNEAU DE CUISINE. v. FOURRAGE. v. FRAIS DE BUREAUX. v. FRANCS. v. GAGISTE. v. GARNISIER. v. GÉNÉRAL FRANÇAIS. v. GÉNÉRAL. v. GRATIFICATION D'ENTRÉE EN CAMPAGNE. v. GRATIFICATION D'OFFICIER PROMU. v. HABITANT. v. HARNACHEMENT. v. HAUTE PATE. v. HOMME EN SUBSISTANCE. v. HOMME MARIÉ. v. HOPITAL MILITAIRE. v. INDEMNITÉ D'AMULEMENT. v. INDEMNITÉ DE FOURNAGES. v. INDEMNITÉ DE LOGEMENT. v. INDEMNITÉ DE VIVRES. v. INFIRMIER. v. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'ARMÉE. v. INSTRUCTEUR EN CHEF. v. JOURNÉE DE TRAITEMENT. v. LIBÉRATION. v. LIQUIDE. v. LIQUIDATION. v. LIVRET DE PAYEMENT. v. LOGEMENT. v. MAINTENANCE. v. MANDAT. v. MASSE INDIVIDUELLE. v. MASSE GÉNÉRALE D'ENTRÉE. v. MILITAIRES EN CONGRÈS. v. MILITAIRE EN JUGEMENT. v. MILITAIRE EN RECRUTEMENT. v. MOINS PRÊTÉ. v. MULET DE RAT. v. MUSICIEN. v. MUTATION. v. NON-ACTIVITÉ. v. OFFICIER COMPTABLE. v. OFFICIER FRANÇAIS. v. OPPOSITION JURIDIQUE. v. ORDINAIRE D'HOMME DE TROUPE. v. ORDONNANCEMENT. v. PAIX. v. PÉRISSEMENT MILITAIRE. v. PERMISSION. v. PERTE. v. PERTE DE CHEVAUX. v. POSITION RÉGULIÈRE. v. PRÉCOMPTÉ. v. PREMIÈRE MISE. v. PRÉSENTATION. v. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER. v. PRISONNIER DE GUERRE FRANÇAIS. v. PROMOTION. v. RATION DE CHAUF-

PAGE. V. RATION. V. RECRUE. V. RECRUTEMENT. V. RÉFORME. V. REMONTE. V. RETENUE. V. REVUE. V. REVUE DE LIQUIDATION. V. SEMESTRE. V. SOLDAT. V. SOLDE. V. SOUS-OFFICIER. V. SUPPLÉMENT DE SOLDS. V. SUPPLÉMENT D'ÉTAFF. V. TRANSCORPORATION. V. TROU PERÇU. V. TROUPE EXPÉDITIONNAIRE. V. VAGUEMESTRE DE CORPS. V. VAGUEMESTRE GÉNÉRAL. V. VIVRES DE CAMPAGNE.

1857 (31 décembre). *Décision.* V. CONSEIL D'ENQUÊTE.

1858 (16 janvier). *Décision.* V. ANNE DU GÉNIE.

1858 (18 janvier). *Ordonnance et Note ministérielle.* V. COMPAGNIE DE DISCIPLINE. V. PENSION DE RETRAITE.

1858 (20 janvier). *Circulaire.* Envoi de l'ordonnance de 1857 (25 décembre). Elle remplace celle de 1825 (19 mars). V. COMPAGNIE D'ÉLITE. V. GRADE D'OFFICIER. V. OFFICIER FRANÇAIS. V. PAYS. V. POSITION ADMINISTRATIVE. V. REVUES D'ADMINISTRATION. V. SOLDE. V. TRANSCORPORATION.

1858 (27 février). *Note ministérielle.* V. GYMNASSE MUNICIPAL.

1858 (28 février). *Ordonnance portant organisation d'un cadre de commis entretenus pour le service des bureaux de l'intendance.* V. CORPS D'INTENDANCE. V. CADRE DE COMMISS ENTRETIENS.

1858 (28 fév.). *Ordonnance portant organisation du corps d'officiers d'administration (hôpitaux, subsistance, habillement, campement).* V. OFFICIER D'ADMINISTRATION.

1858 (11 mars). *Décision.* V. ARMEMENT DE TROUPE.

1858 (14 mars). *Instruction.* V. COMBUSTIBLE.

1858 (16 mars). *Ordonnance.* V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. CONGÉ ILLIMITÉ. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL. V. CORPS D'INTENDANCE. V. CORPS DU GÉNIE. V. ÉCOLE MILITAIRE. V. EMPLOI. V. ÉTAT DE PROPOSITION. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL. V. FONCTIONS. V. FOURNIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. GARDE DE PARIS. V. GENDARMERIE DE POLICE. V. GRADE. V. GRADE DE SOUS-OFFICIER. V. GRADE D'OFFICIER. V. GRADE SUPÉRIEUR. V. GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. HÉRACQUE. V. INFANTERIE FRANÇAISE. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'ARMES. V. INTENDANCE MILITAIRE. V. INTENDANT MILITAIRE. V. INVESTISSEMENT. V. LÉGION ÉTRANGÈRE. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL. V. LISTE D'ANCIENNETÉ. V. LISTE D'APTITUDE. V. MAÎTRE ARMURIER. V. MAÎTRE BATTEUR. V. MAÎTRE OR

MUSIQUE. V. MAÎTRE OUVRIER. V. MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. MARÉCHAL DE CAMP. V. MARÉCHAL DE FRANCE. V. MISSION. V. NOMINATION. V. NON-ACTIVITÉ. V. OFFICIER DE COMPAGNIE D'ÉLITE. V. OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL. V. OFFICIER D'HABILLEMENT. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. OFFICIER D'ORDONNANCE. V. OFFICIER EN MISSION.

1858 (16 mars). *Ordonnance d'avancement, en exécution de la loi de 1852 (14 avril).* V. ABSENCE IRRÉGULIÈRE. V. ACTION D'ÉCLAT. V. ADJOINT À L'INTENDANCE. V. ADJOINT AU TRÉSORIER. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. AGENT COMPTABLE. V. ANCIENNETÉ DE GRADE. V. ANCIENNETÉ DE SERVICE. V. ANCIENNETÉ DE SOUS-OFFICIER. V. ANCIENNETÉ D'OFFICIER. V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. AVANCEMENT. V. AVANCEMENT À L'ANCIENNETÉ. V. AVANCEMENT AU CHOIX. V. AVANCEMENT AUX COLONIES. V. AVANCEMENT EN TEMPS DE GUERRE. V. BATAILLON AIDE-PORTIER. V. BLOCUS. V. CANDIDAT. V. CANONNIER. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. CAPORAL D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. CASATION. V. CAVALERIE FRANÇAISE. V. CHANGEMENT D'ARMES. V. CHANGEMENT DE CORPS. V. CHEF ARTIFICIER. V. CHEF DE BATAILLON. V. CHEF DE CORPS. V. CHOIX DU ROI. V. CLASSE D'OFFICIER. V. CLASSEMENT. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. COMMANDANT EN CHEF. V. COMPAGNIE DE DISCIPLINE. V. COMPAGNIE D'ÉLITE. V. REMPLAÇANT. V. TIERCEMENT.

1858 (16 mars). *Ordonnance.* V. OFFICIER EN NON-ACTIVITÉ. V. OUVRIER DE CORPS. V. OUVRIER D'ÉTAT. V. PIED DE GUERRE. V. PLACE DE GUERRE. V. PLACE INVESTIE. V. PORTE-DRAFFAU. V. PORTIER-CORNIÈRE. V. PRINCE FRANÇAIS. V. PRISONNIER DE GUERRE ÉTRANGER. V. PRISONNIER DE GUERRE FRANÇAIS. V. PROMOTION. V. PROPOSITION. V. RANG. V. RANG DE FOURRIER. V. RANG DE SOUS-OFFICIER. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. SERGENT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. SIÈGE. V. SOUS-INTENDANT. V. SOUS-INTENDANT ADJOINT. V. SOUS-LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. SOUS-OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. SERVICE. V. TABLEAU D'AVANCEMENT. V. TAMBOUR D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. TAMBOUR-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. TRÉSORIER D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. TROUPE ASSIÉGÉE. V. TROUPE D'ADMINISTRATION. V. VÉTÉRAN FRANÇAIS. V. VOLTIGEUR D'INFANTERIE FRANÇAISE.

1858 (16 mars). *Ordonnance sur l'avancement.* V. AVANCEMENT. V. CAPITAINE DE RECRUTEMENT.

1858 (27 mars). *Instruction.* V. ÉCOLE POLYTECHNIQUE. V. ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR. V. LÉGISLATION, 1858 (27 mars). V. SEMESTRE.

1838 (26 avril). *Circulaire*, qui modifie l'ordonnance du 16 mars. V. CAPITAINE DE RECRUTEMENT.

1838 (29 avril). V. BATAILLON D'OUVRIERS D'ADMINISTRATION. V. CORPS D'INTENDANCE. V. DÉCISION, 1838 (29 avril). V. INTENDANT MILITAIRE N° 2.

1838 (5 mai). *Instruction*. V. INTENDANT MILITAIRE N° 2. V. OUVRIER D'ADMINISTRATION. 1838 (7 mai). *Note ministérielle*. V. FÊTE D'OFFICIER. V. OPPOSITION JURIDIQUE.

1838 (17 mai). *Note ministérielle*. V. CHAUFFAGE. V. FOURNEAU. V. MARMITE.

1838 (27 mai). *Note ministérielle*. V. NUMÉRO D'ARMES. V. NUMÉROTAGE D'ARMEMENT.

1838 (30 mai). *Instruction sur l'inspection*. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'ARMES.

1838 (31 mai). *Ordonnance sur la comptabilité*. V. PENSION DE RETRAITE.

1838 (4 juin). *Décision*. V. CIRAGE À GIBRENE, etc.

1838 (20 juillet). *Circulaire*. Place occupée dans les cérémonies publiques par les officiers en retraite.

1838 (4 août). *Instruction*. V. ADMINISTRATION DES ÉCOLES RÉGIMENTAIRES.

1838 (24 août). *Ordonnance*. La garde de Paris fait partie intégrante de la gendarmerie.

1838 (30 septembre). Cahier des charges de l'adjudication du service des convois militaires pour cinq ans.

1838 (9 octobre). *Décision*. V. RUEL D'INFANTERIE.

1838 (27 octobre). *Instruction*. Généraux commandants de division territoriale chargés de passer des revues trimestrielles.

1838 (15 novembre). *Décision*. V. CONTOUR D'ÉPAULETTE. V. ÉPAULETTE D'OFFICIER.

1838 (1^{er} décembre). *Règlement pour l'exécution de l'ordonnance de comptabilité de 1838* (31 mai). V. ADJUDICATION. V. ADMINISTRATION. V. AVANCE AUX ISOLÉS. V. BORDEREAU D'AVANCES. V. BUDGET. V. COMPTABILITÉ. V. COMPTE. V. CRÉDIT. V. DÉLÉGATION. V. DÉPENSE. V. DROIT. V. ESPÈCE COMPTABILITAIRES. V. LIQUIDATION. V. MANDAT DE PAYEMENT. V. OPPOSITION JURIDIQUE. V. ORDONNANCEMENT. V. PAYEMENT. V. RETRAITE. V. SOLDE, subs. RISC. V. TRAITEMENT MILITAIRE.

1838 (28 décembre). *Ordonnance*. V. UNIFORME D'ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE.

1839 (8 janvier). *Circulaire*. V. CHAPEAU À TROIS CORNES.

1839 (25 avril). *Rapport au roi*. V. DÉPENSE. V. DÉPENSEMENT ADMINISTRATIF. V. DÉFILE-

MENT DE TROUPE. V. DÉFILEMENT D'HONNEUR. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 8.

1839 (7 août). *Décision*. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE.

LEGISLATION PÉNALE. V. ARABON. V. ARABON DE FACTION. V. ARABON DE POSTE. V. ACCUSÉ. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 2. V. ASSASSIN. V. ASSAUT DE CORPS DE PLACE. V. CHÂTIMENT. V. CODE PÉNAL MILITAIRE. V. CODE PÉNAL SUISSE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 26. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. COUR DE FLAT DE SABRE. V. CRIME. V. DÉLIT. V. DÉSERTEUR. V. DÉSSATION D'OFFICIER. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. DUEL. V. ESPION. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 2. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 7. V. HOMME DE SERVICE. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 9. V. JUGEMENT DE DIEU. V. JUGEMENT MILITAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LEGISLATION MILITAIRE. V. LÉONARD (Pierre). V. MILICE NUMÉRO 8. V. PRIME. V. RÉFRACTAIRE. V. SENTENCE. V. SENTINELLE.

LÉGÈRE, adj. V. GUERRE L...

LÉGÈRE, subs. fém. V. COULE-VERNE.

LÉGÈRE, adj. V. PRINCE L...

LEGONIDE; **LEGOUIL**; **LE-GRAND**; **LEGRAVEREND**; **LEGRIM**. V. NOMS PROPRES.

LÉGUME (légumes), subs. masc. (term. génér.) OU LÉGUMES D'ORDINAIRE. Le mot légume est tout latin et s'emploie le plus généralement au pluriel absolu: Il est mentionné tel comme exprimant un des aliments propres à la nourriture des hommes de troupe et à la subsistance des armées. — En garnison, l'acquisition des Légumes a lieu au moyen des DÉPENSES D'ORDINAIRE dans la proportion d'une once par homme et par jour. Le choix que le CAPORAL D'ORDINAIRE en fait, la manière de placer ces DÉPENSES dans la chambre, leur cuisson et leur préparation par les soins du COCHER, sont autant d'objets qui intéressent la POLICE, l'économie intérieure, l'administration des COMPAGNIES. Les OFFICIERS DE SEMAINE sont tenus d'y appliquer leur surveillance. — Des économistes philanthropes ont conseillé d'accoutumer les Légumes au moyen des graisses extraites du BOUILLON D'OS; c'est une amélioration qui ne s'est pas encore réalisée. — Dans le siècle dernier la disette était d'autant plus fréquente que la contrée où elle avait lieu était plus dépourvue de Légumes. — En campagne, la recherche et le transport des Légumes sont une des principales corvées des hommes de troupe. — Ces divers objets ont exercé les recherches de BARDOT (1740, A), BARDIN (1807, D; 1814, E), CACHIN, COLOMBIER (1772, C), ENCY-

CLOPÉE (1785, C), LACHUSKAÏ (1758, I), LACOUTURIER (1825, A), RAY DE SAINT-GERAIS (1755, A). — Les règlements français font distinction des LÉGUMES FRAIS et des LÉGUMES SECS.

LÉGUME (légumes) d'ORDINAIRE. V. ALIMENT. V. LÉGUME. V. MASSE D'ORDINAIRE. V. MILICE ESPAGNOLE N° 5. V. ORDINAIRE. V. RAC A DISTRIBUTION.

LÉGUME (légumes) FRAIS (B, 1). Sorte

de LÉGUMES considérés comme ALIMENT de l'ORDINAIRE des TROUPES. — L'ORDONNANCE DE 1818 (15 MARS) défendait qu'il fût introduit dans la caserne des LÉGUMES, à moins que ce ne fût sous la conduite d'un caporal en tenue. — Suivant CHAPTAL (1819), les parties nutritives des LÉGUMES, abstraction faite d'un assaisonnement plus ou moins substantiel, sont, sur cent parties, dans la proportion qui suit :

	PARTIES NUTRITIVES.	
CAROTTES.	Quatorze.	M. Julia de Fontenelle les évalue de douze à quinze.
CEUX.	Huit.	
EPINARDS.	Quatorze.	
FÈVES.	Quatre-vingt-neuf.	M. Julia de Fontenelle ne les évalue qu'à quatre-vingt-onze et un peu plus.
HARICOTS.	Quatre-vingt-douze.	
LENTILLES.	Quatre-vingt-quatorze.	
POIS.	Quatre-vingt-treize.	Trois livres de pommes de terre équivalent à une livre de pain.
POMMES DE TERRE.	Vingt-cinq à trente.	

S'il se fait en certaines circonstances des distributions de LÉGUMES frais, la RATION en est d'un demi-hectogramme.

LÉGUME (légumes) SEC (B, 1). Sorte de LÉGUMES dont la FOURNITURE a LIEN AUX ARMÉES qui perçoivent la SOLDE de GUERRE; ils se délivrent ou en remplacement du RIZ ou par distributions alternatives; il en est du moins ainsi quand les APPROVISIONNEMENTS permettent la ponctualité qu'il est facile de prescrire et impossible d'observer en campagne. — La MILICE ROMAINE connaissait l'usage des distributions des Légumes secs. — Dans les ARMÉES modernes la distribution des Légumes comme FOURNITURE de CAMPAGNE accordée AUX SOLDATS et AUX OFFICIERS, ne date que de la GUERRE de la RÉVOLUTION. La RATION de ce genre de denrée est de six décagrammes. La haute administration considère les Légumes secs comme APPROVISIONNEMENTS extraordinaires et DENRÉES de HIGÉ OFFENSIF; ils consistent en FÈVES, HARICOTS, LENTILLES et POIS. Une livre de ces Légumes est un peu plus nutritive qu'une livre de pain. — On peut consulter au sujet de ces questions, le RÈGLEMENT DE 1792 (5 AVRIL), l'ARRÊTÉ DE L'AN DEUX (17 PRAIRIAL), la LOI DE L'AN DEUX (2 THERMIDOR), la CIRCULAIRE DE L'AN TROIS (4 BRUMAIRE), les INSTRUCTIONS DE

L'AN TROIS (16 VENTOSE) et DE L'AN CINQ (1^{re} VENTOSE), la CIRCULAIRE DE L'AN SEPT (29 FLOREAL), le RÈGLEMENT DE 1827 (1^{re} SEPTEMBRE), l'ARRÊTÉ DE L'AN NEUF (25 FRUCTIDOR), le DÉCRET DE 1810 (30 JUIN). — Dans certaines MILICES ÉTRANGÈRES, la CHOUCROUTE est considérée et distribuée comme Légumes secs.

LEHNBERG; **LEIPSIG**; **LEIPEZIGER**; **LEINSNIG**; **LEITH**; **LEJFNE**. V. ROME PROPRES.

LETTRE, subs. fém. V. LETTRE.

LABOUREUR; **LEIEURE**; **LELOUTEREL**; **LEMAITRE**; **LEMAZIER**. V. ROME PROPRES.

LENELLE, subs. fém. V. ALLUMELLE.

LEVENURIER; **LENIERRE**; **LEMOINE**. V. ROME PROPRES.

LENDEMAIN, subs. masc. V. SERVICE DE L'EDFEMAIRE.

LENGLET; **LENOBLE**; **LENOIR**; **LENORMANT**; **LENE**. V. ROME PROPRES.

LENT (lente), adj. V. PAR L...

LENTICULAIRE, adj. V. POMFON L...

LENTILLE, subs. fém. V. BOUFFE DE COIFFURE. V. LÉGUME FRAIS. V. LÉGUME SEC.

LENTULUS; **LENE**; **LEOBEN**. V. ROME PROPRES.

LÉODE, subs. masc. V. LEUDE.

LÉON; LÉONARD; LEONARD;
LÉOPOLD; LÉONIER; LÉONINUS.
V. NOMS PROPRES.

L'ÉPÉE DANS LES REINS. V. ÉPÉE. V. DANS
LES REINS.

LÈPPE, subs. fém. V. CAS DE RÉPÊME.
V. INFIRMITÉ.

LEPHEUR; LEPTANES; LERIDA;
LEROI; LEROUÉ; LEROUX. V. NOMS
PROPRES.

LES-CENT-LANCES. V. COMPAGNIE DE
GENTILHOMMES AU RUC DE COBRIN.

LESCHEM, subs. fém. plur. V. LAÏCHES.
V. RARE.

LESPINASSE; LESSAC. V. NOMS PRO-
PRES.

LESTE, subs. masc. V. CARAQUE. V. HA-
MILLEMENT. V. HANT.

**LESTOYE; LESTURE; LÉVEL-
LIER.** V. NOMS PROPRES.

LETTRE, subs. fém. V. LETTRE.

LETTRE (lettres), subs. fém. V. AUX
LETTRES. V. CHARGEMENT DE L... V. CHEVALIER
DE L... V. CHEVALIER DE L... V. DE L... V.
FRANCHISE DE L... V. PORT DE L... V. RETRAIT
DE L...

LETTRE (term. génér.) ou **LETTRE**, sui-
vant ROQUEFORT, ou **LÈTRE**, en ancien style
de chancellerie et de législation. Ce mot,
qui est une corruption du latin *littera*,
prend des acceptions différentes, si on l'em-
ploie au singulier ou au pluriel absolu. Dans
le premier cas l'expression se distingue prin-
cipalement en **LETTRE AVOCATOIRE** et de **COM-
PAGNIE**; dans le second cas, en **LETTRES DE
SERVICE**.

LETTRE AFFRANCHIR. V. AFFRANCHI. V.
CORRESPONDANCE MINISTÉRIELLE. V. MINISTRE DE
LA GUERRE N° 8. V. PRÉFET DE DÉPARTEMENT.

LETTRE ALPHABÉTIQUE. V. ALPHABÉTIQUE.
V. LETTRE DE COMPAGNIE.

LETTRE AVOCATOIRE (F). Sorte de **LET-
TRES** ou plutôt d'ordres et de rappels par
écrit, qui avaient pour objet d'extraire d'une
milice, des militaires qui y avaient été en-
rôlés du consentement de leur souverain,
mais qu'il était de sa politique actuelle et de
son intérêt de n'y pas laisser, à cause de la
face nouvelle que prenaient les affaires pu-
bliques. — Dans la guerre de trente ans,
les suédois étant tour à tour alliés ou enne-
mis des Suédois, leur fournissaient des
recrues, et même des régiments, qu'ils pré-
tendaient ensuite leur retirer au moyen de
lettres avocatoires. — Dans la guerre de la
révolution, les nobles de la Romagne et de
la Lozère, les souvenirs de Lure et de Hanau
nous retracent l'usage des lettres avocatoires.

LETTRE CHARGÉ. V. ADJUDANT DE
SEMAINE N° 8. V. CHARGÉ. V. CHARGEMENT DE

LETTRES. V. CHARGEMENT D'ARGENT. V. COLONNE
D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 25. V.
FACTEUR. V. REGISTRE DE LETTRES CHARGÉ.

LETTRE D'ARMEMENT. V. ARMEMENT. V.
CANON D'ARMÉE PORTATIVE.

LETTRE D'ATTACHE. V. ATTACHE. V. LETTRES
D'ATTACHE.

LETTRE D'AVIS. V. AVIS. V. BREVET DE LA
LÉGION D'HONNEUR. V. LÉGION D'HONNEUR.

LETTRE DE CASSE. V. LETTRES DE CASSE.

LETTRE DE CHANGE. V. ACTION POUR DET-
TES. V. CHANGE. V. MANDAT.

LETTRE (lettres) de **COMPAGNIE (B, 1).**
Sorte de **LETTRE ALPHABÉTIQUE** adoptée comme
signe de convention, et servant de marque
aux EFFETS D'UNIFORME, AUX FORTS D'INFANTERIE,
etc. — Le règlement de 1779 (21 février)
prescrivait déjà l'emploi de ce genre de
marque, et voulait qu'elle fût apposée sur
quelques effets de petit équipement, tels
que les gilets, manchettes, etc. L'INSTRUC-
TION DE 1792 (1^{er} JANVIER), l'ARRÊTÉ DE L'AN
VIII (8 FLOREAL), et le règlement de 1806 (10
février) maintenaient ce principe. La circu-
laire de 1817 (30 AVRIL) adressée aux INSPEC-
TEURS DIVISIONNAIRES, le règlement de 1818
(15 mai) reproduisent la même disposition,
défendent de substituer à ce système la
méthode de marquer au moyen de numéros,
et veulent que les escaliers et corridors des
casernes portent également la Lettre. — Il
est du devoir des sous-intendants de s'as-
surer de l'existence de la marque au moyen
de la **LETTRE ALPHABÉTIQUE** de la **COMPAGNIE**
et des numéros voulus. — En 1855, pour
éviter aux inconvénients du tirage, la
Lettre devait être immuable, quand le numéro
venait à changer.

LETTRE DE REUT. V. FACTEUR. V. REUT.

LETTRE SEMAINE. V. ADJUDANT DE SEMAI-
NE N° 8. V. ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE
DE LIGNE N° 14. V. RANGÉ. V. RANGÉ. V. RANGÉ
LETTERS. V. BUREAU DE POSTE. V. COLONEL D'IN-
FANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 26. V. COM-
MANDANT. V. CONTRA-SEING. V. CORRESPONDANCE
MINISTÉRIELLE. V. FACTEUR. V. HOMME DE TROU-
PE N° 11. V. REMISE DE LETTRE. V. RETRAIT DE
LETTER. V. SERGENT-MAJOR N° 8.

LETTRE SOUS BANDO. V. RANGÉ. V. RANGÉ.
V. CORRESPONDANCE MINISTÉRIELLE. V. SOUS
BANDO.

LETTRE, adj. V. CHEVALIER LETTÉ.

LETTRES D'ATTACHE. V. ATTACHE. V. SER-
VET. V. COLONEL GÉNÉRAL.

LETTRES DE CASSE. V. CASSE. V. COLONNE
D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 52.

LETTRES DE COMMANDEMENT. V. COMMAN-
DEMENT. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 3. V. PATRICE.

LETTRES DE GRÂCE. V. GRÂCE. V. PRÉ-
D'ARMÉE.

LETTRES de MONSTRE. V. MONSTER. V. PRISON DE RETRAITE.

LETTRES de NOBLESS. V. CONNÉTABLE N° 5. V. LÉGIION DE FRANÇOIS PREMIER. V. NOBLESSE.

LETTRES de RELIEF. V. NOBLE. V. NOBLESS. V. NULIEF.

LETTRES de SERVICE (E). Sorte de LETTRES ou de diplôme adressés à un OFFICIER, et l'autorisant à exercer un EMPLOI en rapport avec son GRADE; ainsi, les Lettres déterminent l'époque de la RÉCEPTION et de l'ENTRÉE EN FONCTION. — Les Lettres diffèrent du BREVET, en ce que le GRADE qu'il confère pourrait être sans EMPLOI, et que le droit au TRAITEMENT de l'EMPLOI est la conséquence de la délivrance des Lettres. — Les AIDJANTS DE PLACE, les AIDJANTS COMMANDANTS, les GOUVERNEURS, les LIEUTENANTS GÉNÉRAUX, les MARÉCHAUX DE CAMP, les OFFICIERS DE SANTÉ, les SOUS-LIEUTENANTS, avant que l'EMPLOI fût permanent, n'exerçaient qu'en vertu de Lettres de service. — En certain cas, des Lettres de service sont une sorte d'ORDRE DE ROUTE. — L'ORDONNANCE de 1823 (19 MARS), art. 3, porte : *Nul militaire ne peut être considéré comme en activité de service, qu'autant qu'il a été pourvu de Lettres de service.* — L'ORDONNANCE ne s'exprime pas ici avec justesse, car un TAMBOUR est en activité de service sans avoir de Lettres de service; c'est avec cette légèreté que notre LÉGISLATION est conçue. — Les Lettres de service, considérées comme pièces justificatives de MUTATIONS, sont mentionnées au RAPPORT JOURNALIER.

LETTRES PATENTES, ou simplement PATENTES. V. AVANCEMENT. V. NERVES. V. CAMPAGNE. V. CAPITAINE GÉNÉRAL. V. COMMISSAIRE DES GÉNÉRAUX N° 6. V. COMMISSAIRE ORDINAIRE. V. COMMISSION D'EMPLOI. V. CONNÉTABLE N° 1, 8. V. FRANÇOIS. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE N° 4. V. GRAND-MAÎTRE DES ANNALISTES. V. GOUVERNEUR DE PLACE DE GÉNÉRAL N° 2. V. LÉGISLATION, 1330 (8 FÉVRIER), 1537 (19 JANVIER), 1573 (3 AOUT), 1578 (28 FÉVRIER), 1601 (JANVIER), 1652 (7 OCTOBRE). V. MARÉCHAL DE CAMP N° 1. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 4. V. MARÉCHAL GÉNÉRAL DES CAMPS ET ARMÉES. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 14. V. OFFICE. V. PATENTES, adj.

LETTRES ROYAUX. V. LÉGISLATION, 1335 (2 FÉVRIER), 1340 (FÉVRIER), 1351 (4 FÉVRIER), 1355 (FÉVRIER), 1411 (22 AVRIL), 1412 (JANVIER), 1448 (28 AVRIL), 1451 (1^{re} DÉCEMBRE), 1454 (30 JANVIER), 1467 (AVRIL), 1547 (31 MARS), 1627 (25 OCTOBRE), 1640 (8 OCTOBRE), 1641 (25 MAI), 1642 (9 OCTOBRE), 1651 (15 JUILLET), 1653 (20 MAI), 1655 (27 MAI). V.

ORDONNANCE OFFICIELLE. V. RÉGIMENT. V. ROYAL, adj. V. SOLDAT.

LETTRES. V. NOMB PROPRES.

LEUD, subs. masc. V. LEUDF, subs. masc.

LEUDAIRE, subs. masc. V. LEUDF, subs. masc.

LEUDE, subs. fém. V. LEUDF, subs. masc.

LEUDE (leudes), subs. masc. (F), ou ALLOUD ou LAODE, suivant l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C). ou LEUD suivant ROQUEFORT, ou LEUDS (au pluriel absolu), suivant le *Dictionnaire de la Conversation*. Ces mots auxquels l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C), donne une origine GÉRAIQU, rappellent, suivant GÉRAIQU, le LATIN barbare *lœdes*, *leudes*, *leudi*; BOULAINVILLIERS les tire du CELTIQUE *leut* ou *leud*, compatriote; d'autres écrivains les font venir du SAXON *lude* ou *leod*, nation; d'autres, du GREC *laos*, peuple; ils dérivent, suivant M. SISMONTI, du verbe teuton *lieten*, conduire; ils se retrouvent dans l'ALLEMAND *leute*, gens, compagnons; ils signifiaient : hommes de la suite d'un CHEF. — On trouve le terme Leude employé, surtout en France, depuis le règne de CHARLES LE CHAUVRE. — MONTESQUIEU regarde les Leudes comme les GARDAS DU CORPS des premiers rois francs; suivant lui (*Esprit des Lois*, liv. xxx, chap. 16) et d'après les inductions de l'histoire, c'étaient les COMTES DE TACITE, les ANTIQUITES de MARCULFE, les NOBLES à HOMMAGE de la LOI SALIQUE, les FIDÉLES, les VASAUX, les SEIGNEURS qui mentionnent les LÉGIERS; les INGENEUR dont parlent les LATINS. — L'homme-lige ou à HOMMAGE était l'homme Leude; les ALFES ou ALFES étaient les terres d'un Leude; leur nom est la racine de l'adjectif loyal, et du substantif aloi. — Originellement les Leudes de la GERMANIE vivaient sur le domaine des HOMMES LIBRES, comme leurs soutiens, leurs défenseurs; ils étaient au-dessus des SERFS et jouissaient, à titre de CLIENTS, d'une demi-liberté, ou formaient une NOBLESSE de second degré. Ils n'avaient pas par eux-mêmes de biens fonds, et restaient soumis à des SERVICES, à des obligations, à des redevances envers les LÉGIERS; en temps ordinaires c'étaient pour ainsi dire des fermiers l'épée à la main; en temps de guerre ils s'attachaient à la fortune d'un CHEF, d'un *herzog*, ils devenaient ses subordonnés, ses officiers; ils s'enchaînaient à lui par serment, ils formaient sa GARDIE, sa MAISON; tels étaient les Leudes entrés en France à la suite des chefs de barbares qui y renversèrent l'EMPIRE ROMAIN; mais leur nom ne prit, suivant M. SISMONTI, une importance nobiliaire dans les GAULES qu'au milieu du neuvième siècle, parce que, dans le principe

de l'envasement, l'anoblissement des Francs résulta des sorts, *sortibus*, c'est-à-dire des lots de terre dont le possesseur jouissait saliquement, à charge de les défendre, tandis que l'anoblissement des Leudes résulta de la distribution des *terræ*, espèce de fiefs qui inféraient l'obligation de suivre le suzerain à la guerre. — Le serment de l'anobli, ce présent de sa propre personne au pouvoir anoblissant, a été l'origine de l'acte de FOS ET HOMMAGE; de là l'expression HOMME DE CORPS, HOMME PAC HOMMAGE; de là l'adjectif féal, si longtemps conservé en style de protocole et de chancellerie; il y a eu, de 1825 à 1850, des amateurs de vieilleries qui prétendaient rajourner cette épithète. — Des Leudes et leurs chefs, rassemblés comme autant de groupes oligarchiques, procédaient à l'élection d'un commandant, d'un ROI, dont les chefs, les herzog devenaient les *généralis*, dont les Leudes devenaient les *capitaines*; mais ce ROI n'était au milieu d'eux que *primus inter pares*, c'est-à-dire le guide de ses *comtes* ou *compagnons*; ils l'avaient choisi, ils pouvaient le déposer. A son origine notre royauté était toute élective; les *comtes* eux-mêmes étaient électifs avant de se faire électeurs. — Ceux qui avaient élevé CLOVIS sur le *patois* furent admis par lui au partage du *butin*; ils obtinrent les terres des vaincus; ils leur donnèrent, après l'usurpation, le nom de terres saliques, c'est-à-dire régies à la manière des peuples *saillans*. — Du terme LEUD, et de la particule privative A, s'est fait *allodium*, *alleu*, ou terre non salique, mais libre, c'est-à-dire prise par opposition à celle qui était échue en partage aux Francs, conquérants d'une partie de la GAULE. — Les Leudes, devenus seigneurs terriens et *barons*, restèrent en armes et conservèrent sur pied leurs troupes, leurs chevaliers. L'importance que leur donna cette position explique comment leur consentement, en cas de guerre, devenait indispensable au ROI. L'autorité se partageait ainsi entre eux et le souverain; le CHAMP DE MAI était le théâtre où ils discutaient le sabre à la main les intérêts de l'Etat, ou plutôt les leurs; là ils délibéraient s'ils seconderaient les vues du chef qu'ils avaient couronné et qu'ils pouvaient révoquer. Le choc de pouvoirs si discordants écrasait perpétuellement les peuples; tel était l'horrible gouvernement de CLOVIS et de sa race. Il se composait d'une quantité de puissances rivales si elles n'étaient ennemies. — Les évêques, à force d'intrigues, s'élevèrent au niveau des Leudes. Ceux-ci, suivant l'importance de leur domaine, étaient les égaux des *princes*, mais avec cette différence

que les *princes* furent plus longtemps amovibles et que les Leudes jouirent plutôt d'un sang héréditaire et qu'ils furent la souche des *barons*. Il y avait cette différence entre les *comtes* et les Leudes, que les premiers étaient plutôt une trace de la domination romaine et géraient les affaires civiles; les Leudes, au contraire, occupaient un rang purement militaire, le droit de *haubert* leur était acquis. — Les évêques et les Leudes, comme *vassaux* tenanciers, formaient le conseil du souverain, étaient les prévôts de sa justice, participaient à la confection de la loi. Ainsi il se tint, dit Velly, en 617 à PARIS un concile composé d'évêques, de *seigneurs* et de *vassaux* qu'on appelait *Leudes* ou *fidèles*. — Plus d'une fois ces *seigneurs* ou *féaux* mirent leur maître en tutelle. Ainsi ils chassèrent CHILPERIC et déclinaient fréquemment la juridiction royale; les souverains de parvenaient que par ruse à punir de leurs crimes les Leudes, et de temps en temps, comme pour justifier leurs mutineries, ils les égorgeaient dans des vœux intéressées. — En échange du serment des Leudes, les monarques de la première et même de la seconde RACE leur faisaient don d'une *épée* et d'un cheval comme signes de la redevance du service. L'hommage fut porté à un prix plus haut, ces dons devinrent insuffisants, les terres de la couronne furent la proie des Leudes, mais ils les obtinrent uniquement d'abord à titre d'amovibilité; les domaines cessèrent d'être amovibles par le traité d'Andely (687); ils devinrent héréditaires par le traité de PARIS (696). Ce fut l'origine de la féodalité, la première époque des prérogatives de la CHEVALERIE, la source des prétentions nobiliaires et la cause de l'appauvrissement de la couronne. Les MAIRES DU PALAIS, devenus *princes* des Leudes, achetèrent leur équivoque soumission par la dilapidation des domaines du monarque. Au commencement du huitième siècle, le monarque n'avait presque plus de biens fonds. — De l'indigence au mépris et à la décadence le chemin est court; le trône s'écroula. — Les Leudes des deux premières RACES commencèrent donc à être distingués en *vassaux* de diverses classes. Le service obligé continua à être une condition sur laquelle l'autorité, soit royale, soit seigneuriale, ne se relâcha jamais. Ainsi retrouvait-on dans le bas LATIN le substantif *leudarium*, qu'on a traduit par *leudaire*, signifiant registre où l'on tenait inscription du tribut et des redevances de la LEUDE, c'est-à-dire du service féodal.

LEUTHAN. V. ROMS PROPRIET.
LEUTHAN. allj. V. PORT L...

LEVÉE (levée), adj. v. MAIN L... v. HOMME L....

LEVÉE (subs. masc.) de TERRAIN. v. BRAC. v. LAÏC. v. POSITION STRATÉGIQUE. v. QUARTIER-MAÎTRE GÉNÉRAL. v. TERRAIN. v. TOPOGRAPHIE.

LEVÉE, subs. fém. v. NOUVELLE LEVÉE.

LEVÉE (term. génér.), ou **LEVÉE** DE TROUPES ou **LEVÉE D'HOMME** ou **LEVÉE MILITAIRE**. Le mot *Levée* dérive du LATIN, ainsi que le verbe et le substantif *lever*. — Les *Levées* ne sont que de deux genres, ou par engagement volontaire, ou forcés. — Déterminer la durée du service auquel seront soumis les militaires que le sort désigne ou que l'engagement volontaire met sur pied, lever l'armée, réparer annuellement les pertes qu'elle éprouve, telles sont les dispositions fondamentales de toute constitution militaire, tels sont les résultats principaux de la science administrative. — Les *Levées* des MILICES GRECQUE ET ROMAINE étaient le résultat d'une rigide conscription. Dans le quatrième siècle, comme le témoigne une loi de 319 (26 mars), les empereurs romains chargeaient des *tribunarii* de la visite des conscripts et des *testonarii* (mot qu'on pourrait rendre par limonier, ou conducteur de chars) de la *Levée* en argent dans les provinces où ce tribut se percevait en numéraire, non en hommes. — Des lois de 367 à 412 réglaient les *Levées* de CREVAUX. — Les VISIGOTHS pratiquaient une conscription générale; l'indigence, la vieillesse, la maladie étaient les seules causes d'exemption. — En FRANCE, la première *Levée* de troupes eut lieu sous CLOTAIRE, puis, sous CLOVIS, son père, chef d'un peuple de soldats, n'avait que des FRANKS et non des indigènes dans ses armées. — Un des capitulaires de CHARLEMAGNE, que transcrit M. ROCQUANCOET, prouve que l'administration des *Levées* n'était pas dépourvue de science. Ce document contient les éléments d'un système national de conscription, de service militaire et d'approvisionnement. — Ce prince punissait les ducs et les comtes d'une amende de soixante sous d'or par chaque homme qu'ils détournent du service du roi. — Les capitulaires de CHARLES CHAUVY réglaient aussi la forme de certaines *Levées*; le mode d'exécution en était confié aux ducs, à titre de principaux rois. HALLAM donne une idée de ce que fut ensuite le recrutement : *Les fiefs militaires avaient remplacé cet ancien système de défense nationale suivant lequel chaque individu et surtout chaque propriétaire était appelé à protéger son pays. Les devoirs du vassal furent substitués à ceux du sujet et du citoyen; ce fut la révolution du neuvième siècle. Le douzième et*

*le treizième virent s'introduire par degré un nouveau système qui marque le troisième période de l'histoire militaire de l'Europe; les troupes stipendiées remplaçant la milice féodale. — Depuis les premiers conciles jusqu'à PHILIPPE AUGUSTE, il ne se trouve aucun rescrit royal qui organise les *Levées* de soldoyers. — LOUIS NEUF exigeait de ses barons soixante jours de service par an, à la tête de leurs vassaux. — PHILIPPE LE BEL, en 1302, appela aux armes tout français, noble ou non, de dix-huit à soixante ans; ce fut, suivant DESPOMMELLES, la législation milicienne jusqu'à CHARLES SEPT, et le premier essai d'une milice nationale. — Depuis ce règne ont eu lieu les *Levées* d'AVENTURIERS, de GENS D'ARMES, de RANGS, d'ENSEIGNES, de LÉGIONS, de RÉGIMENTS et de MILICIENS. — Les anciennes *Levées* de FRANKS s'appelaient *rans*, parce que la *banrière signoriale* était le signe de ralliement des vassaux. Quand les armées féodales et l'infanterie communale ont cessé d'être le noyau des forces publiques, les *connétables*, les *colonels généraux* de l'infanterie ont présidé aux *engagements*. — Nos auteurs didactiques se sont plaints de l'obscurité des récits où les historiens traitent des *Levées* des temps passés, si ce n'est quand ils parlent du service féodal. Cette plainte est irrédoublée; qu'auraient pu nous dire les *actualistes*? Les moyens qu'adoptent les propriétaires de bestiaux pour réunir leurs troupeaux et les envoyer au marché sont simples et tous à peu près les mêmes; or, dans le moyen âge, rien n'était plus semblable à la manière de rassembler un troupeau que celle de faire marcher en l'ost une armée. Jusqu'à CHARLES SEPT il n'y a d'autre amélioration en cette partie que l'ordonnance par laquelle CHARLES CING défend les *Levées*, si ce n'est en vertu d'une commission de qui de droit. — Depuis CHARLES SEPT jusqu'à LOUIS QUATORZE les usages et les formes varient perpétuellement. Il y a un rapport si intime entre l'art de gérer les finances et celui de constituer les armées, que la forme des *Levées* ne pouvait être fixe quand le trésor, continuellement à sec, nécessitait de perpétuels *légèrancements*. La législation ne peut résoudre ce problème si difficile de l'ART MILITAIRE, ce problème des *Levées*, qu'à l'aide d'un budget assuré. — Un des moyens employés sous LOUIS QUATORZE et qui outrepassa tout ce que les lois révolutionnaires ont pu inventer, est consigné dans une ordonnance de 1636 (6 août), qui veut que tous les ateliers soient rompus avec commandement de faire cesser les bâtiments. — En mettant sans ouvrage les ouvriers, on trouvait des soldats, sauf à faire*

périr de misère ou à réduire au rôle de hâgands les hommes impropres à devenir soldats. — L'ORDONNANCE DE 1645 (10 JUILLET) va bien plus loin ; elle prescrit d'*enroller par préférence les vagabonds, gens sans aveu et faiblement capables de porter les armes*. — Le service était plus libre que forcé dans les seizième et dix-septième siècles ; l'appel aux MILICIENS fut le premier essai d'un ras royal. — La forme des Levées changea de nouveau à l'époque de la GUERRE DE 1701. Les désastres du temps mirent en évidence l'insuffisance du RECRUTEMENT PAR RAOLEMENT VOLONTAIRE. Les CAPITAINEs se trouvant hors d'état de recruter leurs COMPAGNIES, le MINISTRE chercha à y remédier en exigeant de chaque paroisse un certain nombre de RECRUTES ; mais l'incohérence des opérations de cette Levée favorisa, à ce que dit FENQUÈRE, des dilapidations et des infidélités dont se rendirent coupables les CAPITAINEs, et elle occasionna mille injustices au préjudice du peuple. — DABURNON apporta des améliorations dans le système des Levées. — Le dernier siècle est marqué par l'institution du RAS NATIONAL. En 1795, une Levée de trois cent mille hommes fut le signal d'une ère nouvelle et suggéra l'idée de la CONSCRIPTION. — Pendant les GUERRES DE LA RÉVOLUTION la proportion des Levées a varié suivant les nécessités des temps ; le tableau s'en rattache à l'histoire et à la composition de l'ARMÉE FRANÇAISE. — LE DÉCRET DE L'AN TREIZ (25 GERMINAL) posait les règles relatives aux Levées des CORPS NOUVEAUX. — Jusqu'à la restauration, la durée du SERVICE exigé avait été de cinq ans. — Depuis la restauration, les Levées ont été annuellement d'abord de quarante mille hommes servant six ans ; elles ont été depuis 1826 de soixante mille hommes servant huit ans. — Le quart de ce dernier nombre se composait de remplaçants. — Ce n'est qu'en 1834 qu'on eût pu avoir l'expérience des résultats des Levées de 1826 ; mais les modifications survenues depuis 1850 s'y sont opposées. On ne peut assoler de calculs que sur les Levées de quarante mille hommes ; un cinquième n'en a pas été incorporé ; à l'époque de l'accomplissement des six ans de SERVICE, un cinquième des HOMMES LEVÉS était sorti de la classe des SOLDATS par AVANCEMENT ou par pertes ordinairement survenues dans les CORPS ; ainsi, abstraction faite des chances destructives qui pourraient résulter de la GUERRE ou d'expéditions lointaines, il se trouvait, à l'instant de la libération, les trois cinquièmes du total des hommes de troupe appelés par la loi. — Si le système des Levées de soixante mille hommes eût continué, il y aurait eu, au bout de huit ans, en TEMPS

DE PAIX, trente-six mille hommes à congédier ; mais après la restauration, le chiffre des Levées a été porté à quatre-vingt mille hommes. Annuellement trois mille cinq cents soldats eussent peut-être contracté des ENGAGEMENTS, faible ressource sur une ARMÉE de trois cent mille hommes. Dans la MILICE FRANÇAISE les dispositions relatives aux Levées sont du ressort direct du MINISTRE DE LA GUERRE ; il en confie les travaux de détails au CORPS DE L'INTENDANCE, qui y est aidé par les AUTORITÉS CIVILES et par la GENDARMERIE. — Dans toute l'EUROPE les Levées sont en partie forcées, en partie libres. C'est une imitation des AYRENTIERES D'ITALIE, des COMPAGNIES D'ORDONNANCE et des FRANCES ARCHERS de CHARLES SEPT, des LÉGIONS DE FRANÇOIS PREMIER, des MILICIENS DE LOUIS QUATORZE. — On donnait, dans les siècles derniers, le nom singulier de plagiat aux Levées de troupes irrégulièrement et clandestinement faites en pays étranger ; la PRUSSE a été le gouvernement le plus coupable de plagiat. — On appelait pays capitaux ceux où les Levées pour l'étranger étaient consenties. — Le mot Levée est devenu surtout un terme de la loi, depuis la RÉQUISITION, la Levée DE 1795 (24 FÉVRIER) et la CONSCRIPTION ; jusque-là il n'était consacré dans la LANGUE FRANÇAISE que par l'usage et appartenait surtout au style de l'histoire ; dans ce style, ARMEMENT ET LEVÉE DE BOULIERS aysient même valeur, parce qu'autrefois on disait indifféremment : un HOMME DE GUERRE ou un bouclier. — L'expression LEVÉE D'HOMMES diffère tant soit peu de l'expression LEVÉE DE TROUPES, en ce que la première suppose qu'il s'agit de compléter des cadres en y introduisant des HOMMES DE NOUVEAU LEVÉE, et que l'autre se rapporte plutôt à l'opération par laquelle on met sur pied des CORPS NOUVEAUX ; cependant quantité d'AUTEURS et d'historiens emploient sous même acception ces locutions. — Les CAPITULATIONS SUISSES donnaient des LEVÉES DE TROUPES ; la CONSCRIPTION ou les APPELS, comme on dit maintenant, donnent des LEVÉES D'HOMMES. — Les Levées étant pour les peuples un moyen d'existence et de conservation, on peut les regarder comme un tribut armé que le pouvoir législatif doit coordonner au chiffre de la population, de manière que la quantité d'hommes appelés ne préjudicie pas à l'Etat, mais qu'en même temps la sécurité et la stabilité de l'Etat soient assurées. — La loi ANGLAISE ne peut armer les citoyens que dans le cas seul de la défense du territoire. Ainsi les Levées conscriptionnelles des hommes de terre n'y sont que défensives. Ce système est favorisé par une position géographique que la marine recrutée par la presse couvre de ses forte-

resses ambulantes, et dont un littoral non interrompu forme la ceinture ; mais dans un pays en contiguité avec des frontières voisines et échancré d'enclaves, les appels pour l'armée de terre doivent, sous peine de désastres et de défaites, donner des troupes offensives et défensives. — La période du temps pendant lequel la loi frappe de l'obligation du service les enfants de la patrie, varie suivant les temps, suivant les lieux, quelquefois même suivant les armes. — Des législateurs ont opiné pour que les hommes conscrits fussent tenus longtemps sous les drapeaux, afin que l'armée fût à la fois meilleure et de moindre force, puisqu'en ne la composant que d'hommes perpétuellement novices, elle coûtera plus et vaudra moins, car deux ouvriers malhabiles n'équivalent pas à un bon ; mais le service forcé étant une suspension de la liberté individuelle et une obligation qui ne saurait jamais être parfaitement égale pour tous, quelque sage et prévoyante que soit la loi, la question est délicate ; il reste difficile de décider s'il vaut mieux appeler plus d'hommes pour un temps plus court, comme il est d'usage chez des peuples dont le gouvernement est tempéré, ou en asseindrir un plus petit nombre à un service prolongé, comme cela se voit en plusieurs milices. — Les auteurs à qui nous devons des recherches au sujet de la partie soit historique, soit systématique de l'objet qui nous occupe, sont : AUTEUR, AUDOIN, BERNAT, BÉQUET (1761, H), CANCHIN, CARRÉ (1783, E), CARRION (1824, A), DALEYMPLE (1769), DANIEL (1721, A), DARTU (1789, B), DEFIATOUR (1514, A), DELIGNÉ (1780, I), DESPOMMILLES, DUANE, ENCYCLOPÉDIE (1751, C ; 1785, C), GUIGUARD (1725, B), LACHESNAIN (1758, I), LEGOUTIERRE (1825, A), MONFAU, POTIER (1779, X), ROGNAT (1816, B), SEYVAN (1780, B), SILVA (1778, S). — Nous donnerons quelques développements de plus au mot Levée, en traitant des levées en masse.

LEVÉE D'ARRÊTS. V. ARRÊTS. V. MILLET DE LEVIN D'ARRÊTS. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 16. V. OFFICIER INFANTIER. V. OFFICIER D'INFANTERIE N° 7. V. SOUS-OFFICIER N° 11.

LEVÉE DE BARRIÈRE. V. BARRIÈRE.

LEVÉE DE BLOCUS. V. BLOCUS. V. DORJON. V. OFFENSIF.

LEVÉE DE BOUCLIER. V. BOUCLIER. V. CHEVALIER DU MOYEN ÂGE N° 9. V. CONGRÈS. V. CROISADE DE 1500. V. GUERRE. V. GUERRE DE 1828. V. LEVÉN.

LEVÉE DE BOUTE-MAILLE. V. BOUTE-MAILLE. V. BONNETTE DE CAVALIER.

LEVÉE DE CAMP. V. CAMP. V. DÉCAMPENENT.

LEVÉE DE CORPS. V. CORPS. V. CORPS NÉGI-

MENTAIRE N° 1. V. LEVÉE. V. MANS RÉGIMENTAIRE.

LEVÉE DE SCÈLES. V. APPOINTION DE SCÈLES. V. CHEF D'ÉTAT-MAJOR. V. CHEF D'ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE. V. MAJOR DE PLACE N° 2. V. SCÈLES.

LEVÉE DE SIÈGE. V. SIÈGE. V. SIÈGE OFFENSIF.

LEVÉE DE TERRAIN. V. TERRAIN. V. TOPOGRAPHIE.

LEVÉE DE TROUPES. V. CAPITULATION. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE N° 4. V. COMMANDEMENT HÉRARCHIQUE. V. CONTINGENT. V. EFFET D'UNIFORME. V. HABILLEMENT. V. INFANTERIE COMMUNALE N° 2. V. INTENDANT ON PROVINCE. V. LEVÉN. V. MILICE CANOÏER N° 1. V. MILICE NÉERLANDAISE N° 1. V. MILICE NORWÉGienne. V. MILICE ROMAINE. Id. N° 2. V. MILICE SAXONNE N° 1. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 13, 14 ; Id. FR 1643, 1758. V. PRÉFET DU PRÉTOIRE. V. REPRÉ. V. SERMENT. V. SOLDAT. V. TRIBUN. V. TROUPE.

LEVÉE D'HOMMES. V. ENGAGEMENT ON RECRUITS. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 6. V. HOMME. V. INFANTERIE COMMUNALE N° 5. V. INSPECTEUR AUX RECRUS. V. LEVÉN. V. MILICE ESPAGNOLE N° 2. V. MILICE SUÉDOISE N° 1, 2, 6. V. MILICE RUSSIE N° 2. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1643, 1758. V. RAISE. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

LEVÉE (levées) EN MASSE (A, 2 ; F). Sorte de levées qui nationalisent la guerre dans des crises extraordinaires. Telles étaient les levées des romatènes de la milice d'Espagne. — PRÉ une disposition évidente, quoique tacite, du contrat social, dit HALLAM, tout citoyen, quelle que soit l'étendue de ses privilèges, est naturellement tenu de repousser l'invasion. Une Levée en masse, sans être toujours le moyen de résistance le plus convenable, est un de ceux auxquels tout gouvernement a le droit de recourir. — On lit dans un capitulaire de CHARLES LE CHAUVY (BALZER, I, II, p. 44) : *Volumus ut cujuscumque nostrum homo, in cujuscumque regno sit, cum seniore suo in hostem, vel aliis suis utilitatibus pergat, nisi talis regni invasio, quam lantverci dicunt (quod absit) acciderit, ut omnis populus illius regni ad eam repellendam communiter pergat.* Nous ordonnons que tout homme de notre royaume, en quelque province qu'il demeure, se range sous la bannière de son seigneur, et marche contre l'ennemi avec le peuple entier pour repousser l'invasion, le LANOWEN, dont la France serait menacée. — Ainsi on connaît déjà le LANOWEN, ce genre de recrutement, que plus d'un contemporain suppose d'invention moderne ;

mais rien n'est nouveau, ni PAROCHISMES, ni CONSCRIPTIF, ni ENROULEMENT VOLONTAIRE, ni GARDE RATIONNELLE. — Lors de l'invasion des Anglais et de l'empereur Henri cinquième en CHAMPAGNE en 1124, Henri le Gros fait un appel général à tous les hommes en état de servir les armes. — PHILIPPE LE BEL, après la bataille fatale de Tournay en 1302, appelle aux armes : *tous Français nobles ou non nobles, de quelque condition qu'ils soient, qui auront l'âge de dix-huit ans et plus jusqu'à soixante ans.* — La population des Polonais, l'insurrection des Hongrois, les ordonnances portugaises, les appels aux hommes de la Suisse, étaient des Levées en masse. — Un décret de 1793 (16 août) porte que le peuple français va se lever tout entier pour la défense de sa liberté. La première réquisition fut la conséquence de cette mesure. — La guerre de 1792 a été une mémorable Levée en masse.

LEVÉE FORCÉE. V. CONSCRIPTION. V. FORCÉ, adj. V. LEVÉE. V. MILICE ESPAGNOLE n° 2. V. MILICE PIÉMONTAISE n° 1. V. PAR CAORCHÉ. V. PAYE. V. REMPLAÇANT. V. ROTURIER.

LEVÉE MILITAIRE. V. LEVÉE. V. MILITAIRE, adj. V. RECRUTEMENT.

LEVÉE, subs. masc. V. AIR VITAL. V. APPEL DE LEVÉE. V. APPEL DU LEVÉE. V. APPEL DU MATIN. V. BATTERIE DE CANNES. V. BATTERIE DE LEVÉE. V. BATTERIE LA CAISSE. V. LEVÉE. V. ROULEMENT DE RÉVÉL. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 10.

LEVÉE, verb. act. V. LEVÉ.

LEVÉE BARRIÈRE. V. BARRIÈRE. V. BARRIÈRE N° 3. V. BARRIÈRE. V. BARRIÈRE OU CHEVALIER. V. CHAPE DE SAINT MARTIN. V. FIEF BARRIÈRE. V. GENTIL-HOMME.

LEVÉE (subs. masc.) de terrain. V. ARMOID. V. TERRAIN. V. TOPOGRAPHIE.

LEVÉE (verb. act.) des troupes. V. ARMÉE FRANÇAISE n° 1. V. AVANTURIER. V. BANDE AGNÉLATIVE. V. ENGAGEMENT DE RECRUE. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. GUERRE. V. RECRUE. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. TROUPE.

LEVÉE la CHAPE. V. CHAPE. V. DAPIFER.

LEVÉE la PIQUE. V. PIQUE.

LEVÉE le RIVAC. V. RIVAC.

LEVÉE le CAMP. V. CAMP. V. CAMP DE GUERRE. V. DÉCAMPEMENT. V. FOURRAGE ARMÉ. V. INSTRUMENT DE MUSIQUE. V. REYTAITE STRATÉGIQUE.

LEVÉE le CHI. V. CHI. V. CHI D'ARMES.

LEVÉE le MASQUE. V. BATTERIE MASQUÉE. V. LANGUE FRANÇAISE. V. MASQUE.

LEVÉE le PIQUET. V. PIQUET. V. PIQUET DE TERT.

LEVÉE le POSTE. V. POSTE. V. POSTE D'HOMMES DE GARDE.

LEVÉE le SIÈGE. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE n° 1. V. GUERRE DE SIÈGE. V. SIÈGE.

LEVÉE l'EMPRISE. V. EMPRISE.

LEVÉE l'ÉTAT DE SIÈGE. V. ÉTAT DE SIÈGE.

LEVÉE l'ÉTENDARD. V. ÉTENDARD. V. LANGUE FRANÇAISE. V. FAVE.

LEVÉE l'ORIFLAMME. V. ORIFLAMME.

LEVÉE les ARRÊTS. V. ARRÊTS.

LEVÉE PORT-LEVÉE. V. COMTE n° 3. V. MARQUE. V. PORT-LEVÉE.

LEVÉE (subs. masc.) TOPOGRAPHIQUE. V. AVANCEMENT AU GRADE D'OFFICIER PARTICULIER. V. CARTE TOPOGRAPHIQUE. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR. V. COUP D'ŒIL. V. LAISNÉ. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 2. V. RECONNAISSANCE DE TERRAIN. V. TERRAIN STRATÉGIQUE. V. TOPOGRAPHIQUE. V. TOPOGRAPHIE.

LEVÉE (verb. act.) UN PLAN. V. ARMOID (F). AUDIERNE. V. BAYARD. V. BACHENBERG. V. DECAL. V. GENTIL-HOMME. V. HAYEN. V. HOGREVE. V. INGÉNIEUR GÉOGRAPHE n° 2. V. MEINERT. V. NETTO. V. PLAN. V. QUARTIER-MAÎTRE GÉNÉRAL. V. RUMPF (1824, F).

LEVÉE UNE CORNIGNE. V. CORNIGNE.

LEVÉE UNE CONTRIBUTION. V. CONTRIBUTION DE GUERRE. V. FIED DE GUERRE.

LEVÉE, subs. masc. V. PLAN TOPOGRAPHIQUE.

LEVÉE, adj. ind. V. PORT-LEVÉE.

LEVÉE de BOUCHER A PEE. V. BOUCHER A PEE. V. CARON D'ARTILLERIE.

LEVÉE, verb. act. V. ROMS PROPRES.

LEVÉE, adj. indécl. V. PORT-LEVÉE.

LEVÉE, subs. fem. V. REDIGOTTE.

LEVÉE (subs. fem. plur.) d'ARTON-ROIS. V. ARTON-ROIS.

LEVÉE; LEYSSNIG. V. ROMS PROPRES.

LEVÉE, subs. fem. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 6. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 4. V. GALON. V. SCHARO D'INFANTERIE.

LEVÉE; LHOSTAL; LIACOUY. V. ROMS PROPRES.

LIBÉRABLE, adj. Mot nouveau qui figure dans les documents ministériels de 1824, comme signifiant : militaire susceptible de libération.

LIBÉRATIF (libérative), adj. V. CONGÉ L... V. QUARTIER L...

LIBÉRATION (subs. fem.) de service (A. 3). Mot nouveau dans nos ordonnances, et répondant à l'ancien terme CONGÉMENT des hommes de troupe. Il est mal choisi, il jure dans la langue militaire, puisque l'armée

s'applique depuis longtemps aux hommes délivrés des *fers* et à la manumission des condamnés au soulet ou aux travaux. — L'étymologie des mots libération, libérable, libérer est toute latine; mais dans cette langue le verbe *liberare* ne s'appliquait point aux militaires, ni aux lois du recrutement. — L'ORDONNANCE DE 1550 (20 MARS) s'occupait la première des Libérations de soldats. — Les Grecs appelaient *AGR APO-MAQUE* (où l'on ne combat plus), l'âge déclaré impropre au service, et où un citoyen cessait d'être soumis à l'obligation de porter les armes. — Un acte de rengagement est une renonciation au droit à la Libération.

— Dans les troupes de l'INFANTERIE FRANÇAISE le dressement des états de libération et les supputations de ce genre de décompte regardent le COLONEL, le CONSEIL D'ADMINISTRATION, l'INSPECTEUR GÉNÉRAL; le relevé en est adressé au MINISTRE. — Toute Libération est mentionnée à l'instant sur le CONTRÔLE ANNUEL de la COMPAGNIE comme cause de DIMINUTION DE FORCES; cette circonstance occasionne à la même DATE un mouvement dans l'EFFECTIF. — Jusqu'au ministère de DARGENSON la violation des promesses de Libération était un fréquent scandale. — Il y a en France plusieurs genres de Libérations; ainsi il en est prononcé une sous le nom de Libération avant le service; elle a lieu quand le CONSEIL DE RÉVISION raye du contingent les hommes qui sont impropres, ou que la loi dispense ou dispense. — La Libération après le service a lieu suivant les mêmes règles à l'égard des hommes appelés, des hommes levés, des remplaçants. — La Libération des engagés a lieu à l'expiration de la durée légale des années de service; mais l'époque du congé pourrait être retardée si l'homme s'était rendu coupable de certaines absences prohibées, parce qu'il perdrait en ce cas le bénéfice de son ancienneté. — Les Libérations se constatent au moyen d'une CARTOUCHE IMPRIMÉE; elle exprime de quelle nature est le congé, c'est-à-dire, s'il est d'ancienneté, de GRACE (comme on disait autrefois) ou de RÉFORME. — S'il s'agit d'hommes libérés à la suite de PEINES AFFLIC-TIVES, une CARTOUCHE ROUGE leur est délivrée en certains cas, de même qu'autrefois une CARTOUCHE VERTÉ était délivrée en cas de RÉFORME. Un LICENCIEMENT est une Libération générale extraordinaire. — MM. ODIER (1824, E), HUSSON (1838, A), VAUCHELLE ont traité des Libérations.

LIBÉRATION COMPTABILITAIRE. V. COMPTABILITAIRE. V. SOLDAT.

LIBÉRÉE (libérée), adj. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 26. V. CON-

CRÉTÉ. V. LIBÉRATION. V. MUJER ANGLAIS N° 2.

LIBÉRER, verbi. act. V. DÉGAJER UN HOMME. V. LIBÉRATION.

LIBERTÉ, subs. fém. V. EN LIBERTÉ.

LIBERTÉ des COUDRES. V. ACCOUDEMENT. V. COUDRE.

LIBRARIUS, subst. masc. V. FOURNIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

LIBRE, adj. V. ARMES L... V. ENROLET NENT L... V. HOMME L...

LIBRILLE, subs. fém. (F). Mot tout LATIN: *librilla*, *librilla*, qui était un diminutif de *libra*, balance. — Les commentateurs disent que la Librille s'appelait ainsi, *a librando*, c'est-à-dire à raison de la manière dont le *FRONDEUR* balançait le coup pour lancer le PROJECTILE. — C'était une variété de la fronde, et peut-être la même arme que le FUSTIBALE, car la description qu'en fait Festus ne marque pas bien la différence qu'il pouvait y avoir entre ces ARMES NÉVRO-RASTIQUES. Il paraît que c'était également une FRONDE à MANCHE qui jetait la PIÈRE au moyen d'une courroie ou d'une espèce de fouet. — On voit les troupes de CÉSAR repousser une attaque de Vercingétoris, en faisant usage de frondes, de Librilles et de leurs FAUX OU FIEUX, *fundis*, *librilibis*, *sudibusque*. JARRO (1777, G) suppose avec fondement que les SOLDATS que TACITE appelait *libratores*, en parlant des combats de Germanicus, de Corbulon, etc., étaient des soldats armés de Librilles.

LICE, subs. fém. V. ENTRER EN L...

LICE (F), OU LICER, comme l'écrivait VILHARDOUIN; OU LYCE, OU PARC, suivant M. ROQUEFORT. Le mot Lice dérive du bas LATIN *licia*, *licia*. DUCANGE (1733) mentionne maintes fois ce pluriel, qui serait, suivant MÉNAGE, une abréviation de *pali-cium*, barrière. — Au MOYEN AGE, Lice signifiait également clôture et lieu enclos; dans le premier sens, il a été synonyme de MARRICADE, PALISSADEMENT, RETRANCHEMENT; ainsi les PORTES de lieux forts étaient précédées de Lices. Sous la seconde acception, il a été synonyme de ARÈNE, CARREAU, CARRIÈRE, CARROUSEL, CHAMP CLOS, COMBAT À PLAT-SANCE, JOUTE, MINE, PAS D'ARMES, QUARRIÈRE, TERRAIN, TOURNOI. Les CHEVROIS, les PAIS OU PAULX, les TRÈVES, les JUMENTES qui en faisaient partie sont restés comme MEUBLES de BLASON. — La loi voulait que les Lices des JUGEMENTS DE DIEU fussent quarante pas sur quatre-vingts; elles étaient gardées par des SERGENTS D'ARMES; un rescrit de 1303 en traitait dans ces détails. — Au quatorzième siècle, il existait encore des Lices dans les

plus petites villes : c'étaient les tribunaux du temps et le théâtre des CONTRATS DE JUGEMENT. — Dans les Liees consacrées aux exercices, aux amusements, à la PETITE GUERRE, des PALADINS se livraient au manèment de la LANCE, aux COURSES DE QUINTARE, aux JEUX dirigés ou présidés par des MARÉCHAUX. — S'il s'agissait non plus de justice, de COMPARGES, de FAQUINS, mais d'une véritable NOUVEAU-MACHIE, d'UN RUDE DEUL, d'UN COMBAT EN CHAMP CLOS, la Liee s'improvisait, tout lieu enfermé de quelques perches lui était propre; des CHAMPIONS à qui il était donné CHAMP, des CHEVALIERS assistés de leurs ÉCUTERS, se mesuraient à coups d'épée, de lance, etc.; les HÉRAUTS D'ARMES proclamaient leur blason, donnaient le signal, annonçaient le terme de la lutte. Des JEGES DE CAMP assistés de JEUNES AIDES DE CAMP ou MARÉCHAUX présidaient à ces passe-temps; les ÉCUTERS, les SERGENTS ramassaient les combattants restés sur le CARREAU. Quelques éclaircissements à cet égard se trouvent dans le Dictionnaire de la Conversation.

LICENCIEMENT, subs. masc. (A, 4). Mot dérivé du latin *licentia*, synonyme de *missio*, signifiant congé; probablement les Français l'auraient pris directement du verbe italien *licenziare*. — Le Licenciement diffère du congédiement, en ce que le second est le renvoi des individus, et que le premier exprime la suppression partielle ou totale des corps d'une armée, quo l'autorité casse, réforme, et dont elle interrompt les traitements. — Le Licenciement diffère de la dislocation en ce que celle-ci n'est que le démembrement d'une armée rendue à l'état de PAIX. — Jusqu'à l'époque de la création d'une armée permanente, on ne voyait en France que levées et licenciements. C'était là l'occupation des monarques français et de leurs conseillers depuis Charlemagne jusqu'aux derniers Valois. — L'existence des aventuriers n'était pour ainsi dire que le fait d'un contrat mensuel, souvent les années ne duraient guère plus. — HENRI QUATRE, créateur de notre armée, céda lui-même à la force des usages; il licencia, après la paix de Verdun, presque tous les régiments d'infanterie de son armée. — Les vieilles bandes et les petits vireux furent ensuite regardés comme dispensés de la loi du Licenciement, au moins en totalité. — Les Licenciements sont une mesure toujours onéreuse, souvent impolitique. MORTICORDIA (1704, A) démontre combien ils ont été ruineux pour la maison d'Autriche : Si l'on fait, dit-il, le relevé des dépenses occasionnées par le Licenciement, les levées, les voyages de troupe, on reconnaît qu'il en résulte

des frais bien plus considérables que ceux qu'exige une armée perpétuelle. — Le décret de L'AR TREITE (25 germinal), prévoyant les cas de Licenciement, chargeait des détails de l'opération les inspecteurs aux revues, sous la direction du ministre de la guerre; par analogie, les membres de L'INTENDANCE y donneraient, dans le temps actuel, leurs soins. — L'INFANTERIE FRANCOISE de la restauration s'était précautionnée contre l'événement d'un Licenciement, en exigeant qu'en ce cas des GRATIFICATIONS lui fussent allouées et que ses ARMES lui fussent conservées. — Dans un pays dont la constitution militaire serait habilement réglée, il y aurait périodiquement des libérations, éventuellement des dislocations, mais le moins possible des Licenciements; les événements, qui se jouent de la sagesse humaine, ne feraient que trop souvent fléchir le principe : diminuez si vous voulez la force des corps, mais non le nombre. — L'ORDONNANCE de 1815 (23 mars), rendue à Lille, sur le Licenciement, est la preuve qu'il y a assez de bouleversements inévitables, sans que le gouvernement se prête à des suppressions qu'il peut éviter. Les souvenirs de l'armée de la Loire (1815, 3 août) ne se sont pas effacés, et la magnifique garde de CHARLES dix ainsi que son INFANTERIE SUISSE d'ont pas survécu à l'année 1830. — M. BERRIAT (1817, A), M. CARRON (1824, A), LECOUTURIER (1825, A), peuvent être consultés à l'égard des Licenciements.

LICENCIER, verb. act. V. ARMÉE PERMANENTE. V. RARER AGRÉATIVE. V. CASSE. V. LICENCIEMENT. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. RÉFORME. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL D'INFANTERIE FRANÇAISE.

LICIE, subs. fém. V. LICE.

LICHTENSTEIN, v. NOMS PROPRES.

LICORNE, subs. fém. (F). Nom d'un animal fabuleux, appliqué à un ORSEUR LONG ou canon à chambre, dont le MILICE RUSSIE falsait usage, suivant M. MEYER (Moritz), depuis 1744; il dit ailleurs, qu'elle date de 1756. Suivant d'autres écrivains, l'usage n'en aurait commencé que depuis 1771. Cette pièce s'appelait Lieorne (Jedinarok), parce que ses ARRES figuraient des Licornes; elle s'appelait aussi : *piece à la Schowalof* ou *Schuwalof*; elle était plus longue que l'ORSEUR français, et ne pouvait pas, par cette raison, être chargée à la main. Les plus fortes Lieornes étaient de quarante. — Les Lieornes de trois ont été supprimées, en RUSSIE, en 1828. — La portée des Lieornes répondait à celle des MORTIERS à chambre conique. — Il y avait aussi des ORSEURS LONGS qui s'appelaient *GRIFONS*. — Il est traité de ce

sujet par M. JAMOUR, *le Spectateur militaire* (t. xx, p. 593), le *Journal des Sciences militaires* (août 1856, p. 203).

LICTEUR, subs. masc. v. COMMANDEMENT HIERARCHIQUE. v. CONSEIL. v. DÉCLARATION. v. DICTATEUR. v. FAUSCATEUR DE LICITE. v. MACHINE DE LICTEUR. v. HÉRAUT. v. LÉGION ROMAINE n° 7. v. MANUFACTURE D'ARMES. v. MILICE ROMAINE n° 8, 10. v. QUÊTEUR. v. RÉPRESSION.

1.802E, subg. fém., v. CLIDE, v. PERRIER,
subg. masc.

LIE DE VIN, subs. fém. et masc. v, couleur tranchante.

LIEBENSTEIN; LIEBKNECHT;
LIEBKECH; LIEGOLD, v. ROMS GEO-
GRAF.

LIÉGEOIS (liégeois), adj. v. LÉGION L...

L.N.N. de soite. v. soite de fourrage:

LIÈRE (verb. act.) des COMMUNICATIONS.
V. CAMP VOLANT. V. COMMUNICATION.

LEFÈRE HOC ATTAQUE. V. ATTAQUE. V. ATTAQUE DE FRONT DE PLACE.

LENEU, SUBS. MASC. V. CHEF-L... V. HOPITAL DU L...

REFU D'ARRIVÉE. V. ARRIVÉE. V. ARRIVÉE
DE CORPS EN ROUTE. V. COUPON D'INDEMNITÉ DE
ROUTE. V. FREUILLE DE ROUTE. V. RECONNAIS-
SANCE DE TROUPE ARRIVANTES.

LENNU D'ASSEMBLÉE. V. ASSEMBLÉE. V. CON-
TINUED.

LEU de DÉPART, V. DÉPART. V. FEUILLE DE
ROUTE.

1. LIEU DE DESTINATION. V. ADJUDANT-MAJOR
DE SEMAINE ET ROUTE. V. DESTINATION.

ESSE de DISTRIBUTION. V. ADJUDANT DE
GEMAIN EN ROUTE. V. DISTRIBUTION. V. PIQUET
ANNE.

ESSU de DOMICILE, V. AFFICHE DE PUBLICATION DE MARIAGE. V. DOMICILE.

LEU de GARRISON. V. GARRISON. V. IN-
FANTERIE FRANÇAISE N° 5, tableau. V. PREMIER
CÉSISTOQUE.

ROUTE. V. **ADJUDANT DE ROUTE.** V. **ADJUDANT MAJOR PRÉCÉDANT LE CORPS.** V. **ARRIÈRE-GARDE DE CORPS EN ROUTE EN TEMPS DE PAIX.** V. **CANTONNEMENT.** V. **CUNVOI À LA NUIT.** V. **CORPS EN ROUTE SUE FIDÈLE DE PAIX.** V. **COUPON D'INDENNITÉ DE RIENS.** V. **ÉTAPE.** V. **FRUILLE DE ROUTE.** V. **FRUILLE DE ROUTE D'OFFICIER.** V. **GARDE NATIONALE.** V. **GITE.** V. **LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9.** V. **LOGEMENT EN ROUTE.** V. **ORDONNANCE INDIGÈNE.** V. **PAIX DE MURITION.** V. **PREMIER CALCULATEUR.** V. **TRÉSORIER DE CORPS EN ROUTE.**

LIEU DE NAISSANCE. V. ACTE DE DÉCÈS. V. CONTRÔLE ANNUEL DE COMPAGNIE. V. MATRICULE. V. NAISSANCE. V. SIGNALLEMENT.

DEUX DE PASSAGE. V. BOURGEOIS, SUBS. V.
FEUILLE DE BOUTE. V. PASSAGE.

LIEU de POS. V. CHEF DE POSTE D'HOMMES
DE GARDE N° 2. V. POS.

LIEU de RASSEMBLEMENT DE CORPS. V.
ADJUDANT DE SEMAINE N° 4. V. CORPS AU GITE.
V. RASSEMBLEMENT DE CORPS.

LAKE de séjour, v. **SÉJOUR**.

LEUE d'ETAP. V. **ADJUDANT-MAJOR** PRÉ-
 DANT LE CORPS. V. **CHEF DE DÉTACHEMENT** ET
 ROUTE. V. **CONVOI A LA RELIEF**. V. **ETAP**. V.
 FREELLE DE ROUTE. V. **GITE**. V. **INDENNITÉ** DE
 ROUTE. V. **MILICE ROMAINE** N° 11.

LENN DÉPENDU, V. ASSAILANT DE SIÈGE DÉFENSIF, V. DÉPENDU, *adj.*, V. PALSTRE, V. TERRAIN FORTIFICATEUR.

LEEDS' HABITATION. V. HABITATION. V
QUARTER.

LEU FERMÉ. V. AFFAIRE DE POSTE. V. CHÉ
DE DÉTACHEMENT DE GUERRE N° 2, 5. V. FERMÉ
V. POSTE FERMÉ.

RENEU FORT. V. ACTION DE GUERRE. V. FORT
adj. V. PORTFESSE. V. MORTE PAYE. V. PAS
RE-VOLANT. V. RECOMPENSE. V. REMPART D
PORTFESSE. V. SAUT A FEE.

L'ŒU FORTIFIÉ, V. CAPITAINE D'INFANTERIE
FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. FORTIFIÉ.

LIÈGE, suba. fém. V. TROIS SOUS PA
LIÈGE.

LIEUTENANCE, subs. fém. (C. 1). Mo-
derna qui a succédé aux termes **LIEUTENANCIE**, **LIEUTENANCIE**, que mentionne
Roquefort, comme traduction du latin cor-
rompu *locum tenentia*.

LIEUTENANCE COLONELLE. V. AVANCE
MENT. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE
LIGNE N° 5. V. COLONELLE.

LIEUTENANCE DE GENDARMERIE, V. GENDARMERIE, V. GENDARMERIE DE POLICE N° 1.

LIEUTENANCE DE GRENADIERS, V. ADJ
DANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° (
V. GRENADIER, V. NOBLE.

LIEUTENANCE GÉNÉRALE. V. GÉNÉRAL
adj. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL. N° 1.

LIEUTENANCIEF, subs. fém. v. LIEUTENANCE.

LIEUTENANCIE, subs. fém. v. LIEUTENANCE.

LIEUTENANT, subs. masc. v. ADJUDANT
 DE PLACE L... v. ADJUDANT L... v. ADJUDANT
 MAJOR L... v. AFFECTIOMENTS DE L... v. CAP
 TAINEL... v. CLASSE DEL... v. CONTRE-ÉPAULET
 DE L... v. DEVOIRS DE L... v. ÉPAULETTE DE L...
 v. FELD-MARSCHALL L... v. FONCTIONS DE L...
 v. GÉNÉRAL L... v. GRADE DE L... v. LOGI
 MENT DE L... v. NOMINATION DE L... v. PAY
 DE L... v. PREMIER L... v. PÉDITION DE L...
 RANG DE L... v. SERVICE DE L... v. SOLDE DEL...
 v. SOUS-L... v. SUBORDINATION DE L... v. TAB
 DE L... v. TENTE DE L... v. TRAITEMENT DE L...

AUX MONTELS.

— COLONEL.

LIEUTENANT

DE ROI.

D'INFANTERIE.

GÉNÉRAL.

LIEUTENANT

D'ARMEMENT.

LIEUTENANT (term. génér.). Mot visiblement dérivé du latin *locum tenens*. Par une circonstance peu commune, le français et l'italien en ont conservé, en le traduisant, la construction originaire; par un riflet dont les exemples sont nombreux, l'anglais et l'allemand l'ont pris littéralement du français. Dans l'origine, il a signifié, d'une manière générale, *tenant lieu* ou second dans la gestion d'un office; il n'a pas d'autre sens dans le traité de PHILIPPE DE CLÈVES (1520, A); il n'était encore qu'un terme sans spécialité, et n'avait pas pris ce sens propre et absolu par lequel il donne l'idée d'un officier qui seconde le capitaine; ainsi, un COMMISSAIRE DES GUYRES, un CHEF D'ÉCAILLE d'infanterie avaient un Lieutenant; le VICAIER d'un COMTE, un APOSSAIRE étaient Lieutenants, c'est-à-dire seconds ou prévôts. — MONTLUC avait un Lieutenant qui était capitaine et qui commandait sous ses ordres deux compagnies. — L'acception a changé; la pauvreté de notre langage a rendu technique le mot Lieutenant, qui autrefois eût passé pour incomplet si l'on n'eût dit : Lieutenant de qui? — L'expression Lieutenant, appliquée dans le sens d'officier en second, abstraction faite du grade, répond à ce que les Romains appelaient *legatus*. Le légat d'un CONSUL ROMAIN était le Lieutenant d'un GÉNÉRAL, le CORNICULAIRE était le Lieutenant d'un TRIBUN, l'OURAGER était le Lieutenant du DÉCURION. Dans la MILICE BYZANTINE, le HYPOTATÈQUE était le Lieutenant du SUPPÉRATÈQUE. — AU MOYEN ÂGE, un PRÉVÔT, un BAILLIE D'ÉVÊQUE étaient le Lieutenant d'un RANNET, d'un RECHTEUR FIFTE. — PRAINSAC (1614, A) s'est occupé didactiquement, l'un des premiers, du grade des Lieutenants, et quelques courtes explications sur ce sujet se trouvent dans le *Dictionnaire de la Conversation*. — Nous distinguerons le terme *LIEUTENANT* en LIEUTENANT A LA SUITE, — ADJUDANT DE PLACE, — AIDE-MAJOR, — ARGLAIS, — ARCHIVISTE, — AU CAMP, — AUTRICHIEN, — AUX GARDIES, — AUX MONSTERS, — BAVAROIS, — CAPITAINE, — COLONEL A LA SUITE, — COLONEL ADJUDANT GÉNÉRAL, — COLONEL AIDE DE CAMP, — COLONEL ANGLAIS,

— COLONEL AU CAMP, — COLONEL COMMANDANT DE PLACE, — COLONEL D'ARTILLERIE, — COLONEL DE GARDE ROYALE, — COLONEL DE LÉGION, — COLONEL DE PONTONNIERS, — COLONEL D'ÉTAT-MAJOR, — COLONEL D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE GARDE ROYALE, — COLONEL D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE LIGNE, — COLONEL DU GÉNIE, — COLONEL EN CAMPAGNE, — COLONEL EN GARNISON, — COLONEL EN PREMIÈRE, — COLONEL EN SECONDE, — COLONEL EN TROISIÈME, — COLONEL ESPAGNOL, — COLONEL GÉNÉRAL, — COLONEL NÉERLANDAIS, — COLONEL PIÉMONTAIS, — COLONEL PORTUGAIS, — COLONEL PRUSSIE, — COLONEL RUSSE, — COLONEL SUÉDOIS, — COLONEL SUISSE, — COLONEL TURC, — COMMISSAIRE, — D'ARTILLERIE, — D'ARTILLERIE FRANCO-SUISSE DE LIGNE, — DE CAMPÉMENT, — DE CAVALERIE, — DE COMPAGNIE D'ÉLITE, — DE COMPAGNIE D'ORDONNANCE, — DE CORNETABLE, — DE CONSEIL DE DISCIPLINE, — DE CONSUL, — DE DÉTAIL, — DE DICTATEUR, — DE DISTRIBUTION, — DE FURIER, — DE GARDE, — DE GARDE ROYALE, — DE GARDIEN DU CORPS, — DE GÉNÉRAL, — DE GOUVERNEUR, — DE GRAND MAÎTRE DE L'ARTILLERIE, — DE GRAND MAÎTRE DES ARSÉNALS, — DE MARÉCHAL, — DE MARÉCHAL DE CAMP, — DE MARÉCHAL DE L'ÉCUI, — DE MARÉCHAL DE LOGEMENT, — DE MARÉCHAL, — DE POLICE AU CAMP, — DE MUSIQUE, — DE PREMIÈRE CLASSE, — DE PRÉVÔT, — DE RECRUTEMENT, — DE ROSE COURTE, — DE ROSE LONGUE, — DE ROI, MARÉCHAL AU CAMP, — DE SEMAINE, — DE SEMAINE AU CAMP, — DE SÉNÉCHAUSSE, — DE SPENFELD, — DES GARDIES, — DES MARÉCHAUX, — D'ÉTAT-MAJOR DE CORPS, — D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL, — D'ÉCAILLE, — D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE, — D'ORDONNANCE DU COLONEL, — DU GÉNIE, — DU GRAND PRÉVÔT, — DU GUET, — DU ROI, — EN FID, — EN PREMIÈRE, — EN SECONDE, — FRANÇAIS, — GÉNÉRAL ANGLAIS, — GÉNÉRAL ESPAGNOL, — GÉNÉRAL COMMANDANT UNE DIVISION, — GÉNÉRAL D'ARTILLERIE, — GÉNÉRAL DE JODE, — GÉNÉRAL DE ROSE LONGUE, — GÉNÉRAL DES ARMES, — GÉNÉRAL DU GÉNIE, — GÉNÉRAL ESPAGNOL, — GÉNÉRAL INSPECTEUR GÉNÉRAL, — GÉNÉRAL PIÉMONTAIS, — GÉNÉRAL PORTUGAIS, — PARAGUAY, — PARTI-

GELIER, — PORTUGAIS, — NÉERLANDAIS, — PRUSSE, — SUISSE, — TURCO-ÉGYPTE.

LIEUTENANT A LA SUITE. V. A LA SUITE.
V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 4, tableau.

LIEUTENANT ADJUDANT DE PLACE. V. ADJUDANT DE PLACE n° 1, 2.

LIEUTENANT AIDE-MAJOR. V. AIDE-MAJOR ACTUEL n° 1. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 4.

LIEUTENANT ANGLAIS. V. ANGLAIS, adj. V. MILICE ANGLAISE n° 2, 5.

LIEUTENANT ARCHIVISTE. V. ARCHIVISTE. V. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE.

LIEUTENANT AU CAMP. V. AU CAMP. V. DÉTACHEMENT AU CAMP.

LIEUTENANT AUTRICHIEN. V. AUTRICHIEN, adj. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 5.

LIEUTENANT AUX GARDES. V. AUX GARDES. V. GARDES FRANÇAISES n° 2.

LIEUTENANT AUX MONTRES. V. AUX MONTRES. V. LIEUTENANT AUX MONTRES.

LIEUTENANT AUX MONTRES (P), ou **LIEUTENANT-AUX MONTRES.** Sorte de LIEUTENANT, c'est-à-dire de délégué ou de représentant qui était chargé jadis par le cornétable ou par un maréchal de France de faire la revue des compagnies d'ordonnance, etc. — Au quatorzième siècle on nomme ainsi, à ce que dit M. Monteil, les officiers d'administration militaire. Il y avait vingt-deux de ces Lieutenants, savoir : vingt pour les troupes royales, un pour les gens du cornétable, un pour les gens du grand maître des arbalétriers. — Une ordonnance de 1572 enjoignait aux maréchaux et au grand maître des arbalétriers de choisir des Lieutenants pour la revue des troupes. — Les commissaires des guerres, les inspecteurs aux revues, les officiers d'inspection ont successivement hérité des fonctions des Lieutenants aux montres.

LIEUTENANT BAVAROIS. V. BAVAROIS, adj. V. MILICE BAVAROISE n° 3.

LIEUTENANT CAPITAINE. V. CAPITAINE LIEUTENANT. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 1.

LIEUTENANT-COLONEL, adj. V. ADJUDANT GÉNÉRAL LIEUTENANT-COLONEL. V. COLONEL.

LIEUTENANT-COLONEL, subs. masc. F. ABSENCE DE LIEUTENANT-C... V. ADMINISTRATION DE LIEUTENANT-C... V. ALLOCATIONS DE LIEUTENANT-C... V. AFFECTEMENTS DE LIEUTENANT-C... V. AUTORITÉ DE LIEUTENANT-C... V. CAS D'ABSENCE DE LIEUTENANT-C... V. CHEF DE BATAILLON LIEUTENANT-C... V. COMMANDANT DE PLACE LIEUTENANT-C... V. COMMISSION DE LIEUTENANT-C... V. CONGÉ DE LIEUTENANT-

C... V. CONGÉ LIMITÉ DE LIEUTENANT-C... V. CRÉATION DE LIEUTENANT-C... V. DEVOIRS DE LIEUTENANT-C... V. DROITS DE LIEUTENANT-C... V. EMPLOI DE LIEUTENANT-C... V. ÉPAULETTE DE LIEUTENANT-C... V. FONCTIONS DE LIEUTENANT-C... V. GRADE DE LIEUTENANT-C... V. INSPECTION DE LIEUTENANT-C... V. LOCALISATION DE LIEUTENANT-C... V. NOMINATION DE LIEUTENANT-C... V. PRÉROGATIVES DE LIEUTENANT-C... V. RANG DE LIEUTENANT-C... V. REMPLACEMENT DE LIEUTENANT-C... V. SERVICE DE LIEUTENANT-C... V. SOLDAT DE LIEUTENANT-C... V. SUBORDINATION DE LIEUTENANT-C... V. SURVEILLANCE DE LIEUTENANT-C... V. UNIFORME DE LIEUTENANT-C...

LIEUTENANT-COLONEL A LA SUITE. V. A LA SUITE. V. CHEF DE DÉTACHEMENT FARRAQUE. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE n° 4.

LIEUTENANT-COLONEL ADJUDANT GÉNÉRAL. V. ADJUDANT GÉNÉRAL.

LIEUTENANT-COLONEL AIDE DE CAMP. V. AIDE DE CAMP n° 2.

LIEUTENANT-COLONEL ANGLAIS. V. ANGLAIS, adj. V. MILICE ANGLAISE.

LIEUTENANT-COLONEL AU CAMP. V. AU CAMP. V. CAMP DE TENTES.

LIEUTENANT-COLONEL AUTRICHIEN. V. AUTRICHIEN, adj. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 2, 5.

LIEUTENANT-COLONEL COMMANDANT DE PLACE. V. COMMANDANT DE PLACE n° 2.

LIEUTENANT-COLONEL D'ARTILLERIE. V. ARTILLERIE. V. ÉTAT-MAJOR D'ARTILLERIE.

LIEUTENANT-COLONEL DE CAVALERIE. V. CAVALERIE. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE n° 1.

LIEUTENANT-COLONEL DE DARIUS ROYALE. V. GARDE ROYALE. V. GARDE ROYALE n° 4.

LIEUTENANT-COLONEL DE LÉGION. V. LÉGION DE LOUIS QUINZE.

LIEUTENANT-COLONEL DE PORTONNIERS. V. BATAILLON DE PORTONNIERS. V. PORTONNIER.

LIEUTENANT-COLONEL D'ÉTAT-MAJOR. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1817 (12 SEPTEMBRE). V. OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

LIEUTENANT- (Lieutenants-) COLO-
NEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE (A, 1). Sorte de LIEUTENANTS, c'est-à-dire d'officiers supérieurs, dont le titre, ici caractérisé avec précision, rappelle un grade autrefois mal déterminé et exercé, soit par de simples officiers, soit par des officiers généraux ; leur emploi, leurs attributions dans l'armée française ont été fort différents suivant les épo-

ques. — Il a existé, sous HENRI QUATRE, un Lieutenant-colonel général dont parle DARIU (1731, A). Cette charge, créée en 1584 (décembre), en faveur de Crillon, s'éteignit avec lui. — On a appelé LIEUTENANT DU COLONEL, et ensuite Lieutenant-colonel, le CAPITAINE qui commandait la COMPAGNIE COLONELLE; il s'appelait aussi CAPITAINE-LIEUTENANT, parce qu'il était le LIEUTENANT DU COLONEL GÉNÉRAL; il le représentait à la tête de la COMPAGNIE qui, dans chaque RÉGIMENT D'INFANTERIE, était la propriété de cet OFFICIER GÉNÉRAL; cette locution Lieutenant-colonel était reçue, et la loi la sanctionna, comme tant d'autres anomalies de la LANGUE MILITAIRE. — Il était d'usage, dans les CORPS DE CAVALERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE, d'appeler, comme le témoigne POTIER (1780, X), Lieutenant-colonel, le premier CAPITAINE, parce qu'il commandait en l'absence du COLONEL. — Depuis l'abolition de la charge de COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE, en 1661, L'INFANTERIE FRANÇAISE appela Lieutenant-colonel, non plus l'OFFICIER représentant l'EX-COLONEL GÉNÉRAL, mais le représentant du maître de camp devenu COLONEL particulier; depuis cette abolition du COLONEL GÉNÉRAL, ce Lieutenant-colonel eut, à son tour, sa COMPAGNIE; c'était la lieutenant-colonelle; il la faisait aussi commander par un représentant. — Le Lieutenant-colonel moderne n'est donc nullement le Lieutenant-colonel des deux derniers siècles; le GRADE des Lieutenants-colonels de régiment, contre la marche ordinaire des choses, a pris plus d'importance, alors que les autres GRADES ont déchu; cet OFFICIER était CHEF DE BATAILLON, il est devenu COLONEL EN SECONDE. LES AUTEURS qui tendent témoignage de ces faits sont : BARDET (1740, A), BERRIAT (1817, A), BIRAC (1680, B), BOMFELLES (1746, A), CARRION (1824, A), DARIU (1731, A), DELAFORTAINE (1675, A), DYLANMONT (1671, A), DESPAIGNAC (1751, D), DESPAR (1745, A), ENCYCLOPÉDIE (1751, C), FURTIÈRE (du mot Colonel), GAY (1679, A), LACHESNAIE (1758, I), LAVALLE (1693, E), LEBRON (1758, B), MARRESON (1685, B), OGER (1817 et 1824, E), POTIER (1779, X), QUINCY (1741, D), le *Spectateur militaire* (t. xvii, p. 35), la *Sentinelle* (t. iv, p. 81). — Le sujet va être divisé comme il suit : CRÉATION, NOMINATION, INFORME, LOCALISATION, REMPLACEMENT, ALLOCATIONS, SOLDE, DROITS, AUTORITÉ, PRÉROGATIVES, RANG, SURVEILLANCE; FONCTIONS, DEVOIRS, SUBORDINATION, ADMINISTRATION. — N° 1. CRÉATION. — M. le colonel CARRION (1824, A) regarde les Lieutenants-colonels comme ayant été créés sous LOUIS TREIZÈME. M. BORTREMPS croit que, vers le milieu du

dix-septième siècle, le grade de SERGENT-MAJOR commença à devenir GRADE de Lieutenant-colonel; mais ces assertions ne sont pas exactes. — Il fut attaché, depuis LOUIS QUATORZE jusqu'à la fin du règne de LOUIS SEPT, des Lieutenants-colonels à l'ÉTAT-MAJOR DES RÉGIMENTS D'INFANTERIE. — L'ORDONNANCE DE 1653 (28 AVRIL) est la première où nous retrouvons le terme ici mentionné; mais il signifie d'abord CAPITAINE de la COMPAGNIE COLONELLE. Depuis l'ORDONNANCE DE 1665 (25 JUILLET), le titre impliqua le rang d'OFFICIER SUPÉRIEUR. — A l'instar des LIEUTENANTS-COLONELS de la CAVALERIE ÉTRANGÈRE DU SERVICE DE FRANCE, c'est-à-dire à l'instar du titre que portait le premier CAPITAINE du RÉGIMENT, ce même titre de Lieutenant-colonel était donné, comme le témoigne GANEAU, au MAJOR DU RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE; il en était ainsi au commencement du dernier siècle. L'INFANTERIE imita en cela la CAVALERIE; mais ce n'est que bien plus tard que le grade a pris l'importance, ourée peut-être, qu'il a de nos jours. — L'invention du GRADE de Lieutenant-colonel fut une conséquence de la division des RÉGIMENTS EN BATAILLONS, parce que le COLONEL en commanda plus spécialement un; le Lieutenant-colonel fut attaché à l'autre; ainsi l'autorité des Lieutenants-colonels était moitié moindre que de nos jours, puisqu'elle s'exerce actuellement sur tout un CORPS, d'une manière plus ou moins mitigée, plus ou moins étendue. — Sous le ministère du SIEUR, quoiqu'il ne fût plus reconnu de COLONEL, il était dans les intentions de ce ministre que, au-dessous du MAÎTRE DE CAMP EN PIER et du MAÎTRE DE CAMP EN SECONDE, il y eût un Lieutenant-colonel; de la part des CHEFS DE LA GUERRE, c'était une singulière aberration en fait de LANGUE. — Les bataillons de VOLONTAIRES NATIONAUX furent placés, à leur création, sous un chef très-impulsièrement nommé Lieutenant-colonel, puisqu'il n'y avait pas de COLONEL. Un LIEUTENANT-COLONEL EN SECONDE partageait presque, avec le Lieutenant-colonel en premier, l'autorité, et souvent la lui disputait. — Ces imperfections s'effacèrent à la promulgation du DÉCRET DE 1793 (21 FÉVRIER); il ne fut plus reconnu de Lieutenant-colonel, mais des CHEFS DE BATAILLON. Ce fut une des utiles innovations de la GUERRE DE LA RÉVOLUTION. — BONAPARTE créa, sous le nom de MAJORS, de véritables Lieutenants-colonels; la restauration les abolit. — L'ORDONNANCE DE 1815 (3 AOÛT) rétablit nominativement le GRADE de Lieutenant-colonel, mais l'attacha à un EMPLOI qui ne lui avait pas encore été dévolu. Le MINISTRE voulait créer des pla-

ces; il s'inquiétait peu qu'elles fussent utiles. Les **COMMISS DE LA GUERRE** virent de leurs yeux qu'il y avait des **Lieutenants-colonels** dans la **MILICE ANGLAISE**; ils ne se rendirent pas compte qu'ils y étaient réellement ou **COLONELS** par le fait ou **CHEFS DE BATAILLON** par les fonctions, parce que, en **ANGLETERRE**, les **COLONELS** sont généraux pour la plupart, qu'ils ne sont jamais au corps, et que le **GRADE DE CHEF DE BATAILLON** y est inconnu. Les **COMMISS** se persuadèrent qu'il fallait en France des **Lieutenants-colonels**, quoiqu'il ne manquât ni de **COLONELS** véritables, ni de **CHEFS DE BATAILLON**; d'autres raisons eurent aussi de l'influence; **BONAPARTE** avait donné un second chef à ses corps d'infanterie, il s'appelait **MAJOR**; dès lors il fallut donner un second chef aux corps de l'armée nouvelle, tout faibles qu'ils fussent; et l'on s'y décida, sans se rendre compte que si **BONAPARTE** avait créé des **MAJORS** c'était pour les temps de guerre et dans des corps démesurés. On trouva ainsi moyen de conserver les **MAJORS** à grosses épaulettes, et de flatter leur vanité en ressuscitant pour eux un titre de l'ancien régime. D'aussi misérables considérations ont tourmenté, depuis **HERIQUET**, la composition de l'armée française. — Une faute conduisit ordinairement à une autre: en créant le **GRADE** de **Lieutenant-colonel**, il fallut inventer, pour déguiser le vice du double emploi, des fonctions à remplir; et cet officier, au lieu d'être le substitut éventuel de son chef ou son représentant en cas d'absence, devint, d'une manière permanente, l'intermédiaire entre le **COLONEL** et ses officiers; c'était un rouage superflu toujours, nuisible quelquefois. En créant ainsi, surabondamment, un **COMMANDANT EN SECOND**, on se mit, comme le dit **ODIER** (liv. II, p. 40), dans la nécessité de remplacer au besoin ce remplaçant; on établit, sans profit pour la discipline, une cascade de plus pour le commandement. — Le conseil supérieur de la guerre agita, en 1828, la question de savoir s'il supprimerait ce grade; ce projet a, de nouveau, été mis sur le tapis en 1834, comme susceptible, si l'abolition avait lieu dans toutes les armes, de produire une économie de deux millions. La même opinion fut émise, en 1832, à la chambre des pairs, dans le cours de la discussion du budget. — Un ordre du jour du ministre de la guerre (1835 [13 juin]), rapporté dans la *Constitutionnel* (16 et 17 juin), terminait des reproches à l'occasion d'un duel entre le colonel du huitième de dragons (M. Vial) et son **Lieutenant-colonel** (M. Gérard), stationnés à Epinal; ce dernier, blessé dans l'action, était livré à un conseil

de guerre; son chef était privé de son emploi. — Des opinions qui tendent, au contraire, à faire valoir l'utilité du grade de **Lieutenant-colonel** sont consignées dans la *Sentinelle de l'Armée* (1855 [10 juillet]); et ceux même qui penchent vers l'opinion que le grade eût dû n'être pas créé, ne se dissimulent pas l'impossibilité de l'abolition, à raison de la quantité de militaires recommandables et habiles qui exercent maintenant cet emploi; la suppression d'une manière brusque ou générale serait une injustice. Elle serait un embarras en administration, puisqu'elle exigerait le remanement de toutes les ordonnances. — N° 2. NOMINATION, UNIFORME. — AVANT L'ORDONNANCE DE 1762 (10 DÉCEMBRE), UN CAPITAINE PRÉSENT LIEUTENANT-COLONEL PAR LE DROIT DE L'ANCIENNETÉ; cette ordonnance conféra au roi le choix à cet emploi; et comme, à cette époque, les **COLONELS** étaient souvent des enfants, la place de **Lieutenant-colonel** était dévolue à des officiers d'expérience, qui devenaient, au besoin, les tuteurs, les mentors de leur chef. — L'ORDONNANCE DE 1763 (1^{re} MARS) réglait que, en cas de vacance d'un emploi de **Lieutenant-colonel**, la charge serait exercée par des officiers tirés d'autres corps. — Les brevets qui investissaient les **Lieutenants-colonels** de leur emploi étaient désignés, dans le style de la législation, sous le titre de **COMMISSIONS**. — L'ORDONNANCE DE 1818 (10 AOÛT) réglait, à raison de l'ancienneté, l'avancement des **Lieutenants-colonels**. — LA LOI DE 1832 (14 AVRIL) disposait que, pour obtenir ce grade, il fallait avoir été trois ans chef de bataillon; mais elle laissait au choix du roi la nomination. — L'ORDONNANCE DE 1835 (10 JUIN) leur donnait accès au corps de l'intendance, et les déclarait susceptibles de passer sous-intendants de seconde classe. — Les **Lieutenants-colonels** n'avaient dans le principe que les insignes à peu près pareils à ceux maintenant affectés aux chefs de bataillon; ainsi le règlement de 1767 (28 AVRIL) portait qu'ils auraient une épaulette de colonel et une contre-épaulette. — LA NOTICE DE 1815 (6 DÉCEMBRE) et la circulaire de 1816 (25 JANVIER) réglaient autrement leurs marques distinctives, et les assimilèrent davantage à celles des colonels; mais elles donnaient les épaulettes en or et en argent aux **Lieutenants-colonels**; tels sont les galons de schako et leurs épaulettes; elles sont à torsades comme celles des **COLONELS**, et n'en diffèrent que parce qu'elles sont à deux métrés, comme l'étaient les épaulettes de major sous le régime impérial. — N° 3. LOCALISATION. — L'ORDONNANCE DE 1768 (1^{re} AOÛT)

voulait que les Lieutenants-colonels prissent en garnison leur logement le plus près possible du régiment. — En temps de paix, et en cas de réparation de corps, le Lieutenant-colonel reste au bataillon où se trouve le colonel, ou bien il l'accompagne, s'il y a nécessité, la portion du corps dont le colonel s'éloigne.

— En temps de guerre, le Lieutenant-colonel commande la partie du corps où le colonel ne se trouve pas. — En ordre de bataille, la place du Lieutenant-colonel, quand il ne commande pas le corps, était à vingt-cinq pas en arrière du second bataillon et à quatre pas à la droite du colonel; il avait devant lui le chirurgien-major. — L'ordonnance de 1818 (13 mai) voulait que, en manœuvre, quand le colonel commandait en personne le régiment, le Lieutenant-colonel se tint aux endroits où sa présence était nécessaire, ou qu'il se portât sur les points que le colonel lui indiquerait. — Dans les défilés d'honneur, le Lieutenant-colonel se tient à la gauche de son commandant, et il a à sa gauche le chef du premier bataillon. — L'ordonnance de 1831 (4 mars) disposait que, en ordre de bataille, le Lieutenant-colonel serait à la droite du colonel si le major était à sa gauche; si le major était absent, le Lieutenant-colonel était à la gauche du colonel. — L'ordonnance de 1832 (3 mai, art. 41) réglait sa place au camp. — En temps ordinaire, le Lieutenant-colonel ne peut s'absenter en même temps que son chef, et il alterne avec lui lors de la distribution des congés.

N° 4. Remplacement. — Si le Lieutenant-colonel s'absente, le plus ancien chef de bataillon en remplit les fonctions, à moins que l'absence ne soit de moins de huit jours; le Lieutenant-colonel n'est, en ce cas, suppléé que par le chef de bataillon de semaine. — Si le Lieutenant-colonel ne peut, en garnison, se trouver au rapport, il y est représenté par le chef de bataillon de semaine. — A l'égard du bataillon d'instruction et des manœuvres, le chef de bataillon instructeur remplace, en cas d'absence, le Lieutenant-colonel. — S'il est attaché au corps du colonel, à la suite, il serait, en cas d'absence prolongée, le remplaçant du Lieutenant-colonel. S'il n'y en a point, et qu'il y ait un Lieutenant-colonel à la suite, il en serait de même. — N° 5. Allocations, solde. — Aussi longtemps que le Lieutenant-colonel était tiré de la classe des capitaines, il conservait sa compagnie, et avait des capitaines, et en outre paye de Lieutenant-colonel; celle-ci était un peu plus du double de l'autre. — La circulaire de 1816 (23 janvier) et l'ordonnance de 1823 (19 mars) ré-

glaient les allocations auxquelles les Lieutenants-colonels avaient droit; elles leur accordaient, en l'absence du colonel, l'indemnité de frais de représentation. — L'ordonnance de 1817 (7 mars) leur allouait les mêmes rations de fourrages qu'au colonel. — L'ordonnance de 1829 (10 octobre) réglait leur pension de retraite. — En vertu de l'ordonnance de 1651, le Lieutenant-colonel avait, comme indemnité d'entretien, un franc par jour. — L'ordonnance de 1758 lui allouait cinq francs par jour. — Ses appointements ont été réglés par l'ordonnance de 1825 (19 mars); ils étaient moins favorables que ceux des Lieutenants-colonels d'infanterie franco-allemande de ligne; ceux-ci jouissaient de cinq mille francs d'appointements; dans la garde royale, les officiers de ce même grade avaient douze mille francs. — N° 6. Droits, autorité. — Il serait de peu d'utilité de rechercher quels étaient autrefois les droits et l'autorité des Lieutenants-colonels, puisque le grade était tout différent de ce qu'il est devenu; disons cependant que l'ordonnance de 1768 (1^{re} mars) voulait qu'en cas de présence comme d'absence du colonel, le Lieutenant-colonel conservât sur le major, les capitaines et autres officiers du corps une autorité égale. — Depuis 1770, vingt ans de service leur donnaient droit à entrer dans l'ordre de Saint-Louis. — Le Lieutenant-colonel se fait accompagner de l'adjudant de semaine lorsqu'il fait la visite de la caserne. — Il se fait remettre, au retour des détachements, les certificats de bien vivre qui ont été délivrés à leur chef pendant le cours de la route; il inspecte, si le colonel ne le fait lui-même, tout détachement ramené par un chef de bataillon. — Si, le dimanche, le colonel ne passe pas en personne l'inspection du corps, le soin regarde le Lieutenant-colonel, et dans ce cas le corps est commandé par le plus ancien chef de bataillon. — Toutes les fois que le colonel ne peut se trouver à la parade, le Lieutenant-colonel l'y représente. Si le colonel est absent, ou dans les cas d'interim, le Lieutenant-colonel commande le corps; si le chef était présent, l'ordonnance de 1818 (15 mai) donnait au Lieutenant-colonel le commandement en second. — Le Lieutenant-colonel se fait remettre par le chef de bataillon de semaine un double de la feuille de rapport général. — Les cuisiniers de sous-officiers ne peuvent remplir cet emploi qu'en vertu de l'autorisation qu'il en donne. — Il inscrivait ses observations sur les propositions au grade de capitaine, etc. — Il désignait comme candidats les sujets qu'il croit susceptibles de devenir adjudants. —

Il est loisible au Lieutenant-colonel de proposer au colonel d'ordonner que les officiers de détail soient dispensés du service de semaine. — Les demandes de convalescence, de dispensat d'exercice, etc., lui sont soumises par les capitaines. — Les chefs de bataillon et le major le préviennent des permissions qu'ils obtiennent ou qu'ils accordent. L'adjudant-major lui communique l'ordre à la parade. — Le Lieutenant-colonel peut permettre que le chirurgien-major soit remplacé par son aide, soit dans le cours des manœuvres, soit dans les visites journalières au quartier. — Il est rendu compte au Lieutenant-colonel des arrêts qui seraient infligés, si l'officier punissant et l'officier puni étaient de bataillons différents. — Si des sous-officiers ou adjudants encourent peine de censure, le Lieutenant-colonel dressé et signe en ce cas un avis motivé. — Le Lieutenant-colonel propose, quand il le juge à propos, qu'il soit commandé une corvée générale. Il propose au colonel les officiers à attacher à l'instruction, et il a sous ses ordres l'instructeur. — Il répartit également sur les compagnies le nombre de travailleurs autorisé par le colonel. — En l'absence du colonel, le Lieutenant-colonel reçoit le dimanche la visite des officiers; en tout temps, il réunit chez lui ce même jour le chirurgien-major et les officiers pour la visite générale. — Le circulaire de 1852 (10 avril) témoignait que, dans certains corps, le colonel restreignait, ou, comme disait la circulaire en termes un peu forcés, annulait l'autorité de leur Lieutenant-colonel, en se dispensant de transmettre par la filière de ce grade les ordres donnés à des grades inférieurs; c'est une des preuves de la rivalité fâcheuse de deux grades trop peu distants. L'esprit de censure en pourrait tirer ou renouveler l'induction que l'institution du grade de Lieutenant-colonel prêtait au blâme. — N° 7. PRÉROGATIVES, RANG. — Dans les derniers siècles, le Lieutenant-colonel tenait la seconde place dans l'état-major des corps, où il n'était point attaché de colonels en second; à la guerre, il commandait le second bataillon. — Depuis l'ordonnance de 1776 (25 mars), qui créait l'emploi de colonel en second, le Lieutenant-colonel n'était plus que le troisième officier du corps. — Le rang de Lieutenant-colonel a donné droit d'être employé comme major de place. — En 1790, les commissaires auditeurs des guerres avaient rang de Lieutenant-colonel, c'est-à-dire de commandant de bataillon; cette distinction est importante à faire en bien des circonstances,

car les assimilations des grades anciens sont une source de malentendus, à cause du peu de stabilité de la composition de l'armée française, et à cause des modifications que les grades ont éprouvées; nous en avons donné quelques preuves aux articles CORRECTION DE COLONEL GÉNÉRAL et CORPS D'INTENDANCE; ce corps franchit dans son avancement le grade de Lieutenant-colonel comme s'il n'existait pas. Dans les garçons du corps, des brigadiers étaient Lieutenants-colonels; dans l'infanterie franco-belge de ligne, un chef de bataillon marchait l'égal d'un Lieutenant-colonel d'infanterie française de ligne; dans l'infanterie francosuisse de la garde royale, un Lieutenant-colonel était colonel, et avait retraite de maréchal de camp et douze mille francs d'appointement. Partout abus de mots, renversement d'idées, et contraste dans le mécanisme. — N° 8. SURVEILLANCE. — Le Lieutenant-colonel exerce une police morale; il surveille la conduite que les officiers tiennent au café, dans leurs réunions et à l'auberge; il règle l'économie de leur table; s'assure de l'exact acquittement de la pension, se tient informé de leur manière de vivre, des dettes quelconques qu'ils pourraient contracter, des dépenses qu'ils font, etc.; il donne, en ce cas, par écrit, son avis à l'égard des billets qu'ils souscriraient et auxquels ils ne feraient pas honneur, afin que le colonel prononce à ce sujet. — Le Lieutenant-colonel s'assure que le chirurgien-major fait tous les trois mois une visite sanitaire générale. — Les règlements de 1822 (30 mars) et 1826 (24 juillet) chargeaient le Lieutenant-colonel de la surveillance de l'école de démontage de fusil; ils voulaient qu'il donnât particulièrement ses soins à l'entretien des armes d'uniforme, et qu'il se fit rendre compte de l'état de l'armement des compagnies par les chefs de bataillon de semaine. — Le Lieutenant-colonel surveille dans ses détails l'instruction du corps, dirige l'instructeur en chef et tient son tableau général des classes d'exercice. — N° 9. FONCTIONS. — Depuis l'institution des compagnies colonnelles, et jusqu'en 1661, ces compagnies étaient commandées par le Lieutenant-colonel; ces officiers eurent ensuite leur compagnie lieutenants-colonelle; celle-ci était commandée par un capitaine; mais, suivant l'usage du temps, le colonel et le Lieutenant-colonel n'étaient ni l'un ni l'autre factionnaires. — Pendant la guerre de 1762, époque antérieure de plus d'un siècle à la création des chefs de bataillon, le Lieutenant-colonel commandait le second bataillon, le major comman-

SBN

606647







